



**HAL**  
open science

# Rénovation de la théorie de la base économique depuis les Suds : Une approche “ décentralisée ” du développement territorial sur le cas du Brésil

Ludovica Milano

## ► To cite this version:

Ludovica Milano. *Rénovation de la théorie de la base économique depuis les Suds : Une approche “ décentralisée ” du développement territorial sur le cas du Brésil*. Géographie. Université Grenoble Alpes [2020-..], 2023. Français. NNT : 2023GRALH014 . tel-04378686

**HAL Id: tel-04378686**

**<https://theses.hal.science/tel-04378686>**

Submitted on 8 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES**

École doctorale : SHPT - Sciences de l'homme, du Politique et du Territoire

Spécialité : Urbanisme - Mention aménagement

Unité de recherche : Pacte, Laboratoire des sciences sociales

**Rénovation de la théorie de la base économique depuis les Suds :  
Une approche « décentrée » du développement territorial sur le cas  
du Brésil**

**Renovation of the economic base theory from the global south: A  
"decentered " approach to territorial development in Brazil**

Présentée par :

**Ludovica MILANO**

Direction de thèse :

**Magali TALANDIER**

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Directrice de thèse

Rapporteurs :

**Jérôme BLANC**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Lyon 2 A&L Lumière

**Olivier CREVOISIER**

PROFESSEUR, Université de Neuchâtel

Thèse soutenue publiquement le **18 septembre 2023**, devant le jury composé de :

**Magali TALANDIER**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Directrice de thèse

**Jérôme BLANC**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Lyon 2 A&L Lumière

Rapporteur

**Olivier CREVOISIER**

PROFESSEUR, Université de Neuchâtel

Rapporteur

**Anne-Laure AMILHAT SZARY**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Présidente

**Genauto Carvalho de FRANCA FILHO**

PROFESSEUR, Universidade Salvador de Bahia

Examineur

**Isabelle HILLENKAMP**

CHARGE DE RECHERCHE, IRD délégation régionale Ile de France

Examinatrice





*L'enfer des vivants n'est pas chose à venir, s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place.*

Calvino I., *Les Villes invisibles* [1972], Paris, éditions du Seuil, 1996, p. 189

## Remerciements

Le moment est venu : un point final hésitant clôture ce document et mon expérience de thésarde. Ce fût un parcours dense, pas toujours aisé, mêlant beaucoup d'émotions – la joie des découvertes et des échanges, la solidarité, la gratitude, mais aussi beaucoup d'introspection, de doutes, de rumination. Les crises de ces dernières années nous ont mis·e·s face aux difficultés de suivre de près un monde qui change si vite. Ces bouleversements et entre autres le dépaysement scientifique qui en a découlé ont alimenté les questionnements qui tissent la toile de fond de ce manuscrit - et qui me tracassent depuis mon adolescence révoltée.

Il est difficile pour une jeune chercheuse de trouver sa place et de se sentir légitime dans sa façon de s'approcher à une complexité qui, à un premier abord, ne peut que paraître inaccessible. Pour ne pas perdre la foi, il est indispensable d'être accompagnée, encadrée, soutenue dans ses efforts. Ainsi, je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de thèse, Magali Talandier, qui a crû dès le début dans ce projet de recherche, reçu de la part d'une jeune chargée de mission en ONG qu'elle n'avait encore jamais rencontrée. Merci, Magali, pour ton encadrement, ta rigueur et la confiance que tu m'as accordée, qui s'est traduite par une grande autonomie au fil des années. Merci pour tes remarques, relectures et suggestions, ainsi que pour nos discussions sur la nécessité d'ouvrir la science régionale à d'autres regards, notamment celui des femmes.

Je remercie le Laboratoire *Pacte* et les équipes de la Cité des Territoires. Merci aux membres de *Villes et Territoires* - en particulier à Kirsten Koop pour nos débats sur les *diverse economies* et à Marjolaine Gros-Balthazar et Josselin Tallec pour leurs conseils et encouragements. Je remercie Anne-Laure Amilhat Szary, directrice de Pacte quand j'ai commencé ma thèse, qui a soutenu ce projet auprès de l'ED. Je remercie Myriam Houssay-Holzschuh pour les lectures précieuses qu'elle m'a conseillées, ainsi que Cristina del Biaggio pour nos discussions si enrichissantes. Merci à Nicolas Robinet et à ses compétences cartographiques. Merci à Catalina Esparza, Nathalie Leardini et Lourdemarie Luète pour leur support administratif, ainsi qu'à Sami Dkhil, qui a su sauver le contenu de mon disque dur plus d'une fois.

Un remerciement particulier va aussi aux personnes qui m'ont aidée avec leurs relectures : Calum, Célia, Gabriel, Jessica, Marie, Marjolaine, Pierre, Thomas, Théo, Yatina, Zoé.

Merci aux membres du jury de thèse, qui ont accepté de lire ce manuscrit au prisme de leurs expertises et domaines de recherche.

Je suis très reconnaissante envers l'*Incubadora Tecnológica de Economia Solidaria* de l'Université Fédérale de Bahia. Merci à son directeur, Genauto Carvalho de França Filho, pour ses remarques constructives, sa disponibilité et son enthousiasme. Merci aussi à Diana Rôde, Elenita Barbosa, Iago Itã, Ian de Castro, Laís Francine, Magno Macêdo et Simaia Barreto, qui m'ont supportée dans l'accès au terrain et auprès desquel·le·s j'ai beaucoup appris. L'ITES/EAUFBA a été pour moi un exemple de lutte épistémique lucide, tout en gardant à l'esprit qu'on a le droit de profiter et de se sentir chanceux·se en faisant de la recherche sur ce qui nous tient le plus à cœur.

Merci également aux équipes des Banques Communautaires de Développement qui m'ont accompagnée dans mes recherches de terrain. Je remercie Mauro Rodrigues, guide incomparable de São João do Arraial, ainsi que Walquicia Cavaleiro et Aldeane Santana du *Centro Cocais*. Merci à l'équipe du *Banco Ilhamar* - particulièrement à Rosângela Silva et Elisângela Lopes Lima - et à celle du *Banco Santa Luzia* - particulièrement à Tiago Muniz et à Carlos Eduardo Barbosa. Merci à Joaquim de Melo de l'*Instituto Banco Palmas* pour les nombreuses heures qu'il m'a dédiées malgré son agenda si rempli. Merci à Giulliana Brito de l'IBGE de Bahia, qui m'a éclairée lorsque j'étais perdue dans les profondeurs des bases de données brésiliennes. Merci à Luciana et Luiz, qui m'ont toujours faite sentir comme à la maison depuis mon premier séjour à Salvador. *Amei cada trilha desse caminho que me levou até lugares inesperados e povos incrivelmente poderosos, admirando a força transformadora dessa comunidade sem fronteiras que é o povo*

*da economia solidária, exemplo vivo das alternativas concretas às fealdades desse capitalismo absurdo e destruidor. Obrigada por tudo, não tem como agradecer!*

Je remercie également l'IRD de Dakar qui m'a accueillie lors de mon séjour au Sénégal, et particulièrement Luc Descroix et Ange Bouramanding Diedhiou du Laboratoire *Pateo*. Merci aussi à l'ONG *Grdr-Migration Citoyenneté Développement* pour m'avoir supportée dans le premier accès au terrain, ainsi qu'à Oumar Wade pour nos longues discussions sur le développement territorial.

Je remercie de manière plus large mais tout aussi intense celles et ceux qui ont pris le temps de répondre à mes questions lors de la centaine d'entretiens que j'ai menés sur trois continents. Rien n'aurait été possible sans vos pratiques, vos partages et vos points de vue.

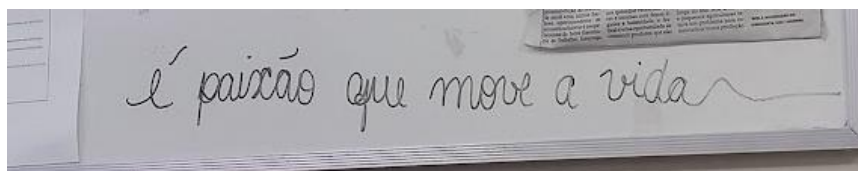
Une mention spéciale va aussi à celles et ceux que le laboratoire a mis sur mon chemin – ces docteur·e·s (désormais docteur·e·s pour certain·e·s !) et post-docs qui ont rendu ce bout de voyage dans les couloirs de la recherche (et du troisième étage) si agréable. Merci à mes « co-bureaux » Aubéline, Clément, Jessica et Yatina, aux « ancien·ne·s » du labo, Alexia, Michela, Pierre-Louis, Sylvestre, ainsi qu'à Ange, Arthur, Emilie, Flavie, Noah, Noémie, Théo, Zoé - et j'en oublie sûrement ! Un merci tout particulièrement plein de reconnaissance va à mes partenaires de rédaction, Nassima et Séréna. Je ne sais pas comment j'aurais fait sans nos sessions d'écriture et nos fous rires (malgré les moments de désarroi), en refaisant le monde entre deux « Pomodoro » !

Merci à ma famille toujours aussi présente, même si de l'autre côté des Alpes (et parfois de l'océan), pour m'avoir aidée à garder le cap et la force pour arriver au bout de ce parcours. Merci à mes parents pour m'avoir encouragée est soutenue dans le choix de poursuivre mes études. En particulier, je remercie ma mère, qui m'a transmis sa curiosité scientifique et qui avec son empathie a planté en moi les graines du décentrement du regard. Je remercie ma sœur pour son support constant malgré la distance physique qui nous sépare : ton écoute et la justesse de tes mots sont ma bouée de sauvetage.

Je remercie mes ami·e·s pour leur présence précieuse au fil de ces années. Merci aux ami·e·s grenoblois·e·s, qui ont rempli mon quotidien de tant de péripéties et de petits bonheurs dans cette ville où je n'avais jamais mis les pieds avant de commencer cette thèse. Merci en particulier à celles et ceux qui ont été souvent là pendant la dernière ligne droite – Alessandro, Anthony, Calum, Hugo, Marco, Marie, Martina, Mélissa, Pietro, Thomas. Merci à Daniela et Letizia, toujours en première ligne, depuis n'importe quel continent, ainsi qu'à mes ami·e·s en Italie pour nos retrouvailles pleines de joie. Merci à ma belle-famille pour les mots de soutien et pour les agréables parenthèses au vert. Merci à Debora, Garance, Célia, Patty, Zoé, toujours là lors de mes escapades franciliennes, des hauts et des bas. Merci aux « camará » de *Geração Capoeira Grenoble* et à leur bonne énergie – avec lesquel·le·s j'ai dépassé maintes limites, aigus foireux et chutes inélégantes, car « *na vida se cai, se leva rasteira, quem nunca cai, não é capoeira* » !

*Last but not least*, merci à Pierre, support indéfectible, compagnon de toute montée et descente arpentées pendant ces dernières années. Merci pour ta gentillesse et pour ton soutien (et stoïcisme) durant ces longs mois de rédaction.

Je termine ces remerciements par une phrase photographiée dans les locaux du Secrétariat d'Economie Solidaire de l'Etat de Bahia : « *é paixão que move a vida* ! » - c'est la passion qui est le moteur la vie (ainsi que du parcours de thèse).



# Avant-propos

## Aux origines de ce sujet de thèse

Cette thèse est née du croisement entre ma formation en études du développement, les questionnements émergés lors de mes premières expériences professionnelles et plusieurs rencontres - plus ou moins fortuites - avec des universitaires et des chargées et chargés de mission opérant dans le domaine du développement territorial. Avant de démarrer cette recherche, j'ai travaillé pendant deux ans dans le milieu associatif et des ONGs. En particulier, mon expérience au sein de l'Incubateur Technologique d'Economie Solidaire de l'Université Fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA), en 2017, a largement contribué à orienter le sujet de ce manuscrit. A la fin de cette même année, j'ai été introduite à la théorie de la base économique par la directrice du Centre International d'Etudes pour le Développement Local (Ciedel) de Lyon, qui à l'époque l'utilisait en tant qu'outil de diagnostic dans ses formations, proposées dans plusieurs continents. Captivée par cet outil d'analyse et par la capacité des participantes et participants à ces formations de se l'approprier et de l'adapter à leurs contextes de travail, je me suis ainsi tournée vers Magali Talandier, spécialiste de la théorie de la base, qui a accepté d'encadrer cette thèse - se situant au carrefour entre les approches « décentrées » du développement et la science régionale.

## Financements et terrains de recherche

A l'issue du concours doctoral de juillet 2018, j'ai obtenu une allocation de recherche du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les déplacements sur le terrain ont été financés par le Laboratoire Pacte, par l>IDEX de l'Université Grenoble Alpes et par l'Ambassade de France au Brésil à travers la bourse REFEB (Réseau Français d'Etudes Brésiliennes).



Selon le projet initial, cette thèse était censée se focaliser sur l'Etat brésilien de Bahia et sur le Sénégal. Ainsi, en plus d'avoir passé plusieurs mois au Brésil - les données qu'y ont été récoltées étant largement mobilisées tout au long de ce manuscrit - j'ai aussi pu me rendre au Sénégal. De mars à juin 2019, j'ai été accueillie à Dakar par le Laboratoire PATEO de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). J'ai pu réaliser 43 entretiens auprès d'institutions publiques, ONGs et organisations de la société civile sénégalaises (impliquant un total de 53 personnes). Hélas, la pandémie de Covid-19 a fini par rendre impossible l'accès à des données quantitatives exhaustives, pour lesquelles une ultérieure rencontre avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal (ANSD) aurait été indispensable. Ainsi, les données récoltées au Sénégal n'ont pas été exploitées dans le cadre de ce manuscrit. Néanmoins, ces discussions et rencontres ont largement nourri le cadre théorique mobilisé dans

cette thèse et nous ont laissé entrevoir la possibilité d'appliquer la méthodologie développée dans ces pages dans d'autres pays et continents.

### **Logiciels et fonds de cartes**

Les cartes présentes dans ce manuscrit ont été réalisées avec le logiciel libre Qgis. Les images satellites ont été tirées de la plateforme Sentinel Hub. Les fonds de cartes sont issus des bases de données en accès libre de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) ainsi que d'Open Street Maps. Les analyses statistiques ont été effectuées à l'appui du logiciel Excel. Les schémas et figures ont été réalisés en utilisant Canva.

### **Sigles et acronymes**

ASCOMA : *Association Communautaire de Matarandiba*

ASCOMAT : *Association Culturelle De Matarandiba*

BCD : *Banque Communautaire de Développement*

BNDES : *Banque brésilienne de développement*

CAC : *Comité d'analyse des crédits*

CAGED : *Registre général des travailleurs et des chômeurs*

CAES : *Centre Associatif d'Economie Solidaire*

DCC : *Dow Chemical Company*

EES : *Entreprise d'économie solidaire*

ESS : *Economie sociale et solidaire*

EFA : *Ecole Famille Agricole*

FUMAES : *Fond Municipal de Microcrédit et d'Appui à l'Economie Solidaire*

IBGE : *Institut Brésilien de Géographie et Statistique*

ITCP : *Incubateur Technologique de Coopératives Populaires*

ITES/EAUFBA : *Incubateur Technologique d'Economie Solidaire de l'Ecole de Gestion de l'Université Fédérale de Bahia*

OIT : *Organisation Internationale du Travail*

PNAD : *Enquête nationale continue par échantillonnage sur les ménages*

PNUD : *Programme des Nations unies pour le développement*

POF : *Enquête sur le budget des familles*

PRONAF : *Programme national d'appui à l'agriculture familiale*

RAIS : *Rapport annuel d'informations sociales*

RBC : *Revenu de base de citoyenneté*

Rgi : *Région géographique immédiate*

RLES : *Réseau Local d'Economie Solidaire*

RSE : *Responsabilité sociale d'entreprise*

SENAES : *Secrétariat National de l'Economie Solidaire*

SETRE : *Secrétariat de l'Emploi, du Travail, du Revenu et du Sport de l'Etat de Bahia*

SM : *Salaires minimum*

UF : *Unité Fédérative*



## Sommaire

<b>Introduction générale</b> .....	1
<b>Première partie.</b> Au-delà des approches du développement productif ancrées dans les Nords : vers un « Southern Turn » pour la Science Régionale ?.....	19
<b>Chapitre 1.</b> Etudier et spatialiser le développement économique depuis les Nords : une démarche avant tout productive .....	23
<b>Chapitre 2.</b> Apprendre à « décentrer le regard » sur le développement des territoires : au-delà de la modernité et de l'économie marchande .....	65
<b>Chapitre 3.</b> La théorie de la base économique : au-delà de la production, la captation et la circulation de la richesse.....	102
<b>Deuxième partie.</b> « Décentrer » la théorie de la base économique : enrichir le modèle à partir du cas brésilien.....	135
<b>Chapitre 4.</b> Le Brésil, ses inégalités et ses « paradoxes » : de l'importance d'aller au-delà des indicateurs de production .....	139
<b>Chapitre 5.</b> « Décentrer » la théorie de la base économique : l'intégration dans le modèle de l'informalité, des solidarités privées et des pratiques non-monétaires.....	188
<b>Chapitre 6.</b> Appliquer la théorie de la base décentrée : le cas du Brésil .....	219
<b>Troisième partie.</b> La rétention et circulation de la richesse : un enjeu crucial pour le développement des territoires.....	273
<b>Chapitre 7.</b> Innover dans la rétention des richesses : cadrage théorique et exemples brésiliens.....	277
<b>Chapitre 8.</b> Terrains étudiés et méthodologie de recherche qualitative.....	316
<b>Chapitre 9.</b> Le développement des territoires : ré-encaster l'économie dans le social ?.....	365
<b>Conclusion générale</b> .....	424
<b>Bibliographie</b> .....	434
<b>Table des Matières</b> .....	468
<b>Table des Cartes</b> .....	474
<b>Table des Figures</b> .....	476
<b>Table des Tableaux</b> .....	479
<b>Table des Annexes</b> .....	480
<b>Annexes</b> .....	481

---

# **INTRODUCTION GENERALE**

---

*There is no longer a clear frontier between North and South. This makes professionally less tenable what is ceasing diplomatically to be acceptable anyway, the paternalistic idea, common to both colonial and development economics, that officials should come to Europe from underdeveloped countries to hear how we think they should plan their future. [...] The chief requirement in 'thinking' today is [...] to analyse actual problems in their historical and geographical complexity, taking account of data limitations, adapting the techniques and concepts as need be.*

(Seers 1979, pp. 714 - 716)

*Rethinking economy advocates a move away from "strong theory" (...) toward "weak theory". (...) Weak theory does not elaborate and confirm what we already know; it observes, interprets, and yields to emerging knowledge.*

(Gibson-Graham 2014, p. S147)

*The postcolonial economic geography we advocate is not a geography of 'the South', but an economic geography more conscious of its own perspectives and more open to embracing different perspectives through which to view economic practices. It is as important to turn these perspectives on the North to disruptive effect as it is to break the silences from the margins.*

(Pollard et al. 2009, p.139)

*Theories have to be produced in place (and it matters where they are produced), but (...) they can then be appropriated, borrowed, and remapped. In this sense, the sort of theory being urged is simultaneously located and dislocated.*

(Roy 2009, p. 820)

Aujourd'hui, l'importance de territorialiser les stratégies de développement économique et social est désormais un acquis – à la fois dans les Nord et dans les Suds<sup>1</sup>. Que l'on parle de développement autocentré, endogène, communautaire, local, régional ou territorial, le monde académique et le monde politique ont mis au point toute une panoplie de théories et d'outils pour analyser et promouvoir le développement à l'échelle infranationale.

Toutefois, ces approches restent fortement ancrées à la fois dans la tradition théorique des Nord, mais également dans une approche souvent productiviste du développement économique local. Ce regard occidental-centré et axé sur la production se reflète sur la mise en œuvre des politiques de développement territorial. C'est le cas en France des pôles de compétitivité et des territoires d'industrie, ainsi que de la mise en place de districts industriels planifiés « par le haut » au Brésil, ou de zones économiques spéciales (ZES) dans de nombreux pays des Suds (notamment en Afrique).

Les conséquences pour les Suds sont doubles. Ils se retrouvent d'une part exclus de la production des savoirs et systématiquement observés au prisme de théories venues d'ailleurs, et subissent, d'autre part, la mise en œuvre d'outils d'analyse et de politiques non adaptés à la réalité du terrain. Notamment, les bailleurs internationaux demandent des indicateurs pour mesurer les impacts des projets

---

<sup>1</sup> Il est important de préciser que quand nous parlons de *Suds* – traduction française la plus courante pour *global south* – nous ne parlons pas uniquement de ces pays qui se situent en dessous de l'équateur. Cette nomenclature, que nous privilégions tout au long de ce manuscrit, ne se fonde pas exclusivement sur des critères géographiques, mais prend également en compte les asymétries de pouvoir (W. D. Mignolo 2011; Dados et Connell 2012). Ainsi, il peut y avoir du *global north* au sein du *global south*, et vice-versa. Notamment, il existe des populations marginalisées dans le pays du nord géographique et des élites dans les pays du sud géographique (Santos et Meneses 2010).

et programmes de développement économique qui sont souvent construits à partir de données d'emplois, de production, ou de revenus monétaires générés. D'autres aspects socio-économiques - liés à la consommation, aux loisirs, à l'autonomisation et à l'accès aux droits, à la cohésion territoriale - même lorsqu'ils sont présents, se voient souvent attribuer un rôle de deuxième plan. Cela finit par donner une vision très partielle des réalités territoriales ainsi que des leviers d'action permettant d'améliorer la qualité de la vie des personnes impliquées, isolant la sphère productive des autres composantes de la vie territoriale.

Le manque d'outils et de méthodes d'analyse du développement territorial conçus « sur mesure » reste encore aujourd'hui important. Comme nous le verrons, les Nords ne sont pas gagnants non plus, car ils se retrouvent piégés, retranchés dans une vision très réductrice du fonctionnement de leurs propres économies. Aussi, l'apport des Suds aux Nords n'est que peu approprié et reconnu par les acteurs et actrices locaux, les expertes et experts, voire les chercheuses et chercheurs intervenant dans le domaine de la science régionale.

Nous considérons que décentrer le regard afin de reconsidérer depuis les Suds les cadres théoriques établis est un défi pressant et incontournable pour que les sciences sociales en général, et les sciences territoriales en particulier, puissent rester un champ d'analyse pertinent pour éclairer et accompagner les dynamiques locales partout dans le monde.

### **Les limites des approches *mainstream* du développement économique territorial**

Pendant des siècles, l'espace a été complètement absent du discours économique dominant. Qu'il s'agisse de classiques, néoclassiques ou de marxistes, les économistes étaient confinés « *dans un pays des merveilles sans dimensions spatiales* »<sup>2</sup> (Isard 1956, p. 25). Cette a-spatialité, loin d'être perçue comme une limite, semblait pouvoir légitimer la transférabilité d'un même cadre théorique à tout contexte.

Dans le cadre de l'économie néoclassique, l'augmentation du revenu national per capita (la croissance) était considérée comme une condition suffisante à l'amélioration des conditions de vie (le développement). Du point de vue des politiques libérales, la transmission des bénéfices de la croissance à l'ensemble de la population - et notamment dans les Suds - était censée se produire grâce à des mécanismes de type *trickle down*, le fameux ruissèlement, selon des modalités non mieux précisées (Seers 1979; Arndt 1983). Cette conviction peut être illustrée par la phrase de Sean Lemann, popularisée par John F. Kennedy : « *une marée montante soulève tous les bateaux* »<sup>3</sup>. Cependant, empiriquement, il est évident que tous les « bateaux » ne sont pas soulevés par la marée montante du PIB. Comme les économistes du développement l'avaient déjà remarqué pendant les années 1950 par rapport aux Suds, la croissance peut être « *appauvrissante* » (Bhagwati 1958) ou engendrer du « *mal-développement* » (Dumont et Mottin 1983) si elle n'est pas correctement encadrée (Seers 1979), et le rattrapage économique des pays « riches » par les pays « sous-développés » peut ne jamais se vérifier. Cette prise de conscience

---

<sup>2</sup> [Traduction libre] « *to a wonderland of no spatial dimensions* ».

<sup>3</sup> [Traduction libre] : « *a rising tide lifts all boats* »

fera vaciller certains postulats de l'économie standard, comme celui de la convergence entre niveaux de vie – que ça soit entre nations, entre régions au sein d'une même nation, ou encore entre ménages au sein d'une même région (Amos 1988; Barro et Sala-i-Martin 1992; R. Martin et Sunley 1998; Johnson et Papageorgiou 2020).

Au niveau régional et local, la présence d'inégalités dans la répartition de la croissance et du développement économique est tout aussi frappante. Ce sujet a commencé à passionner les débats académiques à partir des années 1950, période de la constitution de la science régionale en tant que discipline. L'observation de départ a été que la croissance et le développement ne se produisent pas partout au même moment ni avec la même intensité ; les auteurs et autrices ont alors fait l'hypothèse que l'espace a un rôle à jouer dans le déclenchement et l'entretien de ces processus. Les évidences empiriques semblaient leur donner raison – et notamment le succès d'un certain nombre d'expériences de développement économique émergées « par le bas », telles que les pôles de croissance (Perroux 1955; Friedmann 1967), les districts industriels (Bagnasco 1977; Becattini 1989; Brusco 1989; Gobbo 1989), les milieux innovateurs (Aydalot 1986), les clusters (Allen John Scott 1988; Porter 1998; Schmitz et Nadvi 1999). Par la suite, les études sur les déterminants du développement à l'échelle infranationale se sont multipliées. Ainsi, de plus en plus, des facteurs non économiques ont été pris en considération. Les analyses spatialisées de l'économie ont commencé à s'intéresser également aux facteurs institutionnels, culturels, historiques, sociétaux, technologiques qui influencent les processus de développement local et les inégalités sous-jacentes (Marshall 1988; Friedmann et Weaver 1979; Stöhr et Taylor 1981; Coffey et Polèse 1984; ; Scott et Storper 1990; Porter 1998). Aydalot (1985) a souligné l'influence, dans cette évolution de la pensée, des travaux de Friedmann et Weaver, du Club de Rome (Meadows et Club of Rome 1972), de la Fondation Dag Hammarskjöld<sup>4</sup> et de la montée de la pensée environnementaliste et de l'écodéveloppement (UN Declaration 1972; Sachs 1978). L'échec des politiques d'ajustement structurel dans les Suds, ainsi que les revendications portées par différentes instances politiques (notamment, les « Non-Alignés », ou le « Nouvel Ordre Economique International ») et par la société civile (par exemple, le Forum Social Mondial), ont aussi contribué à la reconnaissance du rôle de l'échelle locale et de ses spécificités pour penser le développement.

Au fil du temps, le clivage s'est creusé entre les géographes et les économistes au sein de la science régionale (Woodroffe 1994; Benko 2008; Sheppard 2011). La géographie économique, nourrie par les études qualitatives menées par des chercheuses et chercheurs issus d'autres sciences sociales (anthropologie, histoire, sociologie), a commencé à mettre l'accent sur le rôle des acteurs et des institutions, se focalisant sur les enjeux économiques, sociaux, historiques, culturels dont l'espace est porteur (Pecqueur 2005). L'économie géographique s'est recentrée sur les méthodes quantitatives qui avaient marqué les débuts de la science régionale. Elle s'est spécialisée dans la production de modélisations, notamment des échanges entre deux ou plusieurs régions, ressemblant parfois à une macroéconomie appliquée au niveau « méso » (Fujita, Krugman, et Venables 2001; Combes, Mayer, et Thisse 2008). C'est par ailleurs cette deuxième approche et ses formalismes qui ont fini par s'affirmer - ce qui a fait

---

<sup>4</sup> Fondée en 1962, cette fondation suédoise a forgé la notion d'un « autre développement ».

écrire à Isserman (1996, p.44) que « *Il est probable que la majorité des géographes d'aujourd'hui considèrent la science régionale comme trop théorique, trop générale, trop mathématique et trop néoclassique, avec trop peu de régions et trop de science* »<sup>5</sup>.

Les approches géographique et économique partagent une certaine prédilection pour les secteurs productifs exportateurs - que Crevoisier et Rime (2021) définissent comme « *le 'dogme de la primauté des exportations de produits manufacturés et de services commerciaux* »<sup>6</sup> (p.3). En effet, « *La majorité de la littérature traite uniquement de la mondialisation productive et industrielle et de la compétitivité locale liée à la mobilité des biens et services échangés, ce qui implique qu'une ville n'a qu'à vendre sa main-d'œuvre et ses connaissances sous la forme de biens et services sur les marchés internationaux pour que le développement ait lieu* »<sup>7</sup> (*ibid.*, p. 4).

Les Suds n'ont pas échappé non plus à la modélisation régionale (et ses dérives productivistes). En 2009, la Banque mondiale titrait son Rapport sur le Développement dans le Monde « *Reshaping economic geography* ». Dans cette publication, inspirée des travaux de Krugman et de la NEG, la Banque mondiale reconnaissait officiellement l'importance de prendre en compte l'espace et les inégalités régionales pour planifier le développement de manière efficace. Il s'agit sans aucun doute d'une avancée majeure dans le discours porté par les institutions internationales, rompant avec les politiques spatiales d'antan, telles que les plans d'ajustement structurels. Toutefois, la prise en compte de la multi-dimensionnalité de l'espace y est restée inachevée – ce qui a par ailleurs attiré plusieurs critiques sur ce Rapport (pour une revue, cf. Bryceson 2014). En effet, l'espace en tant que construit d'acteurs, lieux de vie et de consommation, n'y trouve pas vraiment sa place - les réflexions étant focalisées, encore une fois, principalement sur les secteurs productifs et sur les facteurs de localisation et d'agglomération qui les concernent.

De nombreux auteurs et autrices insistent sur la nécessité pour la science régionale d'aller au-delà de ce dogme productiviste, si elle souhaite comprendre le fonctionnement des villes et régions contemporaines, tant urbaines que rurales, et les défis auxquelles elles sont confrontées. En effet, l'enjeu du développement territorial est désormais moins un enjeu de spécialisation productive, qu'un enjeu de qualité de la vie et de rétention des populations et de leurs revenus. Les efforts de production « *deviennent inutiles si la richesse qu'ils créent est déversée dans d'autres endroits plus attrayants pour les consommateurs* »<sup>8</sup> (Crevoisier et Rime 2021, p.14). En effet, l'augmentation des mobilités a eu un effet disruptif sur le fonctionnement des économies territoriales (et a compliqué ultérieurement leur modélisation). Le choix de dépenser ou non ses revenus dans un certain territoire a des impacts majeurs sur l'économie locale : tous les salaires (ou les transferts) perçus ne sont pas forcément dépensés dans le territoire où les personnes qui les reçoivent vivent ou travaillent.

---

<sup>5</sup>[Traduction libre] : “Probably the majority of geographers today views regional science as too theoretical, too general, too mathematical, and too neoclassical with too little region and too much science.”

<sup>6</sup> [Traduction libre] : “dogma of the primacy’ of exports of manufactured goods and traded services.”

<sup>7</sup>[Traduction libre] : “The majority of the literature solely addresses productive, industrial globalisation and local competitiveness relating to the mobility of traded goods and services, implying that a city need only sell labour and knowledge in the form of goods and services on the international markets for development to take place.”

<sup>8</sup>[Traduction libre] : “become worthless if the wealth they create floods out to other places which are more attractive for consumers.”

Cela ne revient pas à dire que modéliser ou étudier la production, les dynamiques de localisation et d'agglomération des entreprises et des commerces, ou encore les innovations technologiques a cessé d'être un sujet d'études pertinent. Toutefois, ces questions doivent être insérées dans des réflexions plus larges, touchant à la pluralité des fonctions territoriales - qui peuvent toutes contribuer, chacune à sa façon, à offrir un cadre de vie agréable et à canaliser le plus de revenus possibles au profit du développement local. Aujourd'hui, les modèles relevant de la science régionale peinent à avoir une vision d'ensemble sur ces enjeux - même si les pistes de renouveau proposées sont nombreuses (Markusen et Schrock 2009; Talandier et Davezies 2009; Dominique Vollet et al. 2018; Crevoisier et Rime 2021).

Nous considérons que les deux âmes de la science régionale - quantitative et qualitative - sont complémentaires et s'enrichissent mutuellement. En effet, « *l'orientation théorique de la science régionale s'est accompagnée d'une forte insistance sur le travail empirique appliqué. La force de cette discipline réside peut-être dans ses tests d'hypothèses fondés sur des données et dans sa tradition de modélisation opérationnelle* »<sup>9</sup> (Isserman 1996, pp. 45-46). Dans une démarche déductive, la quantification et la modélisation sont des étapes importantes pour tirer des généralités à partir de données issues du terrain. En même temps, dans une démarche inductive, la réalité du terrain teste et défie les modèles existants, pointant les limites des simplifications - qui sont implicites dans l'idée même de modélisation. Ainsi, il est nécessaire que les modèles économiques s'accompagnent d'une analyse qualitative, prenant en compte aussi les acteurs et actrices locaux et le milieu (environnemental, social, culturel) dans lequel ils et elles évoluent. Comme nous l'a expliqué Gioacchino Garofoli, figure-clé des études territoriales en Italie, lors de l'entretien qu'il nous a accordé :

*L'histoire, le temps et l'espace n'existaient pas dans la théorie économique dominante. Alors que, en réalité, le temps et l'espace comptent. Non seulement dans les faits, dans la structure économique et dans la restructuration du système économique, dans les actions, dans les processus utilisés par les entrepreneurs, mais aussi dans la capacité à répondre à la crise économique, et donc dans le processus de prise de décision des politiques publiques.*<sup>1</sup> (Entretien avec G. Garofoli, 01/07/2021)

C'est ici qu'entre en jeu la notion de territoire, qui n'est pas seulement un espace économique donné, mais un construit social, historique, économique et culturel. Il est une ressource activable, à la fois facteur et produit du développement (Pecqueur 2005; Jean 2015).

Se détacher de la vision productiviste et occidental-centrée est crucial pour remettre les personnes et leurs lieux de vie au centre de la science régionale, quel que soit le contexte géographique. Nous soutenons que, pour cela, il faut impérativement « décentrer » le regard et prendre en compte des pratiques économiques qui ont rarement été considérées en tant que telles par l'économie *mainstream*. Nous sommes convaincues que les Suds ont un rôle majeur à jouer dans ce processus.

---

<sup>9</sup>[Traduction libre] : “*Accompanying the theoretical thrust of regional science was a strong emphasis on applied empirical work. Perhaps the enduring strength of the field is its data-driven hypothesis testing and its tradition of operational modelling.*”

## « Décentrer » le regard pour dévoiler la partie invisibilisée du développement territorial

Les raisons pour réintégrer les Suds dans l'analyse du développement économique territorial sont multiples. La plus évidente est qu'ils abritent la plupart de la population mondiale. Ainsi, ignorer les connaissances issues des Suds équivaut à « *effacer l'expérience de la majorité de l'espèce humaine des fondements de la pensée sociale* »<sup>10</sup> (Connell 2007, 46). Cela constitue une limite majeure pour la compréhension des dynamiques économiques territoriales, qui en résulte largement appauvrie, focalisée sur des pratiques et contextes qui, à l'échelle du globe, représentent seulement une partie circonscrite de la réalité. Ensuite, prendre en compte les Suds offre des opportunités pour « décentrer » le regard. Cela peut nous inciter à questionner ce que nous considérons comme des « vérités absolues », produites par le « centre » que nous (c'est-à-dire, les Nords) considérons – le plus souvent inconsciemment - représenter. En effet, toute production théorique est forcément localisée. Il nous semble donc nécessaire de « *provincialiser* » (Chakrabarty 2007) les connaissances – c'est à dire, reconnaître que ce que l'on croit universel est en réalité toujours enraciné dans un temps et un espace définis (B. de S. Santos 2016b).

Il ne s'agit pas de rejeter en bloc l'ensemble des théories des Nords, en se renfermant dans des particularismes (voire des nationalismes) extrémistes, mais de questionner l'universalité – trop rapidement admise - de ces théories. Même les auteurs postcoloniaux et décoloniaux dans leurs dures critiques des théories occidentalocentrées mobilisent largement des auteurs des Nords (Spivak 1988; Chakrabarty 2007; Lazarus 2011; S. Torre, Benegiamo, et Dal Gobbo 2020; Lawhon 2020). Il ne s'agit pas non plus d'affirmer que les Suds sont entièrement différents et qu'ils méritent des outils et théories « à part », déconnectés de ceux qui sont produits dans les Nords. Soutenir la « spécificité » des Suds équivaudrait en effet à considérer que les théories qui en proviennent ne sont pas généralisables – questionnement qui est rarement soulevé concernant les théories venant des Nords (Connell 2007; Comaroff et Comaroff 2012b).

De notre point de vue, il s'agit de décroquer les frontières théoriques entre les Nords et les Suds, pour déclencher un processus de « désapprentissage » nous permettant d'enrichir notre compréhension du monde. « *Désapprendre* » (« Unlearning »), dans les mots de Lawhon (2020, p. 33), implique « *transcender les binaires nord-sud (...) Le désapprentissage ne doit pas se concentrer simplement sur le « qui », ou le « où » de la théorie, mais sur les hypothèses qui y sont incorporées* »<sup>11</sup>. Il s'agit de ce que Boaventura de Sousa Santos appelle lire à partir des absences ; en ce qui concerne notre objet d'étude – le développement économique territorial - cela implique de « *valoriser les systèmes de production alternatifs (...) qui ont été cachés ou discrédités par l'orthodoxie capitaliste de la productivité* »<sup>12</sup> (B. S. Santos 2004, p. 240). Ainsi, décentrer le regard permet de déconstruire les vérités économiques que nous croyons consolidées – que ce soit vis-à-vis des Nords ou des Suds. Cela passe notamment par la prise de conscience que certaines pratiques considérées en tant que « traditionnelles » -

---

<sup>10</sup> [Traduction libre] : “The effect is erasure of the experience of the majority of human kind from the foundations of social thought.”

<sup>11</sup> [Traduction libre] : “[t]ranscending north-south binaries (...) The focus of unlearning must not simply be on the who or where of theory but on the assumptions embedded in it.”

<sup>12</sup>[Traduction libre] “valorising alternative systems of production... which have been hidden or discredited by the capitalist orthodoxy of productivity.”



souvent informelles et rarement mesurées dans les Nord – concernent en réalité tout contexte géographique, et ont des impacts réels sur la qualité de vie des habitantes et habitants des territoires.

La nécessité de prendre en compte la multi-dimensionnalité de la pauvreté paraît désormais évidente, suite notamment aux contributions du Programme des Nations Unies pour le Développement, avec ses indices de Développement Humain (PNUD 1990) et de Pauvreté Multidimensionnelle (PNUD 2010). Il est difficile d'en dire autant de la perception de la richesse. En effet, les mesures du développement économique, dans les Nord comme dans les Suds, demeurent extrêmement partielles : elles se fondent le plus souvent sur la productivité (mesurée en termes de PIB ou de revenu national par habitant), sur les emplois formels, ou encore sur les revenus monétaires perçus par les habitantes et habitants dans le cadre de l'emploi salarié ou de l'entrepreneuriat. Or, il existe de nombreuses pratiques qui restent exclues de ces mesures – et qui pourtant produisent des richesses cruciales pour les populations et pour la cohésion territoriale (Polanyi 1944; Insel 2008a; Laville 2003; Gibson-Graham 2006; 2008; Atkinson et Marlier 2010; Jaffe et Koster 2019; Hodder 2016). Il s'agit notamment de l'emploi informel et non rémunéré (par exemple, le bénévolat et le travail de soin), des échanges non monétaires (les dons, le troc, la production pour la communauté ou pour l'autoconsommation, la rémunération en biens ou services) et de la solidarité entre individus et entre ménages (par exemple, à travers de transferts monétaires et non monétaires).

Figure 1. « The iceberg »



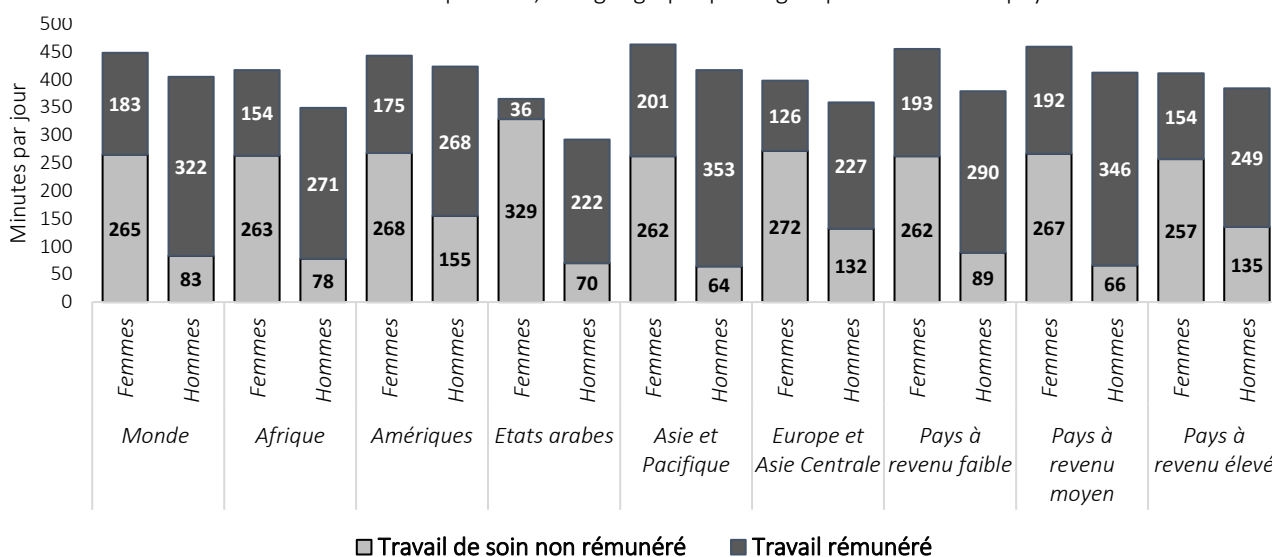
Source : *Community Economies Collectives* (2001). Dessiné par Ken Byrne.

Le cadre d'analyse néoclassique, économiciste et productiviste, nous permet seulement de voir la partie émergée de l'iceberg des réalités territoriales. Ainsi, des relations socio-économiques complexes se tissent au sein des territoires, sans que nous ne soyons réellement outillés pour les étudier. Cela est schématisé par l'image ci-dessous (Fig. 1), produite dans le cadre du projet scientifique « *Community Economies Collectives* »<sup>13</sup> et popularisée par les écrits de Gibson-Graham (2006, p. 70).

<sup>13</sup> <https://www.communityeconomies.org/>

La partie invisible de l'iceberg constitue la composante principale des économies, dans les Suds, mais aussi dans les Nord ! Or, il n'existe quasiment pas de données spatialisées concernant ces flux de richesses (hormis des études de terrain sectorielles, principalement localisées dans les Suds). Cependant, les données disponibles au niveau national suffisent pour en apercevoir l'importance. A titre d'exemple, selon l'Organisation Internationale du Travail, l'économie informelle emploierait plus de 60% de la population active dans le monde, dépassant 85% dans le continent africain. Elle a un rôle considérable aussi dans les pays européens, où ce pourcentage dépasse en moyenne 25% (International Labour Organization 2018b). Le travail non rémunéré – plutôt féminin<sup>14</sup> et le plus souvent confiné à la sphère domestique et reproductive par les statistiques standard – représente également un pilier des économies, ayant un poids similaire partout dans le monde. En effet, le temps consacré par les femmes - qui, il ne faut pas l'oublier, constituent la moitié de la population mondiale - au travail non rémunéré dépasse le temps qu'elles consacrent au travail rémunéré. Selon les données de l'OIT (Fig. 2), cela est vrai pour les femmes de tous les continents (International Labour Organization 2018a).

Figure 2. Temps (en minutes) consacré quotidiennement au travail de soin non rémunéré, au travail rémunéré et au travail total - par sexe, aire géographique et groupe de revenu du pays



Source : International Labour Organization 2018a, p. xxx ; Traduction de l'auteurice

En ce qui concerne les transferts monétaires (entre ménages ou de l'Etat vers les ménages), ils sont souvent approchés avec méfiance, car ils engendreraient des relations de dépendance dangereuses, constituant une entrave à la productivité des « assistés ». De nombreux exemples, notamment dans les Suds (par exemple, les programmes de transferts avec des conditionnalités souples au Brésil et au Mexique) démentent ce récit : ils montrent que les transferts soulagent les bénéficiaires dans leur lutte pour la survie – et leur permettent ainsi de vivre mieux et d'investir plus dans des activités « productives », ainsi que dans l'éducation et dans les loisirs (Hanlon et al. 2010).

Pour ce qui est de pratiques telles que le don, le troc de biens et services, le travail bénévole pour la communauté, ou encore la production pour l'autoconsommation, elles ne rentrent que dans des

<sup>14</sup> Notamment, l'OIT estime que, dans le monde, les femmes effectuent 76,2% des activités de soins non rémunérées – 3,2 fois plus que les hommes (International Labour Organization 2018a, p. xxix)

très rares cas (notamment, le Brésil) dans les statistiques nationales. Cependant, la recherche académique sur ces sujets, qui prend souvent la forme d'études de cas, en confirme la pertinence, à la fois dans les Nords et dans les Suds (Reid 1951; C. Martin 2004; Insel 2008a; Atkinson et Marlier 2010; Bellon et al. 2020; Otake et Hagenimana 2021).

Ce panorama rapide montre la nécessité d'appréhender la complexité de ce que Gibson et Graham définissent comme des « *diverse economies* », mettant en avant la « *nature multidimensionnelle de l'existence économique et les possibilités que cela crée pour les actes politiques de transformation économique* »<sup>15</sup> (2006, p. 77). Il s'agit d'une idée déjà évoquée il y a 80 ans par Karl Polanyi, fervent défenseur de l'ancrage de l'économie dans le social. Dans son ouvrage « La Grande Transformation », Polanyi propose une définition « *substantive* » de l'économie, au sein de laquelle coexistent l'échange marchand, la redistribution, la réciprocité et l'administration domestique (Polanyi 1944). Sans l'économie substantive « *aucune communauté ne peut exister (...). Restreindre exclusivement le domaine du genre économique aux phénomènes de marché revient à gommer du paysage la plus grande part de l'histoire humaine.* » (Polanyi 2011 [1977], p. 38).

Nous faisons le constat que, à ce jour, il n'existe pas de cadre d'analyse de l'économie territoriale qui prenne en compte cette complexité. Ce manuscrit souhaite s'insérer dans cette réflexion - en soulevant des questionnements et apportant quelques éléments de réponse, qui peuvent contribuer à enrichir les outils disponibles pour appréhender les dynamiques économiques territoriales.

## Questions et hypothèses de recherche

A l'aune de ces observations, nous proposons de répondre à la **question** suivante :

*Comment construire un cadre d'analyse opérationnel du développement économique territorial qui prenne en compte la diversité des économies et qui permette de décloisonner les frontières théoriques entre les Nords et les Suds ?*

Comme nous l'avons montré, la nécessité de développer un nouveau cadre théorique repose sur trois hypothèses :

- i. Il est nécessaire d'intégrer la dimension territoriale dans les théories du développement. Cela passe par la reconnaissance du territoire en tant que construit socio-économique, culturel, historique, institutionnel, qui ne correspond pas forcément à un découpage administratif. L'échelle territoriale est la plus pertinente pour déchiffrer les enjeux du développement pour les populations. Elle nous permet également de dépasser le clivage entre Nords et Suds. Une approche par les territoires ne fait pas de différence entre territoires des Nords (objet de la science économique) et des Suds (objet des études du développement).

---

<sup>15</sup> [Traduction libre] "*the multidimensional nature of economic existence and the possibilities this creates for political acts of economic transformation.*"

- ii. Il est nécessaire de « décentrer » le regard sur le développement économique territorial. Cela passe par la prise en compte des théories et des lieux marginalisés par la pensée occidental-centrée sur le développement.
- iii. Il est nécessaire de prendre en compte la diversité des économies, en allant au-delà des approches productivistes centrées sur la croissance et l'économie formelle. Cela passe par l'intégration de nouvelles variables dans les modèles du développement économique – notamment, des variables peu mesurées dans les Nords, mais sur lesquels les Suds produisent régulièrement des données.

Notre proposition repose sur la mobilisation de la **théorie de la base économique**. Adéquatement renouée depuis les Suds et complétée par des analyses qualitatives, cette théorie nous semble être un outil pertinent pour contribuer à une nouvelle approche « décentrée » du développement économique territorial.

La théorie de la base se fonde sur l'idée simple que le développement économique d'un territoire dépend de sa capacité à capter des richesses externes (qui constituent le « secteur basique », ou « base économique »), mais également de sa capacité à assurer la circulation de ces richesses au profit des populations locales (au sein de l'économie locale ou « secteur domestique »). Nous sommes convaincues de la pertinence de cette approche dans d'autres contextes que ceux des pays des Nords, sous réserve d'une ouverture de ce cadre théorique à la pluralité des économies territoriales. Pour cela, il est crucial de diversifier les flux de richesses pris en compte. A partir des années 2000, plusieurs auteurs et autrices des Nords ont proposé d'élargir la base économique aux flux issus de la redistribution publique, des retraites et des dépenses des touristes. Cela a permis de montrer au cours de la dernière décennie le potentiel novateur de cette théorie dans les Nords (Davezies 2003; Talandier 2007; Nesse 2014; James et Campbell 2016; Segessemann et Crevoisier 2016). En effet, en questionnant la déconnexion entre les processus locaux de croissance et de développement, elle constitue un outil opérationnel pour aider les décideurs politiques à mieux appréhender les enjeux de développement socio-économique à l'échelle sub-nationale. La théorie de la base dans sa version issue des Nords a déjà été appliquée dans les Suds - que ça soit par des chercheuses et chercheurs ou par des ONGs qui l'utilisent comme outil de diagnostic. Parfois, d'autres flux de richesses ont été envisagés par ces applications, notamment les remises de la diaspora (Requier-Desjardins 2011), ou les investissements directs étrangers (Poirine 2015). Toutefois, une rénovation depuis les Suds n'a jamais fait l'objet d'une théorisation systématique : ce que nous proposons dans le cadre de ce manuscrit.

Tout d'abord, pour la partie quantitative, nous considérons dans la composition des secteurs basiques et domestiques les flux de revenus informels et non monétaires (à savoir, les dons, le troc de biens et services, le travail non rémunéré en argent, la production pour l'autoconsommation), ainsi que les solidarités entre ménages (notamment, les transferts monétaires, dont ceux de la part de la diaspora). Ces types de revenus - quoique présents aussi dans les Nords, comme plusieurs études de cas le montrent - sont principalement calculés dans les Suds. Au Brésil, des données systématiques existent sur ces sujets depuis des décennies.

L'application très limitée de cette théorie dans les Suds peut faire douter qu'elle soit généralisable à des contextes autres que ceux des Nord. Cependant, cette approche nous paraît prometteuse pour plusieurs raisons. D'abord, des tentatives de transpositions dans les Suds ont déjà eu lieu, même si elles restent sectorielles ou uniquement basées sur des données d'emploi. De plus, la théorie de la base est couramment utilisée par des praticiennes et praticiens, qui ont tenté de l'appliquer dans des contextes des Suds. Notamment, le CIEDEL<sup>16</sup> l'utilise depuis 2014 dans ses formations destinées aux professionnelles et professionnels du développement, à la fois dans les Nord et dans les Suds. La théorie de la base, mobilisée dans sa version Nord, y est présentée comme un outil pour effectuer des diagnostics territoriaux. Les participantes et participants se sont tout de même approprié la méthode, arrivant à proposer d'intégrer des flux de richesses qui ne sont pas pris en compte dans les applications européennes et nord-américaines (les remises de la diaspora, par exemple)<sup>17</sup>. Les débats anciens et les évolutions récentes de la théorie de la base montrent qu'il s'agit d'un outil simple et souple, qui se prête à être modifié en fonction des contextes d'application, mais aussi de la posture des personnes qui la mobilisent. En effet, elle permet de tracer autant de configurations économiques possibles que d'économies existantes. Son cadre théorique n'est pas figé : il est tout à fait possible de l'élargir pour prendre en compte de plus en plus de flux de richesses relevant de la partie immergée de l'iceberg des économies territoriales.

Ce manuscrit propose de revisiter une nouvelle fois la théorie de la base, étendant la notion de revenus basiques et domestiques à des pratiques économiques marginalisées par l'économie *mainstream* en tant que « arriérées », « traditionnelles » ou « de survie » (notamment, les revenus informels, les transferts entre ménages, les revenus non-monétaires). La finalité attendue est donc double, puisqu'il s'agit de contribuer au renouveau théorique des sciences régionales, mais également de proposer un cadre opérationnel d'analyse du développement économique territorial, qui prenne en compte la pluralité et diversité des économies.

Le modèle quantitatif est couplé à une analyse qualitative plus fine, se focalisant principalement sur trois terrains d'études. Cela permet d'observer de près le fonctionnement du secteur domestique, les liens qui se nouent entre acteurs locaux et extérieurs, ainsi que de mettre en avant des leviers d'actions permettant de renforcer la rétention et circulation de la richesse au sein des territoires.

---

<sup>16</sup> Centre International d'Études pour le Développement Économique Local ; association loi 1901 basée à Lyon.

<sup>17</sup> En janvier 2018, alors que je construisais mon projet de thèse, j'ai pu participer au module de formation sur le développement économique local proposé par le CIEDEL, qui mobilise cette théorie. Ces informations m'ont été fournies par Catherine Delhay, directrice du CIEDEL à l'époque et chargée des formations sur le développement économique local.

## Outillage théorique

Cette thèse se situe au croisement entre la science régionale, le « Southern Turn » opéré dans les études urbaines depuis les années 2000 (J. Robinson 2006; Roy 2009; 2011; Ong 2011) et les écrits plus récents qui relèvent des « *diverse economies* » (Gibson-Graham 2006; 2008; Gibson-Graham et Dombroski 2020). Elle plaide la nécessité de nouvelles approches de la création et de la circulation des richesses, qui dépassent la frontière théorique entre les Nord(s) et les Sud(s) et qui soient construites à partir des réalités de terrain (Eric Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013; Leitner et Sheppard 2016).

L'outillage théorique sur lequel nous nous appuyons est détaillé dans la première partie de ce manuscrit. Nous partons d'un état de l'art concernant la notion de développement économique, mobilisant principalement l'économie du développement, la science régionale et les approches territoriales du développement. Nous montrons que la compréhension actuelle du développement économique est largement redevable des théories et pratiques issues des Sud(s). En effet, les Sud(s) ont fortement contribué à la remise en question des cadres théoriques néoclassiques, ainsi qu'à la déconstruction de l'équation entre croissance et développement et à la proposition de visions « alternatives » du développement et de la modernité. Par ailleurs, plusieurs auteurs et autrices de la science régionale étaient au départ des économistes du développement et ont travaillé sur les Sud(s). C'est le cas de François Perroux et de ces économistes qui, fortement influencés par ses théories, ont été les têtes des poues du développement local et territorial en France à partir des années 1980. Il s'agit notamment de De Bernis, Courlet et Pecqueur – les deux derniers ayant un entretien dédié dans ce manuscrit, dans laquelle ils évoquent, entre autres, le lien entre l'économie territoriale et les études du développement, ainsi que le rôle des Sud(s) dans leur rapprochement aux questions liées au développement local.

Toutefois, comme évoqué plus haut, la science régionale a ses limites dans la prise en compte de la complexité des économies. D'abord, les formalismes mathématiques - très courants dans la science régionale *mainstream* - lorsqu'ils ne s'accompagnent pas d'analyses qualitatives plus fines, ne permettent pas de saisir le rôle de la plupart des facteurs sociaux, institutionnels et culturels qui sont à la base du fonctionnement économique des territoires. De plus, cette discipline - y compris ses monographies et études qualitatives - demeure très ancrée dans les Nord(s), bien que des sections de la *Regional Science Association* (RSA) dans les Sud(s) existent depuis les années 1960 (D. Boyce 2003). En effet, très peu de réflexions sont menées sur des thèmes par lesquels les Nord(s) ne se sentent pas particulièrement concernés (sans doute à tort, comme nous le verrons par la suite), tels que les emplois et pratiques informelles et les solidarités entre ménages.

Ainsi, dans la suite de notre réflexion, nous soutenons qu'il est nécessaire d'ouvrir la science régionale à d'autres contextes et pratiques économiques. Pour cela, nous considérons que le démarche de « décentrement », prônée par les études postcoloniales et décoloniales, est indispensable. Ces approches, enracinées dans les Sud(s) (respectivement, en Inde et en Amérique Latine), montrent comment les effets de la colonisation persistent même après le démantèlement des administrations coloniales. À côté d'autres approches liées à des luttes émancipatoires (notamment les « *subaltern studies* », les « *critical race studies* », les « *diaspora studies* », les « *feminist and queer studies* », cf. Mbembe 2006), les études postcoloniales et décoloniales ont largement contribué à dévoiler et questionner l'ancrage des

sciences sociales et de leurs concepts dans les Nords. Les études postcoloniales et décoloniales nous montrent que les savoirs sont toujours situés – et tentent de remettre les Suds au centre du processus de théorisation. Il s’agit ainsi de considérer les Suds en tant que centres de production de théories et pratiques – et non plus uniquement en tant qu’objets d’études pour les « savants » des Nords. Hélas, la prise en compte de ces postures critiques par la science régionale *mainstream* ne semble pas encore d’actualité, malgré les appels de certains régionalistes dans ce sens (cf. Pandit 2000). En même temps, un croisement avec les approches postcoloniales et décoloniales est proposé par des travaux relevant de la géographie économique (Gibson-Graham 1999 ; Blunt et McEwan 2002; Pollard et al. 2009) et des études urbaines (J. Robinson 2002; 2006; Roy 2011; Eric Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013), dont nous nous inspirons.

En particulier, depuis les années 2000, des auteurs et autrices prônent un « Southern Turn » pour les Sciences sociales (Robinson 2006; Connell 2007; Roy 2009; Eric Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013; Comaroff et Comaroff 2016; Leitner et Sheppard 2016). Particulièrement actifs dans la géographie et dans les études urbaines, ils et elles considèrent la décolonisation des théories et des pratiques comme un tournant inévitable. L’un des ouvrages structurants de ce courant est *Ordinary Cities* de Jennifer Robinson, publié en 2006. L’autrice y propose de traiter toute ville comme étant une « *ville ordinaire* », c’est-à-dire une ville « à part entière », avec des caractéristiques propres, qui ne la rendent ni supérieure ni inférieure aux autres. Elle propose ainsi de considérer toutes les villes comme faisant partie du même champ d’analyse, en contre-tendance avec la division entre « études urbaines », censées s’occuper des villes modernes, productrices de savoirs, et « études du développement », censées s’occuper des villes « autres », simples objets des interventions « développementalistes ». Cela permet de dépasser les approches « darwiniennes » qui voient les villes des Nords, ou du moins les « villes globales » des Suds, comme stade de développement final à atteindre (Mabin 2014). Ces villes, connectées au reste du monde – et de préférence aux Nords – par les flux financiers et les marchés globaux, véhiculent l’image d’une modernité vertueuse en opposition aux « mégapoles » des Suds, chaotiques et informelles (J. Robinson 2002; Roy 2009; Eric Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013).

Suivant un cheminement similaire, nous souhaitons nous inscrire dans une démarche de décentrement de la science régionale. Pour cela, nous nous appuyons sur les approches relevant de la pensée postcoloniale, décoloniale et du « Southern Turn » survenu dans la géographie et dans les études urbaines, ainsi que sur les travaux de la géographie économique qui cherchent à saisir la complexité des *diverse economies*. En prenant l’exemple de la théorie de la base, nous essayons de construire une réflexion à l’interface entre ces disciplines et la science régionale, qui pendant les dernières décennies se sont côtoyées sans réellement parvenir à s’articuler. Nous souhaitons montrer qu’il est possible et nécessaire de réinterroger à partir des Suds la manière dont le développement économique des territoires est abordé et mesuré. Cette hybridation des théories produit des connaissances qui ne peuvent qu’enrichir la science régionale et sa compréhension des dynamiques socio-économiques au sein des territoires, à n’importe quelle latitude.

En accord avec Pandit (2000, p. 76) : « *Au lieu de demander "Comment la science régionale peut-elle aider le Tiers Monde ?", nous devrions demander "Comment l'attention portée au Tiers Monde*

*peut-elle aider la science régionale ?". (...) L'examen des processus en cours dans les pays du Tiers-Monde nous amène au-delà du simple "test" de nos théories dans un cadre régional particulier en nous encourageant à nous engager dans une théorisation plus large et plus riche des processus économiques et sociaux. »<sup>18</sup>.*

## **Terrains et Méthodes**

Cette recherche s'intéresse au cas du Brésil. Ce choix dérive d'abord de la possibilité d'accéder à des données statistiques sur les revenus, spatialisées et mises à disposition en accès libre par l'*Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE)*. Cela permet de calculer aisément les flux de revenus captés et retenus par les territoires - c'est-à-dire, la composition des bases économiques et du secteur domestique. De plus, les données disponibles pour le Brésil nous donnent la possibilité d'enrichir la théorie de la base, en y intégrant les revenus issus des emplois informels et des transferts entre ménages, ainsi que les revenus non monétaires. Les trois études de cas, avec leurs pratiques innovantes en termes de circulation des richesses, permettent d'observer de manière approfondie la partie « en aval » du modèle - à savoir, le secteur domestique - dont l'analyse est souvent délaissée par les applications « classiques ». En effet, ces territoires ont tous été accompagnés par des acteurs de l'« incubation territoriale » dans la définition de stratégies collectives tournées vers la redynamisation de leurs tissus socio-économiques. En particulier, ils ont mis en place des *Banques Communautaires de Développement*, c'est-à-dire, des institutions de microfinance opérant avec des monnaies sociales locales (Melo Neto Seguo, Magalhaes 2003 ; França Filho 2008 ; França Filho et Cunha 2009), qui allient généralement des emprunts pour la production à des emprunts pour la consommation.

De plus, mes liens avec des chercheuses et chercheurs brésiliens intéressés par ce sujet d'études m'ont permis de bénéficier d'un appui de leur part pendant les phases de terrain. En effet, en 2017 - avant de commencer cette thèse - j'ai intégré un laboratoire de recherche de l'Université Fédérale de Bahia, l'ITES/EAUFBA, dont le thème central est le développement territorial. Ce laboratoire héberge un « *Incubateur Technologique d'Economie Solidaire* » (ITES), qui est à l'origine d'une méthodologie innovante d'incubation territoriale et a accompagné (et, dans certains cas, accompagne toujours) nos terrains d'études. L'analyse de la méthodologie de l'ITES/EAUFBA, les outils qu'elle propose et les effets de l'implication des territoires dans ce processus seront étudiés de manière approfondie au sein de ce manuscrit. Cela permet de nourrir des réflexions quant à l'importance de stimuler la circulation de la richesse au sein du secteur domestique pour engendrer et entretenir des dynamiques de développement territorial.

Aussi, du point de vue théorique, il existe au Brésil une longue tradition de recherches sur le développement local et territorial, qui n'est pas sans liens avec la littérature française dans ce domaine - notamment en ce qui concerne le concept de territoire et les systèmes productifs locaux. Plusieurs

---

<sup>18</sup> [Traduction libre]: "Instead of asking 'How can regional science help the Third World?' we should be asking 'How can attention to the Third World help regional science?' (...) The examination of processes underway in Third World countries takes us beyond simply 'testing' our theories in a particular regional setting by encouraging us to engage in broader and richer theorizing about economic and social processes."



chercheuses et chercheurs brésiliens ont par ailleurs intégré, au long de leurs études doctorales ou de leur carrière, des laboratoires de recherche français<sup>19</sup> - et vice-versa (cf. entretien avec Bernard Pecqueur et Claude Courlet). Dans la littérature brésilienne ainsi que dans les interventions de la part des pouvoirs publics, le développement territorial se mélange souvent à l'économie populaire et à l'économie solidaire, créant des théories et des outils innovants. L'instauration d'un dialogue avec les scientifiques et les praticiennes et praticiens locaux est un élément incontournable lorsque l'on choisit d'adopter une posture décentrée. En effet, ce sont les actrices et acteurs à l'échelle du territoire qui peuvent saisir au mieux les problématiques locales mais aussi les ressources dont le territoire dispose.

Cette thèse repose sur une méthodologie mixte, à la fois qualitative et quantitative. En particulier, dans une démarche inductive, le modèle quantitatif a été pensé à partir des flux de richesses (et des manières de les mesurer) identifiés lors de la phase de terrain, qui s'est déroulée de septembre à décembre 2019. Au total, 69 entretiens semi-directifs ont été menés au Brésil, impliquant un total de 78 personnes - certaines d'entre elles ayant été interviewées à plusieurs reprises. La plupart des entretiens se sont déroulés dans l'Etat de Bahia (51), qui a été l'état-pilote à partir duquel notre modèle a été pensé. Plusieurs entretiens ont aussi été menés dans les Etats du Piauí (14 entretiens) et de Rio de Janeiro (4 entretiens). Les entretiens se sont déroulés dans des institutions s'occupant de statistiques socio-économiques, dans plusieurs Directions de l'Etat de Bahia, dans des structures d'appui au développement économique, ainsi que dans des instances de la démocratie participative et auprès d'habitantes et d'habitants de communautés aux revenus monétaires faibles.

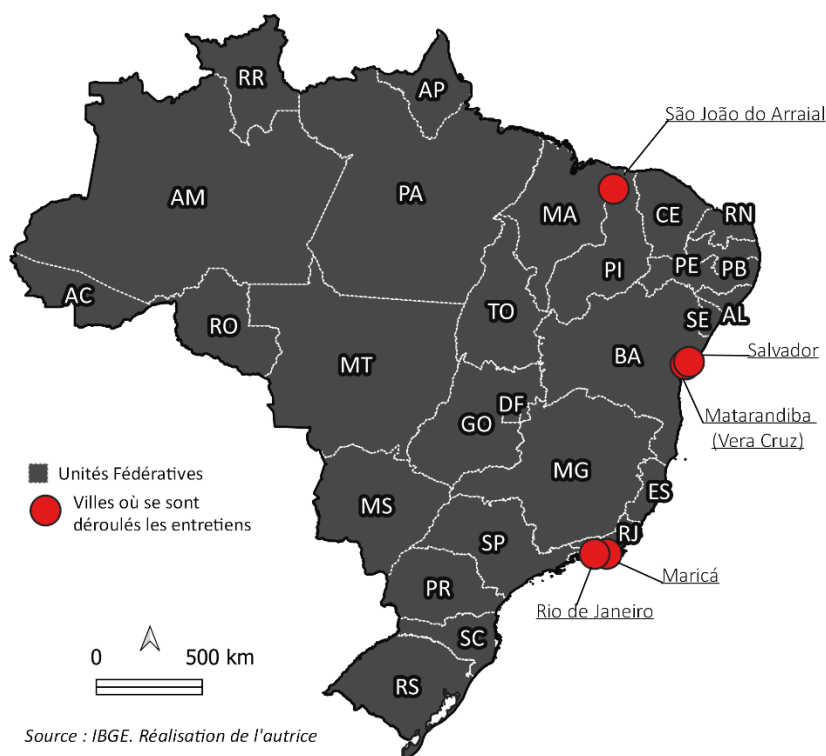
En ce qui concerne notre modèle quantitatif, le point de départ a été la théorie de la base renouvelée en termes de revenus, en particulier dans sa version formulée par Davezies et Talandier dans les années 2000. Pour la première fois, nous y intégrons les transferts entre ménages et les revenus informels (à la fois monétaires et non monétaires). La version « décentrée » de la théorie de la base à laquelle nos réflexions ont abouti est ensuite appliquée à l'ensemble des bassins d'emploi du Brésil.

Pour tester et compléter la méthode quantitative, ainsi que pour analyser de manière qualitative la circulation des richesses au sein du secteur domestique et ses leviers, trois études de cas sont ensuite mobilisées. Il s'agit de l'île de Matarandiba, appartenant à la municipalité de Vera Cruz (Etat de Bahia), du quartier Uruguai de la ville de Salvador (capitale de l'Etat de Bahia) et de São João do Arraial (Etat du Piauí). Plusieurs entretiens ont aussi été menés dans les villes de Maricá et de Rio de Janeiro (Etat de Rio de Janeiro). Etant engagés dans des processus d'« incubation territoriale » et construisant depuis plusieurs années des « réseaux locaux d'économie solidaire » (França Filho et Cunha 2009; Pires, França Filho, et Leal 2010), les cas d'études articulent des acteurs locaux et extra-locaux autour d'un projet commun de développement.

---

<sup>19</sup> C'est le cas notamment de Milton Santons et Rogério Haesbaert, auteurs clés sur les questions territoriales au Brésil, ainsi que de plusieurs chercheuses et chercheurs que nous avons eu l'occasion de rencontrer sur le terrain - notamment, Genauto Carvalho de França Filho, directeur de l'ITES/UFBA, ou José Cassiolato et Helena Lastres, coordinateurs du réseau *Redesist* de l'UFRJ, travaillant sur les « *Arranjos Produtivos Locais* » (l'approche brésilienne des systèmes productifs locaux).

Carte 1. Villes où se sont déroulés les entretiens



## Plan de la thèse

Ce manuscrit est structuré en trois parties, chacune composée de trois chapitres.

La **première partie** présente le cadrage théorique, au croisement entre l'économie du développement, la science régionale, les études urbaines et leur « décentrement ». Nous y interrogeons les approches « standard » du développement - au niveau macro, régional et territorial - et les croyances dont elles sont porteuses, particulièrement en ce qui concerne l'importance accordée à la production. Nous mobilisons entre autres des entretiens menés avec plusieurs pionniers des études territoriales : Claude Courlet, Gioacchino Garofoli et Bernard Pecqueur. La théorie de la base économique, ses limites et ses rares applications dans les Suds y sont également présentées. Cette partie explicite l'importance de la « spatialisation » des théories du développement, prônée par la science régionale, ainsi que de leur déconstruction au prisme des Suds, prônée par les approches postcoloniales et décoloniales.

La **deuxième partie** présente la méthodologie et les résultats de notre étude quantitative. Nous y proposons une version « décentrée » de la théorie de la base économique, qui prend en compte des flux le plus souvent négligés dans les études portant sur les Nordes - à savoir, les solidarités privées (c'est-à-dire, les transferts entre ménages), mais également l'économie informelle et les pratiques non monétaires (c'est-à-dire, l'échange de biens et services, les dons et la production pour l'autoconsommation). Suite à la présentation du contexte socio-économique du Brésil et de ses « paradoxes » au prisme de l'économie standard, nous proposons une application de la version décentrée de la théorie de la base aux bassins d'emploi brésiliens. Ce qui en ressort - à savoir, l'importance de l'économie informelle, non monétaire et non productive pour le développement des territoires - permet de prendre du recul par rapport aux

applications de la théorie de la base. Cela questionne aussi la façon « occidental-centrée » de percevoir - et, par conséquent, de mesurer - l'économie territoriale.

Enfin, **la troisième partie** - qui présente les résultats de notre étude qualitative - tente d'ouvrir la « boîte noire » représentée par le secteur domestique et par les relations de production et consommation qui s'y tissent, notamment en ce qui concerne les échanges informels et non monétaires. Les trois territoires enquêtés et leurs « réseaux locaux d'économie solidaire » se prêtent bien à l'observation de la circulation locale des richesses. Basée sur plus de cinquante entretiens réalisés au Brésil, cette partie révèle que les terrains étudiés se situent au centre d'un réseau de flux de richesses monétaires et non monétaires, territoriaux et extraterritoriaux - en les analysant d'abord à partir de la théorie de la base décentrée, pour ensuite en tirer des réflexions plus larges sur le développement territorial et ses dimensions non marchandes.

Du point de vue théorique, cette thèse s'inscrit dans le courant de renouveau de la science régionale, dont font partie ces auteurs et autrices qui plaident pour que ce domaine d'études prenne de plus en plus en compte des dynamiques non strictement productives. Nous montrons qu'il est possible - et souhaitable - d'ouvrir la science régionale à d'autres contextes et pratiques, en « décentrant » l'un de ses modèles classiques. Du point de vue opérationnel, la version de la théorie de la base élargie depuis les Suds que nous proposons apporte d'abord de nouvelles connaissances sur le terrain d'application que nous avons choisi - le Brésil. Nous proposons une typologie de ses régions et montrons la nécessité de diversifier leurs bases économiques pour obtenir des impacts positifs sur le secteur domestique et sur la vie des habitantes et des habitants. En même temps, les résultats trouvés pour les bassins d'emploi brésiliens soulèvent des questionnements quant à la nécessité de « provincialiser » la manière dont les Nords appréhendent et mesurent l'économie, en intégrant des pratiques marginalisées par les modélisations des économies régionales, mais qui sont fondamentales dans la structuration de la vie socio-économique des territoires.

A travers l'étude qualitative, nous montrons que les dynamiques locales qui se nouent au sein des territoires ont un rôle incontournable, supportant celle que Markusen a défini la « base de consommation ». Les acteurs et actrices locaux sont un pilier de toute action de développement territorial. Elles et ils sont en même temps les créateurs et les bénéficiaires de toute dynamique socio-économique, dans un cercle vertueux qui, à travers la circulation de richesses monétaires et non monétaires, matérielles et immatérielles, permet d'améliorer la qualité de la vie dans les territoires - et d'attirer et retenir des populations, ainsi que leurs revenus.

---

## **PREMIERE PARTIE**

**Au-delà des approches du développement productif ancrées dans  
les Nords : vers un « Southern Turn » pour la Science Régionale ?**

---

## Introduction de la Première Partie

*One of the most conspicuous deficiencies of general economic theory, from the point of view of the periphery, is its false sense of universality.*<sup>20</sup> (Prebisch 1950, p. 7)

Depuis plus de cinquante ans, la notion de « développement » est omniprésente dans les débats politiques et économiques – au point que sa signification paraît désormais une évidence. Toutefois, ce « mot-valise » prend plutôt la forme d'un « *paradigme auto-défini* »<sup>21</sup> (Escobar 1992, p. 25), et demeure toujours loin d'avoir une définition consensuelle. Pendant longtemps, le développement a été appréhendé en tant que synonyme de croissance et de progrès matériel. Cette conviction avait mûri au lendemain de la révolution industrielle – quand l'enthousiasme pour le progrès technique laissait miroiter la possibilité d'une croissance illimitée et aux impacts forcément positifs sur la qualité de la vie. A partir du 18<sup>ème</sup> siècle, les sciences économiques ont été façonnées sur la base de modèles occidentaux – autrement dit, issus des « pays industrialisés » - et ont consacré la croissance comme indicateur clé de la « santé » des nations et de leurs populations, finissant par légitimer la prédominance de l'économie capitaliste et de marché, symbole de la modernité dont les Nordis seraient les porteurs autoproclamés. Pourtant, même Adam Smith, théoricien de la « main invisible » du marché, reconnaissait l'importance de ce qui ne relève pas de l'économie *stricto sensu* dans le fonctionnement des sociétés. Il commençait son ouvrage « *Théorie des sentiments moraux* » par ces mots : « *Aussi égoïste que l'homme puisse être supposé, il y a évidemment certains principes dans sa nature qui le conduisent à s'intéresser à la fortune des autres et qui lui rendent nécessaire leur bonheur, quoiqu'il n'en retire rien d'autre que le plaisir de les voir heureux.* » (Smith 1759, Chapitre I, Section i). Toutefois, au fil du temps, au détriment de la compréhension de la complexité des économies et des liens sociaux sous-jacents, les différents courants, y compris ceux critiques comme le marxisme, « *[se sont accordés] tacitement pour prôner un réductionnisme économique outrancier* » (Sachs 1994, p. 53).

Si aujourd'hui la notion de *croissance* est associée à l'augmentation de la production et du revenu national tandis que le *développement* est associé à des dimensions plus qualitatives, concernant les conditions de vie et l'épanouissement, cela n'a pas toujours été le cas. Comme cette première partie va le montrer, les apports des Suds ont été cruciaux dans cette évolution, tout comme les apports de la dimension territoriale du développement. La prise en compte de lieux et théories auparavant marginalisés a permis de défier un certain nombre de postulats sur lesquels reposent les théories économiques mainstream, à savoir : (i) le caractère incontournable de l'industrialisation et de la croissance et la primauté des exportations ; (ii) l'inéluctabilité de la convergence économique entre nations (et, par déduction, entre régions) ; (iii) la nécessité de traverser un enchaînement d'étapes prédéfinies pour atteindre le développement ; (iv) l'existence d'un archétype universel de modernité vers lequel toute société doit tendre pour devenir développée.

---

<sup>20</sup> [Traduction libre] : « *L'une des lacunes les plus évidentes de la théorie économique générale, du point de vue de la périphérie, est son faux sentiment d'universalité.* »

<sup>21</sup> [Traduction libre] : « *a paradigm of self-definition* ».

Malgré les avancées récentes, force est de constater que les cadres d'analyses du développement restent ancrés dans la tradition théorique des Nords, ainsi que dans les postulats évoqués ci-dessus. La conception économiciste du développement, très focalisée sur le volet productif et sur l'économie formelle, reste dominante, toute échelle géographique confondue, même si des voix dissidentes émergent à la fois au sein de la recherche, de la société civile et du monde politique - partout dans le monde.

La première partie de cette thèse articule plusieurs branches des sciences économiques et sociales, dans le but de déconstruire la notion de développement économique dans sa perspective marchande – et la reconstruire ensuite au prisme des territoires et de la diversité de leurs économies.

Le premier chapitre se concentre sur la genèse de la notion de développement économique et de ses déclinaisons spatialisées. Il va montrer comment deux discours ont évolué en parallèle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, le discours sur les Suds, qui semblaient nécessiter à tout prix des politiques adaptées - principalement « macro » - pour rattraper leur retard économique, a amené à l'affirmation du concept de développement sur la scène internationale. Ce discours est rapidement devenu l'apanage des économistes du développement et des institutions internationales, vecteurs des théories des Nords, qui ont largement contribué à la définition de ce que « se développer » signifie. Toutefois, au fur-et-à mesure, de nouvelles approches ont émergé - y compris depuis les des Suds - amenant dans les débats une vision « autre » du développement et introduisant des concepts tels que *décroissance*, développement *bottom-up*, ou encore *bien vivre et post-développement*.

En parallèle, à partir de la reconstruction de l'Europe de l'après-guerre, certains économistes ont commencé à introduire l'espace dans leurs analyses, ouvrant la voie à la science régionale. Ils s'appuyaient sur les auteurs (y compris des économistes du développement) qui avaient constaté l'existence d'un équilibre imparfait et de rendements croissants - dont découlent les phénomènes d'agglomération et la distribution inégale du développement dans l'espace. Hélas, à n'importe quelle échelle géographique, dans la littérature mainstream la question du « bon » développement est restée étroitement liée aux questions de concurrence, de croissance, d'industrialisation et d'économie formelle. Ainsi, de nombreuses variables (sociales, culturelles, institutionnelles), dont l'importance est pourtant reconnue à la fois par l'économie du développement et par la science régionale, ne sont pas prises au sérieux dans les modélisations économiques – ce qui a des impacts sur la façon dont les indicateurs et les politiques sont pensés.

Cela nous amène, dans le deuxième chapitre, à approfondir une des hypothèses au cœur de notre recherche : c'est-à-dire, la nécessité de « décentrer » le regard sur le développement économique. Nous y présentons la démarche de « désapprentissage » prônée par les études postcoloniales et décoloniales, en montrant sa pertinence par rapport à la notion de développement économique. Ce chapitre met en avant que l'économie telle qu'elle est appréhendée et mesurée représente une vision extrêmement partielle de la réalité, qui se limite à la « sphère marchande » de l'économie - dont l'existence autonome, comme de nombreux auteurs et autrices l'ont montré, n'est qu'une utopie des modélisations économiques (Polanyi 1944 et 1977; Servet 2007; Gibson-Graham et Dombroski 2020). Ainsi, le « décentrement » de l'économie - et particulièrement du développement économique des territoires - demande de

dévoiler ces richesses longuement invisibilisées, qui relèvent notamment des pratiques informelles, non rémunérées et non monétaires. Ces pratiques sont très visibles dans les Suds (qui ont outillé leurs systèmes statistiques en conséquence), mais restent moins visibles et donc moins reconnues et mesurées dans les Nord (où les pratiques économiques « non marchandes » sont supposées être marginales). Ces questions - dont Polanyi peut être considéré le pionnier - sont abordées, depuis les années 2000, au sein des études urbaines dites « postcoloniales », ainsi qu'au sein de la géographie économique, notamment par les écrits sur les « *diverse economies* ». Nous insistons sur la nécessité pour la science régionale de s'ouvrir à ces réflexions, pour proposer des modèles plus proches des réalités des territoires - des Nord comme des Suds.

Enfin, le troisième chapitre introduit une théorie classique de la science régionale, la théorie de la base économique (Sombart 1916). Ce cadre théorique, ancré dans les Nord, a rarement été utilisé dans des territoires des Suds. Il postule qu'un territoire se développe en fonction des richesses captées de l'extérieur (la « base économique »), mais aussi de sa capacité à retenir ces flux, en les faisant circuler et en les « multipliant » au sein de l'économie locale (le « secteur domestique »). Toutefois, les flux de revenus pris en compte relèvent principalement de l'économie marchande, le rôle principal étant joué par les exportations, selon la formulation la plus connue de cette théorie (Hoyt 1954; North 1955). Des avancées importantes ont vu le jour pendant les années 2000, avec un progressif élargissement des flux censés constituer la base économique - notamment, les retraites, les transferts sociaux, les dépenses des touristes - ainsi qu'avec une prise de conscience de l'importance du secteur domestique. Ce dernier chapitre ouvre la voie à la deuxième partie de la thèse, qui propose une version « décentrée » de la théorie de la base économique, avec une application concrète au cas du Brésil.

Cette première partie du manuscrit sera « *probablement inconfortable, difficile et émotionnelle* » pour les lectrices et lecteurs accoutumés à analyser le développement économique du point de vue des Nord et de la production : le décentrement de la pensée ébranle les certitudes et se présente comme une « *lutte ontologique aux dimensions colossales, qui cherche à modifier fondamentalement la façon dont le monde est appréhendé, qui nous sommes, ce qu'est le monde et ce que nous faisons* »<sup>22</sup> (Barker et Pickerill 2019, 4). L'approche développementaliste ne peut pas survivre au décentrement : l'idée qu'il puisse exister une façon « correcte » et « univoque » de se développer ne peut que s'effondrer face aux théories issues des « marges » et aux spécificités territoriales.

---

<sup>22</sup> [Traduction libre] : “This process of decolonising will likely be uncomfortable, challenging and emotional for non-Indigenous academics because it is an ontological struggle of epic proportions which seeks to fundamentally shift how the world is known, who we are, what the world is and what we do.”

## Chapitre 1

### Etudier et spatialiser le développement économique depuis les Nord : une démarche avant tout productive

*The principle of Development involves [...] the existence of a latent germ of being - a capacity or potentiality striving to realize itself. [...] The history of the world [...] is the process of development. [This] development, therefore, does not present the harmless tranquillity of mere growth. (Hegel 1956 [1837], pp. 54-55)*

Pendant des siècles, à partir de la révolution industrielle, il n'y a pas eu de doutes concernant la corrélation (voire, la superposition) entre croissance et développement. Il paraissait indéniable que les nations et les régions les plus prospères économiquement – à savoir, les pays industrialisés et les grandes villes – étaient aussi celles offrant à leurs populations les meilleures conditions économiques (et, par conséquent, de vie) possibles. Ainsi, l'industrialisation et l'augmentation de la production se sont imposées comme la voie la plus directe et efficace pour accéder à une meilleure vie (souvent urbaine, offrant un salaire stable, un logement décent, la proximité aux services publics... malgré la dure réalité de l'exploitation des travailleuses et travailleurs et de la pauvreté rampante dans les villes). L'utilisation acritique du produit national brut per capita comme mesure de la qualité de la vie, allant de pair avec des politiques publiques focalisées sur le renforcement des secteurs productifs et les exportations, a largement contribué à légitimer cette vision « productiviste » du bien-être. Toutefois, à partir des années 1950, deux éléments sont venus perturber l'application sans discernement des modèles économiques classiques et néoclassiques « macro » : il s'agit de l'« émergence » des « pays sous-développés » et de la prise de conscience des inégalités spatiales en dépit de la croissance.

Les Suds, jusqu'à alors confinés aux études coloniales, ont commencé à s'affirmer sur la scène internationale comme des pays autonomes, en quête de stratégies de développement adaptées. Ainsi, plusieurs économistes, dont certains issus des Suds (c'est notamment le cas de Lewis, antillais, et de Prebisch, argentin) ont commencé à se pencher sur les spécificités de ces contextes. Les Suds apparaissaient effectivement comme des « exceptions » à l'économie pensée depuis les Nord pour les Nord - et semblaient demander des analyses adaptées pour rompre avec la notion de « trappes à pauvreté » qui leur était généralement appliquée.

Ainsi, l'économie du développement a connu une période florissante pendant les décennies 1950 et 1960 - étant porteuse d'espoir dans un monde univoquement « développé » et sans misère. Elle est par la suite rentrée dans une crise profonde, à partir des années 1970-1980, quand l'échec de ses préconisations en a montré les limites – et que les critiques vis-à-vis de son ancrage dans l'économie standard, garante du *statu quo*, sont devenues de plus en plus pressantes. Cependant, le concept de développement n'a pas disparu suite à l'effondrement de cette branche de l'économie : désormais cristallisé en tant que paradigme, il a été décliné sous d'autres formes (développement durable, humain, local, endogène, communautaire, territorial), dont certaines ont émergé à partir des Suds.

En ce qui concerne la prise en compte des inégalités spatiales et régionales, elle a été pratiquement absente de l'économie jusqu'à la moitié des années 1950 – même si quelques exceptions se dé-



marquent (Von Thünen 1826; Marshall 1988; Christaller 1933). Puis, suite aux écrits pionniers d'économistes tels qu'Isard (1956), fondateur de la Science régionale, et Perroux (1950; 1955), point de repère de l'économie du développement mais aussi de l'économie géographique française, ou encore l'économiste du développement Hirschman (1958), l'espace s'est graduellement invité dans les réflexions sur le développement économique. Depuis, partant du constat que la croissance ne se présente pas partout avec la même intensité – ni avec les mêmes impacts sur les populations – un certain nombre d'auteurs et autrices se sont intéressés aux facteurs spatiaux qui favorisent ou entravent les processus de développement. Toutefois, la littérature et la plupart des grandes revues spécialisées ont continué à se focaliser sur les volets productifs et sur l'économie formelle.

Ce chapitre propose un tour d'horizon du développement dans son acception économique - en se focalisant sur les principales théories et « croyances » ayant nourri les approches mainstream. Il présente également les principaux échecs et critiques ayant amené à la reconnaissance – du moins dans les théories et discours – de facteurs non purement économiques du développement, qui deviennent visibles, comme par un effet de loupe, à l'échelle régionale et territoriale, surtout lorsque l'on mobilise des contextes géographiques de plus en plus variés. La première section montre comment la notion de développement économique, constituée en tant que paradigme lié à la croissance, a fini par se diversifier au fil des décennies, notamment grâce aux défis qui ont émergé des Suds. Ensuite, la deuxième section retrace les grandes lignes de la spatialisation des théories économiques et de l'émergence de la science régionale, au croisement entre économie et géographie, dans laquelle cette thèse souhaite s'inscrire. Nous mobilisons également des extraits d'entretiens menés avec des chercheurs clés dans le domaine du développement territorial, à savoir Claude Courlet et Bernard Pecqueur (interviewés le 22/06/2021) et Gioacchino Garofoli (interviewé le 01/07/2021).

## **1. Le « paradigme » du développement économique : de la croissance à tout prix au développement durable**

Les réflexions liées au « développement » sont au cœur de la science économique depuis ses débuts, notamment en mobilisant des sujets tels que la richesse, la pauvreté, le bien-être - dont les définitions ont varié au fil des siècles, en fonction des contextes et des systèmes de valeurs utilisés comme référence (Schimmel 2013; Mahmood et al. 2019). La nouveauté avec la notion de développement telle qu'utilisée aujourd'hui, est qu'elle s'est constituée, à partir des années 1950, comme un vrai « paradigme » des sciences sociales au sens de Kuhn, c'est-à-dire une « *découverte scientifique universellement reconnue qui, pour un temps, fournit à une communauté de chercheurs des problèmes type et des solutions* » (Kuhn 1962, p. 11). Ainsi, ceux et celles « *dont les recherches sont fondées sur le même paradigme adhérent aux mêmes règles et aux mêmes normes dans la pratique scientifique. Cet engagement et l'accord apparent qu'il produit sont des préalables nécessaires de la (...) genèse et de la continuation d'une tradition particulière de la recherche* » (*ibid.*, p.30). Cette première section retrace la consolidation de ce paradigme et le rôle joué par les économistes du développement et par les institutions internationales. Elle montre l'évolution de ce paradigme « occidental-centré » au fil des décennies et

ses multiples remises en question, ayant débouché sur des nouvelles notions, qui ont fini par rendre acceptable de découpler le développement de la croissance.

### **1.1 Avant (et avec) le développement : le progrès matériel, la modernisation et la colonisation**

La foi dans le progrès est bien antérieure à celle que l'on peut définir comme l'« ère du développement » dans l'après deuxième guerre mondiale - dont elle constitue le fondement et qu'elle précède de plusieurs siècles. En Europe, déjà les penseurs des Lumières interprétaient « *la multiplicité des cultures dans l'espace comme une succession d'étapes dans le temps, considérant l'histoire comme un processus d'amélioration sans fin* »<sup>23</sup> (W. Sachs 2000, p. 5). En resserrant son analyse au domaine économique, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, Adam Smith cherchait à comprendre les causes de ce qu'il définissait comme « *le cours naturel des progrès de l'opulence* »<sup>24</sup> (Adam Smith 1776) dans son ouvrage *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*<sup>25</sup>. Ce concept de « naturalité », voire d'inéluctabilité, de l'accumulation et de l'« avancement » des économies par des étapes successives a profondément marqué les réflexions économiques, avec une utilisation fréquente de métaphores issues de la biologie. François Quesnay (1758), dans son *Tableau économique*, comparait par exemple la circulation des biens et services à la circulation dans le corps humain. La société y était assimilée à un être vivant, la richesse constituant le sang qui l'alimente. Comme il est mis en avant par Rist (2013), la « définition biologique » du développement, qui a survécu jusqu'à nos jours, comporte quatre caractéristiques fondamentales : (i) la *directionnalité* (la croissance a un sens et un but, et suit un certain nombre d'étapes clairement identifiées) ; (ii) la *continuité* (la nature ne fait pas de saut : c'est le même organisme qui se transforme) ; (iii) la *cumulativité* (chaque étape nouvelle dépend de la précédente, selon une enchaînement méthodique) ; (iv) l'*irréversibilité* (lorsqu'une étape est franchie ou qu'un palier est atteint, le retour en arrière n'est pas possible). Ainsi, en caricaturant, la croissance/développement est censée prendre la forme d'un phénomène naturel, spontané, dans toutes les économies libérales qui respectent les conditions du marché.

#### **1.1.1 La foi dans l'industrialisation**

Pour les économistes classiques et néoclassiques, les nations se comportent comme des *homines oeconomici* parfaitement rationnels : elles cherchent à maximiser leurs richesses – c'est-à-dire, la production issue des secteurs primaire et secondaire – qui sont considérées comme ayant une utilité<sup>26</sup> intrinsèque, mesurable et classable de manière objective. L'économie du bien-être et le courant utilitariste ont largement contribué à nourrir cette vision « matérialiste » de l'économie (Polanyi 2011 [1977]). A partir du 19<sup>ème</sup> siècle, l'objectif premier de l'économie est devenu « *l'étude des causes matérielles du*

---

<sup>23</sup> [Traduction libre] : « *The European Enlightenment was already able to interpret the multiplicity of cultures in space as a succession of stages in time, viewing history as a never-ending process of improvement.* »

<sup>24</sup> [Traduction libre] : « *The natural progress of opulence.* »

<sup>25</sup> Pour aller plus loin, cf. Bowles (1986); Bell (1992).

<sup>26</sup> Bentham (Bentham 1789, part. I.III) définit l'utilité ainsi : « *By utility is meant that property in any object whereby it tends to produce benefit, advantage, pleasure, good or happiness (all this in the present case comes to the same thing) or, (what comes again to the same thing) to prevent the happening of mischief, pain, evil, or unhappiness to the party of interest is considered* ».

*bien-être* »<sup>27</sup> (Robbins 1935, p. 4), notamment chez des auteurs comme Marshall, Mills et Fisher (pour un approfondissement sur ce sujet, cf. Arndt 1978, Chapitre 2). Seulement les biens matériels semblaient concerner l'économie, ce qui laissait de côté tout ce qui ne relevait pas de la dimension productive ou du moins de la sphère marchande (Hagenaars 1986). Le bien-être collectif était considéré comme la somme du bien-être de chaque individu : les dimensions relationnelle et sociétale du développement se retrouvaient ainsi effacées des modélisations. L'augmentation du bien-être pouvait se faire par deux biais : la croissance économique (qui augmente la quantité de biens qui ont de l'« utilité »), ou les politiques redistributives (qui agissent sur la façon dont les biens sont alloués au sein de la société). Le plus souvent, le premier biais était considéré comme situé en amont du deuxième - l'approche « darwinienne » du développement étant déjà à l'oeuvre. Notamment, dans ses *Principes*, dans la partie concernant l'état stationnaire, Mill écrivait : « *Ce n'est que pour les pays arriérés du monde que l'augmentation de la production est importante, dans les plus avancés, ce qui est demandé économiquement, c'est une meilleure distribution* »<sup>28</sup> (Mill 1848, Livre IV, Chapitre VI).

Il faut tout de même rappeler que les racines de cette vision se situent aux débuts du capitalisme industriel, quand les inégalités internationales étaient sensiblement moins élevées que lors des siècles suivants – et quand la répartition inégale de la croissance n'avait pas encore été « découverte » et théorisée. C'est par ailleurs dans le contexte optimiste de la révolution industrielle qu'ont commencé à se former des idées telles que celles de rendements d'échelle (Adam Smith 1776) et de rentabilité de la division du travail (Ricardo 1817), qui ne sont pas sans lien avec les politiques *top-down* d'industrialisation et de spécialisation des siècles suivants. L'essor des pays industrialisés dessinait le mirage d'une croissance inépuisable et autoentretenu, atteignable partout dans le monde en activant les bons leviers, avec le support de l'Etat.

Globalement, il n'y a pas eu de distinction entre le bien-être matériel, le progrès et le développement jusqu'à la fin des années 1940. Quand Clark (1940) publiait son étude comparative sur le développement économique, il choisissait pour titre « *Les Conditions du Progrès Economique* » - qui est par ailleurs le même titre que Marshall avait prévu pour le quatrième volume de ses *Principes*, jamais rédigé (Arndt 1981). En 1944, l'économiste institutionnaliste Ayres intitulait son ouvrage « *La théorie du progrès économique : une étude des fondations de l'économie du développement et du changement culturel* »<sup>29</sup>, les notions de progrès économique et de développement y étant utilisées comme synonymes. Dans la préface de l'édition de 1962, l'auteur écrivait : « *la révolution technologique est elle-même irrésistible, l'autorité arbitraire et les valeurs irrationnelles des cultures pré-scientifiques et pré-industrielles sont condamnées. (...) La seule alternative restante est l'acceptation intelligente et volontaire du mode de vie industriel et des valeurs qui l'accompagnent.* »<sup>30</sup> (Ayres 1962 [1944], pp. xxiv-xxv).

---

<sup>27</sup> [Traduction libre] : “the study of the causes of material welfare.”

<sup>28</sup> [Traduction libre] : “It is only in the backward countries of the world that increased production is an important object, in those most advanced, what is economically needed is a better distribution.”

<sup>29</sup> [Traduction libre] : “The theory of economic progress: A study of the fundamentals of economic development and cultural change.”

<sup>30</sup> [Traduction libre] : “the technological revolution is itself irresistible, the arbitrary authority and irrational values of pre-scientific, pre-industrial cultures are doomed. Three alternatives confront the partisans of tribal values and beliefs. Resistance, if sufficiently effective, though it cannot save the tribal values, can bring on total revolution. Or

Les économistes et historiens de l'économie de l'époque mettaient au cœur de leurs écrits « *l'essor du capitalisme, de la révolution industrielle, de l'évolution du commerce, (...) de la croissance de l'industrie et de l'entreprise* » (Henry 1991, p. 66)<sup>31</sup>. Ainsi, pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, le « développement économique » a pris certes de la place en tant qu'objectif politique - d'abord en Allemagne et en Russie, puis dans d'autres pays européens, suivis par le Japon, la Chine et par le « Tiers Monde » - mais il était généralement appelé « *modernisation* », « *occidentalisation* » ou encore « *industrialisation* »<sup>32</sup> (Arndt 1981, p. 458). La croyance dans une évolution biologique, quasiment darwinienne, des sociétés et de leurs économies commençait ainsi à prendre forme - tout comme la primauté des secteurs productifs.

### **1.1.2 Les prémices du développement économique et le rôle crucial du discours colonial**

Le développement économique est rarement évoqué jusqu'aux années 1940 dans la littérature mainstream. Cependant, quelques exceptions se démarquent (cf. Arndt 1981).

D'abord, Schumpeter titrait son ouvrage en allemand de 1911 « *Theory of Economic Development* » - même s'il n'a été traduit en anglais que vingt ans plus tard, en 1934. L'auteur y introduisait la distinction entre croissance et développement - qui n'était pas si loin de celle qui domine les débats contemporains. La première consisterait en un accroissement quantitatif de l'économie, alors que la deuxième en sa transformation qualitative. De plus, le développement n'était pas, selon l'auteur, un simple phénomène découlant de la croissance : il se dégagerait suite au passage d'un état d'équilibre à un autre, chacun d'entre eux correspondant à une combinaison différente des facteurs de production. Le rôle de l'innovation est fondamental : parvenir au développement suppose un processus de « *destruction créatrice* », c'est-à-dire, une réorganisation du système grâce à une recombinaison des facteurs de production (le Chapitre 7 de ce manuscrit reviendra sur le concept d'innovation et sa « décolonisation » au prisme de la notion latino-américaine de *tecnologia social*). Schumpeter considérait que l'idée de développement était déjà cruciale chez les grands économistes du XIX<sup>ème</sup> siècle - et notamment dans la pensée de Marx : « *Le développement était [...] le thème central. Et [Marx] a dévolu ses capacités d'analyse à montrer comment le processus économique, qui se modifie en vertu de sa propre logique, modifie sans cesse le cadre social - toute la société en fait.* »<sup>33</sup> (Schumpeter 1954, 573). En effet, selon plusieurs auteurs et autrices, Marx serait le premier théoricien à avoir donné au concept de développement une interprétation économique, prenant aussi en compte les effets que les transformations économiques dues à la croissance entraînent sur l'ensemble de la société (Arndt 1981; Henry 1991).

---

*ineffective resistance may lead to sequestration like that of the American Indians. The only remaining alternative is that of intelligent, voluntary acceptance of the industrial way of life and the values that go with it.*"

<sup>31</sup>[Traduction libre] : "In addition to progress, economists and economic historians also used other expressions to indicate expansion or growth in the volume of economic activity. These include expressions such as: the rise of capitalism, the industrial revolution, the evolution of trade, and in the case of Marshall, the growth of industry and enterprise."

<sup>32</sup> [Traduction libre] : "As a policy objective, economic development became increasingly prominent during the nineteenth century, first in Germany and Russia and other countries in Europe, later in Japan and China and elsewhere, in what we now call the 'Third World'. But it was generally referred to as 'modernization' or 'westernization' or, not infrequently, 'industrialization'."

<sup>33</sup> [Traduction libre] : "Development was [...] the central theme. And he [Marx] concentrated his analytical powers on the task of showing how the economic process, changing itself by virtue of its own inherent logic, incessantly changes the social framework-the whole of society in fact. "

Pendant les années 1920, on retrouve la notion de développement économique - de manière pionnière - dans les écrits de deux chercheuses de la *London School of Economics*. Il s'agit de Lilian Knowles, professeure d'histoire économique, co-auteurice en 1924 de l'ouvrage « *The economic development of the British Overseas Empire* » (Knowles et Knowles 1924), et de Vera Anstey, économiste, avec son ouvrage de 1929, « *The Economic Development of India* » (Anstey 1929). Dans ces deux contributions, l'expression « développement économique » était déjà utilisée pour décrire des réalités des Suds, dans le cadre de l'économie coloniale – ancêtre de l'économie du développement (Seers 1968; Henry 1991). Les colonies et le développement économique se retrouvaient officiellement associés, en 1929, dans le *Colonial Development Act* mis en œuvre par le Parlement britannique et autorisant « *le versement d'avances pour aider et développer l'agriculture et l'industrie dans certaines colonies et certains territoires* »<sup>34</sup>. Par ailleurs, en 1906, lors du Congrès colonial de Marseille, il avait été acté que « *Le meilleur régime à adopter serait celui qui (...) abandonnerait définitivement le principe faux de la subordination économique des colonies à la métropole en reconnaissant que le véritable intérêt de la métropole réside dans le développement économique des colonies* » (cité par Harmand 1910, p. 336).

Progressivement, même les pouvoirs coloniaux ont fini par se rendre compte que la croissance, à elle seule, ne pouvait pas suffire. Ils ont ainsi intégré les dimensions du bien-être physique et mental des « indigènes » dans leurs réflexions et prescriptions (Arndt 1982). Notamment, en 1939, le gouvernement britannique remplaçait le « *Colonial Development Act* » par le « *Colonial Development and Welfare Act* », affirmant ainsi « *la nécessité de standards minimaux en matière de nutrition, de santé et d'éducation* »<sup>35</sup> (Hancock 1942, partie 2, p. 267). L'économie coloniale avait un rôle principalement descriptif, de contrôle et de planification, ainsi que de formation des fonctionnaires des pays colonisateurs. L'objectif premier était la stabilisation des économies des pays colonisés, dont les produits destinés à l'exportation (au profit des « métropoles ») étaient soumis à des fluctuations élevées des taux d'échange (Seers 1979). Dans son déploiement, la théorie coloniale tenait une posture absolutrice vis-à-vis des régimes coloniaux et de leurs responsabilités dans les conditions de « sous-développement » des colonies (Myrdal et Bhagwati 1981) - tout en banalisant et minimisant les horreurs perpétrées au nom de la modernisation.

En dehors des études coloniales, les Suds n'ont pas été pris en compte par les économistes jusqu'à la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Une des rares exceptions est représentée par Friedrich List, qui, déjà en 1841, écrivait sur les rapports économiques déséquilibrés entre les « *pays torrides* » (les Suds) et les « *pays de la zone tempérée* » (les Nord) - ce qui lui a valu d'être considéré par certains comme le premier « vrai » économiste du développement (de Bernis 1974).

A ce stade, l'applicabilité des théories économiques à tout contexte n'était pas remise en question : les variables historiques, géographiques, culturelles, institutionnelles étaient absentes des modélisations. Réduire la complexité du processus de développement, qui implique forcément des change-

---

<sup>34</sup> [Traduction libre] : « *An Act to authorise the making of advances for aiding and developing agriculture and industry in certain colonies and territories.* »

<sup>35</sup> [Traduction libre] : « *affirming the need for minimum standards of nutrition, health and education.* »

ments non mesurés par des indicateurs macro-économiques, à un seul paramètre, la croissance, « *éliminait un grand nombre de questions - notamment la répartition des bénéfices de la croissance entre les différentes classes sociales, les groupes ethniques et les régions. Cela a rendu les modèles d'une pertinence très douteuse dans des pays où celles-ci étaient les questions cruciales. Mais cela les a aussi rendus gérables et exempts de facteurs auxquels les économistes n'étaient pas habitués.* »<sup>36</sup> (Seers 1979, p. 710). Cela ne veut pas dire que les économistes ignoraient l'importance de ces facteurs. Notamment, Carl Menger, dans la dernière édition de ses *Principes d'économie politique* - publiée en 1923 à titre posthume et qui n'est jamais vraiment arrivée sur les étagères des librairies internationales - mettait en avant que l'économie telle qu'elle est pensée par les Nordes ne peut pas s'appliquer avec légèreté à d'autres contextes (à savoir, dans les économies non marchandes ou « *attardées* », en utilisant ses mots)<sup>37</sup>. Ou encore, John Stuart Mill, tout en concevant l'histoire comme synonyme de progrès, reconnaissait l'impossibilité de postuler l'existence d'un modèle universel à suivre :

*S'il existe de telles lois, et si la série d'états traversés par la nature humaine et la société a été déterminée plus ou moins précisément par la constitution originelle de l'humanité et par les circonstances de la planète où nous vivons, l'ordre de leur succession ne peut être découvert par la seule expérience moderne ou européenne : il doit être déterminé par une analyse conjointe, dans la mesure du possible, de l'ensemble de l'histoire et de la nature humaine.* <sup>38</sup> (Mill 2014, vol. XX, p.262)

Globalement, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, pour les économistes classiques et néoclassiques – mais aussi pour l'économie coloniale - le développement était d'abord appréhendé en tant que progrès matériel, et il se limitait à l'exploitation et exportation des ressources naturelles, dans les Nordes d'abord, puis dans les colonies. Ensuite, le développement a fini par intégrer certaines questions concernant l'amélioration du niveau de vie, toujours considérée comme une conséquence de la croissance. La prochaine sous-section montre comment l'introduction systématique des Suds dans les réflexions économiques a accéléré l'affirmation de la notion de développement en tant que processus concernant la société dans son ensemble. En effet, pour l'économie coloniale, le progrès économique et le bien-être des populations colonisées étaient considérés comme deux « tâches » différentes, constituant conjointement le « fardeau de l'homme blanc ». Ce n'est qu'à partir du discours du président états-unien Truman (cité plus bas) que ce « *double mandat s'est fusionné en un seul : le développement.* » (W. Sachs 2000, p. 5).

---

<sup>36</sup> [Traduction libre] : “Moreover, reducing the complexity of social change to a single yardstick eliminated a large number of issues - notably the distribution of the benefits of growth between different social classes, ethnic groups and regions. This made the models of very doubtful relevance in countries where these were precisely the key issues. But it kept them manageable and free of factors to which economists were unaccustomed.”

<sup>37</sup> Pour un approfondissement de cet épisode, cf. Polanyi (2011 [1977]), pp. 58-62.

<sup>38</sup> [Traduction libre] : “If there exist such laws, and if the series of states through which human nature and society are destined to pass have been determined more or less precisely by the original constitution of mankind, and by the circumstances of the planet in which we live, the order of their succession cannot be discovered by modern or by European experience alone: it must be ascertained by a conjunct analysis, so far as possible, of the whole of history, and the whole of human nature.”

## 1.2. L'affirmation du paradigme développementaliste sur la scène internationale

A partir du XIX<sup>ème</sup> et jusqu'à la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, le développement était abordé comme un processus « intransitif », c'est-à-dire un processus cumulatif naturellement porté par l'avancement de l'histoire. Il n'était pas encore conçu comme un projet réalisé « *sous la direction de la volonté et de la raison humaine* »<sup>39</sup> (W. Sachs 2000, p. 5). A partir des années 1950, le développement est devenu une démarche consciente, appuyée par des politiques économiques, visant à accélérer les transformations sociétales nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations. Rapidement, l'économie du développement, une branche de l'économie politique, s'est spécialisée dans ces problématiques, son objectif étant de comprendre comment les pays « arriérés » pouvaient sortir de leur « trappe à pauvreté » - et rattraper *in fine* le retard qui les séparait des pays « avancés » (mesuré en termes d'écart de revenu ou de produit national brut). Au vu de son objectif, l'économie du développement était nécessairement liée aux politiques publiques. Il n'est alors pas étonnant qu'un certain nombre des fondateurs de la discipline aient travaillé pour des gouvernements ou des organisations internationales – c'est le cas notamment de Clark, Hirschman, Lewis et Prebisch. Certaines des convictions consolidées pendant cette période ont eu des effets durables sur la conception du développement et, 70 ans plus tard, continuent à tisser la toile de fond des préconisations macroéconomiques.

### 1.2.1 Le contexte historique de l'émergence du « développementalisme »

Le développement tel qu'on le connaît aujourd'hui a fait son irruption sur la scène internationale à partir de la fin des années 1940. Le contexte était celui de l'après-guerre, dans un tourbillon mêlant la reconstruction européenne, les indépendances africaines et la guerre froide. Un consensus existe pour situer la naissance de la notion contemporaine de développement lors du discours d'investiture du président états-unien Harry S. Truman (1949). Le premier paragraphe de son célèbre *point iv* mobilisait la notion de « sous-développement », qui apparaissait pour la première fois dans un texte voué à être largement diffusé - et à influencer la politique internationale des décennies à venir :

*Quatrièmement, nous devons nous lancer dans un nouveau programme audacieux pour mettre les bénéfices de nos avancées scientifiques et de nos progrès industriels au service de l'amélioration et de la croissance des **régions sous-développées**. Plus de la moitié des habitants de la planète vivent dans des conditions proches de la misère. Leur nourriture est insuffisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stagnante. Leur pauvreté est un handicap et une menace tant pour eux que pour les régions plus prospères. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité possède les connaissances et les compétences nécessaires pour soulager les souffrances de ces populations.*<sup>40</sup> (H.S. Truman, Point iv, 20 janvier 1949 [mise en gras de l'auteur])

---

<sup>39</sup> [Traduction libre] : "a project to be carried out under the direction of human will and reason."

<sup>40</sup> [Traduction Libre] : "Fourth, we must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas. More than half the people of the world are living in conditions approaching misery. Their food is inadequate. They are victims of disease. Their economic life is primitive and stagnant. Their poverty is a handicap and a threat both to them and to more prosperous areas. For the first time in history, humanity possesses the knowledge and the skill to relieve the suffering of these people."

Quelques années plus tôt, Wilfred Benson, un ancien membre du Secrétariat de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), parlait d' « aires sous-développées » (*underdeveloped areas*) dans le rapport « *The Economic Basis of Peace* » (National Peace Council, 1942, p.10). Dès lors, le « développement » s'est graduellement affirmé comme une démarche indispensable et apparemment consensuelle. Pour les pays « à développer », il représentait un but à suivre et autour duquel construire les revendications et politiques. Pour les pays « développés », à la fois du bloc capitaliste et du bloc communiste, il constituait un enjeu majeur pour garder (voire élargir) leurs zones d'influence respectives. Rapidement, plusieurs économistes ont commencé à s'intéresser aux spécificités sociales, culturelles, institutionnelles et historiques qui semblaient faire de ces pays des contextes d'études « à part ». C'était le moment de bascule de l'économie de la croissance vers l'économie du développement : il s'agissait désormais d'étudier les mécanismes permettant d'assurer le décollage économique des Suds, dont devaient découler les transformations sociétales nécessaires à l'amélioration (voire, à l'« occidentalisation ») des conditions de vie.

La pensée des premiers économistes du développement a mûri dans une conjoncture historique assez exceptionnelle : l'après-guerre du deuxième conflit mondial les avait littéralement catapultés au carrefour de plusieurs enjeux.

D'abord, ils se retrouvaient à devoir planifier la reconstruction des économies nationales en temps de paix. Cet enjeu était au cœur des inquiétudes des décideurs politiques, ainsi que des premiers ouvrages sur le développement économique. Ces derniers se focalisaient principalement sur des pays européens et donnaient une place centrale à l'industrialisation (Rosenstein-Rodan 1943; Staley 1944; Mendelbaum 1947)<sup>41</sup>. Aussi, la guerre et la reconstruction semblaient montrer qu'il était possible de mobiliser des ressources pour atteindre un objectif national fixé – ce qui rendait les économistes de l'époque plutôt optimistes à l'égard des défis du développement que les Suds devaient affronter.

Ensuite, cette période a été marquée par une vague d'indépendances et de suspensions de protectorats, notamment en Asie et au proche Orient. La charte des Nations Unies de 1945 annonçait, entre autres, l'avènement de l'émancipation des colonies. Les revendications anticoloniales ont atteint leur apogée pendant les décennies 1950 et 1960, avec la décolonisation de la plupart des pays d'Afrique. Cette décennie correspond à la période la plus florissante de l'économie du développement. La libération progressive de la domination coloniale s'accompagnait d'un discours émancipatoire, véhiculant des principes humanitaires et égalitaires, incarnés par le « Tiers-mondisme » (Sauvy 1952) des Nord et par le « Mouvement des non-alignés » (Appadorai 1955) dans les Suds. En même temps, les nouveaux États indépendants faisaient écho au discours productiviste tenu par les Nord, en mettant l'industrialisation au centre de leurs préoccupations - ce qui s'est traduit, par la suite, dans la théorisation de la substitution des importations. Leurs leaders étaient à l'affût de théories, stratégies et techniques pouvant faciliter la

---

<sup>41</sup> Le focus initial sur les Nord et le secteur secondaire ressort déjà des titres de ces ouvrages : « Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe », (Rosenstein-Rodan 1943), « World Economic Development: effects on advanced industrial countries » (Staley 1944), « Industrialization of Backward Areas » (Mendelbaum 1947).



transformation de leurs économies, accélérant (ou brûlant) des étapes dont l'accomplissement avait pris plusieurs siècles dans les Nord (Mkandawire 1990).

Enfin – *last but not least* – il ne faut pas négliger les enjeux politiques pour les Nord. Dans le contexte de la guerre froide, l'appui du bloc de l'Ouest aux pays nouvellement indépendants (ou en phase de décolonisation) devenait un enjeu crucial pour garder leur sphère d'influence face au bloc de l'Est (Lorenzini 2019). Il n'est sûrement pas anodin que le titre complet de l'ouvrage clé de Rostow (1959) soit « *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste* ».

Ainsi, pendant les années 1950, les premiers programmes d'aide financière et technique des pays « développés » vers les pays « sous-développés » ont été mis en place – ce qui n'avait jamais existé de façon systématique à l'échelle mondiale. En effet, le seul antécédent - le Plan Marshall - ne se concentrait que sur l'Europe. La dimension productive y était cruciale : déjà dans le discours de Truman, la sortie du sous-développement était le résultat de l'augmentation de la production (industrielle, notamment) et de l'insertion des Suds dans les marchés mondiaux :

*Notre objectif devrait être d'aider les peuples libres du monde, par leurs propres efforts, à produire plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux pour le logement, et plus de puissance mécanique pour alléger leurs fardeaux. (...) Avec la coopération des entreprises, du capital privé, de l'agriculture et de la main-d'œuvre de ce pays, ce programme peut accroître considérablement l'activité industrielle des autres nations et élever sensiblement leur niveau de vie.*<sup>42</sup> (H.S. Truman, Point iv, 20 janvier 1949 [mise en gras de l'auteur])

C'est dans ce contexte que l'économie du développement, « *l'enfant d'une constellation particulière de forces politiques, sociales, économiques et émotionnelles dans la période suivant la Seconde Guerre mondiale* »<sup>43</sup> (Mkandawire 1990, p. 4) a émergé « *de l'économie coloniale par opportunisme politique* »<sup>44</sup> (Seers 1979, p. 2). Des régions « *considérées comme "sauvages et barbares" au XVIIIe siècle, "arriérées" au XIXe siècle, "sous-développées" dans la période de l'avant-guerre, devinrent les "pays moins développés" ou les "pays pauvres", ou encore les "pays en voie d'émergence" et les "économies en développement"* ». (Meier 1984, p. 6). Cette « émergence » s'est retrouvée au centre des préoccupations des décideurs politiques et de certains économistes de l'époque, dans les Nord comme dans les Sud. Le but était de concevoir des outils pour analyser (et résoudre) les problèmes de ces pays « moins développés », dans le cadre de l'économie capitaliste et de marché.

### **1.2.2 L'économie du développement : plus qu'un corpus hétérogène, un terrain de débat**

Dans ce contexte historique particulier et avec les contributions d'acteurs à la fois académiques et institutionnels (et particulièrement les organisations internationales), pendant les années 1950 et 1960

---

<sup>42</sup> [Traduction libre] : "Our aim should be to help the free peoples of the world, through their own efforts, to produce more food, more clothing, more materials for housing, and more mechanical power to lighten their burdens. (...) With the cooperation of business, private capital, agriculture, and labor in this country, this program can greatly increase the industrial activity in other nations and can raise substantially their standards of living."

<sup>43</sup> [Traduction libre] : "a child of a particular constellation of political, social, economic and emotional forces in the immediate World War II period."

<sup>44</sup> [Traduction libre] : "by colonial economics out of political expediency."

le concept de « développement » a été bâti. Il était défini comme la somme de la croissance (l'augmentation du PNB, principalement) et du changement social et institutionnel (dans la direction montrée par les Nords). Sa mesure se faisait principalement par des indicateurs macroéconomiques (surtout en termes de production et d'emploi) - et les modélisations étaient fréquentes, proposant notamment des grandes étapes de développement à franchir (Solow 1956; Rostow 1959; Kuznets 1963). L'économie du développement n'a pas légué aux générations suivantes un corpus homogène de théories, mais plutôt une récolte de modèles et de questionnements largement irrésolus, ainsi qu'un terrain de débats jusqu'alors inexploré par les économistes, alimenté par les échecs de la théorie standard mise à l'épreuve par ces « nouveaux » contextes. Pour un aperçu de la diversité et complexité de ce champ d'études, mais aussi des postures souvent critiques et marginales des auteurs y ayant contribué, on renvoie à l'ouvrage « *Les pionniers du développement* », qui récolte les essais de dix des économistes du développement les plus connus, qui, en fin de carrière, reviennent sur leurs hypothèses et théories (Meier et Seers 1984 [dir.], en accès libre sur le site de la Banque Mondiale). Des points communs entre les travaux de ces auteurs existent - et « *on pourrait être tenté de résumer le courant dominant dans le domaine du développement pendant les années 1950 en disant qu'il était structuraliste, marqué par une vision pessimiste à l'égard du commerce international, qu'il insistait sur un investissement planifié des nouveaux équipements et sur l'utilisation des réserves de main-d'œuvre excédentaire, qu'il prévoyait une planification centrale des devises, et qu'il comptait sur l'aide étrangère.* » (Meier 1984, p. 23). Toutefois, des désaccords profonds se dessinaient - rendant difficile toute présentation succincte des idées à la base de l'économie du développement. Il s'agit d'un champ d'études hétérogène et dont les auteurs portaient des projets de société différents et variés. Concernant cette pluralité de points de vue, au début des années 1950, un éditorial de la revue « *Economic Development and Cultural Change* » affirmait :

*[M]ême un simple coup d'œil à la littérature existante révèle non seulement l'absence d'une théorie satisfaisante, mais aussi l'absence d'accord sur les nombreux problèmes qui, aux yeux de l'observateur, doivent être étudiés. Le chercheur en quête de pistes menant à une théorie adéquate ne trouve pas de sentiers battus, mais une véritable jungle de cercles vicieux, d'obstacles au changement et de conditions préalables nécessaires (mais jamais suffisantes) à la croissance économique.<sup>45</sup> (« Editorial », Revue Economic Development and Cultural Change, 1952, p. 3)*

Comme écrit par Krugman (1995), les jours de gloire de la « *high development theory* » ont duré environ quinze ans, du papier fondateur de Rosenstein-Rodan (1943) jusqu'à la publication de la *Stratégie du Développement Economique* de Hirschman (1958). Du point de vue théorique, il est possible de distinguer deux traditions théoriques (cf. Parpart et Veltmeyer 2011). D'un côté, se situaient les fondateurs du courant qui a dominé par la suite les études et pratiques du développement (Lewis 1954, Rostow 1959), insérant leurs réflexions dans le cadre du système de marché et tentant de rendre leurs

---

<sup>45</sup> [Traduction libre] : "Further, even a casual glance at the existing literature reveals not only the absence of a satisfactory theory, but also the absence of agreement as to which of the many problems apparent to the observer are important for study. The research worker seeking pathways leading to an adequate theory finds no blazed trails, but instead a veritable jungle of vicious circles, obstacles to change, and necessary (but never sufficient) preconditions for economic growth."

modèles compatibles avec les théories économiques plus classiques. De l'autre côté se situaient les économistes politiques marxistes (Baran 1957), et les structuralistes latino-américains (Prebisch 1950, Cardoso et Faletto 1969), qui, tout en étant moins influents dans les cercles économiques « mainstream », ont jeté les bases des critiques du développement inégal à partir des années 1970. Globalement, les auteurs tenaient une posture critique par rapport à l'économie standard, même s'ils en utilisaient la terminologie et, finalement, le cadre théorique. C'est pour cela que l'économie du développement se situe « *au croisement entre orthodoxie et hétérodoxie* » (Raffinot 2016). En effet, cette discipline s'est constituée « *en prolongeant tout en critiquant la synthèse classico-keynésienne* » (Hugon 2003, p. 9) : elle était critique concernant l'universalité des théories mainstream, mais elle ne disposait pas d'un outillage théorique pour sortir du cadre néoclassique (P. Krugman 1992). En réalité, même les économistes du développement les plus proches de l'économie standard étaient conscients que le cadre d'analyse établi n'arrivait pas à rendre compte de la situation des Suds. Notamment, alors que les néoclassiques postulaient un système de prix de marché fonctionnant harmonieusement, certains économistes du développement (notamment., Lewis, Myrdal, Prebisch, Rosenstein-Rodan, Singer) soulignaient « *les rigidités, les retards, les déficits et les excédents, les faibles élasticités de l'offre et de la demande, et les autres caractéristiques particulières de la structure des pays en développement qui influent sur les ajustements économiques et les choix d'une politique de développement* » (Meier, p. 21).

Les débats les plus animés concernaient l'arbitrage entre une croissance équilibrée (Rosenstein-Rodan 1943; Nurkse 1953) et une croissance déséquilibrée (Hirschman 1958; Streeten 1959), entre industrialisation et agriculture (W. Arthur Lewis 1954; Rostow 1959), entre soutien aux exportations et substitution des importations (Prebisch 1950; Myint 1954; Hicks 1959), entre planification centralisée et recours au système des prix du marché (Bauer et Yamey 1972). Comme le souligne Meier (1984, p. 22), « *les discussions relatives à certains de ces problèmes ne sont pas encore closes* ». L'accent mis sur ces problématiques laisse apercevoir à quel point la vision productiviste était dominante : il existait un accord général pour soutenir que la croissance était le levier principal pour engendrer le développement. L'augmentation de la production semblait être en effet une prémisses nécessaire à la réduction de la pauvreté, par le biais d'une augmentation des emplois et des revenus.

La notion de « croissance appauvrissante » (J. N. Bhagwati 1968) n'était pas encore théorisée. Jusqu'au moins les années 1970, le « mythe » (Arndt 1983) néo-classique du ruissellement était intacte et hégémonique. A posteriori, ce dernier a été ainsi défini par Todaro (1977), dans le glossaire de son ouvrage « *Economic Development in the Third World* » : « *Théorie du développement "par effet de retombée" : opinion répandue dans les années 1950 et 1960, selon laquelle le développement était considéré comme un phénomène purement "économique", dans lequel les gains rapides résultant de la croissance globale du PNB et du revenu par habitant se répercuteraient automatiquement sur les masses sous la forme d'emplois et d'autres opportunités économiques.* »<sup>46</sup> (Todaro 1977, p. 439). Un consensus

---

<sup>46</sup> [Traduction libre]: " 'Trickle Down' Theory of Development: the prevalent view of the 1950s and 1960s in which development was seen as purely an 'economic' phenomenon in which rapid gains from the over- all growth of GNP and per capita income would automatically bring benefits (i.e. 'trickle down') to the masses in the form of jobs and other economic opportunities."

général s'est instauré chez les économistes du développement - y compris chez les marxistes - sur le fait que « *l'augmentation des revenus était le but, et les investissements en termes de capital les moyens* »<sup>47</sup> (Seers 1979, p. 709). En effet, « *Même lorsqu'ils s'entre-déchiraient, les débats partageaient la conviction que le développement était et devait être un processus aboutissant à l'industrialisation nationale, à l'innovation technologique, à l'acceptation de la rationalité scientifique et à la distribution des ressources par le biais de l'État et du marché. La question de savoir quelles personnes - les femmes, les enfants, les personnes âgées, les classes moyennes - recevraient les bénéfices d'un tel processus a été absorbée par les notions sous-théoriques de "ruissellement" ou de "redistribution"* ».<sup>48</sup> (Sylvester 1999, p. 706). Cette certitude a été graduellement remise en question à partir des années 1970. Ainsi, lors du onzième Congrès Mondial de la « Society for International Development » à New Delhi, le président d'alors, Dudley Seers, déclarait : « *Il semble que la croissance économique ne soit pas seulement incapable de résoudre les problèmes sociaux et politiques ; certains types de croissance peuvent même les provoquer* »<sup>49</sup> (Seers 1969, p. 2), et en 1972, Grant écrivait : « *il est maintenant devenu clair que la définition du développement en tant que croissance économique est profondément inadéquate (...) En fait, la théorie du développement du "ruissellement" (...) a été prouvée totalement inadéquate.* »<sup>50</sup> (Grant 1972, pp. 2-3)

Evidemment, les économistes du développement n'ignoraient pas l'existence de facteurs non strictement économiques ou liés à la croissance soutenant (ou entravant) le processus de développement. Ils débâtaient déjà de problématiques telles que l'accès limité à la santé et à l'éducation (Lewis 1954; Haberler 1959), l'accès à la terre, les dynamiques démographiques (Viner 1953), le rôle des acteurs et des institutions (Hoselitz 1952; Hirschman 1958; Perroux 1966), la corruption (Myrdal 1967), l'asymétrie des relations de pouvoir entre Nords et Suds (Prebisch 1950). Il n'ignoraient pas non plus les limites des modélisations – notamment, Myint soulignait que « *il existe un réel danger que les macro-modèles du développement économique "suivent leur propre cours" sans se référer, du côté subjectif, aux problèmes humains fondamentaux de l'arriération* »<sup>51</sup> (Myint 1954, p. 149). Aussi, Kuznets (1973) mettait en garde contre les « effets secondaires » de l'augmentation des taux de croissance : selon l'auteur, elle implique des importantes modifications de la situation institutionnelle et sociale dans laquelle la croissance se produit – qu'il faut être préparés à encadrer. Toutefois, toutes ces nuances étaient rarement

---

<sup>47</sup> [Traduction libre] : "But a general consensus existed, covering even Marxists, that higher incomes was the end and capital investment the means."

<sup>48</sup>[Traduction libre] : "Even while they were at each other's throats, the debates shared a belief that development was and should be a process which culminated in national industrialisation, technological innovation, acceptance of scientific rationality and resource distribution through state and market processes. The question of which people – women, children, the elderly, the middle class – would receive the benefits of such thing was absorbed into undertheorized notions of 'trickle-down' or 'redistribution'."

<sup>49</sup> [Traduction libre] : "It look as if economic growth may not merely fail to solve social and political difficulties; certain types of growth can actually cause them."

<sup>50</sup> [Traduction libre] : "It has now become clear that the definition of development as economic growth alone is grossly inadequate (...) In fact, the "trickle down" theory of development – whereby the poor supposedly benefit from overall economic growth or policies benefiting the rich – is proving utterly inadequate."

<sup>51</sup> [Traduction libre] : "In practice there is a real danger of the macro-models of economic development 'running on their own steam' without any reference to the fundamental human problems of backwardness on the subjective side."

visibles dans les modélisations proposées, car difficilement résumables à des variables économiques. Petit à petit, le revenu brut per capita, ou revenu réel, s'est imposé comme mesure du développement ; ce dernier s'est ainsi retrouvé corrélé à la performance économique des nations. Au fur et à mesure, «*la préoccupation morale pour les personnes a été éclipsée par la préoccupation économique pour la croissance. Ce changement indique qu'une nouvelle vision du monde s'est imposée : le degré de civilisation d'un pays peut être mesuré par son niveau de performance économique.* »<sup>52</sup> (W. Sachs 2000, p. 5). Cette foi aveugle dans la croissance et ses bienfaits est sans aucun doute l'une des failles principales de l'argumentation des économistes du développement - même les plus critiques. Comme écrit par Prebisch dans « Les pionniers du développement », dans un chapitre qui fournit une rétrospective sur sa carrière : «*Au cours des premières années de la CEPAL, je n'avais pas non plus prêté suffisamment attention au fait que la croissance n'avait pas profité à de grandes masses de la population à faible revenu, alors qu'à l'autre extrémité de la structure sociale, les hauts revenus étaient florissants. Peut-être cette attitude était-elle un vestige de mon ancien néoclassicisme, qui supposait que la croissance en elle-même finirait par corriger les grandes disparités de revenus par le jeu des forces du marché.* » (Prebisch 1984, p.181)

Une autre lacune de l'économie du développement réside dans son point de vue « occidentalocentré », érigeant les Nord(s) en tant que référentiel « à rattraper » par les Sud(s), grâce à un processus de convergence qui était appréhendé comme un passage obligé et naturel pour toute économie. Dans la pratique, cela s'est traduit par des théories définissant ce qui concerne les Sud(s) comme « traditionnel » ou « pré-moderne », par rapport à la modernité et le développement incarnés par les Nord(s). La linéarité du progrès caractérisait aussi la pensée Marxiste. En effet Marx (1867), dans la préface de la première édition du *Capital*, écrivait : «*Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir* ». Ses écrits évoquent la notion de stades de développement, théorisant notamment la succession de cinq époques progressives de la formation sociale économique : antique, asiatique, germanique, féodale, capitaliste (Marx 1844).

De manière similaire, dans les modèles linéaires et dualistes des années 1950, le développement supposait une transformation progressive de la société : partant d'un état traditionnel (de subsistance), la société devait évoluer pour atteindre un état moderne (capitaliste), caractérisé par la diffusion du salariat et par une productivité élevée. Même si l'importance du secteur informel, le plus souvent appelé « secteur traditionnel » (W. Arthur Lewis 1954) était reconnue, ce dernier était supposément voué à disparaître - laissant enfin la place au secteur « moderne » ou formel. Un exemple classique du postulat de convergence est la théorie de Rostow sur les stades de développement, considérant l'évolution des sociétés comme un parcours en cinq étapes : (i) la société traditionnelle ; (ii) l'accumulation des conditions préalables au *take-off* (le décollage industriel) ; (iii) le *take-off* ; (iv) la marche à la maturité ; (v) l'âge de la consommation de masse. Selon les approches dualistes, la croissance et la modernisation

---

<sup>52</sup> [Traduction libre] : “*the double mandate collapsed into one — development. (...) From now on, not only resources figured into the development formula, but people as well. Inversely, the moral concern for people was eclipsed by the economic concern for growth. This shift indicated that a new worldview had come to the fore: the degree of civilization in a country can be measured by its economic performance level.*”

étaient des marqueurs du développement. La question de l'impact de tout ce processus d' « évolution » sur les inégalités, internationales comme intra-nationales, n'était pas un questionnement central. Kuznets (1955) théorise une relation en forme de U inversé entre la croissance (mesurée en termes de PIB par habitant) et les inégalités. Ainsi, il paraissait logique que les inégalités de revenus dans les pays pauvres s'accroissent avant que la croissance puisse permettre de les réduire. Pour cela, les pays étaient censés passer d'une économie essentiellement agricole à une économie industrielle. Alors que les revenus agricoles sont distribués de façon équitable, les revenus du secteur secondaire sont source d'inégalités, puisque les couches les plus favorisées de la population investissent, augmentant ainsi ultérieurement la part de capital qui leur revient. Par la suite, la croissance était censée engendrer des changements sociétaux (dont l'éducation de masse) permettant aux couches vulnérables de la population de gagner du pouvoir politique et ainsi influencer les politiques publiques. Cette approche a été largement critiquée, notamment dans la dernière décennie (Huang, Lin, et Yeh 2012 ; Piketty 2015). Par ailleurs, Kuznets lui-même soulignait les limites de son modèle : « *En concluant ce papier, je suis profondément conscient de la faiblesse des informations fiables ici présentées. Le document est composé de 5 % d'informations empiriques et de 95 % de spéculations, dont certaines peuvent être teintées d'illusions* »<sup>53</sup> (Kuznets 1955, p. 26).

Certaines idées - même si elles ont été amplement critiquées, voire démenties (telles que le ruissellement, ou la convergence - pour un approfondissement sur ces sujets on renvoie aux écrits de Seers 1979; Krugman 1992; Mkandawire 1990; W. Sachs 2000; Rist 2013) - se sont cristallisées en tant que « croyances », c'est-à-dire, des « *simples propositions tenues pour vraies de manière diffuse : on y croit parce qu'on croit que tout le monde y croit, parce qu'on ne peut pas faire autrement que d'y croire, puisque tout le monde le dit* » (Rist 2013, p. 55). En effet, elles caractérisent encore aujourd'hui le discours mainstream sur le développement et les préconisations en termes de politiques qui en découlent – y compris à l'échelle infranationale. Il est important de souligner que ce domaine d'études a été étroitement lié aux politiques publiques et internationales, dont il a été à la fois l'origine et le produit, s'avérant un important outil d'analyse mais aussi un puissant légitimateur scientifique (et éthique) des actions mises en place.

Dans son article au titre évocateur *The Birth, Life and Death of Development Economics*, Seers (1979) décrétait la mort de l'économie du développement en avril 1964, au moment de la conférence de Manchester sur l'enseignement de cette discipline. Les débats qui y ont eu lieu - récoltés dans des actes publiés en 1967, cf. Martin et Knapp (2020) - ont fait émerger toutes les contradictions de cette aire de recherche, montrant clairement que cette branche de l'économie ne pouvait pas devenir une science autonome, car elle était trop étroitement liée à l'économie néoclassique qu'elle cherchait pourtant à déconstruire (Seers 1979). Seers posait alors la question : « *Le moment est venu de mettre l'accent sur*

---

<sup>53</sup> [Traduction libre] : “*In concluding this paper, I am acutely conscious of the meagreness of reliable information presented. The paper is perhaps 5 per cent empirical information and 95 per cent speculation, some of it possibly tainted by wishful thinking.*”

*les similitudes [entre le Nord et le Sud] plutôt que sur les différences de circonstances et de se débarrasser de l'économie du développement. Qu'est-ce-qui va prendre sa place ?* » (Seers 1979, p. 715). Plus de quarante ans plus tard, on fait le constat que l'économie du développement se retrouve éclatée dans plusieurs domaines des « *Development studies* », mais aussi que plusieurs de ses tenants se sont tournés vers des problématiques spatiales - largement délaissées par les économistes du développement - comme la deuxième section de ce chapitre va le montrer.

### **1.2.3 Vers un « autre » développement ?**

Une des grandes nouveautés introduites pendant les décennies suivant la deuxième guerre mondiale - comme le montre la construction d'un système complexe d'organisations internationales - est que le développement a cessé d'être le souci individuel de chaque nation, pour devenir un enjeu partagé, demandant « *une structure économique internationale moins hostile* » (Sachs 2000, p.10). En 1968, la Conférence Internationale des Droits de l'Homme à Téhéran reconnaissait l'interdépendance entre le développement et le respect des droits de l'homme, consacrant la responsabilité collective et réciproque de la communauté internationale « *d'assurer à toute personne dans le monde le niveau de vie minimum pour jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ».

Il est indéniable que les organisations internationales portaient de loin : les institutions onusiennes sont les héritières de la Société des Nations, qui était en charge de mandats de protectorat sur les colonies, et les Institutions Financières Internationales (IFIs) (à savoir, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International) n'étaient pas, à l'origine, très tournées vers les Suds. Ces institutions ont été fondées lors de la Conférence de Bretton Woods, en 1944 - alors que la plupart des pays colonisés l'étaient toujours. Ainsi, seuls les pays des Suds qui étaient indépendants, peu nombreux et pour la plupart d'Amérique Latine, ont pu y participer à côté des puissances occidentales. Cette conférence a produit un ensemble de règles concernant les relations commerciales et financières internationales entre les pays industrialisés. Les préoccupations des Suds n'y étaient pas vraiment au premier plan. La concentration du pouvoir de négociation dans les mains des Nord - et particulièrement des Etats-Unis et de la Grande Bretagne - n'était pas un mystère, l'objectif principal étant l'établissement d'une organisation monétaire mondiale (Seers 1979). Concernant les nations invitées à Bretton Woods, Lord Keynes a pu écrire, dans une lettre au Trésor Britannique : « *Vingt-et-un pays ont été invités, qui n'ont manifestement rien à apporter et ne feront qu'encombrer le terrain : la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Liberia, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, les Philippines, le Venezuela, le Pérou, l'Uruguay, l'Ethiopie, l'Islande, l'Iran, l'Irak et le Luxembourg. La plus monstrueuse maison de singe assemblée depuis des années. On pourrait peut-être y ajouter l'Egypte, le Chili et (dans les circonstances actuelles) la Yougoslavie* »<sup>54</sup> (cité par Moggridge 1980, vol. 26, p. 42). Ce sont les institutions nées de ces accords - auxquels les pays des

---

<sup>54</sup> [Traduction libre] : "Twenty-one countries have been invited which clearly have nothing to contribute and will merely encumber the ground, namely, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Salvador, Guatemala, Haiti, Honduras, Liberia, Nicaragua, Panama, Paraguay, Philippines, Venezuela, Peru, Uruguay, Ethiopia, Iceland, Iran, Iraq, Luxembourg. The most monstrous monkey-house assembled for years. To these might perhaps be added: Egypt, Chile and (in present circumstances) Yugoslavia."

Suds non encore indépendants n'ont d'ailleurs même pas participé - qui ont été en charge des évolutions des politiques du développement concernant ces mêmes pays dans les décennies suivantes. En sus du FMI et de la Banque mondiale, en 1947 le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est venu compléter l'ossature du secteur public international, visant à « *atteindre les multiples objectifs du plein emploi, de la libéralisation et de l'expansion du commerce mondial, et de la stabilité des taux d'échanges* » (Meier 1984, p. 11).

A partir des années 1950, les Nations Unies aussi ont assumé un rôle crucial dans le discours sur le développement économique, avec la publication du rapport « *Measures for the Economic Development of Under-developed Countries* » (UN, 1951), qui se focalisait sur les blocages économiques au développement dans les Suds. Ce rôle est acté en 1965, avec la création du PNUD, le *Programme des Nations Unies pour le Développement*. Depuis, les Nations Unies ont promu des « décennies du développement », ainsi que des « objectifs » partagés par la communauté internationale - notamment les « objectifs du millénaire » et les « objectifs du développement durable », suivant les évolutions des orientations de la société civile et les débats scientifiques et publics.

Le années 1960 voyaient déjà émerger des approches alternatives du développement. C'est le cas de la « self-reliance » ou « Projet Ujamaa », traduite par « autonomie sociale », mise en place dans la Tanzanie de Nyerere ; cette approche proposait de redéfinir les priorités socio-économiques des populations les plus pauvres sans faire référence à un modèle de développement préexistant et ayant pour objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Ses résultats ont été mitigés, mais son retentissement a été important, en tant que modèle issu d'un pays des Suds (Lal 2012; Rist 2013).

Un tournant majeur s'est amorcé dans les années 1970, qui peuvent être considérés comme une décennie de questionnement du développement. Pour la première fois s'opérait un élargissement « officiel » (du moins, dans les discours) de cette notion à des facteurs non purement économiques. Pendant ces années a émergé le conflit entre les approches « top-down » et « pro-croissance », d'un côté, et les approches « bottom-up » et « pro-pauvres » de l'autre (Sachs 2000). Les premières réflexions sur le développement à l'échelle sub-nationale s'imposaient (Friedmann et Weaver 1979), à l'aide des premières publications sur le développement endogène, sur la Troisième Italie et les clusters - sur lesquelles va revenir la deuxième section de ce chapitre. Cette décennie a été marquée par une première remise en question du paradigme economiciste - et non seulement à cause des chocs pétroliers et des bouleversements d'équilibres qu'ils ont entraînés. La période des indépendances se clôturait, avec une dernière vague qui concernait principalement les pays africains colonisés par le Portugal. Les droits humains commençaient aussi à apparaître dans le jargon des Nations Unies et des Institutions financières internationales - même si les mesures du développement restaient basées sur les indicateurs de croissance. Ainsi, les Nations Unies, dans la résolution de leur Assemblée générale qui proclamait la deuxième décennie du développement, exigeaient la « *promotion des droits de l'homme* », ainsi qu'un « *niveau de vie minimum compatible avec la dignité humaine, grâce au progrès et au développement dans l'ordre économique et social* ». Toutefois, les priorités fixées étaient une hausse annuelle d'au moins 6 % du PNB et de 3,5 % du revenu par habitant. Aucune feuille de route n'était envisagée pour les objectifs



souhaités en termes d'accès aux droits et aux services publics, de répartition plus juste des revenus, de meilleures conditions de vie.

Il s'agit aussi de la décennie des « *basic needs* » : en 1976, l'approche des besoins fondamentaux, enracinée dans les études de Albert Maslow, a été présentée à la *World Economic Conference* de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>55</sup>. Selon l'OIT, ces besoins incluaient « *Premièrement, (...) certains besoins minimaux d'une famille pour sa consommation privée : l'alimentation, le logement et des vêtements adéquats, ainsi que certains équipements ménagers. Deuxièmement, (...) les services essentiels fournis par et pour la communauté dans son ensemble, tels que l'eau potable, l'assainissement, les transports publics et les installations sanitaires, éducatives et culturelles.* »<sup>56</sup> (Déclaration ILO, citée par ODI 1978, p. 2). Cette approche définissait le seuil de pauvreté comme le revenu nécessaire pour satisfaire les besoins « de base », qu'à partir de ce moment des nombreux scientifiques et institutions s'attelaient à identifier. Ce glissement du centre d'intérêt de l'OIT des emplois à l'éradication de la pauvreté n'est pas un cas isolé. Il s'est produit en parallèle dans d'autres organisations internationales, « *réagissant, d'une manière ou d'une autre, aux leçons des années soixante, où des performances économiques supérieures aux objectifs fixés ont trop souvent conduit à des résultats inférieurs aux objectifs en termes d'éradication de la pauvreté et de création d'emplois.* »<sup>57</sup> (Jolly 1976, p. 32). Dans la même décennie, d'autres critiques de l'approche économiciste du développement se sont affirmées, notamment les théories de la dépendance (Gunder Frank A. 1967; Cardoso et Faletto 1969; Amin 1976), qui se consolidaient mais restaient tout de même peu influentes dans les cercles politiques internationaux, ou encore des propositions de mesures commerciales favorisant les pays du « Tiers Monde », esquissant un « *Nouvel Ordre Economique International* »<sup>58</sup>.

Enfin, les années 1970 ont aussi été la décennie de la publication du rapport du Club de Rome « *Les limites de la croissance* » (Meadows et Club of Rome 1972), qui, avec la prise de conscience des limites énergétiques (notamment avec les crises pétrolières), a lancé une vague d'analyses et prescriptions sur ces sujets - inspirant une littérature copieuse dans les années suivantes (Hirsch 1976; Ophulus 1977; OCDE et Interfutures 1979). La « croissance zéro » devenait une stratégie envisageable ; ainsi, « *l'état stationnaire n'est plus une hantise. Il devient un objectif vers lequel une politique rationnelle devrait tendre* »<sup>59</sup> (Hicks 1966, p.261). Cela est devenu de plus en plus évident face à l'urgence climatique qui s'est dessinée dans les décennies suivantes.

---

<sup>55</sup> "ILO, Employment, Growth and Basic Needs: a One World Problem". OIT, Genève, 1976.

<sup>56</sup> [Traduction libre] : "First, they include certain minimum requirements of a family for private consumption: adequate food, shelter and clothing, as well as certain household equipment and furniture. Second, they include essential services provided by and for the community at large, such as safe drinking water, sanitation, public transport, and health, education, and cultural facilities."

<sup>57</sup> [Traduction libre] : "In one way or another reacting to the lessons of the sixties, in which above-target economic performance had too often brought below-target achievement in term of poverty eradication and employment creation."

<sup>58</sup> Cette expression a été utilisée pour la première fois par le président algérien Houar Boumédiène lors de l'AG des Nations Unies en 1974.

<sup>59</sup> [Traduction libre] : "The Stationary State is no longer a horror. It becomes an objective at which rational policy should be aiming."

Les années 1980 ont marqué un retour radical à des positions néo-libérales, et non seulement dans les pays « industrialisés », qui prenaient alors un virage à droite, avec Masayoshi Ohira et ses successeurs au Japon, Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Ronald Reagan aux États-Unis et Helmut Kohl en Allemagne. Il s'agit, pour les Suds, de la décennie de l'ajustement structurel, conséquence (logique ou pas) des crises profondes des années 1970, ayant bouleversé l'ordre mondial et causé l'endettement de nombreux pays. Au début de la décennie, plusieurs pays se retrouvaient dans l'incapacité de rembourser les emprunts contractés, le Mexique étant le premier à déclarer ne pas pouvoir honorer les paiements dus à ses créanciers étrangers, en 1982. Une réorientation des politiques économiques s'imposait. Le rôle de l'Etat était pour la première fois radicalement remis en question, alors que jusque-là il avait été considéré comme fondamental pour ces pays qui ne pouvaient pas s'abandonner aux mécanismes automatiques du marché pour assurer une « modernisation » rapide de leurs économies. Les nouvelles directives des institutions financières changeaient la donne. Les *Programmes d'Ajustement Structurel* (PAS), soutenus et menés par le IFIs, avaient un double objectif. D'abord, rééquilibrer la situation économique des pays en développement. Ensuite – position moins assumée ouvertement – assurer la survie du système bancaire international, mis en péril par des placements inconsidérés (Dujardin et al. 2003). Dans l'espace de quelques années, la plupart des pays en développement se sont vus obligés à mettre en place un ou plusieurs PAS, condition préalable pour accéder aux prêts à taux préférentiel de la Banque mondiale, ainsi qu'à d'autres prêts internationaux et privés. Aujourd'hui, l'échec des programmes d'ajustement structurel ne fait plus débat ; la décennie 1980 a été labélisée « *a decade lost to development* » (Easterly 2001). Ces échecs des IFIs ont poussé l'UNICEF à demander un « ajustement au visage humain » (UNICEF 1987) - ce qui est devenu le *leitmotiv* de la décennie 1990. Un « consensus post-Washington » a ainsi vu le jour, incluant (i) une nouvelle politique sociale (NSP), ciblant les pauvres ; (ii) la décentralisation de la gouvernance, pour rapprocher les gouvernements et les populations, avec la mobilisation de notions comme « community-based development » et « capital social » ; (iii) le renforcement de la société civile, élue partenaire stratégique pour les politiques de développement, avec l'appui des organisations non gouvernementales.

En 1986, l'Assemblée des Nations Unies adoptait la « *Déclaration sur le Droit au Développement* », proposant une vision holistique du développement, prenant en compte à la fois les sphères économique, politique et morale. La publication du premier « *Rapport sur le développement humain* » du PNUD en 1990 est aussi très significative, proposant pour la première fois l'Indice de développement humain (IDH). Cet indice - créé à l'origine par l'économiste indien Amartya Sen (ayant reçu le prix de la Banque de Suède d'Economie en 1998) et par l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq - prend en compte, en plus du PNB par habitant, des indicateurs en matière de santé et d'éducation pour évaluer le niveau de « développement » d'un pays. Dans cette même période, Sen élaborait aussi, avec Martha Nussbaum, l'approche par les « capacités », marquant un changement majeur pour les réflexions sur le développement - même si les critiques sur l'« individualisme » que cette vision des libertés et capacités véhicule sont nombreuses, notamment par des auteurs et autrices considérant que les capacités ont forcément une dimension collective, voire territoriale (Loubet, Dissart, et Lallau 2011; Buclet et

Donsimoni 2020). Toujours en 1990, la Banque Mondiale a publié le premier *Rapport sur le développement dans le monde*, posant pour la première fois la distinction entre pauvreté *absolue* et pauvreté *relative*, la première correspondant au niveau de revenu nécessaire pour assurer la survie des personnes, tandis que la deuxième opère une contextualisation, en renvoyant au niveau de revenu nécessaire pour participer à et vivre dans une société particulière. L'approche de la Banque Mondiale est plus monétaire et quantitative que celle du PNUD : elle procède en fait à tracer des seuils de pauvreté identiques pour tous les pays et à cataloguer les pays en plusieurs « tranches », selon leurs revenus.

A partir de cette décennie, les protagonistes des processus de développement ont officiellement changé : pour les théories de la croissance économique, le sujet du développement était l'État, tandis que, à partir de 1990, les sujets du développement sont devenus les individus, qui en sont en même temps acteurs et destinataires. Les objectifs ont changé aussi : l'augmentation de biens et de services dans le premier cas, et l'élargissement des opportunités de choix pour les individus dans le deuxième. Ainsi, « *L'accès de l'individu à un revenu convenable est sans doute l'une des chances importantes offertes par le développement, mais ne peut pas être considéré comme la finalité unique de l'effort humain. Ce que nous appelons développement humain est le processus qui élargit l'éventail des possibilités offertes aux individus : vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable, sont des exigences fondamentales ; s'y ajoutent la liberté politique, la jouissance des droits de l'homme et le respect de soi. Un véritable développement permet aux individus de faire ces choix.* » (Rapport PNUD 1990, p. 1). Malgré ces évolutions, les critiques au développement ne se sont pas affaiblies - la croissance apparaissant toujours comme le principal moteur du développement. Comme l'a écrit Streeten (1994, p.13), économiste associé au PNUD : « *Le développement humain [...] est un but : il augmente la productivité et il contribue à baisser la croissance démographique* ». Cette décennie de 1990 s'est conclue par les démissions de Stiglitz de la Banque Mondiale, en 1999 (suivies par ses démissions du FMI quelques années plus tard), marquant « La grande désillusion » du développement - en citant le titre de son bestseller, publié en 2002 et traduit en vingt langues.

Par la suite, les années 2000 ont ouvert la porte à la « lutte contre la pauvreté » - le rapport de la Banque Mondiale publié cette année étant titré « *Combattre la pauvreté* », et celui du PNUD « *Vaincre la pauvreté humaine* ». Au-delà du discours des institutions, un large éventail de notions et d'initiatives a vu le jour, dans une posture souvent très critique vis-à-vis du développement (Schuurman 1993). Ainsi, certains et certaines ont remis en question l'idée même de développement et le système de valeurs dont elle est porteuse (I. Sachs 1994; W. Sachs 2000; Escobar 1992; Rist 2013), prônant notamment l'idée d'un développement sans croissance (Gheorghica et Fotea 2010; Latouche et Harpagès 2010; Schneider, Kallis, et Martinez-Alier 2010), voire l'abandon de la notion même de développement pour aller vers une ère de « post-développement ». Notamment, Escobar (1997, pp. 88-93) conclut que le développement en tant que discours et pratique ne peut pas émanciper les peuples des Suds puisqu'il efface les contextes sociaux et culturels (même si pas forcément de manière consciente) et remplace les institutions et croyances locales par une vision du monde globalisée, basée sur le modèle de normalité inventé par les Nords.

Cette décennie a vu aussi une vaste mobilisation de la société civile sur les questions de développement - l'organisation des « pauvres » étant considérée comme le fondement de la réussite des stratégies de développement. La société civile n'est pas que « locale » : elle est aussi transnationale - et la société civile des Suds a su assumer un rôle de leadership et créer des alliances avec ses homologues des Nords. Ce n'est pas un hasard si le premier Forum Social Mondial, expression des revendications de la « société civile globale », a été inauguré au Brésil en 2001 - se déroulant, dans les éditions suivantes, dans de nombreux pays des Suds, comme l'Inde, le Kenya et le Sénégal. Une nouvelle version du développement était revendiquée, à l'appui aussi des mouvements « altermondialistes » : socialement inclusif, équitable, territorialisé, durable, basé sur la participation des communautés concernées. Des nombreuses théories confluaient : les approches de Paulo Freire, les écrits féministes sur l'*empowerment* (Antrobus 1995; Kabeer 1994), les approches « community-based », locales et territoriales du développement. Les théories et pratiques issues des Suds étaient valorisées - notamment le « buen vivir », ainsi que des outils comme les budgets participatifs.

Depuis, les crises économiques répétées et les échecs des politiques d'austérité à toute latitude, ont donné origine à des nombreux mouvements sociaux internationaux - on peut citer « Occupy Wall Street », les « Indignados », ainsi que les mouvements plus récents pour le climat, à partir du Sommet de la Terre de 1992, mais surtout des mobilisations lors de la COP21 à Paris en 2015, les « Fridays for future » et les grèves pour le climat des années 2020. En particulier, le thème du climat et du « développement durable » est devenu de plus en plus central, mettant en avant des défis partagés - et nourrissant les débats sur la décroissance, l'économie circulaire, les inégalités Nords-Suds, mais aussi les disparités territoriales et la nécessité d'une meilleure redistribution des richesses. Les mouvements sociaux émergés dans le sillage des réformes néolibérales pointent du doigt les inégalités entre Etats et au sein de ces derniers, ainsi que les héritages du racisme et du colonialisme ayant structuré ces inégalités (Quijano 2000). Particulièrement importants en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ces mouvements ont créé « *des espaces d'élaboration de théories contre-hégémoniques, renouvelant les critiques (...) à partir de positions subalternes féministes, indigènes, des afro-descendants, des migrants urbains et des paysans, et de leurs combinaisons* »<sup>60</sup> (Werner 2012, p. 139).

En somme, à partir des années 1970, le « développement économique » s'est élargi de plus en plus, en allant bien au-delà de sa définition purement productive, préconisée par l'économie standard et sa foi dans le « ruissellement ». Il est de moins en moins synonyme de croissance et ne peut plus être découplé d'autres dimensions - en termes de justice, y compris environnementale, d'accès aux droits et d'épanouissement personnel et collectif. Comme montré par cette section, les Suds ont joué un rôle clé dans l'invention, déconstruction et resignification de ce concept - d'abord en tant que cas d'application indomptables par l'économie standard, puis en tant que producteurs de connaissances et terrains d'engagement de la société civile. Au fur et à mesure,

---

<sup>60</sup> [Traduction libre] : “*Movements created spaces of counter-hegemonic theory-making, renewing critiques of Latin American and Caribbean positionality from feminist, indigenous, African-descent, urban migrant, and peasant subject positions, and their combinations.*”

*Le développement a ainsi été redéfini comme quelque chose qui transcende la croissance, comme la croissance économique plus la redistribution, plus la participation ou plus le développement humain. Dans cette veine, tout au long des années qui ont suivi, des domaines tels que l'emploi, l'égalité, l'éradication de la pauvreté, les besoins fondamentaux, le secteur informel et les femmes ont été établis comme des champs d'action du développement, chacun d'entre eux apportant un nouvel ensemble d'outils et une nouvelle tribu d'experts. Avec ces extensions, une inflation conceptuelle s'est installée. Bientôt, le développement signifiait tout et rien, le concept a cessé de désigner quelque chose en particulier, il a juste connoté de bonnes intentions. (Sachs 2000, p. 9)*

Malgré son sens de plus en plus flou, le terme *développement* reste un « mot valise » incontournable dans le discours scientifique et public. Nonobstant toutes les avancées théoriques et les bouleversements sociétaux évoqués dans cette première section, dans le discours dominant la croissance demeure un volet crucial, voire le moteur de tout changement. Cela reste vrai aussi dans les analyses à l'échelle sub-nationale, dont va traiter la section suivante, portant sur la Science régionale et le développement territorial.

## 2. « Spatialiser » le développement : la science régionale, au croisement entre économie du développement et géographie

Comme montré plus haut, les Suds ont contribué, d'une certaine manière, à introduire l'espace dans les analyses économiques : ces « nouveaux » cas d'études, qui semblaient échapper à la rationalité néoclassique, montraient que les contextes d'application des « lois » économiques avaient un rôle à jouer - qui n'était pas des moindres. Toutefois, une des grandes limitations de l'économie du développement est sans aucun doute l'absence de l'échelle territoriale de ses analyses, qui passaient de l'échelle « macro » (les Etats) à celle « micro » (les individus et les ménages), sans jamais prendre en compte les propriétés spécifiques qui découlent de la dimension « méso » - c'est-à-dire, celle qui comprend les individus, ménages et activités économiques partageant le même espace et les interactions entre eux et avec l'extérieur. Cette absence ne concerne pas uniquement cette discipline, mais la science économique dans son ensemble - l'espace y étant le plus souvent modélisé comme un point (Isard 1956). L'« a-spatialité », par ailleurs, semble légitimer la transférabilité des cadres théoriques à n'importe quel contexte géographique. En effet, « *les sciences sociales préfèrent (...) la généralisation sans contexte. Un prestige particulier est accordé à une théorie qui est si abstraite que ses énoncés semblent universellement vrais.* »<sup>61</sup> (Connell 2007, p. 196). Pendant des siècles, dans les théories économiques, l'espace ne semblait pas avoir un rôle majeur à jouer dans le processus de développement. Dans les mots de Pecqueur (2014, p. 200), « *l'économie s'est affranchie de la géographie en élaborant un système conceptuel qui, par le biais de la mondialisation, met le capitalisme en situation d'autonomie vis-à-vis de son ancrage spatial* ». Rétrospectivement, dans les principales œuvres des économistes du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup>, l'espace était neutre, absent des modélisations – hormis des réflexions ponctuelles sur les coûts de transport et sur la terre en tant que facteur de production.

---

<sup>61</sup> [Traduction libre] *Social science usually prefers context-free generalization. Special prestige accrues to a theory which is so abstracted that its statements seem universally true.*

Toutefois, l'importance de l'espace n'était pas complètement méconnue. Cela transparaît de certains apports théoriques datant du XIX<sup>ème</sup> siècle (Cantillon, Sombarti, Von Thünen, Marshall) et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> (Weber, Christaller, Losch, Ullman, Harris). Dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, les Nord(s) ont commencé à produire de manière systématique des analyses régionales, dans un souci de planification de la reconstruction des pays européens - à l'aide de plusieurs économistes du développement, et notamment Rosenstein-Rodan (1943) et Staley (1944). A partir du milieu des années 1950, une nouvelle discipline a émergé dans les Nord(s) : la Science régionale. Elle se concentrait principalement sur la planification industrielle et les exportations, comme le montre le grand succès de la théorie de la base économique - qui est décrite en détail dans le Chapitre 3 et qui sera largement mobilisée dans la suite de ce manuscrit.

Graduellement, l'espace a été réintégré dans les débats face à l'émergence des limites intrinsèques aux analyses « macro ». Notamment, le blocage de la croissance dans un certain nombre de pays dits développés a obligé les économistes à se poser des questions sur ses fondements micro et méso-économiques (Thisse 1997) – et donc à prendre en compte le rôle de l'espace, ses dynamiques et ses acteurs dans les processus économiques. Le cadre théorique qui en a découlé a permis de passer de la concurrence parfaite, sur laquelle l'économie standard et ses modèles sont fondés, à la concurrence imparfaite et son corollaire : la croissance spatialement inégale. Evidemment, la spatialisation de l'économie ne saurait pas se limiter à des modèles économétriques. Une riche tradition théorique a vu le jour - depuis les années 1970 et 1980 - concernant le développement endogène, local, territorial, à partir d'observations empiriques sur la croissance de certains « pôles », qui paraissait « irrationnelle » selon les lois économiques néoclassiques. C'est le cas des districts industriels italiens, des milieux innovateurs, des clusters.

Selon Krugman (1995), la science régionale doit beaucoup à certains économistes du développement, qui avaient déjà identifié la problématique du développement inégal et des rendements croissants pendant les années 1950<sup>62</sup>. Cependant, ces « découvertes » n'avaient pas dépassé l'état d'intuitions, notamment parce que les économistes du développement se retrouvaient contraints dans un modèle d'équilibre qui postulait la concurrence parfaite et les rendements constants (P. Krugman 1995). Plusieurs auteurs de la science régionale sont issus de l'économie du développement ou ont travaillé dans et sur les Suds. C'est le cas de François Perroux et de ces économistes qui, fortement influencés par ses théories, ont été les têtes de proue du développement local et territorial en France - notamment Claude Courlet et Bernard Pecqueur. Par ailleurs, cette section mobilise des extraits d'un entretien mené avec ces deux auteurs le 22 juin 2021 à Grenoble – dans lequel ils évoquent notamment le lien entre l'économie territoriale et les études du développement.

Ainsi, la spatialisation du développement a été le produit de l'intégration de plusieurs corpus de connaissances, issus de l'économie, de la géographie, ainsi que d'autres sciences sociales (sociologie, anthropologie, écologie, sciences de gestion). Toutefois, comme cette section s'attèle à le montrer, les analyses et méthodes les plus mobilisées par la science régionale ne sortent pas vraiment du paradigme

---

<sup>62</sup> C'est le cas notamment de la causation circulaire théorisée par Myrdal (1957) et des *forward* et *backward linkages* théorisés par Hirschman (1958).

productiviste : le développement économique, qu'il soit durable, humain, local, territorial, reste avant tout une question de production - voire, de croissance.

## 2.1. L'espace oublié ?

Au contraire du facteur temporel, l'espace a fait rarement l'objet de l'intérêt des économistes « mainstream ». Comme l'évoque Isard (1956, p. 25) : « *Les derniers auteurs ont concentré leurs efforts sur la question du temps, au détriment de celle de l'espace. Hicks, Mosak, Lange et Samuelson, pour n'en citer que quelques-uns, ont tous traité d'une économie dans laquelle les facteurs et les producteurs, les marchandises et les consommateurs sont, en fait, concentrés en un seul point.* »<sup>63</sup>. Les causes de cet oubli sont multiples. Cette sous-section en évoque quelques-unes, tout en montrant que, malgré sa marginalisation par l'économie dominante - et malgré ses modélisations parfois très abstraites - l'espace n'a jamais été complètement absent des réflexions des économistes.

### 2.1.1 Des préclassiques à l'affirmation de l'Etat-Nation

Les économistes préclassiques s'intéressaient déjà aux circuits spatiaux de la richesse – ce qui a fait écrire à Dockès (1969, p. 424) que « *la théorie spatiale d'aujourd'hui et celle des XVIIe et XVIIIe siècles se développent autour de concepts voisins* ». En effet, à l'époque des mercantilistes et des physiocrates, les analyses économiques concernaient déjà les voies de communication, les flux commerciaux et les nœuds d'échanges, la répartition des villes, la localisation des centres de production, l'occupation foncière par les activités agricoles et l'exploitation des terres, les obstacles à la circulation des hommes et des marchandises (Claval 1979). Des réflexions spatiales existaient notamment dans les écrits de Bodin, Cantillon, Petty, Quesnay, Steuart (pour une revue, cf. Dockès 1969; Akerkar 2019). Ces auteurs mettaient déjà en avant des questionnements concernant le choix de localisation – à la fois des populations et des activités économiques – ainsi que les relations ville-campagne.

Avec l'avènement de l'économie classique d'abord et néoclassique ensuite, l'espace a progressivement disparu des analyses économiques. Plusieurs auteurs considèrent que cet abandon représente une rupture méthodologique majeure entre l'économie préclassique et classique (Lepetit 1988; Thisse 1997). Parmi les raisons de cette rupture, ils évoquent l'affirmation des Etats-nations comme découpage à la fois politico-administratif et économique. Au fur et à mesure, le niveau national s'est imposé en tant que principale échelle d'analyse, censée être représentative de la réalité socio-économique (Thisse 1997; Jacobs 1992 [1984]). Ainsi, l'espace « *se présente à la manière des poupées russes : le désemboîtement des niveaux n'amène au jour aucune originalité, mais prouve au contraire la reproduction à l'identique de principes de fonctionnement semblables* » (Lepetit 1988, p. 370). Contre cela, Jane Jacobs écrivait, en 1984 : « *Les pays, comme les blocs de pays, sont des entités politiques et militaires. Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'elles soient aussi les entités fondamentales et dominantes de la vie économique ou qu'elles puissent particulièrement nous aider à sonder les mystères de la structure économique et à trouver les raisons du progrès et du recul de la richesse. Le fait que les Etats et les blocs de pays n'aient*

---

<sup>63</sup> [Traduction libre] : « *The latest contributors have concentrated their efforts on attacking the problem of time to exclusion of that of space. Hicks, Mosak, Lange, and Samuelson, to name a few, have all treated an economy in which all factors and producers, commodities and consumers are, in effect, congregated at one point.* »

*pas réussi à soumettre la vie économique à leur volonté laisse plutôt croire que ces entités sont essentiellement inappropriées.* » (Jacobs 1992 [1984], p.39). Même la microéconomie, qui s'est développée au sein des travaux des économistes de la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années 1930, passe à côté des questions géographiques. En effet, elle se focalise sur l'utilité et les préférences exprimées par des acteurs et actrices censés être « rationnels » - représentés de manière atomisée, qu'il s'agisse d'individus, de ménages ou d'entreprises. Le coût d'accès aux informations étant nul, l'environnement dans lequel les acteurs et actrices évoluent est dénué d'importance (Claval 2008).

### **2.1.2 L'effacement de la distance et ses exceptions**

La baisse des coûts de transport entraînée par la révolution industrielle a justifié, aux yeux des nombreux économistes, la non prise en compte de la distance dans leurs modélisations (Bairoch 1997; Glaeser et Kohlhase 2003). Cependant, cette intuition n'est pas valable pour tout contexte géographique, les réseaux de transports n'ayant pas partout la même étendue et performance. Notamment, les pays colonisateurs, pouvant compter sur les ressources drainées des colonies et sur le faible coût des échanges maritimes, subissaient moins les contraintes liées à la distance. Ainsi, il n'est pas anodin que la théorie des échanges internationaux sans coûts de transport, minimisant le rôle de la distance et des échanges infranationaux, se soit développée en Angleterre (Akerkar 2019). Dans les mots de Isard (1956, p. 27), « *La position dominante de l'Angleterre sur la scène internationale et les aspects dynamiques de son développement ont encore plus contribué à brouiller sa vision* »<sup>64</sup>.

Au contraire, l'espace a toujours eu un rôle important dans les approches des économistes allemands (Gérard-Varet et Thisse 1997; Talandier 2007). Pour Garner (2001), cela est dû à certaines spécificités socio-historiques. D'abord, aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, l'Empire était politiquement morcelé, ce qui impliquait également une discontinuité monétaire et douanière, qui se rajoutait aux mauvaises conditions de transport. De plus, à la sortie de la guerre de Trente Ans, les Traités de Westphalie émancipaient en grande partie les gouvernements des différents territoires de la tutelle de l'Empereur. Ainsi, ces gouvernements locaux se retrouvaient en charge du redressement démographique et économique – qui, pour utiliser le langage contemporain, devait être planifié de façon décentralisée.

C'est en Allemagne que les approches spatialisées de l'économie puisent leurs racines, notamment dans les travaux de celle qui sera définie à posteriori comme l'« école des spatialistes allemands » (Talandier 2007). Les précurseurs sont Von Thünen (1826), considéré comme le pionnier de l'économie régionale, et Weber (1909). Ces auteurs proposaient des théories de la localisation spatiale : Von Thünen se focalisait sur les activités agricoles, et particulièrement sur l'allocation des ressources et sur la détermination des prix, alors que Weber se concentrait sur les activités industrielles. L'espace était modélisé de manière plutôt irréaliste : notamment, Von Thünen, dans le premier chapitre de son ouvrage, posait ses hypothèses, demandant au lecteur d'imaginer une plaine homogène, avec une seule ville localisée au centre, la totalité des produits manufacturiers venant de la ville et la totalité des produits agricoles venant des campagnes environnantes. Weber, de son côté, proposait une distinction entre une théorie pure,

---

<sup>64</sup> [Traduction libre] : “*England's dominant international position and the dynamic aspects of her industrial development further helped to cloud their vision.*”



strictement focalisée sur les facteurs économiques de la localisation, et une théorie « réaliste » (à laquelle il a consacré la deuxième partie, méconnue au plus, de son ouvrage), qui présente des études de cas et met en avant des facteurs de localisation sociaux, historiques, culturels. Plusieurs décennies plus tard, apparaissaient les modèles de Christaller (1933) et de Lösch (1954 [1940]), qui, similaires entre eux dans l'utilisation de modélisations géométriques de l'espace, se fondaient tout de même sur des présupposés très différents. Christaller postulait que chaque « lieu central » (c'est-à-dire, chaque ville) ayant la même fonction dans la hiérarchie urbaine dessert une aire de marché de taille égale, en forme d'hexagone. Il proposait une méthode déductive, imposant des formes géométriques a priori. Au contraire, Lösch proposait une méthode inductive, déterminant les formes géométriques a posteriori. Par ailleurs, la théorie de Christaller, proche du régime hitlérien, a été par la suite mobilisée par l'Allemagne nazie dans la planification des conquêtes dans l'Est<sup>65</sup> – alors que Lösch a refusé de prêter serment au dictateur.

En somme, ces auteurs ne semblent pas avoir grande chose en commun, si ce n'est leur nationalité et l'intérêt qu'ils portaient aux questions spatiales alors que l'économie anglophone les avait mises de côté. L'« oubli » des écrits des spatialistes allemands – redécouverts seulement à partir des années 1940 et 1950 par la littérature anglophone (Ullman 1941; Harris 1943, 194; Smailes 1944; Harris et Ullman 1945; Dickinson 1947), permet de mettre en avant un autre facteur ayant contribué à marginaliser l'espace et sa complexité. Selon certains auteurs (pour une analyse, cf. Nussbaumer 2002), à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle aurait eu lieu une « querelle de méthodes », opposant les tenants (surtout autrichiens et anglais) de l'approche hypothético-déductive aux tenants d'une approche historique et multi-causale (l'école allemande) (Talandier 2007). L'approche déductive a fini par triompher, caractérisant jusqu'à aujourd'hui les approches mainstream de l'économie géographique. La méthode déductive tend à se focaliser sur les causes purement économiques de la localisation des activités et de la main d'œuvre, proposant des approches certes spatialisées, mais dans lesquelles l'espace reste tout de même modélisé de façon abstraite. Ainsi, les facteurs de production sont supposés être identiques dans tous les lieux : ils représentent des ressources « génériques », voire des « marchandises fictives », selon la nomenclature utilisée par Polanyi (1944) pour définir le travail, la terre et la monnaie. Les facteurs « spécifiques », ancrés dans un espace « réel », aux caractéristiques particulières, font l'objet d'études monographiques dont les conclusions ne sont pas considérées comme étant généralisables. Comme montré par la suite, ces mêmes critiques ont visé dans des années plus récentes la science régionale et la Nouvelle économie géographique.

### **2.1.3 L'espace comme élément perturbateur de l'équilibre néoclassique**

L'économie standard se fonde sur deux postulats à la base du modèle d'équilibre, à savoir la concurrence parfaite et les rendements constants. Or, certaines dynamiques économiques observées empiriquement ne sont pas compatibles avec ce cadre d'analyse – ce qui, selon plusieurs auteurs, aurait constitué un frein majeur dans la prise en compte des phénomènes d'agglomération spatiale dans les

---

<sup>65</sup> A cet égard, Barnes (2002, p.10) a écrit que « cela rend la lecture de *Les lieux centraux en Allemagne du Sud* de Christaller déconcertante et effrayante. » (Traduction libre : « it makes reading Christaller's (1967) *Central Places in Southern Germany* 'disconcerting and spooky.' »).

principales théories économiques (P. Krugman 1995; Huriot 1997). En effet, les marchés ne fonctionnent pas comme prévu par les modélisations standard dès que l'on prend en compte l'hétérogénéité de l'espace (Plummer et al. 2012)

Pourtant, déjà au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'économiste allemand Launhardt (1993 [1885], ch. 29) sortait du cadre de la concurrence parfaite pour montrer comment deux producteurs dans deux localisations différentes mais proches mettent en place un jeu non coopératif pour déterminer leurs prix. Plus tard, en 1929, Hotelling théorisait l'existence d'une sorte de « concurrence spatiale », montrant que deux entreprises partageant un même espace mettent en place une concurrence stratégique, qui les amène à s'agglomérer au centre du marché. Kaldor (1938) aussi, dans sa revue du livre de Chamberlin « *The theory of monopolistic competition* », remettait en question la concurrence parfaite. Il reconnaissait que, puisque les entreprises sont localisées dans l'espace, chacune d'entre elles n'est en compétition qu'avec les entreprises environnantes - peu importe le nombre total d'entreprises dans le secteur. Cela implique que, lorsque la concurrence est spatialisée, elle s'avère oligopolistique, remettant en question les modèles monopolistiques de l'économie standard. Comme l'a écrit Huriot (1997, p. 3), « *l'idée même de concurrence pure est logiquement incompatible avec celle d'espace, puisque la distance est un obstacle à la fois à la parfaite circulation de l'information et à la libre entrée sur le marché.* ».

Les rendements constants ont aussi été largement remis en question, déjà à l'époque des économistes classiques – notamment par Ricardo (1817), qui a écrit sur les rendements non proportionnels découlant de l'exploitations des terres agricoles. En 1890, Alfred Marshall, à partir de ses observations sur l'organisation industrielle anglaise, s'interrogeait sur la manière de rendre compte théoriquement de l'existence de rendements croissants – alors que jusque-là les théoriciens admettaient uniquement l'existence de branches à rendements constants ou décroissants. Marshall parvenait à une distinction entre économies « internes » et « externes », qu'il définissait ainsi : « *Nous pouvons diviser en deux catégories les économies résultant d'une augmentation de la production d'un bien quelconque : premièrement, celles qui dépendent du développement général de l'industrie et, secondement, celles qui dépendent des ressources des entreprises individuelles s'occupant de cette branche de production, à leur organisation et à l'excellence de leur management. Nous pouvons appeler les premières économies externes, et les deuxièmes économies internes* »<sup>66</sup> (Marshall 1988 [1890], Chap. IX, p.221). Il identifiait trois typologies d'économies externes, qui représentaient autant de facteurs d'agglomération: (i) l'utilisation d'intrants spécialisés, dont le coût unitaire diminue lorsque la demande pour ces intrants est suffisamment élevée ; (ii) l'émergence d'un marché du travail local permettant une bonne adéquation entre les emplois et les travailleurs ; (iii) la circulation des idées et des technologies, qui entraîne des effets de débordement (*spillovers*) qui augmentent la productivité et favorisent la croissance. Ainsi, les rendements croissants

---

<sup>66</sup>[Traduction libre] : “*We may divide the economies arising from an increase in the scale of production of any kind of goods, into two classes - firstly, those dependent on the general development of the industry; and secondly, those dependent on the resources of the individual houses of business engaged in it, on their organization and the efficiency of their management. We may call the former external economies, and the latter internal economies.*”

ne décrivent pas les fonctions de production de chaque entreprise, mais ils se dégagent de la concentration des entreprises dans un même lieu. De cette manière, l'activité productive de chaque entreprise génère des *économies externes* qui bénéficient à l'ensemble des unités de production.

Les observations de Marshall sur le rôle de l'espace, oubliées pendant plusieurs décennies, ont été reprises dans le cadre de la science régionale, et particulièrement par les recherches des années 1970 et 1980 sur les « districts industriels » et sur la croissance endogène. Dans les années 1990, la Nouvelle économie géographique a mis en avant un type d'externalité supplémentaire : le coût des transports, qui joue, selon Krugman et d'autres auteurs et autrices proches de ce courant, un rôle fondamental dans les choix de localisation des industries et entreprises.

## **2.2 Modéliser l'économie à l'échelle infranationale : l'espace abstrait**

A partir des années 1950, on assiste à une « redécouverte » de la pertinence de l'échelle « méso » pour la compréhension du développement économique, notamment grâce aux écrits des pionniers de la science régionale. Cette aire d'études, se situant au croisement entre économie et géographie, répondait à des enjeux majeurs de planification – et a acquis une certaine notoriété à partir des années 1960. Ses fondateurs ont même tenté d'en faire une discipline à part entière, en ouvrant des départements universitaires dédiés à l'étude des économies régionales - particulièrement aux Etats-Unis. Cependant, après quelques décennies de forte activité, à partir des années 1990 la science régionale est entrée en crise. Son héritage a été partagé entre une partie plus quantitative, qui s'est nourrie plus récemment de la Nouvelle économie géographique et de ses théories de la localisation, et une partie plus qualitative, récupérée par la géographie économique, prenant en compte la multiplicité des facteurs du développement régional et territorial.

### **2.2.1 Le tournant des années 1950 : l'émergence de la science régionale**

Au lendemain du deuxième conflit mondial, la reconstruction de l'après-guerre s'accompagnait d'une démarche planificatrice, pour laquelle la prise en compte de l'échelle infranationale s'avérait indispensable. La science régionale répondait alors à « *un besoin de société : contribuer, sur le plan scientifique, à la reconstruction économique* » (Bailly 2009, p. 2). Cette vision était soutenue à la fois par le gouvernement américain, par les gouvernements européens et par l'URSS, l'idée étant d'apprendre à aménager le territoire sur des bases scientifiques (*ibid.*).

L'ouvrage fondateur de la science régionale est considéré *Space Economy* de Walter Isard (1956), suivi par la publication de *Methods of Regional Analysis* du même auteur (Isard 1966) et par *Location and Land Use* de William Alonso (1965), qui en 1960 avait été, par ailleurs, le premier étudiant à obtenir un doctorat en science régionale. Ces ouvrages proposaient des méthodes précises, jetant les bases de l'économie régionale des décennies suivantes, qui s'appuie sur des outils comme les calculs matriciels de type input-output (Leontief et Strout 1963), les multiplicateurs économiques, et, de manière plus générale, sur l'économétrie spatiale. En France, en 1961, Perroux publiait l'ouvrage *L'économie du XX<sup>e</sup> siècle*, dans lequel il aboutissait au concept de « pôles de croissance », esquissant une théorie de la croissance des régions capable d'expliquer la formation des inégalités spatiales. Par la suite,

ce concept a été largement employé pour le choix des nouvelles localisations industrielles et pour les politiques de métropoles d'équilibre, dans de nombreux pays et sur plusieurs continents.

Globalement, l'observation de départ de la science régionale est que la croissance et le développement ne se produisent pas partout au même moment ni avec la même intensité ; les auteurs faisaient alors l'hypothèse que l'espace a un rôle à jouer dans le déclenchement et l'entretien de ces processus – ce qui peut amener à un creusement des inégalités économiques régionales. Selon les mots de Perroux, la croissance « *se manifeste en des points ou pôles de croissance avec des intensités variables ; elle se diffuse par différents canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie* » (Perroux 1955, cité par Benko 2008). La spatialisation de l'économie se fonde sur le rejet de l'existence d'un mécanisme national de croissance : la croissance nationale découle de la croissance régionale, qui découle elle-même de la croissance qui se produit dans certains pôles ou centres moteurs. Le cadre d'analyse qui émerge est celui de la hiérarchie urbaine (déjà esquissé par les spatialistes allemands). Une importance particulière est accordée au fonctionnement des systèmes « spatio-industriels », qui ne suivent pas nécessairement le découpage administratif infranational (Benko 2008). Suivant cette grille de lecture, les études des années 1950 et 1960 se focalisaient sur les déterminants et les dynamiques de la croissance urbaine et régionale.

A partir des années 1960, la Science régionale, ses méthodes et ses réflexions ont pris une ampleur internationale. Ainsi, sous l'impulsion d'Isard, la *Regional Science Association*, créée en 1954 aux Etats-Unis, s'est enrichie de sections dans de nombreux pays et continents (pour un historique détaillé, cf. Boyce 2003), y compris dans les Suds. Plusieurs revues internationales de Science régionale ont vu le jour : *Papers in Regional Science*, *Annals of Regional Science*, *International Regional Science Review*, *Journal of Regional Science*, *Regional Science and Urban Economics*. Les études sur les déterminants du développement à l'échelle infranationale ont commencé à se multiplier ; de plus en plus, des facteurs non économiques étaient pris en considération. Ainsi, les analyses spatialisées de l'économie ont commencé à s'intéresser aux facteurs institutionnels, culturels, historiques, sociétaux, technologiques qui influencent les processus de développement local et les inégalités sous-jacentes (Marshall 1988; Friedmann et Weaver 1979; Stöhr et Taylor 1981; Coffey et Polèse 1984; Scott et Storper 1990).

Au fur et à mesure, le clivage s'est creusé entre les géographes et les économistes au sein de la science régionale (Woodroffe 1994; Benko 2008; Sheppard 2011). En caricaturant, Gendarme (1976, p. 13) a écrit que « *le géographe s'attache peut-être trop à ce qui se voit, alors que l'économiste doit s'attacher à ce qui ne se voit pas.* ». La géographie économique met l'accent sur le rôle des acteurs et des institutions, analysant l'espace en tant que construit social, historique, culturel (Pecqueur 2005). Elle se nourrit des études menées par d'autres disciplines, notamment l'anthropologie économique et la sociologie des organisations, et privilégie une approche qualitative. En 1979, Friedman et Weaver ont publié un ouvrage clé pour ce courant, « *Territory and Function : the evolution of regional planning* », dans lequel ils présentaient l'état de l'art sur l'évolution de l'aménagement, soutenant qu'il s'agissait d'une étape nécessaire pour répondre aux critiques et pour réexaminer les bases de la science régionale. D'après les auteurs, cela devait contribuer à « *mettre en lumière la doctrine de la planification régionale en révélant ses origines, les options qui ont été rejetées (...), les formulations alternatives qui ont été*

*négligées, et les nouvelles formes de doctrine (...) qui commencent à émerger.* »<sup>67</sup>(Friedmann et Weaver 1979, 2). Les deux auteurs soulignaient un des biais sur lesquels repose la doctrine dominante en aménagement : après la Seconde Guerre mondiale, l'économie keynésienne, combinée avec le paradigme plus récent du développement économique, a fini par produire un nouveau cadre d'analyse spatialisé, mais qui est resté tout de même enraciné dans la planification capitaliste. Ainsi, les stratégies qui en ont émergé ont été les grands programmes d'investissements publics, le développement polarisé, le ruissellement. Les zones « arriérées » se sont retrouvées confinées à des politiques « spéciales » et ciblées. Friedman et Weaver soulignaient que la crise des théories du développement vient en partie des périphéries, des Suds, que les théories dominantes n'arrivaient pas à comprendre - n'arrivant d'ailleurs pas à réagir de manière convaincante aux critiques formulées par les théoriciens de la dépendance. Face à toutes ces limites, Friedman et Weaver proposaient une approche par les « besoins fondamentaux » (*basic needs*), qu'ils définissaient comme relevant du « développement agropolitain ». Ils préconisaient une « fermeture régionale sélective » (*selective regional closure*), voire une « autosuffisance éclairée » (*enlightened self-reliance*), passant par une mutualisation des ressources productives pour subvenir d'abord aux besoins de la communauté - tout en promouvant l'accès aux droits et au pouvoir social. Les auteurs mobilisaient aussi un cas d'études issu des Suds, à savoir le projet Ulashi-Jadunathpur au Bangladesh.

L'économie géographique, quant à elle, s'est recentrée sur les méthodes quantitatives qui avaient marqué les débuts de la science régionale, héritant d'un espace abstrait et « générique ». Elle s'est engagée dans la production de modélisations des économies régionales, et notamment des échanges entre deux ou plusieurs régions, ressemblant parfois à une macroéconomie appliquée au niveau « méso » (Fujita, Krugman, et Venables 2001; Combes, Mayer, et Thisse 2008).

Il convient de souligner que la plupart des approches spatialisées, y compris les plus critiques et les moins « économicistes », tendent à se concentrer sur une partie réduite des économies, à savoir l'économie formelle – et de préférence le secteur productif (principalement, l'industrie). Notamment, Friedmann écrivait que le « secteur populaire [l'économie informelle, NdT] est dans la ville sans en faire partie »<sup>68</sup> (Friedmann et Alonso 1964, p. 346). Ainsi, les théories spatiales « ne se préoccupent que du circuit supérieur [l'économie formelle, NdT]. C'est-à-dire que seule la modernisation, avec l'installation d'industries motrices, serait en mesure de provoquer la croissance. » (Santos 1974, p. 278)

Progressivement, la science régionale mainstream a fini par s'orienter de plus en plus vers l'économie géographique et ses analyses mathématiques (Hägerstrand 1970; McCann et Van Oort 2019), reposant sur l'observation du secteur formel – depuis lequel, dans les Nord, la plupart des données sont récoltées.

---

<sup>67</sup> [Traduction libre] : “this (...) will help to throw regional planning doctrine into relief by revealing its origins, the options that were rejected, (...) alternative formulations that were neglected, and the new forms of doctrine that are beginning to emerge.”

<sup>68</sup> [Traduction libre] : “the folk sector in in the city but not a part of it.”

### 2.2.2 La crise des années 1990 et les pistes de renouveau

La focalisation de la science régionale sur les aspects quantitatifs et productifs a ouvert des débats concernant son évolution. En effet, elle semble s'éloigner de plus en plus de son objet d'analyse originel. Déjà en 1970, lors du 9<sup>ème</sup> Congrès Européen de l'Association de Science Régionale, le président de l'époque, le suédois Torsten Hägerstrand, mettait en garde contre cette dérive, demandant : « *What about people in Regional Science ?* ». A cette occasion, il soulignait que la Science Régionale constitue d'abord « *l'un des instruments possibles pour guider la politique et la planification* » et suggérait à ses collègues d' « *examiner de plus près un problème qui occupe de plus en plus le devant de la scène dans les discussions des planificateurs, des politiciens et des manifestants de rue, à savoir le sort de l'être humain dans un environnement de plus en plus compliqué ou, si l'on préfère, les questions concernant la qualité de vie.* » (Hägerstrand 1970, p. 7). Dans la même veine, Thomas (1977) suggérait que la science régionale substitue le terme de « *société spatiale* » (*space-society*) au terme plus couramment employé, « *économie spatiale* » (*space-economy*), pour élargir ses réflexions à l'ensemble des phénomènes sociaux.

Ces critiques se sont faites plus pressantes au cours des années 1990 (Bailly et Coffey 1994; Markusen 1995). Pendant cette décennie, plusieurs départements universitaires ont fini par fermer, y compris le département de Science Régionale de l'Université de Pennsylvanie, à partir duquel la science régionale avait été largement impulsée par Isard et ses collègues. Ainsi, paradoxalement, cette discipline a débuté son déclin au moment même où le concept de région devenait de plus en plus pertinent, notamment avec le renforcement de la décentralisation dans plusieurs pays – dans les Nord comme dans les Suds - ainsi qu'avec l'émergence de nouveaux régionalismes dans l'ex-URSS et en Yougoslavie (Bailly 2009). Comme l'a écrit Stough (1994, p. 25) « *Il est ironique de constater qu'au moment même où les régions (le lieu d'enquête du domaine de la science régionale) prennent une telle importance, la base théorique et pratique du domaine semble se sédimenter autour d'un corpus théorique plutôt étroit* »<sup>69</sup>. Dans la même lignée, en 1995, dans un papier proposant une relecture critique de la discipline, Markusen soulignait la nécessité pour la science régionale de développer « *des méthodes de recherche inductives plus puissantes en assumant donc un rôle plus proactif dans la production et la conservation des données* »<sup>70</sup> (Markusen 1995, p. 319). En 1991, des auteurs « classiques » de la science régionale - Peter Nijkamp, David Boyce et Daniel Shefer - proposaient cinq thèmes majeurs à aborder au sein de la discipline, à savoir : le vieillissement des sociétés ; la dégradation de l'environnement ; l'innovation technologique ; les nouvelles cartes du monde et les nouvelles identités ; les nouvelles infrastructures (Boyce, Nijkamp, et Shefer 1991). Il est possible d'ajouter à cette liste d'autres thèmes récurrents dans les revues et colloques relevant de la science régionale, comme les questions d'exclusion, de migrations, de qualité de vie, de convergence, de métropolisation (Bailly 2009).

---

<sup>69</sup> [Traduction libre] : "It is, however, ironic that that just at the time regions (the locus of inquiry for the field of regional science) are becoming so important, the theoretical and practice base of the field seem to be sedimenting around a rather narrow body of theory."

<sup>70</sup> [Traduction libre] : "more powerful inductive methods of research and therefore taking a more proactive role in data generation and preservation."

A partir des années 1990-2000, un nouveau dynamisme a été insufflé dans les études spatialisées de l'économie par les deux « âmes » de la science régionale - celle économique et celle géographique - qui ont fini par tisser deux traditions théoriques différentes. D'un côté, la Nouvelle économie géographique, héritière « quantitative » des premières théories de localisation, propose un rapprochement avec la nouvelle théorie du commerce international ; de l'autre côté, la géographie économique, héritière des travaux monographiques sur les systèmes spatio-industriels, développe des analyses plus qualitatives. Ainsi, la Science régionale n'a peut-être pas été en mesure de se constituer en tant que discipline à part entière. Néanmoins, elle a été un *locus* interdisciplinaire extrêmement productif : elle a permis de créer un point de rencontre entre des disciplines différentes, mais concernées par des problématiques communes, et particulièrement les phénomènes régionaux et interrégionaux, ainsi que par l'interaction entre différentes échelles géographiques (Boyce 2003).

### **2.2.3 La Nouvelle économie géographique et ses limites**

Au tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, les problématiques portant sur la croissance régionale et la convergence à l'ère de la globalisation se sont faites de plus en plus pressantes. Les théories dominantes peinaient à expliquer la nouvelle conjoncture économique ; ainsi, un nouveau « *champ de l'économie (...) a vu monter comme un étoile filante Paul Krugman* » (Benko 1999, p. 218). La Nouvelle économie géographique (NEG) de Krugman propose un rapprochement entre la nouvelle théorie du commerce international et l'économie géographique. Ses travaux sont à la fois le prolongement des théories de localisation de la science régionale et de certaines intuitions des économistes du développement – particulièrement, la notion de *cumulativité* de Myrdal et Rosenstein Rodan, et celle de *forward and backward linkages* de Hirschman (Krugman 1995). La NEG hérite aussi de certaines réflexions de la Nouvelle économie urbaine (NEU) - qui toutefois utilisait encore un modèle d'équilibre classique pour expliquer la structure spatiale interne d'une ville supposée « mono-centrique ». En effet, la plupart des modèles de la NEU postulaient un espace uniforme, sauf un centre où se concentrent tous les emplois et autour duquel la partie résidentielle de la ville s'organise (pour une revue, cf. Richardson 1976; Huriot 1997). La NEG propose de déterminer les « centres » où les activités se localisent de manière endogène (Lucas 1988), en étudiant le processus d'agglomération, qui dépend de forces d'« attraction » et de « répulsion ».

Les théories de Krugman ont su susciter l'enthousiasme des économistes, qui se sont engagés nombreux et nombreuses dans des démarches similaires (notamment, Combes, Nijkamp, Thisse, Venables, pour en citer quelques-uns). Le succès de l'approche quantitative de la NEG a par ailleurs été couronné en 1991 par le prix de la Banque de Suède en sciences économiques décerné à Krugman – se rajoutant aux prix décernés à plusieurs régionalistes au fil des décennies (Wassily Leontieff en 1973, Lawrence Klein en 1980 ; Richard Stone en 1984, ou encore Daniel McFadden en 2000). Cependant, l'accueil des théories de la NEG par les économistes hétérodoxes et les géographes reste mitigé (Isserman 1996; R. Martin et Sunley 1996; Eric Sheppard 2001; Coissard 2007; Garretsen et Martin 2010; Cochrane 2011). Même si les facteurs historiques et institutionnels sont énumérés parmi les forces « cen-

tripètes » de l'agglomération, la modélisation théorique très poussée pose des questions quant à la pertinence de ces modèles pour des territoires « réels ». L'analyse quantitative du développement régional produite par cette littérature peine à appréhender l'espace en tant que construit social et à reconnaître et analyser le rôle crucial des acteurs et actrices territoriaux. Les outils proposés finissent ainsi par ressembler aux théories de la localisation d'il y a un siècle, qui réduisaient la prise en compte de l'espace à la prise en compte de la distance entre deux ou plusieurs localités abstraites (Isserman 1993 ; 1996 ; Woodroffe 1994 ; Bailly et Coffey 2005 ; Pecqueur 2014). Ainsi, le développement économique se retrouve à nouveau assimilé à la croissance et à sa concentration spatiale. Cette vision très économiciste du développement régional au sein de la NEG n'est pas un mystère. Krugman même donne une définition de l'« economic geography »<sup>71</sup> plutôt restreinte, expliquant qu'il s'occupe principalement de « *la localisation de la production dans l'espace ; à savoir, cette branche de l'économie qui s'intéresse à la localisation des choses les unes par rapport aux autres. Il n'est pas la peine d'essayer de définir mon sujet plus précisément que cela* »<sup>72</sup> (Krugman 1993, p. 1). De plus, certains auteurs et autrices mettent en avant que la NEG n'explique pas comment développer une région ou un territoire, mais plutôt comment mettre les territoires au service de la croissance nationale (Talandier et Davezies 2009).

Malgré toutes ses limites, la NEG a le mérite d'avoir réanimé les discussions autour du développement inégal et de la convergence/divergence entre régions et territoires - avec une multiplication de notions pour tenter d'entendre la mondialisation de l'économie, les processus de métropolisation, la restructuration des systèmes productifs, l'existence de « régions qui gagnent ». Hélas, même si des variables « géographiques » sont prises en compte dans ces modèles, les réflexions restent loin du tournant culturel et relationnel souhaité par la branche plus qualitative de la géographie économique.

Les Suds n'échappent pas non plus à la modélisation régionale (et ses dérives). Un an après la remise du prix à Krugman, la Banque mondiale titrait son Rapport sur le Développement dans le Monde « *Reshaping economic geography* ». Elle y reconnaissait l'importance de l'espace et des inégalités régionales – et la nécessité de leur prise en compte pour planifier le développement de façon efficace. Il s'agit sans aucun doute d'un jalon important pour cette institution, qui, jadis ardente partisane des politiques macroéconomiques aveuglement imposées par le haut, a fini par intégrer la dimension géographique dans ses réflexions sur les Suds. Ainsi, avec ce rapport, la Banque Mondiale s'engage à « *[conférer] à la géographie une influence plus importante sur l'opportunité économique en faisant de l'espace*<sup>73</sup> *et de la localisation*<sup>74</sup>, *non plus de simples courants sous-jacents de la politique économique, mais des éléments fondamentaux de cette politique* » (World Bank 2009, p. 3). Malgré des avancées considérables par rapport aux approches a-spatiales d'antan, la prise en compte de l'espace reste tout de même inachevée – ce qui a par ailleurs attiré plusieurs critiques sur ce Rapport de la Banque Mondiale (pour une revue, cf. Bryceson 2014, qui propose entre autres une mise en perspective critique à partir

---

<sup>71</sup> Littéralement, « géographie économique » – même si la littérature francophone préfère définir cette aire d'étude plutôt « économie géographique ».

<sup>72</sup> [Traduction libre] : « *the localisation of production in space; that is, that branch of economics that worries about where things happen in relation to one another. It is not worth trying to define my subject more exactly than that.* »

<sup>73</sup> « *space* », dans la version anglaise du document.

<sup>74</sup> « *place* », dans la version anglaise du document.



des écrits de Ester Boserup et Jane Jacobs). Selon ses détracteurs, il légitimerait une version « aplatie » de la géographie économique (Fine 2010) et ignorerait les réalités des Suds, préférant se focaliser encore une fois sur une vision productiviste des économies. Cela se traduit notamment par une attention excessive portée sur les facteurs d'agglomération ou de localisation des pôles productifs. Cela ne capture qu'une petite partie de la réalité des économies de ces pays qui s'urbanisent et qui ont des taux soutenus de croissance sans pour autant s'industrialiser systématiquement (Gollin et al. 2016; Oyelaran-Oyeyinka et Kaushalesh 2017).

Ces critiques ne sont pas spécifiques aux Suds. Les modélisations des économies régionales mobilisent un nombre de variables limité : elles sont difficilement applicables à des cas concrets, car la dimension sociale et humaine en est complètement effacée (Sheppard 2001). Dans le discours mainstream, la composante économique semble primer, et les possibilités s'ouvrant aux régions et aux territoires apparaissent exigües: le choix serait entre la compétitivité dans une économie néo-libérale et globalisée et le déclin (Cochrane 2010). On passe ainsi de l'injonction au rattrapage visant les pays « sous-développés » à l'injonction à l'intégration dans les flux et réseaux mondiaux visant les territoires. Dans les mots de Deborah F. Bryceson (2014, p.210), « *les conceptualisations de la localisation associées aux théoriciens de la NEG ont été largement rejetées par les géographes il y a plusieurs décennies, car elles reposent trop sur la modélisation quantitative et sur des hypothèses simplificatrices et réductrices qui ignorent la complexité de la croissance urbaine.* »<sup>75</sup>

Lors de l'entretien qu'il nous a accordé, Giocchino Garofoli, figure clé de l'école italienne du développement local, s'est aussi livré à une dure critique des modélisations économétriques « abstraites » et déconnectées des réalités du terrain, courantes au sein de l'économie géographique :

*J'ai été parmi les premiers à utiliser l'économétrie qui, comparée à l'économétrie d'aujourd'hui, était beaucoup plus simple et plus banale. Depuis plusieurs décennies, je suis devenu un ennemi des économètres. Parce que derrière l'économétrie, il y a le mainstream. (...) Et aujourd'hui, je reviens sur l'importance des sciences humaines précisément à la suite de cette longue période de lutte contre le courant dominant. (...) Savez-vous combien de temps il nous a fallu pour faire accepter le mot « territoire » dans les journaux et livres anglais ? Au début, ils ne l'acceptaient pas, ils nous disaient « C'est du développement régional ». Non, c'est différent... Le développement territorial est différent du développement régional : il s'agit d'une échelle différente. « Regional » en anglais, c'est l'Europe, l'Amérique du Nord... Le terme « regional » désigne également un ensemble d'États... c'est un ensemble plus méthodologique, d'analyse, qu'un ensemble administratif. Et s'il est administratif, il est encore trop grand pour être territorial (...). L'analyse territoriale est une analyse des acteurs et des possibilités d'action. (...) C'est un problème méthodologique dont certains économistes ne se soucient pas du tout. Les économistes qui s'occupent des régions, parce qu'ils utilisent l'économétrie, analysent les données régionales européennes sans comprendre quelle est la qualité de ces données. Et sans comprendre s'il est suffisant de raisonner avec ces données. (...) Nombreux sont ceux qui se sont improvisés scientifiques régionaux parce qu'ils ont écrit sur les régions européennes. Mais ils ne savent rien des régions, ils ne les connaissent même pas. Les chercheurs qui écrivent sur des régions qu'ils n'ont jamais visitées devraient avoir honte. Car il ne suffit pas de collecter des données et de parler aux données, si l'on ne sait pas quelle est la relation entre*

---

<sup>75</sup>[Traduction libre] : “the locational conceptualizations associated with NEG theorists were largely repudiated by geographers decades ago as being over-reliant on quantitative modelling and simplifying, reductionist assumptions that ignore the complexities of urban growth.”

*ces données et la société, et la structure organisationnelle de cette zone, de ce pays, de cette région.*<sup>ii</sup> (Entretien avec G. Garofoli, 01/07/2021)

Ainsi, cet économiste de formation a fini par prendre ses distances avec l'économie, et même avec la science régionale :

*Je ne me considère pas comme un scientifique régional. Je me définis comme un territorialiste, interdisciplinaire, ouvert à d'autres disciplines... un économiste interdisciplinaire qui s'occupe de développement économique et de développement territorial. (...) Je parle souvent de communauté, de « Local territorial community ». Parce que sinon, je ne trouve plus la dimension sociale et politique.*<sup>iii</sup> (*ibid*).

En somme, spatialiser l'économie ne signifie pas uniquement transposer des théories macro à une échelle infranationale aux caractéristiques hypothétiques - modélisant de façon abstraite l'économie d'un découpage administratif plus petit que le national. Spatialiser l'économie signifie prendre en compte les dynamiques sociales, culturelles, relationnelles qui permettent à l'économie d'exister – et donc prendre en compte le rôle clé à la fois des acteurs et actrices locaux et du milieu (environnemental, social, culturel) dans lequel ils et elles évoluent. C'est ici qu'entre en jeu la notion de territoire : l'espace n'est pas seulement un « contenant », un espace économique donné, délimité par des frontières administratives, mais un construit social, historique, économique et culturel. Il n'est donc pas un simple facteur de croissance parmi d'autres, un ensemble de ressources à exploiter, transformer, commercialiser : le territoire est une ressource activable, à la fois enjeu et produit du développement (Pecqueur 2005; Jean 2015).

### **2.3 Le développement territorial : au-delà d'une vision générique de l'espace et de ses ressources**

Etudier le développement territorial n'est pas une entreprise aisée. La seule définition des termes dont il se compose – *développement* et *territoire* - a fait couler beaucoup d'encre dans de nombreux domaines des sciences humaines et sociales (Giraut 2008). L'articulation entre ces deux notions est récente, s'étant formalisée au cours des années 1990 dans les pays de langue latine (Garofoli 1992; Colletis et Pecqueur 1994; M. Santos 1996; Baudelle, Guy, et Mérenne-Schoumaker 2011a; Halvorsen 2019). Le développement territorial peut être considéré comme l'héritier de la branche plus « géographique » de la science régionale, à côté de notions telles que développement par le bas, local, endogène - mais a sans aucun doute aussi hérité des courants les plus critiques de l'économie du développement (Requier-Desjardins 1996; Pecqueur 2005; entretien avec Courlet et Pecqueur ; entretien avec Garofoli). Les approches de ce type restent encore marginales en économie. La définition même de « territoire » n'est pas univoque et le débat autour de sa caractérisation représente une spécificité française (quoique très présente aussi dans la bibliographie en langues latines), dont l'ampleur n'a pas d'égal dans la littérature anglophone (Debarbieux B. 1999 ; Painter J. 2010 ; Fontanille J. 2014, Del Biaggio 2015), qui préfère des notions telles que « *local development* » ou « *community development* ». En effet, en anglais, les termes « space », « region » ou « place » ne recouvrent pas forcément les nombreuses facettes que le mot français « territoire » sous-entend.

Au-delà des nuances linguistiques, les études dans ce domaine sont rapprochées par l'intérêt qu'elles portent à la multiplicité des facteurs du développement à l'échelle infranationale - ainsi que par leur vision « spécifique » des ressources (Colletis et Pecqueur 2018).

En effet, alors que les modélisations abstraites et sectorielles de la science régionale « à la Krugman » prennent en compte des acteurs et ressources « génériques » (par exemple : une entreprise  $x$ , avec une main d'œuvre  $w$ , dans le secteur  $y$ , dans un région  $r$ , à une distance  $z$  d'autres entreprises ou des consommateurs), dans les approches relevant du développement territorial, les biens et services ont de la valeur du fait de la tangibilité et « spécificité » du contexte dans lequel ils ont été produits (Pecqueur 2005; Kebir 2006). Cela change la donne : il n'existe pas de fatalité de « sous-développement », mais tout territoire peut dévoiler, « activer » et valoriser des ressources, grâce à l'engagement des acteurs et actrices locaux et à leurs articulations avec l'extérieur - même lorsque cela défie les « lois économiques » issues des modélisations régionales qui tentent de prédire les conditions optimales du développement. A cet égard, Hirschman, se basant sur ses écrits précédents et sans doute sur sa connaissance de l'Amérique Latine, écrivait au milieu des années 1980 : « *il importe moins, pour promouvoir le développement économique, de trouver des combinaisons optimales de ressources et de facteurs de production donnés que de faire apparaître et de mobiliser à son service des ressources et des capacités cachées, éparpillées ou mal utilisées* » (Hirschman 1986, p.17).

En citant Bernard Pecqueur, lors de l'entretien que Magali Talandier et moi-même avons pu mener avec lui et Claude Courlet concernant le chemin qu'ils ont parcouru à la rencontre des territoires :

*Cela n'existe pas dans la théorie néoclassique, la spécificité. Tout est standard. Sinon ça ne marche pas, ça ne fonctionne pas. (...) Et la notion de ressource, on m'a toujours dit que ce n'était pas une notion économique, parce que ce n'est pas une notion qui rentre dans la théorie néoclassique. C'est clair. Si vous voulez comprendre quelque chose à ce qu'on a essayé de faire, la notion de spécificité, elle est centrale. Cela déglingue un peu le système. (...) La mécanique dans les grands systèmes, que ça soit le système néoclassique ou le système marxiste, c'était quand même un déroulé, quel que soit le lieu. Donc... si t'es dans des conditions objectives, dans un hétére, où on fait la rupture avec le social et tout... et on désincarcère l'économie... à ce moment-là, on se rend compte qu'il manque des choses. Si j'essaie de réfléchir, il me semble que l'espace, ça a été le point de départ de ma réflexion. Le fait d'avoir dit qu'il y a un autre espace, qui est l'espace construit par les acteurs... En disant que la prise en compte de l'espace, la vraie prise en compte de l'espace, ce n'est pas la prise en compte de la distance. Mais c'est la prise en compte du contexte socio-culturalo-historique, des événements qui peuvent complètement gauchir les phénomènes économiques. (...) Mais, peut-on faire de l'économie sans faire de géographie ? Ben, la plupart des économistes te répondent « Oui, il y a des barrières ». Moi, je pense qu'à ce moment-là, vous ne pouvez pas faire de l'économie territoriale, ce n'est pas possible. (Entretien avec C. Courlet et B. Pecqueur, 21 juin 2021, Grenoble.)*

Concernant la notion de spécificité, Gioacchino Garofoli nous a expliqué :

*Les spécificités sont les atouts... et doivent donc être préservées dans l'intérêt collectif. Ceci, encore une fois, n'est clair qu'avec une base territoriale forte... parce que sinon, ce n'est qu'une chose abstraite, théorique... comme pour les économistes du bien-être, en somme... qui parlaient des principes, depuis Stuart Mill... alors qu'ici, on le voit concrètement. Vous avez à la fois le modèle analytique et théorique de référence... Mais vous avez aussi le comportement,*

*les actions... vous savez pourquoi certaines politiques bien conçues ne fonctionnent pas, pourquoi il ne suffit pas de faire une bonne politique pour qu'elle fonctionne. Il peut y avoir des politiques bien conçues qui ne fonctionnent pas si elles ont été mal articulées avec le territoire.*<sup>iv</sup> (Entretien avec G. Garofoli, 01/07/2021)

En empruntant les mots de Raffestin (1980, p1.29) : « *L'espace est la 'prison originelle', le territoire est la prison que les hommes se donnent* ». Ainsi, les acteurs et actrices du territoire ne sont pas uniquement des sujets passifs, mais ils et elles co-construisent leur espace de vie et ses ressources. Ils et elles peuvent orienter le destin socio-économique du territoire qu'ils et elles habitent, arrivant à dépasser les contraintes rencontrées grâce à leur auto-organisation et à leur articulation avec des acteurs et actrices externes. Les études dans ce domaine mettent en avant que le territoire n'est pas un découpage administratif, borné par des frontières politiques ou physiques : il s'agit d'un ensemble de personnes, savoir-faire, ressources, paysages, cultures, façons de vivre : en somme, comme l'a écrit le géographe brésilien Milton Santos (1999, p. 8), le territoire est « *le sol plus l'identité. L'identité est le sentiment d'appartenance à ce qui nous appartient. Le territoire est le fondement du travail, le lieu de résidence, des échanges matériels et spirituels et de l'exercice de la vie.* »<sup>76</sup>.

Selon le pionnier de l'analyse des districts industriels italiens, « *It all started with Marshall* » (Becattini 2002, p. 84). En effet, dans ses Principes d'Economie, l'auteur écrivait : « *Lorsqu'une industrie a ainsi choisi une localité pour elle-même, il est probable qu'elle y restera longtemps [...]. Les mystères du métier ne sont plus des mystères ; ils sont comme dans l'air, et les enfants en apprennent beaucoup inconsciemment* »<sup>77</sup> (Marshall, 1890, p. 198). A partir des années 1970 et 1980, plusieurs auteurs se sont inspirés des réflexions de Marshall sur l'« air », voire l'« atmosphère », qui se respire dans les agglomérations de petites entreprises et industries - qui, dans un langage plus formel, ont été définis comme « économie externes » (Aydalot 1965; J. R. Markusen 1990). Les réflexions sur l'importance du *learning by doing* et du *learning by observing* dans le succès de ces initiatives ont donné naissance à un champ de recherche fécond, focalisé sur l'espace « réel » et sur les interactions qui s'y déploient, permettant une propagation des innovations et le tissage de relations informelles, qui consolident et nourrissent le réseau productif local.

Le contexte historique de cette « découverte » est celui des politiques de décentralisation des Etats et de l'exode rural qui interrogeait les relations villes-campagnes. C'étaient aussi les années suivant les crises économiques des années 1970 et le déclin d'un certain nombre de centres industriels aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest - alors même que des nouveaux centres dynamiques se dévoilaient. Il s'agissait notamment de la « Troisième Italie » et de la « Sunbelt », mais aussi de certains pôles productifs dans les pays des Suds - et particulièrement en Asie du Sud-est (Scott, 1988b).

---

<sup>76</sup> [Traduction libre] : « *O território é (...) o chão mais a identidade. A identidade é o sentimento de pertencer à aquilo que nos pertence. O território é o fundamento do trabalho, o lugar da residência, das trocas materiais e espirituais e do exercício da vida.* »

<sup>77</sup> [Traduction libre] : « *When an industry has thus chosen a locality for itself, it is likely to stay there long [...]. The mysteries of the trade become no mysteries; but are as it were in the air, and children learn many of them unconsciously.* »

A cet égard, Garofoli nous a raconté :

*Le tournant se situe au début des années 1970, et donc les faits qui réfutent les théories, et donc la nécessité de trouver au moins un cadre analytique, si ce n'est une théorie, qui puisse aider à interpréter les nouveaux faits. Tel était le défi. (...) Comment a-t-on l'idée ? L'idée nous vient si l'on voit des éléments de la réalité qui sont en désaccord avec la théorie. Il y a des faits qui réfutent les théories. Face à cela, la plupart des économistes et des universitaires haussent les épaules, ils disent : « Cela ne me concerne pas, cela ne concerne pas ma science ».*<sup>v</sup> (Entretien avec G. Garofoli, 01/07/2021)

Ces espaces, définis tantôt comme « districts » (A. Markusen 1996; Becattini 2002), tantôt comme « clusters » (Porter 1998), y compris dans les Suds (Nadvi et Schmitz 1994; Nadvi et Barrientos 2004; World Bank 2011) ou encore comme « systèmes productifs locaux » en France (Courlet et Pecqueur 1991), montraient une voie de développement productif qui ne se basait plus sur le modèle fordiste et de production de masse. En effet, ces pôles étaient plutôt fondés sur des réseaux d'unités de production flexibles et sur une certaine capacité à innover.

Autour de ces observations, trois écoles de pensée parallèles se sont consolidées (Benko 2008a) : (i) les chercheurs italiens (surtout économistes et sociologues) se focalisant sur la renaissance industrielle dans les régions Vénétie, Toscane et Emilie-Romagne (Bagnasco 1977; Becattini 1989; Brusco 1989); (ii) le GREMI – Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs, réuni autour de l'économiste français Philippe Aydalot (1965; 1986), se concentrant surtout sur les régions comme centres d'innovations industrielles, tentant d'entendre comment le territoire influence les structures économiques et en co-détermine l'évolution (Crevoisier 2001) ; (iii) un groupe de géographes nord-américains se focalisant d'abord sur le dynamisme des activités cinématographiques et de haute technologie fleurissant en Californie du Sud et particulièrement dans la Sunbelt (Scott 1986; Storper et Christopherson 1987; Scott 1988). Ces trois courants, ayant des traditions théoriques et trajectoires indépendantes, ont en commun l'intérêt pour les économies d'agglomération et, plus globalement, pour la concentration spatiale des activités économiques et ses causes et leviers. Pendant les années 1980, leurs écrits ont posé les bases de la multiplication, dans les décennies suivantes, des travaux sur les questions du développement « local », « autocentré », « endogène », « agropolitain », « communautaire ». Les théories du capital social y ont trouvé aussi toute leur place, la formation et l'innovation étant des volets incontournables.

Cette constellation d'études, chacune au prisme de ses approches, a contribué au « dévoilement » du territoire pour les économistes. L'espace « vécu » et façonné par ses acteurs et actrices n'est plus quelque chose d'inerte et ne peut pas être modélisé uniquement en termes de distances et de coûts de transport (même si c'est encore souvent le cas dans les modèles économétriques). Le territoire peut produire un dynamisme économique même lorsque cela ne paraît pas rationnel ou optimal, grâce à des externalités qui dérivent de la proximité et d'une forme très flexible d'organisation, qui mobilise souvent des ressources « informelles », notamment les liens familiaux et ceux qui se tissent entre entreprises et industries qui partagent un même espace et la même culture. Ainsi, si l'espace est *slippery* (littéralement, « glissant »), le territoire est *sticky* (littéralement, « collant »), pour utiliser l'expression de Ann Markusen dans son article de 1996 sur les districts industriels (titré « Sticky Places in Slippery Space »).

L'échelle spatiale permet à certains aspects « invisibilisés » de l'économie d'émerger - notamment les échanges informels et non monétaires, qui deviennent une des composantes de l'atmosphère territoriale - même s'ils demeurent largement sous-étudiés. A cet égard, dans l'ouvrage « Le développement local », Pecqueur écrivait que l'enjeu crucial de ce processus est de « *mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent* » (Pecqueur, 2000 [1989], p. 13). Ces réflexions sont très présentes chez celle qui a été définie comme l'« école française de la proximité » (Torre et Talbot 2018), avec des auteurs comme Torre, Gilly, Dupuy, Zimmerman, considérant que « *La proximité géographique est neutre dans son essence, et activable ou mobilisable par les actions des acteurs économiques et sociaux. Ce sont les actions et les perceptions humaines qui lui confèrent une dimension plus moins positive ou négative, ainsi qu'une certaine utilité. C'est bien la manière dont s'en emparent les acteurs qui est importante* » (Torre 2014, p. 54).

Ainsi, l'observation de la réalité du terrain devient un élément incontournable :

*Ceux qui ont fait de l'analyse appliquée sur les territoires font le double processus d'analyse : la déduction ne suffit pas. Si je viens de la théorie, je fais de la déduction. Alors que ceux qui font de l'analyse directe, de l'analyse de cas, font des entretiens avec les entreprises. (...) on part du bas, on va du cas concret à la généralisation - ou à la tentative de généralisation. Et lorsque la généralisation n'est pas possible, aux typologies. Car la typologie dans les modèles territoriaux est très importante. L'histoire, le temps et l'espace n'existaient pas dans la théorie économique dominante. Alors que le temps et l'espace comptent, non seulement dans les faits, dans la structure économique et la restructuration du système économique, dans les actions, dans les processus de prise de décision, dans les processus utilisés par les entrepreneurs, mais aussi dans la capacité à répondre à la crise économique, et donc dans la prise de décision politique.<sup>vi</sup> (Entretien avec G. Garofoli, 01/07/2021)*

Aujourd'hui, le développement territorial peut être défini comme « *tout processus de mobilisation des acteurs qui aboutit à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, sur la base d'une identification collective à une culture et à un territoire.* » (Pecqueur 2005, p. 298). Baudelle et al. (2011, p. 246), dans une optique plus économiciste, le définissent plutôt comme « *un processus volontariste cherchant à accroître la compétitivité des territoires en impliquant les acteurs dans le cadre d'actions concertées, généralement transversales et souvent à forte dimension spatiale* ». Que l'on soit convaincu ou non de la nécessité des territoires d'être en compétition (qui, à l'aune de la mondialisation, ne serait plus basée sur des avantages comparatifs, mais sur des avantages « différenciatifs » liés aux ressources spécifiques, cf. Pecqueur 2014), cette dernière définition a le mérite de mettre en avant une caractéristique clé du développement territorial par rapport aux notions de développement endogène ou local : l'extérieur n'est plus vu comme une contrainte pour le développement. Le territoire se situe au croisement entre le local et le global : il est traversé par des flux de richesses qui viennent certes du territoire lui-même, mais qui sont aussi captés de territoires plus ou moins géographiquement éloignés. Dans ce sens, Veltz (2009 [1996], p. 11) constate que « *ce qui est intéressant, c'est de comprendre comment l'économie globale s'enracine, de multiples manières, dans les structures territoriales-historiques, comment le global, en permanence, se nourrit de local en le transformant* ».

Au fur et à mesure, les réflexions sur le développement territorial se sont élargies pour prendre en compte des activités non forcément liées aux secteurs primaire et secondaire, mais aussi aux secteurs des loisirs, de la culture, du tourisme, en tant que moteurs du développement. En effet, le développement économique des territoires est aussi un enjeu d'attractivité (Bourdeau-Lepage et Gollain 2015) - que ce soit vis-à-vis des navetteurs, de consommateurs de passages, des touristes. Cela a amené à l'émergence de notions telle que l'« économie présentielle », l'« économie de proximité » et l'« économie résidentielle » (Davezies 2009; Talandier 2012; Segessemann et Crevoisier 2016) - sur lesquelles le Chapitre 3 reviendra plus en détail.

Ainsi, même des territoires « insoupçonnés » peuvent mettre en place des processus vertueux de développement ; c'est le cas notamment pour les territoires ruraux et en déclin industriel, auxquels une vaste partie de la littérature dans ce domaine est dédiée. Plus récemment, le développement territorial a aussi englobé la notion de résilience - de plus en plus d'études tentant de comprendre comment permettre aux territoires de se perpétuer, en résistant aux crises économiques et évitant la décroissance démographiques et la perte de savoir-faire (Hamdouch, Depret, et Tanguy 2012; Tanguy et Charreyron-Perchet 2013; R. Martin et Sunley 2015; Talandier 2020).

Le développement local et territorial a été « exporté » dans les Suds (Koop et Amilhat 2011), où il a trouvé sa légitimation dans les processus de décentralisation, dans l'échec des politiques de développement « par le haut » portées par les institutions financières internationales, ainsi que dans la positivité de son approche, dont l'idée de fond est qu'il n'y a pas de fatalité de sous-développement, car toute communauté peut mobiliser des ressources propres pour engendrer des processus vertueux. Cependant, le rôle des Suds n'a pas été passif (Antheaume et Giraut 2005; Leitner et Sheppard 2016; Koop 2021) : de nombreuses notions, dont celles de « capacités », de « buen vivir », de « droit à la ville », d'« empowerment », d'« informalité », de « ville duale », nées dans les Suds ou réappropriées et modifiées par ces derniers, ont nourri les approches du développement « par le bas ». Le Chapitre 2 de ce manuscrit reviendra sur ces questions.

Ainsi, le concept de développement territorial a connu des allers-retours continus entre les Nords et les Suds, ce qui a fini par en brouiller les frontières, comme Bernard Pecqueur et Claude Courlet - économistes du développement « convertis » au développement territorial - ont souligné :

*CC : Pour moi, le point de déclic, le tournant... ça a été mon voyage en Tunisie. (...) si on prend tout ce qui a fait la Banque Mondiale et les organisations internationales... c'était l'idée, je transfère un modèle dans le Sud. Bon, c'est le grand échec. Donc... le passage par le Sud montre que... enfin, pourquoi nous, on parle du local, en France ? Parce qu'on a vu le désastre de la désindustrialisation. Donc, on remobilise le territoire pour refaire autre chose. (...) Aussi dans les pays en développement... il faut repasser par le territoire. Par des identités territoriales. Les problèmes de développement tels qu'on les pose maintenant dans les pays en développement, c'est : je ne ferai pas de développement, si ce n'est pas du développement territorial.*

*BP : Pour moi, je me permets... quand j'ai vu les vallées iséroises, les entreprises de papeterie qui se pétaient la gueule, je me suis dit, Je suis dans une région sous-développée. C'est à dire, avec des usines qui ont cinquante ans d'âge, parfois plus, cent ans d'âge, et qui ont rendu ce pays complètement dépendant de leur existence, avec ensuite des capitaux qui sont partis ailleurs, des rachats... si bien que la petite région des vallées alpines adjacente à l'Isère, elle est*

*sous dépendance. Ben, je trouve que ça ressemble beaucoup à un pays en voie de développement. Et c'est pour ça que je dis, qu'il n'y a pas vraiment de différence entre Nord et Sud... (...)*

*LM : Comment étudier les Suds a modifié - ou pas - votre façon d'appréhender les économies des territoires ?*

*BP : Ça dépend par quel bout on prend le problème... Moi, à priori, j'ai commencé par l'intérêt sur les Suds, avant de découvrir le territoire, donc... c'est difficile à dire. Ça serait presque plutôt l'inverse, en fait. Quand j'étudiais les Suds, j'étais assez peu branché espace, spécificités et tout ça... j'ai fait une critique de l'agriculture algérienne dans ma thèse de troisième cycle, en disant que, au fond, c'était trop centralisé... il y avait déjà une critique du centralisme. Mais pas du tout la perspective territoriale, j'étais ignorant, totalement. Donc, au contraire... ce n'est qu'après, quand on a découvert, en tout cas moi, le territoire, il y a un feedback sur les Suds - d'ailleurs, ça faisait partie de notre projet à tous les deux de revenir vers les Suds... c'est plutôt dans ce sens-là que cela s'est produit. (...) Je pense qu'il y a effectivement un parallèle entre pays développés et pays en voie de développement... qu'au fond, les problématiques ont tendance à se rapprocher sous la pression de contraintes extérieures, dont les crises dont on a parlé. Ça me paraît évident. Ensuite, les différences, elles sont circonstanciées suivant les territoires, et finalement c'est introduire plusieurs variables nouvelles, qui fait le changement. Pourquoi est-ce que l'économie territoriale c'est autre chose que les études du développement ? C'est parce que les études du développement ont essentiellement, me semble-t-il, une vision productive d'abord. Quand on était sur les districts, on était d'abord sur la production. Puis, progressivement, on s'est dit, la production, il n'y a pas tout à fait que ça dans la vie, pour comprendre comment ça marche... et on s'est un peu éloignés... plus sur la création de la valeur que sur la production. Moi je pense que c'est ça, le glissement. Raisonner sur la création de valeur, ce n'est pas la même chose que raisonner sur la production. La création c'est beaucoup plus subtil... C'est-à-dire, que le vivre ensemble, par exemple, devient une question pertinente, alors que dans les études du développement le vivre ensemble, ce n'est pas tellement un problème... ça n'a jamais été traité comme un problème. Et là, si tu introduis les conditions de création de la valeur, y compris les conditions sociales, comme étant un élément du développement.... C'est un cran de plus, c'est que c'est une approche territoriale. Qui est non seulement sur la qualité, mais sur la relation sociale, aussi. Parce que... on voit bien les différents acteurs, mais la relation sociale, elle n'est pas uniquement tournée par la production. Le cas typique, c'est, pour sortir une ressource territoriale, la transformer en actif territorial, il n'y a pas que le producteur. Il y a le consommateur, les associations, les politiques publiques locales... enfin, c'est beaucoup plus large comme ensemble. Donc c'est ça... je pense qu'il y a eu un saut qualitatif. (Entretien avec C. Courlet et B. Pecqueur, 21 juin 2021, Grenoble)*

Enraciné dans les premières études sur les pratiques productives innovantes telles que les « districts industriels », les « milieux innovateurs » et les « clusters », le développement territorial a tout de même su se détacher de la tradition de l'économie industrielle et des études sur la gestion et l'organisation, pour englober des réflexions plus larges sur le rôle des acteurs et actrices territoriaux, ainsi que sur les enjeux de consommation et d'attractivité résidentielle. Toutefois, il reste rattaché à une approche plutôt productive et exportatrice (voire, importatrice de visiteurs et touristes), l'objectif premier étant de valoriser des ressources exploitables dans l'économie marchande.



## Conclusion du Chapitre 1

Ce chapitre a parcouru l'évolution de la notion de développement économique - de ses racines dans la foi dans le progrès, jusqu'à ses « avatars » les plus récents, tel que le développement durable. Il a permis de mettre en avant les apports de deux grands corpus théoriques, qui ne sont pas sans lien entre eux : l'économie du développement et la science régionale. Ce qui en ressort est un portrait de l'économie moins monolithique que ce que les théories standard laissent supposer, nuancé par une multiplicité d'approches critiques, questionnements et reconnaissances des limites des modélisations.

Dans ce cheminement, les Suds ont eu un rôle crucial. D'abord, ils ont défié les théories néo-classiques de par leurs caractéristiques « insolites » aux yeux des économistes, contribuant à démanteler certains « mythes » de l'économie standard - notamment, le ruissellement - et dévoilant la nécessité de contextualiser les théories économiques. Ensuite, les Suds ont participé activement à l'émergence de la critique du développement, à partir des revendications anticoloniales, de celles des Non-alignés et du Nouvel Ordre Economique International, jusqu'aux Forums sociaux mondiaux des années 2000 - en passant par la self-reliance tanzanienne, les théories de la dépendance latino-américaines ainsi que les théories post et décoloniales, qui seront approfondies dans le prochain chapitre. Aussi, les Suds ont fortement contribué à l'émergence des approches territoriales du développement, ainsi qu'à l'évolution du discours porté par les organisations internationales vers une vision plus holistique du développement.

En même temps, la réintroduction de l'espace dans les théories économiques grâce à l'essor de la science régionale a aussi joué un rôle fondamental dans l'évolution de la notion de développement. Le passage des échelles « macro » et « micro » à l'échelle « méso », c'est-à-dire l'échelle régionale, voire territoriale, a permis de mettre en avant des enjeux du développement que des échelles géographiques trop petites ou trop grandes ne permettaient pas d'identifier. A partir de la spatialisation de l'économie, deux traditions théoriques se sont consolidées. D'un côté, on retrouve le courant plus quantitatif des régionalistes, qui mobilise des modèles économétriques et essaie de relier des variables qui puissent expliquer la localisation et agglomération des activités productives. De l'autre, on retrouve un courant plus qualitatif, qui valorise les contextes et dynamiques locales et se concentre sur les institutions, les acteurs, la dimension collective et territorialisée du développement.

Les allers-retours théoriques entre les Nords et les Suds ont abouti à l'émergence du développement territorial et des enjeux dont il est porteur - en termes d'acteurs, de ressources productives, de consommation, mais aussi de qualité de la vie. Les approches les plus couramment utilisées, toutefois, restent ancrées dans une vision « productiviste » du développement, comme ce chapitre l'a montré. En effet, même l'activation des ressources spécifiques est destinée à l'augmentation de la production des territoires. Le prochain chapitre propose des pistes pour dépasser les approches de type production, en mobilisant des théories issues des Suds, ainsi que les approches polanyiennes et celles relevant des « diverse economies ».

## Chapitre 2

### Apprendre à « décentrer le regard » sur le développement des territoires : au-delà de la modernité et de l'économie marchande

*Decolonizing frameworks entail recognizing how knowledge production and everyday relations are informed by European colonial modalities of power and propped up by imperial geopolitical and economic arrangements.*<sup>78</sup> (Collard, Dempsey, et Sundberg 2015, p. 323)

*It is time to rethink the geographies of urban and regional theory (...). The urban future already lays elsewhere: in the cities of the global South (...). Can the experiences of these cities reconfigure the theoretical heartland of urban and metropolitan analysis?*<sup>79</sup> (Roy 2009, p. 820)

Depuis plusieurs décennies, des appels de plus en plus nombreux se font entendre pour que les sciences sociales soient profondément repensées. Des contributions clés ont émergé des études postcoloniales et décoloniales, ainsi que des études féministes, des études environnementales et de l'héritage polanyien. L'importance du processus de « désapprentissage » (Lawhon 2020) et de « provincialisation » (Chakrabarty 2007 [2000]) du monde tel qu'il est couramment appréhendé et mesuré a été abordée par plusieurs auteurs et autrices, notamment au sein des études urbaines (Parnell et Oldfield 2014 ; Roy 2009 ; Robinson 2006 ; Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013) et de la géographie économique (Gibson-Graham 2006 ; Murphy 2008 ; Pollard *et al.* 2009 ; Werner 2012). La toile de fond est tissée par une critique de la notion de modernité, à travers laquelle les Nords et leur version du « développement » ont été érigés au rang de référentiel<sup>80</sup> implicite (Chakrabarty 2000), incarnant l'aboutissement d'un processus linéaire et universel pour toute nation et tout territoire, guidé par la croissance et la « modernisation » (concept utilisé en opposition à ceux de « tradition » et d'« arriération »).

Les approches du développement axées sur la croissance et l'économie de marché sont remises en question (Polanyi 2011[1977] ; Gibson-Graham et Dombroski 2020). Toutefois, les mesures et indicateurs peinent à intégrer les avancées théoriques ayant permis d'élargir la définition du développement et de ses leviers (Martin 2021 ; OCDE 2020 ; Gibson-Graham 2014 ; 2006 ; Atkinson et Marlier 2010). Le biais implicite dans le regard porté par l'économie *mainstream* (que l'on peut définir comme un biais « occidental-centré », « productiviste », « marchand », voire, « capitaliste ») influence largement l'arbitrage entre les pratiques économiques qui sont considérées comme légitimes et favorables au développement (par exemple, la production et l'emploi formel) et celles qui ne le sont pas (par exemple, l'emploi

---

<sup>78</sup> [Traduction libre] : « Les cadres de décolonisation impliquent de reconnaître la façon dont la production de connaissances et les relations quotidiennes sont influencées par les modalités coloniales européennes du pouvoir et soutenues par des arrangements géopolitiques et économiques impériaux. »

<sup>79</sup> [Traduction libre] : « Il est temps de repenser les géographies de la théorie urbaine et régionale (...). L'avenir urbain est déjà ailleurs : dans les villes des Suds (...). Les expériences de ces villes peuvent-elles reconfigurer le cœur théorique de l'analyse urbaine et métropolitaine ? »

<sup>80</sup> En utilisant les mots de l'auteur : « L'Europe fonctionne comme un référent silencieux, [dans lequel] les historiens du tiers monde ressentent le besoin de se référer aux travaux sur l'histoire européenne [mais] les historiens de l'Europe ne ressentent aucun besoin de leur rendre la pareille ». (Traduction libre : « Europe works as a silent referent [in which] Third world historians feel a need to refer to works in European history [but] historians of Europe do not feel any need to reciprocate ».)

informel, le travail non rémunéré en argent, les transferts sociaux, les échanges non monétaires). Cela a des impacts majeurs sur la façon dont l'économie est mesurée et sur la conception des politiques socio-économiques - qui se basent le plus souvent sur des indicateurs relevant de l'économie de marché, notamment le PIB, les revenus monétaires, les emplois formels et les taux de chômage.

La science régionale n'a pas été épargnée par les critiques visant les approches economicistes - notamment en ce qui concerne ses modèles abstraits axés sur la production et leur éloignement progressif de la réalité, comme évoqué dans le chapitre précédent. En 1970 déjà, Hägerstrand soulignait la nécessité de ramener les gens (et leurs pratiques et besoins) au centre de la science régionale. Cinquante ans plus tard, son souhait n'a pas encore été entièrement réalisé - même si de nombreux auteurs et autrices de la géographie économique insistent sur l'importance des facteurs non purement économiques pour le développement régional et territorial (Pike, Rodríguez-Pose, et Tomaney 2017 ; Bailly et Coffey 1994 ; Allen John Scott et Storper 1990 ; Storper et Walker 1989 ; Friedmann et Weaver 1979). La corrélation entre croissance économique, convergence régionale et amélioration des conditions de vie n'est plus considérée comme acquise (Martin et Sunley 1998 ; Johnson et Papageorgiou 2020). Un corpus théorique critique sur les questions de développement géographique inégal et de restructuration industrielle a émergé, pendant les cinquante dernières années, des écrits d'auteurs et autrices comme Cardoso et Faletto (1969), Harvey (1972) ou encore Massey (1983). Les crises répétées des dernières décennies ont mis en avant la nécessité de repenser profondément l'économie, à toutes les échelles géographiques. En empruntant les mots de Martin : « *les études régionales ont un rôle clé à jouer dans l'élaboration et l'information d'un tel agenda, mais pour ce faire, il faut repenser nos priorités de recherche, nos cadres théoriques et nos engagements normatifs* »<sup>81</sup> (Martin 2021, p. 143). Dans ce cheminement, il nous paraît impératif de « décentrer » notre regard et d'apprendre à écouter les territoires, plutôt qu'essayer de les contraindre dans le moule des grilles d'analyse préexistantes. Ainsi, nous nous rapprochons de la notion de « *diverse economies* », promue par Gibson-Graham (2006 ; 2008). Les deux autrices cosignataires de cette approche proposent d'élargir « *l'identité de l'économie pour inclure toutes les pratiques exclues ou marginalisées par une théorie forte du capitalisme* »<sup>82</sup> (Gibson-Graham 2006, p. 60). Selon Boaventura de Sousa Santos (2004, p. 240), cela implique de « *valoriser les systèmes alternatifs de production (...) qui ont été cachés ou discrédités par l'orthodoxie capitaliste de la productivité* »<sup>83</sup>.

Partant de ces constats et apports théoriques, le deuxième chapitre de ce manuscrit propose des réflexions concernant la nécessité de s'éloigner des approches du développement ancrées dans les théories produites par les Nords - dont les grandes lignes ont été évoquées dans les pages du premier chapitre. La première section présente un recadrage théorique du développement à partir des Suds et de la critique de la modernité proposée par les études postcoloniales et décoloniales. La deuxième section de ce chapitre se focalise sur le développement à l'échelle sub-nationale, en offrant des pistes de réflexions pour

---

<sup>81</sup> [Traduction libre] “*Regional studies has a key role to play in shaping and informing such an agenda, but that to do so requires a rethinking of our research priorities, theoretical frameworks and normative commitments*”.

<sup>82</sup> [Traduction libre] “*The identity of the economy to include all of those practices excluded or marginalized by a strong theory of capitalism*”.

<sup>83</sup> [Traduction libre] “*valorising alternative systems of production (...) which have been hidden or discredited by the capitalist orthodoxy of productivity*.”

son « décentrement ». Elle montre que le processus de remise en question des approches ancrées dans les Nords est déjà à l'œuvre dans les études urbaines postcoloniales, ainsi que dans les écrits qui mettent en avant la diversité des économies territoriales.

Comme précisé dans l'introduction de ce manuscrit, nous considérons que l'échelle territoriale est la plus pertinente pour répondre aux défis - économiques, sociétaux, écologiques - auxquels les sociétés contemporaines sont confrontées de manière de plus en plus pressante. Toutefois, une reconnaissance des limites de la science régionale et la proposition de pistes d'amélioration à partir des « marges » nous paraissent indispensables si ce domaine d'études souhaite produire des analyses qui prennent en compte la réalité et la complexité des tissus socio-économiques des territoires - qui reposent largement sur des pratiques non marchandes.

## 1. « Décentrer » le développement : une question de désapprentissage de la modernité

Le plaidoyer pour des sciences sociales multi-centrées, c'est-à-dire non ancrées uniquement dans les Nords, a émergé d'une manière de plus en plus structurée à partir des années 1950. Les chercheuses et chercheurs, à la fois des Nords et des Suds, qui se placent dans cette perspective de « désoccidentalisation » ou de « décentrement » de la science, se définissent souvent (ou sont définis) comme adhérant à la pensée postcoloniale/décoloniale. Ces approches s'ancrent, entre autres, dans les mouvements anticoloniaux et indigénistes, les théories marxistes, les *cultural studies*, les *subaltern studies*, les études féministes et de genre, le poststructuralisme - et se sont nourries des échecs des politiques et des modèles de développement véhiculés par les Nords. Il s'agit d'une pensée forcément liée à la géographie humaine – au vu de la récurrence de couples opposés à la forte connotation spatiale, tels que « Occident-Orient », « Nord-Sud », et, plus récemment, « *global north - global south* » - ce dernier étant traduit par « Nords-Suds » dans la littérature francophone.

Cette première section retrace les fondements et l'historique des tentatives de « décentrement » de la pensée. Ces pages n'ont pas vocation à fournir une revue exhaustive de la littérature mobilisant ces approches, le « postcolonial » touchant à de nombreux domaines qui se situent au-delà du champ de notre recherche - ayant une portée novatrice pour l'ensemble des sciences sociales. Nous nous limitons à passer en revue les principales contributions de ces théories à la déconstruction du « développement » comme synonyme de modernité, ainsi qu'à l'émergence de la notion de « *global south* ». Cela nécessite, en citant Jennifer Robinson, une « *reconnaissance de la nature locale d'une grande partie de ce qui passe encore pour une théorie universelle dans la communauté scientifique occidentale.* »<sup>84</sup> (J. Robinson 2003, p. 65).

### 1.1 Les Suds : de leur « création » par les Nords à la revendication de leur « centralité »

Dans les sciences sociales, tout comme dans les documents et rapports des organisations internationales et non gouvernementales, il existe de nombreuses façons de « diviser » le monde. Les oppositions les plus connues ont été celle entre *Est* et *Ouest* ou entre *Occident* et *Orient*, dans les *Oriental*

---

<sup>84</sup> [Traduction libre] : *The moves within postcolonial theory to "provincialise Europe" encourage an acknowledgement of the parochial nature of much of what still passes for universal theory in the western academy.*

*studies* (« études orientales ») et leurs critiques (Abd-el-Malek 1963 ; Said 1979) ; celle entre *développé* et *en développement*, utilisée principalement par les économistes (Singer 1949 ; Bhagwati 1966), le deuxième terme pouvant aussi être remplacé par « *sous-développé* » ou « *arriéré* » (s’agissant des attributs les plus courants pour définir les pays « pauvres » pendant les années 1940 et 1950); et, enfin, l’opposition entre *Nord* et *Sud*, employée par les organisations internationales et notamment par les agences des Nations Unies (Malone et Hagman 2002). Dans ce manuscrit, nous préférons utiliser le couple *global north-global south* ou *Nords-Suds*, qui, comme cette sous-section va le montrer, plonge ses racines dans les réflexions sur l’accès inégal au pouvoir auquel les pays et territoires appartenant à chacune de ces « catégories » sont confrontés.

### **1.1.1. Diviser le monde : une hiérarchisation en fonction du degré de « modernité » ?**

Le dénominateur commun entre les dichotomies géographiques citées ci-dessus est le supposé clivage entre une condition de « modernité » et une d’« arriération » - inhérent au discours porté par les économistes du développement, notamment dans la formulation de modèles dualistes et linéaires (Lewis 1954 ; Rostow 1959 ; Kuznets 1973), qui en sont extrêmement représentatifs. Ainsi :

*Pour certains (...), la modernisation de la société, qui implique un ensemble de transformations cognitives et sociales, est à la fois bonne et inévitable. (...) Ces deux types de transformations sont considérés comme constituant un ensemble relativement harmonieux et sain. C’est la conception idéalisée de la modernité bourgeoise, historiquement associée au développement du capitalisme en Occident, qui a donné naissance non seulement à un mode de production distinctif, mais aussi à un nouveau type de sujet - un agent libéré des contraintes imposées par la tradition pour poursuivre ses propres fins personnelles.*<sup>85</sup>(Gaonkar 1999, p. 2)

Dans la pensée occidentalocentrée, la « modernisation » est appréhendée comme un processus originaire de l’Europe des Lumières (Raëff 1975 ; Habermas et Ben-Habib 1981), qui a par la suite été exporté dans le reste du monde - notamment à travers la colonisation. Le concept même de modernité a été largement critiqué, en particulier puisqu’elle serait « *un synonyme d’Occident (ou, dans des écrits plus récents, du Nord)* »<sup>86</sup> (Mitchell 2000, p. 1). En effet, les théories dites classiques de la modernisation (Marx, Durkheim, Weber) « *postulaient un programme culturel de la modernité, qui avait ses origines en Europe mais qui à terme était supposé devenir universel* »<sup>87</sup> (Ashcroft 2009, p. 82). En décentrant le regard, d’autres notions ont émergé<sup>88</sup>, telles que celle de « *modernités alternatives* » ou « *mul-*

---

<sup>85</sup> [Traduction libre] : “For some, which would include contemporary neoconservatives like Daniel Bell, societal modernization which involves a set of cognitive and social transformations is both good and inevitable. (...) These two sets of transformations are seen as constituting a relatively harmonious and healthy package. This is the idealized self-understanding of bourgeois modernity historically associated with the development of capitalism in the West that called into existence not only a distinctive mode of production but also a new type of subject — an agent who was set free from constraints imposed by tradition to pursue its own private ends.”

<sup>86</sup> [Traduction libre] : “Modernity has always been associated with a certain place. In many uses, the modern is just a synonym for the West (or in more recent writings, the North).”

<sup>87</sup> [Traduction libre] : “The so-called classical theories of modernization (Marx, Durkheim, Weber) all posited a cultural program of modernity, which had its origins in Europe but was expected to become universal in time.”

<sup>88</sup> Notamment - en évoquant un exemple considéré extrême par certains auteurs (dont Fauvelle-Aymar, Chrétien, et Perrot 2000), Cheikh Anta Diop (1955), auteur sénégalais, considérait que la « civilisation » aurait débuté en

*tiples* » (pour une revue, cf. Ashcroft 2009). Le philosophe latino-américain de la libération Dussel préfère parler de « *trans-modernité* » (Dussel et Fornazzari 2002 ; Dussel 2012), c'est-à-dire, d'un « au-delà » qui transcende la modernité occidentale, ayant pour mission d'accomplir le « *projet inachevé de décolonisation* » (Maldonado-Torres 2011). En somme, pour paraphraser Latour (1991) : et si « nous », les « occidentaux » et « occidentales », n'avions jamais été modernes ? Une remise en cause de cette certitude permet de soulever des questionnements qui cassent le mythe de la linéarité de la modernité :

*Mais que se passerait-il si (...) nous inversions cet Ordre des Choses ? Et si nous postulions que, dans le moment présent, c'est ce que l'on appelle « Global South » qui offre un aperçu privilégié du fonctionnement du monde dans son ensemble ?*<sup>89</sup> (Comaroff et Comaroff 2012, p.114)

En effet, un certain nombre d'auteurs et autrices considèrent que la vision des Nord(s) comme étant le « futur » des Suds ne correspond pas à ce qui est observé empiriquement dans les villes et territoires. Au contraire, ce sont les Nord(s) qui assument de plus en plus des traits traditionnellement associés aux Suds - notamment, l'informalité, les taux de chômage élevés, le chaos urbain des « mégapoles » en plein essor (Parnell et Oldfield 2014). Toutefois, la croyance dans l'avancement implacable de la modernisation demeure intacte dans l'imaginaire collectif - ce qui, selon de nombreux auteurs et autrices, dépend des relations de pouvoir (et de savoirs) entre Nord(s) et Suds.

### **1.1.2. Le clivage Nord(s)-Sud(s) : une question avant tout d'asymétrie de pouvoir**

Tout au long de ce manuscrit, l'usage du couple *Nord(s) - Sud(s)* est utilisé. Nous l'entendons comme l'équivalent francophone de *global north - global south*, opposition la plus courante chez les auteurs et autrices postcoloniaux et décoloniaux (Mignolo 2011 ; Parnell et Oldfield 2017). La notion de Suds, comme celles de « tiers monde » (Sauvy 1952 ; Balandier 1956) ou de « périphérie » (Prebisch 1950 ; Wallerstein 1974), n'implique pas une hiérarchisation (car elle ne sous-entend pas d'opposition entre « arriération » et « modernité »), ni une localisation géographique exacte par rapport aux points cardinaux. Elle définit des régions à revenu faible, marginalisées politiquement ou culturellement, porteuses d'autres visions de la modernité (Comaroff et Comaroff 2012a ; Dados et Connell 2012). Ainsi, le *global south*, comme le rappelle l'auteur décolonial Mignolo (2011), « *n'est pas simplement la zone située sous l'équateur. Il s'agit d'un concept idéologique qui met en évidence la dépendance économique, politique et épistémique et les relations inégales au sein de l'ordre mondial global, d'un point de vue subalterne* »<sup>90</sup>. Il peut dès lors y avoir des pays ou des réalités relevant du *global south* au sein de l'hémisphère nord et vice-versa. Cela est particulièrement vrai à une échelle géographique plus fine, infranationale :

---

Egypte, pour ensuite se répandre vers les Nord(s) - et que toutes les autres « modernités » (guillemets utilisées ironiquement par l'auteur même) en dériveraient.

<sup>89</sup> [Traduction libre] : "But what if (...) we invert that Order of Things? What if we posit that, in the present moment, it is the so-called 'Global South' that affords privileged insight into the workings of the world at large?"

<sup>90</sup> [Traduction libre] : "It is not simply the land below the equator. It is an ideological concept highlighting the economic, political, and epistemic dependency and unequal relations in the global world order, from a subaltern perspective."

*La superposition [du global south avec le Sud géographique] n'est pas totale parce que, d'un côté, au sein du Nord géographique des classes et groupes sociaux très vastes (travailleurs, femmes, indigènes, afro-descendants) ont été soumis à la domination capitaliste et coloniale et, de l'autre côté, au sein du Sud géographique il y a toujours eu des « petites Europes », des petites élites locales qui ont bénéficié de la domination capitaliste coloniale et qui, après les indépendances, ont continué à agir (...) contre les classes et groupes sociaux subordonnés.*<sup>91</sup> (Santos et Meneses 2010, p. 12)

Ainsi, le concept de *global south* permet d'aller au-delà d'une séparation sur la base des niveaux de revenu et de développement ou des différences culturelles, et de mettre en avant l'asymétrie des relations de pouvoir (Dados et Connell 2012) - y compris dans le domaine de la production des savoirs. Historiquement, la science produite par les Nord, forte de sa position dominante (Santos 2016 ; Collyer 2018 ; Demeter 2020) lui permettant de s'autoproclamer en tant que « vraie » science, a relégué les Suds à des disciplines scientifiques bien précises. C'est le cas, notamment, de l'anthropologie<sup>92</sup>, utilisée pendant la période coloniale pour analyser ethnographiquement les sociétés des Suds (Lewis 1973 ; Pels 2008), des « *area studies* » (« *Oriental studies* », « *African studies* » « *Latin America studies* », etc.), ou encore de l'économie du développement. En particulier, « *Les études du développement sont une entreprise inhabituelle. Elles sont attachées à la fois au principe de différence (le Tiers Monde est différent, d'où la nécessité d'un champ d'études distinct) et au principe de similitude (la politique de développement a pour mission de faire en sorte qu'« ils » deviennent plus semblables à « nous »).* »<sup>93</sup> (Corbridge 2007, p. 179).

Les outils et les catégories utilisés sont généralement conçus à partir des Nord - ce qui implique forcément un point de vue partiel. Ainsi, les sciences sociales ont rarement reflété un processus d'apprentissage mutuel entre Nord et Sud. Le *global south* et ses habitants et habitantes, qui pourtant constituent la plupart de la population mondiale, apparaissent le plus souvent comme des objets d'études, voire des « *mines de données pour les sciences sociales* »<sup>94</sup> (Connell 2007, p. 68), alors qu'ils produisent bien des théories sur « *le monde social et leur propre place dans celui-ci* »<sup>95</sup> (*ibid.*). Il s'agit de ce que Santos a appelé un « *epistémicide* » des Suds, c'est-à-dire « *la suppression des savoirs locaux perpétrée par le savoir étranger* » (Santos 1998, p. 208) - en particulier par le projet colonial d'homogénéisation du monde (Quijano 2000). En effet, comme cela a été mis en avant par de nombreux auteurs et autrices - particulièrement dans le cadre des théories décoloniales (Grosfoguel 2012) - la colonisation a instauré une relation inégale à la fois en termes de pouvoir et de savoirs. Les savoirs qui ont pu survivre à ce

---

<sup>91</sup> [Traduction libre] : “A sobreposição não é total porque, por um lado, no interior do Norte geográfico classes e grupos sociais muito vastos (trabalhadores, mulheres, indígenas, afro-descendentes) foram sujeitos à dominação capitalista e colonial e, por outro lado, porque no interior do Sul geográfico houve sempre as ‘pequenas Europas’, pequenas elites locais que beneficiaram da dominação capitalista e colonial e que depois das independências a exerceram e continuam a exercer, por suas próprias mãos, contra as classes e grupos sociais subordinados.”

<sup>92</sup> Guyer (2004) parle du « *particularisme culturel de l'anthropologie* », qui tend « *to make Africa look like a pathological departure from a standard model based on Western experience and institutions* » (pp. 171-172).

<sup>93</sup> [Traduction libre] “*Development studies is an unusual enterprise. It is committed both to the principle of difference (the Third World is different, hence the need for a separate field of studies) and to the principle of similarity (it is the job of development policy to make ‘them’ more like ‘us’).*”

<sup>94</sup> [Traduction libre] “*data mine for social science.*”

<sup>95</sup> [Traduction libre] “*the social world and their own place in it.*”

processus destructeur ont été soumis aux normes épistémiques dominantes, rétrogradés au grade de savoirs locaux et contextuels, voire de « *savoirs inférieurs appartenant à des êtres inférieurs* »<sup>96</sup> (Santos et Meneses 2010, p. 10), utilisables uniquement en deux circonstances : « *comme matière première pour l'avancement du savoir scientifique, ou comme instrument de domination indirecte, laissant aux peuples et aux pratiques dominés l'illusion crédible d'être indépendants* »<sup>97</sup> (*ibid.*).

En accord avec Mbembe, dans le dernier quart du vingtième siècle, quatre courants critiques ont contribué à remettre profondément en cause la manière dont la société, la politique et la culture sont pensées dans les Nord. Il s'agit des « *postcolonial and subaltern studies* », des « *critical race studies* », des « *diaspora studies* » et des « *feminist and queer studies* » (Mbembe 2006, p. 144). Loin d'être des phénomènes éphémères, ces courants ont fini par développer leurs propres lexiques, méthodes et outils d'analyses – dont les sciences sociales et les mouvements sociaux ont su s'emparer. Effectivement, ces courants ont une relation étroite avec différents mouvements émancipatoires - tels que les luttes anticoloniales, le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, les luttes contre l'apartheid en Afrique du Sud, ou encore les luttes des mouvements féministes et LGBTQ+ (Haraway 1988 ; Lugones 2010). La sous-section qui suit se focalise plus particulièrement sur les apports des théories postcoloniales et décoloniales.

## **1.2. Les approches postcoloniales et décoloniales : origines et principaux apports**

La nécessité de « décentrer » le regard à partir des Suds n'est pas une idée nouvelle. Comme le rappelle Mignolo (2011), les premières manifestations « décoloniales » remontent au XVI<sup>ème</sup> siècle, avec les luttes au sein des empires aztèque (*Anáhuac*) et inca (*Tawantinsuyu*) contre les vice-royautés hispaniques du continent latino-américain. Selon l'auteur, les premiers témoignages écrits d'une réflexion décoloniale structurée seraient l'ouvrage « *La Primera y Nueva Corónica y el buen Gobierno* » (*La Première et Nouvelle Chronique et le bon gouvernement*), envoyé au roi Philip II en 1616, écrit par Waman Puma de Ayala, chroniqueur amérindien d'origine inca, et « *Thoughts and Sentiments on the Evil Slavery in London* » (traduit en français sous le titre *Réflexions sur la traite et l'esclavage des Nègres*), publié en 1787 et écrit par Otabbah Cugoano, esclave affranchi de l'empire britannique, né dans l'actuel Ghana.

Les revendications anticoloniales se sont amplifiées autour de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Un courant clé a été celui de la *négritude* (Rabaka 2015; Mishra 2020), qui a émergé à partir des années 1930. Il s'agit d'un mouvement littéraire, culturel et politique issu des colonies francophones, critique des politiques d'assimilation mises en place par le pouvoir colonial français et promouvant des solidarités entre les peuples d'Afrique et des Caraïbes. Née des écrits de trois auteurs - Aimé Césaire (martiniquais), Léon Damas (guyanais) et Léopold Sédar Senghor (sénégalais) - la *négritude* a émergé comme une auto-affirmation positive des peuples noirs, au travers d'une expression littéraire et culturelle ouvertement critique du colonialisme français et du racisme. De nombreux auteurs francophones ont nourri ces réflexions à partir des années 1950, notamment les auteurs martiniquais Frantz Fanon et Edouard

---

<sup>96</sup> [Traduction libre] "*saberes inferiores próprios de seres inferiores.*"

<sup>97</sup> [Traduction libre] "*como matéria prima para o avanço do conhecimento científico; [ou] como instrumentos de governo indirecto, inculcando nos povos e práticas dominadas a ilusão credível de serem auto-governados.*"



Glissant. Dans le contexte anglophone, historiquement marqué par des notions telles que le *panafricanisme*, des instances similaires ont été portées par les écrits et l'activisme de personnalités comme W. E. B. Du Bois, M. Garvey et C. L. R. James ; ils ont inspiré les débats et les intellectuels des décennies suivantes avec leurs réflexions sur le colonialisme et sur les héritages sociétaux et culturels de l'esclavage.

La décolonisation de la pensée a aussi pris la forme d'une revendication politique. Comme l'a souligné le président du Ghana, Kwame N'Krumah, lors du premier Congrès International des Africanistes (1962), la légitimation des savoirs des Suds est nécessaire pour permettre leur existence politique : «*Si certains d'entre nous sont engagés dans l'unification politique de l'Afrique, les africanistes du monde entier doivent également contribuer à la construction des fondements spirituels et culturels de l'unité de notre continent* »<sup>98</sup> (cité par Crowder 1963, p. 250). Plusieurs auteurs et autrices soulignent l'influence de certaines personnalités politiques ouvertement anticoloniales, telles que Amilcar Cabral, Ghandhi, Patrice Lumumba, Julius Nyerere, Thomas Sankara, Kwame N'Krumah (Parry 2004 ; Ndlovu-Gatsheni 2018). Avec les indépendances, les Suds ont tenté pour la première fois de se donner une identité politique collective. En 1955, la conférence de Bandung, en Indonésie, a regroupé 29 pays de ce que le démographe Alfred Sauvy définissait en 1952 comme le « *Tiers Monde [qui] ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers-État, veut, lui aussi, être quelque chose* ». Cette conférence marquait le début de la coopération entre Etats des Suds (Appadorai 1955) et a été suivie, en 1956, par la Conférence de Brioni, en Yougoslavie, qui a lancé le mouvement des non-alignés, regroupant les pays qui ne faisaient partie d'aucun des deux blocs de la Guerre Froide.

Suite aux indépendances politiques, la question de la décolonisation – des pratiques, mais aussi de la pensée – a commencé à être posée de manière structurée (Crowder 1963). Le constat a été fait que l'influence, voire la domination des Nord sur les Suds, ne s'est pas arrêtée avec le démantèlement des administrations coloniales. C'est ce que soutiennent, chacun avec son propre argumentaire et ses outils, les auteurs et autrices des *subaltern studies* (Guha 1982), des études postcoloniales (Saïd 1979 ; Spivak 1988 ; Bhabha 1994), des théories de la dépendance (Prebisch 1950 ; Frank 1966 ; Baran 1968 ; Rodney 1972 ; Cardoso et Faletto 1979) et du système-monde (Wallerstein 1974 ; Amin 1991 ; Arrighi 1998), des études décoloniales (Quijano 1992 ; Mignolo et Escobar 2010), du néocolonialisme (Nkrumah 1965 ; Sartre 2001) et de la « *Southern theory* » (Connell 2007). C'est également à partir de ce constat que les concepts de *postcolonial*<sup>99</sup> et de *colonialité* ont été développés : les auteurs et autrices qui les mobilisent cherchent à explorer « *les effets persistants de la rencontre, de la dépossession et du pouvoir coloniaux*

---

<sup>98</sup> [Traduction libre] : "While some of us are engaged with the political unification of Africa, Africanists everywhere must also help in building the spiritual and cultural foundations of the unity of our continent."

<sup>99</sup> Dans la littérature anglophone, les auteurs soulignent la différence entre le terme « post-colonial » (avec tiret), indiquant la période qui commence avec les indépendances, et le terme « postcolonial » (sans tiret), indiquant une posture scientifique pour étudier les phénomènes liés à la décolonisation. Pour aller plus loin, voir l'article « À propos d'un débat contemporain : du postcolonial et du post-colonial » (M. Cahen 2011).

sur les structures sociales, spatiales et politiques habituelles, ainsi que sur les interdépendances inégales du monde tel que nous le connaissons. »<sup>100</sup> (Jazeel 2019, p. 12). Ces deux concepts découlent de deux traditions théoriques aux origines distinctes mais ayant en commun l'objectif de « décentrer » le regard sur le monde : il s'agit des études postcoloniales et des études décoloniales (Bhabra 2014). Les premières ont émergé à partir du sud-est asiatique et du Moyen Orient, et sont ancrées dans les études littéraires et culturelles, alors que les deuxièmes trouvent leur origine en Amérique Latine et sont plutôt ancrées dans la sociologie, étant étroitement liées au marxisme (dans sa version latino-américaine), aux théories sur le développement et le sous-développement, ainsi qu'à la théorie du système-monde (Quijano et Wallerstein 1992). Les deux courants mettent l'accent sur les relations de pouvoir et sur l'apprentissage à partir des « marges ». Elles déconstruisent les cadres théoriques issus des Nord, y compris les approches critiques (en particulier le poststructuralisme, le postmodernisme et le marxisme), sans pour autant les renier entièrement.

### **1.2.1 Les études postcoloniales et la silenciation des subalternes**

Les études postcoloniales sont constituées d'un corpus hétérogène, issu de plusieurs disciplines et unifié seulement a posteriori (voir, notamment : Saïd 1979, 1994 ; Bhabha 1994 ; Assayag et Bénéï 2000 ; Appadurai 2001 ; Mbembe 2001 ; Morris et Spivak 2010). Il ne s'agit pas d'un domaine de recherche proposant des définitions ou des catégorisations nettes, mais plutôt d'« *un ensemble de perspectives et d'interventions qui remettent en question ce que nous pensons savoir, nous incitant à explorer plus attentivement la production historique de ces connaissances.* »<sup>101</sup> (Jazeel 2019, pp. 1-2). Les études postcoloniales sont nées d'abord comme « *analyse du discours colonial* » (Parry 2004) : l'accent était mis sur les mécanismes à travers lesquels le pouvoir colonial se légitime et se pérennise, particulièrement autour des questions de représentation. « *L'Orientalisme* » (1978), ouvrage de Saïd se livrant à une dure critique de la discipline des « *Oriental studies* », est considéré comme le point de départ « officiel » de la pensée postcoloniale. Même s'il n'a pas été le premier à poser la problématique de la « décolonisation » de la pensée, il a été le premier à questionner de façon systématique la division Est-Ouest. Saïd retrace la genèse de la « construction » de l'Orient par l'Occident, en analysant de nombreux travaux de poètes, écrivains, artistes et chercheurs (y compris des géographes), du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup>. Il écrit : « *J'ai essayé de montrer que des disciplines culturelles qui paraissent neutres et apolitiques reposent sur une histoire tout à fait sordide d'idéologie impérialiste et de pratique colonialiste* » (Saïd 1978, p. 85). L'auteur montre comment la catégorisation de l'Orient a permis à l'Occident de se définir soi-même en imaginant et en définissant d'abord ce qui n'est pas l'Occident. Ainsi faisant, l'Orient en tant que catégorie est devenu un produit de l'Occident, avec la complicité des « études orientales » ; il n'est pas considéré comme un interlocuteur, mais comme un « autre » silencieux. Ainsi, du point de

---

<sup>100</sup> [Traduction libre] : « *the ongoing effects that colonial encounter, dispossession and power have in shaping the familiar social, spatial and political structures, as well as the uneven global interdependencies of the world as we know it.* »

<sup>101</sup> [Traduction libre] : « *a cluster of perspectives and interventions that interrogate what we think we know, urging us to explore more carefully the historical production of that knowledge.* »

vue de l'Occident, la prose africaine est vue comme une performance de l'altérité - et non comme un acte de « *self-writing* » (Mbembe 2001a).

Quinze ans avant la publication de l'ouvrage de Saïd, le sociologue égyptien Abd-el-Malek (1963) avait déjà anticipé une partie de ces analyses. L'auteur soulignait le lien direct entre la colonisation et le développement de l'Orientalisme. Sa critique visait particulièrement les études du monde arabe, qui s'étaient développées en Europe entre le XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles. Abd-el-Malek préconisait que les décolonisations allaient enfin permettre aux « orientaux » d'étudier eux-mêmes leurs propres sociétés : « *Depuis 1945 ce n'est pas seulement le terrain qui échappe [à l'orientalisme], mais aussi les hommes, hier encore "objets" d'étude, et, désormais, "sujets" souverains.* » (Abd-el-Malek 1963, p. 109).

La nécessité de « libérer » la parole de celles et ceux qui sont privés de leur voix, voire, de leur donner la possibilité d'écrire leur propre histoire, est au cœur du courant indien des *Subaltern studies* - qui, à partir des années 1970, a fortement contribué à structurer la pensée postcoloniale. Pour les auteurs et autrices de ce courant, la notion de « subalternes », héritée de Gramsci et de ses « *Cahiers de prison* » (2014 [1945]), définissait d'abord ces paysans indiens qui n'avaient pas été intégrés au système industriel capitaliste. Progressivement, cette définition s'est élargie, finissant par inclure toute personne discriminée et marginalisée à cause de « *la classe, la caste, l'âge, le sexe, la profession, ou pour toute autre raison* »<sup>102</sup> (Guha 1982, p. vii), et qui, subordonnée, n'appartient pas à l'élite, ni ne pourra jamais en faire partie (Guha 1988). Les *subaltern studies* se sont structurés à l'University of Sussex autour des travaux de Guha et Stokes, ce dernier annonçant « *le retour du paysan dans l'histoire d'Asie du sud* »<sup>103</sup> (Stokes 1976). Leur engagement est celui de l'écriture d'une histoire « par le bas » (Thompson 1966) jusque-là occultée par les historiographies élitistes dominantes (Guha 1988), en prenant en compte les « subalternes » en tant qu'acteurs du changement. La société rurale indienne des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles n'avait quasiment pas de tradition écrite ; les auteurs de ce courant ont ainsi dû développer des outils théoriques pour « *lire les archives coloniales à contre-courant* »<sup>104</sup> (Stoler 2009, p. 47), leur permettant de récupérer la voix de ces paysans, qui, pendant l'administration britannique, avaient préservé des marges d'autonomie et animé des mouvements de résistance – malgré la rareté des traces écrites à ce sujet. A partir de 1982, l'*Oxford University Press - Delhi* a commencé à publier la série collective « *Subaltern Studies – Writings on South Asian History and Society* », qui au départ ne devait contenir que trois volumes, mais qui a fini par en compter dix et par mobiliser plus de quarante auteurs et autrices. Les six premiers volumes ont eu pour maître d'œuvre Guha lui-même, fondateur de ce collectif de chercheurs<sup>105</sup> (Poucheпадass 2000), alors que les suivants ont été coordonnés par d'autres chercheurs de renom - notamment Chatterjee, Amin et Chakrabarty - ce dernier ayant écrit l'un des ouvrages clés

---

<sup>102</sup> [Traduction libre] : "*class, caste, age, gender and office or in any other way.*"

<sup>103</sup> Du titre de son article, « *The return of the peasant to South Asian history.* »

<sup>104</sup> [Traduction libre] : "*read colonial archives against the grain.*"

<sup>105</sup> Il s'agissait au départ de Ranajit Guha, Shahid Amin, David Arnold, Gautam Bhadra, Dipesh Chakrabarty, David Hardiman, Gyanendra Pandey et Sumit Sarkar, historiens, et du politologue Partha Chatterjee. Ces auteurs sont tous spécialistes de l'Inde moderne, travaillant en Grande-Bretagne, en Inde ou en Australie.

du postcolonialisme : « *Provincialiser l'Europe: La pensée postcoloniale et la différence historique* » (Chakrabarty 2007 [2000]).

Par la suite, Homi Bhabha et Gayatri Spivak ont soulevé les questions de la résistance à la domination coloniale et post-coloniale et de la représentation des subalternes. Spivak, marxiste, féministe et déconstructionniste, met en avant la nécessité - mais aussi, la difficulté - de laisser la parole aux personnes marginalisées. Dans son essai *Can the Subaltern Speak?*, l'autrice analyse comment les Suds sont représentés dans le discours occidental, et considère que l'objectif doit être d'« *inverser, déplacer et empoigner l'appareil de codage des valeurs* »<sup>106</sup> (Spivak 1988, p. 228). Elle engage un débat critique avec l'école indienne des *Subaltern studies*, avec la tradition marxiste et avec les poststructuralistes. Le centre de l'argumentaire de Spivak est que la représentation des Suds par les Nordes passe par deux significations différentes du mot « représentation » : « *speaking for* » (parler à la place de), dans le sens de la représentation « politique », et « *speaking about* » (parler de), dans le sens de représentation « descriptive ». Spivak met en avant les mécanismes qui empêchent les subalternes de parler, car, à la différence des opprimés, ils et elles sont radicalement exclus de la sphère de la représentation : dans de nombreux cas, les subalternes ne peuvent pas « *parler ni connaître la situation qui est la leur* » (Spivak 1988, p. 283). Dans ce sens, elle se montre critique du marxisme et de sa conviction que les subalternes, conscients de leur situation d'oppression, peuvent aussitôt s'en libérer. Pour Spivak, les subalternes comprennent « *les agriculteurs de subsistance, la main-d'œuvre paysanne non organisée, les indigènes et les communautés de travailleurs pauvres dans la rue ou à la campagne.* »<sup>107</sup> (Spivak 1988, p. 288) ; l'autrice insiste particulièrement sur les femmes appartenant à ces groupes marginalisés. Elle est aussi très critique du poststructuralisme de Foucault et Deleuze, qui traitent des Suds sans pour autant reconnaître les difficultés, pour les opprimés, de parler pour eux-mêmes – c'est-à-dire, sans tenir compte des privilèges économiques et intellectuels que la possibilité d'être représenté sous-entend.

De son côté, Bhabha, analyste du rapport entre colonisé et colonisateur, souligne la possibilité d'une négociation entre les deux parties, l'« Orient » ne jouant jamais uniquement un rôle passif. En transposant l'approche de Saïd, il considère que le « colonisateur » a besoin du « colonisé » pour construire sa propre identité : c'est la présence de l'Autre qui permet aux « blancs » de s'identifier en tant que tels. Dans son ouvrage « *The location of culture* » (1994), Bhabha considère que la pensée postcoloniale « *conteste la modernité par l'établissement d'autres localisations historiques, d'autres formes d'énonciation* »<sup>108</sup> (p. 256). Il ne s'agit pas simplement de créer des interprétations historiques et théoriques parallèles, mais de remettre fondamentalement en question la notion euro-centrique de modernité, et donc d'« *interrompre les discours occidentaux de la modernité en [...] se déplaçant, interrogeant les récits subalternes ou post-esclavagistes et les perspectives théoriques critiques qu'ils engendrent.* »<sup>109</sup>

---

<sup>106</sup> [Traduction libre] : “the act of reversing, displacing, and seizing the apparatus of value-coding.”

<sup>107</sup> [Traduction libre] : “subsistence farmers, unorganized peasant labor, the tribals, and the communities of zero workers on the street or in the countryside.”

<sup>108</sup> [Traduction libre] : “contests modernity through the establishment of other historical sites, other forms of enunciation.”

<sup>109</sup> [Traduction libre] : “interrupt the Western discourses of modernity through [...] displacing, interrogative subaltern or postslavery narratives and the critical-theoretical perspectives they engender.”

(Bhabha 1994, p. 199). L'auteur remet ainsi en cause le discours linéaire de la nation, mobilisant « *l'holisme de la culture et de la communauté* »<sup>110</sup> (Bhabha 1994, p. 142).

### 1.2.2 Les études décoloniales et la rupture avec la modernité

La remise en question de la modernité est également au centre de la réflexion de l'école décoloniale, héritière du groupe *Modernidad/Colonialidad* (Castro-Gómez et Grosfoguel 2007), littéralement « Modernité/Colonialité », qui s'est structurée à partir de la fin des années 1990. En 1998, un symposium<sup>111</sup> se déroulant dans le cadre du Congrès Mondial de Sociologie de Montréal (Lander et Castro-Gómez 2000) a jeté les bases de ce débat latino-américain sur l'eurocentrisme et le colonialisme - lesquels, en citant l'appel à communication, sont « *comme des oignons à plusieurs couches* »<sup>112</sup> qu'il faut apprendre à déconstruire<sup>113</sup>. A la différence du courant postcolonial, qui émerge principalement aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, les origines du courant décolonial remontent au XV<sup>ème</sup> siècle, lors des incursions européennes en Amérique Latine, puisque « *la modernité, le capital et l'Amérique Latine sont nés le même jour* »<sup>114</sup> (Quijano 1991). Comme l'a souligné Dussel (1995 [1977]), le « *ego cogito* » cartésien (« Je pense, donc je suis ») a été précédé de 150 ans par le « *ego conquistus* » européen (« Je conquiers, donc je suis »). Selon ces auteurs, la colonisation de l'Amérique aurait inauguré la division « moderne » du travail (qui s'est traduite par la suite dans la division internationale du travail (Wallerstein 1974 ; Grosfoguel 2009)), la racisation des non-européens, la hiérarchisation intersectionnelle de l'ethnie, du genre, de la classe sociale et des savoirs (Lugones 2010 ; Radcliffe 2017). En cela, les approches décoloniales rejoignent les réflexions de Marx (1867), qui écrivait dans *Le Capital* : « *La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le globe entier pour théâtre.* »<sup>115</sup>. Selon les auteurs et autrices du courant décolonial, la colonisation du continent américain a marqué le début du classement systématique des non-européens dans des catégories « inférieures » à celles dont les européens font partie, créant des oppositions telles que « orient-occident », « primitif-civilisé », « magique-scientifique », « irrationnel-rationnel », « traditionnel-moderne » (Quijano 1992). De ces observations dérive la triade proposée par Quijano : « *colonialité – modernité - rationalité* ». La « colonialité » (*colonialidad*) s'est affirmée comme la notion-clé des études décoloniales (Mignolo 1995 ; Quijano

---

<sup>110</sup> [Traduction libre] : « *the holism of culture and community.* »

<sup>111</sup> [Traduction libre] Intitulé : « Alternatives à l'eurocentrisme et au colonialisme dans la pensée sociale latino-américaine contemporaine » (*Alternativas al eurocentrismo y colonialismo en el pensamiento social latinoamericano contemporáneo*).

<sup>112</sup> [Traduction libre] : « *como cebollas de múltiples capas.* »

<sup>113</sup> Ces débats réunissent des auteurs clés de la pensée décoloniale, tels que Walter Mignolo, Aníbal Quijano, Enrique Dussel, Arturo Escobar, Fernando Coronil.

<sup>114</sup> [Traduction libre] : « *La Modernidad, el Capital y América Latina nacieron en el mismo día.* »

<sup>115</sup> Marx, K. *Le Capital* - Livre premier : le développement de la production capitaliste ; VIII<sup>o</sup> section : L'accumulation primitive ; Chapitre XXXI : Genèse du capitaliste industriel.

1992)<sup>116</sup>. Elle désigne ces structures et modèles de pouvoir<sup>117</sup> ayant survécu aux guerres d'indépendance du XIX<sup>e</sup> siècle. La colonialité serait ainsi à la base de la division du monde fondée sur une hiérarchie raciale et sur la primauté de la rationalité européenne dans le champ des savoirs - qui délégitime toute connaissance venant d'ailleurs. De cette manière, « *la colonialité survit au colonialisme. Elle est gardée en vie par les livres, les critères de performance académique, les modèles culturels, le sens commun, l'image de soi des peuples, les aspirations de soi, et par tant d'autres aspects de notre expérience moderne. D'une certaine manière, en tant que sujets modernes, nous respirons la colonialité tout le temps et tous les jours.* »<sup>118</sup> (Maldonado-Torres 2007, p. 243). Les Suds représentent ainsi un champ de « *défis épistémiques, qui cherchent à réparer les dommages causés par le capitalisme dans sa relation coloniale avec le reste du monde* »<sup>119</sup> (Santos et Meneses 2010, p. 12) - cette relation ayant entraîné, entre autres, l'effacement des savoirs autres que ceux ayant leurs origines dans (ou ayant été appropriés par) les Nord(s) (Santos 2016a).

Comme évoqué plus haut dans ce chapitre, l'idée que la connaissance a été victime du processus de colonisation précède<sup>120</sup> la formation du courant décolonial, qui est relativement récent. La nouveauté de la pensée décoloniale, tient en l'affirmation que « *la colonialité est le côté obscur de la modernité* »<sup>121</sup> (Mignolo 2011) – c'est-à-dire, que l'injonction à la modernisation, à la rationalisation, colonise l'esprit (Ngũgĩ wa Thiong'o 1986) et l'imaginaire (Gruzinski 1988). Les approches critiques issues d'Amérique Latine ont émergé à partir des années 1970, décennie d'affirmation du néolibéralisme au niveau global, transformant profondément les réalités latino-américaines. Leurs racines plongent dans le marxisme latino-américain, fortement influencé par la pensée de Mariátegui (Mignolo 1993 ; Löwy 2014), mais aussi dans la réélaboration des « cosmovisions indigènes » (Astor-Aguilera 2018). Elles se sont nourries des débats sur le capitalisme en Amérique Latine, portés par des auteurs comme Frank (1967) et Amin (1976) et se sont consolidées en réaction aux échecs des programmes d'ajustement structurels, imposés par les Institutions Financières Internationales à partir des années 1980 (cf. Chapitre 1). Les années des dictatures latino-américaines et les tendances réactionnaires des gouvernements ont vu naître un rassem-

---

<sup>116</sup> Pour Quijano (2000), la colonialité dérive de deux axes principaux : (i) la codification de la différence entre colon et colonisé au travers de l'idée de race, une structure biologique plaçant les uns en position d'infériorité par rapport aux autres ; (ii) la création d'une nouvelle structure de contrôle du travail et des ressources – à partir de l'esclavage - basée sur le capital et sur le marché global.

<sup>117</sup> Pour plus de détails sur la « colonialité du pouvoir », se référer aux écrits de Quijano (2000 ; 1992 ; 1991).

<sup>118</sup> [Traduction libre] : “*Thus, coloniality survives colonialism. It is maintained alive in books, in the criteria for academic performance, in cultural patterns, in common sense, in the self-image of peoples, in aspirations of self, and so many other aspects of our modern experience. In a way, as modern subjects we breath coloniality all the time and everyday.*”

<sup>119</sup> [Traduction libre] : “*O Sul é aqui concebido metaforicamente como um campo de desafios epistémicos, que procuram reparar os danos e impactos historica-mente causados pelo capitalismo na sua relação colonial com o mundo.*”

<sup>120</sup> Comme le rappelle Maldonado-Torres (2007), l'anthropologue brésilien Ribeiro dans les années 1970 déclarait que la colonisation s'était faite avec les armes, les livres, les concepts et les pré-concepts ; l'argentin Dussel et le colombien F. Borda prônaient une décolonisation des sciences sociales et de la philosophie ; le français Ricard parlait de la « conquête spirituelle » du Mexique, suivi par Gruzinski et sa « colonisation de l'imaginaire ».

<sup>121</sup> Du titre du livre : *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*, Duke University Press, 458 p.

blement des postures « critiques », issues du marxisme latino-américain, des revendications indigénistes, des idées néo-zapatistes (Grosfoguel 2012), ainsi qu'une émergence de nouvelles formes d'organisation politique par le bas.

Il est intéressant de souligner que, en parallèle des réflexions des *subaltern studies*, se développait en Amérique Latine pendant les années 1980, une réflexion sur les possibilités et moyens de redonner une voix aux colonisées et colonisés, au sein de groupes d'études et d'activisme liés aux identités indigènes. La première expérience structurée dans ce sens est celle du *Taller de Historia Oral Andina* (« Atelier d'histoire orale des Andes »), en Bolivie, précurseur du débat sur la décolonialité, cherchant à construire une archive des mémoires des peuples andins. Fondé en 1983 à l'Universidad Mayor de San Andrés autour des travaux de Silvia Rivera Cusicanqui (1984 ; 2010), ses réflexions ont anticipé celles de Spivak sur la représentation des subalternes (Stephenson 2002 ; Criales et Condoreno 2016).

La systématisation de cette constellation de théories n'a pu s'opérer qu'après la tombée des dictatures - produisant, pendant les années 1990, cet ensemble hétérogène que sont les théories décoloniales. En particulier, les débats lors de l'anniversaire de cinq-cents ans de la « découverte » des Amériques, en 1992, ont permis à la réflexion théorique critique sur la colonisation (et la colonialité du pouvoir) de s'affirmer dans les débats académiques (Dussel 1992 ; McClintock *et al.* 1997 ; Quijano 1992). Le tournant décolonial est un projet de « déconnexion », voire, de désobéissance épistémologique (*desprendimiento*) des Suds par rapport aux Nords – et, de manière plus large, par rapport à « *tout pouvoir qui n'aurait pas été constitué par la décision libre de gens libres* »<sup>122</sup> (Quijano 1992, p. 19). En cela, les auteurs et autrices décoloniaux se considèrent comme allant au-delà du projet postcolonial, qui se « limite » à une transformation de la science et de l'enseignement au sein de la communauté scientifique (Mignolo 2007 ; Grosfoguel 2011), en tentant de repenser le monde à partir des Suds, des peuples indigènes, des universités marginalisées par la science des Nords (Radcliffe 2017).

### **1.2.3. Postcoloniser et décoloniser : une question de justice épistémique**

Malgré leurs différences, les approches décoloniales et postcoloniales convergent dans leur objectif de « provincialiser l'Europe » (Chakrabarty 2007). Leurs auteurs et autrices engagent un dialogue critique avec la « *critical theory* » et la « *French theory* », et particulièrement avec le poststructuralisme, le post-modernisme et le marxisme (Sibeud 2011 ; Moore-Gilbert 2001). Ces courants, dont le cadre théorique est tout de même souvent mobilisé par les auteurs de la pensée postcoloniale et décoloniale, sont durement critiqués en raison de leur eurocentrisme. Notamment, les auteurs postmodernes n'intègrent pas le regard des Suds dans leur critique de la modernité, se limitant au point de vue européen ( Quijano 1992 ; Mignolo 2007) - ce qui ressort de notions telles que la « rationalité occidentale » de Weber (1913). Ainsi, d'un point de vue décolonial, le postmodernisme prendrait la forme d'une « *critique eurocentrée de l'eurocentrisme* »<sup>123</sup> (Grosfoguel 2011). En ce qui concerne le marxisme, ce sont surtout son eurocentrisme et le position ambiguë de Marx vis-à-vis de la colonisation qui ont été durement critiqués (Lindner 2010 ; Sinha et Varma 2017). Ce courant avait déjà été attaqué par Saïd, qui le

---

<sup>122</sup> [Traduction libre] : « *todo poder no constituido en la decisión libre de gentes libres.* »

<sup>123</sup> [Traduction libre] : « *a Eurocentric critique of Eurocentrism.* »

considérerait comme une forme de domination, contribuant à l'« orientalisation » du monde non-occidental – le marxisme arabe étant alors, selon l'auteur, un exemple d'« auto-orientalisation » (*self-orientation*) (Saïd 1979, p. 155). Marx a été largement critiqué pour sa vision basée sur les classes sociales, qui ne prend pas en compte le genre ni l'ethnie, ainsi que pour ses écrits cautionnant le colonialisme anglais<sup>124</sup>, surtout en ce qui concerne l'Inde. C. J. Robinson, tenant de la *black radical tradition*, reconnaît dans son ouvrage *Black marxism* (2000) que certains aspects des expériences des noirs sont ignorés par l'approche marxiste. Il souligne que la dégradation des vies noires pendant l'esclavage et le colonialisme devraient être attribués à « *quelque chose d'une nature plus profonde que l'obsession avec la propriété.* »<sup>125</sup> (C. J. Robinson 2000, p. 308). Moins diplomate, Young s'est livré, dans la première édition de son ouvrage *White mythologies* (Young 1990), à une critique violente de la MAMA, la « *Male Anglo-saxon Marxist Academia* ». Il a nuancé ses propos dans l'édition suivante (datant de 2004), explicitant qu'il ne s'agit pas uniquement d'opposer les études postcoloniales et le marxisme, mais que leur dialogue peut donner origine à un débat prolifique (Lazarus 2011).

Ainsi, tant dans les approches postcoloniales que décoloniales, il ne s'agit pas de rejeter en bloc la tradition théorique occidentale, car une théorie pure, « indigène » ou « non contaminée » par l'héritage colonial, n'existe pas (Spivak 1988) : aucune culture dans le monde n'aurait été épargnée par la modernité européenne (Grosfoguel 2011). Malgré les limites des théories critiques issues des Nords, leur impact sur le décentrement de la pensée est indéniable. Il s'agit cependant de questionner et déconstruire les théories euro-centriques : autrement dit, il s'agit d'être anticolonial, mais du point de vue des subalternes et des opprimés, à partir de leurs savoirs et de leurs cosmogonies (M. Cahen 2011). C'est ainsi que les théories décoloniales et postcoloniales peuvent jouer un rôle crucial « *dans la déconstruction du savoir colonial et dans la critique de toute forme d'universalisme hostile à la différence et, par extension, à la figure de l'Autre.* »<sup>126</sup> (Mbembe 2006, p. 153). Cette prise de conscience a fait de la décolonisation, voire, du « décentrement » du regard, un projet éthique et politique (Mollett 2017), qui puisse enfin permettre aux subalternes de parler (Asher 2013). Penser la décolonisation ne signifie pas « *prendre d'assaut l'État et prendre le pouvoir, mais prendre d'assaut la connaissance et prendre le pouvoir épistémique* »<sup>127</sup> (Mignolo 2007, p. 502). Il s'agit, en accord avec Grosfoguel (2009 ; 2011), de rejeter à la fois le fondamentalisme eurocentrique (ou *hégémonique*) et le fondamentalisme tiers-mondiste (ou *marginal*). En effet, les deux postures considèrent qu'il existe une seule tradition épistémique à partir de

---

<sup>124</sup> K. Marx écrivait que l'Angleterre « *has to fulfill a double mission in India: one destructive, the other regenerating the annihilation of old Asiatic society, and the laying the material foundations of Western society in Asia* ». Ainsi, dans ses mots, la colonisation aurait amené « *the only social revolution ever heard of in Asia* ». K. Marx reconnaissait les horreurs coloniales, ainsi que la nécessité, pour les colonies, de se libérer de toute ingérence. Cependant, il considérait malgré tout la nécessaire<sup>79</sup>n comme une étape nécessaire pour parvenir à la révolution : « *whatever may have been the crimes of England she was the unconscious tool of history in bringing about that revolution* ». Dans ses derniers écrits, il est revenu sur ces positions, se détachant quelque peu de son eurocentrisme (Lindner 2010) - notamment, en se rapprochant des mouvements révolutionnaires russes, abandonnant l'idée de supériorité des sociétés occidentales pour affirmer « *the economic superiority of communal property* ».

<sup>125</sup> [Traduction libre] : « *something of a more profound nature than the obsession with property.* »

<sup>126</sup> [Traduction libre] : « *in the deconstruction of imperial knowledge and in the critique of every form of universalism hostile to difference and, by extension, to the figure of the Other.* »

<sup>127</sup> [Traduction libre] : « *It was clear by then that in the politics of scholarship we were not trying to take assault the state and to take power when thinking de-colonization but to assault knowledge and to take over epistemic power.* »



laquelle atteindre la vérité et l'universalité. Le décentrement de la pensée demande de prendre au sérieux le point de vue des marges, en déconstruisant et en élargissant le canon théorique imposé par les Nords aux savoirs des Suds, et en instaurant un dialogue critique entre différents projets épistémiques, théoriques et politiques pour aller vers un monde « pluriversel » plutôt qu'« universel » (Escobar 2012 ; Kothari, Salleh, et Escobar 2019). Ce « *critical border thinking* » (Mignolo 2000, Grosfoguel 2009), est nourri par des auteurs « *Chicanos* » tels que Anzaldúa (1987) et Saldívar (1997). Il produit une redéfinition de la citoyenneté, des droits humains, des relations économiques, sans être pour autant un fondamentalisme antimoderne : il s'agit de « *la réponse transmoderne décoloniale du subalterne à la modernité eurocentrique* »<sup>128</sup> (Grosfoguel 2011), à travers laquelle « *la modernité et son altérité niée, ses victimes s'accompliront mutuellement au sein d'un processus créatif.* »<sup>129</sup> (Dussel 2000, p. 473).

En résumé, la prise en compte des épistémologies des Suds repose sur trois principes : « *apprendre que le Sud existe ; apprendre à aller à la rencontre du Sud ; apprendre à partir du Sud et avec le Sud* »<sup>130</sup> (Santos 1995, p. 508). La méthodologie post/décoloniale représente une possibilité d'action pour démanteler les pratiques coloniales historiquement consolidées (Palermo 2011) et aboutir à un décloisonnement des catégories préétablies par une science dominée par la pensée des Nords. Elle permet de mettre en place un dialogue horizontal entre savoirs issus de contextes différents – un dialogue que Santos (2006) a défini comme une « *écologie de savoirs* ». Il s'agit ainsi de mobiliser ce que Sedgwick (1997) appelle la *weak theory* : une théorisation « faible », qui refuse de généraliser trop largement les explications fournies, ou, dans les mots de Gibson-Graham (2008), qui « refuse d'en savoir trop »<sup>131</sup>. Nous considérons que cette démarche est d'autant plus pertinente à l'échelle territoriale, notamment en ce qui concerne les approches du développement. C'est ce que la prochaine section s'attèle à montrer.

## 2. « Décentrer » les approches territoriales du développement à partir de la diversité des économies et de leurs composantes non marchandes

L'économie et les études du développement ont été dominées pendant longtemps par une vision linéaire et universelle du développement et de la croissance, tous deux supposant une série d'étapes à suivre pour se réaliser, reposant entre autres sur l'industrialisation et l'augmentation de la productivité (Lewis 1955 ; Rostow 1959 ; Bairoch 1969 ; Kuznets 1973) (cf. Chapitre 1 de ce manuscrit). La toile de fond est constituée par le postulat de la convergence entre nations et entre régions - qui est censée transformer les pays et régions « arriérés » en pays et régions « modernes » voire « développés », suivant la rhétorique euro-centrique mise en avant dans la section précédente. Dans les études urbaines, cela se reflète dans la perception des villes des Suds comme étant « des villes des Nords en devenir ». Ainsi,

---

<sup>128</sup> [Traduction libre] : “*Border thinking is not an anti-modern fundamentalism. It is the decolonial transmodern response of the subaltern to Eurocentric modernity.*”

<sup>129</sup> [Traduction libre] : “*modernity and its denied alterity, its victims, would mutually fulfill each other in a creative process.*”

<sup>130</sup> [Traduction libre] : “*to learn that the South exists; to learn how to go to the South; to learn from and with the South.*”

<sup>131</sup> [Traduction libre] : “*refusing to know too much.*”

les « mégapoles », chaotiques et informelles (Roy 2009 ; Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013), sont censées se transformer en villes « développées », « modernes », « globales », connectées au reste du monde (et particulièrement aux Nords) par le biais de flux commerciaux et financiers internationaux, ainsi qu'à travers l'uniformisation des manières de produire, consommer et habiter. Cependant, empiriquement, non seulement cette trajectoire linéaire n'est pas confirmée, mais les villes des Suds sont de plus en plus considérées comme représentant la « prochaine étape » des villes des Nords (Choplin 2012 ; Ferguson 2007 ; Comaroff et Comaroff 2012a ; Sheppard 2017), dans lesquelles on observe une augmentation (ou une recrudescence) de l'informalité et des inégalités spatiales et sociales (Sassen 2000 ; Piketty 2015 [2008]). En ce qui concerne la productivité industrielle comme élément clé de la croissance et du développement, les trajectoires de nombreux pays des Suds - principalement en Afrique - ont montré que la croissance du PIB et l'urbanisation peuvent s'accompagner d'un processus de désindustrialisation (Oyelaran-Oyeyinka et Kaushalesh 2017 ; Gollin, Jedwab, et Vollrath 2016), plutôt que d'une augmentation de la production manufacturière. En fait, le développement semble dépendre de l'égalité territoriale plus que de la productivité territoriale : l'impact positif de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté dépend fortement de la distribution des revenus (World Bank 2006 ; NEF - New Economic Foundation 2006 ; Talandier et Davezies 2009).

Les approches postcoloniales et décoloniales, mais aussi les théories polanyiennes, les *diverse economies* et les théories relevant de l'économie solidaire et plurielle, rejettent cette vision évolutionniste des sociétés et de leurs économies. En suivant cette voie théorique, il semble nécessaire de dépasser le clivage théorique séparant les villes des Nords de celles des Suds, en appelant à un « *southern turn* » (Roy 2009) – littéralement, un « virage vers les Suds ». Pendant des décennies, les Suds ont été relégués aux études du développement – qui gardaient les réflexions concernant ces contextes dans un domaine autre que les sciences sociales « standards », ces dernières se focalisant sur les Nords. En effet,

*Les études sur les villes du Tiers Monde semblaient occuper une sphère de recherche intellectuelle distincte et séparée de celle des études sur les villes d'ailleurs et étaient généralement ignorées par les auteurs sur les villes plus riches. Le développementalisme (...) avait compartimenté le domaine des études urbaines ; il avait empêché les chercheurs de partager leur compréhension des villes, d'apprendre les uns des autres.*<sup>132</sup> (J. Robinson 2006, p. xi)

Ainsi, cette section supporte une des hypothèses au cœur de notre recherche : l'idée que l'échelle spatiale - et donc les études urbaines et régionales - permettent de broyer la frontière théorique entre les Nords et les Suds, considérant toutes les villes et tous les territoires comme appartenant à un même domaine d'études, et comme étant des *loci* légitimes de production de savoirs et pratiques.

Les pages qui suivent présentent d'abord le tournant postcolonial au sein des études urbaines et régionales, pour ensuite proposer des réflexions concernant le « décentrement » des approches territoriales du développement - cela à partir d'un corpus théorique portant sur la diversité et pluralité des économies, au-delà de la sphère marchande et des approches occidentalo-centrées.

---

<sup>132</sup> [Traduction libre] : "Studies of Third World cities seemed to occupy a distinctive and separate sphere of intellectual enquiry from studies of cities elsewhere and were generally ignored by writers on wealthier cities. Developmentalism (...) had compartmentalised the field of urban studies; it had kept scholars from sharing their understandings of cities, from learning from one another."

## **2.1 Un tournant vers les Suds pour les études urbaines et régionales : vers des villes et territoires « ordinaires » ?**

Les Suds sont figés, dans l’imaginaire bâti à partir des Nord, en tant que lieux de la ruralité traditionnelle et de l’urbanisation désorganisée, exportateurs de matières premières et de populations pauvres. Ils sont compris comme un ensemble de régions au style de vie tantôt « arriéré », tantôt « authentique », que les Nord situent désormais trop dans le passé pour en tirer des enseignements « utiles ». Il faudrait ainsi, selon la logique développementaliste - à la fois apitoyante et « exoticiante » - « sauver » les Suds et leurs villes de leur misère pour leur permettre d’accéder à la modernité, au « futur » que les Nord représentent. Dans les mots de Simone :

*L'hypothèse a été que la décentralisation facilite l'incorporation des populations locales dans un « flux » systématique de développement urbain. Ainsi, les individus et les groupes se comporteront conformément à un ensemble d'objectifs et de procédures consensuels et délibérés démocratiquement. En théorie, cette majeure « coordination » des comportements aide à constituer une base pour l'augmentation des investissements, la mobilisation des ressources, et donc le développement économique et la création d'emplois.*<sup>133</sup> (Simone 2001, p. 16)

Comme montré dans la section précédente, la foi dans l’inéluctabilité de la modernisation est remise en question par les réflexions portées par les études postcoloniales et décoloniales. Les sections suivantes sont dédiées à la « spatialisation » de ces réflexions, en montrant comment le *southern turn* a permis, depuis les années 2000, de mettre en œuvre un décentrement du regard à l’échelle des villes (Robinson 2006 ; McFarlane 2008a ; Roy 2009 ; Leitner et Sheppard 2016). Cela passe par une remise en question de l’universalité des trajectoires urbaines et par la mise en avant de concepts et pratiques formulés à partir des Suds.

### **2.1.1 La colonialité implicite dans l’aménagement et les études urbaines**

Le décentrement du regard implique forcément une dimension géographique - ne serait-ce que pour son sens littéral de « s’éloigner du centre ». Il s’agit de repenser le « système-monde » (Quijano et Wallerstein 1992 ; Amin 1991 ; Arrighi 1998), les relations entre pays et entre territoires, entre centres et périphéries, entre urbain et rural. Le croisement entre les études urbaines et régionales d’un côté, et les approches postcoloniales et décoloniales de l’autre, permet de questionner et repenser l’espace, les liens sociaux et économiques qui s’y tissent, les façons de le percevoir et de l’habiter ainsi que le rapport à la nature, en déconstruisant les cadres d’analyse consolidés depuis les Nord (Robinson 2003 ; Jazeel 2019). Comme le mettent en avant Blunt et McEwan (2002, p. 1), « *le postcolonialisme et la géographie sont intimement liés. Leurs intersections offrent de nombreuses possibilités stimulantes d’explorer la*

---

<sup>133</sup> [Traduction libre]: “The assumption has been that decentralization facilitates the incorporation of local populations within a systematic “stream” of urban development. As such, individuals and groups will then behave in line within a set of consensual and democratically deliberated objectives and procedures. Theoretically, this greater “coordination” of behavior helps constitute a platform for increased investment, resource mobilization, and thus, economic development and job creation.”

*spatialité du discours colonial, la politique spatiale de la représentation et les effets matériels du colonialisme dans différents endroits.* »<sup>134</sup>

La géographie incarne indéniablement les valeurs des Nord(s) ; en empruntant les mots de Power (2003, p. 67) : « *Nous devons comprendre comment la géographie et les géographes ont créé un espace dans lequel seules certaines choses pouvaient être dites ou même imaginées à propos des "autres" tropicaux* »<sup>135</sup>. Cela est particulièrement vrai pour les écrits et approches relevant des études urbaines et de la planification territoriale (J. Robinson 2003). Ces disciplines renvoient au contrôle social (Mashhadi Moghadam et Rafieian 2019), à l'assainissement et à la santé publique (Anderson 1995 ; Gandy 2004 ; Njoh 2009), et elles sont étroitement liées à l'héritage colonial (Ross, Telkamp, et Betts 1985 ; Demissie 2016 ; Njoh 2016; Vacher 2019 ; Beebeejaun 2021). En particulier, l'architecture et l'urbanisme coloniaux « *ont ordonné et classifié l'environnement bâti, tout en projetant l'autorité des puissances européennes à travers l'Afrique au nom de la science et du progrès* », ce qui a eu un « *impact persistant sur la trajectoire actuelle et future des villes postcoloniales.* »<sup>136</sup> (Demissie 2016, p. 5). Le discours planificateur des Etats européens cachait à peine un « *dégoût de l'Autre colonisé, des corps pollueurs non civilisés et racisés, souvent considérés comme moins aptes à l'autogestion que leurs homologues domestiques de la classe ouvrière* »<sup>137</sup> (McFarlane 2008a, p. 11). Anderson (1995), dans son étude sur le discours américain sur la santé publique dans les Philippines, arrive à parler de *excremental colonialism*, qui oppose à la propreté des « *corps ascétiques* » américains les « *corps grotesques* » des Philippines, justifiant ainsi la nécessité d'une « *désinfection massive et incessante* » de la ville (pp. 640-641).

Pendant la domination coloniale, l'élite (à la fois métropolitaine et locale) a appris à se distancer physiquement de la majorité de la population, en mettant en place une ségrégation spatiale qui reléguait les « *natifs* », leurs maladies et leur criminalité à des zones bien délimitées (Demissie 2016). Comme souligné par Swanson (1977), le *sanitation syndrome* (« *syndrome d'assainissement* »), qui « *assimile l'installation, le travail et les conditions de vie des Noirs dans les villes à des menaces pour la santé et la sécurité publiques, s'est fixée dans l'esprit des autorités, a renforcé le désir de réaliser des contrôles sociaux positifs et a confirmé ou rationalisé les préjugés raciaux des Blancs grâce à un imaginaire populaire de la menace médicale.* »<sup>138</sup> (p. 410).

---

<sup>134</sup> [Traduction libre] : "Postcolonialism and geography are intimately linked. Their intersections provide many challenging opportunities to explore the spatiality of colonial discourse, the spatial politics of representation, and the material effects of colonialism in different places."

<sup>135</sup> [Traduction libre] : "We need to understand how geography and geographers created a space in which only certain things could be said or even imagined about tropical 'others'."

<sup>136</sup> [Traduction libre] : "Colonial architecture and urbanism carved its way through space: ordering and classifying the built environment, while projecting the authority of European powers across Africa in the name of science and progress. The built urban fabric left by colonial powers attests to its lingering impacts in shaping the present and the future trajectory of postcolonial cities in Africa."

<sup>137</sup> [Traduction libre] : "In the colonies, contamination was often underwritten by a close association with disgust at the colonial Other, the uncivilised, racialized polluting bodies that were often viewed as less amenable to self-government than their domestic working-class counterparts."

<sup>138</sup> [Traduction libre] : "But 'the sanitation syndrome', equating black urban settlement, labour and living conditions with threats to public health and security, became fixed in the official mind, buttressed a desire to achieve positive social controls, and confirmed or rationalized white race prejudice with a popular imagery of medical menace."

Ces sous-entendus ne sont pas complètement absents des théories urbaines contemporaines : notamment, Yifatchel (2009a, p.88) considère qu'il existe des « *espaces gris* » (*gray spaces*), dans lesquels il est possible de catégoriser les *slums* et bidonvilles (Roy 2011), qui sont « *positionnés entre la "blancheur" de la légalité/approbation/sécurité et la "noirceur" de l'expulsion/destruction/mort* » ; ces espaces sont tolérés et dans un certain sens gérés et aménagés par les pouvoirs publics, mais ils sont en même temps « *enfermés dans des discours de "contamination", de "criminalité" et de "danger public" pour l'"ordre des choses" souhaité* »<sup>139</sup> (*ibid.*, p. 89)

Le développementalisme et l'injonction à la modernisation ont eu un poids important dans la construction des études urbaines et régionales. Les approches dominantes, imprégnées de ces logiques, ont fini par considérer comme incomparables les expériences des villes « développées » de celles « en développement » (J. Robinson 2002 ; 2006 ; Sheppard *et al.* 2013). Dans les études des villes et des régions, les approches « darwiniennes » et linéaires du développement ont fini par s'affirmer. Elles se traduisent notamment par la conviction que les villes (et les régions) des Suds finiront, tôt ou tard, par se transformer dans leurs homologues des Nord (Mabin 2014). Parmi les facteurs ayant contribué à cette perception, J. Robinson (2003) met en avant l'hégémonie de la géographie théorique à partir des années 1960, qui aurait fortement contribué à marginaliser les études empiriques et les contextualisations proposées par les *area studies*.

Un exemple récurrent (J. Robinson 2002 ; Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013 ; Parnell et Oldfield 2014) de la « colonialité » dont les études urbaines seraient vectrices est celui des « villes globales » (Sassen 1991), incarnation des aspirations auxquelles les villes des Suds souhaitant atteindre la « modernité » occidentale devraient prétendre. Les origines de ce concept remontent aux années 1960, lorsque Hall (1977 [1966]) s'intéressait déjà aux caractéristiques et aux politiques d'aménagement de ces « villes mondiales » (*world cities*), où « *est menée une part tout à fait disproportionnée des affaires les plus importantes du monde* »<sup>140</sup> (p. 1). Dans son ouvrage, l'urbaniste britannique se focalise principalement sur cinq villes : Londres, Paris, la Randstad Holland, la conurbation Rhin-Ruhr, Moscou et Tokyo. Le glissement du concept de ville mondiale à celui de « ville globale » a eu lieu à partir de l'ouvrage pionnier de Saskia Sassen (1991), dans lequel l'autrice se focalise sur New York, Londres et Tokyo, montrant les implications locales de l'insertion de ces villes dans un contexte de globalisation financière et de réseaux transnationaux. Les villes globales sont définies comme « *le terrain où une multiplicité de processus de globalisation assume des formes concrètes et localisées* »<sup>141</sup> (Sassen 2005, p. 40). Selon les tenants de l'urbanisme postcolonial - dont la prochaine section présentera les grandes lignes - les villes globales/mondiales incarnent « *les nœuds d'une globalisation qui serait guidée de*

---

<sup>139</sup> [Traduction libre] : "those positioned between the 'whiteness' of legality/approval/safety, and the 'blackness' of 'eviction/destruction/death'. (...) while being encaged within discourses of 'contamination', 'criminality' and 'public danger' to the desired 'order of things'."

<sup>140</sup> [Traduction libre] : "great cities, in which a quite a quite disproportionate part of the world's business is conducted."

<sup>141</sup> [Traduction libre] : "the terrain where a multiplicity of globalization processes assume concrete, localized forms."

*façon unidimensionnelle par le capital financier* »<sup>142</sup>, dans le cadre d'« *une écologie darwinienne des villes : la survie du plus apte dans la compétition acharnée des réseaux capitalistes* »<sup>143</sup> (Roy 2009, p. 821).

L'urbanisme *mainstream*, loin d'avoir été « provincialisé » (Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013), considère les villes d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale comme étant la norme. Il aurait ses racines dans le colonialisme, et plus précisément dans les tentatives des autorités coloniales européennes de « *refaire les villes asiatiques, africaines et latino-américaines suivant les lignes des principes émergentes de l'aménagement européen* » (*ibid.*, p. 894). Ensuite, le relais aurait été pris par les tentatives de transformer ces villes en « *centres prospères du capitalisme global* », en accord avec le postulat néolibéral que la clé pour la prospérité résiderait dans « *les mécanismes de marché, combinés avec la propriété privée et la bonne gouvernance.* »<sup>144</sup> (*id.*). A cet égard, Roy (2011) affirme que les *megacities* (« mégapoles ») - ces continuum urbains regroupant plusieurs millions de personnes, sur lesquels se concentre en large partie l'intérêt des théoriciens et des praticiens (cf. United Nations 2018) - seraient pour les études sur les villes l'équivalent de ce que les *subalternes* représentent pour l'historiographie indienne :

*La mégapole est le « dehors constitutif » des études urbaines contemporaines, existant dans une relation de différence avec la norme dominante de la "ville globale" - les nœuds urbains qui sont considérés comme des points de commande et de contrôle de l'économie mondiale. (...) En ce sens, la mégapole est le "subalterne" des études urbaines. Elle ne peut pas être dans les archives de la connaissance et ne peut donc pas être le sujet de l'histoire.*<sup>145</sup> (Roy 2011, p. 35)

Ces réalités sont souvent décrites en utilisant un langage associé aux catastrophes naturelles (McFarlane 2008a) : elles seraient des sortes de cataclysmes, marquées par l'« explosion démographique », le « débordement » des zones urbaines, etc. Un exemple de l'intériorisation de ce schéma par les politiques publiques, à la fois nationales et internationales, est la façon d'approcher les mégapoles, ainsi que les *slums* et les bidonvilles (Gruffydd Jones 2012 ; Croese *et al.* 2016), au moyen d'une narration apocalyptique. Cette tendance ressort dans des ouvrages tels que « *Planet of slums* » (Davis 2006, 2004), qui considère les mégapoles comme les résultats de la concentration d'un « surplus d'humanité » logé dans les bidonvilles, voire, comme la scène où se déroulent des « luttes crépusculaires » (*twilight struggles*), à la limite de la survie (Davis 2004, p.13). Cela n'est pas sans lien

---

<sup>142</sup> [Traduction libre] : « (...) *global/world cities are presented as nodes of a globalization that is unidimensionally driven by finance capital.* »

<sup>143</sup> [Traduction libre] : « *But it is also a Darwinian ecology of cities : the survival of the fittest in the keen competition of network capitalism.* »

<sup>144</sup> [Traduction libre] : « *It bears the imprint of previous rounds of domination and capital accumulation, when European colonial authorities sought to remake Asian, African and Latin American cities along the lines of emergent principles of European urban planning. After colonialism, the goal has been to remake them into prosperous centers of global capitalism.* »

<sup>145</sup> [Traduction libre] : « *The megacity can therefore be understood as the 'constitutive outside' of contemporary urban studies, existing in a relationship of difference with the dominant norm of the 'global city' — urban nodes that are seen to be command and control points of the world economy. (...) In this sense, the megacity is the subaltern' of urban studies. It cannot be represented in the archives of knowledge and it cannot therefore be the subject of history.* »

avec la vision de l’informalité en tant que forme prémoderne de l’économie, une sorte de « pathologie spatiale » que les bonnes politiques d’aménagement devraient être capables de corriger ou éliminer (Kamete 2013 ; Avni et Yiftachel 2014).

Au contraire de celle des mégapoles, la « bonne » urbanisation (tout comme le « bon développement » dont a traité le premier chapitre) s’est affirmée en tant que synonyme de progrès, modernité, formalité, bien-être ; elle serait le résultat de la mise en œuvre, partout dans le monde, de ces mêmes mécanismes qui ont transformé et « développé » les Nord(s) – particulièrement la globalisation néolibérale. Ainsi, les spécificités de l’urbanisation des Suds sont appréhendées comme des bifurcations - voire, des déviations ou des échecs - par rapport à la trajectoire tracée par les Nord(s), qui serait la seule légitime (et efficace) pour accéder à la modernité. En allant à l’encontre de ces convictions, de nombreux auteurs et autrices - dont traite la prochaine section - considèrent que l’étude des métropoles du XXI<sup>ème</sup> siècle demande de mettre enfin en place des « *nouvelles géographies de la théorie* » (*new geographies of theory*) (Roy 2009).

### **2.1.2. L’« ordinarité » des villes et de leurs liens avec l’extérieur**

La plupart de la population mondiale habite désormais dans des villes d’Amérique Latine, d’Asie et d’Afrique. Cela questionne la pertinence d’études régionales et urbaines produites à partir de théories issues des Nord(s) et dessine des possibilités de dialogue entre les Suds et les Nord(s) pour constituer un corpus de savoirs qui soient « multisitués ». L’application des théories géographiques, urbaines et régionales à une diversité de contextes peut permettre d’en dévoiler les limites et angles morts. Dans cette perspective, ces villes qui ont longtemps été traitées comme occupant un « *espace entre-deux (...), qui n’ont jamais été placées sous les auspices de la logique et des trajectoires de développement qui caractérisent le centre* »<sup>146</sup> (Simone 2010, p. 40) et qui ont été cantonnées « *à la périphérie de l’analyse urbaine* »<sup>147</sup> (*ibid.*, p. 14), deviennent un « *espace potentiellement générateur - source d’innovation et d’adaptation (...) potentiellement déstabilisateur du centre* »<sup>148</sup> (*ibid.*, p. 40). En effet, de nombreuses innovations dans les théories et pratiques ont émergé des villes des Suds (Parnell et Oldfield 2014) - des exemples significatifs étant les budgets participatifs, la première expérience ayant été celle de Porto Alegre, au Brésil (Baiocchi 2001), la microfinance dans sa version institutionnalisée par la *Grameen Bank*, ou encore des innovations dans les systèmes de transport (Rabinovitch 1996 ; Montezuma 2005 ; Quaye *et al.* 2022).

A côté de ce que Sheppard *et al.* (2013) ont défini comme « *urbanisme global mainstream* » (*mainstream global urbanism*) - focalisé sur un nombre très exigu de villes considérées comme « globales » - s’est développé, depuis une vingtaine d’années, un courant de « *théorie urbaine critique* » (*critical urban theory*). Ce dernier rassemble des auteurs et autrices qui ne croient pas en l’urbanisme global *main-*

---

<sup>146</sup>[Traduction libre] : “*space in-between (...) never really brought fully under the auspices of the logic and development trajectories that characterize a center.*”

<sup>147</sup>[Traduction libre] : “*at the periphery of urban analysis.*”

<sup>148</sup>[Traduction libre] : “*a potentially generative space - a source of innovation and adaptation (...) potentially destabilizing of the center.*”

*tream*, au vu de « *son incapacité à tenir la promesse que le capitalisme mondialisé est une marée montante qui soulève toutes les villes et tous les résidents urbains désireux de se conformer à ses normes de comportement et de gouvernance - et que la pauvreté est le résultat d'un échec à se conformer.* »<sup>149</sup> (Leitner et Sheppard 2016, p. 2). La théorie urbaine critique ne représente pas un ensemble homogène. Leitner et Sheppard (2016), mettent en avant que deux positions en apparence opposées coexistent au sein de ce corpus. D'un côté, se situent les auteurs et autrices qui se penchent sur l'articulation entre urbanisation et globalisation, s'interrogeant sur la « nature des villes » (Scott et Storper 2015) au sens large et proposant des concepts qui se veulent adaptables à tout contexte. Leurs analyses se situent aux échelles des économies urbaines et régionales, se focalisant sur les raisons des succès et échecs des villes et des régions, notamment en ce qui concerne l'agglomération des activités et les différents leviers du développement (Scott et Storper 1990 ; Nadvi et Schmitz 1994 ; Florida 2005 ; Soja 2013). Suivant cette posture, la croissance urbaine serait indéniablement ancrée dans les lois de l'économie géographique, peu importe le contexte analysé : l'idée de fond est qu'« *une compréhension de l'urbanisation telle qu'elle s'est produite dans le monde euro-américain est également applicable dans la postcolonie ; que les spécificités des villes de la postcolonie reflètent simplement le contexte local, et ne remettent pas en cause les revendications théoriques fondamentales et les implications de la politique urbaine* »<sup>150</sup> (Leitner et Sheppard 2016, p. 2). De l'autre côté, se situent les approches relevant des études urbaines post-coloniales, qui questionnent la pertinence et l'applicabilité des concepts issus des Nords dans les villes « périphériques » (Robinson 2006 ; McFarlane 2008a ; Bunnell et Maringanti 2010). Les auteurs et autrices qui s'insèrent dans ce courant soulignent le besoin de notions qui soient plus appropriées pour décrire et comprendre les réalités des Suds. Ils et elles s'appuient sur des exemples empiriques montrant les limites des théories issues des Nords pour la compréhension d'autres réalités (Simone 2004, 2010 ; Gandy 2004 ; Roy 2011). L'idée de fond est que l'application des normes euro-américaines aux villes des Suds ne fait qu'entretenir leur marginalisation (Robinson 2006 ; Bunnell et Maringanti 2010 ; Comaroff et Comaroff 2012b). En effet, pour l'urbanisme *mainstream*, ces dernières sont perçues au mieux comme des « méga-villes », chaotiques et congestionnées mais potentiellement capables d' « évoluer » vers le stade de villes globales et connectées - et, au pire, comme des villes qui n'ont aucun intérêt scientifique, car simplement « *off the map* » (c'est-à-dire, se situant en dehors des cartes qui représentent les villes connectées au « centre ») (J. Robinson 2002). Cette deuxième approche a parfois été critiquée, et notamment par des tenants de la première, pour le « particularisme » des Suds qu'elle semble soutenir. Certains observateurs et observatrices de ce débat ont tout de même mis en avant que « *les critiques les*

---

<sup>149</sup> [Traduction libre] : “*Critical urban theorists share skepticism of mainstream global urbanism, particularly given its inability to deliver on the promise that globalizing capitalism is a rising tide lifting all cities and urban residents willing to conform to its norms of behaviour and governance— and that poverty is a result of a failure to conform.*”

<sup>150</sup> [Traduction libre] : “*For all these scholars, the underlying presumption is that an understanding of urbanization as it has occurred in the Euro–American realm is also applicable across the postcolony; that the specificities of cities of the postcolony simply reflect the local context, and do not disrupt core theoretical claims and urban policy implications.*”



*plus agressives (e.g. Smith 2013) ont impliqué des chercheurs hommes ancrés dans le monde euro-américain, répondant à des chercheuses femmes originaires de la postcolonie (et ayant une expérience importante dans son analyse) »*<sup>151</sup>(Leitner et Sheppard 2016, p.3).

Plusieurs auteurs et autrices ont établi un rapprochement entre certaines postures « décentrées » et les postures néolibérales, qui pourtant en sembleraient a priori très éloignées. Notamment, dans un article éclairant le regard porté sur les mégapoles et leurs *slums*, Roy (2011) souligne des points de convergence entre le discours porté par les IFIs, les organisations internationales et des intellectuels néolibéraux d'un côté, et les utopies post-capitalistes (Gibson-Graham 2008) revendiquées par des courants théoriques « critiques » et par des organisations de la société civile. En effet, ces deux postures s'accrochent au supposé « esprit entrepreneurial » des périphéries, à cet imaginaire qui dépeint les pauvres comme créatifs et débrouillards - l'entrepreneuriat se présentant alors comme un modèle de développement alternatif dans les quartiers précaires, permettant de dénicher « *la fortune au bas de la pyramide* »<sup>152</sup> (Prahalad 2005), voire de résoudre le « *mystère du capital* » en transformant le « *capital potentiel* » en « *capital liquide* » et permettant ainsi de déclencher l'accumulation capitaliste partout dans le monde (De Soto 2000). Ainsi, les mégapoles et leurs bidonvilles deviennent, selon ce que Roy (2011) a défini comme « *slumdog urbanism* » (cautionné aussi, selon l'autrice, par certains écrits postcoloniaux), un contenant d'esprit entrepreneurial inexprimé, analysé selon des paramètres de « succès » empruntés aux discours issus des Nords. C'est le cas aussi des projets de visites touristiques guidées dans les *slums* et *favelas*, construisant une image de populations « pauvres mais heureuses » (Roy 2011 ; Crossley 2012), en phase avec le regard « orientalisant » des visiteurs (qu'ils viennent des Nords ou des élites locales). Toutes ces positions qui font l'apologie des *slums* ont tendance à oublier que les marges ne sont pas uniquement des alternatives au système capitaliste : elles sont aussi « *les frontières actives du capitalisme contemporain, les sites vierges où se forment et se développent de nouvelles formes d'accumulation - dans les interstices des bidonvilles, dans les circuits de la microfinance* »<sup>153</sup> (Roy 2011, p. 229).

Nous considérons qu'il est nécessaire de se détacher à la fois du discours « pathologisant » sur les villes des Suds et du discours « apologétique » - qui relève des approches néolibérales mais aussi « alternatives » du développement. Cette posture - que Roy (2011) définit comme étant un « urbanisme subalterne » - prend position « *contre les discours apocalyptiques et dystopiques du slum (...)* » et « *présente le slum comme un terrain d'habitation, de subsistance, d'auto-organisation et de politique. Il s'agit d'un défi vital, voire radical, aux récits dominants de la mégapole.* »<sup>154</sup> Ces réflexions rejoignent la lecture proposée dans un ouvrage clé de l'urbanisme postcolonial, « *Ordinary Cities* » de J. Robinson

---

<sup>151</sup> [Traduction libre] : "That the most aggressive claims (e.g. Smith, 2013) have involved male scholars rooted in the Euro-American realm responding to female scholars who originated from (and have a great deal of experience studying) the postcolony will not have been overlooked."

<sup>152</sup> [Traduction libre] : "the fortune at the bottom of the pyramid"

<sup>153</sup> [Traduction libre] : "the active frontiers of contemporary capitalism, the greenfield sites where new forms of accumulation are forged and expanded – in the interstices of the slum, in the circuits of microfinance."

<sup>154</sup> [Traduction libre] : "Writing against apocalyptic and dystopian narratives of the slum, subaltern urbanism provides accounts of the slum as a terrain of habitation, livelihood, self-organization and politics. This is a vital and even radical challenge to dominant narratives of the megacity."

(2006). Dans ses pages, l'auteur propose de traiter toute ville comme étant une « ville ordinaire », c'est-à-dire une ville « à part entière » avec des caractéristiques propres, qui ne la rendent ni supérieure ni inférieure aux autres - peu importe sa localisation géographique ou sa position dans la hiérarchie urbaine. Cette approche propose de considérer toutes les villes comme faisant partie du même champ d'analyse, en contre-tendance avec la division entre « études urbaines », censées s'occuper des villes modernes, productrices de savoirs, et « études du développement », censées s'occuper des villes « autres », simples objets des interventions « développementalistes » (J. Robinson 2003 ; Sheppard, Leitner, et Maringanti 2013). Dans ce processus, les villes des Nord perdent leur rôle de référentiel implicite. Les villes situées à la « périphérie » de l'analyse urbaine se trouveraient ainsi à une « latitude inventée » (*invented latitude*) regroupant une « bande de vie urbaine allant approximativement de Dakar à Jakarta »<sup>155</sup>, qui a des traits communs et qui permet de contourner « la référence habituellement obligatoire aux villes “des Nord” »<sup>156</sup> (Simone 2010, p. 14).

En accord avec la proposition de Leitner et Sheppard (2016), la provincialisation des théories demande de dépasser la polarisation entre les différents courants de l'urbanisme critique, « en créant un espace pour prendre au sérieux la possibilité qu'aucune théorie ne suffit à elle seule à rendre compte de la nature variée de l'urbanisation et des villes à travers le monde, sans affirmer la nécessité de théories distinctes pour différents contextes. »<sup>157</sup> (p. 3). D'après leur texte, les désaccords entre les différents courants de l'urbanisme critique ne sont qu'apparents, puisqu'ils découlent en réalité de la différence entre les objets étudiés : les approches politiques-économiques mettent en avant les processus économiques relevant de l'économie marchande, alors que les approches postcoloniales mettent en avant la culture, l'identité et la représentation. Dans la réalité, tous ces objets d'études sont pertinents - et permettent tous d'éclairer les différentes facettes qui constituent les réalités complexes des villes et des territoires.

Cette thèse se situe dans cette lignée en considérant qu'il ne faut pas tomber dans le particularisme, même s'il est nécessaire de prendre en compte la diversité des contextes et des savoirs qui en émergent. Pour dépasser ce clivage théorique, nous proposons de nous rapprocher de l'ouvrage de J. Robinson (2006) et de considérer tout territoire comme étant un « territoire ordinaire », qui peut être étudié au prisme des théories urbaines et régionales existantes, mais qui peut aussi les éclairer, modifier, contredire et rénover. Ces territoires ordinaires sont connectés avec leurs homologues ainsi qu'avec de nombreux acteurs externes - plus ou moins éloignés géographiquement (Massey 1993). En effet, en accord avec l'urbanisme postcolonial, le « *worlding of cities* » (Simone 2001), ou l'« *art d'être global* » (Ong 2011), vont bien au-delà du modèle de connectivité véhiculé par les villes mondiales et globales. Les villes « périphériques » sont intrinsèquement capables de créer des liens « à travers diverses combinaisons d'histoires coloniales partagées, de stratégies de développement, de circuits commerciaux,

---

<sup>155</sup> [Traduction libre] : “a swath of urban life running roughly from Dakar to Jakarta.”

<sup>156</sup> [Traduction libre] : “the usual obligatory reference to cities of ‘the North’.”

<sup>157</sup> [Traduction libre] : “creating space to take seriously the possibility that no single theory suffices to account for the variegated nature of urbanization and cities across the world, without asserting the necessity of distinct theories for different contexts.”

*d'intégration régionale, de défis communs, de flux d'investissement et d'articulation géopolitique.* »<sup>158</sup> (Simone 2010, p. 14). Ainsi, des mondialisations diverses se tissent entre différents types d'acteurs et de territoires (Massey 1993). A cet égard, Appadurai (2000) parle de « *grassroots globalization* », qui s'appuie sur « *des stratégies, des visions et des horizons de la mondialisation au nom des pauvres* »<sup>159</sup> (p. 3) et qui est le fondement de la création d'une société civile internationale. Gidwani parle de « *cosmopolitisme subalterne* » (*subaltern cosmopolitanism*), portant l'attention sur « *les connexions qui sont possibles entre différents marginalisés* »<sup>160</sup> (Gidwani 2006, p. 18), et McFarlane (2008b), décrivant la dimension mondiale des processus politiques au sein des bidonvilles de Bombay, parle de « *cosmopolitisme des bidonvilles* » (*slum cosmopolitanism*). Portes (1999) mobilise le concept de « *mondialisation par le bas* », c'est-à-dire un processus qui crée des espaces transnationaux à travers les liens qui se tissent au sein des communautés - et notamment à travers les réseaux de la diaspora. Dans un ouvrage plus récent, Choplin et Pliez (2018) décrivent une « *mondialisation des pauvres* », en apportant des exemples concrets de liens que les territoires des Suds tissent avec l'extérieur, en remontant le processus de production et commercialisation de différents produits. Ils expliquent :

*La mondialisation sur laquelle nous réfléchissons concerne une pluralité d'acteurs et de connexions entre lieux, à différents niveaux. De ce fait, l'imbrication croissante entre les formes spatiales statiques et celles produites par les dynamiques de la mondialisation (système de production industrielle, institutions supranationales, diasporas) pose la question, centrale, des clés d'une lecture multiscalaire de l'espace dans un contexte globalisé. (...) Cette géographie désoccidentalisée s'écrit en pointillé, entre des lieux connectés par des routes qui forment un espace réticulaire, et bat en brèche les délimitations et grands ensembles d'hier. (...) [Le] nombre restreint de grandes métropoles cosmopolites et ouvertes sur le monde, ne doit pas occulter toutes ces autres villes, aux noms moins familiers et sur lesquelles s'appuient pourtant les réseaux et routes transnationales. Ces petites villes et bourgs secondaires, dont on ne parle pas, sont pourtant le lieu de vie de l'invisible majorité des citoyens. Définies par ONU habitat comme des espaces urbains de 100 000 à 500 000 habitants, ces villes, en tant que points d'ancrage des routes, lieux de production, mais aussi et surtout de commercialisation et de consommation, permettent d'articuler et de faire fonctionner cette mondialisation discrète. Cette mondialisation bouscule donc certaines hiérarchies préétablies et met également en lumière d'autres formes urbaines que l'on peine justement à qualifier de ville.*

Ces écrits permettent de prendre conscience de la pluralité des connexions entre les « territoires ordinaires » et le reste du monde. Cela nous semble confirmer la pertinence d'une approche du développement qui soit territoriale, c'est-à-dire, qui dépasse la vision de l'extérieur en tant que contrainte - implicite dans les approches du développement local endogène - et qui prenne en compte à la fois les relations socio-économiques qui se nouent localement et celles tissées avec l'extérieur. En même temps, il s'agit aussi de garder à l'esprit la « colonialité » implicite dans la notion de développement et de s'ouvrir à la possibilité qu'il existe des trajectoires « impensables » à partir des Nord et de leurs cadres

<sup>158</sup> [Traduction libre] : "through various combinations of shared colonial histories, development strategies, trade circuits, regional integration, common challenges, investment flows, and geopolitical articulation."

<sup>159</sup> [Traduction libre] : "rely on strategies, visions, and horizons for globalization on behalf of the poor."

<sup>160</sup> [Traduction libre] : "the connections that are possible between different disenfranchised."

théoriques, qui permettent tout de même aux populations de mener une vie épanouie dans leurs territoires. De notre point de vue, cette ouverture théorique suppose de reconnaître la diversité des richesses des territoires et de leurs populations - en allant au-delà de la vision économiciste des ressources et du « développement » que les études régionales et urbaines véhiculent trop souvent. C'est au dévoilement de cette diversité que la prochaine section est dédiée.

## 2.2 Au-delà de l'économie marchande : pour une prise en compte de la complexité des socio-économies territoriales

Au-delà des approches ouvertement postcoloniales et décoloniales, une autre critique des modèles occidentalocentrés a émergé à partir des réflexions sur l'économie de marché - et sur les biais que son hégémonie présumée engendre, à la fois dans la mesure et la compréhension des économies réelles et de leurs dynamiques. En effet, le décentrement des études urbaines, régionales, territoriales, passe aussi par la reconnaissance du rôle des pratiques non marchandes<sup>161</sup>, généralement ignorées par l'économie standard. Par ailleurs, ces pratiques sont le plus souvent associées aux Suds et aux marges urbaines et rurales, comme c'est le cas pour celles qui relèvent de l'économie « informelle » - qu'il s'agisse du travail non rémunéré ou rémunéré en dehors des normes légales du salariat, de la production pour l'autoconsommation, ou encore du troc et échange de biens et services.

Toutes ces activités contribuent, aussi bien dans les Nordes que dans les Suds, à la composition de cet ensemble complexe que Polanyi définit comme « *économie substantive* », en opposition à l'économie « *formelle* » ou « *marchande* »<sup>162</sup>. Selon l'auteur, l'économie - dont l'objectif est de parvenir à la « *subsistance de l'homme* » (Polanyi 1977) - n'est pas organisée uniquement par rapport à des principes marchands (c'est-à-dire, en fonction d'un système de prix). En effet, elle s'organise aussi en fonction des principes de la « *redistribution* » (qui guide les actions des institutions publiques), de la « *reciprocité* » (qui guide les échanges non monétaires et le don) et de l'« *administration domestique* » (qui guide la production pour son propre usage, en opposition à la production pour le gain - permettant de nourrir et reproduire la vie du ménage, voire de la communauté) (Polanyi 1944, pp. 85-86). Toutes ces logiques et pratiques coexistent, dans des proportions variables en fonction des contextes. Dans certaines conditions, l'une des logiques peut assumer le rôle de « *forme d'intégration* » (*form of integration*) dominante au sein du système socio-économique. Dans *La Grande Transformation*, Polanyi a notamment décrit le processus de « *désencastrement* » (*disembedding*) de l'économie de marché par rapport au contexte social censé l'englober, ayant permis l'affirmation du capitalisme dans sa forme actuelle - ainsi

---

<sup>161</sup> Généralement, les transactions de marché sont définies comme celles entre des vendeurs et des acheteurs, médiées par une forme d'échange monétaire. Ces échanges permettent d'organiser un système compétitif et d'établir des prix pour tout bien et service.

<sup>162</sup> Pour Polanyi, les termes « économie de marché », « marché autorégulateur » et « société de marché » définissent une même réalité, fondée sur l'invention de trois « marchandises fictives » - à savoir le travail, la terre et la monnaie : « *Aucun de ces trois éléments (...) n'est produit pour la vente ; lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif* » (Polanyi 1944, p. 107). En effet, « *le travail n'est qu'un autre nom pour l'homme, et la terre un autre nom pour la nature. Par la fiction de la marchandise, la destinée de l'homme et de la nature fut soumise au jeu d'un automate, qui actionnait ses propres rouages et était régi par ses propres lois* » (Polanyi, 1977, p. 45). Ainsi, « *l'idée d'un marché s'ajustant de lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert.* » (*ibid.*, p. 22)

que de la logique marchande en tant que principe organisateur de l'ensemble de la vie socio-économique (du moins apparemment). Dans ce sens, Polanyi peut être considéré comme un pionnier du « décentrement » de l'économie : il soutient que la société de marché n'est qu'une forme récente d'organisation, et qu'elle coexiste avec de nombreuses pratiques qui sont guidées par d'autres logiques que le gain. Certains écrits ont mis en avant que les travaux de Polanyi ne sont pas sans lien avec l'économie géographique - l'auteur situant toujours ses théories historiquement et géographiquement (Peck 2013 ; Roberts 2018).

Evidemment, ses réflexions ne sont pas isolées. De nombreux auteurs et autrices considèrent l'économie comme un ensemble complexe de pratiques sociales et de mécanismes d'allocation de ressources, le marché n'étant qu'un exemple de ces derniers (Laville 2003 ; Servet 2010 ; Gibson-Graham et Dombroski 2020). Cela devient particulièrement évident lorsqu'on se place à l'échelle territoriale. En effet, les comportements et choix d'acteurs « humains » vivant dans des territoires « réels » - et non stylisés comme étant des acteurs « rationnels » vivant dans un espace « neutre » - ne sont pas forcément influencés par des incitations de marché, mais peuvent mobiliser d'autres principes et valeurs. Ainsi, des disciplines diverses, notamment la sociologie économique, l'anthropologie économique ou encore l'histoire économique, ont mis en avant depuis longtemps l'importance de formes d'organisation qui ne relèvent pas du marché - comme la charité, la redistribution, les transactions non monétaires, la production pour l'autoconsommation, le don<sup>163</sup> (Beumer, Maat, et Glover 2022). Ces formes d'organisation et les principes qui les guident auraient été dominants pendant la plupart de l'histoire humaine (Polanyi 1944 ; 2011 [1977]) et recouvreraient un rôle crucial également de nos jours (Laville 2003; Eynaud et França Filho 2019 ; Gibson-Graham et Dombroski 2020) - même si leur importance ne ressort pas des indicateurs proposés par les théories économiques standards.

En ce sens, le décentrement du regard sur l'économie est un passage obligé pour que le « *non-capitalisme [devienne] (...) une multiplicité positive plutôt qu'une négativité vide, et [pour que] le capitalisme ne devienne qu'un ensemble particulier de relations économiques situées dans une vaste mer d'activités économiques.* »<sup>164</sup> (Gibson-Graham 2006, p. 70). La dernière sous-section de ce chapitre résume cette démarche - proposant d'abord un tour d'horizon des flux de richesses marginalisés par l'économie standard, pour ensuite présenter des réflexions sur le nécessaire décentrement du regard porté sur l'économie des territoires.

### **2.2.1. Au-delà de la production et de l'économie formelle**

Le cadre d'analyse néoclassique, économiciste et productiviste, ne permet de voir qu'une partie limitée des relations socio-économiques complexes qui se tissent au sein des territoires - principalement le travail rémunéré exécuté dans le cadre de l'économie de marché. Comme montré précédemment, cela est aussi vrai dans les modèles de l'économie géographique (et notamment de la NEG), qui se focalisent principalement sur les dynamiques productives et l'emploi formel.

---

<sup>163</sup> Notamment, le don serait basé sur l'honneur, le statut social, voire la magie (Malinowski, 1953, Mauss, 1966).

<sup>164</sup> [Traduction libre] : « *noncapitalism is rendered a positive multiplicity rather than an empty negativity, and capitalism becomes just one particular set of economic relations situated in a vast sea of economic activity.* »

Plusieurs auteurs et autrices ont mis en avant qu'« *il semble absurde de penser qu'une si petite partie de l'ensemble transactionnel, et qui est si abstraite dans sa théorisation, ait un tel pouvoir de coloniser et d'obscurcir* »<sup>165</sup> (Gibson-Graham 2006, p. 62). En effet, les mesures du développement économique, dans les Nordes comme dans les Suds, demeurent extrêmement partielles : elles se fondent le plus souvent sur la productivité (mesurée en termes de PIB ou de revenu national par habitant), sur les emplois formels, ou encore sur les revenus monétaires perçus dans le cadre de l'emploi salarié ou de l'entrepreneuriat. Or, il existe de nombreuses pratiques qui restent exclues de ces mesures – et qui pourtant produisent des richesses cruciales pour les populations et pour la cohésion territoriale, y compris dans les Nordes (Atkinson et Marlier [dir.] 2010 ; Koutsampelas et Panos 2013 ; Törmälehto, Olli, et Markku 2013 ; Hodder 2016 ; Jaffe et Koster 2019). Il s'agit notamment de l'emploi informel et non rémunéré (par exemple, le bénévolat et le travail de soin), des échanges non monétaires (par exemple, les dons, le troc et la production de biens et services pour la communauté ou pour l'autoconsommation) et de la solidarité entre individus et entre ménages (par exemple, les transferts monétaires et non monétaires).

Même si des réflexions qualitatives sur ces sujets existent, qui peuvent s'appuyer sur des observations quantitatives issues du terrain, la systématisation des données chiffrées sur ces flux de richesses demeure peu commune. En particulier, il n'existe quasiment pas de données statistiques spatialisées à l'échelle sub-nationale - une des rares exception étant représentée par le Brésil. Malgré leurs limites, les données disponibles au niveau national et les observations qualitatives suffisent pour apercevoir l'importance de tous ces flux de richesses. Nous avons évoqué ci-dessus quelques éléments qui permettent d'en comprendre l'ampleur, ainsi que les apports théoriques issus des Suds, qui ont largement contribué à la prise de conscience du rôle des activités économiques autres que le travail formel et rémunéré (Portes, Castells, et Benton 1989 ; Coraggio 1994 ; Gibson-Graham 2007). En particulier, nous nous penchons sur deux « catégories », à savoir le travail informel et les échanges non monétaires (compre-  
nant aussi le travail non rémunéré en argent).

En ce qui concerne l'informalité, il s'agit d'un concept « inventé » pour décrire des réalités des Suds. Les économistes du développement des années 1950 - notamment Boeke (1942) et Lewis (1955) - théorisaient l'existence d'un « secteur traditionnel » de l'économie, censé « évoluer » vers son homologue « moderne », centré sur la production industrielle. En 1972, une mission du Bureau International du Travail au Kenya utilisait pour la première fois le terme « secteur informel » pour décrire et analyser ces activités économiques qui se situent en dehors de l'économie formelle. Ce concept avait été créé par l'anthropologue économique Hart dans une étude précédente portant sur le Ghana (Hart 1973). Par la suite, l'OIT a commencé à s'intéresser de manière systématique aux activités relevant de ce « secteur », en les définissant surtout en creux par rapport à la définition du secteur dit « formel » : « *pas reconnues, pas enregistrées, pas protégées et pas réglementées* » (OIT 2013, p. 3). Avec le temps et la prolifération des études sur ce sujet, la conception de l'informalité comme relevant d'une forme « prémoderne » et

---

<sup>165</sup> [Traduction libre]: “*It seems absurd to think that such a small part of the transactional whole, and one that is so aridly abstract in its theorization, has such power to colonize and obscure.*”

forcément très précaire de l'économie a fini par être démentie. En effet, les pratiques de ce « secteur » recouvrent un large éventail d'activités, offrant des d'emplois précaires et mal rémunérés, mais aussi des emplois décents dans des entreprises rentables (Portes, Castells, et Benton 1989), dans les Nords comme dans les Suds. En effet, « *l'un des nombreux malentendus, et la perspective originale des études dans ce domaine, est que l'économie informelle est constituée d'activités de pure survie pour des personnes dans des situations désespérées* »<sup>166</sup> (Boels, Verhage, et Ponsaers 2013, p. 224).

A partir des années 1990, le « secteur informel » a été repensé de manière moins normative, en aboutissant au concept plus large d' « économie informelle ». Officialisé lors de la Conférence Internationale du Travail de 2002 (OIT 2013), ce terme ne se réfère plus uniquement aux caractéristiques de l'unité de production, mais prend aussi en compte les caractéristiques des emplois et des travailleurs et travailleuses impliqués. Les liens de l'économie informelle avec l'économie formelle ont aussi été mis en avant, ainsi que la porosité de la frontière qui les sépare. Dans la science régionale, il ne faut pas oublier que des études de cas classiques, notamment les clusters et districts industriels italiens, reposent largement sur des pratiques économiques informelles - notamment, le travail non rémunéré des proches des propriétaires des unités de production, ou encore le travail rémunéré en dehors des normes salariales légales (A. Markusen 1996). Ainsi, depuis les années 1970, la perception de l'informalité, ainsi que la manière de la mesurer, ont largement évolué (pour un tour d'horizon, cf. Boels, Verhage, et Ponsaers 2013). En effet, les théories qui la considéraient comme une forme d'organisation transitoire en attente de la généralisation de la formalisation ont été nuancées - au vu de sa persistance à la fois dans les Suds et dans les Nords. Notamment, selon l'Organisation Internationale du Travail, l'économie informelle emploierait plus de 60% de la population active dans le monde, dépassant 85% dans le continent africain. Elle a aussi un rôle considérable dans les pays européens, où ce pourcentage dépasse en moyenne 25% (International Labour Organization 2018b), son rôle étant souvent mis en avant dans les pays du sud et de l'est du continent (Hudson *et al.* 2012 ; Williams et Martinez-Perez 2014 ; Polese *et al.* 2017). Toutefois, globalement « *la théorie urbaine et métropolitaine du "Premier Monde" est curieusement silencieuse sur la question de l'informalité.* »<sup>167</sup> (Roy 2009, p. 826).

La littérature issue des Suds, moins méprisante à l'égard de ces pratiques, en propose depuis des décennies des analyses bien articulées, soustrayant l'informalité au regard normatif des Nords et la montrant comme un moteur du développement à part entière. Ainsi, d'autres concepts ont émergé pour définir ces réalités : Geertz (1963, p. 34) oppose notamment l'« *économie centrée sur l'entreprise* » (*firm centred economy*) et l'« *économie de bazar* » (*bazar economy*) ; Spink (2009), dans sa critique de la notion de « travail décent », préfère parler de « *nano-économie* » (*nanoeconomia*) et de « *microchaînes productives* » (*micro cadeias produtivas*). Dans les Suds, et surtout en Amérique Latine, de nombreux auteurs et autrices mobilisent le concept d' « économie populaire » (Coraggio 1994 ; França Filho 2002 ; Gaiger 2019) ou d'« économie des secteurs populaires », qui peut être définie comme l'ensemble des pratiques qui garantissent la reproduction de la vie au-delà des normes salariales (Kraychete 2018).

---

<sup>166</sup> [Traduction libre] : “One of many misunderstandings, and the original perspective of study in this domain, is that the informal economy is constituted by pure survival activities by people in desperate situations.”

<sup>167</sup> [Traduction libre] : “First World’ urban and metropolitan theory is curiously silent on the issue of informality.”

L'économie populaire se fonde « sur l'utilisation par les groupes populaires de leur propre force de travail et des ressources localement disponibles pour satisfaire leurs besoins matériels et immatériels » (Hillenkamp, Guérin, et Verschuur 2014, p. 4). Cette notion est souvent rapprochée de celle d'« économie solidaire » - on parle alors d'« économie populaire solidaire » - permettant d'aller au-delà d'une définition de l'informalité basée uniquement sur des catégories juridiques et sur ce qu'elle n'est pas, et de mettre en avant son potentiel novateur et émancipateur. Ce changement de point de vue permet de reconnaître la complexité des relations qui se tissent au sein de l'économie informelle - ainsi que leur rôle incontournable pour la plupart de la population mondiale.

Les échanges non monétaires et le travail non rémunéré en argent comprennent des pratiques diverses telles que le bénévolat, la production pour l'autoconsommation, le travail auprès d'une activité familiale (y compris de la part d'enfants mineurs) ou encore les tâches ménagères et le travail de soin. Ces pratiques se fondent à la fois sur des logiques réciprocaires et de reproduction, concernant la famille ou la communauté. Elles ne s'inscrivent pas dans la logique de gain et d'accumulation, mais dans celle de la « sécurisation des moyens d'existence » (*securing livelihoods*) (Hillenkamp, Lapeyre, et Lemaitre 2013), l'opposition entre travail « productif » et « reproductif » perdant de son sens. L'importance de cette sphère économique a été mise en avant, depuis les années 1970, par la littérature féministe (pour une revue, cf. Hillenkamp, Guérin, et Verschuur 2014) : en effet, ce sont les femmes qui sont le plus souvent en charge du travail non rémunéré, notamment au sein du ménage. Depuis, une multitude de chercheuses et chercheurs ainsi que de nombreux mouvements et acteurs de la société civile, se sont engagés pour une meilleure prise en compte de la richesse que ces pratiques produisent, en tentant parfois de les « quantifier » en termes de nombre d'heures effectuées, ou en leur attribuant une valeur monétaire<sup>168</sup> (Waring 1999 [1988] ; Ironmonger 1996 ; Folbre 2006 ; Carrasco 2007). Aujourd'hui, il est désormais possible d'affirmer que le temps consacré par les femmes - c'est-à-dire, la moitié de la population mondiale - au travail non rémunéré dépasse le temps qu'elles consacrent au travail rémunéré. Selon les données de l'OIT, cela est vrai pour les femmes de tous les continents (International Labour Organization 2018a). Toutefois, la prise de conscience du poids de ces pratiques n'empêche pas la persévérance d'un biais masculin dans la mesure de l'économie (Ferber et Nelson 1993). En effet, le travail rémunéré en argent et effectué en dehors du foyer est le seul qui rentre dans les statistiques « productives » officielles - alors que le travail non rémunéré et domestique est relégué à des études et rapports spécifiques et ponctuels.

A partir du corpus hétérogène de l'économie féministe, un appel au « décentrement » de l'économie a émergé depuis les années 1990. Cela ressort notamment du concept de « *social provisioning* », comprenant l'ensemble des activités nécessaires à la préservation de la vie - et dont les cinq composantes principales seraient, en accord avec Power (2004, p. 3) : (i) la prise en compte des soins et du travail non rémunéré en tant qu'activités économiques fondamentales ; (ii) l'utilisation du bien-être comme mesure de la réussite économique ; (iii) l'analyse des processus économiques, politiques et sociaux et

---

<sup>168</sup> Ironmonger propose de calculer le « Gross Household Product » (GHP) en prenant en compte le travail non rémunéré au sein des ménages.



des relations de pouvoir ; (iv) l'inclusion d'objectifs et de valeurs éthiques en tant que partie intrinsèque de l'analyse ; (v) l'interrogation sur les différences en fonction de la classe, de la race et de l'origine ethnique, ainsi que d'autres facteurs.

Le travail domestique n'est pas uniquement<sup>169</sup> un lieu de reproduction de la domination masculine, mais peut être aussi vecteur d'émancipation et d'épanouissement. En effet, selon plusieurs auteurs et autrices, la sphère domestique est aussi le point de départ de la structuration de l'économie populaire, particulièrement en ce qui concerne l'organisation des femmes :

*En l'absence d'un État-providence et dans un contexte de précarité, l'autonomie, lorsqu'elle se produit, est un exploit remarquable. (...) Nombre des économies communautaires dans lesquelles les femmes jouent un rôle central et qui vont à l'encontre des récits d'efficacité ou de performance sont essentiellement domestiques. (...) Le domestique (selon le concept de householding dans l'œuvre de Polanyi) devrait être reconnu dans son sens politique, que ce soit pour avoir apporté des logiques, des procédures et des préoccupations différentes dans l'espace des marchés populaires dirigés par les femmes, ou pour avoir permis à différentes femmes subalternes de créer des espaces de dialogue, de confiance, de cohésion sociale et d'articulation politique. Bien que les féminismes occidentaux aient débattu les problèmes liés à la séparation historique entre les domaines domestique et économique (...) à savoir l'aggravation de l'invisibilité économique des femmes en raison de leur association au ménage, ce clivage ne doit pas être considéré comme une règle universelle, puisqu'il existe aujourd'hui de nombreuses économies communautaires légitimes dans lesquelles cette division n'a jamais existé.<sup>170</sup> (Hillenkamp et Santos 2019, p. 97)*

La prise en compte de la sphère domestique permet de sortir d'une analyse purement matérielle et monétaire, pour élargir la réflexion à d'autres types de gain et à d'autres manières de définir la richesse. En accord avec Gibson-Graham (1996, p. 63) :

*La forme de travail la plus répandue dans le monde est le travail non rémunéré effectué au sein du ménage, de la famille et du voisinage, ou de la communauté au sens large. Si ce travail n'est pas rémunéré en termes monétaires, nombreux sont ceux qui affirment qu'il n'est pas nécessairement non rémunéré. La récompense de ce travail peut prendre la forme d'amour, de soutien émotionnel, de protection, de compagnie et d'un sentiment d'estime de soi. Elle peut également prendre la forme de la consommation ou de la jouissance de ce qui a été produit - une maison propre, des vêtements lavés, des repas, des enfants soignés, des jardins, un quartier propre ou des soins apportés aux pauvres, aux malades ou aux personnes handicapées. La nature non monétaire de cette compensation n'empêche pas ce travail de jouer un rôle central dans le fonctionnement de toute économie.*

---

<sup>169</sup> Cela a été mis en avant par plusieurs auteurs et autrices adoptant la perspective du « *global south* » - et notamment en ce qui concerne les travailleuses noires et/ou migrantes dans le secteur du « *care* », qui se sentent plus écrasées par leur travail de soin sous-payé auprès d'employeurs blancs que par le travail non rémunéré au sein de leur propre ménage (Rio 2012 ; Hillenkamp et Santos 2019).

<sup>170</sup> [Traduction libre] : *"In the absence of a welfare state and while surrounded by precariousness, achieving autonomy, when it does happen, is a remarkable feat. (...) Many of the community economies in which women play a pivotal role and that run counter to the narratives of efficiency or performance are primarily domestic. What we argue here is that the domestic (according to the concept of householding in Polanyi's work) should be recognised in its political sense, whether it be for bringing different logics, procedures, and concerns to the space of women-led popular markets, or for having allowed different subaltern women to create spaces for dialogue, confidence, social cohesion, and political articulation. Although Western feminisms have debated the problems related to the historical split between the domestic and the economic domains (...), namely the deepening of women's economic invisibility due to their association to the household, this split should not be assumed as an universal rule since there are many legitimate community economies today in which this division has never existed."*

De manière plus large, pendant la dernière décennie, plusieurs études ont mis en avant l'importance des pratiques non monétaires, y compris dans les Nord (Atkinson et Marlier 2010). Notamment, au sein d'une étude sur les réseaux familiaux, l'Institut national de statistique italien a calculé que 36% de la population majeure fournit de l'aide gratuite à des personnes vivant dans un autre ménage ; les pourcentages les plus élevés correspondent au travail de soin destiné aux enfants et personnes âgées (ISTAT - Istituto Nazionale di Statistica 2022, pp. 39-48). Des recherches ponctuelles menées dans plusieurs pays mettent en avant le rôle des réseaux des solidarités privés - notamment, en ce qui concerne la solidarité financière entre ménages (INSEE 2018) ou les revenus « non monétaires » engendrés par l'implication des grands-parents dans la famille de leurs enfants (Kitzmann (GEMASS) 2016 ; CER-VED 2022).

En somme, au fil des décennies, « *la reconnaissance croissante de la persistance et de l'ampleur des moyens de subsistance fournis par les marchés informels et par les transactions indigènes ou traditionnelles (et l'échec des modèles capitalistes axés sur la croissance dans l'augmentation du bien-être) a incité les praticiens du développement à prendre davantage conscience de ces différentes pratiques économiques et à commencer à travailler avec elles.* »<sup>171</sup> (Gibson-Graham 2006, p. 58). Toutefois, ces efforts n'ont pour l'instant pas abouti à une prise en compte systématique des richesses « non marchandes » lorsque des trajectoires de développement sont analysées ou envisagées. La prochaine sous-section, qui clôture ce chapitre, propose des réflexions sur la nécessité de redéfinir et « décentrer » l'économie pour mieux comprendre les dynamiques du développement territorial.

### **2.2.2 Diversité des économies territoriales : leçons à tirer par la science régionale**

Au vu de la pluralité et diversité des activités créatrices de richesses monétaires et non monétaires évoquées dans les pages précédentes, il nous paraît légitime d'affirmer que toutes les économies sont « plus que capitalistes » (Sheppard 2011). Ainsi, les sphères marchande et non marchande de l'économie coexistent, fuyant toute lecture dualiste et linéaire qui voudrait définir les territoires des Suds comme une version « prémoderne » des territoires des Nord. Cela était déjà clair dans le discours de Polanyi : « *Les formes d'intégration ne représentent pas des "stades" de développement. Aucune succession dans le temps n'est sous-entendue. Plusieurs formes secondaires peuvent être présentes en même temps que la forme dominante, qui peut elle-même réapparaître après une éclipse temporaire.* » (Polanyi et al. 1975 [1957], p. 249). Ainsi, pour Polanyi et les auteurs et autrices qui ont tiré inspiration de ses écrits, l'économie est modélisée comme « *un univers conceptuel à quatre coins, étant entendu que chaque coin idéal-typique (réciprocité, redistribution, échange, domesticité) n'est pas peuplé dans la pratique, puisque les économies hétérogènes existantes habitent les espaces des combinaisons inter-*

---

<sup>171</sup> [Traduction libre] : « *Increasing recognition of the persistence and magnitude of livelihood sustenance provided by informal markets and indigenous or tradition transactions (anf the failures of growth-oriented capitalist models to increase well-being) has prompted development practionioners to take more notice of these different economics practices and begin to work with them.* »

médiatrices. Il s'agit d'un domaine conceptuel d'hybridité multidimensionnelle, et non d'un domaine caractérisé par divers degrés de pureté du marché. »<sup>172</sup> (Peck 2013, p. 1559). En France, les approches polanyiennes ont largement inspiré les auteurs et autrices du MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales) (Caillé, Lazzeri, et Cléro 2002), qui revendiquent entre autres la nécessité d'une théorie de l'économie plurielle (Laville 2003) pour considérer les synergies entre plusieurs secteurs économiques en interaction - à savoir, le secteur capitaliste, le secteur public et le secteur de l'économie sociale (Lévesque 2008).

Des revendications similaires émergent, dans la littérature anglophone, au sein du mouvement des « *diverse economies* », initié par les écrits co-signés par Gibson et Graham depuis la fin des années 1990 – une approche dont l'ouvrage fondateur pourrait être considéré « *A postcapitalist politics* » (Gibson-Graham 2006).

Tableau 1. Une « Diverse Economy »

<b>TYPE DE TRANSACTIONS</b>	<b>TYPE DE TRAVAIL</b>	<b>FORME D'ORGANISATION</b>
<b>Marché</b>	<b>Salarié</b>	<b>Capitaliste</b>
<b>Marché alternatif</b>	<b>Rémunération alternative</b>	<b>Capitalisme alternatif</b>
<i>Systèmes d'échange locaux</i>	<i>Coopératives</i>	<i>Ethique environnementale</i>
<i>Monnaies alternatives</i>	<i>Auto-emploi</i>	<i>Ethique sociale</i>
<i>Fair trade</i>	<i>Payement en biens et services</i>	<i>Entreprises publiques</i>
<i>Marché informel</i>		<i>Non lucratif</i>
<i>Economie souterraine</i>		
<i>Echange coopératif</i>		
<i>Troc</i>		
<b>Non marchande</b>	<b>Non rémunéré</b>	<b>Non capitaliste</b>
<i>Flux entre ménages</i>	<i>Bénévolat</i>	<i>Communautaire</i>
<i>Cadeaux</i>	<i>Travail domestique</i>	<i>Indépendant</i>
<i>Echanges indigènes et traditionnels</i>	<i>Travail de soin</i>	<i>Féodale</i>
<i>Allocations et transferts publics</i>	<i>Travail pour la communauté</i>	<i>Esclavage</i>
<i>Aumône</i>	<i>Production pour l'auto-consommation</i>	
<i>Chasse, pêche, cueillette</i>		
<i>Vol</i>	<i>Travail esclave</i>	

Source : Gibson-Graham 2008, p.4

<sup>172</sup> [Traduction libre] : "The Polanyian formulation abstracted to a four-cornered conceptual universe, with the understanding that each ideal-typical corner (reciprocity, redistribution, exchange, householding) is for practical purposes unpopulated, since actually existing, heterogeneous economies will inhabit the combinatorial spaces in between. This is a conceptual domain of multidimensional hybridity, not one characterized by varying degrees of market purity."

Les deux autrices soutiennent que pour repenser l'économie, il faut commencer à « *explorer la dynamique du développement économique en dehors d'un cadre capitalo-centrique dans lequel l'unilinéarité et la domination du progrès capitaliste ont trop longtemps occupé le devant de la scène.* »<sup>173</sup> (Gibson-Graham 2002, p. 7). Cela passe par la prise en compte d'une pluralité de pratiques comme faisant partie intégrante de la réalité socio-économique des territoires - notamment en observant, en plus des transactions au sein du marché capitaliste, celles qui ont lieu au sein du « marché alternatif » (*alternative market*) et du secteur « non marchand » (*non market*). Cette approche est schématisée dans le tableau ci-dessus, traduit de l'original (Tableau 1).

Les « *diverse economies* » ne sont pas sans lien avec le « *Southern turn* » et les théories postcoloniales et décoloniales. En effet, Gibson-Graham (2007) s'inspirent ouvertement des réflexions de Santos concernant les épistémologies des Suds et la nécessité de lire à partir des « absences ». Ce dernier identifie les manières dont la science moderne, par le biais des notions de rationalité et d'efficacité, a effacé les théories produites par les marges et créé des formes de « *non-existence* », en imposant des « *monocultures* »<sup>174</sup> (Santos 2004 ; 2016). En particulier, Gibson-Graham s'attaquent à celle que Santos appelle la « monoculture des critères de la productivité capitaliste », selon laquelle « *la croissance économique est un objectif rationnel incontestable ; en soi, le critère de productivité, qui sert le mieux cet objectif, est également indiscutable. Ce critère est appliqué à la nature et au travail humain. La nature productive est celle qui atteint son maximum de fertilité dans un certain cycle de production, tandis que le travail productif est celui qui maximise le profit, également au sein d'un certain cycle de production. Dans ce cas, la non-existence prend la forme de "l'improductif", qui, appliqué à la nature, est synonyme de "stérilité", et qui, appliqué au travail, est synonyme de "paresse" et de "disqualification professionnelle".* » (Santos 2016, p. 36). Le défi à relever serait alors de rendre « présentes » et visibles ces absences, en leur redonnant la légitimité qui leur a été niée par les modèles de développement occidentalocentrés.

En ce qui concerne la science régionale, le « décentrement » du regard passe, selon nous, par plusieurs remises en question. D'abord, il s'agit de s'éloigner des modèles « a-spatiaux », qui font abstraction des caractéristiques réelles du territoire en tant que construit d'acteurs - et le voient plutôt comme un « contenant », un ensemble de ressources à exploiter pour accroître les revenus monétaires locaux. En effet, dans une perspective décoloniale, le territoire est avant tout l'expression d'un vivre ensemble, selon des valeurs, identités, imaginaires et pratiques qui peuvent s'éloigner des normes dominantes « euro-centrées » (Halvorsen 2019). Ensuite, il nous paraît indispensable de reconnaître que la production et l'économie formelle ne sont pas les seuls moteurs de développement « légitimes », mais

---

<sup>173</sup> [Traduction libre] : « *This brings us to one of the creative edges of our project of rethinking economy where we are beginning to explore the dynamics of economic development outside of a capitalocentric framing in which the (uni)linearity and dominance of capitalist progress have too long held center stage.* »

<sup>174</sup> (i) la monoculture de la connaissance ; (ii) la monoculture du temps linéaire ; (iii) la monoculture de la naturalisation des différences ; (iv) la monoculture de l'échelle dominante ; (v) la monoculture des critères de la productivité capitaliste. Pour un approfondissement en français à ce sujet, cf. Santos (2016, pp. 34-38).

qu'il existe une pluralité de pratiques, monétaires et non monétaires, formelles et informelles, productives et non productives, qui permettent d'améliorer la qualité de la vie dans les territoires. Il est aussi crucial de reconnaître que les frontières entre ces pratiques sont poreuses - et qu'il est impossible d'entendre les unes si l'on ignore les autres. Ainsi, alors que les anciennes distinctions théoriques entre les études du développement et la géographie économique tombent (Murphy 2008) et que la nécessité d'appréhender cette dernière en dehors « *des espaces formels des économies occidentales* »<sup>175</sup> (Pollard *et al.* p 137) commence à trouver sa place, nous considérons que la science régionale aurait tout à gagner en s'ouvrant davantage aux Suds et en prenant en compte des dynamiques socio-économiques de plus en plus variées. En même temps, mettre l'accent sur les territoires et la diversité de leurs économies ne doit pas signifier céder au particularisme - c'est-à-dire qu'il ne faut pas supposer que des théories et pratiques situées ne soient pas en mesure de questionner et enrichir des cadres théoriques plus généraux. Cette conviction concerne particulièrement les études menées dans les Suds, dont les auteurs et autrices des Nordes peinent à tirer des enseignements généralisables. La solution n'est pas de développer une théorie différente pour chaque économie observée empiriquement (Peck 2013), mais plutôt d'élaborer des cadres théoriques souples, permettant de « *croiser et recouper entre des processus économiques organisés de manières différentes* »<sup>176</sup> (Halperin 1994, p. 10).

---

<sup>175</sup>[Traduction libre] : “*The formal spaces of western economies.*”

<sup>176</sup>[Traduction libre] : “*Cross and criss-cross between differently organized economic processes.*”

## Conclusion du Chapitre 2

Ce chapitre a traité de la nécessité de « décentrer » le regard sur les territoires et sur leurs économies. Il a d'abord retracé l'émergence de l'opposition entre les Nord et les Sud en tant que conséquence d'une asymétrie dans les rapports de pouvoir entre pays, territoires, groupes sociaux. A cet effet, le cadrage théorique proposé par les études postcoloniales et décoloniales a été mobilisé. La première section a permis d'évoquer les principales critiques mues à l'encontre du développement en tant que synonyme de « modernité » et d'« occident ». Elle a mis en avant la silencieuse marginalisation des Sud et la marginalisation de leurs savoirs et de leurs pratiques - et a proposé des pistes de décentrement de la pensée qui passent par un dialogue entre les théories et pratiques issues à la fois des Nord et des Sud. La deuxième section a discuté des criticités que l'ancrage des études urbaines dans la pensée des Nord comporte, en évoquant leurs liens avec la colonisation et la hiérarchisation entre villes (globales et non globales, développées et non développées) qu'elles opèrent. Cette section a également présenté les principaux débats portés par les études urbaines critiques, qui revendiquent l'urgence d'un « *Southern turn* » dans la discipline. Nous soutenons que ce décentrement doit être élargi aussi aux études sur les régions et sur les territoires - notamment en ce qui concerne leurs économies. Cela passe par la mobilisation de cas d'études des Sud, trop souvent marginalisés, ainsi que par la reconnaissance de leur capacité à enrichir les cadres théoriques du développement territorial. De plus, il nous paraît indispensable d'élargir la définition de l'« économie » à l'ensemble des activités qui font vivre les territoires - qu'elles soient productives ou non, formelles ou informelles, monétaires ou non monétaires. Cette proposition plonge ses racines dans les écrits polanyiens, ainsi que dans les théories relevant du domaine plus récent des « *diverse economies* » - soutenant qu'il n'est pas possible de comprendre la « subsistance de l'homme » en se limitant à observer la sphère marchande de l'économie. Nous soutenons que la prise en compte de la diversité des activités socio-économiques et des richesses qu'elles engendrent est indispensable pour penser des trajectoires de développement qui sortent du paradigme productiviste et « modernisateur ».

Nous considérons que des études urbaines et régionales « décentrées » doivent s'intéresser aux territoires « ordinaires », à leurs tissus socio-économiques divers et pluriels, ainsi qu'à leurs liens avec l'extérieur. Pour saisir l'ensemble de ces objets, nous choisissons, dans ce manuscrit, une approche en termes de flux, à partir de la théorie de la base économique - qui sera présentée dans le prochain chapitre. Nous resituons les territoires au sein d'un ensemble complexe de relations sociales et économiques - fruit de l'enchevêtrement entre la mondialisation « par le bas » et celle « par le haut » - tout en mettant en avant l'importance du local en tant que construit d'acteurs, espace de vie et élément constitutif de l'identité de ses habitantes et habitants.

### Chapitre 3

## La théorie de la base économique : au-delà de la production, la captation et la circulation de la richesse

*There is no reason to assume that exports are the sole or even the most important autonomous variable determining regional income.*<sup>177</sup> (Tiebout 1956c, p.161)

Les deux premiers chapitres de ce manuscrit ont mis en avant la nécessité de dépasser les approches du développement axées sur la production et l'économie formelle et de prendre en compte les pratiques et processus qui se déploient en dehors du « centre » et de la sphère marchande de l'économie. Nous avons insisté sur l'importance de contextualiser les territoires au sein d'une pluralité de flux de richesses monétaires et non monétaires - engendrés à la fois par les activités locales et par les connexions que le local tisse avec l'extérieur. Aussi, nous avons évoqué la possibilité de mobiliser des modèles économiques « souples », suivant une démarche de « *théorisation faible* » (*weak theory*) (Sedgwick 1997; Gibson-Graham 2006), qui demande « *d'agir comme un débutant, de refuser d'en savoir trop, de permettre au succès d'inspirer et à l'échec d'éduquer, de refuser d'étendre les diagnostics trop largement ou trop profondément.* »<sup>178</sup> (Gibson-Graham 2006, p.8). Ainsi, une « *théorie faible de l'économie* » se fonde sur le « *langage de la diverse economy* », qui « *élargit notre vocabulaire économique, en élargissant l'identité de l'économie pour y inclure toutes les pratiques exclues ou marginalisées par la théorie forte du capitalisme* »<sup>179</sup> (*ibid.*, p. 60).

Au sein de la science régionale, nous considérons que la théorie de la base économique - présentée dans ce chapitre - se prête à cette démarche prudente de théorisation, au vu de la souplesse et de la capacité de remise en question dont elle a fait preuve au fil des dernières décennies. En simplifiant, cette théorie considère qu'une région ou un territoire se développe à partir des richesses captées de l'extérieur (le « secteur basique » ou « base économique »), dont l'impact sur le tissu économique local dépend de la capacité de la région ou territoire de retenir et multiplier ces richesses au profit de sa population (au sein de l'économie locale ou « secteur domestique »). Dans sa version la plus répandue à partir de la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la théorie de la base économique calculait les richesses en les identifiant aux emplois exportateurs - ces derniers étant considérés comme le principal moteur du développement, engendrant de manière quasiment « mécanique » une augmentation des revenus et de la population résidente. Ce modèle a largement évolué au cours du dernier siècle - s'ancrant d'abord dans une perspective marchande, pour ensuite s'ouvrir, à partir des années 2000, à la prise en compte de revenus non issus de l'emploi, pour reconnaître le rôle fondamental de la consommation, ainsi que de la redistribution sociale et publique. Cette évolution de la théorie de la base économique a contribué au

---

<sup>177</sup> [Traduction libre] : « *Il n'y a aucune raison de supposer que les exportations sont la seule ou même la plus importante variable autonome déterminant le revenu régional.* »

<sup>178</sup> [Traduction libre] : « *The practice of doing weak theory requires acting as a beginner, refusing to know too much, allowing success to inspire and failure to educate, refusing to extend diagnoses too widely or deeply.* »

<sup>179</sup> [Traduction libre] : « *Our intervention is to propose a language of the diverse economy as an exploratory thinking practice, a weak theory of economy. This language expands our economic vocabulary, widening the identity of the economy to include all of those practices excluded or marginalized by a strong theory of capitalism.* »

questionnement de la vision productiviste du développement. En particulier, elle a montré que les territoires peuvent se développer en captant des revenus non issus des exportations de biens et services, tels que les transferts sociaux, les dépenses publiques ou bien encore les flux liés aux touristes ou aux personnes retraitées. Ainsi, les emplois exportateurs ne sont qu'une des sources de revenus extérieurs - et rarement la plus importante. Cette rénovation de la théorie de la base est largement issue de l'application du modèle à des contextes « périphériques » du point de vue de la théorie dominante : des villes petites et moyennes, des zones rurales et des aires connaissant des processus de désindustrialisation. Toutefois, les applications en dehors de l'Europe et des Etats-Unis demeurent extrêmement rares et, le plus souvent, elles mobilisent toujours des données d'emplois.

Ce troisième chapitre montre le chemin parcouru par la théorie de la base économique depuis sa première formulation par Werner Sombart en 1916 jusqu'à l'élargissement progressif des richesses prises en compte dans le modèle et à la reconnaissance du secteur domestique comme moteur du développement. Nous sommes convaincues que cette théorie peut être élargie ultérieurement pour prendre en compte de plus en plus de pratiques qui se situent en dehors de la sphère marchande classique - et donc du travail formel et productif - intégrant notamment des flux de richesses issus des solidarités, des informalités, ainsi que des pratiques non monétaires. Comme nous le verrons par la suite, cela demande de se tourner vers les Suds, puisque leurs systèmes statistiques sont souvent plus à même de produire des données concernant ces enjeux.

## 1. La théorie de la base « exportatrice » : des revenus aux emplois

La théorie de la base économique ou exportatrice a été pendant des décennies une approche dominante dans les études urbaines et régionales. Ses origines remontent au début du XX<sup>ème</sup> siècle, sa première formulation étant généralement attribuée à Werner Sombart (1916). Cette théorie a été appliquée principalement à des métropoles des Nord, en particulier aux Etats-Unis (Committee on the Regional Plan 1928; Detroit City Plan Commission 1944). Elle y était utilisée pour prédire les évolutions de l'emploi et des dynamiques démographiques au sein des villes, à partir du nombre d'emplois « exportateurs ». La théorie de la base repose sur l'idée que l'économie d'un territoire (ville, aire urbaine, région...) se découpe en deux secteurs : l'un, le « secteur basique », tourné vers l'exportation, entraîne l'autre, dit « secteur domestique », qui répond, quant à lui, à la demande locale. Comme l'a écrit Andrews (1953, p. 161), « *Les activités basiques peuvent être considérées comme les salariés de la famille qui représente la communauté. Sans elles, ou si leur capacité de gain diminue, la santé économique de la communauté est affectée en conséquence.* »<sup>180</sup>. Ainsi, dans la version la plus répandue de la théorie, le secteur domestique est considéré comme étant un secteur « passif », dépendant de l'essor des exportations, véritables moteurs du développement économique. Les emplois exportateurs seraient donc un paramètre essentiel pour anticiper les augmentations ou les baisses du nombre d'habitants dans les métropoles – et pour mettre en place des politiques d'aménagement et de logement adaptées. Toutefois, à

---

<sup>180</sup> [Traduction libre] : « *The base activities can be considered the wage earners of the community family. Without them, or if they decline in earning power, the economic health of the community suffers accordingly.* »



l'origine, la théorie avait bien été formulée en termes de revenus - l'utilisation des emplois comme variable clé s'étant imposée à partir des années 1940.

### 1.1 Aux origines de la théorie de la base : la distinction entre « fondateurs » et « remplisseurs » des villes

Selon de nombreux auteurs et autrices (Davezies 2009 ; Gonnard 2001 ; Krumme 1968), la théorie de la base économique puise ses origines dans les écrits de Werner Sombart (1916), économiste et sociologue allemand - tristement connu pour avoir supporté l'avènement du national-socialisme dans le pays<sup>181</sup>. Sombart n'utilisait pas les notions de « basique » et de « non basique » (ou domestique), mais différenciait les « *city-formers* » (*Städtegründer*) des « *city-fillers* » (*Städtefüller*), en prenant comme exemple la ville du Moyen Age. Dans son ouvrage de 1916, il évoquait<sup>182</sup> les travaux précurseurs de Het Welvaren van Leiden, qui déjà en 1695 avait tenu des propos similaires, considérant que les emplois locaux dépendent de l'existence d'habitants « utiles ». A cet égard, Sombart écrivait : « *Comme ils ne dépendent que de la consommation locale et du nombre d'habitants, tous ceux qui sont occupés à ces métiers [au sein du secteur « domestique », NdT] ne peuvent jamais former une ville populeuse et florissante ; ils doivent plutôt être considérés comme le résultat nécessaire des habitants utiles (niitzlichen)* »<sup>183</sup> (Sombart 1916, p.132 ; cité par Krumme 1968, p.115). L'auteur a défini les créateurs et créatrices de revenus basiques comme étant « *les formateurs de la ville actifs, originaux ou primaires* »<sup>184</sup>, à savoir « *les personnes qui vivent et permettent de vivre* »<sup>185</sup> (*ibid.*) ; ce groupe comprend, notamment : « *un roi qui collecte des impôts ; un propriétaire qui perçoit des loyers ; un commerçant qui tire profit du commerce avec l'extérieur ; un artisan, un fabricant qui vend des produits industriels à l'extérieur ; un auteur dont les écrits sont achetés à l'extérieur ; un médecin qui a des clients à la campagne ; un étudiant qui est soutenu par ses parents dans un autre endroit, etc.* »<sup>186</sup> (*ibid.*). Les *city fillers* sont celles et ceux dont les revenus dépendent de l'existence des *city formers* - et elles et ils ont été définis en tant que « *les fondateurs de la ville passifs, dérivés ou secondaires* »<sup>187</sup> (*ibid.*, p. 114). Cette idée de « passivité » des emplois et/ou des revenus domestiques est par la suite devenue récurrente dans les utilisations *mainstream* de la théorie de la base pendant les décennies suivantes. Pour Sombart, les personnes qui « remplissent la ville » sont celles « *qui répondent aux besoins des "constructeurs de la ville" : le cordonnier qui fabrique les chaussures du roi, le bijoutier qui dépend des achats de la femme du*

---

<sup>181</sup> Le 19 août 1934, Sombart a été l'un des signataires de l'appel paru dans le *Völkischer Beobachter*, montrant le soutien des scientifiques allemands à Adolf Hitler, incitant à voter lors du plébiscite du 19 août 1934.

<sup>182</sup> Dans une note en bas de page : Sombart (1916), pp. 132-133.

<sup>183</sup> [Traduction libre] : « *Since they depend only on local consumption and the number of inhabitants, all those who are occupied in these trades can never form a populous and flourishing town; instead they must be seen as a necessary result of the useful (niitzlichen) inhabitants.* »

<sup>184</sup> [Traduction libre] : « *active, originative, or primary city-formers.* »

<sup>185</sup> [Traduction libre] : « *the people who live and let live.* »

<sup>186</sup> [Traduction libre] : « *a king who collects taxes; a landlord who receives rent payments ; a merchant who profits from trade with outsiders; a craftsman, a manufacturer, who sells industrial products to the outside; an author, whose writings are being bought outside the gates ; a physician, who has clients in the countryside; a student, who is supported by his parents in another place etc.* »

<sup>187</sup> [Traduction libre] : « *passive or derived or secondary city founders.* »

*marchand, la logeuse à qui l'étudiant loue sa chambre* »<sup>188</sup>. Ces *city fillers* peuvent être « directes » ou « indirectes » (Krumme 1968). Dans le premier cas, il s'agit de toutes les personnes employées directement par les *city formers*, recevant leurs salaires de ces derniers ; dans le second cas, ce sont les artisans et les commerçants indépendants qui produisent des biens et services acquis par les *city formers* ou qui importent ces biens d'autres villes. Nous retrouvons ici les prémices de l'idée de « *base indirecte* » (Blumenfeld 1955; Andrews 1954a) ou d'« *intermédiation territoriale* », qui a globalement disparu de la version classique de la théorie de la base (Talandier 2020).

A l'époque étudiée par Sombart, les liens interterritoriaux étaient plus facilement analysables car les chaînes de valeurs étaient moins complexes. En effet, les activités exogènes employaient relativement peu de personnes - à la fois directement et indirectement. Le secteur domestique était alors dominant - ce qui a amené Krumme (1968) à écrire que Sombart « *s'intéressait principalement à la "ville de consommation" du Moyen-Âge* »<sup>189</sup>. En effet, les flux venant de l'extérieur se réduisaient essentiellement aux impôts et aux loyers payés à la ville.

Selon Krumme (1968), il est difficile de dire si les auteurs qui ont mobilisé la théorie de la base par la suite avaient lu Sombart ou pas. Ce qui est sûr, c'est que l'auteur allemand a jeté les fondations de la théorie de la base et tenté une première application quantitative (résumée dans la prochaine sous-section) - et cela, plusieurs décennies avant la littérature qui serait ensuite devenue *mainstream*. La distinction entre *city fillers* et *city founders* a été reprise par la suite par Nussbaum (1933) (avec l'autorisation de Sombart, comme souligné par Krumme 1968), un historien américain, qui distinguait les « *town fillers* » des « *town builders* ». En 1921, des concepts similaires ont aussi été mobilisés par Auroousseau, qui considérait que la croissance d'une ville doit être analysée en faisant la différence entre occupations « primaires » et « secondaires ». L'auteur définissait les occupations primaires comme celles qui sont « *directement liées aux fonctions de la ville* »<sup>190</sup>, et les occupations secondaires comme celles qui sont « *consacrées au maintien du bien-être des personnes engagées dans les activités de nature primaire* »<sup>191</sup>. Dans les écrits de tous ces auteurs, la relation entre les deux types d'occupations (ou de revenus) est considérée comme le fondement de la croissance urbaine : « *Plus il y a de citoyens primaires, plus il y a de citoyens secondaires, dans une relation semblable à celle des intérêts composés* »<sup>192</sup> (Auroousseau 1921, p.574).

Toujours en 1921, Frederick Law Olmstead, célèbre architecte nord-américain, écrivait une lettre<sup>193</sup> à John M. Glenn, membre du *New York Planning Committee*, en suggérant une distinction entre occupations « primaires » (*primary*) et « auxiliaires » (*ancillary*). Selon Blumenfeld (1955), il s'agit de

---

<sup>188</sup> [Traduction libre] : "the 'town fillers', those who serve the needs of the 'town builders': the shoemaker who makes the king's shoes, the jeweler who depends on the purchases of the merchant's wife, the landlady from whom the student rents his room."

<sup>189</sup> [Traduction libre] : "primarily concerned with the 'consumption-city' of the Middle Ages. "

<sup>190</sup> [Traduction libre] : "directly concerned with the functions of the town."

<sup>191</sup> [Traduction libre] : "concerned with the maintenance of the well-being of the people engaged in those of primary nature."

<sup>192</sup> [Traduction libre] : "The more primary citizens there are, the more secondary, in a relation something like compound interest."

<sup>193</sup> Citée par Andrews, R. (1953). Mechanics of the Urban Economic Base: Historical Development of the Base Concept. *Land Economics*, 29(2).

la première fois que des aménageurs nord-américains ont échangé à ce sujet. Cette lettre a été évoquée dans un rapport de 1928 concernant la région de New York, soulignant que « *Il a été demandé qu'une distinction soit faite entre les activités "primaires" et les activités "auxiliaires" et que les activités primaires aient la priorité dans les plans d'urbanisme* », ainsi qu'entre « *ces activités qui créent des quartiers peuplés et celles qui suivent la population.* »<sup>194</sup> (Committee on the Regional Plan 1928, p.13). Pour la première fois, cette enquête régionale reconnaissait explicitement le concept de « *base économique urbaine* » (*urban economic base*), même si elle ne tentait pas encore de quantifier le poids des différents types d'activités dans l'économie des régions.

## **1.2 Les premières applications quantitatives et l'affirmation des approches en termes d'emplois**

En 1916, Sombart ne s'était pas limité à une description qualitative des *city-fillers* et des *city-builders*. En effet, l'auteur avait proposé une quantification de la « base économique » de la ville de Berlin, bien avant les écrits de Richard Hartshorne et Homer Hoyt - considérés comme les premiers auteurs à avoir appliqué la méthode quelques décennies plus tard. Toutefois, alors que son raisonnement concernant la ville médiévale était ouvertement en termes de revenus, dans son application au cas berlinois - faute de données disponibles - Sombart s'est retrouvé à restreindre le secteur basique aux activités manufacturières, dont il a calculé le poids en utilisant des statistiques de la ville de 1907. Les résultats ont ainsi été résumés par Krumme (1968). Parmi les personnes occupées dans des emplois rémunérés dans la ville de Berlin, 54,3% (environ un million de personnes) travaillaient dans le secteur manufacturier. Parmi celles-ci, 48,2% (soit 26,2% du total de la population occupée) étaient des *city formers*. Le secteur marchand (qui comprenait pour Sombart le commerce, le secteur bancaire et les transports) avait un poids égal, voire supérieur, au secteur manufacturier dans la formation des métropoles. Notamment, Sombart montrait que la part des personnes occupées dans le secteur bancaire à Berlin sur le total des employés dans ce même secteur dans toute l'Allemagne était passée de 32,9% en 1859 à 77,6% en 1907. L'auteur arrivait, entre autres, à la conclusion que le poids du secteur manufacturier diminue au fur et à mesure que les villes s'élargissent.

Ensuite, en 1936, Hartshorne a proposé ce qui est généralement considéré comme la première tentative de mesurer les composantes basiques et non basiques des économies urbaines (Lane 1966). L'auteur s'est essayé dans l'estimation de la part exportatrice des emplois du secteur manufacturier - et a conclu que, de façon très approximative, 10% du total de l'emploi de ce secteur dans les villes est censé être non basique.

En 1938, deux nouvelles tentatives de mesure ont été avancées. Des chercheurs de la revue « *Fortune* » ont tenté pour la première fois de calculer les composantes basique et non basique d'une aire urbaine entière, à savoir celle de Oskaloosa<sup>195</sup>, dans le Iowa. Les auteurs ont utilisé des outils empruntés à la macro-économie - notamment la balance des paiements - pour calculer les échanges entre Oskaloosa et le reste des Etats-Unis, en mettant en place une sorte de comptabilité régionale. Ainsi, ils

---

<sup>194</sup> [Traduction libre] : "It has been urged that a distinction should be drawn between "primary" and "ancillary" activities: that primary activities be given precedence in the city plan. (...) between... those (activities) that create populous districts and those that follow population."

<sup>195</sup> Oskaloosa vs The United States, *Fortune*, April 1938, p.55. Cité par Lane (1966, p. 340)

ont identifié : (i) les secteurs économiques recevant des paiements du reste des Etats-Unis (c.à.d. le secteur exportateur, ou basique) ; (ii) les secteurs effectuant des paiements vers le reste du monde (secteurs importateurs) ; (iii) de manière résiduelle, les secteurs constitués par des transactions ayant lieu au sein d'une même aire urbaine (le secteur non basique). Différemment des études précédentes (et suivantes), cette analyse utilisait des données de revenus et de paiements plutôt que des données d'emplois.

Dans le même temps, une autre version du calcul des bases était en train d'être développée. Plus simple par rapport au modèle de comptabilité régionale basé sur les revenus proposé dans *Fortune*, elle est arrivée à s'imposer par la suite. Au milieu des années 1930, la *Federal Housing Administration* avait exprimé le souhait de développer une méthode opérationnelle de prédiction de la croissance démographique des villes, pour anticiper la demande immobilière. Homer Hoyt, en tant que *principal housing economist*, s'était retrouvé en charge de cette opération. Comme l'auteur l'a écrit rétrospectivement : « *Nous avons le problème de faire le classement des villes de chaque État de l'Union quant à leurs perspectives de croissance future de l'emploi, afin de donner à chaque région urbaine une note, qui ferait partie du classement total de toute maison individuelle à des fins d'assurance contre le risque hypothécaire* »<sup>196</sup> (Hoyt 1954, p.183). Le but étant de mettre en place une méthode simple, applicable aux 48 Etats fédéraux, Hoyt a créé une catégorisation des emplois, s'inspirant d'un travail antérieur des ingénieurs de *Bell Telephone Company*. Ces auteurs, pour estimer la croissance démographique de la région de Chicago, s'étaient basés sur les perspectives de croissance de certaines industries considérées comme déterminantes (principalement, celles de l'acier, de la viande et des meubles). Dans sa méthodologie, Hoyt choisissait de considérer comme basiques l'ensemble des emplois du secteur secondaire - sauf ceux produisant entièrement pour la demande locale - ainsi que les commerces de gros, les fonctionnaires étatiques et fédéraux, les transports non locaux et les travailleurs dans les hôtels. Puisqu'en 1936 il n'existait pas de données détaillées sur les travailleurs dans le secteur des services, Hoyt choisissait de suivre la méthode employée dans les études précédentes menées sur York et Lancaster (Pennsylvanie), considérant que le nombre de travailleurs du tertiaire était égal au nombre de travailleurs basiques. Ainsi, Hoyt postulait l'existence d'un rapport de 1 à 1 dans chaque ville entre les secteurs basique et non basique (par la suite, il a développé une méthode permettant de considérer ce rapport comme variable, évoquée dans la prochaine sous-section). Hoyt et ses coauteurs ont mis l'accent sur les emplois plutôt que sur les revenus. Ils justifiaient cela par le fait que certaines industries peuvent créer des revenus élevés, mais pour peu d'employés (c'est le cas notamment des industries dans lesquelles le travail est quasi entièrement mécanisé), ayant donc un impact limité sur la demande de logements. Ainsi, comme Hoyt l'a écrit en 1954, « *L'accent mis sur le nombre futur d'emplois, et non sur le revenu monétaire, reste le facteur important dans les études réalisées pour les agences de logement et les commissions de planification* »<sup>197</sup> (p.184).

---

<sup>196</sup> [Traduction libre] : "We had the problem of rating cities in every state of the Union as to their prospects for future growth in employment for the purpose of giving every urban region a grade, which would be part of the total rating of any single house for mortgage risk insurance purposes."

<sup>197</sup> [Traduction libre] : "This emphasis upon the future number of jobs, and not upon money income, is still the important factor in studies for housing agencies and plan commissions."

La première version aboutie du concept de base économique développée par Hoyt se trouve dans l'ouvrage de 1939 *Principles of Urban Real Estate*, coécrit avec Weimer. Dans cette première version, les auteurs ont continué à considérer le ratio entre emplois basiques et emplois non basiques comme étant fixe (1:1, comme nous l'avons vu plus haut). Par la suite, plusieurs manières de départager le basique du domestique ont été proposées, évoquées dans la sous-section 1.3.1 de ce chapitre.

A partir des années 1940, on assiste à une prolifération des applications de la théorie de la base - Hoyt ayant eu dans cela un rôle d'impulsion majeur, au vu de son lien étroit avec la planification des politiques publiques urbaines aux Etats Unis. En effet, pendant les années 1940, Hoyt a occupé le rôle de directeur de recherches à la *Chicago Plan Commission* (1941-1943), puis celui de directeur d'études économiques à la *Regional Plan Association* de New York (1943-1946). En 1944, il a été en charge d'un rapport sur la situation économique de la région métropolitaine de New York, dans lequel il a calculé le rapport entre les emplois basiques et les emplois de services pour chaque catégorie d'emploi. C'est à cette occasion que Hoyt s'est rendu compte que ce rapport n'est pas stable, mais il peut varier en fonction des régions et des périodes prises en compte. Cela l'a amené à publier avec Weimer une version mise à jour de leur ouvrage, en 1948, en abandonnant l'idée d'une proportion fixe d'emplois domestiques qui serait engendrée par les emplois basiques. La méthode qui est présentée dans cette nouvelle édition est restée par la suite la référence classique pour les auteurs et autrices qui ont mobilisé la théorie de la base dans les années et décennies suivantes. D'abord, les auteurs ont posé la différence entre emplois basiques et domestiques et postulé leur correspondance avec les revenus homologues :

*Puisque l'existence et la croissance d'une ville semblent dépendre tout particulièrement de ces sources extérieures de revenus, elles ont été appelées "soutiens à l'emploi de base" ou "emplois de croissance urbaine". Par opposition aux sources de revenus de base, il existe des emplois "secondaires" ou "non basiques" de "services urbains", c'est-à-dire des sources de revenus provenant de la satisfaction des besoins de ceux qui perçoivent des revenus en dehors des frontières de la ville*<sup>198</sup>. (Weimer et Hoyt 1948, pp.85-86)

L'ouvrage de Weimer et Hoyt a introduit l'idée d'une relation mathématique entre les emplois basiques et les emplois non basiques, suggérant également une corrélation mathématique entre les emplois basiques et la population totale. Les auteurs utilisent des données secondaires (indirectes) pour estimer le poids des secteurs exportateurs dans les économies urbaines. D'abord, ils comptent le nombre de personnes occupées dans chaque activité basique<sup>199</sup>. Ensuite, ils calculent, pour chaque région, un coefficient de localisation. Ce dernier est défini comme le pourcentage de l'emploi local dans un secteur « x » sur l'emploi local dans son ensemble, rapporté au pourcentage de l'emploi dans le même secteur « x » au niveau national sur le total des emplois nationaux. Si la valeur du coefficient de localisation ainsi calculé dépasse 1, alors l'économie locale est plus spécialisée que l'économie nationale dans ce

---

<sup>198</sup> [Traduction libre] : "Since the existence and growth of a city seem to depend especially on these outside sources of income, they have been referred to as 'basic employment supports' or as 'urban growth employment.' In contrast to the basic sources of income, there are 'secondary' or 'non-basic' 'urban service' employments, that is, sources of income derived from serving the needs of those who command incomes from beyond the borders of the city."

<sup>199</sup> Ils incluent dans le secteur basique : (1) le secteur manufacturier, (2) le commerce de gros, (3) les industries extractives, (4) les activités gouvernementales, (5) le secteur de l'éducation, (6) les structures hôtelières et les centres de loisirs, (7) les retraites.

secteur « x » d'activité et le surplus d'emplois est à considérer comme étant basique. Les emplois ainsi identifiés sont les emplois basiques ou « *emplois de la croissance urbaine* » (*urban growth employments*), et le rapport entre le nombre de ces emplois et le nombre total des emplois dans la zone urbaine est le « *economic base ratio* » de l'aire urbaine. Une fois établi, ce ratio permet enfin d'estimer les effets en termes d'augmentation du nombre d'emplois et d'habitants si une entreprise du secteur « x » s'implante dans la région - ce qui permet de planifier des politiques d'aménagement et logement adaptées.

C'est ainsi que l'idée de l'existence d'un effet d'entraînement (ou multiplicateur économique) du secteur basique sur le secteur domestique a commencé à se consolider. Jusqu'au début des années 1950, les applications de la théorie de la base se sont multipliées, en proposant parfois des variations dans les outils, données et techniques de calcul - ainsi que des pistes d'amélioration. Aux Etats Unis, suite à l'emploi de cette méthode par la *Federal Housing Administration* et dans plusieurs éditions des *Regional Plan Survey*, la théorie de la base a fini par intégrer les outils à disposition des aménageurs nord-américains. La technique des bases a même été incorporée par la *Federal Reserve Bank* dans son système statistique d'analyse économique et de prévisions. En 1946, Victor Roterus et la *Cincinnati City Planning Commission* (cf. Andrews 1953a; Blumenfeld 1955), se sont inspirés des travaux de Hoyt pour mettre en place une nouvelle technique de prédiction, considérant les emplois basiques des villes comme étant corrélés aux emplois basiques nationaux. Cette hypothèse leur a permis d'estimer les emplois basiques des villes à partir des emplois nationaux, pour estimer ensuite la force de travail dans les secteurs non basiques, et, *in fine*, la population. La Commission de Cincinnati a aussi mitigé certains des propos tenus par celle de New York en 1944. En particulier, elle soutenait que la croissance des emplois basiques n'était pas la seule cause de la croissance d'une aire urbaine, puisque « *la croissance est également induite par l'augmentation des revenus* »<sup>200</sup> (cité par Andrews 1953a).

En 1953, John W. Alexander a mené une étude approfondie sur Madison (Wisconsin), en mettant en place une enquête qualitative pour savoir quel pourcentage des produits du secondaire étaient vendus en dehors de la ville, déterminant ainsi de façon plus précise les emplois basiques dans chaque sous-secteur. Cette étude, saluée par Hoyt même (1954), est parvenue à désagréger les composantes basique et non basique de chaque industrie, en s'appuyant sur la part de production exportée. Les études de ce type sont par contre très chronophages, comme l'avait également été l'application en termes de revenus proposée dans l'étude sur Oskaloosa. Ainsi, l'application en termes d'emplois a fini par s'imposer, faute de disponibilité de données sur les revenus et dans un souci de simplification de la méthode (Pfister 1976).

A partir de la moitié des années 1940, les études se sont focalisées de plus en plus sur les secteurs productifs exportateurs - ce qui a valu à cette théorie l'appellation de « théorie de la base exportatrice ». Notamment, en 1948, Vining écrivait : « *Une communauté semble s'organiser autour de son industrie "exportatrice", qui est la source des flux que cette communauté injecte dans le grand système indépen-*

---

<sup>200</sup> [Traduction libre] : "growth is also induced through increasing incomes."

dant et qui sert d'équilibre aux flux détournés du grand système et canalisés vers cette communauté »<sup>201</sup>(Vining 1948, p.90). Et encore, en soulignant le rôle passif du secteur domestique : « À l'intérieur d'une unité régionale primaire (...) une partie de l'emploi produit des produits et des services vendus uniquement ou principalement aux habitants de cette région. Cet emploi est appelé emploi "résidentiel" ou passif (...) Le reste de l'emploi produit principalement pour l'exportation vers d'autres régions. Cet emploi est appelé emploi "primaire" ou "actif". »<sup>202</sup> (ibid., p.93).

La variété des méthodes utilisées et des études de cas mobilisées a engendré un débat prolifique sur plusieurs aspects de la théorie de la base. Les questionnements des années 1940 et 1950 sont récoltés dans une série d'article de Richard B. Andrews, parue entre 1953 et 1956 dans la revue *Land Economics* et titrée « *Mechanics of the Urban Economic Base* ». Il s'agit d'une dizaine de publications systématisant les connaissances sur la théorie de la base et suggérant des pistes de réflexions et d'amélioration concernant des aspects controversés - tels que les origines de la théorie (Andrews 1953a) et la terminologie à employer (Andrews 1953b), le rôle du multiplicateur (Andrews 1955a; 1955b; 1955c; 1955d), ou encore les méthodes pour départager le secteur basique du domestique (Andrews 1953c; 1954a; 1954b; 1954d). Les points au cœur de ces débats sont rappelés dans la sous-section suivante, qui parcourt les principales controverses et en évoque les contributions théoriques.

### 1.3. Les principales controverses et le déclin de la théorie

La théorie de la base a toujours été une sorte de « chantier ouvert » : les méthodes et données mobilisées varient d'un auteur à l'autre, en fonction des contextes d'application et des données disponibles. En effet, alors que le fond de la théorie a toujours été plutôt consensuel - la captation de revenus externes étant considérée comme un facteur incontournable du développement des régions - il n'y a jamais eu de vrai consensus concernant les méthodes de calcul à employer et la manière d'interpréter les résultats, notamment en ce qui concerne la relation entre secteur basique et domestique. Ainsi, de nombreux débats (pour une revue, cf. Vollet et al. 2018; Lerousseau 2018; Talandier 2020) ont animé les économistes régionaux de l'époque qui mobilisaient la théorie de la base - un exemple classique étant les échanges parfois enflammés entre Douglas C. North et Charles Tiebout (1955-1956). Les principales controverses peuvent être regroupées autour de deux problématiques : l'identification de la base (c'est-à-dire la définition des limites de la région à étudier et de la frontière entre secteur basique et secteur domestique) et le rôle passif ou moteur du secteur domestique (ce qui influence aussi la manière d'utiliser et interpréter le multiplicateur de la base).

---

<sup>201</sup> [Traduction libre] : "A community seems to be organized around its "export" industry, this being the source of the flows which this community injects into the larger independent system and which acts as a balance for the flows diverted from the larger system and channeled into this community."

<sup>202</sup> [Traduction libre] : "Within a primary regional unit (...) a part of the employment produces products and services sold only or primarily to the inhabitants of this region. This employment is called the "residential" or passive employment (...) The rest of the employment produces primarily for export to other regions. This employment is called the "primary" or "active" employment."

### 1.3.1 L'identification de la base

Pour définir quelle portion de l'économie est à considérer comme basique et laquelle est à considérer comme domestique, deux points critiques émergent de la littérature. D'abord, la définition de l'étendue de la région à étudier, en fonction de laquelle la part basique ou domestique des activités est destinée à varier. En effet,

*Dans une économie d'échange, une personne considérée dans un contexte spatial peut être entièrement dépendante de sa capacité à exporter ses services. C'est probablement le cas d'un quartier, à l'exception de l'épicier du coin. Pour la communauté dans son ensemble, le revenu provenant des non-exportations augmente. Dans l'économie des États-Unis, les exportations ne représentent qu'une petite partie du revenu national. Il est évident que pour le monde entier, il n'y a pas d'exportations. Ainsi, l'importance quantitative des exportations en tant que facteur explicatif dans la détermination du revenu régional dépend, en partie, de la taille de la région étudiée.*<sup>203</sup> (Tiebout 1956a, p. 161)

North (1955, p. 257) a suggéré que la frontière « économique » d'une région doit être tracée en fonction de « son développement autour d'une base exportatrice commune »<sup>204</sup>. Toutefois, Tiebout a par la suite souligné qu'il ne s'agit pas de la seule possibilité - le choix étant le plus souvent orienté par la disponibilité des données statistiques. Tiebout considérait que l'échelle géographique choisie perd de son importance si la chercheuse ou le chercheur qui utilise la théorie de la base est conscient des conséquences d'une délimitation régionale toujours arbitraire : « Le point important n'est pas le choix des frontières, mais les effets de ce choix sur les variables étudiées. Si le chercheur connaît au moins le sens de l'évolution des variables en fonction des frontières régionales, la question des frontières revêt moins d'importance. Par exemple, l'augmentation de la taille de la région, avec davantage d'échanges internes, implique que l'importance quantitative des exportations diminue ».<sup>205</sup> (1956b, p.162).

Le deuxième point du débat est constitué par la distinction même entre basique et domestique, ainsi que par le choix de l'unité de mesure à utiliser pour calculer la taille de chacun de ces secteurs - les nombre de personnes, le nombre d'emplois ou encore la quantité de revenus. En ce qui concerne la frontière entre les deux secteurs, plusieurs méthodes existent pour définir le rôle basique ou domestique des emplois ou des revenus ; les plus courantes sont évoquées ci-dessous.

En accord avec la littérature sur la théorie de la base, il est possible de distinguer quatre principales méthodes, utilisées pour tracer une frontière entre secteur basique et domestique (pour une revue, cf. Richardson 1985; Andrews 1954a; 1954b; Vollet et al. 2018) :

---

<sup>203</sup> [Traduction libre] : "In an exchange economy one person considered in a spatial context may be entirely dependent on his ability to export his services. Probably this is true of a neighborhood area, except for the corner grocer. For the community as a whole, the income originating in non-exports increases. In the United States economy, exports account for only a small part of national income. Obviously, for the world as a whole, there are no exports. Thus the quantitative importance of exports as an explanatory factor in regional income determination depends, in part, on the size of the region under study."

<sup>204</sup> [Traduction libre] : "its development around a common export base."

<sup>205</sup> [Traduction libre] : "The important point is not which boundaries are chosen but the effects of this choice on the variables under study. If the researcher is aware at least of the direction of changes in the variables as a function of regional boundaries, the question of boundaries is of less importance. For example, increased regional size, with more internal trade, implies that the quantitative importance of exports decreases."



1- La **définition a priori** de la nature basique ou domestique des différents secteurs, ou *assumption approach*. Cette méthode se fonde sur l'hypothèse que certains secteurs sont, de par leur nature, exportateurs (notamment, les industries extractives) et d'autres tournés vers le secteur domestique (notamment, le commerce de détail).

2- La méthode des **coefficients de localisation**, ou *location quotient approach*. Cette méthode - déjà utilisée par Weimer et Hoyt en 1948, se constitue de plusieurs étapes. D'abord, il faut calculer pour chaque secteur si dans la région étudiée la part des emplois (ou des revenus) est supérieure à la part des emplois (ou des revenus) dans le même secteur dans l'économie nationale. Si c'est le cas, soit le secteur dans son ensemble est considéré comme basique, soit le « surplus » d'emplois ou de revenus est considéré comme étant exportateur ; ces emplois ou revenus sont ainsi considérés comme étant basiques, le reste étant domestique.

La formule classique employée est la suivante :

$$LQ_{x,t} = [e_{x,t}/e_t] / [E_{x,t}/E_t],$$

où

LQ = coefficient de localisation

E= emploi au niveau national

x = secteur économique

e= emploi au niveau de la région étudiée

t = période

Cette méthode se base sur quatre hypothèses (Crosson 1960) : (i) le produit analysé est le même dans la région étudiée et dans le reste du territoire national ; (ii) la consommation *per capita* du produit analysé est identique dans la région étudiée et dans le reste du territoire national ; (iii) aucun produit n'est exporté avant que les besoins du secteur domestique n'aient été satisfaits. Une quatrième hypothèse est implicite si des données d'emploi sont utilisées : (iv) la productivité de chaque travailleur est identique dans la région étudiée et dans le reste du territoire national.

3- La méthode du **minimum requis**, ou *minimum requirement approach*. Cette approche compare la région ou ville étudiée avec d'autres régions ou villes considérées comme ayant des caractéristiques similaires. Pour chaque ville, le pourcentage d'emplois dans chaque secteur est calculé. Ensuite, l'hypothèse est faite que le pourcentage le plus faible trouvé dans chaque secteur est le niveau « minimal » d'emploi permettant de répondre à la demande locale. Le « surplus » d'emplois par rapport au niveau minimal ainsi identifié pour chaque secteur est considéré comme étant basique.

4- La **méthode directe**, ou *direct investigation*. Il s'agit d'une collecte de données la plus exhaustive possible auprès des entreprises ; un exemple classique est celui paru dans Fortune (1938) concernant Oskaloosa ou encore celle publiée par Alexander en 1953. Il s'agit d'une méthode couteuse et chronophage, surtout pour des villes de grande taille, car elle demande de récolter des données auprès des entreprises et des acteurs locaux, pour savoir exactement quelle part de la production est destinée aux marchés extérieurs.

La plupart des travaux européens récents basés sur le calcul des flux de revenus basiques et non-basiques reposent sur une combinaison de la méthode ad hoc et du calcul d'indicateurs de spécialisation. C'est par ailleurs cette méthode - appliquée sur des données de revenus - que nous avons choisie pour notre méthodologie décentrée et son application au cas brésilien, qui fera l'objet des prochains chapitres.

En ce qui concerne le choix de l'unité de mesure, comme nous l'avons mis en avant au début de cette section, la théorie de la base était initialement formulée en termes de revenus - même si, depuis, la plupart des applications ont mobilisé des données d'emploi. Les emplois étaient en effet considérés comme le « proxy » des revenus le plus fiable et facile d'accès - mais le rôle d'autres types de flux « basiques » non issus du travail n'a jamais été complètement nié. Lorsqu'on regarde l'évolution de la théorie de la base, les auteurs - y compris ceux ayant adopté une approche en termes d'emplois - semblaient conscients du fait qu'une approche en termes de revenus aurait été plus pertinente. Cela ressort notamment de l'enthousiasme de Hoyt pour l'étude de *Fortune* sur Oskaloosa, ou encore de certaines réflexions de North, qui soulignait le rôle « hybride », en partie basique, des retraites. Quant à Tiebout, ses écrits sont restés un point de repère fondamental pour les tenants des approches de la base économique en termes de revenus - puisqu'il soutenait que la base ne peut pas reposer uniquement sur des réflexions en termes d'emplois. En effet, l'auteur a souligné à plusieurs reprises la nécessité de considérer comme variables autonomes du modèle les flux de revenus liés aux mobilités humaines, les dépenses publiques et les transferts sociaux, ainsi que les flux de capitaux et les investissements.

La confusion engendrée par la superposition entre revenus et emplois a été mise en avant par plusieurs auteurs écrivant sur les failles de la théorie de la base. En effet, les utilisations les plus courantes de la théorie ont supposé qu'une augmentation dans les exports engendre forcément une augmentation des flux de revenus entrant dans la région, et donc une augmentation automatique du nombre d'emplois. Cela n'est pas forcément vrai (Lane 1966) - et il n'est pas difficile de voir une relation entre ce raccourci théorique et le « mythe » néoclassique du *trickle down* (cf. Chapitre 1 de ce manuscrit).

### **1.3.2 Débats sur le rôle passif ou moteur du secteur domestique**

De manière générale, le postulat de la dépendance des enjeux de consommation vis-à-vis des enjeux de production est bien ancré dans la théorie économique - et particulièrement dans la tradition « orthodoxe » et néoclassique. Postulant que - comme soutenu par la Loi de Say - l'offre crée sa propre demande, ces approches considèrent que c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits<sup>206</sup>. La production se transformerait ainsi, automatiquement, en revenus : les entreprises ayant écoulé leurs produits vont, d'un côté, dépenser pour s'approvisionner ultérieurement et, de l'autre, épargner à des fins d'investissement.

Dans la version classique de la théorie de la base, le secteur basique ou exportateur est considéré comme le principal moteur du développement. Cela est évident dans les études qui mobilisent le multiplicateur de la base, postulant une corrélation entre la taille du secteur basique et celle du secteur domestique - la première constituant la variable indépendante du modèle prédictif. En effet, comme nous

---

<sup>206</sup> cf. Say (1803)<sup>206</sup>, la « loi » ayant été formalisée par Keynes (1936).

l'avons vu, le secteur basique est considéré comme ayant un effet d'entraînement sur le secteur local ou domestique - ce qui a amené de nombreux auteurs à tenter de prédire les évolutions économiques et démographiques des territoires à partir de données concernant les exportations.

Le ratio entre secteur basique et secteur domestique est la clé du modèle, permettant de calculer les effets multiplicateurs du second sur le premier. Les formules généralement utilisées sont les suivantes (Lucienne Cahen 1965, p.166):

$$m = \frac{1}{1 - \frac{D}{E}} = \frac{1}{\frac{B}{E}} = \frac{E}{B}$$

où

m = multiplicateur de la base

E = nombre d'emplois totaux

B = nombre d'emplois basiques

D = nombre d'emplois domestiques

L'emploi total est égal au multiplicateur fois le nombre d'emplois basiques. Cette formulation rappelle celle du multiplicateur keynésien. En effet, le rapport entre les emplois domestiques et les emplois totaux (D/E) de la théorie de la base joue le même rôle de la propension marginale à consommer keynésienne, et le rapport entre les emplois basiques et les emplois totaux (B/E) joue le même rôle que la propension marginale à épargner (L. Cahen 1965). Plus le premier rapport augmente, plus le multiplicateur est élevé ; plus le second rapport augmente, plus le multiplicateur est faible.

Comme nous l'avons vu, les premières études menées par Hoyt considéraient qu'une augmentation dans les exportations entraîne une augmentation équivalente dans les activités non basiques, le rapport entre secteur basique et domestique étant supposé constant et égal à 1. Par la suite, l'instabilité du multiplicateur a été prouvée par de nombreuses études (pour une revue en anglais cf. Lane 1966 ; pour une revue en français, cf. Bailly 1971). Hoyt (1954) a fini par proposer des explications pour les variations du multiplicateur de la base en fonction de la période prise en compte et de la zone géographique étudiée, à savoir : (i) les communautés les plus prospères ont un secteur domestique plus important ; (ii) en temps de crise, les emplois non basiques tendent à diminuer ; (iii) dans des périodes de chômage élevé, le secteur non basique connaît une expansion, car les personnes qui reçoivent des aides publiques supportent les activités de service locales ; (iv) dans les villes hautement spécialisées (notamment, dans une seule industrie, ou dans le secteur minier), le secteur non basique tend à être moins important que dans les villes ayant une économie très diversifiée.

Aujourd'hui, l'instabilité du multiplicateur est un acquis. De cela découle, selon plusieurs auteurs et autrices, l'impossibilité de considérer la théorie de la base comme un modèle de croissance de long terme. En particulier, l'utilisation de la théorie de la base en tant que modèle prédictif ignore la possibilité de rendements croissants ainsi que de l'introduction de changements technologiques. Ainsi, si sur le court terme le rapport entre secteur basique et domestique peut apporter des éclairages quant au fonctionnement de l'économie et à son « extraversion », sur le long terme la relation entre les emplois exportateurs et les emplois domestiques ne serait pas linéaire (ce que le multiplicateur semble supposer), mais plutôt non linéaire. En effet, le rapport entre secteur basique et domestique peut changer amplement

en fonction des variations en termes de productivité, de technologie, mais aussi en fonction des évolutions de la taille de la ville prise en compte et des dynamiques de développement propres au secteur domestique (Andrews 1954a).

De plus, l'impossibilité d'établir une relation exacte et univoque entre le secteur basique et le secteur domestique met en garde contre le postulat de la passivité de ce dernier - ce qui a été un nœud crucial dans le débat entre North et Tiebout. Notamment, Tiebout considérait que « *d'un point de vue formel, c'est la capacité à développer une base d'exportation qui détermine la croissance régionale. Cependant, en termes de causalité, la nature des industries domestiques sera un facteur clé de tout développement possible. Sans la capacité de développer des activités domestiques, le coût du développement des activités d'exportation sera prohibitif.* »<sup>207</sup> (Tiebout 1956c, p.169). Il se référait entre autres à Adam Smith, pour lequel la croissance d'une région pouvait se vérifier sans l'aide des exportations, mais grâce à une meilleure division du travail (Dominique Vollet et al. 2018). Par ailleurs, certains auteurs ont mis en avant que la croissance régionale est possible même avec une diminution des exportations (notamment, dans le cas de la substitution des importations) - et que parfois ce sont les activités domestiques qui attirent des activités basiques (A. Bailly 1971; Persky, Ranney, et Wiewel 1993; A. Markusen 2007). Ainsi, le circuit économique local joue un rôle actif, « *en alimentant la demande infraterritoriale via la dépense publique et l'investissement résidentiel* » (Lerousseau 2018, p.9). Blumenfeld (1955), dans son article provocateur vis-à-vis de la théorie de la base, proposait d'inverser la relation de dépendance entre les deux secteurs, considérant le secteur basique comme dépendant du secteur domestique :

*Une grande région métropolitaine existe, survit et se développe parce que ses services aux entreprises et aux consommateurs lui permettent de remplacer les industries d'exportation qui déclinent en raison des vicissitudes incessantes de la vie économique. Ces services sont les éléments constants et permanents, donc véritablement "de base" et "primaires" de l'économie métropolitaine, tandis que les industries exportatrices en constante évolution sont les éléments "auxiliaires" et "secondaires". La relation supposée par la méthode est, en fait, inversée.*<sup>208</sup> (Blumenfeld 1955, p.114)

Allant dans la même direction, une dizaine d'année plus tôt, Hoover avait écrit : « *Souvent, le nombre et la variété des établissements auxiliaires regroupés autour d'une industrie primaire sont tels que la dépendance de l'industrie primaire à l'égard des établissements auxiliaires, bien que faible pour chacun d'entre eux, est importante par rapport à leur ensemble. Ce sont donc les industries "secondaires", "non basiques", à la fois les services aux entreprises et aux personnes, ainsi que l'industrie*

---

<sup>207</sup>[Traduction libre] : "*formally speaking, it is the ability to develop an export base which determines regional growth. Yet in terms of causation, the nature of the residentiary industries will be a key factor in any possible development. Without the ability to develop residentiary activities, the cost of development of export activities will be prohibitive.*"

<sup>208</sup> [Traduction libre] : "*A large metropolitan area exists, survives, and grows because its business and consumer services enable it to substitute new "export" industries for by that decline as a result of the incessant vicissitudes of economic life. These services are the constant and permanent, hence the truly "basic" and "primary" elements of the metropolitan economy; while the ever changing export industries are the "ancillary" and "secondary" elements. The relation assumed by the method is, in fact, reversed.*"

*manufacturière "auxiliaire", qui constituent la force réelle et durable de l'économie métropolitaine.* ».<sup>209</sup> (Hoover 1942, p.276). Même North, au fil de son débat avec Tiebout, a fini par assumer que la base exportatrice n'est pas la seule source de développement régional et que les activités non-basiques n'ont pas uniquement un rôle passif (pour une revue de ces échanges, cf. Vollet et al. 2018), notamment sur le court terme.

Au-delà de tous les échanges et controverses évoqués dans les pages de cette première section, la version « prédictive » de la théorie, appliquée en termes d'emplois et soutenant la primauté des activités basiques, est sortie gagnante des querelles des années 1950 - comme semble le prouver le prix de la banque de Suède décerné à North en 1993. Toutefois, par la suite, le point de vue de Tiebout a été récupéré et valorisé - et un nouveau corpus théorique a vu le jour, montrant que les points de vue des deux auteurs étaient en réalité complémentaires (Talandier 2020). La richesse de ces débats a contribué à une reformulation de la théorie de la base à partir des années 2000 - cette fois-ci, en termes de revenus, reconnaissant le rôle crucial à la fois de la production et de la consommation. C'est sur ces approches que se concentre la seconde section de ce chapitre.

## 2. La théorie de la base « économique » : des emplois aux revenus

A partir de la fin des années 1950, les critiques vis-à-vis de la théorie de la base exportatrice se sont intensifiées. Les études empiriques ont montré le rôle actif du secteur domestique, questionné la convergence entre régions, mis en avant la raréfaction des liens entre l'extraversion des territoires et les revenus de leurs habitants, ou encore entre le nombre d'emplois exportateurs et celui d'emplois totaux (Pfouts 1957; McNulty 1977; Krikelas 1992; Brown, Coulson, et Engle 1992; Kilkenny et Partridge 2009). A partir des années 1970 et 1980, la théorie de la base est rentrée dans une crise profonde. Cela a amené Roland Artle (1971, apud Pfister 1976) à écrire, dans un article concernant le Venezuela, que « *la théorie dite de la base économique a sans doute été mise au repos en tant qu'approche essentiellement inutile* »<sup>210</sup>, suivi par Richardson (1985, p.646), qui affirmait que « *les modèles relevant de la théorie de la base économique devraient être enterrés, et sans espoir de résurrection* »<sup>211</sup>. Les auteurs et autrices contemporains reconduisent ce déclin de la théorie à la difficulté de l'approche en termes d'emplois de rendre compte de la déconnexion au sein des territoires entre production, travail, revenus et qualité de la vie. En effet, il paraît désormais une évidence que les territoires les plus exportateurs - notamment, de biens manufacturiers - ne sont pas forcément des territoires attractifs en termes de conditions de vie. De plus, une augmentation de la base exportatrice peut avoir des effets néfastes sur les

---

<sup>209</sup> [Traduction libre] : "Often the number and variety of ancillary establishments clustered around some primary industry is such that the locational dependence of the primary industry on the ancillaries, though small in respect to each one, is great in respect to the total. It is thus the "secondary," "nonbasic" industries, both business and personal services, as well as "ancillary" manufacturing, which constitute the real and lasting strength of the metropolitan economy."

<sup>210</sup> [Traduction libre] : "the so-called economic base theory has probably been laid to rest as an essentially useless approach."

<sup>211</sup> [Traduction libre] : "economic base models should be buried, and without prospects for resurrection."

économies locales - notamment, si elle déclenche un « syndrome hollandais », ou si les nouvelles industries exportatrices viennent prendre la place d'industries déjà présentes sur les territoires et satisfaisant la demande locale. Blumenfeld apporte comme exemple l'implantation d'une multinationale dans un pays des Suds :

*Il est généralement admis que l'ouverture d'un établissement qui exporte une partie de ses produits améliorera toujours la balance des paiements d'une région. Toutefois, si cet établissement est une succursale d'une entreprise extérieure et travaille principalement avec des matériaux importés, et si la partie de ses produits qui est vendue localement déplace les produits d'une industrie locale travaillant en grande partie avec des matériaux locaux, l'effet net peut être contraire. Entre parenthèses, si ce cas n'est pas susceptible de se produire aux Etats-Unis en 1955, il peut être assez typique de l'impact de l'établissement de succursales de sociétés internationales modernes dans les pays sous-développés ; dans ce cas, le résultat est souvent aggravé par des effets connexes sur la répartition des revenus. La résistance de ces pays à des améliorations apparemment bénéfiques apportées par des investisseurs étrangers n'est peut-être pas entièrement due à des préjugés nationalistes à courte vue.*<sup>212</sup> (Blumenfeld 1955, p.23)

La déconnexion entre exportations et revenus territoriaux peut être due à des changements technologiques, à la mécanisation du travail, mais aussi aux rémunérations parfois faibles dans certains secteurs exportateurs (notamment, l'agriculture ou des industries employant une main d'œuvre peu spécialisée) - ce qui avait déjà été mis en avant par des auteurs des années 1950 (cf. Andrews 1954a). Dans des temps plus récents, d'autres enjeux ont été mis en avant pour expliquer ces transformations. Il s'agit des mobilités humaines - qui ne sont pas uniquement liées au travail, mais aussi à la consommation, aux loisirs, aux liens sociaux - et des redistributions publiques - qui peuvent par exemple prendre la forme de transferts sociaux ou de salaires des fonctionnaires. La prise de conscience de l'importance de ces dynamiques et de la nécessité de les intégrer dans les modélisations des économies régionales a donné lieu à une rénovation de la théorie de la base à partir de données de revenus. Cette opération de renouveau du modèle a été entreprise par plusieurs auteurs et autrices à partir des années 2000, à la fois en Europe (surtout en France et en Suisse) et de l'autre côté de l'Atlantique (surtout aux Etats-Unis et au Canada). C'est à ces contributions que cette section est dédiée. Elle propose d'abord un tour d'horizons des différents flux de revenus externes que la théorie de la base « élargie » a permis d'incorporer dans le modèle, pour ensuite discuter du rôle moteur du secteur domestique, mis en avant dans le cadre de la « théorie de la base de consommation ».

---

<sup>212</sup> [Traduction libre]: "It is generally assumed that the opening of an establishment which exports part of its products will always improve the balance of payments of an area. However, if such an establishment is a branch plant of an outside firm and works mainly with imported material, and if the part of its products which is sold locally displaces the products of a local industry working largely with local materials, then the net effect may be the opposite. Parenthetically, while this case is not likely to occur in the U. S. A. in 1955, it may be fairly typical of the impact of the establishment of branch plants of modern international concerns in under-developed countries; here the result is frequently aggravated by related effects on income distribution. The resistance of these countries to such apparently beneficial improvements by foreign investors may not be entirely due to shortsighted nationalistic prejudices."

## 2.1 Elargir la base économique : au-delà de la production pour l'exportation

La plupart des critiques de la théorie de la base s'en sont prises à l'identification des exportations comme seuls moteurs du développement. Au milieu des années 1950, Blumenfeld (1955, p.114) écrivait que la théorie de la base économique « *est incapable d'intégrer dans son schéma conceptuel les paiements reçus ou effectués autres que ceux correspondant à des travaux exécutés* »<sup>213</sup>. Toutefois, il ne s'agit pas forcément d'une limite intrinsèque à cette théorie - ce que Lane a tenu à préciser en réponse à l'âpre article de Blumenfeld, critiquant ces aménageurs qui « *semblent croire que le concept de base implique que les exportations d'une région sont sa seule source de croissance* »<sup>214</sup> (Lane 1966, p.341). En effet, comme montré dans les pages précédentes, même les auteurs qui employaient la théorie de la base dans sa version « exportatrice », c'est-à-dire en utilisant les emplois des secteurs manufacturiers et exportateurs comme unité de mesure, étaient conscients de l'importance d'autres types de flux externes. Hoyt prenait en compte dans la base les commerces de gros, les fonctionnaires étatiques et fédéraux, les transports non locaux et les travailleurs dans les hôtels. North reconnaissait le rôle basique des retraites. Dans un de ses articles sur la théorie de la base, titré « *Special problems of base identification* », Andrews (1954c) proposait une liste de cas « particuliers », qui échappent à la mesure de la base dans sa formulation exportatrice et productiviste des années 1940 et 1950 : il s'agissait notamment des navetteurs pour des raisons de travail ou d'études, des touristes, des fonctionnaires publics. Quant à Tiebout, il soutenait que « *dans la définition des exportations il faut tenir compte d'éléments tels que les revenus des navetteurs, les flux de capitaux, les transferts gouvernementaux et les liens interindustriels* »<sup>215</sup> (Tiebout 1956b, p.160).

Suite au déclin de la théorie de la base, plusieurs tentatives de rénovation de ce cadre d'analyse ont été entreprises. Les critiques se sont progressivement structurées autour de deux courants, dont le premier apparut en Europe (Farness 1989; D. Vollet 1998; Laurent 2000; Davezies 2001; Talandier et Davezies 2009; Segessemann et Crevoisier 2016; 2013) et le second outre-Atlantique plus tardivement (A. Markusen 1995; Rutland et O'Hagan 2007; Kilkenny et Partridge 2009; Nesse 2014; James et Campbell 2016). Lerousseau (2018) a montré, au travers d'une revue bibliographique couvrant à peu près un siècle, que ces deux courants ont remis au goût du jour, chacun à sa manière, les critiques portées à la théorie de la base au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Leur point de départ commun a été la tentative de reformuler les bases économiques en termes de revenus plutôt qu'en termes d'emplois, en complexifiant la définition de « basique » - qui inclut désormais, en plus des exportations, tout revenu capté de l'extérieur, comme le tourisme, les retraites, les transferts publics et sociaux.

« *De quoi vit un bassin d'emploi ? Telle est la question élémentaire à laquelle répond avec un maximum de simplicité la théorie de la base* », écrivait Loeiz Laurent, directeur régional de l'INSEE,

---

<sup>213</sup> [Traduction libre] : "The method fails to integrate into its conceptual scheme any payments received or made other than those for work performed."

<sup>214</sup> [Traduction libre] : "Planners seem to believe that the base concept implies that an area's exports are its only source of growth."

<sup>215</sup> [Traduction libre] : "In defining exports allowance is made for such items as the earnings of commuters, capital flows, government transfers, and linked industries."

en 2000 (p.18). Comme Laurent et de nombreux autres auteurs et autrices l'ont montré depuis, le territoire (qu'il soit défini en tant que bassin d'emploi ou de vie, municipalité, département, région) ne vit pas uniquement de travail - et encore moins de travail dans les secteurs manufacturiers exportateurs. En effet, si les emplois exportateurs pouvaient être considérés comme un marqueur de la richesse et du développement des territoires à l'époque de Hoyt, au fil des dernières décennies, plusieurs dynamiques ont contribué à les rendre de moins en moins significatifs. La concentration des activités productives exportatrices et à haute valeur ajoutée dans certains pôles, l'importance croissante des revenus issus des transferts sociaux, du chômage et des retraites, les mobilités des consommateurs, sont autant de dynamiques ayant contribué à la déconnexion des processus de production et de consommation - ainsi que des processus de croissance et de développement (Talandier 2020).

Pendant les années 1980, les premières pistes de renouveau de la théorie de la base ont commencé à apparaître. En 1982, Charles N. Forward a mené une étude sur les principales villes canadiennes en intégrant dans le modèle de la base économique certains revenus non issus de l'emploi ; ses résultats ont montré que les investissements et les transferts publics constituaient la composante principale de la base pour la plupart des villes enquêtées. Quelques années plus tard, Donald H. Farness (1989) a alerté les régionalistes sur l'importance de prendre en compte les mobilités dans les études de la base économique - et d'inclure parmi les moteurs du développement toute dépense locale des personnes venant d'ailleurs (notamment, les touristes et les consommateurs non-résidents), ainsi que des personnes résidant dans le territoire mais tirant leurs salaires et revenus de l'extérieur. Dans son article - qui ne proposait pas d'application empirique du modèle - il écrivait : « *L'évolution des programmes publics, des goûts des particuliers, des systèmes de transport, de l'espérance de vie et de la technologie, entre autres facteurs, a augmenté la probabilité que la base économique d'une communauté comprenne la production pour les visiteurs et les acheteurs non-résidents et les résidents qui tirent des revenus de biens extérieurs et d'emplois, de transferts gouvernementaux et d'exportations de biens illégaux.* »<sup>216</sup> (Farness 1989, p.319).

Dans les années 1990, d'autres publications sur ces sujets ont vu le jour, avec des premières applications statistiques. Joan Kendall et Bruce Pigozzi (1994) ont analysé la base économique des comtés du Michigan, mesurant l'impact des revenus basiques non issus de l'emploi sur les revenus domestiques. Selon leurs calculs, le revenu non issu de l'emploi - constituant environ un tiers des revenus de la population locale - a un impact supérieur par rapport aux revenus issus des exportations, surtout dans les comtés urbains (à la fois métropolitains et non-métropolitains). Des résultats similaires ont émergé de l'étude de Nelson et Beyers (1998). En 1999, *Water et al.* ont proposé de prendre en compte des éléments « *non-traditionnels* » (*non-traditional*) de la base économique, notamment les services exportés, les transferts fédéraux vers les gouvernements locaux et vers les ménages, les revenus immobiliers extrarégionaux. Les auteurs ont calculé que, dans le cas de l'Oregon, ces revenus jouent un rôle plus

---

<sup>216</sup> [Traduction libre] : « *Changes in public programs, private tastes, transportation systems, life expectancies, and technology, among other factors, have increased the likelihood that a community's economic base includes production for nonresident visitors and shoppers and residents who derive income from external property an jobs, government transfers, and exports of illegal goods.* »



important que ceux issus des secteurs « *traditionnels* » (*traditional*), tels que le secteur manufacturier et l'agriculture.

En 2002, Deborah Roberts a repris cette distinction entre base « traditionnelle » et « non traditionnelle » pour le cas des Western Isles écossaises. Son étude a insisté sur l'importance du financement des services publics par le gouvernement, ainsi que sur celle des transferts sociaux vers les ménages. Ainsi, l'auteur soutient que le multiplicateur de la base dans les zones rurales ne dépend pas uniquement de la structure des secteurs productifs exportateurs, mais aussi de la structure démographique de la population locale et des interdépendances entre la production et la consommation locales. Pendant la même période, d'autres auteurs ont mis en avant le rôle crucial des services publics (Beyers 2005) et des revenus non issus de l'emploi (Nelson 2005).

En 2007, l'article de Ann Markusen « *A consumption base theory of development : an application to the rural cultural economy* » a marqué un tournant majeur dans la littérature anglophone concernant la théorie de la base. L'auteur, se basant sur une série d'études de cas dans des petites villes et zones rurales du Minnesota, a prouvé le rôle moteur de certaines activités en apparence relevant uniquement du secteur domestique - en particulier, le secteur culturel -, montrant leur potentiel transformateur pour les économies locales, ainsi que leur capacité d'attirer des consommateurs externes (et donc des revenus basiques).

Dans un article de 2009, Maureen Kilkeny et Mark Partridge (2009) ont testé l'hypothèse de la primauté du rôle des exportations pour le développement régional, en appliquant la théorie de la base aux comtés ruraux des Etats-Unis. Leurs résultats ont montré, entre autres, que les taux de pauvreté rurale sont plus élevés dans les comtés ayant plus d'emplois dans les secteurs exportateurs - ce qui a amené les auteurs à soutenir qu'une focalisation excessive sur la production pour l'exportation ne donne qu'une vision partielle (voire, fautive) des dynamiques de développement dans les territoires.

Nous pouvons compléter ce tour d'horizons des publications anglophones avec l'article de 2014 de Katherine Nesse, intitulé « *Expanding the economic base model to include nonwage income* ». L'auteur a appliqué la théorie de la base économique en termes de revenus, analysant les tissus économiques de six bassins de vie américains. En plus des salaires des emplois exportateurs (définis en utilisant la méthode du quotient de localisation), elle a inclus dans la base économique les capitaux financiers, les loyers perçus, les transferts sociaux et publics, et les retraites. Elle a également calculé le décalage entre cette méthode « *élargie* » (*expanded*) et la méthode « traditionnelle », mettant en avant que « *les revenus non salariaux peuvent avoir un impact important sur les résultats de l'analyse de la base économique, et leur prise en compte pourrait conduire à des politiques publiques différentes* »<sup>217</sup> (Nesse 2014, p.105). James et Campbell (2016) ont ensuite prouvé que ces revenus non issus du travail peuvent contribuer à la convergence des revenus régionaux et à la cohésion territoriale.

En parallèle de ces écrits anglophones, un grand chantier de rénovation de la théorie de la base en termes de revenus a été entrepris en France, à partir des années 2000. Comme point de départ, peuvent

---

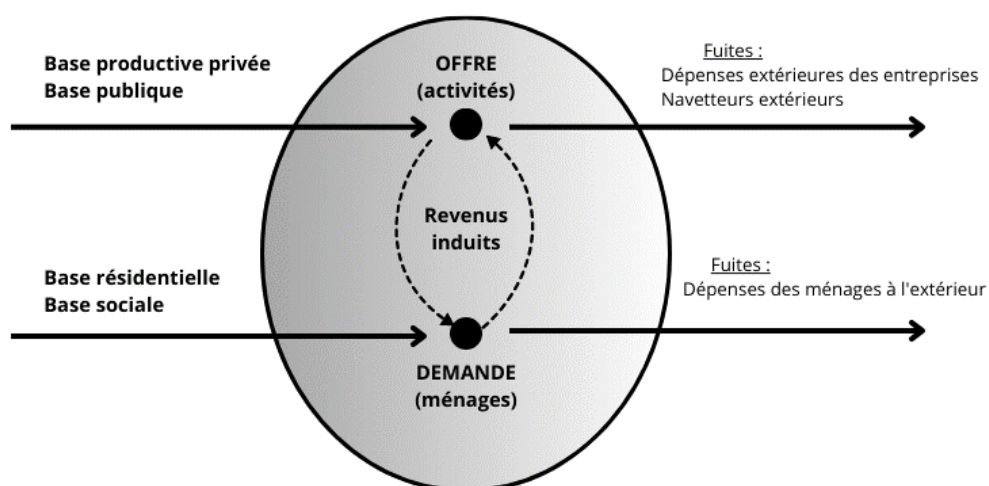
<sup>217</sup> [Traduction libre] : "nonwage income can have a large impact on the results of economic base analysis, and its inclusion could lead to different public policies."

être considérés les écrits de Laurent Davezies, s'inspirant ouvertement de Loeiz Laurent (comme avoué par l'auteur même, cf. Davezies 2000, p.13, note en bas de page n.12). Davezies (2003) a identifié et calculé quatre différentes bases économiques (Fig. 3) :

- La *base productive privée*, constituée par les revenus issus des activités produisant des biens et services pour l'exportation, par les capitaux financiers et par une partie des revenus fonciers ;
- La *base résidentielle*, constituée par les revenus issus des retraites, les dépenses des touristes, les salaires des navetteurs (c'est-à-dire, de ces personnes qui habitent dans le territoire mais travaillent ailleurs) ;
- La *base publique*, constituée par les salaires des fonctionnaires ;
- La *base sociale*, constituée par les revenus issus des redistributions publiques, notamment les transferts sociaux.

Ces bases économiques remplacent et complexifient la base exportatrice d'antan - et elles représentent toutes des moteurs du développement à part entière, sans qu'une hiérarchie puisse être établie quant à leur légitimité en tant que leviers de captation de la richesse. Les résultats de la première étude de Davezies (publiée en 2004, sur des données de 1999) ont mis en avant le poids crucial de la base résidentielle pour la plupart des zones d'emplois et des aires urbaines françaises. En effet, d'après ses calculs, cette base représente approximativement 40 % de l'ensemble des revenus captés, les autres bases (productive privée, publique, sociale) représentant chacune environ 20 %.

Figure 3. La théorie de la base revue par Davezies (2003)



Source : Segessemann et Crevoisier (2013, p.710)

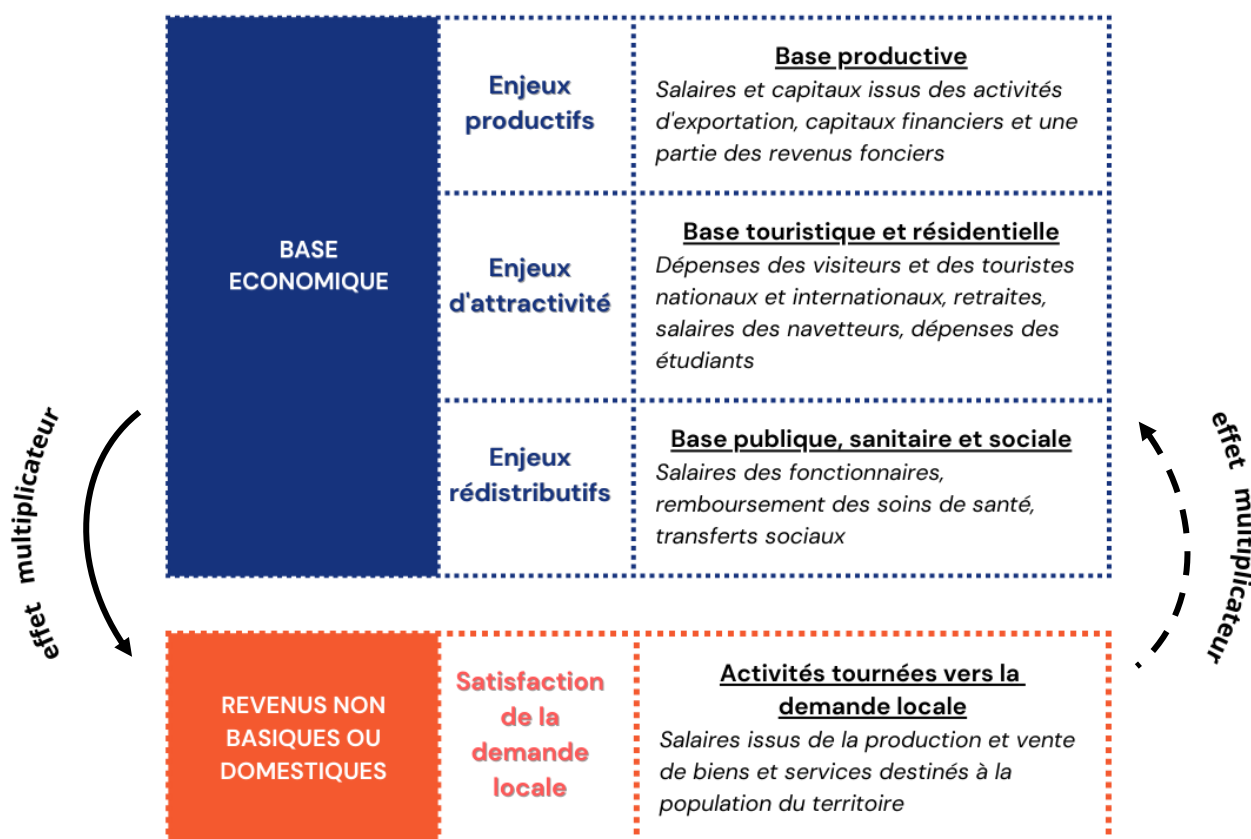
Quelques années plus tard, Magali Talandier (2007) dans ses travaux de thèse a regroupé les bases publique et sociale, en y intégrant aussi les remboursements des soins de santé - théorisant une base « *publique, sociale et sanitaire* ». L'autrice a appliqué la théorie de la base dans sa version renouvelée en termes de revenus aux bassins de vie français, trouvant dans la pluralité des moteurs du développement ainsi identifiés une explication au dynamisme « insoupçonné » de nombreuses zones rurales et périphériques de l'Hexagone. Cette méthodologie a été bien reçue par les acteurs publics - et a fini par devenir un instrument de diagnostic incontournable, utilisé dans de nombreux rapports et études sur les trajectoires de développement des collectivités territoriales françaises. D'autres auteurs et autrices se

sont emparés de la méthode, en l'élargissant ultérieurement et en l'appliquant à d'autres contextes et échelles géographiques. Notamment, en 2014, François Ruault a proposé dans sa thèse - focalisée sur les départements de l'Île de France - d'étendre la base touristique aux dépenses des consommateurs de passage.

Concernant l'application à d'autres pays européens, les études les plus nombreuses concernent sans aucun doute la Suisse, avec les contributions d'auteurs et autrices comme Olivier Crevoisier, Alain Segesseman, Delphine Rime (Segesseman et Crevoisier 2016; Rime 2020). Dans la première étude recensée sur la Suisse, Segesseman et Crevoisier (2013) ont proposé de différencier les dynamiques de développement territorial urbaines de celles rurales, en esquissant deux groupes d'activités domestiques, en fonction de la taille des établissements et de la zone de chalandise des biens et services qu'ils desservent (locale, régionale ou nationale/internationale) : (i) l'« économie résidentielle urbaine », qui « concentre un certain nombre d'activités et qui est en lien constant avec les espaces périurbains par les mouvements quotidiens des pendulaires » (*ibid.*, p.715) et (ii) l'« économie locale spécifique », qui est « spécifique aux régions rurales éloignées et non liée aux agglomérations » (*ibid.*). D'après leurs résultats, l'économie résidentielle, toute catégorie confondue, représente près de trois quarts des emplois - et les emplois liés à la base exportatrice sont loin d'être les principaux moteurs du développement, y compris dans les grandes villes. D'autres pays européens ont récemment fait l'objet d'études de la base économique - notamment, la Belgique (De Keersmaecker et al. 2007) et le Portugal (M. H. Guimarães et al. 2014).

La théorie de la base renouvelée ou élargie peut être ainsi schématisée (Fig. 4) :

Figure 4. La théorie de la base renouvelée ou élargie



Source : réalisation de l'autrice

La réélaboration de ce cadre théorique a émané en grande partie de territoires périphériques au sein des Nord. En effet, la plupart des études recensées plus haut se sont penchées sur des territoires ruraux, insulaires, péri-urbains. Ces réalités - comme cela a déjà été le cas des Suds pour la théorie économique néoclassique (cf. Chapitre 1) - ont questionné les idées reçues véhiculées par la science régionale, particulièrement en ce qui concerne la primauté du secteur manufacturier et de la production pour l'exportation. Des tentatives d'élargissement de la théorie de la base ont été entreprises aussi en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. C'est le cas des travaux de certains auteurs français comme Requier-Desjardins (2011) - qui a proposé d'intégrer dans les bases économiques les transferts des migrants, se référant particulièrement aux contextes latino-américains - et Poirine (2015) - qui a calculé les bases économiques de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie en y intégrant les investissements directs étrangers. Malgré ces rares exceptions, la quasi-totalité des applications de la théorie de la base dans les Suds ont été monographiques, sectorielles et basées sur des données d'emplois. Le Chapitre 6 reviendra sur ces questions, ainsi que sur la possibilité d'innover ultérieurement dans cette théorie à partir des réalités et données des Suds.

La rénovation de la théorie de la base économique en termes de revenus a représenté un jalon important pour l'éloignement des études régionales du paradigme productiviste. Toutefois, la priorité donnée à l'enrichissement de la partie « haute » du modèle (Talandier 2020), c'est-à-dire sur les bases économiques, semble prolonger la priorisation des enjeux de captation par rapport à ceux de rétention et de circulation. En réalité, la passivité du secteur domestique n'est pas un acquis, son rôle moteur étant de plus en plus reconnu par les chercheuses et chercheurs, ainsi que par les praticiennes et praticiens - comme la prochaine sous-section, qui clôture ce chapitre, s'attèle à le montrer.

## **2.2 Le secteur domestique : un moteur du développement à part entière ?**

La théorie de la base économique *per se* n'ignore pas l'importance de la consommation et de la circulation des richesses. En particulier, dans sa version rénovée en termes de flux de revenus, elle valorise le rôle de la mobilité des consommateurs, qu'il s'agisse de mobilités quotidiennes liées au travail (navetteurs) ou de mobilités polarisées par les atouts résidentiels des territoires (touristes, visiteurs, consommateurs de passage). Toutefois, la consommation des ménages locaux et la production locale censée répondre à leur demande se voient le plus souvent attribuer un rôle secondaire, voire passif. Le niveau des revenus circulant localement (qui détermine la capacité des ménages locaux à dépenser) est généralement considéré comme fonction du niveau des revenus basiques captés - ce qui justifie l'accent mis sur la captation de richesses venant de l'extérieur. Ainsi, seulement les consommateurs « importés » (touristes, visiteurs, navetteurs...) sont considérés comme moteurs du développement, alors que les consommateurs locaux, dynamisant l'économie domestique, sont laissés de côté. Cependant, comme montré dans les pages suivantes, la consommation locale, indissociable de celle des résidents, a bien son mot à dire en ce qui concerne le développement économique des territoires - et les dynamiques qui se tissent au sein du secteur domestique ne peuvent pas être considérées comme étant résiduelles.

### **2.2.1. Circulation locale des revenus et développement territorial : un lien établi mais peu enquêté**

Le rôle de la consommation et de la circulation des richesses en tant que moteurs des échanges économiques est reconnu depuis des siècles - ainsi que leur rôle structurant pour les villes et polarisant pour les entreprises, qui tendent à s'agglomérer entre autres en fonction de l'accessibilité des marchés et des consommateurs (Hotelling 1929; Christaller 1933; A. Weber 2002 [1982]; Berry, 1967; Jacobs 1984; Desse 2001). Déjà les préclassiques, dans le souci de comprendre les origines de l'opulence des nations, s'intéressaient à la circulation de la richesse et à sa vitesse. Notamment, pour Cantillon (1755), l'accroissement de la vitesse de circulation de la monnaie l'emporte sur sa quantité (Basaille-Gahitte et Nicot 1994, p. 40). Pour Boisguilbert, l'échange n'existe que si à toute production correspond une consommation (ou un revenu) ; ainsi, consommation et revenu étaient, selon l'auteur, la même chose (ibid., p. 42). Dans une lettre datant du 1<sup>er</sup> juillet 1704<sup>218</sup>, il soutenait que c'est la consommation qui détermine la circulation de l'argent, puisque celui-ci « *s'arrête, décampe et court avec elle : en sorte que se faisant beaucoup de consommation, peu d'argent, par sa fréquente représentation, passe pour très grande quantité d'espèces* » ; si la consommation diminue, « *l'argent s'arrête aussitôt et fait dire qu'il n'y en a plus* ». Tout comme Cantillon, Boisguilbert met en avant que la vitesse de circulation n'est pas uniforme au sein de la nation, mais dépend des groupes sociaux, étant plus rapide chez les ménages à faible revenu que chez ceux à revenus élevés. Ainsi,

*Un écu chez un pauvre ou un très menu commerçant fait cent fois plus d'effet ou plutôt de revenu que chez un riche, par le renouvellement continuel et journalier que souffre cette modique somme chez l'un ; ce qui n'arrive pas à l'égard de l'autre, dans les coffres duquel des quantités bien plus grandes d'argent demeurent des mois et des années entières oiseuses, et par conséquent inutiles (...). Mais cette somme, comme de mille écus, départie à mille menus gens, aurait fait cent mille mains dans un moindre temps qu'elle n'a résidé dans les coffres de ce riche ce qui n'aurait pu arriver qu'en faisant par conséquent pour cent mille écus de consommation.* (de Boisguilbert 1707, chapitre VI)

Pour ce qui est de la science régionale, il est indéniable que les premières théories de localisation (Von Thünen 1826; A. Weber 1909; Christaller 1933) reconnaissent déjà l'importance de la consommation. En effet, la proximité des marchés (et des consommateurs) y était considérée comme un paramètre clé pour expliquer l'inégale répartition des activités économiques dans l'espace. Alfred Weber (1909), dans sa *Théorie de la Localisation des industries*, suggère que toute modélisation des systèmes économiques doit être basée sur l'examen des normes qui régissent trois sphères différentes : à savoir, celles de la production, de la circulation et de la consommation. L'auteur précise : « *On peut séparer la production, la circulation et la consommation l'une de l'autre autant qu'il nous plaît ; dans l'analyse du caractère spatial de l'économie, on explique par l'une simultanément toujours une très grande part de l'autre* ». Il continue : « *Seuls les consommateurs économiquement purs, au nombre relativement réduit, tels que les fonctionnaires, les militaires et les rentiers ont une mobilité spatiale indépendante des deux autres sphères. Pour le reste, chaque producteur, travailleur, marchand, etc. où*

---

<sup>218</sup> Boisguilbert, (1704[1966]), Tome 1, cité par Basaille-Gahitte et Nicot (1984, p.51)

*qu'il soit, représente une part de l'orientation géographique de la consommation et chaque consommateur, où qu'il soit, affecte de la même façon une partie de la distribution géographique de chacune des deux autres sphères.* ». Son frère aîné, le sociologue Max Weber, reconnaissait aussi la fonction essentielle du commerce et de la consommation en tant que leviers du développement. Dans son ouvrage posthume intitulé « La ville » (Weber 2002 [1982]), l'auteur distingue plusieurs « idéaltypes »<sup>219</sup> de villes (qui peuvent coexister au sein d'un même espace), dont la « *ville des consommateurs* », qui, dans le cas de la ville du Moyen Âge, était la ville princière ou la ville de rentiers fonctionnaires et propriétaires fonciers. Charles Tiebout (1962) - comme déjà montré plus haut - a fortement insisté sur la capacité de la consommation à engendrer du développement. Notamment, il soutenait la non-fixité de l'effet multiplicateur et considérait que la croissance de l'économie d'une région provient de trois facteurs : (i) les revenus générés par la demande extérieure ; (ii) la propension à les dépenser localement ; (iii) la propension à rémunérer des emplois locaux à travers ces dépenses.

Malgré la reconnaissance au fil des siècles de son rôle structurant pour les économies territoriales, la circulation monétaire entraînée par les dépenses de consommation demeure un sujet peu enquêté. En effet, elle est le plus souvent restée l'apanage de certains sous-domaines de la géographie - et notamment la géographie de la consommation et du commerce (Ruault 2014). Quand il s'agit de quantifier cette circulation, les indicateurs utilisés relèvent le plus souvent de la mobilité des personnes (plutôt que de leurs revenus), ou encore de certaines caractéristiques des emplois ou des établissements commerciaux (*ibid.*). Généralement, les mobilités prises en compte sont celles s'inscrivant dans une logique productiviste, telles que les trajets domicile-travail ou les déplacements pour effectuer des achats. Les loisirs - exception faite pour le tourisme, une des premières sources « basiques » de revenu à avoir été intégrée dans les analyses - sont plus rarement enquêtés (Vollet 1998 ; Markusen 2007, Ruault 2014).

Même si les analyses dédiées à la consommation restent marginales par rapport à celles concernant la fonction de production, de nombreuses études de cas ont prouvé que la consommation a un rôle actif à jouer dans le développement des territoires. Au sein de la science régionale et de la géographie économique, le point de bascule a été la « théorie de la base de consommation », proposée par Ann Markusen (2007). Dans la littérature francophone, ces sujets sont rentrés dans les débats publics (et dans le système statistique français) suite aux recherches pionnières concernant l'économie présenteielle et la consommation de passage (Terrier 2009; Pecqueur et Talandier 2011; Ruault 2014; Poinot et Ruault 2019).

Les observations empiriques dévoilent que la consommation locale - y compris celle des résidents - ne joue pas un rôle secondaire. Comme nous l'avons vu, l'attribution d'un rôle passif au secteur domestique a été entretenue par un certain nombre d'auteurs de la science régionale et de la théorie de la base - notamment au travers d'outils comme le multiplicateur de la base exportatrice. En réalité, plusieurs études ont montré la non-fixité des effets d'entraînement du secteur basique sur le secteur domestique - en l'expliquant entre autres par les dynamiques qui se déploient au sein de l'économie

---

<sup>219</sup> Ces idéaltypes sont définis en fonction de l'origine du pouvoir d'achat des grands consommateurs qui font vivre la ville

locale. Cependant, malgré les idées reçues qui voudraient que le multiplicateur augmente avec la taille de la ville prise en compte (C. L. Moore et Jacobsen 1984), cela n'est pas forcément vrai. Plusieurs études mobilisant la théorie de la base ont montré que deux régions de taille similaire (en termes de population) et ayant des rôles similaires au sein de la hiérarchie urbaine, ont rarement le même multiplicateur économique (pour une revue, cf. Persky, Ranney, et Wiewel 1993), et que ce dernier n'est pas fonction du nombre d'habitants. Par exemple, Bloomquist (1988) a trouvé que sur les 315 aires métropolitaines états-uniennes prises en compte dans son étude, 45 avaient des multiplicateurs de la base qui se détachaient d'au moins 20% de ce qu'il aurait été attendu au vu de la taille de leur population. Selon certains auteurs, les écarts entre multiplicateurs attendus et multiplicateurs réels pourraient être reconduits à la structuration du secteur domestique, dont dépend la capacité de retenir et multiplier les flux de richesses captés par le biais des bases économiques (Persky, Ranney, et Wiewel 1993; A. Markusen 2007; Markusen et Schrock 2009). Ainsi, le secteur domestique fonctionnerait comme une vraie « base de consommation », capable d'engendrer du développement. En effet, « *des investissements sélectifs dans l'offre destinée aux ménages locaux peuvent aider à capter l'argent des consommateurs locaux et créer à eux seuls des emplois et des effets multiplicateurs, sans tenir compte du clivage exportations/importations.* »<sup>220</sup> (Markusen et Schrock 2009, p.349).

La conviction que le secteur domestique soit actif dans la création et rétention des revenus est centrale dans la théorie de la base de consommation, dont les apports au cadre d'analyse de la base économique sont décrits dans les pages qui suivent.

### **2.2.2 Vers une « base de consommation » ?**

La théorie de la base économique, y compris dans sa version rénovée, tend à tracer une frontière entre les consommateurs locaux et les consommateurs venant de l'extérieur - les seconds étant considérés en tant que « moteurs » du développement et les premiers en tant que bénéficiaires « passifs » des flux de richesses injectés de l'extérieur. Toutefois, dans la pratique, cette frontière est bien moins nette : en effet, la consommation des résidents et des non-résidents semble agir de manière synergique pour permettre à la fois une captation et une rétention des revenus au sein du territoire. Pour souligner l'enchevêtrement de ces dynamiques, on parle en France d'« *économie présente* » (Terrier, Sylvander, et Khiati 2005; Terrier 2009; Davezies 2009), concept qui regroupe l'ensemble des activités produisant des biens et services pour répondre à la demande des personnes présentes sur le territoire, qu'elles y résident ou pas. Cette catégorie a été intégrée dans le système de statistiques de l'Insee, qui calcule la population « présente » comme la population résidente, à laquelle il faut soustraire les résidents absents (partis en déplacement pour au moins une nuitée) et ajouter les touristes. Selon certains auteurs et autrices, il faudrait aussi comptabiliser les consommateurs de passage (Ruault 2014), mais les données disponibles demeurent insuffisantes pour que ce calcul soit généralisable à l'échelle infranationale.

---

<sup>220</sup> [Traduction libre] : « *We prefer to make the argument more simply - that selective local-serving capacity investments can capture local consumer dollars and create jobs and multiplier effects on their own merits, without reference to the export/import divide.* »

L'importance des consommateurs résidents est mise en avant par les théoriciennes et théoriciens de la théorie de la base de consommation (Markusen 2007; Markusen et Schrock 2009). Pour Ann Markusen (2007, p.1) - première autrice à avoir formalisé ce concept, la base de consommation est « *cette part de l'activité économique locale qui est vendue aux résidents locaux [et qui] peut aussi servir de secteur de croissance* »<sup>221</sup>. Comme résumé par Ruault (2014, p.64), la théorie de la base de consommation « *que l'on peut aussi rapprocher de l'économie présenteielle, s'intéresse aussi à l'attractivité de l'offre de consommation auprès des consommateurs non-résidents, et au potentiel d'innovation dont seraient porteuses les structures locales de consommation* ». D'après Markusen et Schrock (2009), la base de consommation se compose de trois types d'activités : (i) les activités qui répondent exclusivement à la demande locale - c'est-à-dire, aux besoins et envies des personnes résidentes ; (ii) les activités qui semblent répondre uniquement à la demande locale, mais qui en réalité répondent en partie à une demande extérieure ; on peut inclure dans cette catégorie les activités d'intermédiation territoriale (Talandier 2020), ainsi que les services pensés pour les résidents mais qui sont également utilisés par les touristes et par les consommateurs et consommatrices de passage ; (iii) les « *activités spécifiques* » (*distinctive activities*), qui se rapprochent des « *ressources spécifiques* » de la littérature francophone (Colletis et Pecqueur 2018) ou des « *place-based economies* » de la littérature anglophone (Barca, McCann, et Rodríguez-Pose 2012; Pugalis et Gray 2016), (Markusen et Schrock 2009, p.346), qui s'adressent à la fois aux consommateurs et consommatrices résidents et non-résidents - et dont l'importance est « *au moins en partie expliquée par des modes de fonctionnement locaux uniques* »<sup>222</sup>.

Selon Markusen et Schrock (2009), la consommation locale peut constituer un moteur du développement à part entière pour plusieurs raisons, résumées ci-dessous :

- Les évolutions des préférences des consommateurs et consommatrices résidents en faveur de biens et services produits localement peut générer des nouveaux emplois dans le secteur domestique, sans que cette augmentation soit induite par des revenus captés de l'extérieur. Notamment, « *en offrant à la population de meilleures possibilités de culture et de divertissement au niveau local, on peut détourner les dépenses des consommateurs vers les dépenses locales au lieu de les consacrer à des voyages à l'étranger ou à des visites dans les grands centres commerciaux pour acheter des produits importés.* »<sup>223</sup> (A. Markusen 2007, p.12). Ainsi, dans ce cas, l'augmentation de l'emploi local ne survient pas suite à une expansion de la base économique. Markusen et Schrock précisent qu'il ne s'agit pas d'une simple dynamique de substitution des importations : les biens achetés localement ne sont pas toujours équivalents à ceux qu'ils viennent remplacer dans les stratégies de consommation des ménages. De plus, une nouvelle offre locale peut créer une nouvelle demande - voire, transformer une demande potentielle ou latente en demande réelle. C'est le cas par exemple

---

<sup>221</sup> [Traduction libre] : "The consumption base—that portion of local economic activity that is sold to local residents - can also serve as a growth sector."

<sup>222</sup> [Traduction libre] : "distinctive activities whose significance is at least in part explained by unique local patronage patterns."

<sup>223</sup> [Traduction libre] : "Providing better local cultural and entertainment opportunities for people can divert the consumer dollar from expenditures for travel elsewhere or trips to large shopping malls to buy imported goods, to local expenditures."



des activités culturelles, ou encore de l'implantation de centres de soins pour les personnes âgées - qui incitent certains groupes de personnes à rester dans leur territoire de résidence (Markusen 2007).

- La croissance de certaines activités du secteur domestique peut avoir un retentissement particulièrement important, lorsqu'il s'agit d'activités intensives en travail. Cela est d'autant plus vrai lorsque les personnes employées ont une propension à consommer localement élevée, notamment du fait de leurs préférences et convictions - par exemple, dans le cas de personnes travaillant dans des structures de l'économie sociale et solidaire, ou dans certaines activités culturelles et artistiques.
- Les innovations qui émergent dans le secteur domestique peuvent prendre de l'ampleur - se transformant, au fil du temps, en nouveaux secteurs exportateurs. Notamment, un produit ou service initialement destiné aux consommateurs locaux peut être « découvert » par des consommateurs externes, qui peuvent décider de se rendre sur place pour le consommer s'il n'est pas délocalisable, ou de l'importer. Dans les deux cas de figure, des revenus basiques sont captés par le territoire. Deux exemples peuvent être celui des brasseries de Portland, évoqué par Cortright (2002) dans un article au titre évocateur « *L'importance économique d'être différent : variations régionales des goûts, rendements croissants et dynamiques du développement* », ainsi que celui des jeans *Levi's* à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, évoqué par Jane Jacobs (2001). Ainsi, dans un certain sens, le local peut fonctionner comme un « terrain de test » pour la production de biens et services qui s'adressent finalement à un public bien plus large que celui constitué par les résidents.
- L'augmentation et diversification de l'offre destinée aux ménages locaux peut attirer des travailleuses et travailleurs (et des personnes retraitées) qualifiés - qui apportent leur capital humain, ainsi que leurs revenus, souvent plus élevés que la moyenne. Cela met en lumière l'importance des atouts résidentiels et de la qualité de vie dans les territoires, qui permettent non seulement de retenir les populations locales, mais aussi d'en attirer des nouvelles (D. Vollet 1998; T. M. Power 1996; Pecqueur et Talandier 2011; Dominique Vollet et al. 2018).

Au vu de toutes ses implications pour le développement des territoires, la « base de consommation » mérite d'attirer l'attention des politiques publiques et des acteurs et praticiens locaux. En effet, elle dévoile la nécessité d'allier les enjeux de captation et ceux de rétention des richesses - ce qui incite à penser les trajectoires de développement possibles de manière plus holistique. Plusieurs types d'interventions pourraient aller dans ce sens-là - notamment, des programmes de capacitation des acteurs locaux (Markusen et Schrock 2009), ou des programmes d'éducation à la consommation locale, notamment à l'aide de circuits courts et de monnaies parallèles et complémentaires (sur lesquelles le Chapitre 8 reviendra plus en détail).

Ce qu'il faut rechercher n'est pas uniquement une augmentation des revenus externes, mais plutôt une augmentation des « *revenus nets* » - ces derniers étant déterminés par « *le revenu extérieur total, fois un multiplicateur (qui est d'autant plus élevé que l'économie est autosuffisante), moins le total des*

dépenses extérieures »<sup>224</sup> (Williams 1996, p. 208). Ainsi, un levier d'action n'exclut pas l'autre : le développement d'un territoire se fait par une stratégie conjointe de captation et de rétention, cette dernière étant censée limiter les fuites des revenus domestiques vers l'extérieur. Selon Williams (1996), il existerait deux façons de retenir les richesses au sein de l'économie locale : (i) le renforcement des activités présentes sur le territoire qui répondent à la demande des résidents, offrant localement des biens et services qui évitent aux habitantes et habitants de devoir se déplacer ailleurs pour accéder à ces mêmes biens et services ; (ii) le renforcement des activités présentes sur le territoire qui répondent à la demande d'entreprises locales qui auparavant s'approvisionnaient ailleurs, dépensant leurs capitaux à l'extérieur du territoire.

Globalement, il s'agit de prévenir ce que Ward et Lewis (2002) ont défini comme l'effet « *seau troué* » (*leaky bucket*) - expression sur laquelle reviendra la troisième partie de ce manuscrit, ce concept ayant été mobilisé par l'un de nos interviewés sur le terrain :

*Imaginez votre économie comme un seau. L'argent qui rentre dans votre région en ressortira directement s'il y a beaucoup de trous dans le seau. Un seau plein signifie que les habitants ont suffisamment d'argent pour acheter ce dont ils ont besoin pour avoir une bonne qualité de vie. Mais si votre seau n'est pas étanche, pour le remplir, vous devrez verser l'argent plus rapidement qu'il ne s'écoule. Il existe donc deux stratégies pour remplir un seau : soit vous versez l'argent plus rapidement, soit vous ralentissez son écoulement en colmatant certaines des fuites.*<sup>225</sup> (Ward et Lewis 2002, p.17)

Les stratégies de développement issues de l'économie mainstream - comme les pages précédentes l'ont montré - tendent à prôner une augmentation de la captation des revenus, permettant de remplir rapidement le « seau » de l'économie locale au fur-et-à mesure qu'il se vide, sans se demander si le territoire pourrait être capable de réduire les « fuites » et retenir plus de richesses externes (Persky, Ranney, et Wiewel 1993). Pourtant, plusieurs auteurs ont montré que cette évasion des revenus peut empêcher que l'ensemble du territoire profite des richesses captées, arrivant jusqu'à engendrer un appauvrissement de ses habitantes et habitants. Au contraire, un secteur domestique consolidé est indispensable pour garantir à la population (résidente et non résidente) une bonne qualité de la vie. Cela n'implique pas uniquement de se focaliser sur les gains issus des dynamiques productives et monétaires, mais aussi d'améliorer l'offre et l'accessibilité des services publics et des loisirs.

La théorie de la base économique, si elle souhaite être un cadre analytique pertinent pour le développement économique des territoires, doit se focaliser à la fois sur la partie haute et sur la partie basse du modèle. En effet, le secteur domestique peut contribuer largement à multiplier les revenus circulant au sein de l'économie locale, ainsi qu'à capter des nouveaux revenus externes, en produisant des innovations et en développant des activités destinées à des consommateurs d'autres territoires. Dans

---

<sup>224</sup> [Traduction libre] : "Net income, to explain, is determined by total external income, times a multiplier (which is larger the more self-reliant the economy), minus total external spending."

<sup>225</sup> [Traduction libre] : "Imagine your economy as a bucket. The money that comes into your area will flow straight out again if there are many holes in the bucket. A full bucket means that local people have enough money to be able to buy what they need for a good quality of life. But if your bucket is leaky then to fill the bucket you will need to pour the money in at a faster rate than it is pouring out. So there are two strategies to fill a bucket – you can pour in the money faster, or you can slow down its leakage by plugging some of the leaks."

la figure schématisant la théorie de la base élargie (cf. Fig. 4), ce rôle potentiellement moteur de la base de consommation est synthétisé par la flèche en tirets, qui représente l'effet d'entraînement que le secteur domestique est capable d'avoir sur le secteur basique.

Les territoires se trouvent au carrefour de nombreuses dynamiques socio-économiques et de flux de richesses - étant des « milieux ancreurs » potentiels (Crevoisier et Rime 2021). Pour que cette potentialité se réalise, il est important que les stratégies de développement prennent en compte la complexité « *des tensions et synergies possibles entre les activités, les habitants et les consommateurs mobiles* »<sup>226</sup> (Crevoisier et Rime 2021, p.45). Ainsi, « *la question est maintenant de savoir comment les tensions pourraient et/ou devraient être transformées en synergies, par qui et selon quel modèle de gouvernance* »<sup>227</sup> (*ibid.*). L'enjeu du développement territorial serait moins basé sur une logique compétitive, que sur un processus de dévoilement de la « *valeur territoriale* » (*territorial value*) (Jeannerat et Crevoisier 2022). Cette dernière peut être définie comme

*le résultat d'une production, d'une consommation et de conditions de vie interdépendants au niveau local sur le long terme. Une telle politique devrait s'appuyer sur des "milieux ancreurs élargis" constitués de différents acteurs (entreprises, autorités, médias, centres de recherche, organisations civiles et non gouvernementales), engagés dans des expériences locales à la jonction entre des systèmes de revenus basés sur les exportations, les visiteurs et les ménages. Pour ce faire, elle devrait promouvoir des combinaisons de politiques qui soutiennent la co-innovation, l'esprit d'entreprise, le sensemaking et le renforcement des institutions à des échelles et dans des lieux multiples.*<sup>228</sup> (Jeannerat et Crevoisier 2022a, p.2158)

En somme, alors que « *les espaces de production (...) sont devenus de plus en plus 'glissants' (slippery), car il est de plus en plus facile pour le capital de déplacer des usines et de mettre en place de nouvelles lignes concurrentes dans d'autres régions où les coûts sont moins élevés* »<sup>229</sup> (A. Markusen 1996, p.99), ce n'est que grâce à des synergies productivo-résidentielles et à une coopération accrue entre acteurs et territoires que l'échelle locale peut parvenir à être « *collante* » (*sticky*), retenant non seulement les revenus, mais aussi les populations, lorsqu'elles se voient offrir un cadre de vie agrémenté d'atouts résidentiels.

---

<sup>226</sup> [Traduction libre] : "the tensions and possible synergies between activities, inhabitants and mobile consumers."

<sup>227</sup> [Traduction libre] : "The question now is how tensions could and/or should be transformed into synergies, by whom and according to what kind of governance pattern."

<sup>228</sup> [Traduction libre] : "'territorial value' (...) is understood as the result of locally interdependent production, consumption and living advantages in the long run. 'territorial value', which is understood as the result of locally interdependent production, consumption and living advantages in the long run. Such a policy should be based on "enlarged anchoring milieus" of actors (companies, authorities, media, research centres as well as civil and non-governmental organization) engaged in place-based experiments at the nexus of export-, visitor- and household-based income systems. To do so, it should promote policy mixes that support co-innovation, entrepreneurship, sensemaking and institutionalizing across multiple scales and locations."

<sup>229</sup>[Traduction libre] : "Production space (...) has become increasingly 'slippery', as the ease to capital of moving plants grows and as new competing lines are set up in lower-cost regions elsewhere."

### Conclusion du Chapitre 3

Le troisième chapitre, qui clôture la partie théorique du manuscrit, a retracé l'histoire de la théorie de la base économique et en a présenté les évolutions récentes. La première section s'est focalisée sur les applications de la théorie de la base des années 1920 aux années 1950, montrant comment, malgré les débats au sein de la science régionale, la version la plus productiviste - c'est-à-dire, considérant les emplois productifs exportateurs comme le seul moteur du développement - a fini par s'affirmer. La seconde section du chapitre a parcouru les différentes étapes de la rénovation de la théorie, à partir de la prise de conscience de la déconnexion entre emplois et revenus, jusqu'à l'élargissement de la base exportatrice à une pluralité de moteurs du développement - qui ne sont pas forcément liés à la production. Il s'agit des revenus captés par les territoires par le biais d'atouts résidentiels (base résidentielle), ou à travers les redistributions publiques et sociales (base publique, sociale et sanitaire).

Il est aujourd'hui admis que les richesses captées localement ne sont pas uniquement issues des secteurs dits productifs. La théorie de la base, notamment en France, a contribué à nourrir ce débat, mettant en avant que la base exportatrice ne représente qu'une partie (et souvent, très limitée) de la base économique des territoires - et n'est donc qu'un moteur de développement parmi d'autres. Toutefois, la base économique - y compris dans sa version « élargie » - ne peut pas garantir à elle seule des revenus locaux élevés, des taux de pauvreté faibles, des services publics performants, des loisirs variés et l'épanouissement des habitantes et des habitants. Dans cela, le secteur domestique joue un rôle incontournable. Comme expliqué par la théorie de la base de consommation, la rétention des revenus captés et leur circulation ont des effets majeurs sur le fonctionnement des systèmes socio-économiques territoriaux. De plus, l'intégration dans les modèles de développement des revenus non issus du travail reconnaît que tout consommateur - et donc chaque habitant et habitante du territoire - nourrit l'économie locale, même lorsqu'il ou elle ne « produit » pas au sens strict du terme. Il s'agit d'un changement majeur dans la manière d'approcher la création des richesses, qui entraîne forcément des débats sur la nécessaire redistribution des revenus, voire, sur la possibilité de la généralisation d'un revenu d'existence - débats sur lesquels nous reviendront dans le Chapitre 9.

La théorie de la base économique dans sa version rénovée montre que les enjeux basiques et domestiques ne sont pas découplables : c'est leur synergie, ainsi que l'appui des politiques publiques et l'inscription dans des réseaux trans-territoriaux qui sont au cœur de tout processus de développement. Cette prise de conscience a été le résultat d'un élargissement progressif de la théorie, qui a prouvé sa capacité d'adaptation en fonction des données empiriques et des observations issues du terrain. C'est pour cela que nous soutenons qu'il s'agit bien d'un outil résultant d'une démarche de théorisation faible (*weak theory*). Les auteurs et autrices de la théorie de la base dans sa version élargie en termes de revenus sont partis de plusieurs constats empiriques - notamment, en ce qui concerne la désindustrialisation, la croissance appauvrissante, l'augmentation des mobilités des personnes et des capitaux, l'élargissement du rôle de l'état social, les dynamiques locales de consommation. A partir de toutes ces observations, la théorie de la base a été modifiée. Les résultats issus de son application en termes de revenus ont permis de mettre en avant une pluralité de leviers de développement activables - et donc de trajectoires possibles pour atteindre le bien-être des populations. Il ne s'agit pas d'un modèle figé, mais d'un cadre d'analyse

en évolution constante, ouvert à la prise en compte de tout flux de richesse qui s'avérerait pertinent et mesurable.

La remise en question de la théorie de la base dans sa version exportatrice et productiviste a largement émergé depuis les marges - qu'il s'agisse de territoires ruraux, de périphéries urbaines, ou encore de villes exportatrices faisant face à un déclin de leur production. Nous considérons que les marges se situant en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord - jusque-là rarement écoutées par les auteurs et autrices de la théorie de la base - ont aussi leur pierre à apporter à la rénovation de ce cadre d'analyse. C'est cet élargissement de la théorie de la base économique à partir des Suds qui va faire l'objet de la deuxième partie de ce manuscrit.

## Conclusion de la Première Partie

La première partie du manuscrit a posé le cadre théorique dans lequel cette thèse souhaite s'inscrire. Le premier chapitre a retracé l'émergence du concept de développement et a présenté les grandes lignes des approches « classiques » dans ce domaine - mobilisant principalement les théories relevant de l'économie du développement et de la science régionale. Il a été structuré de manière à mettre en évidence les apports des Suds et de l'échelle régionale/territoriale pour questionner et enrichir le concept de développement. Appréhendé à l'origine en tant que synonyme de croissance, le développement a fini par englober de plus en plus d'aspects corrélés au bien-être et à la qualité de la vie - cette évolution étant largement redevable des critiques et alternatives émergées des Suds. Toutefois, les postures relevant du développement régional et territorial demeurent plutôt ancrées dans une logique productiviste et économiciste. Une large partie de la littérature dans ces domaines se focalise effectivement sur les questions de localisation des activités et de mobilisation des ressources en vue de permettre une amélioration des indicateurs monétaires de « développement » (le plus souvent, le PIB ou les revenus monétaires per capita).

Le deuxième chapitre a insisté sur la nécessité de « décentrer », voire « provincialiser » le regard sur le développement économique - en prenant du recul par rapport à l'équation entre développement et modernité ainsi que par rapport à la hiérarchisation des pratiques économiques en fonction de leur productivité et formalité. Cela passe par la reconnaissance des « épistémologies des Suds » et de la capacité des marges à innover dans les théories et pratiques, engendrant des nouvelles connaissances capables de contredire, questionner et enrichir les cadres d'analyse bâtis depuis les Nords. Pour les branches des sciences sociales se focalisant principalement sur le volet économique du développement, et notamment la science régionale, le décentrement du regard nécessite aussi une redéfinition des contours de l'économie. En effet, alors que les cadres théoriques produits par le centre se focalisent principalement sur la création de revenus par le biais de l'emploi formel et rémunéré en argent, celle-ci ne représente qu'une partie très réduite de l'économie réelle des territoires. En accord avec les principes énoncés par Polanyi - et repris par ses acolytes, notamment à travers de notions comme celle d'économie plurielle - et avec les approches relevant des « *diverse economies* », la plupart de la vie économique des territoires se situe en dehors de la sphère marchande et de l'économie « formelle ». Dans les Nords comme dans les Suds, les territoires vivent aussi (surtout ?) de pratiques et échanges informels et non-monétaires, ainsi que des flux issus des solidarités publiques et privées. Des théories et modèles souhaitant étudier le développement des territoires ne peuvent pas passer à côté des richesses ainsi produites.

Le troisième chapitre a présenté la théorie de la base économique, ainsi que ses évolutions au fil du temps. Cette théorie, dans sa version rénovée en termes de revenus, montre que le développement territorial repose à la fois sur des dynamiques exogènes (qui nourrissent la base économique) et sur des dynamiques endogènes (qui nourrissent le secteur domestique). Les composantes basique et domestique des économies territoriales sont étroitement liées et s'alimentent mutuellement. En effet, c'est la synergie entre la captation et la rétention des revenus qui permet aux flux de richesses de circuler au sein des

territoires, au profit des populations locales. Au vu de l'adaptabilité de cette théorie à différents contextes et flux de richesses, nous considérons qu'elle se prête bien à une démarche de théorisation faible - pouvant intégrer autant de flux de richesses que ceux identifiés sur le terrain et relevant des « diverse economies ». Ses évolutions récentes ont été largement influencées par l'observation des marges des « Nords » - en particulier, en ce qui concerne les zones rurales et les villes industrielles en déclin. Nous faisons l'hypothèse que les Suds peuvent contribuer à enrichir ultérieurement ce modèle.

Les réflexions présentées jusqu'ici n'impliquent pas un refus catégorique des modélisations. En effet, même Polanyi reconnaissait que « *Les descriptions doivent fournir des détails sur les situations et les processus sociaux, en précisant qui fait quoi, à qui, dans quelles circonstances, à quelle fréquence et avec quel effet. La détermination quantitative des phénomènes est recherchée dans la mesure du possible. Les régularités dans les localisations, les processus, les mécanismes, les opérations et leur fonctionnement peuvent être illustrées de manière avantageuse par l'utilisation de modèles.* »<sup>230</sup> (écrits non publiés de Polanyi, mars 1956, p. 14, cités par Halperin 1994, p. 44). L'importance de « décentrer » les modélisations territoriales en prenant en compte la diversité des économies est au cœur de notre démarche scientifique. Ainsi, dans la prochaine partie de ce manuscrit, nous retravaillons la théorie de la base économique, en l'ouvrant à certains flux de richesses jusqu'ici ignorés par les auteurs et autrices ayant mobilisé ce modèle - à savoir, les revenus issus du travail informel, les transferts entre ménages et les revenus non monétaires. Pour cela, nous partons du contexte brésilien et des données statistiques qui essaient d'en saisir la diversité des économies, pour ensuite nous focaliser sur trois études de cas, dont le tissu socio-économique territorial sera analysé de manière plus fine.

---

<sup>230</sup>[Traduction libre]: “*Descriptions shall provide details of social situations and processes, spelling out who does what, to whom, under what circumstances, how frequently, and to what affect. Quantitative determination of phenomena is sought wherever possible. Locational patterns, processes, mechanisms, operations and their functioning may be illustrated to advantage through the use of models.*”

---

## **DEUXIEME PARTIE**

**« Décentrer » la théorie de la base économique :  
enrichir le modèle à partir du cas brésilien**

---



## Introduction de la Deuxième Partie

*Theoretical models can best help us imagine new possibilities if they are institutionally specific, historically informed, and able to incorporate diverse social and psychological processes.*<sup>231</sup> (De Paula et Dymski 2005, p.3)

Au fil des dernières décennies, les théoriciens et les praticiens du développement se sont intéressés de plus en plus aux questions concernant les inégalités. Marquant une rupture majeure avec les idées héritées par les modèles économiques classiques, il a été montré à plusieurs reprises que la convergence des PIB et des niveaux de vie, à la fois entre pays et au sein de ces derniers, n'est pas automatique (Amos 1988; R. Martin et Sunley 1998; Piketty 2015; Johnson et Papageorgiou 2020). Comme les économistes du développement l'avaient déjà remarqué pendant les années 1950 par rapport aux Suds, la croissance peut être « *appauvrissante* » (Bhagwati 1958) ou engendrer du « *mal-développement* » (Dumont et Mottin 1983) si elle n'est pas correctement encadrée (Seers 1979), et le rattrapage économique (que ça soit en termes de PIB ou de revenus) des pays « riches » par les pays « sous-développés » peut ne jamais se vérifier. Cela est également vrai à l'échelle territoriale : il est difficile d'observer une tendance généralisée à la réduction des inégalités entre différents territoires, mais aussi au sein de chacun d'entre eux, entre ménages et individus ayant des niveaux de vie différents. Alors que des tendances à la convergence économique entre nations ont été mises en évidence par plusieurs études (surtout entre « clubs » de pays aux caractéristiques homogènes), elles semblent s'accompagner d'une persistance – voire, d'un creusement – des inégalités infranationales, notamment en termes de revenu disponible pour les ménages. Ces constats vont de pair avec une large diffusion de données, indicateurs et rapports concernant les inégalités de revenu, de santé, d'éducation, d'accès aux loisirs, à différentes échelles géographiques.

Globalement, les indicateurs des inégalités économiques, tout comme les indicateurs de pauvreté et de richesse, tendent à se focaliser sur l'économie formelle et marchande, souvent dans une optique d'augmentation de la production. Cela amène à privilégier des indicateurs tels que le PIB, les emplois, ou les revenus monétaires perçus. Dans l'économie standard, les inégalités sont le plus souvent mesurées au niveau international en comparant les PIB par habitant de différents pays (exprimés en parité de pouvoir d'achat, PPA), et au niveau infranational en comparant la distribution du revenu monétaire de différentes régions (c'est le cas pour des indicateurs tels que l'indice de Gini, l'indice de Theil ou encore l'indice de Palma). Même les indicateurs soi-disant multidimensionnels, tel que l'indice de développement humain proposé par le PNUD, accordent un poids non négligeable au revenu national brut, considéré comme une mesure acceptable des conditions de vie. Or, la corrélation entre croissance et développement, et donc entre PIB, revenus réels et conditions de vie, est depuis longtemps remise en question (Seers 1979).

---

<sup>231</sup> [Traduction libre] : « Les modèles théoriques peuvent mieux nous aider à imaginer de nouvelles possibilités s'ils sont spécifiques aux institutions, fondés sur l'histoire et capables d'intégrer divers processus sociaux et psychologiques. »

Cela devient d'autant plus évident en se focalisant sur l'échelle régionale ou territoriale, au plus près des populations et des acteurs et actrices locaux. En effet, les lieux de production ne correspondent pas (ou plus) forcément aux lieux de consommation ou de plein emploi, ni aux lieux les plus agréables à vivre ou affichant les niveaux de vie les plus élevés (Davezies 2004; Talandier 2009). Ainsi, dans les Nordes comme dans les Suds, le développement semble dépendre plus de l'équité territoriale que de la productivité territoriale (World Bank 2005; Woodward et Simms 2006; Talandier et Davezies 2009; James et Campbell 2016). De plus, les revenus perçus par le biais du travail ne semblent pas pouvoir suffire comme mesure de la richesse - ce que la rénovation de la base économique a contribué à dévoiler au fil des dernières décennies (Talandier 2012; Nesse 2014).

En accord avec les travaux évoqués dans le chapitre précédent, nous considérons qu'une analyse des tissus socio-économiques des territoires fondée sur la circulation des revenus permet de nuancer la vision productiviste du développement - et de proposer plusieurs leviers d'actions allant dans la direction d'une réduction des inégalités. Ainsi, tout comme les auteurs et autrices de la théorie de la base « élargie », nous proposons de prendre en compte des « moteurs » du développement non nécessairement liés aux secteurs productifs traditionnels, mais aussi à la production informelle, aux mobilités humaines et aux redistributions publiques et sociales. En même temps, nous élargissons la partie basse du modèle, à savoir le secteur domestique, en prenant en compte les revenus issus des activités locales informelles, ainsi que des pratiques non monétaires - ces dernières comprenant les pratiques de don et d'échange de biens et services, le travail non rémunéré en argent, la production pour l'autoconsommation, ou encore le retrait du stock du magasin.

Cette deuxième partie propose, pour la première fois, une application systématisée de la théorie de la base économique en termes de revenus dans un pays des Suds. En effet, jusque-là les applications de la théorie de la base dans des contextes hors Europe et Amérique du Nord ont privilégié l'application du modèle dans sa version exportatrice, en mobilisant des données en termes d'emplois formels. Le cas d'étude choisi est celui du Brésil et de ses bassins d'emploi.

Le Brésil est souvent cité comme un « cas d'école » concernant les inégalités. En effet, ce pays, qui est dans la top dix des puissances mondiales en termes de produit national brut, se caractérise par des inégalités de revenu très marquées, à la fois entre les différentes unités fédératives et au sein de chacune d'entre elles. Le Rapport Oxfam de 2017 sur les inégalités au Brésil, titré « *A distância que nos une* » (*La distance qui nous unit*), met en garde contre la déconnexion entre les indicateurs de croissance économique et la répartition de la richesse. Ce rapport prévoit que, au rythme actuel de la réduction des inégalités, il faudra 75 ans au Brésil pour atteindre le niveau d'égalité des revenus du Royaume-Uni ; en comparaison avec les pays limitrophes, le Brésil aurait trente-cinq ans de retard sur l'Uruguay et trente sur l'Argentine. Durant les quinze dernières années, le Brésil est parvenu à sortir 28 millions de personnes de la pauvreté. Toutefois, aujourd'hui, la part d'habitants en dessous du seuil de pauvreté absolue (1,9 \$ PPA) est tout de même de 6,6%, dépassant 10% dans le Nord et dans le Nord-est du pays. Ainsi, il paraît difficile d'affirmer que la croissance ait été ré-distributive ou « pro-pauvres » : les 5 % les plus

aisés de la population détiennent la même richesse que les 95 % restant (PNAD 2019 ; OXFAM 2017), et 25 % de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté monétaire de 5,5 \$ PPA par jour<sup>232</sup>.

Nous considérons qu'une lecture à partir de la théorie de la base économique permettrait de rendre compte de la déconnexion entre production, emplois et niveaux de vie - privilégiant une approche en termes de revenus et de circulation de la richesse. De plus, les données mises à disposition par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) permettent d'intégrer dans le modèle des flux de revenus les plus souvent marginalisés par les Nords, que nous avons évoqués plus haut - issus notamment des transferts entre ménages, des emplois informels et des pratiques non monétaires.

La deuxième partie de ce manuscrit propose ainsi de décentrer le regard sur les dynamiques économiques dans les territoires brésiliens - tout en tirant des leçons plus générales sur la nécessité d'élargir ultérieurement la théorie de la base économique.

Le quatrième chapitre présente le contexte brésilien, en mettant en avant certains de ceux qui peuvent paraître comme des « paradoxes » aux yeux des approches productivistes enracinés dans l'économie standard - notamment en ce qui concerne le décollement entre emplois et productivité d'un côté, et revenus et qualité de la vie de l'autre. Le rôle crucial des pratiques non monétaires et des redistributions sociales est également mis en avant.

Ensuite, le cinquième chapitre part des données disponibles pour le Brésil pour construire une méthodologie quantitative permettant d'élargir ultérieurement la théorie de la base. Ainsi, nous y proposons une version « décentrée » de cette théorie, incluant certains flux de revenus relevant des sphères non marchandes de l'économie (voire, des *diverse economies*), jusqu'ici laissés de côté par les applications de ce cadre d'analyse dans les Nords.

Enfin, dans le sixième chapitre, nous appliquons le modèle ainsi rénové aux Unités Fédératives et aux bassins d'emploi brésiliens. La méthode proposée permet de présenter le développement économique territorial brésilien sous un nouvel angle - celui de la circulation des richesses - et contribue à questionner et repenser les mesures classiques des dynamiques économiques infranationales.

---

<sup>232</sup> L'indicateur utilisé est le revenu des ménages per capita, tiré de la dernière PNAD disponible (données 2019)

## Chapitre 4

### Le Brésil, ses inégalités et ses « paradoxes » : de l'importance d'aller au-delà des indicateurs de production

*Mais une conclusion apparaît d'ores et déjà clairement : il serait illusoire d'imaginer qu'il existe dans la structure de la croissance moderne, ou dans les lois de l'économie de marché, des forces de convergence menant naturellement à une réduction des inégalités patrimoniales ou à une harmonieuse stabilisation. (Piketty 2019, p. 598)*

Le Brésil est une République fédérale composée par 26 Etats et un District Fédéral (siège de la capitale, Brasilia), regroupés en cinq macro-régions : le Nord, le Nord-est, le Centre-ouest, le Sud et le Sud-est (Carte 2). Les seuls niveaux de gouvernance officiels – c'est-à-dire, ayant une administration élue et des budgets propres – sont les Etats et les municipalités, qui sont au total 5570<sup>233</sup>. Il n'existe pas de niveaux de gouvernance intermédiaires, tels que les régions ou les départements, même si plusieurs des Unités Fédératives se sont dotées d'ultérieurs découpages à des fins de planification ou pour stimuler la démocratie participative. C'est le cas notamment des Territoires de l'Identité de l'Etat de Bahia, des Territoires de Développement de l'Etat du Piauí, ou encore des « consortiums », à savoir des groupements de municipalités à des fins de mutualisation de certains services publics (santé, gestion des déchets, assainissement...).

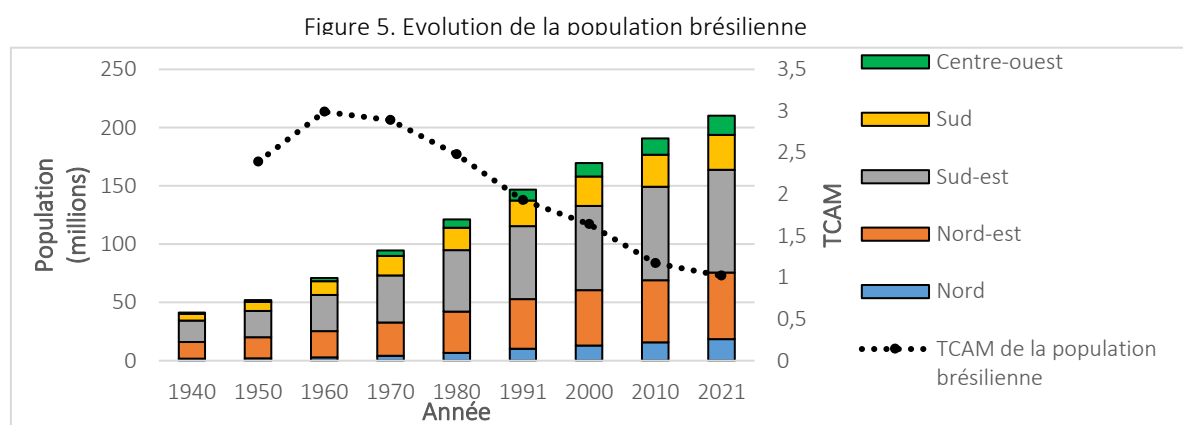
Carte 2. Unités Fédératives et Grandes régions



Sources : IBGE; Natural Earth; réalisation de l'auteur

<sup>233</sup> Le nombre de municipalité a progressivement évolué, passant de 1889 en 1950, à plus de 3900 dans les années 1980, jusqu'à dépasser les 5500 à partir des années 2000.

Sa superficie de 8 514 877 km<sup>2</sup> fait du Brésil le pays le plus étendu d'Amérique Latine - et le cinquième pays le plus étendu au monde. Depuis le premier recensement officiel, qui date de 1872, la population du Brésil a augmenté de presque vingt fois, dépassant aujourd'hui les 210 millions d'habitantes et habitants<sup>234</sup> (IBGE 2021) - ce qui en fait aussi le cinquième pays le plus peuplé au monde. Pendant les années 1960, le pays a commencé sa transition démographique, avec le début du déclin du taux de fécondité, qui s'est accentué à partir des années 1970 - cet indicateur s'élevant aujourd'hui à 1,7 (Banque Mondiale 2019). Selon les résultats du recensement de 2010, la population avait augmenté de 12,3% par rapport au recensement précédent (datant de 2000), c'est-à-dire, avec une croissance annuelle moyenne de 1,17 % : le plus faible taux observé jusqu'alors (Fig. 5).



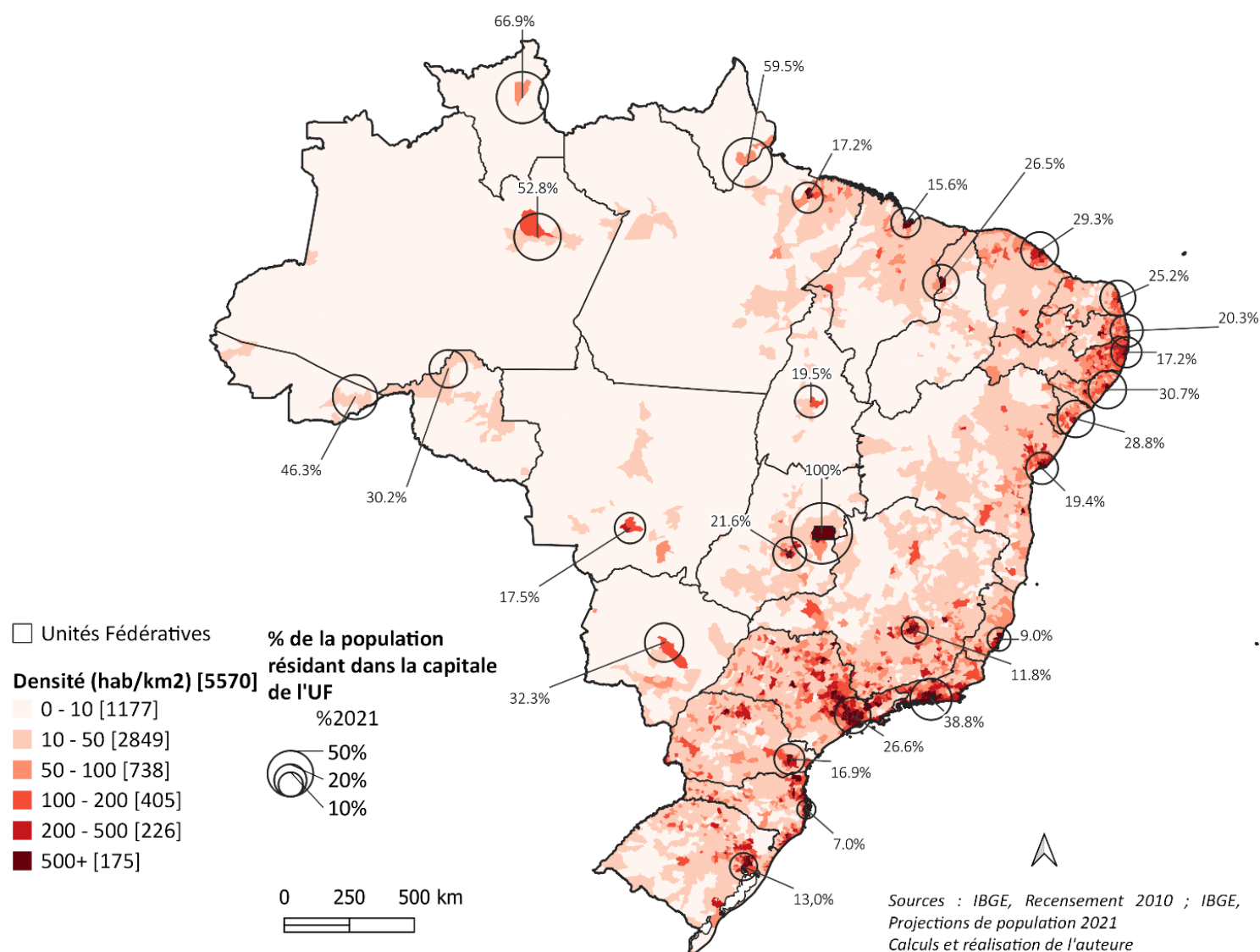
Sources : IBGE recensements 1940-2010 et projections de la population 2021

En rajoutant à la série des données issues des recensements les dernières projections de la population publiées par l'IBGE, nous avons estimé un taux de croissance annuel moyen de 1,02% entre 2010 et 2021. La région la plus peuplée est le Sud-est, suivie par le Nord-est. Ensemble, ces deux régions hébergent environ 60 % de la population brésilienne. Ainsi, aujourd'hui le Sud-est compte presque 90 millions d'habitants, le Nord-est 57 millions, le Sud 30 millions, alors que les régions les plus étendues – à savoir le Centre-ouest et le Nord, qui recouvrent 64 % du territoire brésilien - comptent chacune moins de 20 millions d'habitants.

La densité démographique est particulièrement importante sur la côte, ainsi que dans les Etats du Sud et du Sud-est (Carte 3). Elle est bien plus faible dans le Nord, où par ailleurs les capitales concentrent une part conséquente de la population sur des portions de territoire réduites (la valeur la plus élevée étant de 66,9% et correspondant à Boa Vista, capitale du Roraima), ainsi que dans les terres du Nord-est. Les zones à plus faible densité démographique correspondent en large partie à l'Amazonie, caractérisée par des vastes zones inhabitées ou très peu densément peuplées (pour une carte des biomes, cf. Annexe I).

<sup>234</sup> 213 317 639 selon les dernières projections IBGE (juillet 2021)

Carte 3. Densité de la population par municipalité et pourcentage de la population de chaque UF au sein des capitales respectives, 2021



Malgré l'image très urbaine du Brésil, la plupart de la population reste concentrée dans les villes petites et moyennes. Comme l'a souligné Ivan Leite Fontes, chargé du programme « *Bahia productive* » de la *Companhia de Desenvolvimento e Ação Regional* (au sein du Secrétariat du Développement Rural de l'Etat de Bahia), lors de notre entretien du 21/10/2019 : « *A l'étranger, il y a un peu cette image du Brésil comme d'un pays urbain, urbanisé... mais la réalité est toute autre : environ 90 % des municipalités brésiliennes ont une population inférieure à 50 000 habitants – même si, quand les personnes pensent au Brésil, elles pensent à des villes comme São Paulo, elles ont en tête l'image des métropoles* »<sup>vii</sup>. En effet, au vu de l'importance des villes de petite taille, plusieurs chercheuses et chercheurs considèrent que la part de population rurale au Brésil est largement sous-estimée par les méthodes de calcul officielles, le taux d'urbanisation affiché étant de 87 % (Banque Mondiale 2020). Pour un approfondissement concernant la division entre urbain et rural au Brésil, cf. [Annexe 2](#). Les villes de moins de 10 000 habitants représentent 44,0 % du total des municipalités et concentrent 44,5 % de la population brésilienne sur 19,3 % du territoire. Pour un aperçu de la répartition de la population en fonction de la taille

des villes, cf. *Annexe 3*. La deuxième section de ce chapitre reviendra sur certains enjeux démographiques, notamment en ce qui concerne l'attractivité résidentielle des territoires peu productifs et peu peuplés.

Dans ce chapitre, nous allons mettre en exergue certains « paradoxes » du contexte brésilien – à savoir, la déconnexion entre PIB, emplois et revenus - qui ne le sont pas forcément, si nous sortons du cadre d'analyse de l'économie standard et mobilisons une approche en termes de circulation des richesses.

La première section insiste sur la nécessité d'aller au-delà des approches de type production et de dépasser l'utilisation du PIB en tant qu'indicateur de développement. Pour cela, nous allons montrer la déconnexion entre le PIB et deux autres indicateurs qui nous paraissent plus pertinents pour analyser les dynamiques socio-économiques à l'œuvre au sein des territoires, à savoir, les revenus et les emplois (y compris informels).

Dans la deuxième section, nous justifions notre choix de mobiliser une approche en termes de circulation des richesses. En nous alignant aux auteurs et autrices de la théorie de la base élargie, nous privilégions des données en termes de revenus à celles en termes d'emplois. Nous montrons que les emplois n'expliquent qu'en partie les niveaux de vie dans les territoires : pour cela, nous présentons des données IBGE prouvant le poids des transferts publics, des transferts entre ménages et des revenus non monétaires. Enfin, nous mettons en avant certaines dynamiques démographiques qui nous semblent montrer l'attractivité de certains territoires non productifs - et notamment les territoires ruraux des grandes régions aux revenus les plus faibles du pays, ou encore les villes petites et moyennes.

S'agissant d'un pays de la taille d'un continent, nous nous limitons dans ces pages à montrer les grandes lignes de ces dynamiques, en utilisant des données issues du dernier<sup>235</sup> recensement, de l'Enquête nationale par échantillonnage auprès des ménages (PNAD)<sup>236</sup>, de l'Enquête sur les budgets des ménages (POF)<sup>237</sup>, du rapport annuel sur le PIB municipal, de la comptabilité nationale, ainsi que certaines données issues de la Banque Mondiale. Nous avons choisi d'utiliser des bases de données consolidées avant la pandémie de Covid-19: les bouleversements socio-économiques des dernières années ne font pas l'objet de cette thèse. Plusieurs réflexions et témoignages tirés des enquêtes menées sur le terrain sont également mobilisés.

---

<sup>235</sup> Il s'agit du recensement de 2010. Le nouveau recensement, qui était prévu pour l'été 2020, a été retardé à cause de la pandémie. Il n'aura lieu qu'à partir de l'été 2022 : les données actualisées ne seront pas disponibles avant la finalisation de ce manuscrit. Ainsi, les données de revenu à l'échelle des municipalités utilisées dans cette thèse datent de ce dernier recensement – alors que les données agrégées au niveau du Brésil ou des Unités Fédératives sont plus récentes, datant de 2018 (dernière POF), de 2019 (dernière PNAD) ou de 2020-2021 (Banque Mondiale).

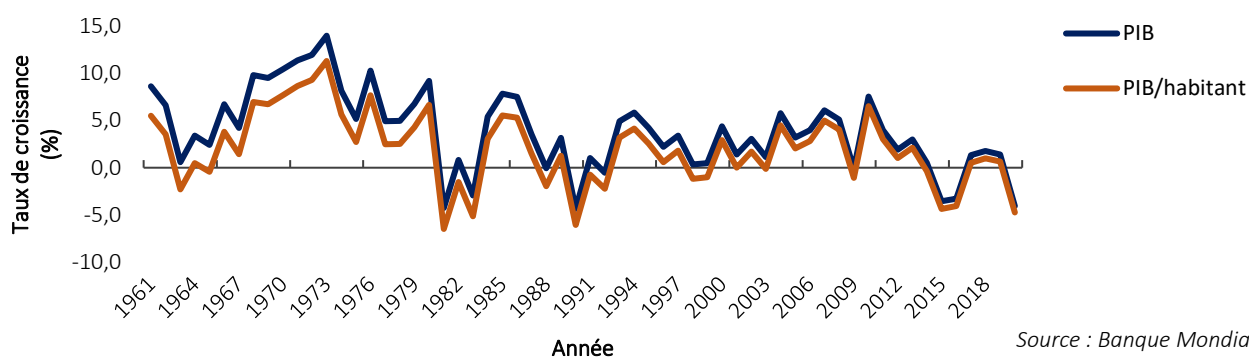
<sup>236</sup> Enquête nationale continue par échantillonnage sur les ménages (« *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios* »).

<sup>237</sup> Enquête sur le budget des familles (« *Pesquisa de Orçamentos Familiares* »).

## 1. Le PIB : un indicateur (très) approximatif des emplois et des inégalités de revenus

Le Brésil est l'une des majeures puissances économiques mondiales. Considéré comme un pays « émergent » par les classements internationaux, il représente le « B » du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Selon les données de la Banque Mondiale (2020) <sup>238</sup>, avec son PIB de 2 989 milliards de dollars PPA, le Brésil se trouve à la 8<sup>ème</sup> place parmi les pays de tous les continents, suivi de près par le Royaume Uni (2 859 milliards) et par la France (2 852 milliards). En prenant en compte son PIB par habitant, qui est de 14 688 \$ PPA, le Brésil descend à la 89<sup>ème</sup> place du classement de la Banque Mondiale. Pour comparaison, le PIB par habitant de la France (qui se trouve à la 30<sup>ème</sup> place) est presque le triple (42 313 \$ PPA). Le produit intérieur brut brésilien a connu une évolution instable pendant les dernières décennies (Fig.6). Depuis quelques années, le taux de croissance du Brésil stagne – voire décroît – même si l'OCDE envisage un taux de croissance de 1,4 % en 2022, puis de 2,1 % en 2023.

Figure 6. Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant. Brésil, 1961-2020



Source : Banque Mondiale

Ces données macroéconomiques cachent une réalité territoriale très variée, comme la première sous-section va le montrer. En effet, le PIB brésilien est particulièrement concentré dans le Sud-est du pays, dans les pôles pétroliers, ainsi que dans les zones rurales fortement exploitées par l'agro-industrie. Ensuite, la deuxième section va souligner la déconnexion entre le PIB, les revenus des habitantes et des habitants et leur distribution inégale. Enfin, la troisième section va montrer que les dynamiques productives n'ont pas non plus de liens avec les dynamiques d'emploi dans les territoires - surtout dans des contextes où le poids des emplois informels n'est pas négligeable.

### 1.1. L'inégale répartition géographique du PIB

Le PIB brésilien est réparti de façon très inégale sur l'ensemble du territoire (Cartes 4 et 5), que ça soit à l'échelle macro ou méso. L'écart-type du PIB par habitant des différentes Unités Fédératives est de 7 100 \$ PPA<sup>239</sup>. La valeur maximale correspond au District Fédéral, siège de la capitale (39 782 \$ PPA), alors que la valeur minimale correspond au Maranhão, dans le Nord-est, qui est l'Etat où cet indicateur est le plus faible (6 031\$ PPA, c'est-à-dire moins de la moitié de la moyenne nationale)<sup>240</sup>.

<sup>238</sup> Les données ici présentées sont exprimées en dollars PPA internationaux constants de 2011 et sont tirées des bases données de la Banque Mondiale (2020)

<sup>239</sup> Facteur de conversion utilisé de R\$ à \$ PPA : 2.281 (indicateur utilisé par la Banque Mondiale et l'OCDE, 2019),

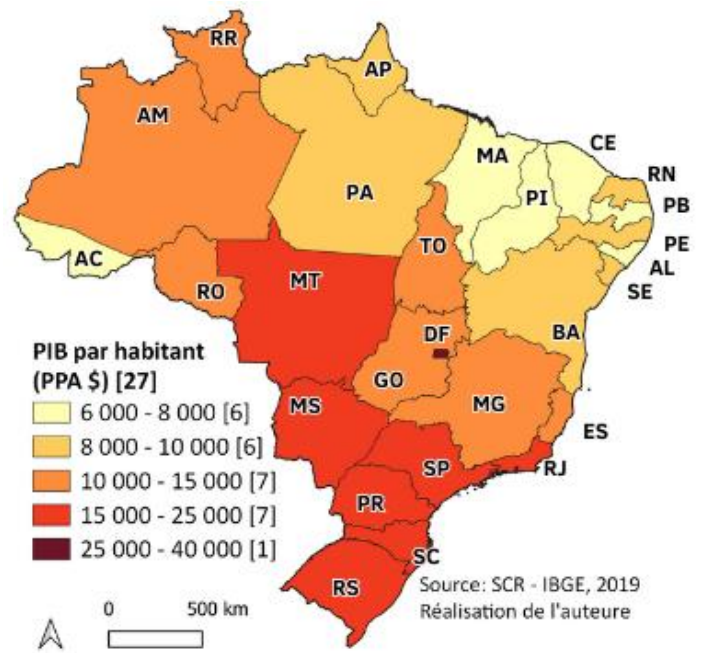
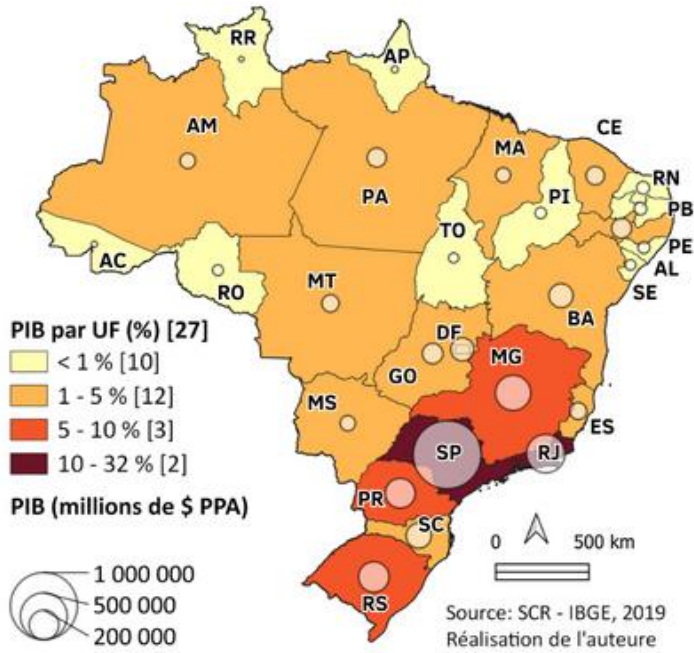
<sup>240</sup> Données : IBGE, SCR, 2019



Carte 4. PIB et PIB par habitant (en PPA). Unités Fédératives, 2019.

A. PIB (pourcentage et valeur en \$ PPA)

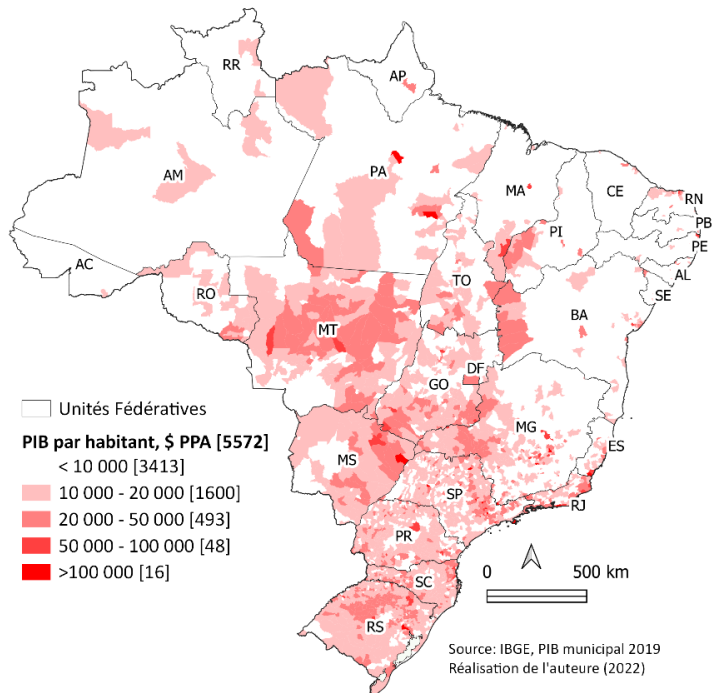
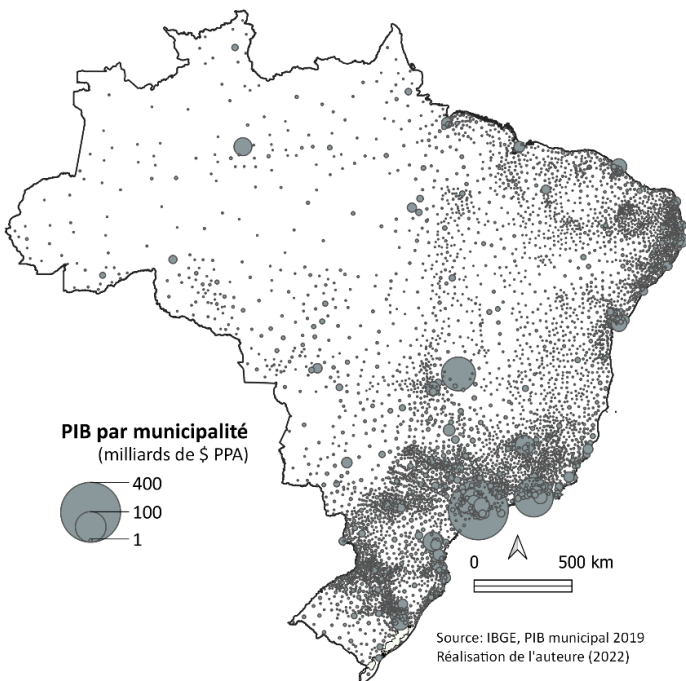
B. PIB par habitant, en \$ PPA



Carte 5. PIB et PIB par habitant (en PPA). Municipalités, 2019

A. PIB, en milliards de \$ PPA

B. PIB par habitant, en \$ PPA



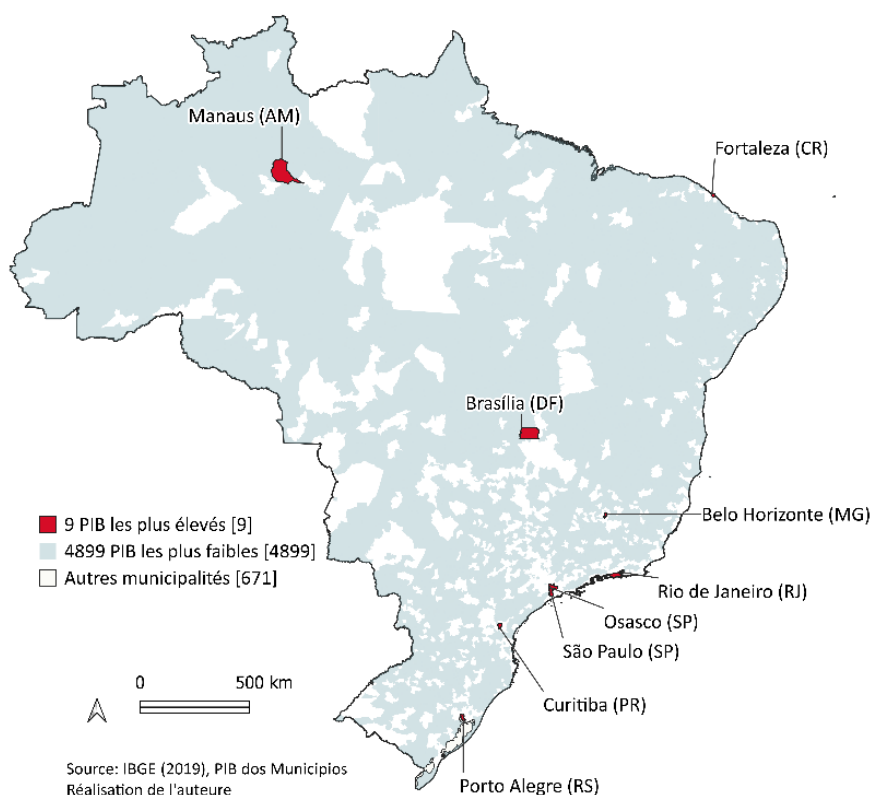
Tous les indicateurs macro-économiques traditionnels montrent une concentration de la production dans le Sud et dans le Sud-est du pays – ce dernier étant à l’origine de plus de la moitié du PIB national<sup>241</sup>. En particulier, plus de 30 % du PIB se concentre dans l’Etat de São Paulo, dans le Sud-est, qui affiche par ailleurs le deuxième PIB par habitant le plus élevé (22 420 \$ PPA) après celui du District Fédéral.

<sup>241</sup> Cet indicateur est en baisse : il était de 57.4 % en 2002, alors qu’il est de 53% en 2019.

La répartition du PIB national varie amplement au niveau infra-étatique<sup>242</sup> (Cartes 5A et 5B). Notamment, au sein de l'Etat de São Paulo, 53,5 % du PIB est produit par la seule région métropolitaine de la capitale, composée par 39 municipalités (alors que cette Unité Fédérative en compte 645 au total).

En classant les municipalités brésiliennes en fonction de leur contribution au PIB national, on observe qu'il suffit des neuf premières de la liste pour dépasser 25 % du PIB brésilien. En partant du bas de ce même classement, pour atteindre 25 % du PIB national, il faut sommer le PIB de 4 899 municipalités - c'est-à-dire, 88 % du total des villes brésiliennes ! (Carte 6). Parmi ces neuf villes aux PIB extrêmement élevés, huit correspondent à des capitales. São Paulo à elle seule produit 10,3 % du PIB national, suivie par Rio de Janeiro, qui en produit 4,8 %. Osasco, la seule d'entre elles qui n'est pas une capitale, fait partie de l'agglomération métropolitaine de São Paulo ; elle compte 700 000 habitants et héberge une zone industrielle accueillant plus de 500 usines, ainsi que le siège central de *Bradesco*, la plus grande entreprise bancaire d'Amérique Latine. Dans ces neuf villes, le secteur tertiaire est la composante principale de la valeur ajoutée brute, à l'exception de Manaus, où le secteur principal est celui des industries de transformation.

Carte 6. La concentration du PIB brésilien, par municipalité. 2019

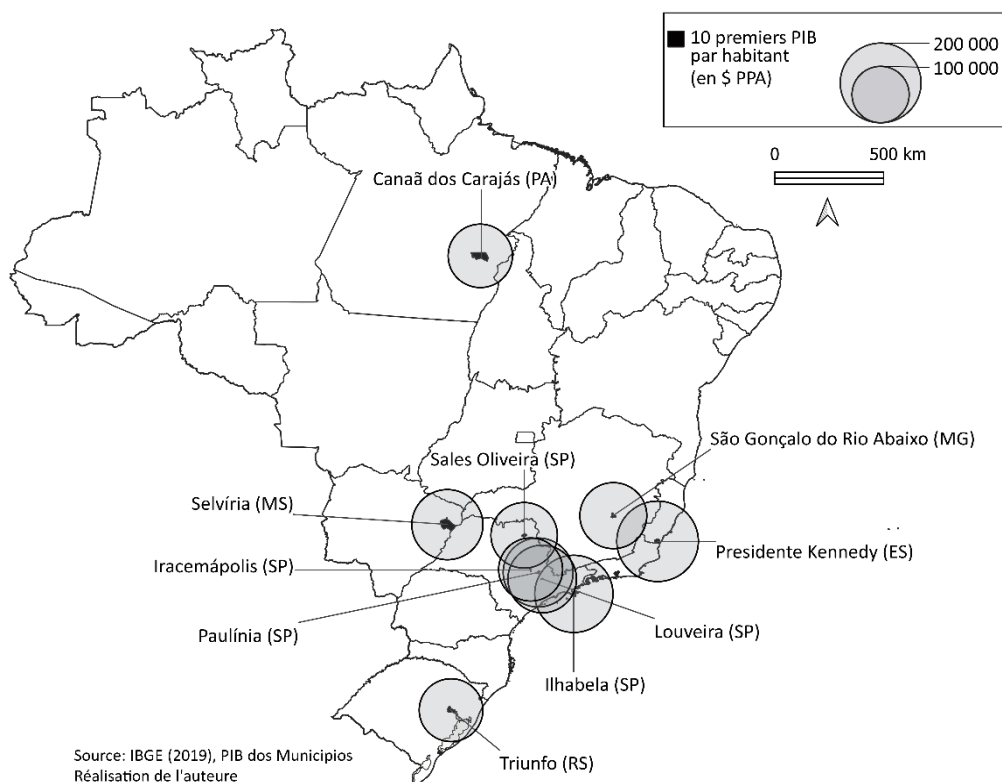


Au contraire, si nous prenons le classement en fonction du PIB par habitant, les noms des villes aux premières places n'évoquent pas grande chose pour les lecteurs et lectrices non spécialistes du Brésil (cf. Carte 7). Il s'agit en effet de municipalités de petites et moyennes dimensions (à l'exception de Paulínia, qui compte plus de 100 000 habitants), caractérisées principalement par la présence d'industries d'extraction. Presidente Kennedy (ES), qui, avec sa population de 11 600 habitants, peut vanter le

<sup>242</sup> Les données concernant le PIB municipal datent de 2019 et sont tirées de l'enquête « Produto Interno Bruto dos Municípios » de l'IBGE.

PIB per capita le plus élevé de tout le Brésil (204 000 \$ PPA), doit en grande partie sa « performance » à l'exploitation pré-salifère menée par la Petrobras (l'entreprise d'Etat dans le secteur pétrolier) et par d'autres entreprises privées. Par ailleurs, ces municipalités n'ont pas des taux d'occupation particulièrement élevés, ni des revenus qui se démarqueraient fortement de la moyenne brésilienne. Notamment, en poursuivant avec notre exemple, seulement 27,3 % de la population de Presidente Kennedy est occupé dans le secteur formel<sup>243</sup> - et 36,6 % de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>244</sup>.

Carte 7. Dix premières villes en fonction du PIB par habitant, 2019



Au-delà de ces villes aux valeurs extrêmes, les PIB par habitant les plus élevés (cf. Carte 5B) correspondent aux grands centres urbains du centre-sud, à certaines régions de forte expansion de la « *fronteira agrícola* »<sup>245</sup> (notamment dans la région centrale du Mato Grosso, dans l'ouest bahianais et autour de la vallée du fleuve Parnaíba), où il y a eu une forte augmentation de la production de soja, associée à une faible densité démographique.

Dans la suite de cette section, nous allons montrer que le PIB n'est pas un indicateur fiable en ce qui concerne les revenus et leur répartition (1.2) ni en ce qui concerne les principaux secteurs d'occupation et les dynamiques de l'emploi (1.3). De plus, comme la deuxième section de ce chapitre va le mettre en avant, les revenus et les emplois sont également déconnectés, puisque les salaires sont loin d'être le seul moyen de subsistance des ménages.

<sup>243</sup> Données issues du RAIS (2019) ; il s'agit du pourcentage que la population ayant un emploi formel représente sur la population totale.

<sup>244</sup> Données du recensement 2010. La population en dessous du seuil de pauvreté est celle vivant dans des ménages ayant un revenu per capita inférieur à la moitié du salaire minimum.

<sup>245</sup> La *fronteira agrícola* est la région du Pays impactée par l'occupation de forêts et terres des agriculteurs familiaux à des buts de production agricole à grande échelle.

## 1.2 Le PIB : un mauvais « proxy » des revenus et de leur répartition

Le produit intérieur brut - comme son appellation l'indique bien - n'est qu'un indicateur de production. En effet, il ne donne pas d'informations sur les revenus des habitantes et habitants, ni sur la qualité de la vie dans les territoires. La déconnexion entre PIB et revenus est d'autant plus vraie dans le cas de régions spécialisées dans des filières qui ne demandent pas beaucoup de main d'œuvre - et qui par ailleurs peuvent avoir des externalités négatives importantes sur l'environnement et donc sur le cadre de vie. Dans le cas du Brésil, il s'agit principalement des industries extractives (surtout dans le secteur pétrolier) et de l'agro-industrie, très importante à la frontière de l'Amazonie. Comme l'a souligné le Coordinateur de la Direction de l'Agriculture Familiale au sein du Secrétariat du Développement Rural de l'Etat de Bahia, lors de l'entretien qu'il nous a accordé :

*Si nous prenons l'exemple de l'extrême sud de Bahia, il y a trois entreprises de pâte à papier ici. Elles produisent, je ne sais pas... disons, 4 millions de tonnes de pâte à papier par an. Combien de cet argent reste-t-il ici ? Très peu. Ici, nous avons l'agrobusiness, le soja, le coton et le maïs. Que reste-t-il de cette production, qui appartient à des personnes d'autres régions du pays ? Que reste-t-il ici ? Une grande partie du capital disparaît.<sup>viii</sup> (Entretien avec R. Rodrigues, 17/10/2019, Salvador)*

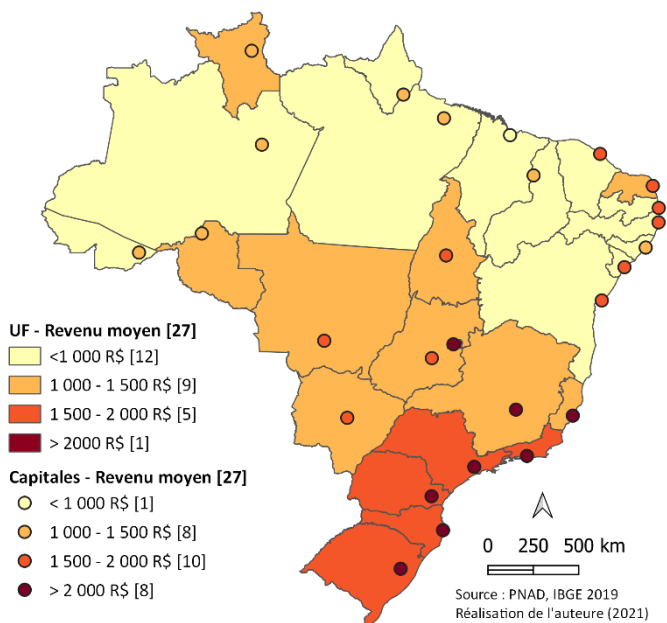
Encore une fois, une base productive exportatrice importante ne renseigne en rien sur la rétention des revenus captés par ce biais au sein des territoires. Certes, à un premier regard, surtout à l'échelle des Etats, un PIB élevé semble aller de pair avec des revenus moyens (Carte 8A) et médians (Carte 8B) plus élevés – ainsi qu'avec des taux de pauvreté plus faibles (Carte 8C) et une présence plus importante de ménages aisés (Carte 8D). Selon les dernières données PNAD, le revenu monétaire mensuel per capita au Brésil est en moyenne de 586 \$ PPA<sup>246</sup>. La valeur la plus élevée correspond au District Fédéral (1083 \$ PPA), suivi par l'Etat de São Paulo (787 \$ PPA). Les valeurs les plus faibles correspondent à des Etats du Nord et du Nord-est : les dernières positions du classement sont occupées par le Maranhão (265 \$ PPA) et par l'Alagoas (304 \$ PPA). En ce qui concerne le revenu médian, il descend à 359 \$ PPA pour le Brésil dans son ensemble. La valeur la plus élevée correspond encore une fois au District Fédéral (580 \$ PPA), suivi par Santa Catarina (520 \$ PPA) ; São Paulo se trouve en 4<sup>ème</sup> position, avec 468 \$ PPA. Aux deux dernières positions, nous retrouvons le Maranhão (169 \$ PPA) et l'Amazonas (198 \$ PPA). La population aux revenus modestes représente une part bien plus importante dans certains Etats du Nord et dans le Nord-est (carte 8C), caractérisés par des faibles indicateurs de production, par rapport aux autres grandes régions.

---

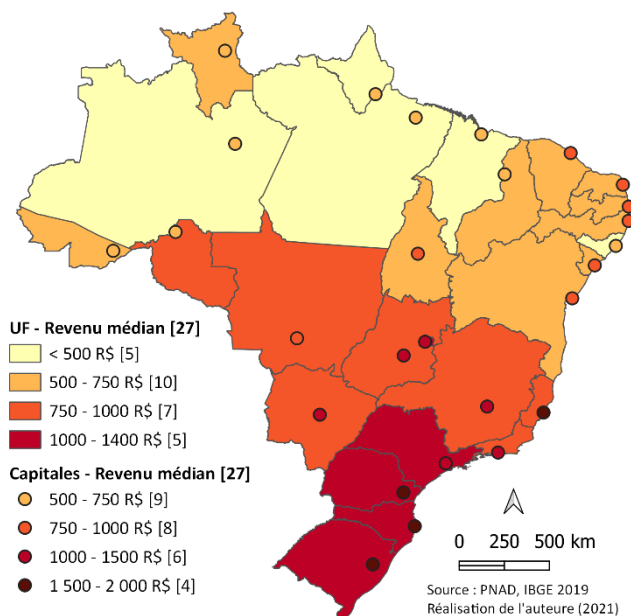
<sup>246</sup> Facteur de conversion PPA (unités de devises locales par \$ international), consommation privée ; banque mondiale. Le facteur pour le Brésil est de 2.4-

Carte 8. Niveaux de revenus, pauvreté richesse monétaires. UF et Capitales, 2019.

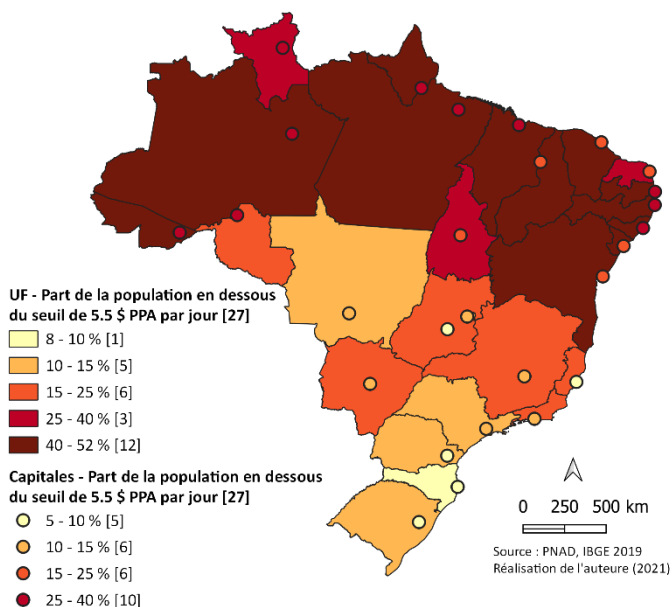
A. Revenus moyens



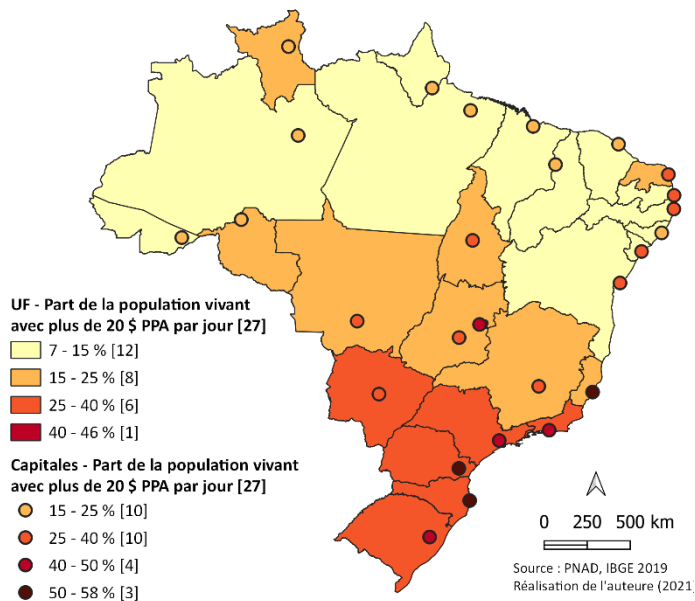
B. Revenus médians



C. Population en dessous du seuil de 5.5 \$ PPA

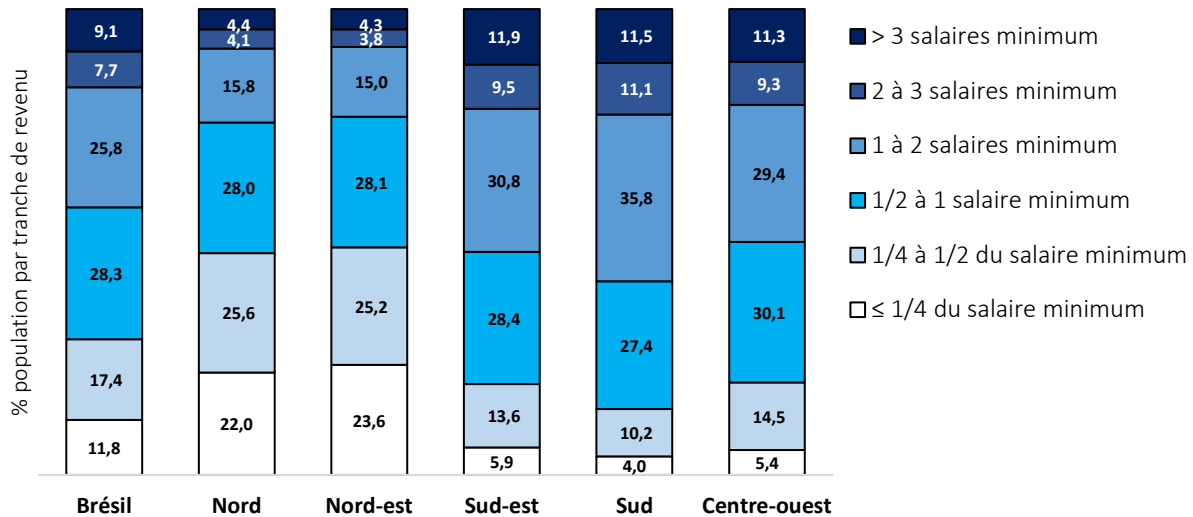


D. Population au-dessus du seuil 20 \$ PPA



Les ménages ayant un revenu per capita inférieur à la moitié du salaire minimum (considéré comme équivalent au seuil de pauvreté de 5,5 \$ PPA par jour) représentent presque la moitié des ménages à la fois dans le Nord (48 %) et dans le Nord-est (49 %) - la moyenne brésilienne étant de 29 % (Fig. 7).

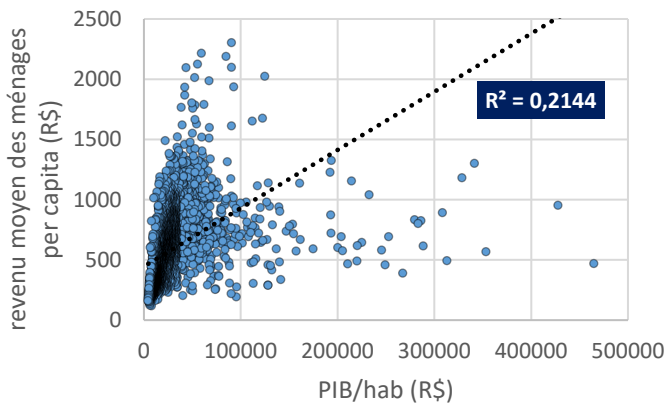
Figure 7. Distribution de la population en fonction du revenu des ménages per capita ; Brésil et Grandes régions



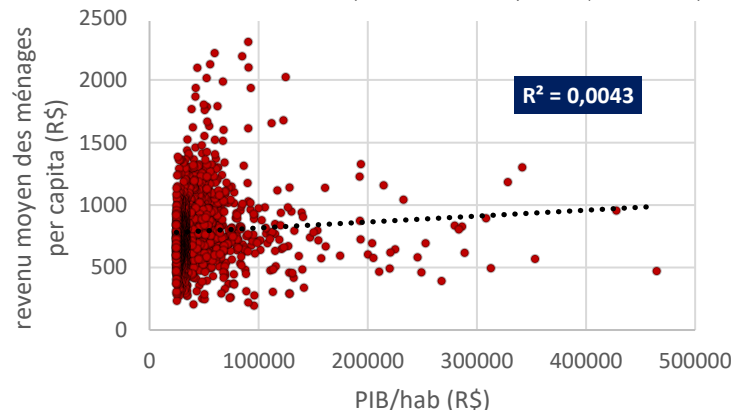
Si une certaine cohérence entre PIB et revenus moyens des ménages est observée au niveau « macro » des Grandes régions et des Unités Fédératives, ce n'est pas le cas à l'échelle des municipalités. En effet, le PIB par habitant n'est pas statistiquement corrélé aux revenus moyens des ménages, comme il est possible de le voir dans les nuages de points ci-dessous (Fig. 8). L'absence de corrélation est encore plus marquée pour les municipalités ayant un PIB per capita supérieur à la moyenne brésilienne (Fig. 8B) - ce qui rend difficile d'affirmer qu'une meilleure performance en termes de PIB se traduit par des niveaux de vie plus élevés dans les territoires hautement producteurs.

Figure 8. Corrélation entre PIB/habitant et revenu moyen des ménages per capita pour chaque municipalité\*

A. Corrélation pour l'ensemble des municipalités



B. Corrélation pour les municipalités ayant un PIB/habitant supérieur à la moyenne (1946 obs.)

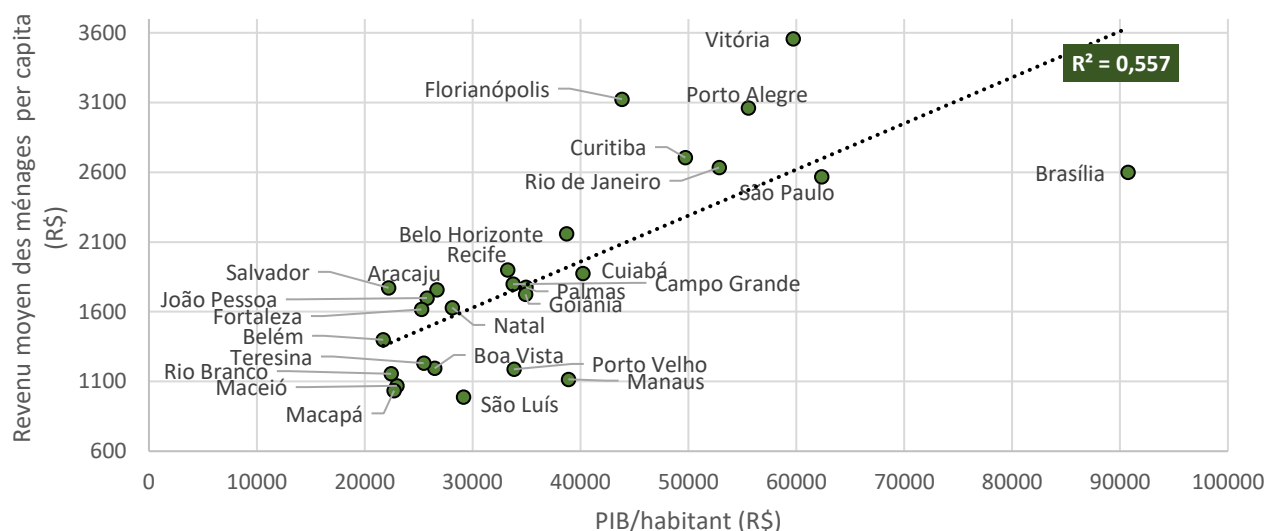


\*Les données utilisées sont les plus récentes, datant de 2019 pour le PIB municipal et de 2010 pour le revenu moyen des ménages. Puisque le nombre total des municipalités a évolué (tout comme leurs limites administratives) entre ces deux années, les données prises en compte concernent uniquement les 5565 municipalités qui n'ont pas subi de modifications.

Sources : IBGE, Recensement 2010 et PIB municipal 2019. Calculs de l'auteur.

Des données de revenus plus récentes, issues de la PNAD de 2019, sont disponibles uniquement pour les capitales. Pour ces 27 villes, une légère corrélation semble exister entre le PIB par habitant et les revenus per capita (Fig.9).

Figure 9. Corrélation entre PIB/habitant et revenu moyen per capita des ménages pour les capitales des UF. 2019.



Sources : IBGE, PIB municipal 2019 et PNAD 2019. Calculs de l'auteurice.

Toutefois, les indicateurs disponibles pour les capitales nous permettent de mettre aussi en avant une limitation importante des valeurs moyennes - que ce soit des données de PIB ou de revenu. En effet, même si dans les capitales le revenu des ménages (à la fois moyen et médian) est supérieur aux valeurs moyennes dans les UF respectives (cf. Carte 8)<sup>247</sup>, la distribution des revenus y est très inégale.

Dans 20 capitales sur 27, le ratio de Palma<sup>248</sup> et l'indice de Gini<sup>249</sup> sont supérieurs à ceux de l'UF correspondante. Notamment, le ratio de Palma de la ville de São Paulo est de 4,9, contre 3,7 en moyenne pour l'UF : cela signifie que, dans la ville de São Paulo, la richesse concentrée dans les mains des 10 % les plus riches est cinq fois supérieure à celle possédée par les 40 % les plus pauvres. Parmi les 8 capitales qui sont dans le top 10 des PIB les plus élevés du Brésil en termes absolus, six ont un indice de Palma (et donc un niveau d'inégalités) plus élevé que la moyenne nationale (4.2). Ainsi, même au sein de régions et villes ayant des PIB et des bases exportatrices solides, les inégalités de revenu restent très marquées, comme montré par l'indice de Gini<sup>250</sup> (Carte 9).

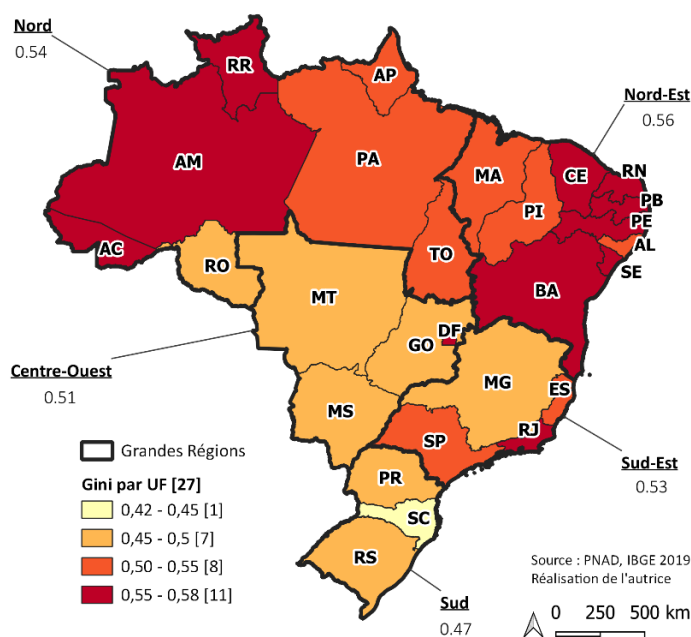
<sup>247</sup> En effet, en moyenne, l'écart entre les revenus mensuels dans les capitales et ceux dans les UF respectives est de 648 R\$ (270 \$ PPA). Pour les revenus médians, cet écart est de 289 R\$ (120 \$ PPA). Seulement en Rondônia le rapport est inversé : le revenu médian dans la capitale, Porto Velho, est de 747 R\$, alors qu'il est de 762 R\$ dans l'ensemble de l'UF.

<sup>248</sup> Ce ratio est une mesure des inégalités relatives. Il s'agit d'un rapport interdéciles : le ratio de Palma compare la part du revenu national perçue chaque année par les 10 % les plus riches avec celle reçue par les 40 % les plus pauvres. Notamment, un indice de 3 signifie que les 10 % les plus riches reçoivent 3 fois ce que reçoivent les 40 % les plus pauvres

<sup>249</sup> L'indice de Gini est une mesure des inégalités relatives, obtenue à partir de la Courbe de Lorenz, qui met en relation le pourcentage cumulé de la population en ordre croissant de revenus (x) et le pourcentage cumulé des revenus (y). Quand les pourcentages cumulés de la population correspondent aux pourcentages cumulés des revenus (notamment, si 10 % de la population détient 10 % des revenus), le résultat est une droite d'égalité parfaite. La courbe de Lorenz représente la distribution des revenus au sein d'une population et elle a, généralement, une forme convexe. Le plus on s'éloigne de la droite d'égalité parfaite, le plus la distribution est inégale. L'indice de Gini est une mesure de l'éloignement de la courbe de Lorenz de la droite d'égalité parfaite, variant de 0 (situation d'égalité parfaite) à 1 (inégalité maximale, c.à.d. tous les revenus appartiennent à un seul individu).

<sup>250</sup> Calculé par rapport à la distribution du revenu des ménages per capita ; Données issues de l'enquête PNAD de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (2018)

Carte 9. Indice de Gini, par UF et Grande Région. 2019.



Cet indice, qui a connu une baisse importante à partir des années 1990 (passant de 0,607 en 1990 à 0,527 en 2011), stagne depuis une dizaine d'années et était en 2019 de 0,534 pour l'ensemble du Brésil ; à titre d'exemple, il était de 0,324 en France pour la même année<sup>251</sup>. Il demeure élevé aussi dans les régions fortement productives ; notamment, le Gini du Sud-est est de 0,533, les valeurs les plus élevées y correspondant aux Etats de São Paulo (0,539) et de Rio de Janeiro (0,543) - qui sont les Etats aux revenus moyens les plus élevés de cette Grande région. Il est intéressant de souligner que le District Fédéral, qui possède le PIB par habitant le plus élevé du pays, est aussi l'un des Etats aux inégalités les plus marquées : il affiche un indice de Gini de 0,569, supérieur à la moyenne nationale, le Sergipe étant le seul Etat avec une valeur encore plus élevée. L'indice de Gini est très élevé dans les capitales, leur moyenne (0,545) étant supérieure au Gini national.

La dernière édition de la PNAD d'avant la pandémie (série 2012-2019) montre que l'augmentation des revenus des ménages les plus vulnérables (à savoir, 20 %, 40 %, 60 % et 80 % les plus pauvres) a été plus faible que l'augmentation des revenus des ménages les plus aisés (à savoir, les deux derniers déciles) - alors que la plupart de la population se concentre dans les premiers déciles de la distribution du revenu. En désagrégant les données à l'échelle municipale (Carte 10), il est possible de voir que la pauvreté monétaire demeure élevée y compris dans les Etats les plus productifs – contrairement à ce que apparaît des données « macro ».

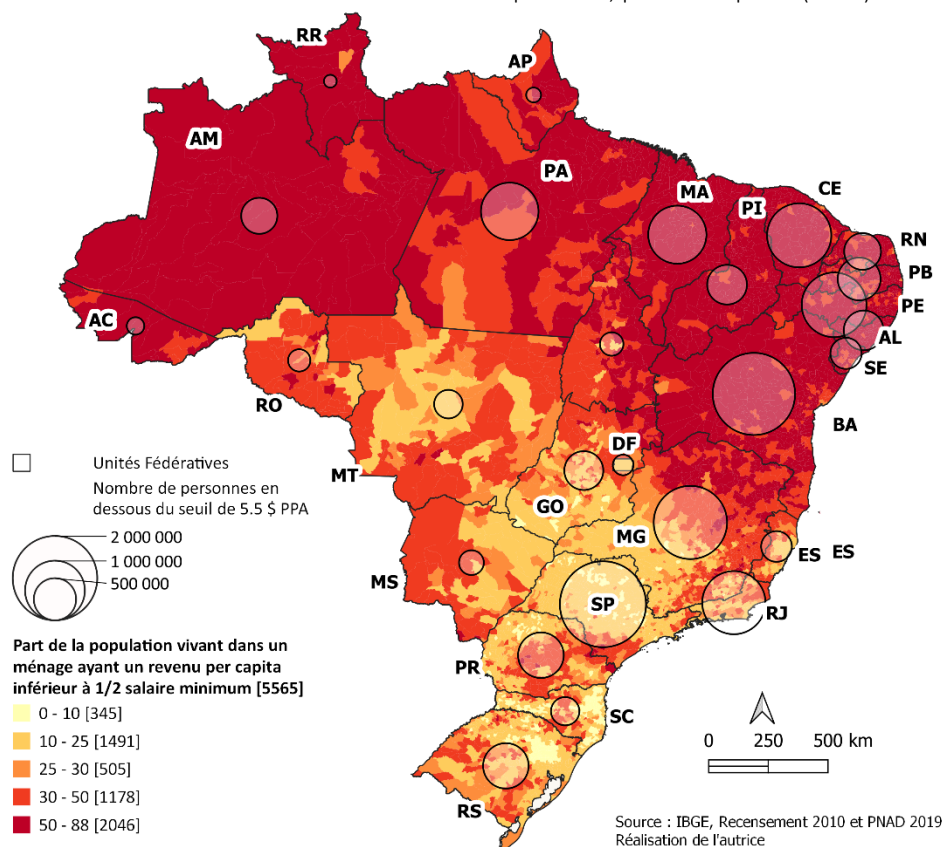
Même si la population en dessous du seuil de pauvreté est surreprésentée dans les municipalités du Nord et du Nord-est, elle est aussi très présente dans les autres régions, malgré la performance économique d'un certain nombre des Etats qui les composent. Le Nord-est héberge 26,5 % de la population brésilienne, mais 49 % des pauvres du pays. En même temps, si « seulement » 19 % des personnes dans le Sud-est ont un revenu inférieur à 5,5 \$ PPA, elles représentent 27 % du total des pauvres du pays. Au

<sup>251</sup> Données Banque Mondiale



sein du Sud-est, l'Etat de São Paulo, moteur de l'économie, héberge 43 % des pauvres de la région et 12 % des pauvres brésiliens - à savoir, plus de six millions de personnes. Il s'agit du même nombre de pauvres vivant dans l'Etat de Bahia, de trois fois le nombre de pauvres du Amazonas et de 1,5 fois les pauvres du Maranhão. Ainsi, dans un tiers des municipalités de l'Etat de São Paulo, plus de 20 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Carte 10. Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, par municipalité (2010) et UF (2019)



Dans tous les Etats, le pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté dans les capitales est inférieur qu'ailleurs. Il s'agit cependant d'un nombre élevé de personnes : la population pauvre résidant dans les capitales représente 16,2% du total des pauvres brésiliens, c'est-à-dire, environ 8,4 millions de personnes. La ville de São Paulo en héberge à elle seule 2,7 %, à savoir, plus de 1,4 millions de personnes. Son ratio de Palma est de 4,95 : il dépasse largement la moyenne nationale, ainsi que le ratio pour l'Etat de São Paulo dans son ensemble (3,7).

Au lieu de se focaliser uniquement sur la pauvreté monétaire, il est aussi possible de prendre en compte les conditions de vie de manière plus globale – et notamment pour les ménages aux revenus faibles (moins de 5,5 \$ PPA per capita par jour). Concernant un certain nombre d'indicateurs de qualité de la vie, les différences entre les Etats qui se portent « mieux » économiquement et les Etats les moins performants ne sont pas frappantes. Cela est particulièrement vrai e ce qui concerne les limitations dans

l'accès à l'éducation<sup>252</sup>, à la protection sociale<sup>253</sup> et à un logement digne<sup>254</sup>. Notamment, en ce qui concerne l'éducation, 31 % de la population brésilienne vivant en dessous du seuil de 5,5 \$ PPA y a un accès restreint. Ce pourcentage est plus élevé dans le Sud (30,8 %) que dans le Nord (29,8 %) – et dépasse 20 % dans plusieurs des Etats « riches » du Sud-est et du Centre-ouest (District Fédéral, Rio de Janeiro, Santa Catarina, São Paulo). En ce qui concerne la qualité du logement, 28,8 % des Brésiliens en dessous du seuil de pauvreté habitent dans un logement présentant une ou plusieurs carences. Ce pourcentage s'élève à 41,8 % pour le District Fédéral, à 31,5 % pour Rio de Janeiro (atteignant 33,1 % dans la capitale) et à 38,5 % pour São Paulo (atteignant 41,2 % dans la capitale). Des pourcentages très élevés caractérisent également certains des Etats du Nord – la moyenne pour cette région étant de 43,0 % - tels que l'Acre (52,4 %) et l'Amazonas (50,4 %). Toutefois, dans certains Etats du Nord et du Nord-est, ce pourcentage est inférieur à 20% (c'est le cas du Rondônia, du Pernambouc et de Bahia).

En ce qui en est des restrictions à l'accès à la protection sociale, elles concernent 11,9 % des Brésiliens pauvres. La valeur la plus faible correspond au Nord-est, à savoir 8,9 %. Des pourcentages particulièrement bas correspondent au Piauí (6,0 %), au Rio Grande do Norte (7,7 %), au Paraíba (8,1 %). Cela n'est sans doute pas sans lien avec l'importance du programme de transferts sociaux « *Bolsa Família* » dans cette région, comme nous le verrons dans la deuxième section de ce chapitre. En effet, les statistiques nationales considèrent les ménages recevant des transferts sociaux réguliers comme ayant accès à une protection sociale. Les restrictions à la protection sociale sont plus importantes dans le Centre-ouest (15,7 %) et dans le Sud-est (14,8 %). Notamment, elles concernent 16,8 % des personnes en-dessous du seuil de pauvreté dans l'Etat de Rio de Janeiro et dans l'Etat de São Paulo et 22,6 % dans le District Fédéral.

Il ne s'agit pas ici de minimiser la pauvreté dans les régions du Nord et du Nord-est – où elle est indéniablement très marquée. Dans ces pages, nous avons tenu à mettre en avant la déconnexion entre PIB et revenus (et conditions de vie), et particulièrement à l'échelle infranationale. En effet, un PIB élevé ne renseigne pas forcément sur les conditions de vie des populations - et surtout des populations les plus vulnérables. Il est difficile (voire impossible), surtout à l'échelle territoriale, de conclure qu'une productivité élevée soit en mesure de garantir automatiquement des taux d'emploi et des niveaux de vie proportionnels, ou une réduction importante des inégalités de revenus. En effet, le

---

<sup>252</sup> Les personnes suivantes sont considérées par l'IBGE comme ayant des restrictions en matière d'accès à l'éducation : (i) les enfants et les adolescents âgés de 6 à 14 ans qui ne sont pas scolarisés, (ii) les personnes âgées de 15 ans ou plus qui sont analphabètes et (iii) les personnes âgées de 16 ans ou plus qui n'ont pas terminé l'enseignement primaire (PNAD 2019).

<sup>253</sup> Les personnes qui remplissent simultanément les deux conditions suivantes sont considérées par l'IBGE comme ayant des restrictions en matière d'accès à la protection sociale: (i) elles font partie d'un ménage qui ne compte pas de résidents âgés de 14 ans ou plus cotisant auprès d'un institut de sécurité sociale ou percevant une retraite ou pension; (ii) elles résident dans des ménages ayant un revenu réel par habitant inférieur à la moitié du salaire minimum, et dont aucun membre ne perçoit de revenu d'autres sources, y compris de programmes sociaux. Le salaire minimum de référence pour 2019 et de 998,00 R\$. (PNAD 2019).

<sup>254</sup> L'IBGE considère comme ayant des restrictions en matière d'accès au logement les personnes vivant dans des logements sans salle de bain à usage exclusif, avec des murs extérieurs construits principalement avec des matériaux non durables, avec une densité excessive ou avec une charge locative excessive.

« ruissellement » vers les territoires et leurs populations n'est qu'une chimère si la croissance ne s'accompagne pas de politiques de redistribution et de cohésion territoriale.

### 1.3 Le PIB : un mauvais « proxy » des emplois

Le PIB et la valeur ajoutée brute (VAB) nous en disent aussi très peu sur le marché de l'emploi au niveau infranational. Si au niveau national et étatique la valeur ajoutée produite et le nombre d'emplois par secteur peuvent sembler corrélés – surtout en ce qui concerne les emplois formels - cette certitude s'estompe dès que l'on prend en compte les emplois informels et non rémunérés en argent.

Tableau 2. VAB, emplois formels, emplois totaux. UF et Brésil, dernières données disponibles.

Grande région	UF	Première source de VAB <sup>255</sup>	Première source d'emplois formels, 2019 <sup>256</sup>	Première source d'emplois (formels + informels) <sup>257</sup> 2010	Première source d'emplois (formels + informels) Estimations 2019 <sup>258</sup>
Nord	Rondônia	Services	Services publics	Secteur primaire	Secteur primaire
	Acre	Services	Services publics	Services publics	Services publics
	Amazonas	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Roraima	Services publics	Services publics	Services publics	Services publics
	Pará	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Amapá	Services publics	Services publics	Services publics	Services publics
	Tocantins	Services	Services publics	Services publics	Services publics
Nord-est	Maranhão	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Piauí	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Ceará	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Rio Grande do Norte	Services	Services publics	Services publics	Commerce
	Paraíba	Services	Services publics	Secteur primaire	Services publics
	Pernambouc	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Alagoas	Services	Services publics	Secteur primaire	Services publics
	Sergipe	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
Bahia	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce	
Sud-est	Minas Gerais	Services	Services publics	Commerce	Commerce
	Espírito Santo	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Rio de Janeiro	Services	Services publics	Commerce	Services publics
	São Paulo	Services	Services publics	Secteur secondaire )	Commerce
Sud	Paraná	Services	Services publics	Commerce	Commerce
	Santa Catarina	Services	Secteur secondaire	Secteur secondaire	Secteur secondaire
	Rio Grande do Sul	Services	Services publics	Secteur secondaire	Commerce
Centre-ouest	Mato Grosso do Sul	Services	Services publics	Commerce	Commerce
	Mato Grosso	Services	Services publics	Secteur primaire	Commerce
	Goíás	Services	Services publics	Commerce	Commerce
	District Fédéral	Services	Services publics	Services publiques	Services publics
<b>BRESIL</b>		<b>Services</b>	<b>Services publics</b>	<b>Commerce</b>	<b>Commerce</b>

Sources : PIB municipal 2019 ; RAIS 2019 ; Recensement 2010 ; PNAD 2019. Secteurs regroupés suivant la CNAE 2.0.

<sup>255</sup> Source : PIB municipal 2019

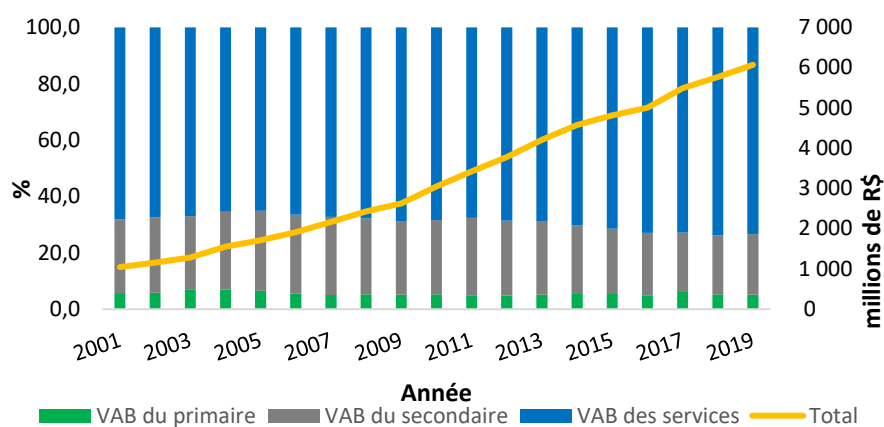
<sup>256</sup> Source : RAIS 2019 : Rapport annuel d'informations sociales (« *Relação Anual de Informações Sociais* »). Les données du RAIS sont fournies par les employeuses et employeurs et ne concernent que les emplois formels.

<sup>257</sup> Source : Recensement 2010

<sup>258</sup> Source : PNAD 2019

Le tableau ci-dessus (Tableau 2) montre que la VAB des Unités Fédératives est largement dominée par les services (cf. première colonne) – ce qui n’est pas étonnant au vu de la composition sectorielle de la VAB du Brésil (Fig.10).

Figure 10. Evolution de la valeur ajoutée (millions de R\$) et de sa composition (%). Brésil, 2001-2019.



Source : IBGE, Système de Comptes Nationaux

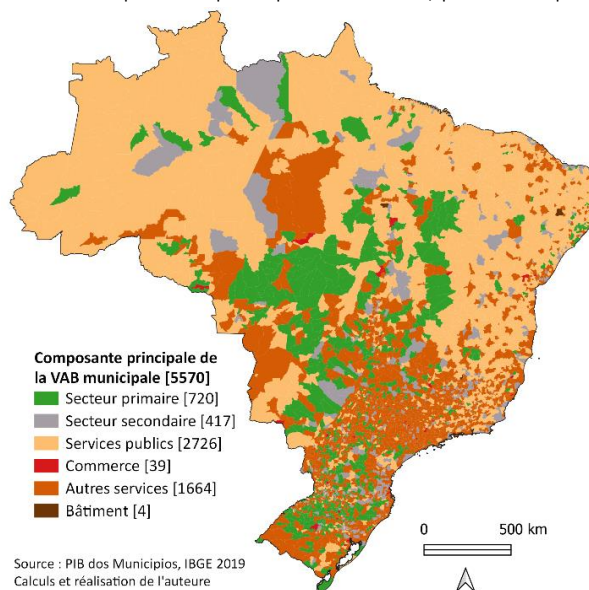
En prenant en compte uniquement les emplois formels (cf. Tableau 2, deuxième colonne), on observe que les services ont une place tout aussi cruciale - et particulièrement les services publics, qui sont le secteur offrant le plus d’emplois dans tous les Etats (hormis Santa Catarina, où le secteur secondaire prime). Lorsque les emplois informels (remunérés en argent ou pas), qui constituent environ 42% du total des emplois au Brésil (PNAD 2019), sont inclus dans les statistiques, le rôle des services en sort largement rédimensionné, quelle que soit la source de données utilisé (le recensement, cf. colonne 3, ou la PNAD 2019, cf. colonne 4). A leur place, le secteur primaire et le commerce émergent. Le premier est plus important dans les données du recensement (source de données plus ancienne, mais fiable à l’échelle municipale), alors que le deuxième apparaît dominant dans les données de la PNAD (récoltées sur échantillon de façon annuelle, disponibles uniquement au niveau des unités fédératives).

Les secteurs les plus « productifs » en termes de valeur ajoutée brute ne sont pas forcément les plus intensifs en main d’œuvre – et ne fournissent pas forcément des emplois décents. Au niveau infra-national, nous observons une déconnexion très importante entre PIB et emplois. D’abord, un PIB élevé n’implique pas automatiquement des taux d’occupation plus importants. S’il est vrai que certains des Etats au PIB par habitant élevé connaissent des taux de chômage<sup>259</sup> en dessous de la moyenne nationale (11,7 % en 2019), il ne s’agit pas d’une corrélation généralisable. Notamment, le District Fédéral et l’Etat de São Paulo, malgré leur performance en termes de PIB, connaissent des taux de chômage de 13,4 % et de 12,3 % - supérieurs aux taux de chômage du Rondônia (8,1 %) et du Tocantins (11,7 %), deux des Etats aux PIB et aux revenus les plus faibles.

Une analyse sectorielle des emplois semble confirmer cette déconnexion entre PIB et emplois (cf. Cartes 11 et 12), qui est d’autant plus évidente lorsque les emplois informels et non rémunérés sont pris en compte (Carte 12B).

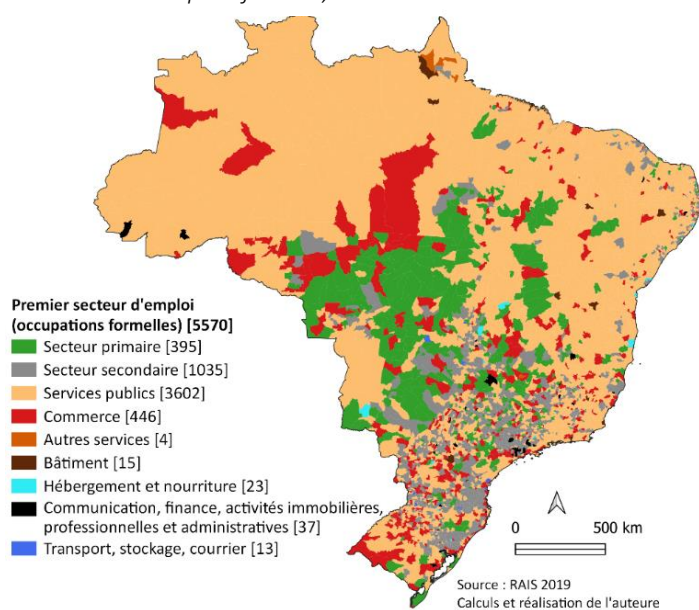
<sup>259</sup> Données de 2019 (IBGE, PNAD 2020). Le taux de chômage est calculé en prenant en compte à la fois l’emploi formel et l’emploi informel.

Carte 11. Composante principale de la VAB, par municipalité.

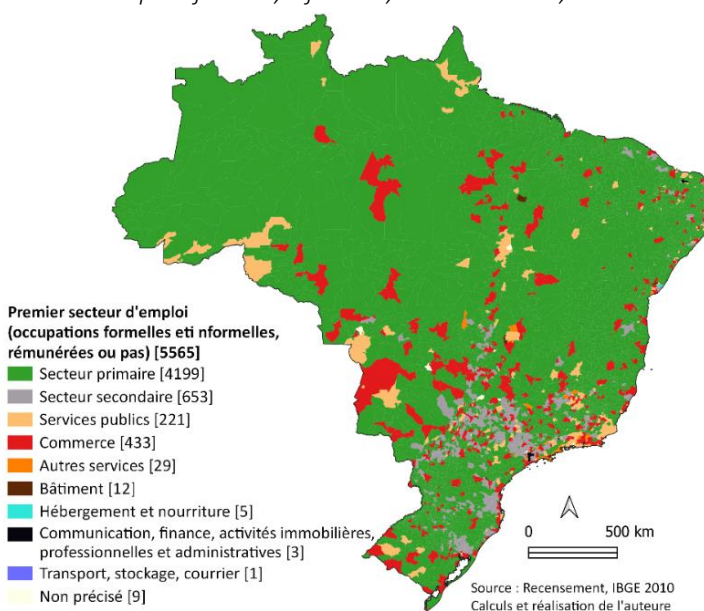


Carte 12. Première source d'emplois, par municipalité.

A. Emplois formels, 2019.



B. Emplois formels, informels, non rémunérés, 2010.



Il est possible d'illustrer cette déconnexion à travers l'exemple du secteur extractif et de l'agriculture. En ce qui concerne l'industrie d'extraction, il s'agit d'un secteur intensif en capitaux, mais peu intensif en main d'œuvre. Ainsi, les villes hébergeant des sites d'extraction – notamment pétrolière ou de métaux précieux – n'ont pas des niveaux d'emplois sensiblement plus élevés que la moyenne nationale. Si nous analysons les municipalités ayant comme composante principale de la VAB l'industrie d'extraction (64 au total), leur PIB par habitant moyen (35 900 \$ PPA) est le double que la moitié nationale. Globalement, il s'agit de villes de petites et moyennes dimensions : seulement un quart d'entre elles compte plus de 50 000 habitants, alors qu'environ la moitié en compte moins de 20 000. En prenant en compte uniquement les emplois formels (source : RAIS 2019), l'activité dominante dans ces mêmes villes est représentée par les services publics (dans 32 municipalités), suivie par l'industrie d'extraction (14 municipalités), les services privés (12) et le commerce (3). Lorsque les emplois informels et

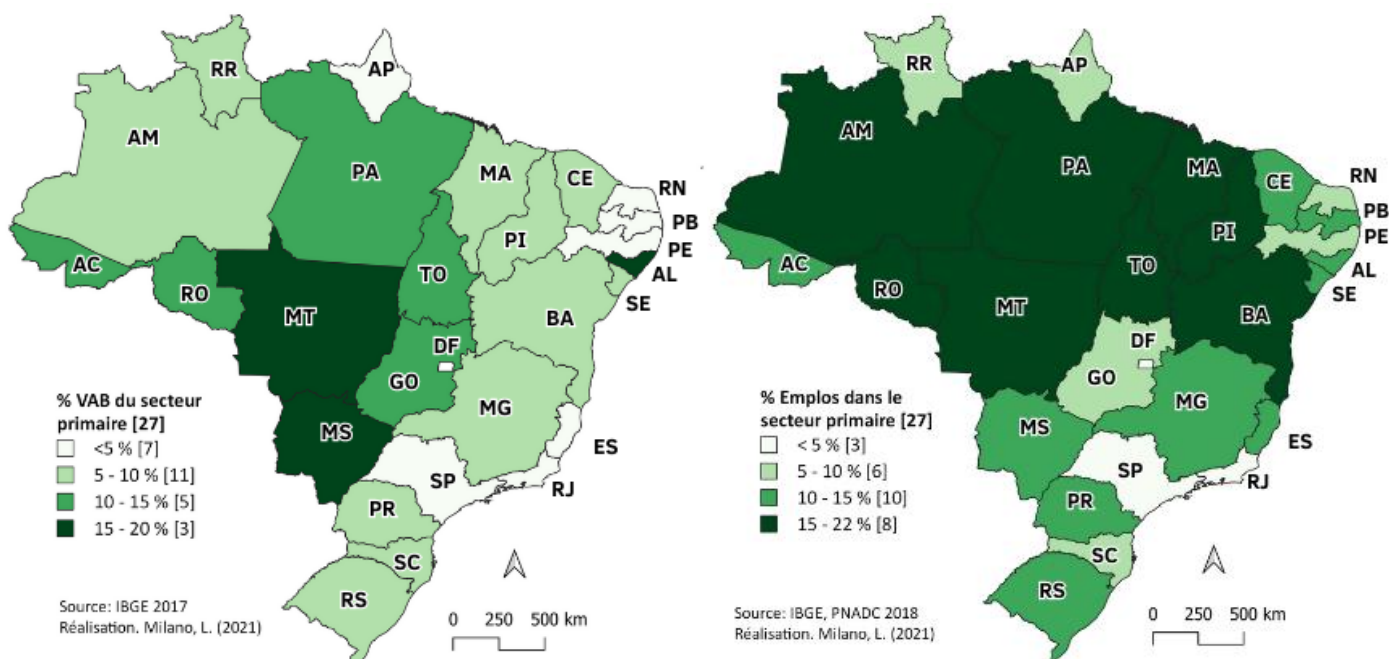
non rémunérés en argent sont comptabilisés (données du recensement), plus de la moitié de ces municipalités (33) a comme activité principale une activité du secteur primaire, environ un tiers (23) a comme activité principale le commerce et seulement quatre municipalités ont comme activité principale les services publics. Parmi ces municipalités « extractives », seulement une a comme première source d'emploi l'industrie d'extraction : il s'agit de Treviso (SC), une ville de 3 600 habitants, où une large partie des emplois est fournie par l'extraction du charbon. Concernant le secteur secondaire, le Directeur du Secrétariat du Développement économique de l'Etat de Bahia (SDE), nous a expliqué :

*La politique de l'État pour attirer les investissements est essentiellement axée sur les incitations fiscales. [...] L'industrie brésilienne ne représente aujourd'hui que 10% du PIB brésilien, le Brésil est l'un des pays au monde qui se désindustrialise le plus [...] Au Brésil, l'industrie est très concentrée. Par exemple, regardez ici [il montre une carte satellite du Brésil]. C'est le Brésil vu de l'espace. Ici c'est Rio de Janeiro, ici c'est São Paulo... et ici c'est le Mato Grosso do Sul. L'industrie est ici [...] et nous sommes dans cette obscurité, ici... quand on zoome sur la lumière ici, Salvador apparaît... [...] Pourquoi l'industrie quitterait-elle São Paulo, ou le Rio Grande do Sul, pour aller dans le Nord-est ? [...] D'abord, les salaires... les entreprises qui dépendaient, principalement en raison de la concurrence asiatique, de coûts de production très bas et qui avaient besoin d'une main-d'œuvre importante - les entreprises de chaussures, de vêtements et ce genre de choses - ont fui le Sud pour le Nord-Est, car les syndicats y étaient plus faibles, pour obtenir des salaires plus bas. Et, ensuite, parce qu'on paye là-bas des impôts qu'on ne paye pas ici. Certains États offrent plus d'incitations. Et il y a aussi des incitations nationales, régionales... dans le Nord-Est, les entreprises qui s'installent bénéficient [...] d'un abattement des impôts au niveau de 75 % pendant dix ans... [...] Donc, en gros, c'est ça : incitation fiscale et faible rémunération. Et c'est une sorte d'industrie qui, souvent, est ce que le géographe Milton Santos appelait « industrie-cirque » ... parce qu'elle arrive dans un endroit, monte la toile, fait un spectacle... puis lorsque les incitations prennent fin, les salaires augmentent... elle démonte le cirque, le met sur le camion et va ailleurs. Ce n'est pas une généralité..., mais c'est souvent comme ça.<sup>ix</sup> (Entretien avec P. H. De Almeida., 25/10/2019, Salvador)*

En ce qui concerne le secteur primaire, il a un poids non négligeable en termes d'emplois (et notamment dans les régions aux revenus les plus faibles du Nord et du Nord-est), mais il n'a pas le même poids dans la valeur ajoutée brute des Etats (Carte 13). En effet, les Etats (et les villes) où la VAB agricole est concentrée sont spécialisés dans l'agriculture d'exportation. Il est indispensable de faire la différence entre l'agriculture d'exportation et l'agriculture locale et de subsistance. Si la première, moins intensive en main d'œuvre, contribue largement à la VAB du secteur primaire, la deuxième, moins productive, emploie une partie non négligeable de la population – à la fois rémunérée et non rémunérée - et est en partie tournée vers l'autoconsommation. Le décalage entre ces deux dynamiques au sein du secteur primaire a amené le gouvernement fédéral à développement, à partir de la moitié des années 1990, une politique duale. D'un côté, il existe le *Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire*, ayant pour objectif principal l'accroissement de la compétitivité, en maximisant les opportunités de l'agrobusiness. De l'autre côté, le *Ministère du développement rural* a officiellement pris en charge la réforme agraire et le développement de l'agriculture familiale, reconnaissant le

rôle incontournable des exploitations familiales, en ce qui concerne leur importance sociale, productive et environnementale pour la société dans son ensemble.

Carte 13. VAB et emplois dans le secteur primaire (%)



En 2019, le secteur primaire représente moins de 5 % de la VAB à l'échelle du Brésil et 3,1 % des emplois formels - mais environ 10 % des emplois totaux (formels, informels et non rémunérés). En effet, 64,2 % des personnes occupées dans le secteur primaire au Brésil seraient des travailleurs informels (PNAD 2019). Le décalage entre VAB, emplois formels et emplois totaux (Tableau 3) est moins important dans les Etats du Centre-Ouest, et particulièrement dans le Mato Grosso, le Mato Grosso do Sul et le Paraná, où les cultures intensives d'exportation et l'agro-industrie sont très présentes – notamment en ce qui concerne les cultures de blé, café, canne à sucre, coton, maïs, soja. Le poids de l'agriculture familiale et de subsistance, ainsi que des emplois informels ou non rémunérés en argent, est particulièrement important dans le Nord et le Nord-est. Ainsi, dans certains Etats, les emplois totaux dans le secteur primaire dépassent 20%, atteignant presque 30 % pour le Maranhão et le Piauí - alors que la VAB de ce secteur représente 6,5 % de la VAB totale du Nord et 8,8 % de celle du Nord-est.

Tableau 3. Déconnexion entre VAB et emplois dans le secteur primaire

Grande région	UF	% VAB du secteur primaire <sup>260</sup>	% Emplois dans le secteur primaire (formels) <sup>261</sup>	% Emplois dans le secteur primaire (Formels + informels) 2010 <sup>262</sup>	% Emplois du secteur primaire non rémunérés <sup>263</sup> 2010	% Emplois dans le secteur primaire (formels + informels) Estim. 2019 <sup>264</sup>
Nord	Rondônia	13,9	4,0	23,8	33,3	21,7
	Acre	7,5	2,7	20,5	51,0	13,1
	Amazonas	5,5	0,6	20,9	52,9	18,1
	Roraima	5,5	1,6	16,4	58,1	7,8
	Pará	9,2	4,6	26,1	38,0	17,1
	Amapá	1,9	0,7	10,8	42,1	10,6
	Tocantins	14,2	8,1	20,6	39,6	17,9
Nord-est	Maranhão	8,7	2,6	31,8	50,9	16,2
	Piauí	8,0	1,9	29,4	56,9	18
	Ceará	5,1	1,5	20,5	49,5	11,1
	Rio Grande do Norte	4,2	3,1	16,0	48,5	8,3
	Paraíba	3,6	2,3	24,6	56,5	11,8
	Pernambouc	4,5	3,2	20,0	45,2	9,2
	Alagoas	17,8	1,9	26,0	53,7	11,6
	Sergipe	5,1	2,9	22,8	38,6	14,6
	Bahia	6,8	4,0	26,0	43,6	16,3
Sud-est	Minas Gerais	4,6	5,1	16,2	24,4	11,5
	Espírito Santo	3,6	3,3	17,7	20,2	14,5
	Rio de Janeiro	0,5	0,6	2,1	22,4	1,2
	São Paulo	1,7	2,4	4,3	12,9	3,1
Sud	Paraná	8,5	3,1	14,9	22,9	9,8
	Santa Catarina	5,7	1,7	13,5	25,4	9,1
	Rio Grande do Sul	8,6	2,8	16,5	27,9	10,7
Centre-ouest	Mato Grosso do Sul	17,1	10,4	15,5	20,3	12,3
	Mato Grosso	21,4	14,5	18,4	21,3	15,7
	Goiás	11,4	6,3	11,0	19,9	8,4
	District Fédéral	0,4	0,6	1,9	32,3	2,0
	BRESIL	<b>4,9</b>	<b>3,1</b>	<b>14,2</b>	<b>35,2</b>	<b>9,8</b>

Sources : PIB municipal 2019 ; RAIS 2019 ; Recensement 2010 ; PNAD 2019. Secteurs regroupés suivant la CNAE 2.0.

En passant à l'échelle des municipalités, celles où le secteur primaire est la première source de valeur ajoutée brute sont environ 16 % (889), et elles ont en moyenne un PIB/habitant de 14 315 \$ PPA. Parmi ces municipalités, celles qui ont un PIB élevé sont fortement spécialisées dans les cultures d'exportation. Globalement, il s'agit de villes de petites dimensions : les deux tiers d'entre elles (669) comptent moins de 10 000 habitants, alors que seulement 14 en comptent plus de 50 000. Dans 22 % de ces municipalités (198) le secteur primaire représente la première source d'emplois formels, dans un quart (237) elle représente la deuxième source, et dans un cinquième d'entre elles (168) le secteur primaire représente la troisième source d'emplois formels. Si nous prenons en compte la totalité des emplois (formels, informels, non rémunérés), le secteur primaire est la première source d'emplois dans la plupart

<sup>260</sup> Source : PIB municipal 2019

<sup>261</sup> Source : RAIS 2019

<sup>262</sup> Source : Recensement 2010

<sup>263</sup> Source : Recensement 2010

<sup>264</sup> Source : PNAD 2019



de ces municipalités (852). Cette donnée n'est pas surprenante : comme montré plus haut (cf. Carte 11B) ce secteur prime dans plus de 75 % des municipalités brésiliennes (sur les 5 655 du recensement 2010), particulièrement en ce qui concerne les municipalités de moins de 10 000 habitants, pour lesquelles ce pourcentage est proche de 90 %.

Le décalage entre les données municipales d'emploi tirées du recensement et celles tirées du RAIS (qui comptabilise uniquement les emplois formels) n'a rien d'étonnant : le travail informel et non rémunéré a un poids non négligeable, qui connaît par ailleurs des fluctuations faibles au fil des années. Lors des crises économiques, ce qui varie est le chômage, mais la part de l'emploi informel reste stable. En effet, nous retrouvons cette tendance dans les données de la PNAD (Tableau 4) : les oscillations du taux de chômage y apparaissent déconnectées du pourcentage de la population occupée dans des emplois informels.

Tableau 4. Personnes de 14 ans ou plus, occupées dans la semaine de référence, selon le type d'emploi (formel-informel) et taux de chômage. 2012-2019, Brésil.

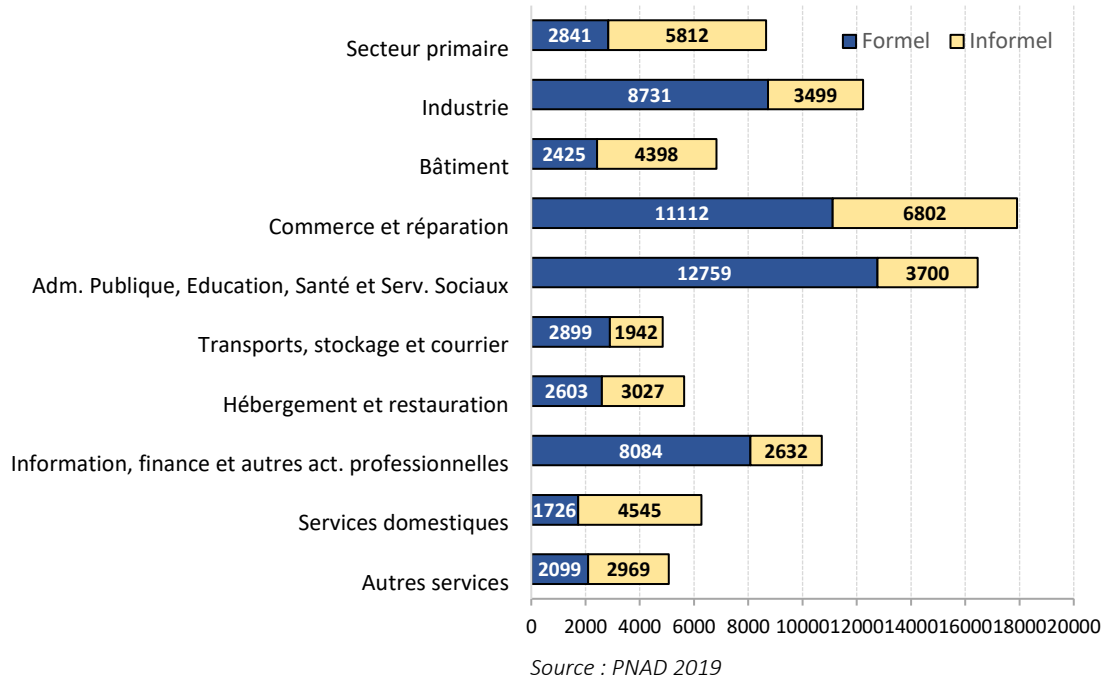
<b>Année</b>	<b>Population occupée (1000 personnes)</b>	<b>% for- mel</b>	<b>% infor- mel</b>	<b>Taux de chô- mage</b>
2012	89 233	58.5	41.5	7.3
2013	90 715	59.7	40.3	7.2
2014	91 945	60.9	39.1	6.9
2015	92 163	61.0	39.0	8.8
2016	90 776	61.0	39.0	11.5
2017	91 073	59.3	40.7	12.5
2018	92 333	58.5	41.5	12.0
2019	94 642	58.4	41.6	11.7

Source : PNAD 2012-2019

Dans les mots de l'économiste Gabriel Kraychete, spécialiste de l'économie populaire urbaine au Brésil: « *Je ne parle pas d'informalité, car je pense que ce terme entrave nos réflexions, mais plutôt d'économie populaire. La reproduction de la vie de ces millions de personnes se fait au-delà des normes salariales (...)* Lors de la mise en place de politiques libérales, l'emploi régulier, avec contrat, décroît. Selon mes estimations, historiquement, le poids de l'économie populaire urbaine se maintient autour de 20 % de la population urbaine économiquement active – que ça soit en temps de crise ou de croissance économique. Ce qui oscille, c'est le taux de chômage – mais l'économie populaire, elle n'a rien à voir avec la croissance économique ni avec les crises : c'est quelque chose de structurel. »<sup>x</sup> (Entretien avec G. Kraychete, 29/10/2021, Salvador).

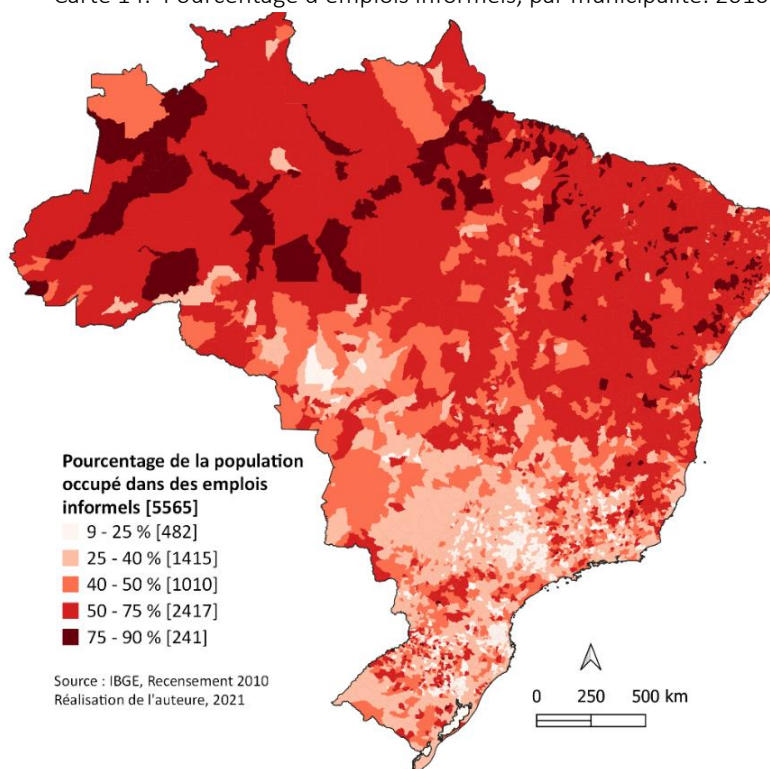
Cinq secteurs, regroupés, emploieraient environ 70 % des travailleurs informels du pays (PNAD 2019 ; Fig. 11). Il s'agit du commerce (18,7 %), du secteur primaire (17,9 %), des services aux ménages (12,3 %) ; du bâtiment (11,8 %) et de l'industrie de transformation (8,5 %). En particulier, au sein du secteur primaire, 64 % des emplois seraient informels, au sein du commerce 37 % et dans le bâtiment 54 %.

Figure 11. Travailleurs formels et informels (en milliers de personnes), par secteur d'activité. Brésil, 2019



Le poids du secteur informel dans les municipalités, y compris au sein des Etats au PIB élevé du Sud et du Sud-est, est observable dans la carte ci-dessous (Carte 14) :

Carte 14. Pourcentage d'emplois informels, par municipalité. 2010.



Cette première section a mis en avant les limites du PIB en tant qu'indicateur de développement. En effet, au vu des données présentées, le niveau de productivité ne semble pas en mesure de nous renseigner sur les conditions de vie dans les territoires, sur les revenus monétaires, ou encore sur les activités, rémunérées ou non, des populations.

## 2. Les flux de revenus : une mesure plus complète des dynamiques socio-économiques territoriales ?

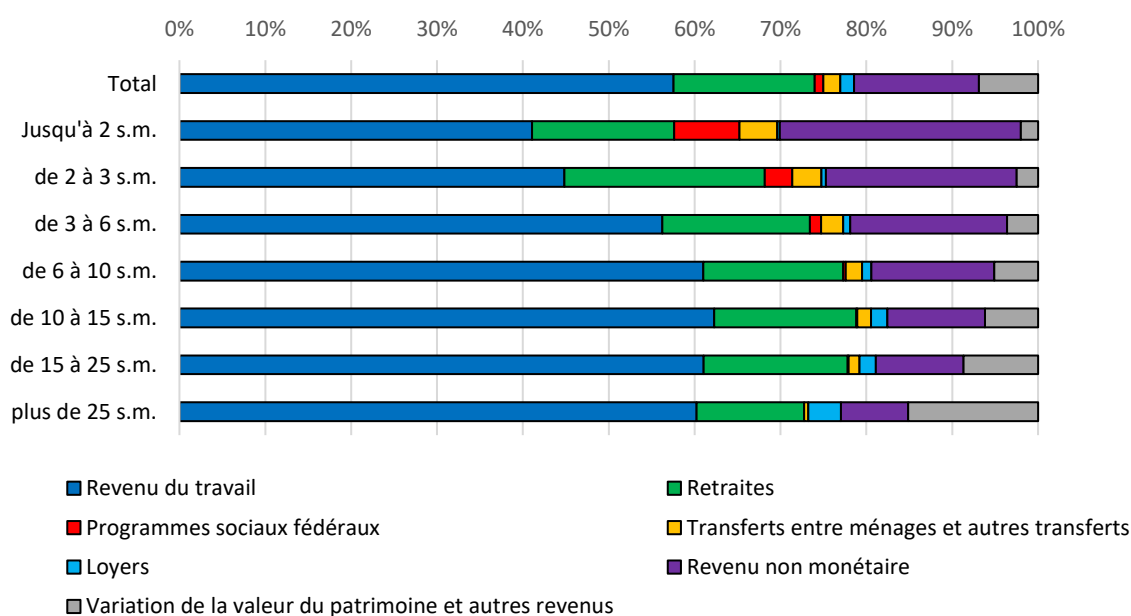
A partir de données brésiliennes, les pages précédentes ont montré l'impossibilité d'utiliser le PIB en tant qu'indicateur de développement, d'autant plus à l'échelle infranationale. En même temps, elles ont mis en avant les limites des données d'emplois pour saisir les dynamiques socio-économiques des territoires - surtout lorsque les statistiques ne prennent en compte que les occupations formelles.

La deuxième section de ce chapitre va aller plus loin dans cette réflexion. En s'appuyant sur des données de revenus, elle va montrer que les emplois rémunérés - formels et informels - n'expliquent qu'une partie des richesses qui circulent au sein des territoires. L'importance des revenus non monétaires, des retraites et des transferts sociaux (publics et privés) sera mise en avant. La pluralité des revenus hors travail qui font vivre les territoires nous semble corroborer l'hypothèse des auteurs et autrices de la théorie de la base « rénovée », qui préfèrent utiliser des données de revenu plutôt que des données d'emplois pour rendre compte du développement des territoires.

### 2.1 La déconnexion entre emplois et revenus : de la pluralité des flux de richesses territoriaux

Tout comme le PIB, les données d'emplois sont limitées en tant qu'indicateurs des conditions de vie de la population. En effet, les revenus issus de l'emploi (formel ou informel) sont loin d'être la seule source de revenu des familles – comme montré par l'Enquête brésilienne sur les budgets des ménages (POF 2017-2018, cf. Fig. 12).

Figure 12. Composition des revenus des ménages. Brésil, 2017-2018.



Source : IBGE, POF 2017-2018

Cette enquête, qui prend en compte des revenus tels que les transferts publics et privés et les revenus non monétaires, montre qu'en moyenne les revenus du travail représentent 57,5 % des revenus des ménages brésiliens, variant entre 41,0 % pour les ménages aux revenus les plus faibles et 60,1 % pour les ménages les plus aisés. Parmi les sources de revenu hors emploi « traditionnel », l'IBGE inclut: (i) les retraites, et les transferts de la sécurité sociale et des programmes sociaux fédéraux; (2) les loyers ;

(3) les dons ou transferts de la part d'un autre ménage ; (4) les revenus non monétaires, c'est-à-dire le don, le troc, le retrait du stock du magasin, l'autoproduction, la pêche, la chasse et cueillette, ainsi que la mise à disposition gratuite (ou contre services) d'un logement ; (5) d'autres revenus, tels que le retour des investissements financiers, les bourses d'études, les droits d'auteurs, l'exploitation de brevets.

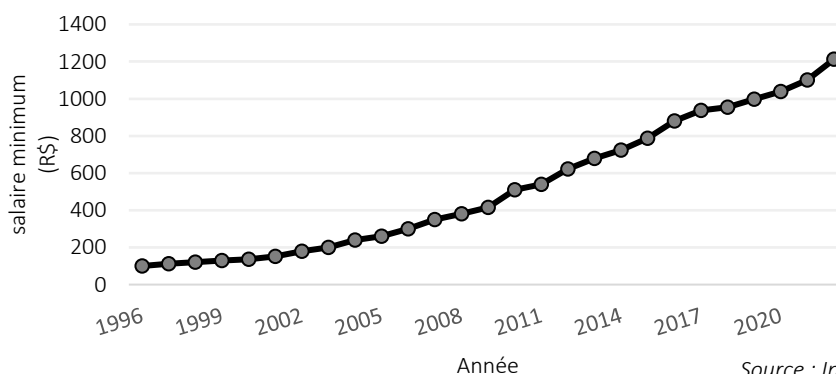
Cette pluralité des sources de revenus demande d'élargir la définition des richesses qui alimentent les Etats et leurs territoires, en allant au-delà des salaires, trop souvent considérés comme la seule source de revenus « légitime » et « pro-croissance ».

### 2.1.1. Les salaires : une source de revenus parmi d'autres

Le revenu mensuel moyen issu de l'emploi (calculé par rapport à la population de 14 ans ou plus, occupée dans la semaine de référence) était de 2 330 R\$ (970 \$ PPA) en 2019. Les régions Nord-est (1 601 R\$) et Nord (R\$ 1 740) ont enregistré les niveaux de salaires les plus faibles, alors que le Sud (2 565 R\$), le Centre-Ouest (R\$ 2 571) et le Sud-est (R\$ 2 664) ont enregistré les valeurs les plus élevées (PNAD 2019).

Depuis la fin des années 1930, il existe au Brésil un salaire minimum. En 1940, une dizaine de salaires minimums différents coexistaient, la valeur dans la capitale d'époque, Rio de Janeiro, correspondant à presque trois fois la valeur établie pour le Nord-est. Aujourd'hui, le montant du salaire minimum est uniforme pour l'ensemble du territoire brésilien - et il est souvent utilisé comme unité de mesure des revenus dans les statistiques nationales. Notamment, les ménages ayant un revenu inférieur à 2 salaires minimums (ou dont le revenu per capita est inférieur à la moitié d'un salaire minimum) sont considérés comme vivant en dessous du seuil de pauvreté de 5,5 PPA. Le niveau du salaire minimum est réévalué chaque année, en fonction de l'inflation et du coût de la vie (Fig. 13). Ainsi, il s'élève aujourd'hui de 1 212 R\$ (2022), alors qu'il ne dépassait pas 150 R\$ pendant les années 1990. En 2019, année à laquelle ce chapitre se réfère (puisque, comme expliqué plus haut, nous mobilisons les dernières données consolidées avant la pandémie), le salaire minimum était de 998 R\$ (c'est-à-dire, 416 \$ PPA).

Figure 13. Evolution du salaire minimum, 1996-2002

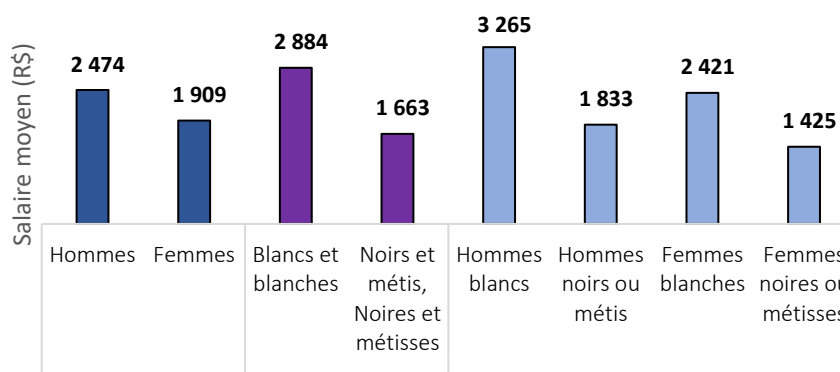


Source : Ipeadata, 2022

Des écarts importants existent en termes de salaires - notamment en fonction du sexe, de la couleur de la peau et du niveau d'études des travailleurs et travailleuses (Fig. 14). En 2019, 42,7 % de la population se considère comme blanche (« brancos »), 46,8 % comme métisse (« pardos »), 9,4 % comme noire (« pretos ») et 1,1 % comme jaune ou indigène (« amarelos ou indígenas »). La population blanche - et particulièrement les hommes - perçoit des salaires plus élevés que la moyenne et est plus

souvent employée dans des occupations formelles (à l'échelle du Brésil, 65,5 % des emplois formels sont occupés par des personnes blanches) et dans des postes de direction. Cela est vrai pour la plupart des Unités Fédératives, y compris celles où les blancs représentent un pourcentage de la population plus faible que la moyenne nationale. Comme l'a souligné Marcelo Gavião, Directeur du développement du travail au sein de la SETRE (Secretariat du Travail, de l'Emploi, du Revenu et du Sport du gouvernement de l'Etat de Bahia), lors de notre entretien : « Si vous prenez la ville de Salvador, elle a un taux de chômage de 16,3%... chez les femmes, il est de 21%. Si vous regardez la couleur de la peau des gens... la grande majorité des chômeurs sont noirs. Quelqu'un dit : "Mon ami, mais c'est normal, car Salvador est une ville noire". Je dis, D'accord, c'est normal. Ce qui n'est pas normal, c'est de réaliser que pour les postes de direction, plus on est blanc, plus on a de chances d'obtenir ce poste. »<sup>xi</sup> (Entretien avec M. Gavião., 23/10/2019, Salvador).

Figure 14. Revenu mensuel (R\$) issu du travail principal, en fonction du sexe et de la couleur de la peau. Brésil 2019.



Source : PNAD 2019. Elaboration de l'autrice.

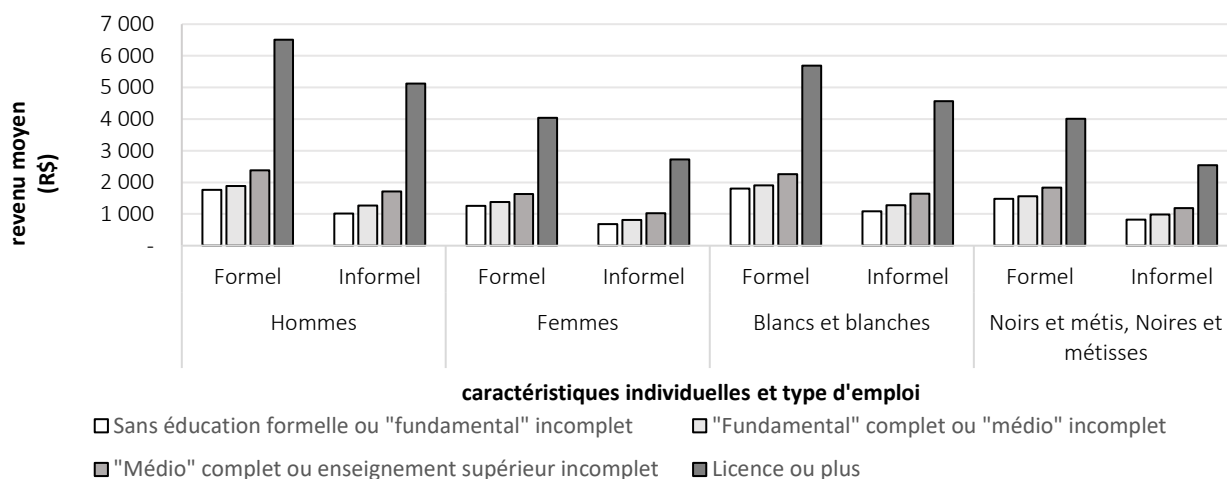
Généralement, les données de revenus récoltées par l'IBGE prennent en compte l'ensemble des revenus formels et informels – sans hiérarchiser. Dans les mots du responsable de la Direction des Etudes économiques et sociales (SEI), qui travaille en lien avec l'IBGE : « Lorsque nous avons besoin de données sur les revenus, nous les recherchons dans le recensement, et la question du recensement est la suivante : "Quel est votre revenu mensuel ?" Ce revenu mensuel représente la quantité de monnaie dont dispose la personne... il peut être formel et informel... cela n'a pas d'importance. »<sup>xii</sup> (Entretien avec E. Porto, 15/10/2019, Salvador).

Il est important de souligner que les emplois informels ne sont pas forcément synonymes de revenus faibles ni des conditions de travail non décentes - comme expliqué dans le Chapitre 2 de ce manuscrit. En même temps, le travail formel, tout comme le travail fourni par des grandes entreprises ou industries, n'est pas forcément synonyme d'emploi stable ou de conditions de travail décentes. Les revenus moyens issus des emplois informels - quoique inférieurs aux revenus issus des emplois formels toute chose égale par ailleurs (Fig. 15) - ne sont pas forcément inférieurs au salaire minimum, et constituent une partie très importante des revenus des territoires.

En moyenne, le barème du salaire minimum est dépassé pour les travailleurs ayant au moins le bac, y compris dans les emplois informels. Une personne blanche gagne en moyenne 3 351 R\$ (1 396 \$ PPA) dans le secteur formel et 1 940 R\$ (808 \$ PPA) dans le secteur informel. Cependant, dans le

secteur informel, elle gagne en moyenne 4 562 R\$ (1 901 \$ PPA) si elle a au moins une licence – contre 2 541 R\$ (1 059 \$ PPA) pour une personne noire ou métisse dans la même situation. Les différences de genre sont aussi importantes : dans les emplois formels, pour le même niveau d'études, le salaire des femmes est de deux tiers de celui des hommes – et dans les emplois informels, il est d'environ la moitié.

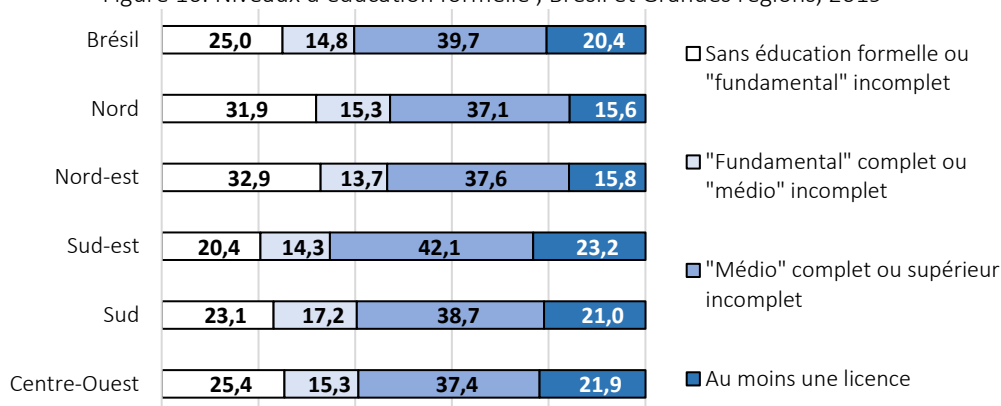
Figure 15. Revenu moyen issu du travail principal, par type d'emploi (formel ou informel), en fonction du sexe et de la couleur de la peau.



Source : PNAD 2019

Les inégalités en termes de salaires entre secteur formel et informel dépendent largement du genre, de la couleur de la peau, du niveau d'éducation et du type d'occupation (employé, employeur, fonctionnaire, autoentrepreneur, etc.) des travailleuses et travailleurs – caractéristiques qui, par ailleurs, ne sont pas spatialement homogènes. Notamment, les niveaux d'éducation sont plus élevés dans certaines régions (notamment le Sud-est) et dans les grandes villes, où la demande d'emplois qualifiés est plus élevée (Fig. 16).

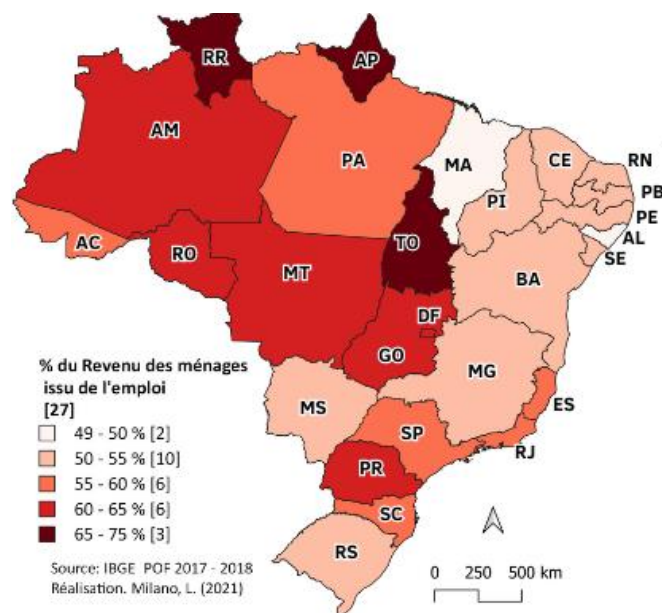
Figure 16. Niveaux d'éducation formelle ; Brésil et Grandes régions, 2019



Source : PNAD 2019

Géographiquement, les revenus moyens les plus élevés ne sont pas liés avec la distribution des revenus du travail (Carte 15). Au contraire, dans plusieurs des Etats ayant un taux de pauvreté important, la part des salaires dans les revenus des ménages est élevée. En effet, elle dépasse 65 % uniquement dans trois Etats, tous localisés dans le Nord et ayant des revenus per capita faibles : le Roraima, l'Amapa et le Tocantins.

Carte 15. Part des salaires dans les revenus des ménages



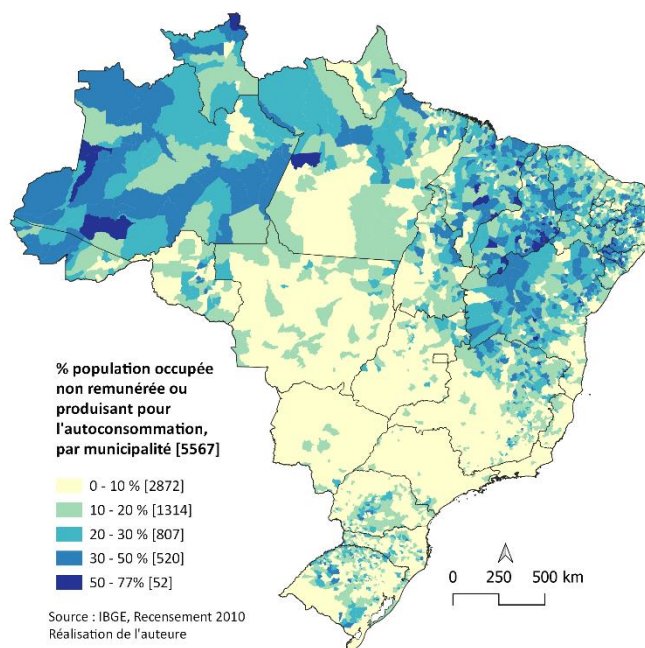
Cette déconnexion entre travail et revenu des ménages questionne les approches du développement focalisées uniquement sur l'emploi au sens stricte (formel, rémunéré, productif). Evidemment, ce type d'activités est important, au vu de son rôle dans la production de biens et services essentiels, ainsi que de sa contribution au système des redistributions publiques. Toutefois, ces données montrent que le travail formel et rémunère ne garantit pas à lui seul des niveaux de revenus élevés, ni des faibles inégalités infra-territoriales.

Ainsi, il nous paraît indispensable de mettre en évidence certaines formes de rémunération du travail qui sortent de la sphère proprement marchande. C'est le cas notamment de la rémunération contre biens et services, ainsi que du travail de soin et de la production pour l'autoconsommation - auxquels les pages suivantes sont dédiées.

### **2.1.2 Le travail non rémunéré en argent : de l'importance des revenus non monétaires**

Selon le dernier recensement, le travail non rémunéré et la production pour l'autoconsommation occupent une part non négligeable de la population – surtout dans le Nord et dans le Nord-est, mais aussi dans de nombreuses municipalités des trois Etats du Sud (Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul), dans certains Etats du Sud-est (Minas Gerais e Espírito Santo) et du Centre-Ouest (Mato Grosso). En effet, en 2010, dans environ la moitié des municipalités brésiliennes, au moins 10% de la population occupée avait comme emploi principal une activité non rémunérée en argent ou une activité de production pour l'autoconsommation (Carte 16).

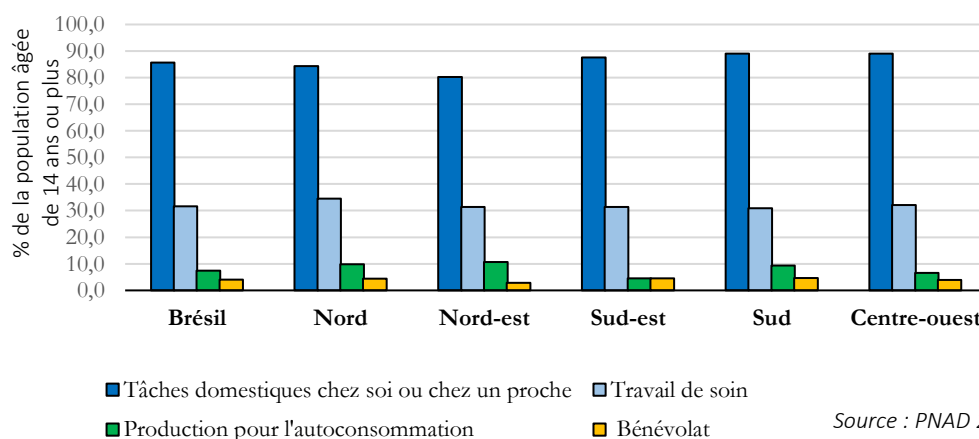
Carte 16. Population occupée dans des activités non rémunérées en argent, 2010



Des données plus récentes sont disponibles au niveau « macro ». Notamment, dans la PNAD 2019, nous trouvons que, parmi les personnes occupées, plus de deux millions sont des « travailleurs familiaux auxiliaires » (*trabalhadores familiares auxiliares*) ; selon la définition de l'IBGE, il s'agit de personnes travaillant sans rémunération, en appui aux activités économiques d'un membre de leur ménage ou d'un proche. A titre de comparaison, pour la même année, les employés domestiques ayant un contrat régulier étaient 1,7 millions (et ceux sans contrat étaient 4,5 millions).

Evidemment, le travail non rémunéré ne se limite pas aux activités menées dans le cadre de l'emploi principal. En effet, la plupart de la population effectue des tâches non rémunérées en argent, produisant de la valeur pour elle-même ou pour les autres (Fig. 17). En 2019, c'est le cas pour 87,8 % de la population brésilienne âgée de 14 ans ou plus (81,9 % des hommes et 93,1 % des femmes). Les pourcentages sont très élevés dans toutes les régions – atteignant 90,5 % dans le Centre-ouest et 90,4 % dans le Sud, et dépassant 90 % dans 11 des capitales. L'IBGE regroupe ces activités non rémunérées en quatre catégories : (i) les tâches domestiques (effectuées chez soi ou chez un proche) ; (ii) les soins à la personne ; (iii) la production pour l'autoconsommation et (iv) le bénévolat.

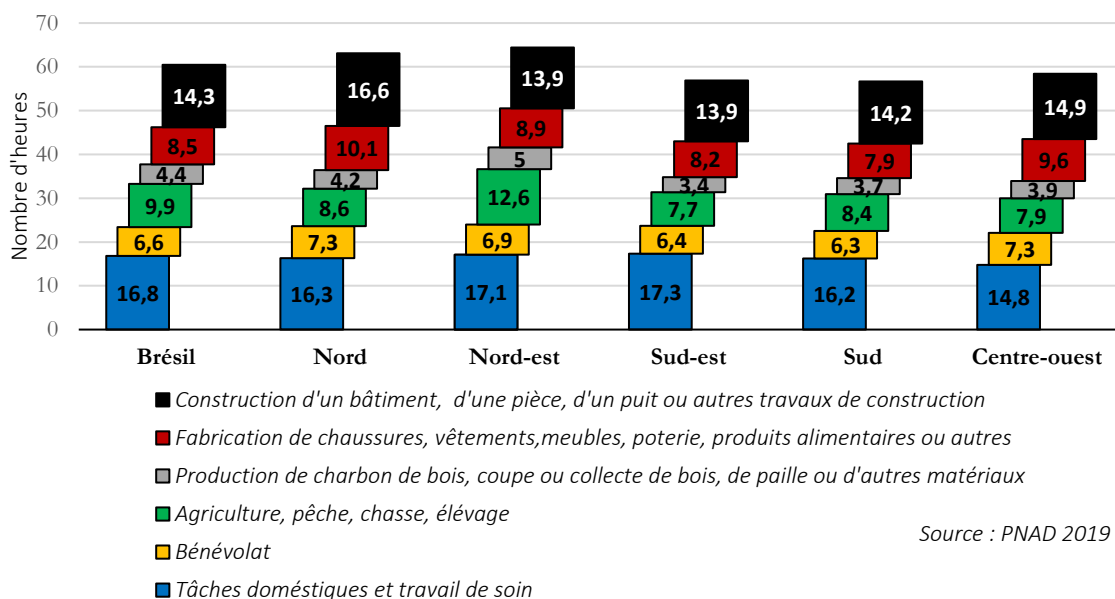
Figure 17. Pourcentage de la population (âgée de 14 ans ou plus) effectuant des activités non rémunérées



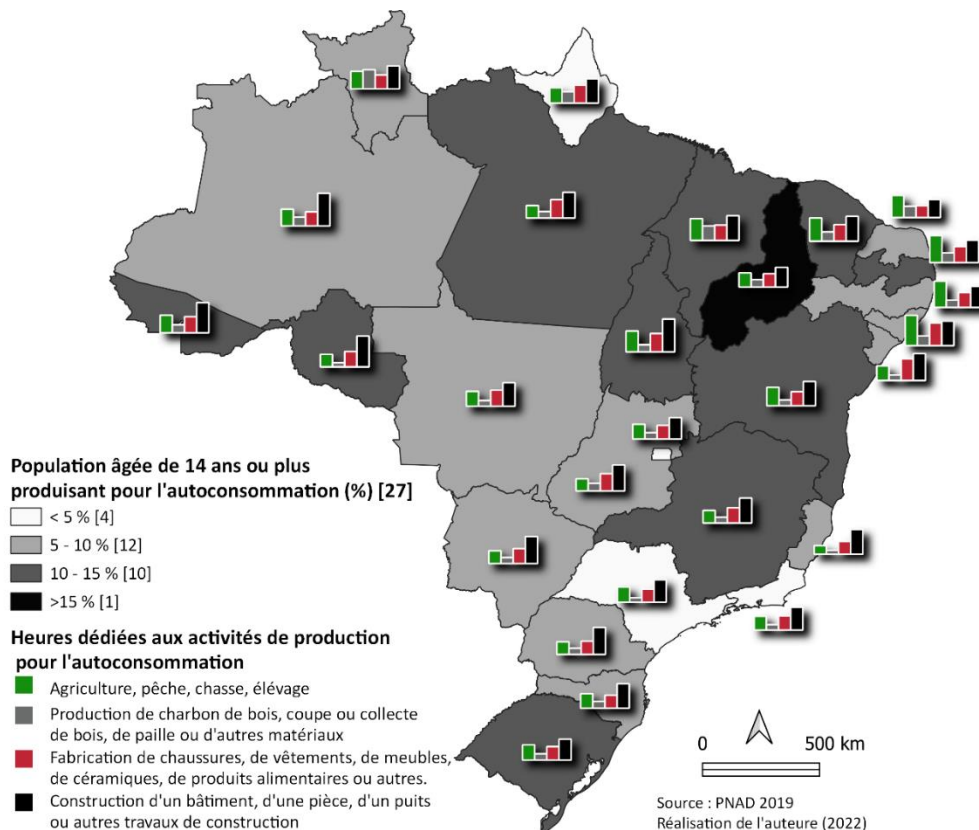


85,7 % des personnes âgées de 14 ans ou plus effectuent des tâches domestiques chez soi ou chez un proche (il s'agit de 78,6 % des hommes et de 92,1% des femmes). Environ un tiers de la population (31,6 %) prend soin d'un ou plusieurs proches (25,9 % chez les hommes et 36,8 % chez les femmes). Le travail de soin occupe plus de 40 % des femmes dans de nombreux Etats, surtout dans le Nord, où ce pourcentage atteint 44 % dans le Roraima et dans le Piauí. En moyenne, les tâches domestiques et de soins à la personne occupent 16,8 heures par semaine (Fig. 18 et Carte 17) – 11,0 pour les hommes et 21,4 pour les femmes.

Figure 18. Nombre d'heures par semaine dédiées au travail non rémunéré, par type d'activité



Carte 17. Production pour l'autoconsommation



La production pour l'autoconsommation, elle concerne 7,5 % de la population brésilienne (8,0 % des hommes et 7,0 % des femmes). Plus d'une personne sur dix est engagée dans une activité de ce type dans de nombreux Etats du Nord et du Nord-est, la valeur maximale correspondant au Piauí (22,2 %), suivi par le Maranhão (14,9 %). Environ 10 millions de personnes effectuent des activités de cueillette, pêche, chasse et élevage, dont plus de la moitié habitent dans le Nord et dans le Nord-est. En moyenne, 9,9 heures par semaine sont dédiées à ces activités - moyenne largement dépassée dans des Etats tels que l'Alagoas (17,9) et le Pernambouc (15,5). Même dans les capitales, ces activités ont un poids important ; dans dix d'entre elles, le temps qu'y est dédié dépasse 10 heures par semaine, la valeur la plus élevée correspondant à Fortaleza, capitale de Piauí (13,3 heures). 1,7 millions de personnes produisent du charbon de bois et récoltent des matériaux divers (bois, paille...), pour une moyenne de 4,4 heures par semaine - la valeur maximale étant celle du Roraima, à savoir 11,4 heures. 1,6 millions de personnes fabriquent des chaussures, des vêtements, des meubles, de la poterie ou d'autres produits, le temps dédié à ces activités étant en moyenne de 8,5 heures par semaine. Les valeurs les plus élevées correspondent à des Etats du Nord (10,9 heures au Pará et au Tocantins ; 10,6 en Amapá), du Nord-est (13,3 heures en Alagoas et 12,8 au Sergipe), mais aussi du Centre-ouest (10,2 heures au Goiás, notamment). Enfin, environ un million de personnes est engagé dans des activités de construction, pour une moyenne de 14,3 heures par semaine. Un nombre d'heures particulièrement élevé correspond à plusieurs capitales du Nord (26,4 heures à Manaus, dans l'Amazonas, et 20,7 à Porto Velho, dans la Rondônia) et du Nord-est (32,1 heures à Natal, dans le Rio Grande do Norte, et 21,1 à Aracaju, dans le Sergipe).

Enfin, le bénévolat concerne 4,0 % de la population âgée de 14 ans ou plus (3,2 % des hommes et 4,8 % des femmes). Les pourcentages les plus élevés sont dans le Nord (4,4 %), dans le Sud-est (4,5 %) et dans le Sud (4,6 %). La moyenne d'heures par semaine est de 6,6 – les valeurs plus importantes étant celles du Nord et du Centre-ouest (7,3 heures par semaine en moyenne)

La valeur « effective » de ce type de travail est difficile à quantifier en termes monétaires. L'IBGE relève ce défi en estimant les revenus non monétaires des ménages, une fois tous les dix ans environ, lors des Enquêtes sur les Budgets des Ménages (POF). Ces revenus sont perçus par le biais du don, du troc, du retrait du stock du magasin, de la production pour l'autoconsommation, de la pêche, de la chasse et de la cueillette, ainsi que lorsque le ménage occupe un logement autrui sans payer un loyer monétaire. Concernant ce dernier point, les estimations annuelles de la PNAD montrent que 8,7 % de la population brésilienne habite dans un logement mis à disposition à titre gratuit (notamment par un proche ou par l'employeur) ; ce pourcentage dépasse 10 % dans 8 Etats sur 27. Par ailleurs, 67,7 % de la population habite dans un logement de propriété – pourcentage qui s'approche de 80 % dans plusieurs des Etats aux revenus faibles et aux taux de pauvreté élevés du Nord et du Nord-est.

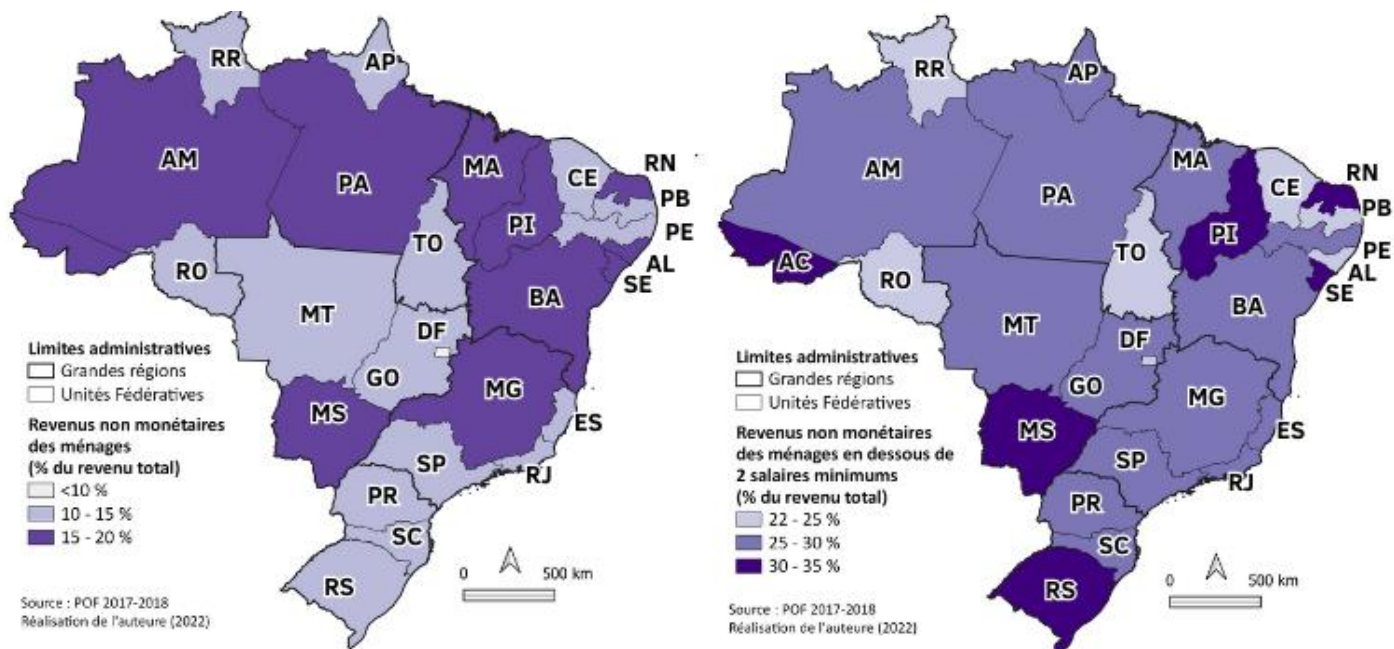
La dernière édition de l'Enquête sur les budgets des ménages, qui date de 2017-2018, estime que les revenus non monétaires représentent en moyenne 787 R\$ par mois pour les ménages brésiliens (environ 14,5 % du revenu total des ménages), oscillant entre 558 R\$ dans le Nord-est (15,7 %) et 922 R\$ dans le Sud-est (14,4 %). L'importance des revenus non-monétaires varie en fonction du niveau de revenu des ménages (Carte 18). Ainsi, pour les ménages dont le revenu est inférieur à deux salaires

minimums (à savoir, 24 % des ménages brésiliens), les revenus non monétaires représentent environ 350 R\$ par mois, c'est-à-dire 28 % de leur budget total, alors que pour les ménages les plus aisés ce pourcentage descend autour de 10 % (tout en représentant plus de 3 000 R\$ par mois).

Carte 18. Revenus non monétaires, par UF. 2017-2018.

A. Part du non-monétaire dans le revenu des ménages

B. Part du non monétaire dans le revenu des ménages pauvres

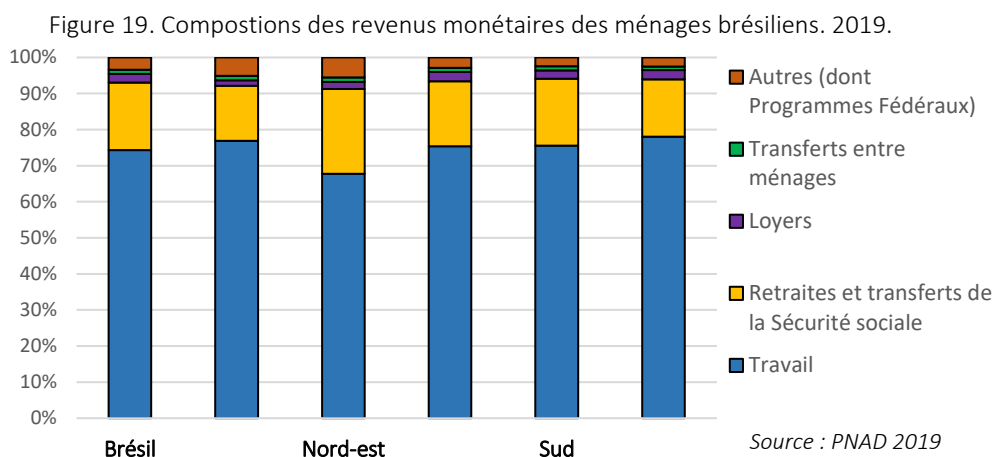


En somme, au Brésil - mais pas que, comme nous l'avons évoqué dans le Chapitre 2 de ce manuscrit - le travail non rémunéré occupe plusieurs heures de la journée de la quasi-totalité de la population adulte, surtout en ce qui concerne les femmes. Il se déploie principalement au sein du ménage, voire, au sein de la communauté d'appartenance. Même si ces activités ne sont pas rémunérées en argent, elles produisent de la valeur au sein du territoire - ce qui ressort de manière indéniable d'études comme la POF, qui tentent de quantifier la valeur monétaire correspondante aux biens et services ainsi produits. Pour ceux et celles qui ne « travaillent » pas au sens strict du terme - notamment les chômeurs et chômeuses, les hommes ou femmes au foyer, les personnes retraitées ou celles travaillant à titre gracieux dans l'entreprise familiale - ces activités peuvent constituer l'occupation principale.

La production de richesses sans contrepartie monétaire montre la « productivité » de tout membre de la communauté - y compris de ceux et celles qui sont vus comme « non productifs » d'un point de vue économiste. En effet, toutes ces personnes participent de la construction des « *diverse economies* » qui permettent aux territoires et à leurs communautés de vivre, construire et entretenir des liens sociaux, s'épanouir par le biais des loisirs et des activités culturelles. Ce changement de perspective sur la contribution non forcément monétaire de chacun et chacune à la vie de la communauté nourrit entre autres les débats sur la nécessaire redistribution de la richesse, abordée dans la prochaine sous-section - voire, sur la possibilité de mettre en place un revenu d'existence, que nous aborderons dans le chapitre 9 de ce manuscrit.

### 2.1.3 Les transferts et les retraites : des sources de revenus incontournables et des vecteurs de la réduction des inégalités

Les revenus issus d'autres sources que l'emploi représentent en moyenne un quart des revenus monétaires perçus par les ménages, les composantes les plus importantes étant les retraites et les transferts sociaux (18,7 % en moyenne), qui atteignent 23,4 % dans le Nord-est (Fig. 19).

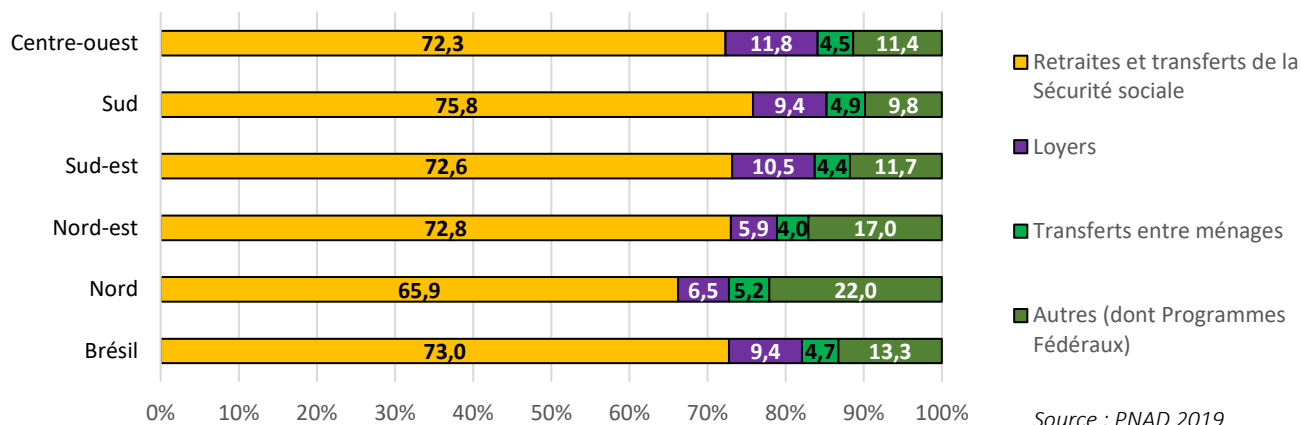


Parmi ces « autres sources » de revenus monétaires, l'IBGE identifie :

- les retraites et pensions publiques, octroyées par l'*Instituto Nacional do Seguro Social* (INSS), les allocations maladie, les remboursements de la sécurité sociale, le *Fond d'Assistance du Travailleur rural* (Funrural), les retraites issues de cotisations dans des fonds privés ;
- les transferts sociaux issus des programmes du gouvernement fédéral, notamment (i) le Programme *Bolsa Família*, qui est un programme de transferts avec conditionnalités souples destiné aux familles vulnérables et aux revenus faibles ; (ii) le *Programme d'Eradication du Travail Infantin* (PETI), ciblant les familles dont les enfants et adolescents de moins de 16 ans travaillent ; (iii) le *Benefício de Prestação Continuada da Assistência Social* (BPC-LOAS), qui équivaut à un salaire minimum et est versé mensuellement aux personnes âgées de 65 ans ou plus ou aux personnes en situation de handicap qui ne sont pas autonomes et qui ne peuvent pas travailler, si elles sont dans l'impossibilité de subvenir à leurs propres besoins ; (iv) le *seguro-desemprego*, une sorte d'assurance-chômage, prévue par la sécurité sociale et garantie par la Constitution Fédérale, à destination des travailleurs licenciés ; (v) le *seguro-defeso*, une allocation versée par l'INSS aux pêcheurs artisanaux, qui ne peuvent pas exercer leur activité principale pendant les périodes de protection de certaines espèces, et dont la valeur mensuelle versée équivaut au salaire minimum (sa limite temporelle étant de cinq mois par an) ;
- les loyers monétaires perçus ;
- les transferts privés, tels que les pensions alimentaires, l'argent de poche, et, de manière plus générale, les transferts entre ménages ;
- d'autres revenus, tels que les primes et indemnités versées par des compagnies d'assurance, les gains de jeu, les allocations familiales résiduelles.

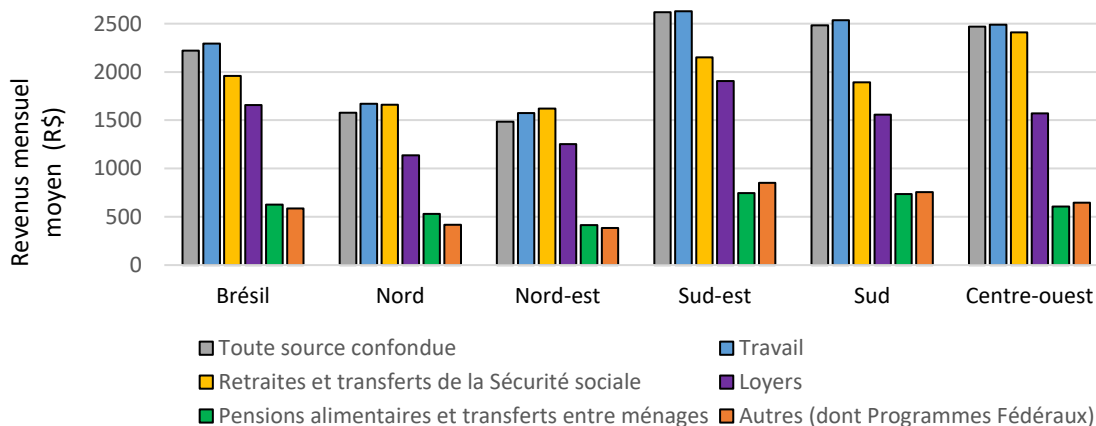
Le graphique qui suit (Fig. 20) représente le poids de chacune de ces catégories dans les revenus hors travail :

Figure 20. Compositions du revenu monétaire moyen des ménages per capita, hors revenu du travail



Parmi ces revenus, les retraites et transferts publics issus de la sécurité sociale sont les plus importants (Fig. 21), à la fois en termes de quantité de bénéficiaires et de montants moyens transférés. En effet, ces revenus ont une valeur moyenne (1 959 R\$) qui s’approche des montants perçus par le biais des salaires (2292 R\$), arrivant même à les dépasser dans le Nord-est. Une attention particulière doit être portée aux allocations issues des programmes fédéraux, tels que Bolsa Família : même s’il s’agit de montants faibles, ils ont des impacts profonds sur l’intensité de la pauvreté, comme nous le verrons par la suite.

Figure 21. Revenu mensuel moyen des personnes ayant un revenu, par source de revenu ; 2019

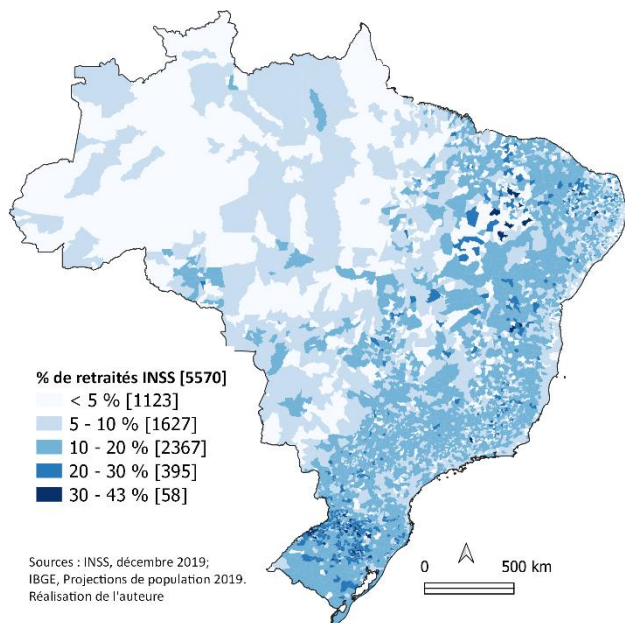


Au vu de leur importance, c’est sur ces deux sources de revenus - les retraites et les transferts sociaux - que nous nous focalisons dans les pages qui suivent.

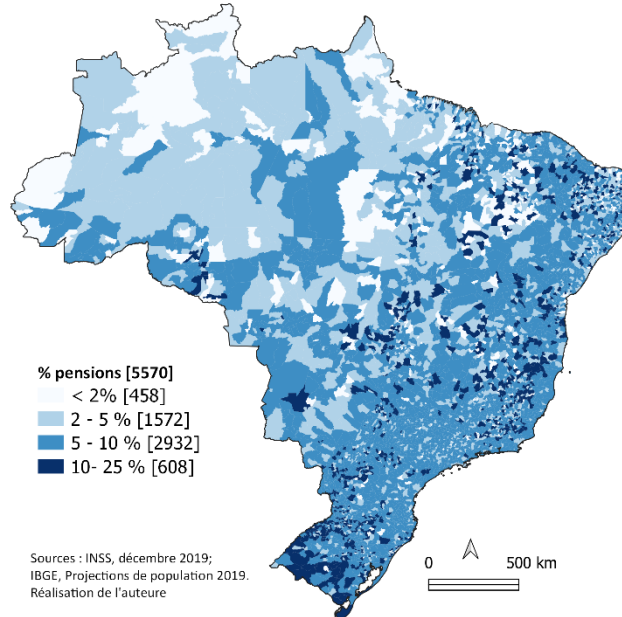
**(i) Les retraites et les autres transferts de la sécurité sociale.** Selon la PNAD (2019), 13 % des personnes qui touchent un revenu bénéficient d'une retraite.

Carte 19. Retraites et pensions, par municipalité, 2019

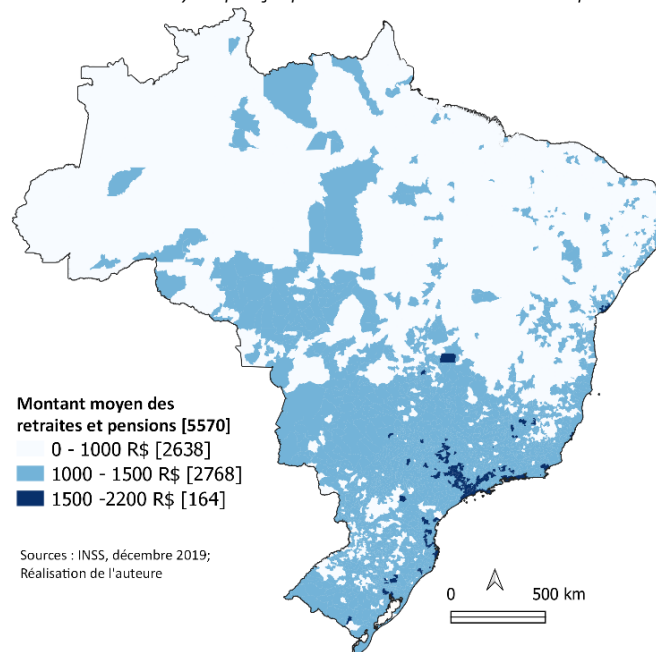
A. Pourcentage de retraités



B. Pourcentage de bénéficiaires de pensions de la Sécurité Sociale



C. Montant moyen perçu par le biais des retraites et pensions



Les pourcentages les plus élevés correspondent aux Etats du Sud, où la moyenne est de 16,2 %. La valeur la plus importante est celle du Rio Grande do Sul : 19,3 %. Selon les données de l'INSS sur les retraites issues du *Regime Geral de Previdência Social* (Régime général de sécurité sociale), 10,8 % de la population brésilienne perçoit une retraite et 6,0 % perçoit d'autres types de transferts issus de la sécurité sociale. La base de données de l'INSS, désagrégée à l'échelle municipale, permet d'estimer le

pourcentage de retraités<sup>265</sup> (Carte 19A) et de bénéficiaires d'autres types de pensions (Carte 19B) pour chaque municipalité, ainsi que les montants moyens<sup>266</sup> perçus par ces biais (Carte 19C). De ces données sont exclus les bénéficiaires ayant cotisé uniquement pour des retraites privées.

Le montant moyen perçu par mois par le biais des retraites est de 1 069 R\$ (445 \$ PPA). Dans les petites villes (< 20 000 habitants), cette valeur se situe autour de 1 000 R\$ ; dans les grandes villes (> 500 000 habitants) les retraites sont plus élevées, dépassant en moyenne 1 500 R\$. Il est important de rappeler que la Constitution de 1988 (art. 194) a établi l'égalité entre les populations urbaines et rurales comme principe fondateur de la sécurité sociale. L'âge minimum fixé pour le départ à la retraite est de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, à la fois en zone urbaine et en zone rurale. En 1991, la « retraite rurale » (*aposentadoria rural*) a été instituée, et son montant fixé à un salaire minimum. Cela permet aux personnes ayant arrêté de travailler avant cette date de bénéficier d'une retraite même lorsqu'elles n'ont pas cotisé. Pour les personnes ayant pris leur retraite après 1991, quinze ans de cotisations sont demandés pour avoir droit à ce transfert. Ainsi, depuis 1991, les travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale ont droit à une retraite qui s'élève à un salaire minimum – ce qui représente un montant considérable en zone rurale, ainsi qu'un moteur du développement économique à part entière (Schwarzer 2000; Beltrão, Camarano, et Mello 2005; Augusto et Ribeiro 2011), comme nous le verrons dans le Chapitre 6 de ce manuscrit.

**(ii) Les programmes fédéraux : Bolsa Família et BPC-LOAS.** A l'échelle du Brésil, 14,3 % des ménages reçoivent Bolsa Família, et 3,5 % reçoivent le BPC-LOAS (PNAD 2019). Puisqu'il s'agit de transferts destinés aux couches les plus vulnérables de la population, leur distribution géographique est similaire à celle de la part de ménages en dessous du seuil de pauvreté (Carte 20).

Les pourcentages de ménages recevant Bolsa Família et BPC-LOAS sont très élevés dans le Nord (respectivement, 26,3 % et 5,7 %) et dans le Nord-est (29,0 % et 5,4 %), alors qu'ils sont bien plus faibles pour les autres régions. Dans certains Etats, le pourcentage de familles qui reçoivent Bolsa Família dépasse 30% : il s'agit du Maranhão (37,0 %), du Piauí (35,8 %), du Paraíba (31,7 %) et du Sergipe (30,3 %) dans le Nord-est, ainsi que du Amapá (31,5 %) et du Pará (30,3 %) dans le Nord. Plus de la moitié des ménages bénéficiaires de Bolsa Família résident dans le Nord-est (53,2 %) et presque un quart résident dans le Sud-est (22,8 %). L'Etat de Bahia héberge à lui seul 14,2 % des ménages qui reçoivent Bolsa Família, suivi par l'Etat de São Paulo (9,3 %). En mobilisant de nouveau les mots du Directeur de la SETRE, « *Les transferts font partie d'un certain type de politiques dont l'existence est inévitable. Il y a un certain groupe qui est contre ce type de politique, ils disent "il faut développer, il faut développer", comme si la personne qui est dans le besoin aujourd'hui était en mesure d'attendre* »

---

<sup>265</sup> Il s'agit ici de la somme des retraites pour âge, des retraites contributives et des retraites pour invalidité, pour le mois de décembre 2019, sur la population estimée par les projections de l'IBGE de 2019.

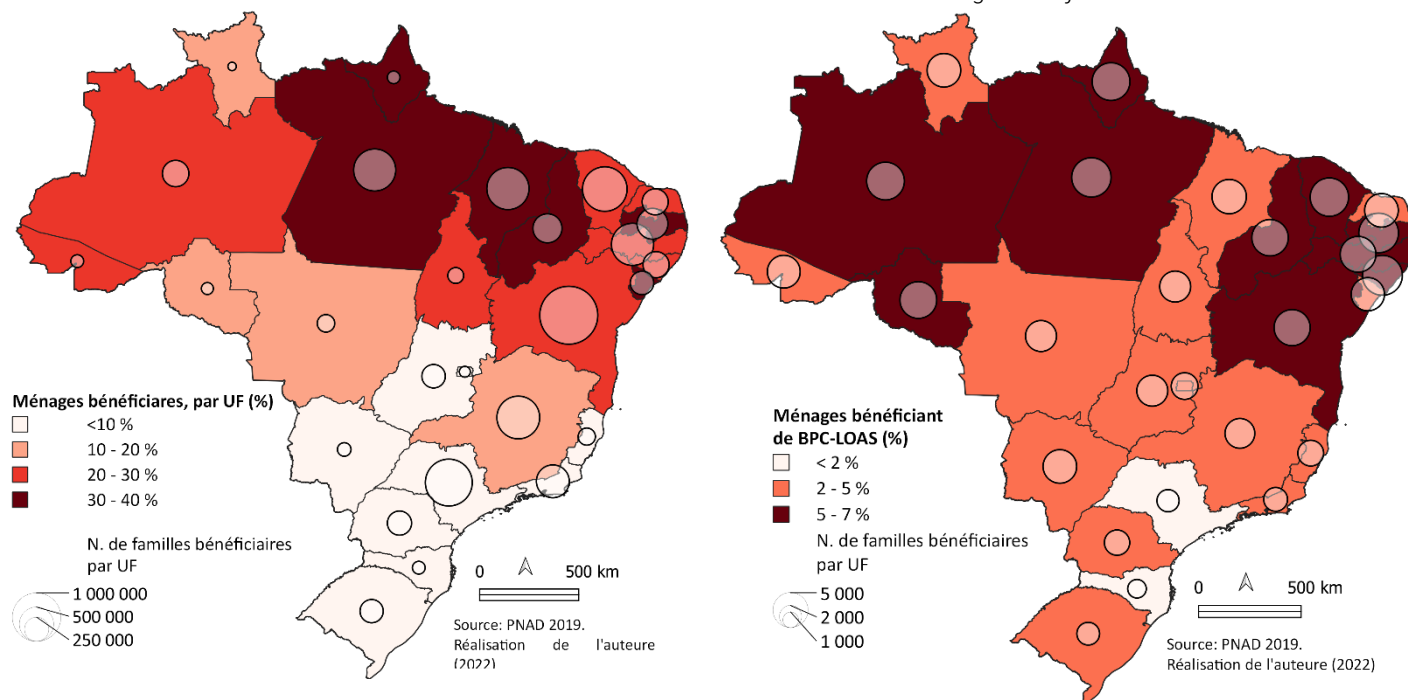
<sup>266</sup> Il s'agit du montant total des retraites et pensions par municipalité, divisées par le nombre total de retraites et pensions par municipalité (pour l'année 2019)

que le développement arrive. Les gens ont des factures à payer, ils ont un besoin immédiat de se loger, de se nourrir »<sup>267</sup>. (Entretien avec M. Gavião, 23/10/2019, Salvador).

Carte 20. Ménages bénéficiaires des principaux transferts sociaux fédéraux

A. Ménages bénéficiaires de Bolsa Família

B. Ménages bénéficiaires de BPC-LOAS



En passant à l'échelle municipale, nous observons que ces transferts ont un rôle important pour l'ensemble du territoire national (Carte 21). Les montants moyens perçus par les ménages sont plus élevés dans le Nord et dans le Nord-est, et notamment dans les zones rurales, où les revenus des ménages sont les plus faibles et la précarité plus importante.

Les montants transférés ne sont pas particulièrement élevés et ils sont soumis à certaines conditionnalités (même si très souples). Plusieurs types de transferts existent, chaque ménage pouvant en cumuler jusqu'à cinq :

- l'« Allocation de base » (*Benefício Básico*), d'un montant de 89,00 R\$, destinée aux familles en situation de pauvreté extrême – à savoir, celles dont le revenu mensuel per capita est inférieur à 89 R\$ ;
- l'« Allocation variable attribuée à un enfant ou un adolescent de 0 à 15 ans » (*Benefício Variável Vinculado à Criança ou ao Adolescente de 0 à 15 anos*), d'un montant de 41 R\$, destinée aux familles ayant un revenu mensuel per capita inférieur à 178 R\$ ; la régularité de la scolarité est requise pour les enfants et adolescents âgés de 6 à 15 ans ;

<sup>267</sup> *As transferências fazem parte de algumas políticas, que é inevitável que tenha, nê... tem uma turma que é contra esse tipo de política, eles falam 'tem que desenvolver, tem que desenvolver', como se a pessoa que está passando necessidade hoje, tivesse condição de esperar o desenvolvimento chegar. As pessoas tem contas para pagar, casa, moradia, alimento.*

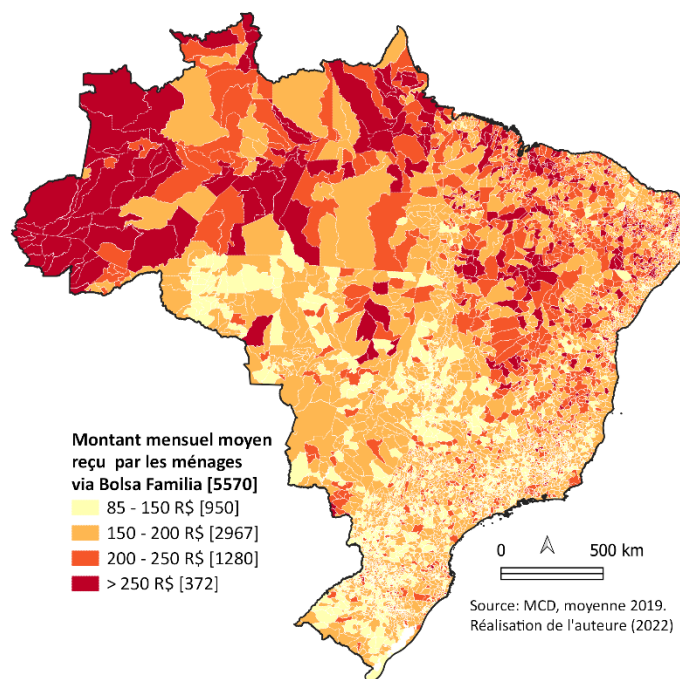
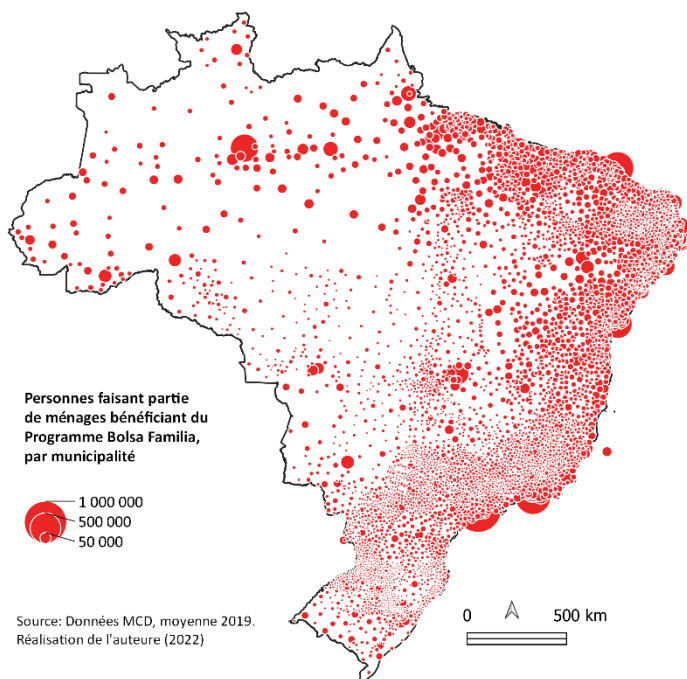


- l' « Allocation attribuée à une femme enceinte » (*Benefício Variável Vinculado à Gestante*), d'un montant de 41 R\$, transférée pendant neuf mois à tout ménage ayant un revenu per capita inférieur à 178 R\$, et dont un des membres serait une femme enceinte.
- l' « Allocation liée à la période d'allaitement » (*Benefício Variável Vinculado à Nutriz*), d'un montant de 41 R\$, transférée pendant six mois aux ménages qui ont un nourrisson âgé de 0 à 6 mois et ayant un revenu per capita inférieur à 178 R\$ ;
- l' « Allocation attribuée à l'adolescent » (*Benefício Variável Vinculado ao Adolescente*), d'un montant de 48 R\$ (jusqu'à deux par ménage), destinée aux familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de 16 ou 17 ans ; la fréquence scolaire est exigée ;
- l' « Allocation pour surmonter l'extrême pauvreté » (*Benefício para Superação da Extrema Pobreza*), d'un montant variable, destinée aux familles ayant un revenu mensuel per capita inférieur à 89 R\$ au net des autres transferts reçus par le biais du programme ; la valeur de cette allocation est calculée au cas par cas, pour assurer que la famille dépasse le seuil de pauvreté extrême de 89 R\$ per capita.

Carte 21. Bolsa Família, par municipalité, 2019.

A. Personnes faisant partie d'un ménage bénéficiaire du programme

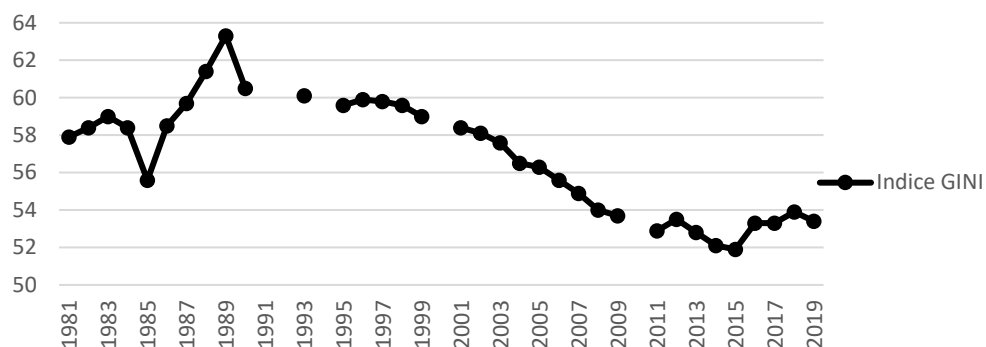
B. Montant mensuel perçu par le biais du programme (R\$)



Selon les données de la PNAD de 2019, les transferts issus de Bolsa Família représentent en moyenne moins de 1,0 % des revenus monétaires des ménages brésiliens. Cela n'est pas étonnant au vu du montant relativement faible de ces transferts et du nombre relativement limité de ménages auxquels ils s'adressent. Le poids de Bolsa Família dans le budget familial est bien plus élevé pour les ménages aux revenus faibles : selon la dernière POF, les transferts fédéraux représentent 16,5 % des revenus monétaires des ménages ayant un revenu inférieur à deux salaires minimums.

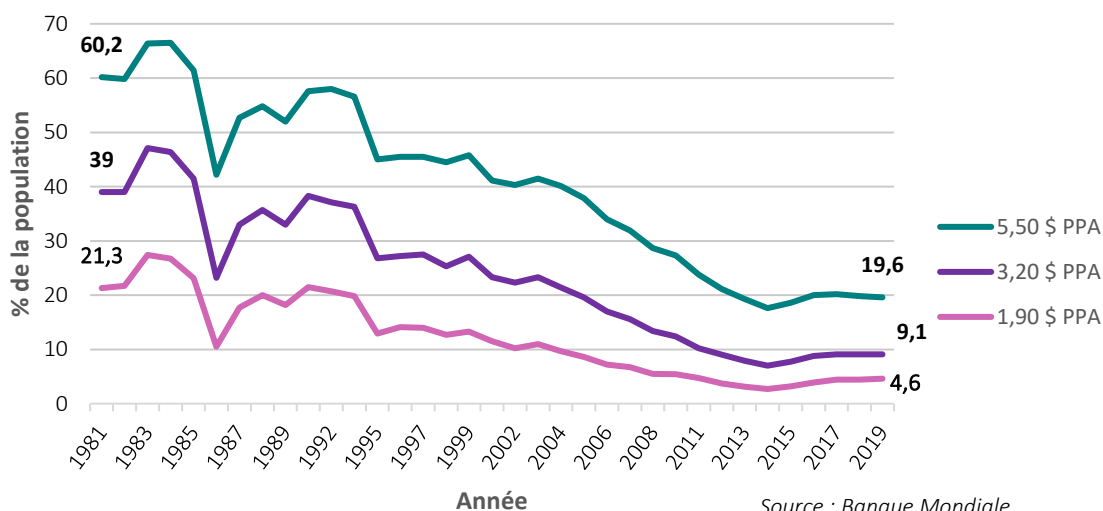
Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les inégalités de revenu restent profondes au Brésil et ne semblent pas liées de façon systématique aux indicateurs de croissance. Néanmoins, elles se sont réduites pendant les dernières décennies (Fig. 22), tout comme la part de la population vivant en conditions de pauvreté monétaire (Fig. 23).

Figure 22. Evolution de l'Indice de Gini ; Brésil, 1981-2019



Source : Banque Mondiale

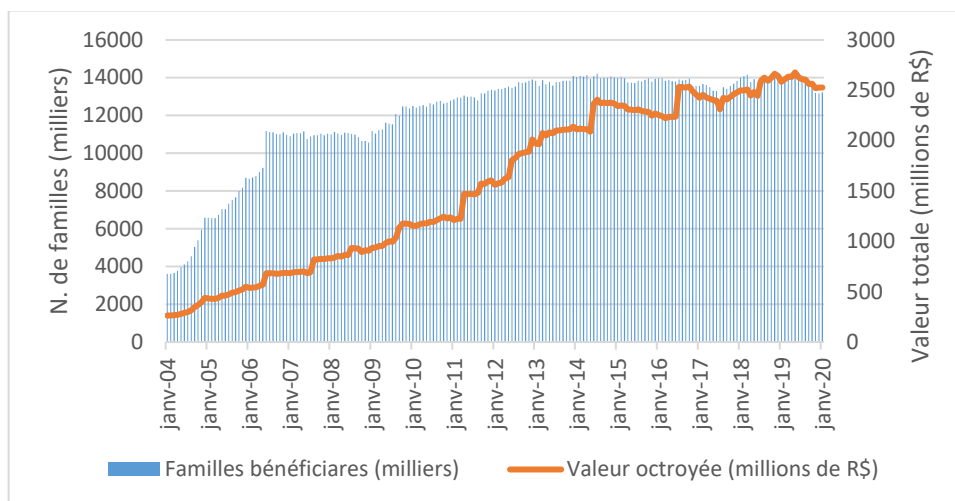
Figure 23. Part de la population vivant en dessous des seuils de pauvreté. Brésil, 1981-2019



Source : Banque Mondiale

La réduction des inégalités et de la pauvreté monétaire n'est pas sans liens avec les politiques de transferts mises en place au Brésil depuis les années 2000. En effet, la baisse la plus prononcée de l'indice de Gini coïncide avec la mise en place de *Bolsa Família*, à partir de 2001. Le nombre de familles bénéficiaires de ce programme a augmenté de façon très rapide entre 2004 et 2006, passant de 6 à 11 millions. A partir de 2006, l'augmentation a été plus graduelle ; le nombre de familles bénéficiaires a atteint 14 millions en 2014, et est resté depuis autour de cette valeur (Fig. 24).

Figure 24. Bolsa Família. Valeurs octroyées et familles bénéficiaires par mois. Brésil, 2004-2020.



Source : Ministère Du Développement et de l'Assistance Sociale

Selon une étude de l'IPEA (P. H. G. F. de Souza et al. 2019) sur l'évaluation de ce programme, 70 % des montants transférés atteignent des ménages faisant partie des 20 % les plus pauvres du Brésil. Le ciblage assez précis permet un impact fort de Bolsa Família sur la réduction de la pauvreté, même si ce programme ne représente que 0,5 % du PIB et 0,7 % des revenus des ménages (PNAD 2019). Bien que le poids par rapport au PIB soit faible, il dépasse tout de même de 0,3 % la moyenne des programmes de transferts dans les pays d'Amérique Latine (Cecchini et Atesta 2017). Selon les calculs de Souza et al. (2019), les transferts de Bolsa Família ont permis une réduction de 15 % de la pauvreté et de 25 % de l'extrême pauvreté. Les auteurs montrent que le programme a contribué à hauteur de 10 % à la réduction des inégalités entre 2001 et 2015 – et de 17 % pour la période entre 2001 et 2006, à savoir la période d'expansion maximale du programme. Les impacts les plus importants semblent avoir été ceux sur l'intensité de la pauvreté plutôt que sur les taux de pauvreté (S. Soares et Sátyro 2009; P. H. G. F. de Souza, Osorio, et Soares 2011). En effet, puisque les montants transférés aux ménages sont petits, ils permettent de mitiger les situations de pauvreté, mais ils permettent de dépasser le seuil de pauvreté seulement aux ménages qui en sont déjà proches. En ce qui concerne les inégalités, Soares et al. (2006) ont montré que Bolsa Família a contribué à hauteur de 21% à la baisse du coefficient de Gini entre 1995 et 2004 ; Barros, Carvalho et Franco (2007) ont calculé 12 % pour la période entre 2001 et 2005 ; Hoffmann (2013) a estimé ce pourcentage à 16 % pour la période 2001-2011. Kakwani, Neri et Son (2010) soutiennent que Bolsa Família a permis d'augmenter de plus de 20 % le revenu per capita des ménages les plus défavorisés. En somme, les effets bénéfiques de ce programme sur la réduction des inégalités font objet d'un consensus. Par ailleurs, Bolsa Família fait partie des exemples mobilisés dans l'ouvrage de Hanlon, Barrientos, et Hulme (2010), qui propose un tour d'horizons des vastes programmes de transferts qui constituent, selon les auteurs, « *la révolution du développement à partir du global south* ». Les retraites (notamment rurales) et les transferts à destination des ménages vulnérables ont largement contribué, pendant les dernières décennies, à atténuer la pauvreté au Brésil. Ces flux de richesses contribuent à la dynamisation du tissu socio-économique de zones peu productives en termes de PIB - mais pas que. En effet, malgré leur marginalisation dans les données les plus couramment utilisées, les re-

traites et les transferts sociaux supportent les territoires au même titre que les revenus productifs (Sadoulet, Janvry, et Davis 2001; L. A. de Araújo et Lima 2009; Favero 2010). Ces flux donnent aux personnes qui ne rentrent pas dans les statistiques de la « population économiquement active » la possibilité de vivre et de consommer, leur permettant d'avoir une vie digne, ainsi que, du point de vue de l'économie de territoriale, de participer au fonctionnement des systèmes productivo-résidentiels (Talandier 2012).

## **2.2. L'attractivité résidentielle des territoires : au-delà des enjeux de production ?**

Comme montré dans les sections précédentes, les territoires et les ménages qui y résident ne vivent pas uniquement de production - mais s'appuient sur un large éventail de flux de richesses, à la fois monétaires et non-monétaires, issus du travail (rémunéré ou pas) ou des solidarités publiques et privées. Dans cette dernière sous-section, nous mettons d'abord en avant les flux migratoires récents entre Unités Fédératives, qui semblent suivre de moins en moins une logique productive. Ensuite, nous évoquons le dynamisme des villes petites et moyennes, la plupart d'entre elles ayant des caractéristiques typiques des milieux ruraux, comme montré dans l'*Annexe 2* (population peu nombreuse, faible densité démographique en dehors d'un petit noyau urbain, forte présence des activités agricoles, notamment familiales). En effet, comme nous le montrerons tout au long de ce manuscrit, les dynamiques démographiques et les choix résidentiels ne dépendent pas uniquement de la localisation de l'emploi - mais aussi des liens affectifs et sociaux que les personnes nouent avec les communautés auxquelles elles se sentent appartenir, ou encore des atouts du territoire en termes de loisirs, paysages, qualité de vie.

### **2.2.1 Productivité territoriale et immigration : un lien de moins en moins avéré**

Pendant les dernières décennies, les Unités Fédératives les plus productives, destinations traditionnellement privilégiées des flux migratoires internes au pays, ont connu une baisse des nouvelles arrivées. Pour ce qui est des migrations internes<sup>268</sup>, le dernier recensement a montré qu'en 2010 35,4 % de la population ne résidait pas dans sa ville de naissance - et que 14,5 % habitait dans un Etat autre que celui de naissance. Les Etats ayant le nombre le plus élevé d'habitants nés ailleurs étaient : São Paulo (8 millions de personnes), Rio de Janeiro (2,1 millions), Paraná (1,7 millions) et Goiás (1,6 millions). Les Etats ayant le nombre le plus élevés d'émigrés vers d'autres Etats étaient : Minas Gerais (3,6 millions de personnes), Bahia (3,1 millions), São Paulo (2,4 millions) et Paraná (2,2 millions).

Le Brésil a connu une période intense de déplacement des populations pendant la période 1950-1980, fortement marquée par l'exode rural. Les principales zones d'émigration ou d'« expulsion » (terme utilisé par l'IBGE) sont traditionnellement l'ensemble des Etats du Nord-est, ainsi que le Minas Gerais et l'Espírito Santo dans le Sud-est, et le Santa Catarina et le Rio Grande do Sul dans le Sud. Les zones de forte immigration ou d'« attraction » étaient principalement liées au noyau industriel du Brésil, constitué par les Etats de São Paulo et de Rio de Janeiro (Camarano et Abramovay, 1998). En ce qui concerne le Sud, pendant les années 1970, cette région accueillait 28 % des migrants ruraux brésiliens,

---

<sup>268</sup> Les faits reportés dans ce paragraphe sont tirés principalement d'un Rapport de l'IBGE de 2011, titré *Reflexões sobre os Deslocamentos Populacionais no Brasil* (« Réflexions sur les déplacements des populations au Brésil »).

mais était aussi caractérisée par une émigration importante, notamment vers les zones rurales et fortement agricoles du Nord, qui accueillait aussi une grande partie des migrants du Nord-est, enregistrant un solde migratoire positif (IBGE 2011).

A partir des années 1980, les flux migratoires ont commencé à se redimensionner, y compris ceux en provenance du Nord-est. D'autres dynamiques migratoires ont émergé, notamment les migrations de courte distance, celles vers les villes moyennes et les migrations de retour. Même si les tendances traditionnelles se sont maintenues pendant cette période (et notamment, l'axe migratoire du Nord-est vers le Sud-est), elles ont commencé à s'accompagner de flux de migrants de retour, notamment vers des Etats peu « attractifs » du point de vue économique, produisant peu et ayant des niveaux de revenus et de salaires plus faibles que la moyenne. En effet, dans la plupart des Etats du Nord-est, la part des migrants de retour n'est pas négligeable, constituant notamment plus de 40 % du total des immigrés pour la période 1995-2000. Pour la période 1999-2004, les Etats avec les niveaux les plus importants de migrants de retour (supérieurs à 20 % du total des immigrés pour la même période) se trouvaient dans le Nord-est et dans le Sud, s'agissant du Maranhão, du Piauí, du Pernambuco, de Bahia, du Paraná et du Rio Grande do Sul. Pendant le quinquennat suivant (2005-2010), les Etats les plus concernés par la migration de retour ont été le Rio Grande do Norte, le Paraíba, le Pernambuco, le Sergipe, le Minas Gerais, le Paraná et le Rio Grande do Sul (données PNAD, citées par Baeninger 2012). Globalement, la saturation des espaces industriels du centre-sud du pays a réduit leur capacité d'absorption de main d'œuvre, ce qui a pu inciter la réduction, voire l'inversion, de certains flux migratoires (Brito 2009).

Pour analyser la capacité d'« attraction » ou d'« expulsion » des différents Etats, certains auteurs, y compris dans des rapports de l'IBGE, utilisent l'*Indice d'Efficacité Migratoire*, c'est-à-dire, le ratio entre le solde migratoire (immigrés – émigrés) et le volume total de migrants (immigrés + émigrés). La classification retenue est la suivante (Tableau 5), inspirée par celle proposée par Baeninger (2000) - et empruntée par la suite par de nombreux auteurs et autrices (notamment, Oliveira et al., 2011; Baeninger 2012; Pinto da Cunha 2013; Nunes, Silva, et Queiroz 2017):

Tableau 5. Indice d'efficacité migratoire, 2010

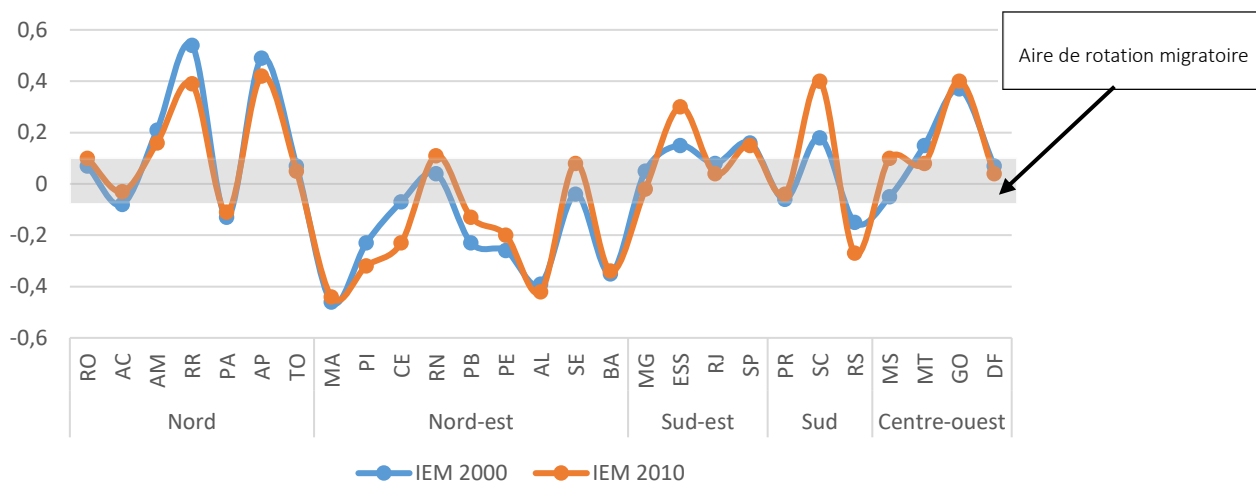
<b>Indice d'efficacité migratoire</b>	<b>Classification de la potentialité d'absorption migratoire</b>
<b>-1.00 à -0.51</b>	Aire à forte évasion migratoire
<b>-0.50 à -0.30</b>	Aire à évasion migratoire moyenne
<b>-0.29 à -0.10</b>	Aire à évasion migratoire faible
<b>-0.09 à 0.09</b>	Aire de rotation migratoire
<b>0.10 à 0.29</b>	Aire à faible absorption migratoire
<b>0.30 à 0.50</b>	Aire à absorption migratoire moyenne
<b>0.51 à 1.00</b>	Aire à forte absorption migratoire

Source : IBGE, Oliveira et al. 2011

La tendance observée est celle à la réduction des flux migratoires, avec de plus en plus d'Etats se trouvant dans la condition de « *rotation migratoire* », c'est-à-dire, ayant atteint un équilibre entre

entrées et sorties de migrants. Même certaines des UF qui étaient auparavant considérées comme zones « d'expulsion » ou « potentiellement attractives » ont progressivement évolué vers plus d'équilibre entre le nombre d'immigrés et d'émigrés. Ainsi, alors qu'en 2000 onze Unités Fédératives étaient considérées comme étant des aires de rotation migratoire, en 2004 elles étaient treize et en 2010 elles étaient quinze, c'est-à-dire, plus de la moitié (Oliveira et al. 2011 ; cf. Fig. 25).

Figure 25. Indice d'efficacité migratoires, par UF, pour les périodes 1995-2000 et 2005-2010



Source : Recensements 2000 et 2010 ; calculs de Baeninger 2012

Au vu de l'importance des migrations de retour vers des Etats aux économies fragiles et de la réduction (voire inversion) des flux vers les Etats à PIB et revenus élevés du Sud-est au cours des dernières décennies, il est légitime de questionner l'importance de facteurs non purement économiques dans le choix du lieu de vie.

Des questionnements similaires peuvent être soulevés en observant les dynamiques démographiques au niveau des villes, sur lesquelles les prochaines pages sont focalisées.

### 2.2.2. L'attractivité des villes petites et moyennes : un enjeu de qualité de vie ?

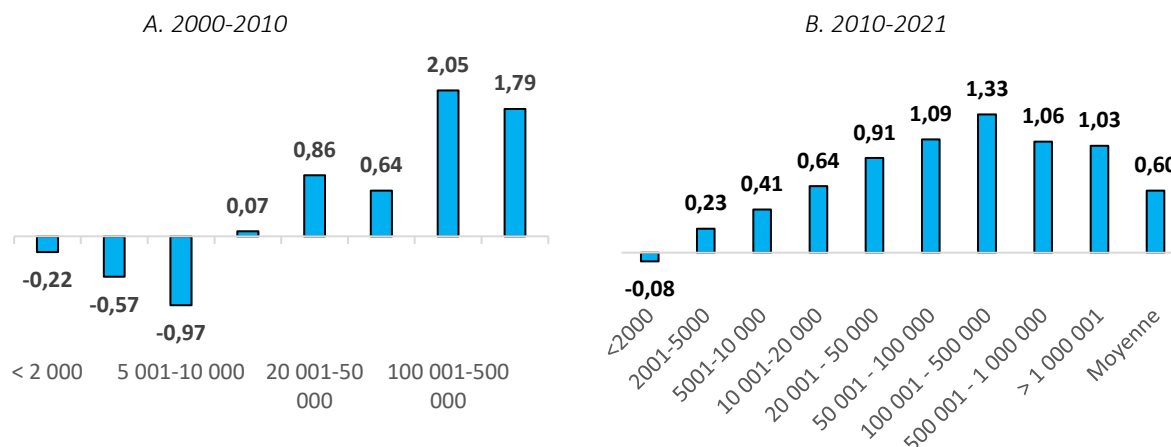
Les données du dernier recensement montrent, entre 2000 et 2010, une décroissance démographique des villes de petite taille, le taux annuel moyen de croissance (TCAM) de la population étant négatif pour les villes de moins de 10 000 habitants. Les taux de croissance les plus élevés correspondent aux villes de plus de 100 000 habitants (Fig. 26A).

Si nous nous fions aux projections de la population de 2021<sup>269</sup>, la décroissance démographique des villes de petite taille paraît s'être atténuée au cours de la dernière décennie, même si leurs taux de croissance restent plus faibles que la moyenne (et négatifs en ce qui concerne les villes de moins de

<sup>269</sup> Nous avons retiré de nos calculs les villes suivantes, qui ont été touchées par des modifications de leur périmètre entre 2010 et 2021 – ce qui rend incompatibles les données de ces deux années : Agua Clara, Costa Rica, Chapadao do Sul, Laguna, Içara, Pescaria Brava, Pinto Bandeira, Paraiso das Aguas, Mojuí dos Campos, Santarem, Bento Gonçalves, Balneario Rincão.

2 000 habitants). De même que pendant la décennie précédente, le taux de croissance le plus élevé concerne les villes entre 100 000 et 500 000 habitants, suivies par les villes entre 50 000 et 100 000 habitants, puis par celles de plus de 500 000 (Fig. 26B).

Figure 26. Moyenne du taux annuel moyen de croissance de la population résidente, selon la taille des municipalités



Sources : IBGE, recensements 2000 et 2010, Projections 202 ; calculs de l'auteur

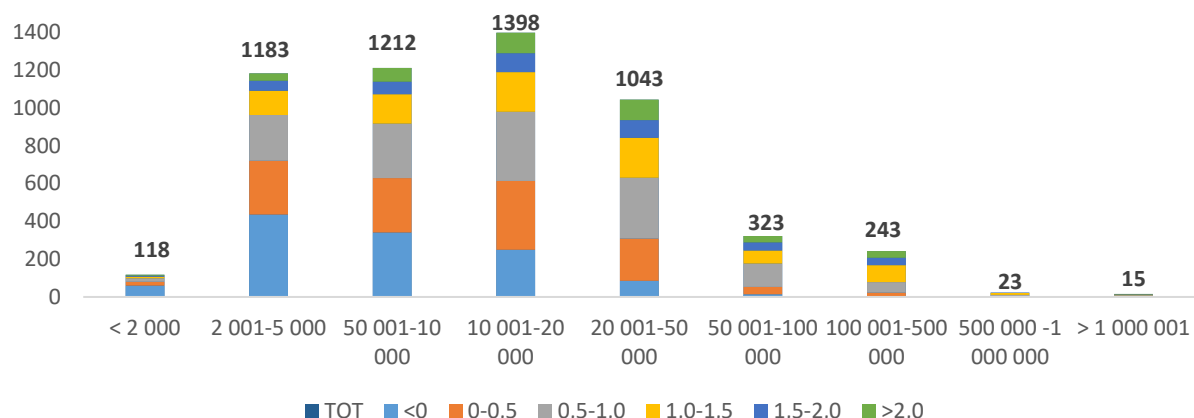
Les municipalités de plus de 500 000 habitants sont 38, dont 15 dépassent le million d'habitants (elles étaient 13 lors du recensement de 2000) ; la ville la plus peuplée est São Paulo, qui compte 12,4 millions d'habitants, suivie par Rio de Janeiro (6,8 millions), Brasilia (3,1 millions) et Salvador (2,9 millions). Parmi les municipalités les plus peuplées, 17 comptent plus d'un million d'habitants, contre 15 en 2010 et 13 en 2000. Ce groupe de villes réunit à lui tout seul 46,7 millions d'habitants, c'est-à-dire 22,0 % de la population totale du pays (IBGE 2021). Parmi elles, celles qui ont eu la croissance démographique la plus importante entre 2010 et 2021 sont Manaus, capitale du Amazonas (2,06 %), Brasilia (1,70 %) et Goiânia, capitale du Goiás (1,63 %). De ce groupe, les villes au taux de croissance le plus faible ont été Rio de Janeiro (0,63 %), Belo Horizonte, capitale du Minas Gerais (0,18 %) et Porto Alegre, capitale du Rio Grande do Sul (0,52 %).

Les municipalités en croissance et en décroissance démographique ne sont évidemment pas distribuées de manière géographiquement homogène. Ainsi, dans le Sud et dans le Centre-ouest, nous trouvons les pourcentages les plus élevés de municipalités ayant un TCAM négatif, respectivement 38,7 % (458 municipalités, dont 373 de moins de 10 000 habitants) et 23,8 % (110 municipalités, dont 87 de moins de 10 000 habitants). Suivent le Sud-est (16,9 %, c'est-à-dire, 282 municipalités, dont 221 de moins de 10 000 habitants), le Nord-est (15,4 %, c'est-à-dire, 277 municipalités, dont 123 de moins de 10 000 habitants) et le Nord (13,6 %, c'est-à-dire, 61 municipalités, dont 33 de moins de 10 000 habitants).

Malgré une décroissance plus accentuée des villes de petite taille, il est important de souligner que la plupart de la population brésilienne habite dans des villes petites et moyennes (cf. [Annexe 3](#)). En effet, d'après les projections de 2021, la population moyenne des municipalités est de 38 264 habitants, et la médiane de 11 688 (contre 34 278 et 10 934 respectivement dans le recensement de 2010). Presque

la moitié des municipalités brésiliennes (2395) a une population de moins de 10 000 habitants. Ainsi, le graphique précédent, transposé en termes absolus, se transforme comme suit (Fig. 27):

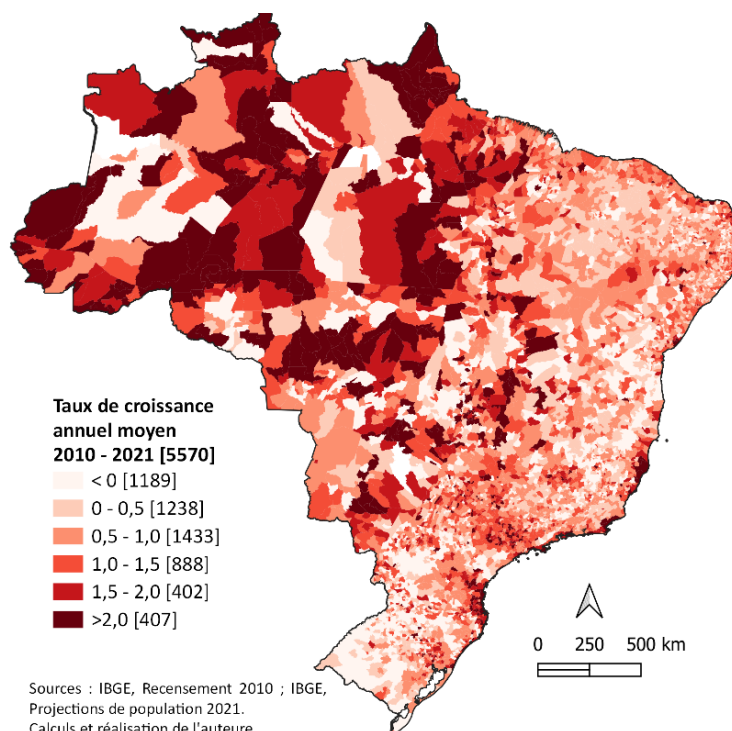
Figure 27. Nombre de municipalités, classées en fonction de leur taille (2010) ; taux annuel de croissance démographique pour la période 2010/2021



Source : IBGE, recensement 2010 et projections 2021 ; calculs de l'auteur

Lorsque nous observons la distribution géographique des taux de croissance démographique des municipalités brésiliennes (Carte 22), il est difficile de conclure que les villes petites et moyennes – et notamment à prévalence rurale - situées dans des régions peu productives et aux revenus faibles, sont aussi moins attractives du point de vue résidentiel. En effet, nous observons des taux de croissance soutenus dans un nombre élevé de municipalités de l'intérieur du Pays, particulièrement dans le Nord et dans le Centre-ouest, mais aussi dans le Nord-est.

Carte 22. Taux de croissance annuel moyen par municipalité (2010-2021)





En accord avec la littérature scientifique - notamment sur les migrations de retour – nous insistons sur les facteurs non purement économiques qui influencent les choix résidentiels. En effet, si l'émigration est souvent corrélée à des raisons économiques, notamment la recherche d'emploi – comme dans le cas des migrations historiques du Nord-est vers le Sud-est, ou des campagnes vers les villes – le choix de rester ou de revenir dans la région ou municipalité d'origine n'est pas forcément le fruit d'un calcul économique.

Favareto et Abramovay (2009), dans leur étude sur « *les performances surprenantes du Brésil rural pendant les années 1990* », affirment qu'il n'y a pas vraiment de lien entre les pôles dynamiques des économies régionales et l'amélioration des indicateurs dans les zones rurales, ni un effet direct des tentatives de promotion du développement rural et de la compétitivité agricole. Les auteurs considèrent que l'un des moteurs de ces évolutions a sans aucun doute été l'accroissement des transferts issus de la sécurité sociale et des programmes fédéraux. Ils identifient aussi cinq autres facteurs ayant joué un rôle crucial dans la dynamisation de certaines des régions rurales les plus pauvres du pays :

(i) les transferts privés issus du travail saisonnier (notamment agricole) et du commerce itinérant ; cette dynamique montre la tendance des individus à migrer de manière provisoire pour l'emploi, dépensant l'argent ainsi gagné une fois de retour dans leur région d'origine (voire, en soutenant par des transferts la consommation des proches restés dans la région d'origine) ;

(ii) les incitations à la production pour les marchés publics, dans le cadre de programmes mis en place à partir de la fin des années 1990, fixant des quotas de produits à acheter par les services publics (par exemple, les cantines scolaires et des fonctionnaires, ou les « *cestas básicas* »<sup>270</sup> à redistribuer) auprès des agriculteurs familiaux ;

(iii) la diversification des économies rurales, avec notamment la diffusion du travail industriel à domicile dans des petites municipalités, qui a accompagné la déconcentration des industries auparavant rassemblées dans le Sud-est, ainsi que le renforcement de filières traditionnelles dans les zones spécialisées dans le textile et les chaussures ;

(iv) l'élargissement du public bénéficiaire du *Pronaf* (Programme d'appui à l'agriculture familiale), avec plus d'un million d'emprunteuses et emprunteurs seulement dans le Nord-est, malgré toutes les limites de ce programme (cf. Rufino de Aquino, Teixeira, and Tonneau 2008; Tonneau and Sabourin 2009) ;

(v) les avancées (bien que pas encore suffisantes) en termes d'infrastructures et service publics, surtout en ce qui concerne l'éducation, la santé et les télécommunications, avec la généralisation de l'accès à l'énergie électrique, à internet et au téléphone ; les auteurs mentionnent aussi l'augmentation des mobilités spatiales, grâce à la réduction des temps de transports, ainsi que la diffusion de petits véhicules comme les motos, ayant largement réduit l'isolement des zones les plus reculées.

Ainsi, en accord avec Favareto et Abramovay (2009), les moteurs de l'amélioration des indicateurs socio-économiques du Brésil rural seraient à rechercher du côté de la synergie entre le renforce-

---

<sup>270</sup> Il s'agit d'un panier de produits de première nécessité, destiné à la consommation mensuelle des familles vulnérables; il contient généralement des denrées alimentaires, des produits d'hygiène personnelle et de nettoyage.

ment de l'économie résidentielle (les transferts privés et publics étant des leviers importants) et la capillarité des services publics de base, permettant l'insertion sur le marché des petites et moyennes activités économiques (y compris informelles). Le dynamisme du rural ne se fait pas aux dépens du dynamisme des zones urbaines – et notamment des grandes agglomérations – qui continuent à attirer les grands capitaux et à concentrer les innovations technologiques. Cependant, les régions rurales ont un immense potentiel, constitué, selon les deux auteurs, par les retraites, les revenus publics, les migrations de retour – autant de ressources qui « *contrairement à ce qui se passe dans les métropoles, ne sont pas exposées à la concurrence globalisée* »<sup>271</sup> (Favareto et Abramovay 2009, p. 25). Pour donner des chiffres récents, selon les données de 2019 de l'INSS, en moyenne, les retraités représentent 10 % de la population dans les villes de moins de 10 000 habitants, 11,2 % dans les villes entre 10 000 et 20 000 habitants, et 12,2 % dans les villes entre 20 000 et 50 000 habitants. Ces revenus permettent aux retraités de déménager ou de rester dans ces localités qu'ils et elles trouvent attractives pour des raisons variées. L'attractivité n'est pas nécessairement liée à des atouts touristiques : notamment, les retraités peuvent choisir de revenir là où ils et elles ont grandi, ou de se rapprocher du lieu de résidence de leurs proches.

En somme, la famille, les liens sociaux, l'attachement au territoire, sont autant de facteurs permettant de retenir les populations dans des lieux peu productifs ou offrant des revenus monétaires peu élevés. Cela ressort de manière récurrente dans nos enquêtes de terrain, comme la troisième partie de ce manuscrit va le montrer. En effet, les personnes interviewées semblent valoriser d'autres richesses que celles accumulées par le biais du travail rémunéré, lorsqu'il s'agit d'expliquer leurs choix résidentiels. Evidemment, le choix de s'installer quelque part dépend en partie du revenu sur lequel le ménage pourra compter. Toutefois, ce revenu n'est pas uniquement monétaire, mais des ressources monétaires sont prises en compte - notamment, l'accès à la terre et au logement, ou le support de la famille et des autres membres de la communauté (notamment, pour prendre soin des enfants ou pour partager des ressources). Le calme, la famille, la nature, la qualité de l'air et de l'environnement, le sentiment de sécurité, sont autant de raisons qui semblent guider le choix du territoire dans lequel habiter. Quand les infrastructures le permettent, certaines personnes (dont plusieurs de nos interviewées et interviewés ou de leurs proches) gardent leur résidence primaire dans une petite ville ou dans la zone rurale d'une ville moyenne, et se déplacent dans des centres urbains majeurs pour travailler, parfois la semaine entière, pour revenir ensuite pendant les weekends. Ainsi, les dynamiques productives et les possibilités d'accéder à des emplois formels ne fournissent qu'une explication très partielle quant aux choix résidentiels des populations - qui ne sont pas uniquement guidés par des calculs économiques liés à l'emploi.

---

<sup>271</sup> [Traduction libre] *atributos locais não expostos – contrariamente ao que ocorre nas metrópoles – à concorrência globalizada.*

## Conclusion du Chapitre 4

Ce chapitre a défendu le choix d'utiliser les revenus comme indicateurs du développement des territoires. Pour cela, nous avons commencé par la déconstruction du PIB en tant qu'indicateur du développement, montrant que la production n'est pas corrélée aux niveaux de vie des populations, ni aux dynamiques d'emplois. Les données mises à disposition par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) ont permis de montrer aussi la déconnexion entre les revenus et les emplois - et surtout les emplois formels. En effet, les salaires sont loin d'être la seule, voire la principale, source de revenus pour les ménages. En plus des transferts sociaux - dont l'importance a été soulignée à plusieurs reprises par les auteurs et autrices de la théorie de la base économique dans sa version rénovée - nous avons mis en avant d'autres flux de richesses, rarement pris en compte dans les modèles conçus dans les Nord. En particulier, il s'agit des solidarités entre ménages, des revenus issus d'activités informelles et des revenus non-monétaires. Ces derniers correspondent à la valeur produite par des activités qui ne génèrent pas d'argent, mais qui ont tout de même des effets sur la qualité de la vie des personnes concernées. Il s'agit notamment du troc et de l'échange de biens et services, du travail à titre gracieux auprès d'une entreprise ou d'un commerce appartenant à des proches, de l'accès gratuit à un logement d'autrui, de la production pour l'autoconsommation, du bénévolat et du travail de soin non rémunéré. Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre de ce manuscrit, ces activités brisent la barrière entre sphère productive et reproductive. En effet, elles produisent des richesses et sont rémunérées par des biais non monétaires - que ce soient le gain d'autonomie et l'acquisition de nouvelles compétences, le plaisir de prendre soin d'autres personnes de la communauté, d'avoir une maison propre, un jardin soigné, un entourage en bonne santé, le renforcement des liens sociaux et des relations de confiance (qui constituent un filet de sécurité social informel), ou encore l'accès à un logement, à des loisirs, à de la nourriture ou à d'autres biens (notamment dans le cas de la production pour l'autoconsommation).

Toutes ces richesses - matérielles et immatérielles, relevant de la production mais aussi de l'échange, de l'entraide et des solidarités - permettent aux territoires de vivre et les rendent attractifs aux yeux des populations, pour différentes raisons. Le dernier paragraphe concernant les dynamiques démographiques a insisté sur les « performances surprenantes du Brésil rural », pour utiliser les mots de Favareto et Abramovay (2009). En effet, la plupart de la population brésilienne habite dans des zones rurales et dans des villes petites et moyennes peu productives au sens du PIB - et nombreux sont ceux et celles qui choisissent de rester dans leur terre d'origine (ou d'y revenir après avoir terminé leurs études ou pris leur retraite), en dépit des opportunités économiques offertes par les grandes agglomérations urbaines.

Ce bilan nous interroge sur l'importance d'utiliser des approches holistiques du développement territorial, et nous rappelle la nécessité de prendre en compte la pluralité des flux de revenus qui traversent les territoires. Il ne s'agit pas de nier les situations de pauvreté et les inégalités profondes qui traversent à la fois les villes et les campagnes brésiliennes. Toutefois, il nous paraît indispensable d'entendre de quelles richesses - monétaires et non monétaires - les territoires vivent, et quels atouts - productifs, résidentiels, sociaux - les rendent attractifs et agréables à vivre du point de vue des populations.

C'est en effet sur la quête d'une meilleure qualité de la vie que toute stratégie de développement territorial devrait - nous semble-t-il - être fondée.

C'est à partir de ces convictions et de l'état des lieux dressé dans ces pages que les deux prochains chapitres vont proposer un élargissement de la théorie de la base à d'autres revenus relevant des *diverse economies*. Nous y proposons d'abord une méthodologie quantitative pour intégrer des nouveaux flux de revenus dans le modèle à partir des données de l'IBGE, pour ensuite appliquer cette version « décentrée » de la théorie de la base aux territoires brésiliens.

## Chapitre 5

### « Décentrer » la théorie de la base économique : l'intégration dans le modèle de l'informalité, des solidarités privées et des pratiques non-monétaires

*Rethinking economy advocates a move away from "strong theory" (...) toward "weak theory". (...) Weak theory does not elaborate and confirm what we already know; it observes, interprets, and yields to emerging knowledge.*<sup>272</sup>

Gibson-Graham 2014, p. S147

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent par rapport au cas du Brésil, les analyses du développement territorial qui se limitent aux leviers strictement productifs des économies ne restituent qu'une vision très partielle des réalités socio-économiques des territoires. Or, les crises répétées - économiques, mais aussi sociales et écologiques - montrent la nécessité de repenser l'économie, à toutes les échelles géographiques, élargissant la définition même de ce qui constitue un fait économique. Nous défendons l'idée selon laquelle il est impératif de « décentrer » notre regard - et d'apprendre en écoutant les territoires, plutôt que de les contraindre dans de grilles d'analyse préexistantes. En effet, comme cela a été montré dans le deuxième chapitre, le biais implicite dans le regard « occidental-centré » a profondément affecté la manière dont l'économie est mesurée aujourd'hui. En particulier, il a largement influencé l'arbitrage entre les pratiques économiques considérées comme légitimes et favorables au développement (la production, l'emploi formel) et celles qui ne le sont pas (l'emploi informel, le travail non rémunéré, les transferts sociaux, les échanges non monétaires) (Gibson-Graham 2008; Hanlon et al. 2010; Beumer et al. 2022). Le discours porté par l'économie *mainstream* peut être considéré performant : en effet, elle contribue à créer la réalité qu'elle décrit et mesure (Callon 2008; Mitchell 2008; Roel-vink et al. 2015). Toutefois, pendant la dernière décennie des changements dans le discours dominant et des innovations dans les mesures économiques ont commencé à émerger. Notamment, en observant l'évolution du discours de l'OCDE par rapport à l'économie informelle, nous remarquons un glissement majeur dans le langage utilisé. Dans son Handbook « *Mesurer l'Économie Non Observée* » (*Measuring the Non-Observed Economy*) de 2002, l'OCDE considérait que l'économie « non-observée » regroupe les activités de production « *souterraines, illégales, informelles, ou qui sont réalisées par les ménages pour leur propre consommation* »<sup>273</sup> (OCDE 2002, p. 12). Vingt ans plus tard, l'informalité se détache désormais nettement de l'économie illégale - comme dans la publication « *Informalité et COVID-19 en Eurasie : La perte soudaine d'un amortisseur social* » (*The sudden loss of a social buffer: COVID-19 and informality in Eurasia*) (OCDE 2021), où elle est érigée en « amortisseur social » et n'est plus uniquement considérée comme une simple étape préliminaire à la formalisation (OIT 2007). Malgré ces avancées importantes, l'informalité, tout comme le travail de soin non rémunéré ou les échanges non monétaires, restent le plus souvent l'apanage de rapports ponctuels (Atkinson et Marlier 2010; International Labour Organization 2018a; 2018b) : ces pratiques sont rarement intégrées de façon systématique

---

<sup>272</sup> [Traduction libre] : « *Repenser l'économie prône l'abandon de la "théorie forte" (...) au profit de la "théorie faible". (...) La théorie faible n'élabore pas et ne confirme pas ce que nous savons déjà ; elle observe, interprète et se plie aux connaissances émergentes.* »

<sup>273</sup> [Traduction libre] : « *The groups of activities most likely to be non-observed are those that are underground, illegal, informal sector, or undertaken by households for their own final use.* »

dans les statistiques nationales, spécialement dans les NordS. Cet « oubli » contribue à nourrir la conviction qu'un territoire ayant une faible intensité d'activités économiques « classiques » est synonyme d'un territoire économiquement immobile. Les acteurs et actrices que nous avons rencontrés sur le terrain ne sont pas immuns à ce type de discours, ce qui transparait d'affirmations telles que « *Ici, nous avons des municipalités très petites, qui n'ont pas d'activités économiques* »<sup>xiii</sup>, lâchée par un fonctionnaire de l'IBGE lors d'une discussion informelle à Salvador de Bahia (échanges du 27/11/2019, siège de l'IBGE).

Dans ce chapitre, nous proposons d'appréhender le développement économique territorial d'une façon moins rigide, laissant de la place, dans notre grille d'analyse, pour ces pratiques marginalisées par les approches dominantes. Le point de départ de notre réflexion est la théorie de la base dans sa version élargie en termes de revenus (Talandier et Davezies 2009; Markusen et Schrock 2009; Nesse 2014; Ruault 2014; Crevoisier et Rime 2021). Nous proposons de modifier ce cadre théorique pour y intégrer au moins partiellement des flux de revenus relevant des *diverse economies*, c'est-à-dire de ces pratiques économiques qui ne se situent pas au sein de l'économie de marché au sens stricte. Ce projet d'élargissement de la définition de l'économie a comme « *motivation explicite la performativité d'autres économies, à la fois au sein de la communauté de chercheurs et en dehors* »<sup>274</sup> (Gibson-Graham 2008, p. 17).

Le choix de la théorie de la base économique découle des trois éléments suivants :

- i. Des tentatives de transpositions dans les Suds de cette théorie ont déjà eu lieu, même si elles restent sectorielles (EMBRATUR 1980; Requier-Desjardins 2011; Poirine 2015; Bastien, Gouguet, et Rougier 2022), ou uniquement basées sur des données d'emplois formels (Brodsky et Sarfaty 1977; Stoner 1968; Misra, Wishwakarma, et Sundaram 1975; Hinojosa et Ríos 1991; Mulugeta 2008; Martins, Ferrera de Lima, et Piffer 2015).
- ii. Son utilité est reconnue par les praticiennes et praticiens, qui ont tenté de l'utiliser dans des contextes des Suds : notamment, les membres du CIEDEL<sup>275</sup>. Depuis 2014<sup>276</sup>, cette association, institut membre de l'Université Catholique de Lyon, mobilise la théorie de la base économique dans le cadre de formations destinées aux professionnels du développement (ses formations se déroulent en France, au Mali, au Sénégal, en Égypte, au Kirghizistan). La théorie de la base y est présentée comme un outil simple et efficace pour effectuer des diagnostics territoriaux. Mais, la théorie étant appliquée dans sa version « NordS », les flux de richesses pris en compte ne sont pas forcément adaptés aux terrains analysés dans les études de cas. Malgré cela, les participants se sont aisément appropriés la méthode et ont commencé à proposer des flux de richesses qui ne sont pas pris en compte par la théorie de la base rénovée (les remises de la diaspora, par exemple).

---

<sup>274</sup> [Traduction libre] : « *The diverse economies research program takes as its explicit motivation the performing of other economies both within the academy and without.* »

<sup>275</sup> Centre International d'Études pour le Développement Économique Local ; association loi 1901 basée à Lyon

<sup>276</sup> En janvier 2018, alors que je construisais mon projet de thèse, j'ai pu participer au module de formation sur le développement économique local proposé par le CIEDEL, qui mobilise cette théorie. Ces informations m'ont été fournies par Catherine Delhaye, directrice du CIEDEL à l'époque et chargée des formations sur le développement économique local.

- iii. Il s'agit d'un outil simple et souple : c'est une méthodologie plutôt qu'une théorie avec des catégories figées. La théorie de la base permet de tracer autant de configurations économiques possibles que d'économies existantes, sans jugements de valeurs. De plus, elle a montré depuis ses origines une grande capacité d'adaptation, en fonction des critiques et de la sensibilité de celles et ceux qui se la sont appropriée. Ce cadre d'analyse s'assouplit ultérieurement lorsque nous retirons certaines des hypothèses qui le régissent, comme la fixité des effets d'entraînements du secteur basique sur le secteur domestiques, et que nous nous ouvrons à la possibilité que le secteur domestique puisse avoir un effet multiplicateur (cf. théorie de la base de consommation). Ainsi, la théorie de la base économique nous semble compatible avec une démarche de « théorisation faible » (« weak theory », dans les mots de Sedgwick 1997, reprises par Gibson-Graham 2014).
- iv. La théorie de la base économique permet d'appréhender la circulation des richesses à plusieurs échelles, en déclinant les flux entrant, sortant et circulant en fonction des contextes d'application. Il est donc tout à fait possible d'intégrer dans ce modèle des flux de richesses relevant des *diverse economies*, adaptant le cadre d'analyse en fonction des données disponibles et de la pluralité des réalités sociales, culturelles et économiques observées empiriquement.

La première section de ce chapitre présente des exemples d'applications de la théorie de la base dans les Suds. La deuxième section propose une méthodologie quantitative à partir des données brésiliennes, permettant d'inclure dans le modèle les revenus issus des emplois informels, des solidarités entre ménages et des pratiques non monétaires.

## 1. La théorie de la base économique dans les Suds : applications et limites

Le troisième chapitre de ce manuscrit a parcouru les évolutions de la théorie de la base principalement à partir d'applications dans les Nord, qui ont sans aucun doute été les plus nombreuses. En effet, dans les Suds, ce modèle théorique - que ça soit dans sa version exportatrice ou rénovée en termes de revenus - a rarement été appliqué. La revue de la littérature montre que ces applications sporadiques ont exclusivement mobilisé des données d'emploi et se sont surtout focalisées sur des contextes urbains. Quelques exceptions existent, mais les applications en termes de revenus restent très marginales et n'ont pas entraîné d'émulation au sein de la littérature en science régionale. Nous ne souhaitons pas ici présenter une revue exhaustive de ces publications, mais nous nous limitons à proposer des exemples d'applications quantitatives de la théorie de la base dans les Suds, issus de différents continents.

En Afrique, parmi les rares études mobilisant la théorie de la base répertoriées, celle de Solomon Mulugeta (2008) nous a paru la plus aboutie. L'auteur se focalise sur les villes éthiopiennes de plus de 20 000 habitants et s'appuie sur les données du recensement de 1994. Il utilise le surplus de travailleuses et travailleurs par rapport à la moyenne nationale comme marqueur de la présence d'activités basiques dans les villes, dans plusieurs secteurs économiques. Les activités informelles ne sont jamais ouvertement mentionnées, tout comme les pratiques non monétaires, telles que la production pour l'autoconsommation. Toutefois, en consultant le guide à l'utilisation des micro-données du recensement éthiopien

de 1994, nous avons pu constater que les données d'emploi regroupent à la fois : (i) les emplois formels, (ii) les emplois informels, (iii) la production et la transformation de produits pour l'autoconsommation. Mulugeta, après avoir calculé les bases économiques de plusieurs villes, tient à préciser que le traitement quantitatif des données est indissociable d'une étude qualitative : « *il est important de noter que les villes ont parfois des caractéristiques uniques qui ne peuvent pas être facilement saisies par les données issues du recensement ou d'enquêtes. Dans de tels cas, il est important de compléter les résultats de l'analyse standard de la base économique par d'autres informations qualitatives qui expliquent les caractéristiques des villes. Une telle approche est utile lorsqu'il s'agit d'identifier et d'analyser en détail les centres urbains économiques d'Éthiopie qui ont une importance stratégique particulière, comme dans le cas des lieux d'attraction touristique (...). Il en est de même pour les villes frontalières (...)* »<sup>277</sup> (Mulugeta 2008, p. 18). Ainsi, par le biais des données d'emplois, cette étude prend en partie en compte les pratiques informelles et de production pour l'autoconsommation, sans toutefois en identifier le poids par rapport au total des activités des villes. Elle prend aussi en compte l'emploi dans des secteurs « atypiques » pour les études de la base exportatrice, comme le tourisme (mesuré en termes d'emplois dans les hôtels et restaurants) et les activités à but non lucratif (ONG et organisations internationales).

En Afrique du Sud, une étude de 1977, parue dans le *South African Geographical Journal*, a remis en question la théorie de la base exportatrice dans sa version défendue par North (Browett 1977). L'auteur part de sa connaissance des réalités sud-africaines et des contributions critiques vis-à-vis de la théorie de la base des années 1950 et 1960 (dont celles de Tiebout, Greenhut et Richardson). Il conclut que cette théorie ne peut pas expliquer ni prédire les évolutions économiques dans les territoires - d'autant plus en Afrique du Sud. Il souligne que « *la demande extérieure peut également être influencée par le gouvernement central, par les sources de la demande (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays), par le pourcentage du marché contrôlé par la région et par le type de situation concurrentielle (...). En outre, attribuant aux activités résidentielles [domestiques, NdT] une relation passive et automatique avec les industries de base d'exportation, le modèle (...) n'accorde pas une attention suffisante aux impulsions internes de la croissance économique régionale* »<sup>278</sup>. (Browett 1977, p.27). En observant les fortes inégalités présentes dans le pays et au sein de ses régions, Browett conclut que « *la théorie de la base exportatrice (...) ne fournit qu'une explication partielle de l'évolution de la croissance économique spatialement différenciée en Afrique du Sud. La plus grande lacune semble être que le modèle ne reconnaît pas que la croissance économique des zones centrales s'est faite, en partie, aux dépens des zones périphériques, en particulier des zones appartenant à des Africains. Cette omission reflète l'incapacité du*

---

<sup>277</sup> [Traduction libre]: "it is important to take note of the fact that sometimes cities or towns may have certain unique characteristics that cannot be easily captured through census or survey data. In such cases, it is important to supplement the results of the standard economic base analysis with other qualitative information that explain the characteristics of the cities. Such an approach is useful when it comes to the identification and detailed analysis of the economic urban centres of Ethiopia that have special strategic significance as in the case of places of tourist attraction (...). The same holds true in the case of border town."

<sup>278</sup> [Traduction libre] : "External demand may also be influenced by central government, by the sources of demand (within or external to the country), by the percentage of the market controlled by the region, and by the type of competitive situation (...). Furthermore, by assigning to residential activities a passive and automatic relationship with the export base industries, the regional export base model does not give adequate attention to internal regional economic growth impulses."



*modèle à prendre en compte un certain nombre de forces qui favorisent une croissance économique spatialement inégale.* »<sup>279</sup> (Browett 1977, p.28). Toutefois, l’auteur ne rejette pas entièrement la théorie de la base : il tient à souligner que l’accent excessif mis sur les activités exportatrices n’est pas une fatalité et qu’il n’est pas impossible de prendre en compte d’autres dynamiques, dont « *les interactions interrégionales, les interdépendances structurelles et les canaux de transmission de la croissance au sein d’une nation, ainsi que les rôles joués par le capitalisme international et la prise de décision individuelle.* » (*ibid.*). Allant dans le même direction, une étude de 2018 (Lukhele et Madzivhandila 2018) défend les approches centrées sur le développement local, vis-à-vis de celles se focalisant principalement sur la base exportatrice. On y lit : « *L’hypothèse est que les entreprises exportatrices travailleront en partenariat avec les petites entreprises locales, ce qui permettra de créer de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités économiques. Cependant, plusieurs chercheurs ont prouvé qu’avec l’approche actuelle du développement économique local (LED) dans le contexte sud-africain, les petites entreprises locales sont à peine liées aux grandes entreprises. (...) L’absence de retombées positives (...) contraste avec le point de vue de la théorie de la base économique qui suppose que les industries non exportatrices ou les entreprises locales seront automatiquement stimulées pour approvisionner les entreprises exportatrices et les personnes travaillant dans ces entreprises.* »<sup>280</sup> (Lukhele and Madzivhandila 2018, pp. 6-7).

Une autre étude récente (Garidzirai, Meyer, et Muzindutsi 2019) sur l’Afrique du Sud a tenté d’analyser l’impact de certains secteurs sur le développement économique local des quatre municipalités du District de Capricorn, en utilisant une série de données couvrant la période de 1996 à 2016. Les auteurs calculent un index de développement local pour chaque municipalité, en utilisant comme variables la croissance économique (mesurée en termes de PIB), les emplois dans les différents secteurs et la part de la population en dessous du seuil de pauvreté. Ils prennent en compte les secteurs économiques suivants : les services publics, le commerce, l’industrie, la construction, l’agriculture, la finance, l’électricité, le tourisme et l’exploitation minière. Leurs résultats montrent que « *les principaux secteurs de la base économique, comme l’agriculture et l’industrie, ont étonnamment eu moins d’impact positif sur l’économie locale* »<sup>281</sup> (Garidzirai, Meyer, et Muzindutsi 2019, p.19).

---

<sup>279</sup> [Traduction libre] : “(...) provide only a partial explanation of the evolution of spatially differentiated economic growth within South Africa. By far the greatest deficiency would appear to be that the model does not recognise that the economic growth of the core areas has been, in part, accomplished at the expense of the peripheral areas, particularly the African-owned areas. Such an omission reflects the failure of the model to take cognisance of a number of forces which promote spatially differentiated economic growth.”

<sup>280</sup> [Traduction libre] : “the assumption is that the exporting companies will work in partnership with the local small businesses, and as a result further job and economic opportunities will be created. However, several scholars have proved that with the current LED approach in the South African context, the local small businesses are hardly linked with the big corporate (...) The lack thereof in terms of trickle-down benefits in the premarket LED approach is in contrast with the point of view embedded in the economic base theory which assumes that the nonexporting industries and or the local businesses will be stimulated automatically to supply the exporting firms and those working in those firms.”

<sup>281</sup> [Traduction libre] : “The main economic base sectors, such as agriculture and manufacturing, surprisingly had less of a positive impact on the local economy.”

En 1981, un mémoire de master rédigé par un étudiant ghanéen à l'*University of British Columbia* (Vancouver, Canada), a mis en avant plusieurs limites de l'application des modèles issus de la théorie de la base dans des pays des Suds, et notamment africains (Kumapley 1981). En particulier, l'auteur est parti du constat que 60 à 70 % des emplois dans les pays africains étaient à l'époque informels selon l'OIT, et que 95 % de ces emplois étaient à considérer comme appartenant au secteur domestique. Il a estimé que dans des telles conditions, il était impossible que le « *base ratio* » (c'est-à-dire, le rapport entre les emplois basiques et le total des emplois) puisse dépasser 0,3 %, les emplois domestiques étant forcément beaucoup plus nombreux que les emplois basiques (majoritairement formels, selon l'auteur). De plus, Kumapley considérait que ce ratio est plus instable dans les Suds que dans les Nord. En effet, le nombre d'emplois informels augmente de manière plus rapide que celui des emplois formels exportateurs, engendrant des fluctuations importantes et imprévisibles dans le nombre d'emplois domestiques - ce qui finit par inhiber les capacités prédictives du multiplicateur. L'auteur soutenait que des mesures plus détaillées de l'emploi informel sont souhaitables pour arriver à démêler les emplois informels basiques des emplois informels domestiques. Il a tiré trois conclusions quant à la pertinence de la théorie de la base dans les pays des Suds : (i) le « *base ratio* » des villes est généralement faible et l'augmentation des emplois informels (largement non basiques) est d'environ 20 % par an ; cela rend le multiplicateur de la base un indicateur très instables d'une année sur l'autre, remettant en question sa fiabilité en tant qu'outil pour prévoir les évolutions démographique et donc des politiques d'aménagement adaptés ; (ii) la théorie de la base ne peut pas être utilisée comme un outil pour prévoir les évolutions démographiques à partir des évolutions des emplois ; en effet, l'existence du secteur informel permet d'absorber une partie importante de la nouvelle main d'œuvre (notamment, dans le cas des migrations des campagnes vers les villes), sans qu'il y ait une augmentation des emplois formels ; (iii) l'existence de l'économie informelle rend d'autant plus compliquée la disponibilité de données fiables pour calculer la base économique et ses effets sur l'économie des villes et des régions.

En ce qui concerne l'Asie, nous avons répertorié deux applications en anglais : l'une en Inde, l'autre au Bangladesh. Dans les années 1960, une étude menée par un chercheur états-unien (Stoner 1968) est parue dans la revue *Economic Geography*. L'auteur y a proposé de tester la théorie de la base économique « *dans un contexte autre que celui des Etats-Unis* »<sup>282</sup> (*ibid.*, p.71), à savoir, l'Inde. Malgré la prise de conscience que « *Les arguments en faveur de l'utilisation directe d'une théorie occidentale dans une analyse régionale non occidentale sont, au mieux, fragiles* »<sup>283</sup> (*ibid.*, p.72), l'article transpose la théorie dans sa version exportatrice, car selon Stoner « *pour le cas indien, il existe de nombreuses preuves de similitude fonctionnelle avec les systèmes urbains occidentaux, suffisantes pour justifier l'application de l'analyse basique - non basique (...)* Ces études n'affirment pas, et n'impliquent pas, que les villes américaines et indiennes sont identiques. Mais elles montrent que les applications interculturelles des concepts de base économique peuvent être tentées avec de légères variations aléatoires dans les

---

<sup>282</sup> [Traduction libre] : "The primary purpose of the present effort is to test the notions of basic-nonbasic employment structure in a context other than that of the United States."

<sup>283</sup> [Traduction libre] : "The case for employing directly any Western theory in a non-Western regional analysis is tenuous at best."

*résultats attendus, au moins dans le cas des conditions indiennes.* »<sup>284</sup> (*ibid.*, pp. 72-73). Stoner s'est focalisé sur les villes de 50 000 habitants ou plus et a mobilisé les données d'emplois des recensements indiens de 1951 et 1961, qui désagrègent l'économie respectivement en huit et neuf secteurs. Le concept de secteur informel n'avait pas encore émergé (il aura fallu attendre les écrits de Hart dans les années 1970, cf. Chapitre 2). De plus, l'auteur ne précise pas quels types de données d'emplois sont pris en compte dans le recensement (rémunérés, non rémunérés, pour l'autoconsommation...). L'article de Stoner souhaite comparer la composition des bases des villes indiennes avec celle des bases des villes des Etats-Unis (recensement de 1950), mettant en avant les similarités entre les deux contextes, sans jamais détailler les données utilisées, ni questionner les différences entre les deux pays, ou entre différents territoires en leur sein. Il s'agit d'un exemple très parlant de comment les Suds ont été le plus souvent pris en compte uniquement en tant que contextes d'applications servant à confirmer l'universalité des théories produites dans les Nord.

Un article récent (Nur et Rahman 2018) a calculé les bases économiques de 20 régions du Bangladesh, en utilisant encore une fois des données d'emplois, concernant 15 secteurs industriels, pour les périodes 1995-1996 et 2005-2006. L'objectif affiché par l'étude est d'identifier les secteurs industriels les plus productifs, ainsi que les blocages qui empêchent certaines régions de « se développer ». Les auteurs utilisent les coefficients de localisation (la moyenne nationale étant considérée comme point de repère) pour identifier les industries exportatrices : lorsque la valeur du coefficient de localisation est supérieure à 1, le surplus d'emplois est considéré comme étant basique. Le rôle des emplois informels n'est pas évoqué et le secteur domestique des régions n'est pas observé.

Plusieurs études ont aussi concerné l'Amérique Latine, se focalisant principalement sur la base industrielle exportatrice, à différentes échelles géographiques (villes, aires urbaines, régions...) (C. A. Piacenti et al. 2002 ; Pedralli et al. 2004 ; Martins, Ferrera de Lima, et Piffer 2015 ; I. T. Silva 2020). Le plus souvent, les applications de la théorie de la base se focalisent sur les secteurs productifs « classiques » (primaire et secondaire), dont l'importance est définie a priori, souvent dans des zones déjà reconnues pour l'importance de leurs secteurs exportateurs. Au Brésil, c'est notamment le cas pour l'étude de Almeida (1996), qui se concentre sur le Centre Industriel d'Aratu, dans l'Etat de Bahia, ainsi que de l'étude de Arend et Orłowski (2012), qui observe la base exportatrice d'un « cluster » de vingt municipalités brésiliennes de l'Etat de Santa Catarina, fortement spécialisées dans l'agro-industrie. Au Mexique, Macías, Gonzalez Acolt, et Díaz (2016), analysent l'effet multiplicateur du secteur automobile de la ville mexicaine de Aguascalientes. Nous avons contacté les auteurs, qui nous ont précisé avoir utilisé uniquement des données concernant les emplois formels. Au-delà de ces applications de la théorie dans sa version exportatrice, quelques applications prenant en compte d'autres secteurs - notamment le tourisme - existent, mais elles sont assez anciennes et utilisent toujours des données d'emplois (EMBRATUR 1980; Cruz 1997). Aucune étude en termes de revenus n'a été répertoriée, exception faite

---

<sup>284</sup> [Traduction libre] : *“for the Indian case there is ample evidence of functional similarity to Western urban systems, sufficient to justify the application of basic-non-basic analysis (...) These studies do not state, nor imply, that American and Indian cities are identical. But they do signify that cross-cultural applications of economic base concepts may be attempted with slight random variation in results expected, at least in the case of Indian conditions.”*

pour les quelques réflexions (qualitatives) proposées par Favareto et Abramovay (2009) sur l'importance de l'économie résidentielle dans le développement du Brésil rural (cf. Chapitre 4 de ce manuscrit).

Globalement, les études menées dans les Suds ont plusieurs points en communs. Elles utilisent toutes des données d'emploi, principalement formels. Lorsque les données d'emplois informels sont prises en compte, elles ne sont pas désagrégées des emplois formels, voire, elles se voient automatiquement attribuer un rôle non-basique. Aussi, dans leur majorité, elles sous-entendent la primauté des secteurs exportateurs et la passivité du secteur domestique, dont les dynamiques ne sont pas explorées. Enfin, elles se focalisent sur des contextes plus exportateurs que la moyenne, qu'il s'agisse de grands centres urbains ou de villes et régions fortement productrices et exportatrices de biens primaires et secondaires.

Cette première section a évoqué plusieurs applications de la théorie de la base économique dans les Suds, qui nous semblent témoigner d'un certain intérêt des auteurs et autrices vis-à-vis de ce cadre d'analyse. Toutefois, plusieurs études ont pointé du doigt les limites de son utilisation dans les Suds, en particulier en ce qui concerne l'urbanisation rapide (et les migrations des zones rurales vers les villes), la difficulté de calculer les emplois informels, ou encore les effets pervers d'une augmentation non encadrée des exportations. Plusieurs articles se sont montrés critiques quant à la capacité de la théorie de la base dans sa version exportatrice à décrire et comprendre les réalités des Suds (et pas que). Blumenfeld (1955) avait déjà pointé du doigt les effets pervers qu'une augmentation de la base exportatrice peut avoir vis-à-vis de l'économie domestique dans de contextes « moins industrialisés » (Chapitre 3). Weaver (1978) mettait aussi en garde sur ces types d'approches, soutenant que « *Toute apparence de développement dans les pays du tiers-monde n'était qu'une ruse. L'exploitation étrangère des ressources naturelles et les investissements industriels étrangers - au cœur du concept de base d'exportation - ne conduisent qu'à la dépendance, à l'aliénation, à la désintégration sociale et à la répression, sous la houlette d'élites locales payées par la structure internationale du pouvoir.* »<sup>285</sup> (*ibid.*, p. 403).

Nous considérons qu'une large partie de ces critiques pourrait être dépassée en privilégiant des données de revenus. Toutefois, suite à l'implémentation de la théorie de la base « élargie » depuis les années 2000, aucune application quantitative systématique a eu lieu dans les Suds en termes de revenus. A notre connaissance, la seule exception semble être représentée par une étude de Poirine (2015) sur la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie. L'auteur a répliqué la méthodologie de Davezies et Talandier (les données dans les DOM-COM étant en ligne avec celles récoltées en France métropolitaine), en rajoutant aux bases économiques les Investissements directs étrangers (IDE). En dehors de cet exemple, Requier-Desjardins (2011) a évoqué l'idée d'intégrer les remises des migrants dans l'économie résidentielle, sans toutefois en proposer une application quantitative. Dans le même veinage, dans un article de 2022, Bastien, Gouguet, et Rougier ont proposé de considérer le secteur du sport comme un

---

<sup>285</sup> [Traduction libre] *All appearance of development in Third World countries was a ruse. Foreign exploitation of natural resources and foreign industrial investment - the heart of the export-base concept - only lead to dependency, alienation, social disintegration and suppression; presided over by local elites paid by the international power structure.*

levier basique de développement pour la Guyane française, en apportant principalement des réflexions qualitatives.

Dans la prochaine section, nous proposons une méthodologie quantitative pour calculer les flux de richesses basiques et domestiques qui traversent les territoires, à partir du cas brésilien. Nous souhaitons élargir ultérieurement le cadre d'analyse de la théorie de la base économique, pour y intégrer d'autres flux de revenus, marginalisés dans les Nord, mais sur lesquels les Suds produisent régulièrement des données. Il s'agit principalement des revenus issus des emplois informels, des transferts entre ménages et des pratiques non monétaires.

## 2. Elargir la théorie de la base depuis les Suds : une proposition de méthodologie quantitative

Comme expliqué plus haut, nous considérons la théorie de la base économique comme un outil de théorisation faible, puisqu'elle propose un cadre souple et non une grille d'analyse prédéfinie. En effet, elle se fonde sur l'hypothèse qu'un territoire se développe en fonction des flux de richesses captés et retenus - mais elle n'impose pas les types de flux à intégrer impérativement dans le secteur basique ou dans le secteur domestique. De plus, même le rôle passif du secteur domestique a été remis en question à plusieurs reprises, notamment par les auteurs et autrices de la base de consommation (cf. Chapitre 3).

Comme écrit par Tiebout (1956, p. 95) : « À vrai dire, il n'existe pas de critère unique pour l'utilisation du concept de base. Tout enquêteur urbain est libre d'utiliser la base aux fins qu'il souhaite, à condition que cette utilisation ait un sens »<sup>286</sup>. Ainsi, dans une démarche inductive, nous avons choisi d'adopter une posture d'écoute vis-à-vis des territoires et de leurs acteurs et actrices, pour comprendre quels revenus mesurer et comment. Nous avons mené au Brésil 69 entretiens impliquant 78 personnes au total (certaines d'entre elles ayant été interviewées à plusieurs reprises) (pour la liste complète des entretiens effectués au Brésil, cf. **Annexe 4**). La plupart des entretiens se sont déroulés dans l'Etat de Bahia (51), qui a été l'état-pilote pour penser et tester notre modèle. D'autres entretiens ont aussi été menés dans les Etats du Piauí (14 entretiens) et de Rio de Janeiro (4 entretiens). Ces entretiens se sont déroulés dans des institutions s'occupant de statistiques socio-économiques, telles que l'IBGE et la Surintendance des Etudes Economiques et Sociales (SEI), dans plusieurs Directions de l'Etat de Bahia (les « *Secretarias* », qui sont les homologues des ministères nationaux au niveau des Unités Fédératives), dans des instituts de recherche (Université Fédérale de Bahia, Université Catholique de Salvador, Université Fédérale de Rio de Janeiro), dans des structures d'appui au développement économique (Desenbahia<sup>287</sup>, FIEB<sup>288</sup>, SEBRAE<sup>289</sup>), ainsi que dans des instances de la démocratie participative et auprès d'habitantes et d'habitants de communautés aux revenus monétaires faibles. Ces entretiens nous ont

---

<sup>286</sup> [Traduction libre] : "Properly speaking there is no single criterion for using the base concept. Any urban investigator is free to use the base for whatever purpose he has in mind, subject only to the restraint that the use makes sense."

<sup>287</sup> Agence de développement de l'Etat de Bahia.

<sup>288</sup> *Federação das Indústrias do Estado da Bahia* (Fédération des Industries de l'Etat de Bahia).

<sup>289</sup> *Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas* (Service Brésilien d'Appui aux Micro et Petites Entreprises).

permis d'identifier les revenus considérés comme « incontournables » par les acteurs et actrices locaux, ainsi que les mesures et échelles géographiques à privilégier pour les saisir. Ils nous ont permis également de nous emparer de certaines spécificités des statistiques brésiliennes - notamment les mesures de l'informalité ou la division entre rural et urbain (cf. [Annexe 2](#)). L'importance des revenus non issus du travail « standard » (c'est-à-dire, formel et rémunéré) transparait clairement dans nos entretiens, surtout dans certains quartiers périurbains, ainsi que dans des zones rurales et insulaires. En effet, dans ces territoires, les retraites, le travail informel, les transferts de l'Etat et les échanges non monétaires sont identifiés comme les principales sources de revenus par les institutions et par les membres de la communauté interviewés. L'approche en termes de flux proposée par la théorie de la base nous parait en phase avec les observations soulevées par les acteurs et actrices locaux, qui mettent en avant la nécessité d'appréhender leurs territoires respectifs comme étant encastrés au sein d'un système complexe, largement influencé par les interactions avec l'extérieur (cf. Chapitres 8 et 9). Ainsi, la maire de São João do Arraial (PI) a souligné l'importance des salaires des navetteurs et des fonctionnaires pour la vitalité de l'économie locale ; les gérants des petits hôtels de l'île de Matarandiba (BA) ont reconnu que leurs commerces vivent en large partie des dépenses des salariés d'une multinationale d'extraction de sel-gemme qui travaille aux abords de leur communauté ; les tenants de la Banque Communautaire Mumbuca, dans la ville de Maricá (RJ), nous ont expliqué que leur système de micro-crédit n'existerait pas sans l'afflux des redevances du pétrole (les « royalties ») dans les caisses de la mairie.

La grille d'entretien utilisée auprès des institutions et des structures d'appui au développement est disponible dans l'[Annexe 5](#) (traduite en français). Les entretiens effectués auprès des acteurs et actrices opérant au niveau « micro » et des habitantes et habitants seront plus largement mobilisés dans la troisième partie de ce manuscrit, qui détaille la circulation des revenus au sein de plusieurs communautés, en plus de présenter des innovations sociotechniques dans ce domaine.

Cette section s'appuie sur le cadre de pensée de la théorie de la base, dans sa version renouvelée dans les années 2000, ainsi que sur les informations récoltées sur le terrain. Jusqu'ici, au Brésil, la théorie de la base a été généralement appliquée en termes d'emplois, soit à des échelles « macro » (des Etats entiers ou des Grandes régions, comme dans Piacenti et al. 2002 ; Lins et al. 2012 ; Martins et al. 2015), soit à des échelles « micro » (telles que les municipalités, comme dans Silva 2020, ou les AMC – Areas Minimas Comparaveis<sup>290</sup>, comme dans Piffer 2009). Pourtant, les récits des personnes interviewées ont souvent insisté sur l'importance d'une échelle intermédiaire - que nous pouvons définir comme « méso-économique », régionale, ou territoriale - pour appréhender les dynamiques réelles du développement. C'est un enjeu d'autant plus important dans un pays aussi étalé que le Brésil et dont les seuls niveaux de gouvernance officiels sub-nationaux sont les Unités Fédératives et les municipalités (cf. Chapitre 4), ce qui complique la prise en compte du niveau « méso » par les politiques de développement. En

---

<sup>290</sup> Les « Areas Minimas Comparaveis » (zones minimales comparables) sont des agglomérations de municipalités, utilisées à des fins statistiques par l'IBGE, qui permettent des comparaisons géographiques pour différentes années (au Brésil, des nouvelles municipalités sont créés régulièrement, ce qui rend nécessaire l'existence d'unités géographiques « artificielles » au-delà de l'échelle municipale, qui puissent être comparables entre elles au fil du temps).

empruntant les mots de Thiago Xavier, membre du Conseil de Développement Economique et Social (CODES) de Bahia et fervent supporteur de la politique territoriale de l'Etat :

*C'est ici que réside l'importance de la politique territoriale : nous avons le Brésil, qui est un continent, et des Etats, qui font la taille d'un pays. Et puis il y a les municipalités, qui, pour la plupart, sont de très petites dimensions. Ainsi, nous n'avons pas d'échelle appropriée pour la formulation et l'exécution des politiques publiques. Comment puis-je résoudre les problèmes d'une petite municipalité en la considérant comme si elle était isolée du reste ?<sup>xiv</sup> (Entretien avec T. Xavier, 10/10/2019, Salvador).*

En partageant avec nous les réflexions de la Superintendance des Etudes Economiques et Sociales (SEI) sur les découpages géographiques à des fins statistiques, le directeur de cette structure a mis en avant l'importance des « flux déterminés par les logiques spatiales sous-jacentes aux pôles urbains (...) des flux de transports, des flux de marchandises, des flux de commerces, des flux de services, des flux de productions... ». Il nous a encouragées à prendre en compte les nouveaux découpages statistiques proposés par l'IBGE, issus des rapports publiés sur les « Régions d'influence des villes » (REGIC) :

*Si vous vouliez obtenir un découpage territorial prenant en compte tout cela, vous en obtiendriez un proche de celui que l'IBGE appelle le REGIC [Régions d'influence des villes, NdT], qui est une étude des 'polarités'... L'IBGE a beaucoup mobilisé le concept de Christaller, de pôles urbains ; une polarité fait confluer des flux vers une certaine municipalité, jusqu'à une certaine distance, et crée des limites qui sont déterminées par ces flux. Il existe plusieurs Secrétariats du gouvernement, qui utilisent chacun un zonage différent - concernant la santé, l'éducation... (...) Ainsi, vous allez devoir choisir le zonage le plus pertinent pour votre objectif de recherche. (...) Quant à l'IBGE, il vient de passer des microrégions et méso-régions à ce nouveau zonage [les régions immédiates et intermédiaires, NdT].<sup>xv</sup> (Entretien avec E. Porto, 15/10/2019, Salvador).*

Nous considérons que les « régions géographiques immédiates » (*regiões geográficas imediatas*, Rgi), similaires aux bassins d'emploi français, sont un découpage pertinent pour l'application de la théorie de la base - et nous donnons plus de détails quant à leur construction dans la sous-section 2.1. Il s'agit d'un zonage créé par l'IBGE en 2017 à des fins statistiques. Chacune des régions géographiques immédiates est structurée autour d'un centre urbain (le « pôle régional ») et représente l'espace des mobilités quotidiennes, permettant de satisfaire les besoins immédiats de la population, tels que la demande en biens de consommation durables et non durables, ainsi que la recherche de travail et l'accès aux services dans le domaine de la santé et de l'éducation (IBGE 2017). Au total, le pays est divisé en 510 Rgi.

Les bases de données utilisées dans le cadre de notre méthodologie - présentée de manière détaillée dans les sous-sections de 2.2 à 2.6 - sont issues principalement de l'IBGE (recensement 2010, POF 2008-2009 et POF 2017-2018) et du Ministère du Tourisme (dépenses des touristes nationaux et internationaux). Les sources et les variables mobilisées sont résumées dans l'**Annexe 6**. Un traitement différencié est appliqué aux revenus des ménages, aux revenus salariaux et aux dépenses des touristes, pour parvenir à les départager entre revenus basiques et revenus domestiques.

## 2.1. L'échelle d'analyse choisie : les Régions géographiques immédiates (Rgi)

Au Brésil, il n'existe pas d'échelle de gouvernance intermédiaire entre les municipalités et les Unités Fédératives. Toutefois, des découpages territoriaux intermédiaires existent à des fins statistiques et de planification depuis une cinquantaine d'années. En ce qui concerne la planification et l'aménagement territorial, en ordre chronologique, l'Etat brésilien a été d'abord divisé en « Régions administratives » (*Regiões administrativas*) dans les années 1970, puis en « Régions économiques » (*Regiões econômicas*) pendant les années 1990 et en « Axes Nationaux d'Intégration et Développement » (*Eixos Nacionais de Integração e Desenvolvimento*) à la fin des années 1990. Globalement, il s'agissait de divisions suivant des critères économiques, dans une vision productiviste et fonctionnaliste du territoire. Aujourd'hui, les unités de planification territoriale ont évolué, créant des expériences innovantes, qui mobilisent parfois des démarches de démocratie participative, comme dans le cas des Territoires de l'Identité dans l'Etat de Bahia, ou des Territoires de Développement de l'Etat du Piauí. Comme cela a été évoquée par plusieurs fonctionnaires lors de notre entretien à la Direction de la Planification de l'Etat de Bahia (SEPLAN) :

*L'Etat, pour développer ses politiques, son plan économique, est passé par diverses formes de régionalisation. Or, la toile de fond de cette régionalisation, a toujours été le développement économique. [...] Cependant, nous percevons qu'il y a d'autres dimensions derrière. Dans les divisions précédentes, l'accent était mis sur l'économie. [...] Aujourd'hui, ici, nous ne travaillons pas seulement sur l'aspect de la croissance économique. Il y a la croissance économique, bien sûr, mais elle doit être associée à d'autres dimensions, celle de l'inclusion sociale, de l'acceptation de la diversité, des spécificités territoriales, de la participation sociale... Là, vous avez déjà une pensée de développement qui utilise les différentes dimensions, plus holistique... par rapport à une pensée du développement plus conservatrice, qui se concentre sur la croissance économique comme critère de réussite d'un gouvernement. La croissance économique n'est pas le seul critère de réussite du développement. Parce que vous pouvez avoir une croissance économique et une réduction du développement social, par exemple, dans ce progrès, dans cette modernité. Le cadre politique du développement territorial comporte donc d'autres dimensions qui doivent être prises en compte. Est-ce que ce cadre fonctionne déjà de cette manière ? Pas encore... mais l'idée est de commencer à appréhender les trajectoires futures de cette façon.<sup>xvi</sup> (Entretien avec J. Barreto, V. Cordeiro, L.D. Graça Soares, E. Silva, 18/10/2019, SEPLAN, Salvador).*

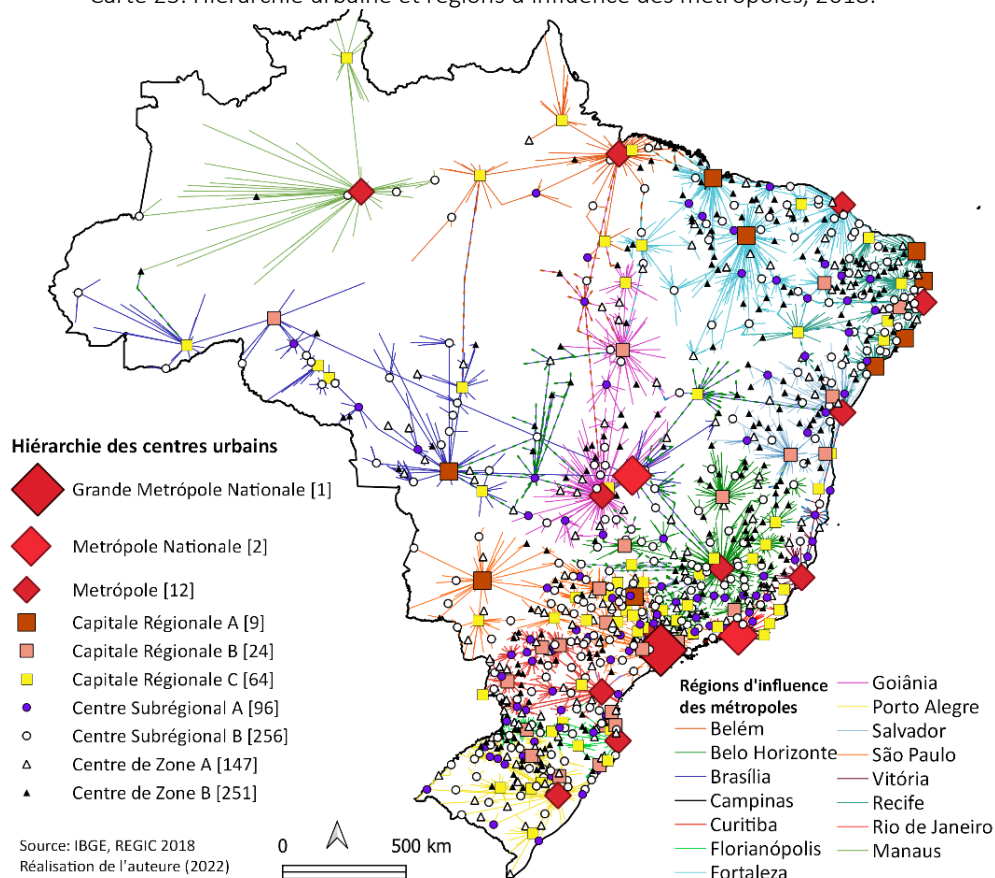
Ainsi, la division en régions, puis en « axes », a été le fruit d'une politique visant l'articulation avec l'extérieur dans une logique de compétition (T. B. de Araújo 2000), plutôt que la réduction des inégalités interrégionales dans une logique de coopération et redistribution. L'exportation était vue comme le moteur principal du développement brésilien, en particulier en ce qui concerne les minéraux extraits, les produits manufacturés ou encore les produits agricoles, dont la vente à l'extérieur était encouragée par des mesures telles que la politique de change flexible, les incitations fiscales, la simplification des processus bureaucratiques (Gremaud et Pires 1999).

En ce qui concerne les découpages infranationaux à des fins statistiques, l'IBGE en a proposés plusieurs au fil des décennies. En ordre chronologique, nous trouvons : (i) les Zones Physiographiques (*Zonas Fisiográficas*) des années 1940 et leurs révisions ; (ii) Les Microrégions Homogènes (*Microrregiões Homogêneas*) de 1968 ; (iii) les Méso-régions et les Microrégions Géographiques (*Mesorregiões e Microrregiões Geográficas*) de 1989 ; (iv) Les Régions Géographiques (Immédiates et Intermédiaires)



de 2017. En 2008, une étude pivot<sup>291</sup> a été publiée par l'IBGE, concernant les Régions d'influence des villes (REGIC 2007). Dans ses pages, l'IBGE a modélisé les relations entre villes et identifié une « hiérarchie urbaine », établie en fonction de la complexité des fonctions des centres urbains et des « arranjos populacionais »<sup>292</sup>, ainsi que de l'étendue de leur influence sur des territoires plus ou moins proches. Cette dernière est mesurée à partir d'une analyse des flux matériels et immatériels, ainsi que des mobilités des populations. L'objectif du REGIC est d'identifier les centres de prise de décisions et, de manière plus globale, les villes qui ont une influence (plus ou moins marquée) sur d'autres, ainsi que les interconnexions entre différentes villes et régions. La dernière édition de cette étude est parue en 2018 ; nous en résumons dans l'**Annexe 7** les principaux résultats et les caractéristiques des cinq catégories de villes identifiées - représentées dans la carte qui suit (Carte 23).

Carte 23. Hiérarchie urbaine et régions d'influence des métropoles, 2018.



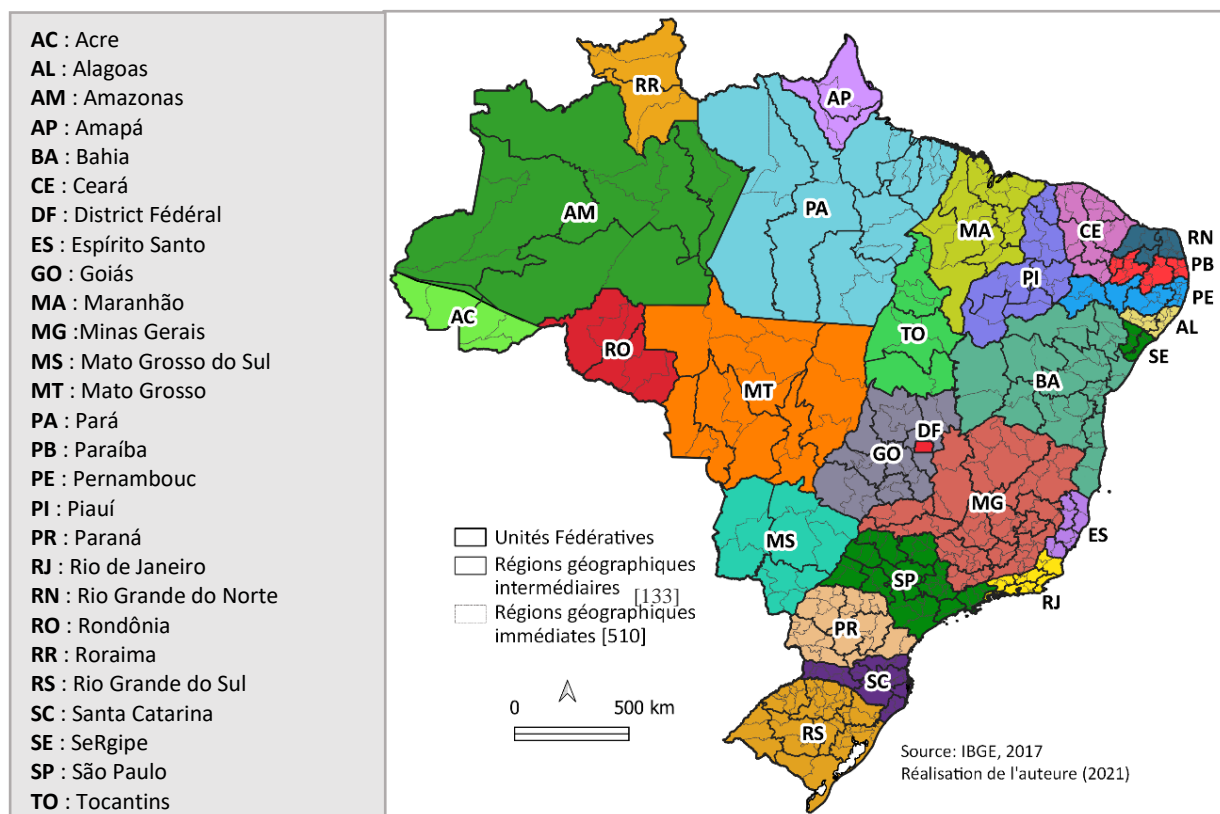
Le REGIC de 2008, qui a été le premier à utiliser cette méthodologie de « hiérarchisation », a jeté les bases pour les réflexions des années suivantes, notamment avec la publication d'études telles que « *Division urbano-régionale* » (IBGE 2014a), « *Gestion du territoire : Gestion et flux de du territoire* » (IBGE 2014b) et « *'Arranjos populacionais' et concentrations urbaines du Brésil* » (IBGE

<sup>291</sup> Les premières études de l'IBGE sur le réseau urbain brésilien remontent aux années 1960, avec la publication « *Esquisse préliminaire de la division du Brésil en espaces homogènes et espaces polarisés* » (*Esboço preliminar da divisão do Brasil em espaços homogêneos e espaços polarizados*) (IBGE 1967), suivie par le rapport « *Division du Brésil en régions fonctionnelles urbaines* » (*Divisão do Brasil em regiões funcionais urbanas*) (IBGE, 1972). En 1987, la première édition du REGIC a été publiée.

<sup>292</sup> Un « arranjo populacional » est un regroupement de deux ou plusieurs municipalités au sein duquel il existe une forte intégration de la population - notamment en raison des déplacements domicile-travail ou domicile-études, ou en raison de la contiguïté entre les principales zones urbanisées (IBGE 2016).

2016). Ces études et débats ont abouti à la régionalisation statistique actuelle de l'IBGE, à savoir les Régions Géographiques (immédiates et intermédiaires), qui sera employée dans le recensement de 2022-2023 (Carte 24). A la différence des découpages précédents, plutôt axés sur des dimensions purement économiques ou sur la simple proximité géographique, ce nouveau zonage tente de prendre en considération la pluralité des relations et flux qui connectent les territoires entre eux, ainsi que les affinités socio-économiques et culturelles (IBGE 2017).

Carte 24. Régions géographiques immédiates et intermédiaires



Dans l'introduction à sa publication sur cette nouvelle régionalisation, l'IBGE met en avant que ce découpage tente de conjuguer la conception du territoire comme « espace » avec la conception de territoire comme construit et réseau d'acteurs, « *en se focalisant non seulement sur la disposition de l'espace, mais aussi sur les flux (im)matériels qui traversent cet espace* ». Cette nouvelle méthodologie de l'IBGE découpe le Brésil en 510 Régions Géographiques immédiates (Rgi), regroupées en 133 Régions Géographiques Intermédiaires (Rgint).

Les *régions géographiques immédiates* (Rgi) sont des ensembles de municipalités adjacentes, regroupées en fonction de leur interdépendance ; elles sont similaires aux bassins d'emploi. En règle générale, chaque Rgi est composée par un minimum de 5 et un maximum de 25 municipalités et doit compter au total au moins 50 000 habitants (utilisant la population au 1<sup>er</sup> juillet 2016, issue des projections IBGE). Les Rgi sont structurées autour des centres urbains qui permettent de satisfaire les nécessités immédiates des populations, notamment l'achat de biens de consommation durables et non durables, la recherche d'emploi, l'accès aux services de santé et d'éducation, l'offre de services publics. Ces centres urbains sont les « pôles » des régions immédiates, autour desquels gravitent plusieurs « *municipalidades do entorno* », littéralement, « municipalités environnantes ». L'IBGE a établi que chaque Rgi doit contenir au moins une ville classée comme « centre de zone B » par le REGIC, ce qui lui permet

d'avoir la fonction de pôle (pour rappel, il s'agit du niveau hiérarchique le plus bas pouvant être attribué à des villes ayant une influence sur des territoires environnants). Les Rgi prennent le nom de la municipalité-pôle autour de laquelle elles sont structurées. Les municipalités appartenant à un même *arranjo populacional* ne peuvent pas être séparées et font donc partie de la même Rgi.

Les *régions géographiques intermédiaires* (Rgint) sont le résultat du regroupement de plusieurs régions géographiques immédiates, en fonction de leur proximité mais aussi de l'influence exercée sur elles par une ville de hiérarchie supérieure. Ainsi, ce zonage a été construit se basant avant tout sur les métropoles et les capitales régionales, dont la force d'agglomération a été cartographiée par l'IBGE dans le cadre du REGIC. Dans l'idéal, chacune des Rgint doit être constituée par au moins deux Rgi, et devrait contenir au moins une municipalité classée comme Capitale Régionale (dans le REGIC 2007), ayant une zone d'influence au niveau régional et hébergeant un ensemble d'activités qui desservent un large nombre de municipalités.

L'IBGE a dessiné au moins quatre Rgi pour chaque UF : chaque Etat doit être découpé en au moins deux Rgint, chacune composée par au moins deux Rgi. Il est important de souligner que les Rgi et les Rgint respectent les frontières des UF, l'objectif étant de proposer un découpage uniforme pour l'ensemble du Brésil, permettant de définir des unités territoriales de divulgation statistique et de planification. Ainsi, cette règle est maintenue même lorsqu'une unité régionale devrait dépasser les limites étatiques, comme dans le cas de Petrolina (PE) et Juazeiro (BA), qui sont fortement interconnectées et forment un seul « *arranjo populacional* », tout en se situant dans deux UF différentes (Pernambouc et Bahia). Aussi, il a parfois été nécessaire de créer des régions même là où leur pôle articulateur n'apparaissait pas clairement - ce qui parfois a amené à la création de régions géographiques avec plusieurs municipalités-pôles (notamment, dans le cas de la Rgi Ilhéus-Itabuna, dans l'Etat de Bahia).

Malgré ses limites, le découpage en régions immédiates nous paraît tout de même être le plus pertinent pour appréhender les flux qui traversent les territoires. En effet, il a été l'aboutissement d'une profonde réflexion de l'IBGE concernant les relations entre les territoires, et il se fonde sur une multiplicité de critères, tels que les flux de gestion publique et entrepreneuriale (IBGE 2014b), les déplacements de la population (IBGE 2016) et les aires d'influence des villes (IBGE 2007). Lors de nos entretiens, nous avons questionné les personnes interviewées quant à leurs déplacements - leurs réponses ayant confirmé la pertinence des Rgi comme échelle d'analyse. Notamment, leurs mobilités quotidiennes ne dépassent pas les limites définies par l'IBGE et leur point de repère pour les services non accessibles localement est le plus souvent la municipalité-pôle de la Rgi.

Dans les pages qui suivent, nous allons présenter la méthodologie de la théorie de la base « décentrée », ou élargie depuis les Suds, que nous avons développée à partir des données brésiliennes. Chacune des sous-sections qui suivent est dédiée à une partie du modèle et explicite le traitement des données correspondants. Il s'agit, dans l'ordre : des revenus des ménages (2.2), des revenus issus du travail (2.3), des dépenses des touristes (2.4), des revenus non issus du travail (2.5). La dernière sous-section de ce chapitre (2.6) présente le modèle de la théorie de la base décentrée, en détaillant la composition des secteurs basique et domestique.

## 2.2 Méthodologie d'estimation des revenus des ménages 2017-2018

Le point de départ sont les données concernant le revenu des ménages, issues du dernier recensement et de l'Enquête sur les Budget des ménages (POF - *Pesquisa de Orçamentos Familiares* ; cf. **Annexe 8**). Les données de la POF sont plus récentes (2017-2018) par rapport à celles du recensement (2010), mais elles ne sont désagrégées qu'au niveau des Unités Fédératives, alors que les données du recensement sont disponibles à l'échelle municipale<sup>293</sup>. Dans les deux cas, les données sont désagrégées pour plusieurs tranches de revenu : les ménages sont classés en ordre croissant de revenu et divisés en plusieurs groupes, le revenu moyen associé à chacun de ces groupes étant connu. Cependant, les tranches de revenu des ménages ne sont pas exactement les mêmes dans les deux enquêtes. Aussi, les sources de revenu prises en compte ne se superposent pas parfaitement. Le recensement n'isole pas les revenus non monétaires ni la variation du patrimoine. Avant de discuter de la nature basique ou domestique des revenus territoriaux, un traitement d'harmonisation des bases de données sur les revenus a été nécessaire.

### 2.2.1. Harmonisation des données du recensement et des données de la POF.

Les tranches de revenu des ménages sont exprimées en nombre de salaires minimums (SM) dans nos deux sources de données (recensement et POF). Les tranches du recensement ne sont cependant pas les mêmes que celles de la POF (Tableau 6). Afin de les rendre compatibles, nous regroupons aisément les 12 tranches de revenu proposées par le recensement dans les 7 tranches proposées par la POF<sup>294</sup>.

Tableau 6. Décalage entre les tranches de revenus du recensement et celles de la POF

Source de données	Tranches de revenu des ménages (en salaires minimums SM)											
	Recensement	Sans revenu	(0 ; ¼ du SM]	(¼ du SM ; ½ du SM]	(½ du SM ; 1 SM]	(1 SM ; 2 SM]	(2 SM ; 3 SM]	(3 SM ; 5 SM]	(5 SM ; 10 SM]	(10 SM ; 15 SM]	(15 SM ; 20 SM]	(20 SM ; 30 SM]
Enquête sur les budgets des ménages	≤ 2 SM					(2 SM ; 3 SM]	(3 SM ; 6 SM]	(6 SM ; 10 SM]	(10 SM ; 15 SM]	(15 SM ; 25 SM]		> 25 SM

Source : IBGE, Recensement 2010 ; POF 2008-2009, POF 2017-2018

Nous pouvons maintenant procéder à estimer les revenus (et le poids de chacune de leurs sources) pour chaque municipalité, pour 2017-2018.

<sup>293</sup> A cause de la pandémie, la collecte des données pour le nouveau recensement, initialement prévu pour 2020, ne commencera que pendant l'été 2022; les données seront disponibles seulement en 2023.

<sup>294</sup> Les cinq premiers groupes du recensement correspondent au premier groupe de la POF. Les tranches « de 3 à 5 SM » et « de 5 à 10 SM » du recensement ne coïncident pas exactement avec celles de la POF (« 3 à 6 SM » et « 6 à 10 SM »), mais nous les considérons comme étant superposable car les écarts entre les deux bases de données sont très faibles (à la fois en termes de quantité de ménages faisant partie de ces groupes et en termes de revenus moyens). Pour obtenir la tranche « de 15 à 25 SM » de la POF, nous regroupons la tranche « de 15 à 20 SM » avec la moitié de la tranche « de 20 à 30 SM » du recensement.

## 2.2.2 Ventilation des revenus de la POF par commune et par tranche de revenu.

Le revenu des ménages issu de la POF peut être ainsi modélisé :

$$I_{uf} = \sum_{g=1}^7 WI_{uf} + NWI_{uf} + TI_{uf} + NMI_{uf} \quad [1]$$

où :

uf = Unité Fédérative

g = tranche de revenu des ménages

I = revenu annuel des ménages issu de la POF

WI = Revenu issu du travail

NWI = Revenu non issu du travail = RI + IDI + RSI + CAI

RI = Loyers    IDI = Intérêts et dividendes    RSI = Autres sources    CAI = variation du patrimoine

TI = Revenu issu de transferts publiques ou privés = FTI + PI + PTI

FTI = Transferts fédéraux    PI = Retraites et pensions    PTI = Transferts privés entre ménages

NMI = Revenu non monétaire

Chacune des composantes du revenu des ménages est calculée comme dans la formule qui suit, qui donne l'exemple pour les revenus issus de l'emploi (WI) :

$$WI_{uf} = \sum_{g=1}^7 (WI_g * NH_g * 12) \quad [2]$$

où NH = nombre de ménages.

En accord avec l'IBGE, les transferts sont composés des transferts publics (principalement fédéraux, tels que *Bolsa Familia*), des retraites et pensions (publiques et privées) ainsi que des transferts entre ménages. Le revenu non-monétaire inclut les dons, les loyers non-monétaires (par exemple, les logements mis à disposition sans contrepartie monétaire), la production et l'extraction destinées à l'auto-consommation (agriculture, cueillette, chasse, pêche, activités forestières et d'extraction non rémunérées), le retrait du stock du magasin, l'échange de biens et services. La variation de la valeur du patrimoine correspond à l'acquisition de biens (immeubles, terrains, voitures...), aux héritages et successions, ainsi qu'au solde positif des transactions financières.

Le revenu issu du recensement (CI), maintenant désagrégé dans les mêmes groupes que le revenu de la POF (cf. paragraphe précédent), ne prend pas en compte la totalité des sources de revenu prises en compte par la POF. En particulier, il laisse de côté les revenus non monétaires et la variation du patrimoine :

$$CI_{uf} = \sum_{g=1}^7 I_{uf} - (NMI_{uf} + CAI_{uf}) \quad [3]$$

Ainsi, nous devons calculer, pour chaque municipalité *m* et chaque groupe de revenu *g*, le revenu annuel total des ménages si les revenus non monétaires et la variation du patrimoine avaient été pris en compte ( $\hat{CI}$ ). Pour cela, nous calculons d'abord quel pourcentage (cf. ligne en rouge dans le

Tableau 7) les revenus du recensement représentent par rapport au revenu de la POF de 2009, de telle façon que :

$$\hat{CI} : 100 = CI : [(CI * 100) / {}^{2009}I] \quad [4]$$

où :

$\hat{CI}$  = revenu annuel total des ménages estimé pour 2010 en prenant en compte le patrimoine et le non monétaire.

${}^{2009}I$  = revenus annuels de ménages issus de la POF 2009.

Dans le tableau ci-dessous, nous pouvons voir l'écart entre les revenus du recensement (2010) et les revenus de la POF (2009) dans le cas de l'Etat de Bahia :

Tableau 7. Revenus mensuels des ménages dans l'Etat de Bahia

<i>Revenu mensuel moyen des ménages</i>	<b>Tranches de revenu</b>							
	Total	≤ 2 sa-laires	de 2 à 3	de 3 à 6	de 6 à 10	de 10 à 15	de 15 à 25	> 25 sa-laires
Revenu POF 2009 (R\$)	1945	526	1038	1724	3178	5041	8023	17738
Revenu du recensement 2010 (R\$)	1601	378	786	1339	2637	4267	6898	16358
<i>Composition des revenus de la POF</i>	Total	≤ 2 sa-laires	de 2 à 3	de 3 à 6	de 6 à 10	de 10 à 15	de 15 à 25	> 25 sa-laires
Total (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>% équivalent au revenu du recensement</b>	<b>82,3</b>	<b>71,9</b>	<b>75,8</b>	<b>77,7</b>	<b>83,0</b>	<b>84,7</b>	<b>86,0</b>	<b>92,2</b>
Revenu du travail (%)	59,8	41,5	46,0	52,4	63,6	64,4	68,4	74,5
Transferts (%)	18,2	29,9	29,1	23,5	15,9	15,7	11,8	7,1
Revenu du loyer (%)	1,5	0,3	0,2	0,6	1,0	1,4	2,8	3,5
Autres revenus (%)	2,8	0,3	0,5	1,1	2,5	3,1	2,9	7,1
% revenu non monétaire	14,8	27,2	22,7	20,2	14,0	10,5	10,0	4,1
% variation de la valeur du patrimoine	2,9	0,9	1,5	2,2	3,0	4,8	4,0	3,7

Sources : IBGE, POF 2009 et Recensement 2010 ; calculs de l'auteurice

Nous obtenons ainsi :

$$\hat{CI}_{m,g} = \sum_{g=1}^7 [(CI_{m,g} + {}^{2009}CAI_{m,g} + {}^{2009}NMI_{m,g}) * NH_{m,g}] \quad [5]$$

où :

$\hat{CI}$  = revenu annuel total des ménages estimé pour 2010 en prenant en compte le patrimoine et le non monétaire

m = municipalité

${}^{2009}$  = revenus annuelles issus de la POF 2009

NH = nombre de ménages

Ensuite, pour obtenir les données municipales de revenu pour 2017-2018 ( $I_m$ ), nous supposons que la part du revenu des Unités Fédératives détenue par chacune de leurs municipalités ne varie pas entre 2010 et 2017-2018. Ainsi, le revenu total des UF, tiré de la dernière POF, est ventilé pour chaque municipalité, en fonction du pourcentage que  $\hat{CI}_m$  représente de  $\hat{CI}_{uf}$ , de telle façon que :

$$I_{uf} = \sum_{m=1}^n I_m \quad [6]$$

où  $n$  est le nombre de municipalités dans chaque Unité Fédérative.

L'estimation de la valeur de chaque composante du revenu des ménages au niveau des municipalités est obtenue à partir de la composition moyenne du revenu, pour chaque tranche de revenu, pour l'Unité Fédérative d'appartenance<sup>295</sup>.

Enfin, le revenu moyen annuel des ménages et chacune de ses composantes pour les régions immédiates sont ainsi calculés :

$$I_r = \sum_{i=1}^y I_m \quad [7]$$

où  $y$  est le nombre de municipalité dans chacune des 510 régions immédiates  $r$ .

### 2.3 Revenus des emplois : désagrégation en revenus basiques, domestiques et publics

Le recensement contient des données sur les revenus issus de l'emploi à l'échelle municipale<sup>296</sup> - à la fois en ce qui concerne les emplois principaux<sup>297</sup> et les emplois secondaires. Le revenu de l'emploi principal est désagrégé en une composante formelle et une composante informelle, pour chacun des 22 secteurs économiques identifiés par l'IBGE. Le revenu des emplois secondaires n'est pas désagrégé en formel et informel, ni en fonction des secteurs d'activité.

Notre traitement statistique des données concernant les salaires est fondé sur la théorie de la base économique dans sa version élargie. La plupart des auteurs utilisent une combinaison entre la méthode *a priori* et la méthode du quotient de localisation (Davezies, 2004 ; Carlier et al., 2006 ; De Keersmaecker et al., 2007 ; Talandier, 2007 ; Segessemann and Crevoisier 2016 ; Ruault 2018). La première consiste à établir « a priori » quels secteurs peuvent être considérés comme entièrement basiques (par exemple, certains types d'industries) ou entièrement domestiques (par exemple, le commerce local ou les services à la personne) (Thulin 2015). Notamment, dans notre méthodologie, nous considérons les industries d'extractions comme entièrement basiques et les emplois secondaires comme entièrement domestiques. En ce qui concerne la méthode du quotient de localisation, elle compare la structure économique de chaque territoire à une moyenne de référence, qui correspond le plus souvent à la moyenne nationale. Quand un territoire est surspécialisé dans un certain secteur, il en est déduit qu'au moins une partie de sa production est destinée à l'extérieur. Le plus souvent, les emplois jusqu'à la moyenne na-

<sup>295</sup> e.g.,  $WI_m = \sum_{g=1}^7 WI_{m,g} = \sum_{g=1}^7 WI_{uf,g} / I_{uf,g} * I_{m,g}$ . Cela s'applique pour chacune des composantes du revenu des ménages.

<sup>296</sup> Pour chaque secteur, le revenu salarial annuel est obtenu en multipliant le revenu moyen par le nombre d'emplois.

<sup>297</sup> Pour les personnes ayant plusieurs emplois, l'IBGE définit le travail principal comme le travail dans lequel la personne travaillait le nombre le plus élevé d'heures pendant la semaine; dans le cas d'égalité entre le nombre d'heures dans plusieurs emplois, le travail principal est celui dont l'interviewé tirait le revenu mensuel le plus élevé; dans le cas d'égalité dans les revenus aussi, il s'agit du travail dans lequel la personne travaillait depuis plus longtemps (en prenant en compte la période qui va du début du travail au dernier jour de la semaine de référence).

tionale sont considérés comme répondant aux besoins de la population locale (c'est-à-dire, comme faisant partie du secteur domestique) ; le « surplus » d'emplois au-delà de la moyenne nationale est considéré comme correspondant à des emplois exportateurs (c'est-à-dire, faisant partie du secteur basique).

En nous appuyant sur cette méthodologie, nous identifions d'abord les secteurs entièrement basiques et entièrement domestiques. Ensuite, nous appliquons le quotient de localisation aux secteurs mixtes, pour établir quelle part des revenus qu'ils génèrent doit être considérée comme basique, et laquelle doit être considérée comme domestique. Nous définissons les secteurs mixtes comme ces secteurs dont le revenu pour 1000 habitants dépasse la moyenne de l'Unité Fédérative d'appartenance.

En ce qui concerne les secteurs de l'éducation et de la santé, nous les ventilons entre secteur basique et domestique en nous appuyant sur des données de l'IBGE et de l'OMS. Pour l'éducation, nous considérons que 80% des revenus sont basiques, le restant 20% étant domestiques. Cette estimation se base sur le fait que 80% des élèves de 0 - 14 ans sont scolarisés dans l'éducation publique (PNAD 2019)<sup>298</sup>. En ce qui concerne le secteur de la santé, selon les données OMS<sup>299</sup>, les dépenses publiques pour la santé (en pourcentage des dépenses de santé totales) ont oscillé entre 41 et 45 % pour la période 2010-2017. Nous considérons donc que moitié des salaires de ce secteur correspondent à des revenus venant de l'extérieur, c'est-à-dire, de l'Etat Fédéral (santé publique) et l'autre moitié à des revenus domestiques (santé privée).

Les secteurs économiques sont classés comme suit (pour plus de détails, cf. [Annexe 9](#))

- Secteurs entièrement basiques, c'est-à-dire, les secteurs à vocation exportatrice, notamment les industries d'extraction ;
- Secteurs entièrement domestiques, c'est-à-dire, les secteurs relevant de l'économie locale, orientés vers la satisfaction des besoins des habitants du territoire (commerces locaux, bâtiment...). Les revenus issus des deuxièmes emplois sont aussi considérés comme entièrement domestiques ;
- Secteurs publics basiques, c'est-à-dire, la part de l'éducation et de la santé opérant avec des fonds nationaux ;
- Secteurs domestiques d'intérêt public, c'est-à-dire des secteurs parapublics, ayant des fonctions sociales mais opérant avec des fonds privés locaux – à savoir financés par le revenu des ménages (éducation et santé privées) ;
- Secteurs mixtes, c'est-à-dire les secteurs constitués par une composante basique et une composante domestique, en pourcentages variables (hormis les secteurs publics) ; pour départager entre ces deux composantes, nous appliquons le coefficient de localisation.

En résumant :

---

<sup>298</sup> Selon la PNAD 2019, étudiant dans le publique : 74,7 % des étudiants de crèche et pré-école ; 82,0 % des étudiants de l'ensino fundamental (primaire) ; 87,4 % de l' *ensino medio regular* (collège-lycée). Selon le dernier recensement des structures scolaires (INEP, censo escolar 2010), environ moitié des étudiants de l'université seraient également dans l'éducation publique.

<sup>299</sup> Indicateur : *Domestic general government health expenditure, % of current health expenditure*



$$\text{BFWI}_r = \sum_{x=1}^1 \text{FWI}_{r,x} + \sum_{1=1}^{12} \text{BFWI}_{r,i} \quad [8]$$

$$\text{BIWI}_r = \sum_{x=1}^1 \text{IWI}_{r,x} + \sum_{1=1}^{12} \text{BIWI}_{r,i} \quad [9]$$

$$\text{DFWI}_r = \sum_{d=1}^9 \text{FWI}_{r,d} + \sum_{1=1}^{12} (\text{FWI}_{r,i} - \text{BFWI}_{r,i}) \quad [10]$$

$$\text{DIWI}_r = \sum_{d=1}^5 \text{IWI}_{r,d} + \sum_{1=1}^{12} (\text{IWI}_{r,i} - \text{BIWI}_{r,i}) \quad [11]$$

$$\text{PWI}_r = \sum_{p=1}^4 \text{WI}_{r,p} \quad [12]$$

où

FWI = total des revenus issus du travail formel

IWI = total des revenus issus du travail informel

BFWI = revenus basiques issus du travail formel

BIWI = revenus basiques issus du travail informel

DFWI = revenus domestiques issus du travail formel

DIWI = revenus domestiques issus du travail informel

PWI = revenus issus du travail dans les secteurs publics

x = secteurs entièrement basiques

d = secteurs entièrement domestiques et partie domestique des secteurs mixtes et publics

i = secteurs mixtes

p = partie basique des secteurs publics

Comme expliqué précédemment, les données d'emplois du recensement, sur lesquels ces calculs sont effectuées, datent de 2010. Pour les rendre compatibles avec les données de la POF de 2017-2018, nous calculons quel pourcentage chacune de ces typologies de revenus (PFWI, BIWI, DFWI, DIWI, PWI) représente sur le total des revenus d'emplois du recensement, à l'échelle des régions géographiques immédiates. Ensuite, nous appliquons ces mêmes pourcentages aux revenus du travail issus de la POF 2017-2018 ( $\text{WI}_r$ ), calculés précédemment (cf. formules [2] et [6]). Il est possible que la composition des emplois ait évolué entre 2010 (année du dernier recensement) et 2017-2018 (année de la dernière POF). Toutefois, les revenus issus du travail ne représentent qu'une partie des revenus des ménages : 46,8 %, en moyenne, selon la POF 2017-2018 (cf. **Annexe 8**). Ce pourcentage descend à 36,2% pour les ménages ayant un revenu mensuel inférieur à 2 SM et à 33,4% pour les ménages ayant un revenu mensuel compris entre 2 et 3 SM. De plus, pour calculer les flux de richesses qui traversent les territoires, nous rajoutons aux revenus des ménages les dépenses des touristes - ce qui redimensionne ultérieurement le poids des emplois sur le total des flux pris en compte. Il ne faut pas oublier que la théorie de la base économique ne propose pas des mesures exactes, mais elle donne des ordres de grandeur. Comme l'a écrit Loïc Laurent dans son dossier « J'ai pas joué » : « *Il faut bien voir que l'on travaille à la louche. De même, on n'ira pas voir si une petite entreprise rennaise du bâtiment réalise près de Valenciennes les décors miniers de Germinal, aménage une péniche à Boulogne-Billancourt ou construit en Corse une maison à ossature bois. On peut négliger ce genre de phénomène tant qu'il ne prend pas une certaine ampleur.* » (Laurent 2000, p.12)

Ainsi, nous considérons que cette approximation n'invalide pas les résultats du modèle - même si, évidemment, la mise à jour de nos résultats avec les données du recensement de 2022-2023 est souhaitable, une fois qu'elles seront rendues disponibles par l'IBGE (courant 2024).

## 2.4 Les revenus du tourisme

Nous considérons le tourisme comme une source de revenus entièrement basiques. En effet, même si ce secteur n'exporte pas de biens et services, il permet d'importer un nouveau segment de consommateurs, qui contribue à augmenter la demande finale dans les territoires. La méthodologie que nous utilisons pour estimer les dépenses touristiques pour chaque région s'inspire de celle mobilisée par d'autres auteurs et autrices, tels que Talandier (2007) et Ruault (2014). Nous calculons d'abord les dépenses des touristes internationaux et nationaux et nous les ventilons ensuite par région, au prorata du nombre de lits dans les structures d'hébergement dans chaque région immédiate. Les sources de données sont détaillées dans l'Annexe 6.

### 2.4.1 Demande touristique internationale

Le rapport du Ministère du Tourisme de 2018 fournit des données<sup>300</sup> sur la demande touristique internationale pour l'année 2017, désagrégée en fonction des raisons du voyage. Le total des dépenses des touristes internationaux et ainsi calculé :

$$ITE = (IT_{loisirs} * \overline{ITE}_{loisirs}) + (IT_{affaires} * \overline{ITE}_{affaires}) + (IT_{autres} * \overline{ITE}_{autres}) \quad [13]$$

où

ITE = dépenses totales des touristes internationaux

$\overline{ITE}$  = dépense moyenne per capita des touristes internationaux

IT = nombre de touristes internationaux

*loisirs* = raison du voyage

### 2.4.2 Demande touristique domestique

Le Ministère du Tourisme, en partenariat avec la *Fundação Instituto de Pesquisas Econômicas*, fournit des données sur la demande touristique domestique de 2001 à 2011<sup>301</sup>. Ces données, datant de

<sup>300</sup> Nous disposons du nombre total de touristes internationaux, ainsi que des dépenses moyennes per capita en fonction de la raison du voyage, à savoir : (i) loisirs ; (ii) affaires, événements, conférences ; (iii) autres, catégorie qui inclut notamment les visites à des amis et à la famille, les voyages pour des raisons d'études, de santé, pour des achats, ou encore les voyages religieux.

<sup>301</sup> Les données disponibles concernent le nombre de voyages des touristes domestiques et leur dépense moyenne per capita (série 2001-2011). Nous disposons également de la matrice origine-destination des touristes domestiques (2011), contenant le nombre de touristes nationaux reçus par chaque UF, en fonction de leur UF de provenance. Cette matrice nous permet de retirer du total des touristes domestiques ces touristes dont l'UF d'origine et celle de destination coïncident.

2017, permettent d'estimer le nombre de touristes et leurs dépenses moyennes per capita, pour chaque UF. Nous obtenons la dépense touristique pour chaque UF comme suit :

$$DTE_{UF} = DT_{UF} * \overline{DTE}_{UF} \quad [14]$$

où :

$DTE$  = dépenses totales des touristes domestiques

$\overline{DTE}$  = dépense moyenne per capita des touristes domestiques

$DT$  = nombre de touristes domestiques

#### 2.4.3 Dépenses touristiques pour chaque région géographique immédiate

Nous ventilons la dépense touristique totale (internationale + domestique) de chaque UF, au prorata des lits dans chaque région immédiate.

$$TE_r = [(DT * \overline{DTE}) + (IT * \overline{ITE})] * H_r / H_{UF} \quad [15]$$

où :

$TE$  = dépense touristique totale

$DT$  = nombre de touristes domestiques

$\overline{DTE}$  = dépense moyenne per capita des touristes domestiques

$IT$  = nombre de touristes internationaux

$\overline{ITE}$  = dépense moyenne per capita des touristes internationaux

$H$  = nombre de lits dans des structures d'hébergement

#### 2.5 Les flux de revenus non issus du travail

Les transferts sont considérés comme des revenus basiques, car pour la plupart ils sont issus de l'Etat fédéral. Les revenus non-monétaires (NMI) sont considérés comme entièrement domestiques, car ils circulent au sein des communautés locales (pour rappel, il s'agit des échanges et dons de biens et services, du retrait du stock du magasin, de la production pour l'autoconsommation). Enfin, les revenus privés non issus du travail (NWI) – à savoir les loyers, la variation du patrimoine et d'autres revenus tels que les intérêts et dividendes, les revenus des résidents absents lors de l'entretien et des enfants âgés de moins de 10 ans – peuvent être basiques ou domestiques. Il est aujourd'hui impossible de connaître la part exacte de ces revenus provenant de l'extérieur (flux basiques) pour la séparer de celle destinée uniquement au marché local (flux domestiques). Ainsi, nous faisons le choix de les répartir de manière équitable entre les deux secteurs.

#### 2.6 Revenus basiques et revenus domestiques dans le modèle « décentré »

En conclusion, les deux secteurs des économies régionales sont composés comme suit :

$$BSI_r = BFWI_r + BIWI_r + PWI_r + TE_r + FTI_r + PTI_r + PI_r + NWI_r/2 \quad [16]$$

$$DSI_r = DFWI_r + DIWI_r + SWI_r + NMI_r + NWI_r/2 \quad [17]$$

où :

BSI= Revenus basiques

DSI= Revenus domestiques

BFWI = revenus basiques issus du travail formel

BIWI = revenus basiques issus du travail informel

DFWI = revenus domestiques issus du travail formel

DIWI = revenus domestiques issus du travail informel

FTI = Transferts fédéraux

NMI = Revenu non monétaire

NWI = Revenu non issu du travail

PI = Retraites et pensions

PTI = Transferts privés entre ménages

PWI = revenus issus du travail dans les secteurs publics

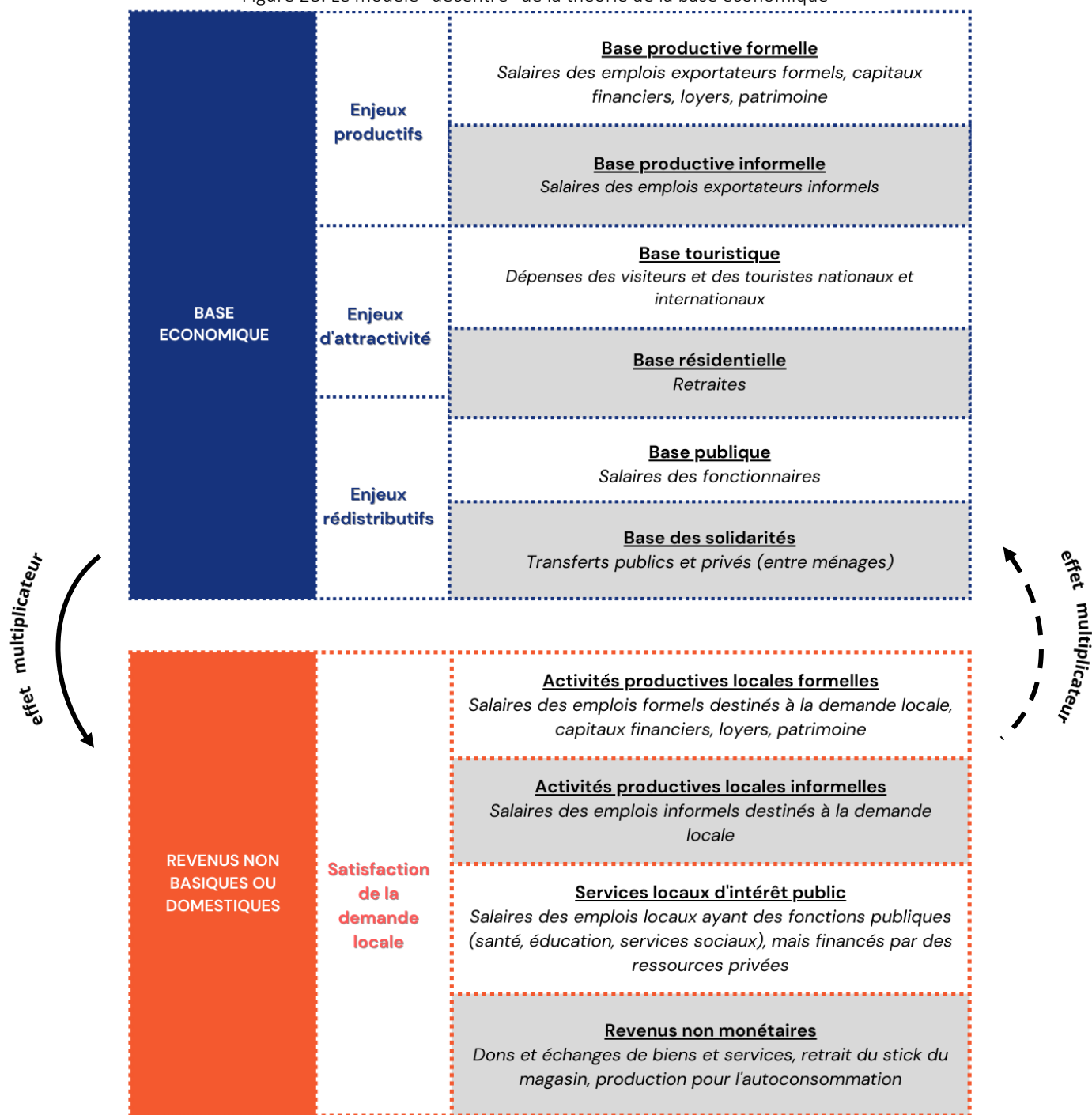
SWI = revenus issus des emplois secondaires

TE = dépense touristique totale

$r$  = région géographique immédiate

Notre modèle élargi à partir des Suds et les enjeux derrière les différents types de revenu sont représentés dans le schéma qui clôture cette section (Fig. 28) ; les apports de cette version « décentrée » de la théorie correspondent aux cases colorées en gris.

Figure 28. Le modèle "décentré" de la théorie de la base économique



Source : Réalisation de l'auteur

Les revenus basiques sont les flux captés de l'extérieur. Ils se structurent en quatre bases :

(i) la **base privée**, qui est composée des salaires des emplois dans les secteurs productifs exportateurs et de la moitié des revenus non salariaux (loyers, variation du patrimoine...). Par rapport au modèle dans sa version Nords, les données IBGE nous permettent de rajouter à la base privée « formelle » une base privée « informelle », c'est-à-dire, les flux captés par le territoire grâce à la production pour l'extérieur effectuée par le biais de l'emploi informel. L'introduction de la base privée informelle a un intérêt à la fois empirique-statistique et théorique, dans une démarche d'élargissement de la définition d'économie. Il est indéniable que la prise en compte de ces flux « informels » rajoute une pierre à notre compréhension des économies territoriales - et particulièrement dans des contextes où

l'informalité constitue une part considérable des activités économiques. Dévoiler l'existence (et le poids non négligeable, comme nous le verrons dans le prochain chapitre) de cette base économique montre l'emploi informel sous une nouvelle lumière : il peut capter des richesses et il peut être un moteur du développement territorial à part entière. Cela ne revient pas pour autant à en faire une apologie : nous ne nions pas les limites de l'informalité en ce qui concerne l'accès à la protection sociale, ou la non contribution au système des impôts. Cependant, mesurer ces flux est une étape incontournable pour les replacer dans l'économie et comprendre leur impact réel sur les territoires - ce qui n'empêche pas, en même temps, de réfléchir sur l'emploi décent (formel et informel) et sur les outils à mettre en place pour tuteler les travailleurs. Quant aux données d'emploi utilisées, une décomposition en plus de secteurs serait souhaitable. En effet, même si la désagrégation de nos données en 22 secteurs est en ligne avec celle utilisée dans plusieurs études menées dans les Nord (par exemple, Nesse 2014 avec 10 secteurs et Markusen et Schrock 2009 avec 22 secteurs), une désagrégation plus importante pourrait permettre d'aborder la question de l'« intermédiation territoriale » (Talandier 2020). En effet, une partie des salaires (formels et informels) que nous considérons comme relevant du secteur domestique, pourrait en réalité faire partie de la « base indirecte ». Celle-ci est constituée des revenus de celles et ceux que Sombart définissait comme les « *city-founders* indirectes », à savoir, ces personnes qui travaillent au service des « *city-founders* primaires » (c'est-à-dire, les personnes occupées dans des emplois exportateurs). Cette base indirecte - qui a un rôle crucial dans la « résilience » des tissus économiques des territoires (Talandier 2020) - serait constituée d'entreprises et services locaux qui proposent des services aux entreprises exportatrices, voire, à des consommateurs importés ;

(ii) la **base publique**, qui, comme dans les Nord, regroupe les salaires des employés dans les secteurs publics (éducation, santé, services sociaux);

(iii) la **base des solidarités**, qui est composée des transferts sociaux, tout comme la « base sociale » dans les Nord, auxquels nous rajoutons les transferts privés entre ménages. Ces derniers représentent des montants faibles par rapport aux transferts sociaux étatiques, mais ils constituent tout de même un complément de revenu, surtout pour les ménages les plus vulnérables. En vue d'ultérieures applications dans les Suds, il s'agit de la base préconisée pour accueillir aussi des flux tels que les transferts des migrants, qui ont un rôle important dans le support à la consommation et dans l'amélioration de la qualité de la vie des bénéficiaires. Appréhender les solidarités - publiques et privées - en tant que moteurs du développement territorial montre que la consommation n'est pas un volet de développement secondaire par rapport à la production (Sadoulet et al. 2001 ; Araújo et Lima 2009; Favero 2010; Nesse 2014), les deux enjeux étant complémentaires et étroitement liés. En effet, les flux captés par le biais des transferts monétaires injectent des revenus extérieurs dans les économies territoriales, permettant aux ménages les moins aisés d'avoir des conditions des vies dignes, ainsi que de consommer localement et d'investir dans des activités productives (Hanlon et al. 2010 ; Banerjee et Duflo 2011) ;

(iv) la **base résidentielle**, qui, comme proposé par Talandier et Davezies (2009), regroupe le tourisme et les retraites, c'est-à-dire les flux captés grâce aux aménités et atouts résidentiels des

territoires. Par rapport au modèle dans sa version Nords, les données disponibles pour le Brésil ne nous permettent pas de calculer les revenus des navetteurs. Cependant, en appliquant la théorie de la base aux régions géographiques immédiates, l'importance des navetteurs s'avère moindre par rapport à leur poids pour les économies des bassins de vie français : en effet, le zonage retenu pour le Brésil est censé contenir au sein de chaque région les principaux flux des mobilités quotidiennes (IBGE 2017). Les études sur les mobilités publiées sur certaines régions métropolitaines du Brésil semblent confirmer cette hypothèse. Notamment, dans le cas de la région métropolitaine de Salvador (dont les limites correspondent à celles de la région géographique immédiate), la matrice origine-destination des navetteurs montre des mobilités quotidiennes élevées entre les communes faisant partie de la région métropolitaine et des mobilités faibles entre ces communes et l'extérieur (PlanMob Salvador, 2018, p.80<sup>302</sup>). Toutefois, des exceptions existent. Comme détaillé plus haut, les régions immédiates sont tracées en respectant les frontières des Unité Fédératives : il s'agit d'une limitation importante pour les concentrations urbaines transfrontalières (que ça soit entre plusieurs UF ou entre le Brésil et d'autres Pays). Cependant, cela concerne un nombre exigu de municipalités : le Brésil compte 27 *arranjos populacionais* internationaux<sup>303</sup> avec l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Paraguay, l'Uruguay (qui englobent 32 municipalités brésiliennes) et 12 *arranjos populacionais* inter-étatiques (qui englobent 27 municipalités). Ainsi, même si certaines Rgi gagneraient à intégrer davantage de données sur les mobilités, nous pouvons supposer que pour la plupart d'entre elles l'absence de ces données n'a pas d'impact majeur sur nos résultats. Evidemment, l'intégration des mobilités est souhaitable pour améliorer le modèle - et elle est sans doute possible pour les Rgi des capitales, pour lesquelles des études concernant les mobilités sont réalisées à des fins de planification des systèmes de transports publics.

Les flux basiques alimentent l'économie locale, avec des effets multiplicateurs qui varient en fonction de la capacité du territoire à retenir les revenus captés. Cela rend le secteur domestique tout aussi crucial, car son bon fonctionnement assure que les revenus basiques bénéficient aux populations locales - voire, il permet de générer des nouvelles activités basiques (cf. Markusen and Schrock 2009). L'analyse des flux « en aval » du modèle, circulant au sein des territoires, a depuis toujours été considérée moins importante par rapport à celle des flux basiques « en amont », ces derniers étant considérés par les théoriciens comme les seuls « vrais » moteurs du développement régional (North 1955). Cependant, la dimension locale de la production, tout comme les activités liées aux dimensions sociales du développement et à la qualité de la vie (éducation, santé, culture, loisirs...), sont essentielles pour accroître la capacité des systèmes territoriaux à faire face à des chocs externes (Talandier 2020), ainsi que pour tisser et entretenir des dynamiques socio-économiques locales et rendre les territoires agréables à vivre.

---

<sup>302</sup> [http://www.mobilidade.salvador.ba.gov.br/documentos/RT\\_14-PlanMob\\_SSA-TOMO\\_I.pdf](http://www.mobilidade.salvador.ba.gov.br/documentos/RT_14-PlanMob_SSA-TOMO_I.pdf)

<sup>303</sup> Selon l'étude IBGE de 2015 sur les *Arranjos Populacionais*, ces « *arranjos fronteiriços* » (IBGE 2015, p.31) regroupent 2 081 629 habitants, dont 44,2% habitent dans des municipalités des pays frontaliers. 16 de ces agglomérations sont localisées dans la Région Sud, et le 11 restantes sont localisées dans le Centre-ouest et dans le Nord.

Dans notre modèle, les composantes du secteur domestique sont les suivantes :

(i) les **revenus domestiques privés**, composés des salaires formels et informels issus des emplois tournés vers la demande locale, des salaires des deuxièmes emplois, et d'autres flux tels que les loyers et la variation du patrimoine. Comme déjà mis en avant concernant les flux basiques, les données brésiliennes nous permettent d'isoler les revenus informels, en aboutissant à une distinction entre flux domestiques privés formels et informels, montrant le rôle incontournable des pratiques informelles pour le développement des territoires. Tout comme dans les applications dans les Nord, il n'est pas possible de déduire quelle part des revenus domestiques répond uniquement à la demande locale, et laquelle assure un rôle d'intermédiation (Talandier 2020), supportant des entreprises du secteur basique dans leur réponse à la demande extérieure à la région. Des données spatialisées plus détaillées seraient nécessaires pour approfondir cette question ;

(ii) les **revenus domestiques publics**, composés des salaires des activités privées ayant une fonction publique, c'est-à-dire, répondant à la demande des ménages locaux en termes d'éducation, de santé et d'autres services sociaux ;

(iii) les **revenus non monétaires**, constitués des dons et échanges de biens et services, du retrait du stock du magasin, de la production pour l'autoconsommation. Des données plus détaillées à l'échelle municipale seraient souhaitables pour améliorer le modèle, notamment en intégrant ce type de pratiques dans les questionnaires des recensements. Aussi, il serait intéressant d'avoir des données désagrégées en fonction des différentes sources de revenu non monétaire, pour connaître le poids de chacune de ces pratiques au sein de l'économie locale. Malgré les limites des données disponibles, leur prise en compte permet un élargissement important du cadre d'analyse de la base économique. En effet, les revenus non-monétaires n'ont jamais comptabilisés par les applications précédentes de la théorie, et sont par ailleurs rarement pris en compte tout court dans les analyses économiques et dans les diagnostics territoriaux. Pourtant, de nombreuses études de cas ont montré l'importance de ces flux de richesse, y compris dans les Nord (Reid 1951; Saunders et al. 1992 ; Paats et Tiit 2010 ; Koutsampelas et Tsakoglou 2012; Iorga et Toma 2013; Fessler, Rehm, et Tockner 2016).

La relation entre les revenus basiques et l'ensemble des revenus régionaux peut-être résumée par le multiplicateur de la base économique ( $k$ ), qui exprime le rapport entre l'ensemble des flux de richesses (basiques + domestiques) et les revenus basiques :

$$k = (BSI_r + DSI_r) / BSI_r \quad [18]$$

Plus le multiplicateur est élevé, plus l'effet d'entraînement du secteur basique sur le secteur domestique est important. Dans les applications de la théorie de la base, les auteurs considèrent que, pour chaque unité de revenu basique,  $k-1$  unités sont retenues dans l'économie locale. Notamment, si le multiplicateur s'élève à 2,5 pour une région donnée, cela signifie que chaque dollar (ou autre unité monétaire) basique qui rentre dans cette région génère 1,5 dollars (ou autre unité monétaire) dans le secteur domestique. Cet indicateur était à l'origine la constante du modèle de la base économique et un pouvoir prédictif lui était attribué (cf. Chapitre 3). En effet, le multiplicateur de la base a été traditionnellement utilisé pour



prédire les changements démographiques dans les régions étudiées, en fonction de l'évolution des emplois exportateurs, utilisés comme variable indépendante du modèle. Cependant, à partir des débats entre North et Tiebout dans les années 1950, de nombreux auteurs et autrices ont douté de la nature constante de ce multiplicateur (McNulty 1977; Richardson 1985; Polzin et al. 1988; Nesse 2014). Comme la première section l'a montré, plusieurs auteurs des Suds ont aussi critiqué l'utilisation de cette constante. Aussi, les auteurs et autrices de la théorie de la base de consommation (Markusen et Schrock 2009) ont mis en avant le rôle potentiellement moteur du secteur domestique, qui peut, dans certains cas, entraîner le développement d'activités basique (cet effet d'entraînement étant représenté par la flèche en tirets dans notre schéma). Ces réflexions remettent en question la fiabilité de la théorie de la base économique en tant que théorie de la croissance. Ainsi, dans ce manuscrit, nous choisissons de l'utiliser comme un outil descriptif des économies territoriales à un moment donné, plutôt que comme un outil de prédiction des possibles évolutions futures en termes de développement.

Cette section a proposé une version décentrée de la théorie de la base économique. La méthodologie quantitative ainsi que les bases de données utilisées ont été détaillées. Nous avons montré les apports de cette théorie par rapport à la version « élargie » proposée par les auteurs et autrices des Nordes. Il nous paraît tout de même important de souligner que - comme cela a été le cas pour toute application de la théorie de la base jusqu'à nos jours - le modèle décentré ne représente pas un cadre d'analyse figé. Il est possible (et souhaitable) d'y rajouter d'autres flux de richesses, en déclinant le modèle en fonction des territoires analysés et de leurs caractéristiques socio-économiques.

## Conclusion du Chapitre 5

Ce cinquième chapitre a proposé un élargissement, voire un « décentrement », de la théorie de la base économique à partir des Suds, et plus particulièrement à partir du cas brésilien. La première section a parcouru les applications de la théorie de la base dans des pays hors Europe et Etats-Unis, qui sont très peu nombreuses par rapport à celles répertoriées dans les Nord. Jusqu'ici, les applications dans les Suds ont mobilisé principalement la théorie dans sa version exportatrice, mobilisant des données d'emplois et se focalisant sur des grandes villes ou sur des régions ayant des secteurs productifs très développés. Cela est vrai également pour les articles les plus récents, qui ne prennent pas en compte la version élargie de la théorie, développée à partir des années 2000.

Nous avons mis en avant à la fois l'intérêt des auteurs et autrices des Suds pour cet outil et les limites de son utilisation en termes d'emplois - qui sont d'autant plus évidentes dans des contextes marqués par une présence importante des pratiques informelles (monétaires et non monétaires). Ainsi, dans la deuxième section du chapitre nous avons proposé une méthodologie quantitative en termes de revenus, inspirée de la théorie de la base économique dans sa version élaborée par Laurent Davezies et Magali Talandier. A partir d'entretiens semi-directifs menés dans trois Etats brésiliens et de différentes bases de données publiques, nous avons identifié plusieurs flux de revenus à intégrer dans le modèle de la théorie de la base, certains d'entre eux étant « inédits » pour ce type d'études.

Le modèle proposé dans ces pages a émergé des observations de terrain : nous avons privilégié une démarche inductive, élément incontournable de toute tentative de « théorisation faible ». La construction du modèle repose sur le cadre théorique présenté dans la première partie de ce manuscrit. En effet, décentrer le regard porté sur l'économie des territoires nous encourage à prendre du recul par rapport aux grilles d'analyse classiques de la science régionale. Le développement socio-économique ne peut pas être pensé dans sa complexité lorsque les spécificités des territoires et les pratiques non productives sont considérées comme superflues. Ainsi, nous avons choisi d'intégrer dans notre modèle les revenus issus des emplois informels, les transferts entre ménages et les revenus non monétaires. Leur prise en compte en tant que leviers du développement contribue à la « *performativité des autres économies* » évoquée par Gibson-Graham (2014). Mesurer ces revenus - souvent marginalisés, mais dont l'importance est reconnue par de nombreuses recherches et études de cas - incite à les appréhender comme une partie intégrante de l'économie réelle, qui ne va pas disparaître avec la « modernisation », mais qu'il faut apprendre à étudier, supporter et tuteler.

Cela ne revient pas à discréditer la base exportatrice « classique », à savoir les activités des secteurs primaire et secondaire produisant pour l'extérieur. Ces activités sont sans aucun doute cruciales et représentent un puissant vecteur de captation de la richesse. Cependant, au vu des défis écologiques, économiques et sociaux contemporains, il est important de repenser leur façon de produire et leur insertion dans les chaînes de valeur nationales et internationales, pour améliorer leur impact sur les territoires et leurs économies. Aussi, il est fondamental de ne pas oublier les enjeux résidentiels. Ceux-ci nous rappellent à quel point un cadre de vie agréable est un atout majeur pour le développement économique (permettant de capter et retenir des personnes et leurs richesses), en plus d'être fondamental

pour l'épanouissement des habitantes et habitants du territoire. Enfin, il est indispensable de prendre en compte les revenus issus des solidarités (publiques et privées), ainsi que les revenus qui sont créés et circulent au sein de l'économie locale, y compris les revenus non monétaires. Ces flux sont essentiels pour la cohésion sociale. Ils réduisent la vulnérabilité du territoire aux chocs externes, pourvoient les ménages de services de proximité et contribuent à tisser des liens au sein des territoires : autant d'enjeux qui agrémentent le quotidien des populations, dont la qualité est censée être au cœur des préoccupations de la science régionale (Hägerstrand 1970).

Retravailler le modèle de la base économique à partir des Suds nous montre encore une fois la versatilité de cette théorie. Cela questionne aussi les limites de la version utilisée dans les Nords : en effet, la nécessité d'intégrer dans le modèle de nouveaux flux n'est pas une priorité uniquement dans les Suds, même si les Nords produisent moins de données sur des pratiques qui ne relèvent pas de la sphère marchande et formelle. Ces questionnements seront approfondis dans le chapitre suivant, dans lequel nous proposons une application quantitative du modèle décentré aux Unités Fédératives et aux Régions géographiques immédiates du Brésil.

## Chapitre 6

### Appliquer la théorie de la base décentrée : le cas du Brésil

*Mathematical conceptualizations should not be understood as representations, but as metaphors or heuristic devices, whose value has to be tested in empirically grounded research.*<sup>304</sup>

Martin and Sunley 1998, p. 215

Comme ce manuscrit l'a montré à plusieurs reprises, les approches axées sur la production sont souvent privilégiées par la science régionale et connaissent un certain engouement dans les discours politico-économiques portés par les instances nationales et internationales depuis les années 1950. Les questions productives sont récemment revenues au centre des débats, en tant qu'éléments incontournables de la souveraineté des nations - notamment aux Etats-Unis et en Europe. En même temps, aujourd'hui, nous assistons à un tournant majeur dans la manière d'appréhender la production, particulièrement en relation aux enjeux environnementaux. L'émergence de notions telles que l'« économie circulaire » ou encore la « croissance verte » mettent en exergue que les volets productifs ne peuvent pas être isolés du reste du tissu socio-économique territorial. Or, bien que les stratégies de relance de la productivité des territoires intègrent de plus en plus des enjeux écologiques, tels que la décarbonation des activités et la réduction des impacts environnementaux, cela ne doit pas encourager à une re-focalisation exclusive sur les dynamiques de production. En effet, même si la production est considérée comme un pilier des indicateurs classiques de croissance, elle se retrouve souvent découplée des indicateurs de revenu ou de qualité de la vie à l'échelle infranationale, comme nous l'avons montré dans le cas du Brésil (cf. Chapitre 4). La théorie de la base économique permet de resituer les enjeux productifs au sein d'un cadre socio-économique plus large, dont ils constituent un levier de développement parmi d'autres. Ainsi, la production pour l'exportation est certes à considérer comme un important moteur du développement, mais elle doit être pensée en synergie avec de nombreux autres flux que les territoires sont en mesure de capter. Il s'agit de la base résidentielle, de la base publique et de la base des solidarités - que nous avons introduites dans le chapitre précédent. Elles constituent des moteurs du développement non strictement productifs, mais qui sont tout aussi indispensables, notamment pour les espaces en marge des dynamiques métropolitaines. Evidemment, ces flux n'apportent pas uniquement des avantages ; par exemple, « *l'économie résidentielle peut aussi engendrer et entretenir de fortes disparités sociales, s'accompagner de pression foncière, environnementale, favoriser l'émergence d'emplois peu stables, partiels, peu rémunérés* » (Talandier 2012, p. 3). Les revenus captés grâce aux enjeux redistributifs n'existeraient pas sans la création de richesses par le biais de la production, voire de la rente - comme dans un certain nombre de pays exportateurs de matières premières, dont le Brésil, qui bénéficie notamment des *royalties* du pétrole. Plus que des oppositions, l'approche par les flux de richesses met en avant les interconnexions et réciprocitys entre les territoires à dominante productive, résidentielle et

---

<sup>304</sup> [Traduction libre] : « *Les conceptualisations mathématiques ne doivent pas être considérées comme des représentations, mais comme des métaphores ou des dispositifs heuristiques, dont la valeur doit être testée dans le cadre d'une recherche empirique.* »

redistributive, permettant de les aborder comme des « *systèmes territoriaux productivo-résidentiels* » (Davezies, Talandier 2014).

Ce sixième chapitre propose une application quantitative de la théorie de la base décentrée au cas brésilien. La première section se focalise sur l'échelle des Unités Fédératives (UF), en calculant les flux captés et retenus par chacune d'entre elles.

Ensuite, nous changeons d'échelle géographique pour nous focaliser sur l'échelle « méso », c'est-à-dire, sur les régions géographiques immédiates (Rgi), qui sont l'équivalent brésilien des bassins d'emploi (cf. Chapitre 5). Nous proposons deux typologies complémentaires - l'une fondée sur les montants per capita des revenus basiques, et l'autre sur la composition des bases économiques. Nous détaillons également la composition du secteur domestique et discutons des effets multiplicateurs.

Enfin, nous suggérons la possibilité de compléter ces résultats par une approche « monographique », qui traite chacune des UF comme étant une nation à part entière - les quotients de localisation étant calculés par rapport aux revenus moyens de chacune des UF, et non par rapport aux revenus moyens du Brésil.

La mobilisation de différentes échelles permet de saisir des enjeux complémentaires. L'application au niveau des Unités Fédératives contribue à décrire et comprendre les économies des Etats brésiliens, en complétant les données de PIB, de revenus et d'emplois publiées chaque année par l'IBGE. Elle permet d'avoir une vision d'ensemble des moteurs du développement et de la quantité de richesses circulant au sein des 27 Unités Fédératives, tout en mettant en avant l'importance des pratiques non liées à la production, voire, non liées au travail rémunéré. Toutefois, cette échelle « macro » nous en dit peu sur les dynamiques sous-jacentes et sur la distribution des activités et des revenus au sein de ces grandes unités (en moyenne, chaque UF brésilienne accueille 7,7 millions d'habitantes et habitants et couvre une superficie de 315 201 km<sup>2</sup> : à savoir, plus de la moitié de celle de la France). Pour cela, l'application de la théorie de la base à l'échelle « méso », infra-étatique, est intéressante et complémentaire. De plus, les observations à l'échelle des bassins d'emploi peuvent éclairer les décideurs et acteurs locaux dans leurs stratégies de développement territorial. Puisque les UF sont très disparates les unes des autres - et très étendues géographiquement - une approche « monographique », qui utilise la moyenne de chacune des UF pour comparer les revenus des Rgi, vient enfin apporter une lecture plus fine des problématiques au sein de chaque Etat. En particulier, l'utilisation des moyennes étatiques permet de faire ressortir des pôles « spécialisés » (notamment, dans la production, ou dans le tourisme), qui n'ont pas des performances remarquables à l'échelle du Brésil, mais jouent un rôle important dans la structuration du tissu économique de l'Unité Fédérative à laquelle ils appartiennent.

Ainsi, comme par un effet de loupe, nous passons, au fil des sections de ce chapitre, de l'échelle « macro » des Unités Fédératives à l'échelle « méso » des bassins d'emploi (avec la possibilité de les aborder du point de vue fédéral ou étatique). Par la suite, la troisième partie de ce manuscrit se concentre sur l'échelle « micro », se focalisant sur les systèmes productivo-résidentiels-redistributifs de nos trois terrains d'études (Matarandiba, Bairro do Uruguai et São João do Arraial).

## 1. Une application aux Unités Fédératives

Au Brésil, la théorie de la base économique a déjà été appliquée à des échelles « macro », notamment aux cinq Grandes régions (Piacenti et al. 2002; Martins et al. 2015; Avila et al. 2021). Cependant, jusqu'à présent toutes les études ont estimé les bases en termes d'emplois, en utilisant, pour chacune des branches économiques, des coefficients de localisation calculés par rapport à la moyenne nationale. Le plus souvent, les données mobilisées ont été celles issues du RAIS, c'est-à-dire, les données sur les emplois formels fournies par les employeurs. Or, comme nous l'avons vu dans le Chapitre 4, les emplois informels représentent une partie non négligeable des emplois totaux : environ 40%. Ainsi, les applications de la théorie au cas du Brésil qui réduisent la base économique à sa composante formelle (c'est-à-dire, les emplois exportateurs et parfois publics), finissent par ignorer une grande partie des emplois. De plus, ces travaux font l'impasse sur les nombreux flux de richesses captés par les territoires par d'autres biais que les salaires. Par ailleurs, les multiplicateurs d'emplois calculés par les auteurs et autrices apparaissent élevés et peu stables dans le temps.

Tableau 8. Revue de la littérature : multiplicateurs d'emplois dans les Grandes Régions

Etude	Multiplicateur de la base (emplois)				
	Nord	Nord-est	Sud-est	Sud	Centre-ouest
<b>Piacenti et al. (2002)</b>	2.85	4.26	4.11	16.69	2.73
<b>Martins et al. (2015)</b>	5.52	8.38	15.58	10.48	9.02
<b>Avila et al. (2021)</b>	4.94	5.63	8.90	8.12	7.19

Source : *Elaboration de l'autrice*

Dans le Tableau 8, nous observons que le multiplicateur est bien plus petit dans les Grandes régions où l'informalité est plus présente - à savoir, le Nord et le Nord-est. Cela n'est pas étonnant, puisque les emplois informels sont bien plus importants dans le secteur domestique que dans le secteur basique (comme nous le verrons dans les résultats présentés dans ce chapitre). Le multiplicateur est largement sous-estimé lorsque l'informalité est importante et n'est pas prise en compte. Par exemple, imaginons une région dont le secteur basique est constitué de 90 emplois formels et de 10 emplois informels, et le secteur domestique par 200 emplois formels et 150 emplois informels. Ici, le multiplicateur s'élève à 4,5 en prenant en compte l'informalité ( $k = \frac{90+100+200+150}{90+100}$ ), mais seulement à 3,2 si celle-ci n'est pas incluse dans le calcul ( $k = \frac{90+200}{90}$ ).

L'approche par les revenus permet de nuancer le rôle des secteurs productifs exportateurs, mettant en avant l'importance des enjeux résidentiels et redistributifs. De plus, l'utilisation de la méthode décentralisée permet de prendre en compte les revenus issus des pratiques informelles et non monétaires, ce qui a des impacts particulièrement importants sur la taille des secteurs domestiques. Toutes ces richesses nourrissent l'économie locale au même titre - les revenus non productifs ayant par ailleurs plus de chance d'être dépensés localement, comme nous le verrons par la suite. La question de la circulation des richesses sera abordée dans la troisième partie de ce manuscrit, dédiée à certaines innovations sociales (ou *tecnologias sociais*, cf. Chapitre 7) permettant de supporter la rétention des revenus dans les territoires et l'activation de la base de consommation en tant que levier du développement.

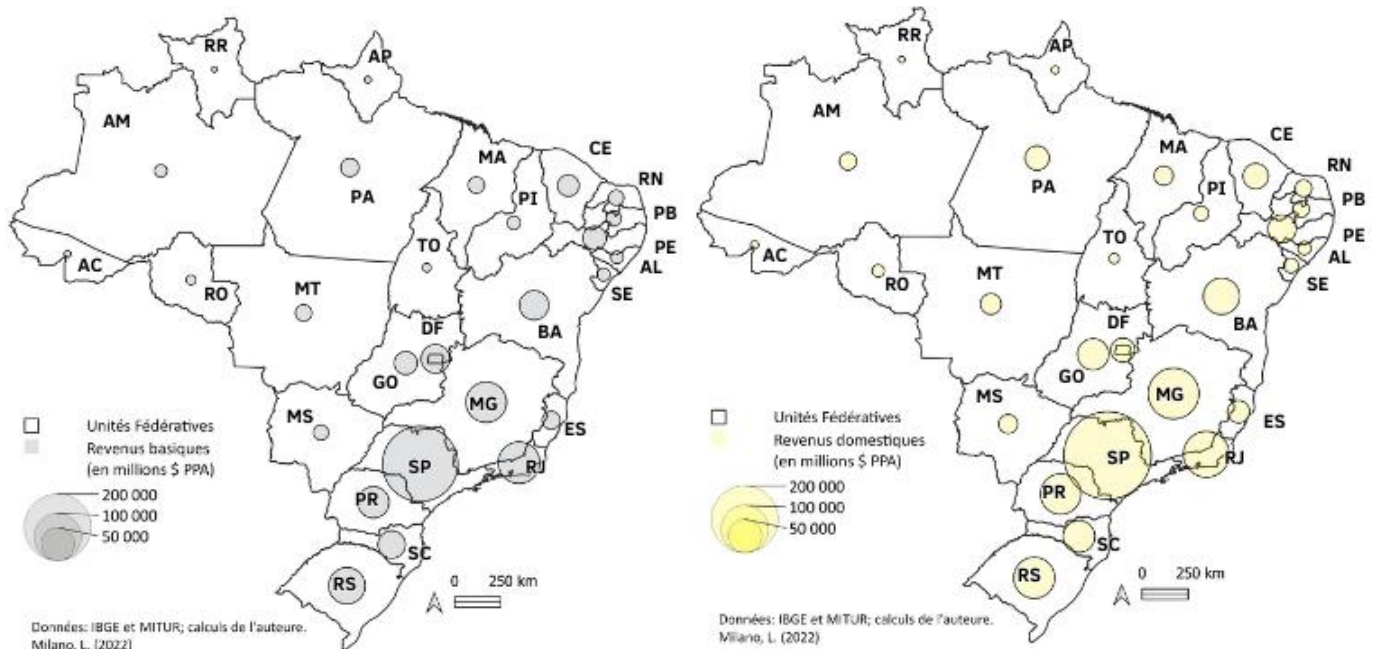
### 1.1. Les flux de richesse et les effets multiplicateurs à l'échelle des 27 Unités Fédératives

Le volume des flux captés et retenus<sup>305</sup>(Carte 25 ; *Annexe 10*) est particulièrement important dans le Sud et dans le Sud-est du Pays. Cette distribution confirme les inégalités interétatiques présentées dans les chapitres précédents. En effet, les montants captés par et circulant au sein des UF dépendent en partie des niveaux de vie et de la densité démographique. Ainsi, l'Etat de São Paulo, caractérisé par des salaires plus élevés que la moyenne et concentrant plus de 20% de la population brésilienne, concentre également la plus grande quantité de revenus basiques et domestiques en termes absolus : respectivement, 255 milliards PPA et 342 milliards PPA. Les revenus basiques et domestiques les plus faibles sont ceux du Roraima (respectivement, 1.5 milliards et 1.9 milliards), qui est également l'Etat le moins peuplé du Brésil.

Carte 25. Flux de revenus selon la théorie de la base décentralée, en millions PPA, par UF ; 2017-2018

A. Revenus basiques

B. Revenus domestiques



Les montants per capita (Carte 26 ; Tableau en *Annexe 11*) varient aussi en fonction des UF - même si le clivage nord-sud apparaît moins marqué qu'en termes absolus. Les revenus basiques (Carte 26A) les plus faibles correspondent aux Etats du Nord et du Nord-est (les trois derniers étant le Maranhão, le Pará et l'Amazonas), et les plus élevés au District Fédéral, suivi par São Paulo et le Rio Grande do Sul. Le District Fédéral se démarque des autres UF, avec près de 12 500 \$ PPA par habitant, suivi (de loin) par l'Etat de São Paulo, avec près de 5 600 \$ PPA par habitant. L'écart-type de la distribution des revenus basiques par habitant s'élève à 2 066 - mais descend à 1 051 si nous retirons du calcul

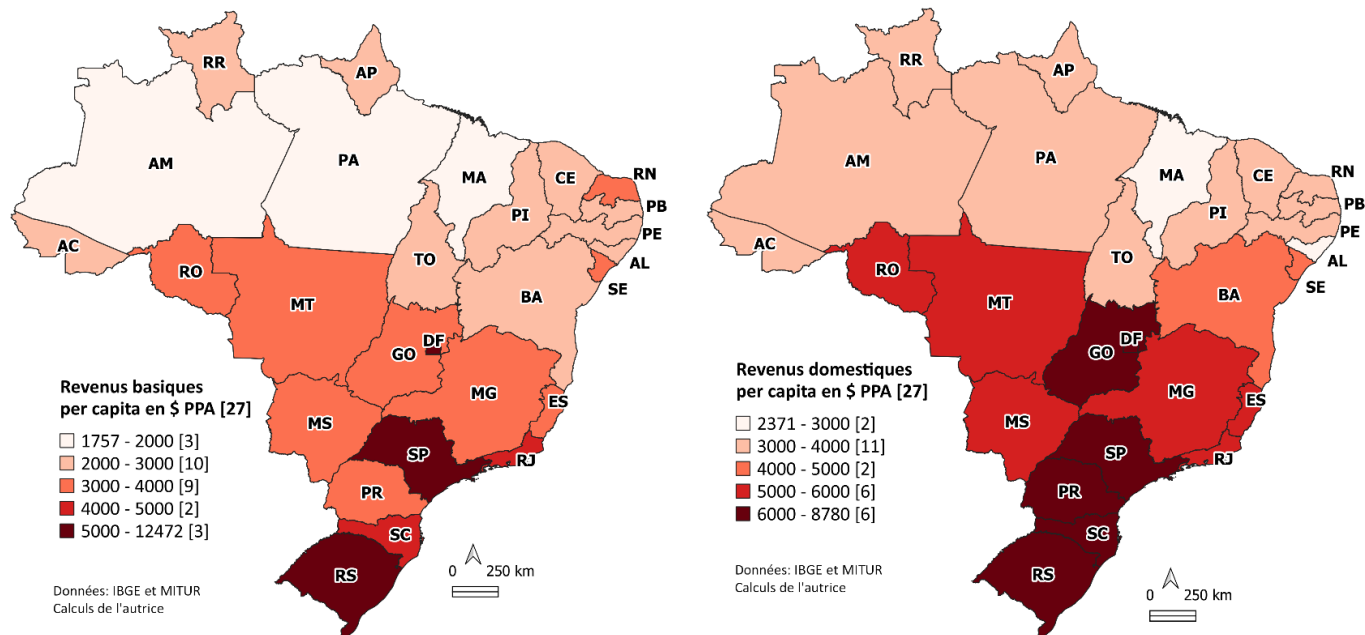
<sup>305</sup> Les valeurs monétaires sont exprimées en \$ PPA. Le facteur de conversion utilisé est de 2.355. Cette valeur est tirée de la *Base de données du programme de comparaison de la Banque Mondiale* de 2018 : « Facteur de conversion PPA, consommation privée (unités de devises locales par \$ international) ». La base de données est disponible en suivant ce lien (mis à jour en mai 2022): <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/PA.NUS.PRVT.PP?locations=BR>

le District Fédéral. En ce qui concerne les revenus domestiques (Carte 26B), ils varient entre environ 2 400 \$ PPA par habitant (Maranhão) et 8 800 \$ PPA par habitant (District Fédéral), l'écart-type de leur distribution étant de 1 698 (1541 en retirant le District Fédéral).

Carte 26. Revenus basiques et domestiques en PPA par habitant. 2017-2018

A. Revenus basiques per capita

B. Revenus domestiques per capita



Les écarts entre revenus basiques et domestiques découlent, selon la théorie de la base, des effets multiplicateurs, qui dépendent de la rétention (ou, au contraire, de l'évasion) des revenus captés au sein des territoires. Dans le modèle, les effets d'entraînement du secteur basique sur le secteur domestique sont exprimés par le multiplicateur de la base économique.

Comme explicité par la formule [18] du chapitre précédent (reprise ci-dessous), le multiplicateur de la base ( $k$ ) est calculé comme le rapport des revenus totaux (basiques plus domestiques) sur les revenus basiques :

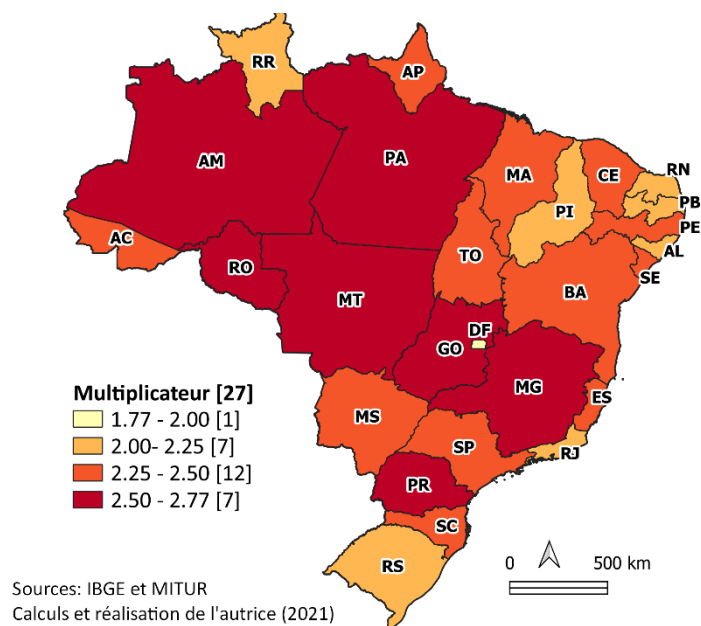
$$k = (BSI_r + DSI_r) / BSI_r \quad [18]$$

Plus le multiplicateur est élevé, plus l'effet d'entraînement du secteur basique sur le secteur domestique est important. Pour chaque unité de revenu basique,  $k-1$  unités sont retenues dans l'économie locale. Dans le cas des Unités Fédératives brésiliennes, cet indicateur varie entre un minimum de 1,71 (pour le District Fédéral) et un maximum de 2,77 (pour l'Amazonas), la moyenne étant de 2,35. Cela signifie que chaque dollar supplémentaire capté par le secteur basique crée, en fonction de l'Unité Fédérative, 0,71 à 1,77 dollars dans le secteur domestique, la moyenne étant 1,35 (Carte 27). Les valeurs de ces multiplicateurs sont très éloignées de celles trouvées par les applications en termes d'emplois dans les études précédentes, notamment au niveau des Grandes régions, dans lesquelles les multiplicateurs calculés arrivaient dans plusieurs cas à dépasser la valeur de 10 (cf. Tableau 8). En effet, en nous éloignant des applications en termes d'emplois formels, la composition des revenus basiques et domestiques - ainsi que les montants qu'ils représentent - varie sensiblement. Dans le cas des UF brésiliennes, le rôle multiplicateur du secteur basique en sort drastiquement réduit et le secteur



domestique gagne de l'importance - ce qui questionne la « passivité » de son rôle, véhiculée par les applications classiques de la théorie (cf. Chapitre 3).

Carte 27. Multiplicateur de la base économique des UF, 2017-2018



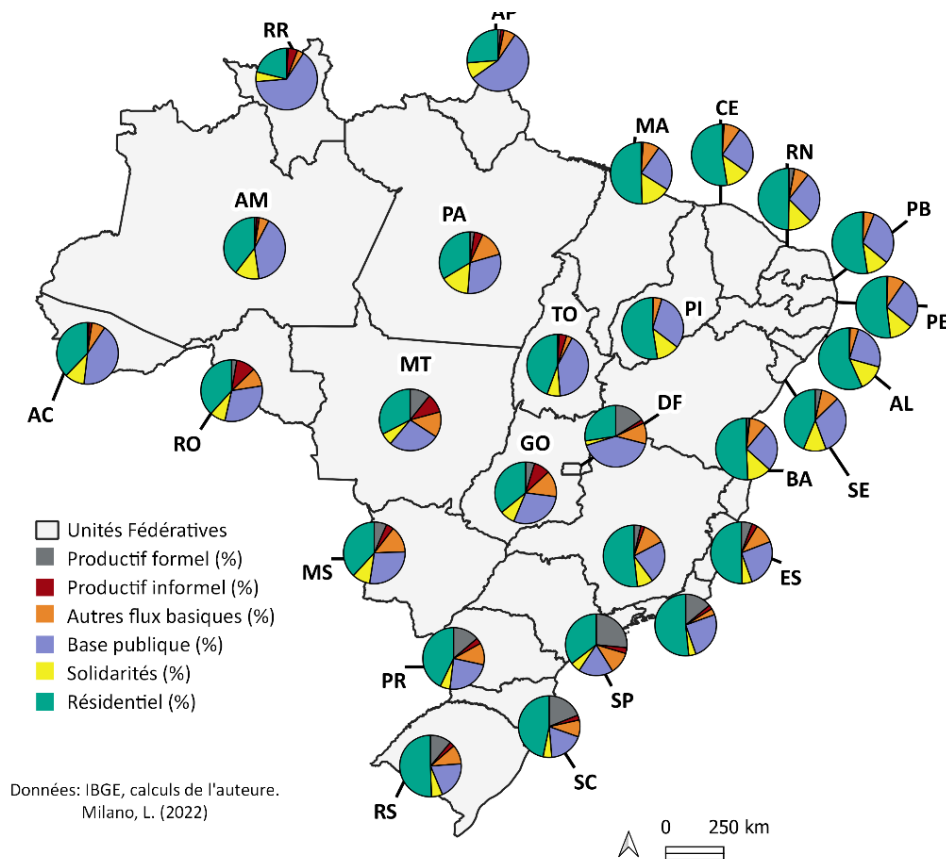
Les effets multiplicateurs sont faibles dans plusieurs des États aux niveaux de vie élevés, notamment le District Fédéral, le Rio Grande do Sul et trois des quatre États du Sud-est (São Paulo, Rio de Janeiro, Santa Catarina). Cela pourrait indiquer que les ménages à faible revenus ont un rôle à jouer dans le support à la consommation locale. En effet, en accord avec de nombreuses études « micro », ces ménages épargnent moins et dépensent plus - notamment dans l'économie du territoire où ils habitent (Hanlon, Barrientos, et Hulme 2010; Banerjee et Duflo 2011; Guérin 2014).

Après avoir évoqué la distribution des revenus basiques et domestiques en termes monétaires, nous allons maintenant en détailler et analyser la composition.

## 1.2. La base économique des Unités Fédératives

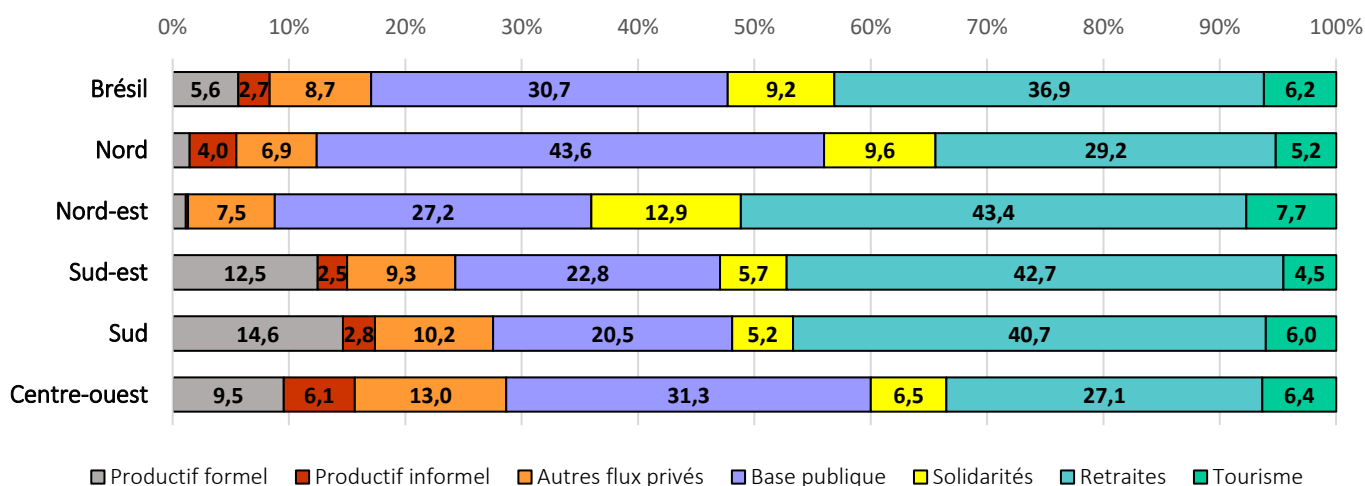
Dans les applications brésiliennes de la théorie de la base jusqu'à présent, la production pour l'exportation était la seule composante de la base économique, calculée le plus souvent en termes d'emplois formels. Toutefois, en utilisant l'approche décentrée en termes de revenus, la base productive formelle s'avère faible pour la plupart des Unités Fédératives. Dans la carte ci-dessous (Carte 28) la composition des revenus basiques est détaillée, pour chaque Unité Fédérative ; les données source sont disponibles dans les annexes (Tableau en *Annexe 12*).

Carte 28. Composition des bases économiques, pour chaque UF ; 2017-2018



Le graphique qui suit (Fig.29) présente les valeurs moyennes pour chacune des cinq Grandes Régions, ainsi que pour l'ensemble du pays.

Figure 29. Composition moyenne des bases économiques des UF, par Grande Région ; 2017-2018.



Sources : IBGE et MITUR ; calculs de l'auteur 2017-2018

En moyenne, les flux les plus importants sont les revenus résidentiels, qui représentent 43,1% (dont 36,9% retraites et 6,2% tourisme) de la base économique des UF, suivis par les revenus publics (30,7 %). Ensuite, nous trouvons la base productive qui, avec 17,0%, représente moins d'un cinquième des bases économiques, et la base des solidarités, avec 9,2%. Des inégalités importantes émergent entre les différentes Unités Fédératives.

D'abord, la base productive (composée des revenus issus des emplois exportateurs formels et informels, ainsi que d'une part des capitaux financiers et des loyers) est loin d'avoir la même importance pour tous les Etats, même si des tendances régionales se dégagent. En moyenne, la composante de la base productive la plus importante est celle constituée par les « autres flux basiques » (pour rappel, il s'agit des revenus productifs non issus du travail, à savoir des investissements tels que les capitaux financiers, les dividendes et les loyers) (8,7%), suivie par le productif formel (5,6%) et par le productif informel (2,7%). Les « autres flux basiques » représentent la part la plus importante de la base productive dans 19 Etats sur 27 - ce qui confirme l'importance d'utiliser des données de revenus plutôt que des données d'emplois. La base productive représente en moyenne un quart des revenus basiques pour les Etats du Centre-ouest, du Sud et du Sud-est, la valeur maximale correspondant à l'Etat de São Paulo (41,1%). Elle a un poids bien plus faible dans les Etats du Nord (12,4%) et du Nord-est (8,8%) et sa distribution rappelle sans surprise celle du PIB. La composante informelle de la base productive est distribuée de façon homogène entre les Etats<sup>306</sup>. Ces résultats vont dans le sens des travaux qui considèrent l'économie informelle comme un élément structurant de l'économie (cf. Chapitres 2 et 4). De plus, ils alimentent les questionnements quant à la supposée suprématie des revenus formels. Dans tous les Etats du Nord du pays, le productif informel dépasse le productif formel ! L'écart en faveur du productif informel est très important dans les UF dont le secteur exportateur est essentiellement basé sur l'agriculture.

La base publique constitue en moyenne 30,7% des revenus basiques. Ce pourcentage est bien plus élevé que les résultats trouvés pour la France au niveau des bassins de vie, où la base publique a un poids d'environ 10% et est très homogène pour l'ensemble du pays. Au Brésil, le poids de cette base varie considérablement d'un Etat à l'autre : il s'agit des revenus ayant la dispersion la plus élevée ( $\sigma = 10,8$ ). La base publique est particulièrement importante dans le Nord, où elle représente en moyenne 43,6% des bases économiques, dépassant 50% en Amapá (55,8%) et au Roraima (64,4%). La valeur minimale (18,2%) correspond à l'Etat de São Paulo. Le poids de la base publique est, comme prévisible, très élevé dans le District Fédéral, où se trouve Brasilia, la capitale du gouvernement fédéral. Hormis cette exception, elle est globalement plus importante pour les Etats à revenus faibles, où elle offre des emplois mieux rémunérés par rapport à la plupart des autres secteurs. Comme nous le verrons dans la deuxième section de ce chapitre, la part de la base publique est nettement inférieure en appliquant la méthode au niveau des bassins d'emploi brésiliens (autour de 20%).

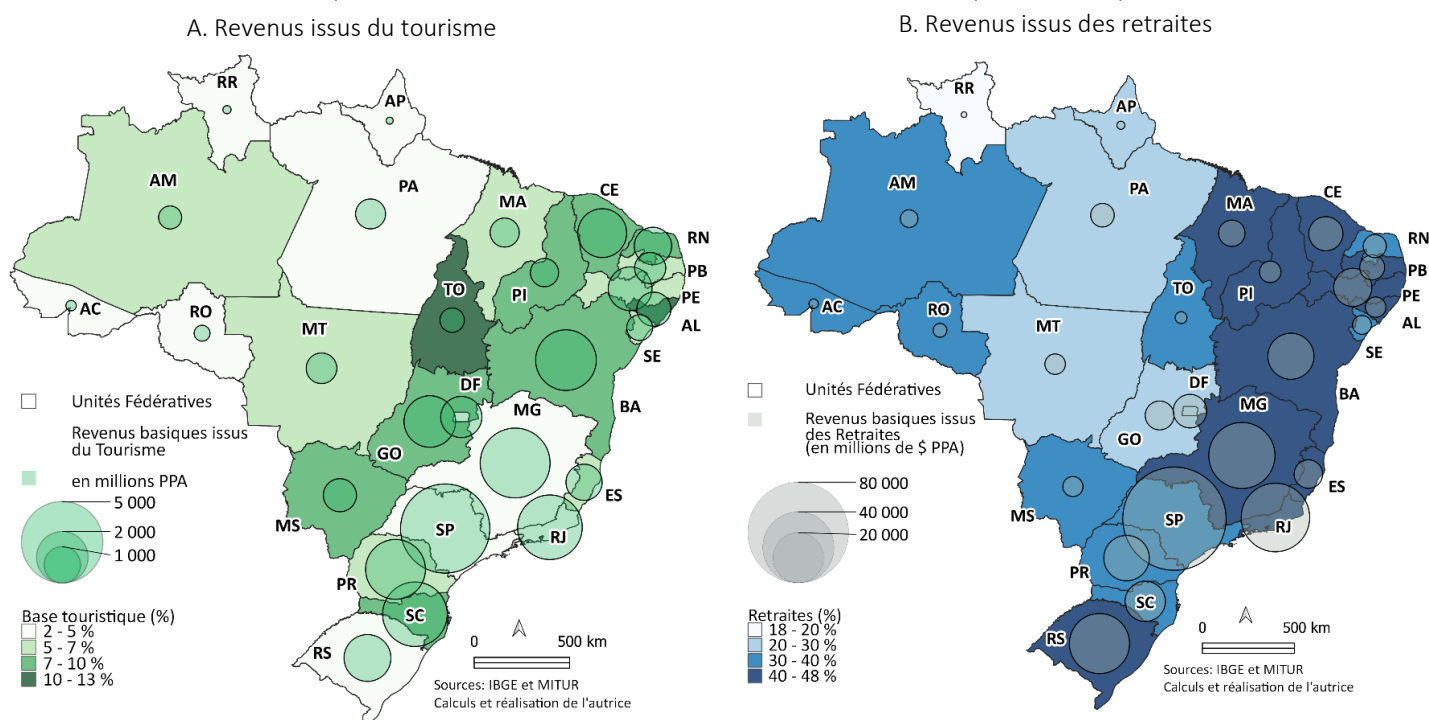
La base résidentielle constitue le principal moteur du développement, représentant en moyenne plus de 40% des revenus basiques. La valeur la plus faible est celle du Roraima (21,1%) et la plus élevée est celle du Alagoas (56,7 %). La composante « retraites » est en moyenne cinq fois supérieure à la composante « tourisme » ; ce décalage varie en fonction du nombre de personnes retraitées et de la capacité touristique des Etats (Carte 29). Notamment, le rapport entre revenus issus des retraites et revenus issus du tourisme est de 17 dans le Rio Grande do Sul, qui est l'Etat avec le nombre le plus élevé de retraités. Le poids des revenus résidentiels varie amplement entre les différents Etats ( $\sigma = 9,5$ ) - même

---

<sup>306</sup>  $\sigma = 2,9$ , contre 6.9 pour le privé formel et 3.4 pour les autres flux privés

si leur distribution est plus homogène au sein du Nord-est ( $\sigma = 3,4$ ) et du Sud ( $\sigma = 3,8$ ). Dans l'ensemble, le tourisme ( $\sigma = 2,7$ ) est bien moins dispersé que les retraites ( $\sigma = 8,5$ ), mais il représente aussi, en moyenne, une part des revenus basiques bien plus faible que ces dernières (6,2% contre 36,9%).

Carte 29. Les composantes de la base résidentielle, en millions PPA et en PPA par habitant, par UF ; 2017-2018



Le Nord-est se détache pour le poids de son économie résidentielle sur le total des revenus captés. Les revenus touristiques (7,7%) et les retraites (43,4%) y ont un rôle plus important que dans toutes les autres Grandes régions. En plus que par la faiblesse des secteurs productifs exportateurs, cela s'explique aussi par des atouts résidentiels importants (notamment, en ce qui concerne le tourisme balnéaire), avec un coût de la vie faible, qui rend cette région attractive à la fois pour des touristes nationaux et internationaux et pour des migrants de retour, dont des retraités (V. D. de S. Santos 2017; Ojima, Azevedo, et Oliveira 2015; Campos et Barbieri 2013; Siqueira 2006).

Enfin, la base des solidarités publiques et privées représente en moyenne 9,2% des revenus basiques des Etats, avec un écart-type de 3,3. Les transferts privés (entre ménages) en constituent une petite partie, correspondant en moyenne à 2,1% de la base économique ; ce pourcentage est plus élevé dans le Nord-est (2,6%) et dépasse 3% pour le Sergipe et le Rio Grande do Norte. Le poids de la base des solidarités est bien plus important dans le Nord-est, où elle représente en moyenne 12,9% de la base économique. L'importance de ces flux dans les Etats aux revenus les plus faibles n'est pas étonnante, puisque les transferts fédéraux sont le plus souvent insérés dans des programmes de réduction de la pauvreté. En effet, les données de la POF 2017-2018 montrent que les transferts publics représentent en moyenne 1% du budget des ménages, mais ils atteignent 7,6% pour les ménages en dessous du seuil de pauvreté (très nombreux dans le Nord et dans le Nord-est, cf. Chapitre 4).

A l'échelle des Unités Fédératives, les flux basiques mesurés par la théorie de la base décentrée permettent de compléter le portrait du Brésil tracé dans le quatrième chapitre de ce manuscrit. La distri-

bution géographique de la base productive est sans aucun doute liée à celle du PIB et des emplois exportateurs. En effet, le poids de la base exportatrice est bien plus élevé dans les UF les plus industrialisées du Sud-est, ainsi que dans celles spécialisées dans l'agriculture intensive, notamment dans le Nord et dans le Centre-ouest. Toutefois, le rôle de la base exportatrice demeure marginal pour la plupart des UF, mis à part São Paulo. Dans les applications classiques de la théorie de la base - mais aussi dans les discours de nombreuses institutions nationales et internationales - la base productive est souvent considérée comme le principal levier du développement. Nos résultats montrent qu'elle est loin de constituer l'essentiel des revenus que les UF captent de l'extérieur. En effet, la composante principale des bases économiques est partout l'économie résidentielle. Alors qu'elle constitue le premier moteur du développement, sa mesure échappe aux applications de la théorie de la base en termes d'emplois.

Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, l'ensemble de ces flux basiques - issus de la production, des solidarités, des redistributions publiques et privés - alimente, grâce à des effets multiplicateurs, le secteur domestique. La composition de ce dernier pour les 27 Unités Fédératives brésiliennes est détaillée dans la prochaine sous-section.

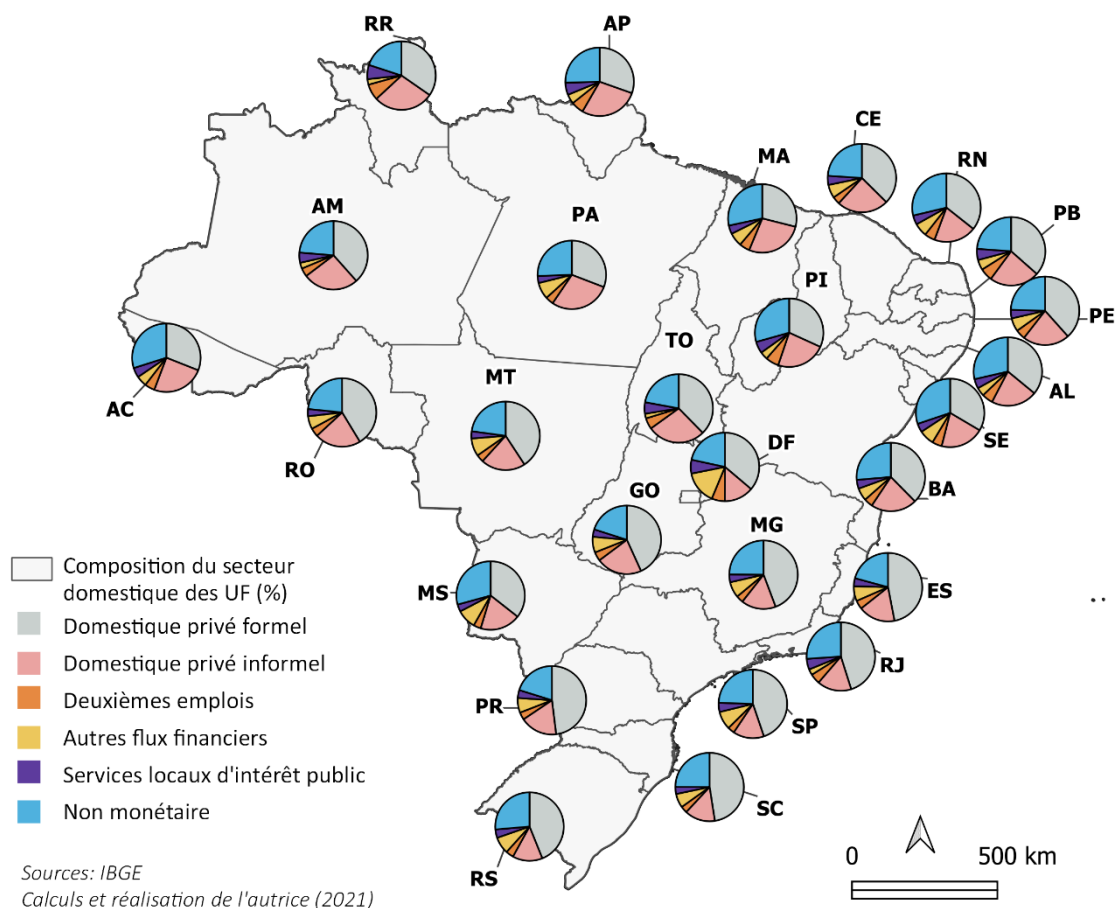
### **1.3 Les revenus domestiques des Unités Fédératives**

Les applications de la théorie de la base élargie dans les Nords ne prennent en compte qu'une partie des revenus domestiques calculés par la version décentralisée. Comme montré dans le chapitre précédent, les emplois non rémunérés et informels, ainsi que les pratiques non monétaires, ne sont pas mesurés - faute de données, ainsi que de la vision formelle et monétaire de l'économie dans les Nords (qui ne correspond pas forcément à la réalité, cf. Chapitre 2).

Dans le cas du Brésil, les données de l'IBGE nous permettent de calculer que les revenus privés informels, le revenu non salariaux et les revenus non monétaires représentent en moyenne 57,2% des flux domestiques circulant au sein des Etats brésiliens. Leur poids varie de 48,2% pour le Paraná à 67,0% pour le Maranhão ( $\sigma = 5,3$ ). Ainsi, plus de la moitié du secteur domestique aurait été ignoré en le mesurant en termes d'emplois formels, ou en se focalisant uniquement sur les revenus issus de ces derniers.

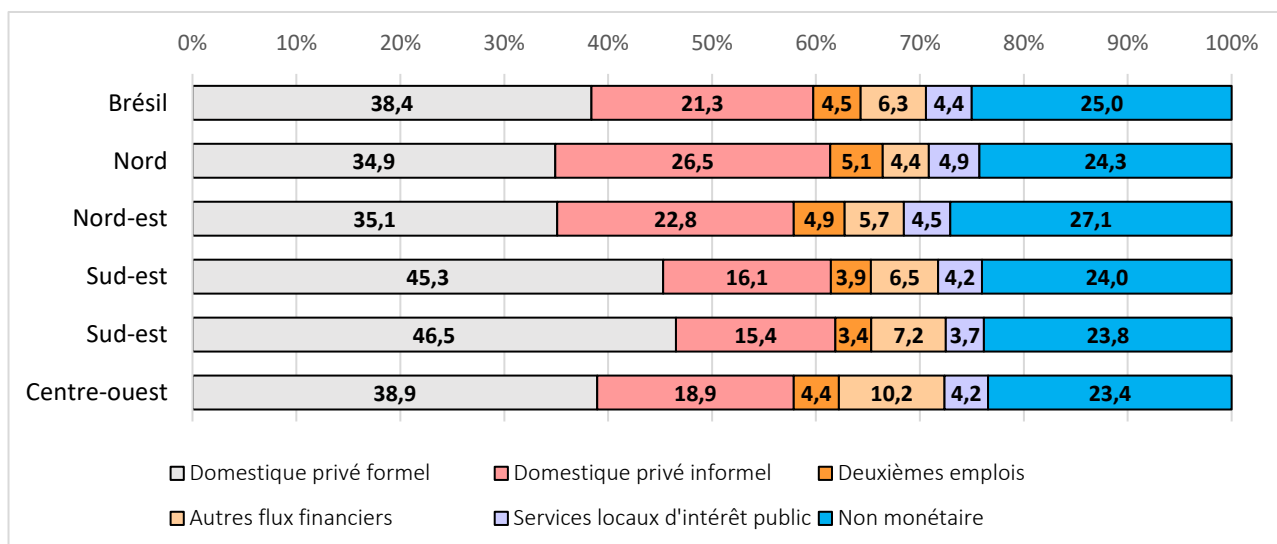
Dans la carte ci-dessous (Carte 30) la composition des revenus domestiques est détaillée, pour chaque Etat (pour les données sources, cf. tableau en [\*Annexe 12\*](#)). Pour rappel, le secteur domestique est constitué par les salaires issus des emplois formels et informels tournés vers le marché local (y compris les deuxièmes emplois et les emplois dans les secteurs de la santé et de l'éducation), par une partie des revenus non salariaux (tels que les capitaux financiers, les dividendes, les loyers perçus), par les revenus non-monétaires (troc, échange de biens et services, production pur l'autoconsommation...).

Carte 30. Composition des revenus domestiques, pour chaque UF; 2017-2018



Le graphique suivant (Fig. 30) présente les valeurs moyennes pour chacune des cinq Grandes Régions, ainsi que pour le Brésil dans son ensemble.

Figure 30. Composition moyenne des revenus domestiques des UF, par Grande Région ; 2017-2018.



Sources : IBGE et MITUR, calculs de l'autrice

Au premier regard, le secteur privé formel, constitué par les salaires des emplois formels tournés vers le marché local, apparaît comme étant la principale source de revenus domestiques. En moyenne, il représente 38,4 % des revenus domestiques. Il atteint 49,1% si on lui rajoute les emplois locaux ayant

des fonctions publiques (4,4%) et les autres flux financiers (capitaux, loyers...). Il dépasse le privé informel dans toutes les UF, étant en moyenne presque le double. Toutefois, des écarts importants existent : alors que les secteurs domestiques formel et informel ont le même poids dans des UF comme le Maranhão, dans d'autres le formel domine de manière plus nette, comme dans le cas de Santa Catarina, où il est trois fois supérieur à l'informel. En moyenne, le secteur privé informel représente 21,3 % des revenus domestiques des UF, atteignant 25,8% si on lui rajoute les revenus issus des deuxièmes emplois, généralement informels.

En ce qui concerne les services locaux d'intérêt public ou « domestique public » (pour rappel, les revenus issus des activités dans les secteurs socio-sanitaire et de l'éducation qui sont financées par des ressources privées), ils représentent en moyenne 4,4% des revenus domestiques des Etats. Il s'agit des revenus les plus faibles, variant de 3,3% dans les Etats de Santa Catarina et du Pará à 6,7% au Roraima. Ces revenus sont distribués de manière uniforme dans l'ensemble des Etats ( $\sigma = 1.0$ ).

Enfin, la composante non monétaire constitue en moyenne 25,0% des revenus domestiques des Unités Fédératives. Elle a partout un poids d'au moins 20 %, son écart-type étant faible ( $\sigma = 3.1$ ). Les pourcentages les plus élevés correspondent aux Etats du Nord-est (27,1% en moyenne), la valeur maximale étant celle du Sergipe, à savoir, 30,2%. Les données de l'Enquête sur les Budget des Ménages (POF 2017-2018, cf. [Annexe 8](#)) montrent que les revenus non monétaires ne sont pas importants seulement pour les ménages en dessous du seuil de pauvreté, pour lesquels ils représentent 28 % des revenus totaux. En effet, ces revenus constituent aussi au moins 10% du total du budget des ménages aisés. Hélas, il n'est pas possible de connaître le poids de chaque composante des revenus non monétaire (troc de biens et services, paiement en produits, production pour l'autoconsommation, retrait du stock du magasin, etc.). La seule source de données désagrégées par type d'activité non monétaire est la PNAD ; toutefois, elle mesure ces activités en fonction du nombre d'heures que la population leur dédie, sans estimer les richesses qu'elles engendrent (les données issues de la PNAD concernant les pratiques non-monétaires ont été présentées dans le Chapitre 4).

Les revenus non-monétaires peuvent aussi être considérés comme faisant partie de la composante informelle du secteur domestique. En regroupant toutes les pratiques informelles (revenus des emplois informels + revenus des deuxièmes emplois + revenus non monétaires), on calcule qu'elles sont à l'origine de 50,9% du total des revenus domestiques. Ce pourcentage dépasse 50% pour 16 Etats sur 27, avec une moyenne de 55,8% dans le Nord et de 54,8% dans le Nord-est. Les résultats concernant ces deux Grandes régions peuvent paraître peu « surprenants », sachant qu'elles regroupent les Etats aux revenus les moins faibles et comptant le plus de personnes occupées dans des activités informelles et de production pour l'autoconsommation. En réalité, l'ensemble des pratiques informelles constitue aussi au moins 40% du secteur domestique des UF aux niveaux de vie les plus élevés : en moyenne, leur poids est de 44,0% dans le Sud-est, de 42,6% dans le Sud et de 46,7% dans le Centre-ouest. Dans l'Etat de São Paulo, qui affiche la base productive formelle privée la plus importante et concentre la plupart du PIB industriel du pays, les pratiques informelles sont tout de même à l'origine de 42,3% des revenus domestiques, un pourcentage similaire ayant été trouvé pour le District Fédéral, siège de la capitale (41,7%). En somme, l'informalité apparaît comme un élément incontournable de l'économie de toutes

les Unités Fédératives du Brésil. La théorie de la base dans sa version décentrée permet de mesurer le rôle de ces pratiques dans la génération de revenus - à la fois basiques et domestiques - en les mettant sur le même plan que les pratiques dites formelles.

Les résultats présentés dans cette section donnent un premier aperçu de l'importance d'élargir les réflexions sur le développement économique aux enjeux non strictement productifs. Dans le cadre de la théorie de la base, ce « décentrement » passe par la mesure de flux de richesse souvent délaissés - mais qui, comme nous avons pu le constater déjà dans ces premières pages, contribuent largement au fonctionnement des économies des Etats brésiliens. Toutefois, malgré les avancées par rapport aux applications précédentes en termes d'emplois à l'échelle des Grandes régions, le découpage géographique utilisé dans cette section nous dit peu sur les inégalités infra-étatiques.

Pour cela, dans la prochaine section nous proposons d'utiliser une échelle géographique plus proche des réalités territoriales, à savoir, les régions géographiques immédiates.

## 2. Une application aux régions géographiques immédiates brésiliennes

Les Rgi correspondent à un découpage très récent, mis en place par l'IBGE à des fins statistiques en 2017, ayant des ressemblances avec les bassins d'emploi français (pour un approfondissement quant à ce découpage, cf. Chapitre 5, sous-section 2.1). Comme précisé dans le Chapitre 4, les revenus issus des emplois exportateurs ont été identifiés à l'aide du coefficient de localisation, en utilisant comme référence la moyenne brésilienne. Jusqu'à présent, la théorie de la base économique n'a jamais été appliquée au niveau « méso » à l'ensemble du Brésil. Quelques applications en termes d'emplois existent à l'échelle infra-étatique, mais elles ont un caractère monographique, se focalisant sur une unité géographique à la fois : c'est le cas pour l'article de Pedralli et al. (2004) concernant la base exportatrice de la méso-région de l'est du Paraná, ainsi que pour celui de De Sousa et al. (2017) concernant la micro-région de Porto Nacional, dans le Tocantins.

Dans cette section, nous présentons d'abord les flux de revenus basiques captés par les Rgi brésiliennes. Nous définissons deux typologies, permettant de classer les bassins d'emploi en plusieurs clusters, en fonction du volume et de la composition de leurs bases économiques. Ensuite, nous présentons les revenus domestiques et en détaillons la composition. Enfin, nous analysons le multiplicateur de la base économique et présentons les écarts entre les résultats de la méthodologie décentrée et celle en termes de revenus formels et monétaires développée dans les Nords.

### 2.1. Les moteurs du développement des régions géographiques immédiates : proposition de deux typologies

Les montants captés de l'extérieur varient amplement en fonction des Rgi. En termes absolus, certains territoires se démarquent par le volume de leurs revenus basiques, surtout dans le Sud-est, le Sud et le Centre-ouest - mais aussi dans le Nord-est. Globalement, les bases les plus élevées correspondent aux Rgi des capitales (cf. Carte 31, qui met en évidence les dix régions aux bases les plus élevées).



Carte 31. Revenus captés par les Rgi brésiliennes, en millions de \$ PPA ; 2017-2018



Au vu de de l'étendue du Brésil et de l'hétérogénéité de ses Rgi (en termes de distribution de la population et de niveaux de vie), les données en termes absolus ne sont sans doute pas les plus pertinentes. Ainsi, nous privilégions l'utilisation des montants par habitant. Cela nous permet de minimiser le biais découlant de l'inégale distribution de la population sur le territoire brésilien.

Dans cette sous-section, nous présentons les bases économiques des bassins d'emploi brésiliens en mobilisant deux typologies : l'une constituée à partir des montants par habitant que les différentes sources de revenus basiques représentent (2.1.1), l'autre, constituée à partir du poids des différentes bases (2.1.2).

### **2.1.1 Les revenus basiques par habitant : une typologie des Rgi en fonction des montants captés de l'extérieur et de leurs principales sources**

Les revenus captés de l'extérieur ont un rôle plus important pour les Rgi que pour les UF. En effet, les exportations augmentent lorsqu'on choisit d'utiliser un zonage plus petit. Comme l'expliquait Tiebout dans les années 1950, « si l'on prend en compte le monde comme un tout, il n'y a pas d'exportations »<sup>307</sup> (Tiebout 1956a, p.98). Ainsi, le choix de la taille du territoire à prendre en compte dans les applications de la théorie de la base n'est pas neutre. En effet, c'est de la localisation de la frontière entre intérieur et extérieur de la région qui découle l'arbitrage entre revenus basiques et domestiques. Les fortes inégalités infra-étatiques nous semblent justifier une analyse plus fine que celle à l'échelle des Unités Fédératives, proposée dans la première section de ce chapitre. En accord avec les théoriciens et théoriciennes de la base économique, nous considérons que l'échelle régionale est la plus pertinente pour saisir les dynamiques du développement et en identifier les leviers. Comme déjà expliqué dans les

<sup>307</sup> [Traduction libre] *for the world as a whole, there are no exports.*

chapitres précédents, ce n'est pas de régions administratives qu'il s'agit. En effet, « *Les économies régionales sont essentiellement constituées de systèmes ouverts sur l'extérieur. Souvent de petite taille et dépourvues de l'autonomie fonctionnelle d'un système économique complet, elles sont rarement affectées par les effets de frontière* »<sup>308</sup> (Ruault 2018, p.1122). Les Rgi correspondent à cette définition. Comme détaillé dans le Chapitre 5, il s'agit d'un ensemble de municipalités fortement interconnectées, mais qui en même temps restent ouvertes sur l'extérieur, par le biais des mobilités des populations, des revenus et des capitaux. Puisque l'IBGE ne fournit pas de données concernant les navetteurs, le choix de cette échelle permet de contourner ce manque d'informations, la plupart des mobilités pour le travail, les loisirs et les dépenses courantes étant contenues à leur intérieur.

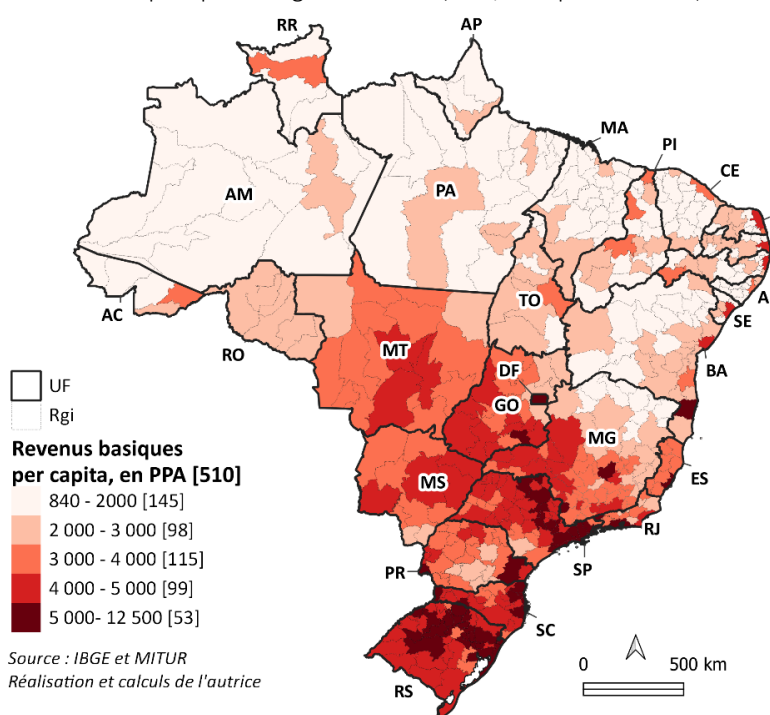
En moyenne, la valeur par habitant de la base économique des Rgi est de 3 237 \$ PPA, la médiane étant de 3 108 \$ PPA. Les valeurs moyennes pour chaque Grande région sont résumées dans le tableau ci-dessous (Tableau 9). Les revenus basiques per capita pour chaque Rgi sont représentés dans la carte qui suit (Carte 32).

Tableau 9. Valeurs moyennes, maximales et minimales des Bases par habitant des Rgi, par Grande Région

GR	Bases des Rgi, par GR (PPA/hab)			
	Moyenne	Médiane	Max	Min
Nord	1858	1760	3594	841
Nord-est	2068	1876	5045	1154
Sud-est	3880	3895	7835	1576
Sud	4665	4580	7894	2853
Centre-ouest	3898	3545	12471	2021
<b>TOT Rgi</b>	<b>3237</b>	<b>3108</b>	<b>12471</b>	<b>841</b>

Source : calculs de l'auteurice

Carte 32. Revenus captés par les Rgi brésiliennes, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018



<sup>308</sup> [Traduction libre] *Regional economies consist fundamentally of systems that are open to the outside. Often small in size and lacking the functional autonomy of a whole economic system, they are rarely affected by boundary effects.*

Les valeurs les plus faibles correspondent aux Rgi du Nord et du Nord-est. La valeur minimale est de 841 \$ PPA par habitant et correspond à la région de Eirunepé (AM). Des montants de revenus basiques par habitant particulièrement élevés sont captés par des Rgi du Centre-ouest, du Sud et du Sud-est. La valeur la plus élevée correspond au District Fédéral (plus de 12 000 \$ PPA par habitant), avec une base publique très importante (plus de 5000 \$ PPA par habitant) - ce qui n'est pas étonnant, au vu de son rôle institutionnel de capitale fédérale. Aussi, il est important de souligner que le District Fédéral est un cas particulier : puisqu'il est constitué d'une seule Rgi, les résultats de l'application « macro » et « méso » de la théorie sont identiques. En deuxième position se trouve la Rgi de Caldas Novas (GO), avec une base par habitant s'élevant à plus de 11 000 \$ PPA/habitant. Cette région héberge la plus grande source hydrothermale du monde et le tourisme génère la plupart de ses revenus basiques (8 371 \$ PPA par habitant).

Malgré des écarts importants, les Rgi des capitales ont tout de même des bases par habitant élevées (Tableau 10), supérieures aux valeurs moyennes des UF et Grandes régions d'appartenance. Toutefois, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les capitales des UF ont aussi des inégalités de revenus plus marquées que la moyenne, et concentrent un nombre élevé de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté, ainsi que la plupart de la population vivant dans des *favelas*. Ainsi, une base plus élevée que la moyenne n'indique pas forcément une égale répartition de la richesse.

Même s'il ne s'agit pas d'une mesure de la qualité de la vie dans les territoires ni des inégalités, les montants basiques par habitant captés par les territoires ne sont pas sans liens avec les niveaux de vie (monétaires) dans les territoires. Comme nous le verrons plus tard, les montants captés sont corrélés aux montants qui circulent dans le secteur domestique (cf. infra, section 2.3).

Ces observations montrent l'intérêt d'analyser les flux captés dans les territoires et leur composition, pour apporter des éléments de réponse quant aux moteurs du développement territorial. Les résultats moyens en termes de revenus basiques per capita captés par les Rgi sont résumés dans le tableau qui suit (Tableau 11). La partie basse du tableau affiche les valeurs moyennes pour les Rgi de chacune des cinq Grandes régions.

Tableau 10. Bases/hab des Rgi des capitales

UF	Rgi de la Capitale	Base/hab	N°
DF	Distrito Federal	12471	1
SC	Florianópolis	7552	7
RS	Porto Alegre	7497	8
SP	São Paulo	7123	9
PR	Curitiba	5961	22
MG	Belo Horizonte	5658	29
RJ	Rio de Janeiro	5177	44
ES	Vitória	5007	52
SE	Aracaju	4794	70
GO	Goiânia	4789	73
MS	Campo Grande	4757	74
MT	Cuiabá	4674	80
BA	Salvador	4557	92
RN	Natal	4243	120
PE	Recife	4201	126
PB	João Pessoa	4153	133
PI	Teresina	3935	164
TO	Palmas	3594	202
CE	Fortaleza	3511	218
AL	Maceió	3450	225
RR	Boa Vista	3443	226
AC	Rio Branco	3131	254
RP	Porto Velho	2971	268
MA	São Luís	2949	273
AP	Macapá	2867	283
PA	Belém	2695	295
AM	Manaus	2416	317

Source : Calculs de l'auteurice

Tableau 11. Valeurs moyennes de la base économique par habitant pour l'ensemble des Rgi et par GR ; 2017-2018

Flux de revenus moyens captés par les Rgi brésiliennes (en \$ PPA par habitant)								
Valeurs	<i>Base Formelle</i>	<i>Base Informelle</i>	<i>Autres flux prod.</i>	<i>Base Publique</i>	<i>Base des Solidarités</i>	<i>Re-traites</i>	<i>Tourisme</i>	<b>TOTAL</b>
<b>Min</b>	0	0	30	190	68	168	13	841
<b>Max</b>	2293	1183	1370	5138	446	3236	8371	<b>12471</b>
<b>Moyenne</b>	338	178	255	658	260	1158	391	<b>3237</b>
<b>Médiane</b>	172	107	240	610	268	1009	275	<b>3108</b>
<b>Ecart-type</b>	427	208	163	341	56	538	547	<b>1521</b>
Flux de revenus moyens captés par les Rgi brésiliennes (en \$ PPA par habitant), par Grande Région (GR)								
GR	<i>Base Formelle</i>	<i>Base Informelle</i>	<i>Autres flux prod.</i>	<i>Base publique</i>	<i>Base des Solidarités</i>	<i>Re-traites</i>	<i>Tourisme</i>	<i>Base totale</i>
<b>Nord</b>	56	152	118	605	203	513	210	<b>1858</b>
<b>Nord-est</b>	23	41	122	457	287	830	309	<b>2068</b>
<b>Sud-est</b>	487	162	320	751	264	1481	413	<b>3880</b>
<b>Sud</b>	736	332	373	765	243	1738	478	<b>4665</b>
<b>Centre-ouest</b>	450	367	405	859	269	931	617	<b>3898</b>

Sources : Calculs de l'auteur

En moyenne, les valeurs per capita les plus élevées correspondent aux retraites et à la base publique. L'ensemble de ces flux représente en moyenne 1 816 \$ PPA par habitant : ce qui permet d'affirmer qu'ils constituent les principaux moteurs du développement. En effet, cette valeur est plus du triple de celle trouvée pour les bases productives : ensemble, les bases formelle et informelle ne s'élèvent qu'à 515 \$ PPA par habitant. Cela confirme encore une fois la nécessité d'une approche en termes de revenus pour comprendre les dynamiques du développement à l'échelle des territoires, dont l'impulsion ne vient pas uniquement des emplois exportateurs. En ordre décroissant, après les retraites (1150 \$ PPA per capita) et la base publique (658 \$ PPA per capita), nous trouvons le tourisme (391 \$ PPA par habitant), la base productive formelle (338 \$ PPA par habitant), les transferts (260 \$ PPA par habitant, dont 67 \$ PPA correspondent aux transferts entre ménages), les flux productifs non issus du travail (255 \$ PPA par habitant) et la base productive informelle (178 \$ PPA par habitant).

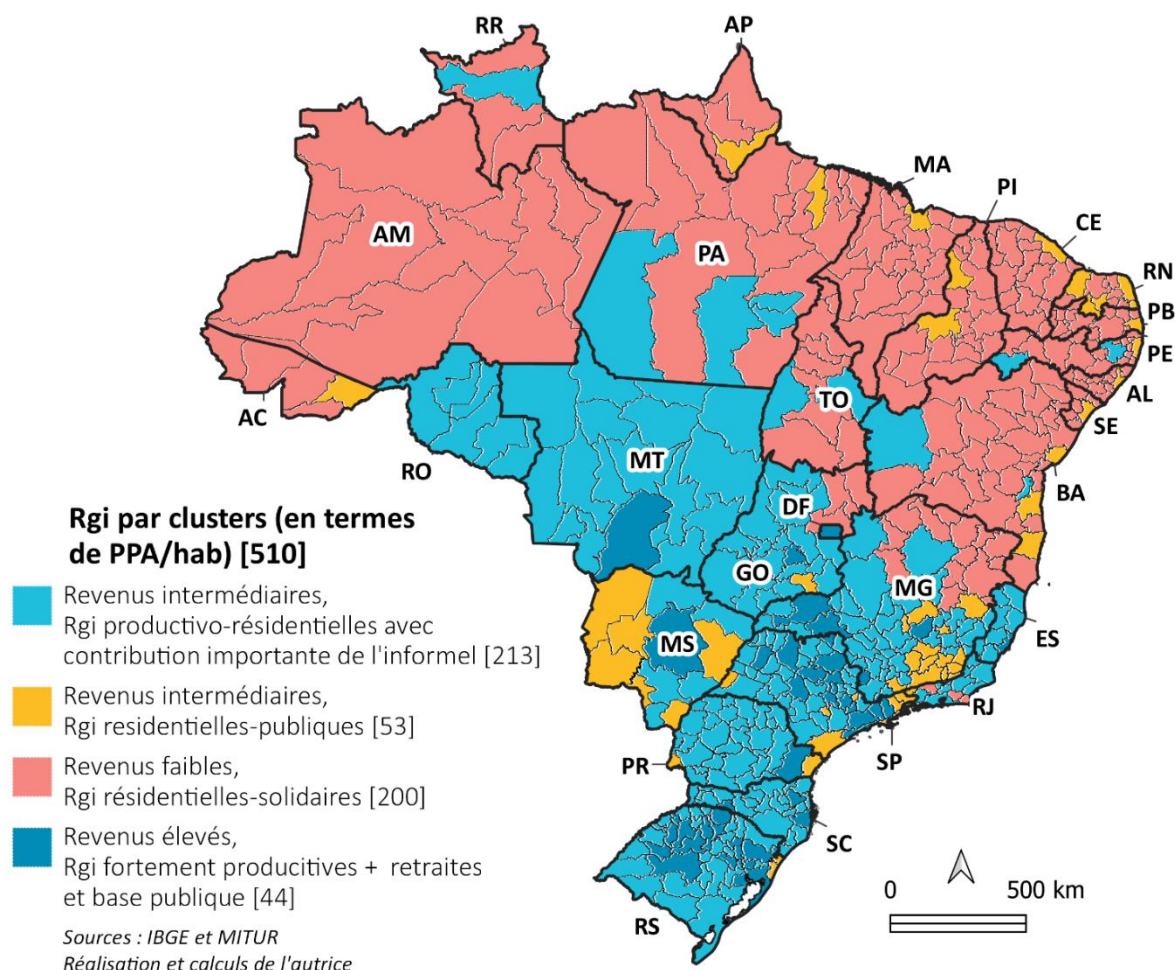
Une forte hétérogénéité est observable entre Grandes Régions (cf. partie basse du tableau) - en partie liée aux écarts entre niveaux de vie. En effet, puisque les bases formelle, informelle et publique sont constituées par les salaires des personnes qui habitent dans les territoires, les Rgi situées dans des UF ayant des salaires moyens plus élevés (ainsi que celles incluant des grandes villes) auront tendance à avoir des bases plus élevées. Malgré ce biais, les écarts demeurent très importants, y compris entre Rgi faisant partie d'une même UF ou GR, l'écart-type des bases par habitant dépassant 1 500.

Les flux basiques en \$ PPA par habitant, pour chaque région et pour chaque source de revenu, sont cartographiés dans l'[Annexe 13](#). Ici, nous restituons ces résultats en proposant une typologie des Rgi, pour laquelle quatre clusters ont été identifiés à l'appui d'une Analyse en composantes principales

(ACP) des bases par habitant (cf. [Annexe 14](#)). La position des variables par rapport au premier axe suggère que les Rgi aux bases par habitant les plus élevées ont globalement des bases productives plus élevées que la moyenne (surtout en ce qui concerne la base formelle et les flux productifs non issus du travail), ainsi que des niveaux élevés de retraites. En observant l'axe 2, nous pouvons déduire que les territoires ayant une forte base touristique sont aussi les territoires les plus riches en transferts et, en moindre mesure, en base publique. Cela semble opposer des territoires productivo-résidentiels (pour lesquels la composante résidentielle est principalement constituée des retraites), à des territoires publico-résidentiels-solidaires, reposant largement sur les solidarités publiques et privées, ainsi que sur les retraites et le tourisme.

En effectuant une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) sur les coordonnées de ces deux composantes, nous obtenons quatre clusters, représentés dans la carte ci-dessous (Carte 33) : (1) territoires à revenus basiques intermédiaires, productivo-résidentiels avec présence importante de l'informalité ; (2) territoires à revenus basiques intermédiaires, résidentiels-publics ; (3) territoires à revenus basiques faibles, résidentiels-solidaires ; (4) territoires à revenus basiques élevés, fortement productifs, avec retraites et base publique élevées. Les valeurs moyennes et médianes des bases pour chaque cluster - ainsi que pour l'ensemble des Rgi - sont disponibles en [Annexe 15](#).

Carte 33. Classification des Rgi, en fonction des revenus basiques captés par habitant ; 2017-2018



Nous pouvons résumer les caractéristiques de ces quatre clusters comme suit :

- 1. Territoires à revenus basiques intermédiaires, productivo-résidentiels avec présence importante de l’informalité.** Ce premier cluster (Tableau 12) est celui constitué par le nombre de Rgi le plus élevé : 213, à savoir, environ 40% du total des Rgi brésiliennes. La base par habitant y est de 3 809 \$ PPA (la médiane étant de 3 846), à savoir, légèrement plus élevée que la moyenne brésilienne. Environ trois quarts des Rgi du Sud et du Centre-ouest font partie de ce cluster, ainsi que plus de la moitié de celles du Sud-est.

Tableau 12. Bases économiques des Rgi du cluster 1, valeurs\* moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases pour le premier cluster (en \$ PPA/hab)								
Clusters (\$PPA/hab)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod.non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	TOT base
Moyenne	515	303	319	714	251	1 353	353	3809
Médiane	426	262	331	686	255	1433	299	3846
Moyenne Rgi	338	178	255	658	260	1 158	391	3237
Médiane Rgi	172	107	241	610	268	1009	275	3108

Source : Calculs de l’auteurice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne.

La base productive y est plus élevée que pour l’ensemble des Rgi brésiliens. Il s’agit de territoires plus productifs que la moyenne : les bases productives formelle et informelle, réunies, captent 818 \$ PPA par habitant. En particulier, la composante informelle est bien plus importante que dans tous les autres clusters (moyenne = 303 \$ PPA ; médiane = 262 \$ PPA, contre 178 et 107 \$ PPA respectivement pour l’ensemble des Rgi brésiliennes). A plusieurs reprises, elle arrive même à dépasser la composante productive formelle. C’est le cas pour 11 des 13 Rgi du Nord qui font partie de ce cluster, ainsi que pour 3 sur 4 de celles du Nord-est. En ce qui concerne les autres Grandes régions, le rôle de la production informelle pour l’exportation n’est pas négligeable non plus : la base informelle dépasse la base formelle dans un quart des régions du Sud-est faisant partie de ce cluster (24 sur 85), dans un cinquième de celles du Sud (14 sur 72) et dans plus d’un tiers de celles du Centre-ouest (15 sur 39). Ces données montrent que les bases formelle et informelle ne sont pas mutuellement exclusives : elles peuvent cohabiter au sein des mêmes territoires, contribuant largement à la captation de revenus de l’extérieur. Nous observons que la base informelle est plus élevée dans les régions spécialisées dans l’agro-industrie que dans celles spécialisées dans l’industrie de transformation. En particulier, elle dépasse les 1000 \$ PPA/habitant dans plusieurs Rgi agricoles du Sud et du Centre-ouest. Dans les Rgi faisant partie de ce groupe, les retraites sont aussi plus importantes que la moyenne : leur montant par habitant est proche de celui représenté par la somme des trois bases productives (formelle + informelle + non salariale). Ainsi, ces territoires productifs vivent aussi de revenus résidentiels - et particulièrement des retraites. En effet, celles-ci ont un poids bien plus important que les revenus issus du tourisme (quasiment quatre fois supérieur).

2. **Territoires à revenus basiques intermédiaires, résidentiels-publics.** Ce deuxième cluster (Tableau 13) regroupe 53 Rgi (environ 10% du total). La base moyenne par habitant (4 090 \$ PPA) y est légèrement plus élevée que pour le cluster 1, alors que la médiane y est légèrement inférieure (3 541 \$ PPA). Tout comme le cluster précédent, nous considérons que celui-ci est constitué par des territoires à revenus basiques intermédiaires. En ce qui concerne la répartition géographique des Rgi de ce cluster, plus de 10 % des régions du Sud-est, du Centre-ouest et du Nord-est en font partie (respectivement, 15.9 %, 13.2 % et 10.4 %) - et moins de 5% des régions du Nord et du Sud (respectivement, 4.8 % et 4.2 %).

Tableau 13. Bases économiques des Rgi du cluster 2, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases pour le deuxième cluster (en \$ PPA/hab)								
Clusters (\$PPA/hab)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod.non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	TOT base
Moyenne	203	61	304	856	304	1 329	1034	4090
Médiane	162	45	308	781	298	1387	551	3541
Moyenne Rgi	338	178	255	658	260	1 158	391	3237
Médiane Rgi	172	107	241	610	268	1009	275	3108

Source : Calculs de l'auteur

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Les Rgi de ce cluster reposent principalement sur les bases résidentielle et publique. Les retraites (moyenne = 1 329) sont distribuées de manière relativement homogène ( $\sigma = 334$ ) et elles représentent la première source de revenus basiques par habitant dans quatre Rgi de ce cluster sur cinq. En ce qui concerne la composante touristique (moyenne = 1 034 PPA), elle est distribuée de manière bien moins homogène ( $\sigma = 1 402$ ). Elle fournit les revenus basiques per capita les plus élevés dans onze des Rgi de ce cluster, fortement spécialisées dans le tourisme : en moyenne, leur base touristique s'élève à 3 123 \$ PPA, et leur base totale à 6 206 \$ PPA/hab. Parmi celles-ci, on retrouve notamment Caldas Novas (GO), qui héberge la plus grande station hydrothermale du monde, où la base touristique apporte 8371 \$ PPA par habitant, la base totale s'élevant à 11 241 \$ PPA/hab. Les autres dix Rgi très touristique sont celles de Amparo (SP), Angra dos Reis (RJ), Aquidauana - Anastácio (MS) Canguaretama (RN), Caraguatatuba - Ubatuba - São Sebastião (SP), Eunápolis - Porto Seguro (BA), Foz do Iguaçu (RJ), Guaratinguetá (SP), Paranaguá (PR) et Torres (RS). Les revenus issus du tourisme et ceux issus des retraites ne vont pas forcément de pair (ce qui ressortait déjà de l'ACP, cf. Annexe 6) : aucune corrélation entre ces deux variables n'a été trouvée dans ce cluster à dominante résidentielle ( $R^2 = 0,03$ ). Cela laisse supposer une déconnexion entre les atouts résidentiels valorisés par les retraités et retraitées et ceux valorisé par les touristes - réflexion sur laquelle nous reviendront dans les pages qui suivent, ainsi que dans notre analyse qualitative (Chapitre 9).

Globalement, les bases productives sont plus faibles que la moyenne ; quelques Rgi font exception, mais leur base exportatrice reste tout de même bien plus faible que les bases résidentielles et publique. Notamment, dans le cas de Amparo (SP), qui peut compter sur une base productive formelle de plus de 800 \$ PPA/hab, les retraites et les dépenses des touristes représentent des montants encore plus élevés : respectivement, 1777 \$ PPA par habitant et 3532 \$ PPA par habitant.

En toile de fond, la base publique et les transferts constituent aussi une source de revenu importante, la somme des deux atteignant en moyenne presque 1000 \$PPA par habitant. Il s'agit du cluster ayant la base des solidarités la plus élevée : elle représente en moyenne 304 PPA par habitant, avec une dispersion très faible ( $\sigma = 60$ ). Cela permet de montrer que des niveaux élevés de transferts et de revenus publics ne sont pas automatiquement un marqueur de territoires à revenus faibles : les territoires de ce cluster ont des bases par habitant et des revenus domestiques par habitant supérieurs à la moyenne.

Ces deux premiers clusters montrent que deux tendances différentes se dégagent en ce qui concerne les économies des territoires à revenus intermédiaires : elles peuvent reposer soit sur des dynamiques productivo-résidentielles, soit sur des dynamiques publico-résidentielles. Les deux trajectoires aboutissent à des niveaux de revenus basiques (et domestiques, comme nous le verrons plus tard) per capita similaires - ce qui rend impossible de soutenir que l'une soit plus légitime que l'autre.

3. **Territoires à revenus basiques faibles, résidentiels-solidaires.** Ce troisième cluster (Tableau 14) regroupe 200 Rgi, c'est-à-dire, environ 40% des Rgi brésiliennes. Il rassemble les territoires ayant les bases par habitant les moins élevées (moyenne = 1 834 \$ PPA ; médiane = 1 778 \$ PPA). Les revenus par habitant issus de chacune des sources extérieures y sont inférieurs à la moyenne.

Tableau 14. Bases économiques des Rgi du cluster 4, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases pour le troisième cluster (en \$ PPA/hab)								
Clusters (\$PPA/hab)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	TOT base
Moyenne	23	62	105	443	250	700	251	<b>1834</b>
Médiane	4	30	100	422	259	711	170	<b>1778</b>
Moyenne Rgi	<b>338</b>	<b>178</b>	<b>255</b>	<b>658</b>	<b>260</b>	<b>1 158</b>	<b>391</b>	<b>3237</b>
Médiane Rgi	<b>172</b>	<b>107</b>	<b>241</b>	<b>610</b>	<b>268</b>	<b>1009</b>	<b>275</b>	<b>3108</b>

Source : Calculs de l'auteur

Les bases productives privées sont particulièrement faibles - la base informelle étant par ailleurs plus élevée que la formelle. Ces Rgi reposent principalement sur les flux captés par le biais des retraites (moyenne = 700 \$ PPA par habitant ; médiane = 711 \$ PPA par habitant), de la base publique (moyenne = 443 \$ PPA par habitant ; médiane = 422 \$ PPA par habitant) et des solidarités (moyenne = 250 \$ PPA ; médiane = 259 \$ PPA par habitant). La base résidentielle, constitué de la somme des retraites et du tourisme, fournit les revenus per capita les plus élevés (951 \$PPA par habitant en moyenne), Les retraites en constituent la composante principale, représentant en moyenne 700 \$ PPA par habitant. Les bases publiques et des solidarités, rassemblées, atteignent en moyenne 697 \$ PPA par habitant, ce qui laisse apercevoir le rôle crucial des redistributions publiques et privées pour ces territoires. En particulier, la base des solidarités est distribuée de manière très homogène ( $\sigma = 55$ ) et est la seule à représenter des montants en ligne avec l'ensemble des Rgi brésiliennes. Ainsi, même si les solidarités ont un rôle moindre par rapport à d'autres bases, elles ont sans aucun doute un rôle important pour le soutien de ces territoires, caractérisés par des taux élevés de pauvreté monétaire et par des faibles revenus des ménages



(source : recensement 2010). Par ailleurs, les revenus domestiques sont aussi plus faibles que pour tous les autres clusters, s'élevant à 2259 \$ PPA per capita en moyenne (cf. infra 2.2).

La plupart des territoires du Nord-est (87.0 % des Rgi) et du le Nord (74.2 % des Rgi) font partie de ce cluster. Plus d'une Rgi du Sud-est sur dix fait partie de ce cluster (11.7%) ainsi que 5.7% des Rgi du Centre-ouest - malgré les bonnes performances économiques de ces deux Grandes régions. Cela montre encore une fois l'importance de l'analyse infranationale, pour aller au-delà des moyennes calculées à l'échelle « macro ». Aucune Rgi du Sud ne se trouve dans ce cluster.

#### **4. Territoires à revenus basiques élevés, fortement productifs, avec retraites et base publique élevées.**

Ce quatrième cluster (Tableau 15) regroupe les 44 Rgi les plus riches en termes de revenus basiques : les revenus par habitant issus de chacune des sources extérieures y sont supérieurs à la moyenne.

Tableau 15. Bases économiques des Rgi du cluster 4, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases pour le quatrième cluster (en \$ PPA/hab)								
Clusters (\$PPA/hab)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod.non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	TOT base
Moyenne	1 070	237	564	1 129	299	2 087	431	5817
Médiane	958	187	523	1023	299	1969	347	5477
Moyenne Rgi	338	178	255	658	260	1 158	391	3237
Médiane Rgi	172	107	241	610	268	1009	275	3108

Source : Calculs de l'autrice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

En particulier, ces territoires sont positivement corrélés avec l'axe 1 de l'ACP (Annexe 5), ayant des valeurs très élevées en termes de base productive privée (surtout formelle) et de retraites. La base publique y est également bien plus importante que la moyenne (1 129 \$ PPA par habitant, contre 658 \$ PPA par habitant pour l'ensemble des Rgi brésiliennes), tout comme les autres flux productifs (564 \$ PPA par habitant, contre 255 \$ PPA par habitant pour l'ensemble des Rgi brésiliennes). Il s'agit de territoires captant des montants très élevés de l'extérieur, caractérisés par une économie productivo-résidentielle dominée par la base productive formelle et par les retraites. Ces Rgi captent aussi presque deux fois plus de revenus basiques publics que la moyenne brésilienne. La plupart des territoires de ce cluster se trouve dans le Sud et dans le Sud-est (20 Rgi chacun, à savoir 20.8 % et 13.8 % du total des Rgi respectives), suivis par le Centre-ouest (7.6% de ses Rgi en faisant partie). Aucune des régions du Nord et du Nord-est ne fait partie de ce groupe. Le secteur domestique y est largement supérieur à la moyenne, s'élevant à 6754 \$ PPA per capita.

Cette typologie semble donc soutenir le rôle incontournable de la production pour obtenir des revenus basiques et domestiques élevés - ce qui se traduit par des revenus des ménages plus élevés et par des taux de pauvreté plus faibles. Toutefois, une analyse plus attentive révèle qu'il n'existe pas de territoires essentiellement productifs et que dans tous les cas la base exportatrice ne représente qu'une

partie des flux captés de l'extérieur. Dès lors, il est possible d'affirmer que le développement d'un territoire ne repose pas sur sa spécialisation dans une seule base économique, mais plutôt sur une synergie entre les différents types de flux captés de l'extérieur.

En ce qui concerne la base résidentielle, nos résultats suggèrent une déconnexion entre les retraites et les dépenses des touristes : ces deux flux ne sont pas corrélés statistiquement et ne coexistent pas forcément. Ce n'est pas le cas en France, pour partie en raison des flux de migrations des retraités vers les espaces à fortes aménités touristiques (littoraux, arrière-pays méditerranéens). Au Brésil, il semble exister des territoires très touristiques mais hébergeant peu de personnes retraitées (c'est le cas de plusieurs Rgi du cluster 2) et des territoires qui reposent largement sur les revenus issus des retraites, mais qui n'attirent pas de touristes (c'est le cas de nombreux territoires productifs des clusters 1 et 4, ainsi que de plusieurs territoires du cluster 3). Ainsi, si les retraites et les dépenses des touristes se fondent sur des atouts résidentiels, ce ne sont pas forcément les mêmes caractéristiques des territoires qui attirent les personnes retraitées et les touristes. Nous reviendrons sur cette déconnexion dans la conclusion de cette section.

Une des principales innovations de notre méthodologie est la désagrégation entre les bases formelle et informelle. L'informalité est largement répandue, représentant des montants per capita élevés, y compris dans les territoires très productifs et riches en bases économiques. Par ailleurs, dans de très nombreux cas, elle arrive à dépasser les revenus productifs formels. C'est le cas principalement pour les territoires exportateurs spécialisés dans le secteur primaire, pour lesquels elle représente un moteur de développement incontournable.

Enfin, la base des solidarités semble garantir un certain volume de revenus extérieurs même aux territoires ayant des bases économiques faibles (cluster 3). Les revenus issus des transferts, destinés aux personnes les plus vulnérables, supportent des dizaines de millions de ménages au Brésil (cf. Chapitre 4), leur permettant de vivre dignement - et de dépenser au sein du secteur domestique de leur territoire (mais aussi d'autres territoires, lorsqu'ils se déplacent ou consomment des biens importés).

Connaître la quantité des revenus basiques captés par les Rgi, ainsi que les montants correspondant à chacune de leurs composantes, peut nourrir les réflexions autour des stratégies de développement à suivre. En effet, une corrélation positive existe entre les montants basiques par habitant, les montants domestiques par habitant et les revenus monétaires moyens des ménages dans les territoires. Ainsi, il est légitime d'affirmer qu'une augmentation des flux basiques peut avoir une influence réelle sur les niveaux de vie dans les territoires - si les richesses captées arrivent à être retenues dans l'économie locale. La théorie de la base permet de chiffrer les montants représentés par chacune des sources externes de revenus : cela peut aider les acteurs et actrices du territoire à identifier les atouts et les faiblesses des territoires, ainsi que des leviers d'action potentiels. Dans cela, l'application de la théorie au niveau « méso » est indispensable : en effet, elle montre que les Unités Fédératives ne sont pas des entités monolithiques, mais un complexe mosaïque de territoires, connectés entre eux et avec l'extérieur. Ainsi, au sein du Nord et du Nord-est, constitués pour la plupart d'UF aux revenus faibles, il existe des territoires touristiques (surtout sur la côte ou à proximité de parcs naturels) et des territoires productifs (prin-

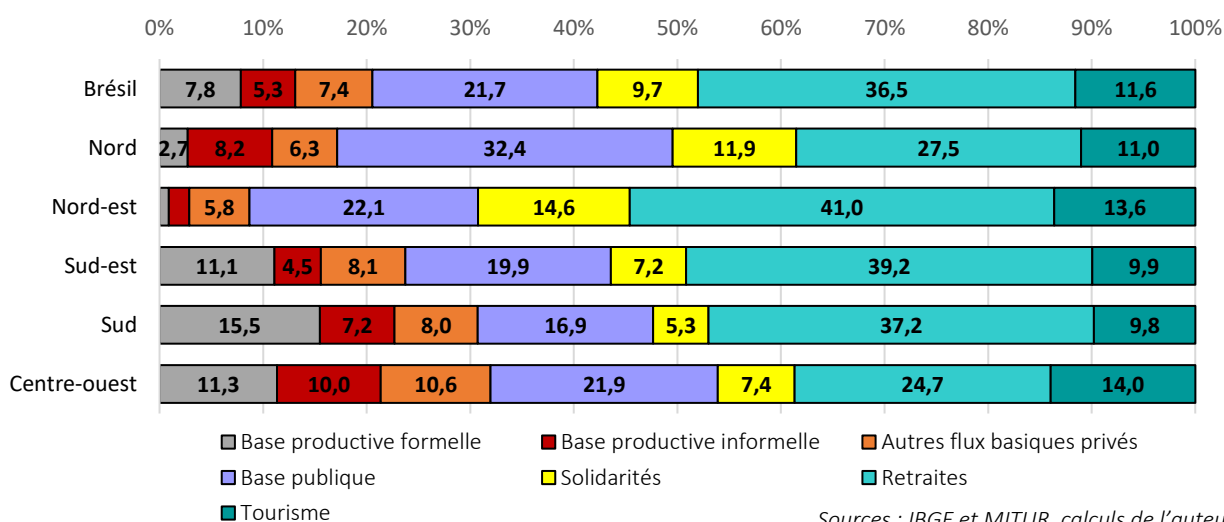
cipalement agricoles et avec une production informelle importante) qui se démarquent de par leurs niveaux de revenus basiques largement plus élevés que la moyenne. A l’opposée, il existe de nombreux territoires au sein des UF « riches » et fortement exportatrices du Centre-ouest, du Sud-est et du Sud dont la base repose largement sur les revenus résidentiels, sur les revenus basiques publics, ou encore sur les solidarités. Cette hétérogénéité confirme l’importance de prendre en compte - en plus de l’échelle « macro » des UF - l’échelle régionale, qui permet de saisir la diversité des réalités territoriales.

Puisque les niveaux de salaires sont très différents entre les différentes UF, ainsi qu’entre les zones très urbanisées et les zones très rurales, cette typologie est en partie influencée par le clivage Nord-Sud en termes de niveaux de vie. Ainsi, pour compléter la présentation des bases économiques des Rgi brésiliennes, dans les pages qui suivent nous proposons une analyse de leur composition, indépendamment des montants par habitant qu’elles représentent.

### 2.1.2 Une typologie des Rgi en fonction de la composition de leur base économique

En observant la composition des bases économiques (Fig. 31), nous trouvons - comme dans l’analyse en termes de \$ PPA per capita - que les flux résidentiels sont le premier moteur du développement pour l’ensemble des Rgi. En moyenne, la base résidentielle s’élève à 48,0% du total de la base économique, la médiane étant 48,2%. Ses deux composantes, à savoir, les retraites et le tourisme, n’ont pas le même poids : les premières représentent en moyenne 36,5% de la base économique des Rgi, alors que le deuxième en représente en moyenne 11,6%. Suivent la base publique (21,7%) et les transferts (9,7%, les transferts entre ménages représentant 2,2%), puis les trois bases productives : la base formelle (7,8%), les flux basiques non salariaux (7,4%) et enfin la base informelle (5,3%).

Figure 31. Composition moyenne de la base économique des Rgi, regroupées par Grande Région ; 2017-2018



Les valeurs moyennes au niveau des UF ou des GR cachent des disparités importantes entre les territoires. Le poids des différentes bases pour chacune des Rgi brésiliennes est cartographié dans l’**Annexe 16**. Dans ces pages, nous présentons ces résultats en regroupant les Rgi encore une fois en quatre clusters, en fonction des similarités dans la composition de leurs bases économiques. Les différentes

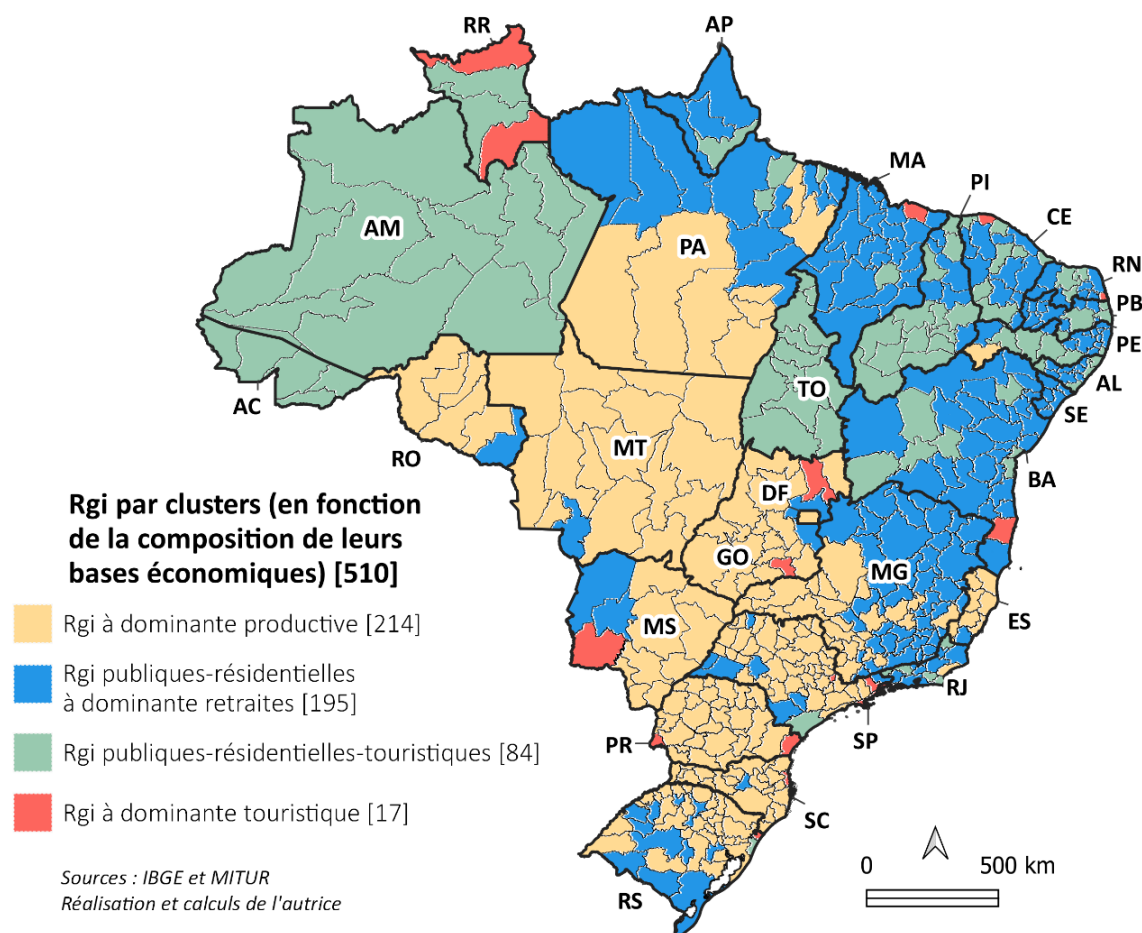
catégories sont identifiées par les lettres A à D, afin de ne pas prêter à confusion avec la typologie précédente (clusters 1 à 4).

Nous avons effectué une Analyse en Composantes Principales (*Annexe 17*) des pourcentages représentés par chaque base sur le total des revenus captés. L'axe 1 montre une contraposition entre les revenus issus des solidarités et de la base publique (valeurs positives) et les revenus captés par le biais des enjeux productifs (valeurs négatives). L'axe 2 montre une opposition entre tourisme (valeurs positives) et retraites (valeurs négatives).

En effectuant une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) sur les coordonnées de ces deux composantes, nous obtenons la typologie représentée dans la carte qui suit (Carte 34), constitué de quatre clusters : (A) territoires à dominante productive ; (B) territoires publics-résidentiels à dominante retraites ; (C) territoires publics-résidentiels à dominante tourisme ; (D) territoires à dominante touristique.

Le poids de chacune des bases (valeurs moyennes et médianes) pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi est disponibles dans les annexes (cf. *Annexe 18*)

Carte 34. Classification des Rgi, en fonction de la composition de leurs bases économiques ; 2017-2018.



Les caractéristiques de ces quatre clusters sont résumées ci-dessous.

**A. Territoires à dominante productive.** Ce cluster (Tableau 16) regroupe les 214 Rgi les plus « productives » du pays. Les trois composantes de la base productive y ont un poids plus important que pour l'ensemble des Rgi brésiliennes. Le productif formel représente en moyenne 15,2% de la base économique (médiane = 14,3%), le productif informel 8,1% (médiane = 7,2%) et les flux productifs non issus du travail 9,0 % (médiane = 8,8%). Pour l'ensemble des Rgi brésiliennes, ces valeurs sont d'environ la moitié.

Tableau 16. Bases économiques des Rgi du cluster A, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Clusters (%)	Valeurs moyennes des bases du cluster A (en %)						
	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>Moyenne</b>	15,2	8,1	9,0	18,1	6,6	33,9	9,0
<b>Médiane</b>	14,3	7,2	8,8	17,2	6,2	35,1	7,9
<b>Moyenne Rgi</b>	7,8	5,3	7,4	21,7	9,7	36,5	11,6
<b>Médiane Rgi</b>	5,7	3,8	7,7	21,1	8,2	37,7	8,9

Source : Calculs de l'autrice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Dans le Nord du pays, un territoire sur cinq (13 Rgi) fait partie de ce cluster ; il s'agit principalement de ceux qui se trouvent le long de la « frontière agricole » de la forêt amazonienne. Ce cluster regroupe aussi plus de la moitié des territoires du Sud-est (76 Rgi), ainsi que plus de 80 % des territoires du Sud et du Centre-ouest (respectivement, 79 et 45 Rgi). Seulement une région géographique immédiate du Nord-est en fait partie : il s'agit de Petrolina (PE), qui a un secteur agro-alimentaire consolidé et héberge un important district industriel. 12 Rgi des capitales sur 27 font partie de ce cluster, à savoir, deux capitales du Nord - Porto Velho (RO) et Belém (PA) - toutes les capitales du Sud-est sauf Rio de Janeiro, toutes les capitales du Sud sauf Florianópolis (SC), ainsi que toutes les capitales du Centre-ouest. Aucune des neuf capitales du Nord-est ne fait partie de ce cluster. Dans plus d'un quart des territoires (57), le productif informel dépasse le formel. C'est le cas de la plupart des Rgi du Nord et du Nord-est, d'un quart de celles du Sud et du Sud-est, ainsi que de plus de la moitié de celles du Centre-ouest. Ces résultats montrent que l'informalité n'est pas uniquement l'apanage des régions les plus « pauvres ». En effet, l'ACP montre que le productif formel et informel tendent à cohabiter dans les mêmes Rgi.

La quasi-totalité des territoires de ce cluster est constituée par des Rgi faisant aussi partie du premier (165 Rgi) et quatrième (40) groupe de la classification en termes de \$ PPA. En effet, il s'agit de territoires captant plus de revenus basiques par habitant que la moyenne (4 228 \$ PPA par habitant, contre 3 237 pour l'ensemble des Rgi brésiliennes). La base résidentielle - quoiqu'inférieure à la moyenne - représente tout de même plus de 40% de la base économique de ces Rgi. Par ailleurs, la base publique et les retraites, si regroupées, contribuent à hauteur de 52% à la base économique des territoires de ce cluster : elles ont un poids plus élevé que l'ensemble des bases productives (32,3%). Ainsi, même si ce

cluster regroupe les Rgi ayant les tissus productifs les plus consolidés (à la fois formels et informels), ces territoires reposent tout de même largement sur des revenus basiques non issus du travail.

**B. Territoires publics-résidentiels à dominante retraites.** Ce cluster (Tableau 17) regroupe 195 Rgi ayant comme premier moteur du développement les retraites. Celles-ci constituent en moyenne plus de 40% de la base économique et sont suivies par la base publique (23,4%) et par la base des solidarités (12,7%). Les transferts privés (qui font partie de la base des solidarités) représentent 2,6% de la base économique, s'agissant du seul cluster qui dépasse la moyenne brésilienne de 2,2%. L'ensemble des retraites, de la base publique et des transferts représente environ 80% des revenus captés de l'extérieur. Ainsi, il s'agit de territoires reposant principalement sur des revenus basiques issus d'autres sources que le travail « productif ».

Tableau 17. Bases économiques des Rgi du cluster B, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Clusters (%)	Valeurs moyennes et médianes des bases du cluster B (en %)						
	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>Moyenne</b>	3,1	3,3	7,2	23,4	12,7	41,6	8,8
<b>Médiane</b>	1,0	2,5	7,3	23,0	13,9	42,8	8,1
<b>Moyenne Rgi</b>	7,8	5,3	7,4	21,7	9,7	36,5	11,6
<b>Médiane Rgi</b>	5,7	3,8	7,7	21,1	8,2	37,7	8,9

Source : Calculs de l'auteurice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

La plupart d'entre eux se situe dans les Grandes régions Nord-est et Sud-est : en effet, presque 70% des Rgi du Nord-est et plus de 40 % de celles du Sud-est font partie de ce cluster (principalement celles des UF Minas Gerais et Rio de Janeiro). On y retrouve plus de la moitié des Rgi des capitales du Nord-est - à savoir, São Luís (MA), Fortaleza (CE), Natal (RN) Recife (PE), Aracaju (SE) et Salvador (BA). Il s'agit pour la plupart de territoires faiblement productifs : la somme de la base productive formelle et informelle y est en moyenne de 6,4% (alors que pour l'ensemble des Rgi brésilienne, elle s'élève à 13,1%). Quelques exceptions existent : dans un quart de ces Rgi, la base productive (formelle + informelle) dépasse 10% (atteignant 20% dans le cas de la Rgi de Rio de Janeiro). Cela montre encore une fois que le caractère résidentiel d'un territoire n'exclut pas la présence d'un secteur productif exportateur consolidé. Ces Rgi ne comptent pas particulièrement sur les dépenses des touristes. Dans une trentaine d'entre elles, la base touristique est supérieure à la moyenne brésilienne, sans toutefois atteindre des pourcentages comparables à ceux trouvés pour les Rgi spécialisées dans le tourisme (cf. cluster D).

**C. Territoires publics-résidentiels à dominante tourisme.** Ce cluster (Tableau 18) rassemble 85 Rgi, la plupart d'entre elles (71) faisant également partie du cluster 3 en termes de \$ PPA (faibles revenus basiques par habitant). Les valeurs des bases publique, des solidarités et résidentielle (tourisme + retraites) sont très proches de celles trouvées dans le cluster B. Toutefois, le poids des composantes la base résidentielle y est assez différent : dans ce troisième cluster, les retraites sont inférieures à la moyenne, alors que les dépenses des touristes sont supérieures.

Tableau 18. Bases économiques des Rgi du cluster C, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases du cluster C (en %)							
Clusters (%)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>Moyenne</b>	0,9	3,1	4,4	28,2	11,6	34,0	17,7
<b>Médiane</b>	0,4	1,4	3,9	24,1	12,5	33,9	16,3
<b>Moyenne Rgi</b>	7,8	5,3	7,4	21,7	9,7	36,5	11,6
<b>Médiane Rgi</b>	5,7	3,8	7,7	21,1	8,2	37,7	8,9

Source : Calculs de l'auteurice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Les écarts entre les clusters B et C montrent encore une fois le décalage entre les retraites et le tourisme, ces flux n'étant pas forcément captés par le biais des mêmes atouts résidentiels. Une autre différence avec le cluster B est représentée par le poids des secteurs productifs, qui dans ce cluster est au plus faible. Par ailleurs, la faible base productive informelle (3,0% en moyenne) y dépasse l'encore plus faible base productive formelle (0,9%). Ainsi, il s'agit de territoires aux revenus basiques faibles, très peu productifs (et plutôt informels), reposant largement sur les redistributions publiques et sur des dynamiques résidentielles, dont le tourisme. Quasiment tous ces territoires se trouvent dans le Nord et dans le Nord-est : seulement quatre sont localisés ailleurs. Plus de la moitié des Rgi du Nord en fait partie - dont la totalité des Rgi du Acre, du Amazonas, et du Tocantins - ainsi que presque 30% de celles du Nord-est, situées principalement dans le Piauí et dans le Ceará.

**D. Territoires à dominante touristique.** Ce dernier cluster (Tableau 19) regroupe un total de 16 Rgi, spécialisées dans le tourisme. La base touristique représente en moyenne 45.5% de la base économique (la médiane étant 43.3%).

Tableau 19. Bases économiques des Rgi du cluster D, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita

Valeurs moyennes et médianes des bases du cluster D (en %)							
Clusters (%)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>Moyenne</b>	4,6	2,0	5,0	14,8	5,2	21,7	46,7
<b>Médiane</b>	2,8	1,3	4,9	12,8	4,3	22,7	44,2
<b>Moyenne Rgi</b>	7,8	5,3	7,4	21,7	9,7	36,5	11,6
<b>Médiane Rgi</b>	5,7	3,8	7,7	21,1	8,2	37,7	8,9

Source : Calculs de l'auteurice

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Trois des territoires de ce cluster figurent parmi les 10 Rgi ayant les bases par habitant les plus élevées du Brésil. Il s'agit de Caldas Novas<sup>309</sup> (GO), en 2<sup>ème</sup> position avec 11 241 \$ PPA par habitant,

<sup>309</sup> Comme nous l'avons vu plus haut, il s'agit de la plus grande station hydrothermale du monde.

de Amparo<sup>310</sup> (SP), en 4<sup>ème</sup> position avec 7 835 \$ PPA par habitant, et de Torres<sup>311</sup> (RS), en 5<sup>ème</sup> position avec 7813 \$ PPA par habitant. Suivent les Rgi de Caraguatatuba - Ubatuba - São Sebastião<sup>312</sup> (SP), en 11<sup>ème</sup> position avec une base économique de 6 536 \$ PPA par habitant, de Foz do Iguaçu (PR) (qui abrite les célèbres chutes d'eau à la frontière avec l'Argentine), en 17<sup>ème</sup> position avec 6 112 \$ PPA par habitant, et d'Itajaí<sup>313</sup> (SC), en 24<sup>ème</sup> position avec 5 912 \$ PPA par habitant. Toutefois, le poids élevé de la base touristique n'implique pas forcément la captation de montants élevés de l'extérieur. En effet, plusieurs Rgi de ce cluster ont des bases économiques par habitant faibles - surtout celles situées dans le Nord et dans le Nord-est du pays. C'est le cas de Barreirinhas (MA), porte d'entrée du très connu parc naturel des Lençóis Maranhenses, qui, avec sa base économique de 1 876 \$ PPA par habitant, se trouve à la 391<sup>ème</sup> place. La Rgi touristique ayant les revenus basiques per capita les plus faibles est celle de Pacaraima (RR), dont les chaînes montagneuses à la frontière avec la Guyane française et le Venezuela constituent la principale attraction touristique de l'Etat du Roraima. Habitée principalement par des peuples indigènes (*povos indígenas*), avec ses 1 396 \$ PPA par habitant elle se trouve à la 485<sup>ème</sup> place sur les 510 Rgi brésiliennes. Dans ces territoires fortement spécialisés, le tourisme semble occuper toute la place, remplaçant les autres bases. Le seul flux qui arrive à dépasser 20% sont les retraites (21.4%) - qui y sont tout de même bien moins importantes que dans les autres clusters (la moyenne brésilienne étant de 36.5%). La présence d'une base touristique si élevée ne garantit pas forcément une bonne rétention de ces revenus dans le secteur domestique. En effet, dans les trois quarts des Rgi de ce cluster, le multiplicateur de la base est inférieur à 2 - ce qui, comme nous le verrons dans la prochaine sous-section, est une condition très rare pour les Rgi brésiliennes.

Cette deuxième typologie, focalisée sur la composition des bases plutôt que sur les montants qu'elles représentent, permet d'identifier plusieurs tendances. D'abord, les bases publiques et des solidarités semblent pallier la faiblesse des bases productives - notamment dans les clusters B et C. Cela sous-entend l'existence de mécanismes redistributifs entre territoires, qui découlent des politiques publiques de déconcentration des services et de transferts, mais aussi des solidarités entre ménages (qui représentent une petite portion de la base des solidarités, autour de 64 \$ PPA/habitant). De plus, dans les territoires caractérisés par des revenus monétaires faibles, les secteurs publics offrent des emplois mieux rémunérés que ceux (formels ou informels) offerts par certains secteurs privés - se retrouvant ainsi à avoir un poids important dans la composition de la base économique.

---

<sup>310</sup> La Rgi de Amparo héberge les stations thermales de la Serra da Mantiqueira, faisant partie du « Circuito das Águas Paulista », c'est-à-dire, le « Circuit des Eaux de l'Etat de São Paulo ».

<sup>311</sup> La Rgi de Torres, très connue pour ses plages, se situe à environ 2 heures de route de la capitale de l'Etat, Porto Alegre. La ville de Torres, qui donne le nom à cette Rgi, organise tous les ans depuis 1989 le « Festival Internacional de Balonismo », un des plus grands festivals de montgolfière au monde.

<sup>312</sup> Cette Rgi héberge certaines destinations parmi les plus prisées par le tourisme balnéaire dans l'Etat de São Paulo.

<sup>313</sup> Il s'agit de la région la plus touristique de l'Etat de Santa Catarina, connue pour ses plages ainsi que pour le plus grand parc d'attractions brésilien.



En ce qui concerne la base résidentielle, ses deux composantes méritent d'être traitées séparément. En effet, les dépenses touristiques et les retraites sont corrélées négativement ; cela semble montrer que ces revenus sont captés par des enjeux résidentiels différents. Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, les personnes retraitées ne décident pas forcément de s'installer dans des endroits attractifs au sens touristique du terme : elles peuvent choisir d'aménager proche de là où elles ont grandi ou travaillé, voire, de déménager à côté de leurs familles et amis, privilégiant le calme, les liens sociaux, un faible coût de la vie (notamment, grâce à l'accès gratuit à un logement familiale). C'est le cas des personnes retraitées qui choisissent de retourner dans leurs villes d'origines, notamment en zone rurale - dont nous apporterons quelques témoignages récoltés sur le terrain dans le chapitre 9. Les revenus issus des retraites sont particulièrement importants pour certaines zones rurales aux niveaux de vie faible et aux systèmes de productions fragiles, où ils permettent d'injecter des capitaux relativement élevés dans l'économie locale (Schwarzer 2000; Beltrão, Camarano, et Mello 2005; Augusto et Ribeiro 2011).

Ce qui peut être attractif aux yeux des retraités et retraitées peut ne pas l'être aux yeux des touristes - et vice-versa. Notamment, dans le cas de territoires fortement spécialisés dans le tourisme, certaines externalités négatives peuvent se dégager pour les habitantes et habitants, qui peuvent finir par choisir de déménager ailleurs, notamment une fois leur retraite prise. En particulier, la présence d'un tourisme de masse peut entraîner une hausse importante du coût de la vie (notamment, en ce qui concerne l'accès au logement ou aux loisirs), voire, une dégradation de la qualité de la vie (à cause d'impacts négatifs sur l'environnement, de nuisances sonores, etc.).

En ce qui concerne les bases productives, nous observons que le productif formel et le productif informel sont positivement corrélés. Ainsi, la production pour l'exportation semble être le résultat d'une synergie entre les emplois formels et informels. Dans 227 territoires sur 511, la base productive informelle dépasse la base productive formelle. Seulement une partie d'entre eux se trouve dans les UF caractérisées par une forte présence des emplois informels du Nord (55 Rgi) et du Nord-est (97 Rgi). En effet, parmi ces Rgi à dominante productive informelle, 39 se trouvent dans le Sud-est, 20 dans le Centre-ouest et 16 dans le Sud. Cela permet d'affirmer que la base productive informelle est un moteur du développement à part entière - et non seulement dans les Etats les moins productifs ou aux niveaux de vie monétaires les plus faibles. Toutefois, concernant la base informelle, une réflexion s'impose. Au vu de son importance dans des régions spécialisées dans l'agro-industrie - et notamment dans le Nord du pays, où ces activités contribuent à l'érosion de la forêt amazonienne - ses activités doivent être encadrées pour que leur développement ne se fasse pas au détriment de l'environnement ni de la vie des peuples indigènes.

L'importance de chiffrer les montants des différents moteurs du développement, ainsi que leur poids par rapport à l'ensemble de la base économique, est un enjeu crucial. Les mesures fournis par la théorie de la base décentralisée permettent de questionner la primauté des secteurs productifs exportateurs, ainsi que de nuancer les idées reçues sur certaines Rgi et Unités Fédératives. Notamment, elles font émerger le rôle incontournable de l'informalité dans plusieurs Rgi d'Etats très « formels ». Aussi, elles

montrent que certaines régions que l'on pourrait croire très touristiques (car elles reçoivent beaucoup de touristes internationaux), ne le sont pas forcément. C'est le cas de certaines Rgi des capitales, comme Rio de Janeiro (RJ) et Salvador (BA), qui en réalité appartiennent au cluster B et ont des bases touristiques moins importantes que la moyenne - s'élevant respectivement à 4,8% et 8,2%. Evidemment, dans ces Rgi le tourisme n'est pas absent. Toutefois, il représente des montants faibles par rapport aux revenus productifs et aux retraites dans le cas de Rio de Janeiro, et par rapport aux revenus publics et aux retraites dans le cas de Salvador.

Comme nous le verrons par la suite, la taille du secteur basique, celle du secteur domestique et les revenus moyens de ménages sont étroitement liés. Ainsi, la mesure des bases économiques peut constituer un outil précieux pour les décideurs politiques et pour les acteurs et actrices des territoires, lorsqu'il s'agit de mettre en place des stratégies visant le renforcement de l'économie locale. Toutefois, comme les prochaines pages s'attèlent à le montrer, les leviers d'action fournis par le secteur basique ne suffisent pas à enclencher ou entretenir des dynamiques de développement, si le secteur domestique ne retient et ne génère pas de richesses. C'est sur ce secteur et ses principales sources de revenus, modélisant le fonctionnement de l'économie locale, que la prochaine sous-section va se focaliser.

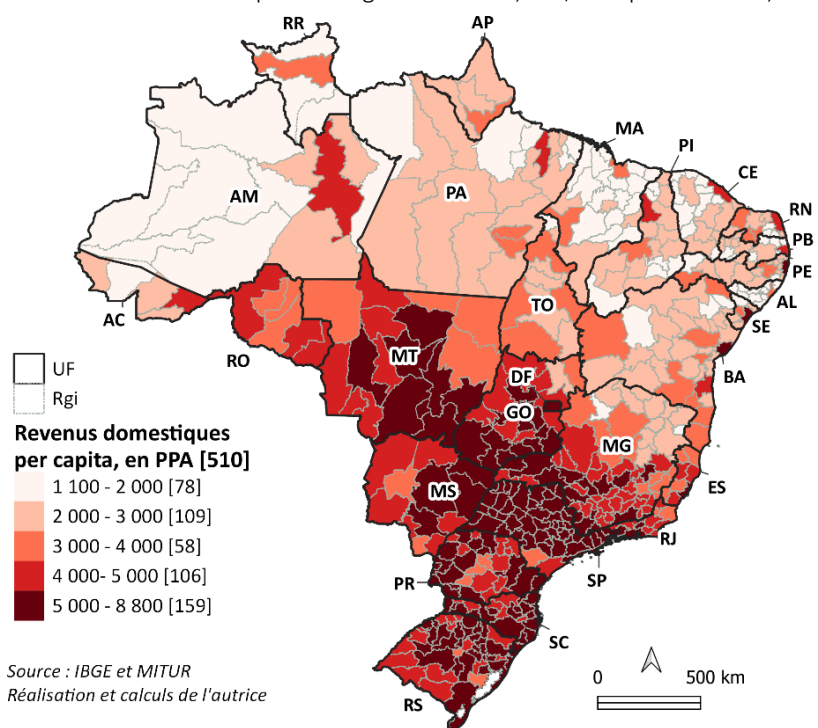
## **2.2. Les revenus domestiques des régions géographiques immédiates**

Les revenus domestiques sont, par définition, les revenus qui circulent localement. Selon la théorie de la base économique dans sa version classique, le niveau de ces revenus est fonction des revenus captés de l'extérieur : il s'agirait donc de revenus « induits ». Ce postulat a été largement critiqué par les auteurs et autrices de la théorie de la base de consommation (cf. Chapitre 3). Généralement, il s'agit de la « boîte noire » du modèle. En effet, puisque la théorie postule que les moteurs du développement sont uniquement les revenus captés de l'extérieur, ses applications se sont rarement concentrées sur les revenus qui circulent au sein des territoires (A. Markusen 2007). Dans les pages qui suivent, nous présentons et analysons les niveaux de revenus domestiques per capita (en \$ PPA), ainsi que leurs principales sources.

### **2.2.1 Les revenus domestiques par habitant**

En moyenne, les revenus domestiques par habitant s'élèvent à 3 996 \$ PPA, la médiane étant de 4 151 \$ PPA. Les revenus domestiques per capita les plus élevés se trouvent dans les Rgi du Sud (9 050 \$ PPA), du Centre-ouest (8 590 \$ PPA) et du Sud-est (8 510 \$ PPA), ainsi que dans les Rgi de certaines capitales sur la côte du Nord-est. Généralement - tout comme les bases économiques, les salaires et les revenus des ménages per capita), les revenus domestiques ont des valeurs bien inférieures dans le Nord et dans le Nord-est (4 356 \$ PPA et 3 976 \$ PPA per capita, respectivement) (Carte 35).

Carte 35. Revenus domestiques des Rgi brésiliennes, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018



Les montants par habitant représentés par chaque source de revenus sont cartographiés dans l'**Annexe 19**. Le domestique privé, toutes sources confondues, représente en moyenne 2 750 \$ PPA par habitant ; il varie entre 1 574 \$ PPA dans le Nord-est et 3 712 dans le Sud. En moyenne, sa composante la plus élevée est celle formelle (1 538 \$ PPA/hab), suivie par celle informelle (808 \$ PPA/hab), par les flux productifs non issus du travail (255 \$ PPA/hab) et par les salaires issus des deuxièmes emplois (149 \$ PPA/hab). Les revenus domestiques issus des emplois formels varient entre 160 et 3500 \$ PPA per capita. Il s'agit du secteur domestique distribué de la façon la plus inégale ( $\sigma = 907$ ). Les revenus issus des emplois informels représentent des montants moyens moins élevés et ont une répartition bien plus homogène ( $\sigma = 209$ ). Ils varient entre 650 \$ PPA par habitant dans le Nord-est et 860\$ PPA par habitant dans le Sud-est - et atteignent 1 120 \$ PPA par habitant dans le Centre-ouest.

Les revenus non monétaires représentent en moyenne 1 100 \$ PPA par habitant - ce qui en fait l'un des flux les plus importants pour l'ensemble des territoires. Ils représentent une quantité de revenus très élevée, y compris dans les Rgi des Etats « riches » et « formels » : notamment, leur montant par habitant est en moyenne de 1 450 \$ PPA dans les Rgi du Sud et de 1 363 \$ PPA dans les Rgi du Sud-est.

Le secteur domestique « public » - qui, pour rappel, regroupe les services locaux ayant des fonctions publiques (santé, éducation...), mais étant payés directement par les ménages (et non par l'Etat) - s'élève en moyenne à 149 \$ PPA par habitant. Ces revenus, avec ceux issus des deuxièmes emplois, représentent les montants les plus faibles, mais sont aussi ceux distribués de la manière la plus homogène, leurs écart-types étant respectivement de 72 et de 69.

Dans le tableau ci-dessous (Tableau 20), nous pouvons observer les montants (moyens et médians) des revenus domestiques par habitant, pour chacun des clusters identifiés dans la section précédente, en fonction des bases en \$ PPA par habitant.

Tableau 20. Valeurs moyennes et médianes des revenus domestiques, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018

Clusters en fonction de la base en \$ PPA par habitant	Valeurs moyennes des flux domestiques par cluster (en \$ PPA/hab)						
	Domestique privé formel	Domestique privé informel	Autres flux privés	Deuxièmes emplois	Domestique public	Non monétaire	Total
1. Revenus basiques intermédiaires, Rgi productive-résidentielles avec informel élevé	2016	894	319	164	169	1313	4874
2. Revenus basiques intermédiaires, Rgi résidentielles-publiques	1901	899	304	179	184	1260	4727
3. Revenus basiques faibles, Rgi résidentielles-solidaires	626	656	105	90	95	688	2259
4. Revenus basiques élevés, Rgi fortement productives + retraites et public	2931	975	564	271	258	1754	6754
<b>Moyenne Rgi</b>	<b>1538</b>	<b>808</b>	<b>255</b>	<b>145</b>	<b>149</b>	<b>1100</b>	<b>3996</b>

Clusters en fonction de la base en \$ PPA par habitant	Valeurs médianes des flux domestiques par cluster (en \$ PPA/hab)						
	Domestique privé formel	Domestique privé Informel	Autres flux privés	Deuxièmes emplois	Domestique public	Non monétaire	Total
1. Revenus basiques intermédiaires, Rgi productive-résidentielles avec informel élevé	2024	880	331	165	155	1335	4891
2. Revenus basiques intermédiaires, Rgi résidentielles-publiques	1952	869	308	168	172	1292	4655
3. Revenus basiques faibles, Rgi résidentielles-solidaires	560	649	100	92	85	678	2199
4. Revenus basiques élevés, Rgi fortement productives + retraites et public	2964	973	523	242	267	1764	6699
<b>Médiane Rgi</b>	<b>1544</b>	<b>785</b>	<b>240</b>	<b>142</b>	<b>134</b>	<b>1111</b>	<b>4151</b>

Sources : IBGE et MITUR, calculs de l'auteurice

Les niveaux de revenus domestiques per capita suivent les niveaux des revenus basiques per capita. En effet, les montants par habitant les plus élevés circulent au sein des territoires à revenus intermédiaires (clusters 1 et 2) ou élevés (cluster 4). Dans ces trois clusters, la composante formelle représente des montants plus importants que la moyenne, à la fois au sein du secteur basique et du secteur domestique. En particulier, dans le cluster 4 (regroupant les Rgi à revenus basiques élevés), le domestique formel est plus de trois fois supérieur au domestique informel. Les revenus domestiques sont bien moins élevés dans les territoires à revenus basiques faibles du troisième cluster. Ici, ils s'élèvent à 2 259 \$ PPA par habitants - ce qui représente moins des seuls flux domestiques formels dans les territoires à revenus élevés (qui atteignent quasiment 3 000 \$ PPA par habitant).

Dans les territoires à revenus faibles, les revenus non monétaires et le domestique informel représentent les montants les plus élevés - ce dernier dépassant par ailleurs le domestique formel. Ainsi, les emplois informels apparaissent comme plus répandus là où les revenus basiques (et domestiques)

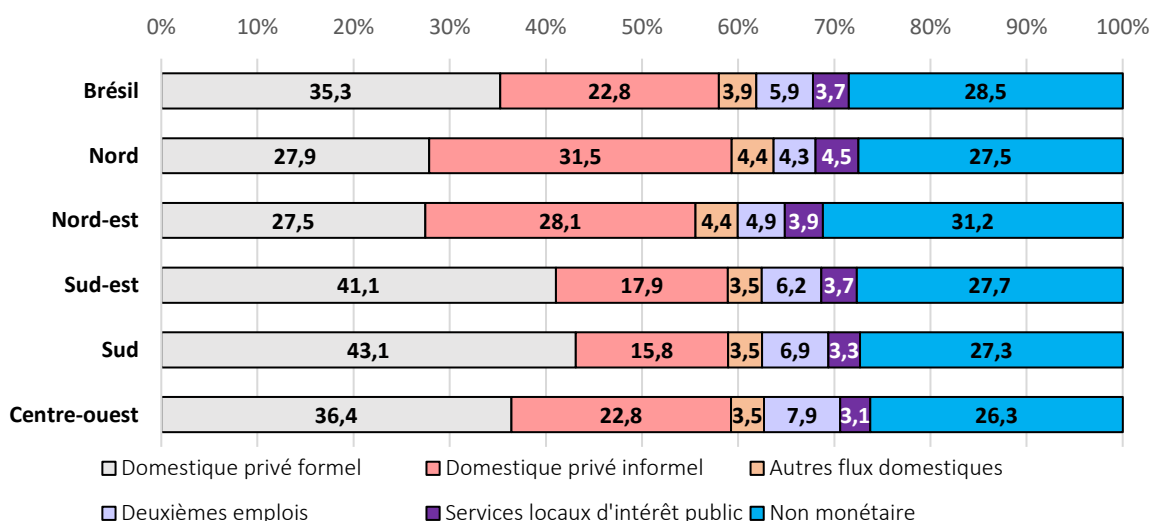
sont moins élevés. Cependant, il n’y a aucune évidence que l’augmentation des niveaux de revenus (à la fois captés et retenus) se traduise par une disparition de l’informalité dans les territoires. Au contraire, les pratiques économiques informelles ne concernent pas seulement les territoires à revenus faibles : elles représentent des montants élevés dans tous les clusters. De plus, si nous admettons que les deuxièmes emplois sont principalement des emplois informels, nous pouvons les rajouter au domestique informel, obtenant en moyenne 957 \$ PPA par habitant pour l’ensemble des Rgi - et 1215 \$ PPA pour les Rgi à revenus basiques élevés. A cela, nous pouvons rajouter les revenus non monétaires, qui sont aussi des flux informels par leur nature : le domestique informel attendrait ainsi 2 058 \$ PPA par habitant en moyenne, dépassant le productif formel dans tous les clusters. Ces résultats semblent confirmer l’importance d’une approche en termes de « diverse economies ». En effet, la partie émergée de l’ « iceberg » des économies territoriales (Gibson-Graham 2006), à savoir, les activités formelles, « productives » et rémunérées, ne sont qu’une des composantes des activités qui constituent le tissu socio-économique des territoires.

Pour minimiser le biais lié aux inégalités en termes de niveaux de vie entre les différentes Unités Fédératives, nous complétons ces observations par une analyse de la composition du secteur domestique des Rgi, au-delà des montants monétaires que chaque source représente.

### 2.2.2 La composition des revenus domestiques

En moyenne, les flux domestiques les plus importants sont les flux productifs formels (35,3 %), suivi par les flux non monétaires (28,5%) et par les flux productifs informels (22,8%). Suivent, avec un poids bien plus faible, les autres revenus privés (5,9%) (pour rappel, il s’agit des flux non salariaux, c’est-à-dire, une partie des capitaux financiers, des dividendes et des loyers), les salaires des deuxièmes emplois (3,9%) et les revenus issus des emplois publics domestiques (3,7%) (Fig. 32). Les cartes montrant le poids (en %) que les différentes sources de revenus domestiques représentent pour chacune des Rgi sont disponibles dans l’[Annexe 20](#).

Figure 32. Composition moyenne (%) du secteur domestique des Rgi, regroupées par Grandes régions ; 2017-2018



Sources : IBGE et MITUR, calculs de l’auteurice

Les flux distribués de la façon la plus hétérogène sont les revenus productifs formels ( $\sigma = 8.9$ ) et informels ( $\sigma = 7.2$ ). La composante formelle représente en moyenne 28% du secteur domestique des Rgi du Nord et du Nord-est, mais dépasse 40 % dans le Sud et dans le Sud-est. Le pourcentage du secteur informel, à l'inverse, est bien plus élevé dans le Nord et dans le Nord-est qu'ailleurs. Notamment, son poids moyen dans les Rgi du Nord est le double de son poids dans les Rgi du Sud. Lorsque nous regroupons l'ensemble des flux productifs (salaires formels, informels et issus des deuxièmes emplois), l'écart-type descend à 3,7 : les revenus productifs tendent à être complémentaires dans les territoires, pour atteindre en moyenne 61.9 % du total des revenus qui circulent dans l'économie locale. En observant la composition moyenne des revenus par Grande région, nous trouvons que le pourcentage représenté par l'ensemble des flux productifs domestiques varie très peu. Ce qui varie, c'est le poids des revenus formels et informels, les deuxièmes dépassant les premiers dans le Nord (31,5% contre 27,9%) et dans le Nord-est (28,1% contre 27,5%). Les revenus productifs informels ont le poids le plus faible dans les Rgi du Sud (15.8%, contre 43.1% des revenus productifs formels) et du Sud-est (17.9%, contre 41.1% des revenus productifs formels).

Ces valeurs moyennes à l'échelle des GR cachent encore une fois des réalités très variées. En effet, dans de nombreuses Rgi du Nord et du Nord-est (environ 40%), le productif formel est plus important que le productif informel. Au contraire, dans certaines régions du Centre-ouest (3) et du Sud-est (5), c'est l'informel qui dépasse le formel. De la même manière, même si les flux non monétaires sont en moyenne plus importants dans le Nord-est, ils dépassent 30 % dans de nombreuses Rgi des autres Grandes régions (cf. [Annexe 12, carte B](#)). Ainsi, l'analyse à l'échelle territoriale peut dévoiler des spécificités qui passent inaperçues dans des analyses « macro », ou lorsqu'on mobilise uniquement des valeurs moyennes.

Nous pouvons aussi observer la composition des revenus domestiques en fonction de la composition des bases des Rgi, en nous appuyant sur les clusters identifiés dans la section précédente (Tableau 21). Cela permet de montrer que les compositions des flux captés et retenus ne sont pas sans lien entre elles. En effet, les territoires ayant une forte base productive exportatrice (cluster A) se caractérisent aussi par un secteur domestique formel plus important que la moyenne (41,0%) et par des flux privés non issus du travail (loyers, intérêts, dividendes...) élevés (7,1%). La forte présence de ces derniers - constitués, pour rappel, de la somme des loyers, des produits financiers et de la variation du patrimoine - peut être considérée comme un marqueur de niveaux de vie élevés (même si cela ne concerne pas tout le monde, comme nous l'avons vu dans le chapitre sur les inégalités de revenu des populations).

Tableau 21. Composition des revenus domestiques (en %) ; valeurs moyennes et médianes, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi ; 2017-2018

Clusters (%)	Valeurs moyennes des flux domestiques par cluster (en %)					
	Domestique privé formel	Domestique privé informel	Deuxièmes emplois	Autres flux privés	Domestique public	Non monétaire
A. Rgi à base productive dominante	41,0	18,2	3,4	7,1	3,3	26,9
B. Rgi publiques-résidentielles à dominante retraites	31,7	24,9	4,0	5,5	3,8	30,1
C. Rgi publiques-résidentielles à dominante tourisme	28,7	29,0	4,7	3,7	4,6	29,3
D. Rgi à base touristique dominante	36,3	24,5	3,6	5,8	3,8	26,1
Moyenne Rgi	35,3	22,8	3,9	5,9	3,7	28,5

Clusters (%)	Valeurs médianes des flux domestiques par cluster (en %)					
	Domestique privé formel	Domestique privé informel	Deuxièmes emplois	Autres flux privés	Domestique public	Non monétaire
A. Rgi à base productive dominante	42,7	16,9	3,4	7,0	3,3	26,8
B. Rgi publiques-résidentielles à dominante retraites	30,1	25,8	3,9	5,5	3,7	29,8
C. Rgi publiques-résidentielles à dominante tourisme	27,7	28,2	4,3	3,5	4,5	30,0
D. Rgi à base touristique dominante	40,4	22,8	3,5	6,2	3,3	25,3
Médiane Rgi	36,7	21,9	3,6	6,1	3,6	28,3

Sources : IBGE et MITUR, calculs de l'auteurice

Les deux clusters publics-résidentiels (clusters B et C) se caractérisent par un secteur domestique informel plus important que la moyenne, qui atteint son maximum dans le cluster C (territoires publics-résidentiels à dominante touristique). Dans ce dernier, le domestique informel a en moyenne le même poids que le formel, et 33% si on lui rajoute les revenus issus des deuxièmes emplois. Dans ces deux clusters, les pratiques non monétaires (qui, comme nous l'avons vu, relèvent largement de la solidarité et de l'échange au sein de la communauté) ont aussi un rôle plus important que la moyenne, avec un poids d'environ 30%.

Enfin, dans les territoires spécialisés dans le tourisme (cluster D), le domestique productif a un poids plus important que la moyenne - tant dans sa composante formelle (35,4%) qu'informelle (25,4%). Cela laisse supposer une certaine effervescence de petites activités liées à ce secteur. Toutefois, comme nous l'avons vu plus haut, cela ne se traduit pas forcément par des revenus domestiques et des salaires élevés : au contraire, dans de nombreuses Rgi fortement touristiques, les flux de richesse circulant localement représentent des montants peu élevés.

Nous remarquons que les tendances productives et touristiques, où, à l'inverse, publiques-solidaire des bases économiques semblent se refléter sur le fonctionnement de l'économie locale. En effet, les Rgi dont les bases productive (cluster A) ou touristique (cluster D) sont beaucoup plus importantes que la moyenne, ont aussi des secteurs domestiques productifs plus importants que la moyenne - et particulièrement en ce qui concerne la composante formelle. Ces niveaux élevés de production domestique formelle pourraient être un indicateur de la présence d'entreprises de type « LIBS » (Local intensive business services) (Talandier 2020). Les LIBS regroupent des activités productives qui répondent à la demande d'entreprises locales exportatrices. Dans ce sens, ils constituent un des deux sous-secteurs du domestique que Sombart (1916) avait identifiés lors de sa formulation de la théorie de la base pour étudier la ville médiévale (cf. Chapitre 3 de ce manuscrit). En effet, au sein du secteur domestique, Sombart distinguait les activités strictement non basiques, tournées exclusivement vers les ménages, des activités domestiques au service des entreprises exportatrices. Ces dernières, « *souvent ordinaires et peu technologiques, constituent un levier d'intermédiation essentiel pour garantir la résilience des territoires et engager une transition écologique* » (Talandier 2020, p. 305). Dans les territoires du cluster A, il pourrait notamment s'agir d'entreprises et industries sous-traitantes, voire d'activités agricole, dont une partie de la production est vendue à des entreprises exportatrices (nationales ou internationales). Dans les territoires du cluster D, cela pourrait être le cas pour des activités dans les secteurs de la restauration, de l'hébergement ou encore des loisirs et de la culture, qui ne génèrent pas assez de revenus pour être considérées comme basiques, mais qui servent tout de même des consommateurs importés (touristes, visiteurs).

En ce qui concerne les territoires à dominante publique, résidentielle, solidaire (clusters B et C), leur économie locale - toujours en cohérence avec le type de revenus captés de l'extérieur - semble reposer plutôt sur des pratiques informelles (domestique productif informel + deuxièmes emplois) et sur les solidarités (revenus non monétaires). Toutefois, la somme des deux secteurs domestiques productifs (formel + informel), n'est pas sensiblement inférieure à la moyenne trouvée pour l'ensemble des Rgi, ni pour les autres clusters. Ainsi, dans les territoires peu exportateurs (et ayant des montants basiques et domestiques par habitant plus faibles que la moyenne), les activités tournées vers la satisfaction de la demande locale représentent une part du secteur domestique en ligne avec les autres clusters. Cela signifie que, même dans les territoires aux revenus basiques et domestiques faibles, les ménages n'arrêtent pas de produire et de consommer au sein de l'économie locale, même s'ils s'appuient plus largement sur des activités non formalisées et sur des pratiques non monétaires, ces dernières relevant le plus souvent de la solidarité entre membres d'une même famille ou communauté.

Les revenus non monétaires représentent dans tous les clusters au moins un quart des revenus domestiques ; leur poids dans les Rgi oscille entre 18,7% et 40,2%. Ces revenus, le plus souvent marginalisés par les statistiques nationales, sont extrêmement importants pour l'ensemble des bassins d'emploi. En effet, leur écart-type est très faible (3,7) et ils ont partout un rôle incontournable. Les pourcentages les plus élevés se trouvent dans les territoires des clusters B et C. Cependant, leur rôle n'est pas négligeable non plus pour les territoires ayant une forte base exportatrice (cluster A) - où ils représentent



en moyenne 26,9% des revenus domestiques - ni dans les territoires fortement touristiques (cluster D) - où ils représentent en moyenne 26,0 %.

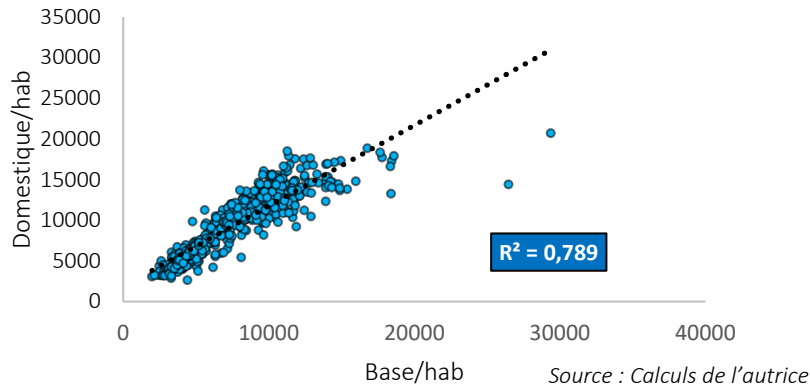
Cette analyse de la composition des revenus domestiques confirme l'importance de l'informalité et des solidarités pour le fonctionnement des économies des territoires brésiliens. Si nous regroupons le productif informel, les deuxièmes emplois et les revenus non monétaires, nous obtenons qu'en moyenne ces pratiques contribuent à hauteur de 55,1% à l'économie locale. La valeur minimale correspond aux territoires productifs (moyenne = 48,6%, médiane = 47,5%), et la valeur maximale aux territoires publics-touristiques-solidaires, (moyenne = 62,9%, médiane = 63,8%). Ces résultats remettent en question la perception de l'informalité comme une forme prémoderne de l'économie, une « pathologie spatiale » que de bonnes politiques de planification devraient pouvoir corriger ou éliminer (Kamete 2013). En effet, les circuits « supérieurs » et « inférieurs » de l'économie, tels que définis par le géographe brésilien Milton Santos (1975), coexistent et sont étroitement liés. Cette « économie des secteurs populaires » (Kraychete 2018; Gaiger 2019; Chapitre 2 de ce manuscrit) se structure pour répondre aux besoins des personnes qui ne sont pas complètement intégrées dans le secteur formel de l'économie, mais aussi aux besoins des consommateurs et consommatrices aisés qui choisissent d'acheter dans le secteur informel des biens et services sélectionnés en fonction de calculs économiques et/ou de coutumes sociales et culturelles. Le poids du secteur dit informel, même dans des Etats et régions ayant des secteurs productifs consolidés, montre la nécessité de dépasser la vision évolutionniste des économies, censées se formaliser progressivement pour devenir « développées ». Dans les Nords, l'informalité est rarement analysée (Hodder 2016; Jaffe et Koster 2019) - ou, quand elle l'est, elle fait l'objet de rapports spécifiques, et non d'un suivi systématique par les instituts statistiques nationaux. L'amélioration (ou même la création) de données sur les revenus informels (Insel 2008b) et non monétaires (Atkinson et Marlier 2010) dans les Nords pourrait ouvrir des débats intéressants et contribuer à révéler de « nouveaux » flux de richesse.

Après avoir détaillé la composition des revenus basiques et domestiques, nous allons maintenant analyser la relation entre ces deux secteurs, représentée, selon la version classique de la théorie, par le multiplicateur de la base économique.

### **2.3 Les effets multiplicateurs**

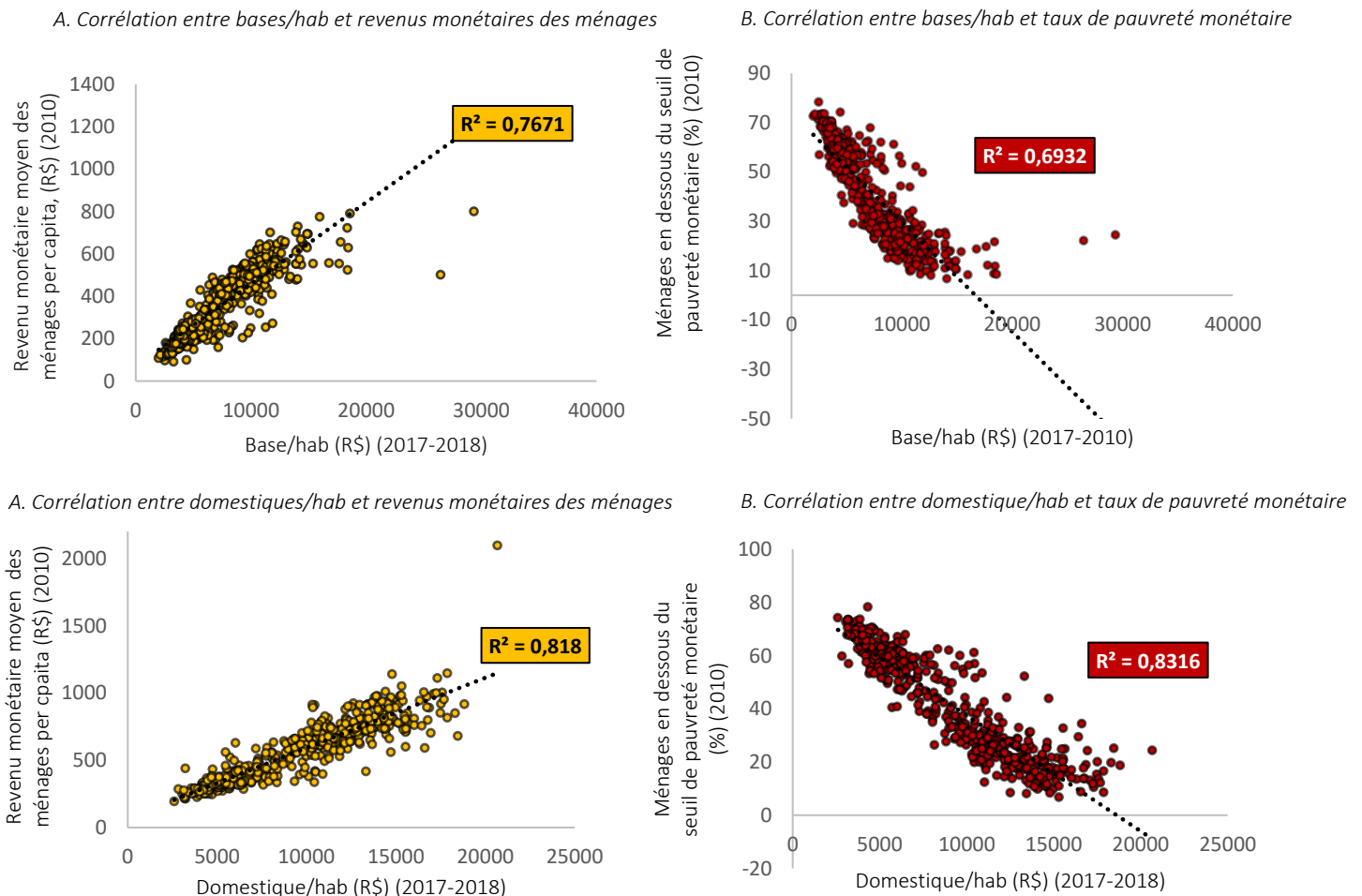
Nos résultats montrent qu'il y a sans aucun doute une relation entre les revenus domestiques et les revenus basiques. Le coefficient qui les relie est, selon la théorie de la base économique, un multiplicateur de type keynésien, censé résumer les effets que les revenus captés induisent sur les revenus qui circulent au sein des territoires. Ainsi, les revenus basiques seraient la variable indépendante - et les revenus domestiques, la variable dépendante. La relation linéaire entre les deux variables, dans le cas des Rgi brésiliennes, est visible dans le graphique ci-dessus (Fig. 33).

Figure 33. Relation entre les revenus basiques et domestiques des Rgi brésiliennes, 2017-2018



Toutefois, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, l'unilatéralité de cette relation a été largement remise en question : en effet, il est difficile de déterminer dans quelle mesure le secteur domestique est entraîné par le basique, et vice-versa, dans quelle mesure le secteur basique est entraîné par le domestique, par le biais de la « base de consommation » (Markusen et Schrock 2009). De plus, le coefficient de corrélation, quoiqu'élevée, est loin de décrire une droite parfaite : la quantité de revenus captés ne peut pas être la seule variable indépendante du modèle. En effet, une augmentation des revenus basiques n'a pas d'impacts sur les niveaux de vie des ménages, si le surplus capté n'est pas retenu au sein de l'économie locale.

Figure 34 Corrélation entre les revenus basiques et domestiques par habitant, les revenus monétaires des ménages per capita et le taux de pauvreté monétaire (< 1/2 SM per capita) dans les Rgi.



Source : IBGE (2010) et calculs de l'auteurice (IBGE 2010 et 2017-2018 ; MITUR)

Dans les graphiques ci-dessus (Fig. 34), nous observons que les niveaux de vie monétaires dans les territoires (mesurés par les revenus moyens per capita des ménages et par la part de ménages en dessous du seuil de pauvreté de  $\frac{1}{2}$  salaire minimum per capita ; source : recensement 2010) dépendent plus de la taille du secteur domestique (Fig. 34C et 34D) que de celle du secteur basique (Fig. 34A et 34B). Ainsi, il existe des mécanismes de transmission de la base économique vers la base domestique et les ménages du territoire, mais aussi des mécanismes de transmission du secteur domestique vers la base économique et vers les ménages du territoire, par le biais de la base de consommation. Toutes ces dynamiques sont liées entre elles, en complexifiant la lecture des résultats de l'application de la méthode de la base, mais mettent aussi en avant de nombreux leviers d'actions, qui ne se limitent pas à la base économique - et encore moins à la seule base d'exportation. Notamment, si du jour au lendemain toutes les entreprises exportatrices d'un territoire décidaient de doubler les salaires de leurs employés et employées, non seulement la base économique doublerait, mais les revenus des ménages dont un ou plusieurs membres travaillent dans ces secteurs augmenterait considérablement. Or, pour que cette augmentation ait des impacts sur le territoire - et se transmette à d'autres ménages - il est nécessaire que ces flux de richesses soient retenus au sein du territoire, notamment, en étant dépensés localement. Dans le cas contraire, ces revenus quittent le territoire et vont nourrir les bases extérieures d'autres territoires plus attractifs du point de vue résidentiel (loisirs, commerces...). De la même manière, l'augmentation de la base touristique peut ne pas entraîner une amélioration de la qualité de la vie, si le secteur touristique est constitué d'emplois très peu rémunérés, ou est dominé par de grands complexes hôteliers appartenant à des chaînes nationales ou internationales. Ou encore, l'ouverture d'une université, d'un hôpital, d'écoles publiques dans un territoire, ne permet pas de retenir les revenus engendrés dans les territoires, s'il n'existe pas un secteur domestique capable d'absorber la demande des salariés et des usagers de ces structures. Une augmentation des revenus issus des transferts sociaux peut avoir un lien plus direct avec les revenus domestiques, puisque les ménages à revenus faibles tendent à dépenser localement une part de leurs revenus plus importante que les ménages à revenus élevés (Hanlon et al. 2010). L'effet de ces transferts sur le secteur domestique est multiplié si l'argent que les ménages reçoivent par ce biais circule au sein des territoires plusieurs fois. Cela peut être le cas lorsque ces ménages utilisent cet argent en le dépensant dans des biens et services locaux, voire, en l'investissant dans leurs entreprises et petits commerces, formels et informels, qui contribuent au fonctionnement du secteur domestique. La rétention de ces richesses peut être appuyée par des politiques locales, voire par des projets issus d'organisations de la société civile allant dans ce sens. Notamment, dans la troisième partie de ce manuscrit, nous allons discuter de plusieurs expériences brésiliennes de Banques Communautaires de Développement et de Réseaux Locaux d'Economie solidaire, qui permettent de renforcer les effets multiplicateurs des emprunts octroyés et parfois aussi des transferts sociaux, en s'appuyant sur un système de monnaie sociales locales.

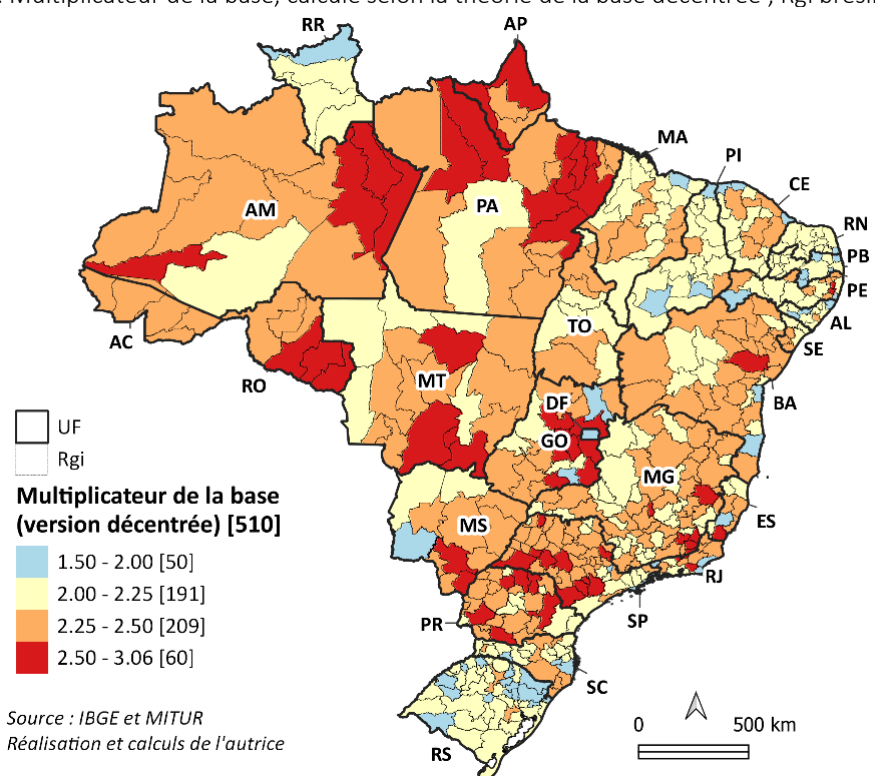
En ce qui concerne le secteur domestique, il peut avoir un effet d'entraînement direct sur le secteur basique - ce qui invalide le postulat d'une relation univoque entre ces deux secteurs, qui voudrait la base économique comme étant la variable indépendante du modèle. Notamment, lorsqu'une activité

du secteur domestique grossit, elle peut capter des nouveaux flux externes, attirant des nouveaux consommateurs (y compris des touristes), voire, commençant à exporter une partie de sa production. Aussi, le secteur domestique peut être en mesure de capter des flux publiques et privés, par exemple dans le cas d'associations et d'ONG qui, en grandissant, répondent à des appels d'offre (publics ou de fondations privées), demandant et obtenant des montants de plus en plus élevés, qui sont ensuite injectés dans l'économie locale, par le biais des salaires des employés, mais aussi à travers d'output non monétaires (qui améliorent la qualité de la vie des personnes bénéficiaires des projets financés.)

La discussion réalisée dans ces pages nous paraît un préambule nécessaire pour comprendre l'utilité et les limites du multiplicateur de la base, avant de présenter les résultats obtenus pour cet indicateur dans le cas des Rgi brésiliennes. En effet, au vu de la bidirectionnalité de la relation entre revenus basiques et domestiques, le multiplicateur ne peut pas être utilisé comme un outil de prédiction des impacts d'une augmentation du secteur basique sur les niveaux de vie dans les territoires. Toutefois, comme nous le verrons au fil de cette sous-section, cet indicateur permet tout de même d'identifier certains enjeux cruciaux pour le développement territorial - revalorisant l'importance des processus qui se passent au sein de la boîte noire du secteur domestique, invisibles aux analyses quantitatives.

Dans le cas brésilien, le multiplicateur de la base des bassins d'emploi - calculé utilisant notre méthode décentrée - oscille entre 1,54 et 3,06. Cela signifie que, en fonction des Rgi, chaque dollar (ou real) capté de l'extérieur génère entre 0,54 et 2,06 dollars (ou réaux) dans le secteur domestique. Les régions ayant un multiplicateur inférieur à 2 arrivent à retenir moins que ce qu'elles ont capté : pour chaque dollar (ou real) capté, moins d'un dollar (ou real) reste sur leur territoire. La moyenne et la médiane du multiplicateur de la base des Rgi s'élèvent toutes les deux à 2,26, l'écart-type étant très faible (0,208).

Carte 36. Multiplicateur de la base, calculé selon la théorie de la base décentrée ; Rgi brésiliennes, 2017-2018



Le multiplicateur (Carte 36) ne subit pas le clivage « classique » Nord/Sud. En effet, les valeurs moyennes les moins élevées correspondent à deux Etats du Sud, malgré leurs bonnes performances économiques ; c'est le cas pour Santa Catarina (2,17) et le Rio Grande do Sul (2,04), ainsi que pour le District Fédéral (1,70). Au contraire, de nombreuses régions « pauvres » ont des multiplicateurs très élevés. Notamment, les Rgi du Nord ont en moyenne les multiplicateurs les plus élevés (2,41) : on retrouve des valeurs moyennes particulièrement hautes dans les Rgi du Pará (2,51), du Amapá (2,50) et du Amazonas (2,46). Suivent les Rgi du Centre-ouest (2,36), du Sud-est (2,31), du Sud (2,18) et du Nord-est (2,17).

Les Rgi aux multiplicateurs les plus élevés ne sont pas forcément les Rgi avec les taux de pauvreté les plus faibles, ni celles qui captent le plus de richesse de l'extérieur. Notamment, si nous prenons l'ensemble des Rgi des capitales - qui, comme nous l'avons vu, ont toutes des bases par habitant plus élevées que leurs UF d'appartenance - la moyenne de leurs multiplicateurs est de 2,23. Cette valeur est inférieure à la moyenne brésilienne. De plus, parmi ces Rgi, les deux qui ont les bases par habitant les plus élevées, à savoir celles du District Fédéral et de Florianópolis (SC), sont aussi celles qui ont les multiplicateurs les plus faibles, inférieurs à 2 (respectivement, 1,70 et 1,99). Au contraire, les deux Rgi des capitales aux multiplicateurs les plus élevés sont Belém (PA) (2,65) et Manaus (AM) (2,63) - qui sont aussi les Rgi ayant les bases par habitant les plus faibles parmi toutes les capitales. En somme, même si nous avons trouvé une corrélation statistique entre les revenus basiques et domestiques par habitant (Fig. 33), cela ne se traduit pas par des effets multiplicateurs prévisibles du secteur basique sur le secteur domestique.

Le tableau ci-dessous (Tableau 22) présente les valeurs du multiplicateur pour les clusters des deux typologies présentées dans la section 2.2 de ce chapitre. Cela permet d'analyser comment le multiplicateur varie en fonction du niveau et de la composition des flux de richesses captés de l'extérieur. D'abord, nous observons les clusters en termes de \$ PPA (cf. partie haute du tableau). Les multiplicateurs les plus faibles correspondent aux territoires les plus spécialisés dans la production, ayant des revenus basiques très élevés (cluster 4) : la valeur moyenne du multiplicateur y est de 2,19. Suivent les territoires résidentiels-publics à revenus basiques intermédiaires (cluster 2) (2,23) et les territoires résidentiels-solidaires à revenus basiques faibles (cluster 3) (2,25). Le multiplicateur le plus élevé (2,30) correspond aux territoires productif-résidentiels à revenus basiques intermédiaires (cluster 1). Ainsi, les niveaux de revenus basiques ne se sont pas corrélés avec l'intensité des effets multiplicateurs : au contraire, il semblerait que les territoires fortement exportateurs arrivent à retenir moins de richesses que les territoires « pauvres » en base économique, dans lesquels les principaux moteurs du développement sont les transferts de l'Etat (sous forme de salaires des fonctionnaires ou d'allocations) et les revenus résidentiels.

Tableau 22. Multiplicateur moyen pour chacun des clusters des deux typologies des Rgi brésiliennes ; 2017-2018

Clusters en fonction des revenus basiques captés, en \$ PPA	Valeurs moyennes et médianes du multiplicateur (2017-2018)	
	Multiplicateur « décentré » moyen	Multiplicateur « décentré » médian
1. Revenus basiques intermédiaires, Rgi productive-résidentielles avec informel élevé	2,30	2,32
2. Revenus basiques intermédiaires, Rgi résidentielles-publiques	2,23	2,24
3. Revenus basiques faibles, Rgi résidentielles-solidaires	2,25	2,25
4. Revenus basiques élevés, Rgi fortement productives + retraites et public	2,19	2,18
<b>Moyenne Rgi</b>	<b>2,26</b>	<b>2,26</b>
Clusters en fonction de la composition de la base économique (en %)	Multiplicateur moyen	Multiplicateur médian
A. Rgi à base productive dominante	2,28	2,29
B. Rgi publiques-résidentielles à dominante retraites	2,31	2,28
C. Rgi publiques-résidentielles à dominante tourisme	2,19	2,16
D. Rgi à base touristique dominante	1,85	1,87
<b>Moyenne Rgi</b>	<b>2,26</b>	<b>2,26</b>

Sources : calculs de l'auteurice

Lorsque nous prenons en compte les clusters identifiés par rapport à la composition des bases économiques (cf. partie inférieure du tableau), les écarts en termes de multiplicateur sont plus importants. Les multiplicateurs les plus élevés correspondent au cluster B, dont les bases dominantes sont les retraites, la base publique et les solidarités (2,31). Suivent le cluster A, regroupant les territoires à dominante productive, avec un multiplicateur de 2,28, et le cluster C, regroupant les territoires publics-résidentiels-touristiques, avec un multiplicateur de 2,19. Les valeurs du multiplicateur les plus faibles correspondent au cluster D, constitué par les Rgi fortement spécialisées dans le tourisme. Pour ce groupe, le multiplicateur moyen est inférieur à 2 (1,87) : cela signifie que chaque dollar basique capté par ces territoires ne génère que 87 centimes dans l'économie locale.

Ces résultats confirment les éléments discutés au fil de la deuxième section de ce chapitre. D'abord, la productivité d'un territoire et ses niveaux de revenus basiques ne garantissent pas systématiquement des multiplicateurs élevés. Les territoires qui arrivent à retenir le plus de richesse semblent être les territoires aux revenus intermédiaires et ceux qui ne sont pas spécialisés dans une seule base. En effet, les territoires à revenus très élevés et fortement productifs ont des multiplicateurs plus faibles que les territoires résidentiels et solidaires à revenu faible ou intermédiaire. Notamment, alors qu'il existe une légère corrélation ( $R^2 = 0,54$ ) entre les bases productives par habitant (formelle + informelle) et les revenus domestiques par habitant, cette corrélation disparaît lorsqu'on prend en compte uniquement les

territoires fortement productifs du cluster 4 ( $R^2 = 0,07$ ). De la même façon, le tourisme, quand il occupe une place trop importante par rapport aux autres bases économiques - sous-entendant souvent un effet de tourisme de masse peu redistributif - se montre peu efficace dans la création de richesses qui puissent être retenues dans l'économie locale.

Nos résultats montrent que les effets multiplicateurs sont plus liés à la diversité de l'économie qu'à la spécialisation dans l'exportation - et que toute augmentation de la base économique est vaine si le secteur domestique n'est pas en mesure de retenir ces flux de richesses pour qu'ils bénéficient à l'ensemble des ménages du territoire. Cela remet en question les théories et les politiques axées sur l'extraversion des économies - souvent fortement supportées dans les zones en marge des dynamiques métropolitaines (à la fois dans les Nords et dans les Suds), qui tentent d'attirer le plus possible des investissements étrangers, en obtenant souvent des impacts très mitigés sur les tissus économiques locaux. En somme, le développement territorial serait plutôt le résultat d'une synergie entre une différenciation des activités économiques (locales et exportatrices). Cela doit nécessairement s'accompagner par des interventions au niveau des territoires dans les domaines social, environnemental, culturel. En effet, le but du développement territorial est d'améliorer le cadre de vie dans les territoires, pour les rendre aptes à attirer et retenir des personnes - et non seulement des revenus.

#### **2.4 Les écarts avec la méthode « Nords » : le dévoilement de la partie immergée de l'iceberg des économies territoriales**

Les résultats jusqu'ici présentés dans ce chapitre ont montré le rôle incontournable de certains flux de revenus « inédits » dans les applications de la théorie de la base élargie depuis les Nords. Pour rendre encore plus explicite leur importance, nous avons mesuré les secteurs basique et domestique en utilisant la version « Nords » de la théorie : ce qui permet de mesurer les apports de la version décentrée. Pour cela, nous avons retiré de la base économique des Rgi trois composantes, à savoir (i) la base productive privée informelle, (ii) les transferts privés entre ménages et (iii) la variation du patrimoine. Nous retirons également du domestique (i) les revenus informels, (ii) les revenus non monétaires et (iii) les flux privés non salariaux.

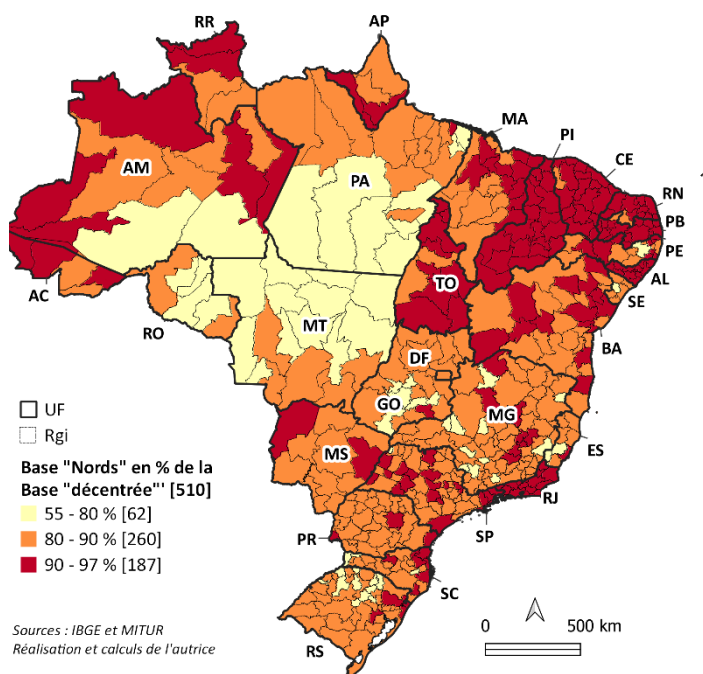
Les résultats obtenus appliquant la méthodologie « Nords » s'éloignent de ceux obtenus en utilisant la méthodologie décentrée, surtout en ce qui concerne la taille du secteur domestique (Carte 37). En fonction de la Rgi, la méthodologie Nords arrive à intercepter 55 à 97 % des revenus basiques mesurés par la version décentrée (la moyenne étant 87,2%). Elle est beaucoup moins performante en ce qui concerne la mesure du secteur domestique. En effet, la version Nords de la méthode n'intercepte que 20 à 50 % des revenus domestiques calculés par la version décentrée (la moyenne étant 42,8%).

En ce qui concerne la base économique (Carte 37A), les écarts entre les deux méthodes sont sans surprise très importants pour les territoires dont la base productive repose largement sur l'informalité. Ce décalage est très évident pour la région Amazonienne, ainsi que pour de nombreuses Rgi du Mato Grosso, du Goiás, du Minas Gérais et du Rio Grande do Sul. Dans ces Rgi, au moins 20% des revenus basiques ne sont pas pris en compte par la méthode Nords, qui ne serait donc pas en mesure de

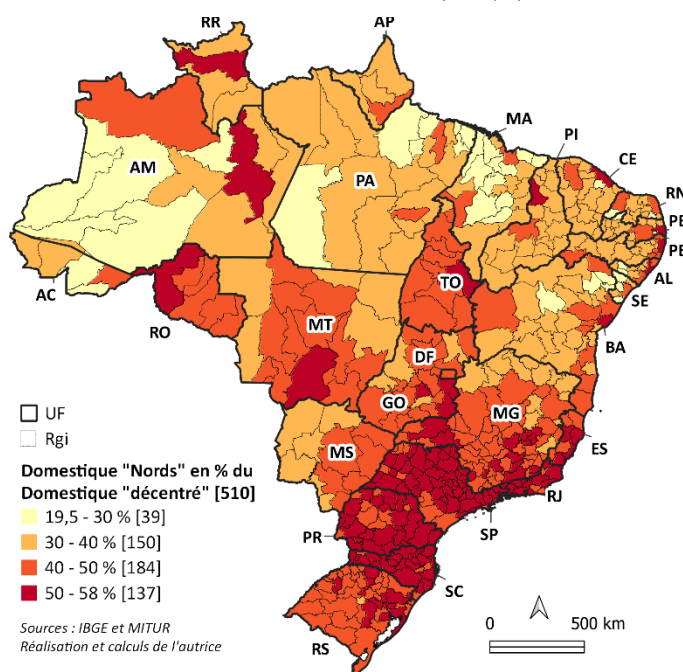
percevoir l'importance de leurs tissus productifs informels - les classant sans doute comme des Rgi à dominante publique ou résidentielle.

Carte 37. Part des revenus basiques et domestiques des Rgi calculée par la théorie de la base « Nords », par rapport à la version décentrée ; 2017-2018.

A. Part des revenus basiques (%)



B. Part des revenus domestiques (%)

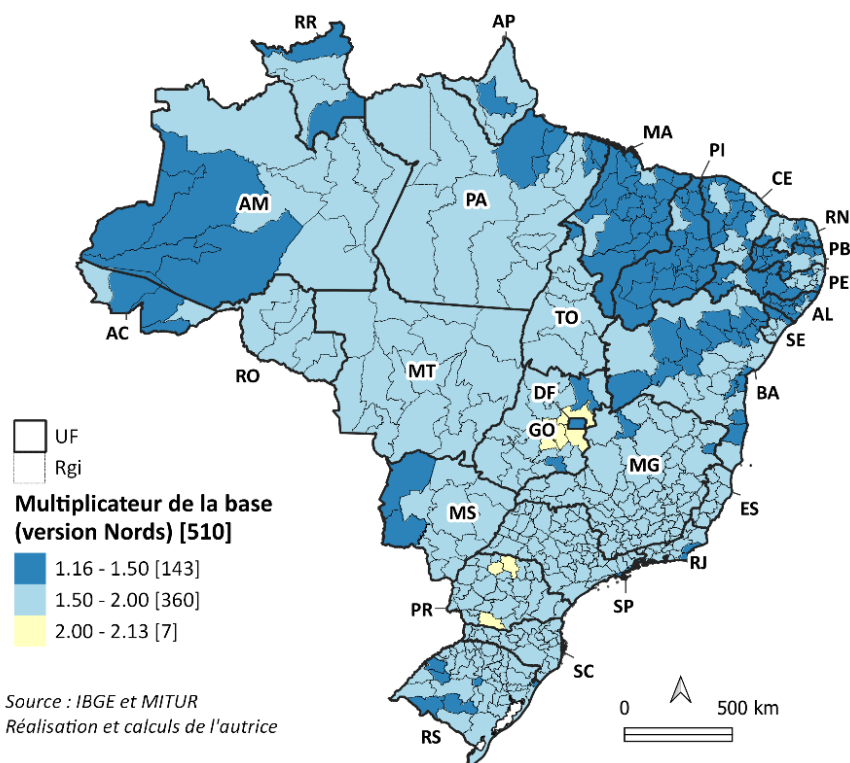


En ce qui concerne le secteur domestiques (Carte 37B), dans trois Rgi sur quatre, la méthode « Nords » parvient à mesurer moins de 50% des flux calculés par la méthode décentrée. Les écarts entre les résultats des deux méthodes sont particulièrement importants dans les régions à revenus faibles et caractérisées par une informalité importante, notamment dans le Nord et dans le Nord-est. Notamment, la méthode « Nords » ne capte en moyenne que 34,9% des revenus domestiques des Rgi à revenus faibles (cluster 3 de la classification en termes de \$ PPA). Rien que la non prise en compte des revenus non-monétaires retire par défaut au moins un cinquième des revenus domestiques de toutes les Rgi.

La sous-estimation à la fois du basique et du domestique, en proportions variables en fonction des Rgi, se reflète sur le multiplicateur (Carte 38). En effet, en utilisant la méthode « Nords » cet indicateur est bien plus faible, dépassant 2,00 seulement en 7 territoires - contre 461 en utilisant la version décentrée (Carte 38). Le multiplicateur de la base est en moyenne de 1,6 : cela signifie qu'en moyenne, chaque dollar (ou real) qui rentre dans les Rgi ne génère que 6 centimes. Ainsi, la capacité des territoires de retenir des richesses externes, voire, d'en créer des nouvelles par le biais de la base de consommation, est largement sous-estimée. Les territoires les plus « pénalisés » sont ceux où les pratiques domestiques informelles sont plus diffuses - particulièrement dans le Nord et dans le Nord-est.



Carte 38. Multiplicateur de la base des Rgi brésiliennes, calculé utilisant la version Nords de la théorie, 2017-2018



Cette comparaison entre les résultats des deux méthodes permet de « quantifier » les apports de la version décentrée de la théorie de la base économique. En effet, dans le cas du Brésil, la méthode développée dans ce manuscrit permet de révéler en moyenne 15% des revenus basique supplémentaires et 60% de revenus basiques supplémentaires par rapport à la version Nords. Puisque la taille du secteur domestique en sort presque doublée, ces résultats permettent aussi de mettre en lumière le rôle moteur de ce secteur - dont la capacité de retenir et générer des richesses est bien plus importante que celle qui aurait été estimée par la version Nords. Ainsi, même si la méthode proposée dans ces pages n’est pas parfaite ni définitive (étant ouverte à intégrer tout autre flux de richesses qui s’avèreraient mesurables), elle a sans aucun doute le mérite de rendre visible une nouvelle portion de l’« iceberg » par lequel Gibson-Graham (2006) modélisent les économies territoriales (cf. introduction).

Dans la deuxième section de ce chapitre, nous avons présenté les résultats de l’application de la version décentrée de la théorie de la base aux régions géographiques immédiates du Brésil. La mesure des flux qui composent les secteurs basique et domestique permet de visualiser, d’un seul coup d’œil, les flux de richesses qui traversent les territoires brésiliens. La quantification de la relation entre ces deux secteurs - résumée par le multiplicateur de la base - aide à identifier des problèmes de « fuites » des revenus basiques et d’inertie du secteur domestique. Une connaissance approfondie des sources de revenus (externes et internes) sur lesquelles les économies des territoires reposent est incontournable pour envisager des leviers d’actions (basiques et domestiques) adaptés aux différents contextes, en prenant en compte leurs atouts et faiblesses.

Cette méthodologie permet d'avoir des résultats comparables entre les Rgi de toutes les Unités Fédératives. Toutefois, puisque le Brésil est un Etat Fédéral et que chacune des UF est dotée d'un gouvernement autonome, les acteurs et actrices locaux, ainsi que les pouvoirs publics, pourraient être intéressés à identifier des leviers d'action locaux, dans une perspective de développement étatique plutôt qu'à l'échelle nationale. En effet, la méthode « nationale » que nous avons présentée dans cette deuxième section prend comme valeurs moyens de référence celles du Brésil, lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre la nature basique ou domestique des revenus. Ainsi faisant, on identifie des pôles de croissance qui contribuent à la richesse du pays ; toutefois, on peut passer à côté d'autres pôles secondaires, qui ont un poids négligeable du point de vue du développement national, mais qui sont tout de même structurants pour l'UF dans laquelle ils sont localisés. C'est le cas de certaines Rgi du Nord-est brésilien, qui exportent moins que les grands pôles du Sud-est ou du Centre-ouest, mais qui représentent des points de repère dans le tissu productif de leurs Etats respectifs. Lorsque la nécessité de se focaliser sur une ou plusieurs Rgi d'une même UF se présente - notamment pour les gouvernements étatiques - il est possible d'utiliser une méthode que nous définissons comme « monographique », que nous allons présenter dans la section suivante, qui clôture ce chapitre.

### 3. Une méthode « monographique » destinée aux acteurs et actrices locaux

Nous définissons cette méthode « monographique », du fait qu'elle s'applique aux Rgi d'une seule UF à la fois - et que les résultats obtenus pour chaque UF ne sont pas comparables entre eux, puisque les moyennes utilisées pour départager le basique du domestique ne sont pas les mêmes. L'utilisation de la moyenne de l'UF plutôt que de celle du pays pour calculer les coefficients de localisation donne des informations complémentaires sur les économies des territoires, surtout en ce qui concerne la base productive. Cette méthode s'adresse principalement aux décideuses et décideurs locaux, qui peuvent être intéressés à considérer leur UF comme étant un Etat à part entière, pour identifier des leviers d'actions activables par des politiques étatiques - et pas forcément fédérales.

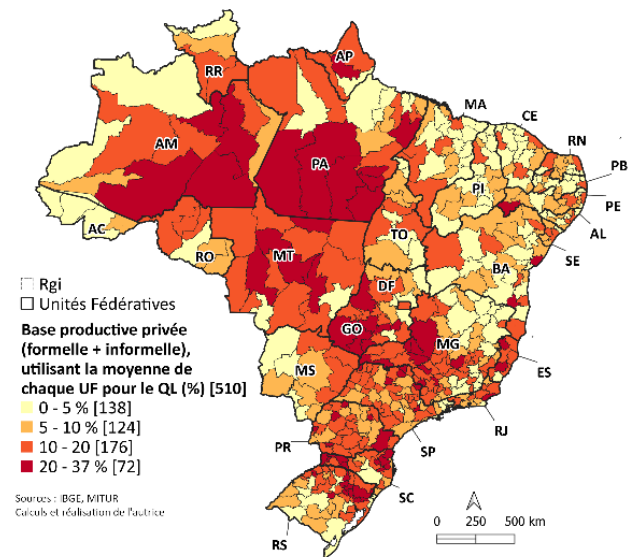
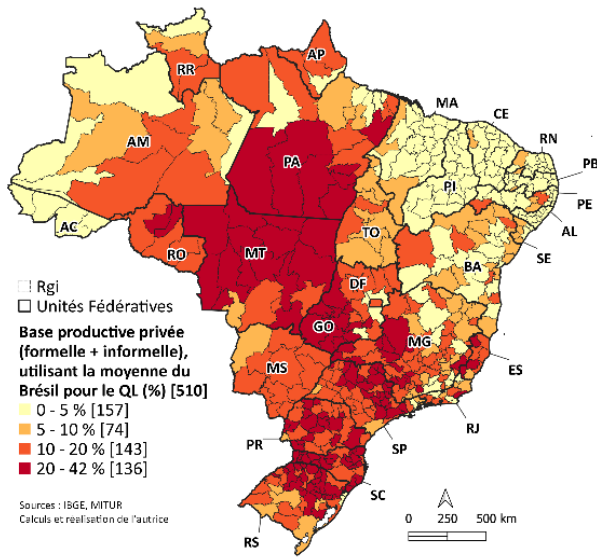
Les résultats obtenus en utilisant cette méthode sont détaillés dans les cartes des Annexes 21 (revenus basiques) et 22 (revenus domestiques).

Le décalage entre la méthode présentée dans la deuxième section de ce chapitre et la méthode monographique concerne uniquement le traitement des données d'emplois (formels et informels) dans les secteurs « mixtes », car ce sont les seuls auxquels on applique le coefficient de localisation (Cf. Chapitre 5). Les deux cartes ci-dessous (39A et 39B) montrent les écarts entre les deux méthodes pour la base productive privée (formelle + informelle). Dans l'Annexe 23, nous isolons les composantes formelle et informelle - ce qui permet d'observer les variations de chacune des composantes, en fonction de la moyenne utilisée comme référence pour calculer le quotient de localisation (Brésil VS Unités Fédératives).

Carte 39. Poids des bases productives privées (formelle + informelle) sur le total des bases économiques, en pourcentage ; Rgi, 2017-2018

A. Base productive des Rgi, utilisant la méthode « nationale » pour calculer les quotients de localisation (%)

B. Base productive des Rgi, utilisant la méthode « monographique » pour calculer les quotients de localisation (%)

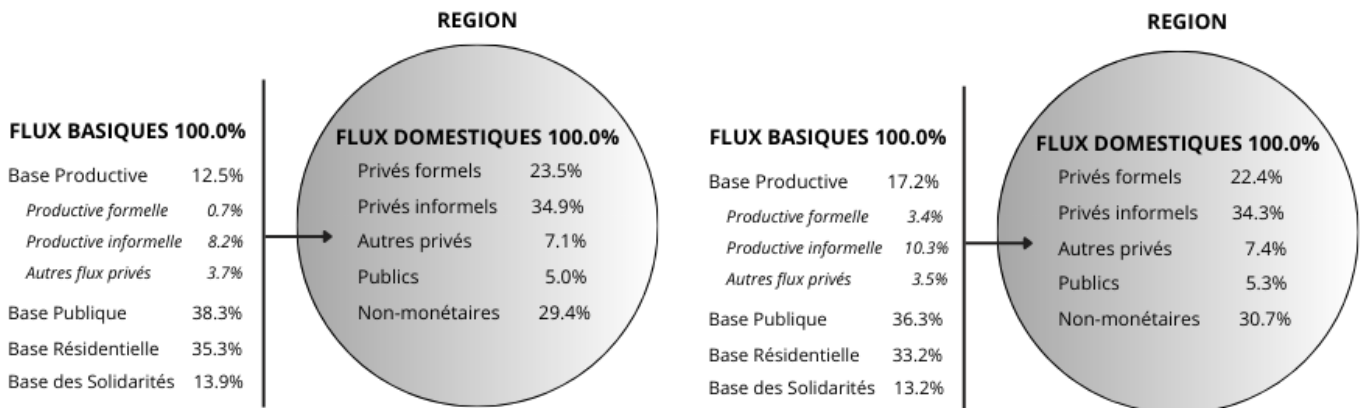


En utilisant l'approche monographique (Carte 39B), on observe principalement deux changements. D'abord, la plupart des Etats du Nord et du Nord-est voient apparaître des « nouveaux » pôles productifs, voire, devenir plus « foncés » des pôles déjà identifiée par la méthode nationale (notamment, les Rgi des capitales). Les pôles dévoilés par la méthode monographique ont sûrement une importance secondaire à l'échelle du pays. Toutefois, ils jouent un rôle structurant quant aux tissus productifs des UF respectives - pouvant représenter des relais locaux de croissance des principaux pôles productifs nationaux. Pour illustrer ce propos, nous pouvons utiliser l'exemple du Amazonas, dans le Nord du Pays. Concernant les Rgi de cette UF, les écarts entre la méthode nationale et la méthode monographique (qui concernent principalement la base productive formelle) sont présentés dans le schéma ci-dessous (Fig. 35) :

Figure 35. Composition moyenne des flux de revenus des Rgi du Amazonas (Nord)

Moyenne de référence : Brésil

Moyenne de référence : Etat du Amazonas



Source : Calculs de l'auteurice

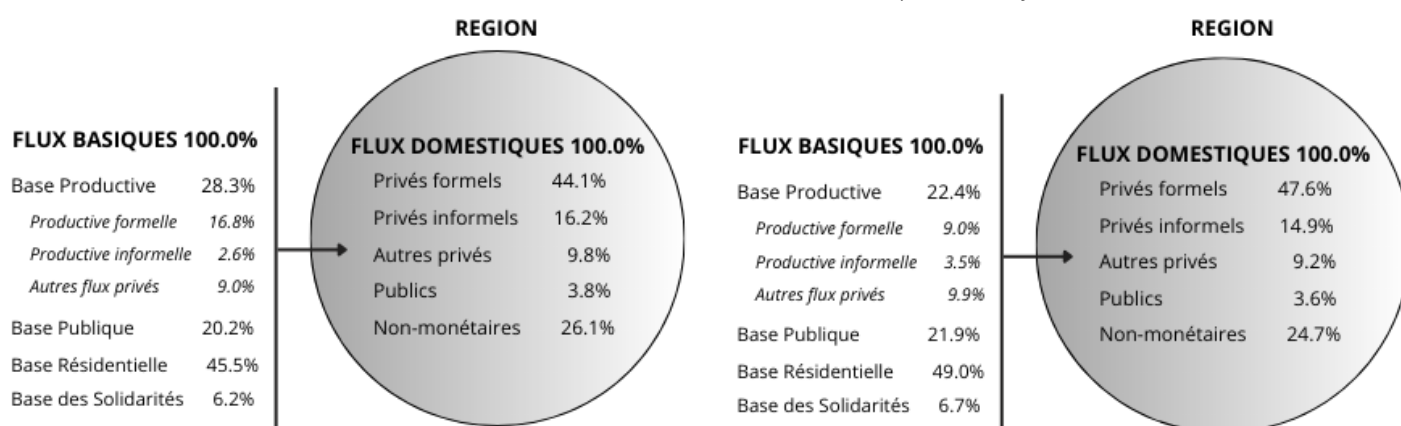
En utilisant la méthode nationale, seulement 12,5% de la base économique des Rgi du Amazonas est constituée par la base productive, alors qu'en utilisant la méthode monographique ce pourcentage dépasse 17%. En particulier, le poids de l'ensemble des bases formelle et informelle passe de 8,9% à 17,7%. La Carte 39B montre que, dans cette UF, quatre Rgi (spécialisées dans le secteur primaire) passent en rouge foncé - ce qui signifie qu'en utilisant la méthode monographique, le poids de leur base productive (formelle + informelle) parvient à dépasser 20%.

En même temps, de nombreuses Rgi du Centre-ouest, du Sud-est et du Sud voient leur rôle exportateur se réduire, notamment dans les Etats du Mato Grosso, du Mato Grosso do Sul, de São Paulo ou encore du Rio Grande do Sul. Cela n'est pas étonnant, puisque ces UF concentrent des Rgi très productives et aux salaires plus élevés que la moyenne. Lorsqu'on utilise la méthode nationale, une large partie des Rgi de ces UF affichent une base productive élevée. En effet, il s'agit des principaux pôles productifs du pays. En utilisant la méthode monographique, plusieurs de ces Rgi perdent une partie de leur base exportatrice - et une hiérarchisation apparaît entre les pôles productifs des UF très exportatrices. Lorsque le rôle productif de ces Rgi décroît, d'autres moteurs du développement peuvent être dévoilés. Dans le schéma ci-dessus (Fig.36), nous présentons les écarts entre la méthode nationale et la méthode monographique pour l'Etat de São Paulo, c'est-à-dire, l'état le plus industrialisé du Pays (cf. Chapitre 4). Dans les Rgi de cette UF, l'utilisation de l'approche monographique entraîne une diminution de la base productive exportatrice dans son ensemble ; en particulier, la base formelle perd du poids (passant de 16,8% à 9,0%), alors que la base informelle gagne quelques points de pourcentage (passant de 6,0% à 7,6%). La diminution de la base productive est compensée par une augmentation de la base résidentielle. Cela peut permettre aux décideurs locaux d'envisager d'autres leviers de développement que les secteurs productifs pour ces Rgi - à identifier au cas par cas, en fonction des flux de richesses mesurés dans les différents territoires.

Figure 36. Composition moyenne des flux de revenus des Rgi de São Paulo (Sud-est)

Moyenne de référence : Brésil

Moyenne de référence : Etat de São Paulo



Source : Calculs de l'auteur

La limite de la méthode monographique est de ne pas permettre une comparaison des résultats entre Rgi appartenant à des UF différentes, puisque les moyennes de référence pour calculer le quotient de localisation ne sont pas les mêmes. Toutefois, elle peut être considérée comme un outil complémentaire pour comprendre les dynamiques économiques des territoires brésiliens. En effet, elle permet de

nuancer les résultats pour les Etats aux valeurs « extrêmes », en identifiant d'un côté des dynamiques productives (faibles au niveau national mais importantes au niveau des UF) dans les Etats faiblement exportateurs, ainsi que des dynamiques non productives au sein des Rgi des Etats fortement exportateurs. Malgré les précautions à prendre dans sa mise en place, cette approche nous paraît pouvoir trouver sa place dans un pays fédéral, où chaque Etat a son propre gouvernement, ainsi que son propre budget. En effet, elle peut intéresser les décideurs locaux pour mettre en place des analyses et des stratégies de développement à une échelle géographique plus fine.

## Conclusion du Chapitre 6

Dans ce chapitre, nous avons présenté les résultats de l'application de la théorie de la base décentrée au cas brésilien - d'abord à une échelle géographique « macro » (les Unités Fédératives), puis à une échelle « méso » (les régions géographiques immédiates). Les données de revenus disponibles pour le Brésil nous ont permis de prendre en compte des flux de richesses qui n'ont jamais été mesurés lors des applications dans les Nords - à savoir, les revenus issus des emplois informels, les transferts entre ménages et les revenus non monétaires. Sans aucun doute, l'amélioration (voire, la création) de bases de données concernant ces flux (dans les Nords comme dans les Suds) pourrait ouvrir des débats intéressants et dévoiler de nouveaux flux de richesses et moteurs du développement.

Nos résultats rejoignent ceux trouvés dans les applications de la théorie dans les Nords, soulignant le rôle incontournable des revenus « non productifs » - et appelant à une analyse du développement économique qui soit axée sur le revenu régional et ses diverses sources (à la fois monétaires et non monétaires, formelles et informelles). Ainsi, nous suggérons d'appréhender les territoires non seulement en tant que lieux de production, en compétition entre eux, mais plutôt comme des systèmes complexes de pratiques socio-économiques, interconnectés et complémentaires. Chaque flux de richesse - basique et domestique - a un rôle à jouer en ce qui concerne la captation de la richesse et la circulation (et multiplication) des revenus au niveau local.

Au vu de la variété des configurations possibles des économies territoriales, il est difficile de proposer une « recette » garantissant aux régions d'avoir une économie florissante. En effet, nos résultats montrent qu'aucune base, à elle seule, n'est corrélée aux revenus domestiques ou aux taux de pauvreté dans les territoires. Ainsi, il est impossible de soutenir que des territoires qui produisent plus pour l'exportation se portent effectivement mieux quant à leur économie locale ou quant à leurs indicateurs socio-économiques. Le développement territorial semble dépendre plus de la synergie entre les différentes bases que d'une stratégie de forte spécialisation. Notamment, notre analyse des multiplicateurs économiques montre que les territoires très productifs et très touristiques sont ceux ayant le plus de difficultés à retenir les flux de richesses captés.

Disposer d'une méthodologie pour calculer les flux de richesses peut aider les décideurs politiques à envisager des leviers d'action pour améliorer la qualité de la vie dans les territoires, tant dans les Rgi à revenus basiques faibles que dans celles à revenus basiques élevés. Notamment, dans des Rgi rurales avec des bases exportatrices faibles, des coopératives d'agricultrices et agriculteurs familiaux pourraient s'organiser pour exporter une partie de la production locale ; dans des Rgi ayant des atouts touristiques inexplorés, il serait possible de structurer une filière touristique, en s'appuyant notamment sur des activités de tourisme communautaire, permettant d'activer des ressources locales et de renforcer d'autres secteurs économiques. Aussi, pour des territoires marqués par des revenus très faibles et des taux de pauvreté élevés, des stratégies basées sur les transferts publics peuvent être envisagées, notamment, en renforçant des programmes de transferts ou en en créant des nouveaux. Ces actions peuvent être couplées à des stratégies de rétention de la richesse au niveau local - notamment, en soutenant la consommation locale par le biais de dispositifs comme les monnaies locales (cf. Chapitre 7). C'est ce qui s'est passé dans nos terrains de recherche (cf. Chapitres 8 et 9), ainsi que dans la ville de Maricá (RJ), cette

dernière ayant mis en place une expérience de revenu universel en monnaie locale, financé à partir des royalties du pétrole (cf. Chapitre 9).

Les réflexions quant à la quantité et qualité des flux qui traversent les territoires ne concernent pas uniquement ces Rgi qui captent des faibles montants de l'extérieur, mais aussi celles à revenus élevés qui souhaiteraient différencier leurs sources de revenus basiques, si leur composition actuelle n'a pas d'effets suffisamment positifs sur les économies locales. Notamment, dans le cas de Rgi spécialisées dans la production et dans le tourisme où ces activités entraînent des externalités négatives, il est possible d'identifier des leviers d'action pour renforcer d'autres bases économiques, voire, des mesures à mettre en place localement pour que ces flux basiques soient mieux redistribués et retenus.

La complexité des économies territoriales, la variété de leviers existants pour le développement économique - ainsi que les effets jamais identiques qu'un même levier peut avoir sur des territoires différents - sont autant de variables difficiles à modéliser de manière quantitative. C'est pour cela qu'il nous paraît important, suite à ces « diagnostics » macro et méso des économies infranationales, d'ouvrir la « boîte noire » de la circulation de la richesse à l'échelle locale, à laquelle sera dédiée la troisième partie de ce manuscrit.

## Conclusion de la Partie II

Cette deuxième partie a traité de l'importance de dépasser les approches productivistes du développement pour affiner la compréhension des réalités socio-économiques des territoires.

Dans le quatrième chapitre, nous avons présenté le contexte socio-économique brésilien, montrant la déconnexion entre production, revenus et bien-être des populations, qui ressort grâce à la prise en compte de l'échelle infranationale.

Dans le cinquième chapitre, nous avons parcouru les principales applications de la théorie de la base dans les Suds, leurs atouts et leurs limites. Aussi, nous avons détaillé la méthodologie décentrée que nous avons développée pour mesurer les richesses qui traversent les territoires, en allant au-delà des flux de richesses « productifs » et « formels », sur lesquels se focalisent les applications dans les Nord. L'élargissement ultérieur de ce cadre d'analyse à partir des Suds confirme l'intérêt d'innover dans les approches régionales et territoriales du développement, pour prendre en compte des pratiques trop souvent ignorées ou marginalisées.

Le sixième chapitre a présenté les résultats de l'application de la théorie de la base décentrée aux Unités Fédératives et aux Régions géographiques immédiates brésiliennes, ainsi que ses apports théoriques et pratiques. Notre analyse a confirmé les constats faits par les études précédentes dans les Nord quant au rôle incontournable des bases résidentielle et publique. Aussi, elle a dévoilé l'importance des pratiques informelles - à la fois monétaires et non monétaires - et mis en avant le rôle des solidarités (à la fois publiques et privées).

La théorie de la base permet de lire les inégalités de revenus sous un nouvel angle. Elle montre que, même dans les territoires ayant une productivité faible et des faibles niveaux de vie, des flux de revenus sont captés et circulent. L'enjeu de la captation de revenus extérieurs ne repose pas nécessairement sur les secteurs exportateurs « classiques » (formels et « productifs » au sens strict du terme) : les richesses captées par le biais du tourisme, des retraites, de la solidarité nationale et privée sont tout aussi légitimes et importantes. Elles jouent un rôle fondamental pour soutenir l'économie locale (le secteur domestique) et pour relever le niveau de vie des populations. De plus, ces flux de revenus sont plus facilement retenus localement par rapport aux revenus venant de certains secteurs exportateurs (notamment, les secteurs extractifs), qui créent un faible nombre d'emplois et dont une large partie des profits ne bénéficie pas aux communautés locales. Les résultats obtenus de l'application de cette théorie en termes de revenus questionnent les politiques publiques, comme cela a déjà été le cas pour les territoires français pendant les années 2010. Dans les deux cas, la théorie de la base élargie a fait ressortir qu'une stratégie de développement économique uniquement basée sur les exportations n'est pas en mesure de garantir un développement territorial équilibré. La captation de revenus externes de différentes sources doit s'accompagner de politiques ré-distributives, qui supportent la consommation des ménages et contribuent ainsi à la circulation de la richesse localement, stimulant la base de consommation, qui à son tour peut être en mesure de capter des flux basiques.

Cette application de la théorie de la base à un pays des Suds nous permet de mettre en avant, encore une fois, la souplesse et l'adaptabilité de ce cadre d'analyse. Comme nous l'avons évoqué, il



s'agit d'une méthodologie plutôt que d'une théorie au sens propre, avec des catégories figées : elle ne propose pas une grille d'analyse prédéfinie et n'impose pas des flux à intégrer impérativement dans le secteur basique ou dans le secteur domestique. C'est d'ailleurs sans doute pour cela que parfois les économistes s'y approchent avec suspicion, en la percevant comme peu solide car peu modélisée et finalement assez simple d'utilisation, du fait qu'elle ne demande pas des connaissances économétriques avancées. A l'envers, nous considérons que sa souplesse et sa facilité d'appropriation par les non spécialistes en font un outil incontournable pour les analyses territoriales. En tant qu'outil de « weak theory », la théorie de la base permet de tracer autant de configurations économiques possibles que d'économies territoriales existantes, sans jugements de valeurs. Il s'agit d'une démarche inductive, qui invite à adopter une posture d'écoute vis-à-vis des territoires et de leurs acteurs et actrices, pour comprendre quels revenus mesurer et comment. Cette posture nous paraît particulièrement pertinente alors que le contexte de crise permanent dans lequel nous évoluons montre la nécessité de repenser l'économie à partir des besoins réels des territoires, plutôt qu'à partir d'indicateurs de croissance nationale. Evidemment, notre application de la théorie de la base demeure imparfaite et incomplète. D'autres flux pourront venir enrichir ce modèle, comme il a déjà été le cas au fil des dernières décennies.

La théorie de la base décentrée nous permet de poser des diagnostics quant à la capacité d'un territoire de capter, retenir et générer des revenus, ainsi que d'identifier des actions contribuant à augmenter le bien-être des populations locales. Toutefois, pour qu'elle puisse appuyer de manière efficace les politiques et actions de développement, il est indispensable de coupler ses résultats quantitatifs avec des études « micro ». En effet, ce n'est que la connaissance approfondie du terrain, au travers d'une analyse des atouts locaux et des aspirations des acteurs et actrices concernés, qui permet d'identifier les leviers de développement les plus pertinents à activer. En allant dans ce sens, la partie suivante de ce manuscrit se focalise sur trois terrains d'études, en mettant en avant des innovations locales en matière de rétention des richesses captées, ainsi que le rôle moteur du secteur domestique. Nous analyserons les actions et dispositifs que ces territoires ont mis en place pour renforcer les effets multiplicateurs des richesses qui les traversent - et supporter ainsi des dynamiques de développement socio-économique.

---

## **TROISIEME PARTIE**

**La rétention et circulation de la richesse : un enjeu crucial pour le  
développement des territoires**

---

## Introduction de la Troisième partie

*Money is round and it rolls away.*  
(Dictionary of English proverbs, 1948, proverbe n. 429)

L'économie territoriale est - comme nous l'avons vu - l'économie d'un système d'échanges ouvert sur l'extérieur. Or, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, la théorie économique s'est focalisée principalement sur les échanges entre nations et entre territoires, plutôt que sur les échanges infra-territoriaux (c'est-à-dire, entre habitants et habitantes d'un même espace). L'inquiétude pour le destin de la richesse captée de l'extérieur - qui peut être retenue dans le territoire ou s'évader ailleurs - ne semble concerner qu'une toute petite portion de la littérature économique. Les activités de consommation locale se retrouvent reléguées à un rôle secondaire dans les analyses, tout comme les échanges informels et non monétaires entre membres d'une même communauté. La science régionale ne fait pas exception : en effet, la plupart de ses modèles dominants se basent sur une dichotomie entre la région étudiée et le reste du monde, avec peu d'intérêt pour ce qui se passe au sein de la région elle-même. Cela se reflète dans le rôle résiduel attribué au secteur domestique, qui est rarement investigué car considéré comme une variable dépendante, fonction des revenus basiques, auxquels il serait corrélé à travers une constante (le « multiplicateur de la base »). L'attention est le plus souvent portée sur les règles censées régir l'agglomération des activités productives - tournées en large partie vers la satisfaction de la demande extérieure au territoire. La croyance dans la primauté du rôle des exportations a été entretenue par des théories comme celle de la base économique, postulant que la consommation des ménages locaux n'aurait qu'un rôle passif et serait induite par les revenus issus des activités exportatrices (Markusen 2007; Ruault 2014).

Or, ces convictions sont loin d'être validées empiriquement : les revenus des ménages locaux, comme nous l'avons vu dans la théorie de la base de consommation (cf. Chapitre 3), peuvent avoir un effet « multiplicateur » que nous percevons par de précédentes études empiriques ainsi que par nos études de cas - même si son ampleur reste difficile à mesurer. Selon la littérature dans ce domaine (Markusen et Schrock 2009; Williams 1996; Persky, Ranney, et Wiewel 1993), ce sont justement les stratégies de consommation locale qui expliquent les différences dans la « multiplication » des revenus entre territoires ayant des tailles et des structures économiques similaires. Il ne s'agit pas pour autant d'invalider la théorie de la base économique en la remplaçant par un cadre analytique alternatif, mais plutôt de la compléter en y intégrant les activités tournées vers la satisfaction des besoins locaux, reconnaissant le rôle actif du secteur domestique dans la détermination du revenu des territoires. Pour cela, il est nécessaire de reconnaître que la consommation a un rôle tout aussi incontournable pour proposer des leviers d'intervention qui permettent de retenir les richesses et d'améliorer la qualité de la vie dans les territoires. Comme nous l'a exposé Joaquim de Melo, lors de l'entretien qu'il nous a accordé, les économies territoriales risquent de se comporter comme un *balde furado* (un « seau troué »). Figure clé du système brésilien de monnaies sociales, dont nous aurons l'occasion de parler dans les pages qui suivent, il nous a raconté :

*Nous avons fait cet atelier du « seau troué », qui était littéralement un seau. Nous avons percé le fond et mis des bouchons en liège dans les trous. Et nous avons distribué quelques boules de papier et avons demandé aux gens de la communauté : « Sommes-nous pauvres ? ». Et les gens : « Nous sommes pauvres, oui ! » Et alors, je demandais : [Q :] « Y a-t-il de l'argent ici dans la communauté ? » [R :] « Non, il n'y en a pas ! Nous sommes pauvres ! ». [Q :] « Quelqu'un ici est à la retraite ? ». [R :] « Si, il y en a plusieurs ! ». Et alors oui, il y a de l'argent. A ce moment-là, j'écrivais sur une boule de papier « Retraité », et je la jetais dans le seau. [Q :] « Y a-t-il quelqu'un ici qui demande l'aumône ? » [R :] « Oui ! ». Donc, c'est de l'argent qui rentre, l'argent de l'aumône. J'écrivais « aumône » sur un petit papier, et je le mettais dans le seau. [Q :] « Est-ce que quelqu'un travaille ? » [R :] « Oui ! ». Un maçon, ou je ne sais pas quoi... Donc, « argent des travailleurs »... Alors, on simule toutes les sources possibles d'argent... et en rajoutant les boules de papier dans le seau, on se rend compte que oui, il y a de l'argent. Ensuite, je faisais la blague que je fais encore aujourd'hui pendant mes ateliers. Je demandais à quelqu'un : [Q :] « Avez-vous pris un bain aujourd'hui ? » [R :] « Oui ! » [Q :] « Et le savon que vous utilisiez, où est passé l'argent utilisé pour l'acheter ? » [R :] « Dans les égouts ! ». « Ben, non », je disais... « Il est allé dans la poche de la personne qui a fabriqué le savon. Elle a acheté le savon à l'extérieur, elle a payé la personne à l'extérieur. » Et tout le monde, « C'est vrai ! » - et on a retiré un bouchon du seau. Et là une des boules de papier tombait... Et donc je demandais : [Q :] « Et les vêtements de la dame, où ont-ils été achetés ? » [R :] « Ah... au marché ». A la houppe, tout en dehors du quartier... et on a continué comme ça... [Q :] « Et où est passé son argent ? » [R :] « Il est allé là ! Nous sommes allés à la foire, nous sommes allés au magasin... » - et là, tout le monde jouait le jeu... et nous avons pris un autre bouchon, et un autre encore, et puis... le seau s'est retrouvé sans aucune boule de papier. C'était comme ça, tu vois, ce n'est pas que nous n'avions pas d'argent, nous en perdions parce que tout partait ailleurs...<sup>xviii</sup> (Entretien avec J. de Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá)*

Toutefois, mesurer la consommation (et la rétention des richesses) et en comprendre les dynamiques socio-économiques sous-jacentes et les leviers n'est pas une entreprise aisée. En effet, les manières que les populations ont de dépenser et de s'approvisionner peuvent varier de manière ample d'un territoire à l'autre, en fonction des niveaux de vie, de l'accessibilité des biens et services, mais aussi des valeurs culturelles et sociétales qui sont attachées à certaines pratiques de consommation. Cette diversité peut difficilement être appréhendée sous un angle quantitatif, en utilisant des méthodes « universelles » : d'où la nécessité de mobiliser une méthode qualitative pour ouvrir la « boîte noire » du secteur domestique. C'est cela que nous proposons dans cette troisième partie, en mobilisant cinq études de cas brésiliennes, caractérisées par des pratiques innovantes concernant la rétention de la richesse captée de l'extérieur.

D'abord, dans le septième chapitre, nous proposons un bref cadrage théorique permettant de comprendre les réalités de terrain auxquelles nous avons été confrontées. Nous y présentons la notion d'innovation sociale et sa version « décoloniale » (*la tecnologia social*) et nous y passons en revue certaines innovations brésiliennes dans le domaine de l'incubation et des finances solidaires. Une place particulière est accordée aux Banques communautaires de développement - à savoir, des dispositifs de finances solidaires - qui, comme nous le verrons, sont au cœur des stratégies de développement portées par les territoires choisis comme études de cas.

Ensuite, dans le huitième chapitre, nous présentons l'histoire et les caractéristiques socio-économiques des terrains de recherche enquêtés - en nous basant sur les informations récoltées à travers des

entretiens semi-directifs ainsi qu'à travers une revue de la littérature - et détaillons nos choix méthodologiques. Ces terrains sont réunis par la réflexion que leurs acteurs et actrices ont menée concernant leurs trajectoires de développement, le plus souvent en partenariat avec des laboratoires de recherche publics, selon un processus innovant dit d'« incubation territoriale ».

Enfin, dans le neuvième et dernier chapitre de ce manuscrit, nous suggérons des pistes de réflexion et des leçons à tirer des trajectoires de ces territoires en termes de développement socio-économique, mais aussi en termes de cohésion, d'autonomisation et d'appropriation des processus de décision participatifs : en somme, en termes d'amélioration de qualité de la vie, au-delà du produit brut et des revenus monétaires perçus.

## Chapitre 7

### Innover dans la rétention des richesses : cadrage théorique et exemples brésiliens

*We propose an alternative to hegemonic ways of understanding social innovation, one based on the Latin American concept of *tecnologia social*, which embodies a decolonial view. (Saldanha, Pozzebon, et Delgado 2022, p.1)*

Le champ sémantique de l'innovation, à l'origine, relève du domaine de la croissance et du progrès technique. Ainsi, les approches technocratiques se focalisent sur le transfert de connaissances : il existerait des « savants » dont les *spillovers* se propageraient grâce à des processus vertueux qu'il faudrait arriver à analyser, cadrer et reproduire. Les études sur l'innovation, tout comme les prétendus détenteurs de la connaissance et de la technologie, se situent principalement dans les Nords (Pozzebon et Fontenelle 2018). Cela contribue, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce manuscrit, à la vision dominante du développement comme progrès occidental-centré. Or, le concept d'innovation s'est élargi de plus en plus au fil des deux dernières décennies pour englober des aspects non strictement techniques ou économiques. Comme nous le verrons, les Suds ont joué un rôle actif dans cette transformation - leurs théories et expériences dessinant une version « décentrée » de l'innovation, déconnectée des idées de productivité et de croissance. Pour cela, la littérature latino-américaine propose le concept de « *tecnologia social* », que certains auteurs et autrices mettent en avant comme une mise en pratique de la vision décoloniale / postcoloniale du développement.

Les universités brésiliennes, appuyées par des politiques publiques ciblées, ont largement contribué à l'émergence de cette notion et au changement du regard sur l'innovation et les technologies. En effet, certaines facultés ont mis en place des processus d'« incubation » destinés aux coopératives populaires et aux activités relevant de l'économie solidaire - voire aux territoires comme un tout. L'idée est de valoriser les savoirs et pratiques locaux, tout en sortant de la logique de compétition propre aux incubateurs classiques. Cela implique de s'inscrire dans une logique de coopération entre acteurs et entre territoires, appuyant des innovations techniques et sociales permettant de (re)structurer les économies locales pour répondre aux besoins exprimés localement. Un rôle clé a été joué par l'École de Gestion de l'Université Fédérale de Bahia (EAFBA), qui, inspirée par l'expérience de Banco Palmas (la première Banque communautaire de développement du pays) a mis en place une méthodologie inédite concernant l'incubation de *réseaux locaux d'économie solidaire*. Cette méthodologie se base sur un processus de co-construction avec la communauté d'un projet de territoire et met en avant le rôle des finances solidaires - notamment des emprunts en monnaie locale - comme levier de captation, rétention et multiplication de la richesse.

Ce chapitre a le but de fournir aux lecteurs et lectrices des outils nécessaires pour comprendre la réalité des terrains étudiés - qui ont tous suivi des processus d'« incubation territoriale » et qui utilisent tous des outils relevant des finances solidaires. D'abord, dans la première section, nous retraçons

rapidement les évolutions du concept d'innovation, pour ensuite introduire le concept de *tecnologia social*. Ensuite, dans la deuxième section, nous présentons l'ancrage théorique et le fonctionnement de certaines innovations brésiliennes rencontrées sur le terrain, qui nous paraissent particulièrement pertinentes dans une démarche de rétention de la richesse dans les territoires qui les ont adoptées. Pour cela, nous nous appuyons sur une brève revue de la littérature et sur des informations récoltées sur le terrain, en mobilisant également des extraits d'entretiens menés au Brésil entre septembre et décembre 2019.

## 1. Des innovations sociotechniques à l'approche latino-américaine de la « tecnologia social »

Les études concernant les innovations sociales se situent au carrefour entre plusieurs disciplines (Cajaiba-Santana 2014; van der Have et Rubalcaba 2016), notamment les études urbaines et régionales, le management et la gestion, l'analyse des politiques publiques. L'intérêt dans ce domaine a augmenté de façon exponentielle à partir des années 2000 (Adams et Hess 2010), grâce, entre autres, à l'appui de la société civile et aux apports des approches critiques du développement. Comme nous le verrons, avec la reconnaissance du volet « social » (voire, « sociétal ») de l'innovation, cette dernière n'est plus uniquement synonyme de progrès technologique, mais aussi de transformations sociales et institutionnelles territorialisées. Elle ne concerne plus uniquement les secteurs productifs et leurs acteurs et actrices, mais aussi les consommateurs et consommatrices, la société civile, les instances politiques décentralisées, les laboratoires de recherche (y compris en sciences sociales). Toutefois, si le glissement d'un jargon purement technique vers une idée d'innovation plus large est désormais un acquis, dans les discours dominant, l'innovation reste ancrée dans les Nord et liée à l'idée de croissance. En particulier, dans le milieu entrepreneurial, « *la dimension sociale est vue comme une condition du développement économique et non comme un but en soi, ce qu'illustre la théorie du capital social, quand elle considère ce capital comme un moyen au service de la finalité que constitue l'amélioration des résultats économiques. L'innovation sociale, dans cette optique, reste centrée sur le système de production et ses nouvelles exigences (...)* ». (Laville 2014, p. 61). Ainsi, cela nous paraît pertinent de mobiliser une notion enracinée dans les Suds et qui souhaite se détacher de l'économie de marché : celle de *tecnologia social*. Nous faisons le choix de ne pas traduire cette notion, car il n'existe pas d'équivalent dans les littératures francophone ou anglophone.

### 1.1. Les innovations sociales : au-delà des approches technocratiques

Pendant longtemps, l'innovation a été uniquement l'affaire des industriels, des techniciens, des entrepreneurs - le but ultime étant la croissance économique, entretenue par le progrès. La littérature reconduit de façon plutôt unanime les origines de ce lien entre innovation et croissance aux écrits de Schumpeter des années 1930. L'auteur mettait en évidence, entre autres, le processus de « destruction créatrice » et le rôle de l'entrepreneur ; dans ses écrits, les innovations s'inscrivent dans les cycles économiques, et permettent de dépasser les états stationnaires de stagnation des économies. Pendant longtemps, l'approche dominante a été celle techno-productive - tout de même mitigée par un intérêt pour les dynamiques socio-économiques, institutionnelles et d'apprentissage facilitant le progrès technique. Par la suite, il est devenu de plus en plus évident que l'innovation technologique ne peut pas, à elle seule,

assurer la croissance. Ainsi, des paramètres relevant des caractéristiques des entreprises et des territoires dans lesquels elles sont ancrées - comme les aspects historiques, socio-culturels, ou encore organisationnels - ont commencé à être intégrés dans les réflexions sur le développement économique. Cette tendance s'est renforcée à partir des années 1970 : c'est le cas notamment pour les études sur les districts industriels, les milieux innovateurs, ou encore les technopoles (Colletis, Gianfaldoni, et Richez-Battesti 2005) : autant d'exemples de prise de conscience de l'ancrage territorial et social des innovations technologiques.

A partir des années 1990, la notion d'innovation s'est élargie progressivement à la dimension sociale dans plusieurs aires d'études. En même temps, nous assistons à la montée d'approches pluridisciplinaires se penchant sur la compatibilité entre réussite économique et améliorations socio-environnementales, sur le développement local et territorial, ou encore sur les différentes formes de gouvernance (Laville 2014). Plusieurs institutions dédiées à ces sujets ont commencé à émerger, notamment le *Centre de recherche sur les innovations sociales* (CRISES) de Montréal, la *Young Fondation*, le *Center for Social Innovation* de Stanford, ou encore la *Social Enterprise Initiative* de la Harvard Business School.

A partir des années 2000, les innovations sociales ont fait irruption dans les politiques publiques et dans les discours des Organisations Internationales. Notamment, si en 1997 l'OCDE définissait, dans son Manuel d'Oslo<sup>314</sup>, l'innovation comme « *la mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise* », dans l'édition de 2005<sup>315</sup> du même manuel elle reconnaissait l'existence d'innovations non proprement technologiques, telles que les modèles d'organisation et de prise de décision, ou encore les méthodes de marketing et commercialisation. Toutefois, l'objectif de croissance reste prépondérant, puisque « *il est couramment admis que l'innovation joue un rôle crucial dans la croissance de la production et de la productivité* » (OCDE 2005, p. 14). En 2009, le président américain Barack Obama a créé un « *Office of Social Innovation and Civic Participation* », avec un fond associé. La même année, en Europe, a été dédiée à la « *Créativité et à l'Innovation* » - et le Président de la Commission Européenne déclarait, lors d'un séminaire de travail organisé par le BEPA<sup>316</sup>, que « *la crise financière et économique a accru l'importance de la créativité et de l'innovation en général, et de l'innovation sociale en particulier, comme facteur de croissance durable, de création d'emplois et de renforcement de la compétitivité* » (20 janvier 2009 ; cité par Richez-Battesti et Vallade, 2012). Ainsi, la croissance (quoique « durable ») et la logique de compétitivité ne sont jamais vraiment remises en question. Au fur et à mesure, l'innovation sociale a été intégrée dans la programmation stratégique de l'UE, ainsi que dans ses fonds structurels. En 2010, le rapport d'initiative « *Une Union pour l'innovation : transformer l'Europe pour le monde de l'après-crise* » a été adopté, suivi en 2011 par l'initiative « *Social Innovation Europe* ».

---

<sup>314</sup> Titre complet : « *La mesure des activités scientifiques et technologiques : Principes directeurs proposés pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation technologique* ».

<sup>315</sup> Disponible dans les archives de l'OCDE au suivant ce lien : <https://www.oecd.org/fr/science/inno/manuel-oslo-principes-directeurs-pour-le-recueil-et-l-interpretation-des-donnees-sur-l-innovation.htm> [consulté en ligne le 30 juin 2022].

<sup>316</sup> Bureau of European Policy Advisers.



L'innovation sociale vient combler les faiblesses de l'innovation technologique, mais, dans le discours dominant, elle reste couplée à la croissance, dont elle finit par constituer un levier. Cependant, de plus en plus, l'innovation sociale ne veut pas forcément dire produire (ou consommer) plus, mais plutôt produire (ou consommer) mieux ou différemment - et, parfois, moins. Des initiatives citoyennes et des instances des mouvements sociaux sont venues rajouter leurs contributions à la définition et à l'affirmation de cette notion. Ainsi, l'« innovation » s'est enrichie de nouvelles idées, issues notamment des instances écologistes et féministes, ainsi que de logiques d'entraide et d'auto-organisation - se chargeant, finalement, d'une signification politique forte (Laville 2014).

Selon une définition désormais « classique » du CRISES, l'innovation sociale serait « *une intervention initiée par des acteurs sociaux, pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles* ». Certains auteurs et autrices insistent aussi sur la dimension participative et collective de l'innovation sociale, les approches « démocratiques » (Montgomery 2016) ou « transformatives/collectives » (Tello-Rozas 2016) venant s'ajouter à celles plus classiques, c'est-à-dire, les approches « technocratiques » ou « instrumentales/entrepreneuriales » (*ibid.*). Ce qui est mis en avant est également l'encastrement des innovations dans des réseaux sociaux locaux, voire dans les territoires (França Filho et Cunha 2009; Richez-Battesti, Petrella, et Vallade 2012). Certains auteurs et praticiens parlent d'innovations « territoriales » (Moulaert et Sekia 2003; A. Torre et Wallet 2018; Tufano 2018), souvent en lien avec le rural (Faure et al. 2018; Landel et Koop 2018), mettant en avant la complexité de l'écosystème qui permet de générer des pratiques innovantes. Des praticiens tels que Cap Rural et le CIEDEL (deux ONG d'Auvergne-Rhône Alpes) définissent l'innovation territoriale comme « *une innovation sociale centrée sur un milieu (un territoire), ses organisations et ses acteurs publics et privés (habitants, citoyens, usagers, acteurs socio-économiques, décideurs politiques...) et qui induit du changement dans les manières de vivre, d'agir et de décider ensemble* »<sup>317</sup>.

Du moins dans la théorie, l'innovation sociale se différencie de l'innovation traditionnelle dans la mesure où elle ne vise pas forcément la croissance économique et l'acquisition d'avantages comparatifs dans un marché concurrentiel. Elle suggère de déplacer le centre de l'attention de l'entreprise et ses technologies vers la société et son bien-être (Harrisson et Klein 2007). Or, la réalité est plus complexe - et le volet technique continue d'être crucial dans la notion d'innovation, particulièrement dans le langage des incubateurs, des start-ups et de la « deep tech » - même s'il est le plus souvent mitigé par une attention aux impacts socio-environnementaux, dans une démarche de responsabilité sociale d'entreprise. L'innovation sociale recouvre un large spectre de réalités, allant de « *dynamiques de changement plutôt incrémentale (...) jusqu'à une transformation plus radicale de la société* » (Richez-Battesti et Vallade 2012, p.13). Aujourd'hui, l'imbrication entre les innovations technologiques et sociales est un acquis : le social est un élément incontournable de la création, de l'appropriation et de l'acceptation

---

<sup>317</sup> Définition tirée d'un article du site de Cap Rural du 16 septembre 2017, cf. <http://www.caprural.org/co-construire/l-innovation/4878-innovation-et-innovation-territoriale-elements-de-definitions> [consulté en ligne le 30 juin 2022].

de l'innovation par les utilisateurs (Durance 2011). Il n'est plus mis en doute que « *les innovations organisationnelles et sociales accompagnent toujours les innovations techniques et parfois viennent en premier.* »<sup>318</sup> (Freeman 1991, p. 214). Toutefois, il reste encore du chemin à faire pour que la vision productiviste de l'innovation soit vraiment dépassée - et pour que les innovations venant des « marges » soient prises en compte au même titre que celles venant des entreprises technologiques.

La « récupération » du champ sémantique de l'innovation sociale par le langage des institutions économiques « pro-croissance » ne doit pas pour autant effrayer. Si certaines et certains y voient une dangereuse récupération par le capitalisme d'une idée qui se voulait subversive de l'économie néolibérale, nous pouvons aussi choisir de voir le revers de la médaille. Le passage des mouvements sociaux à l'innovation sociale « *ne signifie pas la disparition de la protestation mais plutôt la reformulation de ses modalités par une inflexion des formes d'engagement public* » (Laville 2014, p. 56). En effet, les innovations sociales assument le rôle, dans de nombreux cas, de terrains de « test » pour des nouvelles façons de produire, consommer et habiter - et maintiennent en vie des espaces démocratiques de discussion et d'échange constituant des vraies arènes publiques locales. Dans cette trajectoire, l'apport de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a été indéniable (Colletis, Gianfaldoni, et Richez-Battesti 2005). En effet, « *si toute entreprise de l'ESS ne produit pas de l'innovation sociale, [si] toute innovation sociale n'est pas le seul fait de l'ESS* », il est tout de même indéniable que les structures relevant de l'ESS ont montré la possibilité concrète d'une « *mise en œuvre, dans la pratique, de principes et valeurs trop souvent considérés comme incantatoires* » (Richez-Battesti, Petrella, et Vallade 2012, pp. 24-25). Comme nous le verrons plus tard, l'appui des pouvoirs publics et de certains acteurs privés (souvent « capitalistes ») peut être crucial dans l'instauration de dynamiques relevant de l'économie solidaire et de l'innovation territoriale - ce qui a été notamment le cas au Brésil, comme le montrent aussi nos études de cas. L'intégration de l'innovation sociale dans le discours dominant a sans aucun doute permis de mettre en évidence des pratiques socio-économiques « marginales », prônant un changement du paradigme économique centré sur la croissance. Si ces pratiques ne sont plus (ou pas uniquement) moquées ou classées comme utopiques, le mérite revient en large partie aux initiatives relevant de l'ESS - ainsi qu'à leur encadrement juridique et leur légitimation.

Dans le cadre de ce manuscrit, nous ne mobilisons pas l'économie solidaire en tant que catégorie juridique. Dans une perspective internationale, nous prenons en compte les initiatives populaires et solidaires qui sortent du cadre de production capitaliste et s'appuient sur des liens de proximité - et qui contribuent à la démocratisation de l'économie par l'engagement citoyen (Laville, 1999, 2013). Comme l'a écrit Paul Singer, alors directeur du Secrétariat National de l'Economie Solidaire du gouvernement brésilien, « *L'économie solidaire est un concept aujourd'hui largement utilisé des deux côtés de l'Atlantique. Les acceptions varient, mais tournent toutes autour de l'idée de solidarité par opposition à l'individualisme compétitif qui caractérise le comportement économique dominant dans les sociétés capitalistes. Dans l'économie solidaire, les organisations de producteurs, de consommateurs, d'épargnants,*

---

<sup>318</sup> [Traduction libre] "Organisational and social innovations would always have to accompany any technical innovations and some would have to come first."

*etc., se distinguent par deux spécificités : la promotion d'une solidarité entre les différents acteurs par la pratique de l'autogestion ; la pratique d'une solidarité avec les travailleurs en général, et en particulier avec les plus défavorisés. »* (Singer, 2006, p. 290).

Les innovations dans le domaine de l'économie solidaire au sens large - et notamment quand elles émergent des marges - s'approchent de ce que la littérature latino-américaine appelle « *tecnologia social* ». C'est à cette notion, largement méconnue par le public international (concernant laquelle les publications en langue française sont pratiquement inexistantes), que nous consacrons la prochaine sous-section.

## **1.2. La *tecnologia social* : ou comment décentrer le concept d'innovation**

Au sein de la vaste littérature latino-américaine concernant les expériences de développement communautaire et territorial, un concept souvent mobilisé est celui de *tecnologia social* (pluriel, *tecnologias sociales*) - qui a la même orthographe en portugais et en espagnol. Cette notion, ancrée dans la tradition décoloniale, n'a jamais été intégrée dans les réflexions internationales, et fait l'objet d'un nombre très exigu de publications dans les revues scientifiques des Nords. Des très rares exceptions existent, à savoir : Miranda, Lopez, et Couto Soares 2011; Smith, Fressoli, et Hernán 2013; Pozzebon et Fontenelle 2018; Pozzebon, Tello-Rozas, et Heck 2021; Saldanha, Pozzebon, et Delgado 2022. Comme nous l'avons vu, les théories relevant du décolonial, du postcolonial et du post-développement restent souvent détachées des pratiques, se concentrant sur la déconstruction des cadres théoriques dominants. Dans ce sens, la *tecnologia social* représente une « *alternative concrète et réalisable (...), une opportunité d'intégrer la théorie et la pratique (...)* »<sup>319</sup> (Pozzebon et Fontenelle 2018, p. 1751) Cette notion est le plus souvent utilisée dans des démarches de recherche-action, pour comprendre le fonctionnement et le potentiel transformateur d'initiatives collectives axées sur le développement local, dans lesquelles la communauté est l'élément central de tout changement. L'innovation devient un processus politique, collectif, participatif et démocratique (Pozzebon, Tello-Rozas, et Heck 2021). Le concept de « technologie » ne concerne pas uniquement des avancées techniques et technologiques au sens stricte (Dagnino 2009) ; en effet :

*Le concept de *tecnologia social* renvoie à des processus politiques qui créent des lieux et des opportunités pour redéfinir les accords et les règles entre les groupes sociaux, les artefacts et les méthodes utilisés dans la vie quotidienne, en particulier en ce qui concerne la production et la consommation. Ils sont construits pour répondre à une demande ou redéfinir un problème, déclenchant ainsi une transformation sociale. Le terme "technologie" va au-delà des artefacts physiques et inclut des méthodologies et des modes d'organisation.*<sup>320</sup> (Pozzebon et Fontenelle 2018, p. 1751)

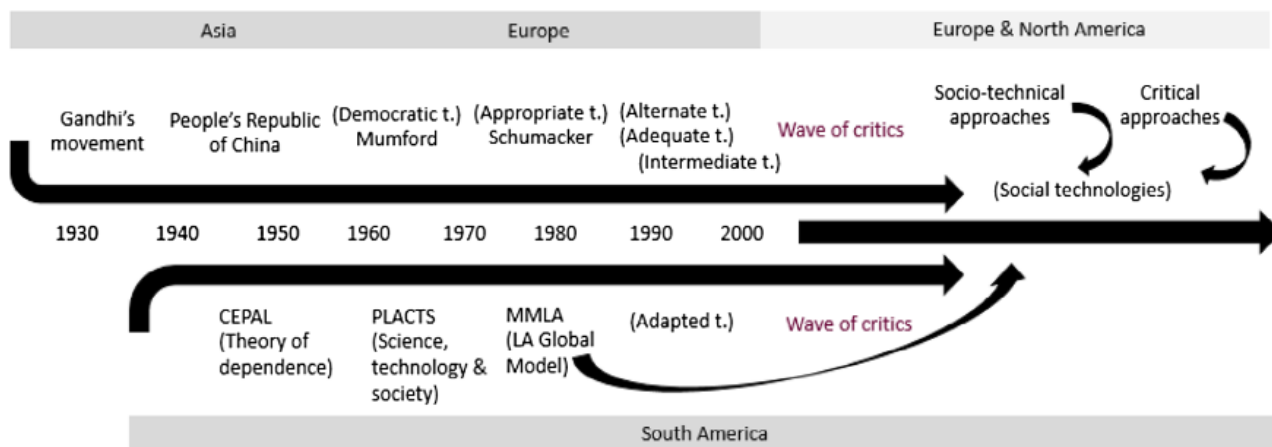
---

<sup>319</sup> [Traduction libre] : "Post-development has shown difficulties in proposing concrete and feasible alternatives. Here lies an occasion and opportunity to integrate the theoretical and empirical illustrations provided by the concept of *tecnologia social*."

<sup>320</sup> [Traduction libre] : "The concept of *tecnologia social* points towards political processes that create places and opportunities to redefine the arrangements and rules among social groups, artefacts and methods used in everyday life, particularly for production and consumption. They are built to address a demand or redefine a problem, thereby triggering social transformation. The term 'technology' goes beyond physical artefacts and includes methodologies and ways of organising."

A travers une revue inédite de plus de 200 textes, Pozzebon et Fontenelle (2018) retracent la genèse historique et théorique de la *tecnologia social* (Fig. 37).

Figure 37. Aux origines du concept de tecnologia social



Source : Pozzebon et Fontenelle (2018)

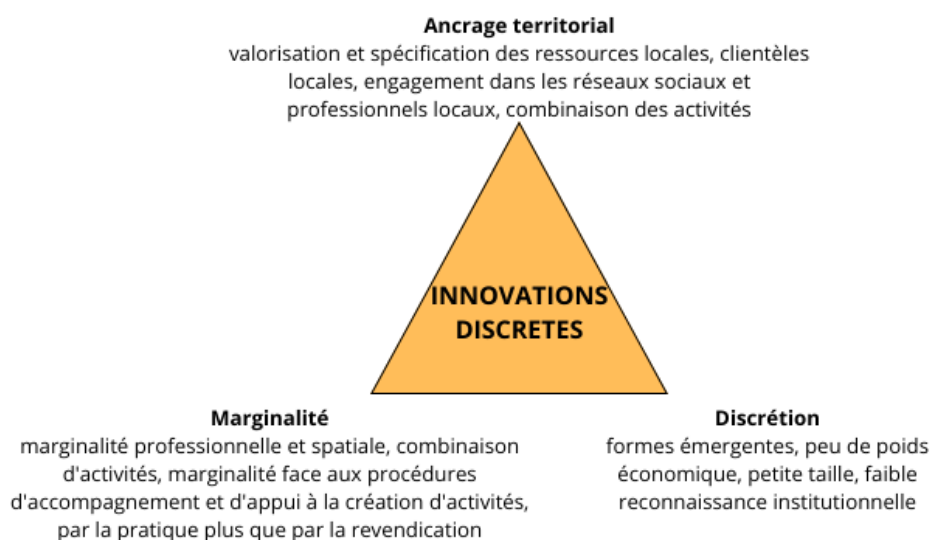
Dans leur article, les autrices considèrent que les origines de cette notion - consolidée à partir des années 1990 - remontent à deux traditions distinctes mais rapprochées par leur ancrage commun dans les Suds et par leur démarche post/décoloniale. D'abord, un rôle crucial a été joué par la « technologie appropriée » (*appropriated technology*) et ses avatars successifs (*alternate technology*, *adequate technology*, *intermediate technology*), dont les origines remontent jusqu'à Gandhi (Dagnino, Brandão, et Novaes 2004; Adrian Smith, Fressoli, et Hernán 2013). Ces mouvements prônent l'utilisation des technologies comme un outil pour atteindre des objectifs de développement social et économique plus larges. Ainsi, le processus de développement serait censé reposer sur des technologies accessibles et bénéfiques pour les populations les moins aisées, qui doivent pouvoir en assumer le contrôle et en assurer l'entretien. Notamment, cela peut passer par l'utilisation de matières premières locales, par la mobilisation de connaissances et savoirs autochtones, ou encore par la création d'emplois dans les territoires concernés (Adrian Smith, Fressoli, et Hernán 2013). De manière plus générale, ces « *grassroots innovations movements* » (Gupta et al. 2003; Seyfang et Smith 2007; Adrian Smith 2017) revendiquent des processus d'innovation qui soient socialement inclusifs envers les communautés - appelant une vision différente de l'innovation et du changement technologique (Illich 1973), dans laquelle l'appropriation par la communauté et le but sociétal des technologies sont fondamentaux. Dans cette lignée, selon la définition proposée dans les statuts du *Réseau de Tecnologia Social* (RTS) brésilien, « *la tecnologia social comprend des produits, des techniques ou des méthodologies reproductibles, développés en interaction avec la communauté et qui représentent des solutions efficaces pour la transformation sociale* »<sup>321</sup> (Documento constitutivo da Rede de Tecnologia social 2005, infra 1.1.1)<sup>322</sup>. Ce qui est crucial dans la *tecnologia social*, c'est l'appropriation de l'innovation par la communauté et sa construction

<sup>321</sup>[Traduction libre] : "Tecnologia Social compreende produtos, técnicas ou metodologias, reprodutíveis, desenvolvidas na interação com a comunidade e que representam efetivas soluções de transformação social."

<sup>322</sup> La première rencontre nationale du RTS a eu lieu en 2006. Son statut est accessible en consultant ce lien : [https://fbb.org.br/pt-br/?preview=1&option=com\\_dropfiles&format=&task=frontfile.download&catid=29&id=104&Itemid=1000000000000](https://fbb.org.br/pt-br/?preview=1&option=com_dropfiles&format=&task=frontfile.download&catid=29&id=104&Itemid=1000000000000) (dernier accès : 27/07/2022)

« par le bas » - qui va de pair avec un ancrage territorial fort. Dans ce sens, ce concept se rapproche de celui d'« innovation territoriale » (que nous avons mentionné dans la sous-section précédente) - ainsi que de celui d'« innovations discrètes », modélisé dans l'image ci-dessous (Fig. 38), s'agissant souvent d'innovations produites par les marges.

Figure 38. Les « innovations discrètes »



Source : Lenain (2011)

Le deuxième courant ayant influencé la notion de technologie social - et dont nous avons traité dans la Partie I, Chapitre 2 de ce manuscrit - est celui de la pensée décoloniale et des théories de la dépendance, qui a commencé à se consolider à partir des années 1940. En particulier, Pozzebon et Fontenelle (2018) et Pozzebon, Tello-Rozas, et Heck (2021) soulignent les apports des analyses latino-américaines sur le rapport entre technologie et développement (Herrera 1979; Dagnino, Brandão, et Novaes 2004; H. Thomas et Buch 2008) ainsi que les critiques de la modernité en tant qu'avatar du capitalisme et de la domination des Nords sur les Suds (Quijano 1991; Cardoso et Faletto 1979). A cela se rajoutent les théories sur la nécessité d'inclure les opprimés dans toute démarche transformative - avec une influence forte des écrits de Paulo Freire (Freire 1968; 2005), mais aussi de la théologie de la libération. Toutes ces préoccupations ont imprégné la littérature latino-américaine bien avant de toucher les débats au sein des Nords. Notamment, déjà en 1979, nous pouvions lire dans un papier de conférence de la CEPAL une remise en question forte des approches technocratiques du développement :

*Nous pouvons dire que, de manière générale, dans chaque société la technologie peut être définie comme l'ensemble des outils matériels, des connaissances et des compétences utilisés pour satisfaire les besoins de la communauté, et pour assurer son contrôle sur l'environnement physique. Elle conditionne le « quoi faire » et le « comment faire » de la société. Cette conception de la technologie en tant qu'élément central de la culture - et pas seulement de ses manifestations matérielles - signifie que le transfert de technologie implique un transfert de formes socio-économiques et culturelles. En d'autres termes, le transfert de technologie est une forme de communication qui transmet des informations sociales (...). La principale caractéristique de ce transfert (...) est qu'il s'agit d'un canal de communication à sens unique des grands pays*

*industrialisés occidentaux vers le reste du monde - sans pratiquement aucune action réciproque en sens inverse.*<sup>323</sup> (Herrera 1979, pp. 1-2)

Les *tecnologias sociais* - et les *grassroots innovations* de manière plus générale - sont décoloniales dans la mesure où elles mettent en avant la possibilité d'innover depuis la marge, en rompant avec les savoirs situés au « centre », ainsi qu'avec la croissance. Comme le soulignent Pozzebon, Tello-Rozas, et Heck (2021, p. 5), « *les tecnologias sociais ne tombent pas dans cette approche instrumentale souvent véhiculée par la pensée capitaliste "bienveillante", qui ne cherche qu'à soulager les symptômes de la privation et de l'inégalité. Les avancées théoriques que les tecnologias sociais apportent à notre compréhension de la relation entre la technologie et la société résident dans leur point de vue critique et postcolonial.* »<sup>324</sup>. Cela ne veut pas dire que ces processus ne peuvent pas s'appuyer sur des intervenants extérieurs - tant que ces derniers mettent en pratique une démarche collaborative, fondée sur les savoirs locaux et laissant le leadership de l'innovation aux communautés concernées (Gupta et al. 2003; Adrian Smith, Fressoli, et Hernán 2013). De la même façon, tout comme les théories post/décoloniales, cette approche ne nie pas l'importance des contributions des Nords - notamment, elle intègre dans ses réflexions des auteurs comme Thomas Hughes, Michel Callon, John Law, Bruno Latour, Wiebe Bijker et Trevor Pinch (cf. Thomas et Buch 2008). Une hybridation entre les connaissances locales et l'expertise technique (venant à la fois des Nords et des Suds) qui ne sous-entend pas la primauté de la deuxième sur les premières, rejoint celle que Boaventura de Sousa Santos et Meneses (2010) appellent « *écologie des savoirs* », qui « *non seulement permet de dépasser la monoculture du savoir scientifique, mais favorise également l'idée que les savoirs non scientifiques constituent des alternatives au savoir scientifique* » (Santos 2016, p. 279). Ainsi, les acteurs territoriaux et extraterritoriaux mettent en place un processus de « *reconfiguration sociotechniques* » : ils « *combinent le savoir technique et local, redéfinissent les artefacts et pratiques sociaux et, en même temps, réinventent des concepts, des outils et des méthodes, avec l'intention de répondre aux problèmes ou aux demandes sociales en se projetant vers une transformation sociale.* »<sup>325</sup> (Pozzebon, Tello-Rozas, et Heck 2021, p. 5).

---

<sup>323</sup> [Traduction libre] : «*Se puede decir que, en términos generales, en cada sociedad la tecnología puede ser definida como el conjunto de herramientas materiales, conocimientos y habilidades usados para satisfacer las necesidades de la comunidad, y asegurar su control sobre el medio ambiente físico. Ella condiciona el "qué hacer" y "como hacer" de la sociedad. Esta concepción de la tecnología como un elemento central de la cultura - no solamente de sus manifestaciones materiales - significa que la transferencia de tecnología implica transferencia de formas socioeconómicas y culturales. En otras palabras, la transferencia de tecnología es una forma de comunicación que transmite información social. (...) La principal característica de esta transferencia de información cultural - en el sentido antropológico amplio - es que se trata de un canal de comunicación unidireccional desde los grandes países occidentales industrializados hacia el resto del mundo - sin prácticamente ninguna acción recíproca en el sentido opuesto.*»

<sup>324</sup> [Traduction libre] : «*Social technologies avoid the instrumental views often advanced by "caring" capitalist thinking, which seek only to alleviate the symptoms of deprivation and inequality. The theoretical advances that social technologies bring to our understanding of the relationship between technology and society lie in their critical and postcolonial standpoint.*»

<sup>325</sup> [Traduction libre] : «*In a process of sociotechnical reconfiguration, various social groups, both local and non-local, combine technical and local knowledge, redefine social artifacts and practices, and, concomitantly, reinvent concepts, tools and methods with the intent of addressing social problems or demands with a view toward social transformation.*»

Au Brésil - pays au sein duquel le concept de *tecnologia social* a connu le plus grand succès - cette notion a été diffusée par les incubateurs technologiques de coopératives populaires et d'économie solidaire - dont nous parlerons de manière extensive dans les pages qui suivent. Ces initiatives ont eu un rôle crucial dans la théorisation d'une nouvelle démarche d'incubation, qui a déplacé le point focal de l'innovation de la croissance des entreprises à l'amélioration de la qualité de la vie pour l'ensemble de la communauté du territoire accompagné.

## 2. Incuber des territoires solidaires : une innovation brésilienne

Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce manuscrit, dès que nous sortons du paradigme marchand, nous nous rendons compte que les pratiques productives « classiques » ne sont qu'une petite partie des dynamiques socio-économiques qui constituent la vie des territoires. Dans cette section, nous nous penchons plus particulièrement sur certaines pratiques brésiennes issues des *diverse economies* (et notamment, de l'économie solidaire et populaire) jouant un rôle actif dans la rétention des revenus et dans le développement socio-économique. Il s'agit exclusivement de réalités que nous avons rencontrées pendant notre recherche sur le terrain, dont nous présentons ici un cadrage théorique, fonctionnel à la compréhension des cas d'études mobilisés dans les deux chapitres qui suivront. Nous introduisons d'abord la notion d'incubation territoriale, dont la théorisation a été l'aboutissement d'une collaboration étroite entre universités, société civile et pouvoirs publics - parfois avec l'appui financier d'entreprises publiques ou privés. Ensuite, nous présentons les finances solidaires, et plus particulièrement les Banques Communautaires de Développement. Ces dernières sont des exemples concrets de *tecnologias sociais*, ayant émergé par le bas, valorisant les pratiques locales et ayant prouvé leur reproductibilité dans des centaines de communautés différentes. Leur présence joue un rôle crucial dans la circulation et rétention des revenus, permettant de supporter le développement socio-économique des territoires « incubés ».

### 2.1. L' « incubation technologique » de coopératives populaires et d'économie solidaire

Le coopérativisme et l'économie populaire et solidaire en Amérique Latine ont suivi une longue trajectoire de luttes politiques (Fernandes 1994; Núñez Soto 1997; Defourny, Develtere, et Fonteneau 1999; P. I. Singer et Souza 2000), avec des apports non négligeables de la théologie de la libération (Forte et Gonçalves 2013; Iglesias 2013; Hillenkamp 2017). En nous recentrant sur le Brésil, ces pratiques ont connu un fort essor à partir des années 1980 - et à partir des années 2000 elles ont atteint la légitimation des pouvoirs publics, grâce à l'appui des gouvernements successifs du Parti des Travailleurs (PT). En particulier, le Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) a été doté en 2003 d'un Secrétariat National de l'Economie Solidaire (SENAES) ; des structures homologues ont été déployées également pour les autres niveaux de gouvernance, à savoir les Unités Fédératives et les municipalités. Le SENAES, sous la direction de l'économiste Paul Singer - intellectuel engagé et figure emblématique de l'économie solidaire au Brésil - est rapidement devenu un porte-parole important des mouvements prônant une « autre économie », affichant une vision du développement ancrée dans la construction collective et la démocratie. Les actions du Secrétariat étaient structurées autour de trois axes : (i) l'insertion de

la thématique de l'économie solidaire dans les politiques publiques du gouvernement fédéral ; (ii) la création de règles juridiques permettant aux organisations de l'économie solidaire d'être reconnues comme des sujets de droit ; (iii) le renforcement des espaces de dialogue, de participation et de contrôle social tout au long du processus d'institutionnalisation des politiques publiques dans le domaine de l'économie solidaire (SENAES/MTE 2012). Toujours en 2003, la III Plénière Nationale de l'Économie Solidaire a eu lieu à São Paulo ; cette rencontre a permis l'approbation de la *Charte des Principes d'Économie Solidaire au Brésil* et a marqué la naissance du *Fórum Brasileiro de Economia Solidária*. L'appui de la part du gouvernement fédéral de 2003 à 2016 a permis de financer<sup>326</sup> et consolider un réseau important d'initiatives d'économie solidaire au sein du pays - et a été crucial, comme nous le verrons, dans la multiplication des Banques Communautaires de Développement. Au fil des années, les réseaux nationaux et étatiques des initiatives relevant de l'économie populaire et solidaire sont restés très actifs, malgré le démantèlement des instances politiques dédiées à l'ESS au niveau fédéral, par les gouvernements de Michel Temer d'abord et de Jair Bolsonaro ensuite<sup>327</sup>. Aujourd'hui, dans la littérature brésilienne, l'économie solidaire est définie comme l'ensemble d'actions collectives «  *tournées vers la génération d'emplois, revenus et développement local, suivant le principe de l'autogestion et une conception plurielle du système économique, englobant les relations marchandes et non marchandes entre les acteurs. (...) En général, les principes de base qui caractérisent ces initiatives sont les suivants : propriété collective des moyens de production par les personnes mêmes qui les utilisent ; gestion démocratique par la participation directe ou, dans le cas de groupes plus importants, par la représentation ; distribution du revenu net selon des critères convenus par les associés. »*<sup>328</sup> (Silva 2019, p.142). La communauté scientifique brésilienne réunie autour de ces thématiques se caractérise par des relations étroites avec les organisations de la société civile et les instances gouvernementales (particulièrement, le Ministère du Travail, mais aussi certains secrétariats au niveau étatique), ce qui transparait clairement de la démarche d'incubation.

### **2.1.1. L'Incubation technologique de coopératives populaires**

Tout au long de ce processus de consolidation des initiatives relevant de l'économie populaire et solidaire, les universités ont joué (et jouent toujours) un rôle important - leur appui s'étant avéré

<sup>326</sup> En particulier, le Programme d'Économie Solidaire et Développement (PESD) a été inscrit dans les Plans Pluriannuels du Brésil de 2004-2007 ainsi que de 2008-2011.

<sup>327</sup> Le 4 novembre 2016, sous le gouvernement de Michel Temer, le SENAES a été déclassé, passant de Secrétariat National à sous-secrétariat (Subsecretária) du Ministère du Travail et de l'Emploi. Suite à l'abolition du Ministère du Travail par le gouvernement Bolsonaro, les compétences de l'ex-SENAES ont fini par être attribuées Ministère de la Citoyenneté. Les actions relevant de l'ESS ont été limitées à l'aide sociale et à des politiques de transferts associées au concept de citoyenneté - dépouillées ainsi de leur lien historique avec le développement et la génération d'emplois et revenus.

<sup>328</sup> [Traduction libre]: "Conforme expresso em ampla literatura que aborda a temática da economia solidária, ela está associada ao conjunto de ações coletivas voltadas à geração de trabalho e renda e desenvolvimento local, sob o princípio da autogestão e de uma concepção local pluralista do sistema econômico, englobando relações mercantis e não mercantis na interação entre os agentes. (...) De modo geral, os princípios básicos que caracterizam essas iniciativas são: posse coletiva dos meios de produção pelas próprias pessoas que as utilizam; gestão democrática por participação direta ou, no caso de grupos maiores, por representação; repartição da receita líquida por critérios acertados entre os associados."



d'autant plus précieux suite au désengagement du gouvernement fédéral vis-à-vis de ces thématiques. En effet, les universités, à côté de certaines grandes ONG (notamment Caritas) ont souvent recouvert le rôle d'« Entités de Soutien et Promotion »<sup>329</sup> (S. P. Silva 2016; França Filho et al. 2006) pour l'économie populaire et solidaire. En particulier, il existe au Brésil une tradition de *Programas de Extensão Universitária* (Programmes d'extension universitaire) - cette « extension » consistant à un décloisonnement entre le monde académique et la société civile. Ainsi, les connaissances émergées au sein des programmes de recherche sont mises au service de défis sociétaux au sens large. C'est dans ce cadre que nous assistons à l'émergence, à partir des années 1990, d'*Incubateurs tecnológicos de cooperativas populares* (ITCP) - la première expérience étant celle de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (ITCP/COPPE/UFRJ), née en 1995 d'un programme d'extension de la faculté d'ingénierie de l'Institut Alberto Luiz Coimbra (G. Guimarães et Salomão 2006). Ce premier ITCP a été conçu comme « *un centre technologique mettant à disposition les connaissances et les ressources accumulées au sein de l'université publique pour générer, à travers le soutien à la formation et au développement (incubation) d'entreprises solidaires autogérées, des alternatives de travail, de revenu et de citoyenneté pour des individus et groupes en situation de vulnérabilité sociale et économique.* »<sup>330</sup> (définition tirée du site de l'ITCP/COPPE/UFRJ<sup>331</sup>). A partir de cette expérience, d'autres incubateurs technologiques de coopératives populaires sont nés à la fin des années 1990, notamment dans les Etats de Minas Gerais (UFJF), Pernambouc (UFRPE), São Paulo (USP), Ceará (UFC) et Bahia (UNEB) (Fraga et Dias 2018). Depuis, cette pratique s'est diffusée rapidement, en particulier grâce aux financements issus du *Programa Nacional de Incubadoras de Cooperativas Populares* (Proninc), créé en 1998, puis pérennisé grâce au SENAES à partir de 2010 (avec le décret n. 7357 du 17 novembre). Ce programme « *peut être considéré comme l'une des politiques les plus significatives dans le domaine de l'économie solidaire, car il agit stratégiquement en finançant simultanément des entreprises d'économie solidaire et des groupes de chercheurs, de techniciens et d'étudiants engagés dans la production de connaissances basées sur les exigences des populations.* »<sup>332</sup> (Oliveira, Addor, et Maia 2018, p. 45). Aujourd'hui, il existe des dizaines d'incubateurs, organisés principalement dans deux réseaux : Unitrabalho (créé en 2001) et la Rede Universitaria de ITCPs (créée en 1999). Du 31 août au 3 septembre 2022 s'est déroulé à Salvador (BA) le VIème Congrès du Réseau de ITCPs (le premier post-pandémie), intitulé : « *L'incubation en économie solidaire resignifiant la relation entre enseignement, extension et recherche - pratiques, perspectives et défis du scénario politique actuel* »<sup>333</sup>.

<sup>329</sup> *Entidades de Apoio e Fomento*

<sup>330</sup> [Traduction libre] : « *A ITCP foi concebida como um centro de tecnologia que tornaria disponíveis os conhecimentos e os recursos acumulados na universidade pública para gerar, por meio do suporte à formação e desenvolvimento (incubação) de empreendimentos solidários autogestionários, alternativas de trabalho, renda e cidadania para indivíduos e grupos em situação de vulnerabilidade social e econômica.* »

<sup>331</sup> [http://www.itcp.coppe.ufrj.br/a\\_itcp\\_somos.php](http://www.itcp.coppe.ufrj.br/a_itcp_somos.php) Dernier accès : 12 juin 2022

<sup>332</sup> [Traduction libre] : « *O Proninc [...] pode ser considerado uma das mais relevantes políticas do campo da economia solidária, uma vez que atua de forma estratégica ao financiar, simultaneamente, empreendimentos de economia solidária e grupos de pesquisadoras, técnicos e estudantes comprometidos em produzir conhecimento a partir das demandas populares* »

<sup>333</sup> Les informations concernant le Congrès sont accessibles en ligne : <https://www.vicongressodaredeitcps.com.br/> [consulté le 13/09/2022].

Comme expliqué par Guimarães<sup>334</sup> et Pereira (2018, p.189), ce qui différencie les coopératives populaires d'autres expériences de coopératives et associations est « *la situation d'exclusion vécue par leurs membres, ainsi que la prédominance d'un modèle de gestion démocratique et participatif tourné vers le bien commun* »<sup>335</sup>. Les ITCPs puisent leurs racines dans les incubateurs d'entreprises, la différence principale entre les deux réside dans la typologie d'entités appuyées (entreprises capitalistes VS entreprises coopératives), dans le public atteint (classe moyenne-aisée VS groupes marginalisés) et dans la méthodologie de travail (censée être moins *top-down* dans le cas des ITCPs). Cette modalité d'incubation innove principalement dans trois domaines (Cunha 2002). D'abord, elle capacite les entreprises de l'économie populaire et solidaire pour qu'elles sortent de l'informalité et de la précarité, permettant à leurs membres de bénéficier d'un emploi et d'un revenu décent. Ensuite, elle s'articule avec les pouvoirs publics, contribuant à la mise en place de nouvelles politiques gouvernementales visant la génération d'emplois et revenus pour les populations marginalisées. Enfin, puisque les ITCPs sont structurés dans des réseaux interétatiques, elles contribuent à des réflexions plus larges que les contextes dans lesquels elles opèrent, soutenant les stratégies nationales conçues par les acteurs et actrices de l'économie solidaire.

Malgré le fait que cette démarche soit reconnue par de nombreux chercheuses et chercheurs comme « *une des principales innovations introduites au sein de l'extension universitaire brésilienne pendant les dernières années* »<sup>336</sup> (França Filho et Cunha 2009, p. 726), des critiques aux ITCP existent (Fraga et Dias 2018; Dagnino 2014; Thiollent 2005; Cunha 2002) - en particulier quant à leur capacité d'adhérer à une véritable démarche de « *tecnologia social* ». Notamment, Dagnino (2014, p. 279), en se référant aux universités, considère difficile que « *une organisation qui depuis si longtemps se consacre à la production et à la diffusion de connaissances alignées sur les intérêts de l'entreprise privée, puisse utiliser les résultats de ses recherches pour un type de système productif - les entreprises solidaires - dont le mode de fonctionnement, les intérêts et les valeurs sont si distinctifs.* »<sup>337</sup>. Selon les auteurs et autrices les plus critiques, ce type d'incubation s'inscrit tout de même dans une logique de marché, ayant comme finalité la création d'entreprises et leur insertion dans une logique marchande compétitive ; ainsi, l'agenda scientifique et les efforts d'incubation auraient fini par se focaliser sur certains segments entrepreneuriaux « gagnants », au détriment de segments moins viables (par exemple, la société civile, les organisations informelles et relevant de l'économie populaire, les communautés marginalisées). En effet, « *le succès de l'entreprise [incubée] implique l'incorporation de logiques de fonctionnement privées*

---

**334** Gonçalo Dias Guimarães est Architecte-Urbaniste et enseignant-chercheur à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro ; depuis 1995, il est Coordinateur Général de l'ITCP/COPPE/UFRJ.

<sup>335</sup> [Traduction libre] : « *O que diferencia as cooperativas populares de outras experiências de organização socioeconômica cooperativista é fundamentalmente a situação de exclusão vivenciada por seus associados, assim como a predominância de um modelo de gestão democrático e participativo voltado para o bem comum.* »

<sup>336</sup> [Traduction libre] : « *A incubação tecnológica de empreendimentos de economia solidária, mais conhecida devido à experiência das Incubadoras Tecnológicas de Cooperativas Populares (ITCPs), constitui uma das maiores inovações introduzidas no âmbito da extensão universitária brasileira nos últimos anos.* »

<sup>337</sup> [Traduction libre] : « *Não parece plausível a ideia de que uma organização, que há tanto tempo vem se dedicando a produzir e difundir conhecimentos alinhados com o interesse da empresa privada, possa ter o resultado de sua pesquisa aproveitado para um tipo de arranjo produtivo – os empreendimentos solidários – com modo de funcionamento, interesses e valores tão distintos.* »

qui compromettent l'objet et le but initiaux de l'initiative [des ITCPs]. »<sup>338</sup> (França Filho et Cunha 2009, p. 728). L'autocritique est présente dans le Cahier de Méthodologie Empirique de l'ITCP/Unicamp (SP) :

*Les connaissances produites par (et avec) les entreprises de l'économie solidaire comportent des éléments différents des connaissances scientifiques conventionnelles qui sont nécessaires à la transformation sociale. Nous comprenons que la connaissance porte les valeurs et les intérêts prédominants du contexte dans lequel elle a été développée et, pour cette raison, elle n'est pas neutre (...) Cette réflexion nous conduit nécessairement à une méthodologie d'incubation capable de remettre en question la connaissance disponible et de la redéfinir avec la participation directe de ces travailleurs.*<sup>339</sup> (ITCP/UNICAMP, 2009, p. 8).

Dans le même sens, Thiollent (2005) soutient qu'un technicien à la « mentalité carré » (p. 172), convaincu que sa connaissance soit plus légitime - voire supérieure - à celle des acteurs incubés, ne serait pas adapté à une telle démarche : « une idée fondamentale, bien que déjà ancienne, doit être réaffirmée : l'extension n'est pas le transfert ou la simple "transplantation" de connaissances ; elle est avant tout création et partage. »<sup>340</sup> (*ibid.*, p. 185).

A partir des années 2000, une autre démarche a commencé à émerger, qui tient en compte de ces critiques et entend rompre de manière plus radicale avec les logiques du marché : il s'agit de l'incubation de réseaux locaux d'économie solidaire - que nous présentons dans le paragraphe qui suit et dont nous verrons plus tard des exemples concrets concernant nos terrains de recherche.

### **2.1.2 L'incubation « territoriale » ou l'Incubation technologique de réseaux locaux d'économie solidaire**

Dans de nombreux cas, les ITCP incubent de manière « isolée » des initiatives collectives : c'est-à-dire, sans forcément se soucier des liens qui existent (ou pourraient exister) entre elles. De plus, « comme cette logique d'incubation concerne uniquement les coopératives, les bénéficiaires peuvent finir par se limiter au groupe de personnes qui compose l'entité incubée, sans atteindre nécessairement le public plus large du territoire où l'initiative a été conçue »<sup>341</sup> (França Filho et Cunha 2009, p. 728)<sup>342</sup>. Pour pallier à ces limites, certaines Universités proposent d'accompagner le territoire comme un tout, à travers des *Incubateurs technologiques d'économie solidaire*<sup>343</sup> (ITES). Ces structures, à la demande

---

<sup>338</sup> [Traduction libre] : "O êxito do empreendimento passa pela incorporação de lógicas de funcionamento privado que comprometem o propósito e a finalidade original da iniciativa."

<sup>339</sup>[Traduction libre] : "O conhecimento produzido a partir (e com) os empreendimentos de Economia Solidária carrega elementos diferentes do conhecimento científico convencional que são necessários à transformação social. Entendemos que o conhecimento carrega os valores e interesses predominantes no contexto no qual foi desenvolvido e, por isso, não é neutro. [...] Essa reflexão nos conduz, necessariamente, a uma metodologia de incubação que seja capaz de questionar o conhecimento disponível e reprojeta-lo com a participação direta dessas trabalhadoras e dessas trabalhadoras."

<sup>340</sup>[Traduction libre] : "Uma ideia fundamental, embora já seja antiga, precisa ser reafirmada: a extensão não é transferência ou simples 'transplante' de conhecimento; ela é, antes de tudo, criação e compartilhamento."

<sup>341</sup> [Traduction libre] Como a lógica da incubação é de cooperativa apenas, os benefícios do empreendimento podem limitar-se ao grupo que compõe a organização e não, necessariamente, ao público mais amplo do território no qual a iniciativa fora gestada

<sup>342</sup> Cet article sera largement mobilisé dans les pages qui suivent, car il peut être considéré comme le texte fondateur de la méthodologie des Incubateurs technologiques d'économie solidaire.

<sup>343</sup> En portugais, *Incubadoras tecnológicas de economia solidária*

d'une communauté, en supportent le processus de développement territorial ; pour cela, elles appuient une réorganisation de l'économie locale, en accompagnant la création et la gestion par la population locale d'initiatives socio-économiques structurées en réseau, dans une logique de coopération et de solidarité.

La première expérience de ce type est celle de l'ITES de l'Ecole de Gestion de l'Université Fédérale de Bahia (EAUFBA), fondé en 2007, dans le cadre d'un programme d' « extension » universitaire, en collaboration avec le *Centre interdisciplinaire de développement et gestion sociale*. Dans les mots de Genauto Carvalho de França Filho, enseignant-chercheur, fondateur et directeur de l'ITES/EAUFBA :

*L'ITES est né (...) d'une réflexion sur le fait que l'incubation ne peut pas être celle des entreprises- comme dans le concept classique des incubateurs d'initiatives populaires. Nous sommes nés avec l'idée que l'incubation doit être celle du territoire dans son ensemble. Il n'y a aucun moyen d'organiser une autre économie en se basant sur les entreprises (...). C'est pourquoi, dans notre méthodologie, il était très clair dès le début qu'une grande partie de notre effort consistait à aider le processus d'auto-organisation politique. Il ne s'agissait pas simplement de renforcer l'activité économique des entreprises. Parce que, si vous n'organisez pas le processus politique comment allez-vous organiser l'économie, comment encouragez-vous l'économie locale ? C'est impossible.<sup>xviii</sup> (Entretien avec G. C. de França Filho, 14/12/2019, Salvador)*

La méthodologie de l'ITES/EAUFBA a été développée en lien étroit avec le terrain. En particulier, elle a été consolidée au cours de l'accompagnement par les chercheuses et chercheurs de l'UFBA de la communauté de Santa Luzia, dans la banlieue de la ville de Simões Filho, dans la région métropolitaine de Salvador (pour un approfondissement concernant cette expérience, cf. França Filho et Cunha 2009). Il s'agit d'une zone côtière, qui a été affectée au début des années 2000 par des fuites pétrolières. La Petrobras (la principale entreprise publique dans le domaine pétrolier au Brésil), ayant reconnu sa responsabilité dans l'accident, souhaitait indemniser la communauté impactée, en finançant des actions de développement économique local, permettant de générer des revenus et des emplois. Pour ficeler ce projet, en 2004 la Petrobras s'est approchée de França Filho, qui avait déjà donné des formations sur l'Economie Solidaire au sein de l'entreprise (source : Entretien avec G. C. de França Filho, 14/12/2019, Salvador) et qui était très proche des expériences de Banques communautaires de développement dans le Nord-est. Ainsi,

*Ce que nous avons fait c'est une articulation triangulaire entre l'entreprise publique, l'université et la communauté, tout en agissant pour que la communauté soit le protagoniste du processus (...) de nombreux étudiants et étudiantes étaient impliqués... on donnait beaucoup de cours sur ça... nous avons créé une atmosphère dans cette époque... Mon Dieu... ça a été une période incroyable pour l'Ecole de gestion, avec une innovation spectaculaire aussi des cursus et formations. (...) Ce projet-là, à Santa Luzia, concernant la création de Réseaux Locaux d'Economie Solidaire, a été un marqueur de la création de l'incubateur. A cette époque, nous n'utilisions même pas le terme "incubateur", c'était un "projet d'extension". On a développé en même temps un concept et une méthodologie... et nous avons commencé à publier sur ces thématiques, sur les réseaux locaux, sur l'articulation entre approche économique, socio-politique, socio-culturelle et socio-environnementale... c'était une période de beaucoup, beaucoup d'effervescence. Puis, d'autres acteurs ont commencé à nous contacter, des préfectures,*

*des entreprises... nous avons structuré l'ITES de façon officielle en 2007, mais nous avons commencé à travailler de cette façon déjà à partir de 2004. (ibid.).*

La méthodologie développée par l'ITES/EAUFBA ne prévoit pas d'accompagnement individuel des différents projets, mais se propose d'incuber les territoires ou les communautés comme un tout, se souciant de la mise en place de *réseaux locaux d'économie solidaire* (pour un approfondissement en anglais, cf. Pires, França Filho, et Leal 2010). Un réseau d'économie solidaire est défini comme une association ou articulation d'entreprises et/ou initiatives d'économie solidaire visant la construction d'un circuit de relations économiques et échanges d'expériences et savoirs (França Filho et Cunha 2009). Ses principaux objectifs sont de permettre la viabilité et soutenabilité sur le long terme des initiatives d'économie solidaire et de renforcer la capacité du territoire à promouvoir son propre processus de développement (Mance 2003). Ces réseaux peuvent se situer à trois niveaux (França Filho et Cunha 2009) :

- I. réseaux trans-territoriaux, articulant des entreprises et initiatives de territoires différents mais qui appartiennent à une même filière productive, comme c'est le cas pour le commerce équitable, notamment; c'est le cas aussi des réseaux nationaux d'économie solidaire et de finances solidaires;
- II. réseaux territoriaux, articulant des initiatives d'économie populaire et solidaire qui opèrent dans des domaines différents au sein d'un même territoire (communauté, quartier, petite municipalité) ; ces activités tissent des liens également avec le reste de l'économie locale ;
- III. réseaux mixtes, supposant à la fois une dimension territoriale (ancrage dans la communauté) et une dimension trans-territoriale (partenariats avec des acteurs externes). En pratique, c'est dans ce troisième cas qui se retrouve la plupart des réseaux locaux d'économie solidaire, car ils ne sont jamais vraiment isolés d'acteurs externes - que ça soit l'ITES de référence, les autres initiatives nationales d'ESS, ou encore les financeurs, les fournisseurs ou les consommateurs externes au territoire.

Les principes sur lesquels ce processus d'incubation et développement est fondé vont bien au-delà de l'injonction à la rentabilité économique. La compétition comme principe régulateur des relations entre les acteurs perd de son sens, puisque la structure de l'offre est choisie en fonction des demandes exprimées par le territoire (França Filho 2007). En effet, des critères non strictement économiques sont pris en compte, comme l'accès aux droits, la redistribution équitable des bénéfices, une rémunération digne, les externalités environnementales et les relations avec le contexte territorial dans lequel les activités s'insèrent - notamment, à travers des pratiques de commerce équitable, ou des actions de conscientisation des consommateurs et d'éducation environnementale (França Filho et Cunha 2009). Alors que l'économie de marché prône comme voie de sortie de la pauvreté et du sous-emploi des politiques d'insertion professionnelle - même sous des statuts précaires tels que l'auto-entrepreneuriat - ces approches proposent un regard différent. En effet, elles considèrent que le sous-emploi et le chômage découlent de raisons structurelles, qui ont à voir avec la « *logique intrinsèquement excluante du système économique dominant* », ce qui rend « *nécessaire de remplacer l'insertion ou l'inclusion par la construction d'une autre économie, dont les solutions au manque de travail doivent être collectives, c'est-à-dire, fondées*

*sur des nouvelles formes de régulation des relations économique-sociales.* »<sup>344</sup> (França Filho et Cunha 2009, p.730). Ainsi, les territoires sont au cœur des réflexions, cette démarche se fondant sur la conviction que tout territoire - même ceux qui apparaissent comme extrêmement défavorisés - peuvent engendrer des dynamiques socio-économiques positives, permettant d'améliorer largement les conditions de vie de leurs populations. C'est pour cela que l'expression « incubation territoriale » nous paraît pertinente pour définir le processus décrit dans ces pages.

La méthodologie développée par l'ITES propose une « voie durable-solidaire » (*via sustentável-solidária*) au développement, emphasisant l'importance des territoires, valorisant « *les solutions endogènes, à partir de l'idée que chaque lieu, quartier, communauté, aussi pauvre soit-il, peut être capable de proposer des solutions à ses propres problèmes* »<sup>345</sup> (França Filho 2008, pp. 223-24). Cette « voie » s'oppose au modèle traditionnel de lutte contre la pauvreté, la « voie insertionnelle-compétitive » (*via insercional-competitiva*), dans la mesure où elle met l'accent sur le territoire plutôt que sur le marché, valorise les solutions collectives plutôt que celles individuelles, ainsi que les ressources endogènes (Coelho 2011). Au cœur de ce processus il n'y a pas uniquement les initiatives économiques, mais aussi les initiatives socio-culturelles, socio-politiques et socio-environnementales. En effet, l'existence d'une dynamique associative forte et d'espaces publics ouverts et accessibles est un élément incontournable pour la bonne réussite de l'incubation. L'effervescence socio-économique et culturelle des territoires est en effet un moteur clé de la rétention des revenus - ainsi que des populations.

La méthodologie d'incubation de réseaux locaux d'économie solidaire de l'ITES/EAUBFA se structure autour de quatre axes (França Filho et Cunha 2009), à savoir : (i) la formation, (ii) la recherche, (iii) la planification et (iv) l'expérimentation.

En ce qui concerne la formation, elle est cruciale tout au long du processus d'incubation, mais joue un rôle particulièrement important à ses débuts, puisque les publics impliqués ont le plus souvent des niveaux de scolarité formelle faibles. Les formations proposées varient en fonction des nécessités de la communauté ; il peut s'agir notamment de cours concernant l'économie solidaire et la citoyenneté de manière générale, mais aussi la gestion d'activités du troisième secteur, ou encore des cours d'informatique de base. Tout au long de ce processus, les valeurs de la gestion démocratique, de la solidarité et de l'autogestion sont mises en avant.

Le deuxième axe, celui de la recherche, se concrétise d'abord par la réalisation d'un diagnostic socio-économique (concernant la production, les services, la consommation locale) et historico-culturel de la communauté. L'expérience la plus ancienne de ce type de diagnostic (à laquelle cette méthodologie s'est inspirée ouvertement) a été celle du Plan Local d'Investissement Stratégique (PLIES) de la communauté de Conjunto Palmeiras, dans la banlieue de Fortaleza (CE), ayant amené à la création de l'Ins-

---

<sup>344</sup> [Traduction libre] : « *as razões para o desemprego são, sobretudo, de natureza estrutural, relativas à própria lógica intrinsecamente excludente do sistema econômico predominante, então, é preciso substituir inserção ou inclusão pela construção de uma outra economia, cujas soluções de enfrentamento da falta de trabalho sejam coletivas, isto é, baseadas em novas formas de regulação das relações econômico-sociais.* »

<sup>345</sup> [Traduction libre] : « *a valorização de soluções endógenas a partir da ideia de que todo o local, bairro, ou comunidade, por mais pobre que seja, pode ser portador de soluções para os seus próprios problemas.* »

titut Banco Palmas, la première Banque Communautaire de Développement du Brésil (Melo Neto Segundo et Magalhães 2003) ; nous reviendrons de manière plus extensive sur cette expérience par la suite. Dans l'esprit de la méthodologie de l'ITES/EAUFBA, le diagnostic permet d'identifier les initiatives et les entreprises dont la communauté nécessite, ainsi que de mettre en avant les potentialités du territoire en termes de tissus associatif et socio-économique pour comprendre comment tisser un réseau inter-acteurs.

La planification (troisième axe) permet de tracer une feuille de route pour la réorganisation des économies territoriales, fondée sur des logiques non capitalistes. L'idée est que chaque territoire incubé (qu'il s'agisse d'une communauté, d'un quartier ou d'une petite municipalité) puisse avoir un plan stratégique de développement communautaire (PEDECO) ou territorial (PEDETE), permettant de réorienter l'offre et la demande locales de façon qu'elle soient bénéfiques au développement du territoire (França Filho et Cunha 2009).

Enfin, l'expérimentation est la mise en pratique de l'économie solidaire, à travers la création ou le renforcement d'entreprises et activités. L'expérimentation par la communauté de cette nouvelle façon de structurer la vie économique renforce le processus de formation initial et permet l'appropriation par la population des valeurs et fonctionnement de l'économie solidaire.

En résumé, il s'agit d'abord de mobiliser et capaciter les acteurs et actrices locaux et de mettre en place un processus de débats publics concernant les possibles trajectoires de développement, parallèlement à la réalisation d'un diagnostic territorial. Ensuite, pendant les phases de planification et expérimentation, il s'agit d'accompagner et orienter la création d'activités en fonction des demandes exprimées par les populations locales lors des débats publics.

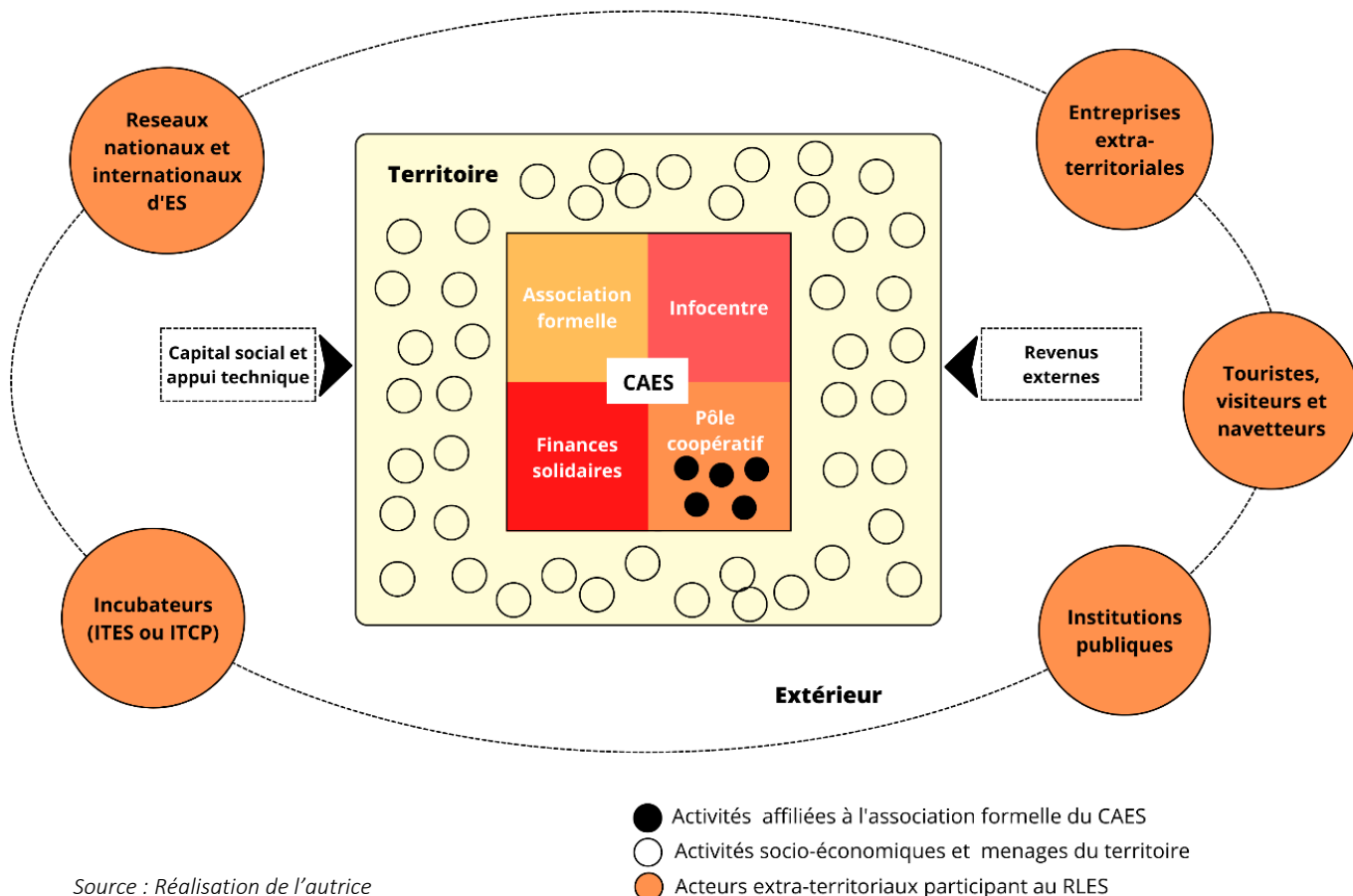
Dans la pratique, la mise en œuvre de cette méthodologie (Fig. 39) commence généralement par la création d'un Centre Associatif d'Economie Solidaire (CAES) (du moins, dans la méthodologie originale, proposée par França Filho et Cunha 2009). Il s'agit d'une structure composée par quatre instances :

- une association, constituée formellement, qui puisse héberger les initiatives informelles participant du réseau lorsqu'elles nécessitent d'un statut formel (notamment pour répondre à des appels d'offre publics) ; au-delà de cette raison « pragmatique », l'association représente un foyer d'auto-organisation politique, offrant un espace d'apprentissage de la démocratie locale, permettant de mobiliser la population locale, et peut avoir le rôle de centre de formation aux pratiques de l'économie solidaire ;
- une initiative technologique, telle qu'un centre d'information (*infocentro*) communautaire ; celui-ci représente un espace d'inclusion numérique (enjeu qui était crucial surtout au début des années 2000 dans des communautés isolées et/ou défavorisées) et de support pour la réalisation de recherches permettant de poser des diagnostics de la réalité socio-économique du territoire ;
- une pratique de finances solidaires, le plus souvent une Banque communautaire de développement, permettant aux populations d'avoir accès à des emprunts et à certains services difficilement accessibles pour des communautés marginalisées ou géographiquement isolées ; de plus,

cette instance permet de sensibiliser les populations aux finances solidaires et aux enjeux de la consommation locale, notamment à travers l'utilisation de monnaies locales ;

- un pôle (*núcleo*, littéralement, « noyau ») coopératif, qui regroupe les différents groupes productifs qui impulsent le réseau local d'économie solidaire, tissant des liens à l'intérieur du territoire mais aussi avec des partenaires extérieurs.

Figure 39. Le RLES : un réseau mixte (territorial et extra-territorial)



Source : Réalisation de l'auteur

Cette méthodologie ambitieuse s'accompagne également d'un processus permanent de suivi et d'évaluation des activités développées, jusqu'à ce que le réseau soit consolidé et autonome, permettant sa « désincubation » - qui n'exclue pas un appui ponctuel de l'ITES par la suite (França Filho et Cunha 2009)

Pour conclure, nous pouvons résumer les apports de l'incubation territoriale par rapport à l'incubation « classique » d'entreprises. En ce qui concerne l'objet de l'incubation, dans la méthodologie des ITES, le public est constitué par des personnes vulnérables du point de vue socio-économique. Les activités accompagnées ne sont pas des entreprises privées à but lucratif, mais plutôt des associations, des coopératives, des groupes de productions informels et issus de l'économie populaire et solidaire. Les acteurs accompagnés ne sont jamais incubés individuellement, mais ils s'insèrent dans un projet de territoire défini par la communauté elle-même. Nous passons ainsi de l'incubation des organisations (entreprises dans le cas de l'incubation classique ou coopératives populaires dans le cas des ITPC), à l'incubation des territoires, avec la mise en place de réseaux d'économie solidaire. Les territoires accompagnés sont souvent des zones marginalisées, marquées par des degrés importants d'exclusion -



notamment les périphéries urbaines, les zones rurales ou les communautés traditionnelles (notamment les « *quilombos* »<sup>346</sup>). En termes de méthodologie, l'incubation territoriale s'éloigne de la notion de transfert technologique, qui établit une relation hiérarchique entre savoirs - ainsi qu'entre « savants » et « bénéficiaires ». C'est en cela qu'elle s'insère dans une démarche de *tecnologia social* : elle répond à la demande du territoire et aux envies de la communauté, sa méthodologie valorise les savoirs et pratiques locaux, et se fonde sur la réciprocité, la co-production et la transdisciplinarité.

Comme nous l'avons vu, les finances solidaires sont une composante fondamentale de cette méthodologie, faisant partie du cœur du système d'incubation, c'est-à-dire le CNES. En effet, « *la méthodologie [de l'ITES] valorise le rôle des pratiques de finances solidaires, notamment les expériences des banques communautaires de développement, en raison de leur caractère éducatif et de leur rôle d'impulsion de la dynamique socio-économique du réseau par le financement des différentes initiatives* »<sup>347</sup> (França Filho et Cunha 2009, p. 731). Ainsi, c'est à ces pratiques que la prochaine section est dédiée.

## 2.2 Les Finances solidaires et les Banques communautaires de développement

Pour supporter le processus de développement territorial, l'accès aux ressources financières est crucial. Dans la « société de marché » (Polanyi 1944), la banque est une institution fondamentale car elle joue le rôle d'intermédiaire entre financeurs et entrepreneurs. Toutefois, dans la littérature comme dans le discours des acteurs et actrices territoriaux, le système bancaire traditionnel fait l'objet de nombreuses remises en question. En particulier, son caractère excluant vis-à-vis des populations à faible revenu est pointé du doigt - tout comme l'éloignement de la finance spéculative de l'économie réelle et sa contribution au mythe de la croissance (Dowbor 2018). Ainsi, depuis les années 1980, le champ des finances solidaires a commencé à émerger et à s'institutionnaliser - même si cette « étiquette » est assez récente, souvent superposée avec des notions telles que la microfinance et le microcrédit. En France, les initiatives pionnières concernent l'épargne solidaire, avec des structures telles que le Crédit Coopératif, la Nef ou encore les Cigales (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire). L'expression « finances solidaires » a été largement vulgarisée par l'Association Finansol<sup>348</sup>, fondée en 1995, qui depuis 1997 a même mis en place un label (« label Finansol ») permettant de distinguer les produits d'épargne solidaire. Depuis les années 2000, les finances solidaires - traînées par le succès du microcrédit à la fin des années 1990<sup>349</sup> - ont commencé à s'imposer sur la scène internationale. Notamment, l'année 2005 a été déclarée par les Nations Unies l'« Année Internationale du Microcrédit »

---

<sup>346</sup> Communauté organisée d'esclaves « marrons » (fugitifs). Depuis 2004 sont reconnues au Brésil 3212 communautés quilombolas. Début 2019, 230 territoires sont en attente de reconnaissance

<sup>347</sup> [Traduction libre] : « *A metodologia valoriza o papel das práticas de finanças solidárias, com destaque para as experiências de Bancos Comunitários de Desenvolvimento, por seu caráter ao mesmo tempo pedagógico e de vetor impulsador da dinâmica sócio-econômica da rede, ao financiar muitas iniciativas.* »

<sup>348</sup> Aujourd'hui, Finansol a désormais fusionné avec le Laboratoire d'innovation sur l'impact (iiLab) dans une même structure, « Fair - Financer, Accompagner, Impacter, Rassembler »

<sup>349</sup> En 1997, environ 3000 personnes venant de 137 pays différents assistaient à la *Global Conference on Micro-credit* à Washington, où le micro-crédit était présenté comme un outil clé pour la lutte contre la pauvreté.

et, en 2009, des fédérations internationales du financement solidaire<sup>350</sup> ont lancé un appel aux gouvernements du G20 lors du sommet de Pittsburgh, présentant douze mesures pour que les pays s'engagent dans la création d'un nouveau système financier. Toutefois, comme nous le verrons, les finances solidaires et le microcrédit ne sont pas deux catégories complètement superposables, car elles se différencient de par leur gouvernance et leurs objectifs.

Dans cette sous-section, nous proposons d'abord un rapide historique de l'émergence des finances solidaires au Brésil, ainsi que leurs principales typologies. Ensuite, nous présentons les Banques communautaires de développement et leur fonctionnement « standard » - ce qui nous permettra, lors de la présentation de nos terrains d'études, de comprendre les différentes façons que ces dispositifs ont de s'articuler avec les territoires et les acteurs externes pour assurer leur viabilité.

### **2.2.1 Origines et définition des Finances solidaires**

Dans la littérature, la définition de finances solidaires n'est pas univoque, recouvrant des réalités différentes en fonction des contextes étudiés. Globalement, les finances solidaires sont abordées à partir de deux entrées : d'un côté, la littérature concernant l'économie solidaire et l'encastrement de l'économie dans le social, et de l'autre, des études de cas concernant les pratiques d'épargne et la microfinance. Même si cette notion est plutôt répandue en France, elle y est très souvent utilisée dans des publications concernant des expériences dans les Suds – notamment en Afrique et en Amérique Latine (Vasconcelos 2018). Suivant la littérature dans ce domaine, les finances solidaires se différencieraient de la finance « classique » de par au moins l'un des critères suivants : (i) l'origine des fonds, ces derniers venant le plus souvent de l'épargne des associés ; (ii) l'utilisation de critères non-exclusivement financiers et de rentabilité dans le choix d'investissements et des publics accompagnés ; (iii) la finalité sociale des projets financés. De plus, il s'agit d'expériences ayant un ancrage territorial fort (Guérin et Servet 2005; França Filho, Silva Júnior, et Rigo 2012), leur valant aussi le nom de « finances de proximité » (Silva 2017; Junqueira et Abramovay 2005; Servet 2008). Les associés et les emprunteurs font généralement partie d'un même territoire et mettent en place des projets bénéficiant la communauté dans son ensemble. Ainsi, les finances solidaires concernent :

*L'ensemble des activités de financement et d'accompagnement à destination des personnes physiques et morales, fragilisées par les accidents de la vie (période de chômage, maladie, ruptures familiales), exclues de façon plus ou moins chronique des accès aux services bancaire et financier, au marché du travail, aux services de logement. Ces finances solidaires relèvent soit d'acteurs institutionnels (établissements publics bancaires), soit d'initiatives citoyennes (Clubs d'investisseurs en capital-risque solidaire, par exemple). Elles concernent ainsi tous les publics quel que soit le degré de précarité auquel ils sont confrontés, ou susceptibles d'être confrontés. (Glémain et Taupin 2007, p.100)*

Cette définition est pertinente pour le contexte de la France, où, comme dans d'autres pays européens, les finances solidaires sont passées par un processus d'institutionnalisation et ont été incorporées dans le système financier national. Cela n'est pas le cas au Brésil, où, malgré les tentatives de

---

<sup>350</sup> L'Association Internationale des Investisseurs dans l'Economie Sociale, la Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives, la National Community Reinvestment Coalition et la Global Coalition for Responsible Credit.

cadre des pouvoirs publics, les finances solidaires correspondent à un large éventail de réalités, y compris informelles. En Europe, ces expériences sont ancrées dans la tradition des coopératives de crédit et des monnaies locales. En particulier, les premiers exemples de coopératives de crédit remontent au XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècle, notamment les *lending charities* au Royaume-Uni et les *Irish Loan Funds* en Irlande (Hollis et Sweetman 1998), les coopératives de crédit *Raiffeisen* en Allemagne (Guinnane 1997), ou encore les *Caisses rurales et artisanes* en Italie (Presti 1994). Ces initiatives pionnières permettaient l'accès au crédit à des personnes qui en étaient normalement exclues – y compris les femmes. Notamment, Hollis (2002) rappelle que le Irish Loan Fund au maximum de son activité prêtait de l'argent à 20% des familles irlandaises et qu'un quart des emprunteurs était constitué par des femmes – un pourcentage extrêmement élevé pour le XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans des temps plus récents (fin des années 1980) les Nordes ont aussi connu la diffusion de la finance éthique, à partir des idées d'épargne éthique et d'investissement socialement responsable (ISR). En ce qui concerne les monnaies locales, aujourd'hui reconnues comme des innovations sociales (Blanc et Fare 2012), l'idée d'une monnaie autre que celle circulant au niveau national n'est certainement pas une nouveauté ; les premiers exemples de monnaie « libre » en Europe remontent à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et ont vu le jour le plus souvent dans des contextes de crise, alors que les enjeux de rétention et circulation de la richesse dévoilaient toute leur importance. Notamment, en Europe, en 1930, à Schwanenkirchen, dans la Bavière allemande, le propriétaire d'une mine de charbon commença à payer ses employés avec des bons appelés « wära » (littéralement, « marché ») (Laacher 2000). La valeur de ces bons diminuait avec le temps : ce qui poussait leurs détenteurs à les utiliser rapidement. Au vu de la circulation importante de ces bons, conjointement à une pénurie de marques (c'est-à-dire, la monnaie nationale allemande) dans l'économie locale, les commerçants finirent par accepter les wära - et par convaincre leurs fournisseurs à faire la même chose. L'année suivante, lorsque déjà plus de 2000 entreprises et commerces participaient au circuit du wära, la Banque centrale allemande décida d'interdire sa circulation, affirmant son propre monopôle dans l'émission de la monnaie. Dans la voisine Autriche, une expérience similaire prit vie en 1932. Le maire de Worgl (environ 4000 habitants), pour faire face aux difficiles conditions socio-économiques de la ville, affectée entre autres par un taux de chômage supérieur à 30%, décida d'émettre des « bons-travail », ayant une couverture totale en monnaie autrichienne, une somme équivalente ayant été déposée à la caisse d'épargne locale. La singularité de ces bons, c'était de perdre 1% de leur valeur chaque mois. Comme le rappelle Bourdet (1933, p.56), « *Le premier emploi des bons fut l'organisation d'un plan de travaux publics. On paya le salaire des ouvriers et on régla les fournitures faites à la ville uniquement en bons-travail. C'est ainsi qu'ils furent introduits dans la circulation* ». Les résultats extraordinaires de cette expérience, qui permit de redresser les finances de la ville, finirent par convaincre de nombreuses villes voisines à adopter des solutions similaires. A la fin de 1933, ces bons furent interdits par le tribunal administratif. Une vingtaine de villes aux États-Unis s'inspirèrent aussi de ces modèles, que même Fischer, lors d'une conférence en 1932, souhait « *voir introduire partout* » (cité par Bourdet 1933, p.57).

Dans les Suds, des expériences très anciennes d'épargne solidaire existent, notamment en ce qui concerne l'épargne collectif de type *tondines* ou *Rotating Savings and Credit Associations* (ROSCAs)

(Bekolo-Ebe et Bilongo 1989; Besley, Coate, et Louny 1993; Bouman 1995; Van den Brink et Chavas 1997; McKeever 2009). Comme le rappelle Amaro (2011, p. 11), « les documents écrits remontent jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais dans de nombreuses cultures et continents, il existe des groupes informels et des dynamiques d'entraide et de mise en commun de l'épargne et du crédit qui se perdent dans la mémoire du temps »<sup>351</sup>. Des expériences de monnaie locale existent également, au-delà des *Banques communautaires de développement* brésiliennes dont nous traiterons dans les pages qui suivent. C'est le cas notamment des monnaies parallèles argentines des années 2000, avec l'expérience très réussie du *Patacón* de Buenos Aires (Colliac 2005), ou de l'expérience de Curitiba (capitale du Paraná, dans le Sud du Brésil), où en 1971 la mairie commença à « convertir » les déchets triés par les ménages en bons valables pour les transports, l'achat de nourriture et de fournitures scolaires (Lietaer et Kennedy 2010, p.47), ou encore de l'expérience du *Bangla pesa* au Kenya (Dissaux 2016, Morvant Roux et al. 2017). Dans des temps plus récents, des expériences « importées » (des Nord ou d'autres pays des Suds) sont venues se rajouter, souvent accompagnées par des organisations internationales, telles que les *caisses villageoises* en Afrique de l'Ouest (Korotoumou, Gonzalez-Vega, et Graham 1999) ou les Institutions de Microfinance (IMF). Concernant ces dernières, leur succès pendant les dernières décennies découle d'une expérience née dans les Suds : la *Grameen Bank*, l'IMF bangladaise la plus connue, pour la création de laquelle Mohammed Yunus a obtenu le prix Nobel pour la paix en 2006. D'autres expériences de ce type ont connu un discret succès dans les Suds, comme *Bank Rakyat* en Indonésie, la *bAAc - Bank for Agriculture and Agricultural cooperatives* en Thaïlande, ou encore *Banco Sol* en Bolivie. Toutefois, de nombreux chercheurs et chercheurs dénoncent certaines limites (voire certains effets pervers) du microcrédit, arrivant à parler d'« illusion de la microfinance » (Bateman et Chang 2009). Ils et elles soulignent son ancrage dans une logique néolibérale et la spirale de surendettement qui peut en découler, ainsi que l'exclusion des personnes les plus marginalisées de l'accès à ces dispositifs, ou encore le financement de la production sans se soucier du support à la consommation. Ainsi, l'engouement pour le microcrédit en tant qu'outil de « lutte contre la pauvreté » semble parfois reposer sur un discours « simpliste et de ce fait très attractif » (Guérin et Servet 2005, p. 84), focalisé sur les « succes stories » isolées de quelques entrepreneurs ou entrepreneuses. Cela entretient l'idée, très présente dans les discours néolibéraux, que la sortie de la pauvreté peut être assurée par l'auto-emploi - et serait compatible avec un désengagement des pouvoirs publics dans les zones marginalisées (Fouillet et al. 2007; 2016; França Filho, Silva Júnior, et Rigo 2012). Ainsi, le soutien aveugle au microcrédit et la microfinance « néolibérale » peut finir par précariser les droits au travail, lorsqu'ils sont présentés comme la seule alternative pour les populations les plus vulnérables (Servet 2006). Malgré toutes les limites de ces dispositifs, les travaux concernant la microfinance et le microcrédit ont représenté pour les sciences sociales un vrai laboratoire d'études sur le capital social, la cohésion des groupes, les transformations institutionnelles, mais aussi les différentes façons d'épargner et emprunter dans des systèmes productifs différents (Junqueira et Abramovay 2005).

---

<sup>351</sup> [Traduction libre] : «há registros desde o século XVIII, mas, em muitas culturas e continentes, existem grupos e dinâmicas informais de entajuda e de mutualização das poupanças e dos créditos, que se perdem na memória do tempo.»

En somme, si certaines expériences de microcrédit relèvent de l'ESS, cela n'est pas toujours le cas. En effet, les finances solidaires ne s'inscrivent pas dans une logique marchande et ne se préoccupent pas de rendre les pauvres « bancables », ni de former des « banquiers aux pieds nus » (J.-M. Servet 2006). Au contraire, les finances solidaires se réapproprient un espace en dehors de l'économie de marché (Vasconcelos 2018). Elles s'inscrivent dans une démarche collective, se basent sur des liens de confiance et sont au service du développement territorial - même lorsque cela n'est pas « rentable » du point de vue financier. Dans ce contexte, la solidarité n'est pas une relation verticale, du « donneur » vers le « bénéficiaire », mais est « comprise comme une interdépendance reconnue des personnes et des groupes, qui la distingue tant de la charité assimilée à une relation unilatérale motivée par la pitié que de la protection qui suppose une soumission et une domination » (Servet 2006, p. 449). Dans les pages qui suivent, nous illustrons cette approche solidaire à la finance à travers certaines expériences brésiliennes. Nous en présentons les principales caractéristiques et introduisons les Banques Communautaires de Développement - des dispositifs de finances solidaires qui allient le micro-crédit productif et de consommation avec la circulation d'une monnaie sociale et la création de réseaux locaux d'économie solidaire.

### **2.2.2 Panorama des finances solidaires au Brésil**

Au Brésil, les finances solidaires ont connu un essor important à partir des années 1990, avec la croissance de mouvements sociaux revendiquant une démocratisation de l'économie (F. D. Coelho 2003). En même temps, le microcrédit a commencé sa diffusion, avec la mise en place de plusieurs programmes<sup>352</sup> gouvernementaux et la création des « bancos do povo » (banques du peuple) municipaux et étatiques, octroyant des crédits à des taux bien plus faibles que ceux prévus par les banques commerciales (Zouain et Barone 2007). Le gouvernement fédéral brésilien a eu un rôle crucial dans l'implémentation de politiques publiques supportant l'accès au crédit pour les personnes à faibles revenus, y compris en appuyant les finances solidaires. En particulier, ces dernières ont été insérées dans les stratégies de développement défendues par le SENAES (pour rappel, le Secrétariat National de l'Economie Solidaire, instance appartenant au Ministère du Travail pendant les gouvernements du PT), et plusieurs appels d'offre nationaux leur ont été spécifiquement destinés. La question de l'institutionnalisation des pratiques financières solidaires a commencé à émerger à partir de la première conférence nationale de l'économie solidaire au Brésil en 2006. Ainsi, au sein du Plan de Planification Pluriannuelle (PPA) 2008-2011, le Programme du SENAES *Economie Solidaire en Développement*<sup>353</sup> a défini parmi ses objectifs l'« appui aux Finances Solidaires à travers les Banques Communautaires et les Fonds Solidaires »<sup>354</sup>. Par ce biais, en 2010, le *Programme national des Finances Solidaires* a été mis en place.

---

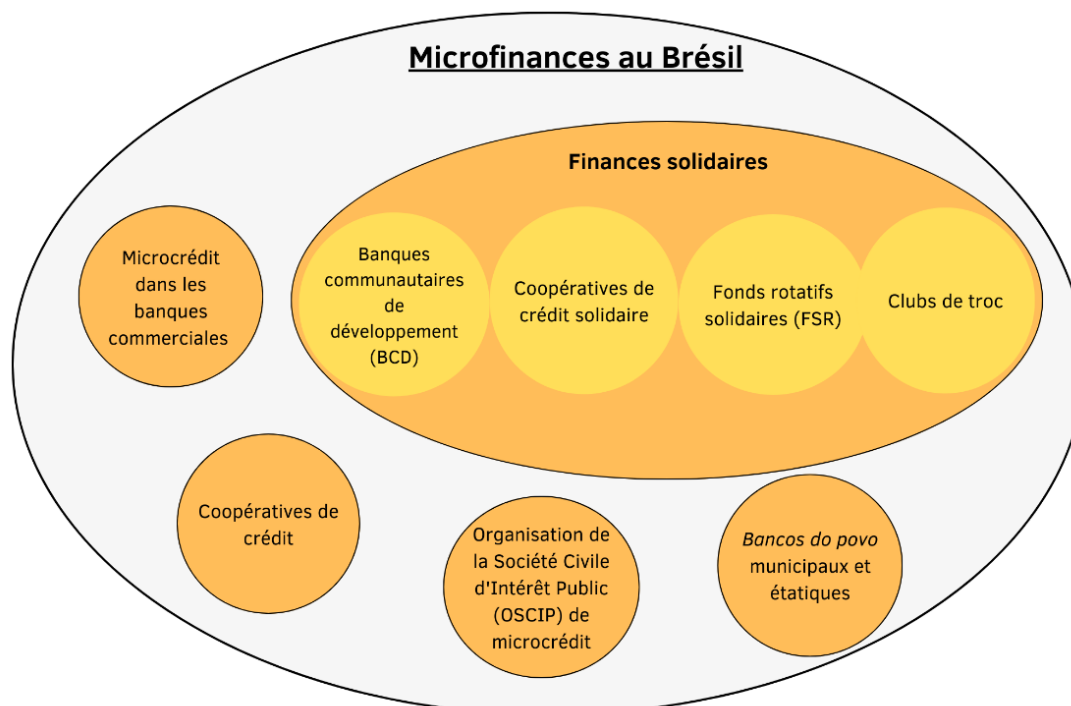
<sup>352</sup> Notamment, le *Programa Nacional de Microcrédito Produtivo Orientado* (PNMPO) en 2005 et le Programme *Crescer* en 2011, faisant partie du plan national *Brasil Sem Miséria*.

<sup>353</sup> *Economia Solidária em Desenvolvimento*

<sup>354</sup> *Fomento a Finanças Solidárias com Base em Bancos Comunitários e Fundos Solidários*

Silva (2017, p. 20), à partir du cas brésilien, identifie quatre caractéristiques propres aux finances solidaires : (i) elles n'ont pas de finalité lucrative ; (ii) leur objectif économique est subordonné à leur finalité (voire, utilité) sociale ; (iii) elles s'appuient sur des relations de proximité ; (iv) elles aspirent à un contrôle social ou démocratique sur l'argent, en s'affirmant en tant qu'initiatives de démocratie économique. L'adjectif « solidaire » représente l'inversion de la logique utilitariste de l'économie classique, axée sur la maximisation des profits, en y substituant une logique de coopération, basée sur des relations de proximité et confiance (P. I. Singer 2003; França Filho 2008).

Figure 40. Panorama des microfinances au Brésil



Source : Réalisation de l'auteurice, d'après Silva Junior (2016, p.125)

Depuis une vingtaine d'années, il existe au Brésil une vaste littérature sur les différentes expériences qui peuvent être reconduites aux finances solidaires (Fig. 40). Ces expériences sont généralement regroupées en trois catégories, dont nous proposons ici un bref aperçu.

- les **Fonds rotatifs solidaires**<sup>355</sup> (FRS), appelés « caixas » dans leur version traditionnelle, sont les pratiques les plus anciennes de finance solidaire dans le pays, même si elles ont été structurées - et mises en lien au sein de réseaux nationaux - seulement pendant les dernières trente années. Elles ont un fonctionnement qui rappelle celui des tontines et des ROSCAs. Généralement, les participants ont à disposition un fond limité, qui peut être constitué de leurs cotisations ou de ressources externes (souvent issues d'ONG, de dons, ou de programmes gouvernementaux). Le fond commun peut être constitué d'une somme en argent ou de biens, équipements, voire de graines ou de bétail. Un circuit rotatif est établi ; tous les participants et participantes, dans l'ordre, empruntent le fond commun pour

<sup>355</sup> 1L e « fond rotatif solidaire » est une forme d'épargne solidaire, comme les « tontines » observées en Afrique. Dans un groupe de 10 à 20 personnes, par exemple, chacun des participants fait un « prêt » sous forme de versement mensuel au collectif et acquiert ainsi le droit d'utiliser le « fond » commun à tour de rôle pour ses propres besoins, sans démarche administrative ni taux d'intérêt. Ces expériences sont le plus souvent informelles

une période prédéfinie ; le fond doit ensuite être dévolu pour que la personne suivante puisse en bénéficier. Les règles de fonctionnement sont établies par un *Comité Gestor Local*, constitué par des représentants d'entreprises, unités familiales et entités d'appui qui travaillent dans le territoire (Barreto 2016). Le rôle des mouvements liés à l'église catholique - et particulièrement de Caritas Brésil - a été crucial dans l'accompagnement et pérennisation de ces dispositifs, à partir des « *Projetos Alternativos Comunitarios* »<sup>356</sup> (Silva 2020). Les FRS ont connu une diffusion importante pendant les années 1990, permettant le financement de petits projet communautaires. Pendant les années 2000, ils ont obtenu l'appui formel de plusieurs institutions, comme la Banque du Nord-est du Brésil (BNB), le SENAES et le Ministère du développement social et de la lutte contre la faim. En particulier, les FRS ont eu une large diffusion dans le Nord-est du pays, grâce à l'*Articulação do Semiárido* (ASA), appuyant des projets de constructions de citernes dans des propriétés de l'agriculture familiale du *sertão*. Au-delà de l'importance « monétaire » de ces expériences, notamment en termes d'accès à des fonds qui seraient autrement inatteignables par ces communautés isolées et aux revenus très faibles, les fonds rotatifs ont un rôle important pour le développement du capital social et pour l'apprentissage de l'organisation politique et de l'autogestion. Les FRS ont « *été un facteur essentiel d'auto-développement pour les communautés pauvres placées en marge du processus de développement national, qui généralement n'est pas en mesure de les atteindre.* »<sup>357</sup> (Singer 2009, p. 3).

Comme nous l'ont raconté deux salariés de l'antenne Bahia-Sergipe de Caritas :

*L'accès à la terre, l'accès à l'eau dépend aussi de la force politique (...) Les fonds rotatifs ont aussi cette dimension de formation politique (...) la méthodologie même de FRS mise à disposition par Caritas Brésil et ses divisions régionales stimule la participation démocratique, l'autogestion... ce qui nous rapproche du domaine de l'Economie Solidaire. (...). Caritas croit en une solidarité transformatrice, et non anesthésiante... donc nous y allons, nous marchons ensemble, mais ce sont eux qui font la gestion. (...) C'est comme ça qu'on aide à construire une démocratie qui n'est pas seulement représentative, mais participative. Et je pense que la grande beauté de ce processus est précisément la participation populaire dans la gestion de la mise en place de ce réseau. (...) Ce qui nous différencie du système capitaliste, ce sont les principes auxquels nous croyons et que nous mettons en pratique, à partir de la production, jusqu'aux processus de commercialisation, d'épargne, de gestion des relations de travail... (...) En ce moment, la Caritas régionale est en train de former 30 agents, dans les deux états de Bahia et Sergipe, pour qu'ils puissent être des références dans leurs territoires pour la formation, pour encourager la production dans le cadre de l'Economie solidaire. Parce que nous savons que nous sommes dans un système capitaliste, qui est en place depuis 200 ans... et on a une économie populaire solidaire ici au Brésil, qui s'organise depuis les années 1980 (...) et qui commence à mettre en lumière une vision différente de l'économie. Nous sommes quotidiennement harcelés par le système capitaliste. Nous ne pouvons pas nous asseoir et penser que tout le monde sache déjà ce que c'est l'Economie solidaire.*<sup>xix</sup> (Entretien avec Caritas Brasil, 11/12/2019, Salvador)

- Les **Coopératives de crédit solidaire** (CCS) sont très similaires dans leur fonctionnement aux banques coopératives européennes, et sont plutôt développées en milieu rural. Il s'agit d'institutions

<sup>356</sup> Il s'agit d'initiatives productives et de la construction d'infrastructures grâce aux financements de la coopération internationale ou à des fonds diocésains.

<sup>357</sup> [Traduction libre] *tem sido fator essencial para o auto-desenvolvimento de comunidades pobres e colocadas à margem do processo de desenvolvimento nacional, que em geral passa ao largo delas.*

formelles (elles sont soumises à la Banque centrale), qui, à différence des coopératives de crédit tournées vers l'économie de marché, privilégient des publics et des territoires fragilisés. Toutefois, le processus de constitution de ces coopératives n'est généralement pas mené par des personnes marginalisées et vivant dans des conditions de pauvreté extrême. Comme le rappelle Singer (2004, p. 15), « *Les membres d'une coopérative de crédit communautaire doivent être des producteurs établis et ayant des revenus similaires, afin que des liens de confiance et de solidarité puissent se développer. Même dans les coopératives de personnes pauvres, il n'y a pas de place pour ceux que Yunus appelle "les pauvres des pauvres", car ils ne sont pas en mesure de verser leurs parts de capital. Mais comme la solidarité est une valeur chère au coopérativisme dans son ensemble, les coopératives de crédit sont susceptibles de servir non seulement les membres actuels, mais aussi ceux qui, une fois qu'ils auront franchi le seuil d'indigence, seront leurs futurs associés* »<sup>358</sup>. Les premières expériences de coopératives de crédit au Brésil remontent au début du XX<sup>e</sup> siècle ; toutefois, leur diffusion à plus vaste échelle a commencé pendant les années 1940 dans le Sud du Brésil, et particulièrement dans le Rio Grande do Sul, suivant le modèle Raiffeisen (A. C. C. dos Santos 2013). Le mouvement du coopérativisme brésilien a été plutôt conservateur (Búrigo 2010) ; pendant les gouvernements militaires, il a été soumis à la tutelle de l'Organisation des Coopératives Brésiliennes (OCB), dont le rôle était de l'encadrer et le pacifier. L'OCB est restée à l'écart pendant les luttes pour la ré-démocratisation du pays et la restructuration des organisations syndicales pendant les années 1980 : ce qui a fini par faire émerger un système alternatif de coopérativisme, plus politisé, à savoir les *coopératives d'interaction solidaire*. Ces dernières sont très liées au milieu rural, ayant commencé à se développer à la fin des années 1980 dans le Sud du pays, pour permettre aux petits agriculteurs et aux « *assentados* »<sup>359</sup> de la réforme agraire de faire face aux difficultés d'accès aux financements. Pour pallier cela, des FSR ont vu le jour, appuyés par des mouvements pastoraux, syndicaux, non gouvernementaux, associatifs et des *sem terra*<sup>360</sup> - et ont fini par se structurer de façon formelle, fondant en 1995 le Cresol (Sistema das Cooperativas de Crédito Rural com Interação Solidária) (Junqueira et Abramovay 2005), auquel se sont rajoutés ensuite d'autres réseaux nationaux - regroupés depuis 2004 dans l'ANCOSOL (Associação Nacional do Cooperativismo de Crédito de

---

<sup>358</sup> [Traduction libre] : « *Os quadro de sócios de uma cooperativa de crédito comunitária tem de ser constituídos por produtores estabelecidos, em faixas de renda próximas, para que laços de confiança e solidariedade possam se desenvolver. Mesmo em cooperativas de gente pobre, não há lugar para os que Yunus chama de "os pobres dos pobres", pois estes não estão em condições de sequer integralizar suas cotas de capital. Mas, como a solidariedade é um valor caro ao cooperativismo como um todo, cooperativas de crédito têm propensão a servir não só aos sócios presentes, mas também aqueles que, uma tendo superado o limiar de indigência, serão seus sócios futuros.* »

<sup>359</sup> Les « *assentados* » sont les habitants des « *assentamentos* » de la réforme agraire, à savoir des ensembles d'unités agricoles installées par l'INCRA (Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária) sur une ancienne propriété rurale. Chacune de ces unités, appelées parcelles ou lots, est destinée à une famille d'agriculteurs ou à un travailleur rural qui n'aurait pas les moyens d'acquérir une propriété rurale.

<sup>360</sup> Le *Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre* (MST) s'est constitué officiellement en 1984 et milite pour les travailleurs ruraux non propriétaires de terres. Il a émergé pendant les années 1970 en opposition au modèle de réforme agraire imposé par le régime militaire, prônant notamment la redistribution des terres improductive et s'opposant aux grands projets d'infrastructures et à l'expansion de la *frontière agricole*, qui déguerpissent et écrasent les paysans et les producteurs de l'agriculture familiale.



Economia Familiar e Solidária). Ces coopératives ont largement lutté pour la démocratisation des lignes de crédit rural officielles et pour la valorisation de l'agriculture familiale.

- les **Clubs de Troc** et les **Banques communautaires de développement** (BCD) sont les deux dispositifs de finances solidaires qui s'appuient sur des monnaies locales (ou « sociales » comme il est plus courant de les appeler au Brésil). Les « Clubes de trocas » permettent à des personnes jouant à la fois le rôle de producteur et de consommateur d'effectuer des achats même sans disposer d'une somme de départ suffisante. Pour cela, chaque membre perçoit à l'ouverture de la session d'échange une certaine somme d'argent en monnaie sociale - que le membre doit rendre lorsqu'il ou elle se retire du Club. Le nombre de membres est limité, ce qui permet de tisser rapidement des liens. La relation entre les membres ne se limite pas aux transactions économiques, puisqu'ils et elles font partie d'une même organisation autogérée, à la vie de laquelle sont censés participer. Les Clubs s'inscrivent dans des réseaux régionaux et nationaux, permettant d'élargir l'espace au sein duquel leur monnaie peut être utilisée (en général, une unité de monnaie sociale a la même valeur qu'une unité de la monnaie officielle du pays, ce qui facilite son utilisation et les relations entre clubs différents).

Quant aux Banques communautaires de développement (BCD), elles allient des éléments des FRS (le fond de roulement de la banque « appartient » à la communauté et est limité, ainsi, il est nécessaire que les emprunteurs remboursent leur crédit pour que quelqu'un d'autre puisse en bénéficier), avec des caractéristiques du microcrédit (petits emprunts sans garanties pour les populations vulnérables). Les crédits ne s'adressent pas uniquement aux producteurs, mais aussi aux consommateurs. En effet, l'objectif de ces banques n'est pas une insertion productive des bénéficiaires des emprunts (comme c'est le cas pour le microcrédit), mais l'amélioration de la capacité du territoire à retenir les richesses qu'il génère. Pour cela, les BCD se servent d'emprunts en monnaie sociale - qui ne peut être dépensée que dans des activités socio-économiques locales. Nous en parlerons de manière plus détaillée dans les pages qui suivent, ces dispositifs étant au cœur du fonctionnement de l'économie des territoires analysés dans notre étude de terrain.

Les spécificités des finances solidaires (ou de proximité) par rapport aux autres formes de finances (y compris le microcrédit) résident dans leur potentiel de mobilisation de l'épargne et des investissements locaux au profit de la communauté dans son ensemble (comme c'est le cas pour les fonds rotatifs solidaires et les coopératives de crédit), dans le financement conjoint de la production et de la consommation (comme c'est le cas pour les banques communautaires et les clubs de troc) et dans le renforcement des liens sociaux comme collant des initiatives et garantie de remboursement (Junqueira et Abramovay 2005). Les finances solidaires sont « *un processus au sein duquel on accumule socialement ; les relations de pouvoir changent entre les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs, en façonnant de nouvelles règles et de nouveaux cadres juridiques.* »<sup>361</sup> (F. D. Coelho 2003, p. 155). La dimension territoriale y est cruciale car les acteurs et actrices, leurs pratiques et leurs liens sont au centre

---

<sup>361</sup> [Traduction libre] : « *um processo no qual se acumula socialmente; mudam relações de poder entre produtores, intermediários e consumidores, configurando novas regras e novos marcos legais.* »

de l'ensemble de ce processus : «*il s'agit d'un système de relations sociales dans lequel les activités économiques sont absorbées, inversant ainsi la logique habituelle du marché qui subordonne les relations sociales aux relations économiques ou à la finalité économique de l'activité (...) En effet, nous avons affaire à une logique d'organisation socio-économique fondamentalement opposée à l'idée de croissance en raison de la finalité même du système : répondre aux besoins et aux demandes des personnes dans un contexte territorial donné.*»<sup>362</sup> (França Filho, Silva Júnior, et Rigo 2012, p. 503).

La mise à disposition de la communauté de fonds autrement inaccessibles pour des personnes éloignées des dispositifs économiques classiques (voire fichées par les banques traditionnelles) et la rétention de ces fonds localement peuvent avoir des impacts très importants pour les territoires concernés. Cela est particulièrement évident dans les expériences de Banques Communautaires, qui feront l'objet du prochain paragraphe - et que certains auteurs définissent comme un exemple emblématique des finances solidaires (Silva Júnior, Rigo, et Vasconcelos 2015, p. 157; França Filho, Silva Júnior, et Rigo 2012, p. 504), comme une «*tecnologia social*» (Pozzebon 2015; Ariadne Scalfoni Rigo, França Filho, et Leal 2015), voire comme un «*bien commun*» (J.M. Servet 2019).

### **2.2.3 Les Banques communautaires de développement**

Les Banques communautaires de développement sont une typologie de finances solidaires qui se situe au croisement des expériences de microfinance, de Systèmes d'échanges locaux (SEL ou LETS<sup>363</sup>) et de fonds rotatifs solidaires. En effet, dans leur formulation initiale, elles se basent sur un système d'emprunts local, à travers une monnaie «*sociale*», circulant uniquement au sein de la communauté où la banque opère. Les BCDs ont une histoire relativement récente, la première ayant été créée à la fin des années 1990 : il s'agit de Banco Palmas, dans la banlieue de Fortaleza, capitale du Ceará. Cette expérience est racontée dans les pages qui suivent, mobilisant l'entretien que nous avons eu l'occasion de réaliser avec son fondateur, Joaquim de Melo, en novembre 2019.

Selon la définition classique des BCDs, tirée des Actes de la IIème Rencontre du Réseau Brésilien de Banques Communautaires de 2007 : «*Les banques communautaires sont des services financiers solidaires en réseau, de nature associative et communautaire, visant à générer du travail et des revenus en vue de réorganiser les économies locales, en se fondant sur les principes de l'économie solidaire. Leur objectif est de promouvoir le développement des territoires à faibles revenus en favorisant la création de réseaux locaux de production et de consommation, soutenant des initiatives d'économie solidaire*

---

<sup>362</sup> [Traduction libre] : “*this is a system of social relations in which economic activities are subsumed, thus inverting the usual market logic that subordinates social relations to economic relations or to the economic purpose of the activity (...) Indeed, we are dealing with a logic of socioeconomic organization fundamentally opposed to the idea of growth because of the very purpose of the system: to meet the needs and demands of people in a given territorial context.*”

<sup>363</sup> Systèmes d'échanges locaux selon la littérature francophone, ou *Local Exchange Trading Systems* selon la littérature francophone.

dans différents domaines, tels que : les entreprises socio-productives de services, le soutien à la commercialisation (boutiques, épiceries, marchés, magasins et foires), les organisations de consommateurs et de producteurs »<sup>364</sup> (apud Melo Neto Segundo et Magalhães 2009, p. 21)

La Banque communautaire de développement la plus ancienne du Brésil est *Banco Palmas*, inaugurée en janvier 1998 dans le quartier Conjunto Palmeira<sup>365</sup>, dans la banlieue de Fortaleza, la capitale du Ceará. Les (environ) 30 000 habitants de ce quartier, vivant en large partie de la pêche artisanale, habitaient auparavant dans des favelas de la zone côtière de la ville, telles que Lagamar, Aldeota, Poço da Draga, Arraial Moura Brasil et Verdes Mares. Pendant les années 1970, en pleine dictature militaire, environ 1 500 familles ont été expulsées de ces zones pour des raisons variées - par exemple, à cause d'inondations ayant rendu certains quartiers inhabitables, ou suite à des procédures d'expropriation par les pouvoirs publics. Dans certains cas, l'expropriation a eu lieu dans des zones fortement touchées par la spéculation immobilière - notamment pour faire de la place à des complexes touristiques (ASMO-CONP 1990; Melo Neto Segundo, Magalhães, et Medeiros 2003). Les familles concernées ont été « relogées » à plus de 20 km du centre de Fortaleza, dans une zone non desservie par aucun service et infrastructure.

Figure 41. Conjunto Palmeira avant son urbanisation grâce à l'auto-organisation de ses habitants



Sources : Images tirées des Archives « O Povo », issues d'une présentation de Joaquim de Melo

Des décennies d'auto-organisation et de lutte ont abouti à l'« urbanisation » du quartier (Fig. 41), avec l'obtention de l'approvisionnement en électricité et eau potable, d'un système d'égouts, du pavage des rues, de la construction d'écoles et de centres de santé, ainsi que de l'inclusion dans les itinéraires

<sup>364</sup> [Traduction libre] : “Bancos comunitários são serviços financeiros solidários, em rede, de natureza associativa e comunitária, voltados para a geração de trabalho e renda na perspectiva de reorganização das economias locais, tendo por base os princípios da economia solidária. Seu objetivo é promover o desenvolvimento de territórios de baixa renda, através do fomento à criação de redes locais de produção e consumo, baseado no apoio às iniciativas de economia solidária em seus diversos âmbitos, como: empreendimentos socioprodutivos, de prestação de serviços, de apoio à comercialização (bodegas, mercearias, mercadinhos, lojas e feiras solidárias), organizações de consumidores e produtores.”

<sup>365</sup> La genèse de cette banque est retracée dans le livre « Bairros pobres, ricas soluções » (Melo Neto Segundo, Magalhães, et Medeiros 2003), dans le Documentaire « Palmas » (Peixoto 2014), ainsi que dans de nombreux articles et travaux de thèse.

des réseaux de transports de la ville de Fortaleza. L'idée de la Banque Communautaire a émergé au sein de l'Association des habitants de Conjunto Palmeira (ASMOCONP), avec l'appui de Joaquim de Melo, qui à l'époque était séminariste dans le quartier au sein du Programme « *Padres na Favela* » (« Prêtres dans la favela »). Le « système » Banco Palmas propose du microcrédit pour les producteurs et consommateurs, des outils de support à la consommation locale (monnaie sociale en papier et/ou numérique et formations), favorisant la rétention, circulation et multiplication des revenus.

La mise en place de la banque communautaire a démarré suite à un diagnostic socio-économique de Conjunto Palmeira, duquel était ressorti que les familles dépensaient 1 200 000 réaux par mois [580 000 USD], mais seulement 20 % d'entre elles déclaraient de faire leurs achats dans le quartier. Ainsi, un système d'emprunts pouvant être dépensés uniquement au sein quartier a été mis en place. Le fond initial de Banco Palmas a été constitué grâce à un don de 2000 réaux par une ONG. Comme nous l'a raconté Joaquim de Melo :

*En 1997, quand nous avons commencé à penser de créer une banque à Palmeira, au Brésil - voire, dans le monde - il n'y avait aucun des systèmes qui existent aujourd'hui. Il n'y avait pas de réflexions sur l'"économie solidaire"... tout a commencé quand on a lu la littérature, quand on a fait des recherches pour savoir ce que les gens achetaient en dehors du quartier. Lors d'une réunion, une femme a dit : "Pourquoi ne pas créer une de ces cartes qui circulent dans la ville, que les riches utilisent là-bas dans leurs quartiers ?". À cette époque, les cartes bancaires ne faisaient que commencer. J'ai pensé, créons une carte qui ne fonctionne qu'à Conjunto Palmeira. Nous avons donc créé la PalmaCard. À l'époque, ce n'était qu'une petite carte, faite de carton. On avait l'habitude de faire ça en ronéotypie. Ensuite, les gens ont commencé à dire : mais ça pourrait devenir une banque... et c'est comme ça que tout cela a commencé. (...) C'était une affaire de papier qui était pliée comme ça. Ici [en haut] était marqué "PalmaCard", et à l'intérieur il y avait une "carte", la limite maximale était de 100 ou 150 R\$. Au dos, il y avait une petite liste avec le nom du magasin et la valeur. Le commerçant remplissait un espace à la main, par exemple "marché de João" et notait "10 réaux d'achats". Et il devait contrôler que la personne n'ait pas dépassé la limite fixée en comptant les autres dépenses. Et la personne qui achetait, signait une petite facture en papier, que nous lui fournissions, mettait le montant... et le commerçant signait, aussi. Puis, à la fin du mois, le commerçant venait nous voir et on lui donnait l'argent que la personne lui devait - et la personne nous remboursait sous six mois<sup>xx</sup>. (Entretien avec J. de Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá).*

Figure 42. Photocopie recto-verso de la première version du « Palmacard »



Source : Image tirée du site de l'Institut Banco Palmas

Et il a continué :

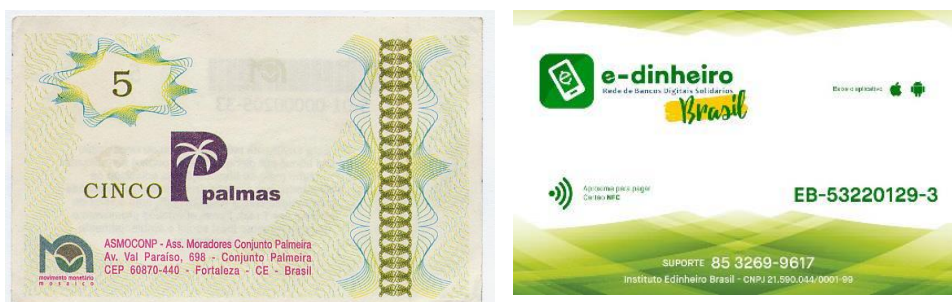
*C'est juste que de nos jours, cette histoire peut paraître un peu banale. À l'époque, c'était une chose extraordinaire. Faire une carte de crédit locale, une banque locale... le soir de l'inauguration, cela ressemblait à une cérémonie des Oscars à Hollywood [rigole] ... Une favela tellement pauvre, que des cafards... et nous avons donné dix cartes de crédit, "PalmaCard",*

*imagine ça... (...) et trois crédits pour 100, 200 réaux... L'argent de la banque a été tout épuisé dès la première nuit !<sup>xxi</sup> (ibid.)*

Avec le succès de l'initiative et la captation de fonds supplémentaires pour augmenter le nombre d'emprunts, la gestion de la Palmacard (Fig. 42) est vite devenue trop compliquée :

*Les gens, tous analphabètes, signaient les factures comme ça [il fait comme pour signer avec des lettres méconnaissables]. Alors comment pouvez-vous dire si le commerçant triche ou non... Et le commerçant, lui aussi analphabète, quand il écrivait "marché de João", le mettait dans la colonne d'un autre, il faisait un 2 que tu ne savais pas si c'était un 2, si c'était un 3... avec 500 cartes, mille cartes... A la fin du mois, c'était le désespoir ! [rigole] (...) Puis, nous avons découvert qu'il y avait un système de monnaie sociale qui fonctionnait en Argentine... et nous avons appelé Mauricia Primavera, qui était la personne qui l'avait organisé là-bas, et elle a passé un mois avec nous pour réfléchir à un système de monnaie. Et voilà. (...) La banque a été créée en 1998, et deux ans plus tard la monnaie sociale a été créée. Elle est apparue directement pour la production et la consommation, car la Palmacard était déjà destinée à la consommation. Comme ça, nous avons lancé la monnaie Palmas, qui était déjà telle qu'elle est restée jusqu'en 2017, lorsque nous avons supprimé la monnaie papier pour la monnaie électronique.<sup>xxii</sup> (ibid.)*

Figure 43. Monnaie en format papier (5 Palmas) et carte de crédit E-dinheiro



Source : Images tirées des archives en ligne de l'Institut Banco Palmas

Banco Palmas a radicalement transformé les conditions de vie des habitants, mettant en place un système qui allie l'accès à des financements et la rétention de la richesse dans le territoire, avec des formations professionnelles, des ateliers d'économie solidaire, ou encore des activités de loisirs animant le quartier.

Par admission du fondateur même, « *Cela a commencé comme ça, mais nous n'avons aucune stratégie* »<sup>xxiii</sup>. L'initiative est devenue virale quand, en 2003, la Banque centrale a engagé un procès contre la Banque Palmas pour crimes contre l'Union Fédérale, à cause de l'émission impropre de monnaie. Suite aux témoignages et dépositions des participants du système Palmas, le caractère social du projet a été reconnu - et il a été conclu que cette monnaie n'était pas en concurrence avec le réel, fonctionnant plutôt comme un bon. Ainsi, « *lorsque Paul Singer a pris la direction du Secrétariat d'Economie Solidaire, il n'existait que le Palmas comme monnaie sociale... e nous sommes allés à Brasilia pour discuter avec lui... une personne vraiment incroyable, ce Paul Singer... il écrivait beaucoup sur le mouvement coopératif en Europe... puis, on était un peu inspirés par l'histoire de la Grameen Bank, de Yunus. Sauf que la Grameen Bank ne travaillait pas avec la consommation, elle travaillait uniquement avec le crédit productif. Et nous, nous avons ce rapport avec la consommation... parce qu'on disait que nous étions pauvres justement parce qu'on achetait tout en dehors du quartier - la question du seuil troué...* »<sup>xxiv</sup> (ibid.)

Depuis, le projet a pris de l'ampleur et des centaines de banques communautaires ont été fondées au Brésil, souvent avec l'appui financier d'appels d'offres du Ministère du Travail et de l'Emploi, qui aujourd'hui sont regroupées dans un réseau national. L'Institut Palmas accompagne les territoires qui souhaitent répliquer sa méthodologie, en participant de processus d'incubation territoriale. Depuis quelques années, une transition vers le numérique est engagée, avec la mise en place du système « E-dinheiro », une monnaie électronique, dont nous parlerons de manière plus approfondie en présentant l'expérience de la Banque Mombuca, à Maricá (RJ).

Figure 44. Institut Banco Palmas

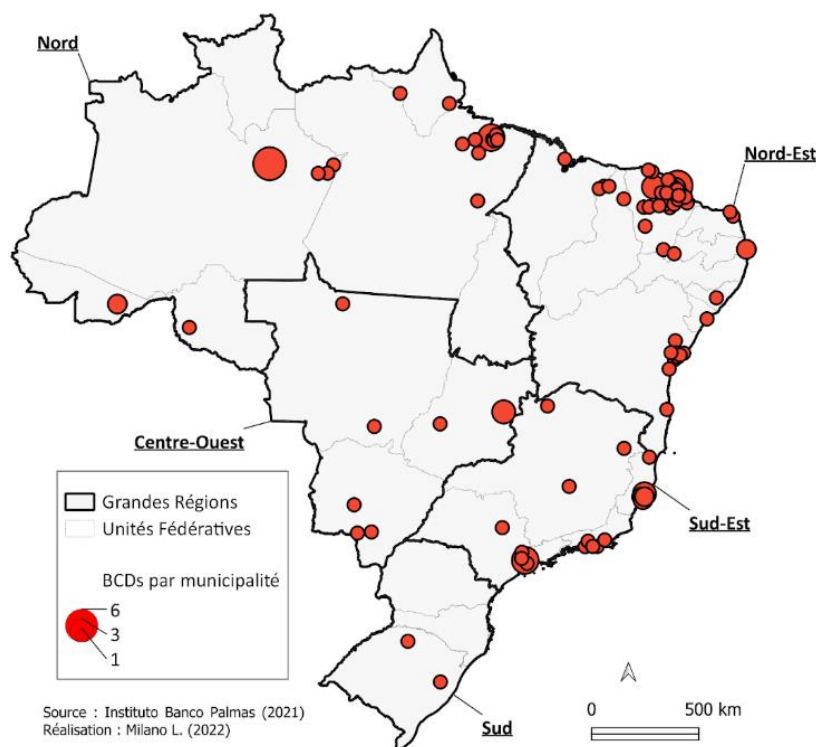


Source : Image tirée des archives online de l'Institut Banco Palmas

A différence du microcrédit classique, qui finance des initiatives productives d'une personne ou d'une organisation isolée, les BCDs sont concernées par le développement du territoire dans lequel elles opèrent - qu'il s'agisse d'un quartier, d'une communauté ou d'une petite municipalité. Ainsi, elles investissent de façon simultanée dans la capacité de production (de biens et services) et de consommation du territoire. Cela est particulièrement important dans des contextes où la frontière entre la sphère productive et celle de consommation n'est pas très nette - comme c'est le cas pour les activités relevant de l'économie populaire et solidaire, ou encore de l'agriculture familiale. Au-delà de l'octroi de crédits pour des populations vulnérables, l'objectif principal des BCD est la construction de réseaux locaux d'économie solidaire (cf. infra, [2.1.2](#)), en articulant les producteurs, les fournisseurs de services et les consommateurs locaux (França Filho et Silva Júnior 2009).

Depuis la fondation de l'Instituto Palmas de Développement et Socio-économie solidaire, issus de l'expérience pionnière de Conjunto palmeira (cf. encadré), l'implantation des Banques communautaires a connu l'appui des pouvoirs publics, favorisant leur implantation. En 2006, le Réseau Brésilien de Bancos Communautaires a été créée, et a pu réaliser sept rencontres nationales (2005, 2007, 2013, 2015, 2018, 2020 e 2021). Aujourd'hui, il existe environ 150 BCDs sur l'ensemble du territoire brésilien, particulièrement nombreuses dans le Nord-est, comme nous pouvons le voir dans la carte ci-dessous (Fig. 45).

Figure 45. Banques Communautaires de Développement par municipalité, 2021



Les BCD sont généralement composées de quatre instances (Melo Neto Segundo et Magalhães 2009; E. B. de Souza 2019) :

(i) un Conseil de gestion, composé de représentants des organisations de la société civile, des acteurs publics travaillant dans le domaine de l'économie populaire et solidaire, des producteurs et commerçants locaux, ainsi que des représentants des groupes religieux ; cet organe se réunit régulièrement pour évaluer et planifier les actions du BCD ;

(ii) une Entité de gestion, c'est-à-dire l'organisation de la société civile qui gère la banque et en est responsable juridiquement. Il peut s'agir d'une association d'habitants, d'un syndicat de travailleurs, ou encore une ONG, et elle peut répondre à des appels d'offres et signer des accords de partenariat avec des institutions publiques ou des structures privées ; le plus souvent, il s'agit de l'association qui fait partie du noyau du CAES (cf. Fig. 39 de ce chapitre) ;

(iii) Un Comité d'Evaluation de Crédit (le CAC), constitué par au moins cinq membres; généralement, il est composé par les agents de crédit, plus des représentants de l'entité de gestion, du conseil de gestion et de la communauté. Le CAC évalue les demandes d'emprunts reçues par la BCD, en s'appuyant sur les informations récoltées par l'agente de crédit ;

(iv) des agentes et agents de crédit (ou de développement), qui sont en charge du fonctionnement quotidien de la banque ; ils et elles s'occupent de la réception des demandes de crédit, du suivi des emprunteurs et des remboursements, de la comptabilité et des échanges entre réaux et monnaie sociale.

Chaque BCD est une entité à part et fixe ses propres règles de fonctionnement, s'articulant avec d'autres acteurs et prenant l'argent pour constituer son fond de différentes sources. Toutefois, nous pou-

vons résumer des caractéristiques communes quant au fonctionnement des BCD brésiliennes, nous basant sur nos observations de terrain ainsi que sur la littérature dans ce domaine (Melo Neto et Magalhaes 2009 ; França et Silva 2009 ; França Filho et Cunha 2009 ; França Filho, Rigo, Silva 2012) :

- Le choix d'implanter une BCD dans un territoire est fait par la communauté, qui en devient propriétaire et gestionnaire ; la gestion est faite de forme collective, à travers une association (l' « entité de gestion ») ;
- Les BCD s'implantent généralement dans des territoires caractérisés par un degré élevé d'exclusion (non uniquement financière) et des fortes inégalités sociales ; ainsi, leurs services sont principalement tournés vers des publics vulnérables, notamment les travailleurs de l'économie informelle et populaire, les bénéficiaires des programmes sociaux gouvernementaux (Bolsa Familia, Seguro Defeso...), les personnes sous-employées ou bénéficiaires du chômage. Le plus souvent, elles sont implantées dans des communautés éloignées des centres économiques, comme des favelas, des banlieues, des communautés *quilombolas*, des *assentamentos rurais*, des *áreas indígenas* ;
- La BCD s'encastre dans un système socio-économique plus large, faisant partie d'un réseau d'acteurs sociaux, économiques et culturels ; elle propose un accompagnement à la structuration des entreprises et à la commercialisation des produits et à la mise en réseau des producteurs. Les BCD sont reliées entre elles par un réseau national, chapeauté par l'Institut Banco Palmas, et peuvent s'appuyer sur une monnaie numérique commune, l'*E-dinheiro*<sup>366</sup> ;
- La BCD propose deux lignes de crédit : l'une en réaux et l'autre en monnaie sociale ; les emprunts en réaux permettent à l'emprunteur de s'approvisionner en biens et services non fournis au sein de la communauté (il peut s'agir de médicaments, mais aussi de matériaux de construction ou de machines diverses pour la production et transformation) ; les montants correspondant à chacune des lignes de crédit varient d'une banque à l'autre, en fonction des besoins exprimés par les membres de la communauté, ainsi que de la quantité d'argent disponible dans le fond de la BCD ;
- Les « garanties » nécessaires pour l'obtention d'un emprunt ne sont pas de nature monétaire, mais elles reposent sur des relations de proximité - ce qui rend possible l'accès aussi aux personnes « fichées » par les banques conventionnelles. Ainsi, lorsqu'un membre de la communauté sollicite la BCD, une agente de crédit (au féminin car il s'agit le plus souvent de femmes) se rend sur place pour comprendre les raisons de la demande ; si la sollicitation paraît légitime, elle demande des garanties « sociales » aux proches de la personne qui souhaite l'emprunt. Selon Rigo et Cançado (2015, p. 42), « l'enquête auprès du voisinage renforce l'importance des relations interpersonnelles et de confiance entre les habitants du territoire »<sup>367</sup>. Le recouvrement du crédit s'effectue également sur la base d'un système de contrôle social (França Filho et Silva Júnior 2009; Melo Neto Segundo

---

<sup>366</sup> Développée à partir de 2014, la monnaie électronique E-Dinheiro a été approuvée par le réseau brésilien des BCDs en 2015, à Fortaleza (CE) ; aujourd'hui, environ 50 % des BCD utilisent la plateforme (source : Instituto Palmas).

<sup>367</sup> [Traduction libre] : « a pesquisa com a vizinhança reforça a importância das relações interpessoais e de confiança entre os moradores do território. »



et Magalhães 2009), puisque les résidents eux-mêmes sont co-responsables de la collecte du crédit - le remboursement étant indispensable pour que d'autres emprunts puissent être octroyés, puisque la banque dispose d'un fond limité ;

- La monnaie « sociale » utilisée par la BCD est choisie par la communauté. L'utilisation de l'adjectif « social » (à la place de termes « équivalents » tels que parallèle ou locale, utilisé dans les littératures anglophone et francophone) traduit la nature spécifique de ces monnaies, qui se veulent au service des communautés qui les créent et implémentent, en tant qu'outil de support à la résolution d'issues sociales et économiques (França Filho et Silva Júnior 2009). Ces monnaies ont une parité avec le real et doivent permettre l'échange à tout moment : ainsi, pour chaque unité de monnaie sociale émise, il doit y avoir, dans les coffres de la BCD, une quantité équivalente de réaux. Toute personne peut échanger des monnaies sociales contre l'équivalent en réaux à tout moment, si elle doit effectuer des paiements en dehors de la municipalité/quartier où la monnaie circule. Les billets sont produits en respectant certaines règles de sécurité, qui en empêchent la contrefaçon (filigrane, code-barres, numéro de série...). Le nom de la monnaie et les images qu'y sont représentées sont choisis par la communauté au sein de débats publics. La monnaie sociale circule librement dans les commerces locaux ; parfois, ceux et celles qui achètent en monnaie sociale peuvent bénéficier de réduction par les commerçants, pour en encourager l'utilisation. La circulation est a priori restreinte dans le territoire (à l'exception de la monnaie électronique), ce qui, comme nous le verrons dans nos études de cas, peut engendrer un effet multiplicateur très important.

Au-delà de l'octroi de crédits, la BCD permet aussi aux membres de la communauté de payer des factures, ainsi que, dans certains cas, de retirer et déposer de l'argent sur le compte bancaire auprès d'une banque conventionnelle (principalement, auprès de la *Caixa Econômica*). Certaines BCD assurent aussi le service de paiement des allocations sociales, des retraites ou encore des salaires des employés publics, dont une partie en monnaie sociale. Ces services financiers de proximité sont particulièrement importants pour des communautés isolées, qui ne disposent pas de terminaux bancaires. Les faibles frais de gestion appliqués à ces opérations représentent un petit gain pour les BCD, qui leur permet notamment d'acheter du matériel pour les bureaux (source : Rntretien avec F. L., agente de crédito de la Banque Ilhamar, 31/10/2019, Salvador).

En ligne avec ce que Jérôme Blanc appelle « localisme monétaire », les BCD et leurs monnaies sociales dégagent quatre rationalités : capter des revenus, protéger l'espace local, dynamiser l'activité locale et transformer la nature des échanges (Blanc 2004). Tout comme les autres dispositifs de finances solidaires, les BCDs se basent sur des relations de proximité. Toutefois, leur rôle central dans la structuration de réseaux locaux d'économie solidaire en fait un dispositif unique dans son genre. En effet, en plus de permettre l'accès à des services bancaires de base et au crédit des personnes marginalisées, elles utilisent les monnaies sociales comme des « *instrumentos de conscientização e emancipação das economias populares* »<sup>368</sup> (Primavera 2003 *apud* França Filho 2013). Ainsi, elles vont bien au-delà du rôle

---

<sup>368</sup> [Traduction libre] : "*instrumentos de conscientização e emancipação das economias populares.*"

économique historiquement confié aux institutions financières : elles sont aussi un instrument politique, social et culturel (França Filho, Silva Júnior, et Rigo 2012; Menezes et Crocco 2009; Melo Neto Segundo et Magalhães 2005).

L'importance des BCDs dans la capacitation des territoires et dans la redynamisation du tissu socio-économique sera analysée plus en détail dans le chapitre suivant, au sein desquels nous mettrons aussi en avant certaines limites de ces dispositifs - qui restent tout de même une expérience très réussie et inédite dans le panorama des finances solidaires.

## Conclusion du Chapitre 7

Ce chapitre a proposé des réflexions quant à la nécessité de retenir les revenus au sein des territoires. Ces enjeux sont le plus souvent considérés comme secondaires par les théoriciennes et théoriciens de la base économique, car ils ne concernent que la partie « en aval » du modèle (le secteur domestique). Toutefois, comme il a été montré par plusieurs auteurs et autrices - ainsi que par nos résultats concernant le Brésil - la retention et circulation des richesses jouent en réalité un rôle de premier plan pour les économies territoriales. Dans les pages de ce chapitre, nous avons présenté certaines pratiques « innovantes » concernant la circulation de la richesse et le développement territorial. Nous avons d'abord introduit la notion d'innovation sociale, en la complétant par la notion latino-américaine de *tecnologia social*. Cette dernière, ancrée dans la pensée décoloniale, permet de s'approcher à certaines pratiques socio-économiques relevant des *diverses economias* comme des innovations à part entière - malgré leur position en marge des savoirs dominants et des trajectoires de développement « classiques » souhaitées pour les territoires « sous-développés ».

En particulier, nous avons discuté de la démarche d'incubation territoriale, qui permet d'accompagner non pas des entreprises individuelles, mais un ensemble d'acteurs du même territoire. Au cœur de ce processus ne se trouve pas la notion de rentabilité, dans une logique de compétition infra et inter-territoriale, mais plutôt la valorisation des savoirs des populations et leurs envies pour le futur de leur propre communauté, dans une logique de coopération et dans le but d'améliorer la qualité de vie. Dans cette démarche, les communautés locales peuvent exprimer leurs besoins et construire des trajectoires de développement permettant d'aboutir à une amélioration de la qualité de la vie, qui soient en accord avec leurs valeurs, priorités et façons de vivre le territoire. Cette méthodologie d'incubation a été implémentée depuis une vingtaine d'années par les incubateurs technologiques de coopératives populaires et d'économie solidaire (ITCP et ITES) du Brésil. Elle montre que, pour (re)structurer les économies locales, il est nécessaire d'agir conjointement sur la production et sur la consommation, mais aussi sur la capacitation des habitantes et habitants et sur la mise en place de ces aménités qui rendent un territoire agréable à vivre. Pour cela, une prise de conscience progressive de la part des communautés locales des raisons de leur marginalisation est indispensable, l'incubation territoriale s'accompagnant forcément d'un parcours d'*empowerment* et de renforcement de l'auto-organisation politique - ainsi que d'une redécouverte et valorisation de l'histoire et des traditions locales.

Tout au long de ce processus, les finances solidaires jouent un rôle crucial. D'un point de vue pratique, elles permettent d'injecter de l'argent dans le territoire, accessible à travers des micro-emprunts pour des populations aux revenus monétaires faibles de manière bien plus simple que les crédits octroyés par les banques commerciales. D'un point de vue plus « théorique », voire politique, les finances solidaires reconnectent la monnaie avec son rôle original de moyen d'échange et la placent au centre d'un système de relations de proximité, la déconnectant de son rôle spéculatif - et mettant ainsi en avant les faiblesses du système financier traditionnel. En particulier, les Banques communautaires de développement s'avèrent une *tecnologia social* inédite, alliant production, consommation et rétention de la richesse. Comme cela transparait du cas emblématique de Banco Palmas, ralentir la constante hémorragie des revenus des quartiers et communautés défavorisés peut s'avérer une stratégie efficace pour améliorer

le niveau de la vie des habitants. Cette intuition n'est pas une nouveauté - et elle représente en quelque sorte un fil rouge des expériences de monnaies sociales, depuis les temps anciens du « wära » allemand.

L'inclusion de la consommation parmi les moteurs du développement amène à repenser les politiques locales, notamment en tentant de rapprocher l'offre et la demande au sein d'un même territoire en soutenant la consommation locale, voire en mettant en place des systèmes de production localisés et des circuits courts - y compris à l'aide de monnaies locales (Williams 1996; Bellows et Hamm 2001). Cela est suggéré depuis des décennies par ces auteurs et autrices qui insistent sur l'importance d'une substitution des importations au niveau local (cf. Jacobs 1984; Persky, Ranney, et Wiewel 1993).

Il ne s'agit pas pour autant de prôner l'autarcie. En effet, même si le but est que la dépense locale soit maximisée, une part importante des revenus (salaires, allocations, retraites, dépenses des touristes...) est tout de même perçue de l'extérieur ! Cela est également vrai en ce qui concerne le fonctionnement des Banques communautaires de développement, qui se basent sur des mécanismes permettant d'avoir une entrée de financements stables de l'extérieur - ce qui se traduit par un flux constant de revenus qui, en circulant, nourrissent l'économie locale. Dans les prochains chapitres, nous verrons que les territoires incubés sont très créatifs quant à leurs façons de structurer des réseaux locaux d'économie solidaire - et qu'il existe d'innombrables façons de capter des richesses de l'extérieur et de retenir les revenus et les populations au sein du territoire.

## Chapitre 8

### Terrains étudiés et méthodologie de recherche qualitative

*Livelihoods are sustained by a plethora of economic activities that do not take the form of wage labor, commodity production for a market, or capitalist enterprise.*<sup>369</sup>

Gibson-Graham 2006, p. 58

La vie socio-économique des territoires, nous l'avons vu, se tisse à partir d'un ensemble de pratiques et d'échanges - marchands et non marchands, formels et informels, monétaires et non monétaires. Elle s'inscrit dans des espaces « réels », qui offrent la possibilité d'activer de nombreuses ressources spécifiques (naturelles, culturelles, relationnelles) - et dont la complexité ne peut pas être entièrement saisie par des modèles économétriques.

Comme les cadres théoriques de l'économie polanyienne et des *diverse economies* le rappellent, l'économie marchande et capitaliste ne représente qu'une petite partie de l'ensemble des activités qui animent les territoires - même si elle est la plus étudiée et médiatisée (cf. Chapitre 2). Notre étude quantitative sur le cas brésilien (cf. Chapitre 6) a montré le rôle incontournable des pratiques informelles, de celles non strictement productives, ainsi que de celles basées sur les mobilités et sur les solidarités entre personnes et entre territoires. Ce huitième chapitre propose un changement d'échelle en se focalisant sur trois territoires et sur leurs dynamiques socio-économiques. En effet, les échanges monétaires et non monétaires, matériels et immatériels (de biens, services, savoirs), rendent dynamique tout territoire si l'on prend le temps de l'observer attentivement et que l'on s'autorise à aller au-delà des cadres d'analyse proposés par les approches focalisées sur l'économie marchande et monétaire. Encore une fois, c'est bien de la *weak theory* (Gibson-Graham 2014) que nous essayons de faire, en proposant une posture d'écoute vis-à-vis des territoires. L'emploi de méthodes « non conventionnelles » pour l'économie et la science régionale *mainstream* - c'est-à-dire, la prise en compte d'une définition large du fait économique et l'utilisation de données non quantitatives - permet ici d'aborder le développement territorial dans une perspective historico-culturelle et sociale, et non pas seulement économique.

C'est à partir de ces considérations - cruciales dans une démarche de décentrement du regard sur le développement des territoires - que nous avons structuré notre méthodologie d'enquête qualitative. Ce chapitre précise d'abord les outils et méthodes employés, puis présente nos trois terrains de recherche et leurs processus d'« incubation territoriale » (cf. Chapitre 7) : il s'agit de l'île de Matarandiba (Vera Cruz, Bahia), du quartier Uruguai (Salvador, Bahia) et de la ville de São João do Arraial (Piauí).

#### 1. Méthodologie et choix des terrains de recherche

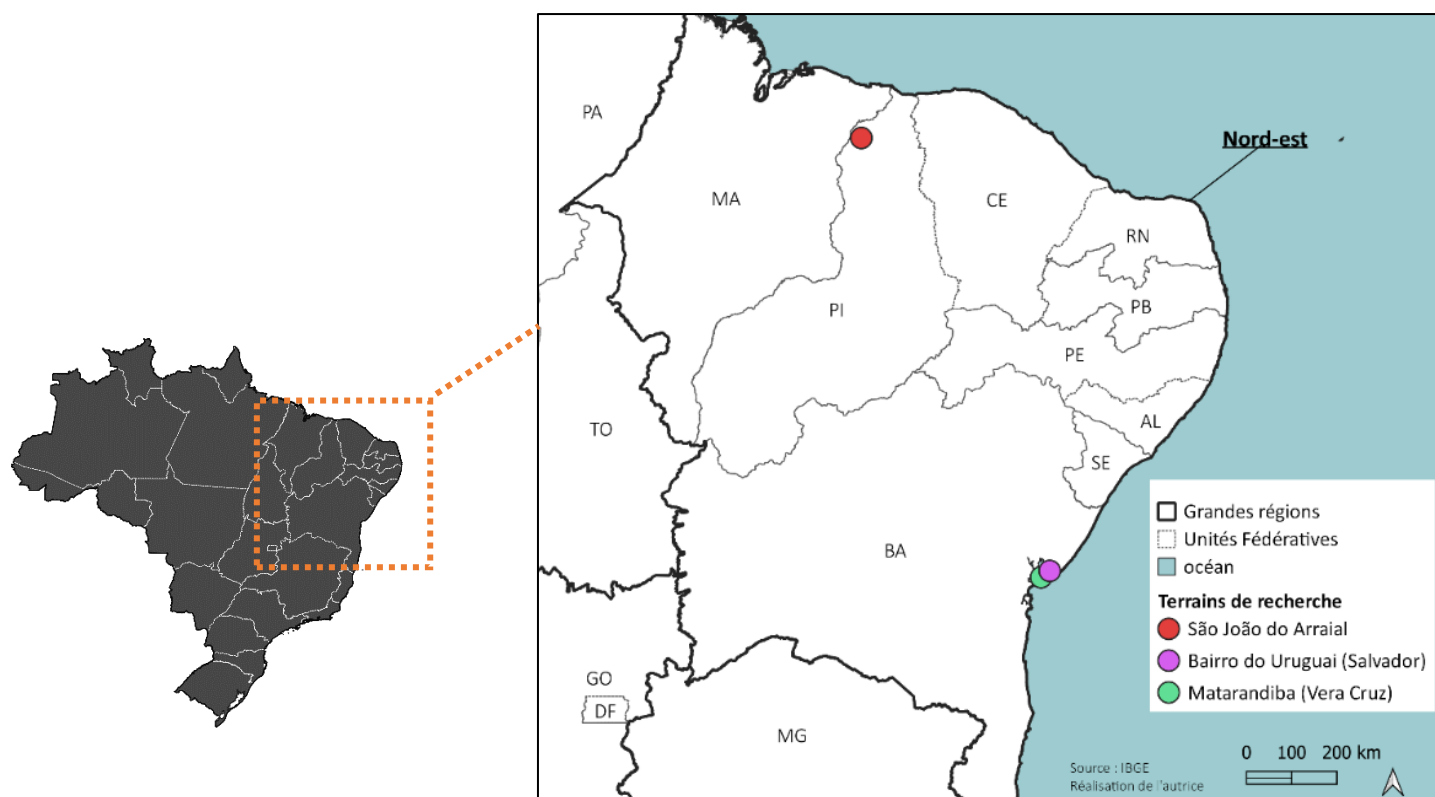
Les pages qui suivent mobilisent des informations récoltées lors de l'enquête qualitative. Elles s'appuient également sur la littérature existante concernant les territoires choisis, qui permet entre autres de placer leurs trajectoires dans une perspective historique. Nous avons sélectionné trois terrains de

---

<sup>369</sup> [Traduction libre] : «Les moyens de subsistance sont assurés par une multitude d'activités économiques qui ne prennent pas la forme du travail salarié, de la production pour un marché ou d'une entreprise capitaliste.»

recherche (Carte 40) et mené 55 entretiens semi-directifs, venant compléter les entretiens mobilisés dans la partie de ce manuscrit concernant la rénovation de la théorie de la base (cf. Partie II, Chapitres 4 à 6 ; Annexe 4).

Carte 40. Localisation des terrains de recherche



Les entretiens se sont déroulés pour la plupart entre septembre et décembre 2019 ; toutefois, certains d'entre eux ont été menés dans un deuxième temps, en visioconférence. C'est notamment le cas pour ceux qui abordent les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur le tissu socio-économique des territoires, qui se sont déroulés en 2022. Les terrains d'enquête, représentés dans la Carte 40, ont été choisis à partir des critères suivants :

(i) il s'agit de territoires ayant suivi un processus d'incubation territoriale, appuyé soit par l'*In-cubateur Technologique d'Economie Solidaire* de l'Université Fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA), soit par l'*Instituto Banco Palmas* (cf. Chapitre 7) ; ainsi, ce sont des territoires activement impliqués dans une démarche de construction de réseaux locaux d'économie solidaire ;

(ii) il s'agit de territoires ayant des expériences - plus ou moins abouties - de finances solidaires, hébergeant tous une Banque communautaire de développement ; cela permet d'observer les mécanismes de circulation et de partage des richesses que ces dispositifs entraînent au sein des territoires ;

(iii) nous avons cherché à montrer des réalités socio-économiques variées ; ainsi, il s'agit de territoires très différents les uns des autres, notamment par leur histoire, taille et position dans la hiérarchie urbaine : une communauté insulaire de pêcheurs dans la Baie de Tous les Saints (Matarandiba), un quartier populaire de Salvador de Bahia, comptant environ 30 000 habitants (Bairro do Uruguai), une petite ville rurale du Piauí (São João do Arraial), comptant environ 8 000 habitants ;

(iv) enfin, s'ajoute un critère d' « opportunisme » en termes d'accessibilité de ces terrains - pour lesquels une porte d'entrée privilégiée nous a été offerte par des membres de l'ITES/EAUFBA.

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés avec un large éventail d'acteurs. Le but était de comprendre le fonctionnement du tissu socio-économique des territoires enquêtés, leurs relations avec l'extérieur, ainsi que le fonctionnement des banques communautaires de développement qu'ils hébergent. Au total, une quarantaine d'entretiens ont été réalisés, impliquant 55 personnes (certaines d'entre elles ayant été interviewées à plusieurs reprises), dont :

- des acteurs et actrices de l'incubation territoriale - en particulier, plusieurs membres de l'ITES/EAUFBA, mais aussi des chercheuses et chercheurs de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro proches de l'ITCP/COPPE/UFRJ (pour rappel, il s'agit du premier Incubateur technologique de coopératives populaires du Brésil, cf. Chapitre 7) ;
- des personnes engagées dans le Centre Associatif d'Economie Solidaire (CAES) des territoires enquêtés, c'est-à-dire, dans les associations formelles, dans les banques communautaires, ainsi que dans les entreprises et associations des pôles productifs ;
- des personnes ayant bénéficié de crédits octroyés par les banques communautaires, ainsi que des entreprises et commerces locaux (bénéficiaires ou non bénéficiaires d'emprunts communautaires) ;
- des bailleurs et acteurs extraterritoriaux, publics (par exemple, des élus des mairies, mais aussi des fonctionnaires du Secrétariat du Travail, de l'Emploi, du Revenu et du Sport de l'Etat de Bahia et de sa Surintendance de l'économie solidaire et du coopérativisme) et privés (notamment, des ONG, une multinationale nord-américaine finançant l'incubation de Matarandiba dans le cadre de sa RSE, ou encore une multinationale pharmaceutique allemande qui extrait des plantes dans le territoire de São João do Arraial).

Le tableau ci-dessous (Tableau 23) permet d'avoir un premier aperçu des entretiens réalisés. Certains acteurs et actrices ont plusieurs casquettes - notamment, toute entreprise du pôle coopératif et plusieurs des activités locales interviewées bénéficient d'emprunts des Banques communautaires de développement (BCD) ; certains membres du Comité d'accès au crédit (CAC) et des associations formelles ont déjà bénéficié dans le passé, à titre privé, d'emprunts des BCDs ; ou encore, certaines personnes ont occupé des rôles différents au sein du réseau au fil des années. Ainsi, dans le tableau, nous attribuons à la personne interviewée son « statut » prédominant au moment de l'entretien - des tableaux plus détaillés sont proposés dans les *Annexes 24, 27 et 29*, pour chacun des terrains de recherche. Pour chaque terrain, un entretien « post-Covid » a été mené (en visio-conférence), pour avoir des informations concernant les impacts de la pandémie sur les réseaux d'économie solidaire (RLES).

Tableau 23 . Liste des entretiens par terrain de recherche

<b>Terrain</b>	<b>Institution</b>	<b>Personnes interviewées</b>
<b>Matarandiba</b>	Associations formelles du CAES	3
	Pôle coopératif	4
	Banque communautaire de développement (CAC et agentes de crédit)	2
	Bénéficiaires d'emprunts de la BCD	1
	Entreprises locales hors pôle coopératif	4
	ITES/EAUFBA	2
	Dow Chemical	1
	Entreprise sous-traitante de Dow Chemical	2
<b>Bairro do Uruguai</b>	Association des habitants	1
	Banque communautaire de développement	2
	Bénéficiaires d'emprunts de la BCD	4
	ITES/EAUFBA	1
<b>São João do Arraial</b>	Association formelle et Banque Communautaire de Développement	2
	Ecole Familles Agricoles (pôle coopératif)	1
	Bénéficiaires d'emprunts de la BCD	5
	Pouvoirs publics locaux	4
	Entreprises locales et extraterritoriales (hors pôle coopératif)	2
	ITES/EAUFBA	1
<b>Autres</b>	Directeur de l'ITES/EAUFBA	1
	UFRJ	2
	SETRE de l'Etat de Bahia	1
	Surintendance de l'économie solidaire et du coopératisme de l'Etat de Bahia	1
	Caritas Bahia	2
	CESE	2
	Instituto Banco Palmas (Joaquim de Melo)	1
	Banque municipale de développement de Maricá	2
<b>Total des personnes interviewées</b>		<b>55</b>

Source : Réalisation de l'autrice

Le processus d'incubation suivi par les territoires enquêtés s'est tissé de différentes façons, allant se greffer sur des contextes socio-économiques et des trajectoires uniques. Ce sont ces contextes et trajectoires que nous allons maintenant présenter, dans la deuxième section de ce chapitre.



## 2. Les terrains de recherche et leurs trajectoires socio-économiques

Cette section présente les trois terrains de recherche, avec l'appui de données institutionnelles, d'extraits des entretiens semi-directifs menés et de documents produits par des associations et des chercheurs et chercheurs locaux - en particulier, des statuts et comptes rendus, des articles scientifiques, des mémoires de master et de doctorat menés par des étudiantes et étudiants, le plus souvent engagés dans les activités de l'ITES/EAUFBA. D'abord, nous rappelons les caractéristiques de ces territoires en termes de bases économiques, en mobilisant les résultats obtenus concernant les régions géographiques immédiates auxquelles ils appartiennent (cf. Chapitre 6). Puis, nous retraçons l'histoire récente des terrains enquêtés et présentons leurs caractéristiques sociodémographiques et économiques, pour ensuite en détailler le processus d'incubation et les initiatives qui en ont découlé, précisant la composition de leurs CAES (Centres Associatifs d'Economie Solidaire). Nous mettons en avant la trajectoire de luttes qui rapproche les histoires de ces territoires et présentons les principaux acteurs - locaux et extérieurs - ayant contribué à leurs trajectoires de développement et au tissage de leurs réseaux locaux d'économies solidaire (RLES), selon la méthodologie de l'ITES/EAUFBA (cf. Chapitre 7). Les RLES seront ensuite schématisés et repris dans la première section du chapitre 9, pour analyser de manière plus fine leur fonctionnement et les flux extérieurs qui les nourrissent.

Les terrains sont présentés dans l'ordre chronologique des enquêtes - en partant des deux territoires bahianais (Matarandiba et Bairro do Uruguai) et en terminant par São João do Arraial, dans le Piauí. Il est important de souligner que Matarandiba et São João do Arraial figurent parmi les expériences d'incubation les plus anciennes dans les Etats respectifs et que leurs BCD ont été en fonction sans interruption depuis leur implantation, ce qui n'est pas très courant si l'on regarde l'ensemble des BCD à l'échelle du Brésil. Les Banques Communautaires de ces trois terrains ont continué à opérer pendant la pandémie - tout comme les associations dont elles dépendent. A notre connaissance, il n'existe pas de littérature internationale concernant ces territoires. De plus, en ce qui concerne le bairro do Uruguai, nous n'avons trouvé aucune source scientifique (même brésilienne) concernant sa riche expérience en matière de finances solidaires.

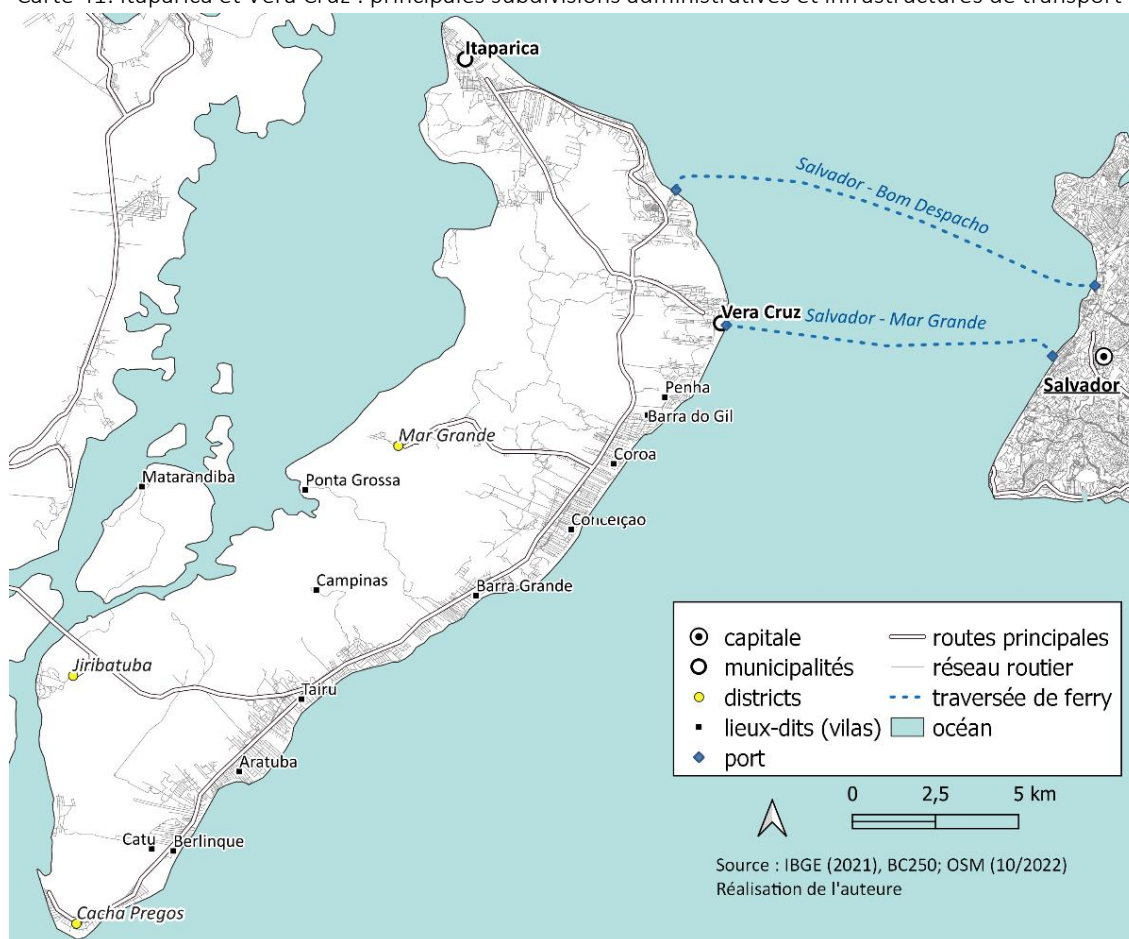
## 2.1 Matarandiba (Vera Cruz, Etat de Bahia) et le Réseau Ecosmar

*Nossa cidade é pequena / porém é muito bonita/  
Tenho orgulho de dizer / Eu sou de Matarandiba/  
Eu vim dizer, eu vim falar/  
Que Matarandiba é boa / é boa de se ficar!*<sup>370</sup>

[Voa Voa Maria, groupe de Samba de Roda de Matarandiba (2020),

Matarandiba est une petite île (10 km<sup>2</sup>) de la Baie de Tous les Saints, qui appartient administrativement à la municipalité de Vera Cruz. Le siège central de la municipalité est situé sur l'île d'Itaparica - à savoir, l'île la plus étendue de la baie - à environ 15 km (et moins d'une heure de ferry) de la côte de Salvador (Carte 41). D'ailleurs, la capitale bahianaise englobe l'île d'Itaparica et les petites îles environnantes dans sa région métropolitaine. La côte orientale d'Itaparica est une destination touristique très prisée par les habitantes et habitants de Salvador, notamment pendant les weekends de la haute saison estivale (de novembre à mars).

Carte 41. Itaparica et Vera Cruz : principales subdivisions administratives et infrastructures de transport



<sup>370</sup> [Traduction libre] *Notre ville est petite / mais elle est très belle / Je suis fier de dire/ Je suis de Matarandiba / Je suis venue pour dire / que Matarandiba est un endroit où il fait bon vivre.*

Matarandiba est une île essentiellement rurale et sa population se concentre dans le nord-ouest (Carte 42), où est installée une petite communauté d'environ 500 habitants (qui augmentent fortement pendant les mois d'été).

Carte 42. Image aérienne de la portion de la Baie de Tous les Saints où se situe Matarandiba, avec un zoom sur l'île



Source : Sentinelhub, image satellite du 23.08.2022

Matarandiba, rattachée à la municipalité de Vera Cruz, appartient à la Région géographique immédiate (Rgi) de Nazaré-Maragogipe (code IBGE : 290006) - qui inclut les municipalités de Aratuípe, Itaparica, Jaguaripe, Maragogipe, Nazaré, Salinas de Margarida et Vera Cruz. Selon nos calculs, résultant de l'application de la théorie de la base décentrée, cette Rgi appartient aux cluster 3 et C de nos deux typologies : pour rappel, cela signifie qu'il s'agit d'un territoire à revenus basiques faibles, public-résidentiel à dominante touristique. En effet, sa base per capita s'élève à 2 384 \$ PPA, contre 3 148 \$ PPA en moyenne pour l'ensemble des Rgi brésiliennes (2 243 \$ PPA pour celles de Bahia). 34,1% de sa base est constitué par les retraites, 26,9% par les revenus touristiques, 19,9% par les flux publics et 12,3% par les revenus issus des solidarités publiques et privées. Ses bases productives (formelle et informelle) sont largement inférieures à celles observées pour l'ensemble des Rgi brésiliennes, alors que la base des solidarités est supérieure, toute comme la base touristique. En particulier, cette dernière représente plus du triple de la médiane brésilienne (et plus du double de la moyenne des Rgi bahianaises) (Tableau 24).

Tableau 24. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Nazaré-Maragogipe, et valeurs médians et moyens pour les Rgi brésiliennes et bahianaises, 2017-2018

Rgi	B_Form	B_Inform	B_Publ	B_Solid	B_retraites	B_tourisme	B_autres
<b>Nazaré – Maragogipe</b>	<b>0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>19,9</b>	<b>12,3</b>	<b>34,1</b>	<b>26,9</b>	<b>5,9</b>
<b>moyenne Rgi Brésil</b>	6,4	4,7	22,5	10,0	37,9	10,8	7,8
<b>médiane Rgi Brésil</b>	4,6	3,2	21,4	8,6	39,4	8,3	8,0
<b>moyenne Rgi Bahia</b>	1,8	3,6	21,8	14,1	38,8	13,1	6,8
<b>médiane Rgi Bahia</b>	0,5	3,1	23,1	14,6	39,9	10,3	6,8

Source : Calculs de l'autrice

L'île de Matarandiba, étudiée ici, est géographiquement séparée de celle d'Itaparica par un petit bras de mer ; toutefois, les deux îles sont reliées par un terre-plein (visible sur les images aériennes ci-dessus, cf. Carte 3), financé par la multinationale pharmaceutique nord-américaine *Dow Chemical Company* (DCC) - une entreprise qui, comme nous le verrons par la suite, a eu un rôle important dans la définition de la trajectoire de développement empruntée par cette communauté. En effet, cette entreprise, qui est à l'origine d'une grande partie du PIB industriel de Vera Cruz (à savoir, environ 30% du PIB de la municipalité en 2019) a son principal site d'extraction bahianais sur l'île de Matarandiba.

Comme il est courant au Brésil, notamment pour des communautés périphériques, rurales et insulaires, les habitantes et habitants de Matarandiba vivent une situation de multiples précarités (en termes d'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et au revenu). C'est ce dont témoignent des indicateurs socio-économiques faibles et des indices de pauvreté monétaire significatifs. En même temps, cette île connaît aussi des dynamiques socio-économiques importantes, avec un tissu associatif très actif, ainsi qu'une forte auto-organisation des instances communautaires - comme nous le verrons par la suite.

Les prochaines sous-sections présentent rapidement le territoire de Matarandiba, son histoire et ses caractéristiques sociodémographiques et économiques, pour ensuite retracer le processus d'incubation accompagné par l'ITES/EAUFBA et caractériser les principaux acteurs locaux. Les informations mobilisées sont issues d'observations de terrain, d'articles, mémoires et documents concernant cette communauté, ainsi que du recensement socio-économique réalisé par l'ITES/EAUFBA en 2019-2020<sup>371</sup>. J'ai visité Matarandiba à plusieurs reprises<sup>372</sup>, en y passant à chaque fois plusieurs jours, logeant dans une « pousada », le plus souvent utilisée par des militaires et des ouvriers de DCC, avec lesquels j'ai pu échanger informellement à propos de leur emploi, leurs mobilités et leurs pratiques de consommation.

La liste détaillée des entretiens réalisés à Matarandiba est disponible dans l'[Annexe 24](#).

### **2.1.1. Trajectoire historique et Caractéristiques sociodémographiques**

Il n'y a pas vraiment de traces écrites concernant les origines de Matarandiba. La reconstruction de son histoire s'est faite dans le cadre du partenariat entre l'association communautaire de l'île (l'ASCOMA) et l'ITES/EAUFBA, à travers la systématisation des savoirs oraux lors de la « Recherche historico-culturelle » menée en 2007 (Projeto ECOSMAR 2008; 2007)<sup>373</sup>. Selon les témoignages des habitantes et habitants, au XX<sup>e</sup> siècle, le village était constitué pour la plupart de fermes et de champs entourés de brousse ; les habitations étaient plutôt simples, sans accès à l'eau courante ni à l'électricité. Sans surprise, les activités principales étaient la pêche et la récolte de coquillages (importantes jusqu'à nos jours), ainsi que l'agriculture (en particulier, les cultures de manioc, maïs, patates douces, riz et tomates). La production était principalement destinée à l'autoconsommation, mais une partie était tout

---

<sup>371</sup> Une première édition de ce recensement avait été réalisée au début du processus d'incubation, en 2008.

<sup>372</sup> Lors de ma période de travail auprès de l'ITES/EAUFBA en 2017, j'avais eu l'occasion d'accompagner, avec plusieurs des techniciennes et techniciens de l'incubateur, le projet de réseau local d'économie solidaire dans cette communauté. Cette expérience m'a sans doute offert un accès privilégié à ce terrain ; en effet, lors de mon enquête qualitative de 2019, je connaissais déjà les membres de l'entité de gestion du CAES et de l'ITES/EAUFBA.

<sup>373</sup> Les informations présentées dans cette partie sont tirées - en plus des entretiens semi-directives - des travaux de Almeida (2011), Leal (2013) et Souza (2019).

de même vendue à l'extérieur. Le travail collectif était une pratique courante, particulièrement en ce qui concerne la pêche : les pêcheurs se réunissaient, empruntaient des filets et partageaient la prise et le revenu qui en était tiré (C. de S. Almeida 2011; Leal 2013). Jusqu'à des temps assez récents, le transport du village vers d'autres lieux se faisait via des bateaux, qui s'arrêtaient tous les trois jours dans un endroit atteignable en canoë par les habitants - et qui poursuivaient ensuite vers des plus grandes villes comme Nazaré ou Jaguaripe. Ces bateaux permettaient à la fois de retenir le village en marchandises et de se rendre à Salvador et dans d'autres villes environnantes pour écouler la production locale.

Ce style de vie a connu des bouleversements imprévisibles à partir de la fin des années 1960, lorsque l'industrie chimique a commencé à se développer à Matarandiba, suite à la découverte d'importants gisements de sel gemme dans le sous-sol de l'île. En 1977, la multinationale *Dow Chemical Company* (DCC) a commencé l'exploration du minerai, en installant un site d'extraction dans les environs de la communauté. Cette société états-unienne a acquis le droit d'exploitation minière souterraine et a acheté environ 90% des terres de l'île. Pour faciliter le transport, Matarandiba a été reliée à Itaparica par un terre-plein - et aux usines de transformation situées dans le pôle industriel d'Aratu via un viaduc sous-marin, qui traverse la Baie de Tous les Saints. Comme l'a raconté l'un des techniciens de l'ITES/EAUFBA :

*Quand Dow est arrivé là-bas, il y avait déjà une communauté établie. (...) C'était pendant la dictature (...) A cette période, Petrobras [l'entreprise d'Etat de recherche, extraction, raffinage, transport et vente de pétrole, NdT] était en expansion et faisait des recherches dans le sous-sol de Matarandiba, pour voir s'il y avait bien du pétrole. L'entreprise n'a pas trouvé de pétrole, mais elle a trouvé un grand dépôt de sel, de sel-gemme, n'est-ce pas... à partir de là, ce que l'on sait est un peu nébuleux (...) Les gens de la communauté racontent que lorsque Dow a acheté la terre, ils ont eu l'obligation d'avoir une sorte de carte d'identité pour pouvoir entrer dans leur propre communauté. (...) Et ça, c'est vrai - parce que dans le « point de mémoire », dans l'association ASCOMAT, il y a une de ces cartes que nous avons pu récupérer. Avec le temps, il y a eu beaucoup de protestations de la part de la communauté... pour que cela cesse d'arriver. Aujourd'hui, quand vous y allez, vous voyez qu'il y a toujours un portail d'accès...<sup>xv</sup>*  
(Entretien avec I. Itã, technicien ITES/EAUFBA, 29/11/2019, Salvador)

L'arrivée de DCC dans la communauté a introduit des changements importants, à l'origine d'une relation conflictuelle entre la population locale et la multinationale (Projet Ecosmar 2008; Leal 2013) :

- Dow Chemical Company a acheté de terres qui étaient auparavant destinées aux activités de subsistance de la communauté (chasse, agriculture, extraction de bois et récolte de fruits...). Les zones acquises ont été interdites d'accès et d'utilisation à la population, ce qui s'est traduit par une forte limitation de la construction de nouvelles résidences ainsi que de l'activité agricole ;
- un barrage de la route et un poste de contrôle (Fig. 46) ont été placés à l'entrée de la communauté, en marge de la route étatique BA-001, avec l'instauration de contrôles d'identité systématiques des personnes rentrant et sortant de la communauté ; de plus, jusqu'à la fin des années 1980, les résidents étaient censés utiliser un badge d'identification délivré par DCC ;

Figure 46. Poste de contrôle à l'entrée de la vila de Matarandiba



Photo de l'autrice ; novembre 2019

- un terre-plein a été construit pour relier les îles de Matarandiba et Itaparica (distantes environ 300 mètres l'une de l'autre), dont les impacts environnementaux n'ont jamais été mesurés ; à cela s'est rajoutée, en 2018, la découverte, par deux habitants, d'une doline (« sinkhole ») d'environ 90 mètres de long et 40 de large, au milieu de la forêt primaire de l'île - à environ 1 km du centre habité. Cette dépression se situe dans une zone étant sous la responsabilité de DCC et son apparition semblerait pouvoir être liée aux activités d'extraction de la multinationale (E. B. de Souza 2019; CPRM - Serviço Geológico do Brasil 2018). Les conflits entre la communauté et la multinationale ont ressurgi avec force lors des réunions concernant cet effondrement géologique, remettant en question l'activité de DCC sur l'île - comme détaillé dans les Actes de la réunion de l'Association locale, qui s'est déroulée le 06 juin 2018. Pour en lire des extraits, on renvoie à Souza (2019 ; p. 124). Toutefois, selon les témoignages récoltés par le Rapport Ecosmar de 2008, ainsi que dans le cadre de nos entretiens et de ceux menés par d'autres chercheuses et chercheurs (Leal 2013; E. B. de Souza 2019), l'arrivée de DCC aurait tout de même apporté des améliorations aux infrastructures (notamment de transports), un soutien aux écoles et aux services de santé locaux, ainsi que la généralisation de l'accès à l'électricité et à l'eau courante. Cela a été ainsi résumé par l'un des techniciens de l'ITES/EAUFBA interviewés :

*J'aime voir les choses d'un point de vue plus complexe... par exemple... Ce portail, pour qui-conque s'y retrouve devant, est effrayant. Vous avez un portail pour entrer dans une communauté qui n'appartient à personne. D'autre part, cette difficulté d'accès à Matarandiba l'a laissée dans un contexte d'isolement, ce qui lui est favorable dans certains sens et aspects. Par exemple, la violence, le trafic de drogue, la sécurité... l'invasion des terres, l'occupation désordonnée... rien de tout cela n'existe à Matarandiba... enfin, si, mais ce n'est pas très fort par rapport aux autres communautés de l'île [d'Itaparica, NdT]. En raison de la présence de Dow Chemical à cet endroit, la sécurité est renforcée... Aujourd'hui, la communauté elle-même est favorable à la présence de ce portail, que Dow a voulu supprimer à un moment donné, mais la communauté et les associations ont dit « Nous voulons que ce portail soit là, parce qu'il assure une plus grande sécurité et qu'il emploie également des personnes...<sup>xxvi</sup> (Entretien avec I.Itã, technicien ITES/EAUFBA, 29/11/2019, Salvador)*

La mise en place et l'entretien des infrastructures, notamment routières, a été en large partie le résultat des nécessités logistiques de DCC, mais aussi de sa politique en termes de RSE, qui se traduit généralement par un support aux activités de développement communautaire dans les territoires impactés par les activités d'extraction. Cette démarche permet de garder des relations apaisées avec les communautés concernées - ce qui paraît d'autant plus important à Matarandiba, qui, dans les mots du chargé de la RSE de DCC de 1990 à 2015, est vite devenue la « *jugulaire de Dow dans l'Etat de Bahia : si tu coupes Matarandiba, Dow s'arrête...* » (Entretien avec M. Oliveira, ancien responsable RSE de DCC, 17 août 2021). C'est d'ailleurs au sein de sa politique de RSE que DCC a encouragé la mise en place du réseau local d'économie solidaire (RLES, selon la terminologie employée par França Filho et Cunha 2009, cf. Chapitre 7 de ce manuscrit) de Matarandiba, en mobilisant l'expertise de l'ITES/EAUFBA et en apportant les premiers fonds alloués à celui qui est devenu, dans les années suivantes, le « Réseau Ecosmar ».

Pour évoquer rapidement les conditions de vie actuelles au sein de la communauté, aujourd'hui la totalité des ménages a accès à l'eau courante, à l'électricité et possède des services sanitaires individuels (Recensement ITES/EAUFBA 2019-2020) - même si les maisons restent assez simples (Cf. Fig. 47).

Figure 47. Maisons au cœur de la vila de Matarandiba



Source : Photos prises par l'auteurice, décembre 2019

Les services de transports, devenus terrestres suite à la construction du terre-plein qui atteint Itaparica, relie Matarandiba aux hameaux environnants (et aux bateaux pour Salvador) trois fois par jour, alors que les moyens de transports individuels demeurent rares (seulement 24 ménages sur 195 possèdent une voiture et 10 possèdent une moto<sup>374</sup>). Le minibus (Fig. 48) est en partie subventionné par DCC, ce qui permet de minimiser le tarif restant à la charge des utilisateurs, et est géré par l'association des habitants, suite à un long processus de négociations au sein de la communauté.

Figure 48. Minibus coopératif qui relie Matarandiba à Mar Grande



Source : Photo de l'auteurice ; novembre 2019

<sup>374</sup> Source : Recensement de Matarandiba ; ITES/EAUFBA 2019-2020

L'éducation de base est assurée par deux écoles publiques, sous la responsabilité de la mairie, qui bénéficient de dons de matériel scolaire par DCC. Il s'agit de classes multigrades, les enseignants travaillant simultanément avec des élèves de plusieurs niveaux (E. B. de Souza 2019). Cette situation n'est pas rare dans les zones rurales du pays, surtout les plus reculées : selon les données du recensement scolaire, presque 98 000 classes d'école primaire seraient dans cette situation dans l'ensemble du pays (INEP 2017). Les élèves de Matarandiba poursuivent ensuite leurs études en dehors de la communauté, dans les écoles situées sur l'île d'Itaparica, voire dans les universités de la capitale<sup>375</sup>. En ce qui concerne la santé, il y a un poste de santé avec une infirmière de la communauté cinq jours sur sept et un médecin une fois par semaine (rémunérés par la municipalité de Vera Cruz) (Leal 2013).

Les données issues de l'IBGE et des recensements locaux réalisés avec l'appui de l'ITES/EAUFBA permettent de dresser un portrait démographique et socio-économique actualisé de Matarandiba. Au dernier recensement (2010), la municipalité de Vera Cruz comptait une population de 23 983 personnes (27 325 selon les estimations de l'IBGE de 2021) et celle d'Itaparica 20 725 (22 440 selon les estimations de l'IBGE de 2021). En ce qui concerne la communauté de Matarandiba, elle comptait 469 habitants permanents en 2008 et 506 en 2020 - même si cette population augmente fortement pendant la haute saison (source : recensements ITES/EAUFBA 2008 et 2020, cf. Chapitre 9). En 2020, la plupart de la population se déclare comme étant métisse (« parda ») ou noire (« preta ») - respectivement, 51,0% et 43,1% ; 4,3% de la population se considère comme blanche, et le reste de la population se déclare « amarela » (« jaune ») (1,2%) et indigène (0,4%).<sup>376</sup>

La population permanente a des revenus monétaires faibles (Fig. 49). Plus de 40% de la population majeure a un revenu égal ou inférieur à la moitié du salaire minimum, et seulement un quart gagne plus d'un salaire minimum<sup>377</sup>.

Figure 49. Population majeure (%), par tranches de revenu ; Matarandiba, 2020

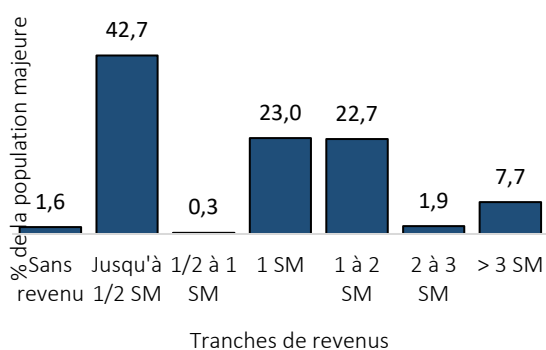
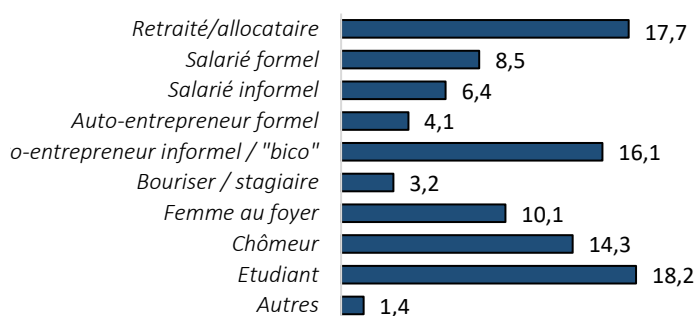


Figure 50. Activité principale des habitants (en % de la pop. ayant une activité), Matarandiba, 2019-2020



Source : Données du recensement ITES/EAUFBA 2019-2020 ; élaboration de l'auteurice

<sup>375</sup> « Ici, il y a deux écoles... jusqu'à la quatrième série [élèves de 10 ans, NdT] ; puis, les élèves sortent de l'île pour étudier ailleurs... il y un collège à Tairu... et puis certains poursuivent à Mar Grande... il y a un bus trois fois par jour » (Entretien avec A., Membre du CAC de la Banque Ilhamar).

<sup>376</sup> Pour comparaison, en moyenne, au Brésil la population métisse représente 47,5%, la population noire 8,8% et la population blanche 42,8% - ces mêmes pourcentages étant de 58,3%, 22,3% et 18,7% pour l'Etat de Bahia (source : IBGE, PNADCA 2020).

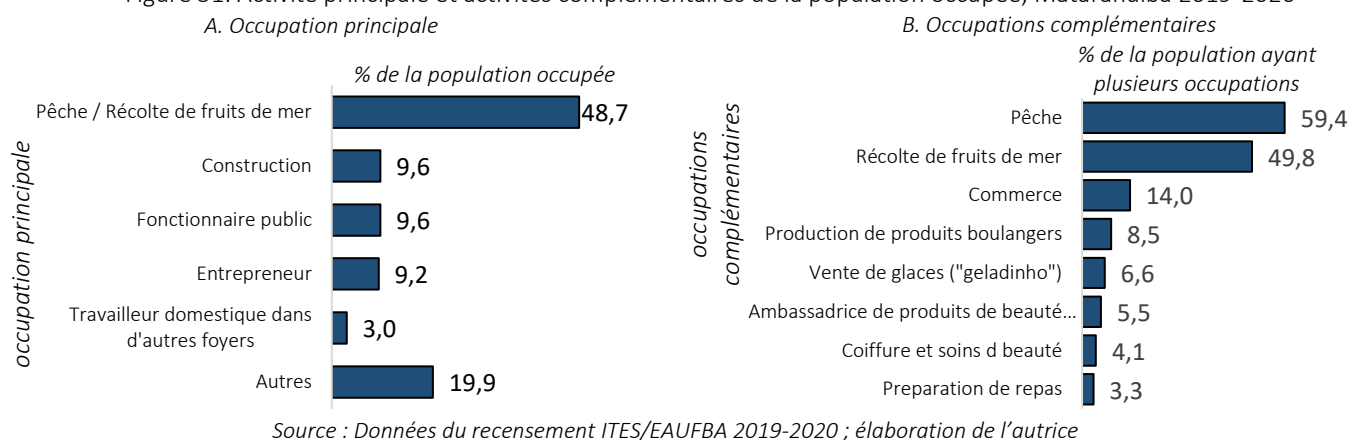
<sup>377</sup> En 2020, la valeur du salaire minimum au Brésil était de 1 045 R\$, équivalent<sup>377</sup> à 427 \$ PPA (le facteur de conversion PPA pour la consommation privée étant de 2,45 pour cette année, selon la Banque Mondiale).



En ce qui concerne l'ensemble de la population déclarant avoir une activité (rémunérée ou pas), 22,5% a une occupation informelle<sup>378</sup> et 12,6% a une occupation formelle<sup>379</sup>. Les retraités et allocataires représentent presque 18% de la population, les personnes au chômage 14,3%, les femmes au foyer 10% et les étudiantes et étudiants (y compris mineurs) 18,2% (Fig. 50).

Matarandiba est considérée (et se considère) comme une communauté de pêcheurs et récolteuses de fruits de mer (conchycultrices). En effet, ces activités constituent l'occupation principale (Fig. 51A) d'environ la moitié de la population déclarant avoir un travail. Elles sont suivies de loin par la construction et le secteur public et l'entrepreneuriat (moins de 10% chacun). Parmi les 132 personnes exerçant des activités liées à la mer, 30,3% déclarent être au chômage, 26,5% déclarent travailler dans le secteur informel, 19,7% être femme au foyer et 11,4% être à la retraite ou percevoir d'autres types d'allocations.

Figure 51. Activité principale et activités complémentaires de la population occupée, Matarandiba 2019-2020



La pêche et la récolte de fruits de mer ont un poids important aussi en tant qu'activités secondaires (Fig. 51B). En effet, presque 60% des personnes ayant plusieurs emplois déclarent pratiquer aussi des activités liées à la pêche, et presque 50% déclarent récolter des coquillages. Ces activités ne constituent que dans des très rares cas la seule ou la principale source de revenu des ménages. En effet, selon les données du recensement de l'ITES/EAUFBA, 20% de la population majeure reçoit Bolsa Familia, 15% le Seguro-Defeso et 0,2% le BPC-LOAS. Cela se reflète dans les témoignages récoltés auprès des habitants : la quasi-totalité des personnes interviewées exercent plusieurs activités (dont des activités liées à la mer) et reçoivent un ou plusieurs types de transferts. Notamment, selon l'une des interviewées :

*La principale source de revenus ici, ce sont la pêche et la récolte de fruits de mer... mais il y a beaucoup de récolteuses de coquillages qui font les cheveux, les ongles... elles préparent à manger aussi... (...) vivre rien que de la pêche et du ramassage des fruits de mer, ce n'est pas facile... Je dis ça parce que mon père est pêcheur et ma mère est récolteuse de fruits de mer. J'ai toujours vu à quel point c'était difficile, ils pêchaient, ramassaient, gardaient ce qu'il fallait pour manger et vendaient le reste... et jusqu'à aujourd'hui, ils vivent de ça. Mon père ce n'est que maintenant qu'il a réussi à prendre sa retraite, mais ma mère ne l'a pas encore fait, elle vit toujours de ça. Mais mon père, même retraité, il va en mer pour pêcher [rigole].<sup>xxvii</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

<sup>378</sup> Pourcentage obtenu en sommant les salariés informels et les autoentrepreneurs informels.

<sup>379</sup> Pourcentage obtenu en sommant les salariés formes et les autoentrepreneurs formels.

Figure 52. Pêcheurs au coucher du soleil (gauche) et bateaux pour la pêche artisanale (droite)



Source : Photos de l'autrice, Matarandiba, novembre 2019

Le secteur primaire de Matarandiba est constitué d'activités « extractives » (principalement de la mer et des mangroves), ainsi que de petites activités agricoles, notamment pour l'autoconsommation. Le secteur secondaire est évidemment constitué par Dow Chemical Company, qui embauche quelques habitants de la communauté ainsi que des travailleurs venant de l'extérieur, mais aussi par des petites activités de transformation à domicile (notamment, dans le domaine de l'alimentation). En ce qui concerne les services, plusieurs ménages offrent informellement des services d'hébergement, des prestations de type taxi, ou encore de type salon de beauté (Leal 2013). Les commerces sont constitués principalement par des petites boutiques et par la vente de produits alimentaires et de beauté chez l'habitant, ainsi que par des petits bars et restaurants ;

il n'est pas rare de voir des affiches en dehors des habitations avec marqué « glaces » ou « gâteaux maison », surtout pendant la haute saison (cf. Fig. 53). Pendant l'été, la population augmente fortement, avec le retour des « filhos da comunidade » (les enfants de la communauté, littéralement), c'est-à-dire, des personnes nées à Matarandiba et qui aujourd'hui y retournent pendant les week-ends ou pendant les vacances estivales - comme nous l'ont expliqué plusieurs des personnes interviewées. Cela se traduit par une forte hausse de l'emploi et des revenus pendant la haute saison, comme nous le verrons dans notre analyse des résultats, dans le Chapitre 9.

De nombreuses fêtes populaires et activités culturelles animent la communauté, qui a connu une redynamisation de son événementiel à partir de la moitié des années 2000, avec la création d'une association culturelle, l'ASCOMAT, comme illustré dans les pages qui suivent, dédiées à la vie associative de Matarandiba.

Figure 53. Maison avec affiche « Vende-se geladinho » (on vend des glaces)



Source : Photos de l'autrice, Matarandiba, novembre 2019

### **En resumé :**

Matarandiba est une communauté de pêcheurs et de conchylicultures (environ 500 hab. au total), située dans une île de 10 km<sup>2</sup>, à une distance d'environ une heure et demie de la capitale bahianaise (ferry + autobus communautaire). Son économie repose sur des activités informelles liées à la pêche, à la transformation et vente de produits alimentaires, aux services à la personne et au secteur des constructions. Grâce à une affluence importante de touristes et de « filhos da ilha », la taille de la population (et de l'économie locale) augmente fortement pendant les mois d'été. L'île héberge aussi le principal site bahianais d'extraction de sel-gemme de la multinationale états-unienne Dow Chemical Company, avec laquelle la communauté a une relation conflictuelle depuis les années 1970.

La base économique de l'île repose largement sur les retraites et les transferts - issus principalement des programmes sociaux nationaux Bolsa Familia et Seguro Defeso.

#### **2.1.2 La vie associative et le processus d'incubation : le « Réseau Ecosmar »**

L'institutionnalisation de la vie associative de Matarandiba remonte au début des années 1980, avec l'association « *Clube das Mães* » (Club des mères), appuyée par la municipalité de Vera Cruz, DCC et l'église catholique locale. Cette association réunissait des femmes pour la réalisation d'ateliers (broderie, peinture, couture), pour le maraîchage, ou encore pour l'organisation de festivités et célébrations (C. de S. Almeida 2011). Avec son essoufflement, le relai a été progressivement pris par la *Sociedade Beneficente Amigos de Matarandiba* (SOBEMA), fondée en 1987, qui se réunissait dans un siège construit par la mairie et ensuite rénové par DCC et revendiquait une amélioration des conditions de vie de la communauté. En 2001, pour supporter les actions de la SOBEMA, le Conseil Communautaire de Matarandiba (CCM) a été créé ; cette instance existe toujours et est constituée par des représentants de la communauté, de DCC, ainsi que de la municipalité de Vera Cruz. Son principal objectif est de rapprocher les acteurs et actrices du territoire pour co-construire des réponses aux besoins et revendications de la population locale (Ecosmar 2008, Souza 2019). Au fil des années, de nouveaux leaderships ont commencé à émerger, questionnant la SOBEMA, ainsi que le rôle des acteurs externes dans les processus de développement local (*ibid.*). Ces membres de la communauté ont fini par remplacer les représentants de la SOBEMA lors des Conseils communautaires - en remettant fortement en question les actions de RSE de DCC, considérées comme largement insuffisantes au vu des profits élevés tirés par la multinationale. Suite au refus de la SOBEMA d'élire de nouveaux dirigeants, une nouvelle association a été créée : l'ASCOMA - *Associação Comunitária de Matarandiba*, qui existe toujours et qui a fini par devenir l'entité de gestion du réseau local d'économie solidaire de Matarandiba. Les dynamiques ayant amené à l'émergence de cette nouvelle association ont des impacts sur la vie associative actuelle. En effet, comme l'explique Leal (2013), l'ASCOMA « *a rencontré et rencontre encore des problèmes dans le processus de légitimation de ses actions car, comme le village est petit, la plupart des résidents ont des liens familiaux avec d'anciens membres de la SOBEMA* »<sup>380</sup>.

---

<sup>380</sup> [Traduction libre] : “No entanto, a Ascama enfrentou e enfrenta até hoje problemas no processo de legitimidade de suas ações, pois como a Vila é pequena, a maioria dos moradores possuem relações de parentescos com os antigos membros da Sobema.”

C'est au sein du CCM que l'idée de collaborer avec une institution travaillant sur des projets de développement local a émergé. En mai 2007, DCC, ayant entendu parler de l'expérience de RLES à Simões Filho (cf. Chapitre 7), a invité l'Incubateur technologique d'économie solidaire de l'EAUFBA pour discuter de la possibilité de mettre en place un projet similaire dans la communauté de Matarandiba. Comme nous l'a raconté la conseillère administrative de l'ASCOMA, qui a suivi ce processus depuis les débuts :

*C'est comme ça que le CCM a contacté le professeur Genauto [le directeur de l'ITES/EAUFBA, NdT], qui est venu avec son équipe pour présenter le projet. Et cela nous a plu, et depuis ils sont restés faire ce travail avec nous. A l'époque, on était un groupe informel ; c'est à ce moment-là qu'on a vu la nécessité de formaliser ce groupe et créer l'association (...) et tout a commencé en même temps : la formalisation de l'ASCOMA, la création de certaines entreprises associées à l'ASCOMA, les premières ayant été l'infocentre et la banque communautaire. Pour cela, on a fait un diagnostic ; on a découvert que le revenu généré au sein de la communauté était dépensé ailleurs... et on s'est dit qu'avec la création de la Banque communautaire, les revenus auraient commencé à renforcer l'économie de la communauté. (...) on a eu des ateliers sur l'Economie solidaire, et en 2008 la Banque Communautaire a été inaugurée (...) En 2010, il y a eu la nécessité de créer d'autres entreprises, et c'est là qui ont été créés la radio communautaire, le potager communautaire... puis, en 2015, la boulangerie « Sonho Real » ... et nous voici.<sup>xxviii</sup> (Entretien avec R. Silva., Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

Dow Chemical Company a fourni les premiers financements au projet, en constituant le fond initial du RLES et de la Banque Communautaire, avec deux apports d'environ 15 000 R\$ en 2008 et en 2011 (source : Entretien avec E.S. Barbosa, technicienne de l'ITES/EAUFBA, 21/10/2019, Salvador). Cette collaboration étroite avec une multinationale de telle envergure peut paraître étonnante ; mais, dans les mots du directeur de l'ITES/EAUFBA :

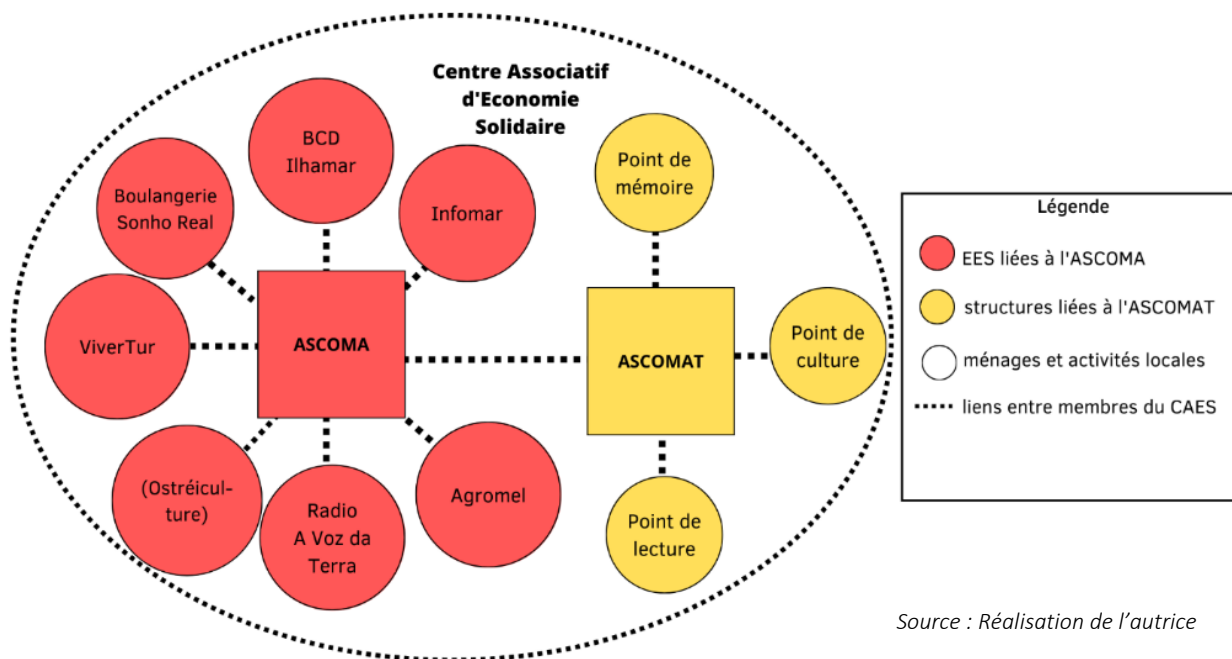
*Nous avons fait des projets avec la Petrobras, avec la Compagnie Hydroélectrique du São Francisco... et puis est arrivé Dow, qui est une entreprise privée... Et au début on y a beaucoup réfléchi... on avait notre méthodologie, et si on pouvait avoir la garantie que notre autonomie allait être respectée... pourquoi pas ? Dow, c'est une expérience curieuse ... le seul cas d'entreprise privée qu'on a eu, le seul que l'on maintient jusqu'à aujourd'hui... plus de dix ans de partenariat... et l'entreprise continue de changer, en changeant ses gestionnaires... c'est une expérience assez incroyable.<sup>xxix</sup> (Entretien avec G. C. de França Filho, 14/12/2019, Salvador)*

Le RLES de Matarandiba est appelé Réseau Ecosmar - « *Economia Solidária e Sustentável de Matarandiba* » (Economie solidaire et durable de Matarandiba). Il a pour objectif de « *promouvoir le développement local durable du village de Matarandiba, par la création d'emplois et de revenus, reposant sur la création d'entreprises collectives solidaires axées sur la production, la consommation et la gestion des services publics locaux, afin d'institutionnaliser un réseau d'économie solidaire* » (Projet Ecosmar 2007, p. 10). En plus des transferts de DCC, ce réseau a pu aussi capter des financements grâce aux deux appels d'offre du Secrétariat National de l'Economie Solidaire (SENAES) à destination des dispositifs de finances solidaires, en 2010-2013 et en 2014-2016. D'autres financements ont été obtenus de la Surintendance de l'économie solidaire du Secrétariat du travail, de l'emploi, des revenus et des sports de Bahia (SESOL/SETRE), de la Caixa Econômica Federal, ainsi que de différents acteurs institutionnels et fondations opérant dans le secteur de la Culture. Au total, le Réseau Ecosmar a su capter un

montant d'environ 700 000 R\$. Pour une liste détaillée des fonds obtenus à travers des appels d'offre et des prix, cf. **Annexe 25** (tiré de Souza 2009).

Ce RLES a commencé à s'articuler à partir de l'ASCOMA, avec la mise en place d'abord d'un Infocentre communautaire et d'une Banque communautaire. Au fur et à mesure, d'autres structures se sont rajoutées. La configuration actuelle du Centre Associatif d'économie solidaire, noyau local du RLES, est représentée dans le schéma ci-dessous (Fig. 54). La description détaillée des différents acteurs est disponible dans l'**Annexe 26**.

Figure 54. Acteurs du CAES du Réseau Ecosmar, Matarandiba



Source : Réalisation de l'auteurice

La vie associative de Matarandiba se structure autour de deux volets : l'un socio-économique, et l'autre, socio-culturel. En ce qui concerne le premier (en rouge dans le schéma), ses activités sont impulsées à partir de l'ASCOMA (Fig.55), à laquelle sont associées plusieurs entreprises d'économie solidaire (EES), dont la banque communautaire Ilhamar. L'ASCOMA est composé par 13 personnes, à savoir, les conseillères administrative et financière (et leurs suppléants), ainsi que les représentants des groupes de travail autour de l'environnement, du sport, de la communication et de la culture (source : Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba).

Les EES fonctionnent en pleine autonomie : elles n'« appartiennent » pas à l'ASCOMA, mais aux personnes impliquées dans chacune d'entre elles - qui peuvent être remplacées lorsqu'elles souhaitent sortir du projet. Ainsi, les EES n'ont pas d'obligations financières envers l'ASCOMA (notamment, elles ne sont pas tenues à verser à l'association un pourcentage de leurs profits), mais peuvent bénéficier de son support technique. L'ASCOMA leur fournit également une identité juridique, leur permettant d'accéder à des financements publics ou privés.

Figure 55. Siège de l'ASCOMA



Photos de l'autrice, novembre 2019

En nous référant à la méthodologie de l'ITES/EAUFBA (cf. Chapitre 7), nous pouvons considérer que les EES correspondent au pôle productif et à l'infocentre du Centre Associatif d'Economie Solidaire (CAES). Aujourd'hui, il existe cinq EES (plus une - l'ostréiculture - temporairement désactivée). L'Infocentre communautaire « *Infomar* », a été la première EES à être créée, comme prévu par la méthodologie d'incubation. Lors de son ouverture, en 2008, il proposait un accès à des ordinateurs, à une imprimante, à internet et à des cours d'informatique. A l'époque, l'inclusion numérique était un enjeu majeur, puisqu'il n'y avait quasiment pas de portables ni d'ordinateurs dans la communauté. Aujourd'hui, l'Infocentre partage les locaux de l'ASCOMA, avec la Radio Communautaire « *A Voz da Terra* » (*La Voix de la Terre*), fondée en 2013. Celle-ci propose une programmation variée, diffusée tous les jours à travers des haut-parleurs, implantés à plusieurs endroits de l'île. Trois activités productives sont aussi associées à l'ASCOMA : la boulangerie communautaire « *Sonho Real* », un groupe de tourisme communautaire (le « *Vivertur* ») et un groupe de production Agro-écologique (« *Agromel* »), qui dispose d'un potager communautaire et d'un stand de commercialisation dans un marché de l'île d'Itaparica. Pour une description détaillée des EES et de leurs activités, cf. [Annexe 26](#).

Les activités relevant du volet socio-culturel du Réseau Ecosmar (en jaune dans le schéma) sont impulsées par l'Association Culturelle De Matarandiba (ASCOMAT). Fondée en 2009 et formalisée en 2010, l'ASCOMAT a rétabli certaines manifestations culturelles traditionnelles qui avaient été oubliées pendant des décennies, tout en développant des nouvelles activités.

L'opération de récupération de ces anciennes traditions lui a valu, en 2016, le prix Rodrigo Melo Franco de Andrade - Institut du Patrimoine Historique et Artistique National - Identité et Mémoire du Peuple de la Mer. L'ASCOMAT a été la seule association de Bahia à remporter ce prix, notamment pour les manifestations du *Terno de Reis* et du *Zé de Vale*, pour une valeur de 30 000 R\$. Aujourd'hui, l'espace de l'ASCOMAT (Fig. 56 et 57) est constitué d'un « point de mémoire », d'un « point de lecture » et d'un « point de culture », proposant des expositions et ateliers variés. Un de leurs derniers projets a été la publication du livre « *Mémoires de terre et de mer* », une récolte d'histoires et biographies de la communauté.

Figure 56. Siège de l'ASCOMAT, Matarandiba



Figure 57. Carte exposée dans le "Point de culture", représentant les festivités de Matarandiba



Source : Photo de l'autrice, novembre 2019

Pour terminer, nous présentons rapidement la Banque Communautaire de Développement (BCD) « Ilhamar » (cf. Annexe 26 pour une description plus détaillée). Cette BCD est une des EES de l'ASCOMA, hébergée juridiquement par cette dernière. Toutefois, nous la considérons comme une entité à part, puisqu'elle a le rôle de financer les autres EES, ainsi que d'octroyer des emprunts aux entreprises et ménages du territoire, à un taux d'intérêt faible ou nul. Fondée en avril 2008, elle a pour objectif de « *promouvoir le développement local, à travers l'appui au réseau local de production et consommation et la formation d'entreprises d'économie solidaire, en créant des opportunités de travail et de génération de revenus* »<sup>381</sup> (Projet ECOSMAR, 2008). La BCD Ilhamar (Fig. 58) est la deuxième banque communautaire à avoir été créée à Bahia (après la banque Eco-Luzia à Simões Filho, premier projet accompagné par l'ITES/EAUFBA) et la seule de l'Etat à avoir opéré de manière continue, sans jamais fermer depuis son implantation. En 2017, cette BCD a reçu le prix « *Tecnologia Social* » de la *Fundação Banco do Brasil*.

Figure 58. Siège de la BCD Ilhamar, Matarandiba.



Source : Photo de l'autrice, Octobre 2019.

Figure 59. Une « Concha » (monnaie locale de Matarandiba), équivalente à un réal



Source : Réseaux sociaux de la BCD Ilhamar

<sup>381</sup> [Traduction libre]: "promover o desenvolvimento local, através do apoio a rede local de produção e consumo e a formação de empreendimentos de economia solidária, criando oportunidades de trabalho e geração de renda." (PROJETO ECOSMAR, 2008).

Le processus de création de la Banque Ilhamar a été ponctué par plusieurs ateliers, échanges et séminaires, ouverts à l'ensemble de la communauté (même si la plupart des participants était proche de l'ASCOMA, cf. Souza 2019). C'est dans ce cadre que le nom de la BCD a été décidé, ainsi que sa structure, les services proposés, les critères d'octroi des crédits, son identité visuelle, le nom de la monnaie sociale et les symboles qu'elle affiche sur ses billets. La monnaie est appelée « *concha* » (coquillage) (Fig. 59), clin d'œil à la tradition de pêche et récolte de fruits de mer dans la communauté.

Pour accepter les *conchas* (C\$), les activités commerciales et entrepreneuriales (y compris celles informelles) doivent signer un accord avec l'ASCOMA ; la BCD garantit à tout moment la convertibilité en réaux de l'argent reçu en monnaie sociale. Selon les personnes interviewées, les *conchas* seraient aujourd'hui acceptées par la totalité des activités de Matarandiba. La Banque peut compter sur l'appui des deux conseillères de l'ASCOMA (qui, comme nous l'avons vu, est l'entité de gestion de la BCD), sur le Comité d'évaluation des crédits (CAC), et sur deux agentes de crédit. Ces dernières assurent le service à la clientèle - qu'elles aident également dans la préparation du dossier pour la demande d'emprunt - ainsi que le contrôle financier, les visites de terrain, le suivi des crédits octroyés et le recouvrement des impayés. Elenita Souza (2019), technicienne de l'UFBA accompagnant le Réseau ECOSMAR, a retracé dans son mémoire de master les montants octroyés par la BCD Ilhamar pendant ses dix premières années d'activité ; ses résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous (Tableau 25).

Tableau 25. Suivi des emprunts de la BCD Ilhamar, 2008-2018

Ligne de crédit	Emprunts en Conchas (C\$)		Emprunts en Réaux (R\$)		TOTAL (C\$ + R\$)	
	Nombre d'emprunts	Montant (C\$)	Nombre d'emprunts	Montant (R\$)	Nombre d'emprunts	Montant
Production	2	250,00	100	44 405,00	102	44 655,00
Travaux	38	22 718,00	63	33 250,00	101	55 968,00
Consommation	400	24 831,80	268	51 110,36	668	75 942,16
CredJovem	1	10,00	3	350,00	4	360,00
<b>TOTAL</b>	<b>441</b>	<b>47 809,80</b>	<b>434</b>	<b>129 115,36</b>	<b>875</b>	<b>176 925,16</b>

Source : Souza 2019, à partir de données fournies par la BCD Ilhamar

Les associations et certaines des EES participent à des réseaux et espaces politiques plus larges, notamment le *Réseau Brésilien de Banques Communautaires*, le *Forum Bahainais d'Economie Solidaire*, à certains réseaux d'agroécologie, ainsi qu'à des organisations interétatiques concernant le Tourisme de Base Communautaire. L'ASCOMAT est membre du *Réseau Point de Culture*, ainsi que de l'*ASSEBA - Association des Sambadores e Sambadeiras de l'Etat de Bahia*.

En conclusion, le Réseau Ecosmar (Fig.55) est constitué au niveau local par l'ASCOMA, l'ASCOMAT et les structures qui leur sont associées. Il s'appuie sur la Banque Communautaire Ilhamar et sur un système de monnaie sociale locale, la *concha*. Ce réseau est connecté à plusieurs acteurs extérieurs. Ce le cas de l'ITES/EAUFBA qui en suit l'incubation et offre un support technique, de la multi-



nationale états-unienne Dow Chemical, qui offre un support économique sur certains projets, de plusieurs Fondations et institutions publiques, qui leur ont octroyé plusieurs financements à travers des appels d'offre concernant l'économie solidaire et la culture.

## 2.2 Les « Inondés » du Bairro do Uruguai (Salvador, Etat de Bahia) et le Conjunto Santa Luzia

*Alagados, Trenchtown, / Favela da maré/  
A esperança não vem do mar / Vem das antenas de TV/  
A arte de viver da fé / Só não se sabe fé em quê.<sup>382</sup>  
Legião Urbana (2009), Paroles : « Alagados »*

Le bairro (« quartier » en portugais) do Uruguai est notre deuxième terrain. Il se situe au cœur de la péninsule d'Itapagipe, sur la côte ouest de Salvador, la capitale de l'Etat de Bahia. Salvador représente le cœur de la région géographique immédiate<sup>383</sup> la plus urbanisée de Bahia (code IBGE : 290001). Elle compte plusieurs villes industrielles - par exemple, Camaçari, qui héberge un grand pôle industriel, et São Francisco do Conde, qui, avec ses plateformes d'extraction pétrolière, possède le PIB par habitant le plus important de l'Etat de Bahia. Il s'agit d'une Rgi aux revenus basiques intermédiaires (4557 \$ PPA/habitants, contre 3148 de moyenne pour l'ensemble des Rgi brésiliennes). Ses revenus basiques par habitant figurent parmi les plus élevés de Bahia (moyenne 2 243 \$ PPA).

Tableau 26. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Salvador, et valeurs médians et moyenne pour les Rgi brésiliennes et bahianaises, 2017-2018

Rgi	B_Form	B_Inform	B_Publ	B_Solid	B_retraites	B_tourisme	B_autres
<b>Salvador</b>	<b>6,6</b>	<b>1,4</b>	<b>25,8</b>	<b>8,7</b>	<b>39,4</b>	<b>8,2</b>	<b>9,8</b>
<b>moyenne Rgi Brésil</b>	6,4	4,7	22,5	10,0	37,9	10,8	7,8
<b>médiane Rgi Brésil</b>	4,6	3,2	21,4	8,6	39,4	8,3	8,0
<b>moyenne Rgi Bahia</b>	1,8	3,6	21,8	14,1	38,8	13,1	6,8
<b>médiane Rgi Bahia</b>	0,5	3,1	23,1	14,6	39,9	10,3	6,8

Source : calculs de l'auteur, cf. partie II de ce manuscrit

En observant la composition des revenus basiques (Tableau 26), la base productive formelle reste marginale : avec 6,6%, elle est élevée par rapport aux autres Rgi bahianaises, mais elle reste bien inférieure aux valeurs de certaines Rgi du Sud-est, dont celle de São Paulo, qui dépassent 32%. Il s'agit d'un territoire reposant plutôt sur les retraites, les flux publics et les solidarités ; le tourisme y représente 8,1% des revenus basiques et la base productive informelle 1,4%. En ce qui concerne le secteur domestique, la composante formelle est plus importante que la moyenne, mais les pratiques informelles<sup>384</sup> (moné-

<sup>382</sup> [Traduction libre] *Alagados, Trenchtown / Favela de la marée / L'espoir ne vient pas de la mer / Il vient des antennes de télé / L'art de vivre de la foi / Juste on ne sait pas foi en quoi.*

<sup>383</sup> La Rgi de Salvador regroupe, en plus de la capitale, les villes suivantes : Camaçari, Candeias, Catu, Dias d'Ávila, Itanagra, Lauro de Freitas, Madre de Deus, Mata de São João, Pojuca, Santo Amaro, São Francisco do Conde, São Sebastião do Passé, Saubara, Simões Filho, Terra Nova.

<sup>384</sup> Il s'agit de la somme du secteur domestique informel (20,4%), des salaires issus des deuxièmes emplois (6,7%) et des revenus non monétaires (33,0%).

taires et non monétaires) restent tout de même très présentes, atteignant 60%. L'importance de ces pratiques ressort aussi dans la péninsule d'Itapagipe. D'après Gabriel Kraychete, spécialiste de l'économie populaire et informelle, ainsi que de cette zone de Salvador :

*Si tu prends une région comme celle de Salvador, la population active est d'environ deux millions de personnes, mais l'emploi salarié régulier, n'atteint pas 40% de cette population. Historiquement, c'est comme ça. Structurellement, c'est comme ça. (...) si tu prends les données économiques classiques, tu ne vas pas capter le travail de cette femme qui vend à la maison à Itapagipe, qui prépare des glaces, qui fait des produits de nettoyage... et ça, c'est beaucoup de production !<sup>xxx</sup> (Entretien avec G. Kraychete, chercheur, 29/10/2019, Salvador)*

La péninsule d'Itapagipe (Fig.60) - où, comme nous l'avons vu, se situe le quartier qui a fait l'objet de notre recherche dans la capitale bahianaise - semble bien faire partie d'un territoire qui capte beaucoup de transferts sociaux et de retraites, et où les pratiques informelles dominent le secteur domestique (pour un aperçu, cf. Kraychete 2002). Ancien pôle industriel, hébergeant pendant des décennies l'une des favelas sur pilotis les plus vastes du Brésil, elle est aujourd'hui l'une des zones les plus intensément peuplées de Salvador, marquée par nombreuses fragilités, mais hébergeant aussi une vie associative bien structurée, qui a fini par devenir un cas d'étude, surtout en ce qui concerne les dynamiques culturelles et éducatives.

Figure 60. Image aérienne de la Péninsule d'Itapagipe

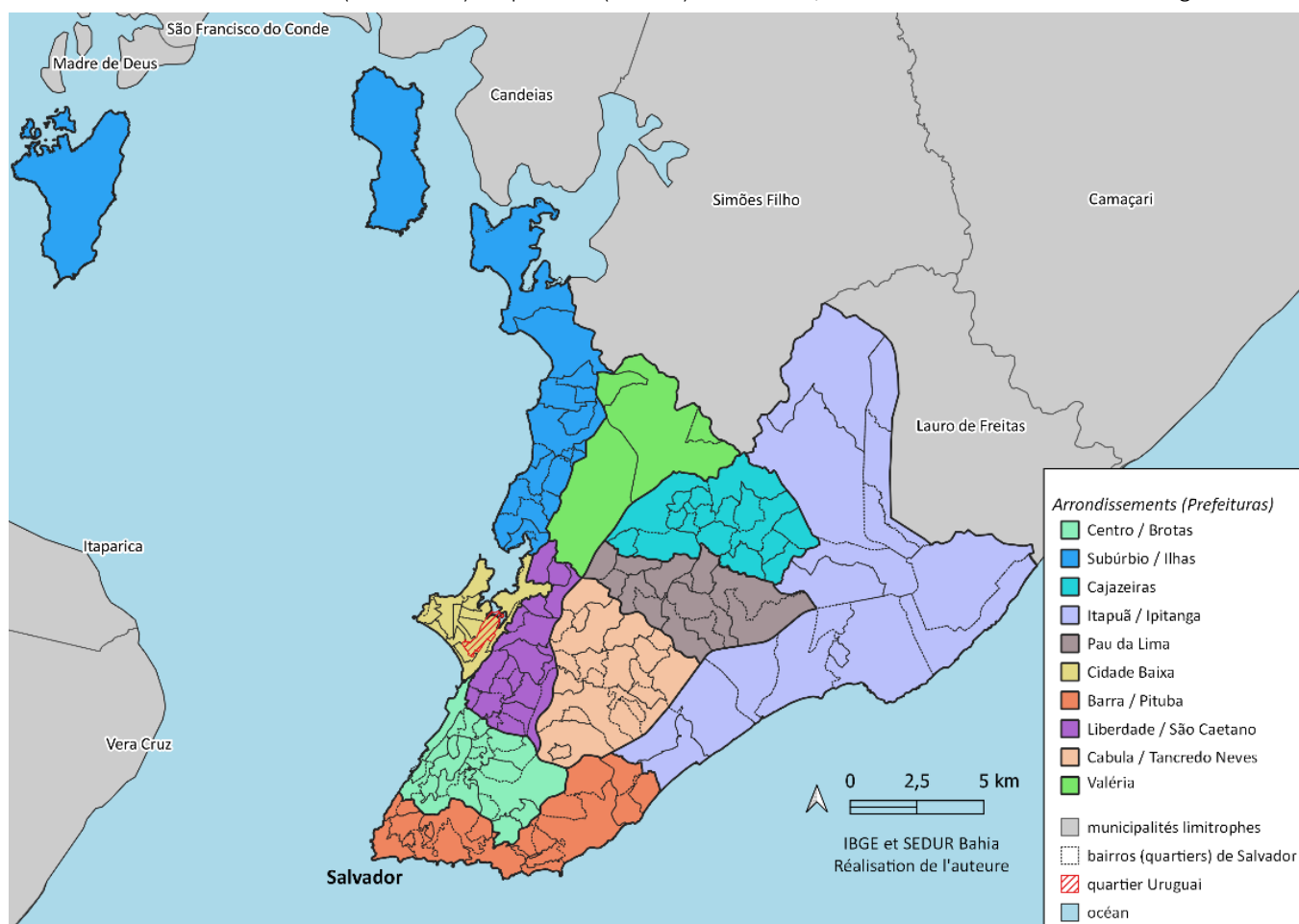


Source : Sentinelle Hub, image satellite du 23/08/2022

Cette péninsule occupe la « *Cidade baixa* » (la « ville basse »), c'est-à-dire, la zone située en dessous de la ligne de faille qui divise en deux la capitale bahianaise (Carte 43). Selon le dernier recensement, en 2010 la Cidade Baixa (qui est une des « *Prefeituras* », à savoir des sortes d'arrondissements de Salvador) comptait une population de 180 424 personnes sur une surface de seulement 8 km<sup>2</sup> - avec une densité de 22 553 hab/km<sup>2</sup>. Une densité si élevée n'est pas étonnante dans une ville comme Salvador, qui, avec ses 9 000 habitants par km<sup>2</sup>, est la capitale brésilienne ayant la densité démographique la plus élevée. Par ailleurs, selon une recherche de l'IPEA (2013), Salvador serait aussi la capitale du Brésil

avec le nombre le plus élevé de personnes vivant dans des « agglomérations subnormales », plus communément appelées « favelas », à savoir, 882 204 personnes, qui représentent 33% de la population de la ville et 86% du total des habitants des favelas de l'Etat de Bahia.

Carte 43. Arrondissements (Prefeituras) et quartiers (bairros) de Salvador/BA et localisation du Bairro do Uruguai.



Comme nous le verrons dans les pages concernant l'histoire du peuplement de la péninsule d'Itapagipe, l'urbanisation du bairro do Uruguai - toute comme celle des quartiers limitrophes - s'est faite à travers un processus d'auto-organisation et de lutte des habitantes et habitants. En effet, le quartier, d'abord bâti « sur la marée » (comme l'on dit au Brésil), s'est créé à partir d'une zone marécageuse, occupée de mangroves, « envahie »<sup>385</sup> dès les années 1940 par un habitat « informel » de maisons sur pilotis, le terrain ayant été graduellement remblayé à partir des années 1970 - puis à nouveau à partir des années 1990.

Le quartier se caractérise par une vie associative très riche, liée sans aucun doute à la lutte pour l'accès aux droits de ces quartiers « inondés » (« alagados ») de la Cidade baixa depuis des décennies. Le bairro do Uruguai, au cœur de la péninsule de Itapagipe (Carte 3), est particulièrement actif en termes d'initiatives culturelles, mais aussi en ce qui concerne les initiatives en matière de finances solidaires - ayant une longue tradition de fonds rotatifs et d'épargne collective, et hébergeant, depuis quelques années, une Banque Communautaire de Développement dans le « *Conjunto Santa Luzia* ». Ce « conjunto »

<sup>385</sup> Verbe le plus couramment utilisé au Brésil, où l'on parle d'« invasions » pour définir l'occupation illégale de terrains à des fins d'habitation.

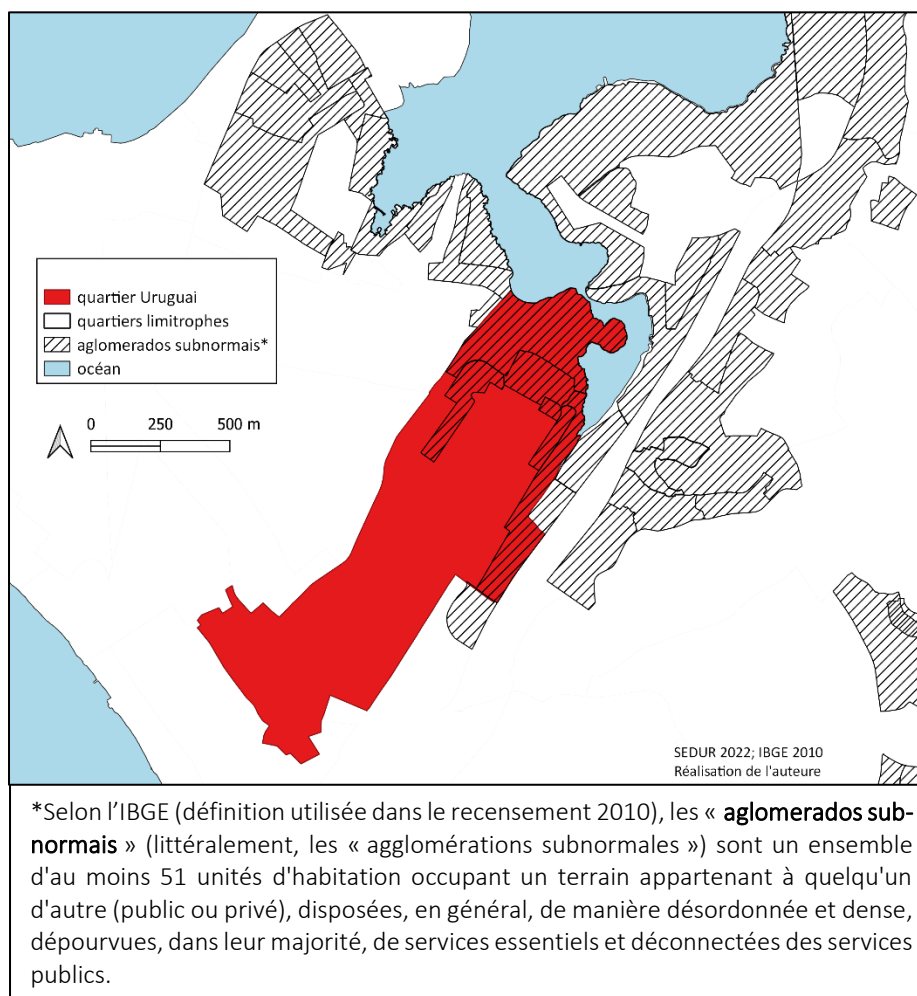
(littéralement, « ensemble de », mot utilisé pour définir un complexe d'immeubles dans un même quartier), localisé autour de la portion septentrionale de la « *rua direta do Uruguai* » (une longue rue droite qui traverse le quartier) est bien connu pour le dynamisme de son Association des Habitants, qui chapeaute un réseau d'initiatives très riche, qui sera présenté dans la deuxième partie de cette sous-section.

La liste des entretiens réalisés est présentée dans le tableau en **Annexe 27**.

### **2.2.1 Caractéristiques sociodémographiques du bairro do Uruguai et trajectoire historique de la région « dos Alagados »**

Le bairro do Uruguai est le quartier le plus peuplé de Cidade baixa, hébergeant environ 17% de sa population (pour un total 30 370 personnes, selon le recensement de 2010), sur une surface d'un peu moins d'un km<sup>2</sup>. Presque un tiers du quartier est occupé par des « agglomérations subnormales », comme nous pouvons le voir dans la carte ci-dessous (Carte 44).

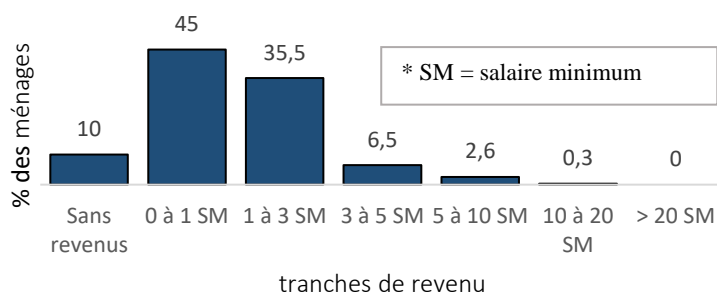
Carte 44. Le bairro do Uruguai et ses « aglomerados subnormais »



Malgré cette informalité généralisée, lors du recensement la quasi-totalité des ménages du quartier (99,0 %) disposait d'un système de collecte des déchets, 99,8 % d'un système d'approvisionnement en eau et 95,6 % d'un système d'évacuation des eaux usées. La plupart de la population se déclarait métisse (59,0 %) ou noire (27,7 %). Presque la moitié (45 %) des responsables des ménages déclaraient

avoir un revenu inférieur à un salaire minimum. Le revenu moyen des responsables des ménages était de 1 108 R\$ par mois (sachant qu'en 2010, le salaire minimum était de 510 R\$ par mois), mais plus de la moitié avaient un revenu monétaire inférieur ou égal à 1 SM (cf. Fig. 61).

Figure 61. Ménages (%) en fonction du revenu de la personne responsable du ménage ; bairro do Uruguai, 2010



Source des données : Observatoire des quartiers de Salvador (ObservaSSA), apud Recensement 2010, IBGE

Comme dans la plupart des quartiers de la péninsule d'Itapagipe, l'urbanisation du bairro do Uruguai est le résultat de l'occupation de terrains marécageux<sup>386</sup> de la part des habitants et des luttes pour l'accès aux services de base. Il est important de rappeler que les « invasions », c'est-à-dire, les occupations « informelles » du sol urbain, ne sont pas rares au Brésil, et encore moins à Salvador. Selon une recherche historique menée à la fin des années 1980 (Gordilho Souza 1990), elles se seraient même intensifiées au fil des décennies. L'autrice souligne que des 444 « invasions » ayant eu lieu entre 1946 et 1989, 354 (c'est-à-dire, environ 80%) ont fini par être pérennisées (*ibid.*, p.97). Comme nous l'a raconté l'un des habitants que nous avons interviewés :

*Je suis un habitant très ancien, cela fait 43 ans que j'habite dans ce « conjunto » ... Avant, j'étais juste à côté, là en face... et quand ils ont bonifié le « Bate-Estaca » [le canal central, NdT], ma maison a été démolie, et j'ai déménagé par ici (...) Ici, il n'y avait que de l'eau, jusqu'à l'Igreja dos Alagados [« Eglise des Inondés », NdT], qui s'appelle comme ça parce qu'ici, il n'y avait que de l'eau (...) C'était pratiquement une île... Les familles, ici, elles habitaient dans des maisons sur pilotis... tu pouvais aller d'un côté à l'autre en passant sur des ponts faits de planches... de planches, t'imagines ça ?<sup>xxxvi</sup> (Entretien avec C., habitant du Conjunto Santa Luzia et client de la BCD ; 05/12/2019, Salvador)*

Jusqu'à la moitié de 1800, la région d'Itapagipe était pratiquement inhabitée, hormis quelques hameaux de pêcheurs et des maisons d'été de familles aisées de la ville. La construction d'un tronçon de chemin de fer reliant Calçada (quartier de la Cidade Baixa) à Aratu (ville dans la banlieue de Salvador), en 1869, a entraîné une densification de la population dans la péninsule. A la fin du XIXe siècle, avec le début de l'industrialisation de Salvador et la construction d'usines, de chantiers navals et d'entrepôts, l'urbanisation d'Itapagipe a commencé à s'intensifier, avec une augmentation exponentielle et désordonnée du bâti. Aussi, des logements destinés aux travailleurs et travailleuses du secteur industriel ont vu le jour - diversifiant la composition de la population de la zone, traditionnellement liée à des activités de pêche.

<sup>386</sup> Les informations mobilisées pour retacer l'historique de la région sont issues de la thèse de Carvalho (2002), « Os Alagados da Bahia: Intervenções Públicas e Apropriação Informal do Espaço Urbano », et de la publication de l'Aliança de Cidades / Cities Without Slum (20088), « A vez dos Alagados. A construção de um programa integrado de urbanização de favela em Salvador »

Entre 1948 et 1950, les premières invasions des zones de mangroves de la région des « Alagados » (Fig. 62), autour de la *Enseada dos Tainheiros* (littéralement, l'« Anse des pêcheurs de mulets », visible dans la Carte 45), ont débuté. Puisque la place sur la terre ferme était insuffisante et que la mer était peu profonde, les familles ont commencé à s'installer sur l'eau. A cet égard, en 1959, le géographe brésilien Milton Santos écrivait : « *des quartiers inhumains, où les gens vivent comme ils peuvent : ces quartiers sont appelés « invasions » ; le plus impressionnant de tous est celui construit sur les mangroves recouvertes d'ordures, dans la péninsule d'Itapagipe.* »<sup>387</sup> (Santos 2008 [1958], p. 4).

Figure 62. Alagados, Salvador (années 1970)



Source : Carvalho (2002)

Le peuplement de la région a été accéléré, entre autres facteurs, par une vague de migration massive, dans les années 1950, des habitants des zones rurales de l'Etat de Bahia vers la capitale. A l'époque, la péninsule d'Itapagipe était une destination prisée car elle hébergeait le pôle industriel de Salvador (De Souza et al., 2019) et que le sol y avait une valeur commerciale très faible. A différence des « invasions » dans le reste de la ville, celle de la mer ne rencontrait pas la résistance des propriétaires des terres - ni la violence qui souvent en découlait (Aliança de Cidades, 2008). De plus, l'exemption des frais de loyer, la possibilité de dépenser moins dans les transports publics (du fait de la centralité du quartier), ainsi que l'accès facile aux poissons et fruits de mer pour compléter les revenus et l'alimentation, ont été autant de facteurs qui paraissait compenser les risques de la vie sur pilotis (*ibid.*). En effet, « *l'occupation des zones inondées était décrite par les habitants comme un processus « positif » d'amélioration progressive de la qualité de la vie, malgré les difficultés rencontrées* »<sup>388</sup> (*ibid.*, p. 16). Selon des recherches des années 1970, la plupart des familles<sup>389</sup> ayant décidé de s'installer dans les zones inondées était déjà arrivée à Salvador depuis quelques temps, ayant jusque-là logé dans des maisons louées ou chez des connaissances - et voyait dans les invasions un moyen pour devenir enfin propriétaires de leurs maisons (Carvalho 2002). L'invasion a progressivement encerclé l'Enseada dos Tainheiros (Carte 45) :

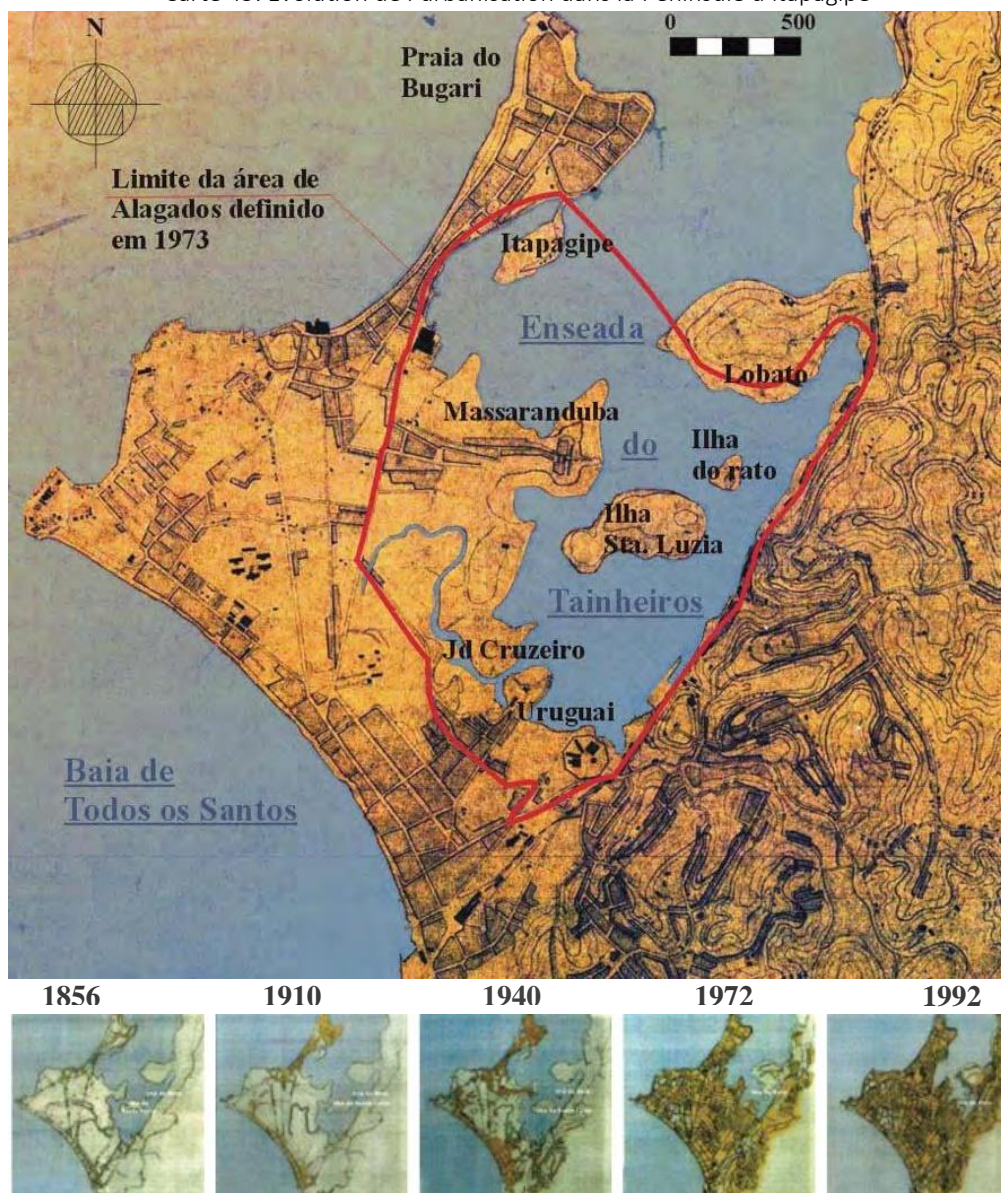
<sup>387</sup> [Traduction libre] *Bairros inumanos, onde vivem seja como for; esses bairros são chamados de "invasões"; o mais impressionante de todos é aquele construído sobre os manguezais aterrados com o lixo, na península de Itapagipe.*

<sup>388</sup> [Traduction libre] *A ocupação das áreas alagadas era descrita pelos moradores como um processo "positivo" de gradual melhoria da qualidade de vida, a despeito das dificuldades enfrentadas.*

<sup>389</sup> (80%, selon Carvalho 2002 Carvalho 2002, *apud* GEPAB /ASSEC 1973, pp. 2-19)

tous les bords de ce bras de mer ont fini par être « occupés par des maisons rustiques en bois, érigées sur pilotis dans les zones inondées. » (Carvalho 2002, p. 89).

Carte 45. Evolution de l'urbanisation dans la Péninsule d'Itapagipe



Source : Archives de la Préfecture Municipale de Salvador, apud Aliança de Cidades (2008, pp. 15-16)

Les différentes invasions ont finalement convergé dans une « conurbation », correspondant aux actuels quartiers Alagados, Bairro Machado, Itapagipe, Jardim Cruzeiro/Vila Ruy Barbosa, Massaranduba et Uruguai. Il est aujourd'hui admis que ce processus aurait « absorbé la moitié du flux migratoire de l'intérieur vers la capitale » (Carvalho 2002, p.96). La reconnaissance des « invasions » comme des quartiers à part entière s'est faite de manière très conflictuelle vis-à-vis des pouvoirs publics - comme cela a été le cas pour le quartier Vila Rui Barbosa<sup>390</sup> dès la fin des années 1940.

<sup>390</sup> Comme la retrace Carvalho (2002), en décembre 1949, une intervention brutale de la police - tuant plusieurs personnes - aurait tenté de déguerpir les plus de 2000 habitations qui se trouvaient dans cette aire, au lendemain des célébrations du centenaire de la naissance de Ruy Barbosa, écrivain et politicien anti-esclavagiste bahianais. La population résista à cette intervention armée, et déclara que la localité allait continuer à exister en prenant le nom de « Vila Rui Barbosa ».

Au fur et à mesure, les habitants ont investi dans la « création de terre-ferme », en utilisant soit des déchets et débris, soit du sable, des gravats et de l'argile prélevés des collines environnantes. La structure des maisons a graduellement été remplacée par des matériaux plus résistants, comme des pierres ou du ciment.

Dans les années 1970, l'IBGE estimait déjà la présence de 80 000 habitants dans cette partie de la ville (Gepab/Assec, 1973 apud Carvalho, 2002, p. 23.). Pendant cette décennie, deux districts industriels ont été mis en place dans la banlieue de Salvador (dans les villes d'Aratu et de Camaçari) ; cela a fini par laisser la péninsule d'Itapagipe et son district industriel dans des conditions d'abandon, ces quartiers déjà marginalisés se retrouvant maintenant aussi à la périphérie du système productif de la capitale. Au fil du temps, cette région de la capitale bahianaise a été fortement stigmatisée par la presse, en ce qui concerne la violence et la pauvreté. Elle a ainsi fait la une des journaux à plusieurs reprises, lors des visites de la part de personnalités publiques : en 1967, lors de la venue du candidat à la présidence US Robert Kennedy aux Alagados, et en 1980 lors des visites de Mère Teresa de Calcutta et du Pape Jean Paul II - ce dernier ayant par ailleurs inauguré l'église *Nossa Senhora dos Alagados* (litt., « Notre Dame des Inondés »).

Au début des années 1970, le *Groupe d'Etudes pour les Alagados da Bahia* a été institué, avec un rôle de support à la création et mise en action d'un *Plan d'Urbanisme pour la Zone de Alagados* (1973-1984) (cf. Carvalho 2002). Le programme consistait à urbaniser cette « favela de la marée », en remblayant les marécages et en remplaçant les maisons sur pilotis par des maisons en dur (ou en relogant leurs propriétaires), tout en améliorant les infrastructures, en priorisant le drainage, l'assainissement et le pavage des rues (Carvalho 2002, Chapitre 2). D'autres interventions soutenues par des acteurs publics et non-gouvernementaux ont été mises en place dans les décennies suivantes - notamment avec l'appui de la Banque Interaméricaine de développement, de la Caixa Econômica Federal, ou encore de plusieurs ONG (Aliança de Cidades 2008).

A la moitié des années 1980, les actions d'aménagement urbain ont permis de remplacer toutes les habitations sur pilotis par des nouvelles maisons, entièrement construites sur la terre-ferme. Toutefois, en 1986, une nouvelle invasion a commencé, l'*Ocupação de Novos Alagados* (« Occupation des Nouveaux Inondés ») qui s'est rapidement transformée en un nouveau et très étendu quartier sur pilotis, récréant ainsi une situation de précarité similaire à celle des décennies précédentes. Ce retournement de situation a mis en avant les limites des actions d'assainissement, menées jusque-là sans une réelle implication des communautés (Aliança de Cidades 2008). Cette fois-ci, des approches différentes ont vu le jour, mettant en avant aussi les besoins socio-économiques des populations. A la fin des années 1980, avec la ré-démocratisation du Pays (1985-), on assiste à une résurgence et consolidation des luttes et mouvement pour l'habitat<sup>391</sup>. Alors que les premières actions dessinées par les Plans d'urbanisme consistaient essentiellement à bannir les invasions et reloger ailleurs leurs habitants, les communautés et les mouvements locaux proposaient d'autres formes d'intervention. En particulier, leur plaidoyer portait sur le maintien et la « formalisation » des invasions (là où cela ne présentait pas de risques majeurs pour la

---

<sup>391</sup> avec notamment la création de la *Fédération des Associations des Quartiers* (Fabs) et du *Mouvement de Défense des Favelados*<sup>391</sup> (MDF), de l'*União por Moradia Popular da Bahia*



vie des populations), avec une amélioration des infrastructures et la généralisation de l'accès à l'éducation et aux services de santé publics. Le Gouvernement de Bahia, avec la création de la *Compagnie de Développement de la Région Métropolitaine de Salvador* (CONDER) a ainsi commencé à mettre en place de nouvelles<sup>392</sup> actions de développement urbain axées sur le développement économique et social, avec l'appui d'acteurs non gouvernementaux, basées pour la première fois sur la réelle implication des communautés concernées par les politiques d'habitat.

Aujourd'hui, les conditions de vie dans la péninsule d'Itapagipe en général et dans le quartier que nous avons investi - le bairro do Uruguai (Fig. 63) en particulier - ont largement évolué. Même si les conditions de vie restent précaires pour beaucoup d'habitantes et habitants, un long chemin a été parcouru depuis les premiers pavages des rues à l'aide de l'ensevelissement des déchets. L'auto-organisation des habitantes et habitants a fini par marquer fortement l'identité du quartier - certaines des associations locales se revendiquant par ailleurs encore aujourd'hui comme les héritières de cette tradition de luttes. C'est le cas notamment de l'Association des Habitants du Conjunto Santa Luzia, au cœur du quartier Uruguai. C'est de l'articulation de cette association - entité de gestion d'un réseau local d'économie solidaire - avec d'autres acteurs et instances, que nous allons traiter dans le prochain paragraphe.

Figure 63. Vue de la rue d'Uruguai, prise du portail de la BCD Santa Luzia



Source : Photo prise par l'auteurice, novembre 2019

#### **En résumé :**

Le bairro do Uruguai se situe au sein de la péninsule d'Itapagipe, sur la côte de Salvador, capitale de l'Etat de Bahia. Il s'agit d'un quartier faisant partie de la zone des « Alagados » (« Les Inondés »). Cette zone de la ville a été bâtie « sur la maré », ayant été pendant des décennies la plus vaste favela sur pilotis du Brésil, attirant d'abord des personnes souhaitant travailler dans le pôle industriel qui à l'époque se situait dans les environs, puis des familles souhaitant avoir accès à un logement dans la périphérie de la capitale (les favelas sur l'eau étant moins règlementées et évacuées que celles sur la terre). L'assainissement du quartier a été le résultat d'une longue lutte de la population et des mouvements pour l'accès au logement. Les habitantes et habitants ont fini par obtenir le support des pouvoirs publics locaux (avec la mise en place d'un plan d'urbanisme dédié), ainsi que de nombreux bailleurs internationaux, dont plusieurs ONG, qui sont toujours actives sur le territoire. Aujourd'hui, de nombreuses actions sont mises en place pour contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie dans le quartier, principalement dans les domaines socio-économique et socio-culturel.

<sup>392</sup> Une méthodologie innovante, basée pour la première fois sur la réelle implication des communautés concernées par les politiques d'habitat, a été développée dans le cadre du *Projet Novos Alagados* (1996), appuyé par l'ONG italienne AVSI. Cette méthodologie a ensuite été généralisée dans les années 2000 dans le cadre du *Pats* (Projet d'Appui Technique et Social) et du *Programme Ribeira Azul* (2001), appuyé par l'Aliança de Cidades, le public concerné passant de 15 000 à 150 000 personnes. Avant ces expériences, dans les projets d'urbanisation des favelas au Brésil, les investissements destinés aux actions sociales n'atteignaient pas 4% du total ; dans le cadre du *Programme Ribeira Azul*, ce pourcentage a atteint quasiment 10%, augmentant jusqu'à 25% dans le programme suivant - *Programa Dias Melhores* (« Programme Jours Meilleurs ») (Aliança de Cidades 2008).

## 2.2.2 La vie associative et le processus d'incubation : le réseau du « Conjunto Santa Luzia »

Comme nous l'avons vu, la vie associative de la péninsule d'Itapagipe est étroitement liée aux mouvements politiques d'accès aux droits et à la citoyenneté. En 1973, lors de l'implémentation du Plan d'Urbanisme de la Zone de Alagados, le diagnostic mené montrait que la zone comptait seize différentes associations communautaires (Carvalho 2002). La mémoire de ces combats est fortement valorisée dans les milieux associatifs : en effet, le terme « Alagados » figure dans le nom de centres culturels, associations locales et dans le discours des activistes (Volpini 2017). La lutte pour accéder à des meilleures conditions de vie apparaît comme le dénominateur commun des actions développées - notamment en ce qui concerne l'appui aux coopératives et entreprises locales, le tourisme communautaire, la formation professionnelle, l'éducation dans des écoles communautaires, la création de collectifs d'artistes, l'intermédiation pour l'obtention de services publics locaux. L'« empoderamento » (*empowerment*) des populations noires, la reconnaissance et valorisation de leur histoire, leur culture, leurs pratiques et leurs savoirs, apparaît aussi comme un enjeu clé, notamment dans les discours portés par les associations culturelles. Plusieurs des associations communautaires « historiques » de la période des Inondés existent toujours ; comme nous l'a expliqué une personne proche de l'association des habitants :

*La plupart des quartiers possède une association... mais si tu rentres dans leurs sièges, tu ne trouves rien. Si tu viens ici, à n'importe quelle heure, il y a un atelier, un truc, et il y a des membres de l'association sur la porte qui te demandent « il y a un atelier, tu ne veux pas y participer ? » ... Ils essaient d'encourager les gens... c'est vraiment quelque chose qui renforce le quartier.<sup>xxxiii</sup> (Entretien avec L., travailleuse sociale et cliente de la BCD Santa Luzia, 12/12/2019, Salvador)*

Au fil des années, les instances communautaires de la péninsule d'Itapagipe se sont formalisées et structurées en réseau, ce qui leur permet aujourd'hui de se coordonner et de participer activement aux politiques locales en matière de développement socio-économique, d'habitat et d'accès à la culture. En effet, cette zone de la ville, malgré des avancées importantes au fil des dernières décennies, présente toujours des carences en termes d'infrastructures, mais aussi d'accès à la formation, à l'emploi, aux revenus. L'ensemble des organisations de la société civile est regroupé dans le réseau CAMMPI - *Commission d'articulation et mobilisation des habitants de la Péninsule d'Itapagipe*, né d'une initiative du PNUD, et qui, au maximum de son extension, comptait une cinquantaine d'organisations membres. Selon Volpini (2017), le PNUD avait prévu de mettre en place un programme de développement dans cette région, mais, y découvrant un tissu associatif si dense, il aurait décidé de réorienter son action pour capaciter les associations et consolider un réseau d'acteurs. La mission du réseau CAMMPI est de « *contribuer au développement durable de la péninsule d'Itapagipe, à travers des initiatives propres et en partenariat, qui priorisent les intérêts des segments populaires* »<sup>393</sup> (statuts<sup>394</sup> du réseau CAMMPI), cités par le CAMA ; vu en ligne le 10/10/2022). Aujourd'hui, les entités actives appartenant au réseau

---

<sup>393</sup> [Traduction libre] : « *Contribuir para o desenvolvimento sustentável da Península de Itapagipe, através de iniciativas próprias e parcerias, que priorizem os interesses dos segmentos populares.* »

<sup>394</sup> Cités par le CAMA - Centro de Arte e Meio Ambiente (Centre d'Art et Environnement) ; vu en ligne le 10/10/2022) <https://cama.org.br/rede-camppi/>

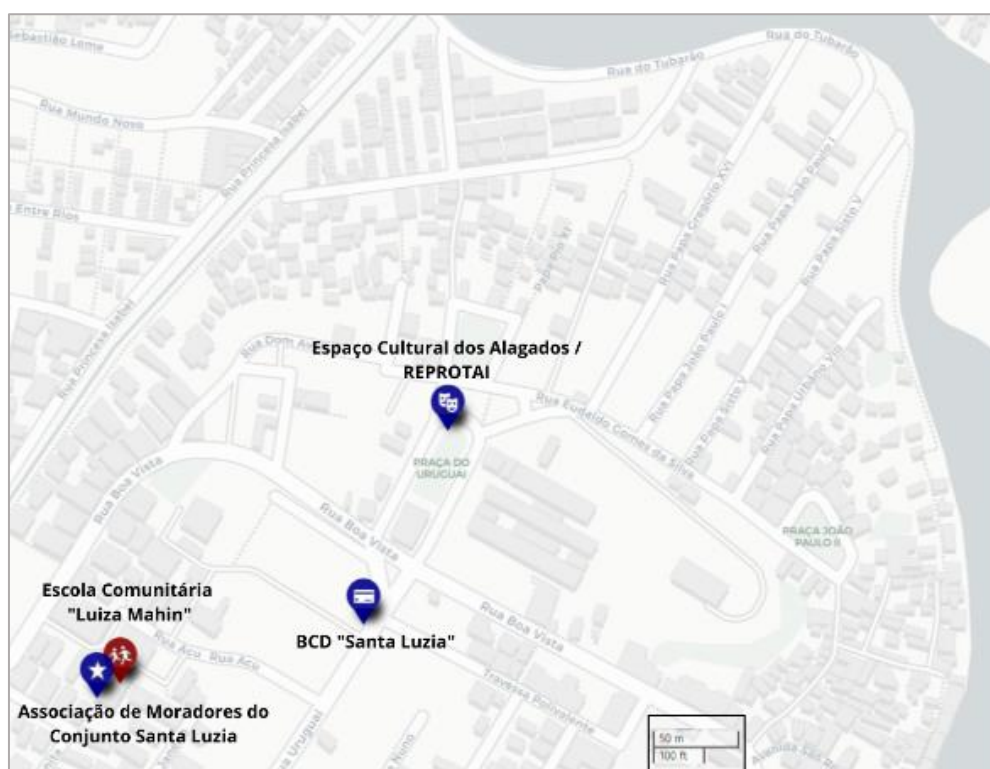
CAMMPI sont une vingtaine et se structurent en différents groupes de travail, concernant la culture, l'environnement et la santé. Il s'agit non seulement d'associations des habitants, mais aussi de groupes productifs, artistiques, religieux et culturels. En 2006, le réseau CAMMPI a élaboré, avec l'appui de techniciennes et techniciens de la municipalité de Salvador, de l'UFBA et de l'UCSAL, un *Plan de référence du Développement Durable de Itapagipe*, censé être une feuille de route pour la planification des actions menées par les membres du réseau.

Une part importante des acteurs les plus actifs de ce réseau se localise dans le *Conjunto Santa Luzia*, qui a été l'objet de notre recherche de terrain dans le quartier Uruguai. Comme l'a souligné Carlos Eduardo Barbosa, figure clé du tissu associatif local :

*La lutte pour le logement... la lutte pour les droits, les droits d'habitabilité... elle a fait que celui-ci [le bairro do Uruguai, NdT] soit l'espace, le territoire, où il y a le plus d'institutions sociales par mètre carré à Salvador [il rigole] ... je pense qu'il n'y a pas d'autres endroits avec autant d'associations, de groupes culturels, parce que... cela grandit là où l'Etat manque.*  
<sup>xxxiii</sup> (Entretien avec C. E. Barbosa, Association des Habitants, 05/12/2019, Salvador)

En effet, le Conjunto Santa Luzia peut compter sur un tissu associatif extrêmement dynamique, qui est d'autant plus visible car « clustérisé » sur une aire peu étendue (Carte 46), toutes les structures étant localisées à quelques rues (parfois, juste à quelques portes) de distance les unes des autres.

Carte 46. Le Conjunto Santa Luzia et ses acteurs clés



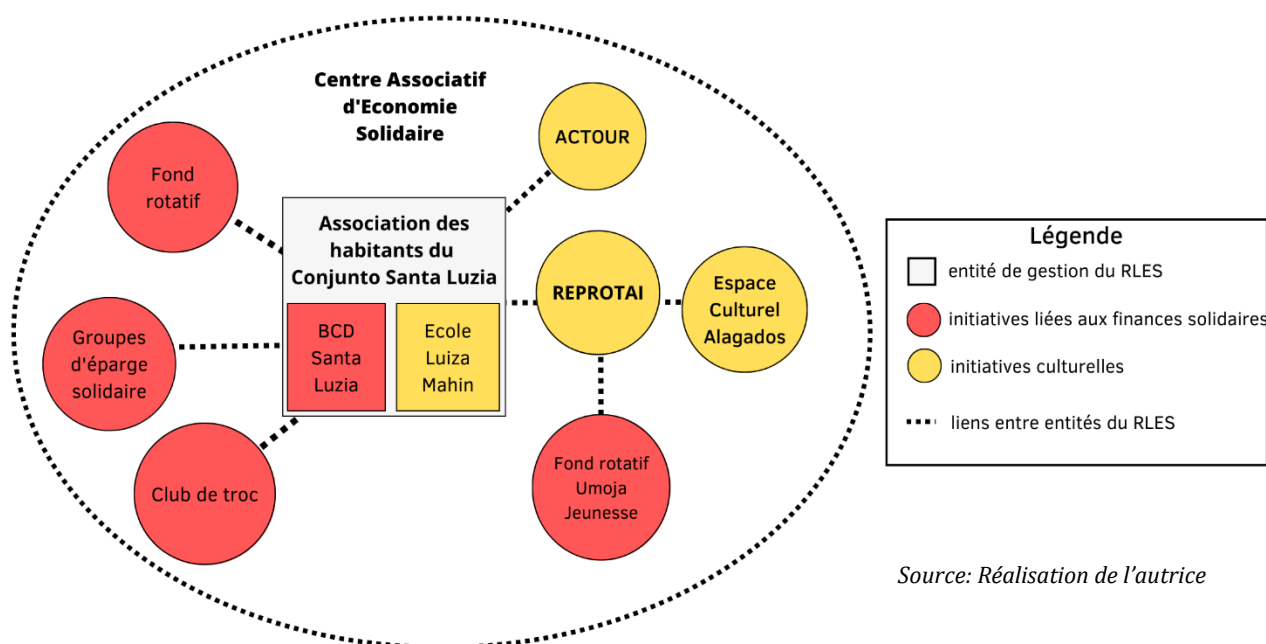
Source : réalisation de l'autrice avec uMap

Cette zone du quartier a été bâtie par les agences d'urbanisme gouvernementales pour reloger les familles déplacées à la suite des travaux de réaménagement du *Bate Estaca* (le canal central du quartier Uruguai). Celui que nous identifions comme le réseau local d'économie solidaire (RLES) du

quartier a commencé à se structurer à partir de l'Association des Habitants. Cette dernière est active depuis l'aménagement du quartier et, dès la fin des années 1980, n'a pas cessé de renforcer et élargir ses actions, en s'articulant avec une pluralité d'acteurs territoriaux et extraterritoriaux. En particulier, à partir du milieu des années 1990, le rôle de deux ONG - AVSI et World vision - a été crucial dans la trajectoire empruntée par le quartier. A cela s'est rajoutée la politique en termes d'Economie solidaire des gouvernements fédéral et étatique, qui a permis d'expérimenter la mise en place d'une banque communautaire de développement, avec l'appui de l'ITES/EAUFBA.

Dans les pages qui suivent, nous présentons brièvement les structures qui composent le CAES du Conjunto Santa Luzia (Fig. 64), en nous basant principalement sur les informations récoltées lors de nos entretiens et de documents de l'Association des Habitants. Comme dans le cas de Matarandiba, les activités du réseau du Bairro do Uruguai se structurent autour de deux volets : l'un, socio-économique (en rouge dans le schéma), et l'autre, socio-culturel (en jaune dans le schéma).

Figure 64. CAES du Bairro do Uruguai



Source: Réalisation de l'auteurice

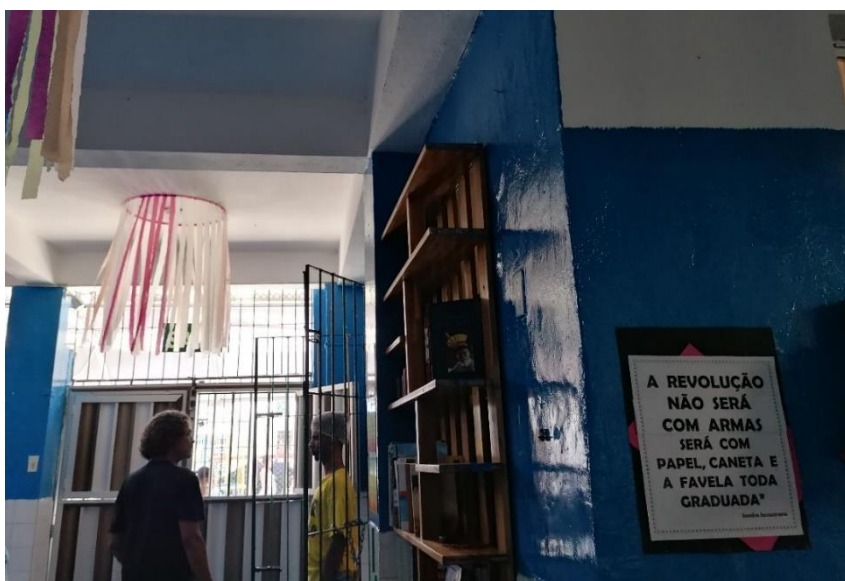
Aujourd'hui, l'association des habitants héberge juridiquement l'Ecole communautaire (Fig. 65) et la Banque communautaire de développement, et est reliée à de nombreuses initiatives dans le domaine des finances solidaires et de la culture. Parmi ces dernières, figurent celles portées par le réseau de jeunes REPROTAI, hébergé par le Centre Culturel dos Alagados, qui propose des formations professionnelles pour les jeunes, des ateliers et des spectacles, ainsi qu'un projet de tourisme communautaire. Une description détaillée des structures membres du CAES opérant dans le domaine socio-culturel et de leurs principales initiatives est disponible dans l'Annexe 28.

Ce réseau d'acteurs reçoit des financements issus de sources diverses - notamment, le gouvernement, ainsi que des ONG comme AVSI, Criança Esperança et World Vision. L'association des habitants participe régulièrement à des appels d'offres avec d'autres associations, proposant des projets collectifs, notamment dans le domaine de la culture et des finances solidaires. Récemment, un projet a été co-écrit

avec d'autres entités de gestion des banques communautaires de Bahia (notamment, l'ASCOMA de Matarandiba) (source : Entretien avec C. E. Barbosa, Association des Habitants, 05/12/2019, Salvador).

Figure 65. Ecole communautaire Luiza Mahin

A. Intérieur de l'école



B. Poupées en tissus noires, typiques de la tradition bahianaise.



Source : Photos de l'auteur, Salvador, Décembre 2019. Traduction de l'affiche : « La révolution ne se fera pas avec les armes, mais avec papier, stylo et toute la favela diplômée (Sandro Sussuarana) »

En nous recentrant sur le volet socio-économique, le quartier a connu plusieurs expériences en termes de circulation de la richesse, avec le support de différents dispositifs relevant du domaine des finances solidaires : d'abord, des groupes d'épargne collectif et des fonds rotatifs, puis, plus récemment, une banque communautaire de développement. La relation des habitants du Conjunto Santa Luzia avec les finances solidaires date d'il y a plus de vingt ans :

*Le quartier Uruguai a une trajectoire de différentes petites expériences, qui rejoignent parfaitement les expériences relevant de l'économie solidaire. Ils ont commencé à s'occuper de développement économique en réalisant, à travers un projet de World Vision, que le pauvre, il peut épargner<sup>xxxiv</sup>. (Entretien avec S. Barreto, ancienne technicienne ITES/EAUFBA, 11/12/2019, Salvador)*

Les entretiens avec une ancienne technicienne de l'incubateur de l'UFBA, ainsi qu'avec les deux personnes en charge du développement de la BCD que nous avons rencontrées, ont permis de retracer l'histoire des finances solidaires dans le quartier - sur lesquelles il n'existe pour l'instant aucune publication scientifique. En 2000, le partenariat avec la branche brésilienne de l'ONG World Vision International (*Visão Mundial*) a commencé à se nouer. Cette ONG, opérant dans le domaine de l'enfance, souhaitait augmenter le revenu des ménages pour qu'ils investissent davantage dans l'éducation. Avec son appui et avec l'implication de l'Association des habitants, une dizaine de groupes d'épargne collectif, fonctionnant comme des tontines, a été créée. Chacun des groupes fixait ses propres règles de fonctionnement, les quotas et la cadence de leur versement (une ou plusieurs fois par mois), et gérât sa propre trésorerie. Les participants de ces groupes pouvaient également accéder aux emprunts d'une institution financière de microcrédit, affiliée à World Vision. Toutefois,

*Cette organisation accordait des prêts à un certain taux d'intérêt. Et les participants y accédaient. Mais au fil des années, ils ont constaté que le taux d'intérêt de cette institution financière augmentait alors que les groupes eux-mêmes augmentaient leur épargne locale. Ils ont conclu qu'il n'y avait aucune raison d'encourager ces personnes à accéder à ce crédit à un taux d'intérêt croissant, alors que ces mêmes personnes avaient la capacité d'épargner le montant même qu'elles souhaiteraient investir. Ce fut un véritable processus d'éducation financière (...) ainsi, ils ont fait cette réflexion, et à un moment donné, ils ont rejeté cette institution financière, ce qui l'a amenée à arrêter de travailler dans cette communauté, dans ce quartier. Et c'est précisément à ce moment-là que je les ai rencontrés, en 2011, alors qu'ici, dans l'Etat de Bahia, le premier appel à financement pour la mise en place de fonds rotatifs venait d'être lancé.<sup>xxxv</sup> (ibid.)*

C'est à travers de cet appel d'offre de l'Etat de Bahia que l'Association des Habitants a commencé à travailler avec la méthodologie des fonds rotatifs, qui est venue compléter le fonctionnement des groupes d'épargne collective - remplaçant l'institution de microcrédit affiliée à World Vision. Lorsque la demande d'un ou une des épargnants était trop importante pour être satisfaite par son propre groupe d'épargne, elle était réorientée - suite à une prise de décision collective et partagée - vers le fond rotatif. Ce dernier était déjà appelé « Banco Santa Luzia » - même si à l'époque n'existaient pas d'autres BCD que le Banco Palmas de Fortaleza (source : Entretien avec C. E. Barbosa, Association des Habitants, 05/12/2019, Salvador). Si par la suite la personne n'arrivait pas à rembourser son emprunt auprès du fond rotatif, son groupe d'épargne pouvait le rembourser à sa place, pour être ensuite remboursé à son tour par la personne concernée, lorsqu'elle en aurait eus les moyens - ce qui, d'après les entretiens réalisés, arrivait la plupart du temps, sans conflits majeurs. Ainsi, en plus de faciliter l'accès à des emprunts pour des personnes souvent exclues du système financier traditionnel - notamment pour les femmes, qui constituaient la plupart des bénéficiaires, selon les interviewés - cette expérience de finance solidaire s'inscrivait dans une démarche d'éducation financière et d'apprentissage de l'auto-organisation. En effet, tout ce processus se basait sur l'« *aval solidario* », c'est-à-dire, la « garantie solidaire » du groupe, par rapport à l'accès au fond rotatif. Cette méthodologie est toujours utilisée par différents groupes du quartier, notamment par le REPROTAI, qui a son propre fond rotatif, permettant ainsi aux jeunes de pouvoir accéder à des formations, de payer leur loyer, leurs outils de travail, etc.

Le fond rotatif du quartier a été consolidé en 2015, avec un apport de Caritas et de CNBB (Conférence Nationale des Evêques du Brésil), pour un montant de 30 000 réaux, destiné au renforcement du réseau associatif du quartier. D'après l'un des interviewés, la moitié de ce financement a été injecté dans le fond rotatif de l'Association des Habitants, alors que l'autre moitié a été utilisée pour acheter des équipements pour le REPROTAI (studio d'enregistrement, radio communautaire...). Au moment du remboursement de cet emprunt, le REPROTAI a gardé la moitié de la somme pour consolider son propre fond rotatif, toujours actif au moment de notre entretien, sous le nom « Fond Umoja Jeunesse » (*Fundo Umoja Juventude*).

« Ainsi, avec toute cette trajectoire, pourquoi pas une Banque communautaire dans ce quartier ? »<sup>xxxvi</sup> (Entretien avec S. Barreto, ancienne technicienne ITES/EAUFBA, 11/12/2019, Salvador). L'occasion s'est présentée avec le lancement d'un appel d'offre du gouvernement Fédéral, à travers la SENAES, pour l'implantation de nouvelles banques communautaires dans la région Nord-est du Brésil. Le quartier Uruguai a monté, avec le soutien de l'ITES/EAUFBA, une proposition de projet, avec d'autres territoires du Nord-est. Il est intéressant de noter que le quartier Uruguai avait déjà une expérience de « monnaie locale » (source : Entretien avec T. Muniz, responsable de la BCD Santa Luzia, 28/10/2019, Salvador). En effet, en 2011, l'école communautaire Luiza Mahin avait créé la monnaie « Umoja » (en swahili, « Tous ensemble ») pour qu'elle puisse être utilisée lors d'un Club de troc destiné aux enfants. Dans ce cadre, les enfants du quartier amenaient des vieux jouets pour les échanger ; ils et elles recevaient, à leur arrivée, un « bon » pour chacun de leurs jouets, qui était cet « Umoja », leur permettant de choisir un ou plusieurs autres jouets. C'est ce même nom qui a été gardé lors de l'implantation de la banque communautaire, qui a commencé à opérer en 2016 et a été inaugurée en 2017. Les images sur les « Umojas » évoquent l'histoire de la communauté : le symbole choisi pour le recto de toutes les coupes est une maison sur pilotis, alors qu'au verso figurent des leaders communautaires et des photos du quartier (Fig. 66).

Figure 66. "Umoja" : monnaie locale du bairro do Uruguai



Source : site internet de l'Association des habitants Conjunto Santa Luzia

Le financement de la SENAES pour l'implantation des BCD prévoyait un accompagnement technique à travers un processus d'incubation (assuré par l'ITES/EAUFBA), ainsi qu'un financement de 30 000 réaux pour composer le fond de crédit initial, versé à l'Association des Habitants, en tant qu'association formelle et entité de gestion de la BCD. L'association a mis à disposition de la BCD une de ses salles, en allouant aussi des salariés à sa gestion (Fig. 67 et 68).

En 2018, le projet de BCD a remporté l'appel d'offre de l'Etat de Bahia pour les finances solidaires, ce qui a permis de monter une équipe rémunérée dédiée uniquement à la Banque Communautaire et d'augmenter le fond de crédit. En 2022, la BCD dispose d'un fond de 70 000 R\$ environ. La BCD Santa Luzia propose des emprunts pour la production, avec un taux d'intérêt simple s'élevant à 3% du montant emprunté, et pour la consommation, avec un taux d'intérêt nul (Tableau 27). Selon les données qui nous ont été fournies par la BCD en 2019, les bénéficiaires des emprunts ne venaient pas uniquement

du quartier Uruguai, mais aussi de certains des quartiers limitrophes (Jardim Cruzeiro et Massaranduba). La totalité des bénéficiaires est noire ou métisse et 75% sont des femmes, 65% d'entre elles étant des entrepreneuses et 35% des femmes au foyer.

La BCD - même si elle n'est pas encore tout à fait consolidée - se présente comme une nouvelle étape dans le parcours du Conjunto Santa Luzia sur le chemin des finances solidaires. Ses activités s'inscrivent dans un tissu associatif actif, fruit de décennies de luttes et d'une capacité d'articulation intra et inter territoriale de la part de ses acteurs.

Figure 67. Façade de la BCD Santa Luzia



Source : Photo de l'auteur, décembre 2019, bairro do Uruguai, Salvador.

Figure 68. Réunion avec des membres de l'Association des Habitants et des bénéficiaires d'emprunts, dans le bureau de la BCD Santa Luzia



Source : Photo tirée par l'un des membres de l'Association, décembre 2019, bairro do Uruguai, Salvador.

Tableau 27. Emprunts (n° et montants en R\$) octroyés par la BCD Santa Luzia

Année	2016	2017	2018
N° d'emprunts pour la consommation (unités)	122	286	281
Montant total emprunté pour la consommation (R\$)	3 350	12 680	18 550
N° d'emprunts pour production (unités)	18	16	12
Montant total emprunté pour la production (R\$)	9 000	7 500	16 000
N° de commerces acceptant la monnaie	26	44	86
N° de personnes ayant accédé aux emprunts	18	16	12

Source : rapport de la BCD Santa Luzia, fourni par un des membres de l'Association des Habitants

En conclusion, le bairro do Uruguai est un point de repère dans la Cidade baixa de Salvador en ce qui concerne l'engagement associatif et les initiatives mises en place dans les domaines socio-économique et socio-culturel. En particulier, en ce qui concerne le volet socio-économique, ce quartier a connu une riche expérience en termes de finances solidaires, à partir de groupes d'épargne collectif informels, jusqu'à la mise en place d'une Banque communautaire de développement.



### 2.3 São João do Arraial (Piauí) et le *Centro Cocais*

*Do encanto e da riqueza vou falar  
De uma cidade menina de um futuro a deslumbrar  
A mandioca e a renda de babaçual  
Deram origem a São João do Arraial  
Eu vejo nos teus filhos nossa gente  
povo alegre e decente  
Com amor ao seu torrão  
Tua conduta é de paz e união  
Tua beleza vem do centro deste chão  
São João do Arraial  
Terra querida e de muitos festivais  
São João do Arraial  
És pertecente ao Território dos Cocais.<sup>395</sup>*

(Hymne de São João do Arraial , autrice : Maria das Mercês Santo)

São João do Arraial est une ville de moins de 10 000 habitants, dans les terres du Piauí. Elle appartient, à la région géographique immédiate qui gravite autour de la municipalité d'Esperantina (code IBGE : 220008)<sup>396</sup>, se situant à environ 30 km de cette dernière (Carte 47).

Carte 47. Centre « urbain » (encadré) et population estimée (2021) de São João do Arraial et des villes environnantes



Fond de carte : SentinelHub, image satellite du 12 août 2022

Selon notre méthodologie de la théorie de la base décentralisée, la Rgi d'Esperantina fait partie des clusters 3 et B. Ainsi, il s'agit d'une Rgi à revenus basiques faibles, publique-résidentielle à dominante retraites. Sa base économique s'élève à 1546 \$ PPA/habitant (contre 2 179 en moyenne pour les Rgi du Piauí et 3 237 pour l'ensemble des Rgi brésiliennes).

<sup>395</sup> [Traduction libre] *Je vais vous parler du charme et de la richesse / D'une jeune ville avec un futur éblouissant. / Le manioc et le revenu du babassu / Ont donné naissance à São João do Arraial / Je vois dans tes enfants nos gens, un peuple heureux et décent / Avec l'amour pour leur terre / Ta conduite est celle de la paix et de l'union / Ta beauté vient du centre de ce sol / São João do Arraial / Terre aimée et de nombreux festivals / São João do Arraial / T'appartiens au Territoire dos Cocais.*

<sup>396</sup> Dans la même Rgi, en plus de São João do Arraial et Esperantina, on trouve Batalha, Joaquim Pires, Joca Marques, Luzilândia, Madeiro, Matias Olímpio et Morro do Chapéu.

Tableau 28. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Esperantina, et valeurs médians et moyenne pour les Rgi brésiliennes et du Piauí, 2017-2018

Rgi	B_Form	B_Inform	B_Publ	B_Solid	B_retraites	B_tourisme	B_autres
São João do Arraial	0,1	0,3	21,8	16,2	46,9	10,8	4,8
moyenne Rgi Brésil	6,4	4,7	22,5	10,0	37,9	10,8	7,8
médiane Rgi Brésil	4,6	3,2	21,4	8,6	39,4	8,3	8,0
moyenne Rgi Piauí	0,3	0,6	23,8	13,4	41,5	16,6	3,8
médiane Rgi Piauí	0,1	0,2	22,9	13,7	41,8	14,8	3,8

Source : calculs de l'autrice

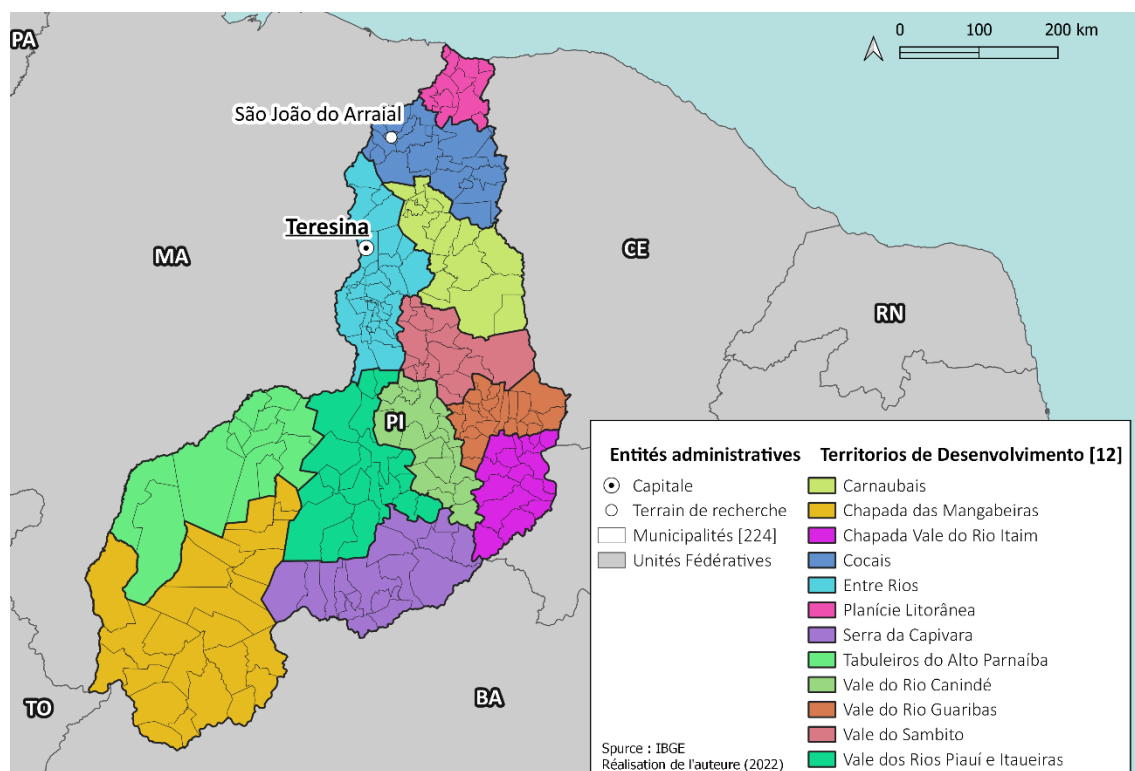
La quasi-totalité des revenus basiques vient des retraites, de la base publique et des solidarités. (Tableau 28). Les quelques 0,4% représentés par la base productive (dont seulement 0,1% de base formelle) viennent sans doute en partie du coco babassu, dans l'extraction duquel la région est spécialisée. De ce fruit, récolté généralement de manière artisanale, est obtenue une huile alimentaire, ainsi qu'une farine traditionnellement employée dans le Nord-est. Les personnes impliquées dans cette activité sont principalement des femmes, les « quebradeiras de babaçu » (littéralement, les « briseuses de babassu ») (Fig. 69), souvent regroupées en coopératives et collectifs - et notamment dans le *Mouvement Interétatique de Quebradeiras de Coco Babassu* (MIQCB), fondé en 1990 et réunissant des groupes productifs de plusieurs Unités Fédératives (Maranhão, Pará, Piauí et Tocantins). Les revenus domestiques de la Rgi s'élèvent à 1 881 \$ PPA per capita, la première source étant celle non monétaire (35,3 %), suivie par le domestique privé informel (29,5 %) et le domestique privé formel (23,8 %).

Figure 69. Quebradeira de coco babaçu



Source : Photo prise par l'autrice, São João do Arraial, novembre 2019

Carte 48. Territoires de développement du Piauí, localisation de São João do Arraial et de la capitale



Depuis 2007, à des fins de planification, le Piauí est divisé en douze « Territoires de Développement » (Carte 48). Sans surprise, São João do Arraial appartient au « *Território dos Cocais* » (*Territoire des cocotiers*). Cette division a permis de mettre en place une gouvernance partagée et des budgets territoriaux participatifs : les acteurs et actrices de la société civile des différents territoires se réunissent régulièrement et proposent tous les quatre ans des projets à inclure dans les investissements prévus par le Plan pluriannuel de planification de l'Etat du Piauí.

São João do Arraial est une municipalité « récente », ayant été fondée seulement en 1994, suite à un processus d'émancipation d'une municipalité voisine (Matias Olímpio). Auparavant très dépendante de la ville d'Esperantina (pôle de la Rgi) pour l'accès à la plupart de biens et services, elle a su se doter, grâce à une société civile organisée et au soutien des pouvoirs publics locaux, de nombreux services. Notamment, comme nous le verrons, la Banque Communautaire dos Cocais a encouragé une articulation forte entre les acteurs du territoire, et a permis pour la première fois à la population d'avoir accès à un large éventail de services financiers de proximité. São João do Arraial a pu compter d'abord sur l'accompagnement de *l'Instituto Banco Palmas*, puis d'un appui « non officiel » de l'ITES/EAUFBA. L'un des techniciens de ce dernier est par ailleurs l'auteur d'un mémoire de master concernant la Banque Communautaire de cette ville (Farias 2018).

La liste détaillée des entretiens réalisées dans cette ville est disponible dans l'**Annexe 29**.

### **2.3.1 Trajectoire historique et caractéristiques socio-économiques**

Avant son émancipation, São João do Arraial était un « *povoado* » (une sorte d'hameau) rural, rattaché à la municipalité la plus proche, Matias Olímpio, située à 18 km de distance. Il a commencé à se développer à partir d'un lieu-dit appelé *Taboca*, où avaient été bâtis un terrain de football et une petite chapelle en honneur de Saint Jean Baptiste (*São João Batista*, en portugais) (Fig. 70 et 71).

Figure 70. Chapelle dédiée à Sean Jean Baptiste, Taboca, 1997 (VHS de la famille Augusto Rocha).



Figure 71. Eglise dédiée à Saint Jean Baptiste, São João do Arraial, 2014



Source : Pacheco (2016)

Dans les images ci-dessus, il est possible de voir l'évolution de ce « noyau » urbain, en l'espace d'environ vingt-cinq ans. En effet, au fur et à mesure, les habitants ont commencé à s'installer autour de Taboca, en construisant des nouvelles maisons et renommant le hameau ainsi constitué « Arraial de

São João » - du nom du saint auquel la chapelle était dédiée. Les premiers habitants étaient essentiellement des agriculteurs et agricultrices immigrés de différentes Unités Fédératives - surtout du Ceará - autour des années 1930, suite aux grandes sécheresses de la première moitié du siècle (Pacheco 2016). Pendant les années 1980, le hameau a été doté de l'électricité, d'un poste téléphonique et d'une école, obtenus grâce au travail de son Association des habitants.

En 1988, la nouvelle Constitution du Brésil démocratique a fait des municipalités des entités administratives à part entière, déclarant leur autonomie, assurée par des élections directes pour les maires et les conseillers municipaux - ce qui constituait à l'époque un enjeu non négligeable pour les leaders communautaires pouvant ainsi voir l'officialisation de leurs rôles (Pacheco 2016). Entre 1980 et 2000, plus de 1 500 nouvelles municipalités ont été officialisées (IBGE 2011) : parmi celles-ci, se trouvait aussi la municipalité de São João do Arraial, créée en janvier 1997 de l'émancipation du hameau « Arraial de São João » de la municipalité de Matias Olímpio.

Aujourd'hui, São João do Arraial compte une population de 8 085 personnes (estimations IBGE 2021 ; en augmentation par rapport aux 7 336 habitants du dernier recensement de 2010), et est constitué par un siège « urbain », où se concentre environ la moitié de la population, ainsi que les principaux commerces et les institutions publiques, et par sept communautés rurales. Au dernier recensement, 47,6% de la population habitait dans la partie rurale de la municipalité - un pourcentage bien plus élevé par rapport à celui du Brésil dans son ensemble (14,1%), mais aussi par rapport à celui de l'Etat du Piauí (33,0%), déjà considéré comme une unité fédérative plus rurale que la moyenne brésilienne. Au dernier recensement, 69,0% de la population a déclaré être métisse (contre 42,7% de la population brésilienne dans son ensemble), 23,8% blanche (contre 47,8%), 5,3% noire (contre 7,9%) et 1,9% « amarela » (« jaune », contre 1,1%) ; ces données sont en ligne avec celles de l'Etat du Piauí.

Figure 72. Revenu moyen et médian per capita des ménages (en R\$), 2010

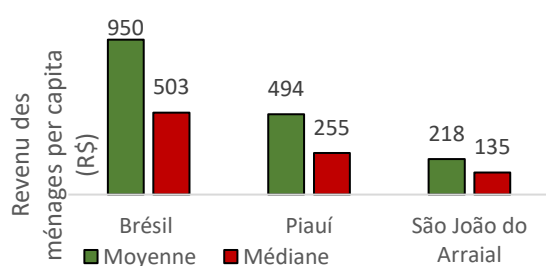
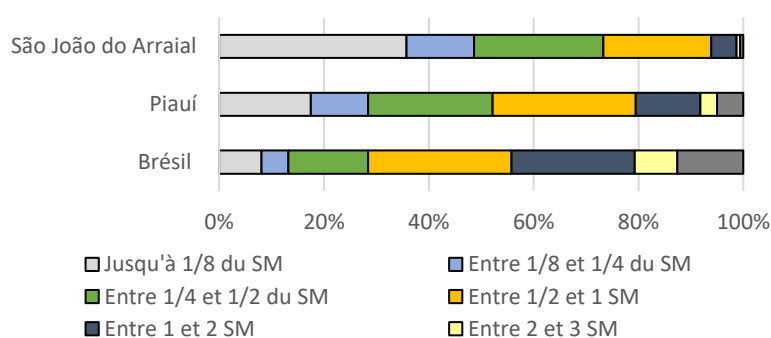


Figure 73. Distribution des ménages en fonction de leur revenu moyen per capita (% du total des ménages), 2010



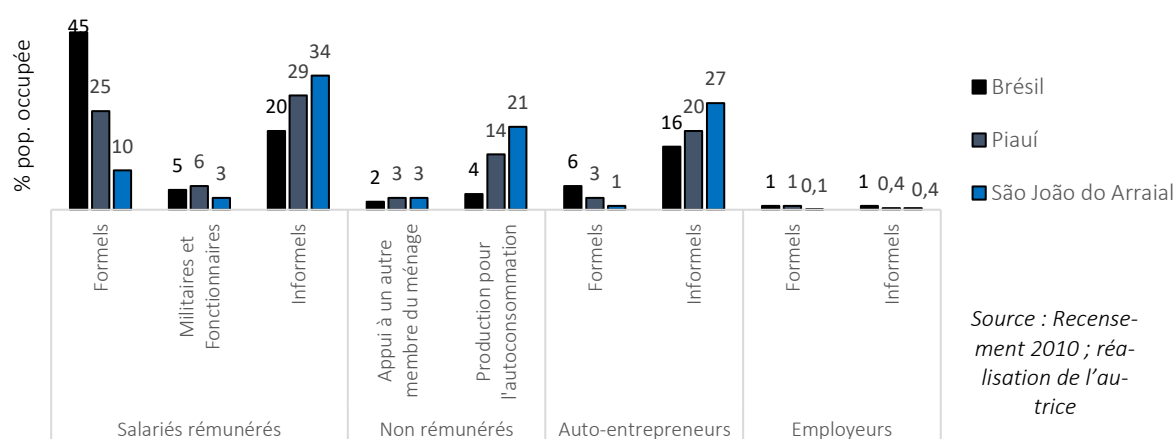
Source : Recensement 2010 ; réalisation de l'auteur

La population de São João do Arraial a des revenus monétaires plutôt faibles, largement inférieurs à la moyenne du Piauí ainsi qu'à celle brésilienne (Fig. 72 et 73). La valeur du revenu des ménages per capita est en moyenne de 218 R\$, la médiane étant de 135 R\$ - contre 950 R\$ et 503 R\$ respectivement pour le Brésil dans son ensemble. En effet, la quasi-totalité des ménages (94%) vit avec un revenu per capita inférieur à un salaire minimum (ce pourcentage étant de 55,8% pour le Brésil dans son ensemble). Presque 4 ménages sur cinq vivent en dessous du seuil de pauvreté (1/2 du salaire minimum), contre 28,4% en moyenne pour le Brésil - et plus d'un tiers des ménages vit en dessous du seuil de

pauvreté monétaire extrême, c'est-à-dire, avec moins d'un 1/8 de salaire minimum per capita (la moyenne brésilienne étant de 8,1%).

Des 2292 personnes déclarant avoir une occupation (rémunérée ou pas), seulement 344 ont une occupation formelle. Ces données du recensement de 2010 (Fig. 74) ne s'éloignent pas beaucoup des données du RAIS<sup>397</sup> de 2019, selon lesquels 327 personnes avaient un travail formel (dont 283 dans le secteur public et 41 dans le commerce). En prenant en compte la totalité des emplois (formels et informels), la première source d'occupation est le secteur primaire (56,0%), suivi par le commerce (10,7%), l'administration publique (8,1%), l'éducation (6,1%), les métiers du bâtiment (5,2%) les services domestiques (4,7%) et l'industrie de transformation (2,3%). Selon le dernier recensement, seulement 15% des personnes occupées, âgées de plus de 10 ans, avaient une occupation formelle. Ce même pourcentage était de 60,4% pour le Brésil et de 38,2% pour le Piauí. Sauf dans l'administration publique, les services sociaux et de santé et l'éducation, dans tous les secteurs les emplois informels dépassent les emplois formels. Les emplois informels représentent 85% du total (contre 61,8% au Piauí et 60,4% au Brésil). Ce pourcentage est particulièrement élevé dans le secteur primaire, la quasi-totalité (99,6%) des emplois étant informelle.

Figure 74. Population occupée, âgée de 10 ans ou plus, par type d'occupation



Les revenus monétaires ne sont pas la seule source de moyens d'existence pour les ménages de São João do Arraial. En effet, 24% de la population occupée effectue un travail non rémunéré, 21% produisant pour l'autoconsommation et 3% travaillant gratuitement en appui d'un proche. Ce même pourcentage est de 17% à l'échelle du Piauí et de 6% à l'échelle du Brésil (recensement 2010). Le travail non rémunéré est essentiel dans le secteur primaire (qui répond pour 92,0% des emplois non rémunérés, contre 88,0% pour le Piauí et 75,6% pour le Brésil), dominé par l'agriculture familiale<sup>398</sup>. Selon les

<sup>397</sup> Base de données sur les emplois formels, actualisée par les employeurs.

<sup>398</sup> En 2017, l'IBGE recensait 703 établissements agricoles, dont 606 (86,2%) relevant de l'agriculture familiale (contre 76,8% pour l'ensemble du Brésil) ; parmi ces derniers, la quasi-totalité étaient affiliée au PRONAF<sup>398</sup> (94,6%) de la Banque Nationale de Développement - c'est-à-dire, un programme national offrant des emprunts à faible taux d'intérêts, destinés à l'agriculture familiale. Il s'agit pour la plupart de petites propriétés : plus de 60 % des établissements agricoles ont à disposition moins de 5 hectares (ce pourcentage étant de 37% pour le Brésil dans son ensemble). 40% des établissements vend une partie de sa production à l'agro-industrie : 25,2% vend de la farine de manioc, 55,3% des huiles végétales (ce qui est sûrement en lien avec la production de coco babassu dans la région) et 61,7% du charbon végétal.

informations qui nous ont été fournies par le secrétaire de l'agriculture de la municipalité, en novembre de 2019, 1800 familles de São João do Arraial étaient inscrites à la DAP, c'est-à-dire, la *Déclaration d'aptitude au Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale* (PRONAF). En particulier, dans le secteur primaire (qui ne compte aucun emploi formel, selon le RAIS de 2019), 37,3% des personnes occupées déclarent produire l'autoconsommation (recensement 2010).

En plus des revenus (monétaires et non monétaires) issus du travail, les retraites constituent une source de revenus incontournable : 17,3 % de la population est constitué de personnes retraitées (la moyenne brésilienne étant de 14,3% et celle du Piauí est de 14,9 %). Aussi, la plupart des familles reçoit des transferts sociaux : environ 2400 ménages (incluant plus de 6000 personnes) sont inscrits au « Cadastro Unico » (le registre des familles pouvant toucher des transferts sociaux). La plupart d'entre eux (environ 1 900) reçoit Bolsa Familia, pour un montant moyen de 260 R\$ par mois (en 2019) - ce qui a représenté, en 2019, environ 500 000 R\$ par mois pour l'ensemble de la municipalité.

Au vu des caractéristiques socio-économiques de São João do Arraial, il n'est pas étonnant que le processus de structuration du réseau local d'économie solidaire ait eu comme premier noyau des entités et des activités concernant le secteur primaire - comme ce sera montré dans les pages qui suivent.

#### **En résumé :**

São João do Arraial est une petite municipalité rurale, située dans les terres de l'Etat du Piauí. Son économie est principalement agricole (agriculture familiale et extraction et transformation du coco babassu) et informelle. Les transferts publics et les retraites jouent un rôle crucial dans la base économique, et le secteur domestique est dominé par les pratiques informelles (y compris non monétaires). Il s'agit d'une municipalité récente, son émancipation de la ville de Matias Olímpio datant 1997. Les organisations de la société civile se sont organisées partir de la mobilisation politique pour l'indépendance ; au fur et-à-mesure, des actions de développement local ont été mises en place, dont la création d'une Banque Communautaire de Développement et la structuration d'un CAES.

### **2.3.2 Vie politique et associative et processus d'implantation de la BCD dos Cocais**

Comme évoqué dans le paragraphe précédent, la société civile de São João do Arraial a commencé à s'organiser autour de la mobilisation pour l'indépendance de la municipalité - un referendum local s'étant déroulé en décembre de 1993. Dans l'étude réalisée par l'*Instituto Pólis* (Morais et Borges 2010), cette phase de transition est ainsi décrite :

*Au vu de la distance du lieu-dit de Arraial de São João avec le siège de la municipalité de Matias Olímpio, pendant les années 1990, un mouvement d'émancipation politique a vu le jour, guidé par M. Bernardo Araújo Rocha, plus connu sous le nom de "Binú". Après un plébiscite, la première élection municipale du maire a eu lieu en 1996, Binú ayant été élu pour le parti PMDB, et le 1er janvier 1997, la ville a été officiellement émancipée. Le maire Binú a été administrateur de la ville pendant deux mandats consécutifs et a changé le nom de la ville en São João do Arraial<sup>399</sup>. (Morais et Borges 2010, p. 302)*

<sup>399</sup> [Traduction libre] : "Devido à distância do povoado de Arraial de São João à sede de Matias Olímpio, iniciou-se, na década de 90, um movimento de emancipação política liderado pelo Sr. Bernardo Araújo Rocha, conhecido popularmente por "Binú". Após a realização de um plebiscito, em 1996 foi realizada a primeira eleição municipal para prefeito, quando o Sr. Binú foi eleito pelo PMDB, e no dia 1º de janeiro de 1997 a cidade foi formalmente emancipada. O prefeito Binú foi administrador da cidade por dois mandatos seguidos e trocou o nome da cidade para São João do Arraial."

La municipalité, créée en 1997, était marquée par une forte précarité socio-économique. En 2000, elle affichait un IDH municipal de 0,357, une des valeurs les plus faibles de l'Etat du Piauí, (152<sup>ème</sup> position sur 221) ainsi que du Brésil dans son ensemble (5278<sup>ème</sup> position sur 5507) ; dix ans plus tard, en 2010, cet indicateur était de 0,523 (PNUD 2015).

En 2005, Francisco Lima, ingénieur agronome originaire de Matias Olímpio, affilié au Parti des Travailleurs, a été élu maire pour un mandat de quatre ans, ensuite renouvelé de 2009 à 2013 (il ne complètera pas le deuxième mandat, ayant assumé en 2011 la direction de la surintendance de l'INCRA-Institut National des Réformes Agraires, pour ensuite être élu député du Piauí et assumer le rôle de Secrétaire du Développement du gouvernement de l'Etat). Le nouveau gouvernement municipal a d'abord mené un diagnostic socio-économique de São João do Arraial, l'objectif étant de planifier des actions de développement adaptées à la réalité locale (ce qui est en ligne avec la première phase de construction d'un RLES de la méthodologie ITES/EAUFBA, cf. Chapitre 7). Les résultats du diagnostic ont montré que chaque mois 850 000 R\$ circulaient dans la municipalité (presque 600 000 \$ PPA<sup>400</sup>), sachant que 350 000 R\$ venaient de transferts sociaux de l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale), 300 000 R\$ de paiements effectués par la municipalité ; 120 000 R\$ de Bolsa Familia et 80 000 R\$ de la production locale (Lima 2009, apud Pacheco 2016). A partir des données obtenues dans le cadre du diagnostic, le groupe de travail de la préfecture a essayé d'identifier ce qui était produit et consommé au sein de la communauté, pour comprendre comment substituer certains biens importés et comment renforcer les revenus de la population. Pendant les mandats de Lima, plusieurs actions ont été mises en place, notamment :

- Un projet d'inclusion numérique, appelé « Cidade Digital » (Ville digitale), appuyé par l'ONG *Care Brazil*, fournissant un accès internet gratuit aux ménages (ce qui est en ligne avec la mise en place d'un infocentre, souhaitée par la méthodologie ITES/EAUFBA);
- Des projets dans le domaine de la formation, en particulier avec la mise en place de l'Ecole Familles Agricoles (EFA), ainsi que du Centre de Formation pour les Entrepreneurs Ruraux (toujours avec l'appui de *Care Brazil*), permettant de former des jeunes issus de familles de petits producteurs ;
- Des initiatives autour de la consommation de produits locaux dans les cantines des écoles municipales, dans le cadre du projet *ELO - Ecole Locale Organisée*, à partir de 2006 ; cela a permis d'encourager la production locale issue de l'agriculture familiale. Cette initiative s'inscrit aujourd'hui dans le cadre du *Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA)*<sup>401</sup> et du *Programme National d'Alimentation Scolaire (PNAE)*, pour lesquels, selon l'Agent de Développement Territorial de l'Etat du Piauí que nous avons interviewé, São João do Arraial est devenu une référence au niveau de l'Etat. En particulier, dans le cadre du PNAE, au moins 30% de l'alimentation dans les cantines scolaires brésiliennes est censée être issue de l'agriculture familiale ; dans le cas de São João do Arraial, ce pourcentage est d'environ 45%, selon les informations que nous avons récoltées ;

---

<sup>400</sup> En utilisant le facteur de conversion de la Banque Mondiale pour la consommation privée, qui était de 1.42 en 2005.

<sup>401</sup> Dans le cadre de ce programme, financé par des fonds étatiques la municipalité achète des produits auprès des agriculteurs familiaux et les distribue dans les écoles, dans les hôpitaux, etc. En 2019, selon l'agent de développement territorial que nous avons interviewé, ce programme représentait un total de 230 000 R\$.

- Des initiatives concernant l'inclusion financière, qui passaient notamment par le soutien aux ménages souhaitant accéder à des emprunts à faible taux d'intérêt, dans le cadre du PRONAF (relevant de la BNDES - Banque Nationale de Développement du Brésil) ou des programmes de micro-crédit de la Banque du Nord-est.

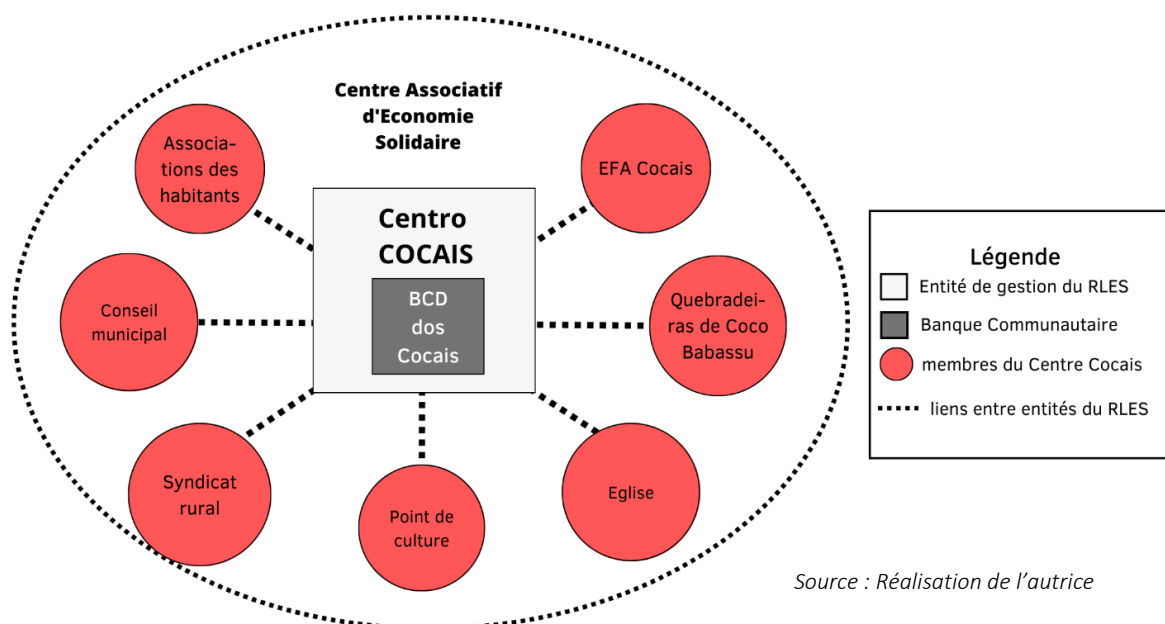
A l'époque de Lima, le projet ELO avait mis en avant certaines difficultés rencontrées par les producteurs et productrices agricoles, notamment en termes d'accès au crédit - ce qui rendait très difficile l'augmentation de la production, même lorsque les débouchés sur le marché étaient assurés par une politique publique. En effet, quasiment aucun des ménages de la ville ne répondait aux critères d'accès à des emprunts de la BNDES ou de la Banque du Nord-est. Ainsi, la municipalité a décidé de mettre en place son propre fond de crédit, destiné aux investissements productifs : le *Fond Municipal de Micro-crédit et d'Appui à l'Economie Solidaire* (FUMAES). Une loi municipale a été approuvée, permettant de destiner jusqu'à 40% des fonds récoltés par des impôts municipaux à ce fond.

En 2006, le préfet Lima s'est rendu à Fortaleza (CE) pour connaître l'expérience de Banco Palmas (pour rappel, la première Banque Communautaire de Développement du Brésil). A son retour, il a mobilisé plusieurs membres des instances publiques locales et de la société civile, pour réfléchir à l'implantation d'une Banque Communautaire dans la municipalité. L'année suivante, un groupe de 30 personnes a rendu une nouvelle visite à Banco Palmas. Ainsi, le processus d'implantation de la BCD de São João do Arraial a été lancé. L'accompagnement a été assuré par l'Institut Banco Palmas - qui a fourni un appui technique, en formant les personnes impliquées dans le projet. De plus, Banco Palmas a fait un don de 1 500 R\$ pour la composition du premier fond de roulement de la BCD, auxquels avaient été rajoutés 8 000 R\$ du FUMAES. Le 12 décembre de 2007, la Banque Communautaire dos Cocais a été inaugurée, dans la rue principale de la ville (Avenida Vicente Augusto), dans des locaux loués par la municipalité.

La Banque communautaire n'est pas déconnectée des autres acteurs du territoire. En effet, elle est reliée à une entité de gestion (association formelle), le Centre COCAIS, ainsi qu'à des structures partenaires et aux pouvoirs publics. Le CAES de São João do Arraial est modélisé dans le schéma ci-dessus (Fig.75). La création du Centre COCAIS (*Centre d'Organisation Communautaire et Appui à l'Inclusion Sociale*) en 2008 a permis de dissocier la BCD des pouvoirs publics, la confiant à une gestion communautaire relevant de la société civile. Il associe plusieurs acteurs, dont des organisations de la société civile et les pouvoirs publics. Il est composé par des représentants des structures suivantes : (i) le Syndicat des Travailleurs Ruraux ; (ii) l'associations urbaine de la municipalité ; (iii) l'association rurale de la municipalité ; (iv) le conseil municipal ; (v) les commerçants ; (vi) l'Eglise ; (vii) les Femmes « Quebradeiras » de coco babassu ; (viii) un représentant des groupes de production relevant de l'économie solidaire ; (ix) la municipalité ; (x) le Point de Culture ; (xi) l'Ecole Famille Agricole des Cocais.



Figure 75. CAES de São João do Arraial



Source : Réalisation de l'auteurice

Aujourd'hui, le Centre COCAIS (Fig. 76) n'est pas uniquement responsable de la BCD (Fig. 77), mais il accompagne différentes actions dans le domaine de l'économie solidaire, de l'alphabétisation, de la formation, de l'habitat - à São João do Arraial, mais aussi dans des municipalités environnantes, notamment Batalha, Matias Olímpio et Luzilândia.

Figure 76. Entrée du Centre COCAIS, avec une exposition d'échantillons de produits locaux



Figure 77. Banque Communautaire dos Cocais



Source : photo de l'auteurice, novembre 2019

L'articulation avec d'autres acteurs et territoires a permis au Centre COCAIS de diversifier les revenus qu'il arrive à capter - en atteignant une stabilité économique qui n'est pas très courante dans les expériences des entités de gestion des BCD dans les territoires ruraux. Au moment de notre visite sur le terrain, il employait trois personnes, dont un coordinateur, une agente de crédit et une agente travaillant en contact avec la clientèle, s'occupant des activités « quotidiennes » de la banque communautaire (paiement de factures, dépôts et retraits, paiement des salaires des fonctionnaires et des transferts sociaux...). D'autres personnes sont rémunérées au fil de l'année, en fonction des projets en cours. Plus

d'informations sur le Centre COCAIS, l'Ecole Famille Agricole et la Banque Communautaire sont disponibles dans l'Annexe 7.

La BCD dos Cocais a un rôle-clé dans le RLES de São João do Arraial : comme toutes les banques communautaires, elle permet l'accès à des emprunts, en réaux ou en monnaie sociale. Cette dernière a été appelée « *cocal* » (pluriel, *Cocais*) et les images choisies pour décorer les différentes coupures représentent le coco babassu et ses différents dérivés (Fig. 78).

Figure 78. Le "Cocal": la monnaie sociale de São João do Arraial



Source : photo de l'autrice, novembre 2019

Au-delà de l'octroi d'emprunts, la BCD dos Cocais a su différencier ses actions, proposant un panel de services plus large que celui observé dans les deux autres banques présentées dans ce chapitre, lui permettant de générer des recettes complémentaires. D'abord, une loi municipale a été votée, permettant de payer jusqu'à 25% du salaire des fonctionnaires et contractuels municipaux en monnaie sociale. Aussi, la BCD permet de payer certains impôt municipaux - en ce qui concerne l'eau, l'abattage d'animaux, les autorisations d'ouverture des commerces. Pour chacun de ces services, la BCD touche un petit pourcentage, qui contribue à sa pérennisation. De plus, la BCD dos Cocais a stipulé un accord avec la Caixa Econômica Federal<sup>402</sup>, qui l'autorise à effectuer certaines opérations bancaires « classiques », comme si elle était une agence officielle de cette banque nationale. Cela permet à la BCD de verser les salaires et les transferts sociaux et de proposer à ses clients des opérations bancaires de base (ouvertures de comptes auprès de la Caixa Econômica Federal, retrait et dépôt d'argent, transferts d'un compte à un autre, etc). Sur chaque opération effectuée pour la Caixa Econômica Federal, la BCD gagne un petit pourcentage. Aussi, depuis 2017, la Banque dos Cocais utilise le système E-Dinheiro, à savoir la monnaie électronique du Réseau de BCD, gérée par l'Insituto Banco Palmas, qui permet à ses clientes et clients de payer des factures jusqu'à 2000 R\$ ; ces opérations génèrent encore une fois un gain pour la BCD. Enfin, la BCD fonctionne comme un intermédiaire pour octroyer des emprunts dans le cadre de programmes étatiques et nationaux - et reçoit une contrepartie monétaire pour ce travail. En particulier, elle suit les dossiers des personnes de la communauté qui sont éligibles aux emprunts de l'Agence de Développement du Piauí, ainsi que des emprunts financés par le PRONAF et la Banque du Nord-est. Plus de détails sur toutes ces actions sont disponibles dans l'Annexe 7.

<sup>402</sup> La Caixa Econômica Federal est une institution financière ayant la forme d'une société d'État, créée conformément au décret-loi 759 du 12 août 1969, sous la tutelle du ministère des Finances, opérant sur tout le territoire national. Institution membre du système financier national et auxiliaire dans l'exécution de la politique de crédit du gouvernement fédéral, la Caixa est soumise à la supervision de la Banque centrale du Brésil.

En l'espace d'une dizaine d'année, cette BCD - tout comme la ville dans son ensemble - a largement évoluée. Comme l'a mis en avant le directeur de la BCD dos Cacaís, Mauro Rodrigues, lors de notre entretien : « *Nous avons commencé avec 1500 R\$ qui sont ont été donnés par la Banque Palmas... aujourd'hui, il y a plus de 60 000 cacaís qui circulent. Si l'on somme tout l'argent qui passe par la BCD... l'agence de développement, les paiements des factures, les salaires... En somme, tout l'argent que nous avons vu passer cette année ... nous pouvons dire, qu'en 2019 nous avons fait circuler un total de 6 millions, entre réaux et monnaie sociale.* »<sup>xxxvii</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, 18/11/2019). La vitalité de São João do Arraial lui a valu une transformation rapide, depuis sa fondation récente, datant d'il y a peu plus de vingt ans. Cela est évident en observant les images des archives et les confrontant avec des images récentes (Fig. 79).

Figure 79. Avenue Vicente Augusto (centre-ville de São João do Arraial) : à gauche, en 1997, à droite, en 2019



Source : Image tirée d'un VHS (1997) de la famille Augusto Rocha, apud Pacheco 2016



Source : Photo de l'autrice, novembre 2019

La restructuration de la vie socio-économique, à laquelle ont largement contribué à la fois les pouvoirs publics et les acteurs et actrices de la société civile, s'est accompagnée aussi du développement d'activités culturelles et de loisirs. C'est particulièrement le cas du Festival Culturel de la ville, lors des « festas juninas » (les « fêtes du mois de juin »), en honneur de Saint-Jean, qui attire de nombreux touristes des environs, ainsi que de la capitale de l'Etat. Dans les mots de la maire de la ville : « *Nous ne pouvons pas uniquement travailler : il y a besoin de culture, de loisirs, de connaissance... Et nous avons besoin de créer ces alternatives* »<sup>xxxviii</sup> (Entretien avec V. Lima, maire de São João do Arraial, 18/11/2019).

## Conclusion du Chapitre 8

Dans ce chapitre, nous avons d'abord présenté notre méthodologie de recherche qualitative. En particulier, nous avons motivé le choix des trois terrains d'études et détaillé la liste des acteurs et actrices interviewés. Ensuite, nous avons proposé une présentation approfondie des terrains de recherche - en ce qui concerne leurs trajectoires historiques et l'émergence de leurs réseaux locaux d'économie solidaire. Les informations mobilisées ont été tirées des entretiens semi-directifs, ainsi que de documents des associations locales et de travaux scientifiques (principalement, des thèses de doctorat et des mémoires de master).

Il s'agit de territoires très différents les uns des autres, par leur taille, leur position dans la hiérarchie urbaine, ainsi que par leurs tissus socio-économiques. Toutefois, certains traits communs semblent se dessiner - qui ne sont sans doute pas sans lien avec le choix d'entreprendre le chemin de l'incubation territoriale. D'abord, ces trois territoires partagent une tradition de luttes et d'auto-organisation politique, qui a permis à leurs habitantes et habitants d'accéder à un certain nombre de droits et de services dont ils et elles étaient auparavant exclus. Cela transparait du cas des luttes des « inondés » dans le quartier Uruguai de Salvador, dans la remise en question des actions de *Dow Chemical Company* à Matarandiba et dans l'émancipation de São João do Arraial en tant que municipalité autonome. Ces luttes s'accompagnent d'un sentiment fort d'appartenance au territoire, à la communauté. Cela est visible dans les efforts engagés dans le domaine de la culture - les trois territoires ayant entrepris une démarche de récupération et de renouveau des manifestations artistiques et culturelles traditionnelles notamment. Aussi, l'attachement au territoire émerge des récits des personnes ayant choisi de rester ou de retourner dans ces communautés qui, d'un point de vue « productivo-centré », semblent n'avoir rien à offrir à leurs populations - si ce n'est des taux élevés de chômage et de pauvreté monétaire et un accès précaire aux services publics. Au contraire, les personnes interviewées racontent des territoires agréables à vivre, dotés de nombreux « atouts résidentiels », pour utiliser le jargon de la théorie de la base, dans lesquels elles reconnaissent leurs racines et elles entrevoient leur futur et la possibilité d'une vie meilleure.

Evidemment, le choix de rester dans le territoire n'est pas toujours un choix conscient ni militant - et tout le monde n'est pas engagé dans une démarche de « transformation » de sa propre communauté. Dans des territoires marqués par une forte précarité, pour beaucoup il est d'abord question de leur survie et de celle de leur foyer. Ces pages ne souhaitent pas fournir une apologie de la frugalité ni de l'esprit entrepreneurial des « pauvres », ce qui est très courant dans ce que Roy (2009) a défini comme le « *slumdog urbanism* » (cf. Chapitre 2 de ce manuscrit). Toutefois, elles permettent de porter au regard des lecteurs et des lectrices le dynamisme insoupçonné de certains territoires dits « périphériques » : une petite ville rurale bien éloignée des grands centres urbains, une île de pêcheurs et récolteuses de coquillages, un quartier populaire d'une capitale d'Etat. Ici, malgré les difficultés du quotidien, il existe une société civile organisée, qui veut appuyer les transformations nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie des communautés - pour que celles et ceux qui le souhaitent puissent avoir le choix de rester ou de (re)venir. Tout cela n'est pas sans lien avec les notions de flux basiques et domestiques, chacun de

nos terrains d'étude s'encastrent dans un système complexe de relations, y compris avec d'autres territoires. Dans ces trajectoires, l'appui d'acteurs externes, mais aussi l'émulation suscitée par des expériences telles que celle de Banco Palmas, jouent un rôle central. Ainsi, ces communautés « périphériques » ne sont jamais vraiment isolées, car elles s'inspirent de et s'articulent avec une pluralité de réalités et d'institutions - ce qui se traduit par une circulation importante non seulement des revenus, mais aussi des connaissances, des idées, des luttes. En ce sens, les banques communautaires de développement et leurs monnaies sociales semblent jouer un rôle important dans la prise de conscience, de la part de territoires aux revenus faibles et non bancarisés, des raisons de leur marginalisation économique. Cela passe par une remise en question de ce qui constitue l'« économie » et l'« argent » - et par une restructuration des tissus socio-économiques locaux dans le but de produire et consommer en dehors des règles fixées par le paradigme néolibéral. C'est ainsi que Matarandiba a mis en place ses entreprises d'économie solidaire (EES) - qui ne permettent pas de gains importants, mais qui offrent des services de qualité à la communauté, tout en transmettant et en perfectionnant des compétences et des savoir-faire locaux. Ou encore, c'est ainsi que l'association des habitants du Conjunto Santa Luzia, dans le quartier Uruguai, a créé des expériences novatrices en termes de finances solidaires et qu'une multiplicité d'initiatives culturelles et artistiques s'est disséminée dans l'ensemble de ce territoire. En ce qui concerne São João do Arraial, le Centre COCAIS a permis de rassembler les instances communautaires et les revendications dont elles sont porteuses, de mettre en place des circuits alimentaires courts et des coopératives, ainsi que de démocratiser l'accès au crédit (que ça soit à travers le fond de la BCD ou d'autres dispositifs étatiques et nationaux, tels que celui de l'Agence de Développement du Piauí et du PRONAF). Le discours des personnes interviewées n'est jamais centré sur le plein emploi, mais plutôt sur l'envie que tout le monde puisse bénéficier d'un revenu - qu'il soit monétaire (issu du travail ou de la redistribution) ou non monétaire (agriculture familiale, pêche, ostréiculture, récolte de coquillages...).

Dans le prochain chapitre - qui sera aussi le dernier de ce manuscrit - nous allons prendre du recul à partir de ces trois expériences, pour en tirer des leçons en ce qui concerne la captation et rétention des revenus, ainsi que sur la démarche d'incubation territoriale.

## Chapitre 9

### Le développement des territoires : ré-encastrent l'économie dans le social ?

*The embrace of local power doesn't have to mean parochialism, withdrawal or intolerance, only a coherent foundation from which to navigate the larger world. From the wild coalitions of the global justice movement to the cowboys and environmentalists sitting down together there is an ease with difference that doesn't need to be eliminated, a sense that (...) you can have an identity embedded in local circumstances and a role in the global dialogue. And that this dialogue exists in service of the local.*<sup>403</sup>

Solnit, R., (2004, pp.113-114),  
*Hope in the dark: untold histories, wild possibilities*. New York, Nation Books

Loin des modèles autarciques utopistes, chacun des territoires étudiés affiche des liens étroits avec l'extérieur. En accord avec la théorie de la base économique, la quantité de flux captés de l'extérieur est d'autant plus importante lorsque le territoire pris en compte est circonscrit. En effet, les économies petites, marginalisées et/ou géographiquement isolées, si elles n'arrivent pas à produire tout ce dont leurs populations ont besoin ou envie, ont tout intérêt à s'appuyer sur d'autres économies et territoires - mais aussi à être capable de retenir ces flux externes, pour qu'ils circulent et se multiplient au profit de la communauté. Ainsi, les réseaux locaux d'économie solidaire (RLES) s'articulent avec l'extérieur en tentant de nouer des interactions positives, contribuant à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés impliquées dans la démarche d'incubation territoriale (cf. Chapitre 7). Cela n'est pas toujours une entreprise aisée : il est difficile pour des territoires faisant face à de nombreuses difficultés socio-économiques de ne pas tomber dans des dynamiques de dépendance vis-à-vis des richesses de puissants acteurs extérieurs qui viennent les alimenter et influencer. Toutefois, une société civile active, attentive, bien outillée et qui s'inscrit dans des réseaux de solidarité trans-territoriaux, peut être en mesure de fixer une feuille de route qui soit en accord avec les projets et inclinaisons exprimés par la population locale. Ainsi, les territoires peuvent s'organiser pour capter des ressources qui soient utiles à leur propre développement, sans forcément déléguer tout pouvoir de décision, de planification et de contrôle sur les évolutions socio-économiques souhaitées.

Le dernier chapitre de ce manuscrit propose des réflexions concernant le fonctionnement des différents modèles de captation et rétention des richesses agencés par les terrains d'études qui ont fait l'objet de notre recherche qualitative. Dans la première section, nous résumons d'abord les caractéristiques des réseaux locaux d'économie solidaire de Matarandiba, du Bairro do Uruguai et de São João do Arraial - en en modélisant les principaux acteurs (internes et externes aux territoires) et initiatives. Cette modélisation est effectuée au prisme de la théorie de la base économique : les flux basiques sont regroupés en flux privés, publics, issus des solidarités et résidentiels - auxquels on peut rajouter aussi

---

<sup>403</sup> [Traduction libre] : "La valorisation du pouvoir local n'est pas forcément synonyme d'esprit de clocher, de repli sur soi ou d'intolérance, mais elle peut simplement être une base cohérente à partir de laquelle on peut naviguer dans un monde plus vaste. Des coalitions spontanées du mouvement pour la justice mondiale aux cow-boys et aux écologistes qui s'assoient ensemble, il y a une ouverture à la différence qui n'a pas besoin d'être éliminée, un sentiment que (...) l'on peut avoir en même temps une identité ancrée dans les circonstances locales et un rôle dans le dialogue mondial. Et que ce dialogue existe au service du local."

des flux difficilement quantifiables, tels que le capital social et l'appui technique offerts par des acteurs externes au territoire.

La deuxième section met en exergue les points communs et les divergences entre ces différents modèles de captation et rétention - tout comme le rôle des banques communautaires de développement. Ces observations servent de base pour mettre en avant les atouts et les faiblesses des territoires dans la mise en place de RLES et de BCDs.

La troisième section, titrée « *Tout n'est pas de l'argent* » (citant ainsi l'une de nos interviewées), apporte des réflexions concernant des inputs et outputs non strictement économiques et monétaires des réseaux locaux d'économie solidaire. L'approche qualitative permet en effet de les valoriser quand bien même ceux-ci ne sont pas entièrement mesurés par notre méthodologie quantitative (du moins dans son état actuel). Ces pages insistent sur le rôle des *diverse economies* pour garantir la circulation locale des richesses et la « subsistance de l'homme » (pour utiliser les mots de Karl Polanyi), permettant de dépasser la fracture théorique qui voit l'économique comme primant sur le social (ou s'opposant à celui-ci) (cf. Chapitre 2).

Enfin, la quatrième section part d'une réflexion sur la « pérennisation » des crises et d'une synthèse des impacts de la pandémie de Covid-19 dans nos terrains de recherche, pour ensuite proposer une réflexion plus large sur le sens de la captation et rétention des richesses et sur les liens avec le développement territorial. Nous y questionnons le rôle des RLES vis-à-vis des chocs vécus par les territoires en temps de crise - en mobilisant des entretiens menés avec les entités de gestion à partir d'octobre 2022. Dans ce cadre, les RLES sont considérés - en utilisant encore des concepts polanyiens - comme les porteurs d'un « contremouvement » tentant de protéger les communautés d'effets « pervers » de l'économie marchande, qui deviennent particulièrement évidents en temps de crise. Nous allons aussi évoquer l'exemple de la ville de Maricá (RJ) et de sa Banque municipale, que nous avons visitée en novembre 2019 et recontactée en début 2023 pour mettre à jour nos observations avec des données post-crise sanitaire. Inspirée par les expériences de BCD, la Banque Mombuca de la ville de Maricá redistribue les bénéfices tirés des *royalties* du pétrole à la population locale, à travers des transferts en monnaie sociale. Le rôle que cette banque a joué pendant la pandémie en a fait un cas d'école, y compris pour la presse internationale, alimentant notamment les débats et discussions sur le revenu universel. Dans cette perspective, la quatrième section aborde les propos de certains auteurs et autrices, suggérant qu'il faudrait « *juste donner de l'argent aux pauvres* » (Hanlon, Barrientos, et Hulme 2010) pour qu'ils et elles puissent vivre dignement et avoir les ressources nécessaires pour décider de leur avenir et de celui de leurs territoires, sans que leur propre survie soit en jeu. Nous montrons comment les banques communautaires de développement nourrissent ce débat, questionnant la redistribution des richesses et prouvant que l'accès à un revenu pour l'ensemble de la population permet de générer et entretenir un fort dynamisme du tissu socio-économique territorial - surtout lorsque ce revenu est octroyé en monnaie sociale et que sa circulation est par conséquent retenue au sein du territoire.

## 1. Les modèles de captation et de rétention de richesse

Les entités de gestion et les banques communautaires des territoires, présentées dans le chapitre précédent, ont des modes de gouvernance similaires, pouvant compter notamment sur un Conseil d'administration et sur un Comité d'Evaluation des Crédits (CAC) qui se réunissent régulièrement, ainsi que sur des agentes et agents de crédit, en charge du contact avec le public et du suivi des emprunts. Toutefois, l'ancrage de ces structures dans le territoire, la composition des RLES dont elles font partie et leurs façons de s'articuler avec des acteurs extérieurs pour capter des ressources varient amplement de l'une à l'autre. Cette section propose une modélisation des RLES de Matarandiba, du Bairro do Uruguai et de São João do Arraial, ainsi que des flux de richesses qui traversent ces trois terrains d'études. Cela est fait en mobilisant les catégories proposées dans le cadre de la théorie de la base décentrée :

- Les **flux privés** sont les flux captés par des acteurs des secteurs primaire et secondaire (industrie, agriculture, agroalimentaire...) ou tertiaire (institutions financières, banques nationales à capital mixte), qui n'utilisent pas (ou pas uniquement) des subventions publiques ;
- Les **flux publics** sont les flux captés par le biais de salaires des fonctionnaires, mais aussi tous ces transferts à travers lesquels les institutions publiques financent les RLES, qu'ils soient monétaires (par exemple, les paiements pour des services financiers rendus de la BCD à la mairie) ou non monétaires (comme la mise à disposition gratuite de locaux)
- Les **flux des solidarités** sont les flux captés par le biais des transferts sociaux - qui aident notamment les clients de la BCD à rembourser leurs emprunts - mais aussi des projets d'ONGs, des dons et prix de fondations qui financent les activités des institutions membres du RLES, etc. ;
- Les **flux résidentiels** sont les flux captés grâce aux atouts « résidentiels » du territoire ; c'est le cas des retraites, des salaires des navetteurs, des touristes, mais aussi des étudiants qui viennent d'autres territoires ou qui reçoivent des bourses ;
- Enfin, les flux « immatériels », constitués par le **capital social** et l'**appui technique**, représentent les contributions au RLES de la part des structures d'incubation, mais aussi de entités associatives trans-territoriales (comme le Réseau Brésilien de Banques Communautaires de Développement) ou d'autres réseaux, opérant principalement dans le domaine de l'économie solidaire et de la culture.

### 1.1. Matarandiba

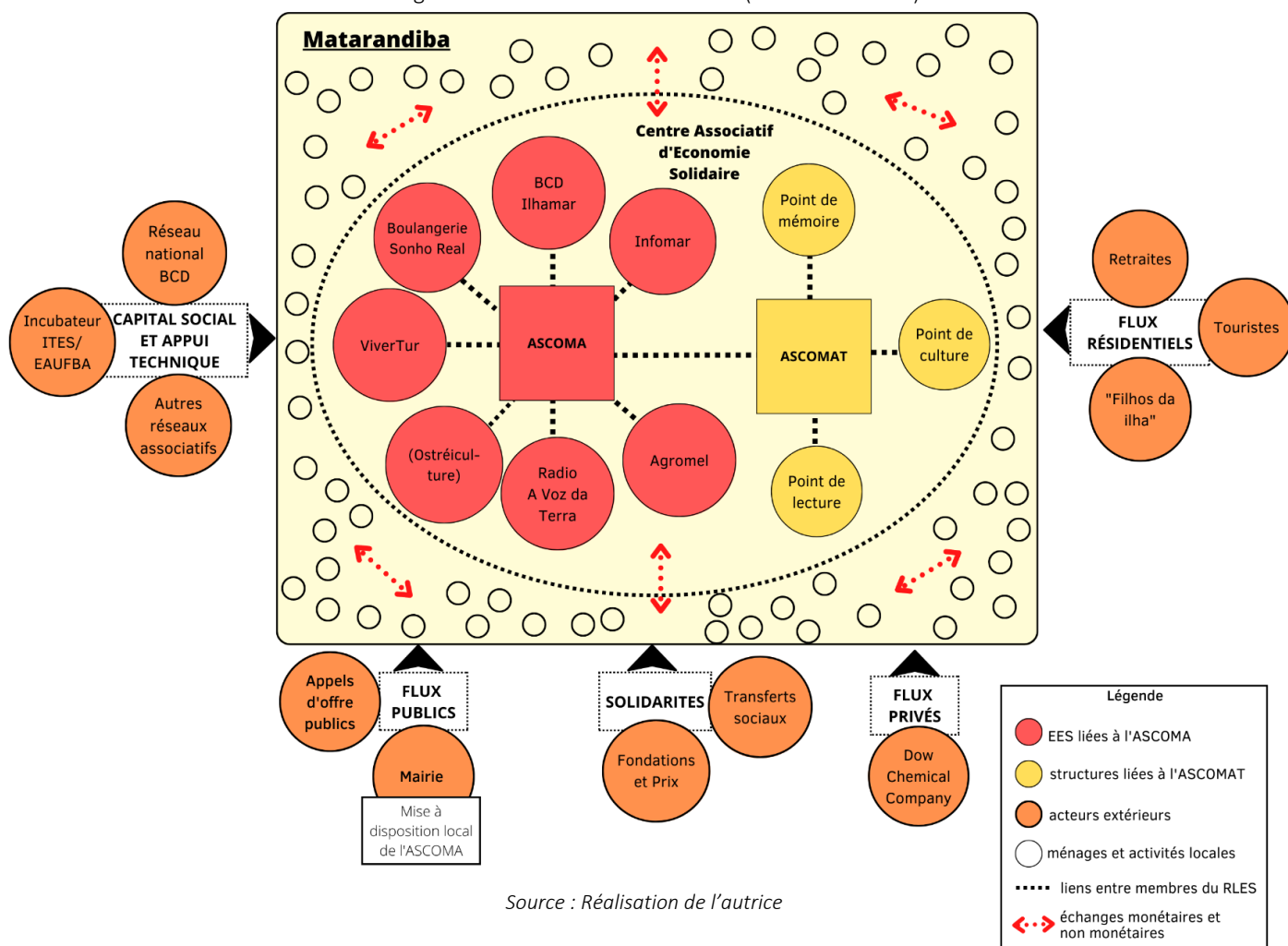
Matarandiba, nonobstant son isolement géographique et sa petite taille en termes de surface et de population, arrive à capter une quantité importante de ressources de l'extérieur - notamment par le biais de son RLES, le *Réseau Ecosmar - Rede de Economia Solidária de Matarandiba*. Au niveau local, celui-ci est constitué principalement par les deux associations communautaires - ASCOMA (Association Communautaire de Matarandiba) et ASCOMAT (Association Socioculturelle de Matarandiba) - et par les activités qui leur sont reliées (respectivement, en rouge et en jaune dans la Fig. 80).

Le fond initial ayant permis le lancement du processus d'incubation et de structuration du RLES de Matarandiba a été fourni dans le cadre de la responsabilité sociale d'entreprise de Dow Chemical Company (cf. « Flux privés » dans le schéma) - cette multinationale continuant, de temps en temps, à



transférer des montants à l'ASCOMA et à l'ASCOMAT. De plus, DCC, lors de chaque nouvelle perforation pour atteindre des gisements de sel gemme, mobilise de la main d'œuvre locale et sous-traite différentes entreprises. Les salariés sont amenés à se loger dans la communauté pendant plusieurs semaines (voire, des mois), dépensant localement une partie de leurs salaires et se logeant soit dans le seul hôtel de Matarandiba soit chez les habitantes et habitants. Ensuite, en l'espace de moins de 10 ans, et comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ce RLES est arrivé à capter presque 700 000 R\$ par le biais d'appels d'offres publics (cf. « flux publics ») et de prix d'associations et fondations (cf. « solidarités ») (*Annexe 25*). Les pouvoirs publics peuvent aussi fournir un appui non monétaire : cela a été notamment le cas pour la mise à disposition gratuite par la mairie de Vera Cruz des locaux de l'ASCOMA, qui hébergent aussi la banque communautaire, la radio communautaire, l'infocentre et la pépinière communautaire reliée à l'EES d'agroécologie.

Figure 80. Le RLES de Matarandiba (Réseau Ecosmar)



Source : Réalisation de l'autrice

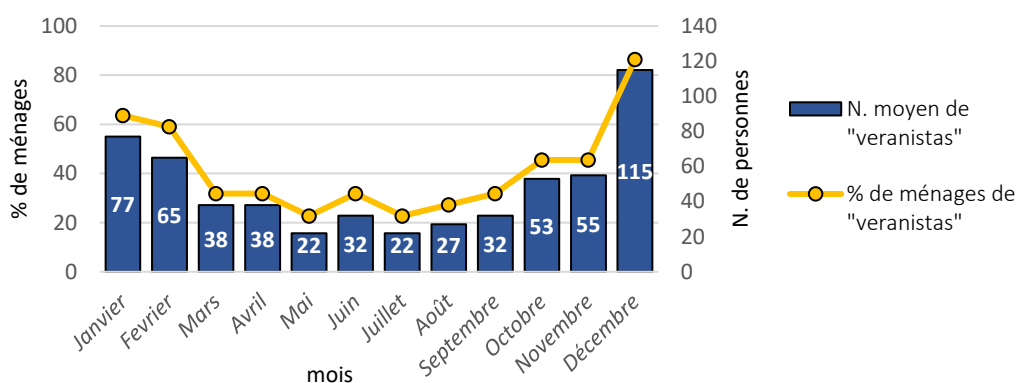
Dans les récits des personnes interviewées, l'importance des transferts sociaux et des flux résidentiels revient régulièrement. Cela n'est pas étonnant si l'on garde à l'esprit que ce territoire se situe dans une Région géographique immédiate (Rgi) dont la base économique est fortement marquée par la base résidentielle (notamment le tourisme) et par celle des solidarités. Au sein des transferts sociaux, les plus courants sont *Bolsa Familia* et *Seguro-defeso*, ce dernier correspondant au versement d'un salaire

minimum aux pêcheurs lors de la période de reproduction de certaines espèces, pendant laquelle la pêche est interdite.

Au sein des flux résidentiels, les retraites jouent un rôle crucial, tout comme les revenus dépensés localement par les touristes et par les « filhos da ilha » (littéralement, « enfants de l'île », à savoir les personnes nées dans la communauté mais qui résident ailleurs), qui dynamisent le tissu économique de l'île pendant la haute saison. Parmi les personnes interviewées, plusieurs ont décidé de déménager à Matarandiba une fois leur retraite prise ; il s'agit à la fois de personnes originaires de la communauté ayant décidé d'y rentrer pour profiter de la tranquillité des lieux et de la proximité de leur réseau social et familial, ainsi que d'anciens « *veranistas* » (mot utilisé pour définir les touristes qui passent régulièrement leurs étés dans un même endroit), attirés par la vie au bord des plages paradisiaques, sans renoncer à une certaine proximité avec la capitale. En ce qui concerne les « enfants de l'île » résidant dans les municipalités environnantes, ils et elles reviennent régulièrement passer les weekends et jours fériés à Matarandiba.

Les attraits résidentiels de Matarandiba transparaissent aussi des données du recensement 2019-2020, mené par l'ITES/EAUFBA. En particulier, même s'il s'agit d'une « communauté traditionnelle », environ la moitié de ses habitants et habitantes (49.2%) n'y réside pas depuis sa naissance - 13.1% y ayant même aménagé depuis moins de 5 ans.

Figure 81. Présence moyenne de "veranistas" au fil de l'année ; Matarandiba, 2019-2020



Source : recensement ITES/EAUFBA 2019-2020 ; calculs de l'auteurice

En plus de sa population « stable » y résidant tout au long de l'année, Matarandiba peut compter sur un afflux important de « *veranistas* » et de visiteurs (Fig. 81), lequel demeure néanmoins difficile à mesurer. Lors du recensement, qui s'est déroulé pendant la haute saison, les enquêteurs ont pu interviewer 24 familles de *veranistas* (dont deux ayant refusé de répondre aux questions), toutes bahianaises et venant pour la plupart de Salvador. Des 22 ménages ayant répondu à l'enquête, neuf ont déclaré que leur maison de vacances à Matarandiba est occupée une à deux fois par mois, sept qu'elle est occupée une à deux fois par an, et six qu'elle est occupée une à deux fois par semaine. En moyenne, les maisons des *veranistas* sont occupées 11 jours par mois (la médiane étant 8), par six personnes (le minimum étant 2 et le maximum 11) (source : Recensement ITES/EAUFBA 2020). Ainsi, la population de l'île augmente de manière importante pendant l'été. Dans le graphique ci-dessus, il est possible de voir la

distribution<sup>404</sup> au fil de l'année des touristes « fidélisés » interviewés dans le cadre du recensement : il s'agit d'un nombre de personnes non négligeable, si l'on considère que la population permanente est d'environ 500 habitants. Parmi ces 22 familles, seize sont propriétaires de leur logement, et six déclarent être locataires. Pour ces dernières, le loyer s'élève en moyenne à 708 R\$ par mois (la médiane étant 625 R\$). Environ la moitié de ces ménages de *veranistas* effectue la plupart de ses achats dans la communauté, dépensant en moyenne 280 R\$ pour chaque période passée à Matarandiba. En ce qui concerne les dépenses les plus communes, la totalité des ménages de *veranistas* interviewés consomme régulièrement auprès de bars et restaurants locaux, quasiment la totalité d'entre eux paie pour des excursions en bateau, et presque la moitié consomme des repas chez l'habitant. Environ un tiers ne participe pas aux événements culturels et artistiques proposés par l'ASCOMAT - les autres participent à des fêtes comme le *Zé De Vale* et le *Terno de Reis*, ainsi qu'aux sambas de roda. La quasi-totalité des « *veranistas* » effectue des achats auprès de la boulangerie communautaire, et 5 des 22 ménages répondant aux questions du recensement ont déjà emprunté auprès de la BCD Ilhamar. Cette proportion reste évidemment inférieure à celle rencontrée chez la population permanente - parmi laquelle quasiment une personne majeure sur trois a déjà accédé à des emprunts de la BCD (source : recensement ITES/EAUFBA 2019-2020). Les données du recensement ne prennent pas en compte les visiteurs à la journée, ni les touristes occasionnels. Parmi ceux-ci, plusieurs sont attirés par les activités du VIVERTUR (l'association de tourisme communautaire de Matarandiba) - s'agissant souvent d'étudiantes et étudiants de l'Université Fédérale de Bahia, ainsi que de chercheuses et chercheurs internationaux ayant des liens avec l'ITES/EAUFBA (source : entretien M., responsable du VIVERTUR, 31/10/2019, Matarandiba). En somme, l'économie touristique représente une part importante de l'économie du territoire - et la totalité des personnes interviewées a souligné le changement majeur du niveau des activités (à la fois économiques et sociales) pendant la période estivale.

Enfin, en ce qui concerne l'« appui technique et le capital social », un rôle majeur, même si difficilement quantifiable, est celui joué par l'incubateur de l'EAUFBA. Celui-ci fournit un appui technique constant, avec des visites de terrain régulières et des techniciens dédiés, ainsi que des formations ponctuelles. D'autres acteurs sont aussi présents, notamment le Réseau Brésilien de BCDs, mais aussi différents forums et réseaux culturels et artistiques, tel que celui des danseurs et danseuses de samba ou encore ceux regroupant les acteurs opérant dans le domaine des finances solidaires.

Tous ces flux - matériels et immatériels - ont permis au Réseau Ecosmar d'atteindre une certaine stabilité - même si, comme nous le verrons par la suite, il est tout de même soumis à des contraintes budgétaires et à certaines tensions au sein de la communauté. Plusieurs stratagèmes ont été mis en place pour qu'au moins une partie des revenus captés circule au sein de la communauté. D'abord, tout emprunt de la BCD destiné à acheter des biens et services disponibles localement est octroyé en « *conchas* » (la monnaie sociale de Matarandiba). Ensuite, une partie des salaires des personnes qui travaillent dans

---

<sup>404</sup> Les chiffres représentés dans l'histogramme ont été calculée par l'auteure, en sommant le nombre de « *veranistas* » que chaque famille a déclaré être présents en moyenne dans sa maison de vacances à Matarandiba, pour chacun des mois où la maison a été occupée au moins pendant un weekend.

l'ASCOMA et dans l'ASCOMAT est également payée en monnaie sociale - comme cela nous a été expliqué par la gestionnaire de l'ASCOMAT : « *ici, dans l'association, nous recevons toutes une bourse...(..) quand le jour de paie arrive, des 500 R\$ qui nous sont dus, 100 vont être des conchas, et 400 des réaux, pour que la monnaie circule au sein de la communauté* »<sup>xxxix</sup>.

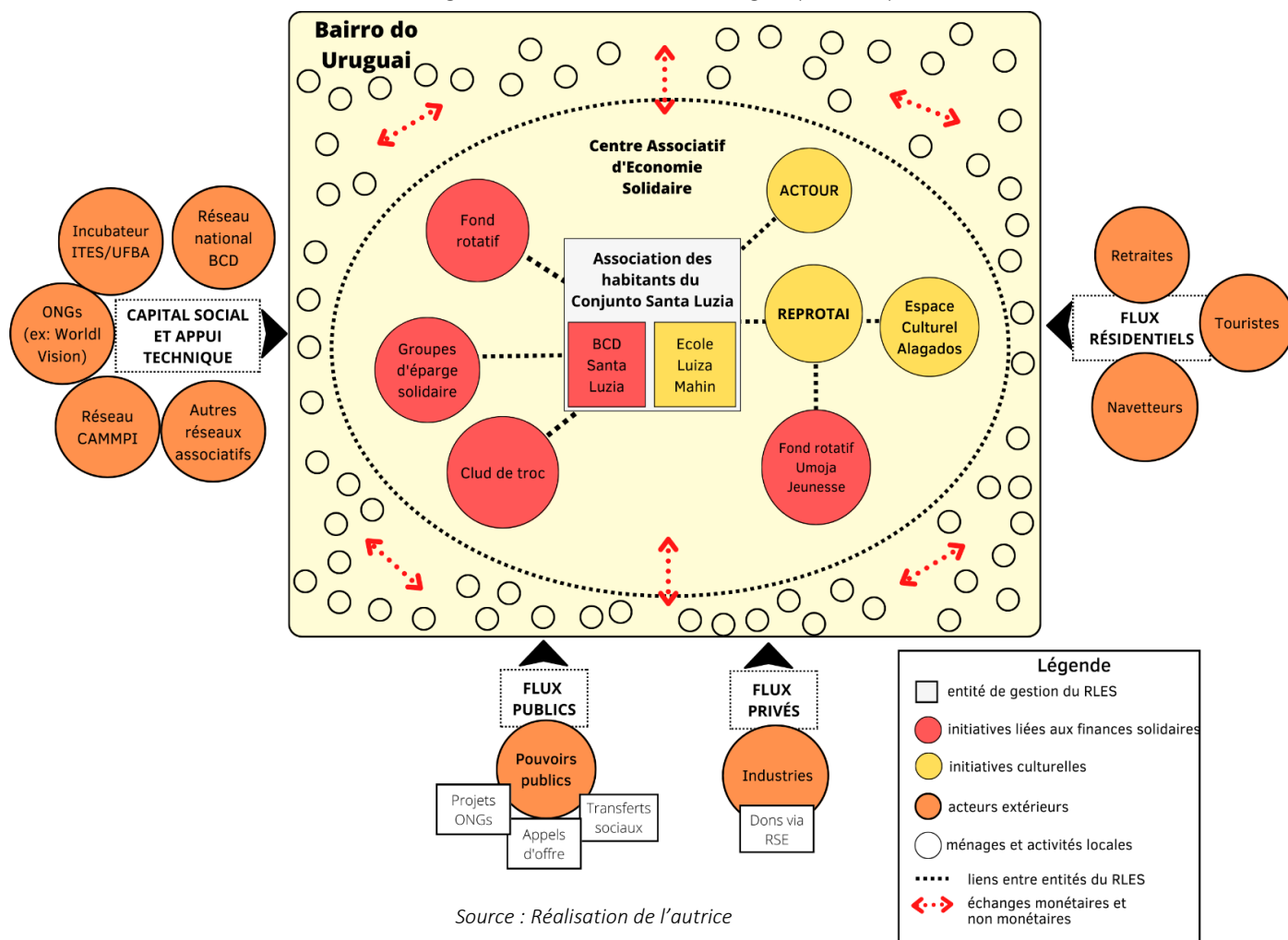
Les associations et activités qui composent le Réseau Ecosmar ont donné lieu à un projet d'envergure, surtout lorsqu'on le replace dans le contexte d'une communauté géographiquement isolée et peuplée par à peine 500 habitants. Ainsi, malgré le fait qu'une partie de la population demeure frileuse vis-à-vis du réseau Ecosmar, les associations et activités qui le composent sont devenues un point de repère pour la communauté, ainsi que pour d'autres expériences du réseau national de BCD. En effet, il s'agit de la plus ancienne expérience de BCD de Bahia ayant opéré sans interruptions depuis sa création. Par ailleurs, son rôle-clé a été particulièrement visible pendant la pandémie - et ses apports en termes de développement socio-économique du territoire, comme nous le verrons dans la deuxième section de ce chapitre, sont indéniables.

## **1.2. Bairro do Uruguai (Salvador)**

Les structures clés du RLES du Bairro do Uruguai (Fig.82) se situent dans le *Conjunto Santa Luzia*, au cœur de la péninsule d'Itapagipe, sur la côte ouest de Salvador. Ce RLES s'est tissé autour de l'Association des habitants du Conjunto Santa Luzia et de ses luttes pour l'accès aux droits pour la population du quartier - dont le droit à l'accès au crédit. D'un point de vue opérationnel, l'Association des habitants héberge à la fois des initiatives relevant du domaine de la culture et des finances solidaires. Et ce qui concerne ce deuxième volet, au fil des dernières décennies, ce quartier a expérimenté tout un panel de dispositifs, tels que les fonds rotatifs, les groupes d'épargne solidaire et les clubs de troc, ainsi que, plus récemment, la Banque Communautaire Santa Luzia. Le réseau de jeunes REPROTAI peut aussi compter sur un fond rotatif, appelé « Umoja jeunesse », qui permet aux membres de ce réseau d'emprunter de l'argent pour développer leurs projets personnels et professionnels.

En ce qui concerne le volet culturel, l'Association des habitants héberge l'École communautaire Luiza Mahin (et bientôt une crèche communautaire) et développe diverses activités en collaboration avec le réseau de jeunes REPROTAI. Parmi celles-ci, en plus de nombreux cours de formation professionnelle et ateliers, figurent les activités récentes en matière de tourisme communautaire (ACTOUR). Enfin, ce RLES est également composé de l'Espace Culturel dos Alagados, qui permet aux membres de la communauté d'accéder à de nombreux spectacles et manifestations culturelles et artistiques. Le siège du REPROTAI y est également situé.

Figure 82. RLES du Bairro do Uruguai (Salvador)



Source : Réalisation de l'auteurice

Ce réseau local d'économie solidaire est alimenté par de nombreux fonds et savoir-faire venant de l'extérieur. En particulier, les initiatives relevant des finances solidaires ont été largement appuyées par l'ONG World Vision et, plus récemment, par l'ITES/EAUFBA (qui a accompagné la structuration du fond rotatif solidaire, puis de la BCD Santa Luzia). La banque communautaire, tout comme les différentes initiatives menées par le réseau, s'appuie largement sur des appels d'offre publics relevant principalement des « *Secretarias* » (les Ministères étatiques) de l'Etat de Bahia. Les pouvoirs publics fournissent aussi un soutien aux populations vulnérables à travers les transferts sociaux – principalement issus de Bolsa Familia - qui complètent les revenus issus du travail, tirés principalement d'activités informelles (commerce, production et vente de produits alimentaires transformés à domicile). En ce qui concerne les flux basiques privés, un appui ponctuel est fourni par certaines industries implantées localement (souvenir lointain de quand le quartier était le siège du pôle industriel de Salvador). Il s'agit notamment d'industries du secteur textile qui, en plus d'occuper de la main d'œuvre locale (principalement féminine), jouent parfois le rôle de « sponsors » des activités de l'association des habitants (source : Entretien avec T. Muniz, responsable de la BCD Santa Luzia, 28/10/2019, Salvador).

En ce qui concerne les flux résidentiels, nous retrouvons les flux « classiques » identifiés par la théorie de la base économique - à savoir les retraites, les salaires des navetteurs (les trajets domicile-travail se faisant essentiellement au sein de la Rgi de Salvador) et les dépenses des touristes. Les atouts résidentiels identifiés par les personnes interviewées comme les raisons principales qui les ont amenées

à rester dans le Bairro do Uruguai sont surtout le coût de la vie plus faible que dans d'autres quartiers de Salvador, la présence (ou du moins, la proximité) des services de base (écoles, poste de santé), l'accessibilité et les liaisons rapides avec le reste de la ville grâce à une forte présence de transports publics. Le sentiment d'appartenance à la communauté semble également être un atout non négligeable, surtout pour les personnes proches de l'association des habitants, beaucoup d'entre elles vivant dans le quartier depuis l'époque des « Inondés » et des maisons sur pilotis. Cela saute aux yeux dans le cas de l'école communautaire Luiza Mahin: plusieurs de ses anciens élèves ont choisi de rester dans le quartier et y travaillent aujourd'hui, que ça soit en tant que gestionnaires ou en tant qu'enseignantes et enseignants.

S'agissant d'un quartier populaire et périphérique, marqué par des épisodes d'insécurité et plutôt stigmatisé dans l'imaginaire collectif, les activités touristiques n'y sont pas très développées. Toutefois, le bairro d'Uruguai, avec l'ensemble des quartiers de la péninsule d'Itapagipe, fait partie d'un plan de développement touristique porté par la municipalité, le Secrétariat du Tourisme de l'Etat de Bahia, auquel les acteurs et actrices locaux du tourisme communautaire sont appelés à contribuer. Ce plan vise notamment à un renforcement des structures d'hébergement ainsi que des activités culturelles et liées au tourisme balnéaire. En effet, la péninsule héberge l'église du Bonfim, qui est l'un des symboles de Salvador. Cette église est célèbre auprès des touristes, y compris internationaux, notamment pour la fête traditionnelle du « Lavagem do Bonfim », issue de l'hybridation de la religion catholique avec le candomblé (religion afro-brésilienne). Aussi, depuis la canonisation de la religieuse bahianaise Irmã Dulce en 2019, dont le mémorial se trouve aussi sur la péninsule d'Itapagipe, pas loin de l'église du Bonfim, des flux de tourisme religieux sont en train de se développer. Ainsi, la municipalité de Salvador commence à planifier la mise en place d'un pôle de tourisme religieux comprenant ces deux destinations (source : entretiens avec des fonctionnaires du Secrétariat du Tourisme de l'Etat de Bahia et avec le responsable de l'Observatoire du Tourisme de la Baie de Tous les Saints, Salvador).

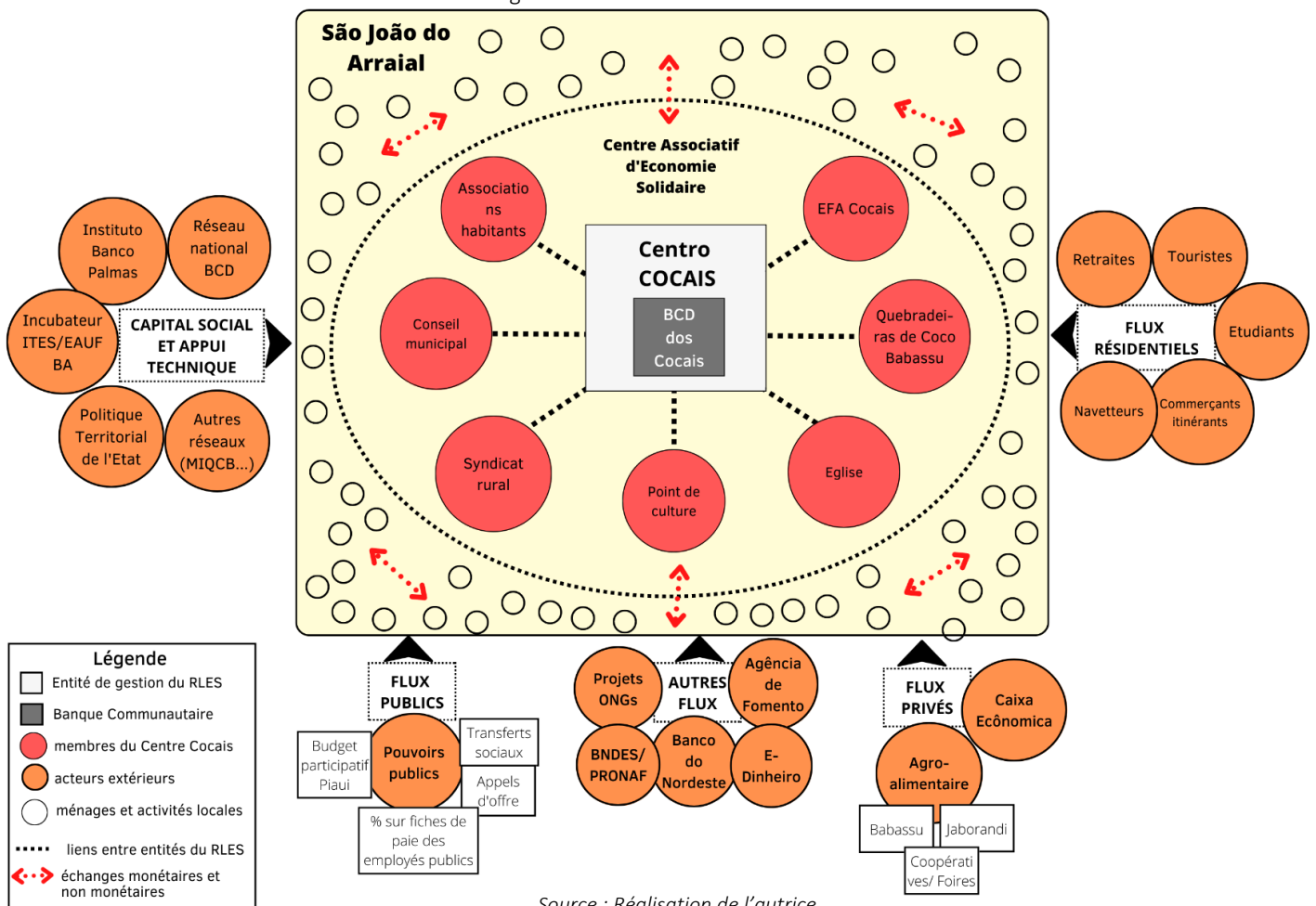
Enfin, en ce qui concerne le capital social et l'appui technique, le RLES du Bairro do Uruguai peut compter sur le Réseau CAMMPI, qui regroupe l'ensemble des acteurs associatifs de la péninsule d'Itapagipe, ainsi que sur des ONGs telles que World Vision International, AVSI et Aliança das Cidades, autant que sur des réseaux nationaux dans le domaine des finances solidaires (comme le réseau brésilien des BCD) et de la culture (notamment, dans le domaine de l'éducation communautaire).

Tous ces flux alimentent le fort dynamisme du quartier. Malgré toutes les difficultés que la mise en place de RLES rencontre régulièrement dans les zones urbaines périphériques et densément peuplées (dont nous parlerons par la suite), dans le cas du bairro do Uruguai, les synergies entre les différents acteurs permettent aux membres de la communauté d'accéder à tout un panel de services (finances solidaires, formation professionnelle, éducation primaire et alphabétisation, ateliers artistiques, spectacles, etc.), créant une réelle plus-value pour la population. La vivacité du tissu socio-économique et culturel du quartier est le fruit de l'auto-organisation des instances locales et de leur capacité de s'articuler avec des acteurs extérieurs.

### 1.3. São João do Arraial

São João do Arraial est une petite municipalité rurale d'environ 8 000 habitants, plutôt éloignée des centres urbains de taille supérieure. Son tissu socio-économique très dynamique - et cela, malgré la fondation récente de cette ville, datant de 1997 - en a fait un cas emblématique pour la politique de territorialisation menée par le gouvernement du Piauí (source : Entretien avec l'agent du développement territorial de l'Etat du Piauí en charge du « Territoire des Cocais », 18/11/2019, São João do Arraial). En effet, le Centre COCAIS - qui regroupe une pluralité d'instances de São João do Arraial et représente le noyau de son RLES (Fig. 83) - a connu un développement significatif au fil de la dernière décennie, grâce aux efforts conjoints de plusieurs acteurs et actrices, à la fois locaux et extérieurs.

Figure 83. RLES de São João do Arraial



Source : Réalisation de l'autrice

Comme cela a été détaillé dans le chapitre précédent, le Centre COCAIS a été formalisé en 2008, sous l'impulsion des associations des habitants et des pouvoirs publics, dans le but de ressembler les instances communautaires ainsi que pour héberger juridiquement la Banque Communautaire des Cocais. Les activités de cette ONG reçoivent aujourd'hui l'appui de nombreux acteurs externes. D'abord, les pouvoirs publics - surtout municipaux - ont joué un rôle clé dans l'impulsion du réseau local d'économie solidaire. En particulier, le support institutionnel de la mairie a été fondamental pour ancrer le projet dans le territoire et pour lui donner accès à des flux de financements constants. Comme les paiements des salariés de la mairie (fonctionnaires, personnels des écoles et de santé, personnels de maintenance des espaces publics, etc.) passent par la BCD, cette dernière reçoit chaque mois une compensation pour

le service rendu, dont la valeur est calculée en pourcentage du montant total des fiches de paie dont elle doit gérer le versement. En même temps, au moins 25% des salaires dont le paiement est effectué à travers la BCD est versé en monnaie sociale - ce qui contraint les personnes travaillant dans les services publics de la ville à dépenser une partie de leur salaire dans les activités locales, même lorsqu'il s'agit de navetteurs résidant dans d'autres municipalités. Cela permet de retenir au sein du territoire au moins un quart des revenus de toutes et tous ces salariés, dont une partie aurait sans doute été dépensée ailleurs en l'absence de cette politique.

En ce qui concerne les flux privés, la communauté capte des revenus à travers les foires d'économie solidaire auxquelles participent les agriculteurs familiaux et les coopératives locales, ainsi qu'à travers l'exportation vers d'autres territoires des dérivés du coco babassu et du jaborandi (deux plantes endémiques). Notamment, nous avons pu converser avec le représentant d'une entreprise de São Paulo qui nous a raconté comment il achète le jaborandi récolté artisanalement dans les abords de la ville pour en extraire une substance qu'il revend ensuite à une entreprise pharmaceutique allemande. Par ailleurs, la RSE de cette entreprise investit dans certains programmes de développement mis en place dans la municipalité. Toujours en ce qui concerne les flux privés, puisque la BCD dos Cocais fonctionne également comme si elle était une agence de la Caixa Econômica Federal (banque liée au gouvernement fédéral, ayant un statut d'entreprise publique), elle tire des petits gains pour chacune des opérations réalisées en son nom : dépôts et retraits d'argent, ouverture de comptes, paiement des transferts sociaux et des retraites, etc. Les personnes qui retirent leurs bénéfices sociaux auprès de la banque communautaire en reçoivent le plus souvent une partie (parfois, jusqu'à la totalité) en monnaie sociale - ce qui renforce, encore une fois, la rétention locale de la richesse.

En ce qui concerne les flux résidentiels, nous retrouvons à São João do Arraial tous les flux classiques mis en avant par la théorie de la base économique - à savoir, les retraites, les revenus issus du tourisme et ceux issus des déplacements navetteurs (ces derniers circulant au sein de la même Rgi, sauf des très rares exceptions). Comme nous l'avons vu, les retraites sont très importantes dans les contextes ruraux - permettant aux personnes étant parties travailler pendant des décennies dans des grands centres urbains (y compris dans d'autres Etats) de rentrer là où elles ont grandi ou de déménager là où leurs proches résident. En ce qui concerne les touristes, leur présence est particulièrement importante pendant le mois de juin, lorsque les hôtels et les chambres chez l'habitant se retrouvent complets pour le festival culturel de la ville, lors des fêtes en honneur de Saint Jean. Le reste de l'année, la seule « pousada » (une sorte d'hôtel) de la ville héberge principalement des commerçants venant présenter des produits et machines agricoles :

*En ce moment, dans la « pousada », il y a principalement ceux des vendeurs ambulants. Il s'agit de personnes qui viennent le plus souvent d'autres municipalités, pour vendre ici. (...) Ce sont des représentants d'entreprises qui vendent à des commerces d'ici...des produits agricoles, alimentaires, des pièces de moto, de voitures, etc... (...) aussi, cette semaine, il y avait des gens qui jouent dans une fanfare, car il y avait une fête ici, et c'était plein...<sup>xl</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial)*

La présence de l'Ecole Cocais - seule à être labélisée « Ecole Famille Agricole » (EFA) dans l'Etat du Piauí, avec celle de la municipalité Pedro II (EFA Santa Ângela) - attire des jeunes étudiantes



et étudiants, ainsi que des enseignantes et enseignants, venant d'autres villes et même d'autres Rgi. Comme il s'agit d'une école en alternance, plusieurs des enseignants n'habitent à São João do Arraial que pendant les périodes d'activité scolaire - rentrant chez eux lorsque les étudiantes et étudiants travaillent dans les exploitations familiales.

Lors des entretiens semi-directifs, les atouts résidentiels de São João do Arraial transparaissent dans les discours de ses habitantes et habitants. Malgré toutes les difficultés socio-économiques auxquelles la population doit faire face, la plupart des personnes interviewées reconnaît que la ville offre tout de même les services essentiels - ainsi qu'un cadre de vie bien plus « tranquille » et « sain » (deux termes qui reviennent régulièrement) pour les familles. Aussi, certains des interviewés se sont livrés à une comparaison entre la pauvreté urbaine et la pauvreté rurale, soutenant que la deuxième finit par s'avérer moins dure, surtout lorsqu'elle est mitigée par la solidarité et par les revenus non monétaires issus principalement de l'agriculture familiale et de l'entraide. Cela sera approfondi dans la prochaine section de ce chapitre. Selon la maire de la ville :

*Ici, il n'y a personne qui dort dans la rue... n'est-ce-pas ? S'il le fait, c'est seulement parce qu'il est ivre... [elle rigole]. Chacun a sa maison et y revient, tout le monde se connaît... la ville est petite, nous avons de bonnes relations, tout le monde sait où nous vivons, ce que nous faisons, comment est notre vie... (...) Ce concept de pauvre, de riche... c'est vraiment relatif. Parfois une personne vit dans une belle maison, très chic, je ne sais quoi, mais elle n'a pas la même qualité de vie que quelqu'un qui vit dans un village, qui mange des aliments biologiques, qui a une vie plus paisible...<sup>xli</sup> (Entretien avec V. Lima, maire de São João do Arraial, 20/11/2019)*

La présence de la BCD dos Cocais permet aussi de canaliser des revenus venant de plusieurs acteurs du secteur bancaire, opérant avec des capitaux mixtes (publics et privés). C'est le cas notamment des emprunts et micro-crédits proposés par la Banque Nationale de Développement (BNDES), par la Banque du Nord-est, ainsi que par l'Agência de Fomento de l'Etat de Piauí. En ce qui concerne cette dernière, cette Agence s'appuie sur la BCD dos Cocais pour cibler ses bénéficiaires - l'agente de crédit de la banque communautaire étant d'ailleurs en charge des visites qui précèdent l'octroi des emprunts et de l'appui des bénéficiaires pressentis dans le montage de leur dossier. Pour ce service, la BCD reçoit une compensation monétaire de la part de l'Agência de Fomento. Enfin, la BCD dos Cocais peut aussi compter sur des petits montants reçus par le biais du E-Dinheiro, la monnaie électronique du réseau national des banques communautaires de développement. Comme déjà expliqué précédemment, la plateforme E-Dinheiro permet, entre autres, d'effectuer certaines opérations, notamment le paiement de factures. Chacune de ces opérations génère un petit pourcentage à la fois pour le réseau de BCD et pour la banque communautaire ayant effectué l'opération (pourcentage qui peut être réinjecté dans le fond de la BCD qui est destiné aux emprunts communautaires).

En ce qui concerne l'appui non monétaire fourni par des acteurs externes au territoire, le RLES de São João do Arraial bénéficie de l'appui de l'Instituto Banco Palmas - qui, comme nous l'avons vu, a été fondamental lors de la mise en place du projet de BCD - ainsi que de l'ensemble du réseau national des BCD. Un rôle important est joué également par l'agent de développement territorial de l'Etat de Piauí, opérant dans le cadre de la territorialisation des politiques publiques. Dans ce même cadre, São

João do Arraial tente aussi de collaborer avec d'autres villes appartenant au même « Territoire de Développement » (appelé « Cocais ») pour créer des consortiums permettant de mutualiser certains services (par exemple pour l'entretien des espaces publics, la gestion des déchets, etc.), ainsi que de contribuer à la définition des usages du budget participatif de l'Etat du Piauí. D'autres réseaux d'acteurs nourrissent aussi les débats sur le développement territorial, en faisant le lien avec des instances nationales : c'est le cas notamment des syndicats ruraux, ainsi que du Mouvement des *Quebradeiras* de Coco Babassu.

En somme, grâce à des projets multi-acteurs très variés, à l'appui de la municipalité et aux financements captés par le biais d'appels d'offre et de banques de développement nationales, le Centre COCAIS parvient à offrir tout un panel de services à la population de São João do Arraial : services financiers de proximité, ateliers et formations, support à l'agriculture familiale, à la commercialisation et à la création de coopératives, cours d'alphabétisation, accès à un logement décent, festivals culturels. Tout cela a largement contribué à la dynamisation du tissu socio-économique de la municipalité et à la capacitation des habitants et habitantes et des acteurs locaux - et le Centre COCAIS semble jouir d'une légitimité quasiment unanime vis-à-vis de la population.

Les RLES des trois terrains d'études reposent sur des nombreuses et diverses articulations (monétaires et non monétaires) qui existent entre les CAES (structures locales engagées dans la démarche d'incubation territoriale), les entreprises et ménages des territoires, et les acteurs extra-locaux. Nos cas d'études sont des exemples d'incubation territoriale « réussie », si l'on considère comme paramètres la pérennisation des RLES et l'amélioration de la qualité de la vie dans les territoires qui a découlé de leurs initiatives - en termes socio-économiques, mais aussi en ce qui concerne l'accès à la formation, aux loisirs, aux activités culturelles. De plus, les Banques communautaires de développement permettent de nourrir l'économie locale, grâce à la circulation restreinte de la monnaie sociale au territoire. Nous reviendrons sur ces points dans la suite de ce chapitre. Dans la prochaine sous-section, nous mettons en avant les leçons que l'observation de ces territoires nous a permis de tirer, en ce qui en est des défis à affronter et des leviers d'action à activer pour supporter les RLES et les inscrire dans la durée.

## **2. Entre leviers d'actions à activer et difficultés à surmonter : comment réussir une « incubation territoriale » ?**

Les expériences de RLES et de BCD ne parviennent pas toujours à s'ancrer dans le territoire. Cela ressort des nombreux échecs des expériences de banques communautaires qui peinent à se pérenniser, évoluant le plus souvent dans des contextes marqués par des contraintes budgétaires majeures. Les BCD, comme nous l'avons vu, sont un engrenage important des réseaux locaux d'économie solidaire. D'ailleurs, c'est souvent à partir de la volonté d'implanter une banque communautaire dans un contexte d'exclusion financière que le processus d'incubation démarre. Evidemment, l'exclusion financière - qui s'accompagne d'un accès précaire à de nombreux autres services - ne peut pas être la seule explication pour le désir de mettre en place une BCD. Selon une étude de 2021 de l'*Instituto Locomotiva*, 34 millions de brésiliens et brésiliennes ont un accès précaire au système bancaire (ce qui

équivalent à 21% de la population, et à environ un adulte sur trois). Par rapport à l'ampleur de ce défi, les BCDs demeurent peu nombreuses : environ 150. Parmi ces expériences, toutes ne parviennent pas à opérer sans interruptions, ni à créer des articulations avec d'autres acteurs qui leur permettent d'être viables et de pérenniser leurs actions et leur ancrage au sein du territoire, aboutissant à la création d'un RLES. En effet, l'implantation d'une BCD ne réussit pas nécessairement sur le long terme - et elle ne suffit pas, à elle seule, à restructurer l'économie d'un territoire. Cela a notamment été relevé par Rigo (2014)<sup>405</sup> dont la recherche en 2012 illustre que si 59,6% des BCD visitées par l'autrice fonctionnaient à plein régime, 29,8% avaient dû limiter leur activité et 10,6% l'avaient temporairement suspendue.

Ainsi, dans certains territoires - dont ceux qui ont fait l'objet de cette recherche - les résultats des expériences de RLES et de BCD semblent être plus encourageants que dans d'autres. Ce constat nous a amenées à questionner les personnes interviewées par rapport aux points communs entre les expériences « réussies » d'incubation territoriale que nous avons étudiées. En nous basant sur leurs récits, sur nos observations de terrain, ainsi que sur la littérature existante, nous avons identifié plusieurs conditions permettant une facilitation du processus d'incubation et une meilleure pérennisation des RLES, pour qu'ils deviennent des acteurs à part entière du développement des territoires. C'est sur ces points communs que la première sous-section se focalise. Ensuite, la deuxième sous-section présente les défis auxquels ces RLES font face. Ce travail d'analyse, qui se traduit par une sorte de capitalisation, nous semble une étape incontournable dans la démarche de reproductibilité dans laquelle les *tecnologias sociais* comme les BCD et les RLES s'inscrivent.

## 2.1. Points communs et leviers d'actions

Nous avons identifié six caractéristiques communes aux trois territoires étudiés, qui contribuent à comprendre l'envie de ces communautés de s'engager dans une démarche collective de développement territorial, ainsi qu'à expliquer la pérennisation des RLES.

(i) Il s'agit généralement de communautés vivant des situations de **marginalisation et/ou d'isolement géographique, marquées par des taux de pauvreté monétaire très élevés**. Selon les données de Rigo (2014), 31,9% des BCD se situe dans des quartiers périphériques des grandes villes (la plupart d'entre eux ayant une population comprise entre 10 000 et 60 000 habitants) ; environ 26% des BCD se trouve dans des municipalités de moins de 60 000 habitants (dont la moitié dans des municipalités de moins de 30 000 habitants) ; enfin, environ 13% se trouve dans des occupations irrégulières (de type « favelas ») et 9% dans des communautés traditionnelles (de type « quilombos » ou communautés de pêcheurs) (pour plus de détails, cf. **Annexe 31**). Selon les personnes interviewées, l'incubation est plus simple en contexte rural qu'en contexte urbain, la proximité entre membres de la communauté permettant notamment une sorte de contrôle social sur la circulation de la monnaie. Cela est mis en évidence dans les récits concernant le bairro do Uruguai, notre terrain de recherche le plus urbain, où l'expérience de BCD a rencontré des difficultés financières à cause du faible taux de remboursement (dû principale-

---

<sup>405</sup> Cette recherche, basée sur des données de 2012, concerne 60% des BCD brésiliennes, à savoir 47 sur 78.

ment à la difficulté de conduire une analyse des risques basée sur la confiance dans une zone si densément peuplée). De plus, elle se développe avec la plus grande prudence, pour éviter de s'attirer l'attention de braqueurs potentiels. Selon l'un des techniciens de l'ITES/EAUFBA:

*Je crois que dans certaines communautés, les chances de succès - succès entre guillemets - de la banque communautaire sont majeures qu'ailleurs, du fait de leur profil. Par exemple, j'ai l'impression que dans les communautés urbaines, c'est plus compliqué. Parce que les liens de confiance sont plus effilochés. D'un autre côté, la plus grande expérience de Banque communautaire du Brésil, se trouve dans une communauté urbaine, dans une favela. Et nous devrions tenter d'analyser pourquoi.<sup>xlii</sup> (Entretien avec I. Itã, technicien de l'ITES/EAUFBA, 29/11/2019, Salvador)*

Et, à bien des égards, ce « pourquoi » semblerait résider, entre autres, dans l'identification de la communauté au territoire qu'elle habite, ainsi que dans sa capacité d'organisation (points ii et iii, respectivement) :

*Une des raisons qui a amené Banco Palmas jusqu'à sa réussite, c'est cet ensemble de liens, cette identité qu'il y a dans ce quartier, qui est un quartier urbain mais qui a toute une trajectoire de lutte, d'organisation communautaire... qui précède la banque. Il y a eu une lutte pour urbaniser le quartier, cela a duré dix ans, pendant lesquels ils ont lutté pour avoir le pavage, le drainage, l'illumination publique... et c'est ensuite, parce qu'ils se sont dits « Bon, maintenant on a urbanisé ce quartier et les gens partent, parce qu'ils n'ont pas de revenu, qu'est-ce qu'on va faire ? ». Et c'est comme ça que l'idée de la BCD est née. Ainsi, il y avait déjà une organisation communautaire, une identité, formées avant la monnaie et la banque.<sup>xliii</sup> (ibid.)*

(ii) une **identité** forte de la communauté, qui s'accompagne tant d'un attachement au territoire que d'une volonté de transformer le tissu socio-économique pour améliorer les conditions de vie et créer des nouvelles opportunités de générations d'emplois et de revenus. Ce lien au territoire et à la communauté émerge clairement des récits des personnes interviewées ayant choisi de rester ou de revenir dans leurs territoires d'origine (voire d'y amener leurs épouses et époux, rencontrés dans d'autres villes et parfois dans d'autres Rgi et Unités Fédératives). Notamment, en mobilisant notre conversation avec le directeur du Centre COCAIS, qui auparavant était enseignant de chimie dans un collège de São João do Arraial :

*LM : Et pourquoi avez-vous choisi de rester ici et de ne pas partir ailleurs ?*

*MR : C'est parce que... Premièrement, je n'ai jamais eu cet intérêt, vous savez... de vivre ailleurs... deuxièmement, j'aime ça, j'ai toujours été soucieux de contribuer à la communauté locale... Même si notre niveau d'études, de formation, peut être faible... mais le peu que j'ai acquis, je compte l'appliquer ici. Donc... que ce soit dans une école, ou ici à la banque... En tout cas... Je pense que si un jour je dois partir... ce pourrait être pour étudier, mais pour ensuite revenir dans la commune. Parce que je pense que c'est ma façon de contribuer<sup>xliv</sup>. (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 21/11/2019, São João do Arraial)*

Les récits évoquent le plus souvent l'identité, l'histoire du territoire, comme étant un liant pour la communauté. Le directeur de l'ITES/EAUFBA a souligné à plusieurs reprises l'importance de ce sentiment d'appartenance :

*Si l'on n'a pas un territoire avec un processus important d'auto-organisation, des leaders impliqués, etc., on court le risque qu'une méthodologie de ce type [incubation de RLES, NdT] ne puisse pas beaucoup avancer... on peut avoir des territoires qui sont fortement fragilisés... Abrantes [ville dans l'Etat de Bahia où un projet de BCD a échoué], c'était comme ça... c'est le cas d'un territoire « désidentifié » ... quelle est l'identité d'Abrantes ? À l'origine, c'était un village de pêcheurs... il est devenu quelque chose de complètement différent. (...) Vous savez, Polanyi fait une analyse très intéressante sur le problème de l'avancée du système de marché, du capitalisme... il n'est pas simplement économique, il détruit le tissu social et culturel, il détruit les façons de vivre des gens. Les gens se retrouvent sans point de référence. Ils commencent à vouloir incorporer une nouvelle référence qui n'est pas la leur (...). Les gens rêvent de consommation, ils rêvent d'une amélioration des revenus, ils rêvent d'un changement du niveau des conditions de vie matérielles..., mais elles ont perdu toute référence identitaire... Pourquoi le cas de Matarandiba est-il intéressant ? Matarandiba possède encore des éléments d'une culture et d'une identité...<sup>xlv</sup> (Entretien avec G. C. de França Filho, directeur de l'ITES/EAUFBA, 14/12/2019, Salvador)*

En même temps, França Filho met en garde sur la complexité des enjeux sous-jacents :

*Maintenant, d'un autre côté, nous ne devrions pas imaginer que l'authenticité de l'identité a à voir avec le fait d'avoir une culture qui est à sens unique, qui ne change jamais, n'est-ce pas... parce que ça aussi, c'est une vision bien déjantée. La question est de savoir comment les cultures qui ont des identités fortes parviennent à se transformer et à maintenir leurs principes culturels, leurs marques identitaires, etc.... c'est un élément fondamental.<sup>xlvi</sup> (ibid).*

(iii) une **capacité d'auto-organisation** et un **tissu associatif déjà établi** - ou, du moins, l'existence de plusieurs groupes et organisations souhaitant s'articuler entre eux pour supporter le projet d'incubation et de mise en place de la BCD. Cela permet d'avoir un « noyau » constitué par des personnes très actives et le plus souvent bien intégrées dans la communauté, disposées à se former à des nouveaux outils et pratiques et ayant une certaine visibilité sur le tissu socio-économique du territoire. Notamment, selon l'une des habitantes du bairro do Uruguai :

*L'une des principales caractéristiques de ce territoire, c'est qu'il s'agit d'un quartier qui a été créé par ses habitants... donc ici, tout était de l'eau... les habitants eux-mêmes, par désir d'être ici, ont remblayé cet espace... donc c'est un quartier qui a été construit par la force... et toute cette force, je pense, est représentée aujourd'hui dans l'organisation... nous sommes l'un des rares quartiers qui a un plan culturel, nous avons notre « scénario » établi jusqu'en 2020, ce que nous voulons pour ce territoire... qui est revisité chaque année... (...) il y a un réseau d'organisations que chaque semaine s'assoient et réfléchissent aux problèmes d'éducation et aux solutions... aux problèmes de logement et aux solutions... donc c'est un quartier qui a un leadership très fort...<sup>xlvii</sup> (Entretien avec S., membre de l'Association des habitants do Conjunto Santa Luzia, 12/11/2019, Salvador)*

A ce propos, le directeur de l'Instituto Banco Palmas a souligné : « *Ce qui différencie une banque d'une autre, je pense, c'est la capacité de la communauté à s'organiser. Pour résoudre les problèmes. Ainsi, plus les communautés sont organisées et capables de résoudre les conflits et les problèmes, plus ces banques communautaires ont du succès.* »<sup>xlviii</sup> (Entretien avec J. De Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá). Le but des communautés souhaitant s'engager dans une démarche d'in-

cubation est le plus souvent de créer une dynamique territoriale permettant aux populations qui le souhaitent de rester. Cet attachement au territoire semble être particulièrement important chez des communautés ayant une trajectoire de luttes pour l'accès aux droits. Dans les mots du directeur de l'ITES/EAUFBA :

*Ce que nous pouvons constater, c'est le suivant. La capacité d'une communauté ou d'un territoire à renforcer ses réseaux d'économie solidaire dépend du capital social et politique dont dispose déjà cette communauté... ce que je veux dire par là, c'est que dans les communautés, lorsqu'il y a des processus associatifs plus développés et consolidés, alors il va y avoir un potentiel beaucoup plus important pour étendre ces pratiques. C'est différent de certains territoires avec lesquels nous entrons parfois en relation, où des choses se mettent en place avec des groupes politiques qui n'ont pas encore fait un fort travail d'auto-organisation. Et cela crée beaucoup de fragilités, parfois nous sommes confrontés à des environnements, à des territoires, où il y a beaucoup de conflits de leaderships locaux... où il n'y a pas de réseaux déjà formés... [...] c'est différent si tu prends l'exemple de certaines communautés rurales, où il y a un tissu associatif communautaire de longue date, tout un travail qui est fait dans ce sens... ou encore, si tu vas dans des municipalités où il y a un activisme politique important de certains réseaux, qui est le résultat de mouvements qui ont favorisé des dynamiques d'auto-organisation...<sup>xlix</sup>*  
(Entretien avec G. C. de França Filho, directeur de l'ITES/EAUFBA, 14/12/2019, Salvador)

(iv) un **apport financier de la part d'acteurs extraterritoriaux**, qu'ils soient publics ou privés, qui est particulièrement important dans la première phase de mise en place du RLES. En effet, un flux stable de financements permet de constituer le fond initial de la banque et de fournir une rémunération pour les personnes portant le projet de RLES, qui peuvent ainsi s'y consacrer à temps plein. Ce point-là fait l'objet de débats sur la viabilité de ces banques et sur leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur. A cet égard, les acteurs et actrices interviewés ont souligné à plusieurs reprises la fonction sociale des initiatives relevant des RLES, se substituant, dans un certain sens, au rôle de l'Etat, lequel se doit ainsi de les appuyer, y compris financièrement. En ce qui concerne les fonds privés, ils sont considérés comme des compensations nécessaires pour les profits que les entreprises tirent des territoires, une sorte de redistribution a minima. A ces critiques du modèle « extraverti » que les RLES représentent, le directeur de l'Instituto Banco Palmas répond ainsi :

*Nous plaisantons ici, nous disons parfois : « un pauvre plus un autre pauvre, ça fait un misérable ». C'est une blague de mauvais goût, mais... (...) Cela me paraît clair... le développement local ne nie pas la relation avec le global. C'est juste que la distribution reste locale. (...) Nous avons, aux origines, nos intellectuels de l'économie solidaire... Ils venaient d'une école naïve, de ce que nous, seuls, les solidaires, pouvons, en étant solidaires les uns avec les autres, en échangeant les uns avec les autres, générer des richesses et générer un autre système. Par conséquent, tout ce qui provient du système dit capitaliste était diabolique. L'argent, la banque, la carte de crédit... et pendant des années, nous avons voulu cela, nous avons voulu nous éloigner de tout ce qui était lié au système bancaire. Jusqu'à ce que nous découvriions... que le problème n'est pas la carte de crédit, ni la banque, ni l'argent. Le problème est un : c'est de savoir qui s'approprie la richesse que tout cela génère.<sup>1</sup>* (Entretien avec J. de Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá)

Ainsi, pour les personnes interviewées, cette connexion avec l'extérieur n'est jamais appréhendée sous l'angle de la dépendance, mais plutôt de la coopération : en effet, des communautés organisées

peuvent recevoir des fonds externes tout en gardant leur capacité de décider sur leur destination - l'objectif affiché étant le plus souvent le développement du secteur « domestique », en vue d'améliorer le niveau de vie des ménages ainsi que l'offre de biens, services et loisirs. Certes, gérer les relations avec des acteurs extérieurs demande un apprentissage continu pour la communauté, pour qu'elle ne se retrouve pas dans une situation de dépendance. Cela a été mis en avant à plusieurs reprises par les théoriciennes des « diverse economies » : « *Ces interventions/organisations nous enseignent la liberté d'agir qui est au cœur d'une politique du possible. Chacune d'entre elles travaille et accepte des financements de la part de gouvernements, d'agences internationales, de fondations ou de partenaires de collaboration qui peuvent ne pas partager leurs valeurs et leurs objectifs. Tout en reconnaissant le risque de cooptation que posent de telles relations, elles refusent de considérer la cooptation comme une condition nécessaire à la fréquentation du pouvoir. Il s'agit plutôt d'un danger permanent qui exige des exercices vigilants d'auto-surveillance et d'auto-culture - des pratiques éthiques, pourrait-on dire, pour "ne pas se faire coopter"* »<sup>406</sup> (Gibson-Graham, 2006, p. xxxi).

Ainsi, les acteurs locaux du RLES peuvent saisir des opportunités de financements extérieurs - que ça soit par le biais de leurs atouts résidentiels (tourisme), de leurs atouts productifs (entreprises extraterritoriales et leur RSE) ou à travers le support des pouvoirs publics (locaux, étatiques ou nationaux). En même temps, ils sont en mesure d'orienter ces flux et de choisir quand les conditions imposées par ces bailleurs ne leur conviennent plus. Cela a été le cas pour le bairro do Uruguai, dont l'association des habitants a interrompu ses rapports avec une institution de microfinance liée à une ONG qui soutenait les groupes d'épargne du territoire, lorsque ses taux d'intérêt et son ingérence sont devenus trop importants (cf. Chapitre 8). Cela a également été le cas pour le RLES Matarandiba, qui a reçu l'impulsion initiale par les fonds issus de la RSE d'une multinationale nord-américaine aux impacts environnementaux controversés, et qui, au fur et à mesure, a su différencier ses sources de financement, trouvant une forme de se viabiliser sans dépendre uniquement de Dow Chemical Company (*ibid.*).

(v) un **appui de la part des pouvoirs publics locaux**, les articulations institutionnelles contribuant fortement à pérenniser les RLES. Cela est très visible dans le cas de São João do Arraial, qui peut compter depuis le début sur l'appui de la municipalité. En effet, selon le directeur de l'ITES/EAUFBA :

*Des liens institutionnels (...) sont nécessaires pour supporter la capacité de développement de ces réseaux locaux d'économie solidaire... (...) Ces réseaux sont confrontés à un débat très intéressant concernant leur viabilité et durabilité. De nombreuses initiatives qui ont besoin d'un appui ne génèrent pas de ressources propres. Elles ont besoin de beaucoup de soutien... la Banque communautaire, par exemple... elle n'est pas nécessairement autosuffisante. Il n'est pas facile de maintenir une telle structure... si vous ne construisez pas ces arrangements institutionnels, c'est difficile...<sup>li</sup> (Entretien avec G. C. de França Filho, directeur de l'ITES/EAUFBA, 14/12/2019, Salvador)*

---

<sup>406</sup> [Traduction libre] *These interventions/organisations teach us about the freedom to act that is at the core of a politics of possibility. Each of them works with and accepts funding from governments, international agencies, foundations, or collaborating partners that may not share their values and goals. While recognizing the risk of co-optation that such relationships pose, they refuse to see co-optation as a necessary condition of consorting with power. Instead it is an ever-present danger that calls forth vigilant exercises of self-scrutiny and self-cultivation – ethical practices, one might say, of “not being co-opted”.*

(vi) Un autre point commun est l'**appui technique apporté par des acteurs extraterritoriaux** - surtout dans la première phase de la mise en place du RLES. Les formations, rencontres, forums réunissant les différents acteurs de l'économie solidaire à l'échelle étatique ou nationale contribuent aussi largement à faire avancer les débats et les pratiques, dans un processus d'amélioration continue et collective. Dans les trois territoires étudiés, les acteurs territoriaux et extraterritoriaux ayant contribué à la mise en place du RLES sont relativement nombreux et facilement identifiables. Or, cela n'est pas forcément le cas pour la totalité des BCDs - ce qui émerge des données récoltées par Rigo (2014) (Tableau 28) :

Tableau 29. Partenaires des BCD au sein du RLES

<b>Organisations partenaires des BCD</b>	<b>N. de BCD concernées</b>	<b>% de BCD concernées</b>
<b>Syndicats</b>	9	19,1%
<b>Institutions religieuses</b>	16	34,0%
<b>Associations des habitants / du quartier</b>	24	51,1%
<b>Associations professionnelles</b>	7	14,9%
<b>ONG</b>	19	40,4%
<b>Mouvements sociaux (ex : des Sans Terre ou des Travailleurs sans abri)</b>	7	14,9%
<b>Entreprises (micro et petites)</b>	11	23,4%
<b>Entreprises (moyennes et grandes)</b>	6	12,8%
<b>Institutions publiques</b>	25	53,2%
<b>Groupes culturels</b>	9	19,1%
<b>Entreprises d'Economie Solidaire</b>	16	34,0%
<b>Autres</b>	8	17,0%
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>100,0%</b>

Source: Rigo (2014)

En ce qui concerne les partenariats les plus courants, un peu plus de la moitié des BCD a noué des liens avec les institutions publiques et avec les associations des habitants, environ 40% avec une ou plusieurs ONGs, et presque 35% avec des institutions religieuses et avec des entreprises relevant des finances solidaires. Ainsi, nos trois cas d'études semblent loin d'être la norme, regroupant chacun plusieurs de ces acteurs - ce qui fait sans aucun doute la force de ces expériences de RLES. Notamment, Matarandiba fait partie des rares cas ayant un partenariat avec des grandes entreprises, ainsi qu'avec des groupes culturels (l'ASCOMAT), des associations des habitants (ASCOMA) et des entreprises d'économie solidaire (EES). En ce qui concerne le quartier Uruguai, son tissu socio-économique a noué des forts liens entre les associations du quartier (Association des Habitants du Conjunto Santa Luzia, Réseau CAMMPI), des groupes culturels (REPROTAI, Centre culturel Alagados, Ecole communautaire Luiza Mahin), ainsi qu'avec des ONG (World Vision), des institutions publiques (dans le cadre de projets concernant l'habitat, la culture, le tourisme, mais aussi via des appels d'offre concernant les finances solidaires) et quelques entreprises locales d'économie solidaire. Enfin, en ce qui concerne le RLES de São João do Arraial, il être arrivé à rassembler la plupart des acteurs évoqués dans le tableau au sein du Centro COCAIS - ce qui explique en large partie son rayonnement, sa stabilité et la reconnaissance de sa légitimité par la communauté.



## 2.2. Contraintes et défis

Evidemment, même les territoires aux RLES les plus solides ne manquent pas de rencontrer des difficultés. Plusieurs points critiques ont été soulevés par les acteurs et actrices interviewés, que nous pouvons ainsi regrouper :

(i) d'abord, **l'insuffisance des financements**, voire leur inconstance (notamment, lorsqu'ils viennent d'appels d'offre publics, leur versement peut être fait en plusieurs tranches, dont les dates ne correspondent pas forcément aux nécessités immédiates des entités bénéficiaires ; ou encore, lorsqu'ils viennent de fonds de grandes entreprises, ils peuvent être versés à intervalles irréguliers et la somme annoncée peut ne pas correspondre à celle effectivement versée). Cela impacte les capacités que les banques communautaires ont d'octroyer des emprunts, ne leur permettant pas de satisfaire toutes les sollicitations reçues. Aussi, le manque de financements fait que le nombre de personnes salariées est souvent insuffisant par rapport aux tâches demandées. Par ailleurs, puisque les banques communautaires mobilisent des personnes travaillant pour les entités de gestion, elles se retrouvent à devoir être sur plusieurs fronts en même temps, travaillant simultanément sur plusieurs projets, parfois dans des domaines différents. Aussi, le plus souvent, les personnes travaillant pour les banques communautaires ne reçoivent pas un salaire au sens strict du terme, mais plutôt des bourses, qui n'atteignent pas toujours le niveau d'un salaire minimum. Une ancienne technicienne de l'ITES/EAUFBA, aujourd'hui responsable du Centre d'économie solidaire de la municipalité de Lauro de Freitas illustre ainsi ces difficultés :

*Pour maintenir une dynamique de circulation de la monnaie sociale, de support des initiatives et de plein développement, il faut maintenir une équipe structurée pour cela. (...) Souvent, on obtient des fonds, on a un projet à exécuter, alors on engage un professionnel, ou une personne déjà sur place... mais on en profite et on utilise ce professionnel pour différents projets, ce qui est la façon dont les organisations arrivent à survivre. Et donc, cela crée une surcharge, et bien souvent il n'est pas possible de s'en sortir... ça ne prend pas en compte le fait que ces salaires sont faibles pour rémunérer à la juste hauteur des professionnels dans une organisation du troisième secteur... et qui se retrouvent à devoir accumuler plusieurs projets.<sup>lii</sup> (Entretien avec S.Barreto, ancienne technicienne ITES/EAUFBA, 11/12/2019, Salvador)*

(ii) le **manque de mobilisation de la communauté** autour du projet de RLES, voire l'essoufflement de la dynamique territoriale au fil des années. Dans les territoires étudiés, cela est moins évident qu'ailleurs, puisqu'il s'agit d'expériences bien enracinées, acceptées par la plupart de la communauté, et qui arrivent à proposer toujours de nouvelles activités et services dans le territoire. Toutefois, l'enjeu de la mobilisation est toujours présent, et l'envie que la communauté s'implique plus dans les projets de RLES est évoquée quasiment à l'unanimité par les membres des entités de gestion et des BCD que nous avons pu interviewer. Notamment :

*LM : Et si vous pouviez changer quelque chose à Matarandiba, ça serait quoi ?*

*E : ... de Matarandiba... plus de participation. Parce qu'il y a encore un préjugé... plutôt de la part des hommes... Je voudrais que ce tabou soit brisé... envers tout ce qui se passe ici, envers le projet lui-même. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui ont encore du mal à venir et à apprendre à connaître... ils préfèrent critiquer, mais ils ne veulent pas s'impliquer. Mais... ils en profitent, quand ils en ont besoin. Donc, ces gens ne savent toujours pas ce qu'est la solidarité... ils ne nous recherchent que lorsque cela les arrange.<sup>liii</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

(iii) les **conflits** entre la communauté et les entités de gestion peuvent mener ces dernières à perdre de leur légitimité en tant que centres propulseurs de la dynamique territoriale. Parfois, des conflits éclatent au sein même des entités de gestion, ce qui peut amener à des crises de gouvernance. Notamment, dans le cas de Matarandiba, suite à des conflits internes à l'ASCOMA, un processus de restructuration de cette dernière est en cours (même si, pour l'instant, cela n'a pas impliqué une fermeture de l'association ni de la BCD Ilhamar). Dans certains cas, ces conflits internes aux entités de gestion peuvent porter à la suspension ou à l'arrêt des activités - plusieurs cas de ce type ayant été évoqués lors des entretiens. Même dans des RLES consolidés et aux BCD jouissant d'un degré d'acceptation élevé auprès de la communauté, il peut y avoir des réticences. Un exemple nous en a été fourni par l'agente de crédit de la Banque dos Cocais :

*Au début, c'était difficile... mais aujourd'hui, je crois que... pas à 100%, mais... aujourd'hui 90% de la population accepte la banque. Bien sûr, toute la population ici travaille avec le cocal [monnaie sociale locale, NdT], elle reçoit le cocal... mais tout le monde n'aime pas ça (...) Il y en a qui n'aiment pas ça, ils se plaignent... (...), mais ils l'acceptent, parce que sinon, que vont-ils faire ? Parfois, quand ils viennent à la banque, il n'y a que du cocal, pas de réaux... selon les jours... il y en a qui disent : « Non, je n'en veux pas, je vais attendre encore un peu, voir si quelqu'un vient payer une facture en real... parce que je ne veux pas de cocal ». Pas de soucis, il reste assis là, à attendre... et puis, une autre personne arrive et lui passe devant, parce qu'elle accepte le cocal... alors que lui, il est resté assis là et a fini par demander du cocal parce que personne n'est apparue pour payer en réaux. Donc... aujourd'hui il y a quelques cas comme ça, mais c'est plutôt une question politique.<sup>liv</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédit de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial)*

Ces atouts et ces faiblesses comportent, selon le directeur de l'ITES/EAUFBA, « deux grands défis (...) pour que le réseau local d'économie solidaire puisse porter ses fruits, en tant que plateforme stratégique de développement. Au niveau micro, local, le profil et les caractéristiques du territoire... et au niveau méso, le niveau interinstitutionnel, l'articulation. »<sup>lv</sup> (Entretien avec G. C. França Filho, 14/12/2019, Salvador).

En résumé, les territoires engagés dans la mise en place de réseaux locaux d'économie solidaire affrontent des difficultés communes - mais leur capacité d'y faire face est redevable de certaines conditions de départ, ainsi que de certains choix d'articulation avec d'autres acteurs et territoires. En ce qui concerne les conditions de départ et les leviers d'action, nous avons identifié six points communs entre nos terrains de recherche : (i) il s'agit de communautés vivant des situations de marginalisation et/ou d'isolement géographique, marquées par des taux de pauvreté monétaire élevés ; il s'agit plutôt de territoires ruraux, mais les RLES peuvent se pérenniser aussi dans des contextes urbains, lorsque deux autres conditions de départ sont remplies, à savoir (ii) une identité forte et (iii) une capacité d'auto-organisation et un tissu associatif déjà établi. Ensuite, l'appui de la part d'acteurs extérieurs au territoire semble fondamental, notamment en ce qui concerne (iv) des apports financiers, (v) des apports techniques et (vi) le soutien des pouvoirs publics locaux.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées par les acteurs et actrices des RLES, les personnes interviewées en ont évoquées trois principalement : (i) l'insuffisance et/ou l'inconstance des financements, qui rendent difficile d'avoir une équipe permanente en charge du fonctionnement et développement du RLES ; (ii) le manque de mobilisation de la communauté, voire, une démobilité au fil du temps ; (iii) les conflits qui peuvent éclater entre la communauté et les entités de gestion.

De manière générale, tous les RLES se basent sur la captation et circulation des richesses, tentant de retenir et « multiplier » dans le secteur domestique les revenus venant de l'extérieur, à la fois en « contraignant » les utilisateurs des BCD à dépenser localement, en monnaie sociale, et à la fois en proposant des nouveaux biens et services locaux - tout en éduquant la communauté à la consommation locale et à l'économie solidaire. Les bienfaits économiques de cette démarche sont évidents dans les territoires enquêtés : les acteurs et habitants interviewés soulignent toutes et tous des changements majeurs en termes de qualité de la vie dans les communautés. Même s'il est difficile de mesurer « combien » du développement territorial a découlé directement de la mise en place des RLES, il est indéniable que des nombreuses transformations ont été fortement appuyées par ces derniers. Ces transformations n'ont pas été uniquement d'ordre monétaire, en termes d'emplois et de revenus, mais aussi d'ordre non monétaire. Cela fera l'objet de la prochaine section.

### 3. « Nem tudo é dinheiro » - Tout n'est pas de l'argent

Les RLES - au-delà d'amener toute une réflexion sur l'argent, l'exclusivité du système financier et la consommation locale par le biais des monnaies sociales - remettent en question de manière plus large la croissance économique basée sur la compétition comme modèle de développement. En effet, ces expériences véhiculent des valeurs de coopération et d'entraide, en mettant la qualité de la vie dans les territoires et la circulation des richesses avant l'accumulation des revenus monétaires. Ainsi, ce n'est pas étonnant que ces territoires valorisent les pratiques non monétaires, telles que les échanges de biens et services, la production pour l'autoconsommation (notamment en ce qui concerne la pêche et l'agriculture familiale) et le bénévolat (notamment au sein des associations faisant partie des RLES). C'est à ces pratiques que la première sous-section est dédiée. En plus de valoriser la circulation locale des revenus, les réseaux locaux d'économie solidaire génèrent d'autres outputs, difficilement quantifiables. Notamment, en dynamisant le tissu socio-économique, en proposant des nouveaux biens et services, mais aussi en renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté, ils permettent d'attirer et retenir des personnes - et non seulement des revenus - comme explicité dans la deuxième sous-section. Enfin, le développement territorial se traduit aussi par un « empowerment » et une augmentation de l'estime de soi-même des communautés, comme nous le verrons dans la troisième sous-section, en détaillant le rôle joué par les RLES dans la (re)valorisation des ressources, cultures et savoirs des territoires.

#### 3.1. Au-delà des revenus monétaires

Pendant les entretiens, plusieurs types d'activités non rémunérées en argent ont été évoqués - en tant que sources de moyens de subsistance, mais aussi en tant que « revenus non monétaires » permettant

d'offrir des services et des loisirs aux membres de la communauté même sans argent. Cela n'est pas étonnant, si l'on considère que les territoires enquêtés se situent - selon les calculs présentés dans la deuxième partie de ce manuscrit - dans des régions marquées par une forte présence de revenus domestiques non monétaires. En particulier, dans la Rgi de Nazaré-Maragogipe (dont fait partie Matarandiba), les revenus non monétaires représentent 30,3% du secteur domestique, et dans celle d'Esperantina (dont fait partie São João do Arraial), 34,7%. Ce pourcentage est de 24,0% pour la Rgi de Salvador (dont fait partie le bairro do Uruguai), ce qui est plus faible que dans les autres Rgi, mais qui reste tout de même important si l'on considère qu'il s'agit de la Rgi de la capitale - et de la plus urbanisée de l'état de Bahia (la production pour l'autoconsommation y étant très faible, notamment).

En passant de l'échelle « méso » des Rgi à l'échelle « micro » des terrains enquêtés, l'importance des pratiques non monétaires ressort de manière encore plus importante - à la fois des statistiques (présentées dans le chapitre 8) et des récits récoltés. En ce qui concerne la consommation pour l'auto-production, elle est particulièrement présente à Matarandiba - surtout dans le secteur de la pêche - et à São João do Arraial - dans le secteur agricole. En citant des entretiens menés à Matarandiba :

*LM : Et qu'est-ce que vous trouvez de mieux ici par rapport à Salvador ?*

*FL : La tranquillité... Je parle aussi du coût de la vie... Parce qu'ici, à Matarandiba, nous sommes riches de beaucoup de choses... dans la mer, on trouve de quoi se nourrir. Sur la terre ferme, on trouve de quoi nous nourrir. Donc... il y a des gens qui disent que le coût de la vie sur l'île est plus élevé, mais je le vois d'une autre façon, je pense que le coût de la vie est plus bas et plus sain... parce que si vous avez le temps, vous allez à la mer et vous obtenez votre nourriture. Vous n'êtes pas obligé de l'acheter. Vous devez juste être disposée à aller le chercher. Le coût de la vie est donc moins élevé. Parce qu'à Salvador, il faut tout acheter... il n'y a pas d'endroit où l'on peut aller pour obtenir quelque chose gratuitement. Mais ici, vous en trouvez...<sup>lvi</sup> (Entretien avec F ; Lima, agente de crédito de la BCD Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba)*

.....

*ELL : Personne n'a faim dans cette ville.*

*LM : Vous avez déjà vécu à Salvador. Pensez-vous que c'est très différent ?*

*ELL : Assez différent. A Salvador, si tu n'as pas de travail, tu as des difficultés. Ici, si tu n'as pas de travail, tu n'as pas de difficultés, pas vraiment. Parce qu'il y a la mer qui te donne de la nourriture gratuite. Il existe une banque qui peut te prêter de l'argent pour ouvrir ta propre entreprise. Donc ici... à Matarandiba, il est très difficile de voir quelqu'un dire qu'il a des difficultés.<sup>lvii</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

Des discours similaires émergent des récits des habitantes et habitants de São João do Arraial, où, dans un contexte de pauvreté monétaire élevée, il est assez courant de produire sa propre nourriture :

*Ici nous n'avons pas d'industrie (...) il n'y a pas d'agro-industrie, par exemple... donc nos revenus viennent essentiellement de l'extraction du babassu et de l'agriculture familiale, qui est une agriculture de subsistance... donc, tout le monde peut produire... il n'y a pas de grands propriétaires terriens ici... le gouvernement a mis en place ce qu'il appelle des « assentamentos », donc beaucoup de familles s'y sont installées... elles ont leurs propres aires de production, leurs potagers... donc cela aide, déjà... il y a l'extraction du babassu, qui est un palmier indigène, il n'a pas de propriétaire, donc tout le monde a accès au babassu. Ainsi, on peut aller et ramasser de la noix de coco, la casser et la revendre... ça, c'est bien tranquille... du coup,*

*cela, ça aide beaucoup, déjà...*<sup>lviii</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial)

Si l'estimation des revenus non monétaires tirés de ce type d'activités est plutôt aisée (par exemple, en comptant les personnes travaillant sans rémunération dans ces secteurs, comme dans le recensement, ou en estimant la part de la production destinée à l'autoconsommation dans les exploitations familiales, comme dans le recensement agricole de l'IBGE), pour d'autres pratiques, cela peut s'avérer plus compliqué - et l'approche qualitative est la seule à pouvoir témoigner de leur importance. Notamment, les personnes interviewées mettent souvent en avant l'échange de services - en ce qui concerne les savoir-faire, les services à la personne, la garde d'enfants, etc. - ou encore la contribution bénévole à certaines activités. Par exemple, les personnes qui participent aux réunions stratégiques du Centre COCAIS (et qui en composent le CA) ne sont pas rémunérées. Une partie des membres des entreprises d'économie solidaire de Matarandiba n'est pas rémunérée non plus, ayant un statut de bénévole et déclarant donner de son temps en échange de l'acquisition de nouvelles compétences. La plupart des jeunes participant aux activités du REPROTAI, dans le Bairro do Uruguai, sont aussi bénévoles, tout comme les personnes qui assurent la comptabilité et la trésorerie des groupes d'épargne solidaire du quartier. Certaines des personnes salariées par les structures appartenant aux RLES se considèrent en partie comme des bénévoles, car les salaires sont faibles et que les heures travaillées dépassent largement celles prévues par les rémunérations. Ainsi, le directeur du Centre COCAIS considère que « *Nous faisons un travail essentiellement bénévole, ici* »<sup>lix</sup>, et la responsable de l'ASCOMAT affirme :

*JR : Tout n'est pas de l'argent... ce qui fait que les agentes [de l'ASCOMAT] travaillent ici... parce que le mois dernier, je n'ai pas reçu d'allocation... ce mois-ci, je ne sais pas si je la recevrai... et en octobre, nous avons travaillé deux fois plus... parce qu'il y avait une activité en cours... (...) Rester ici plus longtemps que l'association ne me paie, c'est déjà du bénévolat pour moi... (...) J'ai l'habitude de dire que je fais du bénévolat, du moment où si l'on doit travailler le samedi et le dimanche, on travaille... et ce n'est pas comptabilisé... s'il faut partir d'ici pour faire quelque chose ailleurs, on y va... du coup, je crois que ça n'existe pas, un bénévole plus bénévole que ça... parce tu ne gagnes même pas un salaire minimum, et tu fais tout ça...*

*LM : Et avez-vous un autre travail en parallèle ?*

*JR : Je suis une vendeuse indépendante. Enfin, j'étais une vendeuse indépendante... mais je ne peux plus le faire car l'association prend beaucoup de notre temps...*

*LM : Que vendiez-vous ?*

*JR : Cosmétiques... et fruits de mer... Quand j'ai du temps libre, je vais toujours à la marée... j'aime aller récolter des fruits de mer... mon permis de travail, est de conchylicultrice artisanale... donc, quand j'ai du temps, je vais à la mer... par exemple, quand je travaille et qu'il y a un moment très calme, et que ça devient pénible, je vais à la marée, et l'après-midi, je viens travailler... et je vends ici sur l'île... ici même... et c'est très rapide...<sup>lx</sup> (Entretien avec J.S. da Rocha., Conseillère administrative de l'ASCOMAT, 31/10/2019, Matarandiba)*

La volonté de tout faire pour que les activités envisagées puissent avoir lieu, même dans un contexte de manque chronique de financements, semble un trait commun entre les différentes entités de gestion : « *Si on ne pensait qu'à l'argent, on arrêterait tout. Mais non. Nous aimons ce que nous faisons. Alors on continue, même sans que les financements pour le projet soient approuvés, on continue... on*

*trouve un moyen ici, un moyen là..., mais nous continuons à avancer.* »<sup>lxi</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba).

Aussi, en ce qui concerne la valorisation du non-monnaire, dans la Banque Ilhamar, il est possible de rembourser les impayés en donnant à la BCD une partie de sa production, voire de son temps de travail :

*On a aussi beaucoup travaillé sur cette question... de savoir qu'il n'est pas toujours nécessaire d'avoir des réaux en main..., mais que des fois, il suffit de faire du troc... Et la banque communautaire travaille aussi avec ça. C'est une façon pour le client de ne pas avoir forcément besoin d'avoir des réaux pour rembourser son prêt. Par exemple, vous venez prendre un prêt à la banque... et puis, le mois du remboursement, vous n'avez pas l'argent pour pouvoir payer. Donc vous pouvez payer avec votre travail, vous pouvez payer avec vos biens... vous pouvez payer avec vos produits... donner vos fruits de mer... à la valeur de cet acompte... (...) Donc, il y a cette prise de conscience, il y a cette importance pour la communauté de savoir que vous n'avez pas nécessairement besoin d'avoir des réaux pour vivre... alors la banque est responsable du transfert, de la vente de ce produit, car elle doit réobtenir ce montant pour le prêter à nouveau. (...). Par exemple, nous achetons des coquillages et du poisson à un client qui n'avait pas les moyens de payer la banque en réaux. (...) Ensuite, le Vivertur reçoit un groupe de touristes, et ils achètent des fruits de mer et du poisson à la banque pour nourrir ces personnes. Et la banque obtient ce montant. Et l'argent retourne dans la caisse de la banque.*<sup>lxii</sup> (Entretien avec R. Silva., Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)

D'autres pratiques courantes sont le financement collectif des initiatives par la communauté - ce qui concerne surtout les événements culturels. Cela passe soit par des « rifas » (loteries) communautaires, soit par des dons, du bénévolat ou par le partage des tâches. Notamment, chaque participant peut ramener de la nourriture lorsqu'un événement a lieu, certains peuvent se charger des décorations, ou de la couture des vêtements de scène, etc... ce qui permet de libérer du budget pour d'autres fournitures qui doivent forcément être achetées en argent. Un autre exemple très parlant dans ce sens, est celui de la construction de l'école communautaire Luiza Mahin, dans le bairro do Uruguai, qui a été rendue possible uniquement par des dons de la part de la communauté elle-même, permettant d'acheter les matériaux nécessaires, ainsi que par la main d'œuvre bénévole fournie par les riverains. C'est le cas aussi pour le festival culturel de São João do Arraial, qui attire de nombreux touristes et qui repose sur beaucoup de bénévolat et d'entraide au sein de la communauté, ainsi que pour plusieurs des activités organisées à Matarandiba - même s'il faut souligner que parfois le manque de budget peut empêcher de mettre en place des ateliers et formations avec des intervenants extérieurs :

*Le manque de budget nous empêche beaucoup... pas à cause de la partie qui implique la communauté, comme je vous l'ai dit... pour cela, nous arrivons à faire des événements sans avoir besoin de l'argent de l'ASCOMAT... Mais pour pouvoir faire un atelier ici, j'aurai besoin de ressources... vous comprenez ? Il y a des gens qui seraient même prêts à venir pour intervenir, mais... (...) Quand il s'agit d'économie solidaire... on arrive à mobiliser la solidarité, à faire en sorte que les choses se passent... à travers une personne, une autre personne... mais pour pouvoir faire venir un intervenant extérieur, c'est différent... parce qu'alors il y a besoin des ressources qui doivent être plus élevées...*<sup>lxiii</sup> (Entretien avec J. S. da Rocha, Conseillère administrative de l'ASCOMAT, 31/10/2019, Matarandiba)

Enfin, toujours en termes de revenus non monétaires - mais cette-fois-ci, venant de l'extérieur, donc « basiques » - il est important de prendre en compte le rôle des acteurs de l'incubation. En effet, l'ITES/EAUFBA et l'Instituto Banco Palmas, ainsi que les autres ITES et ITCP du Brésil, fournissent un appui constant aux territoires. Le plus souvent, leur contribution dépasse ce qui est prévu dans le cadre des financements captés par les RLES. Les techniciennes et techniciens restent à disposition des entités de gestion et des initiatives associées, ne serait-ce que pour un support ponctuel ou pour des conversations informelles. De plus, selon la méthodologie proposée par l'ITES/EAUFBA (cf. Chapitre 7), le suivi-évaluation fait partie intégrante du processus d'incubation - ce qui prolonge la collaboration entre les RLES et les incubateurs bien au-delà des phases de mise en place et de viabilisation du réseau local d'économie solidaire. A tous cela s'ajoutent ces espaces de débat et de co-construction qui sont le Réseau Brésilien de Banques Communautaires, les forums, les ateliers, voire les consortiums regroupant différentes municipalités et les Conseils territoriaux mis en place dans le cadre de la territorialisation des politiques publiques par certains Etats brésiliens (dont l'Etat de Bahia, avec ses Territoire de l'Identité, et l'Etat du Piauí, avec ses Territoires de Développement).

L'importance des revenus non monétaires montre encore une fois rôle crucial des *diverse economies* dans la vie « réelle », hors modélisations économétriques. Ces solidarités et ces échanges font vivre les territoires et renforcent le sentiment d'appartenance pour les gens qui les habitent, en faisant que les personnes désirent y rester, y passer régulièrement leurs vacances, ou même venir s'y installer.

### **3.2 Retenir et attirer les personnes (non seulement leurs revenus)**

Les territoires étudiés montrent un dynamisme « insoupçonné » au vu de leur situation géographique, économique, démographique. Si l'on ne se fie pas aux statistiques classiques et que l'on observe de près ces territoires, en conversant avec leurs habitantes et habitants, certains atouts résidentiels émergent de façon claire. D'abord, il y a, comme montré plus haut (infra 9.2), un sentiment d'appartenance fort - qui peut venir d'une trajectoire de lutte qui a marqué l'histoire de l'endroit. L'attachement à la communauté découle aussi de la densité des liens sociaux - qui alimente des dynamiques d'entraide, permettant de mitiger certaines carences structurelles du territoire (par exemple, il n'y a pas de crèches, mais c'est possible de laisser ses enfants chez des proches ou des voisins et voisines ; il n'y a pas de centres de loisirs, mais des activités sont régulièrement réalisées en mobilisant des bénévoles) et de réduire le coût de la vie (par exemple, lorsqu'on n'a pas de revenus, on peut demander de la nourriture à un proche, ou emprunter sa carte de crédit pour effectuer des achats, ou encore intégrer un groupe d'épargne collectif de type « caixa » ou tontine), comme le soulèvent ces extraits d'entretiens :

*S : La CONDER [Compagnie de Développement Urbain de l'Etat de Bahia, NdT] va avoir un gros problème, quand elle va réaménager ici... personne ne veut quitter le quartier Uruguai... parce que les voisins sont très anciens, donc il y a ce truc où l'un s'occupe de l'enfant de l'autre...*

*C : Si je pars d'ici et que je passe huit, dix jours ailleurs... je dis à ma voisine : « Voisine, je m'en vais pour huit jours... s'il te plaît, peux-tu passer et jeter un coup d'œil ? ». Tu comprends ?<sup>lxiv</sup> (Entretien avec S. et C., habitants du bairro do Uruguai et clients de la BCD Santa Luzia, 12/11/2019, Salvador)*

Le sentiment d'appartenir à une communauté insuffle aussi une sensation de sécurité. La « tranquillité » de la vie et le nombre très faible de délits et d'assauts est un autre atout résidentiel important - même si cela peut ne concerner que les personnes qui appartiennent à la communauté. Notamment, par rapport au bairro do Uruguai - ayant une réputation de quartier « dangereux » - un des habitants nous a expliqué :

*LM : Il y a beaucoup de gens ici à Salvador qui parlent de ce quartier comme s'il était très dangereux...*

*C : Ecoute... c'est ça le truc ici... tu n'es pas d'ici. Tu dis « Je vais dans ce quartier » ... mais le quartier Uruguai est grand, la population ici est grande... Tu comprends ? Il y a donc des endroits où tu ne peux pas aller comme ça... tu dois y aller avec quelqu'un... mais ici [au Conjunto Santa Luzia], jusqu'à la petite église là-bas... tu peux te balader sans crainte.<sup>lxv</sup> (Entretien avec C., habitant du Conjunto Santa Luzia, entrepreneur et client de la BCD, 12/11/2019, Salvador)*

La possibilité de se reposer sur la communauté - notamment en cas de difficultés - est un acquis dans des endroits où les liens de parenté et d'amitié sont solides, et font partie du filet de sécurité sociale des habitants et des habitants. Comme l'un des interviewés l'a expliqué, en partant de l'exemple de São João do Arraial :

*C'est totalement différent de la pauvreté dans les villes, tu sais... le contact ici est beaucoup plus étroit... Si tu vis dans une grande ville, dans une capitale, par exemple, ceux qui vivent dans la rue, ces gens n'ont fondamentalement aucun contact, beaucoup de gens les méprisent... pas ici... il y a une partie plus humaine... donc l'un aide l'autre... Donc... la question de la qualité de vie, c'est bien mieux même si on est pauvre... c'est ce qui fait la différence je pense... la pauvreté ici, ce n'est pas parce qu'il n'y en a pas, hein (...) Nous vivons dans une condition qui n'est pas très bonne, mais c'est assez pour vivre. Ainsi, pour vivre ici, le coût de la vie est totalement différent de celui de São Paulo<sup>lxvi</sup>. (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 21/11/2019, São João do Arraial)*

Les raisons évoquées pour rester dans le territoire sont souvent d'ordre affectif, les questions de l'identité, de l'appartenance, étant souvent mobilisées, comme évoqué dans cet extrait d'interview :

*Comme je suis le fils d'un sage-femme, je suis né à la maison... dans une rue appelée « Premier Mai », ici à Jardim Cruzeiro... et je suis né dans les maisons sur pilotis, tu vois... j'ai grandi sur les pilotis... le souvenir le plus ancien que j'ai est celui avec mon beau-père, à l'âge de sept ans, dans un canoë, au-dessus de l'eau... en tirant du bois pour construire notre maison sur pilotis. (...) Cette chose d'appartenance, c'est en nous... quand je t'ai dit, quand j'avais sept ans, je cherchais du bois ici... je n'ai pas honte de le dire... je suis fier d'avoir vécu cela, tu comprends ? C'est l'endroit où je veux être, même si aujourd'hui j'ai de meilleures conditions de vie, mais je n'ai pas l'intention de quitter la péninsule d'Itapagipe. Pour avoir accès à des meilleures conditions de vie, tu n'as pas besoin de quitter l'endroit d'où tu viens... tu peux améliorer tes conditions de vie, mais rester ici<sup>lxvii</sup> ... (Entretien avec C. E. Barbosa, Association des Habitants, 05/12/2019, Salvador)*

Tout cela ne rentre pas dans une logique productive : il ne s'agit pas de raisons de travail, ou de possibilités d'investissement, ni d'atouts qui pourraient intéresser des touristes ou des grandes entreprises des secteurs primaire ou secondaire. Notamment, lors d'une conversation avec des habitants du bairro do



Uruguai, les personnes interviewées ont expliqué ce qui les a retenues de partir ailleurs - le fait d'y être nées semblant occuper une place centrale dans leur discours :

*LM : Et pourquoi avez-vous décidé de rester ici et de ne pas partir ?*

*S : Je suis née ici, j'ai grandi ici... Je ne suis partie que lorsque je me suis mariée... mais je vis près d'ici... J'habite à Fazenda Grande... mais je suis plus tournée vers ici que vers là-bas...*

*LM : Et qu'est-ce que vous aimez ici ?*

*S : Ici, j'aime tout ! Je suis née ici... Je ne suis partie d'ici que parce que je devais partir, parce que je me suis mariée... Mais j'ai toujours mes racines ici... je travaille et je participe aux choses d'ici...*

*C : Seulement dans ce « conjunto » j'y suis depuis 43 ans... Seulement ici, dans cette communauté ! Je suis un vieux résident, vous savez ? Ma mère, qui s'appelait Dona Nilda, vivait ici... elle a été l'une des premières résidentes... J'habitais sur le pont Santo Antônio, près du Bairro Machado, juste en face... et puis, quand le mât de battage est passé, ma maison a été détruite, et j'ai eu la chance d'obtenir une maison ici... J'ai une fille qui est née six mois après mon arrivée ici, elle a 43 ans maintenant... J'ai une autre fille qui a 37 ans et qui est née ici...*

*J : Je suis aussi née ici... d'abord, le quartier Uruguai est très central, il est proche de beaucoup de choses...<sup>lxviii</sup> (Entretien avec C., J. et S., habitantes et habitants du bairro do Uruguai et clientes et clients de la BCD Santa Luzia, 12/11/2019, Salvador)*

Globalement, la plupart des personnes interviewées ont déjà habité ailleurs, mais ont décidé de revenir - pour des raisons variées. Dans les récits, on retrouve avant tout l'envie d'être à côté de ses proches - qu'il s'agisse de relations familiales ou amicales. Le retour aux sources peut aussi suivre un changement de situation (typiquement, l'arrivée d'un enfant, qui rend plus difficile la vie dans des grandes villes ou loin de son réseau social), voire un échec lié au parcours de migration, ou encore, le mariage avec une personne originaire de ce territoire-là, et qui souhaite retourner là où elle a grandi, comme relevé par cette personne interviewée :

*LM : Ainsi, vous êtes née ici ?*

*M : oui... et j'ai habité plusieurs années à Brasilia.*

*LM : Et pourquoi vous avez décidé de rentrer habiter ici ?*

*M : J'ai connu mon mari, on a eu un enfant, et cela est devenu très difficile de rester là-bas [à Brasilia] avec un bébé... et comme ma famille est d'ici, et que j'avais déjà travaillé pour la préfecture... enfin, on a décidé de venir faire un tour ici, et en faisant ce tour, on a fini par rester [elle rigole] ... cela fait déjà cinq ans qu'on habite ici, maintenant.<sup>lxix</sup> (Entretien avec M., cliente de la BCD dos Cocais, 22/11/2019)*

Ainsi, l'attachement au territoire d'origine et la certitude d'avoir toujours une communauté de repère à laquelle retourner, peuvent constituer des atouts résidentiels importants, qui permettent à ces territoires de ne pas se vider de leurs habitants, voire d'en attirer des nouveaux.

*Il y a des gens qui partent d'ici, qui vivent ailleurs... mais les gens sont partis d'ici par survie, essentiellement... parce que c'est une région... quand on dit une région « pauvre », ce n'est pas parce qu'elle est pauvre en ressources naturelles... c'est parce que, souvent, il n'y a pas assez de développement tiré de ces ressources que nous avons... (...) et les gens partent beaucoup pour chercher du travail dans d'autres endroits, par exemple à São Paulo, Brasília, Rio de Janeiro... parce qu'il n'y a pas de capacité d'absorption de la main-d'œuvre ici, donc... les gens veulent une vie un peu meilleure. Mais les personnes qui partent d'ici ne finissent pas par aller étudier, elles finissent par aller travailler dans des emplois souvent pénibles, et jusqu'à récemment, beaucoup de ces personnes travaillaient dans des conditions proches de l'esclavage... les*

*grandes entreprises finissaient par payer des salaires très bas, voire pas du tout... avec de très mauvaises conditions de travail... aujourd'hui, il y a encore beaucoup de personnes qui partent d'ici pour aller travailler ailleurs.... mais elles y passent un an, deux ans, et finissent par revenir... mais c'est pour quelque chose de plus immédiat à résoudre... parfois c'est pour [gagner assez d'argent pour] construire une maison qu'ils n'ont pas... pour acheter un moyen de transport qu'ils ne peuvent pas acheter s'ils restent ici...*<sup>lxx</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 21/11/2019, São João do Arraial)

L'envie de « revenir » est très présente aussi chez les retraités - qui, comme nous l'avons vu, sont à l'origine d'un flux de revenus basiques très important, particulièrement dans des contextes ruraux. Comme le directeur du Centre COCAIS nous l'a expliqué : « *beaucoup d'entre eux, lorsqu'ils prennent leur retraite... ils ont vécu pendant dix, quinze, vingt ans ailleurs... et aujourd'hui ils sont revenus ici, pour y vivre à nouveau...* » (*ibid.*). Les personnes retraitées interviewées ont des trajectoires différentes : certaines (principalement, en contexte urbain) n'ont jamais bougé - déclarant qu'elles n'en avaient pas l'envie, le besoin, voire la possibilité ; d'autres (les plus nombreuses) ont eu plusieurs expériences de travail en dehors du territoire d'origine, mais ont choisi d'y retourner pour profiter de leur retraite en se sentant « chez eux ». Notamment, un habitant de Matarandiba, ayant déménagé à Salvador après son mariage avec une personne qui travaillait là-bas, est rentré habiter sur l'île suite au décès de cette dernière ; à cet égard, il nous a raconté les éléments suivants :

*A : Je vis avec la pension de réversion de ma femme, qui était fonctionnaire publique... Je vivais à Salvador et je suis venu vivre ici [à Matarandiba, NdT], car c'est ici que je suis né, c'est ici que j'ai grandi... et c'est ici que je suis revenu... (...) J'ai vécu à Salvador pendant de nombreuses années... presque quarante ! (...) J'étais maçon, j'ai travaillé ici et là-bas... je suis parti avec elle... puis... elle est décédée et je suis retourné ici... (...)*

*LM : Lorsque vous viviez à Salvador, reveniez-vous souvent ici ?*

*A : Oui... je n'ai jamais cessé de venir ici... parce qu'ici, c'était mon endroit, j'avais même une petite maison... Et j'y vis maintenant... J'ai toujours eu une maison ici (...)*

*LM : Et que pensez-vous d'ici, par rapport à Salvador ?*

*A : Ici c'est bien mieux... ne pensez même pas à comparer. A cause de la tranquillité ici... Là-bas, tu ne peux pas avoir la tranquillité que tu as ici... tu peux marcher n'importe où, personne ne te dérange... (...) tu peux aller n'importe où, personne ne va t'attaquer... t'as cet avantage, tu comprends ? Et ici, pour moi c'est tranquille... (...) Comme je vis seul, j'achète dans les deux épicerie... on peut tout faire ici... (...) il y a tout ce dont t'as besoin au quotidien... pour manger, il y a la meilleure nourriture qui soit, les fruits de mer, le poisson... [il rigole] (...) si je déménage d'ici, c'est seulement pour la ville là-bas au bout de la pente, qui est celle avec un billet d'aller simple... [il rigole]...*<sup>lxxi</sup> (Entretien avec A., retraité, client de la BCD Ilhamar, 01/11/2019, Matarandiba)

D'autres personnes ont choisi de déménager dans les territoires enquêtés pour leurs atouts touristiques. Cela nous a été expliqué par une des membres du CAC de la banque Ilhamar, elle-même retraitée, originaire de Maragogipe et ayant passé la plupart de sa vie active à Salvador (où elle travaillait pour une crèche) :

*Dans leur majorité, il s'agit de personnes originaires d'ici... qui partent ailleurs, y travaillent, et quand elles prennent leur retraite, reviennent ici. Mais il y en a certaines, comme moi, qui ne sont pas d'ici (...), des personnes dont les ancêtres connaissaient déjà Matarandiba, ou qui passaient déjà du temps ici avant (...) qui sont parties à la retraite et sont venues habiter ici*

*(...). Moi, je suis arrivée ici parce que mon frère s'est marié avec une femme originaire d'ici. Et ainsi j'ai connu cet endroit et j'en suis tombée amoureuse... e j'ai demandé à Dieu que lorsque je prendrais ma retraite, je pourrais venir vivre ici. Ainsi, avant de partir à la retraite, j'avais déjà tout préparé ! un terrain, une maison...<sup>lxxii</sup> (Entretien avec A., retraitée et membre du CAC de la Banque Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba)*

Ainsi, l'attachement au territoire peut aller de pair avec des atouts résidentiels qui s'avèrent aussi touristiques - c'est le cas notamment de Matarandiba, où l'un des jeunes interviewés nous a expliqué :

*LM : Pourquoi avez-vous choisi de rester ici, à Matarandiba ?*

*M : Je pourrais m'en aller. Mais... c'est vraiment l'amour de l'endroit. J'aime cet endroit. Si je vais à Salvador, c'est seulement pour aller à l'université, mais une fois l'université terminée, je reviendrai ici. Ou chaque semaine, je reviendrai... parce qu'ici, c'est le paradis. C'est un endroit génial, ici. Un lieu de repos, un lieu de loisirs. Un lieu de tranquillité...<sup>lxxiii</sup> (Entretien avec M., responsable du VIVERTUR, 31/10/2019, Matarandiba)*

Toutes ces réflexions amènent la question de la qualité de la vie - qui ne répond pas forcément à des critères monétaires, ou de travail. En effet, selon la plupart de nos interviewés, l'accès à des salaires plus élevés dans des villes de taille majeure se fait souvent au prix d'un coût de la vie bien plus élevé, d'un déracinement et parfois d'un sentiment de forte solitude. Aussi, les grandes villes comportent des risques de sécurité majeurs - ce qui a amené beaucoup des personnes interviewées à rentrer dans leurs territoires d'origine lorsqu'elles ont dû s'occuper de leurs enfants, ou lorsqu'elles sont parties à la retraite, notamment.

Les RLES et leurs BCD ont sans aucun doute un rôle à jouer – et qui n'est pas marginal - dans la rétention des populations, grâce à la dynamisation des tissus socio-économiques des territoires, qu'elles ont déclenchée ou supportée, ainsi qu'au renforcement des liens au sein de la communauté. Globalement, les personnes interviewées considèrent que des changements majeurs ont eu lieu à partir de l'implantation de la BCD - même s'il est difficile de quantifier les avancées qui relèvent de la banque communautaire et celles qui viennent d'autres facteurs. Cependant, il est indéniable que ces acteurs du développement territorial ont impulsé des nouvelles dynamiques, qui recourent la théorie de la base de consommation (cf. Chapitre 3). En effet, la proposition de services financiers de proximité, le support à la consommation et à la création d'activités, mais aussi une certaine offre culturelle - qui peut s'avérer bien plus large que dans des villes ou quartiers environnants - peut attirer des nouvelles personnes (y compris des touristes et visiteurs), retenir celles qu'y habitent déjà, voire rendre le cadre de vie de celles qui ne peuvent ou ne souhaitent pas partir bien plus agréable.

Les banques communautaires de développement permettent aussi un certain « rayonnement » du territoire. Cela passe d'abord par une offre de services financiers de proximité, qui finissent par attirer aussi des personnes résidant dans des villes environnantes, qui en sont dépourvues :

*Il y a des gens de Campo Largo [ville à 45 minutes de voiture, NdT] qui viennent ici pour retirer leur Bolsa Familia... donc, ils reçoivent aussi du cocal [monnaie sociale locale, NdT]... ainsi, ils vont dans les magasins d'ici pour faire leurs achats... ils achètent quelque chose à manger... (...) tous ceux qui viennent ici, ils y laissent de l'argent, il n'y a pas moyen... parce que parfois, il y a des gens qui ont 10 cocais et pour ne pas les embarquer, s'ils n'arrivent pas à les échanger contre des réaux, ils vont acheter quelque chose... et ils les dépensent*

ici...<sup>lxxiv</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédito de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial)

Par ailleurs, les BCD attirent régulièrement des étudiants, des chercheurs, des touristes - notamment, dans le cadre des activités de tourisme communautaire proposées par les RLES - ou encore des « curieux » qui souhaitent connaître la monnaie sociale. De plus, une circulation élevée de la monnaie sociale a des impacts positifs sur la sécurité de la ville : notamment, à São João do Arraial, plusieurs commerçants locaux ont affirmé préférer recevoir des cocais plutôt que des réaux, car ils considèrent que la monnaie sociale est un moyen de dissuader les braqueurs puisque l'assaillant serait immédiatement identifié en se rendant à la BCD pour changer des milliers de cocais (source : Entretien avec O., commerçant de São João do Arraial, 21/11/2019). Cette baisse de crimes dans les commerces locaux a même fait l'objet d'un article dans la presse nationale, le journal O Globo titrant, le 16 mai de 2016 : « *Suite à la création d'une monnaie propre, une ville du Piauí n'enregistre aucun braquage depuis maintenant une année* »<sup>407</sup>.

Enfin, la possibilité d'avoir facilement accès à des emprunts pour investir et consommer localement a permis à la production et aux commerces de se développer - ce qui s'est traduit par une stabilisation ou une augmentation du nombre des activités présentes dans les territoires, voire par une différenciation des produits vendus et des services offerts.

*São João do Arraial a changé... wow ! L'avenue principale, elle était horrible... ce n'était pas comme ça, bordée d'arbres, toute organisée... ! Les maisons... les familles, elles n'avaient pas tant de ressources... Les maisons maintenant sont magnifiques - par rapport à avant ! Il y a eu un changement dans les commerces... avant, ils étaient comme des petites maisons, maintenant ils sont plus beaux ! (...) Je vis ici depuis douze ans... Avant, je vivais à Morro do Chapéu (...) j'ai toujours habité en zone rurale, en zone bien rurale même... alors, dans ma maison, pour te donner une idée, il n'y avait pas d'électricité... Donc on avait la lumière des bougies, des lampes... c'était une vie très campagnarde... de ces paysans « pé no chão » [litt., « pieds sur terre », qui ne vivent pas de fantaisies, NdT]... pour aller en ville il fallait un événement, une occasion, pour nous c'était le luxe, un voyage.... [elle rigole]... donc pour moi, venir ici... je me plais ici... c'est une ville bien développée... (...) on le voit des petites choses... Carte de crédit... cafétéria... il y a la petite place... Il y a des villes ici, « La carte de crédit, c'est quoi ça ? ». Alors, je pense que c'est bien développé ici, je pense que c'est plus à cause de la banque, parce qu'on a beaucoup de visiteurs (...). Cette année, on a eu beaucoup de visiteurs, on a eu des étudiants d'université, des gens comme toi, qui sont venus faire des études, donc.... (...) c'est plus visité, il y a un festival qui est notre Festival dos Cocais, le festival de juin, il attire beaucoup de gens ici... donc c'est une ville plus développée, les gens essaient d'investir plus à cause de ça.*<sup>lxxv</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédito de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial)

En somme, le renforcement de l'économie du territoire (en stimulant simultanément la consommation et la production, grâce aux BCD et aux monnaies sociales locales) est allé de pair avec un renforcement des activités culturelles, des loisirs et des processus d'auto-organisation. Tout cela, en plus du sentiment

---

<sup>407</sup>[Traduction libre] *Após criar moeda própria, cidade do Piauí não registra assalto há um ano*. En ligne : <https://g1.globo.com/pi/piaui/noticia/2016/05/apos-criar-moeda-propria-cidade-do-piaui-nao-registra-assalto-ha-um-ano.html>

d'appartenance et de l'attachement à la communauté - qui peuvent être un puissant moteur pour décider d'investir du temps, de l'énergie et de l'argent pour améliorer la qualité de la vie dans un endroit, plutôt que de le quitter - contribue largement aux processus de développement territorial qui sont en cours dans les territoires étudiés.

### 3.3 « Empoderar » les communautés à travers l'économie solidaire

Un dernier point qui ressort de manière récurrente des entretiens menés est sans aucun doute l'« empoderamento » des communautés - traduction brésilienne du concept de « empowerment », ou « empouvoirement » - qui va bien au-delà du volet économique et financier. Cela touche plusieurs aspects, ainsi que différents groupes de personnes - à la fois les membres des entités de gestion et des activités liées aux RLES, les bénéficiaires des emprunts, mais aussi la communauté dans son ensemble.

En commençant par les membres des entités de gestion, il est intéressant d'observer qu'il s'agit pour la plupart des personnes ayant une éducation formelle de base, correspondant le plus souvent à la scolarité obligatoire (collège ou lycée). Pour la plupart, elles n'avaient pas de formation dans le domaine de la gestion ou du développement avant de commencer à participer à un RLES ; certaines exerçaient dans d'autres domaines, une des agentes de crédit rencontrées étant infirmière notamment (Banco Il-hamar), alors que d'autres ont enchaîné différents boulots.

*J'ai fait le lycée... j'ai étudié l'espagnol, mais je n'étais pas très passionné par le domaine... (...) J'ai vécu quatre ans près de Brasília... (...) puis je suis retournée dans l'intérieur de Morro do Chapéu [près de São João do Arraial, NdT] ... et dans l'intérieur, c'était la casse du coco bassu, pour survivre. Et c'était ça... ou c'était le travail dans les champs... et puis je suis venue ici, je me suis mariée, mais je ne faisais rien, j'étais femme au foyer... puis j'ai travaillé, j'ai commencé en 2014 ou 2015... j'ai travaillé dans une petite boutique... puis j'ai travaillé dans une boulangerie, puis j'ai travaillé en m'occupant d'un petit bébé... et puis ils m'ont appelée ici, pour une recherche, ils avaient besoin de jeunes... et ils m'ont placée et je suis restée... et c'était si bien.... Je suis encore là aujourd'hui, n'est-ce pas [elle rigole] !<sup>lxvii</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédit de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial)*

Parfois, la participation sur le long terme à une entité de gestion a été l'aboutissement d'un long parcours associatif, souvent bénévole, qui a permis à la personne de se former, même de manière informelle, à différents outils et pratiques :

*J'ai commencé par des réunions informelles, puis des personnes ont été choisies pour travailler à la banque, à l'Infocentre, et pour former l'association elle-même, avec un poste de conseiller financier et administratif... et il y avait déjà des gens qui avaient plus d'expérience que moi... et ils ont composé cet espace... moi, je m'occupais du diagnostic... (...) certaines personnes qui ont également participé au diagnostic, elles ont reçu leur argent et ne sont jamais revenues à l'association. Mais moi, j'ai pensé qu'il serait intéressant de continuer. J'ai continué à participer bénévolement... (...) J'ai vu la nécessité, pour moi, d'apprentissage, de rester... depuis, j'ai travaillé en récoltant de fruits de mer le matin, je faisais les tâches ménagères et tout le reste, et l'après-midi je venais ici un peu, je bidouillais avec l'ordinateur, j'apprenais avec les cours d'informatique... et puis, après environ deux ans et demi, la fille qui était agente de crédit et d'infocentre a dû partir, parce que son mari avait trouvé un travail à Salvador... (...) Ainsi, j'ai pris sa place en tant qu'agente de l'infocentre. Et comme je suis curieuse, dès que j'avais un peu de temps je venais ici à la banque, je demandais aux filles comment c'était, je participais au CAC (...) Puis, je suis devenue agente de crédit (...) Depuis, ça a été comme ça, j'ai continué*

à changer de poste, année après année [elle rigole].<sup>lxxvii</sup> (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)

Les membres du RLES ont cumulé des connaissances grâce à leur participation à de nombreuses activités. Au fur et à mesure, elles et ils se sont outillés dans le domaine de la bureautique, de la comptabilité, mais aussi de l'économie solidaire de manière large, en suivant des formations et en participant de groupes de travail et de réseaux trans-territoriaux. Les personnes qui participent aux différentes entreprises d'économie solidaire ont aussi reçu des formations dans différents domaines - agroécologie, boulangerie, comptabilité, etc. - que ça soit par des pairs, par les incubateurs ou par d'autres instituts de formation. En plus d'acquérir des nouvelles compétences, les personnes impliquées dans les RLES ont aussi vu augmenter leur confiance en elles-mêmes :

*J'étais ouvrière dans une industrie d'huile de palme... (...) Lorsque je suis arrivée ici et que j'ai rencontré le projet, je me suis sentie enchantée. Et il semble que c'était déjà dans mon sang... aujourd'hui encore, je suis enchantée, je suis amoureuse du projet... je suis émerveillée. Je parle avec beaucoup d'amour... et le développement des gens... nous sommes émus par le développement des gens. Tous ceux qui entrent dans les entreprises, elles deviennent très dégourdis... Quand je suis moi-même entrée ici, j'étais très silencieuse. Juste, j'observais, j'observais... avec le temps, j'ai appris à parler, à donner des conférences... c'est très émouvant... ça donne beaucoup d' « empoderamento » [empouvoirement, NdT] ... beaucoup, vraiment.<sup>lxxviii</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

Concernant les compétences acquises par les membres des associations locales, ces derniers apprennent également à se confronter aux institutions et grandes entreprises travaillant avec leurs territoires, voire à assumer le lead lors de certains conflits qui peuvent émerger. Cela a été le cas notamment pour le *sinkhole* apparu à Matarandiba (cf. Chapitre 8), concernant lequel les membres de l'ASCOMA et certaines personnes de la communauté ont saisi les autorités, en mettant en place un débat avec Dow Chemical Company :

*Il aurait pu arriver ça : ils auraient pu y aller et brûler ou casser l'entreprise..., mais non... ils sont allés contacter les organismes publics, le ministère public, les organismes environnementaux, ils ont eu des contacts avec l'UFBA, l'Institut de géographie est allé étudier la situation... donc c'est un type de militantisme très intelligent à mon avis.... (...) les femmes de la banque (...) elles sont assises à la même table que le directeur de Dow... du procureur, du conseil, du maire, de n'importe qui ! Et elles arrivent à discuter...<sup>lxxix</sup> (Entretien avec I. Itã, technicien ITES/EAUFBA, 29/11/2019, Salvador)*

.....

*Les femmes que j'ai connues, elles ont beaucoup grandi, hein... je suis parti du projet en 2014, 2015... De fait, l'« empoderamento » a existé, oui... et ce n'est pas peu... surtout les femmes... mais c'est la qualité du débat aussi, il s'est développé, a beaucoup grandi, vous savez...<sup>lxxx</sup> (Entretien avec M. Oliveira, ancien responsable de la RSE de DCC, 17/08/2021)*

Ainsi, plusieurs des personnes ayant des charges importantes dans les entités de gestion ont choisi de poursuivre ou compléter leur éducation formelle : c'est le cas, notamment, du directeur du Centre COCAIS, qui poursuit une formation dans le domaine de l'agronomie, et de la conseillère administrative de l'ASCOMA, qui a décidé d'obtenir son baccalauréat. Selon certains des interviewés, ce sont surtout - voire, uniquement - les personnes qui font partie des associations cheffes de réseaux qui

auraient bénéficié de tout ce processus de renforcement. Toutefois, au vu des entretiens et des observations de terrain, il y a des raisons de croire que les effets soient bien plus larges que ça.

En ce qui concerne les clients des banques communautaires et les participants d'autres typologies de finances solidaires (notamment, les groupes d'épargne collectifs et les fonds rotatifs), ils et elles ont vu un renforcement de leurs capacités de consommation et de production qui peut parfois les aider à sortir de situations de grande précarité.

*La communauté se sent plus soutenue ici, avec la banque [communautaire]... parce que parfois, ils ne peuvent pas se permettre de contracter un prêt... Même pour leur propre consommation, disons qu'ils n'ont rien... vont-ils mourir de faim ? Non... Ils viennent ici à la banque, nous allons voir comment faire...<sup>lxxvi</sup> (Entretien avec A., Membre du CAC de la Banque Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba)*

De plus, les BCD mettent en place un véritable processus continu d'éducation financière, qui permet aux personnes accompagnées d'améliorer la gestion des finances de leurs ménages et de leurs entreprises :

*Nous fournissons aux gens une éducation financière. Et cela a donné de très bons résultats. Lorsque les gens viennent ici, nous évaluons : « Combien dépensez-vous en eau ? Combien en électricité, combien pour faire des achats, etc. ? ». Elles peuvent voir combien elles dépensent et combien il leur reste à la fin du le mois. Ensuite, nous évaluons... « Avez-vous vraiment besoin de demander ce prêt ? Parce que vous avez encore tant d'argent... ». Nous évaluons vraiment la nécessité du prêt... Même pour éviter ce cercle vicieux de type emprunt-emprunt-emprunt, tu vois ? (...) Parfois, elles demandent des emprunts pour la consommation (...) Quand elles demandent un nouvel emprunt, elles ne le demandent plus pour ça, mais par exemple, pour faire des travaux dans leur maison... Donc, on voit que nous avons vraiment obtenu des résultats sur ce point-là...<sup>lxxvii</sup> (Entretien avec F. Lima, agente de crédit de la BCD Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba)*

En même temps, les personnes qui gravitent autour de la BCD deviennent conscientes de leur capacité d'auto-organisation, ainsi que des contraintes structurelles que le système financier classique impose, les empêchant d'accéder au crédit et aux services financiers traditionnels. Cette capacité à s'organiser, à trouver au sein de la communauté un appui difficile à obtenir auprès des institutions (publiques ou privées), finit par renforcer la confiance que les participants ont dans leur capacité d'épargner, d'investir et d'accéder à des meilleures conditions de vie, comme nous l'a expliqué l'un des militants de l'association des habitants du Conjunto Santa Luzia, en parlant des effets des dispositifs de finances solidaires :

*L'état des maisons s'est amélioré, la qualité de vie des gens s'est améliorée, l'autonomie de ces personnes s'est également améliorée... les gens venaient ici la tête basse... et quand ils sont partis, quand nous avons mis fin au projet, ils étaient d'autres personnes, tu vois ? ? Essentiellement des femmes... la grande majorité, c'étaient des femmes.<sup>lxxviii</sup> (Entretien avec C. E. Barbosa, Association des Habitants, 05/12/2019, Salvador)*

Ce processus a eu des impacts majeurs sur les différents publics ayant côtoyé les RLES - que ça soit les agriculteurs familiaux, qui participent régulièrement de foires, réseaux, syndicats, groupes de réflexion, ou des travailleuses et travailleurs informels. Les femmes participant des RLES passent aussi par un

processus d'émancipation, qui n'est pas banal dans des contextes où les femmes sont souvent cantonnées aux activités domestique et n'ont que peu de pouvoir de négociation au sein de leur ménage. Par ailleurs - comme cela transparait déjà des entretiens mobilisés jusqu'à présent - la plupart des personnes engagées dans le RLES, ainsi qu'une large partie des bénéficiaires des emprunts des BCDs, sont des femmes.

*LM : Et pensez-vous que cette activité de l'ASCOMA a changé beaucoup de choses dans la communauté ?*

*ELL : Je ne le crois pas : je suis sûre que c'est le cas. (...) Je pense que le principal changement est l'autogestion, l'autonomie que les gens de la communauté ont commencée à avoir, vous savez ? Les femmes d'autrefois, elles vivaient pour la maison et pour leur mari et leurs enfants. Et aujourd'hui non... vous voyez qu'aujourd'hui les femmes ici dans la communauté sont autonomes, elles travaillent, elles ont leur propre travail, leur propre revenu. Ce qui n'existait pas avant. (...) La femme vivait à la maison en s'occupant de la maison, du mari et des enfants. Et aujourd'hui, non, aujourd'hui les femmes ici sont bien indépendantes...<sup>lxxxiv</sup>. (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

Ainsi, les femmes interviewées sont nombreuses à nous expliquer avoir trouvé leur autonomie grâce à leur participation aux activités proposées par les RLES (notamment, en apprenant un nouveau métier, ou en devenant salariées de l'entité de gestion), ou grâce à la possibilité d'emprunter auprès de la BCD de l'argent qu'elles peuvent investir dans leurs propres activités :

*S : Il y a eu une période où les groupes d'épargne solidaire proposaient des cours, des ateliers... par exemple, sur les produits boulangers... en capacitant les femmes, qui ont fini par avoir leurs propres entreprises et sont devenues clientes de la banque communautaire ou du fond rotatif.*

*J : Parce que, en réalité, ce n'est pas seulement une question d'argent, n'est-ce pas ? Il s'agit aussi de travailler avec les gens, de les faire se sentir importants... Je dis cela parce que lorsque nous participions à ces ateliers, beaucoup de personnes pensaient qu'elles n'avaient pas la capacité de faire des ateliers de cuisine... mais elles ont appris et maintenant elles sont enseignantes, elles donnent même des cours... avec de très bons résultats...*

*S : Donc les personnes étaient formées et finissaient par gagner un revenu... Avant, la plupart des femmes n'avaient pas d'emploi stable... et même la relation avec leur mari change, parce qu'elles ont leur propre revenu... donc elles n'ont pas à attendre pour acheter du gaz pour la cuisine, ou de la nourriture pour leurs enfants ...*

*J : ... ou pour se faire belles ! [elle rigole].*

*S : Donc c'est quelque chose qui va bien plus loin que ce que l'on pense...<sup>lxxxv</sup> (Entretien avec C., J. et S., habitantes et habitants du bairro do Uruguai et clientes et clients de la BCD Santa Luzia, 12/11/2019, Salvador)*

Les transformations dans la vie des femmes des communautés interviewées ne peuvent évidemment pas être reconduites uniquement à l'accès aux emprunts - la relation entre empowerment et micro-finance ayant par ailleurs été étudiée et critiquée par de nombreux auteurs et autrices (cf. notamment Guérin et Palier 2006; Armendáriz et Roome 2008; Guérin 2017). Comme expliqué à plusieurs reprises, les BCD étudiées s'inscrivent dans un processus plus large de développement territorial, les impacts positifs sur l'autonomisation et accès au pouvoir des femmes étant le résultat d'une synergie entre nombreux facteurs et initiatives, relevant aussi de leur implication dans la sphère domestique et dans des activités dans le domaine de l'économie populaire et solidaire (Hillenkamp, Guérin, et Verschuur 2014; Chapitre 2 de ce manuscrit).



De manière plus large, il est possible d'affirmer que les RLES ont des retombées en termes d'empowerment pour la communauté dans son ensemble. D'abord, ils renforcent l'identité de la communauté, instillant une certaine forme de « fierté » d'appartenir au territoire et d'avoir hérité de son histoire et de sa culture. Cela passe notamment par la démarche de tourisme communautaire - qui amène les habitantes et habitants à réfléchir collectivement aux atouts de leur territoire, pour les valoriser vis-à-vis de l'extérieur. En empruntant les mots de l'un des jeunes impliqués dans le tourisme communautaire à Matarandiba :

*L'impact le plus important est le renforcement de la communauté... parce qu'il ne sert à rien d'avoir un tourisme communautaire si on ne travaille pas au renforcement de l'économie, mais aussi à la reconnaissance de la communauté. Pour moi, c'est une grande priorité (...), cette partie de la valorisation de la culture, et tout le reste. (...) Les jeunes qui participent, tous ceux qui participent se sentent renforcés (« empoderados ») dans cette valorisation. (...) Ce sont des choses qui gratifient...(…) En plus d'avoir une gratification économique... Mais ça, aucun argent au monde ne peut le payer. Cette richesse que nous avons, qui est la nôtre, culturelle, commune, transmise de père en fils, tout cet héritage. Aucun argent ne peut payer ça...<sup>lxxvi</sup>*  
(Entretien avec M., responsable du VIVERTUR, 31/10/2019, Matarandiba).

Les monnaies sociales jouent également un rôle important dans le processus d'empowerment. D'abord, elles portent des noms et images choisis par la communauté, qui rappellent la culture, l'histoire et les ressources du territoire. Ensuite, la présence d'une banque communautaire attire régulièrement des étudiantes et étudiants, des chercheuses et chercheurs, des journalistes - ce qui constitue une reconnaissance de ce qui a été accompli en termes de développement territorial et qui finit par renforcer l'estime que la communauté a d'elle-même. Souvent, les communautés ayant une BCD ont fait l'objet de reportages, y compris dans des journaux télévisés et revues locaux, nationaux et internationaux - ce qui a fait de ces territoires une source de curiosité, notamment pour les habitants des villes environnantes. Un grand nombre des personnes interviewées a avoué amener régulièrement avec soi des exemplaires de monnaie sociale lors de ses déplacements, pour les montrer à son entourage.

*LM : J'ai trouvé ça drôle hier, dans le bus que j'ai pris de Teresina à Esperantina, le chauffeur m'a dit « J'habite dans un village près de São João do Arraial, je vais toujours là-bas pour profiter des festivités de juin... Vous savez, il y a une monnaie là-bas, allez voir ça, c'est trop cool ! ».*

*WC : [elle rigole] C'est vrai... Avant c'était « São João d'où ? », maintenant c'est « Il y a la banque dos Cocais », « Ah, je vois ! ». Il est impossible de visiter São João do Arraial et de ne pas visiter la Banque dos Cocais... tous ceux qui viennent de Brasília, de São Paulo, qui viennent rendre visite à leurs proches, ils passent toujours par ici : « Oh, je veux un cocai, deux cocais à emporter, pour les montrer aux gens ! ». Chaque fois que les gens viennent en vacances, ils s'arrêtent à la banque pour prendre de l'argent... c'est très intéressant... j'aime ça ! C'est un point qui attire beaucoup d'attention... donc le développement est plus important aussi grâce à cela, parce que la ville est visitée, il y a eu différents reportages... donc... elle devient une ville plus développée que les autres, que Morro do Chapéu, qui est ma ville.... Je pense que c'est très développé ici, c'est très bien...<sup>lxxvii</sup>* (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédito de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial)

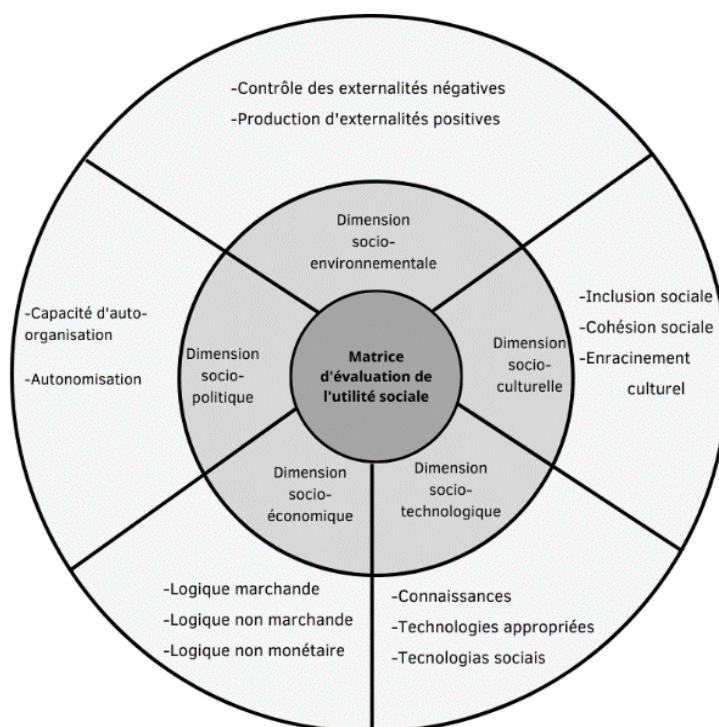
En somme, « tout n'est pas de l'argent » à la fois dans la sphère « basique » et dans la sphère « domestique » - et ces flux non monétaires ne sont pas négligeables dans les analyses du développement

territorial. En effet, dans des contextes marqués par des ressources financières limitées, l'entre-aide, le bénévolat, l'auto-organisation, permettent de remplacer certaines dépenses monétaires (qui seraient sans doute effectuées en dehors du territoire, générant une fuite de revenus vers l'extérieur). De plus, les RLES et les BCD apportent des gains non monétaires que nous avons résumés par le mot-valise « *empoderamento* » : ils renforcent des compétences existantes et en apportent des nouvelles, ils améliorent l'image que les communautés marginalisées ont d'elles-mêmes, ils offrent des espaces d'autonomie, de formation et d'échange aux femmes et aux jeunes.

Tout cela est extrêmement difficile à mesurer par des approches quantitatives. Toutefois, des outils d'évaluation ont été développés pour tenter de rendre compte de cette complexité. C'est le cas de la « Matrice d'évaluation de l'utilité sociale » (Eynaud et França Filho 2019; Reis 2019) (Fig. 84), créée par l'ITES/EAUFBA pour évaluer les initiatives et réseaux incubés. Cet outil se propose d'évaluer l'« utilité » et la « viabilité sociale » des initiatives territoriales, en allant au-delà des logiques économicistes - et considérant que tout fait économique est ancré dans le social. Ainsi, cinq dimensions sont évaluées : (i) socio-environnementale, (ii) socio-culturelle, (iii) socio-technologique, (iv) socio-politique et (v) socio-économique (pour une description plus détaillée de cet outil, cf. [Annexe 32](#)). Concernant cette dernière dimension, elle « *fait référence à la capacité de l'initiative à générer et à mobiliser les ressources nécessaires au développement de ses activités (...) elle met l'accent sur la capacité de l'organisation à reproduire matériellement ses conditions de survie, au-delà des seules ressources financières* » (Eynaud et França Filho 2019, pp. 194-195). Cette dimension socio-économique regroupe des logiques distinctes, ainsi synthétisées par les auteurs, qui revendiquent leur ancrage dans les théories polanyiennes :

- La logique marchande, qui correspond à la capacité de l'initiative à générer des revenus financiers à partir de relations commerciales ; il s'agit ainsi des pratiques économiques usuelles d'achat et vente dans un environnement de marché ;
- La logique non marchande ou redistributive, qui est non compétitive et qui se réfère à la capacité de l'initiative à mobiliser des ressources via des partenariats avec des acteurs publics ;
- La logique non monétaire ou réciprocaire, qui se réfère à l'obtention de ressources par des mécanismes de coopération, suivant des principes de réciprocité, notamment, l'« échange solidaire de biens et de services, la mise en commun des ressources, la production pour l'autoconsommation, l'échange désintéressée » (Eynaud et França Filho 2019, p.194).

Figure 84. Matrice d'évaluation de l'utilité sociale



Source : Réalisation de l'auteur à partir de Eynaud et França Filho 2019, pp. 194-199.

Celle que Eynaud et França Filho définissent comme une « autre gestion » s'intéresse ainsi à l'équilibre entre toutes ces dimensions, la capacité de mobiliser plusieurs logiques étant considérée comme un indicateur de la vitalité de l'initiative (voire du territoire). Ainsi, dans un souci de construction de nouvelles théories et mesures du développement territorial qui soient le plus proches possible des réalités de terrain, il nous paraît indispensable de prendre aussi en compte tout ce qui « n'est pas de l'argent ». Les flux non monétaires que nous avons calculés dans la deuxième partie de ce manuscrit peuvent fournir une première approximation de l'importance de ces pratiques.

Ainsi, il est indéniable que le développement territorial ne se fasse pas que par et pour l'« économie » au sens strict du terme. Les synergies entre toutes les dimensions à prendre en compte - économique, politique, environnementale, culturelle, technologique - ressortent avec force des récits des acteurs et actrices rencontrés. L'extrait cité ci-dessus nous paraît une synthèse parlante des propos exprimés lors des entretiens :

*Je pense qu'il y a cette question du dynamisme territorial... Je pense que la banque, lorsqu'elle a cette articulation sur le territoire, lorsque la communauté comprend que la banque lui appartient... cela peut aussi augmenter un peu l'estime de soi de la communauté. Ce sont des territoires qui n'ont presque rien, aucun accès aux services, et soudain, ils créent eux-mêmes une banque... ils ont une monnaie sociale (...) d'une certaine manière, cela finit par les stimuler, par augmenter leur estime de soi, jusqu'à ce qu'ils développent d'autres activités... Je pense que la banque a cette capacité... elle contribue également à l'articulation politique, toutes les discussions que la banque provoque, arrivant à attirer les acteurs pour qu'ils discutent de leurs propres problèmes... l'estime de soi des personnes qui travaillent à la banque communautaire... la majorité des agents de crédit sont des femmes, et beaucoup d'entre elles ont subi un processus lié au machisme, elles doivent s'occuper des enfants, de la maison, elles n'ont pas de profession. Les banques leur ont permis d'apprendre un nouveau métier, avec une formation...*

*pour se donner les moyens d'agir [« se empoderar »] même dans leur propre vie... pour rentrer à la maison et se dire « Je vais travailler, mon travail est important pour la communauté, je vais le faire de manière indépendante, même sans les ressources pour le faire ». Et ça ne concerne pas que les femmes... (...) Il y a aussi la question des hommes, des jeunes, qui s'impliquent dans le processus... que ce soit en tant qu'agents de crédit, directeurs de banque, ou en participant au conseil de gestion de la banque, en discutant des problèmes communs du territoire.... Je pense que cela finit par contribuer au développement personnel des personnes concernées, et de la communauté dans son ensemble... avoir une banque qui leur appartient, avoir leur propre monnaie.<sup>lxxxviii</sup>(Entretien avec M. M. Farias, technicien de l'ITES/EAUFBA, 12/11/2019, Salvador)*

Dès lors, il est nécessaire de considérer le développement territorial comme un processus qui n'est pas uniquement « économique », lié à la production et à la consommation, mais comme une dynamique ancrée dans un enchevêtrement d'activités et de relations sociales qui ne visent pas forcément le profit. Dans la quatrième et dernière section de ce chapitre, nous allons insister sur cette nécessité de « ré-encastrent » l'économie dans le social - en utilisant encore une fois le jargon polanyien - pour analyser le développement des territoires dans sa complexité. Nous proposons une relecture au prisme de l'économie substantive des apports des RLES, en prenant en compte leur rôle lors de la crise sanitaire commencée en mars 2020. Cela sera l'occasion de réfléchir, de manière plus générale, à ce que les crises enseignent sur comment les territoires peuvent résister aux chocs, à la fois en s'articulant avec l'extérieur et en mobilisant les solidarités locales.

#### **4. Développement territorial, économie substantive et solidarités en temps de crises et au-delà**

Les chocs majeurs - qu'ils soient d'ordre sanitaire, économique, géopolitique, environnemental - font souvent ressurgir avec vigueur la rhétorique « épisodique » concernant les crises, qui cache toutefois une réalité bien plus complexe. Lorsque les crises sont considérées comme des phénomènes inattendus et délimités dans le temps, les réponses à donner seraient « ponctuelles », circonscrites à une réaction immédiate vis-à-vis de l'urgence. Cependant, de plus en plus de chercheuses et chercheurs, activistes, mais aussi de rapports d'études d'organisations internationales et non gouvernementales, refusent de reconnaître le caractère épisodique et conjoncturel attribué aux crises - qui auraient plutôt un caractère cyclique, structurel, voire systémique. Cela serait le cas des crises économiques à l'ère de la financiarisation (J.-M. Servet 2010; Yagi 2013; Dowbor et . 2018; Vlados et al. 2018; Leal et França Filho 2020), ainsi que des crises environnementales à l'ère de l'anthropocène (Hamilton, Bonneuil, et Gemenne 2015; J. W. Moore 2014; Kennel 2021). Certains auteurs et autrices considèrent que l'on aurait atteint « *la normalité de l'exception (...). La pandémie actuelle n'est pas une situation clairement contraposée à une situation de normalité. Depuis la décennie 1980 - au fur et à mesure que le néolibéralisme s'est imposé comme version dominante du capitalisme et que ce dernier s'est soumis de plus en plus à la logique du secteur financier - le monde a vécu dans un état permanent de crise. Une situation qui est une double anomalie. D'un côté, l'idée de crise permanente est un oxymore, puisque, du point de vue étymologique, la crise est, de par sa nature, exceptionnelle et passagère, et constitue une opportunité pour être dépassée et donner origine à un meilleur état des choses. D'un autre côté, lorsque la*

*crise est passagère, elle doit être expliquée par les facteurs qui la provoquent. Mais lorsqu'elle devient permanente, la crise se transforme dans la cause qui explique tout le reste. Par exemple, la crise financière permanente est utilisée pour expliquer les coupes budgétaires dans les politiques sociales, ou la dégradation des conditions salariales.* »<sup>408</sup> (B. S. Santos 2020, p. 5). A un premier regard, la pandémie de Covid-19 semblerait avoir explicité le divorce entre économie et société, en opposant deux urgences : celle de garder l'activité économique et celle de protéger la santé - voire, la survie - de la population. (França Filho, Magnelli, et Eynaud 2020). Cela transparait, notamment, de slogans « extrêmes », tels que « *Milano non si ferma* » (Milan ne s'arrête pas), revendiqué par l'épicentre italien de la pandémie, ou encore « *O Brasil Não Pode Parar* » (le Brésil ne peut pas s'arrêter), revendiqué par la campagne du gouvernement Bolsonaro contre les mesures d'isolement. Cette polarisation semble suggérer que « *la démocratie et même le droit à la vie, à la santé et à un environnement sain sont des obstacles pour un bon développement économique - d'une forme telle que la séparation entre ces sphères pourrait paraître indispensable - voire, inévitable* »<sup>409</sup> (França Filho, Magnelli, et Eynaud 2020, p. 168). Toutefois, en prenant du recul (et en s'appuyant sur les théories polanyiennes), il est possible d'identifier plusieurs stratégies que les sociétés mettent en place pour faire face à ces dérives - apportant entre autres des exemples tirés de nos terrains d'études. La thèse de Polanyi est que l'économie est historiquement un domaine d'activité encastré dans un ensemble complexe d'autres relations sociales (d'amitié et parenté, religieuses ou encore politiques) - et que l'instauration de l'économie de marché, au XIX<sup>e</sup> siècle, a déclenché un mouvement de détachement de la sphère économique de la sphère sociale. Toutefois, l'auteur soutient que la société « résiste », tentant de mitiger les conséquences des tentatives de « désencastrement » de la sphère économique marchande, car celles-ci peuvent avoir des effets désastreux sur la vie humaine et animale et sur l'environnement.

Dans cette section, nous mettons en avant les stratégies de résistance - voire de « résilience », pour utiliser un terme qui est de plus en plus mobilisé dans les études urbaines et régionales (R. Martin et Sunley 2015; Leitner et al. 2018) - que les RLES des terrains étudiés ont mis en place pendant la pandémie. Nous analysons les dynamiques relevées lors de la phase « aigüe » de cette crise - et qui peuvent éclaircir également le rôle de RLES en temps de « normalité » ou de « crise permanente ».

Dans la première sous-section, nous proposons des réflexions concernant le rôle des RLES et des solidarités pendant la crise liée à la pandémie de Covid-19. Dans la deuxième sous-section - qui clôture ce chapitre - nous élargissons le débat à l'importance d'un système consolidé de captation et

---

<sup>408</sup> [Traduction libre] : “A normalidade da exceção. (...) A actual pandemia não é uma situação de crise claramente contraposta a uma situação de normalidade. Desde a década de 1980– à medida que o neoliberalismo se foi impondo como a versão dominante do capitalismo e este se foi sujeitando mais e mais à lógica do sector financeiro–, o mundo tem vivido em permanente estado de crise. Uma situação duplamente anómala. Por um lado, a ideia de crise permanente é um oxímoro, já que, no sentido etimológico, a crise é, por natureza, excepcional e passageira, e constitui a oportunidade para ser superada e dar origem a um melhor estado de coisas. Por outro lado, quando a crise é passageira, ela deve ser explicada pelos factores que a provocam. Mas quando se torna permanente, a crise transforma-se na causa que explica tudo o resto. Por exemplo, a crise financeira permanente é utilizada para explicar os cortes nas políticas sociais (saúde, educação, previdência social) ou a degradação dos salários. E assim obsta a que se pergunte pelas verdadeiras causas da crise.”

<sup>409</sup> [Traduction libre] : “Essas polaridades são profundamente prejudiciais, pois sugerem que a democracia e mesmo o direito à vida, à saúde e a um ambiente saudável seriam obstáculos para um bom desenvolvimento econômico, de tal forma que poderia parecer indispensável – até mesmo inevitável – a dissociação entre tais esferas.”

rétribution de revenus pour le développement territorial. Nous y proposons également des pistes de réflexion sur la nécessaire redistribution publique, mobilisant le cas de la Banque Municipale de Maricá (RJ) et du « revenu de base de citoyenneté » qu'elle a mis en place - et qui a eu un rôle déterminant pendant la pandémie.

#### 4.1 Les RLES et l'économie substantive à l'épreuve de la crise du Covid-19

La crise liée à la pandémie de Covid-19 a été sans aucun doute un puissant révélateur du rôle des solidarités publiques et privées pour assurer la survie des sociétés : celles-ci ont été identifiées comme leviers incontournables pour contrer le délitement de la cohésion territoriale. Selon les théories polanyiennes, ce contre-mouvement auto-protecteur de la société vis-à-vis de la dérive de la sphère économique marchande se passe dans deux autres sphères économiques. Il s'agit de la sphère économique « non marchande », matérialisation de la logique redistributive, dont découlent les solidarités institutionnelles, et de la sphère « non monétaire », qui matérialise, quant à elle, la logique de réciprocité, dont découlent les pratiques non monétaires (échange, troc...). En effet, selon Polanyi (Polanyi 2011 [1977]), l'économie ne serait pas « formelle » (comme le voudraient les modélisations classiques, fondées sur l'utilité et la rareté), mais « substantive », définie comme un processus institutionnalisé d'interactions « *de l'homme vis-à-vis de ses semblables et de la nature pour obtenir sa subsistance* » (Polanyi 2011 [1977], p. 56). Cette « définition substantive » de l'économie - qui n'est pas sans lien avec les « diverse economies » à la Gibson-Graham (cf. Chapitre 2 de ce manuscrit) - fournit une grille de lecture intéressante à travers laquelle nous pouvons observer les dynamiques du développement territorial - et notamment dans nos cas d'études.

Dans les territoires, le contre-mouvement de la société vis-à-vis des dégâts causés par l'économie marchande devient plus évident en temps de crise « aigüe ». Dans le cas brésilien, pendant la première phase suivant l'augmentation exponentielle des cas de contamination au Covid-19 (ainsi que les premiers impacts sur la population tant de la maladie que des mesures de contrôle de la propagation du virus), plusieurs formes d'économie substantive ont montré leur importance afin de faire face à la situation. D'abord, en ce qui concerne l'économie non marchande (c'est-à-dire, la sphère de la redistribution, selon Polanyi), plusieurs mesures ont été prises par les différents niveaux gouvernementaux - fédéral, étatique, et municipal. Même si le gouvernement fédéral a affiché une posture très libérale vis-à-vis de la crise - avec des restrictions officielles *a minima* des activités économiques et des déplacements, certaines mesures ont été adoptées pour réduire les effets des chocs économiques sur les personnes les plus vulnérables. Notamment, une nouvelle aide sociale a été mise en place, à travers la loi fédérale 13.982/2020, à savoir l' « *Aide d'urgence pour la protection sociale des personnes en situation de vulnérabilité en raison de la pandémie de COVID-19* »<sup>410</sup>. Il s'agit d'un transfert social accordé par le gouvernement fédéral aux travailleurs informels, aux micro-entrepreneurs individuels (MEI), aux travailleurs indépendants et aux chômeurs. Selon les données officielles, seulement pendant le premier

---

<sup>410</sup> [Traduction libre] *Auxílio emergencial de proteção social a pessoas em situação de vulnerabilidade devido à pandemia da COVID-19*

mois, ce transfert a représenté un total de 14,6 milliards de dollars PPA (35,8 milliards de réaux)<sup>411</sup>, avec un total de 50,2 millions de bénéficiaires - chacun d'entre eux recevant chaque mois 600 ou 1 200 R\$ (sachant que la valeur du salaire minimum en 2020 était de 1039 R\$). Cela dépasse largement le montant total versé à travers Bolsa Familia pendant toute l'année 2019 - à savoir, 13,5 milliards de dollars PPA (32,5 milliards de réaux<sup>412</sup>). Toujours du côté des institutions, des actions importantes ont été menées par les municipalités, ainsi que par des associations, ONGs et fondations - qu'il s'agisse de transferts monétaires ou de dons de produits alimentaires et de dispositifs de protection face au virus. Du point de vue de la sphère de la réciprocité et de l'économie non monétaire, les initiatives de la société civile ont été nombreuses, notamment au sein des communautés périphériques, en zone urbaine et rurale (Andion 2020).

À la suite de la contention de la pandémie et à la reprise régulière des activités, nous avons recontacté - à l'automne 2022 - les entités de gestion des trois RLES enquêtés, pour que leurs membres nous livrent des récits concernant la période de la crise, le rôle des RLES et des BCD, ainsi que les impacts de la pandémie sur leur fonctionnement. Trois entretiens d'environ une heure ont été réalisés avec les responsables des BCD pendant la pandémie, à savoir : Rosângela Silva, de la Banque Ilhamar, Tiago Muniz de la Banque Santa Luzia, et Mauro Rodrigues de la Banque dos Cocais. A partir de leurs récits, nous avons tiré plusieurs constats, résumés ci-dessous :

- **D'abord, les entités de gestion (c'est-à-dire, les associations formelles des RLES) ont été en première ligne dans la réponse d'urgence à la crise sanitaire.** En effet, elles ont immédiatement assumé un rôle de « point de repère » à la fois pour les institutions soucieuses d'apporter de l'aide d'urgence et pour les communautés locales, en quête d'informations et de soutiens. Les entités de gestion des territoires enquêtés ont été en charge de l'articulation avec des acteurs extérieurs pour garantir la distribution de dispositifs de protection face au virus, ainsi que de « cestas basicas »<sup>413</sup>. En ce qui concerne Matarandiba, ces paniers de biens ont été financés principalement par Dow Chemical Company, alors qu'ils ont été fournis principalement par des ONGs et fondations dans les cas du Bairro do Uruai<sup>414</sup> et de São João do Arraial. Concernant ce dernier, les biens qui composaient les paniers destinés aux familles en difficulté étaient en large partie ceux qui auraient dû être utilisés dans les cantines scolaires, fermées alors que la pandémie battait son plein. Cela s'est fait grâce à une synergie entre les

---

<sup>411</sup> En utilisant le facteur de conversion en PPA pour la consommation privée de la Banque mondiale, estimé à 2.45 en 2020.

<sup>412</sup> En utilisant le facteur de conversion en PPA pour la consommation privée de la Banque mondiale, estimé à 2.4 en 2019.

<sup>413</sup> Selon la Loi n. 185 de 1936 et le Décret-loi n. 399 de 1938, la « cesta basica » - littéralement, « panier de biens basique » - est un ensemble de biens, incluant des produits alimentaires et d'hygiène, suffisants pour couvrir les nécessités d'une famille pendant un mois. Selon la loi qui l'a mise en place, le salaire minimum devrait être indexé sur le prix de la « cesta basica », qui fournit aussi des informations concernant l'inflation (Passos, Bernardi, et Mendes 2014; DIEESE 2016).

<sup>414</sup> Selon les données de l'Association des Habitants du Conjunto Palmeira, environ 33000 cestas basicas ont été distribuées, ainsi que 126 kits d'hygiène personnel et 450 kits composés de jeux éducatifs et matériel scolaire.

pouvoirs publics (et particulièrement le CRAS municipal, à savoir *le Centre de Référence de l'Assistance Sociale*, qui a identifié les familles bénéficiaires), le Centre COCAIS, qui a contribué à la distribution, et les agriculteurs et agricultrices familiaux. Ces derniers, dans le cadre du Programme d'Acquisition Alimentaire (PAA), fournissent tout au long de l'année une partie importante de l'alimentation scolaire, qui est vendue directement aux institutions publiques. Le maintien de cette relation a permis non seulement aux ménages vulnérables de recevoir des « cestas basicas » composées en grande partie de produits locaux, mais aussi aux personnes travaillant dans l'agriculture familiale de continuer à recevoir les revenus issus de la vente aux institutions publiques. Toujours dans la phase de réponse d'urgence, les trois entités de gestion interviewées ont participé à la campagne de sensibilisation aux mesures et dispositifs de protection face au virus. Notamment, à Matarandiba, la radio communautaire a été un important moyen de diffusion - et les « filhos da ilha » ont été invités à ne pas aller se confiner sur l'île, pour éviter le brassage de population - et donc endiguer la circulation du virus - dans un contexte d'éloignement géographique des services de santé.

- **La présence d'institutions financières de proximité - les banques communautaires - a été un élément crucial dans la réponse immédiate à la pandémie**, pour plusieurs raisons. D'abord, les BCDs ont permis de soutenir l'économie locale, en injectant des revenus grâce aux emprunts octroyés pour la production et la consommation. Au vu des mesures de protection liées à la distanciation physique entre individus, les visites permettant de valider les demandes de prêt ont été suspendues dans certains cas - et les réunions du CAC ont été réduites ou effectuées en distanciel. Certaines mesures ont été prises pour adapter les actions des banques communautaires au contexte de crise sanitaire. Notamment, la Banque Ilhamar a permis aux clients de rembourser leurs emprunts en distanciel (via l'application « Pix »), pour éviter qu'ils et elles ne créent des rassemblements dans les locaux de l'ASCOMA. La Banque dos Cocais a décidé de n'octroyer des emprunts que à des clients « fidélisés », évitant d'accepter des nouvelles sollicitations. Aussi, cette BCD a ajusté la politique de recouvrement des impayés, en augmentant les délais de remboursement des emprunts en fonction des situations individuelles :

*La plupart de ces gens, ils ont négocié, ils sont en train de payer... ils trouvent des solutions... Pendant la période de pandémie, nous avons arrêté de leur demander de rembourser leurs emprunts. Ceux qui arrivaient à payer, pas de soucis... mais ceux qui ne pouvaient pas payer, nous ne les avons pas forcés non plus... donc... après que la pandémie soit passée, après que les choses aient commencé à se normaliser un peu, nous avons aussi commencé à comprendre... que pour certaines personnes les ventes n'étaient pas bonnes et ainsi de suite.... Nous avons donc essayé de voir si ceux qui étaient en retard avec les paiements (...) ils arrivaient à gérer... s'ils avaient besoin de plus de temps... nous avons procédé de la façon dont ils pensaient que c'était le mieux pour eux, pour qu'ils puissent y arriver...<sup>lxxxix</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 14/12/2022)*

En ce qui concerne la Banque Santa Luzia, elle a connu un taux de non-remboursement très élevé, arrivant à dépasser 30% au pic des confinements - ce qui a amené à une forte réduction de la capacité d'emprunt. Ce taux a tout de même largement décliné grâce aux négociations avec les clients, suite à la stabilisation de la situation sanitaire - sauf quelques cas « extrêmes » qui demeurent en dette avec la BCD, cette dernière n'ayant pas de marge d'action car il n'existe pas d'obligation légale concernant le



remboursement des emprunts, tout le système des BCD reposant sur une entente informelle basée sur l'adhésion de la communauté au projet. Le cas du Bairro do Uruguai est intéressant parce que, au-delà d'avoir octroyé des emprunts et distribué des *cestas básicas*, comme dans les autres territoires enquêtés, il a aussi été en charge de la distribution d'une aide financière d'urgence de la part de l'ONG World Vision, pour un total de 24 000 réaux. Ce partenariat a permis à 41 entrepreneurs et entrepreneuses - identifiés par la BCD Santa Luzia et par l'Association des habitants - de recevoir 600 Umojas (la monnaie sociale locale) chacun, pour effectuer des achats auprès d'autres commerçants du quartier. Selon le responsable de la BCD pendant la période de la pandémie que nous avons interviewé, cela a contribué à soutenir l'économie locale, tout en renforçant le projet de monnaie sociale.

En même temps, la présence de BCDs sur les territoires a permis aux habitantes et habitants d'accéder à certains services qui auraient nécessité de se déplacer vers d'autres centres urbains de taille majeure. Notamment, les BCD de Matarandiba et de São João do Arraial utilisent le système « E-Dinheiro » pour permettre à la population locale de payer leurs factures sans avoir à se déplacer dans une banque traditionnelle. De plus, la BCD dos Cocais, étant en même temps une agence de la Caixa Econômica Federal, s'est occupée également de la distribution des transferts sociaux d'urgence mis en place par le gouvernement fédéral. Cela a permis aux habitantes et habitants de ne pas se déplacer pour effectuer leurs retraits, alors que les agences bancaires des centres urbains de taille supérieure (notamment, celle d'Esperantina) étaient saturées. De plus, puisque le transfert de l'« Auxílio Emergencial » était conditionné à la possession d'un compte bancaire, la BCD dos Cocais a mené tout un travail d'inclusion financière, en accompagnant les personnes ayant besoin d'ouvrir un compte auprès de la Caixa Econômica Federal.

- **La période de la pandémie a augmenté la légitimité des entités de gestion et a permis aux banques communautaires d'augmenter leur visibilité**, à la fois au sein de la communauté et à l'extérieur. Les personnes interviewées remarquent dans les trois terrains d'étude un rapprochement des personnes de la communauté à l'entité de gestion du RLES, à la fois pour avoir des informations sur la situation sanitaire et pour solliciter des emprunts - surtout pour la consommation. Le rayonnement des BCD a aussi été soutenu par les médias nationaux - voire internationaux - reconnaissant le rôle des BCD et des monnaies sociales en tant qu'amortisseurs des chocs pendant la pandémie. Ainsi, le 1<sup>er</sup> octobre de 2020, le journal « A tarde » titre « *Les habitants du quartier Uruguai utilisent une monnaie locale qui dynamise l'économie en temps de crise* »<sup>415</sup>, et le 2 septembre 2021, le journal « Tribuna da Bahia » titre : « *Matarandiba, sur l'île d'Itaparica, échappe à la crise en utilisant sa propre monnaie* »<sup>416</sup>. Nous aborderons dans la prochaine sous-section un autre cas emblématique qui est celui de Maricá, concernant lequel le 19 juillet 2020 le journal espagnol El País a publié un article, titré : « *Maricá, dans l'Etat de Rio de Janeiro, préserve les emplois et les entreprises en cas de pandémie et place le revenu de base au centre du débat* »<sup>417</sup>.

---

<sup>415</sup> [Traduction libre] *Moradores do Uruguai usam moeda local que movimenta economia em tempos de crise*

<sup>416</sup> [Traduction libre] *Matarandiba, na Ilha de Itaparica, dribla crise com uso de moeda própria*

<sup>417</sup> [Traduction libre] *Maricá, no Rio, preserva empregos e negócios na pandemia e coloca a renda básica no centro do debate*

- Il est néanmoins utile de souligner que les récits récoltés mettent en avant une certaine **diversité des impacts de la pandémie**, en fonction du contexte. Ainsi, dans le Bairro do Uruguai, quartier urbain et à forte densité de la capitale, les cas de Covid-19 ont été bien plus nombreux au sein de la population. Il a été également plus difficile pour la banque Santa Luzia de répondre aux nombreuses sollicitations dans ce quartier très peuplé, ainsi que de recouvrir les impayés - comme cela a été mis en avant lors de l'entretien. En comparaison, Matarandiba et São João do Arraial se trouvent dans une position très différente. En effet, la faible densité de la population et l'isolement géographique relatif ont sans aucun doute contribué à préserver les communautés du virus - les premiers cas s'étant présentés bien plus tardivement qu'ailleurs. Dans les mots de la conseillère de l'ASCOMA :

*La vie ici à Matarandiba n'a pas beaucoup changé, tu vois ? Juste, on avait peur pour les news, les morts... il n'y avait pas moyen de ne pas avoir peur... les gens avaient peur, et ils faisaient vraiment attention... mais en ce qui concerne le fonctionnement de la communauté, pas grand-chose n'a changé... parce qu'il y avait des endroits, des Etats, qui arrêtaient vraiment les choses, ils avaient beaucoup de difficultés dans cette question de comment apporter de la nourriture, des médicaments... ici il n'y a pas eu beaucoup de ça, Dieu merci... (...) C'est une petite communauté, avec peu de résidents... et aussi les sorties de la communauté n'ont pas été très nombreuses... les gens ont réussi à s'organiser pendant la pandémie, pour ne pas avoir trop sortir d'ici...<sup>xc</sup> (Entretien avec R. Silva., Conseillère administrative de l'ASCOMA, 20/11/2022)*

De plus, les activités de pêche artisanale et d'agriculture familiale ont permis de générer des revenus non monétaires (autoconsommation), même lorsque la crise battait son plein.

*Pour les agriculteurs, ça a été très difficile... en même temps, l'agriculteur, il a fini par être un peu plus... plus... enfin, parce que là, dans sa communauté, dans la zone rurale... en gros, c'est lui qui y vivait, sa famille... et ses voisins les plus proches. Donc... ses contacts avec d'autres personnes extérieures étaient très limités. (...) les agriculteurs, ils produisent un peu de nourriture... dans le champ, il y a du maïs, des haricots, des légumes, des fruits dans la cour... ça a facilité la vie de certaines familles... ce n'est pas la majorité... mais ça a aussi pas mal aidé.<sup>xc</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 14/12/2022)*

Il faut tout de même souligner que les personnes interviewées ne nient pas que la situation a été très difficile - d'abord, en ce qui concerne la survie même des habitants, dans un contexte où l'épargne est moindre et la plupart des ménages compte sur les gains immédiats issus du travail informel pour survivre.

*Tu n'as pas de réserve, tu n'as pas d'économies, tu n'as aucun moyen de subvenir à tes besoins. Beaucoup de gens vivaient de dons, mais beaucoup sortaient pour travailler. (...) Nous avons essayé de contribuer. Mais même ainsi, beaucoup de gens ont été dans le besoin, ils ont eu faim... ce n'est pas facile... même avec la réalité de l'aide, mais beaucoup de gens avaient des difficultés à se nourrir... je le dis tout net, ils avaient faim, vraiment, les gens avaient faim... parfois ils se nourrissaient une fois par jour... donc... on ne peut pas faire grand-chose si on se nourrit une fois par jour... malheureusement, je pense que la répartition des revenus dans le monde est encore très inégale. Parce que nous avons un Brésil, et je parle de mon pays, un Brésil très riche, exportateur de nourriture... un grand producteur... et, en même temps, c'est une honte que nous ayons des gens dans notre pays qui meurent de faim. Malheureusement, la répartition des revenus est irrégulière... elle se concentre dans les mains de ceux qui ont le plus, et les autres ont faim.<sup>xcii</sup> (ibid.)*

Aussi, il y a eu un arrêt partiel de certaines des activités des entités de gestion et des autres institutions associées - ce qui a amené notamment à la réduction du nombre de salariés. De plus, comme dans le cas de Matarandiba, le passage au distanciel a mené à une raréfaction des liens de confiance, et le retour au présentiel a demandé une campagne de communication importante vis-à-vis des clients de la banque.

Malgré toutes les difficultés rencontrées, dans les trois cas d'étude, l'accès au crédit par le biais de BCD et la présence de certaines formes de redistribution (monétaire, comme dans le cas des fonds de World Vision, ou non monétaire, comme dans le cas des « cestas basicas »), ont sans aucun doute contribué à la cohésion territoriale, préservant ces communautés de certains des impacts socio-économiques liés à la crise sanitaire.

*Je crois que la banque communautaire a contribué aussi... Parce que... beaucoup de ces entreprises bénéficiaires, elles stimulent l'économie locale... (...) Je pense même qu'à São João do Arraial, l'impact de la pandémie n'a pas été aussi important. Je ne suis pas un expert, mais... de mon point de vue, les grands centres ont plus souffert que la population des petits centres, des communautés, des municipalités comme la nôtre... parce que là-bas, dans les agglomérations urbaines, soit tu travailles, soit tu ne manges pas... tu as une autre réalité... Notre réalité a peut-être été difficile, mais pour d'autres elle a été encore plus difficile que pour nous...<sup>xciii</sup> (ibid.)*

- Enfin, au-delà de la contraction ou modification des activités pendant la phase la plus critique de la crise sanitaire, **les entités de gestion et BCD ont repris leurs activités dès que la situation l'a permis** - ne sortant pas vraiment affaiblies de la crise sanitaire. Les entités de gestion et les BCD - ainsi que les structures associées - ont rapidement repris leur travail, en mettant en place de nouveaux projets post-pandémie. Globalement, les RLES ont résisté aux chocs de cette période, en adaptant leur fonctionnement au contexte - en mettant en place des nouvelles actions (notamment en distribuant des aides alimentaires et en mettant en place des campagnes de sensibilisation), en organisant des tours de travail ou des outils numériques pour garantir la distanciation physique, ou encore en rallongeant le délai de remboursement des emprunts. Cette capacité d'adaptation n'est pas sans lien avec l'habitude des RLES à opérer dans un contexte de « crise permanente », s'insérant dans des territoires fragilisés et étant soumis à des contraintes majeures en termes de budgets et d'effectifs rémunérés. Aussi, le mérite de cette résistance aux chocs est à reconduire en large partie au travail de cohésion territoriale qui a été fait en amont par les entités de gestion des trois territoires enquêtés pendant plus d'une décennie, ainsi qu'à leur capacité d'articulation avec des acteurs territoriaux et extraterritoriaux.

Les RLES se trouvent au carrefour entre les pratiques redistributives et de réciprocité, mobilisant des fonds et expertises issus des solidarités institutionnelles, mais aussi les liens qui existent au sein des territoires, qui peuvent activer des ressources non monétaires importantes. Reposant sur un ensemble de relations socio-économiques axées sur la solidarité, ils semblent ainsi représenter un exemple très parlant des efforts que les communautés mettent en place pour se préserver et endiguer la dérive de la sphère marchande de l'économie - dont les effets néfastes deviennent d'autant plus perceptibles dans les phases « aigues » des crises. En mobilisant une expression utilisée par Jean-Michel Servet - qui a paraphrasé lui-même Polanyi lors du crash financier de 2008 - ces chocs majeurs rendent visible le

« *grand renversement* », qui, selon l’auteur, permet de passer « *de la crise au renouveau solidaire* » (J.-M. Servet 2010).

Ce « renouveau » nous semble transparaître des efforts redistributifs mis en place dans de nombreux pays lors de la pandémie. Les réalités des terrains présentés dans ces pages permettent de toucher du doigt l’importance, pour les territoires et leurs populations, de capter et retenir des revenus, sous n’importe quelle forme. Cette nécessité a été exacerbée lorsque la pandémie a rendu de nombreuses stratégies de survie impossibles (do Nascimento et Proni 2022). Ainsi, « *peut-être, dans le contexte catastrophique de la pandémie, non seulement son [du développement économique, NdT] caractère non durable devient plus évident et insupportables, mais aussi les solutions à proposer deviennent plus plausibles, acceptables, et même nécessaires face à l’état des choses* »<sup>418</sup> (França Filho, Magnelli, et Eynaud 2020, p.168).

Les récits des personnes interviewées - que ça soit dans les entretiens d’avant ou d’après la pandémie - sont traversés par une certaine incompréhension vis-à-vis des inégalités de revenu et de l’impossibilité même de (sur)vivre dignement, auxquelles des larges couches de la population font face dans la plupart des territoires. L’ouverture majeure des populations des Suds par rapport à celles des Nords à des vastes programmes de transferts a été analysée, entre autres, par Hanlon et al. (2010). Ces auteurs ont mis en avant que dans les pays où la condition de pauvreté n’est pas reconduite à des responsabilités individuelles, mais plutôt à la structure du système économique, les sondages montrent que les populations sont plus favorables aux programmes de redistribution (y compris sans conditionnalités). Ainsi, ce n’est pas étonnant que dans des territoires imprégnés par des réflexions sur le sens de la monnaie et de l’argent, les discussions sur le revenu de base universel aient trouvé un terrain fertile. Cela est particulièrement évident dans le cas de Maricá, unique dans le monde, dont la prochaine section va traiter.

#### **4.2 Maricá et le revenu de base en monnaie sociale : « Just give money to the poor » ?**

Dans la littérature, il existe tout un débat théorique entre le ciblage et l’universalisation des politiques de transferts sociaux (Birnbaum 2016; Bidadanure 2019; Widerquist 2019; do Nascimento et Proni 2022). La première stratégie permet de destiner les transferts uniquement aux personnes les plus démunies - ce qui n’est pas sans difficultés, comme le choix des conditionnalités et des critères pour sélectionner les bénéficiaires de manière équitable, la stigmatisation que ces derniers rencontrent en tant que « pauvres », voire « assistés », ou encore le ressentiment des non-bénéficiaires, qui peuvent se retrouver à assumer des positions extrémistes de culpabilisation de la pauvreté (Hanlon, Barrientos, et Hulme 2010; Widerquist 2019; Waltenberg et al. 2021) . La deuxième stratégie consiste à une généralisation des transferts à l’ensemble de la population - sachant que pour les ménages les plus aisés, ces transferts finiraient par rentrer dans les caisses de l’Etat sous forme d’impôts (cf. Bidadanure 2019).

---

<sup>418</sup> E, talvez, em um contexto catastrófico de pandemia, não apenas as suas insustentabilidades se tornam mais evidentes e insuportáveis, como também as soluções a serem propostas se tornam mais plausíveis, aceitáveis e, até mesmo, como efetivamente necessárias diante do estado de coisas

Cette universalisation des transferts ne peut être possible qu'au prix d'un effort budgétaire très conséquent de la part des pouvoirs publics - ce qui est difficile à envisager, surtout dans un cadre de généralisation des politiques d'austérité. Les débats concernant le revenu de base ont été remis au goût du jour par la pandémie<sup>419</sup> (De Wispelaere et Morales 2021), qui a constitué une parenthèse de forte expansion de l'état social - et les BCD se sont rapidement insérées dans ces réflexions (S. P. Silva et Pereira 2022).

Au Brésil, les municipalités jouissent d'une certaine autonomie en ce qui concerne les politiques locales de redistribution des revenus. Les premières expériences dans ce sens ont débuté pendant les années 1990, suite au retour à la démocratie du pays, à partir des deux exemples pionniers du District Fédéral et de la municipalité de Campinas, en 1995 (do Nascimento et Proni 2022). La liberté d'action des municipalités dans ce domaine découle principalement de deux lois fédérales, approuvées par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Il s'agit de la loi 9.553 de 1997, qui autorise le gouvernement fédéral à financer 50% des dépenses municipales engendrées par des programmes de revenu minimum garanti assortis à des conditions en matière d'éducation, et de la loi 10.219 de 2001, qui permet au gouvernement fédéral d'établir des accords avec les municipalités pour qu'elles puissent transférer le revenu minimum à travers des cartes de crédit dédiées. En 1992, le Sénat brésilien avait déjà voté en faveur du « *Programme de Garantie de Revenu minimum* » (*Programa de Garantia de Renda Mínima*) ; en 2004, une loi fédérale a institué le « *Revenu de base de citoyenneté* » (*Renda Básica de Cidadania*, ou RBC). Ce dernier n'est jamais vraiment entré en vigueur, les efforts fédéraux ayant fini par se concentrer sur les transferts conditionnels et ciblés du Programme Bolsa Familia (cf. Chapitre 4). Toutefois, la réflexion en cours depuis les années 1990 a inspiré plusieurs expériences locales, dont le programme municipal de Maricá (RJ). Au fil de la dernière décennie, cette ville est devenue le plus grand terrain d'expérimentation du revenu de base en Amérique Latine, transféré à la population à travers la première monnaie sociale entièrement électronique, le « Mumbuca ».

Nous nous sommes rendues dans la ville de Maricá en novembre 2019, pour visiter la Banque Mumbuca (Fig. 85 et 86) avec Joaquim de Melo, fondateur de Banco Palmas, très impliqué dans ce projet pionnier dans l'Etat de Rio de Janeiro. A l'époque, la Banque Mumbuca se trouvait dans un petit immeuble de trois salles et ne comptait que quelques salariés. Aujourd'hui, elle a déménagé dans un immeuble composé par seize salles et peut compter sur une cinquantaine de salariés.

Figure 85. Façade du siège de la Banque Mumbuca



Source : Photo de l'auteur, décembre 2019

Figure 86. Monnaie sociale électronique « Mumbuca »



Source : site de la Banque Mumbuca

<sup>419</sup> Notamment, en 2020, 214 parlementaires (et 23 partis) se sont regroupés dans un groupe parlementaire mixte en défense du revenu de base (Frente Parlamentar mista em defesa da Renda Básica).

Selon la directrice de la Banque Mumbuca, Manuela Mello - que nous avons interviewée en janvier 2023 - la pandémie a constitué un point de bascule, permettant une expansion sans précédent du programme de revenu de base mis en place par la ville. Les effets ont été conséquents sur le court terme, la ville ayant réussi à garantir des niveaux élevés de consommation, ainsi qu'un maintien (voire une augmentation) du nombre d'emplois. Mais comment cette expérience a-t-elle pu connaître une évolution si rapide - surtout au milieu d'une crise sanitaire globale et de la crise économique qui en est découlée ? Pour répondre à cette question, nous allons explorer l'histoire récente de la ville de Maricá, en mobilisant les articles publiés à ce sujet depuis quelques années, ainsi que les entretiens que nous y avons mené en 2019 et en 2023.

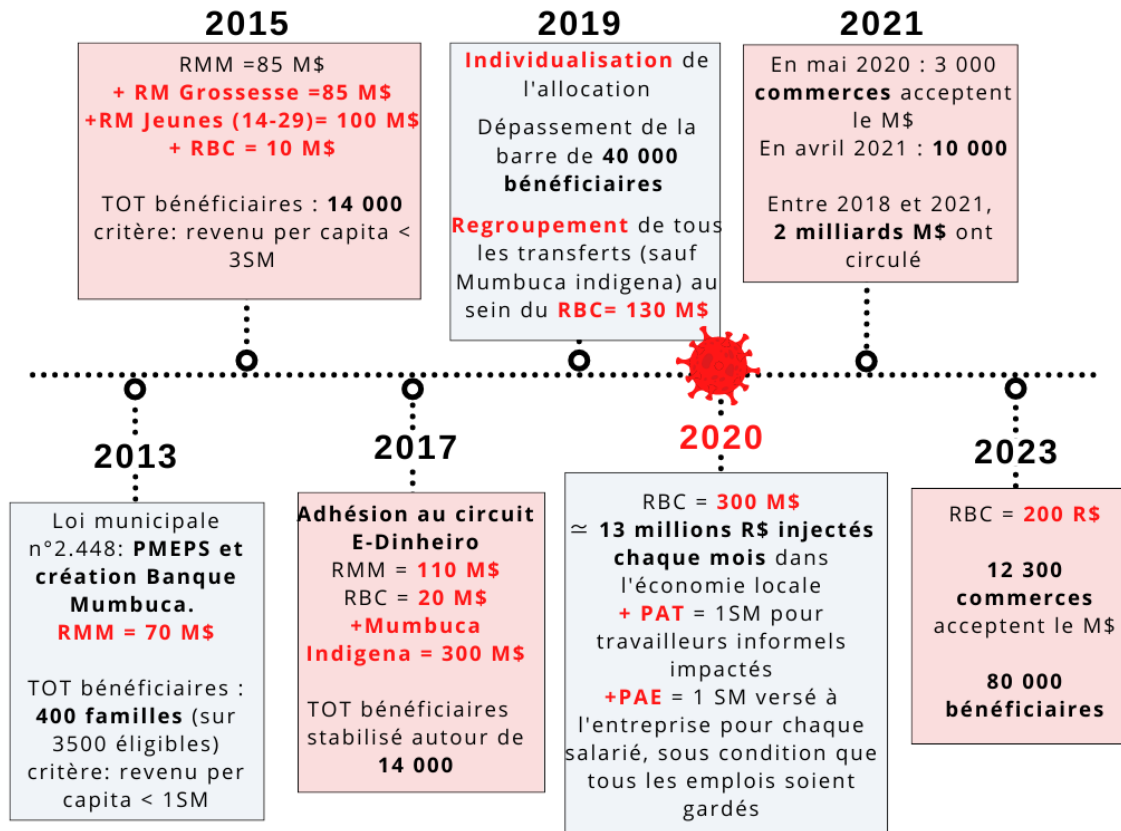
Maricá est une ville d'environ 220 000 habitants (projections IBGE 2022), située à 60 km de Rio de Janeiro. Historiquement, il s'agit d'une ville plutôt rurale, située sur une vaste lagune et comptant plusieurs communautés indigènes ; son économie reposait principalement sur l'agriculture familiale et la pêche. Toutefois, au vu de sa proximité avec la capitale d'Etat, elle a fini par devenir une ville dortoir gravitant autour de cette dernière. Suite à la découverte d'un gisement de pétrole au large des côtes municipales, exploité par l'entreprise publique Petrobras, la ville a commencé à recevoir des royalties du pétrole. En effet, l'exploration pétrolière au Brésil génère des « royalties » ou redevances, qui sont redistribuées à différents niveaux. D'après une loi de 1997 (n. 9 478), 20% des royalties vont au gouvernement fédéral, 20% sont repartis entre les 27 Unités Fédératives, 20% entre toutes les municipalités, 20% vont aux Etats producteurs et 20% aux municipalités productrices. Ainsi, les royalties destinées à Maricá ont permis d'y mettre en place un programme de redistribution massive, par le biais de l'instauration d'un revenu minimum municipal, ciblant d'abord les ménages à ressources faibles, mais ayant vocation à devenir universel.

Dans les mots de Manuela Mello, présidente actuelle de la Banque Mumbuca :

*Nous avons un gouvernement municipal qui a une continuité [du Parti des Travailleurs, NdT] depuis seize ans... et qui a une ligne de pensée très progressiste et de fait se base sur une construction collective... Maricá est une municipalité très riche, nous avons un budget municipal d'environ 4 milliards... Il faut que cela soit transféré, cela ne peut pas être concentré dans les coffres publics. Parce que l'argent public doit circuler, il appartient au peuple, il doit revenir au peuple.<sup>xciv</sup> (Entretien avec M. Mello, directrice de la Banque Mumbuca, 30/01/2023).*

Ci-dessous (Fig. 87), une schématisation des principales étapes de la mise en place du Revenu Minimum Municipal (RMM), qui a ensuite évolué en Revenu de Base de Citoyenneté (RBC) en 2019. Les parties en évidence avec une police rouge représentent les nouveaux dispositifs introduits d'année en année.

Figure 87. Principales évolutions de la Banque Communautaire Populaire de Marica (2013-2023)



Réalisation de l'auteure ; source : entretien avec M. Mello ; Silva et Pereira (2022)

Le projet a débuté en 2013, avec la loi municipale n°2.448, qui mettait en place dans la ville le *Programme d'Economie Solidaire, Développement Economique et Lutte contre la pauvreté*. Cette loi préconisait la création de plusieurs centres publics d'économie solidaire, d'un incubateur public d'entreprises populaires et d'un centre de commercialisation équitable et solidaire. De plus, elle mettait en place la « Banque Communautaire Populaire Mumbuca », inspirée par le modèle de Banco Palmas. Il s'agit de la principale « Banque municipale » du Brésil, à savoir, une banque qui, à différence des BCD classiques, est mise en place sur initiative de la municipalité, et non de la société civile. Gérée par une association, la Banque Mumbuca naît pour transférer l'argent des royalties du pétrole au plus large nombre possible d'habitants, en utilisant une monnaie locale électronique. Ainsi, en plus de proposer plusieurs lignes de crédit - comme toute banque communautaire - la Banque Mumbuca est en charge du programme « Revenu Minimum Mumbuca » (RMM), à savoir, un transfert mensuel de 70 mumbucas (M\$) pour les familles ayant un revenu d'un salaire minimum ou moins, inscrites au « Cadastro Unico Fédéral » (litt., le « Registre Unifié Fédéral », rassemblant les ménages éligibles<sup>420</sup> à des aides sociales). Pendant la première année, environ 400 familles ont bénéficié de ce transfert, alors que 3500 en respectaient les critères. En 2015, la valeur du transfert a été augmentée à 85 M\$. Une aide supplémentaire de

<sup>420</sup> Les critères que le ménage doit remplir pour s'inscrire au Cadastro Único sont les suivants : a) Disposer d'un revenu mensuel par personne allant jusqu'à la moitié du salaire minimum ; b) disposer d'un revenu familial mensuel total allant jusqu'à trois salaires minimums ; c) avec des revenus supérieurs à ces niveaux, un ménage peut tout de même être inscrit au Cadastro Único s'il bénéficie d'une ou plusieurs subventions qu'y sont soumises.

10 M\$ a été mise en place, le « Revenu de Base de Citoyenneté » (RBC), nom sous lequel l'allocation universelle est connue au Brésil. En parallèle, deux autres transferts ciblés ont été mis en place, à savoir le « Revenu Minimum Grossesse », destiné aux femmes enceinte jusqu'au complètement de la première année de vie du nourrisson, s'élevant à 85 M\$ et le « Revenu Minimum Jeune Solidaire », destiné aux personnes de 14 à 29 ans, s'élevant à 100 M\$. Au même temps, le revenu des ménages pour être éligibles à ces programmes est passé d'un salaire minimum (SM) à trois salaires minimums.

Jusqu'en 2017, les transferts sociaux se faisaient via une carte de crédit du circuit « Vale Shop », une entreprise de Brasilia, qui facturait 3% pour chaque transaction. Ainsi, « à l'époque du Vale Shop, on ne faisait pas encore le circuit complet de l'économie solidaire que l'on fait aujourd'hui. Parce que le commerçant il recevait, mais le pourcentage qui lui était facturé partait vers une autre municipalité, il allait à Brasilia, qui est même un autre Etat. »<sup>xcv</sup> (Entretien avec M. Mello, directrice de la Banque Mumbuca, 30/01/2023). De plus, « le commerçant devait être complètement à jour avec l'Etat Fédéral, avec la municipalité, il devait être formalisé... et il recevait la valeur effectivement 30 à 40 jour après la vente... cela a fait qu'on ait une adhésion faible des commerces au Mumbuca pendant les premières années, parce que la formalisation n'était pas quelque chose de naturel dans la ville. Maricá a toujours été une ville dortoir, les peu de commerces qu'il y avait, ils étaient des commerces de quartier très simples, passés de père en fils »<sup>xcvi</sup> (*ibid.*). Les seules personnes qui possédaient cette carte de crédit étaient les allocataires des transferts municipaux, qui pouvaient dépenser uniquement dans les commerces agréés. Les commerçants recevaient l'argent en réaux sur leurs comptes et pouvaient le dépenser en dehors du circuit Mumbuca, y compris dans d'autres villes.

En 2017, tout cela a changé avec l'adhésion au « E-Dinheiro », la monnaie sociale numérique du Réseau national de BCD, gérée par l'Instituto Banco Palmas. Cette monnaie permet à toute personne physique d'ouvrir un compte « E-dinheiro Mumbuca », le recharger et effectuer des achats dans les commerces agréés. Le commerçant reçoit tout de suite l'argent dans son compte Mumbuca et peut le dépenser sans les convertir en réaux en dépensant dans d'autres services et commerces locaux. Pour la conversion de mumbucas à réaux - qui n'est pas possible pour les allocataires, les transferts sociaux ayant vocation à être dépensés localement - un taux de 2% s'applique, car, comme nous l'a expliqué Joaquim de Melo, « cela équivaut à retirer de l'argent du circuit de l'économie solidaire pour le réinjecter dans le circuit de l'économie capitaliste. » (Entretien avec J. de Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá).

Aujourd'hui, à Maricá, de nombreux magasins acceptent le mumbuca comme seul moyen de paiement électronique : « En mai de 2020, on avait 3000 entreprises enregistrées dans notre réseau. En avril 2021, on a passé la barre des 10 000 commerces et prestataires de services qui acceptent la monnaie sociale. Aujourd'hui, on est autour de 12 300... dans les entreprises, les gens acceptent plus facilement le mumbuca que d'autres types de cartes de crédit... il y en a qui n'acceptent que la carte mumbuca et les réaux en liquides... ils n'acceptent aucune autre carte de crédit d'autres banques. »<sup>xcvii</sup> (Entretien avec M. Mello, directrice de la Banque Mumbuca, 30/01/2023).

Entre 2018 et 2019, tous les programmes de transfert ont été unifiés sous le nom de « Programme de Revenu de Base de Citoyenneté ». L'allocation, qui était à l'origine octroyée pour chaque ménage,



devient alors une allocation individuelle. Notamment, si une famille composée par trois personnes éligibles au programme recevait auparavant 130 M\$ par mois, elle passe à en recevoir 390. Il est important de souligner qu'une fois devenue bénéficiaire du RBC, la personne ne quitte plus le programme (sauf en cas de décès ou d'émigration). De juin à décembre 2019, le nombre de bénéficiaires est passé de peu plus de 20 000 à 42 500 (Waltenberg et al. 2021)

La pandémie de Covid-19 a accéléré le cours du projet, à partir du deuxième trimestre de 2020. Suite à la suspension des activités dites « non essentielles », des mesures ont été prises par la municipalité pour garantir un niveau de vie suffisant à la population pendant l'urgence. D'abord, à partir d'avril 2020, la valeur des transferts mensuels du RBC est passée de 130 à 300 M\$ (ayant par la suite été réduite et stabilisée à 200 R\$ au deuxième semestre de 2021, avec le recul de la pandémie). En plus de l'augmentation de la valeur des transferts, la municipalité a aussi mis en place deux programmes de transferts supplémentaires, cumulables avec les aides fédérales telles que Bolsa Familia et Auxilio Emergencial :

i) le PAT - *Programa de Auxilio aos Trabalhadores* (Programme d'Aide au Travailleurs), mis en place en mars 2020, qui a transféré un salaire minimum aux travailleurs autonomes et informels dont les activités avaient été affectées par la pandémie ; le nombre total de bénéficiaire a été de 21.442 ;

ii) le PAE - *Programa de Amparo ao Emprego* (Programme de soutien à l'emploi), qui a payé un salaire minimum (en réaux) aux micro-entrepreneurs formels et aux entreprises ayant jusqu'à 49 salariés. En contrepartie, les entreprises bénéficiaires (environ 250 pendant toute la période) ont dû s'engager à ne pas licencier leurs salariés - engagement qui devait être tenu jusqu'à au moins trois mois dès la fin des prestations.

A cela se sont ajoutées des nouvelles lignes de crédit d'urgence, visant particulièrement les petits et micro entrepreneurs ; à savoir (i) « Fomenta MEI Emergencial » (Support d'urgence aux micro-entrepreneurs), offrant des emprunts jusqu'à 5000 mumbucas à taux zéro, la priorité étant donnée aux entreprises qui ne bénéficiaient pas du PAE ni du PAT; (ii) une ligne de crédit en réaux à taux zéro pour des emprunts entre 200 et 21 000 R\$ ; et (iii) une ligne de crédit destinée aux entreprises, d'un montant compris entre 21 000 et 40 000 R\$, avec un taux d'intérêt de 3% par an et un remboursement à effectuer à partir de 12 mois de l'octroi.

Sans aucun doute, toutes ces mesures ont eu un impact positif majeur sur le maintien du niveau de vie et du nombre d'emplois pendant la période de la pandémie. En ce qui concerne le pouvoir d'achat, rien que l'augmentation du RBC de 130 à 300 R\$ a eu un impact important : alors qu'auparavant la mairie injectait 5,5 millions de mumbucas par mois dans l'économie locale, ce montant a dépassé en moyenne 12 millions de mumbuca mensuels en 2020, avec un pic de 18,3 millions en avril (Waltenberg et al. 2021, p. 143) (Tableau 30).

Tableau 30. Banco Mumbuca : quelques chiffres

Année	Comptes digitales ouvertes (N°)	Commerces agréés (N°)	Consommation dans les commerces locaux (M\$)
2018	22 352	1 491	12 368 381
2019	37 550	2 853	36 172 646
2020	62 459	8 972	254 403 347
2021	65 374	12 390	201 908 176

Source : Données issues de la plateforme E-dinheiro, apud (Silva et Pereira 2022, p.176)

Dans la presse nationale et internationale plusieurs articles et reportages évoquent les caddies bien remplis des habitants de Maricá - comme le témoigne aussi le récit de la directrice de la Banque Mumbuca : « j'étais dans une supérette pendant la pandémie... c'était le cinquième jour du mois [jour de versement du RBC, NdT] et il y avait un caddie plein, des enfants qui demandaient des biscuits, ... tout ce qu'on pourrait vouloir... et elle a payé en mumbucas... Et elle commentait dans la file d'attente, en parlant de l'utilisation de la monnaie, en disant qu'heureusement qu'elle venait de recevoir ça, qu'elle n'avait plus rien à la maison... »<sup>xcviii</sup> (Entretien avec M. Mello, directrice de la Banque Mumbuca, 30/01/2023).

Waltenberg et al. (2021) se sont penchés sur l'analyse des données du CAGED sur l'évolution des emplois formels (pour celle des emplois informels, il faudra attendre la publication du nouveau recensement, à la fin de 2023). Alors que le solde net des embauches et des licenciements de 2020 a été négatif pour l'ensemble du Brésil (-29 383) ainsi que pour l'Etat de Rio de Janeiro (-132 044), il a été positif dans la municipalité de Maricá (+906), qui a eu la meilleure performance en termes absolus parmi toutes les municipalités de l'Etat de Rio de Janeiro. Cela représente une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente - ce même pourcentage ayant été de 15% pour les douze mois qui vont de mai 2020 et avril 2021 (+ 2 651 emplois formels).

Il est important de souligner que la situation budgétaire de Maricá - permettant de financer l'ensemble de ces transferts - est assez particulière. En effet, en 2020, le budget municipal était de 2,4 milliards de réaux, dont 3% (72 millions) initialement destiné au programme de RBC. Au vu de la crise sanitaire, finalement 5,6% du budget municipal (137 millions) y a été alloué. Cela reste bien inférieur aux pourcentages alloués aux infrastructures urbaines (20%), aux soins de santé (15%) et à l'éducation (14%). Les autres mesures exceptionnelles en réponse à la crise (ayant pris fin en 2021) auraient représenté en 2020 un peu plus de 10% du budget municipal (250 millions), selon les estimations de Waltenberg et al. (2021). Les royalties du pétrole étant dépendantes d'une ressource non renouvelable, la ville s'interroge sur comment pérenniser ce modèle de redistribution lorsque les redevances ne seront plus disponibles pour cause d'épuisement des gisements pétroliers. Notamment, en 2017, un Fond Souverain a été créé par la municipalité, alimenté avec 10% des royalties dues à la municipalité ; en septembre 2021, sa valeur était estimée à 600 millions de réaux (Waltenberg et al. 2021, p.151). Encore une fois, cette redistribution s'accompagne d'un renforcement des infrastructures et des services publics, d'un processus d'« empowerment » de la population, d'un accompagnement à l'éducation financière, de la création d'espaces de formation et de partage pour les femmes (qui représentent la plupart des clientes

de la banque Mumbuca) et les jeunes, ainsi que d'un renforcement de la société civile. Selon Joaquim de Melo :

*Le cycle normal est qu'une communauté organisée crée une banque. Mais il y a l'exemple de Maricá, qui est le contraire. C'est une banque communautaire qui organise une communauté. Donc ici, quand ça a commencé, il n'y avait pas de véritable communauté. Le maire voulait avoir une banque pour payer ses prestations. Et après notre arrivée, c'est la banque Palmas qui s'est installée ici. L'organisation de la communauté, est venue ensuite, alors que la banque fonctionnait déjà. Elle était liée à notre CNPJ [l'équivalent du « SIRET » français, NdT] de Palmas... nous avons organisé la banque, organisé les commerçants, organisé la communauté... jusqu'à aujourd'hui, où ils ont leur propre association. Du coup ici, ça a été le contraire, c'est la banque qui a organisé la communauté.<sup>xcix</sup> (Entretien avec J. de Melo, 25/11/2019, directeur de l'Instituto Banco Palmas, Maricá).*

Au vu de sa situation économique privilégiée, Maricá dévoile le potentiel énorme des banques communautaires lorsqu'elles ne sont pas soumises à des contraintes budgétaires majeures. En effet, la redistribution (sous forme de RBC ou d'emprunts facilement accessibles), surtout lorsqu'elle est couplée à la consommation locale, peut avoir un effet multiplicateur important, avec des impacts énormes sur le développement des territoires. Notamment, les chercheuses et chercheurs associés à la Banque Mumbuca ont calculé que chaque transfert en mumbucas circule en moyenne cinq fois au sein de l'économie locale (source : données fournies par la directrice de la BCD). La prise de conscience concernant la nécessité de permettre à tout le monde d'accéder à un revenu est sans aucun doute un trait commun entre les différentes expériences des BCD analysées. Cela passe par l'inclusion financière des populations marginalisées - qui peuvent enfin avoir accès à des financements bancaires - ainsi que par la mise en place de lignes de crédit destinées à la consommation, constituant un complément de revenu. Ainsi, même les BCD « classiques » ne sont pas sans liens avec les débats sur la question du revenu de base - leur objectif étant, au final, de donner accès à un revenu et à des conditions de vie dignes au plus grand nombre possible de personnes de la communauté.

*Ici au Brésil, nous avons un dicton qui dit que vous ne pouvez pas donner un poisson à une personne, vous devez lui apprendre à pêcher. Mais il est impossible d'apprendre à quelqu'un à pêcher s'il a faim. Nous devons donner la priorité aux besoins fondamentaux... le revenu de base de citoyenneté est exactement cela, c'est une garantie de subsistance qui doit être universelle. (Entretien avec M. Mello, directrice de la Banque Mumbuca, 30/01/2023).*

A différence d'autres dispositifs de microfinance, les BCD supportent aussi la consommation, en la considérant comme un vrai volet de développement lorsque les revenus sont dépensés localement. Sur ce point, la Banque Mumbuca est un exemple sur une plus vaste échelle, car aux emprunts (qui sont principalement octroyés en réaux) se rajoutent les transferts issus de l'argent des royalties (qui sont toujours octroyés en mumbucas). L'utilisation de la monnaie sociale « contraint » les bénéficiaires du revenu de base à consommer localement, et incite les commerçants qui reçoivent des mumbucas à dépenser et à se reapprovisionner auprès d'autres commerces et services adhérent au réseau local. Cela permet de renforcer la multiplication des revenus issus des bases publiques et des solidarités au sein du secteur domestique. Aussi, les emprunts pour la consommation à taux zéro, ainsi que le RBC en monnaie sociale, contribuent à tisser un filet social pour ces populations appauvries, qui sont sous-employées ou

qui ne cotisent pas, ayant des emplois informels, mais qui n'ont pas des revenus suffisamment faibles pour pouvoir bénéficier des transferts sociaux destinés aux plus démunis. En effet, au Brésil, 30 à 40% de la population aurait un revenu intermédiaire, mais, du fait de l'absence de protection sociale, se trouverait constamment dans une situation de vulnérabilité, notamment en temps de crises (do Nascimento et Proni 2022) - ce que la pandémie de Covid-19 a mis en avant dans de nombreux pays, dans les Nord comme dans les Suds.

Ces dispositifs s'insèrent dans celle que Hanlon, Barrientos, et Hulme (2010) appellent la « *Revolución del desarrollo a partir del Sur global* », à savoir des vastes programmes de redistribution, souvent avec des conditionnalités nulles ou très souples (cf. Chapitre 2 de ce manuscrit). Dans les mots de ces auteurs :

*La nouvelle révolution dans la pensée est que l'argent dépensé pour ceux qui ont peu d'argent peut être productif et porteur de développement s'il est garanti et fourni sur le long terme. Si elles peuvent compter sur une subvention suffisante pour assurer leur subsistance, même les personnes disposant de peu d'argent peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école ou d'expérimenter de nouvelles cultures ou de nouvelles entreprises. Ainsi, des transferts réguliers et fiables aux familles pauvres peuvent constituer un investissement dans la croissance et dans l'avenir. En effet, les recherches sur les transferts en espèces montrent deux différences importantes entre les personnes relativement pauvres et les personnes relativement riches. Les personnes pauvres dépensent davantage en nourriture et en biens produits localement, alors que les personnes plus aisées achètent davantage d'importations, de sorte que tout transfert des riches vers les pauvres stimule l'économie nationale et locale. Deuxièmement, les personnes les plus pauvres sont beaucoup plus susceptibles d'utiliser de petites sommes d'argent pour tenter d'augmenter leurs revenus - en investissant dans leur ferme, en faisant du commerce ou en cherchant du travail. Les subventions peuvent donc être explicitement porteuses de développement.*<sup>421</sup> (Hanlon, Barrientos, et Hulme 2010, p. 7)

Les RLES et les BCDs, avec leurs remises en question du sens de la richesse et leur lutte pour la réduction des inégalités, montrent qu'une meilleure redistribution des richesses et des opportunités est possible - et qu'elle a des impacts majeurs sur la circulation et multiplication des revenus et sur la qualité de la vie (et donc, du développement) dans les territoires. Ainsi, se trouvant au croisement entre les différentes sphères économiques théorisée par Polanyi - marchande, ré-distributive et des réciprocités - les réseaux locaux d'économie solidaire jouent un rôle clé dans le maintien de la cohésion territoriale. En effet, la logique solidaire dont ils sont porteurs contribue à protéger les communautés des dérives de la sphère marchande - que ça soit en temps de crise « aigue » ou « permanente ».

---

<sup>421</sup> [Traduction libre] *The new revolution in thinking is that money spent on those with little cash can be productive and developmental if it is guaranteed and provided in the longer term. If they can depend on receiving a grant sufficient to ensure subsistence, even people with little money can afford to send their children to school or experiment with new crops or new businesses. Thus regular and reliable transfers to families in poverty can be an investment in growth and in the future. Indeed, research on cash transfers show two important differences between the relatively poor and the relatively rich. Poorer people spend more on food and locally produced goods, whereas those who are better off buy more imports, so any transfer from rich to poor stimulates the domestic and local economy. Second, poorer people are much more likely to use small amounts of money to try to leverage increases in income – by investing their farm, by trading, or by looking for work. Thus grants can be explicitly developmental.*

## Conclusion du Chapitre 9

En mobilisant les données et observations issues du terrain, ce chapitre a permis de replacer le développement territorial au croisement entre l'économique et le social - ces deux volets étant, dans la pratique, bien plus imbriqués que ce qu'il pourrait paraître à un regard superficiel. D'abord, chacun des réseaux locaux d'économie solidaire (RLES) a été recontextualisé dans le système de flux monétaires et non-monétaires, territoriaux et extraterritoriaux, qui le traversent et alimentent. Cette modélisation est fondée sur la théorie de la base économique dans sa version « décentrée » : les revenus basiques sont regroupés en flux privés, publics, résidentiels et issus des solidarités, et le rôle des revenus non-monétaires (dont le capital social et l'appui technique) a également été évoqué. Cela a permis de montrer que le développement territorial met forcément en lien l'échelle locale avec des acteurs extraterritoriaux (par des biais monétaires ou non) et qu'aucun territoire - même ceux qui peuvent paraître comme isolés et marginalisés - ne vit en autarcie. Nous avons également esquissé les traits communs aux systèmes territoriaux étudiés, qui peuvent être considérés comme étant des RLES « aboutis », étant tous en fonction depuis plus d'une décennie et ayant connu une continuité de leurs activités - y compris pendant la pandémie. Nous avons évoqué les facteurs qui paraissent supporter la réussite de l'incubation territoriale - se traduisant par une augmentation de la qualité de la vie et une pérennisation des RLES - ainsi que les principales difficultés rencontrées.

Ensuite, dans la deuxième section, nous avons insisté sur l'importance de prendre en compte les gains non monétaires qui découlent du développement territorial, notamment par le biais des RLES et des BCD. Ces gains sont de natures diverses - le renforcement de l'estime que les communautés ont d'elles-mêmes, l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances, la valorisation du territoire, de ses savoirs, de sa culture, de son environnement. Tout cela permet aux communautés de se « capaciter » et d'avoir accès à une meilleure qualité de la vie - et aux territoires de retenir leurs populations et d'en capter de nouvelles (que ça soit des nouveaux habitants ou des touristes et visiteurs). Aussi, une société civile organisée et une bonne articulation avec des acteurs externes - fournissant au territoire un appui technique et financier - permettent aux RLES et aux communautés qui les hébergent de dépasser de nombreuses contraintes et de résister aux chocs. Cela a été particulièrement vrai lors de la pandémie de Covid-19, dont la troisième section a traité. En particulier, nous avons discuté du rôle des RLES pendant la crise sanitaire, ainsi que des impacts de cette dernière sur les territoires et leurs acteurs et actrices. En accord avec les approches polanyiennes, nous avons fourni une lecture de ces événements à l'image d'un contre-mouvement auto-protecteur de la société vis-à-vis des dérives de la sphère économique marchande - ce qui s'est traduit par plus d'entre-aide et de redistribution. Concernant ce dernier volet, nous avons présenté l'expérience de Maricá et de son revenu de citoyenneté. Elle montre l'efficacité d'une vaste redistribution publique qui soit couplée à une rétention de ces transferts à l'échelle du territoire, par le biais de la monnaie sociale.

Nos terrains d'études - tout comme le cas « extrême » de Maricá - montrent que la captation de richesses (monétaires et non monétaires) de l'extérieur et leur circulation au niveau local

sont indissociables du développement des territoires. Ils montrent également que le travail non rémunéré et informel, la redistribution, les pratiques de troc et d'échange, le bénévolat, constituent le quotidien de ces territoires. Ces « diverse economies » rendent le territoire non seulement un lieu de production, mais un espace de vie, animé par des liens sociaux, des luttes, des aspirations, des loisirs - un espace qui est capable de retenir et attirer des personnes, avant que leurs revenus.

## Conclusion de la Partie III

Cette troisième partie s'est penchée sur l'importance d'ouvrir la « boîte noire » de ce qui se passe dans le « secteur domestique ». Le premier chapitre a mis en avant la consommation comme moteur du développement à part entière et a présenté plusieurs façons d'innover dans le développement territorial en articulant des acteurs et actrices locaux et extra-locaux. En particulier, il a traité de l'incubation territoriale (ou incubation de réseaux locaux d'économie solidaire - RLES) et des banques communautaires de développement (BCD). Ensuite, le deuxième chapitre a décrit la méthodologie d'enquête qualitative et retracé les étapes de construction des RLES des trois terrains étudiés, en présentant également les principaux acteurs, dont les BCD. Enfin, le troisième chapitre a systématisé les résultats de l'étude qualitative. Il a présenté les différents modèles de captation et rétention de revenus mis en place dans les trois territoires étudiés, ainsi que leurs points communs, en termes d'atouts et faiblesses. Ensuite, il a montré l'importance des gains non monétaires qui découlent du développement territorial, qui se traduisent par une meilleure organisation du tissu socio-économique, par une augmentation de l'estime que les communautés ont d'elles-mêmes et par une augmentation de la cohésion sociale - une sorte d'« empowerment territorial ». Ce dernier chapitre s'est clôturé par des réflexions sur les effets bénéfiques de donner un revenu au plus grand nombre possible de la population - par le biais de transferts sociaux de type revenu de base ou d'emprunts à taux faibles ou nulles. Ces actions sont d'autant plus efficaces lorsqu'elles sont couplées à des dispositifs retenant et multipliant la richesse localement (comme les monnaies sociales).

Chez les théoriciennes et théoriciens de la théorie de la base, le consensus sur l'importance de capter des revenus est unanime ; toutefois, l'intérêt dans leur destin - c'est-à-dire, comment ces richesses sont dépensées et avec quels effets - reste marginal. A l'envers, certains théoriciens, théoriciennes et activistes ont une vision plus radicale, souhaitant une déconnexion des territoires de l'extérieur, si celui-ci est constitué par le système capitaliste. Comme souvent, il existe un point médian entre ces deux positions - où se situe la posture que nous choisissons d'adopter. En effet, au vu du cadre économique marchand dans lequel les sociétés évoluent, nous défendons le droit des communautés à s'articuler avec des acteurs externes pour capter des revenus qui soient fonctionnels au développement de leurs territoires. Comme cela a été mis en avant par plusieurs des personnes interviewées, dans des contextes marqués par de nombreuses carences et précarités, il paraît prioritaire de garantir que tout le monde ait des conditions de vie digne, avant de s'opposer à certains flux de revenus issus de la sphère marchande de l'économie (institutions de microfinance, RSE de grandes multinationales, royalties du pétrole...). Selon le fondateur et directeur de l'institut Banco Palmas, cette vision « puriste » découle d'une approche erronée aux inégalités socio-économiques, qui entretiendrait, selon lui, une « *apologie de la misère* » :

*C'est comme ça : T'es pauvre ? Sois heureux dans ta pauvreté ! Nous reproduisons cela. Une vision très stéréotypée... ils doivent vivre comme ça, sinon c'est un vice bourgeois. S'ils veulent avoir une meilleure maison, sortir en voiture, avoir une meilleure vie... c'est un vice bourgeois, c'est une maladie. Il faut être heureux d'être pauvre. Tu ne peux pas vouloir de ces choses que les riches ont. Qu'y a-t-il de mal à avoir ? N'aimerais-tu pas avoir une piscine, une grande*

*maison ? Moi oui ! Si tout le monde avait ça... ça serait très bien ! [il rigole]... ce serait extraordinaire ! La mauvaise chose, c'est de ne rien avoir... On accepte que Dieu a fait le monde de cette façon... c'est une chose très religieuse... nous, et principalement les occidentaux, avons beaucoup de cela... que la pauvreté, la souffrance, c'est ce qui va te sauver. Parce que les choses du monde, l'abondance, la richesse... c'est la perte. (...) Il faut vivre petit, là, dans la souffrance, avec très peu d'argent qui circule... avec des outils de pauvres, parce que la technologie est pour les riches... parce que si c'est technologique, il n'y a pas de relation humaine... mais qui a dit ça ? Nous sommes présents et numériques. Et le numérique ne m'éloigne de rien. (...) il faut arrêter cette apologie de la misère...<sup>ci</sup> (Entretien avec J. de Melo, directeur de l'Instituto Banco Palmas, 25/11/2019, Maricá)*

Comme les terrains d'études choisis le montrent, le développement économique territorial est à la fois local et global. Global, dans le sens de « extraterritorial », parce que même des territoires apparemment isolés et déconnectés sont en réalité connectés avec l'extérieur à travers de nombreux flux de richesses monétaires et non monétaires. Quant à la dimension locale, elle est évidemment incontournable. D'abord, parce que c'est au sein du secteur domestique que la plupart de la population (et particulièrement celle à revenus faibles) évolue, accédant à des produits et services locaux, ainsi que grâce aux informalités et aux pratiques non monétaires. Ensuite, parce que le local, lorsqu'il est expression d'une société civile organisée, peut être en mesure de contrôler les flux de richesses qui viennent de l'extérieur, en les destinant aux secteurs et initiatives qui sont prioritaires pour le bien-être de la communauté. Enfin, parce que le développement du secteur domestique peut entraîner un effet multiplicateur, ainsi que finir par générer de nouveaux revenus basiques, comme le montre la théorie de la base de consommation. En effet, les biens et services locaux peuvent remplacer des services auparavant consommés ailleurs, le territoire peut offrir des services et loisirs consommés aussi par des personnes venant d'autres territoires, etc.

Ainsi, si l'objectif est d'améliorer la qualité de la vie des populations, il est crucial d'entretenir une circulation des richesses qui profite à l'ensemble de la communauté - y compris les personnes les plus vulnérables. Dans ce sens, les banques communautaires et leurs emprunts à taux faibles ou nuls (notamment pour la consommation), les transferts sociaux, ou encore la garantie d'un revenu de base (comme dans le cas de Maricá), ont plusieurs effets positifs sur l'économie locale. Ces dispositifs permettent de réduire les inégalités d'accès aux droits et aux revenus, ainsi que d'augmenter l'effet multiplicateur associé aux ménages aux revenus faibles et intermédiaires - qui épargnent moins et consomment plus que la moyenne dans les activités domestiques. L'utilisation de la monnaie sociale renforce cette « multiplication », créant des chaînes locales de consommation et d'approvisionnement. D'un point de vue non strictement économique, l'accès généralisé à des revenus permet aussi d'améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation, ainsi que de développer des activités productives. Cela a des effets majeurs en termes d'empowerment des individus et de la communauté dans son ensemble, ainsi que sur le cadre de vie dans les territoires, en améliorant l'offre de biens, services, loisirs - et dégageant du temps libre lorsqu'il n'est plus nécessaire de cumuler de nombreux emplois pour survivre.



---

## **CONCLUSION GENERALE**

---

*Economic geography is much more than simply applying economics to things geographical, even if we restrict our focus to economic processes. A geographical perspective can call into question some time-honored beliefs in economic itself.*<sup>422</sup> (Sheppard 2017, p.170)

*O homem não vê o universo a partir do universo. O homem vê o universo desde um lugar.*<sup>423</sup>(M. Santos 2007[1987], p. 81)

Au début de ce manuscrit, nous avons proposé de répondre à la question suivante : « *Comment construire un cadre d'analyse opérationnel du développement économique territorial qui prenne en compte la diversité des économies et qui permette de décloisonner les frontières théoriques entre les Nord et les Suds ?* ». Pour cela, nous avons posé l'hypothèse qu'un « décentrement » de la science régionale est nécessaire, impliquant un double éloignement : d'un côté, de la focalisation excessive sur l'exportation de produits manufacturés et de services commerciaux, et de l'autre, de l'utilisation de méthodes ancrées dans les Nord et validées à partir de ceux-ci. Aussi, nous avons soutenu qu'il est indispensable d'intégrer la dimension territoriale dans les théories du développement. En effet, le choix de se situer au niveau territorial n'est pas neutre : observer les dynamiques du développement économique à l'échelle du territoire en fait ressortir clairement les aspects qui ne sont pas liés à la production ou à la vente pour l'exportation. De telle manière, le rôle de la consommation, des loisirs, des mobilités - et donc, la nécessité que les territoires attirent et retiennent les populations, en plus de capter des revenus grâce aux exportations - émerge de manière indéniable. Ainsi, de nombreuses sources de revenus non liées au travail - dont les transferts sociaux, les retraites et les dépenses des touristes et des visiteurs - dévoilent leur rôle moteur pour le développement (D. Vollet 1998; Talandier et Davezies 2009; Nesse 2014; James et Campbell 2016; Ruault 2018).

En plus de cela, les données disponibles pour le Brésil et nos observations de terrain ont fait ressortir l'importance des échanges informels, à la fois monétaires et non monétaires, matériels et immatériels. En effet, tout territoire repose sur l'ensemble des relations et échanges qui se tissent en son sein, entre personnes et ménages qui interagissent et souvent s'entraident - y compris à travers de transferts monétaires, de dons, de troc de biens et services, de l'autoproduction individuelle ou collective (dont les produits sont destinés au ménage ou à la communauté d'appartenance). En même temps, le territoire est un lieu de formation, d'apprentissage, d'autonomisation - grâce à l'auto-organisation et aux aspirations de ses habitantes et habitants, mais aussi aux liens tissés avec des acteurs et actrices extérieurs, qui peuvent apporter leur capital social et leur savoir-faire, à travers des échanges qui se situent souvent en dehors de la sphère marchande.

Cette thèse a proposé un dialogue entre une méthode quantitative et une méthode qualitative. Comme l'a écrit Karl Polanyi dans l'introduction à son ouvrage « La subsistance de l'homme », « *C'est l'interdépendance de la pensée et de l'expérience qui nous donne la méthode à suivre. Car les termes*

---

<sup>422</sup> [Traduction libre] : « *La géographie économique est bien plus qu'une simple application de l'économie aux choses géographiques, même si nous nous limitons aux processus économiques. Une perspective géographique peut remettre en question certaines croyances traditionnelles de l'économie elle-même.* »

<sup>423</sup> [Traduction libre] « *L'être humain ne voit pas l'univers depuis de l'univers. L'être humain voit l'univers depuis un endroit.* »

*et les définitions établis sans référence aux données seraient creux, tandis qu'une simple collecte des faits sans réajustement de notre perspective serait stérile. Pour éviter ce cercle vicieux, il faut mener de pair recherche conceptuelle et recherche empirique. La recherche ne connaît pas de raccourcis.* » (Polanyi 2011 [1971], p. 31).

## Principaux résultats

Les apports de cette thèse sont à la fois théoriques et opérationnels. Ils concernent évidemment le Brésil, mais aussi, de manière plus large, les territoires et leur développement - peu importe leur localisation géographique - ainsi que la science régionale dans son ensemble.

Du point de vue théorique, cette thèse a proposé une revue bibliographique qui articule la science régionale avec celles que nous pouvons définir des approches « décentrées » (études postcoloniales et décoloniales, diverse *economies*, théories polanyiennes) - ce qui, à notre connaissance, n'a jamais été proposé précédemment. Au fil des trois chapitres qui composent la première partie, nous nous sommes progressivement éloignées des cadres d'analyses qui entretiennent le « dogme » de la primauté de la production et du commerce destinés à l'exportation (Crevoisier et Rime 2021). Ce qui en résulte, c'est une mise en perspective de la définition, des leviers et des enjeux du développement régional/territorial à partir des Suds - ce qui peut être une base de travail pour des croisements théoriques ultérieurs. Aussi, nous avons mis en avant les limites des modélisations ancrées dans les Nord, trop souvent focalisées sur la sphère marchande et sur l'économie « formelle ». Cela n'invalide pas les modélisations des dynamiques socio-économiques ; toutefois, nous soutenons qu'elles doivent forcément partir d'une observation de la réalité du terrain - et doivent être ouvertes aux critiques et suggestions qui peuvent ainsi émerger. Par rapport à notre sujet d'études - le développement économique des territoires - cela implique d'ouvrir les modélisations de la science régionale aussi à des dynamiques non productives, non formelles et non exportatrices, dont l'importance a été prouvée empiriquement, par les données et observations de terrain, dans différents contextes et à différentes latitudes.

Souhaitant adopter une posture décentrée, nous nous sommes tournées vers la théorie de la base économique pour bâtir notre méthode quantitative. Même s'il s'agit d'une théorie classique de la science régionale, produite par les Nord et principalement utilisée en Amérique du Nord et en Europe occidentale, nous avons montré qu'elle peut être « *appropriée, empruntée et remappée* »<sup>424</sup> (Roy 2009 p. 820). Nous considérons que la théorie de la base économique est un outil compatible avec une démarche de « *théorisation faible* » (Gibson-Graham 2014), qui soit construite à partir de l'écoute des réalités de terrain. En effet, cette théorie permet de « photographier » les flux qui traversent les territoires, sans hiérarchiser les secteurs et pratiques qui en sont à l'origine. Elle valorise tout ce qui se passe au niveau local et qui permet de rendre l'espace « *sticky* » (A. Markusen 1996) - ainsi que d'engendrer et entretenir des dynamiques de développement, en ancrant les personnes et leurs revenus (Jeannerat et Crevoisier 2022b). Nous avons présenté un inventaire des applications de la théorie de la base dans les Suds - qui n'est sûrement pas exhaustif, mais qui représente une première tentative de systématisation de cette

---

<sup>424</sup> [Traduction libre] : “*appropriated, borrowed, and remapped*”.

littérature. Cela a permis de mettre en avant certaines limites de ce cadre théorique, qui n'avaient jamais été identifiées dans les Nords : en particulier, en ce qui concerne l'absence de l'économie informelle dans le modèle, la sous-estimation du secteur domestique (et donc, de son rôle moteur) qu'elle entraîne, ainsi que le biais dans les multiplicateurs qui en découle.

Nous avons proposé une version « décentrée » de la théorie de la base, incorporant dans le modèle les revenus issus des emplois informels, les transferts entre ménages et les revenus non monétaires. Ainsi, au décentrement vis-à-vis de la production, déjà présent dans les applications récentes de cette théorie en Europe et aux Etats-Unis, nous avons souhaité rajouter un décentrement vis-à-vis des Nords, en prenant en compte des flux de richesses qu'y sont souvent marginalisés, mais sur lesquels les Suds produisent régulièrement des données, des rapports et des analyses. Notre méthodologie quantitative est construite à partir des données statistiques brésiliennes, mais elle a été l'aboutissement de nos observations de terrain ainsi que des réflexions théoriques présentées dans la première partie du manuscrit. Nous considérons qu'elle est largement déclinable dans d'autres pays et contextes - et qu'elle est en mesure d'accueillir encore d'autres typologies de flux de revenus.

En mobilisant cette méthodologie, nous avons mesuré les flux de richesses qui traversent les unités fédératives (UF) et les bassins d'emploi (Rgi) brésiliens. En ce qui concerne ces derniers, nous avons proposé deux méthodes complémentaires. En effet, pour calculer le coefficient de localisation (et donc, pour départager le basique du domestique) il est possible d'utiliser soit la moyenne brésilienne, soit la moyenne étatique de l'UF à laquelle la région appartient. La deuxième méthodologie - que nous avons appelée « monographique » - ne fournit pas des résultats comparables entre régions appartenant à des UF différentes. Toutefois, elle peut s'avérer utile pour les acteurs et actrices locaux dans l'identification de certains pôles productifs qui ont un rôle secondaire au niveau national, mais sont structurants au niveau étatique. Aussi, dans le cas de régions très spécialisées dans la production situées dans des UF qui sont elles aussi très productives, la méthode monographique permet de faire émerger d'autres leviers de développement activables localement (généralement, relevant de l'économie résidentielle), une fois que le poids de la base exportatrice est réduit car contextualisé.

Les résultats quantitatifs de la méthodologie décentrée ont confirmé l'importance des revenus basiques non issus des emplois, particulièrement des retraites et des transferts de l'Etat - ces derniers étant captés à la fois par le biais des salaires des fonctionnaires et des transferts sociaux. Aux solidarités publiques - dont le rôle avait déjà été mis en avant par les applications dans les Nords - nous avons rajouté les solidarités privées. Tout en ayant un poids moins important que d'autres types de transferts, les transferts entre ménages constituent un complément de revenu important - particulièrement pour les personnes les moins aisées. De plus, leur prise en compte nous paraît nécessaire en vue d'appliquer cette méthodologie dans d'autres contextes. En effet, dans certains pays - et notamment, dans le continent africain - les remises de la diaspora ont un rôle incontournable pour le développement territorial, finançant à la fois la consommation des ménages et des projets d'investissement collectifs (productifs mais aussi sociaux).

Nous avons montré que la productivité d'un territoire et ses niveaux de revenus basiques ne garantissent pas systématiquement des multiplicateurs de la base élevés. Ainsi, il est impossible de soutenir - comme le font de nombreuses politiques économiques et recommandations nationales et internationales - que des territoires qui produisent plus pour l'exportation se portent effectivement mieux quant à leur économie locale ou quant à leurs indicateurs socio-économiques. En effet, d'après nos résultats, les territoires qui arrivent à retenir le plus de richesses au sein du secteur domestique sont les territoires à revenus basiques intermédiaires et ceux qui ne sont pas spécialisés dans une seule base. De manière générale, les territoires à revenus basiques très élevés et fortement productifs ont des multiplicateurs plus faibles que les territoires résidentiels et solidaires à revenus basiques faibles ou intermédiaires. Cela est particulièrement vrai pour les territoires très spécialisés dans la production et dans le tourisme, qui ont les multiplicateurs de la base les plus faibles, même lorsque les revenus basiques par habitant y représentent des montants très élevés. Notamment, le tourisme, quand il occupe une place trop importante par rapport aux autres bases économiques (ce qui peut indiquer la présence d'un tourisme de masse très peu redistributif) se montre peu efficace dans la création de richesses qui puissent être retenues dans l'économie locale. Aussi, certains secteurs productifs peuvent offrir des salaires élevés mais rémunérant peu d'emplois - notamment, dans le cas des secteurs extractifs - dont seulement une partie est dépensée localement. De plus, lorsque ces activités ont des externalités négatives (environnementales, ou en termes de hausse du coût de la vie, par exemple), elles peuvent pousser les travailleuses et travailleurs à habiter ailleurs, dans des territoires ayant des atouts résidentiels majeurs, choisissant de faire des allers-retours quotidiens pour se rendre sur leurs lieux de travail.

Nos résultats plaident pour une diversification des sources de revenus basiques. En effet, comme les réflexions des auteurs et autrices ayant appliqué la théorie dans les Nord(s) l'avaient déjà mis en avant (Talandier et Davezies 2009; Crevoisier et Rime 2021), une spécialisation excessive n'est pas efficace et n'amène pas à un développement territorial équilibré. Aussi, nous avons montré que de nombreuses régions « pauvres » en revenus basiques - mais aussi en revenus moyens des ménages - peuvent avoir des multiplicateurs élevés. Cela laisse entrevoir le rôle des ménages à revenus faibles dans la circulation des richesses localement : en effet, ils sont plus nombreux et dépensent dans l'économie locale une part plus importante de leurs revenus par rapport aux ménages les plus aisés (Hanlon, Barrientos, et Hulme 2010; Banerjee et Duflo 2011).

Nous avons montré aussi que les mobilités des touristes et des retraitées et retraités ne suivent pas les mêmes logiques - ce qui met en évidence une certaine hétérogénéité au sein des atouts mobilisés par la base résidentielle. En effet, les retraites permettent à leurs bénéficiaires de choisir de s'installer (ou de rester) dans des localités qu'elles et ils trouvent attractives. Cette attractivité n'est pas nécessairement liée à des atouts touristiques : les personnes retraitées peuvent choisir de retourner dans les lieux où elles ont grandi, ou de se rapprocher d'autres membres de leur famille et entourage. Les revenus issus des retraites sont particulièrement importants pour certaines zones rurales aux niveaux de vie faibles et aux systèmes de productions fragiles, où ils permettent d'injecter des capitaux relativement élevés dans l'économie locale. De plus, dans certains cas - comme observé sur le terrain - les personnes retraitées amènent avec elles leurs savoir-faire et s'impliquent de manière bénévole dans les activités associatives

qui animent le territoire, voire, génèrent des revenus non monétaires en supportant les ménages de leurs proches.

Toutefois, les atouts et leviers non touristiques et non productifs trouvent difficilement une place dans les modélisations les plus répandues du développement régional. Par exemple, les modèles de la Nouvelle Economie Géographique (NEG) considèrent parmi les facteurs de l'agglomération des variables comme le niveau des salaires, les emplois, l'accessibilité des services. Or, dans la vie « réelle » dans des territoires non abstraits, d'autres atouts résidentiels se démarquent, qui peuvent retenir des travailleuses et travailleurs malgré les meilleures conditions salariales offertes dans d'autres régions. Des exemples issus de notre étude qualitative permettent d'illustrer ce propos : les personnes peuvent choisir de s'installer là où elles ont à disposition un logement sans devoir payer de loyer, là où elles ont un réseau social qui peut compenser le manque de certains services ou offrir des services gratuitement (notamment, la garde d'enfants), ou encore, là où elles ont accès facilement à des loisirs qui les satisfont (proximité avec la nature, mais aussi avec leurs proches). Il s'agit d'autant d'exemples de revenus non monétaires : en effet, à parité de revenus monétaires (salaires et transferts), les territoires qui offrent ce type de « bénéfiques » peuvent être attractifs pour certains ménages, même si les niveaux de vie quantifiés statistiquement y sont moins élevés.

Un autre résultat clé de l'application de notre méthodologie quantitative concerne le rôle des emplois informels. Nous avons vu que la production formelle et la production informelle coexistent, à la fois dans les secteurs basique et domestique : ainsi, les pratiques informelles sont sans doute « *ici pour rester* »<sup>425</sup> (J. Morris et Polese 2014, p.2), sans finir par se formaliser automatiquement, comme le laisse supposer la logique « darwinienne » et modernisatrice des approches néolibérales du développement. Dans le secteur basique, les revenus qui sont tirés de la production informelle peuvent être des moteurs du développement à part entière - arrivant dans de nombreux cas à dépasser la base productive formelle. Toutefois, nous avons aussi remarqué que la base informelle est particulièrement importante dans des zones de production agroindustrielle intensive, notamment à la frontière de l'Amazonie. Ainsi, une réflexion s'impose quant à son développement, qui doit être encadré pour qu'il ne se fasse pas au détriment de l'environnement ni de la vie des peuples indigènes. Au sein du secteur domestique, les pratiques informelles ont un rôle incontournable. En effet, l'ensemble des salaires des emplois informels, des deuxièmes emplois et des revenus non monétaires constitue plus de la moitié des revenus qui circulent au sein de l'économie locale.

Nous avons essayé de quantifier les apports de notre méthodologie décentrée - en montrant qu'une application de la méthodologie « Nords » au même contexte aurait impliqué une sous-estimation à la fois des flux basiques, des flux domestiques et des effets multiplicateurs. En particulier, puisque la taille du secteur domestique en sort presque doublée, nos résultats mettent en lumière son rôle moteur ; en effet, sa capacité de retenir et générer des richesses est bien plus importante que celle qui aurait été estimée en utilisant la version Nords de la théorie. Ainsi, même si la méthode proposée dans ces pages

---

<sup>425</sup> [Traduction libre] *Informality is here to stay.*

n'est pas parfaite ni définitive (étant ouverte à intégrer tout autre flux de richesses qui s'avérerait mesurable), elle a sans aucun doute le mérite d'avoir rendu visible une nouvelle portion de l'« iceberg » par lequel Gibson-Graham (2006) modélisent les économies territoriales.

En ce qui concerne la partie qualitative de notre recherche, elle a permis d'amener au centre des débats sur le développement territorial des réflexions sur le tissu socio-économique local et sur la qualité de la vie. En effet, l'ampleur du secteur domestique dans des régions à revenus basiques faibles semble sous-entendre un dynamisme des économies locales qui ne dépend pas des richesses captées ou de la position au sein de la hiérarchie urbaine, mais qui est impulsé par des forces internes aux territoires - le secteur domestique s'affirmant ainsi en tant que moteur de développement à part entière (notamment, par le biais de la base de consommation).

Aussi, nous avons montré que même des territoires apparemment isolés ou marginalisés sont en réalité reliés à l'extérieur. Cela passe par des liens non forcément monétaires, qui peuvent impliquer une démarche d'entraide et de co-construction d'autres manières de produire et de consommer. Nous avons souligné à plusieurs reprises qu'il ne s'agit pas de prôner ni l'autarcie, ni l'extraversion à tout prix des économies - mais plutôt une articulation avec l'extérieur qui soit pilotée par les acteurs et actrices locaux, pour en maximiser les effets positifs. Nous avons également discuté des gains non monétaires engendrés par le développement territorial - notamment, en termes de restructuration du tissu socio-économique, d'augmentation de l'estime que les communautés ont d'elles-mêmes, d'amélioration de l'autonomie des acteurs et actrices locaux, ainsi que de renforcement de la cohésion sociale. Nous soutenons qu'il faut dépasser les approches basées sur la spécialisation et sur la compétition, réfléchissant plutôt en termes de coopération et co-construction entre territoires qui sont complémentaires, puisque dotés d'atouts différents - et qui partagent l'objectif d'améliorer la qualité de la vie qu'ils peuvent offrir à leurs habitantes et habitants.

En conclusion du manuscrit, nous avons amené des éléments de réflexion quant à l'importance de la redistribution de la richesse. En particulier, à travers l'exemple de Maricá et de son revenu de base financé par les *royalties* du pétrole, nous avons évoqué les effets bénéfiques de donner accès à un revenu au plus large nombre possible de personnes au sein des territoires - que ça soit par le biais de transferts sociaux ou d'emprunts à taux faibles ou nuls pour la consommation ou pour la production (comme ceux proposés par les Banques communautaires de développement). Pour nos terrains d'études, ces stratégies se sont avérées particulièrement efficaces lorsqu'elles ont été couplées à des *tecnologias sociais* comme les monnaies sociales - qui ont permis de renforcer l'effet multiplicateur des flux de richesses injectés de l'extérieur, en les retenant et les faisant circuler au sein des territoires, au profit des populations locales, ainsi qu'en attirant de nouvelles bases économiques.

En conclusion, d'après nos résultats, le développement territorial semble dépendre d'une synergie entre plusieurs activités économiques, à la fois locales et exportatrices, productives et non productives, monétaires et non monétaires. Le volet économique n'est pas isolé : toute action de développement doit aller de pair avec des interventions au niveau des territoires dans les domaines social, environne-

mental et culturel. La captation de revenus externes de différentes sources doit s'accompagner de politiques de redistribution, qui supportent la consommation des ménages et contribuent ainsi à la circulation de la richesse localement, stimulant la base de consommation, qui à son tour peut être en mesure de capter des flux basiques. En effet, si l'objectif est d'améliorer la qualité de la vie des populations, il est crucial d'entretenir une circulation des richesses qui profite à l'ensemble de la communauté - y compris les personnes les plus vulnérables.

### Limites et perspectives de recherche

Au long de ses neuf chapitres, cette thèse a mobilisé plusieurs approches et abordé de nombreux sujets - du *trickle down* jusqu'au revenu universel - dont certains mériteraient sans aucun doute des approfondissements ultérieurs.

D'abord, en ce qui concerne le cadre théorique, nous espérons avoir encouragé des réflexions ultérieures quant au nécessaire décentrement de la science régionale. Des croisements plus approfondis avec les théories décoloniales et postcoloniales et celles relevant des *diverse economies*, de l'économie populaire et solidaire, du *buen vivir*, ainsi qu'avec des domaines non abordés dans ce manuscrit - notamment les *gender studies* ou les *transition studies* - nous paraissent souhaitables pour alimenter des pistes de réflexion futures.

La systématisation des approches du développement économique issues d'autres continents mériterait plus d'attention. De nombreuses façons de penser et mesurer le développement ont émergé au fil des dernières décennies, à la fois dans les milieux académiques, mais aussi au sein des institutions publiques et internationales, des ONGs et organisations de la société civile. Cela pourrait sans aucun doute alimenter les débats quant à la remise en question de la mesure, planification et évaluation du développement - et contribuer à proposer des indicateurs et outils plus pertinents.

Nos résultats quantitatifs laissent certaines questions ouvertes. D'abord, nous avons trouvé que les territoires très spécialisés dans la production et dans le tourisme sont aussi ceux avec les multiplicateurs de la base les plus faibles - même lorsque les revenus basiques per capita y représentent des montants très élevés. Nous avons esquissé des tentatives de réponse quant aux raisons sous-jacentes, mais ces mécanismes mériteraient d'être creusés - y compris de manière qualitative, mobilisant des études de cas. Dans la même lignée, nous avons supposé que les ménages à faibles revenus contribuent à la multiplication des richesses et alimentent la base de consommation - ce qui ressort aussi dans le cadre de notre enquête qualitative. Toutefois, une analyse plus systématique de ces dynamiques nous paraît pertinente. Cela pourrait impliquer, notamment, de coupler le calcul des flux de richesses basiques et domestiques à des études concernant les pratiques de consommation - à la fois des habitantes et habitants et des consommateurs et consommatrices de passage (touristes, visiteurs, navetteurs). Notamment, l'Enquête sur les Budgets des Ménages (POF) propose des données concernant les dépenses des ménages brésiliens, désagrégées au niveau des UF, que nous n'avons pas exploitées.

Aussi, notre recherche a montré que les territoires qui attirent les touristes et les personnes retraitées ne coïncident pas forcément. Des recherches concernant les atouts résidentiels et leurs effets d'attraction



sur des populations différentes, y compris dans d'autres pays et continents, nous paraît également une piste de recherche à explorer.

Nos résultats qualitatifs ont mis en avant l'importance des revenus non monétaires « basiques » (notamment, le capital social et l'appui technique fournis par des acteurs externes et les connaissances partagées au sein de réseaux trans-territoriaux, par exemple, ceux opérant dans le domaine de l'économie populaire et solidaire). Actuellement, il n'existe pas des données qui permettent de chiffrer ces apports non monétaires - qu'il serait néanmoins important d'estimer et valoriser, par exemple en mobilisant d'autres études de cas que ceux que nous avons présentés dans ce manuscrit. Aussi, il serait intéressant de calculer les impacts que des dispositifs comme les finances solidaires ont sur le multiplicateur de la base - ce qui a été proposé dans une thèse récente portant sur les monnaies locales convertibles en France (Lafuente-Sampietro 2022).

Quelques autres enjeux nous paraissent mériter des approfondissements ultérieurs. Pour en citer quelques-uns : la question du travail décent, notamment dans les emplois « productifs » (formels et informels) et dans le secteur du tourisme ; les externalités négatives qui peuvent être entraînées par une augmentation ou une spécialisation excessive de la base économique (notamment, les impacts sur l'environnement en termes de pollution et de déforestation, mais aussi les impacts sur les villes en termes de gentrification). De plus, nos résultats pourraient bénéficier d'être couplés à des recherches sur des sujets liés à l'aménagement des territoires, notamment, la construction d'infrastructures, ou l'agencement d'espaces verts - autant de facteurs qui peuvent améliorer la qualité de la vie sans engendrer une augmentation des revenus des habitantes et habitants.

Enfin, de manière générale, il serait souhaitable de tester cette méthode dans d'autres pays - dans les Nordes comme dans les Suds. C'est par ailleurs ce que nous nous étions proposées au début de cette recherche, envisageant le Sénégal comme deuxième pays d'application de notre méthode. Toutefois, comme expliqué dans l'avant-propos, la difficulté d'accès aux données auprès de l'institut national de statistique et la période de pandémie nous ont poussées à privilégier le cas brésilien. Néanmoins, la méthodologie présentée dans cette thèse pourrait être une base pour créer des outils et guides destinés aux acteurs territoriaux, aux ONGs et organisations de la société civile, pour mener des diagnostics en termes de flux de richesses monétaires et non monétaires. En effet, il s'agit d'une méthodologie relativement simple à maîtriser et qui n'est pas très demandeuse en termes de données statistiques. Aussi, elle peut être appliquée à différentes échelles géographiques, qu'il est possible de choisir au cas par cas, en fonction de ce qui paraît le plus pertinent pour la planification d'actions de développement spécifiques, créées sur mesure. Elle se prête bien à des diagnostics participatifs, qui pourraient bénéficier de l'implication collective de différents acteurs et actrices des territoires.

Depuis ses premières applications, la théorie de la base économique a eu un lien très étroit avec les politiques publiques. Depuis les années 2000, elle a contribué à légitimer des politiques de moins en moins axées sur la production pour l'exportation - en valorisant des flux de richesses auparavant considérés comme secondaires, voire, comme des palliatifs pour le manque de production (notamment, les transferts sociaux). Nous considérons qu'une généralisation des approches en termes de flux de richesses est nécessaire pour mettre en évidence des « gains territoriaux » trop longtemps marginalisés - qu'il

soient issus de l'emploi ou d'autres sources, monétaires ou non monétaires, matériels ou immatériels. Pour cela, il serait intéressant de récolter plus des données - à la fois dans les Nord et dans les Suds - sur des pratiques considérées comme « hors économie » car se situant en dehors de la sphère marchande (notamment, l'informalité et les pratiques non monétaires), ainsi que de multiplier les études de cas. Cela pourrait avoir des implications importantes sur les stratégies de développement envisagées et sur les manières de penser les politiques dans ce domaine. Notamment, la reconnaissance du rôle des échanges non monétaires dans la création de valeur ajoutée pour les territoires peut aller nourrir les débats concernant les transferts sociaux, voire, les politiques de revenu universel. En effet, si toute personne produit de la valeur - même si en dehors de la sphère marchande - les transferts pourraient être généralisés, car appréhendés comme une compensation pour le travail non rémunéré effectué, dont les ménages et les communautés dans leur ensemble bénéficient largement.

En même temps, la prise de conscience du rôle moteur du secteur domestique rend d'autant plus légitimes des stratégies de développement territorial basées sur l'activation de ressources locales, sur le renforcement des articulations entre les acteurs locaux et entre ceux-ci et des acteurs extérieurs, ainsi que sur leur formation et autonomisation. Dans des contextes socio-économiques marqués par des précarités multiples, l'utilisation de la théorie de la base en tant qu'outil de diagnostic, couplée à des analyses qualitatives approfondies, permettrait sans aucun doute de dévoiler des leviers du développement activables - tout en mettant au cœur du processus les acteurs et actrices locaux, qui, s'emparant de cette méthode et de ses résultats, peuvent participer à la définition d'un projet territorial commun.

En somme, malgré les limites de notre travail et les nombreuses questions qui demeurent ouvertes, nous espérons avoir apporté notre contribution au décentrement des approches territoriales du développement - et avoir proposé des outils opérationnels qui pourront s'avérer pertinents dans différents contextes et à différentes échelles géographiques. Nous sommes convaincues qu'une attention renouvelée aux théories, territoires et innovations des Suds a encore beaucoup à apporter à la science régionale, à ses modélisations et à sa compréhension des dynamiques du développement.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abd-el-Malek, Anouar. 1963. « L'orientalisme en crise ». *Diogène*, n° 44: 109-42.
- Abramovay, Ricardo. 2003. *O futuro das regiões rurais*. 1a ed. Coleção Estudos rurais. Porto Alegre, RS: UFRGS Editora: PGDR, Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Rural, UFRGS.
- Adams, David, et Michael Hess. 2010. « Social Innovation and Why it Has Policy Significance ». *The Economic and Labour Relations Review* 21 (2): 139-55.
- Akerkar, Akli. 2019. « Les vicissitudes de l'intégration de la dimension spatiale dans la pensée économique ». *Lucrările Seminarului Geografic « Dimitrie Cantemir »* 47 (1): 117-37. <https://doi.org/10.15551/lsgdc.v47i1.08>.
- Alexander, John W. 1953. « An economic base study of Madison ». *Wisconsin Commerce Papers* 1 (4).
- Aliança de Cidades. 2008. « A vez dos Alagados: A construção de um programa integrado de urbanização de favelas em Salvador. » São Paulo. <https://www.avsi brasil.org.br/wp-content/uploads/2020/12/1cad0d74396514a32e2b7890fcde2b92.pdf>.
- Almeida, Carlo Danilo Peres. 1996. « A formação econômica do Centro Industrial de Aratu sob o enfoque da teoria da base econômica. » Salvador: FCE/UFBA. <https://repositorio.ufba.br/bitstream/ri/29307/1/Carlos%20Danilo%20Peres%20Almeida%20-%201996.pdf>.
- Almeida, Clarissa de Santana. 2011. « Bancos Comunitários de Desenvolvimento e o apoio à promoção do desenvolvimento local: o caso do Banco Ilhamar ». Dissertação de mestrado, Salvador: Universidade Federal da Bahia. <https://repositorio.ufba.br/handle/ri/7633>.
- Amaro, Rogério Roque. 2011. « Nota Editorial ». Édité par ACEESA - Associação Centro de Estudos de Economia Solidária do Atlântico. *Finanças Alternativas, Moeda e Economia Solidária*, 9-14.
- Amin, Samir. 1976. *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism*. New York, N.Y.: Monthly Review Press.
- . 1991. « The Ancient World-Systems versus the Modern Capitalist World-System ». *Review (Fernand Braudel Center)* 14 (3): 349-85.
- Amos, Orley M. 1988. « Unbalanced Regional Growth and Regional Income Inequality in the Latter Stages of Development ». *Regional Science and Urban Economics* 18 (4): 549-66. [https://doi.org/10.1016/0166-0462\(88\)90026-9](https://doi.org/10.1016/0166-0462(88)90026-9).
- Anderson, Warwick. 1995. « Excremental Colonialism: Public Health and the Poetics of Pollution ». *Critical Inquiry* 21 (3): 640-69. <https://doi.org/10.1086/448767>.
- Andion, Carolina. 2020. « Atuação da sociedade civil no enfrentamento dos efeitos da COVID-19 no Brasil ». *Revista de Administração Pública* 54 (4): 936-51. <https://doi.org/10.1590/0034-761220200199>.
- Andrews, Richard B. 1953a. « Mechanics of the Urban Economic Base: Historical Development of the Base Concept ». *Land Economics* 29 (2): 161. <https://doi.org/10.2307/3144408>.
- . 1953b. « Mechanics of the Urban Economic Base: The Problem of Terminology ». *Land Economics* 29 (3): 263. <https://doi.org/10.2307/3144833>.
- . 1953c. « Mechanics of the Urban Economic Base: A Classification of Base Types ». *Land Economics* 29 (4): 343. <https://doi.org/10.2307/3144683>.
- . 1954a. « Mechanics of the Urban Economic Base: The Problem of Base Measurement ». *Land Economics* 30 (1): 52. <https://doi.org/10.2307/3144917>.
- . 1954b. « Mechanics of the Urban Economic Base: General Problems of Base Identification ». *Land Economics* 30 (2): 164. <https://doi.org/10.2307/3144937>.
- . 1954c. « Mechanics of the Urban Economic Base: Special Problems of Base Identification ». *Land Economics* 30 (3): 260. <https://doi.org/10.2307/3144380>.
- . 1954d. « Mechanics of the Urban Economic Base: The Problem of Base Area Delimitation ». *Land Economics* 30 (4): 309. <https://doi.org/10.2307/3144623>.
- . 1955a. « Mechanics of the Urban Economic Base: The Concept of Base Ratios ». *Land Economics* 31 (1): 47. <https://doi.org/10.2307/3159799>.
- . 1955b. « Mechanics of the Urban Economic Base: Causes and Effects of Change in the Base Ratios and the Ratio Elements (I) ». *Land Economics* 31 (2): 144. <https://doi.org/10.2307/3159628>.
- . 1955c. « Mechanics of the Urban Economic Base: Causes and Effects of Changes in the Base Ratios and the Base Ratio Elements (II) ». *Land Economics* 31 (3): 245. <https://doi.org/10.2307/3159417>.

- . 1955d. « Mechanics of the Urban Economic Base: Causes and Effects of Change in the Base Ratios and the Base Ratio Elements (III) ». *Land Economics* 31 (4): 361. <https://doi.org/10.2307/3159305>.
- Anstey, Vera. 1929. *The economic development of India*. European business. New York: Arno Press.
- Antheaume, Benoît, et Frédéric Giraut, éd. 2005. *Le territoire est mort, vive les territoires! une (re)fabrication au nom du développement*. Paris: IRD, Institut de recherche pour le développement.
- Antrobus, Peggy. 1995. « United Nations' Conferences: A Framework for Feminist Research and Action. » *Caribbean Studies*, 21-29.
- Appadorai, Angadipuram. 1955. « The Bandung Conference ». *India Quarterly: A Journal of International Affairs* 11 (3): 207-35. <https://doi.org/10.1177/097492845501100301>.
- Appadurai, Arjun. 2000. « Grassroots globalization and the research imagination. » *Public Culture* 12 (1): 1-19.
- . 2001. *Après le colonialisme: les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.
- Araújo, Leonardo Alves de, et João Policarpo R. Lima. 2009. « Transferências de renda e empregos públicos na economia sem produção do semiárido nordestino. Leonardo Alves de Araújo, João Policarpo R. Lima ». *Planejamento e Políticas Públicas* 33: 49-77.
- Araújo, Tânia Bacelar de. 2000. « Brasil nos anos noventa: opções estratégicas e dinâmica regional ». *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, n° 2 (mars): 9. <https://doi.org/10.22296/2317-1529.2000n2p9>.
- Arend, Silvio Cezar, et Rosemari Fátima Orłowski. 2012. « O desenvolvimento regional da AMOSC a partir das teorias da base exportadora e dos polos de crescimento ». *REDES: Revista do Desenvolvimento Regional* 17 (1): 141-63.
- Armendáriz, Beatriz, et Nigiel Roome. 2008. « Gender empowerment in microfinance. » MPRA Paper 31040. [https://mpra.ub.uni-muenchen.de/31040/1/MPRA\\_paper\\_31040.pdf](https://mpra.ub.uni-muenchen.de/31040/1/MPRA_paper_31040.pdf).
- Arndt, H. W. 1978. *The rise and fall of economic growth: a study in contemporary thought*. 1984<sup>e</sup> éd. Chicago: University of Chicago Press.
- . 1981. « Economic Development: A Semantic History ». *Economic Development and Cultural Change* 29 (3): 457-66. <https://doi.org/10.1086/451266>.
- . 1982. « The Development Objective In Western Colonial Theory ». *History of Economics Review* 2 (1): 6-11. <https://doi.org/10.1080/10370196.1982.11732996>.
- . 1983. « The “Trickle-down” Myth ». *Economic Development and Cultural Change* 32 (1): 1-10. <https://doi.org/10.1086/451369>.
- Arrighi, Giovanni. 1998. « Capitalism and the Modern World-System: Rethinking the Nondebates of the 1970's ». *Review (Fernand Braudel Center), Research Foundation of State University of New York* 21 (1): 113-29.
- Artle, Roland. 1971. « Urbanization and Economic Growth in Venezuela ». *Papers of the Regional Science Association* 27 (1): 63-93. <https://doi.org/10.1007/BF01954600>.
- Ashcroft, Bill. 2009. « Alternative Modernities: Globalization and the Post-Colonial ». *ARIEL - a Review of International English Literature* 40: 81-105.
- Asher, Kiran. 2013. « Latin American Decolonial Thought, or Making the Subaltern Speak: Latin America Decolonial Thought ». *Geography Compass* 7 (12): 832-42. <https://doi.org/10.1111/gec3.12102>.
- ASMOCONP. 1990. « Favela do conjunto Palmeiras: habitando o inabitável. Memória de Nossas Lutas I. » ASMOCONP - Associação dos Moradores do Conjunto Palmeiras.
- Assayag, Jackie, et Véronique (dir.) Bénéï. 2000. « Intellectuels en diaspora et théories nomades ». *L'Homme*, n° 156 (décembre).
- Astor-Aguilera, Miguel. 2018. « Indigenous Cosmivision. » In *Routledge Handbook of Religion and Ecology*, édité par Willis Jenkins, Mary Evelyn Tucker, et John Grim, First issued in paperback, 158-67. Routledge International Handbooks. London New York: Routledge, Taylor & Francis group.
- Atkinson, Anthony Barnes, et Eric Marlier. 2010. *Income and Living Conditions in Europe*. Eurostat. Luxembourg: Publications office of the European Union.
- Augusto, Hélder dos Anjos, et Eduardo Magalhães Ribeiro. 2011. « O envelhecimento e as aposentadorias no ambiente rural: um enfoque bibliográfico. » *Organizações Rurais & Agroindustriais* 7 (2): 199-208.
- Aurousseau, M. 1921. « The Distribution of Population: A Constructive Problem ». *Geographical Review* 11 (4): 563. <https://doi.org/10.2307/208251>.

- Avila, Cristian Orlando, Carlos Julio Moreno, et Nilton Marques de Oliveira. 2021. « Indicadores de base econômica: uma análise comparativa das regiões colombianas e brasileiras ». *Brazilian Journal of Latin American Studies* 20 (41): 177-209.
- Avni, Nufar, et Oren Yiftachel. 2014. « Planning and “Gray Space” between global north-west and south-east. » In *The Routledge handbook on cities of the Global South*, édité par Sue Parnell et Sophie Oldfield, 1<sup>e</sup> Edition, 487-505. London ; New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Aydalot, Philippe. 1965. « Note sur les économies externes et quelques notions connexes ». *Revue économique* 16 (6): 944. <https://doi.org/10.2307/3499669>.
- . 1985. *Economie régionale et urbaine*. Collection Economie. Paris: Economica.
- . 1986. *Milieux Innovateurs En Europe*. Paris: GREMI.
- Ayres, Clarence E. 1944. *Theory of Economic Progress*. 1978<sup>e</sup> éd. Small Press Distribution.
- Baeninger, Rosana. 2000. « Região, metrópole e interior: espaços ganhadores e espaços perdedores nas migrações recentes: Brasil, 1980-1996. » In *REDISTRIBUIÇÃO da população e meio ambiente: São Paulo e Centro-Oeste*. Vol. 3. 35. Campinas: Universidade Estadual de Campinas - Unicamp, Núcleo de Estudos de População - NEPO. [https://www.nepo.unicamp.br/publicacoes/textos\\_nepo/textos\\_nepo\\_35.pdf](https://www.nepo.unicamp.br/publicacoes/textos_nepo/textos_nepo_35.pdf).
- . 2012. « Rotatividade migratória: um novo olhar para as migrações internas no Brasil ». *Rev. Inter. Mob. Hum., Brasília.*, n° 39: 77-100.
- Bagnasco, Arnaldo. 1977. *Tre italie: la problematica territoriale dello sviluppo italiano*. 1992<sup>e</sup> éd. Studi e ricerche 74. Bologna: Il Mulino.
- Bailly, Antoine S. 1971. « La théorie de la base économique : son histoire, son utilisation ». *Revue Géographique de l'Est* 11 (3): 299-317. <https://doi.org/10.3406/rgest.1971.1206>.
- . 2009. « La science régionale en perspective ». *Géographie, économie, société* 11 (1): 1-7. <https://doi.org/10.3166/ges.11.1-7>.
- Bailly, Antoine S., et William J. Coffey. 1994a. « Regional Science in Crisis: A Plea for More Open and Relevant Approach ». *Papers in Regional Science* 73 (1): 3-14. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5597.1994.tb01752.x>.
- . 1994b. « Regional Science in Crisis: Some Concluding Thoughts. » *Papers in Regional Science* 73 (1): 37-39. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5597.1994.tb01758.x>.
- Bairoch, Paul. 1969. *Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-Monde, 1900-1968*. Gauthier-Villars. Paris.
- . 1997. *Victoires et déboires : Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*. Vol. 2. 3 vol. Collection folio Histoire 79. Paris: Gallimard.
- Balandier, Georges. 1956. « Le “Tiers Monde”: sous - développement et développement ». *Population (French Edition)* 11 (4): 737. <https://doi.org/10.2307/1524717>.
- Banerjee, Abhijit V., et Esther Duflo. 2011. *Poor economics: a radical rethinking of the way to fight global poverty*. 1st ed. New York: PublicAffairs.
- Baran, Paul A. 1957. *The political economy of growth*. 1968<sup>e</sup> éd. Modern reader paperback. New York, N.Y: Monthly Review Pr.
- . 1968. *The political economy of growth*. Modern reader paperback. New York, N.Y: Monthly Review Pr.
- Barca, Fabrizio, Philip McCann, et Andrés Rodríguez-Pose. 2012. « THE CASE FOR REGIONAL DEVELOPMENT INTERVENTION: PLACE-BASED VERSUS PLACE-NEUTRAL APPROACHES\* ». *Journal of Regional Science* 52 (1): 134-52. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9787.2011.00756.x>.
- Barker, Adam J., et Jenny Pickerill. 2019. « Doings with the Land and Sea: Decolonising Geographies, Indigeneity, and Enacting Place-Agency ». *Progress in Human Geography* 44 (4): 640-62. <https://doi.org/10.1177/0309132519839863>.
- Barnes, Trevor J. 2002. « Critical Notes on Economic Geography from an Aging Radical. Or Radical Notes on Economic Geography from a Critical Age. » *ACME: An International Journal for Critical Geographie* 1 (1): 8-14.
- Barreto, Simaia. 2016. « Os fundos rotativos solidários no Brasil: uma perspectiva a partir do mapeamento dos fundos de 2011-2012, Mercado de trabalho, IPEA, n. 60. abril 2016, p. 101-108. » *IPEA, Mercado de trabalho*, n° 60.
- Barro, Robert J., et Xavier Sala-i-Martin. 1992. « Convergence ». *Journal of Political Economy* 100 (2): 223-51. <https://doi.org/10.1086/261816>.
- Barros, Ricardo Paes de, Mirela de Carvalho, et Samuel Franco. 2007. « O papel das transferências públicas na queda recente da desigualdade de renda brasileira. » In *Desigualdade de renda no*

- Brasil: uma análise da queda recente.*, 2:41-86. Brasília: IPEA. <https://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/Cap16.pdf>.
- Basaille-Gahitte, Agnès, et Bernadette Nicot. 1994. « Vitesse de circulation de la monnaie et tableau économique chez les pré-classiques ». *Revue française d'économie* 9 (2): 37-70. <https://doi.org/10.3406/rfeco.1994.952>.
- Bastien, Jérémie, Jean-Jacques Gouguet, et Cyrille Rougier. 2022. « Sport et développement territorial en Guyane. Une approche par la théorie de la base ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* Octobre (4): 613-32. <https://doi.org/10.3917/reru.224.0613>.
- Bateman, Milford, et Ha-Joon Chang. 2009. « The Microfinance Illusion ». *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2385174>.
- Baudelle, Guy, Catherine Guy, et Bernadette Mérenne-Schoumaker. 2011a. *Le développement territorial en Europe: concepts, enjeux et débats*. Didact géographie. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- . 2011b. *Le développement territorial en Europe: concepts, enjeux et débats*. Didact géographie. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Bauer, Péter T., et Basil S. Yamey. 1972. *The Economics of Under-Developed Countries*. Repr. The Cambridge Economic Handbooks. Digswell Place: Nisbet [u.a.].
- Becattini, Giacomo. 1989. « Riflessioni sul distretto industriale marshalliano come concetto socio-economico ». *Stato e mercato*, n° 25: 111-28.
- . 2002. « From Marshall's to the Italian "Industrial Districts". A Brief Critical Reconstruction ». In *Complexity and Industrial Clusters*, édité par Alberto Quadrio Curzio et Marco Fortis, 83-106. Heidelberg: Physica-Verlag HD.
- Beebejaun, Yasminah. 2021. « Provincializing Planning: Reflections on Spatial Ordering and Imperial Power ». *Planning Theory*, août, 1473095221102666. <https://doi.org/10.1177/14730952211026697>.
- Bekolo-Ebe, Bruno, et Robert Bilongo. 1989. « Le système des tontines : liquidité, intermédiation et comportement d'épargne ». *Revue d'économie politique* 99 (4): 616-38.
- Bell, Joe A. 1992. « Adam Smith's Theory of Economic Development: "Of the Natural Progress of Opulence" ». *Journal of Economics and Finance* 16 (1): 137-45. <https://doi.org/10.1007/BF02919800>.
- Bellon, Mauricio R., Bekele Hundie Kotu, Carlo Azzarri, et Francesco Caracciolo. 2020. « To Diversify or Not to Diversify, That Is the Question. Pursuing Agricultural Development for Smallholder Farmers in Marginal Areas of Ghana ». *World Development* 125 (janvier): 104682. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104682>.
- Bellows, Anne C., et Michael W. Hamm. 2001. « Local autonomy and sustainable development: Testing import substitution in localizing food systems. » *Agriculture and Human Values* 18: 271-84.
- Beltrão, Kaizô Iwakami, Ana Amélia Camarano, et Juliana Leitão Mello. 2005. « Mudanças nas Condições de vida dos Idosos Rurais Brasileiros : Resultados não-esperados dos Avanços da Segurança Rural. , Ana Amélia Camrano e Juliana Leitão e Mello ». 1066. Rio de Janeiro: IPEA.
- Benita Parry. 2004. *Postcolonial studies: a materialist critique*. Postcolonial literatures. London ; New York: Routledge.
- Benko, Georges. 1999. « Entretien avec Alain Lipietz ». *Géographie, Économie et Société* 1 (1): 217-32.
- . 2008a. « La géographie économique : un siècle d'histoire ». *Annales de géographie* 664 (6): 23. <https://doi.org/10.3917/ag.664.0023>.
- . 2008b. « La géographie économique : un siècle d'histoire. » *Annales de géographiE* 664 (6): 23-49. <https://doi.org/10.3917/ag.664.0023>.
- Bentham, Jeremy. 1789. *An introduction to the principles of morals and legislation*. Dover ed 2007. Mineola, N.Y: Dover Publications.
- Bernardelli, M. L. F. H. 2010. « Contribuição ao debate sobre o urbano e o rural. In ». In *Cidade e campo: relações e contradições entre urbano e rural.*, 2<sup>e</sup> éd., 33-52. Geografia em movimento. São Paulo: Expressão Popular.,
- Bernis, Gérard Destanne de. 1974. « Le sous-développement, analyses ou représentations ». *Revue Tiers Monde* 15 (57): 103-34.
- Berry, B.J.L. 1967. *Geography of market centers and retail distribution*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall.
- Besley, Timothy, Stephen Coate, et Glenn Loury. 1993. « The Economics of Rotating Savings and Credit Associations ». *The American Economic Review* 83 (4): 792-810.

- Beumer, Koen, Harro Maat, et Dominic Glover. 2022. « It's Not the Market, Stupid: On the Importance of Non-Market Economies in Sustainability Transitions ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 42 (mars): 429-41. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2022.02.001>.
- Beyers, William B. 2005. « Services and the changing economic base of regions in the United States. » *The Service Industries Journal* 25 (4): 461-76. <https://doi.org/10.1080/02642060500092113>.
- Bezerra, Maria Lucila, et Tânia Bacelar. 2013. « As concepções contemporâneas de ruralidade e suas singularidades no Brasil ». In *Concepções da ruralidade contemporânea: as singularidades brasileiras.*, 21:35-76. Série Desenvolvimento Rural Sustentável. Brasília.: IICA.
- Bhabha, Homi K. 1994. *The location of culture*. London ; New York: Routledge.
- Bhagwati, Jagdish N.. 1958. « Immiserizing Growth: A Geometrical Note ». *The Review of Economic Studies* 25 (3): 201. <https://doi.org/10.2307/2295990>.
- . 1966. *The Economics of Underdeveloped Countries*. McGraw-Hill. New York.
- . 1968. « Distortions and Immiserizing Growth: A Generalization ». *The Review of Economic Studies* 35 (4): 481. <https://doi.org/10.2307/2296774>.
- Bhambra, Gurminder K. 2014. « Postcolonial and Decolonial Dialogues ». *Postcolonial Studies* 17 (2): 115-21. <https://doi.org/10.1080/13688790.2014.966414>.
- Bidadanure, Juliana Uhuru. 2019. « The Political Theory of Universal Basic Income ». *Annual Review of Political Science* 22 (1): 481-501. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-050317-070954>.
- Birnbaum, Simon. 2016. « Basic Income ». In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, par Simon Birnbaum. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.116>.
- Bitoun, Jan, Livia Miranda, Fernando Soares, Rejane Lyra, et Jeremias Cavalcanti. 2017. « Tipologia Regionalizada dos Espaços Rurais Brasileiros. » In *Tipologia Regionalizada dos Espaços Rurais Brasileiros: implicações no marco jurídico e nas políticas pública.*, 22:39-232. (Série Desenvolvimento Rural Sustentável. Brasília.: IICA.
- Blanc, Jérôme. 2004. « Formes et rationalités du localisme monétaire\* ». *L'Actualité économique* 78 (3): 347-69. <https://doi.org/10.7202/007256ar>.
- Blanc, Jérôme, et Marie Fare. 2012. « Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation ». *Innovations* n°38 (2): 67-84. <https://doi.org/10.3917/inno.038.0067>.
- Bloomquist, Kim M. 1988. « A Comparison of Alternative Methods of Generating Economic Base Multipliers ». <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.128959>.
- Blumenfeld, Hans. 1955. « The economic base of the metropolis: Critical remarks on the “basic-nonbasic” concept. » *Journal of the American Institute of Planners* 21 (4): 114-32.
- Blunt, Alison, et Cheryl McEwan, éd. 2002. *Postcolonial Geographies*. 1. publ. Writing Past Colonialism. New York, NY: Continuum.
- Boeke, Julius Herman. 1942. *The Structure Of Netherlands Indian Economy*. Literary Licensing, LLC.
- Boels, Dominique, Antoinette Verhage, et Pauk Ponsaers. 2013. « The informal economy in Europe. » In *Routledge Handbook of European Criminology.*, 224-41. Routledge.
- Boisguilbert, Pierre le Pesant de. 1707. , *Dissertation de la nature des richesses, de l'argent et des tributs, où l'on découvre la fausse idée qui règne dans le monde à l'égard de ces trois articles*. McMaster University Archive for the History of Economic Thought. <https://socialsciences.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/boisguillebert/boisg03.htm>.
- Bouman, Fritz JA. 1995. « Rosca: On The Origin Of The Species/Rosca: Sur L'origine Du Phénomène ». *Savings and development*, 117-48.
- Bourdeau-Lepage, Lise, et Vincent Gollain. 2015. *Attractivité et compétitivité des territoires : théories & pratiques*. Paris: Fédération des agences de développement et des comités d'expansion économique : Institut CDC pour la recherche.
- Bowles, Paul. 1986. « Adam Smith and the “Natural Progress of Opulence” ». *Economica* 53 (209): 109. <https://doi.org/10.2307/2554524>.
- Boyce, David E. 2003. « A short history of the field of regional science ». *Review Economic Design*, février. <https://doi.org/DOI:10.1007/s10110-003-0176-9>.
- Boyce, David E., Peter Nijkamp, et Daniel Shefer. 1991. *Regional Science: Retrospect and Prospect*. Berlin, Heidelberg: Springer Berlin Heidelberg.
- Brito, Fausto. 2009. « As migrações internas no Brasil: um ensaio sobre os desafios recentes. » In *Anais do VI Encontro Nacional sobre Migrações*. Campinas: ABEP. <http://www.abep.nepo.unicamp.br/docs/anais/outros/6EncNacSobreMigracoes/ST3/FaustoBriFa.pdf>.
- Brodsky, Harold, et David E. Sarfaty. 1977. « Measuring the Urban Economic Base in a Developing Country ». *Land Economics* 53 (4): 445. <https://doi.org/10.2307/3145988>.

- Browett, J. G. 1977. « EXPORT BASE THEORY AND THE EVOLUTION OF THE SOUTH AFRICAN SPACE ECONOMY ». *South African Geographical Journal* 59 (1): 18-29. <https://doi.org/10.1080/03736245.1977.9713492>.
- Brown, Scott J., N. Edward Coulson, et Robert F. Engle. 1992. « On the Determination of Regional Base and Regional Base Multipliers ». *Regional Science and Urban Economics* 22 (4): 619-35. [https://doi.org/10.1016/0166-0462\(92\)90005-L](https://doi.org/10.1016/0166-0462(92)90005-L).
- Brusco, Sebastiano. 1989. *Piccole imprese e distretti industriali: una raccolta di saggi*. 1. ed. italiana. Torino: Rosenberg & Sellier.
- Bryceson, Deborah Fahy. 2014. « Re-evaluating the influence of urban agglomeration in Sub-Saharan Africa: Population density, technological innovation and productivity ». In *The Routledge handbook on cities of the Global South*, édité par Sue Parnell et Sophie Oldfield, 1 Edition, 206-18. London ; New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Buclet, Nicolas, et Myriam Donsimoni. 2020. « Dossier « L'économie circulaire : modes de gouvernance et développement territorial » – Métabolisme territorial et capacités : une articulation entre enjeux économiques et écologiques ». *Natures Sciences Sociétés* 28 (2): 118-30. <https://doi.org/10.1051/nss/2020035>.
- Bunnell, Tim, et Anant Maringanti. 2010. « Practising Urban and Regional Research beyond Metrocentricity: Research beyond Metrocentricity ». *International Journal of Urban and Regional Research* 34 (2): 415-20. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2010.00988.x>.
- Búrigo, Fábio Luiz. 2010. « Sistema Nacional de Crédito Rural: uma trajetória de privilégios, crises e oportunidades. » *INFOCOS, Paraná*, Ensaio sobre o cooperativismo solidário, , 426-458.
- Cahen, Lucienne. 1965. « La détermination des multiplicateurs d'emplois urbains ». *Journal de la Société de statistique de Paris* 106: 153-78.
- Cahen, Michel. 2011. « À propos d'un débat contemporain : du postcolonial et du post-colonial ». *Revue historique* 660 (4): 899. <https://doi.org/10.3917/rhis.114.0899>.
- Caillé, Alain, Christian Lazzeri, et Jean-Pierre Cléro. 2002. « Qu'est-ce qu'être anti-utilitariste ? » *Cités* 10 (2): 77. <https://doi.org/10.3917/cite.010.0077>.
- Cajaiba-Santana, Giovany. 2014. « Social Innovation: Moving the Field Forward. A Conceptual Framework ». *Technological Forecasting and Social Change* 82 (février): 42-51. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2013.05.008>.
- Callon, Michel. 2008. « What Does It Mean to Say That Economics Is Performative? » In *Do Economists Make Markets?*, édité par Donald MacKenzie, Fabian Muniesa, et Lucia Siu, 311-57. Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9780691214665-013>.
- Camarano, Ana Amélia, et Ricardo Abramovay. 1998. « Exodo rural, envelhecimento e masculinização no Brasil: panorama dos últimos cinquenta anos. » *Revista Brasileira De Estudos De População* 15 (2): 45-65.
- Campos, Marden Barbosa de, et Alisson Flávio Barbieri. 2013. « Considerações teóricas sobre as migrações de idosos ». *R. bras. Est. Pop.* 30: S69-84.
- Candia Baeza, David. 2011. « Propuesta metodológica para una definición funcional de ruralidad. » In *Hacia una nueva definición de "rural" con fines estadísticos en América Latina.*, CEPAL. Santiago de Chile.
- Cantillon, Richard. 1755. *Essai sur la nature du commerce en général*. 2011<sup>e</sup> éd. Paris: Institut Coppet. <https://www.institutcoppet.org/wp-content/uploads/2011/12/Essai-sur-la-nature-du-commerce-en-gener-Richard-Cantillon.pdf>.
- Cardoso, Fernando Henrique, et Enzo Faletto. 1969. *Dependencia y desarrollo en América Latina: ensayo de interpretación sociológica*. 24. ed. Sociología y política. México, D.F: Siglo Veintiuno Ed.
- . 1979. *Dependency and Development in Latin America*. Berkeley: University of California Press.
- Carrasco, Cristina. 2007. « Les coûts invisibles des soins et du travail des femmes »: *Nouvelles Questions Féministes* Vol. 26 (2): 30-44. <https://doi.org/10.3917/nqf.262.0030>.
- Carvalho, Eduardo Teixeira de. 2002. « Os Alagados da Bahia: Intervenções Públicas e Apropriação Informal do Espaço Urbano – Salvador: 2002 – Carvalho. 307p., il. Dissertação (Mestre em Arquitetura e Urbanismo) – Universidade Federal da Bahia – FAUFBA, 2002 ». Maestrado en Architecture et Urbanisme, Salvador: Universidade Federal da Bahia.
- Castro-Gómez, Santiago, et Ramón Grosfoguel, éd. 2007. *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Biblioteca universitaria. Bogotá, D.C: Siglo del Hombre Editores : Universidad Central, Instituto de Estudios Sociales Contemporáneos,



- IESCO-UC : Pontificia Universidad Javeriana, Instituto de Estudios Sociales y Culturales, Pensar.
- Cecchini, Simone, et Bernardo Atuesta. 2017. « Programas de transferencias condicionadas en América Latina y el Caribe. Tendencias de cobertura e inversión. » Publication des Nations Unies. Politicas Sociales. Santiago, Chile: CEPAL, Nations Unies. <https://www.cepal.org/es/publicaciones/41811-programas-transferencias-condicionadas-america-latina-caribe-tendencias>.
- CERVED. 2022. « Bilancio di welfare delle famiglie italiane ». <https://www.cerved.com/bilancio-di-welfare-delle-famiglie-italiane-rapporto-cerved-2022/>.
- Chakrabarty, Dipesh. 2007. *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton Studies in Culture / Power / History. Princeton (N.J.): Princeton university press.
- Choplin, Armelle. 2012. « De-Westernising Urban Theory, 5 December. Translated by Oliver Waine. URL: » Traduit par Oliver Waine. *Metropolitiques*, décembre. <http://www.metropolitiques.eu/De-Westernising-Urban-Theory.html>.
- Choplin, Armelle, et Olivier Pliez. 2018. *La mondialisation des pauvres: loin de Wall Street et de Davos*. La République des idées. Paris: Seuil.
- Christaller, Walter. 1933. *Die zentralen Orte in Sddeutschland: Eine ökonomisch-geographische Untersuchung über die Gesetzmäßigkeit der Verbreitung der Siedlungen mit städtischen Erlangen*. Jena: Gustav Fischer.
- Clark, Colin. 1940. *The conditions of economic progress*. 1983<sup>e</sup> éd. The World economy. New York: Garland Pub.
- Claval, Paul. 1979. « Chronique de géographie économique XIII : Les conceptions de l'espace économique ». *Revue Géographique de l'Est* 19 (1): 135-54. <https://doi.org/10.3406/rgest.1979.1382>.
- . 2008. « Les espaces de l'économie ». *Annales de géographie* 664 (6): 3. <https://doi.org/10.3917/ag.664.0003>.
- Cochrane, A. 2010. « Alternative approaches to local and regional development ». *Handbook of local and regional development*, 119-28.
- Cochrane, John H. 2011. « How Did Paul Krugman Get It so Wrong ? » *Economic Affairs* 31 (2): 36-40. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0270.2011.02077.x>.
- Coelho, Franklin Dias. 2003. « Finanças Solidárias ». In *A Outra Economia*, 153-63. Porto Alegre: Veraz Editores.
- Coelho, Hugo Palma. 2011. « Extensão Universitária, Economia Solidária e Desenvolvimento Local. » *Civitas—Revista de Ciências Sociais* 7 (1): 155-74.
- Coffey, William J., et Mario Polèse. 1984. « The Concept of Local Development: A Stages Model of Endogenous Regional Growth ». *Papers of the Regional Science Association* 55 (1): 1-12. <https://doi.org/10.1007/BF01939840>.
- Coissard, Steven. 2007. « Perspectives. La nouvelle économie géographique de Paul Krugman: Apports et limites ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* mai (1): 111. <https://doi.org/10.3917/reru.071.0111>.
- Collard, Rosemary-Claire, Jessica Dempsey, et Juanita Sundberg. 2015. « A Manifesto for Abundant Futures ». *Annals of the Association of American Geographers* 105 (2): 322-30. <https://doi.org/10.1080/00045608.2014.973007>.
- Colletis, Gabriel, Patrick Gianfaldoni, et Nadine Richez-Battesti. 2005. « Économie sociale et solidaire, territoires et proximité ». *Revue internationale de l'économie sociale: Recma*, n° 296: 8. <https://doi.org/10.7202/1021859ar>.
- Colletis, Gabriel, et Bernard Pecqueur. 1994. « Les Facteurs de La Concurrence Spatiale et La Construction Des Territoires ». In *Organization of Production and Territory: Local Models of Development*, édité par Gioacchino Garofoli, Antonio Vázquez Barquero, et Università degli Studi di Pavia, 93-115. Pavia: Iuculano.
- . 2018. « Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement: Le rôle de la proximité géographique ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* Décembre (5): 993-1011. <https://doi.org/10.3917/reru.185.0993>.
- Collyer, Fran M. 2018. « Global Patterns in the Publishing of Academic Knowledge: Global North, Global South ». *Current Sociology* 66 (1): 56-73. <https://doi.org/10.1177/0011392116680020>.
- Comaroff, Jean. 2016. *Theory from the South, or, How Euro-America Is Evolving toward Africa*. Politics, Sociology. London New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Comaroff, Jean, et John L. Comaroff. 2012a. *Theory from the South, or, How Euro-America Is Evolving toward Africa*. Politics, Sociology. London New York: Routledge, Taylor & Francis Group.

- . 2012b. « Theory from the South: Or, How Euro-America Is Evolving Toward Africa ». *Anthropological Forum* 22 (2): 113-31. <https://doi.org/10.1080/00664677.2012.694169>.
- Combes, Pierre-Philippe, Thierry Mayer, et Jacques François Thisse. 2008. *Economic Geography: The Integration of Regions and Nations*. Princeton ; Oxford: Princeton University Press.
- Committee on the Regional Plan. 1928. « Regional Survey of New York and Its Environs ».
- Connell, Raewyn. 2007. *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*. Cambridge: Polity.
- Coraggio, José Luis. 1994. « Del sector informal a la economía popular. Alternativas populares de desarrollo social ». *Nueva Sociedad*, n° 131.
- Corbridge, Stuart. 2007. « The (Im)Possibility of Development Studies ». *Economy and Society* 36 (2): 179-211. <https://doi.org/10.1080/03085140701264869>.
- Cortright, Joseph. 2002. « The Economic Importance of Being Different: Regional Variations in Tastes, Increasing Returns, and the Dynamics of Development ». *Economic Development Quarterly* 16 (1): 3-16. <https://doi.org/10.1177/0891242402016001001>.
- Courlet, C., et B. Pecqueur. 1991. « Local Industrial Systems and Externalities: An Essay in Typology ». *Entrepreneurship & Regional Development* 3 (4): 305-15. <https://doi.org/10.1080/08985629100000020>.
- CPRM - Serviço Geológico do Brasil. 2018. « Relatório Preliminar: Ilha De Matarandiba/Bahia ». Salvador: Ministério De Minas E Energia Secretaria De Geologia, Mineração E Transformação Mineral. [https://rigeo.cprm.gov.br/bitstream/doc/20607/1/relatorio\\_matarandiba\\_07\\_nov\\_18\\_final.pdf](https://rigeo.cprm.gov.br/bitstream/doc/20607/1/relatorio_matarandiba_07_nov_18_final.pdf).
- Crevoisier, Olivier. 2001. « L'approche par les milieux innovateurs : état des lieux et perspectives: » *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* février (1): 153-65. <https://doi.org/10.3917/reru.011.0153>.
- Crevoisier, Olivier, et Delphine Rime. 2021. « Anchoring Urban Development: Globalisation, Attractiveness and Complexity ». *Urban Studies* 58 (1): 36-52. <https://doi.org/10.1177/0042098019889310>.
- Criales, Lucina, et Cristobal Condoreno. 2016. « Breve resena del Taller de Historia Oral Andina (THOA) ». *Fuentes*, 10 (43): 57-66.
- Croese, Sylvia, Liza Rose Cirolia, et Nick Graham. 2016. « Towards Habitat III: Confronting the Dis-juncture between Global Policy and Local Practice on Africa's 'Challenge of Slums' ». *Habitat International* 53 (avril): 237-42. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2015.11.037>.
- Crosson, Pierre R. 1960. « Further Comment on Economic Base Theory ». *Land Economics* 36 (2): 197. <https://doi.org/10.2307/3144569>.
- Crowder, Michael. 1963. « The First International Congress of Africanists: Accra, Ghana, 11–18 December 1962 ». *The Journal of Modern African Studies* 1 (2): 250-52. <https://doi.org/10.1017/S0022278X00001154>.
- Cruz, A. R. M. 1997. « Importância do Turismo para Economia do Estado do Paraná: estudo dos impactos dos multiplicadores de renda e emprego nas cidades de Curitiba Foz do Iguaçu. » UFPR.
- Cunha, Gabriela Cavalcanti. 2002. « Economia Solidária e Políticas Públicas: reflexões a partir do caso do programa Incubadoras de Cooperativas, da Prefeitura Municipal de Santo André, SP. » Dissertação para obtenção do título de Mestre em Ciência Política a Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, São Paulo.
- Dados, Nour, et Raewyn Connell. 2012. « The Global South ». *Contexts* 11 (1): 12-13. <https://doi.org/10.1177/1536504212436479>.
- Dagnino, Renato, éd. 2009. *Tecnologia Social: ferramenta para construir outra sociedade*. Campinas: Instituto de Geociencias de UNICAMP.
- . 2014. *Tecnologia Social: contribuições conceituais e metodológicas*. Campina Grande: EDUEPB.
- Dagnino, Renato, Flávio Cruvinel Brandão, et Henrique Tahan Novaes. 2004. « Sobre o marco analítico-conceitual da tecnologia social. » In *Tecnologia social: uma estratégia para o desenvolvimento*, 65-81. Rio de Janeiro: Fundação Banco do Brasil.
- Davezies, Laurent. 2000. « Homogénéité nationale et hétérogénéité locale des enjeux du développement ». *Les Annales de la recherche urbaine* 86 (1): 6-16. <https://doi.org/10.3406/aru.2000.2306>.

- . 2001. « Revenus et Territoires ». In *Aménagement du territoire*, édité par Jean-Michel Charpin et Joël Maurice, 173-92. Les rapports du Conseil d'analyse économique 31. Paris: la Documentation française.
- . 2003. « Un essai de typologie des formes du développement territorial en France. » Rapport à l'Institut Caisse des Dépôts pour la Recherche et à la Caisse des Dépôts. Créteil: OEIL-CRETEIL, Université Paris 12.
- . 2004. « Temps de la production et temps de la consommation: les nouveaux aménageurs du territoire ». *Futuribles*, n° 295.
- . 2009. « L'économie locale « résidentielle » ». *Géographie, économie, société* 11 (1): 47-53.
- Davis, Mike. 2004. « Davis, M (2004). Planet of Slums: Urban Involvement and the Informal Proletariat. » *New Left Review*, n° 26: 5-34.
- . 2006. *Planet of slums*. London ; New York: Verso.
- De Keersmaecker, Marie-Laurence, Nathanaël Bailly, Helen Barthe-Batsalle, A Bellayachi, E Carlier, P Neri, F Noël, et V Rousseaux. 2007. « Economie résidentielle et compétitivité des territoires. » *Territoires(s) wallon(s)*, 21-34.
- De Sousa, Ronildo Borges, Géssika Teixeira Almeida, Nilton Marques De Oliveira, et Rodolfo Alves Da Luz. 2017. « Análise locacional da estrutura produtiva da microrregião de Porto Nacional ». *Baru* 3 (2): 191. <https://doi.org/10.18224/baru.v3i2.5825>.
- De Souza, José Gileá, Laumar Neves De Souza, et Noelio Dantasle Spinola. 2019. « Ascensão e queda de um centro industrial urbano: a península de Itapagipe em Salvador/Bahia. » *Revista Baru - Revista Brasileira de Assuntos Regionais e Urbanos* 5 (2): 341. <https://doi.org/10.18224/baru.v5i2.7867>.
- De Wispelaere, Jurgen, et Leticia Morales. 2021. « Emergency Basic Income during the Pandemic ». *Cambridge Quarterly of Healthcare Ethics* 30 (2): 248-54. <https://doi.org/10.1017/S0963180120000808>.
- Declaration, Stockholm. 1972. « Declaration of the United Nations conference on the human environment ».
- Defourny, Jacques, Patrick Develtere, et Bénédicte Fonteneau, éd. 1999. *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Ouvertures économiques. Paris: De Boeck.
- Demeter, Márton. 2020. « Academic Knowledge Production and the Global South: Questioning Inequality and under-Representation ».
- Demissie, Fassil, éd. 2016. *Colonial Architecture and Urbanism in Africa*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315259932>.
- Desse, Michel. 2001. *Le Nouveau commerce urbain. Dynamiques spatiales et stratégies des acteurs*. Espace et Territoires. Rennes: PUR - Presses Universitaires de Rennes.
- Detroit City Plan Commission. 1944. « Economic Base of Detroit ». Detroit, Michigan.
- Dickinson, Robert E. 1947. *City, Region and Regionalism: A Geographical Contribution to Human Ecology*. 1<sup>re</sup> éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203716632>.
- DIEESE. 2016. « Metodologia da Pesquisa Nacional da Cesta Básica de Alimentos ». <https://www.dieese.org.br/metodologia/metodologiaCestaBasica2016.pdf>.
- Diop, Cheikh Anta. 1955. *Nations nègres et culture: de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*. 4e éd. Paris: Présence africaine.
- Dockès, Pierre. 1969. *L'espace dans la pensée économique du XVIe au XVIIIe siècle*. Paris: Flammarion.
- Dowbor, Ladislau et . 2018. *The Age of Unproductive Capital: New Architectures of Power*. Special edition. World social forum 2018. Salvador, BR?
- Dujardin, B., M. Dujardin, et I. Hermans. 2003. « Ajustement structurel, ajustement culturel ? » *Santé Publique* 15 (4): 503. <https://doi.org/10.3917/spub.034.0503>.
- Dumont, René, et Marie-France Mottin. 1983. *Le Mal-développement en Amérique latine: Mexique, Colombie, Brésil*. Points 118. Paris: Éditions du Seuil.
- Durance, Philippe. 2011. « L'innovation sociale, ou les nouvelles voix du changement ». CNAM. [https://base.socioeco.org/docs/is\\_rapportphilippedurance\\_jv11.pdf](https://base.socioeco.org/docs/is_rapportphilippedurance_jv11.pdf).
- Dussel, Enrique D. 1992. *1492 : El encubrimiento del Otro. Hacia el origen del mito de la modernidad*. Nueva Utopía. Madrid.
- . 1995. *Introducción a la filosofía de la liberación*. 5a ed. Bogotá: Editorial Nueva América.
- . 2012. « Transmodernity and Interculturality: An Interpretation from the Perspective of Philosophy of Liberation ». *TRANSMODERNITY: Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World* 1 (3). <https://doi.org/10.5070/T413012881>.

- Dussel, Enrique D., et Alessandro Fornazzari. 2002. « World-System and “Trans”-Modernity ». *Nepantla: Views from South*, Duke University Press 3 (2): 221-44.
- Easterly, William. 2001. « The lost decades: developing countries’ stagnation in spite of policy reform 1980–1998. » *Journal of Economic growth* 6 (2): 135-57.
- « Editorial ». 1952. *Economic Development and Cultural Change*, University of Chicago Press, 1 (1): 3-7.
- EMBRATUR. 1980. *O efeito do turismo receptivo sobre a renda e o emprego regional*. Sao Paulo.
- Endlich, A.M. 2010. « Perspectivas sobre o urbano e o rural. » In *Cidade e campo: relações e contradições entre urbano e rural.*, 2º éd., 11-31. Geografia em movimento. São Paulo: Expressão Popular,.
- Escobar, Arturo. 1992. « Imagining a Post-Development Era? Critical Thought, Development and Social Movements ». *Social Text*, nº 31/32: 20. <https://doi.org/10.2307/466217>.
- . 2012. « Más allá del desarrollo: postdesarrollo y transiciones hacia el pluriverso ». *Revista de Antropología Social* 21 (0): 23-62. [https://doi.org/10.5209/rev\\_RASO.2012.v21.40049](https://doi.org/10.5209/rev_RASO.2012.v21.40049).
- Espace géographique. 2007. « Nouvelle économie géographique et géographie : quel dialogue ? » *Espace géographique* 36 (3): 193. <https://doi.org/10.3917/eg.363.0193>.
- Eynaud, Philippe, et Genauto Carvalho de França Filho. 2019. *Solidarité et organisation: penser une autre gestion*. Collection « Sociologie économique ». Toulouse: Editions érès.
- Farias, Magno Willams de Macêdo. 2018. « Gestão de bens comuns e inovação social: o caso do Banco Comunitário dos Cocais ». Mestrado em Administração, São Cristóvão: Universidade Federal de Sergipe.
- Farness, Donald H. 1989. « Detecting the Economic Base: New Challenges ». *International Regional Science Review* 12 (3): 319-28. <https://doi.org/10.1177/016001768901200306>.
- Faure, Guy, Yuna Chiffolleau, Frédéric Goulet, Ludovic Temple, et Jean-Marc Touzard. 2018. *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires*. Place of publication not identified: éditions Quae.
- Fauvelle-Aymar, François-Xavier, Jean-Pierre Chrétien, et Claude Hélène Perrot, éd. 2000. *Afrocentrismes: l’histoire des Africains entre Egypte et Amérique*. Hommes et sociétés. Paris: Editions Karthala.
- Favareto, Arilson, et Ricardo Abramovay. 2009. « O surpreendente desempenho do Brasil rural non anos 1990. » Programa Dinamicas Territoriales Rurales Working paper n.32. RIMISIP.
- Favareto, Arilson, et Ana Maria B. Barufi. 2013. « Coesão territorial para o desenvolvimento – análise preliminar de dados para o Brasil no período 2000- 2010. » Relatório de Pesquisa. Cebrap/UFABC/Rimisp.
- Favero, Celso Antonio. 2010. « Produção de riquezas, atratividade e bolsa família . A agricultura familiar no semi-árido brasileiro. Tempo da Ciência (17) 34. » *Tempo da Ciência* 17 (34): 9-39.
- Ferber, Marianne A., et Julie A. Nelson, éd. 1993. *Beyond economic man: feminist theory and economics*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Ferguson, James. 2007. « Formalities of Poverty: Thinking about Social Assistance in Neoliberal South Africa ». *African Studies Review* 50 (2): 71-86. <https://doi.org/10.1353/arw.2007.0092>.
- Fernandes, Rubem César. 1994. *Privado porém público: o terceiro setor na América Latina*. 2. ed. Rio de Janeiro: Relume-Dumará.
- Fessler, Pirmin, Miriam Rehm, et Lukas Tockner. 2016. « The Impact of Housing Non-Cash Income on the Household Income Distribution in Austria ». *Urban Studies* 53 (13): 2849-66. <https://doi.org/10.1177/0042098015596116>.
- Fine, Ben. 2010. « Flattening economic geography: locating the World Development Report for 2009. » *Journal of Economic Analysis* 1 (1): 15-33.
- Florida, Richard. 2005. *Cities and the Creative Class*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203997673>.
- Folbre, Nancy. 2006. « Measuring Care: Gender, Empowerment, and the Care Economy ». *Journal of Human Development* 7 (2): 183-99. <https://doi.org/10.1080/14649880600768512>.
- Forte, Joannes Paulus Silva, et Alicia Ferreira Gonçalves. 2013. « A Cáritas brasileira e a Economia Popular Solidária: O Agente de Cáritas e a Caridade Libertadora (Brazilian Caritas and the Popular Solidarity Economy: The Agent of Caritas and the Charity Liberating) - DOI: 10.5752/P.2175-5841.2013v11n32p1506 ». *HORIZONTE* 11 (32): 1506-24. <https://doi.org/10.5752/P.2175-5841.2013v11n32p1506>.

- Forward, Charles N. 1982. « THE IMPORTANCE OF NONEMPLOYMENT SOURCES OF INCOME IN CANADIAN METROPOLITAN AREAS\* ». *The Professional Geographer* 34 (3): 289-96. <https://doi.org/10.1111/j.0033-0124.1982.00289.x>.
- Fouillet, Cyril, Isabelle Guérin, Solène Morvant-Roux, Marc Roesch, et Jean-Michel Servet. 2007. « Le microcrédit au péril du néolibéralisme et de marchands d'illusions. Manifeste pour une inclusion financière socialement responsable: » *Revue du MAUSS* n° 29 (1): 329-50. <https://doi.org/10.3917/rdm.029.0329>.
- Fouillet, Cyril, Isabelle Guérin, Solène Morvant-Roux, et Jean-Michel Servet. 2016. « De gré ou de force: le microcrédit comme dispositif néolibéral ». *Revue Tiers Monde* 225 (1): 21. <https://doi.org/10.3917/rtm.225.0021>.
- Fraga, Lais Silveira, et Rafael de Brito Dias. 2018. « As Incubadoras Tecnológicas de Cooperativas Populares como vetores de integração entre saberes. » *Interfaces - Revista de Extensão da UFMG* 6 (2): 266-90.
- França Filho. 2007. « Teoria e prática em economia solidária: problemática, desafios e vocação. » *Civitas, Porto Alegre* 7 (1): 155-74.
- França Filho, Genauto Carvalho de. 2002. « Terceiro Setor, Economia Social, Economia Solidária e Economia Popular: traçando fronteiras conceituais ». *SEI - BAHIA ANÁLISE & DADOS* 12 (1): 9-19.
- . 2008. « A Via Sustentável-Solidária no Desenvolvimento Local ». *Organizações & Sociedade* XV: 219-32.
- França Filho, Genauto Carvalho de, et Eduardo Vivian da Cunha. 2009. « Incubação de redes locais de economia solidária: lições e aprendizados a partir da experiência do projeto Eco-Luzia e da metodologia da ITES/UFBA ». *o&s - Salvador* 16 (51): 727-47.
- França Filho, Genauto Carvalho de, Jean-Louis Laville, Medeiros Alzira, et Jean-Philippe Magnen, éd. 2006. *Ação pública e economia solidária: uma perspectiva internacional*. 1. ed. Sociedade e solidariedade. Porto Alegre: Ed. da Univ. Federal do Rio Grande do Sul.
- França Filho, Genauto Carvalho de, André Magnelli, et Philippe Eynaud. 2020. « Para superar o divórcio entre economia e sociedade: diagnóstico crítico e notas propositivas em um contexto de pandemia ». *NAU Social* 11 (20): 167. <https://doi.org/10.9771/ns.v11i20.36609>.
- França Filho, Genauto Carvalho de, et Jeová Torres Silva Júnior. 2009. « Bancos comunitários de desenvolvimento. » In *Dicionário Internacional da Outra Economia*, par Antônio David Cattani, Jean-Louis Laville, Luiz Inácio Gaiger, et Pedro Hespanha, 31-36. Edições Almedina.
- França Filho, Genauto Carvalho de, Jeová Torres Silva Júnior, et Ariádne Scalfoni Rigo. 2012. « Solidarity finance through community development banks as a strategy for reshaping local economies: lessons from Banco Palmas ». *R.Adm., São Paulo* 47 (3): 500-515.
- Frank, André Gunder. 1966. « The Development of Underdevelopment ». *Monthly Review*.
- Freeman, Christopher. 1991. « Innovation, Changes of Techno-Economic Paradigm and Biological Analogies in Economics ». *Revue économique* 42 (2): 211-32. <https://doi.org/10.2307/3502005>.
- Freire, Paulo. 1968. *La pédagogie des opprimés*. 2021<sup>e</sup> éd. Contre-feux. Marseille: Agone.
- . 2005. *Education for Critical Consciousness*. Continuum Impacts. London ; New York: Continuum.
- Friedmann, John. 1967. « A general theory of polarized development ». In . Santiago. [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/34953/S6700361\\_en.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/34953/S6700361_en.pdf?sequence=1&isAllowed=y).
- Friedmann, John, et William Alonso, éd. 1964. *Regional Development and Planning: A Reader*. 5. print. Cambridge (Mass.): The M.I.T. Pr.
- Friedmann, John, et Clyde Weaver. 1979. *Territory and function: the evolution of regional planning*. London: E. Arnold.
- Fujita, Masahisa, Paul R. Krugman, et Anthony Venables. 2001. *The Spatial Economy: Cities, Regions, and International Trade*. 1. paperback ed. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Gaiger, Luiz Inácio. 2019. « Da Informalidade à Economia Popular: distinguindo realidades e conectando abordagens. » *Ciências Sociais Unisinos* 55 (1): 97-110.
- Gandy, Matthez. 2004. « Water, Modernity and Emancipatory Urbanism ». In *The emancipatory city? paradoxes and possibilities*, édité par Loretta Lees, 178-91. London ; Thousand Oaks, Calif: Sage Publications.
- Gaonkar, Dilip Parameshwar. 1999. « On alternative modernities. » *Public culture* 11 (1): 1-18.
- Garidzirai, Rufaro, Daniel Francois Meyer, et Paul Francois Muzindutsi. 2019. « The impact of economic sectors on local economic development (led): the case of the Capricorn region, Limpopo province, South Africa. » *International Journal of economics and finance studies* 11 (2): 20-35.

- Garner, Guillaume. 2001. « Territoire et espace dans la théorie économique en Allemagne, 1750-1820 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 48-2 (2): 25. <https://doi.org/10.3917/rhmc.482.0025>.
- Garofoli, Gioacchino. 1992. *Economia del territorio: trasformazioni economiche e sviluppo regionale*. 1. ed. Architettura, urbanistica e ambiente. Milano: ETAS Libri.
- Garretsen, Harry, et Ron Martin. 2010. « Rethinking (New) Economic Geography Models: Taking Geography and History More Seriously ». *Spatial Economic Analysis* 5 (2): 127-60. <https://doi.org/10.1080/17421771003730729>.
- Geertz, Clifford. 1963. *Peddlers and Princes: Social Change and Economic Modernization in Two Indonesian Towns*. Chicago, Ill.: the University of Chicago Press.
- Gendarme, René. 1976. *L'Analyse économique régionale: réalisme ou illusionisme des méthodes*. Cujas.
- Gérard-Varet et Thisse. 1997. « Économie publique locale et économie géographique: Avant-propos / Local Public Finance and Economic Geography: Foreword ». *Annales d'Économie et de Statistique*, n° 45: 1. <https://doi.org/10.2307/20076049>.
- Gheorghica, Anca Elena, et Alexandru Cristian Fotea. 2010. « Nicholas Georgescu Roegen and Degrowth Economy ». *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2137203>.
- Gibson-Graham, J.K. 2002. « A diverse economy: rethinking economy and economic representation. » ———. 2006. *A postcapitalist politics*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- . 2007. « Surplus Possibilities: Post-Development and Community Economies ». In *Exploring Post-Development: Theory and Practice, Problems and Perspectives*, édité par Aram Ziai, 1st ed., 145-62. London: Routledge.
- . 2014. « Rethinking the Economy with Thick Description and Weak Theory ». *Current Anthropology* 55 (S9): S147-53. <https://doi.org/10.1086/676646>.
- Gibson-Graham, J. K., et Kelly Dombroski, éd. 2020. *The handbook of diverse economies*. Edward Elgar Publishing. Cheltenham, UK ; Northampton, MA: Edward Elgar Publishing.
- . 2008. « Diverse Economies: Performative Practices for 'other Worlds' ». *Progress in Human Geography* 32 (5): 613-32. <https://doi.org/10.1177/0309132508090821>.
- Gidwani, Vinay K. 2006. « Subaltern Cosmopolitanism as Politics ». *Antipode* 38 (1): 7-21. <https://doi.org/10.1111/j.0066-4812.2006.00562.x>.
- Giraut, Frédéric. 2008. « Conceptualiser le territoire. » *Historiens et géographes*, 57-68.
- Glaeser, Edward L., et Janet E. Kohlhase. 2003. « Cities, Regions and the Decline of Transport Costs ». *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.431741>.
- Glémain, Pascal, et Taupin. 2007. « Les nouvelles stratégies des finances dites « solidaires » en France vol.38-1, 2007, pp.98-111, P.Glémain, M-T.Taupin. » *Revue Économie et solidarités - CIRIEC* 38 (1): 98-111.
- Gobbo, Fabio, éd. 1989. *Distretti e sistemi produttivi alla soglia degli anni '90*. Struttura ed evoluzione dell'economia italiana Sottoprogetto 2 1. Milano: Angeli.
- Gollin, Douglas, Remi Jedwab, et Dietrich Vollrath. 2016. « Urbanization with and without Industrialization ». *Journal of Economic Growth* 21 (1): 35-70. <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9121-4>.
- Gordilho Souza, Ângela. 1990. « Invasões e Intervenções Públicas: Uma Política de Atribuição Espacial em Salvador – 1946 – 1989, : UFRJ, 1990, dissertação de Mestrado ». Dissertação de Maestrado, Rio de Janeiro: UFRJ / Instituto de Pós Graduação em Planejamento Urbano e Regional.
- Gramsci, Antonio. 2014. *Quaderni del carcere*. Édité par Valentino Gerratana. Prima edizione « Nuova Universale Einaudi ». Edizione critica dell'Istituto Gramsci / Antonio Gramsci. Torino: Einaudi Tascabili. Biblioteca.
- Grant, James. 1972. « Accelerating progress through social justice. » *International Development Review* 14 (3): 2-9.
- Gremaud, Amaury Patrick, et Julio Manuel Pires. 1999. « “Metas e Bases” e I plano nacional de desenvolvimento - I PND (1970-1974) ». In *Planejamento no Brasil II*, édité par Anita Kon. Coleção Debates ; Economia 277. São Paulo, SP, Brasil: Editora Perspectiva.
- Grosfoguel, Ramón. 2009. « A decolonial approach to political-economy: Transmodernity, border thinking and global coloniality. » *Kult* 6 (1): 10-38.
- . 2011. « Decolonizing Post-Colonial Studies and Paradigms of Political-Economy: Transmodernity, Decolonial Thinking, and Global Coloniality. » *Transmodernity: Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World* 1 (1).

- . 2012. « Decolonizing Western Uni-versalisms: Decolonial Pluri-versalism from Aimé Césaire to the Zapatistas ». *TRANSMODERNITY: Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World* 1 (3). <https://doi.org/10.5070/T413012884>.
- Gruffydd Jones, Branwen. 2012. « Civilising African Cities: International Housing and Urban Policy from Colonial to Neoliberal Times ». *Journal of Intervention and Statebuilding* 6 (1): 23-40. <https://doi.org/10.1080/17502977.2012.655560>.
- Gruzinski, Serge. 1988. *La colonisation de l'imaginaire: sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVIe-XVIIIe siècle*. Bibliothèque des histoires. Paris: Gallimard.
- Guérin, Isabelle. 2014. « L'épargne des pauvres : protection ou discipline ? » *Techniques Financières et Développement* N° 115 (2): 29-43. <https://doi.org/10.3917/tfd.115.0029>.
- . 2017. « Du pouvoir, de l'argent et de l'amour ! Les ressorts cachés de l'empowerment: » *Cahiers du Genre* n° 63 (2): 121-44. <https://doi.org/10.3917/cdge.063.0121>.
- Guérin, Isabelle, et Jane Palier. 2006. « Microfinance et empowerment des femmes : la révolution silencieuse aura-t-elle lieu ? » *Finance & Bien Commun* 25 (2): 76. <https://doi.org/10.3917/fbc.025.0076>.
- Guérin, Isabelle, et Jean Michel Servet. 2005. « L'économie solidaire entre le local et le global : l'exemple de la microfinance ». *Revue internationale de l'économie sociale: Recma*, n° 296: 83. <https://doi.org/10.7202/1021864ar>.
- Guha, Ranajit. 1982. *Subaltern Studies I: Writings on South Asian History and Society*. Oxford: Oxford University Press.
- . 1988. « Guha, R. (1988) On some aspects of the historiography of colonial India. In R. Guha and G.C. Spivak ». In *Selecteds ubaltern studies*, édité par Ranajit Guha et Gayatri Chakravorty Spivak, Oxford University Press, 37-44. New York.
- Guimarães, Gonçalo, et Eliane Ribeiro Pereira. 2018. « Inovação social nos processos de gestão de incubadoras e empreendimentos populares. » In *Incubadoras tecnológicas de economia solidária; Experiências e reflexões a partir da prática - volume II*, édité par Felipe Addor et Camila Rolim Laricchia, UFRJ, 187-97. Rio de Janeiro.
- Guimarães, Gonçalo, et Inessa Salomão. 2006. *Planejamento e gestão de incubadoras de tecnologias sociais para o desenvolvimento: características e instrumentos*. Brasília: ANPROTEC: SEBRAE.
- Guimarães, Maria Helena, Carlos Sousa, Tomaz Dentinho, et Tomasz Boski. 2014. « Economic base model for the Guadiana estuary, Portugal an application for Integrated Coastal Zone Management. » *Marine Policy* 43: 63-70. <http://dx.doi.org/10.1016/j.marpol.2013.03.010>.
- Guinnane, Timothy W. 1997. « Regional Organizations in the German Cooperative Banking System in the Late 19th Century ». *Research in Economics* 51 (3): 251-74. <https://doi.org/10.1006/reec.1997.0042>.
- Gunder Frank A. 1967. *Capitalism and Underdevelopment in Latin America. Historical Studies of Chile and Brazil*. New York: Monthly Review Press.
- Gupta, A.K., R. Sinha, D. Koradia, R. Patel, M. Parmar, P. Rohit, H. Patel, et al. 2003. « Mobilizing Grassroots' Technological Innovations and Traditional Knowledge, Values and Institutions: Articulating Social and Ethical Capital ». *Futures* 35 (9): 975-87. [https://doi.org/10.1016/S0016-3287\(03\)00053-3](https://doi.org/10.1016/S0016-3287(03)00053-3).
- Guyer, Jane I. 2004. *Marginal gains: monetary transactions in Atlantic Africa*. The Lewis Henry Morgan lectures 1997. Chicago: University of Chicago Press.
- Haberler, Gottfried. 1959. *International Trade and Economic Development*. 1988<sup>e</sup> éd. Reprint / International Center for Economic Growth 1. San Francisco: Internat. Center for Economic Growth.
- Habermas, Jurgen, et Seyla Ben-Habib. 1981. « Modernity versus Postmodernity ». *New German Critique*, n° 22: 3. <https://doi.org/10.2307/487859>.
- Hagenaars, Aldi. 1986. *The perception of poverty*. Contributions to economic analysis 156. Amsterdam ; New York : New York: North-Holland ; Sole distributors for the U.S.A. and Canada, Elsevier Science Pub. Co.
- Hägerstrand, Torsten. 1970. « What about People in Regional Science? » *Papers of the Regional Science Association* 24 (1): 6-21. <https://doi.org/10.1007/BF01936872>.
- Hall, Peter. 1966. *The World Cities*. 2. ed. London: Weidenfeld and Nicolson.
- Halperin, Rhoda H. 1994. *Cultural economies past and present*. 1st ed. Texas Press sourcebooks in anthropology, no. 18. Austin: University of Texas Press.

- Halvorsen, Sam. 2019. « Decolonising Territory: Dialogues with Latin American Knowledges and Grassroots Strategies ». *Progress in Human Geography* 43 (5): 790-814. <https://doi.org/10.1177/0309132518777623>.
- Hamdouch, Abdelillah, Marc-Hubert Depret, et Corinne Tanguy, éd. 2012. *Mondialisation et résilience des territoires: trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*. Géographie contemporaine. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Hamilton, Clive, Christophe Bonneuil, et François Gemenne. 2015. *The Anthropocene and the Global Environmental Crisis: Rethinking Modernity in a New Epoch*. Routledge Environmental Humanities. London New York: Routledge.
- Hancock, Keith. 1942. *Survey of British Commonwealth Affairs, vol. 2, Problems of Economic Policy 1918-1939*. Vol. 2. London: Oxford University Press.
- Hanlon, Joseph, Armando Barrientos, et David Hulme. 2010. *Just give money to the poor: the development revolution from the global south*. Sterling, VA: Kumarian Press.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies* 14 (3): 575. <https://doi.org/10.2307/3178066>.
- Harmand, Jules. 1910. *Domination et colonisation*. 2016<sup>e</sup> éd.
- Harris, Chauncy D. 1943. « A Functional Classification of Cities in the United States ». *Geographical Review* 33 (1): 86. <https://doi.org/10.2307/210620>.
- Harris, Chauncy D., et Edward L. Ullman. 1945. « The Nature of Cities ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 242 (1): 7-17. <https://doi.org/10.1177/000271624524200103>.
- Harrisson, Denis, et Juan-Luis Klein. 2007. « HARRISSON, D., KLEIN, J., 2007, Introduction : Placer la société au centre de l'analyse des innovations, ». In *L'innovation sociale : Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, édité par Juan-Luis Klein et Denis Harrisson, 1-14. Québec: OUQ.
- Hart, Keith. 1973. « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana ». *The Journal of Modern African Studies* 11 (1): 61-89. <https://doi.org/10.1017/S0022278X00008089>.
- Hartshorne, Richard. 1936. « A New Map of the Manufacturing Belt of North America ». *Economic Geography* 12 (1): 45-53. <https://doi.org/10.2307/140262>.
- Harvey, David. 1972. « Social justice and spatial systems. (1972) ». *Antipode* 1: 87-106.
- Have, Robert P. van der, et Luis Rubalcaba. 2016. « Social Innovation Research: An Emerging Area of Innovation Studies? ». *Research Policy* 45 (9): 1923-35. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2016.06.010>.
- Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 1956. *The Philosophy of History*. New York: Dover Publications.
- Henry, C. Michael. 1991. « The notion of economic development in historical perspective and its relevance to ex-colonial States. ». *Social and Economic Studies* 40 (3): 59-89.
- Herrera, Amílcar O. 1979. « Desarrollo, medio ambiente y generación de tecnologías apropiadas ». In *Proyecto sobre Estilos de Desarrollo y Medio Ambiente en América Latina*, 73. Santiago de Chile: CEPAL.
- Hicks, John. 1959. *Essays in world economics*. Clarendon Press.
- Hillenkamp, Isabelle. 2017. « Os universos da economia solidária : economias morais e relações sociais na região sul-americana. ». In *Economia solidária e os desafios globais do trabalho*, Editora UFSCar. São Carlos.
- Hillenkamp, Isabelle, Isabelle Guérin, et Christine Verschuur. 2014. « Economie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. Revista de Economia Solidaria, 2014 ». *Revista de Economia Solidaria*, 4-43.
- Hillenkamp, Isabelle, Frédéric Lapeyre, et Andreia Lemaître, éd. 2013. *Securing livelihoods: informal economy practices and institutions*. 1st ed. Oxford ; New York: Oxford University Press.
- Hillenkamp, Isabelle, et Luciane Lucas do Santos. 2019. « The domestic domain within a post-colonial, feminist reading of social enterprise: towards a substantive, gender-based concept of solidarity enterprise ». In *Theory for social enterprise and pluralism: social movements, solidarity economy, and the global South*, édité par Philippe Eynaud, Jean-Louis Laville, et Luciane Lucas do Santos, 90-115. Routledge studies in social enterprise & social innovation. New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Hinojosa, René C., et Arturo J. Ríos. 1991. « Constructing Economic Base Models or Developing Countries: Lessons from a Case Study in Panama ». *International Regional Science Review* 14 (2): 149-62. <https://doi.org/10.1177/016001769101400203>.



- Hirsch, Fred. 1976. *Social Limits to Growth*: Harvard University Press. <https://doi.org/10.4159/harvard.9780674497900>.
- Hirschman, Albert O. 1958. *The Strategy of Economic Development*. 17. print. New Haven: Yale Univ. Pr.
- . 1986. *Vers une économie politique élargie*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Hodder, Rupert. 2016. « Global South and North: Why Informality Matters ». *De Gruyter, New Global Studies* 10 (2): 113-31.
- Hoffmann, Rodolfo. 2013. « Transferências de renda e desigualdade no Brasil (1995-2011). » In *Programa Bolsa Família uma década de inclusão e cidadania.*, Chapitre 12. Brasília.
- Hollis, Aidan. 2002. « Women and Micro-Credit in History: Gender in the Irish Loan Funds. » In *Women and Credit: Researching the Past, Refiguring the Future*, édité par Beverly Lemire, Ruth Pearson, et Gail Grace Campbell, 73-89. Cross-Cultural Perspectives on Women. Oxford: Berg.
- Hollis, Aidan, et Arthur Sweetman. 1998. « Microcredit: What can we learn from the past? » *World Development* 26 (10): 1875-91.
- Hoover, Edgar L., Jr. 1942. « Chapter 15. Integration of processes in plant, concern, and production center. » In *Industrial Location and National Resources*, édité par National Resources Planning Board, 242-80.
- Hoselitz, Bert F. 1952. « Non-economic barriers to economic development ». *Economic development and cultural change*, 1(1), 8-21. 1 (1): 8-21.
- . 1960. *Sociological Aspects of Economic Growth*. Free Press.
- Hotelling, Harold. 1929. « Stability in Competition ». *The Economic Journal* 39 (153): 41. <https://doi.org/10.2307/2224214>.
- Hoyt, Homer. 1954. « Homer Hoyt on Development of Economic Base Concept ». *Land Economics* 30 (2): 182. <https://doi.org/10.2307/3144940>.
- Huang, Ho-Chuan (River), Yi-Chen Lin, et Chih-Chuan Yeh. 2012. « An Appropriate Test of the Kuznets Hypothesis ». *Applied Economics Letters* 19 (1): 47-51. <https://doi.org/10.1080/13504851.2011.566172>.
- Hudson, John, Colin Williams, Marta Orviska, et Sara Nadin. 2012. « Evaluating the Impact of the Informal Economy on Businesses in South East Europe: Some Lessons from the 2009 World Bank Enterprise Survey ». *South East European Journal of Economics and Business* 7 (1): 99-110. <https://doi.org/10.2478/v10033-012-0010-x>.
- Hugon, Philippe. 2003. « Le concept d'acteurs du développement chez les pionniers du développement : Albert Otto Hirschman et François Perroux ». *Mondes en développement* 124 (4): 9. <https://doi.org/10.3917/med.124.0009>.
- Huriot, Jean-Marie. 1997. « La théorie économique et l'espace : une réconciliation. » Laboratoire d'analyse et de techniques économiques(LATEC). hal- 01526517.
- IBGE. 2011. *Reflexões sobre os deslocamentos populacionais no Brasil*. Estudos e análises. Informação demográfica e socioeconômica, número 1. Rio de Janeiro: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística - IBGE.
- . 2014. « Manual da base territorial. » Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2016. *Arranjos populacionais e concentrações urbanas no Brasil*. Rio de Janeiro: IBGE, Coordenação de Geografia.
- , éd. 2017. *Classificação e caracterização dos espaços rurais e urbanos do Brasil: uma primeira aproximação*. Estudos e pesquisas, informação geográfica, número 11. Rio de Janeiro: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.
- Iglesias, Gabriela Veras Iglesias. 2013. « Movimento de economia solidária ». In *Articulando: Sistematização de Experiências de Incubadoras Universitárias de Cooperativas Populares .*, 67-76. 978-85-62587-12-2. [http://rededegestoresecosol.org.br/wp-content/uploads/2015/11/livro\\_articula%C3%A7ao\\_itcps\\_sp.pdf#page=67](http://rededegestoresecosol.org.br/wp-content/uploads/2015/11/livro_articula%C3%A7ao_itcps_sp.pdf#page=67).
- IICA. 2013. *Concepções da ruralidade contemporânea: as singularidades brasileiras*. Vol. 21. Série Desenvolvimento Rural Sustentável. Brasília.: IICA.
- . 2017. *Tipologia Regionalizada dos Espaços Rurais Brasileiros: implicações no marco jurídico e nas políticas pública*. Vol. 22. (Série Desenvolvimento Rural Sustentável. Brasília.: IICA.
- Illich, Ivan. 1973. *La convivialité*. 2014<sup>e</sup> éd. Points 65. Paris: Éd. Points.
- INEP, (Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira). 2017. « Censo da Educação Básica ».

- INSEE. 2018. « La solidarité financière entre ménages. » Insee Première 1707. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3591027>.
- Insel, Ahmet. 2008a. « La part du don. Esquisse d'évaluation: » In *La société vue du don*, 145-61. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.chani.2008.01.0145>.
- . 2008b. « La part du don. Esquisse d'évaluation: » In *La société vue du don*, 145-61. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.chani.2008.01.0145>.
- International Labour Office. 2007. *L'??conomie informelle: permettre une transition vers la formalisation*. Genève: OIT.
- International Labour Organization. 2018a. *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*. Place of publication not identified: INTL LABOUR Office.
- , éd. 2018b. *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*. Third edition. Geneva: International Labour Office.
- Iorga, Adina, et Elena Toma. 2013. « Assessing self-consumption importance on the income in rural areas ». *Management, economic engineering in agriculture and rural development* 13 (2).
- IPEA - Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. 2013. « Cidades em Movimento: Desafios e Políticas Públicas ». Rio de Janeiro.
- Ironmonger, Duncan. 1996. « Counting Outputs, Capital Inputs and Caring Labor: Estimating Gross Household Product ». *Feminist Economics* 2 (3): 37-64. <https://doi.org/10.1080/13545709610001707756>.
- Isard, Walter. 1956. *Location and Space-Economy: A General Theory Relating to Industrial Location, Market Areas, Land Use, Trade, and Urban Structure*. First MIT Press paperback printing. The Regional Science Studies Series 1. Cambridge, Mass.: M.I.T. Press.
- Isserman, Andrew M. 1996. « “It’s Obvious, It’s Wrong, and Anyway They Said It Years Ago”? Paul Krugman on Large Cities ». *International Regional Science Review* 19 (1-2): 37-48. <https://doi.org/10.1177/016001769601900204>.
- ISTAT - Istituto Nazionale di Statistica. 2022. *Famiglie, reti familiari, percorsi lavorativi e di vita*. Roma: ISTAT.
- Jacobs, Jane. 1984. *Cities and the wealth of nations: principles of economic life*. 1st ed. New York: Random House.
- . 1992. *Les villes et la richesse des nations: réflexions sur la vie économique*. Québec: Boréal.
- . 2001. *The Nature of Economies*. 1. ed. New York, NY: Vintage Books.
- Jaffe, Rivke, et Martijn Koster. 2019. « The Myth of Formality in the Global North: Informality-as-Innovation in Dutch Governance. » *Int J Urban Reg Res* 43 (3): 563-68.
- James, Ryan D., et Harrison Campbell. 2016. « Exploring the Role of Unearned and Non-Wage Income on Regional Income Convergence. » *Journal of Regional Analysis and Policy*, n° 46: 110-31.
- Jazeel, Tariq. 2019. *Postcolonialism*. 1<sup>re</sup> éd. First Edition. | New York : Routledge, 2019.: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315559483>.
- Jean, Bruno. 2015. « Le développement territorial durable: une nouvelle approche de développement rural ». *Desenvolvimento e Meio Ambiente* 33 (avril). <https://doi.org/10.5380/dma.v33i0.39942>.
- Jeannerat, Hugues, et Olivier Crevoisier. 2022a. « From Competitiveness to Territorial Value: Transformative Territorial Innovation Policies and Anchoring Milieus ». *European Planning Studies* 30 (11): 2157-77. <https://doi.org/10.1080/09654313.2022.2042208>.
- . 2022b. « From Competitiveness to Territorial Value: Transformative Territorial Innovation Policies and Anchoring Milieus ». *European Planning Studies* 30 (11): 2157-77. <https://doi.org/10.1080/09654313.2022.2042208>.
- Johnson, Paul, et Chris Papageorgiou. 2020. « What Remains of Cross-Country Convergence? » *Journal of Economic Literature* 58 (1): 129-75. <https://doi.org/10.1257/jel.20181207>.
- Jolly, Richard. 1976. « The World Employment Conference: The Enthronement of Basic Needs ». *Development Policy Review* A9 (2): 31-44. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.1976.tb00338.x>.
- Junqueira, Rodrigo Gravina Prates, et Ricardo Abramovay. 2005. « A sustentabilidade das microfinanças solidárias ». *Revista de Administração - RAUSP* 40 (1): 19-33.
- Kabeer, Naila. 1994. « Empowerment from below: learning from the grassroots. » In *Reversed realities: gender hierarchies in development thought*, 223-63. London ; New York: Verso.
- Kakwani, Nanak, Marcelo Neri, et Hyun H Son. 2010. « Linkages between Pro-Poor Growth, Social Programmes and Labour Market: The Recent Brazilian Experience ». *World Development, Elsevier* 38 (6): 881-94.
- Kaldor, Nicholas. 1938. « Professor Chamberlin on Monopolistic and Imperfect Competition ». *Quarterly Journal of Economics* 52 (3): 513-38.

- Kamete, Amin Y. 2013. « On Handling Urban Informality in Southern Africa ». *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 95 (1): 17-31. <https://doi.org/10.1111/geob.12007>.
- Kebir, Leïla. 2006. « Ressource et développement régional, quels enjeux ? ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* décembre (5): 701-23. <https://doi.org/10.3917/reru.065.0701>.
- Kendall, Joan, et Bruce Wm. Pigozzi. 1994. « Nonemployment Income and the Economic Base of Michigan Counties: 1959-1986 ». *Growth and Change* 25 (1): 51-74. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2257.1994.tb00142.x>.
- Kennel, Charles F. 2021. « The Gathering Anthropocene Crisis ». *The Anthropocene Review* 8 (1): 83-95. <https://doi.org/10.1177/2053019620957355>.
- Keynes, John Maynard. 2010. *The General Theory of Employment, Interest and Money (1936)*. Whitefish, Mont.: Kessinger Publishing.
- Kilkenny, Maureen, et Mark D. Partridge. 2009. « Export Sectors and Rural Development ». *American Journal of Agricultural Economics* 91 (4): 910-29. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8276.2009.01320.x>.
- Kitzmann, Morgan, et (GEMASS). 2016. « Le rôle et le recours aux grands-parents dans la prise en charge des enfants en bas âge : entre pratiques, normes et inégalités. » Rapport Final. Projet Grands-Parentalités. GEMASS, Université Paris Sorbonne.
- Knowles, Lilian, et C. M. Knowles. 1924. *The Economic Development of the British Overseas Empire*. [Nachdr. der Ausg.] London 1924-1936. London: Routledge.
- Koop, Kirsten. 2021. « Changer le monde, changer de mondes : Pour une géographie des transformations sociétales par le bas ». Habilitation à Diriger des Recherches, Université Grenoble Alpes.
- Koop, Kirsten, et Amilhat. 2011. « Introduction. Approche critique des transferts contemporains des modèles de développement territorial vers les Suds. » *L'information géographique* 75 (4): 6-14.
- Korotoumou, Ouattara, Claudio Gonzalez-Vega, et Douglas H. Graham. 1999. *Village banks, caisses villageoises, and credit unions: Lessons from client-owned microfinance organizations in West Africa*. USAID Microfinance Best Practices Case Study. Economics and Sociology Occasional Paper 2523. Columbus, Ohio.
- Kothari, Ashish, Ariel Salleh, et Arturo Escobar. 2019. *Pluriverso: un diccionario del posdesarrollo*. Barcelona: Icaria.
- Koutsampelas, Christos, et Tsakloglou Panos. 2013. « The distribution of full income in Greece." (2013). » *International Journal of Social Economics*, n° IZA Discussion Papers, No. 6396: 18.
- Koutsampelas, Christos, et Panos Tsakloglou. 2012. « The distribution of full income in Greece ». IZA Discussion Papers 6396. Bonn: Institute for the Study of Labor. <https://www.econstor.eu/handle/10419/58878>.
- Kraychete, Gabriel Sobrinho. 2002. « Economia popular na Península de Itapagipe: o trabalho por conta própria. » *ITCP/UCSAL, Rede CAMMPI*. <http://itcpucsal.blogspot.com.br/p/textos-e-publicacoes.html>.
- . 2018. *Economia dos setores populares e inserção social pelo trabalho: a reprodução da vida para além da norma salarial*.
- Krikelas, Andrew C. 1992. « Why regions grow: A review of research on the economic base model." *Economic review* Jul (1992): 16-29. » *Economic review*, 16-29.
- Krugman, Paul R. 1992. « Toward a Counter-Counterrevolution in Development Theory ». *The World Bank Economic Review* 6 (suppl 1): 15-38. [https://doi.org/10.1093/wber/6.suppl\\_1.15](https://doi.org/10.1093/wber/6.suppl_1.15).
- . 1993. *Geography and Trade*. Gaston Eyskens Lecture Series. Leuven Cambridge (Mass.) London: Leuven university press MIT press.
- . 1995. *Development, geography, and economic theory*. The Ohlin lectures 6. Cambridge, Mass: MIT Press.
- Kuhn, Thomas S. 1962. *La structure des r??volutions scientifiques*. 2018<sup>e</sup> éd.
- Kumapley, Frank Titus Kofi. 1981. « Urban planning in the developing countries: the use of quantitative planning methods. » Dissertation, Master of Science in Community and Regional Planning, Vancouver, Canada: University of British Columbia. <https://open.library.ubc.ca/media/download/pdf/831/1.0095403/1>.
- Kuznets, Simon. 1955. « Economic Growth and Income Inequality ». *The American Economic Review* 45 (1): 1-28.
- . 1963. « Notes on the Take-Off ». In *The Economics of Take-Off into Sustained Growth*, édité par W. W. Rostow, 22-43. London: Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1007/978-1-349-00226-9\\_2](https://doi.org/10.1007/978-1-349-00226-9_2).

- . 1973. « Modern Economic Growth: Findings and Reflections ». *the American Economic Review* 63 (3): 247-58.
- Lafuente-Sampietro, Oriane. 2022. « Les effets des monnaies locales convertibles françaises sur la structuration des échanges et l'activité économique des entreprises adhérentes : Une approche quantitative au prisme de l'économie régionale ». Université Lyon 2 et Université du Québec en Outaouais.
- Lal, Priya. 2012. « Self-Reliance and the State: The Multiple Meanings of Development in Early Post-Colonial Tanzania ». *Africa* 82 (2): 212-34. <https://doi.org/10.1017/S0001972012000022>.
- Landel, Pierre-Antoine, et Kirsten Koop. 2018. « Quand l'innovation sociale change la dynamique des territoires de montagne ». In *Montagnes en mouvements. Dynamiques territoriales et innovation sociale*, Presses Universitaires de Grenoble; UGA éditions, 21-43. 21-43.
- Lander, Edgardo, et Santiago Castro-Gómez, éd. 2000. *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales: perspectivas latinoamericanas*. 1. ed. Buenos Aires : [Caracas, Venezuela]: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales-CLACSO ; UNESCO, Unidad Regional de Ciencias Sociales y Humanas para América Latina y el Caribe.
- Lane, Theodore. 1966. « The Urban Base Multiplier: An Evaluation of the State of the Art ». *Land Economics* 42 (3): 339. <https://doi.org/10.2307/3145350>.
- Latouche, Serge, et Didier Harpagès. 2010. *Le temps de la décroissance*. Troisième culture. Paris: T. Magnier.
- Latour, Bruno. 1991. *Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique*. Collection L'Armillaire. Paris: Editions La Découverte.
- Launhardt, Wilhelm. 1993. *Mathematical Principles of Economics*. Traduit par John Creedy. Classics in the History of Economics. Aldershot, Hants, England ; Brookfield, Vt., USA: E. Elgar.
- Laurent, Loeiz. 2000. « J'ai pas joué ». Document de travail H0003. Rennes: INSEE, Direction Générale, Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale, Département de l'Action Régionale, Mission structuration de l'espace.
- Laville, Jean-Louis. 2003. « Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle ». *Revue du MAUSS* 21 (1): 237. <https://doi.org/10.3917/rdm.021.0237>.
- . 2014. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social ». In *L'innovation sociale*, par Juan-Luis Klein, Jean-Louis Laville, et Frank Moulaert, 45. ERES. <https://doi.org/10.3917/eres.moula.2014.01.0045>.
- Lawhon, Mary. 2020. *Making urban theory: learning and unlearning through Southern cities*. Routledge research on decoloniality and new postcolonialisms. London ; New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Lazarus, Neil. 2011. « What Postcolonial Theory Doesn't Say ». *Race & Class* 53 (1): 3-27. <https://doi.org/10.1177/0306396811406778>.
- Leal, Leonardo Prates. 2013. « Gestão coletiva dos bens comuns na experiência dos bancos comunitários de desenvolvimento: o caso de Matarandiba ». Dissertação de mestrado, Salvador: Universidade Federal da Bahia. <https://repositorio.ufba.br/handle/ri/29438>.
- Leal, Leonardo Prates, et Genauto Carvalho de França Filho. 2020. « Solidariedade Democrática em Movimento: respostas à grande crise da pandemia de Covid-19. » *Nau Social* 11 (21): 281-91.
- Leitner, Helga, et Eric Sheppard. 2016. « Provincializing Critical Urban Theory: Extending the Ecosystem of Possibilities: DEBATES & DEVELOPMENTS ». *International Journal of Urban and Regional Research* 40 (1): 228-35. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12277>.
- Leitner, Helga, Eric Sheppard, Sophie Webber, et Emma Colven. 2018. « Globalizing Urban Resilience ». *Urban Geography* 39 (8): 1276-84. <https://doi.org/10.1080/02723638.2018.1446870>.
- Leontief, Wassily, et Alan Strout. 1963. « Multiregional Input-Output Analysis ». In *Structural Interdependence and Economic Development*, édité par Tibor Barna, 119-50. London: Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1007/978-1-349-81634-7\\_8](https://doi.org/10.1007/978-1-349-81634-7_8).
- Lepetit, Bernard. 1988. *Les villes dans la France moderne: 1740 - 1840*. L'évolution de l'humanité. Paris: Albin Michel.
- Lerousseau, Jessie. 2018. « Tentatives de réhabilitation de la théorie de la base : à la recherche des origines. » <hal-01874818>, 20.
- Lévesque, Benoît. 2008. « Contribution de la «nouvelle sociologie économique» à l'analyse des territoires sous l'angle de l'économie plurielle. » *Sciences du territoire: perspectives québécoises*, 205-32.
- Lewis, Diane. 1973. « Anthropology and Colonialism ». *Current Anthropology* 14 (5): 581-602. <https://doi.org/10.1086/201393>.

- Lewis, W. Arthur. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ». *The Manchester School* 22 (2): 139-91. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>.
- . 1955. *The theory of economic growth*. 12. impr, 1978. London: Allen Unwin.
- Lindner, Kolja. 2010. « Marx's Eurocentrism. Postcolonial studies and Marx scholarship. » *Radical Philosophy*, 27-41.
- List, Friedrich. 1841. *Système national d'économie politique*. 1998<sup>e</sup> éd. Tel 297. Paris: Gallimard.
- Lorenzini, Sara. 2019. *Global development: a cold war history*. America in the world. Princeton: Princeton University Press.
- Loubet, France, Jean-Christophe Dissart, et Benoît Lallau. 2011. « Contribution de l'approche par les capacités à l'évaluation du développement territorial: » *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre (4): 681-703. <https://doi.org/10.3917/reru.114.0681>.
- Löwy, Michael. 2014. « L'indigénisme marxiste de Jose Carlos Mariategui ». *Actuel Marx* 56 (2): 12. <https://doi.org/10.3917/amx.056.0012>.
- Lucas, Robert E. 1988. « On the Mechanics of Economic Development ». *Journal of Monetary Economics* 22 (1): 3-42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7).
- Lugones, Maria. 2010. « Toward a Decolonial Feminism ». *Hypatia* 25 (4): 742-59. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2010.01137.x>.
- Lukhele, Themba, et Thanyani Madzivhandila. 2018. « The Dilemma between the Pro-Market and the pro-Poor Local Economic Development Approaches in the Democratic South Africa: Theoretical Perspective ». *Local Economy: The Journal of the Local Economy Policy Unit* 33 (8): 877-88. <https://doi.org/10.1177/0269094218799045>.
- Mabin, Alan. 2014. « Grounding southern city theory in time and place ». In *The Routledge handbook on cities of the Global South*.
- Macías, Rubén, Roberto Gonzalez Acolt, et Manuel Díaz. 2016. « Aproximación Al Enlace De Las Políticas Públicas Con La Actividad Exportadora En Aguascalientes, México (On the Linkage between Public Policies and Exporting Activity in Aguascalientes, Mexico) ». *RAN - Revista Academia & Negocios* 2 (2).
- Mahmood, Tahir, Xiaohua Yu, et Stephan Klasen. 2019. « Do the Poor Really Feel Poor? Comparing Objective Poverty with Subjective Poverty in Pakistan ». *Social Indicators Research* 142 (2): 543-80. <https://doi.org/10.1007/s11205-018-1921-4>.
- Maldonado-Torres, Nelson. 2007. « On the coloniality of being ». *Cultural Studies* 2 (21): 240-70.
- . 2011. « Enrique Dussel's Liberation Thought in the Decolonial Turn. » *Transmodernity* 1 (1): 1-30.
- Malone, David M., et Lotta Hagman. 2002. « The North-South Divide at the United Nations: Fading at Last? » *Security Dialogue* 33 (4): 399-414. <https://doi.org/10.1177/0967010602033004002>.
- Mance, Euclides André. 2003. *Como organizar redes solidárias*. Rio de Janeiro, Curitiba: DP & A Editora : Fase ; Instituto de Filosofia da Libertação.
- Markusen, Ann. 1995. « Growing Pains: Thoughts on Theory, Method, and Politics for a Regional Science of the Future ». *International Regional Science Review* 17 (3): 319-26. <https://doi.org/10.1177/016001769501700305>.
- . 1996. « Sticky Places in Slippery Space: A Typology of Industrial Districts ». *Economic Geography* 72 (3): 293. <https://doi.org/10.2307/144402>.
- . 2007. « A Consumption Base Theory of Development: An Application to the Rural Cultural Economy ». <https://doi.org/10.22004/AG.ECON.10164>.
- Markusen, Ann, et Greg Schrock. 2009. « Consumption-Driven Urban Development ». *Urban Geography* 30 (4): 344-67. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.30.4.344>.
- Markusen, James R. 1990. « Micro-Foundations of External Economies ». *The Canadian Journal of Economics* 23 (3): 495. <https://doi.org/10.2307/135644>.
- Marshall, Alfred. 1988. *Principles of Economics*. <http://link.springer.com/book/10.1057/9781137375261>.
- Martin, Claude. 2004. « The Rediscovery of Family Solidarity: Backgrounds and Concepts? » In *Solidarity between the Sexes and the Generations: Transformations in Europe*, édité par Trudie Knijn et Aafke Komter. Globalization and Welfare. Cheltenham: Edward Elgar.
- Martin, Kurt, et John Knapp, éd. 2020. *Teaching of Development Economics*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315030555>.
- Martin, Ron. 2021. « Rebuilding the Economy from the Covid Crisis: Time to Rethink Regional Studies? » *Regional Studies, Regional Science* 8 (1): 143-61. <https://doi.org/10.1080/21681376.2021.1919191>.

- Martin, Ron, et Peter Sunley. 1996. « Paul Krugman's Geographical Economics and Its Implications for Regional Development Theory: A Critical Assessment ». *Economic Geography* 72 (3): 259. <https://doi.org/10.2307/144401>.
- . 1998. « Slow Convergence? The New Endogenous Growth Theory and Regional Development ». *Economic Geography* 74 (3): 201. <https://doi.org/10.2307/144374>.
- . 2015. « On the Notion of Regional Economic Resilience: Conceptualization and Explanation ». *Journal of Economic Geography* 15 (1): 1-42. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbu015>.
- Martins, Helder Henrique, Jandir Ferrera de Lima, et Moacir Piffer. 2015. « Indicadores de Base Econômica: uma aplicação para as Regiões Brasileiras », vol. 25, núm. 43, enero-junio, 2015, pp. 206-220 ». Édité par Pontifícia Universidade Católica de Minas Gerais. *Caderno de Geografia* 25 (43): 206-20.
- Marx, Karl. 1867. *Le Capital. Livres II et III Livres II et III*. 2008<sup>e</sup> éd. Paris: Gallimard.
- . 2007. *Critique de l'économie politique. Manuscrits de 1844*.
- Mashhadi Moghadam, Seyed Navid, et Mojtaba Rafieian. 2019. « If Foucault Were an Urban Planner: An Epistemology of Power in Planning Theories ». Édité par Peter Stanley Fosl. *Cogent Arts & Humanities* 6 (1): 1592065. <https://doi.org/10.1080/23311983.2019.1592065>.
- Massey, Doreen. 1983. « Industrial Restructuring as Class Restructuring: Production Decentralization and Local Uniqueness ». *Regional Studies* 17 (2): 73-89. <https://doi.org/10.1080/09595238300185081>.
- Mbembe, Achille. 2001a. « African modes of self-writing. » *Identity, culture and politics* 2 (1): 1-39.
- . 2001b. *On the Postcolony*. Studies on the History of Society and Culture 41. Berkeley: University of California Press.
- . 2006. « On the Postcolony: A Brief Response to Critics ». *African Identities* 4 (2): 143-78. <https://doi.org/10.1080/14725840600761096>.
- McCann, Philip, et Frank Van Oort. 2019. « Theories of agglomeration and regional economic growth: a historical review. » In *Handbook of regional growth and development theories*, édité par Roberta Capello et Peter Nijkamp, Revised and extended second edition. Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.
- McClintock, Anne, Aamir Mufti, Ella Shohat, et Social Text Collective, éd. 1997. *Dangerous liaisons: gender, nation, and postcolonial perspectives*. Cultural politics, v. 11. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- McFarlane, Colin. 2008a. « Urban Shadows: Materiality, the 'Southern City' and Urban Theory: Urban Shadows ». *Geography Compass* 2 (2): 340-58. <https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2007.00073.x>.
- . 2008b. « Postcolonial Bombay: Decline of a Cosmopolitanism City? » *Environment and Planning D: Society and Space* 26 (3): 480-99. <https://doi.org/10.1068/dcos6>.
- McKeever, Kent. 2009. « A short history of tontines. » *Corp. & Fin. L.* 15: 491-521.
- McNulty, James E. 1977. « A Test of the Time Dimension in Economic Base Analysis ». *Land Economics* 53 (3): 359. <https://doi.org/10.2307/3146126>.
- Meadows, Donella H., et Club of Rome, éd. 1972. *The Limits to growth: a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York: Universe Books.
- Meier, Gerald M. 1984. « La période de formation ». In *Les pionniers du développement*, 3-24. Washington D. C.: World Bank Group.
- Meier, Gerald M., et Dudley Seers. 1984. *Les pionniers du développement*. Washington D. C.: World Bank Group.
- Melo Neto Segundo, João Joaquim de, et Sandra Magalhães, éd. 2003. *PLIES: Plano Local de Investimento Estratégico—uma metodologia para gerar trabalho em territórios de baixa renda*. Fortaleza: Instituto Banco Palmas.
- . 2005. *Bancos comunitários e cooperativas de crédito: uma aliança necessária para potencializar as finanças da periferia*. Fortaleza: Expressão Gráfica e Editora.
- . 2009. « Bancos comunitários ». *Ipea, Mercado de trabalho*, n° 41: 21-26.
- Melo Neto Segundo, João Joaquim de, Sandra Magalhães, et Alzira Medeiros. 2003. *Bairros pobres ricas soluções: Banco Palmas ponto a ponto*. Fortaleza, Ceará: Associação dos Moradores do Conjunto Palmeira.
- Mendelbaum, Kurt. 1947. *Industrialization of Backward Area*. Oxford: Basil Blackwell.
- Menezes, Melissa Silva, et Marco Aurélio Crocco. 2009. « Sistemas de moeda local: uma investigação sobre seus potenciais a partir do caso do Banco Bem em Vitória/ES. » *Economia e Sociedade* 18: 371-98.

- Mignolo, Walter D.. 1993. « 'Raza', 'Etnia' y 'Nación' ». In *José Carlos Mariátegui y Europa: el otro aspecto del Descubrimiento*. Lima: Amauta, Roland Morgues. Lima: Amauta.
- . 1995. *The darker side of the Renaissance: literacy, territoriality, and colonization*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- . 2000. *Local Histories/Global Designs: Coloniality, Subaltern Knowledges, and Border Thinking*. Nachdr. Princeton Studies in Culture, Power, History. Princeton, NJ: Princeton Univ. Press.
- . 2007. « DELINKING: The Rhetoric of Modernity, the Logic of Coloniality and the Grammar of de-Coloniality ». *Cultural Studies* 21 (2-3): 449-514. <https://doi.org/10.1080/09502380601162647>.
- . 2011. *The darker side of Western modernity: global futures, decolonial options*. Latin america otherwise: languages, empires, nations. Durham: Duke University Press.
- . 2011. « The Global South and World Dis/order ». *Journal of Anthropological Research* 67 (2): 165-88. <https://doi.org/10.3998/jar.0521004.0067.202>.
- Mignolo, Walter D., et Arturo Escobar. 2010. *Globalization and the Decolonial Option*. London New York: Routledge.
- Mill, John Stuart. 2014. *Essays on French History and Historians*. Édité par John M. Robson. Abingdon, Oxfordshire: Routledge.
- Ministério do Turismo. 2008. « Seleção de propostas de projetos para apoio às iniciativas de Turismo de Base Comunitária. » Edital de Chamada Pública de Projetos Mtur/nº 001/2008. Brasília: Ministério do Turismo.
- Miranda, Isabel, Michelle Lopez, et Maria Clara Couto Soares. 2011. « Social technology network: paths for sustainability ». *Innovation and Development* 1 (1): 151-52.
- Mishra, Vijay. 2020. « Postcolonial Theory ». In *Oxford Research Encyclopedia of Literature*, par Vijay Mishra. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190201098.013.1001>.
- Misra, V. N., R. K. Wishwakarma, et K. V. Sundaram. 1975. « Economic Base and Multiplier Analysis: A Study of Indian Towns and Cities ». *Indian Journal of Industrial Relations* 11 (2): 177-91.
- Mitchell, Timothy, éd. 2000. *Questions of modernity*. Contradictions of modernity, v. 11. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- . 2008. « Rethinking Economy ». *Geoforum* 39 (3): 1116-21. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2006.11.022>.
- Mkandawire, Thandika. 1990. « The Crisis in Economic Development Theory. » *Africa Development / Afrique Et Développement* 15 (3/4): 209-30.
- Moggridge, Donald. 1980. *The collected writings of John Maynard Keynes, vol. 26*. Macmillan and Cambridge University Press. Vol. 26. London.
- Mollett, Sharlene. 2017. « Irreconcilable Differences? A Postcolonial Intersectional Reading of Gender, Development and Human Rights in Latin America ». *Gender, Place & Culture* 24 (1): 1-17. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2017.1277292>.
- Montezuma, Ricardo. 2005. « The transformation of Bogota, Colombia, 1995–2000: Investing in citizenship and urban mobility. » *Global Urban Development* 1 (1): 1-10.
- Montgomery, Tom. 2016. « Are Social Innovation Paradigms Incommensurable? » *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 27 (4): 1979-2000. <https://doi.org/10.1007/s11266-016-9688-1>.
- Moore, Craig L., et Marilyn Jacobsen. 1984. « Minimum Requirements and Regional Economics, 1980 ». *Economic Geography* 60 (3): 217. <https://doi.org/10.2307/143811>.
- Moore, Jason W. 2014. « The End of Cheap Nature, or: How I learned to Stop Worrying about 'the' Environment and Love the Crisis of Capitalism ». In *Structures of the World Political Economy and the Future of Global Conflict and Cooperation*, 285-314. Berlin: LIT.
- Moore-Gilbert, Bart. 2001. « Marxisme et post-colonialisme: une liaison dangereuse? » In *Dictionnaire Marx contemporain*, Jacques Bidet/Eustache Kouvélakis, 307-17. PUF. Paris.
- Morais, Leandro, et Adriano Borges. 2010. *Novos paradigmas de produção e consumo : experiências inovadoras*. São Paulo: Instituto Pólis.
- Morris, Jeremy, et Abel Polese, éd. 2014. *The informal post-socialist economy: embedded practices and livelihoods*. Routledge contemporary Russia and Eastern Europe series. London ; New York: Routledge.
- Morris, Rosalind C., et Gayatri Chakravorty Spivak, éd. 2010. *Can the subaltern speak? reflections on the history of an idea*. New York: Columbia University Press.
- Moulaert, Frank, et Farid Sekia. 2003. « Territorial Innovation Models: A Critical Survey ». *Regional Studies* 37 (3): 289-302. <https://doi.org/10.1080/0034340032000065442>.

- Mulugeta, Solomon. 2008. « The Economic Base of Ethiopian Urban Centers. » *Journal of Ethiopian Studies* 41 (1/2): 9-25.
- Murphy, J.T. 2008. « Economic geographies of the Global South: Missed opportunities and promising intersections with Development Studies. » *Geography Compass* 2: 851–79.
- Myint, Hla. 1954. *Economic Theory and the Underdeveloped Countries*. 1971<sup>e</sup> éd. New York: Oxford Univ. Press.
- Myrdal, Gunnar. 1957. *Economic Theory and Under-Developed Regions*. Gerald Duckworth&Co.
- . 1967. *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. 2008<sup>e</sup> éd. New Delhi: Kalyani Publishers.
- Myrdal, Gunnar, et Jagdish Bhagwati. 1981. « Need for Reforms in Underdeveloped Countries ». In *The World Economic Order*, édité par Sven Grassman et Erik Lundberg, 501-33. London: Palgrave Macmillan UK. [https://doi.org/10.1007/978-1-349-16488-2\\_15](https://doi.org/10.1007/978-1-349-16488-2_15).
- Nadvi, Khalid, et Stephanie Barrientos. 2004. « Industrial Clusters and Poverty Reduction: Towards a Methodology for Poverty and Social Impact Assessment of Cluster Development Initiatives. » United Nations Industrial Development Organization,.
- Nadvi, Khalid, et Hubert Schmitz. 1994. *Industrial clusters in less developed countries: review of experiences and research agenda*. Brighton: Institute of Development Studies.
- Nascimento, Caio Luiz Leal Chagas do, et Marcelo Weishaupt Proni. 2022. « O debate enviesado sobre renda básica universal no Brasil., 2022. » Texto para Discussão 436. Campinas (SP): UNICAMP - Instituto de Economia. <https://www.eco.unicamp.br/images/arquivos/artigos/TD/TD436.pdf>.
- Ndlovu-Gatsheni, Sabelo J. 2018. *Epistemic Freedom in Africa: Deprovincialization and Decolonization*. Rethinking Development. London: Routledge, an imprint of the Taylor & Francis Group.
- NEF - New Economic Foundation. 2006. « Growth isn't working. The unbalanced distribution of benefits and costs from economic growth. » <https://neweconomics.org/2006/01/growth-isnt-working>.
- Nelson, Peter B. 2005. « Migration and the Regional Redistribution of Nonearnings Income in the United States: Metropolitan and Nonmetropolitan Perspectives from 1975 to 2000 ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 37 (9): 1613-36. <https://doi.org/10.1068/a37170>.
- Nelson, Peter B., et William B. Beyers. 1998. « Using Economic Base Models to Explain New Trends in Rural Income ». *Growth and Change* 29 (3): 295-318. <https://doi.org/10.1111/0017-4815.00089>.
- Nesse, Katherine. 2014. « Expanding the Economic Base Model to Include Nonwage Income ». *Journal of Regional Analysis and Policy* 44 (2): 93-108.
- Ngũgĩ wa Thiong'o. 1986. *Decolonising the mind: the politics of language in African literature*. London : Portsmouth, N.H: J. Currey ; Heinemann.
- Njoh, Ambe J. 2009. « Urban Planning as a Tool of Power and Social Control in Colonial Africa ». *Planning Perspectives* 24 (3): 301-17. <https://doi.org/10.1080/02665430902933960>.
- . 2016. « French Urbanism in Sub-Saharan Africa ». In *French Urbanism in Foreign Lands*, par Ambe J. Njoh, 155-79. Cham: Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-25298-8\\_8](https://doi.org/10.1007/978-3-319-25298-8_8).
- Nkrumah, Kwame. 1965. *Neo-colonialism, the last stage of imperialism*. London: Heinemann.
- North, Douglass C. 1955. « Location Theory and Regional Economic Growth ». *Journal of Political Economy* 63 (3): 243-58. <https://doi.org/10.1086/257668>.
- Nunes, Erivelton de Souza, João Gomes da Silva, et Silvana Nunes de Queiroz. 2017. « MIGRAÇÃO INTER-REGIONAL NO BRASIL: O QUE HÁ DE NOVO? » *RDE - Revista de Desenvolvimento Econômico* 1 (39): 388. <https://doi.org/10.21452/rde.v2i37.4634>.
- Núñez Soto, Orlando. 1997. « Os caminhos da revolução e a economia solidária ». *Revista Proposta, Rio de Janeiro*, n° 75.
- Nur, SMS, et MT Rahman. 2018. « Regional Economic Base Analysis of 20 Regions of Bangladesh Based on Industrial Sector. » *Journal of Bangladesh Institute of Planners* 11: 55-66.
- Nurkse, Ragnar. 1953. *Problems of capital formation in underdeveloped countries*. Oxford University Press.
- Nussbaumer, Jacques. 2002. « Le rôle de la culture et des institutions dans le débat sur le développement local : la contribution de l'école historique allemande. » Thèse en Sciences économiques, Université des Sciences et Technologies de Lille.
- OCDE. 2002. *Measuring the Non-Observed Economy - A Handbook*. Paris.



- . 2005. *Manuel d'Oslo: Principes directeurs pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation, 3e édition*. La mesure des activités scientifiques et technologiques. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264013124-fr>.
- . 2020. *Beyond Growth: Towards a New Economic Approach*. New Approaches to Economic Challenges. OECD. <https://doi.org/10.1787/33a25ba3-en>.
- . 2021. « The sudden loss of a social buffer: COVID-19 and informality in Eurasia ». Eurasia Competitiveness Prograùe. Policy Insights. OECD. <https://www.oecd.org/eurasia/COVID-19-informality-Eurasia.pdf>.
- OCDE, et Interfutures. 1979. *Facing the Future. Mastering the Probable and Managing the Unpredictable*. Paris.
- OIT. 2013. *L'économie informelle et travail décent: un guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève: OIT.
- Ojima, Ricardo, aulo Roberto Medeiros Azevedo, et Herick Cidarta Gomes Oliveira. 2015. « O impacto da aposentadoria no retorno migratório ao Rio Grande do Norte e ao semiárido potiguar. » *Informe Gepec* 19 (1): 6-19.
- Oliveira, Luiz Antonio Pinto de, Antônio Tadeu Ribeiro de Oliveira, et Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, éd. 2011. *Reflexões sobre os deslocamentos populacionais no Brasil*. Estudos e análises. Informação demográfica e socioeconômica, número 1. Rio de Janeiro: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística - IBGE.
- Oliveira, Thais Cristina Souza de, Felipe Addor, et Layssa Maia. 2018. « As incubadoras tecnológicas de economia solidária como espaço de desenvolvimento de tecnologias e inovações sociais ». *Revista Tecnologia e Sociedade* 14 (32). <https://doi.org/10.3895/rts.v14n32.7855>.
- Ong, Aihwa. 2011. « Introduction: Worlding Cities, or the Art of Being Global. » In *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global*, édité par Ananya Roy et Aihwa Ong, 1<sup>re</sup> éd. Wiley. <https://doi.org/10.1002/9781444346800>.
- Ophulus, William. 1977. *Ecology and the Politics of Scarcity*. WH Freeman.
- Otake, Yuko, et Fabien Hagenimana. 2021. « Gift Economy and Well-being: A Mode of Economy Playing out in Recovery from Rwandan Tragedies ». *Sustainable Development* 29 (5): 930-40. <https://doi.org/10.1002/sd.2185>.
- Oyelaran-Oyeyinka, Banji, et Lal Kaushalesh. 2017. *Structural Transformation and Economic : Cross Regional Analysis of Industrialization and Urbanization*. Place of publication not identified: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Paats, Merle, et Ene-Margit Tiit. 2010. « Income from Own-Consumption And ». In *Income and Living Conditions in Europe.*, édité par European Commission. Eurostat., 180-94. Publications Office. <https://data.europa.eu/doi/10.2785/53320>.
- Pacheco, Françoise Wilhelm Fontenele e Vasconcelos. 2016. « A inserção social do banco dos cocais no município de São João do Arraial - PI ». Thèse de Doctorat en Géographie, Rio Claro: Universidade Estadual Paulista? Instituto de Geociências e Ciências Exata.
- Palermo, Zulma. 2011. « Perspectiva intercultural y opción decolonial. » *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales y Humanidades*, n° 1: 11-26.
- Pandit, Kavita. 2000. « Expanding the “Region” in Regional Science: How Third World Experience Can Enrich Our Research ». *Review of Regional Studies*, mars. <https://doi.org/10.52324/001c.8582>.
- Parnell, Sue, et Sophie Oldfield. 2014. *The Routledge handbook on cities of the Global South*. 1 Edition. London ; New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Parpart, Jane, et Henry Veltmeyer. 2011. « Critical development studies: The evolution of an idea ». In *The critical development studies handbook: tools for change*. Winnipeg : London ; New York: Fernwood ; PlutoPress.
- Passos, Kelly Estarla dos, Juliana Rombaldi Bernardi, et Karina Giane Mendes. 2014. « Análise da composição nutricional da Cesta Básica brasileira ». *Ciência & Saúde Coletiva* 19 (5): 1623-30. <https://doi.org/10.1590/1413-81232014195.11862013>.
- Peck, Jamie. 2013. « For Polanyian Economic Geographies ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 45 (7): 1545-68. <https://doi.org/10.1068/a45236>.
- Pecqueur, Bernard. 2005. « Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud ». In *Le territoire est mort, vive les territoires !*, édité par Benoît Antheaume et Frédéric Giraut, 295-316. IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.3408>.

- . 2014. « Esquisse d'une géographie économique territoriale: » *L'Espace géographique* Tome 43 (3): 198-214. <https://doi.org/10.3917/eg.433.0198>.
- Pecqueur, Bernard, et Magali Talandier. 2011. « Les espaces de développement résidentiel et touristique—état des lieux et problématiques. » *Des systèmes spatiaux en perspective*. Territoires, 2040. DATAR.
- Pedralli, Vilmar Reinaldo, Moacir Piffer, Jandir Ferreira de Lima, Carlos Alberto Piacenti, et Cristiano Stamm. 2004. « Elementos de base de exportação da mesorregião leste paranaense e seu multiplicador de emprego ». *REDES: Revista do Desenvolvimento Regional* 9 (3): 197-216.
- Pels, Peter. 2008. « What Has Anthropology Learned from the Anthropology of Colonialism? » *Social Anthropology* 16 (3): 280-99. <https://doi.org/10.1111/j.1469-8676.2008.00046.x>.
- Perroux, François. 1950. « Economic Space: Theory and Applications ». *The Quarterly Journal of Economics* 64 (1): 89. <https://doi.org/10.2307/1881960>.
- . 1955. « Note sur la notion de pôle de croissance ». *Economie appliquée*, 307-20.
- . 1966. « Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions) ». *Tiers-Monde* 7 (26): 239-50. <https://doi.org/10.3406/tiers.1966.2200>.
- Persky, Joseph, David Ranney, et Wim Wiewel. 1993. « Import Substitution and Local Economic Development ». *Economic Development Quarterly* 7 (1): 18-29. <https://doi.org/10.1177/089124249300700103>.
- Pfister, Richard L. 1976. « On improving export base studies ». *Journal of Regional Analysis and Policy* 6: 104-16.
- Pfouts, Ralph W. 1957. « An empirical testing of the economic base theory. » *Journal of the American Institute of Planners* 23 (2): 64-69.
- Piacenti, Carlos, Cristiano Stamm, Jandir Ferrera de Lima, et Moacir Piffer. 2002. « A dinâmica da base de exportação das regiões do Brasil ». *Estudos & Debate* 9: 95-109.
- Pike, Andy, Andrés Rodríguez-Pose, et John Tomaney. 2017. *Local and regional development*. Second edition. London ; New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Piketty, Thomas. 2015. *L'économie des inégalités*. 7e éd. Repères 216. Paris: la Découverte.
- . 2019. *Le capital au XXIe siècle*. Points 546. Paris: Éditions Points.
- Pinto da Cunha, José Marcos. 2013. « La Amazonia Legal y el Cerrado en el contexto de la migración interna en el Brasil en el período 1995-2010 ». In *Notas de Población*, CEPAL-Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 171-1999. Nations Unies.
- Pires, Ana Maria de Britto, Genauto Carvalho de França Filho, et Leonardo Prates Leal. 2010. « Incubation of Local Solidarity Based Economy Networks: a Brazilian innovative experience. » In . Madrid. <http://base.socioeco.org/docs/o117.pdf>.
- Plummer, Paul, Eric Sheppard, et Robert Haining. 2012. « Rationality, Stability, and Endogenous Price Formation in Spatially Interdependent Markets ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 44 (3): 538-59. <https://doi.org/10.1068/a43348>.
- PNUD. 1990. *Human Development Report 1990*.
- . 2010. *The real wealth of nations: pathways to human development*. 20th anniversary ed. Human development report 2010. New York, NY: United Nations Development Programme.
- . 2015. « Atlas do Desenvolvimento Humano no Brasil. IDHM: Ranking. »
- Poinsot, Philippe, et Jean-François Ruault. 2019. « Economic-base theory and highly-open economies: Incorporating day-to-day mobility. » *Working paper*, 1-23.
- Poirine, Bernard. 2015. « La théorie de la base économique résidentielle « élargie » appliquée à deux économies régionales divergentes : la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ». *Mondes en développement* n° 172 (4): 109. <https://doi.org/10.3917/med.172.0109>.
- Polanyi, Karl. 1944. *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Tel 362. Paris: Gallimard.
- . 2011. *La subsistance de l'homme: la place de l'économie dans l'histoire et la société*. Traduit par Bernard Chavance. La bibliothèque des savoirs. Paris: Flammarion.
- Polanyi, Karl, Conrad Arensberg, Conrad M. Arensberg, et Karl Polanyi. 1975. *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*. Sciences humaines et sociales. Paris: Larousse.
- Polese, Abel, Colin C. Williams, Ioana A. Horodnic, et Predrag Bejakovic, éd. 2017. *The informal economy in global perspective: varieties of governance*. New York, NY: Springer Berlin Heidelberg.
- Pollard, J., C. McEwan, N. Laurie, et A. Stenning. 2009. « Economic geography under postcolonial scrutiny. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 34: 137-42.

- Pollard, Jane, Cheryl McEwan, Nina Laurie, et Alison Stenning. 2009. « Economic Geography under Postcolonial Scrutiny ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 34 (2): 137-42. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2009.00336.x>.
- Polzin, Paul E., Kent Connaughton, Con H. Schallau, et James T. Sylvester. 1988. « Forecasting Accuracy and Structural Stability of the Economic Base Model ». *Review of Regional Studies*, juin. <https://doi.org/10.52324/001c.9320>.
- Porter, Michael. 1998. « Clusters and the new economics of competition ». *Harvard Business Review* 76 (6): 77-90.
- Portes, Alejandro. 1999. « La mondialisation par le bas [L'émergence des communautés transnationales]: L'émergence des communautés transnationales ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 129 (1): 15-25. <https://doi.org/10.3406/arss.1999.3300>.
- Portes, Alejandro, Manuel Castells, et Lauren A. Benton. 1989. « World underneath: the origins, dynamics, and effects of the informal economy. London », In *The informal economy: studies in advanced and less developed countries*. Johns Hopkins University Press.
- Pouchepadass, Jacques. 2000. « Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité ». *L'Homme*, n° 156 (janvier): 161-86. <https://doi.org/10.4000/lhomme.75>.
- Power, Marcus. 2003. *Rethinking development geographies*. London ; New York: Routledge.
- Power, Marilyn. 2004. « Social Provisioning as a Starting Point for Feminist Economics ». *Feminist Economics* 10 (3): 3-19. <https://doi.org/10.1080/1354570042000267608>.
- Power, Thomas M. 1996. *Lost landscapes and failed economies: the search for a value of place*. Washington, D.C: Island Press.
- Pozzebon, Marlei. 2015. « Tecnologia social: a South American view of the regulatory relationship between technology and society. » In *Materiality, Rules and Regulation*, 33-51. London: Palgrave Macmillan.
- Pozzebon, Marlei, et Isleide Arruda Fontenelle. 2018. « Fostering the Post-Development Debate: The Latin American Concept of *Tecnologia Social* ». *Third World Quarterly* 39 (9): 1750-69. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1432351>.
- Pozzebon, Marlei, Sonia Tello-Rozas, et Isabel Heck. 2021. « Nourishing the Social Innovation Debate with the “Social Technology” South American Research Tradition ». *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 32 (3): 663-77. <https://doi.org/10.1007/s11266-021-00314-0>.
- Prahalad, C. K. 2005. *The fortune at the bottom of the pyramid*. Upper Saddle River, NJ: Wharton School Publishing.
- Prebisch, Raúl. 1950. *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. New York.: United Nations Department of Economic Affairs, Economic Commission for Latin America (ECLA).
- . 1984. « Five stages in my thinking on development ». In *Pioneers in development*, édité par Gerald M. Meier et Dudley Seers, 175-204. Washington D. C.: World Bank Group.
- Presti, Gaetano Maria Giovanni. 1994. « Dalle casse rurali ed artigiane alle banche di credito cooperativo ». *Banca borsa e titoli di credito* 1: 167-99.
- Projeto ECOSMAR. 2007. « Texto Base. Vera Cruz-BA. »
- . 2008. « Relatório Final: etapa I. Vera Cruz-BA ».
- Pugalís, Lee, et Nick Gray. 2016. « New regional development paradigms: An exposition of place-based modalities ». *The Australasian Journal of Regional Studies* 22 (1): 181-203.
- Quaye, Isaac, Owusu Amponsah, Gideon Abagna Azunre, Stephen Appiah Takyi, et Imoro Braimah. 2022. « A Review of Experimental Informal Urbanism Initiatives and Their Implications for Sub-Saharan Africa's Sustainable Cities' Agenda ». *Sustainable Cities and Society* 83 (août): 103938. <https://doi.org/10.1016/j.scs.2022.103938>.
- Quesnay, François. 1758. *Tableau économique: les fiches de lecture d'Universalis*. 2016<sup>e</sup> éd. France: Encyclopaedia Universalis. <http://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=4093904>.
- Quijano, Aníbal. 1991. « La Modernidad, el Capital y América Latina nacieron en el mismo día. » *ILLA, Revista del Centro de Educación y Cultura*. Lima, Peru., n° 10: 42-57.
- . 1992. « Colonialidad y modernidad-racionalidad. » In *Bonilla H. (ed.). Los conquistados. 1492 y la población indígena de las Américas.*, Tercer Mundo Editores/Flacso/Ediciones Librimund, 437-47. Quito.
- . 2000. « Coloniality of Power and Eurocentrism in Latin America ». *International Sociology* 15 (2): 215-32. <https://doi.org/10.1177/0268580900015002005>.

- Quijano, Aníbal, et Immanuel Wallerstein. 1992. « Americanity as a Concept or the Americas in the Modern World-System. » *International Social Science Journal*, n° 134: 549-57.
- Rabaka, Reiland. 2015. *The negritude movement: W.E.B. Du Bois, Leon Damas, Aime Cesaire, Leopold Senghor, Frantz Fanon, and the evolution of an insurgent idea*. Critical Africana studies. Lanham, Maryland: Lexington Books.
- Rabinovitch, Jonas. 1996. « Innovative Land Use and Public Transport Policy ». *Land Use Policy* 13 (1): 51-67. [https://doi.org/10.1016/0264-8377\(95\)00023-2](https://doi.org/10.1016/0264-8377(95)00023-2).
- Radcliffe, Sarah A. 2017. « Decolonising Geographical Knowledges ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 42 (3): 329-33. <https://doi.org/10.1111/tran.12195>.
- Raeff, Marc. 1975. « The Well-Ordered Police State and the Development of Modernity in Seventeenth- and Eighteenth-Century Europe: An Attempt at a Comparative Approach ». *The American Historical Review* 80 (5): 1221. <https://doi.org/10.2307/1852058>.
- Raffinot, Marc. 2016. « Orthodoxie et hétérodoxie en économie du développement ». *L'Economie politique* N° 72 (4): 90. <https://doi.org/10.3917/leco.072.0090>.
- Reid, Margaret G. 1951. « Distribution of Nonmoney Income ». In *Studies in Income and Wealth*, édité par Conference on Research in Income and Wealth, NBER, 124-85.
- Reis, Tatiana Araújo. 2019. « Política pública e sustentabilidade no campo da economia solidária: uma análise à luz da experiência baiana dos Centros Públicos de Economia Solidária (Cesols) ». Thèse de Doctorat, Salvador: Université Fédérale de Bahia, Ecole d'Administration (EAUFBA).
- Requier-Desjardins, Denis. 1996. « L'économie du développement et l'économie des territoires : vers une démarche intégrée ? » In *Les nouvelles logiques du développement: globalisation versus localisation*, édité par Lahsen Abdelmalki et Claude Courlet, 41-55. Collection « Logiques économiques ». Paris: L'Harmattan.
- . 2011. « Migrations, remittances and local development in Southern countries: Dutch disease or residential economy? » In *ERSA conference papers*. European Regional Science Association.
- Ricardo, David. 1817. *The Principles of Political Economy and Taxation*. London: Dent.
- Richardson, Harry W. 1976. « The New Urban Economics: An Evaluation ». *Socio-Economic Planning Sciences* 10 (4): 137-47. [https://doi.org/10.1016/0038-0121\(76\)90014-8](https://doi.org/10.1016/0038-0121(76)90014-8).
- . 1985. « INPUT-OUTPUT AND ECONOMIC BASE MULTIPLIERS: LOOKING BACKWARD AND FORWARD\* ». *Journal of Regional Science* 25 (4): 607-61. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9787.1985.tb00325.x>.
- Richez-Battesti, Nadine, Francesca Petrella, et Delphine Vallade. 2012. « L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l'analyse ? » *Innovations* n°38 (2): 15-36. <https://doi.org/10.3917/inno.038.0015>.
- Richez-Battesti, Nadine, et Delphine Vallade. 2012. « Éditorial. Innovation sociale, normalisation et régulation ». *Innovations* 38 (2): 5. <https://doi.org/10.3917/inno.038.0005>.
- Rigo, Ariádne Scalfoni. 2014. « Moedas sociais e bancos comunitários no Brasil: aplicações e implicações, teóricas e práticas ». Thèse de Doctorat en Administration, Salvador de Bahia: Université Fédérale de Bahia, Ecole d'administration (EAUFBA).
- Rigo, Ariadne Scalfoni, et Airton Cardoso Caçado. 2015. « Gestão Social e Construção de Espaços Públicos: Reflexões a Partir da Rede Brasileira de Bancos Comunitários do Brasil ». *Administração Pública e Gestão Social* 7 (1): 37-44.
- Rigo, Ariadne Scalfoni, Genauto Carvalho de França Filho, et Leonardo Prates Leal. 2015. « Os bancos comunitários de desenvolvimento na política pública de finanças solidárias: apresentando a realidade do nordeste e discutindo proposições ». *Desenvolvimento em questão* 13 (31): 70-107.
- Rime, Delphine. 2020. « Développement d'un système productivo-résidentiel en périphérie: Le cas de la région de la Gruyère (Suisse) ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* Mars (3): 471-501. <https://doi.org/10.3917/reru.203.0471>.
- Rio, Cecilia. 2012. « Whiteness in Feminist Economics: The Situation of Race in Bargaining Models of the Household ». *Critical Sociology* 38 (5): 669-85. <https://doi.org/10.1177/0896920511423724>.
- Rist, Gilbert. 2013. *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*.
- Rivera Cusicanqui, Silvia. 1984. *Oprimidos pero no vencidos. Luchas del campesinado aymara y qhechwa 1900-1980*. La Mirada Salvaje. La Paz 4ta Edición.
- Rivera Cusicanqui, Silvia. 2010. *Ch'ixinakax utxiwa : una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*. Tinta Limón. Buenos Aires.

- Robbins, Lionel Robbins. 1935. *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*. 2nd edition. London: Macmillan.
- Roberts, Philip. 2018. « Karl Polanyi as a Spatial Theorist ». *Globalizations* 15 (7): 995-1006. <https://doi.org/10.1080/14747731.2018.1498175>.
- Robinson, Cedric J. 2000. *Black marxism: the making of the Black radical tradition*. Chapel Hill, N.C: University of North Carolina Press.
- Robinson, Jennifer. 2002. « Global and World Cities: A View from off the Map ». *International Journal of Urban and Regional Research* 26 (3): 531-54. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.00397>.
- . 2003. « Postcolonialising Geography: Tactics and Pitfalls ». *Singapore Journal of Tropical Geography* 24 (3): 273-89. <https://doi.org/10.1111/1467-9493.00159>.
- . 2006. *Ordinary cities: between modernity and development*. Questioning cities. London ; New York: Routledge.
- Rodney, Walter. 1972. *How Europe underdeveloped Africa*. London: Bogle-L'Ouverture Publications.
- Roelvink, Gerda, Kevin Saint Martin, et J. K. Gibson-Graham, éd. 2015. *Making Other Worlds Possible: Performing Diverse Economies*. Minneapolis London: University of Minnesota Press.
- Rosenstein-Rodan, P. N. 1943. « Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe ». *The Economic Journal* 53 (210/211): 202. <https://doi.org/10.2307/2226317>.
- Ross, Robert, Gerard J. Telkamp, et Raymond F. Betts, éd. 1985. *Colonial Cities*. Comparative Studies in Overseas History 5. Dordrecht: Nijhoff.
- Rostow, W. W. 1959. « THE STAGES OF ECONOMIC GROWTH ». *The Economic History Review* 12 (1): 1-16. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0289.1959.tb01829.x>.
- Roy, Ananya. 2009. « The 21st-Century Metropolis: New Geographies of Theory ». *Regional Studies* 43 (6): 819-30. <https://doi.org/10.1080/00343400701809665>.
- . 2011. « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism ». *International Journal of Urban and Regional Research* 35 (2): 223-38. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01051.x>.
- Ruault, Jean-François. 2014. « L'effet de la consommation de passage sur le développement et l'intégration métropolitaine des territoires en Ile-de-France. » Architecture, aménagement de l'espace., Université Paris-Est.
- . 2018. « Beyond Tourism-Based Economic Development: City-Regions and Transient Custom ». *Regional Studies* 52 (8): 1122-33. <https://doi.org/10.1080/00343404.2017.1364842>.
- Rufino de Aquino, Joacir, Olívio Alberto Teixeira, et Jean-Philippe Tonneau. 2008. « PRONAF: política agrícola discriminatória? » *Expressão, Mossoró*, Universidade do Estado do Rio Grande do Norte, 39 (1-2).
- Rutland, Ted, et Sean O'Hagan. 2007. « The Growing Localness of the Canadian City, or, On the Continued (Ir)Relevance of Economic Base Theory ». *Local Economy: The Journal of the Local Economy Policy Unit* 22 (2): 163-85. <https://doi.org/10.1080/02690940701416727>.
- Sachs, Ignacy. 1978. « Ecodéveloppement : une approche de planification ». *Économie rurale* 124 (1): 16-22. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2551>.
- . 1994. « Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre ». *Tiers-Monde* 35 (137): 53-60. <https://doi.org/10.3406/tiers.1994.4848>.
- Sachs, Wolfgang. 2000. « Development: The rise and decline of an ideal ». *Wuppertal Papers*, n° 108. <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:bsz:wup4-opus-10782>.
- Sadoulet, Elisabeth, Alain de Janvry Janvry, et Benjamin Davis. 2001. « Cash Transfer Programs with Income Multipliers: PROCAMPO in Mexico. » *World Development, Elsevier* 29 (6).
- Saïd, Edward W. 1979. *Orientalism*. 1st Vintage Books ed. New York: Vintage Books.
- . 1994. *Culture and imperialism*. 1st Vintage Books ed. New York: Vintage Books.
- Saldanha, Fabio Prado, Marlei Pozzebon, et Natalia Aguilar Delgado. 2022. « Dislocating Peripheries to the Center: A Tecnologia Social Reinventing Repertoires and Territories ». *Organization*, septembre, 135050842211241. <https://doi.org/10.1177/13505084221124192>.
- Santos, Alba Cristina Couto dos. 2013. « As marcas de Amstad no cooperativismo e no associativismo gaúcho: as lembranças da associação Theodor Amstad e da Sicredi pioneira. » Thèse de maîtrise en histoire, Porto Alegre: Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul. <https://repositorio.pucrs.br/dspace/bitstream/10923/3855/1/000446945-Texto%2BCompleto-0.pdf>.
- Santos, Boaventura de Sousa. 1995. *Toward a New Common Sense: Law, Science and Politics in the Paradigmatic Transition*. After the Law Series. New York: Routledge.

- . 1998. *La globalización del derecho: los nuevos caminos de la regulación y la emancipación*. Traduit par César Rodríguez. 1. ed. Bogotá: Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional de Colombia.
- . 2004. « The World Social Forum: Toward a Counter-hegemonic globalisation (Part I) ». In *World Social Forum: challenging empires*, édité par Jai Sen, Anita Anand, Arturo Escobar, et Peter Waterman, 235-45. New Delhi: Viveka Foundation.
- . 2006. *Para um novo senso comum: a ciência, o direito e a política na transição paradigmática*. Lisboa: Edições Afrontamento.
- . 2016a. *Épistémologies du Sud: mouvements citoyens et polémique sur la science*. Solidarité et société. Paris: Desclée de Brouwer.
- . 2016b. *Epistemologies of the South: Justice against Epistemicide*. London New York: Routledge.
- . 2020. *A Cruel Pedagogia do Vírus*. Coimbra: Almedina. [https://www.abennacional.org.br/site/wp-content/uploads/2020/04/Livro\\_Boaventura.pdf](https://www.abennacional.org.br/site/wp-content/uploads/2020/04/Livro_Boaventura.pdf).
- Santos, Boaventura de Sousa, et Maria Paula Meneses. 2010. *Epistemologias do Sul*. Coimbra: Almedina.
- Santos, Milton. 1974. « Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale ». *Tiers-Monde* 15 (58): 271-86. <https://doi.org/10.3406/tiers.1974.2000>.
- . 1975. *L'espace partagé: les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*. Génin.
- . 1996. « O retorno do território. » In *Território: globalização e fragmentação*, édité par Milton Santos, M. A. A. de Souza, et M. L. Silveira, Hucitec, ANPUR, 15-20. São Paulo.
- . 1999. « O dinheiro e o território ». *GEOgraphia* 1 (1): 7-13.
- . 2007. *O espaço do cidadão*. 7. ed. São Paulo, SP, Brasil: EDUSP.
- . 2008. *O centro da cidade do Salvador: estudo de geografia urbana*. 2. ed. Coleção Milton Santos 13. São Paulo: EDUSP/ EdUFBA.
- Santos, Vivyan Dayany de Souto. 2017. « Análise descritiva dos migrantes de retorno no estado da Paraíba nos períodos entre 2005-2010 ». Universidade Federal da Paraíba.
- Sartre, Jean-Paul. 2001. *Colonialism and Neocolonialism*. London ; New York: Routledge.
- Sassen, Saskia. 1991. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton (N.J.): Princeton university press.
- . 2000. *Cities in a world economy*. 2nd edition. Sociology for a new century. Pine Forge Press.
- . 2005. « The Global City: Introducing a Concept. » *The Brown Journal of World Affairs* 11 (2): 27-43.
- Saunders, Peter, Timothy M. Smeeding, John Coder, Stephen Jenkins, Johan Fritzell, Aldi J. M. Hagenars, Richard Hauser, et Michael Wolfson. 1992. « Noncash Income, Living Standards, Inequality and Poverty: Evidence from the Luxembourg Income Study ». Discussion paper 35. SPRC - Social Policy Research Center. Kensington, New South Wales, Australia: University of New South Wales.
- Sauvy, Alfred. 1952. « Trois mondes, une planète. » *L'Observateur*, 14 août 1952.
- Say, Jean Baptiste. 2001. *A Treatise on Political Economy*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.
- Schimmel, Jörg. 2013. « Development as Happiness: The Subjective Perception of Happiness and UNDP's Analysis of Poverty, Wealth and Development ». In *The Exploration of Happiness*, édité par Antonella Delle Fave, 281-302. Happiness Studies Book Series. Dordrecht: Springer Netherlands. [https://doi.org/10.1007/978-94-007-5702-8\\_15](https://doi.org/10.1007/978-94-007-5702-8_15).
- Schmitz, Hubert, et Khalid Nadvi. 1999. « Clustering and Industrialization: Introduction ». *World Development* 27 (9): 1503-14. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00072-8](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00072-8).
- Schneider, François, Giorgos Kallis, et Joan Martinez-Alier. 2010. « Crisis or Opportunity? Economic Degrowth for Social Equity and Ecological Sustainability. Introduction to This Special Issue ». *Journal of Cleaner Production* 18 (6): 511-18. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2010.01.014>.
- Schumpeter, J. A. 1954. *History of Economic Analysis*. Oxford University Press. New York.
- Schuurman, Frans J., éd. 1993. *Beyond the impasse: new directions in development theory*. London ; Atlantic Highlands, N.J: Zed Books.
- Schwarzer, Helmut. 2000. « Impactos socioeconômicos do sistema de Aposentadorias Rurais no Brasil: evidências empíricas de um estudo de caso no estado do Pará. Rio de Janeiro: IPEA ». Texto para Discussão 729. Rio de Janeiro: IPEA.

- Scott, Allen J. 1986. « High Technology Industry and Territorial Development: The Rise of the Orange County Complex, 1955-1984 ». *Urban Geography* 7 (1): 3-45. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.7.1.3>.
- . 1988. *New Industrial Spaces: Flexible Production Organization and Regional Development in North America and Western Europe*. Studies in Society and Space 3. London: Pion.
- Scott, Allen J., et Michael Storper. 1990. « Regional development reconsidered. 1990 ». *UCLA - Working Paper Series*, n° 1: 1-50.
- . 2015. « The Nature of Cities: The Scope and Limits of Urban Theory: The Nature of Cities ». *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (1): 1-15. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12134>.
- Sedgwick, Eve Kosofsky. 1997. « Paranoid Reading and Reparative Reading; or, You're So Paranoid, You Probably Think This Introduction is About You ». In *Novel Gazing*, édité par Eve Kosofsky Sedgwick, Michèle Aina Barale, Jonathan Goldberg, et Michael Moon, 1-38. Duke University Press. <https://doi.org/10.1515/9780822382478-002>.
- Seers, Dudley. 1968. « From Colonial Economics to Development Studies ». *Institute of Development Studies Bulletin* 1 (1): 4-6. <https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.1968.mp1001002.x>.
- . 1969. « The meaning of development ». In . *Institute of Development Studies*.
- . 1979. « The Birth, Life and Death of Development Economics ». *Development and Change* 10 (4): 707-19. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.1979.tb00063.x>.
- Segessemann, Alain, et Olivier Crevoisier. 2013. « L'économie résidentielle en Suisse : une approche par les emplois: » *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* octobre (4): 705-35. <https://doi.org/10.3917/reru.134.0705>.
- . 2016. « Beyond Economic Base Theory: The Role of the Residential Economy in Attracting Income to Swiss Regions ». *Regional Studies* 50 (8): 1388-1403. <https://doi.org/10.1080/00343404.2015.1018882>.
- SENAES/MTE. 2012. « Chamada Pública 002/2012 – SENAES/MTE – Apoio ao Sistema Nacional de Comércio Justo e Solidário por meio do reconhecimento de práticas de Comércio Justo e Solidário. »
- Servet, Jean-Michel. 2006. *Banquiers aux pieds nus: la microfinance*. Paris: O. Jacob.
- . 2007. « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi, contribution à une définition de l'économie solidaire ». *Revue Tiers Monde* 190 (2): 255. <https://doi.org/10.3917/rtm.190.0255>.
- . « Financiarisation et dynamique d'alternatives solidaires. » In . Québec.
- . 2010. *Le grand renversement: de la crise au renouveau solidaire*. Solidarité et société. Paris: Desclée de Brouwer.
- . 2019. « La monnaie en tant que commun. Une innovation pour un développement alternatif durable au Sud aussi: » *Revue d'économie financière* N° 132 (4): 273-302. <https://doi.org/10.3917/ecofi.132.0273>.
- Seyfang, Gill, et Adrian Smith. 2007. « Grassroots Innovations for Sustainable Development: Towards a New Research and Policy Agenda ». *Environmental Politics* 16 (4): 584-603. <https://doi.org/10.1080/09644010701419121>.
- Sheppard, Eric. 2001. « How 'Economists' Think: About Geography, for Example ». *Journal of Economic Geography* 1 (1): 131-36. <https://doi.org/10.1093/jeg/1.1.131>.
- . « Geographical Political Economy ». *Journal of Economic Geography* 11 (2): 319-31. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbq049>.
- . 2017a. « Globalizing Capitalism and Southern Urbanization. » In *The Routledge Handbook on Cities of the Global South*, édité par Susan Parnell et Sophie Oldfield, First published in paperback, 21-36. London New York: Routledge, Taylor & Francis Group.
- . 2017b. « Competition in Space and between Places ». In *A Companion to Economic Geography*, édité par Eric Sheppard et Trevor J. Barnes, 169-86. Oxford, UK: Blackwell Publishing Ltd. <https://doi.org/10.1002/9781405166430.ch11>.
- Sheppard, Eric, Helga Leitner, et Anant Maringanti. 2013. « Provincializing Global Urbanism: A Manifesto ». *Urban Geography* 34 (7): 893-900. <https://doi.org/10.1080/02723638.2013.807977>.
- Sibeud, Emmanuelle. 2011. « Des « sciences coloniales » au questionnement postcolonial : la décolonisation invisible ? » *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 24 (1): 3. <https://doi.org/10.3917/rhsh.024.0003>.
- Silva, I. T. 2020. « O modelo base exportação para os municípios do Centro-Oeste brasileiro. » Dissertação de mestrado, UEPG.

- Silva Júnior, Jeová Torres, Ariadne Scalfoni Rigo, et Osia Alexandrina Vasconcelos. 2015. « Gestão Social nas Finanças Solidárias: Reflexões sobre a Necessidade da Avaliação da Utilidade Social dos Bancos Comunitários de Desenvolvimento no Brasil. » 6.10 (2015). » *NAU Social* 6 (10): 151-64.
- Silva, Sandro Pereira. 2016. *Entidades de apoio e fomento à economia solidária no Brasil: uma análise exploratória*. IPEA.  
[http://repositorio.ipea.gov.br/bitstream/11058/7316/1/bmt61\\_entidades.pdf](http://repositorio.ipea.gov.br/bitstream/11058/7316/1/bmt61_entidades.pdf).
- . 2017. *Economia solidária e finanças de proximidade: realidade social e principais características dos empreendimentos de finanças solidárias no Brasil*. Rio de Janeiro: IPEA.  
[https://www.econstor.eu/bitstream/10419/177486/1/td\\_2270.pdf](https://www.econstor.eu/bitstream/10419/177486/1/td_2270.pdf).
- Silva, Sandro Pereira, et Camila Amaral Pereira. 2022. « Finanças solidárias e implementação de políticas sociais : o caso do banco comunitário e da moeda Mumbuca no município de Maricá-RJ ». *Boletim Mercado de Trabalho*, nº 74 (novembre): 167-79.  
<https://doi.org/10.38116/bmt74/espp3>.
- Simone, AbdouMaliq. 2001. « On the Worlding of African Cities ». *African Studies Review* 44 (2): 15.  
<https://doi.org/10.2307/525573>.
- . 2004. *For the City yet to Come: Changing African Life in Four Cities*. Durham: Duke University Press.
- . 2010. *City Life from Jakarta to Dakar: Movements at the Crossroads*. Global Realities. New York, NY: Routledge.
- Singer, Hans W. 1949. « Economic progress in underdeveloped countries ». *Social Research, The Johns Hopkins University Press* 16 (1): 1-11.
- Singer, Paul Israel. 2003. « Entrevista com Paul Singer. Economia solidária. » *Revista Ibero-Americana de Estratégia* 2 (1): 3-6.
- . 2004. « Apresentação ». In *Laços financeiros na luta contra a pobreza*, par Ricardo Abramovay, 1. ed. São Paulo: Annablume.
- . 2009. « Finanças solidárias e moeda social. » In *Perspectivas e desafios para a inclusão financeira no Brasil: visão de diferentes atores*, par Paul Israel Singer, L.E Feltrim, E.C.F Ventura, et A. von B. Dold, 69-78. Brasília: Banco Central do Brasil.  
<http://acesso.mte.gov.br/data/files/8A7C812D3ADC4216013AF4E0DA6514F7/FINAN%C3%87AS%20SOLID%C3%81RIAS%20E%20MOEDA%20SOCIAL.pdf>.
- Singer, Paul Israel, et André Ricardo de Souza, éd. 2000. *A economia solidária no Brasil: a autogestão como resposta ao desemprego*. Coleção Economia Contexto. São Paulo, SP: Ed. Contexto.
- Sinha, Subir, et Rashmi Varma. 2017. « Marxism and Postcolonial Theory: What's Left of the Debate? » *Critical Sociology* 43 (4-5): 545-58. <https://doi.org/10.1177/0896920515616263>.
- Siqueira, Liédje Bettizaide Oliveira de. 2006. « Uma análise do fluxo migratório brasileiro: migração para regiões pobres e migração de retorno. » Thèse de Doctorat en Economie, Universidade Federal de Pernambuco.
- Smailes, Arthur E. 1944. « The urban hierarchy in England and Wales ». *Geography* 29 (2): 41-51.
- Smith, Adam. 1759. *Théorie des sentiments moraux*. 2014<sup>e</sup> éd. Paris: Presses universitaires de France.
- . 1776. *The Wealth of Nations*. Reprint. New York: Modern Library, 1937.
- Smith, Adrian. 2017. *Grassroots innovation movements*. London ; New York, NY: Routledge/Taylor & Francis Group.
- Smith, Adrian, Mariano Fressoli, et Thomas Hernán. 2013. « Grassroots innovation movements: challenges and contributions ». *Journal of Cleaner Production*, 1-11.  
<http://dx.doi.org/10.1016/j.jclepro.2012.12.025>.
- Soares, Fabio Veras, Sergei Soares, Marcelo Medeiros, et R. Guerreiro Osorio. 2006. « Cash Transfer Programmes in Brazil: impacts on inequality and poverty ». Brasília: United Nations Development Programme, International Poverty Centre ( UNDP/IPEA). <https://ipcig.org/pub/IPCWorkingPaper21.pdf>.
- Soares, Sérgio, et Natália Sátyro. 2009. « O Programa Bolsa Família: desenho institucional, impactos e possibilidades futuras. » Texto para Discussão 1424. Brasília: IPEA.
- Soja, Edward W. 2013. « Regional Urbanization and Third Wave Cities ». *City* 17 (5): 688-94.  
<https://doi.org/10.1080/13604813.2013.827854>.
- Solow, Robert M. 1956. « A Contribution to the Theory of Economic Growth ». *The Quarterly Journal of Economics* 70 (1): 65-94.
- Sombart, Werner. 1916. *Der moderne Kapitalismus*. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:101:1-201609021952>.



- Soto, Hernando de. 2000. *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. London: Bantam [u.a.].
- Souza, Elenita Barbosa de. 2019. « As Políticas de Finanças Solidárias e as Experiências de Bancos Comunitários de Desenvolvimento (BCDs): um estudo sobre o Banco Comunitário de Matarandiba – BCD Ilhamar - BA ». Thèse de Doctorat en Sciences Sociales, Salvador: Universidade Federal da Bahia. <https://repositorio.ufba.br/handle/ri/29404>.
- Souza, Pedro H. G. Ferreira de, R. Guerreiro Osorio, Luis Henrique Paiva, et Sergei Soares. 2019. « Os efeitos do programa Bolsa Família sobre a pobreza e a desigualdade: um balanço dos primeiros quinze anos. » Texto para discussão 2499. Rio de Janeiro (RJ): IPEA.
- Souza, Pedro H. G. Ferreira de, R. Guerreiro Osorio, et Sergei Soares. 2011. « Uma metodologia para simular o Programa Bolsa Família. » Texto para Discussão 1654. Brasília: IPEA.
- Spink, Peter Kevin. 2009. « Micro cadeias produtivas e a nanoeconomia: repensando o trabalho decente ». *Cadernos de Psicologia Social do Trabalho* 12 (2): 227-41.
- Spivak, G. C. 1988. « Can the Subaltern Speak? » In C. Nelson & L. Grossberg (Eds.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press., 271-313.
- Staley, Eugene. 1944. *World Economic Development: effects on advanced industrial countries*. Montreal: International Labor Office.
- Stephenson, Marcia. 2002. « Forging an Indigenous Counterpublic Sphere: The Taller de Historia Oral Andina in Bolivia ». *Latin American Research Review* 37 (2): 99-118.
- Stöhr, Walter B., et D. R. F. Taylor, éd. 1981. *Development from above or below? The dialectics of regional planning in developing countries*. Chichester [Eng.]; New York: Wiley.
- Stokes, Eric. 1976. « The Return of the Peasant to South Asian History ». *South Asia: Journal of South Asian Studies* 6 (1): 96-111. <https://doi.org/10.1080/00856407608730712>.
- Stoler, Ann Laura. 2009. *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*. Princeton, NJ: Princeton Univ. Press.
- Stoner, George E. 1968. « A Comparative Analysis of the Urban Economic Base: The Employment Structure of Indian Cities, 1951-1961 ». *Economic Geography* 44 (1): 71. <https://doi.org/10.2307/143344>.
- Storper, Michael, et Susan Christopherson. 1987. « Flexible Specialization and Regional Industrial Agglomerations: The Case of the U.S. Motion Picture Industry ». *Annals of the Association of American Geographers* 77 (1): 104-17. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.1987.tb00148.x>.
- Storper, Michael, et Richard Walker. 1989. *The capitalist imperative: territory, technology, and industrial growth*. Oxford, UK ; New York, NY, USA: B. Blackwell.
- Stough, Roger R. 1994. « Comment ». *Papers in Regional Science* 73 (1): 25-28. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5597.1994.tb01755.x>.
- Streeten, Paul. 1959. « Unbalanced growth ». *Oxford Economic Papers* 11 (2): 167-90.
- . 1994. *Strategies for human development: global poverty and unemployment*. Studies in international economics and management 21. Copenhagen: Handelshøjskolens forlag : Distribution, Munksgaard.
- Swanson, Maynard W. 1977. « The Sanitation Syndrome: Bubonic Plague and Urban Native Policy in the Cape Colony, 1900–1909 ». *The Journal of African History* 18 (3): 387-410. <https://doi.org/10.1017/S0021853700027328>.
- Sylvester, Christine. 1999. « Development Studies and Postcolonial Studies: Disparate Tales of the “Third World” ». *Third World Quarterly* 20 (4): 703-21. <https://doi.org/10.1080/01436599913514>.
- Talandier, Magali. 2007. « Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français. . » Thèse de doctorat en Architecture, aménagement de l'espace, Université Paris XII Val de Marne.
- . 2009. « Richesse et développement des territoires ». *Pour* 199 (1): 53. <https://doi.org/10.3917/pour.199.0053>.
- . 2012. « L'émergence de systèmes territoriaux productivo-résidentiels (SPR). In Communication au XLIXe colloque de l'ASRDLF, Belfort (pp. 9-11) ». In , 1-25. Belfort.
- . 2020. « Les activités productives locales, un enjeu d'intermédiation et de résilience : des KIBS ( Knowledge Intensive Business Services ) aux LIBS ( Local Intensive Business Services ). » *Géographie, économie, société* 22 (3-4): 305-237.
- Talandier, Magali, et Laurent Davezies. 2009. *Repenser le développement territorial? confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*. Recherche / PUCA, no 198. La Défense: Plan urbanisme construction architecture.

- Talandier, Magali, et Valérie Jousseau. 2013. « Les équipements du quotidien en France : un facteur d'attractivité résidentielle et de développement pour les territoires ? » *Norois*, n° 226 (mars): 7-23. <https://doi.org/10.4000/norois.4525>.
- Tanguy, Jean-Michel, et Anne Charreyron-Perchet. 2013. « La résilience territoriale : un premier diagnostic ». *Annales des Mines - Responsabilité et environnement* N° 72 (4): 32. <https://doi.org/10.3917/re.072.0032>.
- Tello-Rozas, Sonia. 2016. « Inclusive Innovations Through Social and Solidarity Economy Initiatives: A Process Analysis of a Peruvian Case Study ». *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 27 (1): 61-85. <https://doi.org/10.1007/s11266-015-9606-y>.
- Terrier, Christophe. 2009. « Distinguer la population présente de la population résidente. », n° 128: 63-70.
- Terrier, Christophe, Marguerite Sylvander, et Abdel Khiati. 2005. « En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements » - Insee Première n°1050, novembre 2005 ». *Insee Première*, n° 1050.
- Thiollent, Michel. 2005. « Perspectives da metodologia de pesquisa participativa e de pesquisa-ação na elaboração de projetos sociais e solidários. In: S. Lianza & F. Addor. Tecnologia e desenvolvimento social e solidário (pp. 172-189). Porto Alegre: UFRGS. » In , 172-89.
- Thisse, Jacques François. 1997. « L'oubli de l'espace dans la pensée économique ». *Revue Région et Développement*, n° 6.
- Thomas, Hernán, et Alfonso Buch. 2008. *Actos, actores y artefactos: sociología de la tecnología*. Colección ciencia, tecnología y sociedad. Bernal: Universidad nacional de Quilmes ed.
- Thomas, Morgan D. 1977. « Some Explanatory Concepts in Regional Science ». *Papers of the Regional Science Association* 39 (1): 7-23. <https://doi.org/10.1007/BF01936204>.
- Thompson, Edward P. 1966. « History from Below ». *Times Literary Supplement*, n° 3345 (avril): 279-80.
- Thulin, Per. 2015. « Local Multiplier and Economic Base Analysis ». In *Handbook of Research Methods and Applications in Economic Geography*, par Charlie Karlsson, Martin Andersson, et Therese Norman, 213-33. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9780857932679.00017>.
- Tiebout, Charles M. 1956a. « The Urban Economic Base Reconsidered ». *Land Economics* 32 (1): 95-99.
- . 1956b. « Exports and Regional Economic Growth ». *Journal of Political Economy* 64 (2): 160-64. <https://doi.org/10.1086/257771>.
- . 1956c. « Exports and Regional Economic Growth: Rejoinder ». *Journal of Political Economy* 64 (2): 169-169. <https://doi.org/10.1086/257773>.
- Todaro, Michael P. 1977. *Economic development in the Third World: an introduction to problems and policies in a global perspective*. London ; New York: Longman.
- Tonneau, Jean-Philippe, et Eric Sabourin. 2009. « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula ». *Confins*, n° 5: 2-18.
- Törmälehto, Veli-Matti, Kannas Olli, et Säylä Markku. 2013. « Integrated measurement of household-level income, wealth and non-monetary well-being in Finland. » *Statistics Finland Working Paper*, 36.
- Torre, André. 2014. « Relations de proximité et comportements d'innovation des entreprises des clusters. Le cas du cluster de l'optique en Île-de-France ». *Revue française de gestion* 40 (242): 49-80. <https://doi.org/10.3166/rfg.242.49-80>.
- Torre, André, et Damien Talbot. 2018. « Proximités : retour sur 25 années d'analyse: » *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* Décembre (5): 917-36. <https://doi.org/10.3917/reru.185.0917>.
- Torre, André, et Frédéric Wallet. 2018. « Introduction : L'innovation territoriale, entre gouvernance et apprentissages ». *Management & Avenir* N° 97 (7): 97-104. <https://doi.org/10.3917/mav.097.0097>.
- Torre, Salvo, Maura Benegiamo, et Alice Dal Gobbo. 2020. « Il pensiero decoloniale : dalle radici del dibattito ad una proposta di metodo ». *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 2 (19): 448-68.
- Tufano, Antonella. 2018. « L'innovation territoriale et l'innovation sociale au prisme du discours participatif. Prendre part et prendre une part à l'innovation des territoires. » *Technologie et innovation* 3 (4). <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2018.0288>.
- Ullman, Edward. 1941. « A Theory of Location for Cities ». *American Journal of Sociology* 46 (6): 853-64. <https://doi.org/10.1086/218800>.

- UNICEF. 1987. *L'Ajustement à visage humain: protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance*. Traduit par Philippe Jacquot et Pierre Tranier. Paris: Économica.
- United Nations. 2018. *The World's Cities in 2018: Data Booklet*. Statistical Papers - United Nations (Ser. A), Population and Vital Statistics Report. UN. <https://doi.org/10.18356/c93f4dc6-en>.
- Vacher, Hélène. 2019. « From “Mise En Valeur” to Cooperation – Ponts-et-Chaussées Engineers Overseas and the Rise of Planning Expertise in the Twentieth Century ». *Planning Perspectives* 34 (1): 91-113. <https://doi.org/10.1080/02665433.2017.1352476>.
- Van den Brink, Rogier, et Jean-Paul Chavas. 1997. « The microeconomics of an indigenous African institution: the rotating savings and credit association. » *Economic development and cultural change* 45 (4): 745-72.
- Vasconcelos, Osia Alexandrina. 2018. « Finances solidaires en France et au Brésil : le rôle des initiatives citoyennes dans le développement de l'économie solidaire au-delà de la dimension financière. » Thèse en Sciences ed Gestion, Conservatoire national des arts et métiers - CNAM; Universidade Federal da Bahia. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02124469/document>.
- Veiga, José Eli da. 2003. *Cidades imaginárias: o Brasil é menos urbano do que se calcula*. 2<sup>e</sup> éd. Autores Associados.
- . 2004. « A dimensão rural do Brasil. » *Estudos Sociedade e Agricultura, Rio de Janeiro* 12 (1): 71-94.
- Veltz, Pierre. 2009. *Mondialisation, villes et territoires: l'économie d'archipel*. Paris: Presses univ. de France.
- Viner, Jacob. 1953. *International Trade and Economic Development*. Clarendon Press. Oxford.
- Vining, Rutledge. 1948. « The Region as an Economic Entity and Certain Variations to be observed in the Study of Systems of Regions ». *American Economic Review*, Papers and Proceedings of the Sixty-first Annual Meeting of the American Economic Association, .
- Vlados, Charis Michael, Nikolaos Deniozos, Demosthenes Chatzinikolaou, et Michail Demertzis. 2018. « Towards an Evolutionary Understanding of the Current Global Socio-economic Crisis and Restructuring: From a Conjunctural to a Structural and Evolutionary Perspective ». *Research in World Economy* 9 (1): 15. <https://doi.org/10.5430/rwe.v9n1p15>.
- Vollet, Dominique. 1998. « Estimating the Direct and Indirect Impact of Residential and Recreational Functions on Rural Areas: An Application to Five Small Areas of France ». *European Review of Agricultural Economics* 25 (4): 528-49. <https://doi.org/10.1093/erae/25.4.528>.
- Vollet, Dominique, Francis Aubert, Quentin Frère, Denis Lépiciier, et Stéphanie Truchet. 2018. « The Importance of Integrating Supply-Side Factors in Economic Base Models ». *Growth and Change* 49 (1): 203-22. <https://doi.org/10.1111/grow.12223>.
- Volpini, Lorena. 2017. « A rede CAMMPI: cidadania e política do espaço na Península de Itapagipe. Uma etnografia do fazer cidade em Salvador ». Thèse de Doctorat, Salvador.
- Von Thünen, J.H. 1826. *Der Isolierte Staat in Beziehung auf Lahnwirtschaft und Nationaloekonomie*. 1921<sup>e</sup> éd. Jena.
- Wallerstein, Immanuel. 1974. « The Rise and Future Demise of the World Capitalist System: Concepts for Comparative Analysis ». *Comparative Studies in Society and History* 16 (4): 387-415. <https://doi.org/10.1017/S0010417500007520>.
- Waltenberg, Fabio, Damia Abchiche, Rodrigo Silva, Roberta Costa, Fernando Freitas, Andrea Gama, João Lima, et Jessica Silva. 2021. « Monnaie sociale, revenu de base renforcé et prestations d'urgence aux travailleurs: Analyse préliminaire des politiques innovatrices mises en place à Maricá au Brésil pendant la crise de la COVID-19. » In *Covid-19 : Impacts économiques et sociaux, politiques de riposte et stratégies de résilience.*, 136-54. La francophonie économique 4.
- Ward, Bernie, et Julie Lewis. 2002. *Plugging the Leaks: Making the Most of Every Pound That Enters Your Local Economy*. New Economic Foundation. London: New Economics Foundation.
- Waring, Marilyn. 1999. *Counting for nothing: what men value and what women are worth*. 2nd ed. Toronto ; Buffalo: University of Toronto Press.
- Waters, Edward C., Bruce A. Weber, et David W. Holland. 1999. « The Role of Agriculture in Oregon's Economic Base: Findings from a Social Accounting Matrix ». *Journal of Agricultural and Resource Economics* 24 (1): 266-80.
- Weaver, Clyde. 1978. « Regional Theory and Regionalism: Towards Rethinking the Regional Question ». *Geoforum* 9 (6): 397-413. [https://doi.org/10.1016/0016-7185\(78\)90015-5](https://doi.org/10.1016/0016-7185(78)90015-5).
- Weber, Alfred. 1909. *Über den Standort der Industrien*. Tübingen: J.C.B. Mohr. Trad, Anglaise (1929-1957): *The Theory of the location of industries*. Chicago: Chicago University Press.

- . 2002. « De la localisation industrielle. Première partie : la théorie pure de la localisation. (Avant-propos de 1909 et introduction) Concerning Location of Industries, part one: the pure theory of location. (Foreword of 1909 and introduction) ». *Géographie Économie Société* 4 (3): 363-76. [https://doi.org/10.1016/S1295-926X\(02\)00024-2](https://doi.org/10.1016/S1295-926X(02)00024-2).
- Weber, Max. 2006. *Sociologie de la religion: économie et société*. Champs 718. Paris: Flammarion.
- Weimer, Arthur M., et Homer Hoyt. 1939. *Principles of Urban Real Estate*. New York: Ronald Press Company.
- . 1948. *Principles of Urban Real Estate*. Rev. ed. New York: Ronald Press Company.
- Werner, Marion. 2012. « Contesting Power/Knowledge in Economic Geography: Learning from Latin America and the Caribbean ». In *The Wiley-Blackwell Companion to Economic Geography*, édité par Trevor J. Barnes, Jamie Peck, et Eric Sheppard, 132-45. Chichester, UK: John Wiley & Sons, Ltd. <https://doi.org/10.1002/9781118384497.ch8>.
- Widerquist, Karl. 2019. « Three Waves of Basic Income Support, Exploring the Basic Income Guarantee ». In *The Palgrave International Handbook of Basic Income*, édité par Malcolm Torry, 31-44. Exploring the Basic Income Guarantee. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-23614-4>.
- Williams, Colin C. 1996. « Local purchasing schemes and rural development: an evaluation of local exchange and trading systems (LETS) ». *Journal of Rural Studies* 12 (3): 231-44.
- Williams, Colin C., et Alvaro Martinez-Perez. 2014. « Why Do Consumers Purchase Goods and Services in the Informal Economy? » *Journal of Business Research* 67 (5): 802-6. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2013.11.048>.
- Woodroffe, Neil P. 1994. « Geographical Economics or Economic Geography? » *Journal of Geography in Higher Education* 18 (1): 98-105. <https://doi.org/10.1080/03098269408709243>.
- Woodward, David, et Andrew Simms. 2006. « Growth isn't working. The unbalanced distribution of benefits and costs from economic growth. » Londres: NEF - New Economic Foundation.
- World Bank. 2005. *World Development Report 2006: Equity and Development*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-6249-5>.
- . 2006. *World development report 2006: equity and development*. Washington, DC: World Bank.
- , éd. 2009. *Reshaping Economic Geography*. World Development Report, 31.2009. Washington, DC: World Bank.
- . 2011. « Industrial Clusters and Micro and Small Enterprises in Africa ».
- Yagi, Kiichirō, éd. 2013. *Crises of Global Economies and the Future of Capitalism: Reviving Marxian Crisis Theory*. Routledge Studies in the Modern World Economy 110. London: Routledge.
- Young, Robert. 1990. *White mythologies: writing history and the West*. London ; New York: Routledge.
- Zouain, Deborah Moraes, et Francisco Marcelo Barone. 2007. « Excertos sobre política pública de acesso ao crédito como ferramenta de combate à pobreza e inclusão social: o microcrédito na era FHC ». *Revista de Administração Pública* 41 (2): 369-80. <https://doi.org/10.1590/S0034-76122007000200010>.

# Table des Matières

Remerciements.....	iv
<b>Avant-propos .....</b>	<b>vi</b>
Aux origines de ce sujet de thèse .....	vi
Financements et terrains de recherche .....	vi
Logiciels et fonds de cartes.....	vii
Sigles et acronymes .....	vii
<b>Sommaire .....</b>	<b>viii</b>
<b>Introduction générale.....</b>	<b>1</b>
Les limites des approches mainstream du développement économique territorial .....	3
« Décentrer » le regard pour dévoiler la partie invisibilisée du développement territorial.....	7
Questions et hypothèses de recherche .....	10
Outillage théorique.....	13
Terrains et Méthodes .....	15
Plan de la thèse.....	17
.....	
<b>Première Partie. Au-delà des approches du développement productif ancrées dans les Nord : vers un « Southern Turn » pour la Science Régionale ? .....</b>	<b>19</b>
Introduction de la Première Partie .....	20
<b>Chapitre 1. Etudier et spatialiser le développement économique depuis les Nord : une démarche avant tout productive.....</b>	<b>23</b>
1. Le « paradigme » du développement économique : de la croissance à tout prix au développement durable.....	24
1.1 Avant (et avec) le développement : le progrès matériel, la modernisation et la colonisation. 25	
1.1.1 La foi dans l'industrialisation.....	25
1.1.2 Les prémices du développement économique et le rôle crucial du discours colonial .....	27
1.2. L'affirmation du paradigme développementaliste sur la scène internationale .....	30
1.2.1 Le contexte historique de l'émergence du « développementalisme » .....	30
1.2.2 L'économie du développement : plus qu'un corpus hétérogène, un terrain de débat ....	32
1.2.3 Vers un « autre » développement ?.....	38
2. « Spatialiser » le développement : la science régionale, au croisement entre économie du développement et géographie .....	44
2.1. L'espace oublié ?.....	46
2.1.1 Des préclassiques à l'affirmation de l'Etat-Nation .....	46
2.1.2 L'effacement de la distance et ses exceptions.....	47

2.1.3 L'espace comme élément perturbateur de l'équilibre néoclassique .....	48
2.2 Modéliser l'économie à l'échelle infranationale : l'espace abstrait .....	50
2.2.1 Le tournant des années 1950 : l'émergence de la science régionale .....	50
2.2.2 La crise des années 1990 et les pistes de renouveau .....	53
2.2.3 La Nouvelle économie géographique et ses limites .....	54
2.3 Le développement territorial : au-delà d'une vision générique de l'espace et de ses ressources .....	57
Conclusion du chapitre 1 .....	64
<b>Chapitre 2. Apprendre à « décentrer le regard » sur le développement des territoires : au-delà de la modernité et de l'économie marchande.....</b>	<b>65</b>
1. « Décentrer » le développement : une question de désapprentissage de la modernité .....	67
1.1 Les Suds : de leur « création » par les Nords à la revendication de leur « centralité » .....	67
1.1.1. Diviser le monde : une hiérarchisation en fonction du degré de « modernité » ?.....	68
1.1.2. Le clivage Nords-Suds : une question avant tout d'asymétrie de pouvoir .....	69
1.2. Les approches postcoloniales et décoloniales : origines et principaux apports.....	71
1.2.1 Les études postcoloniales et la silenciation des subalternes .....	73
1.2.2 Les études décoloniales et la rupture avec la modernité .....	76
1.2.3. Postcoloniser et décoloniser : une question de justice épistémique .....	78
2. « Décentrer » les approches territoriales du développement à partir de la diversité des économies et de leurs composantes non marchandes .....	80
2.1 Un tournant vers les Suds pour les études urbaines et régionales : vers des villes et territoires « ordinaires » ? .....	82
2.1.1 La colonialité implicite dans l'aménagement et les études urbaines.....	82
2.1.2. L'« ordinarité » des villes et de leurs liens avec l'extérieur.....	86
2.2 Au-delà de l'économie marchande : pour une prise en compte de la complexité des socio-économies territoriales.....	91
2.2.1. Au-delà de la production et de l'économie formelle .....	92
2.2.2 Diversité des économies territoriales : leçons à tirer par la science régionale .....	97
Conclusion du Chapitre 2.....	101
<b>Chapitre 3. La théorie de la base économique : au-delà de la production, la captation et la circulation de la richesse .....</b>	<b>102</b>
1. La théorie de la base « exportatrice » : des revenus aux emplois.....	103
1.1 Aux origines de la théorie de la base : la distinction entre « fondateurs » et « remplisseurs » des villes.....	104
1.2 Les premières applications quantitatives et l'affirmation des approches en termes d'emplois .....	106
1.3. Les principales controverses et le déclin de la théorie .....	110

1.3.1 L'identification de la base .....	111
1.3.2 Débats sur le rôle passif ou moteur du secteur domestique .....	113
2. La théorie de la base « économique » : des emplois aux revenus .....	116
2.1 Elargir la base économique : au-delà de la production pour l'exportation .....	118
2.2 Le secteur domestique : un moteur du développement à part entière ? .....	123
2.2.1. Circulation locale des revenus et développement territorial : un lien établi mais peu enquêté .....	124
2.2.2 Vers une « base de consommation » ? .....	126
Conclusion du Chapitre 3 .....	131
Conclusion de la Première Partie .....	133
.....	
<b>Deuxième Partie. « Décentrer » la théorie de la base économique : enrichir le modèle à partir du cas brésilien .....</b>	<b>135</b>
Introduction de la Deuxième Partie .....	136
<b>Chapitre 4. Le Brésil, ses inégalités et ses « paradoxes » : de l'importance d'aller au-delà des indicateurs de production .....</b>	<b>139</b>
1. Le PIB : un indicateur (très) approximatif des emplois et des inégalités de revenus .....	143
1.1. L'inégale répartition géographique du PIB .....	143
1.2 Le PIB : un mauvais « proxy » des revenus et de leur répartition .....	147
1.3 Le PIB : un mauvais « proxy » des emplois .....	154
2. Les flux de revenus : une mesure plus complète des dynamiques socio-économiques territoriales ? .....	162
2.1 La déconnexion entre emplois et revenus : de la pluralité des flux de richesses territoriaux	162
2.1.1. Les salaires : une source de revenus parmi d'autres .....	163
2.1.2 Le travail non rémunéré en argent : de l'importance des revenus non monétaires .....	166
2.1.3 Les transferts et les retraites : des sources de revenus incontournables et des vecteurs de la réduction des inégalités .....	171
2.2. L'attractivité résidentielle des territoires : au-delà des enjeux de production ? .....	179
2.2.1 Productivité territoriale et immigration : un lien de moins en moins avéré .....	179
2.2.2. L'attractivité des villes petites et moyennes : un enjeu de qualité de vie ? .....	181
Conclusion du Chapitre 4 .....	186
<b>Chapitre 5. « Décentrer » la théorie de la base économique : l'intégration dans le modèle de l'informalité, des solidarités privées et des pratiques non-monétaires .....</b>	<b>188</b>
1. La théorie de la base économique dans les Suds : applications et limites .....	190
2. Elargir la théorie de la base depuis les Suds : une proposition de méthodologie quantitative .....	196
2.1. L'échelle d'analyse choisie : les Régions géographiques immédiates (Rgi) .....	199
2.2 Méthodologie d'estimation des revenus des ménages 2017-2018 .....	203

2.2.1. Harmonisation des données du recensement et des données de la POF.....	203
2.2.2 Ventilation des revenus de la POF par commune et par tranche de revenu. ....	204
2.3 Revenus des emplois : désagrégation en revenus basiques, domestiques et publics.....	206
2.4 Les revenus du tourisme.....	209
2.4.1 Demande touristique internationale .....	209
2.4.2 Demande touristique domestique .....	209
2.4.3 Dépenses touristiques pour chaque région géographique immédiate .....	210
2.5 Les flux de revenus non issus du travail .....	210
2.6 Revenus basiques et revenus domestiques dans le modèle « décentré ».....	210
Conclusion du Chapitre 5.....	217
<b>Chapitre 6. Appliquer la théorie de la base décentrée : le cas du Brésil .....</b>	<b>219</b>
1. Une application aux Unités Fédératives.....	221
1.1. Les flux de richesse et les effets multiplicateurs à l'échelle des 27 Unités Fédératives.....	222
1.2. La base économique des Unités Fédératives .....	224
1.3 Les revenus domestiques des Unités Fédératives .....	228
2. Une application aux régions géographiques immédiates brésiliennes .....	231
2.1. Les moteurs du développement des régions géographiques immédiates : proposition de deux typologies .....	231
2.1.1 Les revenus basiques par habitant : une typologie des Rgi en fonction des montants captés de l'extérieur et de leurs principales sources .....	232
2.1.2 Une typologie des Rgi en fonction de la composition de leur base économique .....	242
2.2. Les revenus domestiques des régions géographiques immédiates .....	249
2.2.1 Les revenus domestiques par habitant .....	249
2.2.2 La composition des revenus domestiques .....	252
2.3 Les effets multiplicateurs.....	256
2.4 Les écarts avec la méthode « Nords » : le dévoilement de la partie immergée de l'iceberg des économies territoriales.....	262
3. Une méthode « monographique » destinée aux acteurs et actrices locaux .....	265
Conclusion du Chapitre 6.....	269
Conclusion de la Partie II.....	271
.....	
<b>Troisième Partie. La rétention et circulation de la richesse : un enjeu crucial pour le développement des territoires .....</b>	<b>273</b>
Introduction de la Troisième partie .....	274
<b>Chapitre 7. Innover dans la rétention des richesses : cadrage théorique et exemples brésiliens.....</b>	<b>277</b>
1. Des innovations sociotechniques à l'approche latino-américaine de la « tecnologia social » .....	278
1.1. Les innovations sociales : au-delà des approches technocratiques .....	278



1.2. La tecnologia social : ou comment décentrer le concept d'innovation .....	282
2. Incuber des territoires solidaires : une innovation brésilienne.....	286
2.1 L'« incubation technologique » de coopératives populaires et d'économie solidaire .....	286
2.1.1. L'Incubation technologique de coopératives populaires .....	287
2.1.2 L'incubation « territoriale » ou l'Incubation technologique de réseaux locaux d'économie solidaire .....	290
2.2 Les Finances solidaires et les Banques communautaires de développement.....	296
2.2.1 Origines et définition des Finances solidaires .....	297
2.2.2 Panorama des finances solidaires au Brésil .....	300
2.2.3 Les Banques communautaires de développement .....	305
Conclusion du Chapitre 7 .....	314
<b>Chapitre 8. Terrains étudiés et méthodologie de recherche qualitative .....</b>	<b>316</b>
1. Méthodologie et choix des terrains de recherche .....	316
2. Les terrains de recherche et leurs trajectoires socio-économiques .....	320
2.1 Matarandiba (Vera Cruz, Etat de Bahia) et le Réseau Ecosmar.....	321
2.1.1. Trajectoire historique et Caractéristiques sociodémographiques .....	323
2.1.2 La vie associative et le processus d'incubation : le « Réseau Ecosmar » .....	330
2.2 Les « Inondés » du Bairro do Uruguai (Salvador, Etat de Bahia) et le <i>Conjunto Santa Luzia</i> ..	336
2.2.1 Caractéristiques sociodémographiques du bairro do Uruguai et trajectoire historique de la région « dos Alagados » .....	339
2.2.2 La vie associative et le processus d'incubation : le réseau du « Conjunto Santa Luzia »	345
2.3 São João do Arraial (Piauí) et le <i>Centro Cocais</i> .....	352
2.3.1 Trajectoire historique et caractéristiques socio-économiques .....	354
2.3.2 Vie politique et associative et processus d'implantation de la BCD dos Cocais .....	357
Conclusion du Chapitre 8.....	363
<b>Chapitre 9. Le développement des territoires : ré-encastrent l'économie dans le social ?.....</b>	<b>365</b>
1. Les modèles de captation et de rétention de richesse .....	367
1.1. Matarandiba .....	367
1.2. Bairro do Uruguai (Salvador).....	371
1.3. São João do Arraial.....	374
2. Entre leviers d'actions à activer et difficultés à surmonter : comment réussir une « incubation territoriale » ?.....	377
2.1. Points communs et leviers d'actions.....	378
2.2. Contraintes et défis.....	384
3. « Nem tudo é dinheiro » - Tout n'est pas de l'argent .....	386
3.1. Au-delà des revenus monétaires .....	386

3.2 Retenir et attirer les personnes (non seulement leurs revenus) .....	390
3.3 « Empoderar » les communautés à travers l'économie solidaire .....	396
4. Développement territorial, économie substantive et solidarités en temps de crises et au-delà.	403
4.1 Les RLES et l'économie substantive à l'épreuve de la crise du Covid-19 .....	405
4.2 Maricá et le revenu de base en monnaie sociale : « Just give money to the poor » ? .....	411
Conclusion du Chapitre 9 .....	420
Conclusion de la Partie III.....	422
.....	
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>424</b>
Principaux résultats .....	426
Limites et perspectives de recherche .....	431
.....	
<b>Bibliographie.....</b>	<b>434</b>
<b>Table des Matières.....</b>	<b>468</b>
<b>Table des Cartes.....</b>	<b>474</b>
<b>Table des Figures .....</b>	<b>476</b>
<b>Table des Tableaux.....</b>	<b>479</b>
<b>Table des Annexes .....</b>	<b>480</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>481</b>

## Table des Cartes

<i>Carte 1. Villes où se sont déroulés les entretiens .....</i>	<i>17</i>
<i>Carte 2. Unités Fédératives et Grandes régions .....</i>	<i>139</i>
<i>Carte 3. Densité de la population par municipalité et pourcentage de la population de chaque UF au sein des capitales respectives, 2021 .....</i>	<i>141</i>
<i>Carte 4. PIB et PIB par habitant (en PPA). Unités Fédératives, 2019. ....</i>	<i>144</i>
<i>Carte 5. PIB et PIB par habitant (en PPA). Municipalités, 2019 .....</i>	<i>144</i>
<i>Carte 6. La concentration du PIB brésilien, par municipalité. 2019 .....</i>	<i>145</i>
<i>Carte 7. Dix premières villes en fonction du PIB par habitant, 2019 .....</i>	<i>146</i>
<i>Carte 8. Niveaux de revenus, pauvreté richesse monétaires. UF et Capitales, 2019. ....</i>	<i>148</i>
<i>Carte 9. Indice de Gini, par UF et Grande Région. 2019. ....</i>	<i>151</i>
<i>Carte 10. Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, par municipalité (2010) et UF (2019) .....</i>	<i>152</i>
<i>Carte 11. Composante principale de la VAB, par municipalité. ....</i>	<i>156</i>
<i>Carte 12. Première source d'emplois, par municipalité. ....</i>	<i>156</i>
<i>Carte 13. VAB et emplois dans le secteur primaire (%) .....</i>	<i>158</i>
<i>Carte 14. Pourcentage d'emplois informels, par municipalité. 2010. ....</i>	<i>161</i>
<i>Carte 15. Part des salaires dans les revenus des ménages. ....</i>	<i>166</i>
<i>Carte 16. Population occupée dans des activités non rémunérées en argent, 2010 .....</i>	<i>167</i>
<i>Carte 17. Production pour l'autoconsommation .....</i>	<i>168</i>
<i>Carte 18. Revenus non monétaires, par UF. 2017-2018. ....</i>	<i>170</i>
<i>Carte 19. Retraites et pensions, par municipalité, 2019 .....</i>	<i>173</i>
<i>Carte 20. Ménages bénéficiaires des principaux transferts sociaux fédéraux .....</i>	<i>175</i>
<i>Carte 21. Bolsa Família, par municipalité, 2019. ....</i>	<i>176</i>
<i>Carte 22. Taux de croissance annuel moyen par municipalité (2010-2021) .....</i>	<i>183</i>
<i>Carte 23. Hiérarchie urbaine et régions d'influence des métropoles, 2018. ....</i>	<i>200</i>
<i>Carte 24. Régions géographiques immédiates et intermédiaires .....</i>	<i>201</i>
<i>Carte 25. Flux de revenus selon la théorie de la base décentralisée, en millions PPA, par UF ; 2017-2018 .....</i>	<i>222</i>
<i>Carte 26 Revenus basiques et domestiques en PPA par habitant. 2017-2018 .....</i>	<i>223</i>
<i>Carte 27. Multiplicateur de la base économique des UF, 2017-2018. ....</i>	<i>224</i>
<i>Carte 28. Composition des bases économiques, pour chaque UF ; 2017-2018 .....</i>	<i>225</i>
<i>Carte 29. Les composantes de la base résidentielle, en millions PPA et en PPA par habitant, par UF ; 2017-2018 .....</i>	<i>227</i>
<i>Carte 30. Composition des revenus domestiques, pour chaque UF; 2017-2018 .....</i>	<i>229</i>
<i>Carte 31. Revenus captés par les Rgi brésiliennes, en millions de \$ PPA ; 2017-2018. ....</i>	<i>232</i>
<i>Carte 32. Revenus captés par les Rgi brésiliennes, en \$ PPA par habitants; 2017-2018 .....</i>	<i>233</i>
<i>Carte 33. Classification des Rgi, en fonction des revenus basiques captés par habitant ; 2017-2018. ....</i>	<i>236</i>
<i>Carte 34. Classification des Rgi, en fonction de la composition de leurs bases économiques ; 2017-2018. ....</i>	<i>243</i>
<i>Carte 35. Revenus domestiques des Rgi brésiliennes, en \$ PPA par habitants; 2017-2018. ....</i>	<i>250</i>
<i>Carte 36. Multiplicateur de la base, calculé selon la théorie de la base décentralisée ; Rgi brésiliennes, 2017-2018</i>	<i>259</i>

<i>Carte 37. Part des revenus basiques et domestiques des Rgi calculée par la théorie de la base « Nords », par rapport à la version décentrée ; 2017-2018.....</i>	<i>263</i>
<i>Carte 38. Multiplicateur de la base des Rgi brésiliennes, calculé utilisant la version Nords de la théorie, 2017-2018 .....</i>	<i>264</i>
<i>Carte 39. Poids des bases productives privées (formelle + informelle) sur le total des bases économiques, en pourcentage ; Rgi, 2017-2018 .....</i>	<i>266</i>
<i>Carte 40. Localisation des terrains de recherche .....</i>	<i>317</i>
<i>Carte 41. Itaparica et Vera Cruz : principales subdivisions administratives et infrastructures de transport.....</i>	<i>321</i>
<i>Carte 42. Image aérienne de la portion de la Baie de Tous les Saints où se situe Matarandiba, avec un zoom sur l'île .....</i>	<i>322</i>
<i>Carte 43. Arrondissements (Prefeituras) et quartiers (bairros) de Salvador/BA et localisation du Bairro do Uruguai. ....</i>	<i>338</i>
<i>Carte 44. Le bairro do Uruguai et ses "aglomerados subnormais" .....</i>	<i>339</i>
<i>Carte 45. Evolution de l'urbanisation dans la Peninsule d'Itapagipe.....</i>	<i>342</i>
<i>Carte 46. Le Conjunto Santa Luzia et ses acteurs clés.....</i>	<i>346</i>
<i>Carte 47. Centre « urbain » (encadré) et population estimée (2021) de São João do Arraial et des villes environnantes.....</i>	<i>352</i>
<i>Carte 48. Territoires de développement du Piauí, localisation de São João do Arraial et de la capitale.....</i>	<i>353</i>

## Table des Figures

Figure 1. « The iceberg » _____	8
Figure 2. Temps (en minutes) consacré quotidiennement au travail de soin non rémunéré, au travail rémunéré et au travail total - par sexe, aire géographique et groupe de revenu du pays _____	9
Figure 3. La théorie de la base revue par Davezies (2003) _____	121
Figure 4. La théorie de la base renouvelée ou élargie _____	122
Figure 5. Evolution de la population brésilienne _____	140
Figure 6. Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant. Brésil, 1961-2020 _____	143
Figure 7. Distribution de la population en fonction du revenu des ménages per capita ; Brésil et Grandes régions _____	149
Figure 8. Corrélation entre PIB/habitant et revenu moyen des ménages per capita pour chaque municipalité* _____	149
Figure 9. Corrélation entre PIB/habitant et revenu moyen per capita des ménages pour les capitales des UF. 2019. _____	150
Figure 10. Evolution de la valeur ajoutée (millions de R\$) et de sa composition (%). Brésil, 2001-2019. _____	155
Figure 11. Travailleurs formels et informels (en milliers de personnes), par secteur d'activité. Brésil, 2019 _____	161
Figure 12. Composition des revenus des ménages. Brésil, 2017-2018. _____	162
Figure 13. Evolution du salaire minimum, 1996-2002 _____	163
Figure 14. Revenu mensuel (R\$) issu du travail principal, en fonction du sexe et de la couleur de la peau. Brésil 2019. _____	164
Figure 15. Revenu moyen issu du travail principal, par type d'emploi (formel ou informel), en fonction du sexe et de la couleur de la peau. _____	165
Figure 16. Niveaux d'éducation formelle ; Brésil et Grandes régions, 2019 _____	165
Figure 17. Pourcentage de la population (âgée de 14 ans ou plus) effectuant des activités non rémunérées _____	167
Figure 18. Nombre d'heures par semaine dédiées au travail non rémunéré, par type d'activité _____	168
Figure 19. Compositions des revenus monétaires des ménages brésiliens. 2019. _____	171
Figure 20. Compositions du revenu monétaire moyen des ménages per capita, hors revenu du travail _____	172
Figure 21. Revenu mensuel moyen des personnes ayant un revenu, par source de revenu ; 2019 _____	172
Figure 22. Part de la population vivant en dessous des seuils de pauvreté. Brésil, 1981-2019 _____	177
Figure 23. Evolution de l'Indice de Gini ; Brésil, 1981-2019 _____	177
Figure 24. Bolsa Família. Valeurs octroyées et familles bénéficiaires par mois. Brésil, 2004-2020. _____	178
Figure 25. Indice d'efficacité migratoires, par UF, pour les périodes 1995-2000 et 2005-2010 _____	181
Figure 26. Moyenne du taux annuel moyen de croissance de la population résidente, selon la taille des municipalités _____	182
Figure 27. Nombre de municipalités, classées en fonction de leur taille (2010) ; taux annuel de croissance démographique pour la période 2010/2021 _____	183
Figure 28. Le modèle "décentré" de la théorie de la base économique _____	212
Figure 29. Composition moyenne des bases économiques des UF, par Grande Région ; 2017-2018. _____	225
Figure 30. Composition moyenne des revenus domestiques des UF, par Grande Région ; 2017-2018. _____	229
Figure 31. Composition moyenne de la base économique des Rgi, regroupées par Grande Région ; 2017-2018 _____	242

Figure 32. Composition moyenne (%) du secteur domestique des Rgi, regroupées par Grandes régions ; 2017-2018	252
Figure 33. Relation entre les revenus basiques et domestiques des Rgi brésiliennes, 2017-2018	257
Figure 34. Corrélation entre les revenus basiques et domestiques par habitant, les revenus monétaires des ménages per capita et le taux de pauvreté monétaire (< 1/2 SM per capita) dans les Rgi.	257
Figure 35. Composition moyenne des flux de revenus des Rgi du Amazonas (Nord)	266
Figure 36. Composition moyenne des flux de revenus des Rgi de São Paulo (Sud-est)	267
Figure 37. Aux origines du concept de tecnologia social	283
Figure 38. Les « innovations discrètes »	284
Figure 39. Le RLES : un réseau mixte (territorial et extra-territorial)	295
Figure 40. Panorama des microfinances au Brésil	301
Figure 41. Conjunto Palmeira avant son urbanisation grâce à l'auto-organisation de ses habitants	306
Figure 42. Institut Banco Palmas	309
Figure 43. Photocopie recto-verso de la première version du « Palmacard »	307
Figure 44. Monnaie en format papier (5 Palmas) et carte de crédit E-dinheiro	308
Figure 45. Banques Communautaires de Développement par municipalité, 2021	310
Figure 46. Poste de contrôle à l'entrée de la vila de Matarandiba	325
Figure 47. Maisons au cœur de la vila de Matarandiba	326
Figure 48. Minibus coopératif qui relie Matarandiba à Mar Grande	326
Figure 49. Population majeure (%), par tranches de revenu ; Matarandiba, 2020	327
Figure 50. Activité principale des habitants (en % de la pop. ayant une activité), Matarandiba, 2019-2020	327
Figure 51. Activité principale et activités complémentaires de la population occupée, Matarandiba 2019-2020	328
Figure 52. Pêcheurs au coucher du soleil (gauche) et bateaux pour la pêche artisanale (droite)	329
Figure 53. Maison avec affiche « Vende-se geladinho » (on vend des glaces)	329
Figure 54. Acteurs du CAES du Réseau Ecosmar, Matarandiba	332
Figure 55. Siège de l'ASCOMA	333
Figure 56. Siège de l'ASCOMAT, Matarandiba	334
Figure 57. Carte exposée dans le "Point de culture", représentant les festivités de Matarandiba	334
Figure 58. Siège de la BCD Ilhamar, Matarandiba.	334
Figure 59. Une « Concha » (monnaie locale de Matarandiba), équivalente à un réal	334
Figure 60. Image aérienne de la Peninsule d'Itapagipe	338
Figure 61. Ménages (%) en fonction du revenu de la personne responsable du ménage; bairro do Uruguai, 2010	340
Figure 62. Alagados, Salvador (années 1970)	341
Figure 63. Vue de la rue d'Uruguai, prise du portail	344
Figure 64. CAES du Bairro do Uruguai	347
Figure 65. Ecole communautaire Luiza Mahin	348
Figure 66. "Umoja" : monnaie locale du bairro do Uruguai	350
Figure 67. Façade de la BCD Santa Luzia	351

Figure 68. Réunion avec des membres de l'Association des Habitants et des bénéficiaires d'emprunts, dans le bureau de la BCD Santa Luzia	351
Figure 69. Quebradeira de coco babaçu	353
Figure 70. Chapelle dédiée à Sean Jean Baptiste, Taboca, 1997 (VHS de la famille Augusto Rocha).	354
Figure 71. Eglise dédiée à Saint Jean Baptiste,	354
Figure 72. Revenu moyen et médian per capita des ménages (en R\$), 2010	355
Figure 73. Distribution des ménages en fonction de leur revenu moyen per capita (% du total des ménages), 2010	355
Figure 74. Population occupée, âgée de 10 ans ou plus, par type d'occupation	356
Figure 75. CAES de São João do Arraial	360
Figure 76. Entrée du Centre COCAIS, avec une exposition d'échantillons de produits locaux	360
Figure 77. Banque Communautaire dos Cocais	360
Figure 78. Le "Cocal": la monnaie sociale de São João do Arraial	361
Figure 79. Avenue Vicente Augusto (centre-ville de São João do Arraial) : à gauche, en 1997, à droite, en 2019	362
Figure 80. Le RLES de Matarandiba (Réseau Ecosmar)	368
Figure 81. Présence moyenne de "veranistas" au fil de l'année ; Matarandiba, 2019-2020	369
Figure 82. RLES du Bairro do Uruguai (Salvador)	372
Figure 83. RLES de São João do Arraial	374
Figure 84. Matrice d'évaluation de l'utilité sociale	402
Figure 85. Façade du siège de la Banque Mumbuca	412
Figure 86. Monnaie sociale électronique « Mumbuca »	412
Figure 87. Principales évolutions de la Banque Communautaire Populaire de Maricá (2013-2023)	414
Figure 88. Classification urbain-rural de l'IBGE (2017)	485
Figure 89. Programmation hebdomadaire de la radio communautaire.	516
Figure 90. Pépinière située à l'arrière de l'ASCOMA	517
Figure 91. Logo du ViverTur	517
Figure 92. Panneau de sensibilisation pour les touristes : « La plage est à nous, les déchets à toi : ne pollue pas, évolue ! »	518
Figure 93. Samba de roda pendant un tour du VIVERTUR	518
Figure 94. Ostréiculture familiale	518
Figure 95. Logo du REPROTAI et de son projet de tourisme communautaire	523
Figure 96 Espace Culturel « Alagados »	523
Figure 97. EFA Cocais, terrains entourant l'école.	527
Figure 98. EFA COCAIS : local hébergeant les machines de transformation [à gauche] et pépinière [à droite]	527

## Table des Tableaux

Tableau 1. Une « Diverse Economy »	98
Tableau 2. VAB, emplois formels, emplois totaux. UF et Brésil, dernières données disponibles.	154
Tableau 3. Déconnexion entre VAB et emplois dans le secteur primaire	159
Tableau 4. Personnes de 14 ans ou plus, occupées dans la semaine de référence, selon le type d'emploi (formel-informel) et taux de chômage. 2012-2019, Brésil.	160
Tableau 5. Indice d'efficacité migratoire, 2010	180
Tableau 6. Décalage entre les tranches de revenus du recensement et celles de la POF	203
Tableau 7. Revenus mensuels des ménages dans l'Etat de Bahia	205
Tableau 8. Revue de la littérature : multiplicateurs d'emplois dans les Grandes Régions	221
Tableau 9. Valeurs moyennes, maximales et minimales des Bases par habitant des Rgi, par Grande Région (PPA/hab)	233
Tableau 10. Valeurs moyennes de la base économique par habitant pour l'ensemble des Rgi et par GR ; 2017-2018	235
Tableau 11. Bases économiques des Rgi du cluster 1, valeurs* moyennes et médianes en \$ PPA per capita	237
Tableau 12. Bases économiques des Rgi du cluster 2, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	238
Tableau 13. Bases économiques des Rgi du cluster 4, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	239
Tableau 14. Bases économiques des Rgi du cluster 4, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	240
Tableau 15. Bases économiques des Rgi du cluster A, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	244
Tableau 16. Bases économiques des Rgi du cluster B, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	245
Tableau 17. Bases économiques des Rgi du cluster C, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	246
Tableau 18. Bases économiques des Rgi du cluster D, valeurs moyennes et médianes en \$ PPA per capita	246
Tableau 19. Valeurs moyennes et médianes des revenus domestiques, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018	251
Tableau 20. Composition des revenus domestiques (en %) ; valeurs moyennes et médianes, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi ; 2017-2018	254
Tableau 21. Multiplicateur moyen pour chacun des clusters des deux typologies des Rgi brésiliennes ; 2017-2018	261
Tableau 22 . Liste des entretiens par terrain de recherche	319
Tableau 23. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Nazaré-Maragogipe, et valeurs médians et moyenn pour les Rgi brésiliennes et bahianaises, 2017-2018	322
Tableau 24. Suivi des emprunts de la BCD Ilhamar, 2008-2018	335
Tableau 25. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Salvador, et valeurs médians et moyenne pour les Rgi brésiliennes et bahianaises, 2017-2018	336
Tableau 26. Emprunts (n° et montants en R\$) octroyés par la BCD Santa Luzia	351
Tableau 27. Composition (%) de la base économique de la Rgi de Esperantina, et valeurs médians et moyenne pour les Rgi brésiliennes et du Piauí, 2017-2018	353
Tableau 28. Partenaires des BCD au sein du RLES	383
Tableau 29. Banco Mumbuca : quelques chiffres	417



## Table des Annexes

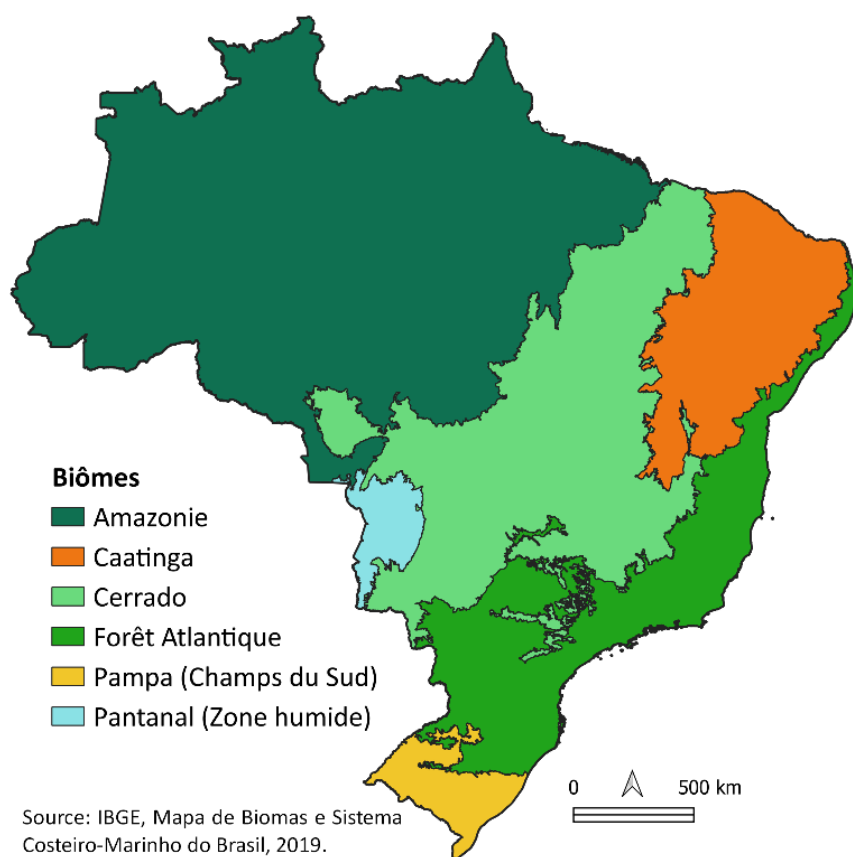
<i>Annexe 1. Répartition des biomes brésiliens</i> .....	482
<i>Annexe 2. Rural et urbain dans les statistiques : un découpage administratif plus qu'un style de vie</i> .....	483
<i>Annexe 3. Répartition de la population en fonction de la taille des municipalités</i> .....	486
<i>Annexe 4. Liste des entretiens effectués au Brésil</i> .....	487
<i>Annexe 5. Grille d'entretien à destination des structures d'appui au développement</i> .....	491
<i>Annexe 6. Bases de données utilisées</i> .....	493
<i>Annexe 7. Le REGIC 2018 : principales catégories de villes en fonction de leur place dans la hiérarchie urbaine</i>	495
<i>Annexe 8. POF 2017-2018 : revenus moyens des ménages brésiliens, par source et tranche de revenu des ménages</i> .....	497
<i>Annexe 9. Classification des secteurs d'activité de l'IBGE en basique et domestique</i> .....	498
<i>Annexe 10. Revenus basiques et domestiques des UF, en millions de \$ PPA, 2017-2018</i> .....	499
<i>Annexe 11. Revenus basiques et domestiques des UF, en \$ PPA per capita, 2017-2018</i> .....	500
<i>Annexe 12. Composition des revenus basiques et domestiques des UF, en % du total ; 2017-2018</i> .....	501
<i>Annexe 13. Bases économiques en \$ PPA par habitant, par Rgi, 2017-2018</i> .....	502
<i>Annexe 14. ACP, revenus captés par les Rgi, en \$ PPA par habitants</i> .....	503
<i>Annexe 15. Valeurs moyennes et médianes des bases économiques, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018</i> .....	504
<i>Annexe 16. Composition des bases économiques, pour chaque Rgi. 2017-2018</i> .....	505
<i>Annexe 17. ACP, revenus captés par les Rgi, en %</i> .....	506
<i>Annexe 18. Composition des bases économiques ; valeurs moyennes et médianes, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi ; 2017-2018</i> .....	507
<i>Annexe 19. Revenus domestiques des Rgi en \$ PPA, par source de revenu ; 2017-2018</i> .....	508
<i>Annexe 20. Composition des revenus domestiques des Rgi (en %) ; 2017-2018</i> .....	509
<i>Annexe 21. Composition moyenne des bases économiques des Rgi de chaque UF, selon la méthode nationale et selon la méthode monographique</i> .....	510
<i>Annexe 22. Composition des bases économiques (en %) des RGI, utilisant la méthode monographique ; 2017-2018</i> .....	511
<i>Annexe 23. Comparaison de la méthode nationale et de la méthode monographique : les composantes de la base productive exportatrice (%) ; 2017-2018</i> .....	512
<i>Annexe 24. Entretiens réalisés à Matarandiba</i> .....	513
<i>Annexe 25. Fonds captés par le réseau Ecosmar via des appels d'offre ou des prix</i> .....	515
<i>Annexe 26. Les acteurs du CAES du Réseau Ecosmar, Matarandiba</i> .....	516
<i>Annexe 27. Liste d'entretiens concernant le bairro do Uruguai</i> .....	521
<i>Annexe 28. Les acteurs socio-culturels du CAES du bairro do Uruguai, Salvador</i> .....	522
<i>Annexe 29. Entretiens concernant São João do Arraial</i> .....	524
<i>Annexe 30. Les acteurs du CAES de São João do Arraial</i> .....	526
<i>Annexe 31. Caractéristiques (milieu et taille de la population) des territoires où les BCD sont implantées (étude menée sur un échantillon de 47 BCD)</i> .....	531
<i>Annexe 32. Matrice d'autoévaluation réflexive</i> .....	532
<i>Annexe 33. Banques Municipales, nom de leurs monnaies et année de création</i> .....	533
<i>Annexe 34. Extraits D'entretiens, version originale</i> .....	534

---

## **ANNEXES**

---

## Annexe 1. Répartition des biomes brésiliens



## Annexe 2. Rural et urbain dans les statistiques : un découpage administratif plus qu'un style de vie

Au Brésil, la différence entre urbain et rural ne repose pas sur la densité de la population, sur le nombre d'habitantes et habitants des municipalités ou sur les activités économiques prédominantes. En effet, chaque municipalité peut être composée d'une partie urbaine (la *cidade*, littéralement « la cité ») et d'une partie rurale (le *campo*, littéralement « le champ »). Pour la Loi n. 311 du 02/03/1938, chaque municipalité a le droit d'établir la frontière entre urbain et rural au sein de son territoire, au travers d'une loi municipale qui définit les limites de la zone urbaine. La zone rurale est définie de manière résiduelle, comme l'ensemble du territoire qui ne rentre pas dans le périmètre urbain de la municipalité. Cette classification détermine aussi la fiscalité des différentes zones (Loi n. 5.172/1966) : dans les zones considérées comme urbaines, la municipalité récolte l'IPTU - *Imposto Predial e Territorial Urbano* (la taxe foncière urbaine), alors que les impôts récoltés en zone rurale rentrent dans les caisses de l'Etat Fédéral. L'IBGE, comme précisé dans le *Manual da base territorial* (2014), utilise aussi cette définition légale du rural et de l'urbain. Ainsi, une aire urbaine est une zone « interne au périmètre urbain, créée au travers d'une loi municipale, que ça soit pour des finalités fiscales ou d'aménagement territorial (...). En ce qui concerne les villes n'ayant pas défini la limite entre ces zones par une loi municipale, il faut établir un périmètre pour collecter les données du recensement, dont les limites doivent être approuvées officiellement par la préfecture en tant que « aire urbaine pour des fins statistiques » (IBGE 2014, p. 21). L'aire rurale est définie comme « celle qui n'a pas été incluse dans le périmètre urbain par la loi municipale. Elle se caractérise par une utilisation « rustica » (rurale) du sol, avec des grandes parcelles de terre et une faible densité démographique. Elle inclut les champs, les forêts, les parcelles, les pâturages, etc. ». (IBGE 2014, p. 22).

Une réflexion profonde est menée depuis une vingtaine d'années par certains auteurs et autrices (Bernardelli 2010; Endlich 2010; Veiga 2003; Abramovay 2003; Bitoun et al. 2017; Bezerra et Bacelar 2013), ainsi que par l'IBGE (2017). Un vaste débat scientifique, animé notamment par l'Institut Interaméricain de Coopération Agricole (IICA), propose de redéfinir les frontières entre urbain et rural en se basant sur une approche plus empirique (IICA 2013; 2017). Ainsi, Abramovay (2003, p. 13) a tenté d'identifier ces « attributs territoriaux qui définissent, conceptuellement, la ruralité »<sup>426</sup>, qui selon l'auteur seraient : « (i) un certain rapport à la nature (dans lequel la biodiversité et le paysage naturel apparaissent comme des atouts plutôt que des obstacles au développement) ; (ii) un certain rapport avec les villes (d'où provient une part croissante des revenus de la population rurale) ; (iii) un certain rapport entre les habitants (qui pourrait être défini par l'économie de proximité, par un ensemble de liens sociaux qui valorisent les relations directes de connaissance). »<sup>427</sup>.

<sup>426</sup> [Traduction libre] "os atributos territoriais que definem, conceitualmente, a ruralidade".

<sup>427</sup> [Traduction libre] "uma certa relação com a natureza (em que a biodiversidade e a paisagem natural aparecem como trunfos e não como obstáculos ao desenvolvimento) uma certa relação entre as cidades (de onde vem parte crescente das rendas das populações rurais) e uma certa relação dos habitantes entre si (que poderia ser definida pela economia da proximidade, por um conjunto de laços sociais que valorizam relações diretas de interconhecimento).

En 2017, l'IBGE a proposé une nouvelle catégorisation de l'urbain et du rural, qui devrait être utilisée lors du prochain recensement. Trois groupes de municipalités ont été définis, à savoir :

i) les municipalités à dominante urbaine, qui comprennent :

- les municipalités dont plus de 50 000 habitants se situent dans une zone à densité démographique élevée ;
- les municipalités comptant entre 25 000 et 50 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation supérieur à 50% ;
- les municipalités comptant entre 10 000 et 25 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, dont le degré d'urbanisation dépasse 75%. ;

ii) les municipalités intermédiaires, qui comprennent :

- les municipalités comptant entre 25 000 et 50 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation entre 25% et 50% ;
- les municipalités comptant entre 10 000 et 25 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation entre 50% et 75 ;
- les municipalités comptant entre 3 000 et 10 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation supérieur à 75% ;

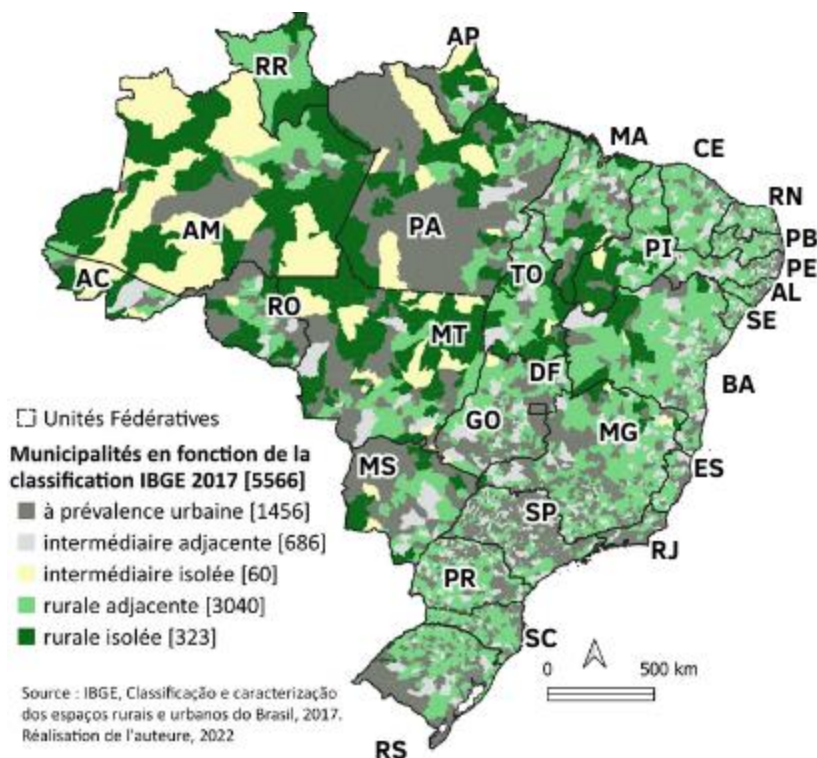
iii) les municipalités à dominante rurale, qui comprennent :

- les municipalités comptant entre 25 000 et 50 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation inférieur à 25% ;
- les municipalités comptant entre 10 000 et 25 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation inférieur à 50% ;
- les municipalités comptant entre 3 000 et 10 000 habitants dans des zones à densité démographique élevée, ayant un degré d'urbanisation inférieur à 75% .

Au sein des municipalités intermédiaires et rurales, l'IBGE fait une distinction ultérieure, en fonction de la distance qui les sépare d'autres villes ayant un rôle supérieur dans la hiérarchie urbaine. Ainsi, ces municipalités peuvent être « isolées » ou « adjacentes » (lorsqu'elles peuvent accéder aux services fournis par une ville proche). Les résultats de cette classification sont représentés dans la carte qui suit. Selon les calculs de l'IBGE (2017), 76,0% de la population brésilienne habite dans des municipalités à dominante urbaine, qui correspondent à environ un quart des municipalités du pays (26,0%). La plupart des municipalités (60,4%) a été classée comme étant à dominante rurale (54,6% étant rurale adjacente et 5,8% rurale isolée). Dans la région Nord, plus de 10% de la population habite dans une municipalité rurale isolée (26,9% des municipalités de cette région). La quantité de municipalités intermédiaires « adjacentes » et « isolées » y est équivalente, mais les deuxièmes concentrent plus de population que les premières. Dans le Nord-est, environ un tiers de la population habite dans des municipalités rurales, cette région comptant par ailleurs le pourcentage le plus faible de population habitant dans des municipalités à prévalence urbaine (59,0%). Au contraire, le Sud-est affiche le pourcentage le plus élevé de population urbaine (87%), Le Sud compte le pourcentage le plus faible de municipalités isolées (à la fois intermédiaires et rurales), ce qui montre une proximité importante entre les centres urbains. Enfin,

le Centre-ouest est à la fois la deuxième région par sa population urbaine (79,8%) et la deuxième région par sa population vivant dans des municipalités isolées, à la fois intermédiaires (2.3%) et rurales (4.0%). La carte ci-dessous (Fig. 88) permet de voir que les municipalités urbaines constituent l'essentiel des municipalités des Etats de São Paulo et de Rio de Janeiro, ainsi que de l'axe reliant Rio de Janeiro avec Brasilia et celui reliant les villes sur le littoral du Nord-est, de Aracaju jusqu'à Natal.

Figure 88. Classification urbain-rural de l'IBGE (2017)

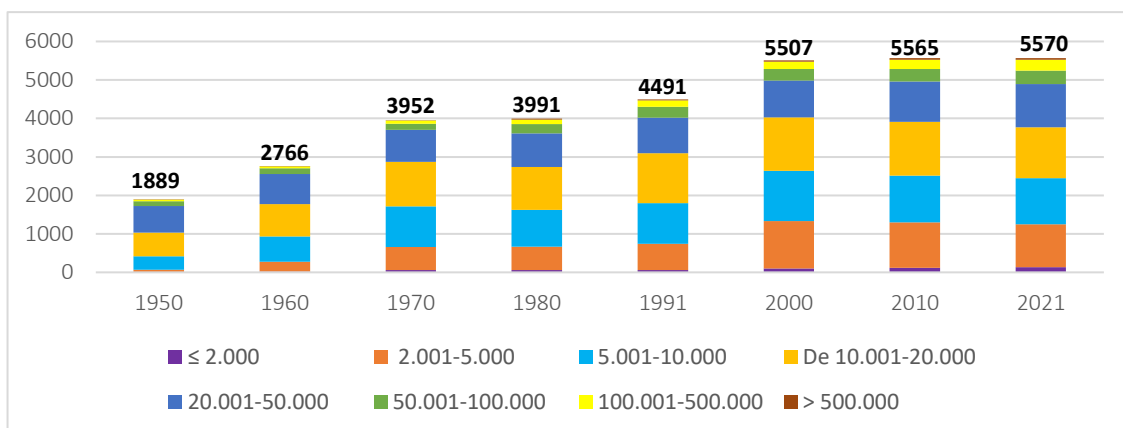


Sans surprise, la concentration la plus élevée de municipalités isolées se trouve dans la région amazonienne, ainsi que dans le Nord-est, à la frontière entre le Maranhão, le Tocantins, le Piauí et l'ouest de Bahia. Certaines municipalités très étendues et classées comme urbaines du fait de la taille de leur population – notamment dans les régions agricoles du Sud, dans le Pantanal et dans l'Amazonie – sont des cas particuliers, puisque la plupart de ces municipalités n'a pas vraiment de caractéristiques urbaines (IBGE 2017) : ce qui montre l'intérêt d'une approche qualitative pour interpréter les données. Globalement, les municipalités intermédiaires et rurales sont distribuées de façon assez homogène sur l'ensemble du territoire national – ce qui confirme les résultats obtenus au travers les classifications proposées par de nombreux auteurs au fil des années. Notamment, Bitoun et al. (2017), dans le cadre d'une recherche de 2014<sup>428</sup> financée par le Ministère du Développement Agricole, partant des données du recensement ont trouvé que 37% de la population brésilienne réside dans des municipalités à dominante rurale, qui constituent 87% des municipalités du pays et recouvrent 89% du territoire national. Leurs résultats sont très proches de ceux d'autres auteurs et autrices, comme Veiga (2004), Candia Baeza (2011) et Favareto et Barufi (2013).

<sup>428</sup> Il s'agit de l'étude "Repensando o Conceito de Ruralidade no Brasil: implicações para as políticas públicas", coordonnée par l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA).

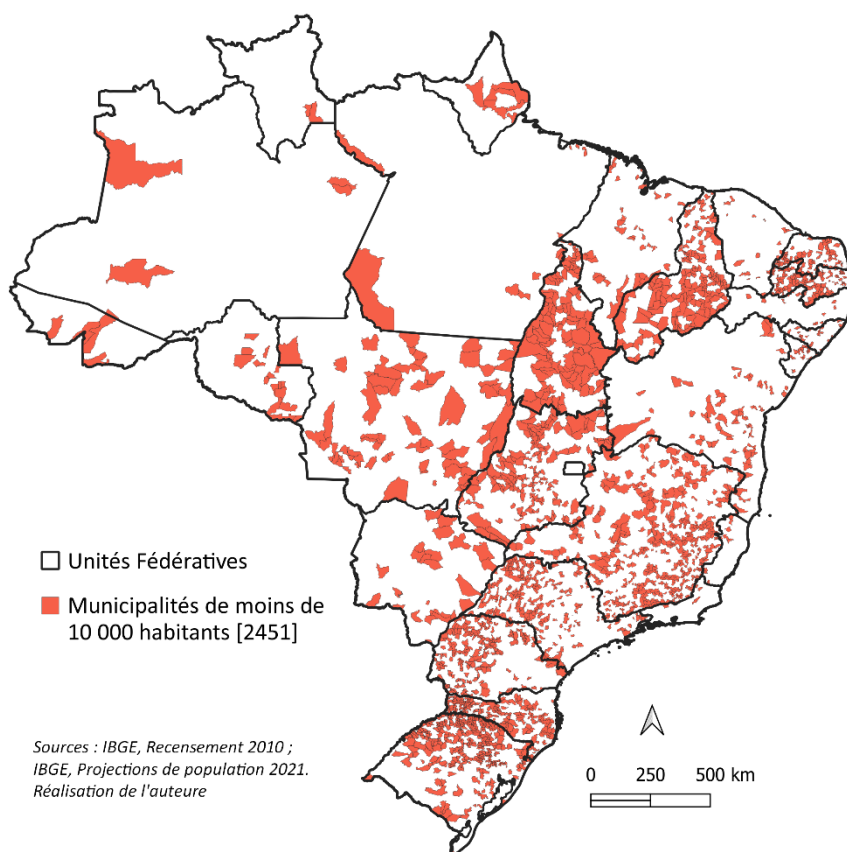
### Annexe 3. Répartition de la population en fonction de la taille des municipalités

#### A. Nombre de municipalités par taille. 1889-2021.



Source : Données IBGE. Recensements 2000 et 2010.

#### B. Municipalités de moins de 10 000 habitants, 2021



#### Annexe 4. Liste des entretiens effectués au Brésil

N.	Structure	Personnes présentes	Date
<b>Salvador (BA)</b>			
1	<b>Conseil de Développement Economique et Social de Bahia (CODES)</b>	Thiago XAVIER, Agent du gouvernement, spécialiste des politiques publiques territoriales	10/10/2019
2	<b>Surintendance des études économiques et sociales (SEI)</b>	Edgar PORTO, Directeur d'études	15/10/2019
3	<b>Secrétariat au développement rural (SEDUR), Coordination de la recherche et de l'innovation (CEPEX)</b>	José Augusto De Castro TOSATO, Coordinateur	17/10/2019
4	<b>Secrétariat au développement et à la planification de l'État de Bahia (SEPLAN) : Direction de la planification territoriale</b>	José BARRETO, Directeur de la planification territoriale	18/10/2019
		Vanduy CORDEIRO, Coordinateur de la Gouvernance Territoriale	
		Luiz Denis Graça SOARES, Secrétaire exécutif du Conseil d'État au développement territorial	
		Edelzuita SILVA, Coordinatrice des études et de la recherche	
5	<b>Secrétariat au développement rural (SDR), Surintendance de l'agriculture familiale (SUAF)</b>	Ronaldo RODRIGUES, Coordinateur de la SUAF	17/10/2019
6	<b>Compagnie de développement et d'Action Régionale (CAR)</b>	Ivan Leite FONTES, Conseiller technique, Projet « Bahia Produtiva »	21/10/2019
7	<b>Incubateur technologique d'économie solidaire, Université fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA)</b>	Elenita Barbosa de SOUZA, Technicienne de l'incubateur	21/10/2019
8	<b>Secrétariat d'État au Développement Urbain (SEDUR)</b>	Laiz SILVA DA CUNHA, Urbaniste	22/10/2019
		Patricia DUARTE SILVA, Technicienne	
		Rafael PEDREIRA, Architeche	
9	<b>Secrétariat au développement rural (SDR), Surintendance des politiques territoriales et de la réforme agraire (SUTRAG)</b>	Yulo OITICICA, Surintendant de la SUTRAG	22/10/2019
10	<b>Fédération des industries de l'État de Bahia (FIEB)</b>	Marcus VERHINE, Surintendant du développement industriel	23/10/2019
11	<b>Secrétariat du travail, de l'emploi, des revenus et des sports</b>	Marcelo GAVIÃO, Surintendant du développement du travail	23/10/2019
12	<b>Service brésilien de soutien aux micro et petites entreprises (SEBRAE)</b>	Cécile MIRANDA, Responsable de l'environnement des affaires	24/10/2019
13	<b>Secrétariat au développement économique (SDE)</b>	Paulo Henrique DE ALMEIDA, Directeur développement industriel et la compétitivité	25/10/2019
14	<b>Université catholique de Salvador</b>	Gabriel KRAYCHETE, Professeur, spécialiste de l'économie populaire	29/10/2019
15	<b>Observatoire du Tourisme de la Bahia de Tous les Saints</b>	Moises CAFEZEIRO, President	29/10/2019
16	<b>Secrétariat du Tourisme (SETUR)</b>	Reinaldo MOREIRA DANTES, Conseiller technique	05/11/2019



17	<b>Incubateur technologique d'économie solidaire, Université fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA)</b>	Magno Willams de Macedo FARIAS, Technicien de l'incubateur	12/11/2019
18	<b>Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE)</b>	Mariana VIVEIROS, Responsable de la diffusion de l'information, Unité de l'Etat de Bahia	27/11/2019
19	<b>Conseil des villes de l'Etat de Bahia (ConCidades/Ba)</b>	Micau BARRETO, Secrétaire Exécutive	28/11/2019
20	<b>Incubateur technologique d'économie solidaire, Université fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA)</b>	Iago ITA, Coordinateur de programme	29/11/2019
21	<b>Secrétariat du Tourisme (SETUR)</b>	Tamara AZEVEDO, Coordinatrice du Tourisme Ethnique	06/12/2019
22	<b>Coordination des services œcuméniques (CESE)</b>	Sônia MOTA, Directrice	10/12/2019
23	<b>CARITAS Bahia et Sergipe</b>	Alan LUSTOSA, Responsables régionaux de Caritas	11/12/2019
24	<b>Centre public d'économie solidaire (CESOL) Mairie de Lauro de Freitas.</b>	Simaia BARRETO, Coordinatrice du CESOL de Lauro de Freitas et ancienne technicienne ITES/EAUBA	11/12/2019
25	<b>Département du Trésor, Service d'exploration de données</b>	Guilherme TEIXEIRA, Responsable de la gestion de l'exploration et de l'analyse des données	13/12/2019
26	<b>Secrétariat des finances / Surintendance de la coopération technique et financière pour le développement (SEFAZ/SPF)</b>	N/A, Responsable des programmes en lien avec les institutions financières internationales	13/12/2019
27	<b>Incubateur technologique d'économie solidaire, Université fédérale de Bahia (ITES/EAUFBA)</b>	Genauto Carvalho de FRANÇA FILHO, fondateur et directeur de l'incubateur, enseignant-chercheur à l'Ecole d'Administration de l'UFBA	14/12/2019
28	<b>Desenbahia - Agence nationale de développement</b>	Renato Paula Lima FREITAS, Responsable du développement des entreprises	16/12/2019
29	<b>Secrétariat du travail (SETRE) Surintendance à l'économie solidaire (SESOL)</b>	Eferson LIMA. Coordinateur des programmes d'inclusion socio-productive	17/12/2019
<b>Bairro do Uruguai, Salvador (Bahia)</b>			
30	<b>Banque Communautaire Santa Luzia</b>	Tiago MUNIZ, Gestionnaire	(i) 28/10/2019 (ii) 28/10/2022 (distanciel)
31	<b>Banque Communautaire Santa Luzia</b>	Sonia Dias RIBEIRA, Agente de crédit	12/11/2019
32	<b>REPROTAI - Réseau des Protagonistes en action de Itapagipe</b>	Gabriel DIAS, membre du REPROTAI	12/11/2019
33	<b>Activité locale (1)</b>	C., commerçant et vendeur de rue, bénéficiaire d'emprunts de la BCD	12/11/2019
34	<b>Activité locale (2)</b>	J., entrepreneuse et gérante d'un petit bar, bénéficiaire d'emprunts de la BCD et impliquée dans des fonds rotatifs	12/11/2019
35	<b>Bénéficiaire BCD</b>	L., Educatrice sociale et bénéficiaire d'emprunts de la BCD	12/11/2019
36	<b>Association des habitants du Conjunto Santa Luzia</b>	Carlos Eduardo BARBOSA, membre de l'Association des habitants, en charge de l'articulation de la BCD	5/12/2019

		Santa Luzia avec le réseau national de BCD.	
<b><u>Matarandiba (BA)</u></b>			
37	<b>ASCOMA - Association Communautaire de Matarandiba</b>	Elizângela Lopes LIMA, Secrétaire	31/10/2019
38		Rosângela SILVA, Conseillère administrative	(i) 31/10/2019 (ii) 20/11/2022 (distanciel)
39	<b>Banque Communautaire Ilhamar</b>	A., Membre du CAC	31/10/2019
40		Flavia LIMA, Agente de crédit	31/10/2019
41		A., Retraité, bénéficiaire des emprunts de la BCD	01/11/2019
42	<b>Entreprises d'Economie solidaire associées à l'ASCOMA</b>	M., responsable du « VIVERTUR » (tourisme communautaire) et impliqué dans le projet d'Infocentre et de Radio communautaire	31/10/2019
43		D., responsable de la Boulangerie communautaire « Sonho Real »	31/10/2019
44		R., Responsable du projet « Agromel » et du potager communautaire	04/12/2019
45	<b>ASCOMAT - Association Socio-Culturelle de Matarandiba</b>	Josiene Souza da ROCHA, Conseillère administrative	31/10/2019
46	<b>Activité locale (1)</b>	N/A, Employé polyvalent de la principale « pousada » (hôtel) de l'île	01/11/2019
47	<b>Activité locale (2)</b>	N/A, Propriétaire d'un Restaurant/Bar	04/12/2019
48	<b>Activité locale (3)</b>	I., Propriétaire d'un petit supermarché qui accepte la monnaie sociale	04/12/2019
49	<b>Activité locale (4)</b>	A., Propriétaire d'un petit supermarché qui accepte la monnaie sociale	04/12/2019
50	<b>Activité extra-locale (1)</b>	Marconi OLIVEIRA, Ancien directeur de la RSE de la multinationale <i>Dow Chemical Company</i>	17/08/2021 (distanciel)
51	<b>Activité extra-locale (2)</b>	A. et B., Salariés d'une des entreprises sous-traitantes de <i>Dow Chemical Company</i> , travaillant dans le domaine de la protection de l'environnement	31/10/2019
<b><u>São João do Arraial (Piauí)</u></b>			
52	<b>Centre COCAIS</b>	Mauro RODRIGUES, Responsable et Coordinateur du Centre COCAIS	(i) 18/11/2019 (ii) 21/11/2019 (ii) 14/11/2022 (distanciel)
53	<b>Ecole Familles Agricoles (EFA)</b>	João SILVESTRE, responsable de l'EFA Cocais	19/11/2019
54	<b>BCD dos Cocais</b>	Walquicia CAVALEIRO, Agente de crédit	18/11/2019
55	<b>Activité locale (1)</b>	O., commerçant de produits et outils pour l'agriculture et bénéficiaire d'emprunts de la BCD	21/11/2019
56	<b>Activité locale (2)</b>	R., agricultrice et bénéficiaire d'emprunts de la BCD	21/11/2019
57	<b>Activité locale (3)</b>	M. et J., impliqués dans une activité d'artisanat à partir du coco babassu ; bénéficiaires d'emprunts de la BCD et des financements de l'« Agência de Fomento » de l'Etat du Piauí	22/11/2019

58	Activité locale (4)	P., Vendeuse de cosmétique, bénéficiaire d'emprunts de la BCD	22/11/2019
59	Municipalité	Vilma LIMA, maire	18/11/2019
60	Secrétariat Municipal pour l'Education	Rosa Maria LIMA, Gestionnaire du Secrétariat Municipal pour l'Education	22/11/2019
61	Secrétariat Municipal pour l'Assistance Sociale	R., Gestionnaire du Secrétariat Municipal pour l'Assistance Sociale, en charge des politiques sociales de la municipalité et de la prise en charge et accompagnement des familles vulnérables	22/11/2019
62	Secrétariat Municipal de l'Agriculture et de l'Environnement	Miguel da Silva RODRIGUES, Secrétaire municipal	18/11/2019
63	Secrétariat Etatique de la Planification (SEPLAN)	Francisco Helito da SILVA, Agent de Développement	18/11/2019
64	Festival d'été de la ville	A., l'un des organisateurs	21/11/2019
65	Entreprise liée au « Jaborandi »	N/A, Représentant d'une entreprise ayant son siège central à São Paulo, qui achète le « jaborandi » (une plante locale) pour en extraire une substance utilisée par l'industrie pharmaceutique	22/11/2019
<b>Rio de Janeiro et Maricá (Rio de Janeiro)</b>			
66	Instituto Banco Palmas	Joaquim de MELO, Fondateur de l'Instituto Banco Palmas	25/11/2019
67	Réseau de recherche sur les systèmes et dispositifs productifs et innovants locaux, Université Fédérale de Rio de Janeiro (REDESIST/UFRJ)	José Eduardo CASSIOLATO, Professeur et Coordinateur RedeSist/IE/UFRJ	5/11/2019
		Helena Maria Martins LASTRES, Professeure et Coordinatrice RedeSist/IE/UFRJ	
68	Banque Municipale Mumbuca, Maricá	N/A, agente d'accueil	25/11/2019
69	Banque Municipale Mumbuca, Maricá	Manuela MELLO, Présidente	30/01/2019 (distanciel)

Annexe 5. Grille d'entretien à destination des structures d'appui au développement

Sujet	Informations recherchées	Ex. de questions
<b>I) Trajectoire de la structure</b>		
<b>Histoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Origines, historique</li> <li>- Initiative, motivations de départ</li> </ul>	<i>Quand la structure / l'institution a-t-elle été créée ? Qui a pris l'initiative ? Quel était l'objectif ?</i>
<b>Fonctionnement/ Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation, gouvernance, qui fait quoi et comment</li> </ul>	<i>Comment la structure fonctionne-t-elle ? Combien de personnes sont impliquées ?</i>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Output / Résultats</li> </ul>	<i>Que produit-elle ? Quels sont les résultats attendus et quels sont les résultats réels ?</i>
<b>Perspectives / évolutions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perspectives</li> <li>- Innovations</li> <li>- Opportunités et/ou menaces futures</li> </ul>	<i>Comment voyez-vous l'avenir de cette structure ? Quelles perspectives ? Quelles sont les principales contraintes ?</i>
<b>II) Développement territorial</b>		
<b>Territoire / Développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition de l'échelle territoriale</li> </ul>	<i>Qu'est-ce qu'un territoire pour vous ? Sur quel territoire intervenez-vous ? Utilisez-vous le concept de développement local / territorial ? Si oui, depuis combien de temps ? Si non, de quoi parlez-vous ?</i>
<b>Secteurs-clé / moteurs du développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception de l'économie territoriale</li> <li>- Rôle des différents secteurs</li> <li>- Leviers / outils identifiés</li> <li>- Sources de données et rapports/publications sur ces sujets</li> </ul>	<i>Dans ce territoire, quelles sont selon vous les principales sources d'emploi ? Et de revenu ? Avez-vous des données/rapports à ce sujet ? Quels leviers d'action imaginez-vous ? Quels sont les principaux blocages ?</i>
<b>Flux externes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production</li> </ul>	<i>Y a-t-il des investissements productifs réalisés par des acteurs extérieurs au territoire ? Dans quels secteurs ? Quels types d'acteurs / de quelle origine ? Le territoire produit-il pour l'exportation ? Dans quels secteurs ?</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atouts résidentiels</li> </ul>	<i>Ce territoire attire-t-il beaucoup de touristes ? Y a-t-il des migrants de retour ? Y a-t-il beaucoup de retraités ? Quel est le rôle des universités (ex : étudiants venus d'ailleurs ?)</i>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transferts / Rédistribution</li> </ul>	<i>Bénéficiaires de subventions / Bolsa Família ? Bourses universitaires ? Transferts entre familles ?</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coopération / O.I. / ONG</li> </ul>	<i>Quel rôle pour la coopération bilatérale, multilatérale, décentralisée ? Pour les ONG étrangères et/ou locales ? Quels types de bailleurs ? Quels types de projets ?</i>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pratiques de mobilité urbaine</li> <li>- Déplacements / Relations avec les banlieues</li> </ul>	<i>Y a-t-il beaucoup de navetteurs ? Existe-t-il des "villes-dortoirs" ? Quels sont les principaux motifs de déplacement et quels sont les modes de transport préférés (formels et informels) ?</i>
<b>Secteur domestique / consommation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pratiques de consommation</li> <li>- Production / consommation locale</li> <li>- Mécanismes de circulation/rétention des richesses dans les territoires</li> </ul>	<i>Quel est le rôle de la production (tout secteur confondu, de l'agriculture aux services) pour le marché intérieur ? Quelle est la relation entre les populations et la "consommation locale" ? Quels projets existent pour encourager cela (ou pas) ?</i>
<b>Informalité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secteurs-clés</li> <li>- Pratiques informelles, individuelles et collectives</li> <li>- Production et consommation dans le secteur informel</li> </ul>	<i>Dans quels secteurs l'informalité est le plus développée ? Comment l'informalité s'intègre-t-elle dans des chaînes de valeur qui transcendent les frontières territoriales ? Comment la mesurer ? L'informalité est-elle prise en compte dans les politiques de développement ? Son rôle est-il (re)connu (en ce qui concerne la production et/ou la consommation) ?</i>
<b>Economie solidaire / populaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques et définition</li> <li>- Pratiques de l'ESS dans différents secteurs (commerce équitable, tourisme communautaire, banques communautaires, fonds rotatifs...)</li> </ul>	<i>Qu'est-ce que l'ESS / l'économie populaire ? Quel est son rapport avec la réduction de la pauvreté ? Quelles sont les pratiques innovantes ? Comment soutient-elle la circulation des richesses au profit des populations du territoire ? Quelles sont ses limites ?</i>

## Annexe 6. Bases de données utilisées

Base de données	Année	Variables statistiques	Echelle géographique	Echantillon	Informations complémentaires
Recensement, IBGE	2010	N. de familles par tranche de revenu et revenu moyen correspondant	Municipalités	Ménages	<p>Les ménages sont classés en 12 tranches de revenus. Le revenu moyen mensuel regroupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le revenu issu de tous les emplois, formels ou informels (occupation principale et deuxièmes emplois) ;</li> <li>- Les revenus issus d'autres sources que le travail : Re-traites ou autres allocations de la sécurité sociale ; programmes sociaux fédéraux, étatiques et municipaux ; dons ou transferts de la part d'autres ménages ; pensions alimentaires ; loyers ; intérêts, droits d'auteurs etc.</li> </ul>
		N. d'emplois et revenu moyen correspondant (en R\$) par secteur d'activité, désagrégés dans une composante formelle et une composante informelle.	Municipalités	Population occupée âgée de 10 ans ou plus	Ces données ne concernent que l'emploi principal et sont désagrégées en 22 secteurs économiques. L'arbitrage entre emploi formel et informel se base sur l'affiliation du travailleur à la sécurité sociale.
		N. d'emplois secondaires et revenu moyen correspondant.	Municipalités	Population occupée âgée de 10 ans ou plus	Les deuxièmes emplois ne sont pas désagrégés en formels et informels.

<b>Enquête sur les budgets des ménages (POF – Pesquisa de Orçamentos Familiares), IBGE</b>	2008-2009;  2017-2018	Valeur moyenne des différentes composantes du revenu des ménages (en R\$), pour chaque tranche de revenu ; N. de familles appartenant à chaque tranche de revenu.	Unités Fédératives	Ménages	Les ménages sont classés en 7 tranches de revenus. Les sources de revenu sont classées en six catégories principales : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Revenus issus du travail ;</li> <li>• Transferts (Retraites et pensions, Programmes sociaux, transferts entre ménages et dons) ;</li> <li>• Autres revenus (revenus des résidents absents lors de l’entretien et des enfants âgés de moins de 10 ans, dividendes et intérêts reçus, etc.) ;</li> <li>• Loyers perçus ;</li> <li>• Revenus non-monétaires ;</li> <li>• Variations du patrimoine</li> </ul>
<b>Données sur la demande touristique, Ministère du Tourisme et FIPE</b>	FIPE, 2005, 2007, 2011 :  MITUR 2013 - 2017	Nombre de touristes nationaux et internationaux et leurs dépenses moyennes respectives, en fonction de la raison de leur voyage (affaires, loisirs...)	Unités Fédératives	Touristes nationaux et internationaux	Les données de 2017 pour la demande touristique nationale ont été estimées par l’auteur de ce manuscrit.
<b>Enquête sur les services d’hébergement (PSH – Pesquisa de Serviços de Hospedagem), IBGE</b>	2016	Nombre de lits par structure d’hébergement.	Municipalités	Structures d’hébergement	Les données ne concernent que les structures touristiques formelles.

## Annexe 7. Le REGIC 2018 : principales catégories de villes en fonction de leur place dans la hiérarchie urbaine

Le REGIC 2018 identifie cinq catégories de villes, en fonction de leur place dans la hiérarchie urbaine, déterminée à partir de l'étendue de leur zone d'influence :

- **15 métropoles**, qui sont les principaux centres urbains du Brésil, ayant une influence directe sur la plupart des autres centres urbains du pays. Ces métropoles sont toutes des capitales étatiques et elles sont réparties entre les trois niveaux suivants :
  - une grande métropole nationale, qui occupe la position la plus élevée dans la hiérarchie urbaine du pays ; il s'agit de l'*arranjo populacional* de São Paulo, à savoir la plus grande conurbation du pays, avec 21,5 millions d'habitants à l'époque de cette étude ;
  - 2 métropoles nationales : l'*arranjo populacional* de Brasília (3,9 millions d'habitants en 2018) et celui de Rio de Janeiro (12,7 millions d'habitants) ;
  - 12 métropoles: les *arranjos populacionais* de Belém (PA), Belo Horizonte (MG), Campinas (SP), Curitiba (PR), Florianópolis (SC), Fortaleza (CE), Goiânia (GO), Porto Alegre (RS), Recife (PE), Salvador (BA), Vitória (ES) et la municipalité de Manaus (AM) ;
- **97 capitales régionales**, qui sont des centres urbains avec une forte concentration d'activités de gestion, mais ayant des zones d'influence plus réduites par rapport aux métropoles ; elles sont de trois niveaux :
  - 9 capitales régionales de niveau A, à savoir 8 des capitales étatiques des régions Nord-est et Centre-ouest, en plus de l'*arranjo populacional* de Ribeirão Preto (SP). Ces capitales régionales ont des relations directes avec les métropoles et ont une population comprise entre 800 000 et 1,4 millions d'habitants ;
  - 24 capitales régionales de niveau B, qui sont pour la plupart des villes de référence dans l'intérieur rural des Etats, exception faite pour Palmas (TO) et Porto Velho (RO), qui sont des capitales étatiques. Environ la moitié de ces villes se situe dans la Région Sud ; leur population moyenne est autour de 500 000 habitants ;
  - 64 capitales régionales de niveau C, dont trois capitales étatiques de la région Nord, à savoir Boa Vista (RR), Rio Branco (AC) et Macapá (AP). La moitié des villes de cette catégorie est située dans la Région Sud-est ; la moyenne de la population y est de 300 000 habitants ;
- **350 centres subrégionaux**, constitués par des municipalités (localisées surtout dans le Sud-est et dans le Nord-est) ayant des activités de gestion moins complexes et une zone d'influence plus réduite que les capitales régionales :
  - 96 de niveau A, avec une population moyenne de 120 000 habitants ;
  - 256 de niveau B, avec une population moyenne de 70 000 habitants ;



- **398 centres de zone**, ayant une influence directe sur un faible nombre de municipalités limitrophes, découlant principalement de l'attraction exercée sur les populations environnantes par les commerces et services que ces petits centres proposent ; il s'agit de :
  - *147 centres de zone de niveau A*, avec une moyenne de 40 000 habitants, plus peuplés dans le Nord (60 000 habitants en moyenne) et moins peuplés dans le Sud et le Centre-ouest (environ 30 000 habitants en moyenne) ;
  - *251 centres de zone de niveau B*, avec une population moyenne inférieure à 25 000 habitants, dont 100 situés dans la région Nord-est ;
- **4 037 centres locaux**, à savoir 82 % du total des unités urbaines du Pays, qui n'exercent de l'influence qu'au sein de leurs propres limites territoriales. Ils peuvent attirer ponctuellement des personnes d'autres municipalités, mais ils ne sont pas la destination privilégiée par les habitantes et habitants d'aucune autre municipalité. En moyenne, ils ont une population de 12 500 habitants (20 000 dans le Nord et 7 500 dans le Sud). Les centres locaux utilisent généralement les services des centres urbains de niveau hiérarchique supérieur, notamment en ce qui concerne l'accès aux services publiques ou à certains types de commerces.

Annexe 8. POF 2017-2018 : revenus moyens des ménages brésiliens, par source et tranche de revenu des ménages

Source de revenu	Distribution du revenu total et de la variation de la valeur du patrimoine des ménages (%)							
	Total	Classes de revenu des ménages (R\$)						
		≤ 2 sa- laires	de 2 à 3	de 3 à 6	de 6 à 10	de 10 à 15	de 15 à 25	> 25 sa- laires
<b>Revenu total et variation de la valeur du patrimoine</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Revenu total</b>	<b>92,1</b>	<b>97,9</b>	<b>97,6</b>	<b>95,5</b>	<b>91,3</b>	<b>88,0</b>	<b>89,9</b>	<b>64,2</b>
Revenu du travail	46,8	36,2	33,4	47,1	60,9	61,7	67,6	47,4
<i>Employé</i>	24,5	21,4	21,0	29,3	28,6	26,0	23,4	15,6
<i>Employeur</i>	4,4	0,3	0,6	1,4	4,4	10,9	14,5	18,6
<i>Travailleur autonome</i>	17,8	14,4	11,8	16,5	28,0	24,8	29,6	13,1
Transferts	25,3	32,4	42,8	27,2	13,8	11,5	10,0	7,0
<i>Retraites et pensions de l'INSS</i>	18,2	16,8	34,8	22,0	9,8	7,9	4,6	2,5
<i>Retraites et pensions publiques</i>	1,4	0,5	1,1	1,4	1,7	2,6	3,7	0,6
<i>Retraites et pensions privées</i>	0,4	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,9	3,6
<i>Programmes sociaux fédéraux</i>	3,5	11,5	4,4	2,1	0,7	0,1	0,2	0,0
<i>Pensions alimentaires, argent de poche, dons</i>	0,5	1,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,1	0,2
<i>Autres transferts</i>	1,3	2,2	1,8	1,3	1,1	0,4	0,4	0,1
Loyers	0,9	0,1	0,2	0,7	1,5	2,2	0,5	2,5
Autres revenus	0,9	0,9	0,7	1,0	0,6	0,6	1,4	1,5
Revenu non monétaire	18,3	28,4	20,5	19,5	14,5	12,1	10,4	5,8
<b>Variation de la valeur du patrimoine</b>	<b>7,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>4,5</b>	<b>8,7</b>	<b>12,0</b>	<b>10,1</b>	<b>35,8</b>
<b>% de ménages par tranche de revenu</b>	<b>100,0</b>	<b>43,4</b>	<b>24,0</b>	<b>23,4</b>	<b>5,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>

Source : POF 2017-2018

## Annexe 9. Classification des secteurs d'activité de l'IBGE en basique et domestique

Secteurs entièrement basiques	Secteurs entièrement domestiques	Secteurs basiques publics	Secteurs domestiques publics	Secteurs mixtes
Industrie extractive	Construction et bâtiment  Commerce et réparation de véhicules  Hébergement et restauration  Immobilier  Services aux ménages  Emplois secondaires	Administration publique, défense et sécurité sociale  Organisations internationales et autres institutions extra-territoriales  80 % de l'Education  50 % de la Santé et des services sociaux	20 % de l'Education  50 % de la Santé et des services sociaux	Agriculture, élevage et production forestière  Industrie de transformation  Electricité et gaz  Activités liées à l'eau, à l'assainissement, à la gestion des déchets et à la décontamination  Transport, stockage et courrier  Information et communication  Finance, assurances et services associés  Activités professionnelles, scientifiques et techniques  Activités administratives et services complémentaires  Arts, culture, sport et loisirs  Autres Activités de services  Autres (mal définies)

Source : Réalisation de l'auteurice

## Annexe 10. Revenus basiques et domestiques des UF, en millions de \$ PPA, 2017-2018

Cod	UF	Revenus basiques							Revenus domestiques			
		Prod. formel	Prod. informel	Autres prod.	Base publique	Solidari-tés	Rési-dentiel	Privé for-mel	Privé infor-mel	Autres privés	Publics	Non moné-taires
11	RO	120	443	427	1366	360	1684	2889	1522	710	236	1635
12	AC	16	33	147	882	216	785	910	727	286	136	877
13	AM	85	98	373	2890	921	2850	5111	3494	904	639	3150
14	RR	12	75	50	954	76	314	666	547	196	129	383
15	PA	346	677	2071	4612	2287	5061	8135	7560	3078	874	6733
16	AP	33	35	132	1176	181	553	893	820	307	170	745
17	TO	28	139	106	1428	239	1553	1813	1319	357	261	1063
21	MA	107	19	1058	2940	1901	6126	4745	4480	1864	660	4646
22	PI	14	8	370	2480	989	4259	3187	2343	997	554	2939
23	CE	89	116	1840	5241	2655	11012	10906	7121	2891	1252	6973
24	RN	298	15	811	2844	1348	5248	4590	2574	1447	564	3691
25	PB	34	16	594	3227	1257	5639	4490	2898	1328	644	2932
26	PE	77	50	2251	6535	3035	12905	13749	7929	3895	1443	8784
27	AL	25	3	325	1803	1023	4171	2890	1745	746	359	2298
28	SE	258	4	702	2392	902	3313	3295	2016	1154	403	2967
29	BA	569	128	3547	9905	4909	19529	22251	12875	5986	2463	15583
31	MG	2 660	1497	8619	16593	6224	38163	51095	18864	12505	4230	28700
32	ES	840	432	1556	3733	783	7419	10459	3867	2466	843	4622
33	RJ	10 878	1681	2619	19479	2963	40101	42629	15279	7149	4807	24601
35	SP	67 550	7769	29407	46399	13381	90022	153248	50034	40386	14788	83630
41	PR	6 108	1381	5084	10397	2312	18971	35226	12874	7656	2743	14798
42	SC	6 455	880	3013	6219	1559	15899	21654	6554	4456	1497	11373
43	RS	6 649	1541	6063	11867	3505	30169	33299	10698	8840	3004	19976
50	MS	693	417	1469	2943	994	4013	5720	3069	2031	549	4697
51	MG	1 330	1240	1652	3319	783	4022	7959	4102	2338	663	4458
52	GO	1 141	2024	3277	6986	1874	8559	19041	9513	5126	1542	8838
53	DF	5 950	733	4076	15284	885	10173	9453	3629	5699	1695	5643

Source : Calculs de l'auteur

## Annexe 11. Revenus basiques et domestiques des UF, en \$ PPA per capita, 2017-2018

Cod	UF	Revenus basiques							Revenus domestiques					TOT
		Prod. formel	Prod. informel	Autres prod.	Base publique	Solidari-tés	Rési-dentiel	TOT	Privé formel	Privé in-formel	Autres privés	Pu-blics	Non mo-nétaires	
11	RO	15	3	153	425	275	886	1757	686	648	270	95	672	2371
12	AC	41	80	244	542	269	595	1770	957	889	362	103	792	3102
13	AM	21	25	93	721	230	711	1800	1275	872	226	159	786	3317
14	RR	7	1	98	543	308	1255	2212	870	525	224	108	692	2419
15	PA	18	90	68	918	154	998	2247	1166	848	230	168	684	3095
16	AP	10	13	204	582	295	1222	2325	1210	790	321	139	774	3234
17	TO	19	37	169	1014	248	903	2391	1047	837	329	156	1009	3379
21	MA	4	3	113	760	303	1305	2488	976	718	305	170	900	3069
22	PI	40	42	159	1418	218	667	2543	1077	988	370	205	899	3538
23	CE	21	130	87	1655	132	544	2569	1155	948	341	224	665	3332
24	RN	8	5	237	688	320	1359	2617	1448	835	410	152	925	3770
25	PB	39	9	242	675	335	1331	2631	1517	878	408	168	1062	4033
26	PE	9	4	150	812	316	1419	2710	1130	729	334	162	738	3093
27	AL	88	5	240	842	399	1554	3128	1359	762	429	167	1093	3809
28	SE	113	2	308	1050	396	1454	3323	1446	885	507	177	1302	4317
29	BA	165	292	474	1009	271	1237	3448	2751	1375	741	223	1277	6366
31	MG	126	71	410	789	296	1814	3505	2428	897	594	201	1364	5484
32	ES	97	358	345	1103	291	1360	3554	2333	1229	573	190	1320	5647
33	RJ	388	361	481	967	228	1172	3597	2319	1195	681	193	1299	5688
35	SP	211	109	392	940	197	1868	3716	2633	973	621	212	1164	5603
41	PR	252	152	534	1071	362	1460	3831	2081	1117	739	200	1709	5846
42	SC	539	122	448	917	204	1673	3903	3107	1135	675	242	1305	6464
43	RS	634	98	153	1135	173	2337	4529	2484	890	417	280	1434	5505
50	MS	912	124	426	879	220	2247	4809	3060	926	630	212	1607	6436
51	MG	587	136	535	1047	309	2663	5278	2939	944	780	265	1763	6692
52	GO	1483	171	646	1019	294	1977	5589	3365	1099	887	325	1836	7512
53	DF	2000	247	1370	5138	298	3420	12472	3178	1220	1916	570	1897	8780

*Source : Calculs de l'autrice*

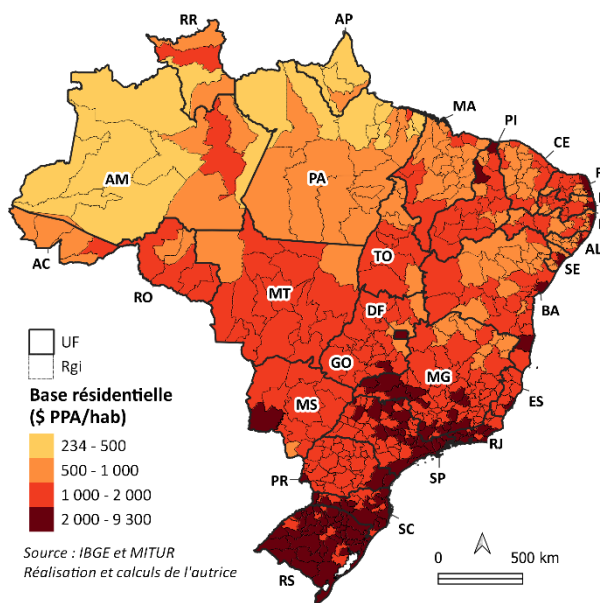
Annexe 12. Composition des revenus basiques et domestiques des UF, en % du total ; 2017-2018

Cod	UF	Revenus basiques							Revenus domestiques					TOT
		Prod. formel	Prod. informel	Autres prod.	Base publique	Solidari-tés	Rési-dentiel	TOT	Privé for-mel	Privé in-formel	Autres privés	Publics	Non mo-nétaires	
11	RO	2,7	10,1	9,7	31,0	8,2	38,3	100	41,3	21,8	10,2	3,4	23,4	100
12	AC	0,8	1,6	7,1	42,4	10,4	37,8	100	31,0	24,8	9,7	4,6	29,9	100
13	AM	1,2	1,4	5,2	40,0	12,8	39,5	100	38,4	26,3	6,8	4,8	23,7	100
14	RR	0,8	5,0	3,4	64,4	5,2	21,2	100	34,7	28,5	10,2	6,7	20,0	100
15	PA	2,3	4,5	13,8	30,6	15,2	33,6	100	30,8	28,7	11,7	3,3	25,5	100
16	AP	1,6	1,6	6,2	55,8	8,6	26,2	100	30,4	27,9	10,5	5,8	25,4	100
17	TO	0,8	4,0	3,0	40,9	6,8	44,4	100	37,7	27,4	7,4	5,4	22,1	100
21	MA	0,9	0,2	8,7	24,2	15,6	50,4	100	28,9	27,3	11,4	4,0	28,3	100
22	PI	0,2	0,1	4,6	30,5	12,2	52,4	100	31,8	23,4	9,9	5,5	29,3	100
23	CE	0,4	0,6	8,8	25,0	12,7	52,6	100	37,4	24,4	9,9	4,3	23,9	100
24	RN	2,8	0,1	7,7	26,9	12,8	49,7	100	35,7	20,0	11,3	4,4	28,7	100
25	PB	0,3	0,1	5,5	30,0	11,7	52,4	100	36,5	23,6	10,8	5,2	23,9	100
26	PE	0,3	0,2	9,1	26,3	12,2	51,9	100	38,4	22,1	10,9	4,0	24,5	100
27	AL	0,3	0,0	4,4	24,5	13,9	56,7	100	36,0	21,7	9,3	4,5	28,6	100
28	SE	3,4	0,0	9,3	31,6	11,9	43,8	100	33,5	20,5	11,7	4,1	30,2	100
29	BA	1,5	0,3	9,2	25,7	12,7	50,6	100	37,6	21,8	10,1	4,2	26,3	100
31	MG	3,6	2,0	11,7	22,5	8,4	51,7	100	44,3	16,3	10,8	3,7	24,9	100
32	ES	5,7	2,9	10,5	25,3	5,3	50,3	100	47,0	17,4	11,1	3,8	20,8	100
33	RJ	14,0	2,2	3,4	25,1	3,8	51,6	100	45,1	16,2	7,6	5,1	26,0	100
35	SP	26,5	3,1	11,6	18,2	5,3	35,4	100	44,8	14,6	11,8	4,3	24,4	100
41	PR	13,8	3,1	11,5	23,5	5,2	42,9	100	48,1	17,6	10,4	3,7	20,2	100
42	SC	19,0	2,6	8,9	18,3	4,6	46,7	100	47,6	14,4	9,8	3,3	25,0	100
43	RS	11,1	2,6	10,1	19,8	5,9	50,5	100	43,9	14,1	11,7	4,0	26,3	100
50	MS	6,6	4,0	13,9	27,9	9,4	38,1	100	35,6	19,1	12,6	3,4	29,2	100
51	MT	10,8	10,0	13,4	26,9	6,3	32,6	100	40,8	21,0	12,0	3,4	22,8	100
52	GO	4,8	8,5	13,7	29,3	7,9	35,9	100	43,2	21,6	11,6	3,5	20,1	100
53	DF	16,0	2,0	11,0	41,2	2,4	27,4	100	36,2	13,9	21,8	6,5	21,6	100

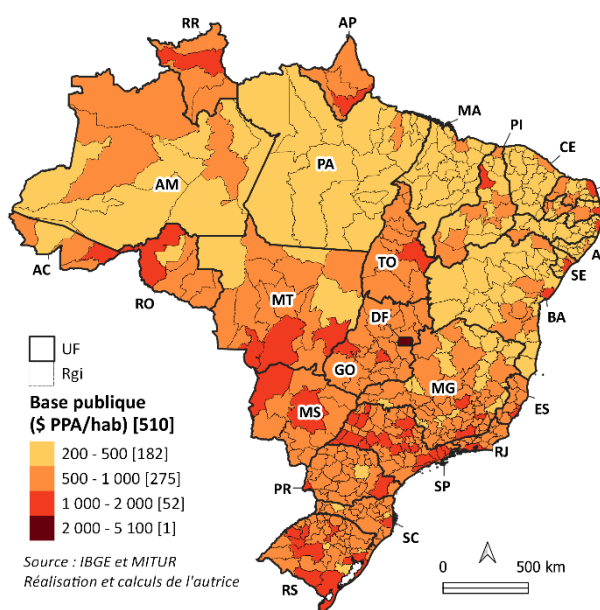
Source : Calculs de l'auteurice

# Annexe 13. Bases économiques en \$ PPA par habitant, par Rgi, 2017-2018

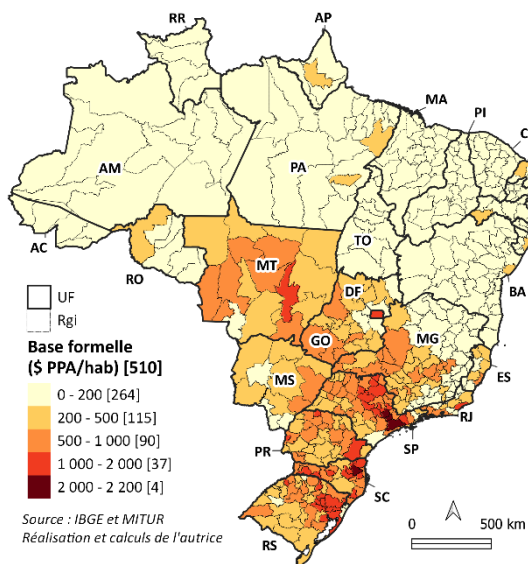
### A. Base résidentielle



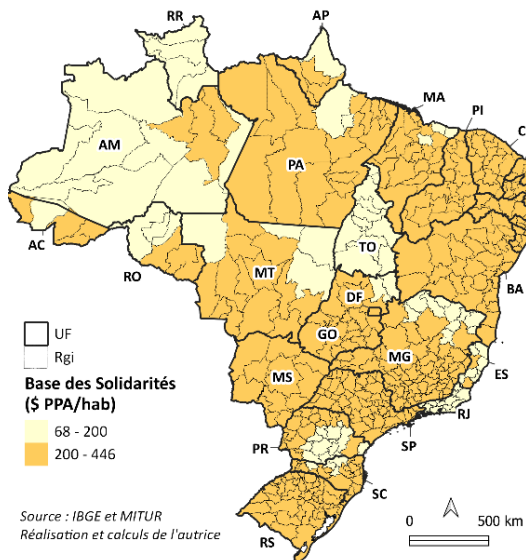
### B. Base publique



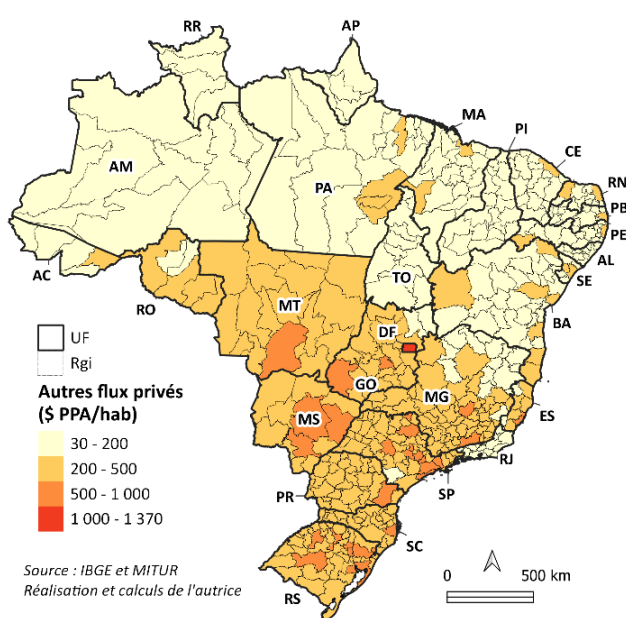
### C. Base formelle



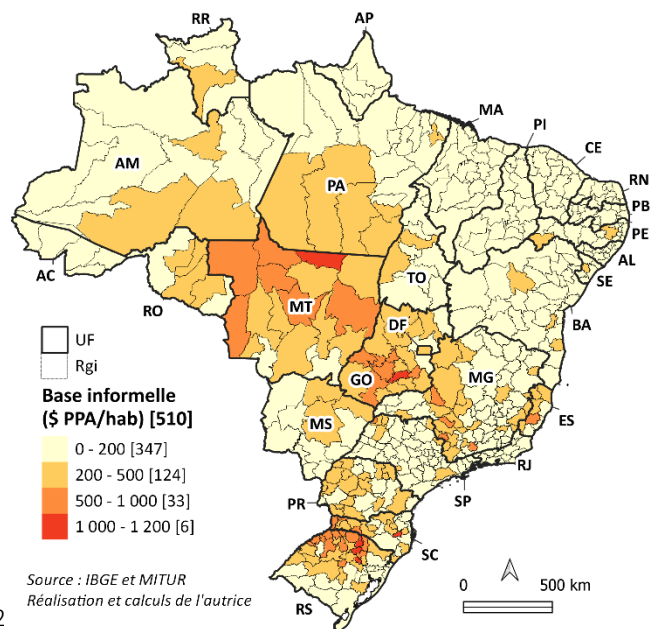
### D. Solidarités



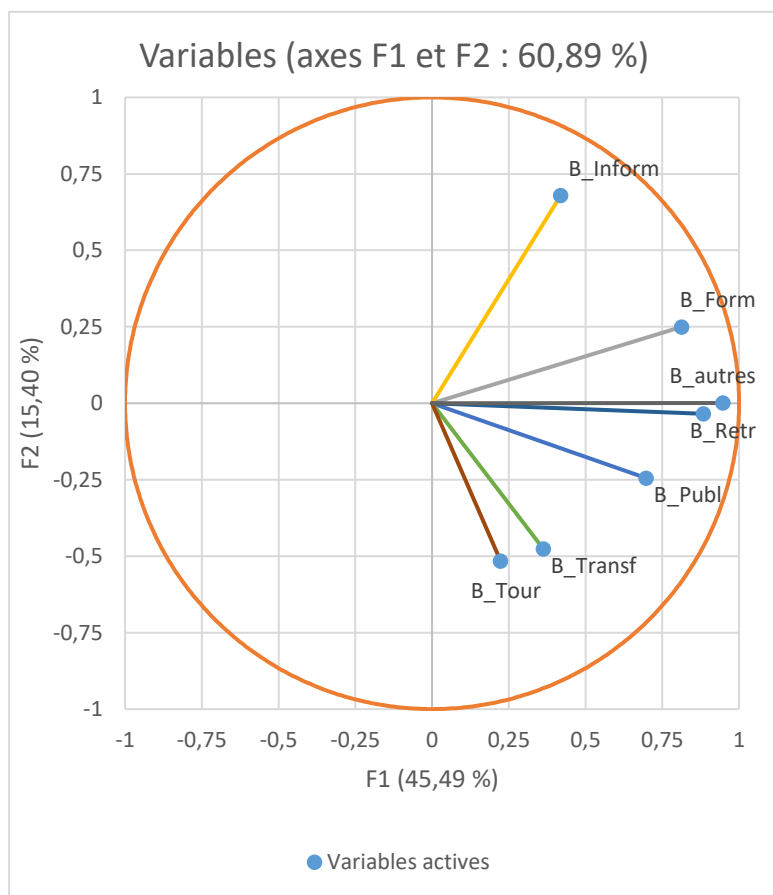
### E. Autres flux privés



### F. Base informelle



Annexe 14. ACP, revenus captés par les Rgi, en \$ PPA par habitants



Source : Calculs de l'auteurice



Annexe 15. Valeurs\* moyennes et médianes des bases économiques, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi, en \$ PPA par habitant ; 2017-2018

Clusters (\$PPA/hab)	Valeurs moyennes des bases par cluster (en \$ PPA/hab)							TOT base
	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	
<b>1</b>	515	303	319	714	251	1 353	353	3809
<b>2</b>	203	61	304	856	304	1 329	1034	4090
<b>3</b>	23	62	105	443	250	700	251	1834
<b>4</b>	1 070	237	564	1 129	299	2 087	431	5817
<b>Moyenne Rgi</b>	338	178	255	658	260	1 158	391	3237

Clusters (\$PPA/hab)	Valeurs médianes des bases par cluster (en \$ PPA/hab)							TOT base
	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme	
<b>1</b>	426	262	331	686	255	1433	299	3846
<b>2</b>	162	45	308	781	298	1387	551	3541
<b>3</b>	4	30	100	422	259	711	170	1778
<b>4</b>	958	187	523	1023	299	1969	347	5477
<b>Médiane Rgi</b>	172	107	241	610	268	1009	275	3108

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Source : Calculs de l'auteur

**Cluster 1** : Revenus basiques intermédiaires, Rgi productivo-résidentielles avec présence importante de l'informalité.

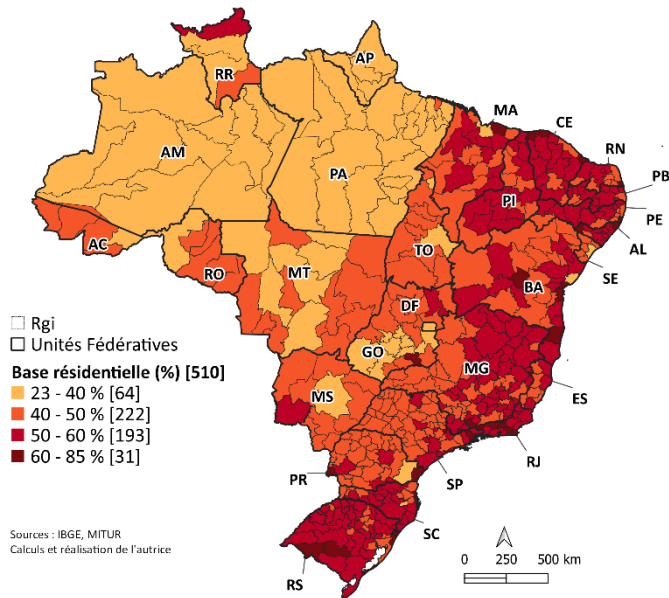
**Cluster 2** : Revenus basiques intermédiaires, Rgi résidentielles-publiques

**Cluster 3** : Revenus basiques faibles, Rgi résidentielles-solidaires

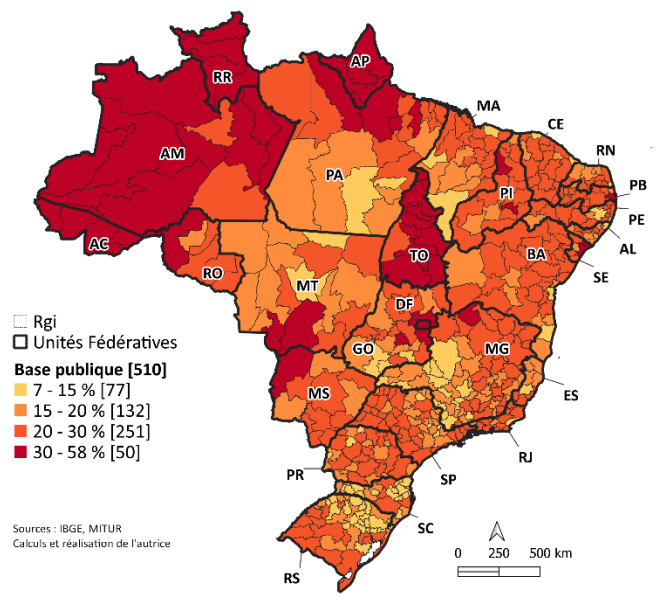
**Cluster 4** : Revenus basiques élevés, Rgi fortement productives, avec retraites et base publique élevées

Annexe 16. Composition des bases économiques, pour chaque Rgi. 2017-2018.

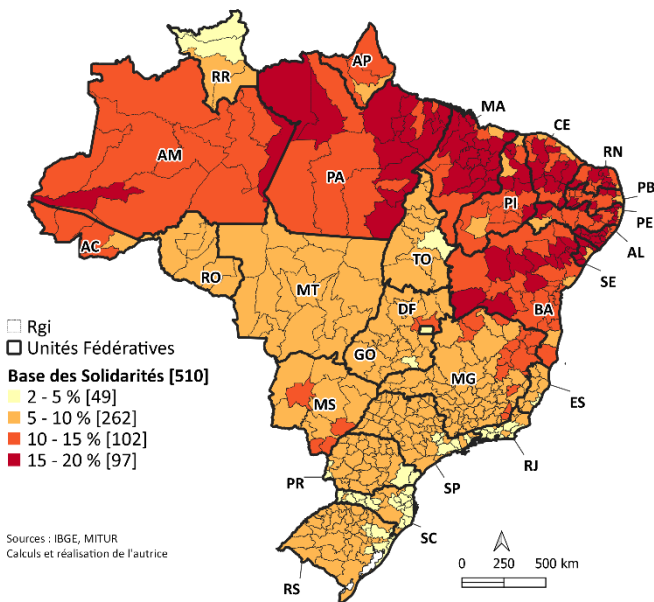
A. Base résidentielle (%)



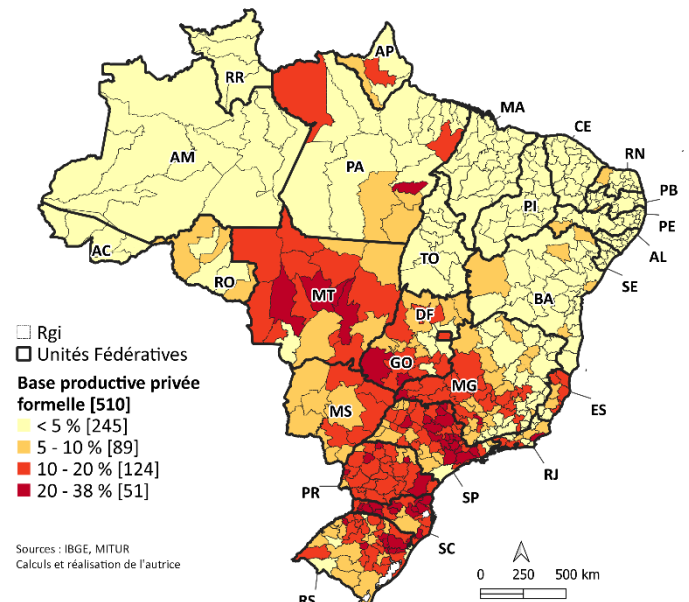
B. Base publique (%)



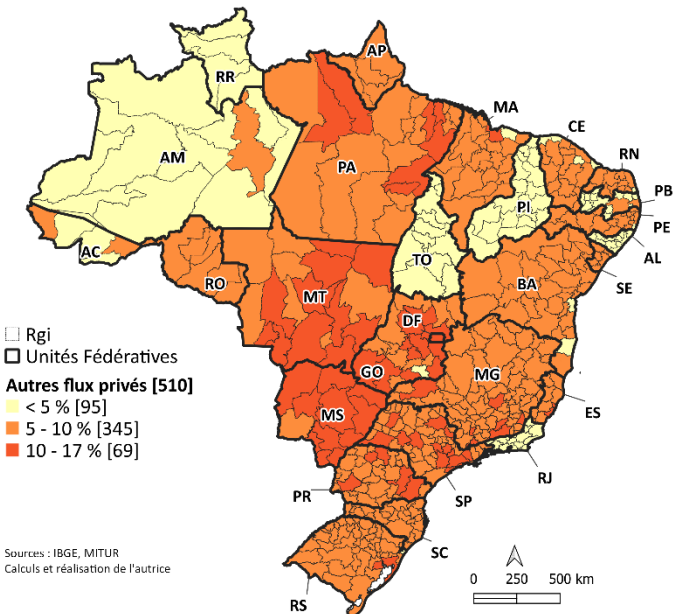
C. Base des solidarités (%)



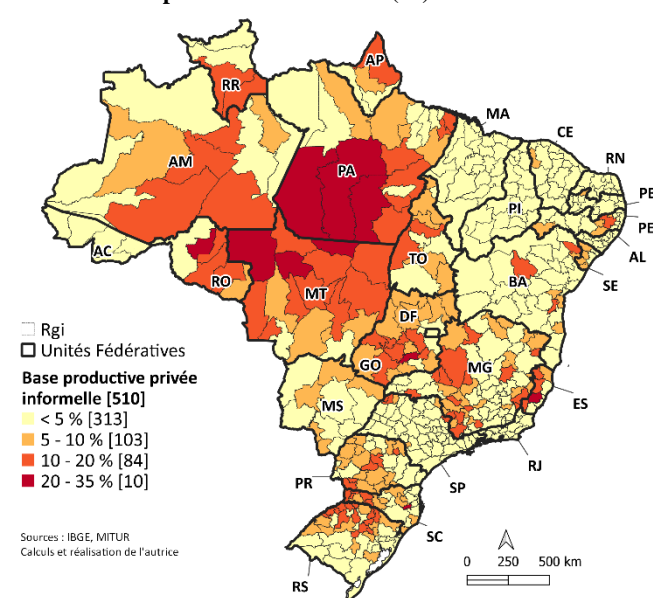
D. Base productive formelle



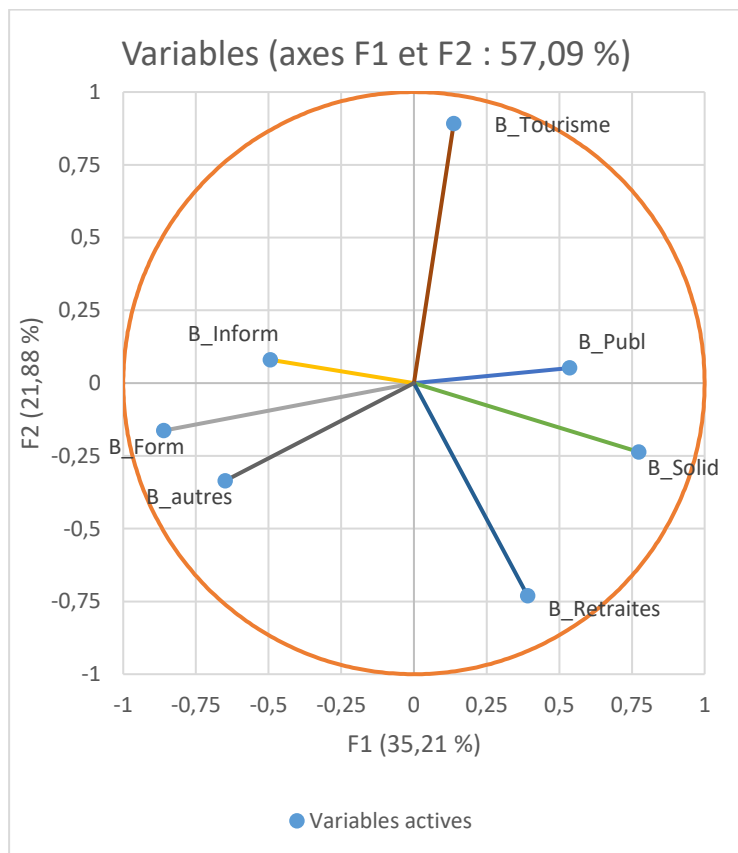
E. Autres flux privés (%)



F. Base productive informelle (%)



Annexe 17. ACP, revenus captés par les Rgi, en %.



Source : Calculs de l'auteurice

Annexe 18. Composition des bases économiques ; valeurs\* moyennes et médianes, pour chaque cluster et pour l'ensemble des Rgi ; 2017-2018

Valeurs moyennes des bases par cluster (en %)							
Clusters (%)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>A</b>	15,2	8,1	9,0	18,1	6,6	33,9	9,0
<b>B</b>	3,1	3,3	7,2	23,4	12,7	41,6	8,8
<b>C</b>	0,9	3,1	4,4	28,2	11,6	34,0	17,7
<b>D</b>	4,6	2,0	5,0	14,8	5,2	21,7	46,7
<b>Moyenne Rgi</b>	7,8	5,3	7,4	21,7	9,7	36,5	11,6

Valeurs médianes des bases par cluster (en %)							
Clusters (%)	Base prod. formelle	Base prod. informelle	Base prod. non salariale	Base Publique	Base des Solidarités	Retraites	Tourisme
<b>A</b>	14,3	7,2	8,8	17,2	6,2	35,1	7,9
<b>B</b>	1,0	2,5	7,3	23,0	13,9	42,8	8,1
<b>C</b>	0,4	1,4	3,9	24,1	12,5	33,9	16,3
<b>D</b>	2,8	1,3	4,9	12,8	4,3	22,7	44,2
<b>Médiane Rgi</b>	5,7	3,8	7,7	21,1	8,2	37,7	8,9

\*En rouge, les valeurs supérieures à la moyenne (ou à la médiane) brésilienne

Source : Calculs de l'auteur

Cluster A : Rgi à dominante productive

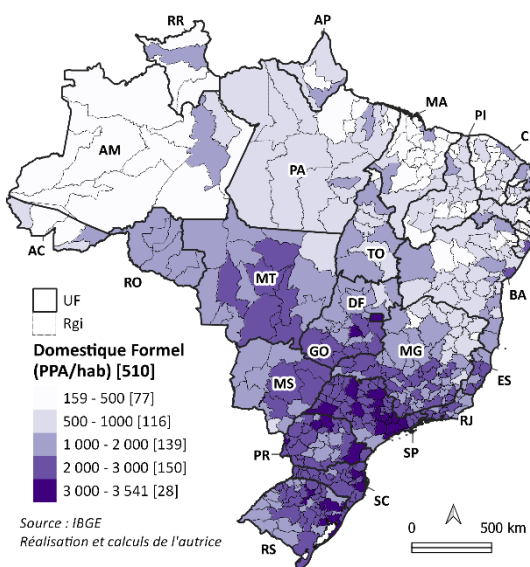
Cluster B : Rgi publiques-résidentielles à dominante retraites

Cluster C : Rgi publiques-résidentielles à dominante tourisme

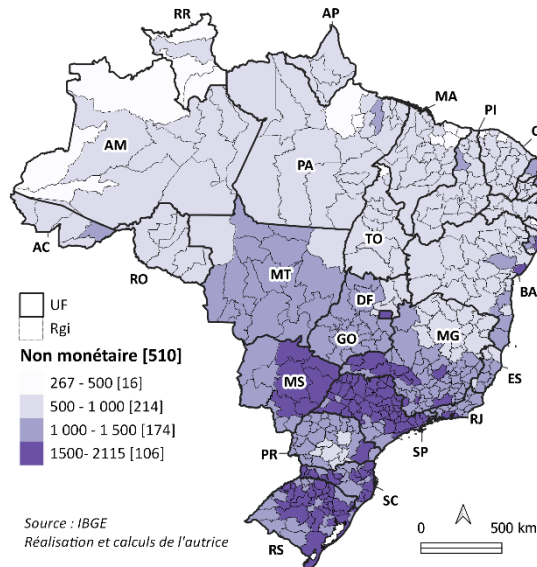
Cluster D : Rgi à dominante touristique

# Annexe 19. Revenus domestiques des Rgi en \$ PPA, par source de revenu ; 2017-2018

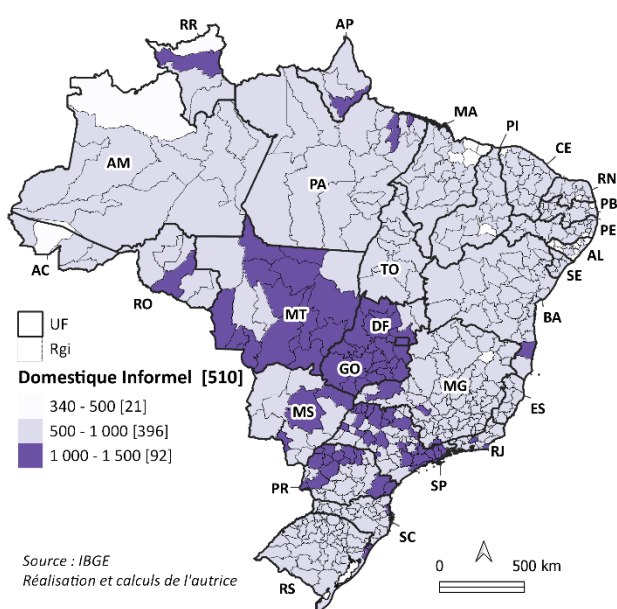
### A. Domestique formel



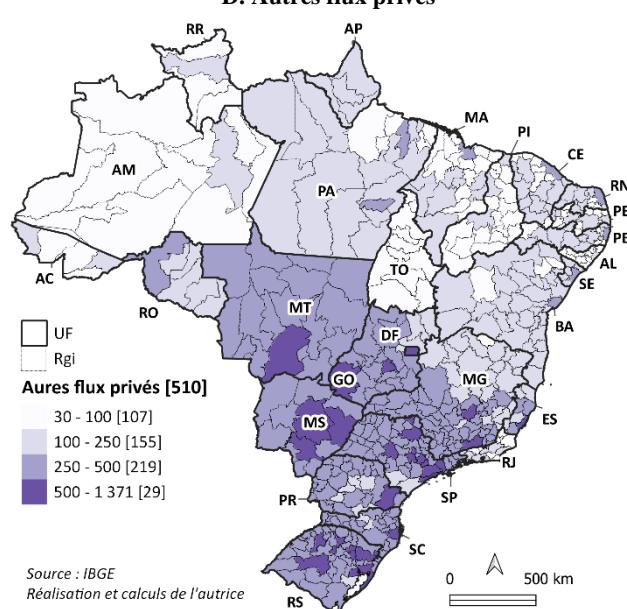
### B. Flux non monétaires



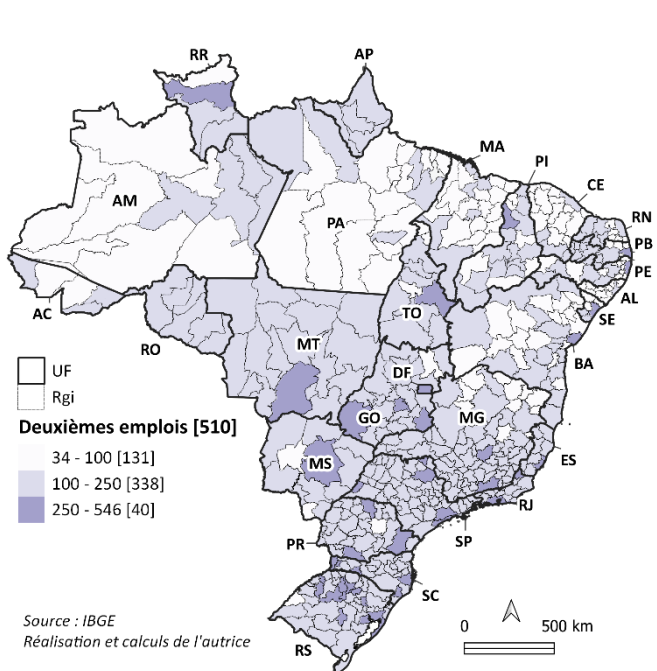
### C. Domestique informel



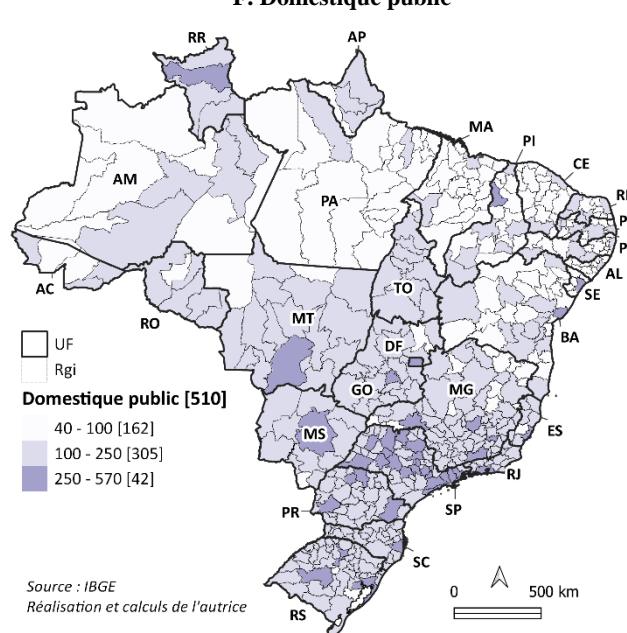
### D. Autres flux privés



### E. Deuxièmes emplois

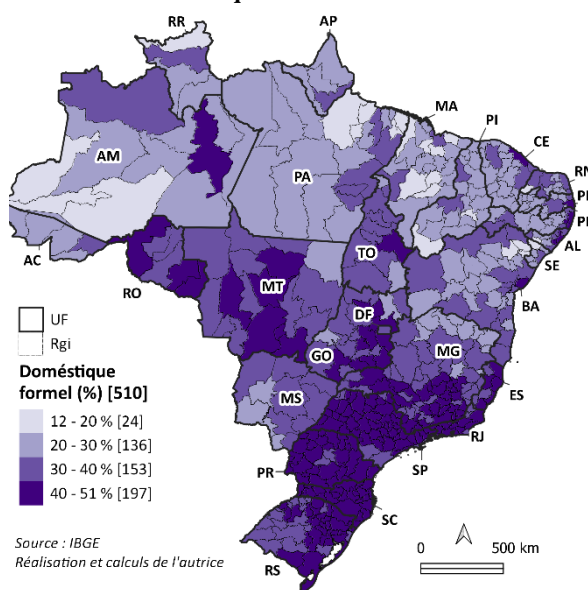


### F. Domestique public

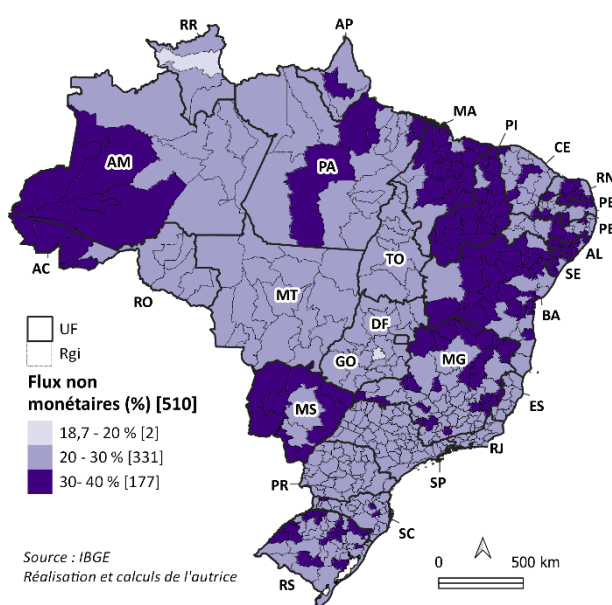


## Annexe 20. Composition des revenus domestiques des Rgi (en %) ; 2017-2018

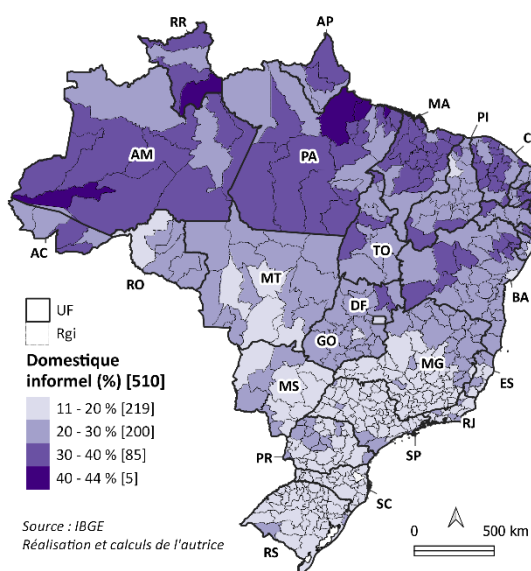
### A. Domestique formel



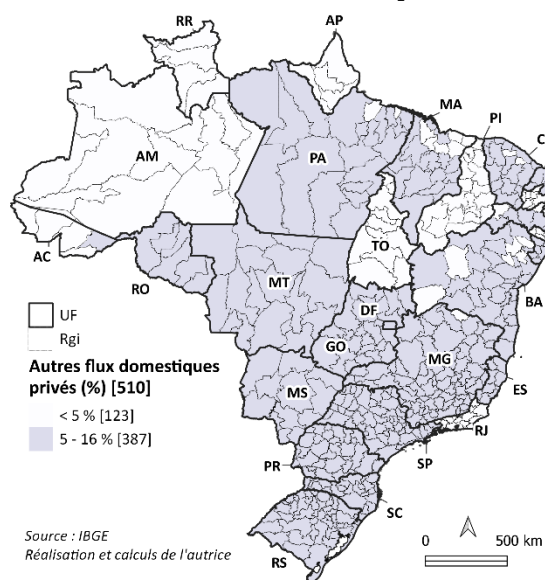
### B. Flux non monétaires



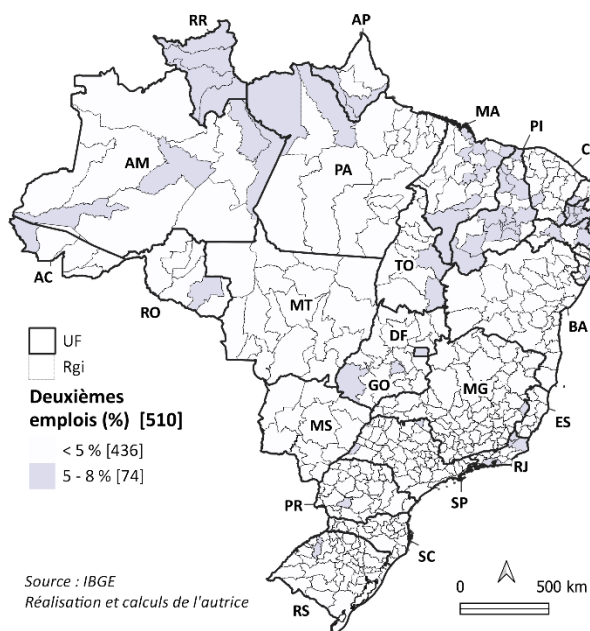
### C. Domestique informel



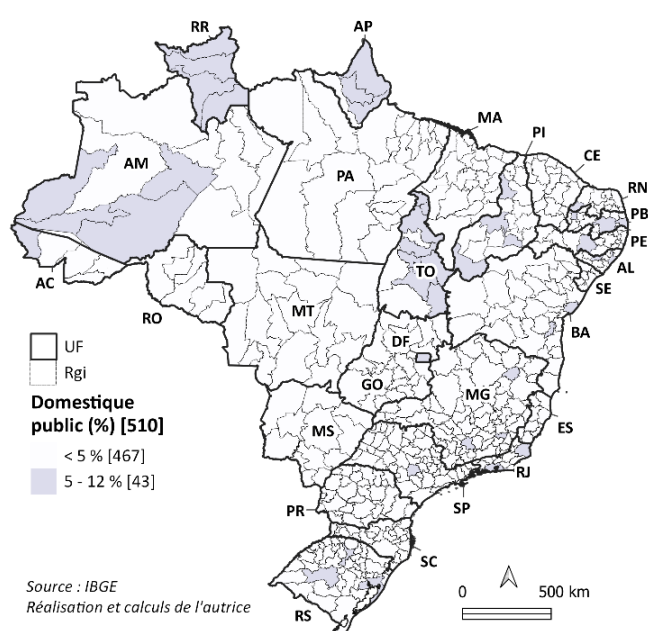
### D. Autres flux domestiques



### E. Deuxièmes emplois

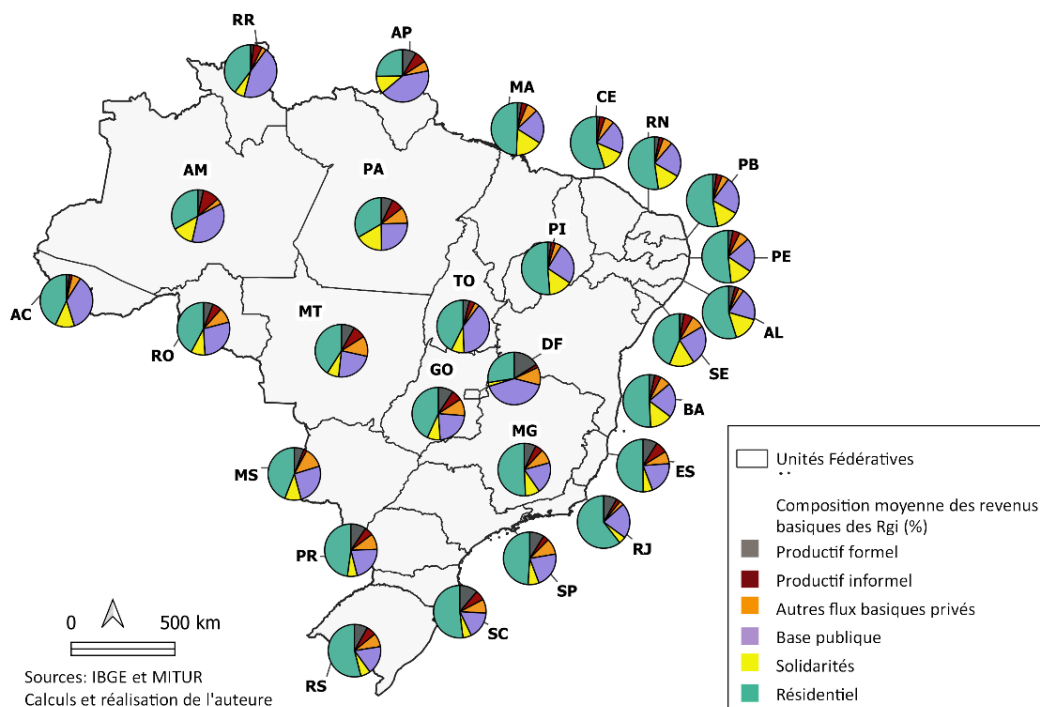


### F. Domestique public

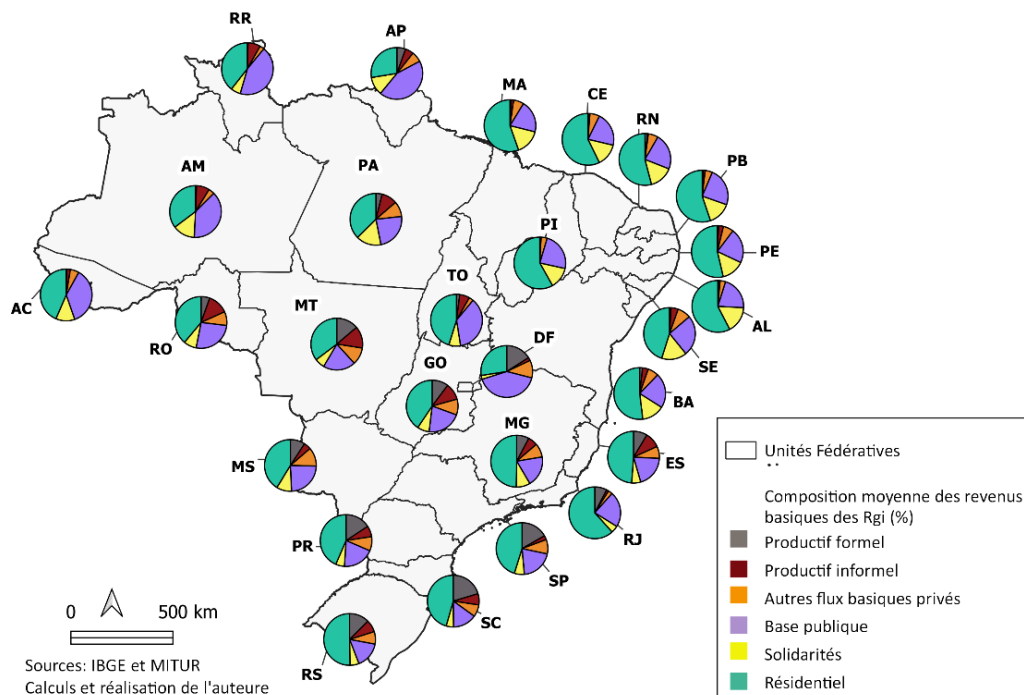


## Annexe 21. Composition moyenne des bases économiques des Rgi de chaque UF, selon la méthode nationale et selon la méthode monographique

### A. Méthode monographique (utilisant la moyenne des UF pour le calcul du quotient de localisation)

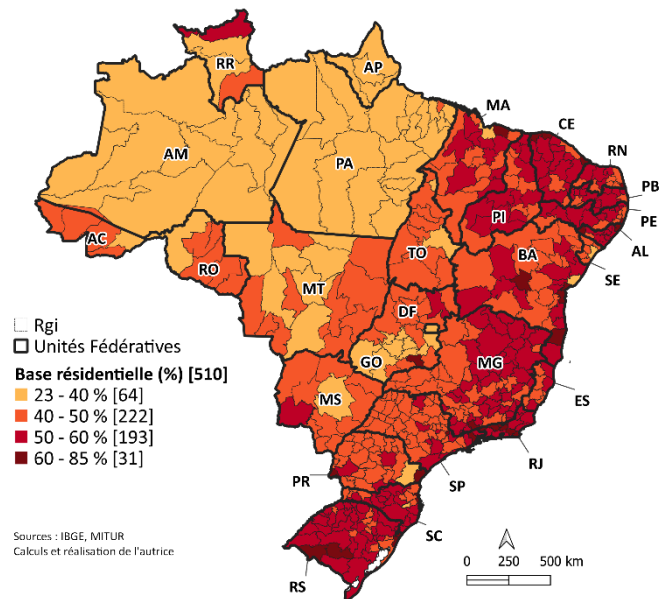


### B. Méthode nationale (utilisant la moyenne brésilienne pour le calcul du quotient de localisation)

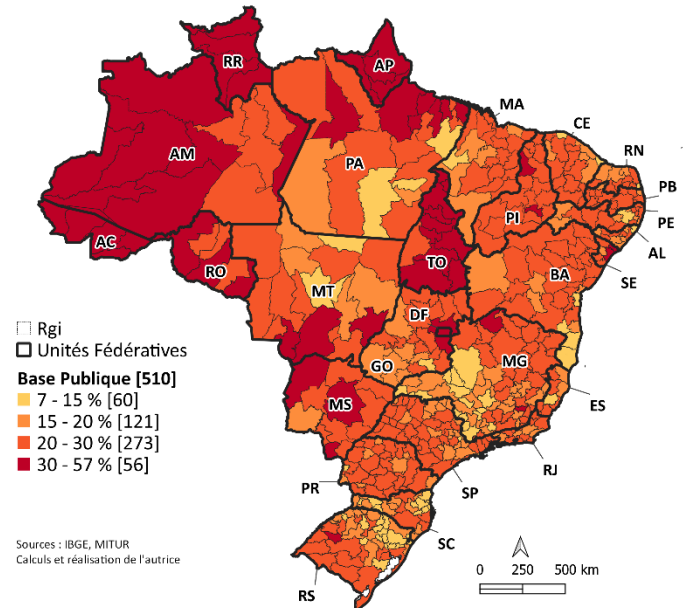


## Annexe 22. Composition des bases économiques (en %) des RGI, utilisant la méthode monographique ; 2017-2018

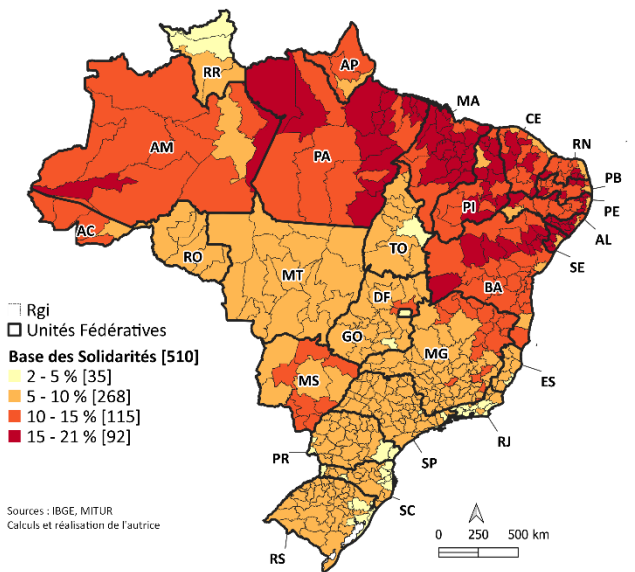
### A. Base résidentielle (%)



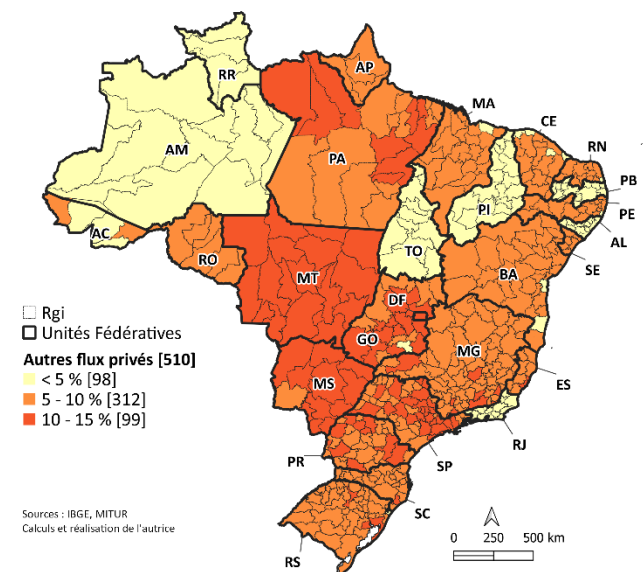
### B. Base publique (%)



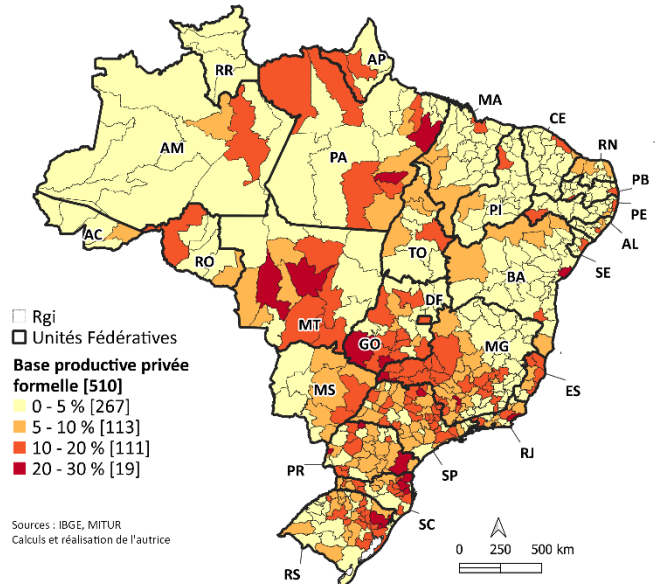
### C. Base des solidarités (%)



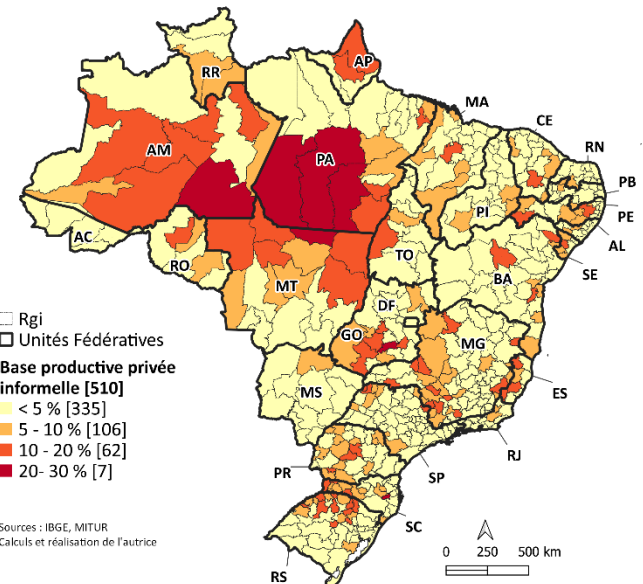
### D. Autres flux privés (%)



### E. Base productive formelle (%)



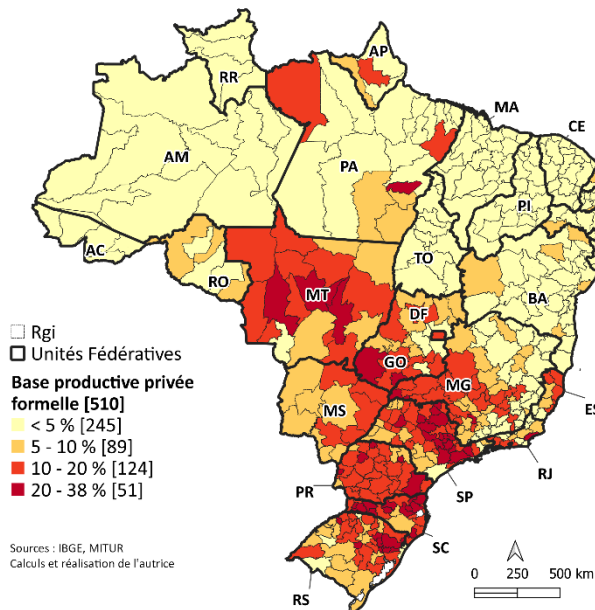
### F. Base productive informelle (%)



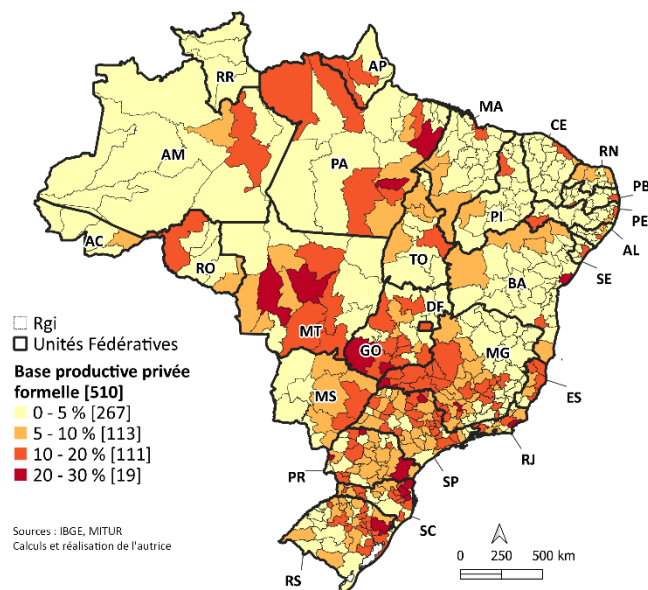


## Annexe 23. Comparaison de la méthode nationale et de la méthode monographique : les composantes de la base productive exportatrice (%) ; 2017-2018

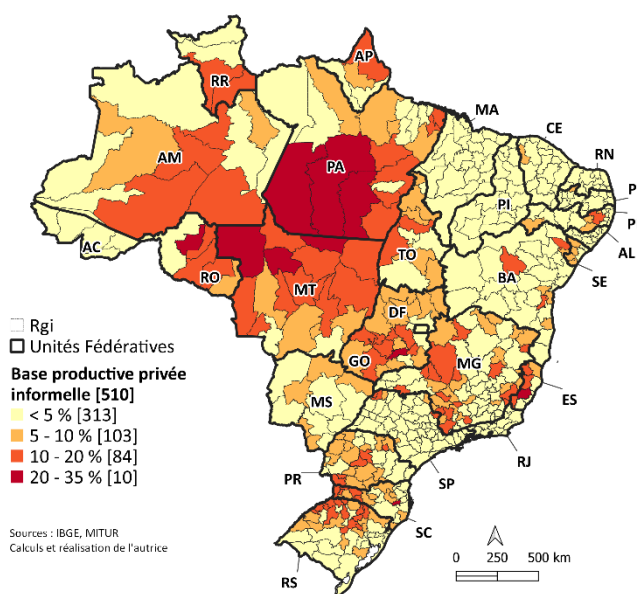
### A. Base productive formelle, moyenne BR (%)



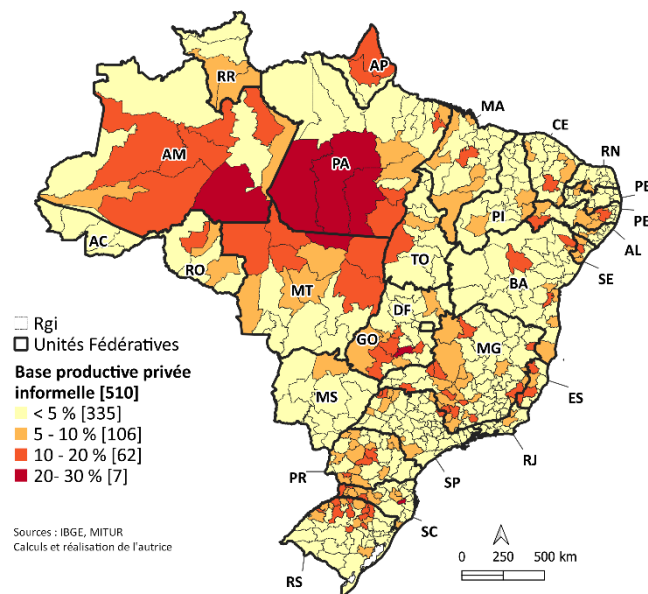
### B. Base productive formelle, moyenne UF (%)



### C. Base productive informelle, moyenne BR (%)



### D. Base productive informelle, moyenne UF (%)



## Annexe 24. Entretiens réalisés à Matarandiba

Typologie	N.	Structure	Personne interviewée	Informations	Enregistrement	Date
Entité de gestion	1	ASCOMA	Lisangela Lopez Lima	Secrétaire. Originaire de l'île de la Cal, juste en face de Matarandiba (au nord). Avec son époux, originaire de Matarandiba, elle a habité longtemps à Salvador ; ils sont rentrés vivre à Matarandiba suite à la naissance de leurs enfants. Elle a ouvert un magasin de glaces en utilisant des emprunts de la BCD. En 2011, elle est devenue membre du CAC et depuis elle est membre de l'association ASCOMA, ayant aussi recouvert différents rôles dans les entreprises d'économie solidaire (EES) du territoire et au sein de la BCD.	Oui	31/10/2019
	2	ASCOMA	Rosangela Silva	Membre fondatrice et actuelle Conseillère administrative. Originaire de Vitoria da Conquista (BA), elle habite à Matarandiba depuis 25 ans. Elle faisait partie de l'association déjà avant sa formalisation. Elle a recouvert de nombreux rôles au sein de l'ASCOMA, de plusieurs EES (notamment, elle a été la responsable de l'infocentre) et de la BCD (auparavant, elle était agente de crédit).	Oui	31/10/2019 puis 20/11/2022
Finances solidaires	3	BCD Ilhamar	A.	Membre du CAC à titre bénévole. Retraitée, née à Magorogipe (BA) et ayant ensuite habité à Salvador pendant presque 50 ans ; elle a bénéficié de plusieurs emprunts de la BCD, avant d'être invitée à devenir membre du CAC. Pendant des décennies, elle a passé ses vacances à Matarandiba, son frère ayant marié une femme originaire de là-bas ; ayant pris sa retraite, elle a finalement décidé de s'y installer.	Oui	31/10/2019
	4	BCD Ilhamar	Flavia Lima	Agente de crédit. Née à Salvador, elle a déménagé à Matarandiba suite à son mariage avec un homme de la communauté, salarié de DCC au moment de l'entretien. Une fois retraités, ses parents ont déménagé à Matarandiba également. Auparavant, elle travaillait dans le secteur de la santé, dans un hôpital de Salvador.	Oui	31/10/2019
	5	BCD Ilhamar	A.	Retraité, originaire de Matarandiba mais ayant habité et travaillé à Salvador pendant toute sa vie active. Ayant arrêté de travailler et étant resté veuf, il est rentré habiter sur l'île, où il a pu bénéficier de plusieurs emprunts de la BCD.	Oui	01/11/2019
Pôle productif du RLES	6	VIVERTUR - Tourisme communautaire INFOMAR - Infocentre et Radio Communautaire « A voz da Terra »	M.	Jeune homme de 24 ans. Il est l'un des deux co-responsables de cette EES ; il est également impliqué dans le projet de radio communautaire. Il est né à Matarandiba et s'est formé à l'accompagnement touristique. Il compte habiter à Salvador dans le cadre de sa formation universitaire, mais il souhaite par la suite retourner habiter sur l'île.	Oui	31/10/2019
	7	Boulangerie communautaire « Sonho real »	D.	Agée d'environ trente ans, elle est l'une des deux responsables de cette EES. Il s'agit de son premier emploi dans une structure formelle : auparavant, elle vendait des produits alimentaires, qu'elle préparait à son domicile.	Oui	31/10/2019
	8	Agromel	R.	Responsable de cette EES, et en particulier du potager communautaire, elle est appuyée dans cette gestion par son mari, qui est fonctionnaire public et apiculteur.	Oui	04/12/2019

				Elle est impliquée dans les activités de l'ASCOMA depuis plusieurs années, plusieurs membres de sa famille ayant par ailleurs travaillé dans différentes EES (notamment, l'un de ses fils a travaillé dans la boulangerie communautaire et l'autre dans le potager communautaire).		
Association culturelle du RLES	9	ASCOMAT	Josiene Souza da Rocha	Conseillère administrative depuis trois ans, elle suit les activités de l'ASCOMAT depuis sa fondation. Elle travaille parfois de façon « bénévole », pendant les mois où elle ne reçoit pas de salaire (où lorsque le versement des salaires est retardé), et a déjà organisé plusieurs manifestations culturelles en mobilisant les ressources financières de la communauté (dons, loteries...) et du travail bénévole.	Oui	31/10/2019
Commerces locaux	10	Pousada (hôtel) dos policiais	N/A	Employé polyvalent. Exprime une opinion mitigée concernant la BCD et le RLES dans son ensemble.	Non (conversation pendant le petit déjeuner)	01/11/2019
	11	Rérestaurant/Bar	N/A	Propriétaire du restaurant depuis trois ans, elle a déjà bénéficié de plusieurs emprunts de la BCD pour son activité. Originaire de Paulo Alfonso (BA), elle a habité pendant 15 ans à São Paulo, avant de marier quelqu'un originaire de Matarandiba et y déménager.	Non (Conversation lors d'un repas de midi)	01/11/2019
	12	Magasin 1	I.	Travailleur dans ce petit supermarché, appartenant à sa belle-sœur, depuis 6 ans. Il vient de Valença (BA) mais a déménagé à Matarandiba avec sa femme, qui y est née. Le magasin accepte la monnaie sociale locale depuis son ouverture.	Non (Conversation informelle)	04/12/2019
	13	Magasin 2	A.	Propriétaire de ce petit supermarché, il est né à Matarandiba mais a passé toute sa vie active à Salvador ; une fois retraité, il est rentré habiter à Matarandiba. Ce magasin accepte la monnaie sociale locale depuis le début du projet Ecosmar.	Non (Conversation informelle)	04/12/2019
Acteurs extérieurs	14	Dow Chemical Company (DCC)	Marconi Oliveira	Directeur de la Responsabilité Sociale d'Entreprise de DCC de 1990 à 2015, il est maintenant à la retraite. Il a suivi l'implantation de la BCD Ilhamar - dont il apparaît comme étant très fière - et nous a livré son ressenti sur les actions menées dans le cadre de la collaboration avec l'ITES/EAUFBA (en précisant qu'il s'agit de déclarations à titre personnel).	Oui (distanciel)	17/08/2021
	15	Entreprise sous-traitante de DCC, dans le domaine de l'écologie et de la sauvegarde animale lors des perforations	A. et B.	Deux salariés d'une des entreprises sous-traitées par DCC ; ils logent chez l'habitant pendant la semaine et rentrent à Salvador - où ils habitent - pendant le week-end.	Non (Conversation informelle lors du dîner)	31/10/2019
	16	ITES/EAUFBA	Elenita Barbosa de Souza	Technicienne de l'ITES/EAUFBA, autrice d'un mémoire de recherche concernant Matarandiba.	Oui	21/10/2019
	17	ITES/EAUFBA	Iago Itã	Technicien de l'ITES/EAUFBA, ayant accompagné principalement le volet « culturel » de l'incubation.	Oui	29/11/2019

Source : Réalisation de l'autrice

## Annexe 25. Fonds captés par le réseau Ecosmar via des appels d'offre ou des prix

Projet	Type de financement	Bailleurs	Montant octroyé
Zé de Vale et Samba de Roda	Appel d'offre « Cultures populaires, Traditionnelles et Contemporaines »	Secrétariat de la Culture de l'Etat de Bahia (SECULT)	10 000 R\$
Terno de Reis de Matarandiba	Prix Cultures Populaires	Ministère de la Culture (MinC) via le Secrétariat de l'Identité et de la Diversité Culturelle (SID)	10 000 R\$
Point de lecture « Tia Dazinha »	Appel d'offre	Fondation Pedro Calmon (SECULT) et Ministère de la Culture (Programme « Mais Cultura »)	20 000 R\$
Réseau Bahianais des Banques Communautaires de Développement	Appel d'offre	Secrétariat du Travail, de l'Emploi et du Revenu de l'Etat de Bahia (SETRE) ; Superintendance Economie Solidaire et Coopérativisme de l'Etat de Bahia (SESOL)	60 000 R\$
Projeto Mão Amiga (Projet "Main Amie") en appui au Réseau Ecosmar	Appel d'offre pour la constitution de Fonds Rotatifs Solidaires	Secrétariat du Travail, de l'Emploi et du Revenu de l'Etat de Bahia (SETRE) ; Superintendance Economie Solidaire et Coopérativisme de l'Etat de Bahia (SESOL)	65 908 R\$
Renforcement du réseau d'ostréiculture familiale et solidaire de Bahia	Appel d'offre public du Fond Socio-environnemental de la Caixa Econômica Federal - Programme « Objectif de Développement du Millénaire »	Caixa Econômica Federal	120 000 R\$
Projet Culture et Mémoire de Matarandiba : revitaliser des manifestations traditionnelles, fixer des points dans l'histoire et rendre les mémoires réelles	Appel d'offre pour les Points de mémoire	Institut Brésilien des Musées / Ministère de la Culture (IBRAM/MinC)	30 000 R\$
Recrutement de deux agents de lecture pour 12 mois	Sélection publique de la Fondation Pedro Calmon	Fondation Pedro Calmon (SECULT) et Ministère de la Culture (Programme « Mais Cultura »)	10 000 R\$
Projet Ateliers du savoir - Art et lecture du peuple de la mer	Appel d'offre public pour le soutien des bibliothèques communautaires et des points de lecture	Fundação Biblioteca Nacional (FBN), rattachée au Ministère de la Culture	32 000 R\$
Samba de la Mer. Festival de Samba de l'île d'Itaparica	Appel d'Offre	Fond pour la Culture de la Fondation Culturelle de l'Etat de Bahia	40 000 R\$
Point de Culture « Voa Voa Maria »	Appel d'offre	Secrétariat de Culture de l'Etat de Bahia (SECULT)	180 000 R\$
Communiculture de la Mer	Prix Points de Médias Libres	Ministère de la Culture (MinC)	40 000 R\$
Art et Culture du Peuple de la Mer	Prix Bonnes Pratiques pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel	Institut du Patrimoine Historique et Artistique National (IPHAN)	30 000 R\$
Identité et Mémoire du Peuple de la Mer	Prix Rodrigo Melo Franco de Andrade	Institut du Patrimoine Historique et Artistique National (IPHAN)	30 000 R\$
Rádio Comunitária e Infocentro Informar	Prix Antonieta de Barros pour les Jeunes Communicateurs Noirs	Secrétariat des Politiques de Promotion de l'Egalité Raciale (Ministère de l'Education)	18 000 R\$
<b>TOTAL</b>			<b>695 908 R\$</b>

Source : Réalisation de l'auteurice, apud Souza (2019, annexe E)

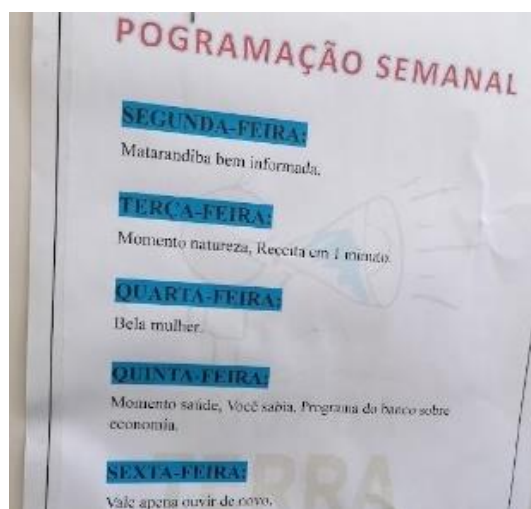
## Annexe 26. Les acteurs du CAES du Réseau Ecosmar, Matarandiba

Cette annexe présente les principaux acteurs du Centre Associatif d'Economie Solidaire de Matarandiba : à savoir, les six Entreprises d'Economie Solidaire (EES) qui dépendent de l'ASCOMA, l'ASCOMAT et la Banque Communautaire Ilhamar.

### (i) Les EES :

- **Infocentre Communautaire « Infomar ».** Cette EES, créée en 2008, offre des services d'inclusion numérique à la communauté. Avant son implantation, les habitantes et habitants étaient contraints de se déplacer dans d'autres villages (ce qui, comme nous l'avons vu, n'est pas très aisé au vu de la localisation reculée de cette communauté), voire de renoncer aux services numériques. Comme nous l'a raconté la conseillère administrative de l'ASCOMA : « à l'époque, avec la réalisation du premier diagnostic, nous avons découvert que seulement deux personnes de la communauté avaient un ordinateur chez eux... quasiment personne n'avait de téléphone portable... c'est aussi pour cela que nous avons ressenti la nécessité de créer l'infocentre communautaire, pour que les gens puissent avoir accès à ces services. »<sup>cii</sup> (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba). Aujourd'hui, l'inclusion numérique de la population a largement progressé, même si elle n'arrive pas encore à atteindre tout le monde : selon le dernier recensement mené avec l'appui de l'ITES/EAUFBA, en 2019-2020, moins de la moitié des familles (86 sur 195) possédait une connexion internet et environ une famille sur cinq (35) possédait un ordinateur portable. Actuellement, l'infocentre offre des cours d'informatique en s'appuyant sur l'environnement Linux, ainsi que l'accès à internet et un service d'impressions. Il est ouvert tous les jours et ses services sont gratuits ou accessibles à un coût très faible.
- **Radio communautaire « a Voz da Terra» (La Voix de la Terre).** Cette EES a commencé ses programmes en 2013 et est animée par le groupe de travail « Culture et Communication » de l'ASCOMA. Les salariés sont deux jeunes de la communauté, d'environ 25 ans, qui s'occupent également de l'infocentre. La radio est diffusée par un système d'enceintes dans la rue (une vingtaine, selon les interviewés). Ses activités sont financées par des publicités pour les commerces locaux : généralement, 30 R\$ par mois ou 20 R\$ pour les petits commerces ; des tarifs réduits s'appliquent pour les commerçantes et commerçants qui payent en monnaie sociale (Entretien avec M., responsable du VIVERTUR, 31/10/2019, Matarandiba). La radio accède également à des financements privés et publics ; notamment, en 2016 elle a remporté, avec l'infocentre, le « Prix Antonieta de Barros pour les Jeunes Communicateurs Noirs », pour un total de 18 000 R\$. Les émissions sont variées, traitant de musique, d'information, de divulgation scientifique.
- **Boulangerie Communautaire « Sonho Real ».** La boulangerie communautaire a été inaugurée en janvier 2015. Avant son implantation, les produits boulangers venaient d'autres villages - et particulièrement de Jeribatuba, qui se trouve à environ 10 km de distance et dont les produits sont livrés dans les hameaux environnants. Le transport se faisait par moto une fois par jour, en fin de journée - et les produits qui arrivaient étaient souvent en quantités insuffisantes et de qualité moindre, Matarandiba constituant la dernière étape de l'itinéraire de livraison (Souza 2018). Depuis sa création, la boulangerie a changé plusieurs fois de gestion. Actuellement, l'entreprise est gérée par deux femmes, d'âge compris entre 30 et 40 ans. Les prix sont très faibles ; comme nous l'a expliqué l'une des deux boulangères : « La boulangerie a été fondée il y a cinq ans, et le pain a toujours coûté 25 centimes. Cette année, on a

Figure 89. Programmation hebdomadaire de la radio communautaire.



Source : Photo de l'autrice, octobre 2019

dû augmenter à 30 centimes, parce que le coût des intrants a beaucoup augmenté - le gaz, l'énergie... (...) qui vient acheter avec les conchas [la monnaie sociale de Matarandiba, NdT] et amène son propre sac, peut avoir un pain de plus, c'est-à-dire, quatre pains pour 1 réal. »<sup>ciii</sup> (Entretien avec D., Gérante de la Boulangerie Sonho Real ; Entretien du 31/10/2018, Matarandiba).

- **Groupe de Production Agro-écologique d'aliments et Agromel.** Il s'agit d'un potager communautaire et de ruches proposant à faible prix des produits bio issus de pratiques agro-écologiques. Les activités sont menées par un groupe composé par quatre personnes, dont une agente rémunérée, deux volontaires et un ex-agent qui est maintenant fonctionnaire de la mairie et est en train de développer une petite activité d'apiculture (source : entretien avec R., Responsable de l'EES Agromel, 04/12/2019, Matarandiba). Actuellement, il y a une dizaine de cultures différentes, notamment des salades, des roquettes, des gombos, des aromatiques, ainsi que des arachides (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba). La production est écoulee localement une fois par semaine, ainsi qu'à Mar Grande, où l'association dispose d'un stand pour la vente. Au fil du temps, certains partenariats se sont tissés - notamment avec des entreprises locales et la municipalité de Vera Cruz - permettant des nouveaux débouchés pour la production communautaire. Notamment, en 2017, l'ASCOMA vendait une partie des produits à une entreprise du bâtiment, sous-traitante pour DCC, pour la cantine des travailleurs (E. B. de Souza 2019). Cette EES connaît un turn-over important des personnes impliquées ; cela n'est pas vu uniquement comme une contrainte, mais aussi comme une opportunité de diffuser les connaissances en matière d'agroécologie au plus large nombre possible de membres de la communauté (source : entretien avec R., Responsable de l'EES Agromel, 04/12/2019, Matarandiba). Les principales difficultés soulevées pendant les entretiens sont le faible nombre de personnes impliquées, la production inconstante en fonction des saisons, le manque d'eau par périodes (d'où la quête de fonds pour fabriquer une nouvelle citerne), la difficulté pour les consommateurs d'accepter des produits moins « beaux » que ceux cultivés avec des produits phytosanitaires - malgré le prix de vente qui est très faible et qui ne permet qu'une toute petite marge de gain pour les gérantes et gérants de l'activité. Toutefois, une certaine clientèle apparaît comme étant déjà fidélisée au sein de la communauté.

Figure 90. Pépinière située à l'arrière de l'ASCOMA



Source : Photo prise par l'auteurice, novembre 2019

- **ViverTur - Tourisme communautaire.** Cette entreprise d'économie solidaire, toujours liée à l'ASCOMA, a commencé à se structurer à partir de 2013. Le Ministère du Tourisme du Brésil définit le « tourisme de base communautaire » (TBC) comme « un modèle alternatif de développement touristique, basé sur l'autogestion, l'associationnisme/coopérativisme, la valorisation de la culture locale et, surtout, le rôle de protagonistes assumé par les communautés locales, ayant comme objectif l'appropriation par celles-ci des bénéfices découlant du développement de l'activité touristique »<sup>429</sup> (Ministério do Turismo 2008, p. 1). Au moment de notre visite de Matarandiba, le ViverTur

Figure 91. Logo du ViverTur



Source : site du ViverTur

<sup>429</sup> um modelo alternativo de desenvolvimento turístico, baseado na autogestão, no associativismo/cooperativismo, na valorização da cultura local e, principalmente, no protagonismo das comunidades locais, visando à apropriação por parte destas dos benefícios advindos do desenvolvimento da atividade turística

impliquait un groupe de sept jeunes, les deux personnes responsables de cette EES étant un homme âgé de 24 ans et une femme âgée de 19. Il s'agit de volontaires, qui reçoivent une rémunération en fonction des services offerts. Dans les mots d'un des responsables: « *Notre travail c'est de développer l'économie locale, avec un tourisme qui est différent du tourisme de masse, qui vient exploiter la communauté sans rien donner en retour... C'est cela, la grande différence avec notre travail... (...) Parce que le ViverTur, ce n'est pas que du tourisme, de l'amusement... Comme le nom le dit, « ViverTur », c'est « Viver » [vivre, NdT], une expérience de la communauté, des habitants, c'est montrer la réalité de la vie ici...* »<sup>civ</sup> (Entretien avec M., responsable du VIVERTUR, 31/10/2019, Matarandiba). Ainsi, le ViverTur propose différents itinéraires - des randonnées, des tours en bateau / pirogue, des spectacles de samba.

Figure 92. Samba de roda pendant un tour du VIVERTUR



Source : Photo de l'autrice ; mars 2017

Figure 93. Panneau de sensibilisation pour les touristes : « La plage est à nous, les déchets à toi : ne pollue pas, évolue ! »



Source : Photo de l'autrice ; Matarandiba, novembre 2019

Les repas sont préparés par des membres de la communauté et l'hébergement se fait chez l'habitant - ce qui permet aux touristes qui le souhaitent de participer à des activités comme la cuisine, la pêche et la récolte de fruits de mer. Les visites sont également des occasions pour sensibiliser à l'environnement, ainsi qu'à l'économie solidaire, puisque les touristes reçoivent des informations sur le réseau Ecosmar, la monnaie sociale, et rencontrent les différentes EES qui composent le réseau.

- **Ostréiculture (actuellement inactif).** Cette EES a commencé ses activités en 2011, avec l'appui d'un appel d'offre de la *Caixa Econômica Federal* concernant l'aquaculture. L'objectif du projet était de renforcer le Réseau d'Ostréiculture Familiale et Solidaire de Bahia, l'ASCOMA étant une des associations cheffes de file. Les fonds captés via l'appel d'offre ont été utilisés pour la formation d'une dizaine de familles de l'île, pour la mobilisation de techniciens spécialisés, ainsi que pour réaliser des échanges entre les communautés et villages concernés par le projet (Relatório Do Projeto Ecosmar, 2011, *apud* Souza 2019.) Au moment des visites de terrain (automne 2019), cette entreprise était momentanément désactivée, ayant fait face à plusieurs contraintes et défis - même si les gérantes de l'ASCOMA croient toujours dans la possibilité de relancer le projet : « *J'ai fait partie de l'expérience de l'ostréiculture, qui est une entreprise incroyable, que nous cherchons à réactiver... il a un lien fort avec l'identité de la communauté, de la pêche et la récolte de coquillages. En plus de préserver la nature, l'environnement dans lequel nous vivons, cela permet d'avoir un revenu... (...) mais ici, on a de la surpêche illégale... ainsi, il y a des personnes d'autres communautés qui viennent et lancent des bombes... et les huîtres, elles sont sensibles, elles se stressent...*

Figure 94. Ostréiculture familiale



Source : Réseaux sociaux de l'Ascoma, photo de mars 2017

*et quand on arrive au moment de la commercialisation, elles meurent facilement, c'est compliqué... »<sup>cv</sup> (Entretien avec E. L. Lima, Secrétaire de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba). Et la Conseillère administrative de l'association, a rajouté : « les personnes de la communauté aujourd'hui sont habituées à travailler et à recevoir tout de suite ; et l'ostréiculture passe par tout un processus de croissance avant d'avoir un retour... et les personnes n'ont pas eu assez de patience pour attendre ce processus [rigole]. (...) on était très occupées par ailleurs à ce moment-là et on n'a pas eu le temps pour faire plus de conscientisation pour ces personnes, les accompagner et leur montrer qu'il était possible de donner une continuité, mais que c'était un processus lent... ainsi, cette activité s'est affaiblie et on a fini par la désactiver. Mais tout le reste des entreprises du réseau, elles sont toujours là. »<sup>cv</sup> (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba).*

**(ii) l'ASCOMAT.** Il s'agit de l'association culturelle de l'île. Opérant initialement avec des dons de la communauté et des fonds de DCC, elle a su différencier ses sources de financement au fil des années, notamment à travers d'appels d'offres du Ministère de la Culture (MINC) et du Secrétariat de la Culture de Bahia (SECULT/BA), ou encore de l'Institut Brésilien des Musées (IBRAM/MINC). Une des membres de l'association a évoqué la naissance et consolidation de l'ASCOMAT :

*Dona Angelina, qui a une mémoire très bonne, en discutant avec D., qui était touriste et venait beaucoup ici, a fini par tomber amoureuse du lieu... elles ont décidé de fonder cette association et ont récupéré le « Terno de Reis » et le « Zé de Vale » ... le « Terno » est une manifestation très chère, les vêtements sont très chers (...) alors on a fait des bingos, tombolas, ventes aux enchères... (...) en arrivant à 4 000 R\$ tirés de la communauté... (...) cela a été très émouvant... parce que, quand les anciennes nous racontaient les histoires, elles s'émouvaient, en se rappelant de leur époque, de ce qui n'existait plus... et quand on est arrivées à remettre en place cela, ça a été très beau... ça a été un beau moment pour la communauté - et aussi pour l'association... parce tout a commencé avec cette récupération... Quand le « Terno » est sorti dans le rues, on n'avait aucun lien avec l'ASCOMA... c'est après cette mobilisation que l'idée d'un réseau ECOSMAR est née, et que nous avons formalisé notre association.<sup>cvi</sup> (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba)*

Aujourd'hui, l'espace de l'ASCOMAT est constitué par un « point de mémoire », un « point de lecture » et un « point de culture », les deux derniers étant nommés en l'honneur de femmes importantes pour la vie éducative et culturelle de l'île. Le point de culture propose un riche calendrier d'activités et manifestations culturelles, avec un groupe de samba de roda, « Voa voa Maria », très connu dans la région (ayant même sorti un album en 2020). Le point de mémoire « Tia Dinha » (première catéchiste de la communauté) est une sorte de musée, où « nous gardons toute mémoire de Matarandiba (...) nous avons gagné plusieurs appels d'offres, le dernier a été pour l'exposition de ces pièces [elle montre des objets exposés], avec toute l'explication de leur histoire »<sup>cvi</sup> (*ibid.*). Le point de lecture « Tia Dazinha » (enseignante de longue date à Matarandiba) est une bibliothèque ainsi qu'un point de rencontre pour les ateliers de lecture destinés aux enfants ; son dernier projet a été « la publication d'un livre, 'Mémoires de terre et de mer', qui récolte des contes et histoires des personnes de la communauté. »<sup>cix</sup> (*ibid.*).

**(iv) La Banque Communautaire de Développement Ilhamar.** Cette BCD permet aux ménages et aux entreprises d'accéder à des petits emprunts à un taux d'intérêt faible ou nul. Elle a été en fonctionnement de manière continue depuis son implantation, en 2008. Comme nous l'a expliqué la conseillère administrative de l'ASCOMA, impliquée dans la BCD depuis sa création : « au sein du Réseau de BCD on a eu certaines discussions... et on s'est rendues compte que la Banque Ilhamar a été la seule à ne jamais fermer depuis sa création... la plupart a déjà dû fermer, certaines pour des petites périodes, d'autres pour des périodes plus longues, pour des raisons variées... »<sup>cx</sup> (Entretien avec R. Silva, Conseillère administrative de l'ASCOMA, 31/10/2019, Matarandiba).

Les emprunts peuvent être octroyés en réaux ou en *conchas*, à la discrétion du CAC : l'emprunt est reçu en *conchas* si le bien ou service pour l'obtention duquel la BCD est sollicitée est disponible dans



la communauté. En dehors de la communauté, il est possible de dépenser des *conchas* dans l'île d'Itaparica, dans un magasin de matériaux de construction et dans une pharmacie. Plusieurs lignes de crédit sont proposées, à savoir :

- des emprunts pour des activités de production et services (« *produção e serviço* ») ou pour les travaux de rénovation d'un bâtiment (« *reforma* »), octroyés en réaux ou en conchas, pour un montant compris entre 400 et 800 R\$ et une période de remboursement pouvant aller jusqu'à 6 mois ; le taux d'intérêt appliqué est de 3% ;
- des emprunts pour des activités de consommation (« *consumo* »), octroyés principalement en conchas, pour un montant compris entre 200 et 350 conchas et une période de restitution pouvant aller jusqu'à 4 mois ; le taux d'intérêt appliqué est de 2% ;
- des emprunts « *Cred Jovem* », destinés aux jeunes de la communauté, octroyés en réaux ou en conchas, pour un montant compris entre 50 et 300 réaux et une période de restitution pouvant aller jusqu'à 4 mois ; le taux d'intérêt appliqué est de 0,5%.

Le taux d'intérêt ne s'applique pas à chacune des tranches à rembourser - ce qui est le cas dans la plupart des BCD de cette dimension. Notamment, si une habitante demande un emprunt pour la production (taux d'intérêt de 3%) de 500 R\$ et propose un remboursement en six fois, elle va devoir rembourser 515 R\$ ( $500 + 0,03 * 500$ ), à la place des 590 R\$ qu'elle aurait eus à rembourser en appliquant des taux d'intérêt simples ( $500 + 0,03 * 500 * 6$ ).

Lorsqu'il y a des sollicitations d'emprunts, le CAC se réunit les mardi et jeudi pour décider de leur octroi. Le CAC est constitué par quatre membres, à savoir une représentante de l'entité de gestion, l'agente de crédit et deux membres de la communauté qui ne sont pas nécessairement proches de l'AS-COMA. Selon l'une de ces membres, pour choisir quels représentants de la communauté peuvent faire partie du CAC « *il faut identifier la personnalité de la personne... parce qu'elle va avoir une responsabilité très grande... Parce que notre objectif, ici, c'est d'aider à résoudre des situations difficiles pour les habitants, n'est-ce-pas ? Ce n'est pas de faire du potin...* »<sup>cxix</sup> (Entretien avec A., Membre du CAC de la Banque Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba). Selon l'agente de crédit interviewée, « *la personne vient solliciter un emprunt, puis son cas est exposé à nous... pourquoi la personne a besoin de ça, quelles sont ses dépenses mensuelles etc., pour qu'on puisse évaluer tout. Ensuite, si l'emprunt est approuvé, le nom de la personne est dévoilé. Ainsi, au début de l'évaluation, on ne sait pas qui est la personne, pour qu'il n'y ait pas cette question de vouloir approuver sa demande parce qu'on la connaît... et cela, c'est aussi très important* »<sup>cxiii</sup> (Entretien avec F. Lima, agente de crédit de la BCD Ilhamar, 31/10/2019, Matarandiba). Pour accéder aux emprunts, il faut résider à Matarandiba et être âgé d'au moins 18 ans ; il faut présenter sa pièce d'identité (*Registro Geral - RG*) et son identifiant fiscal (*Cadastro de Pessoa Física - CPF*). La personne demandant un emprunt devrait en principe être ouverte à intégrer les activités communautaires du Réseau ECOSMAR. Si cela s'avère nécessaire, il est possible que la BCD demande l'avis d'une autre personne de la communauté - notamment lors de l'enquête préalable à l'octroi de l'emprunt, menée par l'agente de crédit.

## Annexe 27. Liste d'entretiens concernant le bairro do Uruguai

Typologie	N.	Structure	Personne interviewée	Informations	Enregistrement	Date
Gestionnaires des entités du RLES	1	Association des habitants du Conjunto Santa Luzia	Carlos Eduardo Barbosa	Activiste, membre de l'Association des habitants, en charge de l'articulation de la BCD Santa Luzia avec le réseau national de BCD ; éducateur spécialisé et musicien.	Oui	5/12/2019
	2	BCD	Tiago Muniz	Gestionnaire de la BCD Santa Luzia. Educateur impliqué dans les activités culturelles de l'Association des Habitants, il est aussi engagé dans d'autres projets que ceux liés aux finances solidaires.	Oui	28/10/2019 Puis le 28/10/2022 en distanciel
	3	REPROTAI	Gabriel Dias	Membre du REPROTAI, engagé dans les activités culturelles développées par ce réseau de jeunes.	Non (conversation informelle)	28/10/2010
BCD Santa Luzia	4	BCD	S.	Agente de crédit de la BCD Santa Luzia. Entrepreneur et ancienne bénéficiaire d'emprunts de la BCD.	Oui	12/11/2019
	5	Commerçant, bénéficiaires d'emprunts de la BCD	C.	Vendeur de rue. Epoux de la propriétaire d'une petite supérette. Bénéficiaire d'emprunts de la BCD.	Oui	12/11/2019
	6	Commerçante, bénéficiaires d'emprunts de la BCD	J.	Entrepreneuse, gérante d'un petit bar. Bénéficiaires d'emprunts de la BCD. Impliquée dans des fonds rotatifs.	Oui	12/11/2019
	7	Educatrice sociale et bénéficiaire d'emprunts de la BCD	L.	Educatrice sociale pour World Vision Ex-agente de développement dans le cadre du projet « GOLD », dans la péninsule d'Itapagipe. Bénéficiaire d'emprunts de la BCD.	Oui	12/11/2019
Acteurs extérieurs	8	Technicienne ITES/EAUFBA	Simaia Barreto	Actuellement Coordinatrice du CESOL de Lauro de Freitas, elle a accompagné la mise en place de la BCD Santa Luzia quand elle était technicienne de l'ITES/EAUFBA et continue de suivre ce projet.	Oui	11/12/2019
	9	Enseignant-chercheur à l'UCSAL	Gabriel Kraychete	Chercheur de l'Université Catholique de Salvador. Spécialiste de l'économie populaire et de la péninsule d'Itapagipe.	Oui	29/10/2019

Source : Réalisation de l'auteurice

## Annexe 28. Les acteurs socio-culturels du CAES du bairro do Uruguai, Salvador

Cette annexe présente les principaux acteurs du Centre Associatif d'Economie Solidaire du bairro do Uruguai dans le domaine de la culture : à savoir, l'Ecole Communautaire Luiza Mahin, le REPROTAI (et son projet de tourisme communautaire) et l'Espace culturel dos Alagados.

- **Ecole communautaire Luiza Mahin.** Fondée en 1990, c'est l'un des tout premiers projets de l'Association des Habitants. Son nom est un hommage à une figure emblématique de la lutte pour la libération des esclaves dans l'Etat de Bahia, pendant les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle. Cette école est née aux débuts comme une école de quartier, pour combler la faiblesse des services publics en matière d'éducation lors de l'aménagement du bairro do Uruguai. Pendant ses premières années de fonctionnement, l'école a été maintenue avec ses propres ressources, provenant pour la plupart de dons de la communauté. Aux débuts, elle occupait un petit bâtiment d'un seul étage, utilisant gratuitement les anciens locaux de l'Amesa (Alagados Melhoramentos S.A., qui coordonnait le plan d'urbanisme du quartier pendant les années 1980). Au fur et à mesure, avec l'augmentation de la demande scolaire, des femmes du quartier, proches de l'Association des Habitants ont pris les rênes du projet, en construisant deux nouveaux étages. Elles sont passées à l'histoire du quartier comme « les femmes de la *laje* »<sup>430</sup> (la « laje » est une sorte de dalle, ce terme étant couramment utilisé pour définir l'œuvre permettant de rajouter des étages à un bâtiment). Selon le site de l'Association des Habitants, « *L'objectif principal de l'école est de former des citoyens capables de lutter pour leurs droits, en assumant leurs responsabilités en faveur d'une société juste et égalitaire* ». Basée sur la méthodologie d'alphabétisation militante de Paulo Freire et d'Emilia Ferreira, cette école est engagée pour l'alphabétisation des jeunes et adultes du quartier, ainsi que pour élargir les possibilités de formation professionnelle, dans un contexte de chômage élevé. Aujourd'hui, l'Ecole Luiza Mahin est un point de repère en ce qui concerne l'éducation communautaire à l'échelle du pays, et fait partie du réseau « Changemaker Schools » d'Ashoka, qui compte 270 écoles dans le monde, dont 21 au Brésil. Elle collabore de manière étroite avec les autres structures associatives du quartier, et particulièrement avec le réseau REPROTAI - les membres de ce dernier proposant aux élèves de l'école des ateliers de danse, chant, capoeira, artisanat, musique - et avec le Centre Culturel des Alagados, qui accueille des nombreux spectacles et représentations gratuites pour les enfants de la communauté. Aujourd'hui, l'école compte environ 300 élèves - et une crèche communautaire va bientôt voir le jour. Comme nous l'a précisé l'un des responsables de l'association, il n'y a pas de vrais frais de scolarité : les parents payent une petite somme pour devenir membres de l'Association des Habitants, qui est fixée à 30 réaux par mois (environ 12 euros), indépendamment du nombre d'enfants inscrits par ménage.
- **REPROTAI - Rede de Protagonistas em Ação de Itapagipe (Réseau de Protagonistes en Action d'Itapagipe) et l'Espaço Cultural Alagados.** Le REPROTAI est un réseau de jeunes de la Péninsule d'Itapagipe, fondé en 2004 par des jeunes issus de plusieurs associations de quartier : l'Association des Habitants du Conjunto Santa Luzia, l'Association Libre des Habitants de Mangueira, le Groupe de l'Union et de la Conscience Noire (GRUCON) et le réseau CAMMPI. Aujourd'hui, il est constitué de plusieurs groupes, basés dans différents quartiers, et est financé principalement par le Secrétariat de la Culture de l'Etat de Bahia (SECULT/BA) et par l'ONG internationale World Vision. Selon ses statuts, son objectif principal est de « *Créer des mécanismes et des opportunités pour que les enfants, adolescents et jeunes de la Péninsule puissent surmonter les disparités éducatives et autres inégalités causées par la pauvreté et avoir une vie meilleure* »<sup>431</sup> (source : site de l'Association des habitants du Conjunto Santa Luzia). Le REPROTAI propose des ateliers ludo-pédagogiques, des projets éducatifs et des rencontres pour la formation professionnelle et l'insertion sur le marché du travail. Il est très actif dans le

<sup>430</sup> Cette histoire est retracée dans le documentaire « Mulheres da laje », réalisé dans le cadre d'un partenariat entre l'Association des habitants et l'Université Fédérale de Bahia.

<sup>431</sup> [Traduction libre] *Criar mecanismos e oportunidades para que crianças, adolescentes e jovens da Península superem as disparidades de formação e outras desigualdades provocadas pela situação de pobreza e tenham uma vida melhor*

domaine culturel et artistique, en organisant des festivals et en proposant des activités aux jeunes de la communauté. En plus de cela, le REPROTAI est très actif dans le plaidoyer et participe régulièrement aux instances de la démocratie participative, dialoguant avec les politiques publiques locales. Il compte sur le support de l'Association des Habitants, ainsi que sur celui de *l'Espaço Cultural Alagados*, qui accueille le REPROTAI en tant que groupe résident permanent. Ce centre culturel, fondé en 1989 avec l'appui des pouvoirs publics, est un espace comprenant une salle de répétition, une loge, une billetterie et des bureaux, géré par le Gouvernement de l'Etat de Bahia. Il propose une riche programmation culturelle, en collaboration avec le Secrétariat de la Culture de l'Etat de Bahia, ainsi que des activités destinées aux enfants et aux jeunes de la communauté. Celles-ci sont coordonnées par des éducateurs faisant partie du REPROTAI.

Figure 95. Espace Culturel « Alagados »



Source : Photos tirées des réseaux sociaux de l'Espace Culturel et du REPROTAI

Figure 96. Logo du REPROTAI et de son projet de tourisme communautaire



Depuis quelques années, le REPROTAI propose aussi des activités de tourisme communautaire, proposant des itinéraires de découverte de l'histoire et de la culture du quartier, ainsi que des ateliers de danse, théâtre, capoeira, musique :

*Il y a trois agences de tourisme qui travaillent directement avec nous (...) la dernière fois, c'était un groupe de 60 français, qui avaient déjà visité un quartier de Rio de Janeiro et un autre de São Paulo... et ils passaient cinq jours ici à Salvador, dont une journée entière ici (...) on leur propose plusieurs activités, notamment, on a une cuisine communautaire (...) et les touristes peuvent aussi aider dans la cuisine et apprendre. Sinon, ils peuvent juste profiter du repas, ils paient leur déjeuner et cela génère du revenu pour le groupe (...) et nos guides vont aussi recevoir un revenu. Il y a aussi la possibilité de l'hébergement solidaire - qui génère un revenu pour ceux qui reçoivent les touristes (...) l'itinéraire est fait de différentes étapes, et à chacune de ces étapes, le guide raconte une histoire... aussi, [les touristes] croisent, par exemple, une femme qui vend des glaces, un monsieur qui prépare le dîner... ainsi, les revenus ne sont pas pour nous, ils sont pour la communauté... des fois, on propose aux touristes d'échanger l'argent en monnaie sociale, pour qu'ils dépensent dans les commerces qui participent du réseau...<sup>cxiii</sup> (Entretien avec T. Muniz, responsable de la BCD Santa Luzia, 28/10/2019, Salvador)*

Annexe 29. Entretiens concernant São João do Arraial

Typologie	N.	Structure	Personne interviewée	Informations	Enregistrement	Date
RLES (Centro Cocais)	1	Centro Cocais	Magno Rodrigues	Responsable du Centro Cocais (entité de gestion du RLES). Né à São João do Arraial, il était auparavant professeur de chimie dans le collège de la ville. En plus de formations régulières à l'économie solidaire, il suit actuellement une formation en agronomie.	Oui	(i) 18/11/2019 (ii) 21/11/2019 (ii) 14/11/2022 en distanciel
	2	Ecole Familles Agricoles (EFA)	Joao Silvestre	Titulaire d'un master en agronomie, il est directeur de l'EFA Cocais, une école en alternance pour les jeunes issus de l'agriculture familiale. Il est né dans une petite ville de l'Etat du Maranhão et, avant d'arriver à l'EFA Cocais, en 2011, il travaillait dans l'EFA de la ville de Pedro II.	Oui	19/11/2019
	3	BCD dos Cocais	Walquicia Cavaleiro	Agente de crédit depuis 2016. Originaire d'une famille d'agriculteurs de Morro do Chapéu, elle s'est installée à São João do Arraial suite au mariage avec une personne originaire de la ville. Avant de travailler à la BCD, elle a eu différents emplois (agricultrice, vendeuse...). Depuis 2016, elle a participé à plusieurs rencontres du réseau national des BCDs.	Oui	18/11/2019
Bénéficiaires BCD	4	Commerçants et bénéficiaires d'emprunts de la BCD	O.	Commerçant, vendant notamment des produits pour l'agriculture. Il préfère recevoir des paiements en monnaie sociale car cela réduit les risques de braquages.	Oui	21/11/2019
	5	Agricultrice et bénéficiaire d'emprunts de la BCD	R.	Habitante de la zone rurale « Chapada da Sindá » et agricultrice. Depuis 2011, elle est cliente de la BCD, en demandant un emprunt pour chaque cycle de récolte (« safra ») et en le remboursant avec les bénéfices de la vente de sa production.	Non	21/11/2019
	6	Artisans bénéficiaires d'emprunts de la BCD	M. et J.	Bénéficiaire d'emprunts communautaires depuis environ trois ans, ce couple a développé une activité d'artisanat à partir du coco babassu. Ils bénéficient également de financements de l'« Agência de Fomento » de l'Etat du Piauí.	Oui	22/11/2019
	7	Vendeuse de cosmétique, bénéficiaire d'emprunts de la BCD	P.	Habitante d'un des hameaux ruraux qui entourent la ville, elle est agricultrice et depuis 2003 elle revend aussi des cosmétiques de différentes marques. Depuis 2017, elle bénéficie de deux à trois emprunts de la BCD par an, chacun d'un montant compris entre 700 et 1000 R\$.	Non	22/11/2019
Pouvoirs publics		Municipalité	Vilma Lima	Maire de la ville depuis 2017, elle s'insère dans la lignée du maire qui avait appuyé la création de la BCD en 2017, en supportant les actions de la BCD et du Centre COCAIS.	Oui	20/11/2019
	9	Secrétariat Municipal pour l'Education	Rosa Maria Lima	Gestionnaire du Secrétariat Municipal pour l'Education.	Oui	18/11/2019
	10	Secrétariat Municipal pour	R.	Gestionnaire du Secrétariat Municipal pour l'Assistance Sociale, en charge des politiques	Oui	22/11/2019

		<b>l'Assistance So- ciale</b>		sociales de la municipalité et de la prise en charge et accompagnement des familles vulnérables.		
	<b>11</b>	<b>Secrétariat Mu- nicipal de l'Agriculture</b>	Miguel Ro- drigues	Secrétaire de l'Agriculture au niveau de la municipalité, travaillant principalement avec des personnes impliquées dans l'agriculture familiale.	Oui	18/11/2019
	<b>12</b>	<b>Secrétariat Etatique de la Planification (SEPLAN)</b>	Francisco He- lito da Silva	Agent de Développement, mobilisé par la SE-PLAN dans le cadre de la territorialisation de la politique de développement, via les « Territoires du Développement » ; il est en charge d'accompagner la municipalité et les organisations de la société civile, en faisant le lien avec les pouvoirs étatiques.	Oui	18/11/2019
	<b>13</b>	<b>Organisateur du festival d'été de la ville</b>	A.	Les « Festas juninas » (fêtes de juin) sont un moment très animé pour la ville. Financées par la municipalité, elles accueillent parmi plusieurs jours une foire de produits locaux, des activités culturelles et des concerts.	Non	21/11/19
<b>Acteurs extérieurs</b>	<b>14</b>	<b>Technicien ITES/EAUFBA</b>	Magno Macêdo Fa- rias	Technicien de l'ITES/EAUFBA depuis une quinzaine d'années et auteur d'un mémoire de recherche sur São João do Arraial.	Oui	12/11/2019
	<b>15</b>	<b>Entreprise liée au « Jabo- randi »</b>	N/A	Représentant d'une entreprise ayant son siège central à São Paulo, qui achète le « jaborandi » (une plante locale) récolté par les habitants de la ville, pour en extraire des feuilles une substance utilisée par l'industrie pharmaceutique, qui est ensuite vendue à une entreprise allemande	Non	22/11/2019

Source : Réalisation de l'autrice

## Annexe 30. Les acteurs du CAES de São João do Arraial

Cette annexe apporte plus d'informations concernant les principaux acteurs du Centre Associatif d'Economie Solidaire de São João do Arraial : à savoir, les Centre COCAIS, l'Ecole Famille Agricole la Banque Communautaire dos Cocais.

- **COCAIS - Centre d'Organisation Communautaire et Appui à l'Inclusion Sociale.** Association centrale du RLES de São João do Arraial, le Centre COCAIS a été formalisé en 2008, ayant comme principal rôle d'héberger juridiquement la Banque Communautaire de Développement dos Cocais. Sa création a permis d'impliquer dans la démarche de développement territorial tout un panel d'acteurs de la société civile, en dissociant la BCD des pouvoirs publics (Farias 2018, p. 97). En effet, le Centre COCAIS est constitué par plusieurs instances du territoire (onze, actuellement), dans une démarche de gouvernance partagée. Son objectif principal, explicité dans le deuxième article de ses statuts<sup>432</sup>, consiste à « *concevoir, appuyer et exécuter des actions communautaires visant la promotion de l'inclusion sociale des familles nécessiteuses qui vivent et travaillent dans la zone d'intervention du Centre ; parmi ces activités, figure la gestion financière et administrative de la Banque Communautaire dos Cocais et des activités qu'y sont associées. De par sa nature associative, la COCAIS a pour principal objectif de faciliter le développement économique et social des communautés marginalisées de cette municipalité et de l'ensemble du Piauí, en renforçant, là où cela s'avère nécessaire, leurs capacités et en mettant en œuvre des instruments de développement local durable* ». Le Centre COCAIS est composé par des représentants des structures suivantes: (i) le Syndicat des Travailleurs Ruraux ; (ii) l'associations urbaine de la municipalité (iii) l'association rurale de la municipalité ; (iv) le conseil municipal ; (v) les commerçants ; (vi) l'Eglise ; (vii) les Femmes « Quebradeiras » de coco babassu ; (viii) un représentant des groupes de production relevant de l'économie solidaire; (ix) la municipalité ; (x) le Point de Culture ; (xi) l'Ecole Famille Agricole des Cocais.

La gestion du Centre COCAIS est effectuée à travers d'une direction exécutive, qui se compose par (i) un Coordinateur général ; (ii) un Coordinateur Administratif-financier ; (iii) un Coordinateur de la Capacité et de la Gestion des connaissances, les trois étant élus pour un mandat de trois ans (avec la possibilité d'une seule réélection consécutive). Le COCAIS compte également sur un Conseil Fiscal, composé par six membres (trois effectifs et trois suppléants), élus par l'Assemblée Générale tous les deux ans, un Conseil Consultatif, formé par des représentants du FUMAES (pour rappel, le Fond Municipal d'Appui à l'Economie Solidaire) et d'autres organisations opérant dans des domaines proches du Centre COCAIS, qui peuvent participer sur invitation aux Assemblées Générales.

Selon ses statuts, le Centre COCAIS doit :

- Faciliter les processus de génération et distribution du travail, tout en prenant en compte les questions socio-environnementales, agissant suivant les principes de l'économie solidaire ;
- Promouvoir des actions pour le développement local et l'inclusion sociale de la population à faible revenu, en offrant des services de microcrédit et en organisant des foires et marché d'économie solidaire, des formations professionnelles et toute autre initiative permettant de renforcer les systèmes productifs locaux ;
- Supporter les entreprises collectives relevant de l'économie solidaire en leur offrant des conditions favorables d'accès au crédit, ainsi qu'un soutien technico-administratif ;
- Contribuer aux politiques publiques dans le domaine de l'inclusion sociale et des activités socio-économiques liées à l'économie solidaire ;
- Offrir des services aux institutions publiques et privées et à la société civile dans son ensemble ;
- Promouvoir des projets axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au moment de notre visite, trois personnes étaient employées par le Centre COCAIS. Toutefois, plusieurs personnes sont rémunérées en fonction des projets en cours, comme nous l'a expliqué le directeur:

---

<sup>432</sup> Les statuts, datant de 2008, nous ont été fournis par le directeur du Centro COCAIS, Mauro Rodrigues

« au quotidien, nous sommes trois ici. Mais on a une équipe d'associés, qui travaillent aussi... notamment, en ce qui concerne le travail social, pour la construction de maisons par exemple... on a un ingénieur et un assistant social... mais ça dépend du projet. Quand on obtient des financements pour des projets, on embauche des gens, mais quand le projet se termine, on met fin à leurs contrats... car aujourd'hui, l'institution n'a pas les moyens pour maintenir une équipe entière de salariés... »<sup>cxiv</sup>. (Entretien avec M. R., directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial)

○ **Escola Família Agrícola (EFA) Cocais.**

Cette école, destinée aux enfants d'agriculteurs, a été fondée en 2008, pendant le premier mandat du maire Francisco Lima. Initialement hébergée dans les locaux du syndicat rural de la ville de São João do Arraial, en 2009 elle a été déplacée dans les locaux actuels, constitués par trois immeubles (dont un dortoir) entourés de champs, dans le lieu-dit « Localidade Quente ». L'EFA Cocais fait partie du réseau brésilien d'EFAs, étant liée à celle d'une autre ville du Piauí, Pedro II. Elle se base sur la pédagogie de l'alternance, née en France et mobilisée au Brésil depuis les années 1980, qui comporte des périodes de formation de deux semaines, suivies par deux semaines d'apprentissage à la maison, pendant lesquelles les élèves travaillent dans l'exploitation agricole de leurs familles.

Figure 97. EFA Cocais, terrains entourant l'école.



Source : photo de l'autrice et du directeur de la EFA Cocais, prise par Mauro Rodrigues, novembre 2022

Figure 98. EFA COCAIS : local hébergeant les machines de transformation [à gauche] et pépinière [à droite]



Source : Photo de l'autrice, novembre 2019

Au moment de notre visite (pendant la dernière semaine d'alternance de l'année scolaire), la EFA comptait environ 132 inscrits, dont une large partie venait d'autres municipalités que São João do Arraial. Les élèves reçoivent les enseignements classiques du collège, associés à une formation technique, pour laquelle trois parcours existent : (i) agriculture et élevage, (ii) agro-industrie et (iii) zootechnie (source : entretien avec J. Silvestre, Directeur de la EFA Cocais, 19/11/2019). L'école compte onze enseignants, aucun d'entre eux n'étant originaire de São João do Arraial. Certains habitent dans d'autres villes, parfois très éloignées, comme c'est le cas pour un professeur qui habite à Parnaíba, à 150 km de la EFA Cocais, et qui loge à São João do Arraial uniquement pendant les semaines de cours (*ibid.*). Les enseignements de l'EFA abordent, entre autres, le développement local et l'économie solidaire, notamment en ce qui concerne la mise en réseau pour la production et la commercialisation.



○ **Banque Communautaire dos Cocais.**

La BCD dos Cocais est née grâce à une mobilisation importante des pouvoirs publics locaux, en s'inspirant de l'exemple de l'Instituto Banco Palmas - qui lui a fourni un accompagnement technique lors de son implantation. Comme nous venons de le voir, la BCD est gérée par le Centre COCAIS. Ainsi, son Conseil de gestion (« Conselho gestor ») est composé par les mêmes organisation qui font partie du COCAIS, pour un total de 22 membres (11 titulaires et leurs suppléants respectifs). Ce Conseil est responsable de toute décision stratégique et administrative, ainsi que de la communication, du suivi-évaluation des actions et du budget. Comme toute banque communautaire, la BCD dos Cocais peut compter sur une agente de crédit, qui, avec deux membres du Conseil de Gestion, compose le Comité d'Évaluation de Crédits (CAC), responsable de l'approbation des demandes d'emprunts déposées par des membres de la communauté.

La Banque a été inaugurée en 2007. A l'époque, trente commerces acceptaient la monnaie sociale ; au fil des années, tous les commerces de la ville ont fini par être concernés. Comme cela nous a été raconté le directeur de la BCD :

*La Banque dos Cocais a été créée en 2006. Elle a été inaugurée en décembre 2007. Mais la discussion remonte à loin... la banque est née essentiellement d'un besoin de générer des revenus... je pense que vous l'avez déjà remarqué... Nous sommes une ville extrêmement petite, pauvre, avec peu de ressources... donc nous avons beaucoup de difficultés... par exemple, ici nous n'avons pas d'industrie, l'agriculture est une agriculture de subsistance, une agriculture familiale comme on l'appelle ici (...)... donc, nos revenus viennent essentiellement de l'extraction du babassu et de l'agriculture familiale, qui est une agriculture de subsistance. Et quelque chose vient aussi de ressources de la municipalité, des salaires des fonctionnaires, des retraités (...), des allocations familiales... ainsi... il y a beaucoup de familles nécessiteuses dans notre municipalité... Donc, la banque est née essentiellement de cette question : comment pouvons-nous résoudre ces problèmes ? À l'époque, nous avons entendu parler de la Banque Palmas à Fortaleza, de la dynamique de la banque, de son fonctionnement, etc. Nous nous sommes donc réunis ici, dans une caravane... avec les partenaires... la mairie, les associations, les églises, et nous avons rendu visite à la Banque Palmas. À notre retour, nous avons commencé à discuter de l'idée de la banque, et nous avons évoqué les relations entre les pouvoirs publics et la société civile. Dans le cas de la Banque Palmas, nous n'avons pas beaucoup, et n'avons toujours pas aujourd'hui, cette relation entre la société civile et les autorités publiques. Et ici, parce que nous avons des gestionnaires de la chose publique très sensibles, nous avons fini par apporter ceci. Donc ça a facilité les choses... aussi parce que la municipalité n'avait pas la possibilité d'absorber ou d'employer tout le monde... et nous avons commencé cette discussion... C'est alors que nous avons commencé à discuter, à tenir des réunions, à former le conseil de la banque... et depuis 2007, nous avons créé la banque dos Cocais.<sup>cxv</sup> (Entretien avec M. R., directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial)*

Aujourd'hui, la BCD dos Cocais offre plusieurs services :

(i) **émission d'une monnaie sociale**, le « cocal » (pluriel : « cocais ») (littéralement, « cocote-raie ») ; les billets sont décorés avec des images de coco babassu et des produits issus de sa transformation.

(ii) **emprunts** en monnaie sociale et en réaux, avec des lignes de crédit exclusivement pour la production. Comme nous l'a expliqué l'agente de crédit de la BCD, auparavant, la banque proposait une ligne de crédit pour la consommation, jusqu'à 200 R\$, mais par la suite elle a choisi de se recentrer sur l'appui à la production. Ainsi, aujourd'hui, il est possible d'emprunter jusqu'à 1000 R\$, le délai de remboursement étant de dix mois. « *La première fois, il est difficile qu'on accorde un emprunt de 1000 R\$, parce que nous voulons d'abord connaître le client et savoir s'il est fiable... (...) au fur et à mesure, si nous voyons qu'il paie tout dans les temps, on monte à 600, 700, 800 R\$... jusqu'à arriver à 1000* »<sup>cxvi</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédit de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial). Toujours selon l'agente de crédit, un tiers des bénéficiaires habite dans la zone rurale de la municipalité. Le public bénéficiant des emprunts est constitué pour la plupart de petits producteurs et productrices de

l'agriculture familiale, d' « ambassadrices » de produits de beauté et de vêtements, ainsi que de propriétaires de petits magasins. Parmi les bénéficiaires, la plupart sont des femmes (source : entretien avec le directeur du Centre Cocais et avec l'agente de crédit). La BCD a des cliente et clients « fidélisés », qui demandent régulièrement des crédits et qui les obtiennent facilement, l'analyse la plus approfondie de la part de l'agente de crédit survenant lors du tout premier emprunt. Les demandes d' « inclusion » dans le système de la BCD - c'est-à-dire, les demandes d'accès à un premier emprunt - sont globalement peu nombreuses : « Cette année [2019, NdT], je n'ai reçu que huit sollicitations d'inclusion ; parmi celles-ci, je crois que trois n'ont pas été approuvés. Pour la plupart, il s'agit de rénovations de crédits. »<sup>cxvii</sup> (Entretien avec W. Cavaleiro, agente de crédit de la BCD dos Cocais, 18/11/2019, São João do Arraial).

(iv) **échange entre cocais et réaux** (et vice-versa), avec une parité fixe entre les deux monnaies; en général, cet échange est réservé aux commerçants et commerçantes, mais, en cas de besoin, tout client peut demander à avoir des réaux en échange des cocais. Cet arbitrage est permis par la proximité entre la banque et la communauté, selon des règles non écrites (source : (Entretien avec M. R., directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial).

(v) **accords avec la Caixa Econômica Federal**, qui autorisent la BCD à effectuer certaines opérations bancaires « classiques », comme s'il s'agissait d'une agence officielle de cette banque nationale. Sur chaque opération effectuée, la BCD gagne un petit pourcentage. Selon le directeur du Centre COCAIS :

*Même si aujourd'hui on a un accord avec la Caixa Econômica, la forme dont on travaille reste la nôtre. Ainsi, tu peux payer en cocal ou en real... puis nous faisons l'échange et envoyons uniquement des réaux à la Caixa Econômica (...) Alors, chaque mois, ces gens-là vont venir ici... bolsa familia, retraités, fonctionnaires, par exemple... ces gens-là, ils vont venir recevoir leurs allocations. Supposons que j'ai reçu 2000 R\$ [de la Caixa Econômica] pour payer cela. Je vais prendre cet argent et payer ces gens. Supposons que je les ai payés pour un total de 1500 R\$. Il me reste 500 R\$, que je vais renvoyer à la Caixa Econômica, car je n'ai pas pu les donner à des gens pour qu'ils circulent à nouveau... (...) d'habitude, au début de chaque mois, je collecte ce qui est resté et on l'amène à la Caixa Econômica à Esperantina, et on commence ainsi le nouveau mois en repartant de zéro... »<sup>cxviii</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial).*

(vi) **paiement des employés de la municipalité**. Comme nous a été expliqué par la maire de São João do Arraial, une loi municipale a été votée, permettant de payer jusqu'à 25% du salaire des fonctionnaires et contractuels municipaux en monnaie sociale. Selon les informations récoltées dans le cadre de nos entretiens, pour effectuer le paiement des salaires de ces employés, la BCD reçoit une commission de 0,75% pour chaque fiche de paie (ce qui représente, en moyenne, 26 000 R\$ par mois). Un quart de chaque salaire est versé en cocais, ce qui correspond en moyenne à 6 500 cocais par mois, qui sont ainsi injectés dans l'économie locale. En effet, même les fonctionnaires qui n'habitent pas à São João do Arraial (c'est le cas notamment pour les enseignants des écoles et du personnel sanitaire) ont une partie de leur budget qui doit forcément être dépensée dans la ville. « Des fois, ceux et celles qui viennent recevoir leur salaire ou leurs transferts ici dans la banque, reçoivent jusqu'à la totalité du montant en monnaie sociale... nous dépassons régulièrement 25%... mais nous ne gardons même pas une comptabilité de ça, parce que c'est devenu normal... ainsi, si tu dois recevoir 100 R\$, je peux te donner 50 cocais et 50 réaux, ou je peux te donner 30 cocais et 70 réaux, ou encore je peux te donner tous les 100 réaux en monnaie sociale... cela est très commun, toutes les personnes acceptent ça... n'importe quel commerce accepte ça... Alors, aucune personne va refuser de recevoir de la monnaie sociale... »<sup>cxix</sup> (Entretien avec M. Rodrigues, directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial)

La BCD fournit aussi d'autres services à la municipalité, permettant notamment de payer certains impôts municipaux - en ce qui concerne l'eau, l'abattage d'animaux, les autorisations d'ouverture des commerces. Pour chacun de ces services, la BCD touche un petit pourcentage : *« cet argent se rajoute à celui de la Caixa Econômica, avec celui des taux d'intérêt des emprunts, etc, et cela nous permet de viabiliser nos actions »*<sup>cxx</sup> (ibid.).

(vii) **E-dinheiro.** Depuis 2017, la BCD dos Cocais utilise le système de monnaie électronique du réseau des banques communautaires de développement, géré par l'Instituto Banco Palmas. A travers ce système, il est possible de payer des factures jusqu'à 2000 R\$ ; les opérations qui passent à travers l'E-dinheiro génèrent un pourcentage de gain pour le réseau des banques communautaires (ce qui permet de payer la maintenance du système informatique de l'E-Dinheiro), ainsi que pour la BCD qui effectue ces opérations.

(viii) **emprunts pour les petits agriculteurs et agricultrices financés par l' « Agência de Fomento » du Piauí.** Depuis 2018, la BCD a commencé un partenariat avec le gouvernement étatique, à travers l'Agence de Développement du Piauí, qui propose des emprunts à des fins d'investissements productifs. *« Ces termes de coopération permettent que la BCD puisse être un pont entre les « petits »... les femmes qui travaillent avec le coco babassu, ou les travailleurs de l'agriculture familiale, ou les artisans... et l'Agence de Développement qui se trouve à Teresina [capitale du Piauí, NdT] (...) cela permet d'amener le crédit à des gens qui normalement ne pourraient pas y accéder (...) les fonds viennent de cette agence et finissent par rester ici, dans notre territoire »*<sup>cxxi</sup> (Entretien avec M. R., directeur du Centre COCAIS, 18/11/2019, São João do Arraial). Comme nous a été expliqué par l'agente de crédit, dans ce cas aussi la BCD utilise sa méthodologie, en effectuant la visite auprès des personnes qui sollicitent l'emprunt de l'Agence de Développement et les accompagnant dans le montage du dossier. Pour ce travail, la BCD est rémunérée par l'Etat du Piauí, puisqu'elle fournit son expertise, ainsi que sa connaissance approfondie du contexte local.

A ces emprunts se rajoutent ceux qui sont financés par le biais du PRONAF et la Banque de Développement du Nord-est. Notamment, cette dernière, à travers la ligne de crédit « CrediAmigo », permet aux producteurs agricoles ayant des faibles revenus d'accéder à des emprunts jusqu'à 5 000 R\$ ; en 2019, cela a représenté plus d'un million de réaux pour la ville (source : entretien avec l'agent de développement territorial). Un autre programme (« Mais alimentos »), plus difficile d'accès, permet d'obtenir des emprunts jusqu'à 30 000 R\$, avec un taux d'intérêt fixé à 1,5%.

Annexe 31. Caractéristiques (milieu et taille de la population) des territoires où les BCD sont implantées (étude menée sur un échantillon de 47 BCD)

Typologie de territoire où la BCD se trouve	Nombre d'habitants résidant dans le territoire						TOTAL BCD	
	Jusqu'à 1000	1001 à 3000	3001 à 10 000	10 001 à 30 000	30 001 à 60 000	Plus de 60 000	N	%
Occupation irrégulière	0	0	0	2	2	2	6	12,8%
Assentamento	0	0	0	1	0	0	1	2,1%
Quartier	1	2	1	6	5	0	15	31,9%
Programa Habitacional	0	0	0	3	0	1	4	8,5%
Municipalité	0	0	1	5	6	1	13	27,7%
Communautés traditionnelles	1	0	1	2	0	0	4	8,5%
Autres	0	2	0	0	1	1	4	8,5%
<b>Total BCD</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>47</b>	<b>100%</b>

Source : Rigo (2014)

Annexe 32. Matrice d'autoévaluation réflexive

<b>Dimension</b>	<b>Composantes</b>	<b>Indicateurs</b>
<b>Economique</b>	Marchande	<i>Vente de produits/services</i>
	Non marchande	<i>Fonds gouvernementaux (niveau institutionnel)</i> <i>Fonds non-gouvernementaux (niveau institutionnel)</i> <i>Dons monétaires (niveau individuel)</i>
	Non monétaire	<i>Travail bénévole</i> <i>Dons non-monétaires</i> <i>Pratiques de réciprocité (actions communautaires, « mutirões », troc et dons non-monétaires)</i>
<b>Sociale</b>	Inclusion sociale	<i>Génération d'emplois directs et indirects</i>
	Cohésion sociale	<i>Estime de soi</i> <i>Modèle de socialisation</i>
	Construction de liens associatifs	<i>Sentiment d'appartenance</i> <i>Confiance</i>
<b>Culturelle</b>	Enracinement culturel	<i>Relation du produit avec la culture locale</i> <i>Relation du produit avec la demande locale et avec la vocation du territoire</i>
	Culture de la solidarité	<i>Solidarité</i> <i>Coopération</i>
<b>Politique</b>	Niveau intérieur	<i>Degré de démocratie interne au territoire</i> <i>Degré d'engagement</i>
	Niveau institutionnel	<i>Existence d'actions publiques</i> <i>Niveau d'articulation avec d'autres réseaux</i> <i>Degré d'autonomie institutionnelle</i>
<b>Autogestion (gestion sociotechnique)</b>	Infrastructure	<i>Accès aux moyens de production</i> <i>Accès aux technologies de gestion et production</i> <i>Accès à un espace physique</i>
	Connaissances	<i>Compétences techniques</i> <i>Compétences en matière de gestion</i> <i>Formation socio-politique</i>
	Technologie	<i>Innovation technologique</i> <i>« Tecnologia social »</i>
<b>Environnementale</b>	Intérieure	<i>Utilisation des ressources et de processus de production durables</i> <i>Produits/services durables</i>
	Extérieure	<i>Production, réutilisation et élimination des ordures/déchets</i>

Source : Reis (2019)

Annexe 33. Banques Municipales, nom de leurs monnaies et année de création

<b>Municipalité</b>	<b>Nom de la monnaie municipale</b>	<b>Loi de creation</b>
<b>Silva Jardim-RJ</b>	Capivari	Loi municipale 1.502/2010
<b>Limoeiro de Anadia-AL</b>	Livre	Loi municipale de 2018
<b>Maricá-RJ</b>	Mumbuca	Loi municipal 2.448/2013
<b>Cabo Frio-RJ</b>	Itajuru	Loi municipal 3.286 /2021
<b>Niterói-RJ</b>	Araribóia	Loi municipal 3.621/2021.
<b>Itaboraí-RJ</b>	Pedra Bonita	Loi municipale 2.867/2021
<b>Porciúncula-RJ</b>	Elefantina	Loi municipale de 2021
<b>Squarema-RJ</b>	Saqua	Loi municipale 2.189/2022
<b>Iguaba Grande-RJ</b>	Caboclinho	Loi municipale 1.403/2022
<b>Itanhandu-MG</b>	Tonites	Loi 1.494/2022

Source : Instituto Banco Palmas (2022)

## Annexe 34. Extraits d'entretiens, version originale

---

<sup>i</sup> « Storia, tempo e spazio non c'erano nella teoria economica mainstream. Mentre tempo e spazio contano, non solo nei fatti, nella struttura economica e nella ristrutturazione del sistema economico, nelle azioni, nei processi usati dagli imprenditori, ma anche nella capacità di risposta alla crisi economica, e quindi nel processo decisionale delle policies. »

<sup>ii</sup> « Sono stato tra i primissimi a usare l'econometria – che rispetto a quella di oggi era molto più semplice e banale. Da molti decenni, sono diventato un nemico degli econometrici. Perché dietro l'econometria si cela il mainstream. (...) E oggi sto ritornando all'importanza degli studi umanistici proprio come risultato di questo lungo periodo di lotta contro il mainstream. (...) Lo sa quanto tempo abbiamo impiegato per far accettare la parola "territory" sulle riviste e sui libri inglesi? All'inizio non ce lo accettavano, ci dicevano, "è regional development". No, è diverso... Territorial development è diverso da regional: è una scala diversa. "Regional" in inglese può essere l'Europa, il Nordamerica... "Regional" è anche un insieme di Stati... è un insieme più metodologico, di analisi, che non amministrativo. E se è amministrativo, è comunque troppo grande per essere territoriale (...) L'analisi del territorio è un'analisi degli attori e un'analisi delle opportunità di politica (...) questo è un problema metodologico che alcuni economisti non curano affatto. Gli economisti che si occupano di regioni, perché usano l'econometria, fanno analisi di dati regionali europei senza capire qual è la qualità di quei dati. E senza capire se è sufficiente con quei dati ragionare. (...) Ci sono molti che si sono improvvisati come studiosi di scienze regionali perché hanno scritto sulle regioni europee. Ma questi non sanno nulla di regioni, non le conoscono neanche. Gli studiosi che scrivono di regioni che non hanno mai visitato, dovrebbero vergognarsi. Perché non basta raccogliere dei dati e parlare con i dati, se non si sa che rapporto c'è tra quei dati e la società, e la struttura organizzativa di quell'area, di quel paese, di quella regione. »

<sup>iii</sup> « Io non mi definisco uno scienziato regionale. Mi definisco un territorialista, interdisciplinare, aperto alle altre discipline... economista interdisciplinare e che si occupa di sviluppo economico e si occupa di sviluppo del territorio. (...) io parlo spesso di comunità. Local territorial community. Certo: perché se no non trovo più la dimensione sociale e politica. »

<sup>iv</sup> « Le specificità sono i punti di forza... e quindi vanno salvaguardate nell'interesse collettivo. Questo, ancora una volta, è soltanto chiaro a forte base territoriale... perché se no, è solo una cosa astratta, teorica... come per gli economisti del benessere, insomma... che partivano dai principi, da Stuart Mill... mentre qua lo vedi in concreto. Hai sia il modello analitico-teorico, di riferimento... Ma hai anche i comportamenti, le azioni... Sai perché certe politiche ben disegnate non funzionano, perché non basta fare una buona politica perché funzioni. Ci possono essere politiche ben disegnate che non funzionano, se sono state mal articolate con il territorio. »

<sup>v</sup> « Il punto di svolta è quello: i primi anni 70, e quindi i fatti che smentiscono le teorie, e quindi la necessità di trovare almeno un quadro analitico, se non una teoria, che possa aiutare a interpretare i nuovi fatti. Questa è stata la sfida. (...) Come ti viene l'idea? L'idea ti viene se vedi dei pezzi di realtà che sono discordi rispetto alla teoria. Ci sono dei fatti che smentiscono le teorie. Di fronte ai quali però la gran parte degli economisti e degli studiosi fa spallucce, dicono "Non mi riguarda, non riguarda la mia scienza. »

<sup>vi</sup> « Chi ha fatto analisi applicate sui territori fa il doppio processo analitico: non basta il deduttivo. Se vengo dalla teoria, faccio deduzione. Mentre chi fa analisi diretta, analisi dei casi, fa le interviste alle imprese. (...) Si parte dal basso, si va dal caso concreto alla generalizzazione – o al tentativo di generalizzazione. E quando la generalizzazione non è possibile, alle tipologie. Perché la tipologia nei modelli territoriali è molto importante. Soprattutto per la politica. (...) Storia, tempo e spazio non c'erano nella teoria economica mainstream. Mentre tempo e spazio contano, non solo nei fatti, nella struttura economica e nella ristrutturazione del sistema economico, nelle azioni, nei processi decisionali, nei processi usati dagli imprenditori, ma anche nella capacità di risposta alla crisi economica, e quindi nel processo decisionale delle policies. »

<sup>vii</sup> « No exterior, tem um pouco essa imagem do Brasil como um país urbano, urbanizado... mas não é isso. Esses números, por exemplo, de pequenos municípios... quase 90% dos municípios brasileiros tem uma população

---

abaixo de 50 000 habitantes. Então... Mas quando as pessoas pensam no Brasil, pensam nas metrópoles, São Paulo..., etc. »

<sup>viii</sup> « Por exemplo, lá no extremo sul da Bahia. Aqui tem três empresas de celulosa. Elas produzem, sei lá... 4 milhões de toneladas de celulosa cada ano. Que é desse dinheiro que fica aqui? Muito pouco. Aqui tem o agronegócio, soja, algodão, e milho. O que é que fica dessa produção, que é de pessoas de outras regiões do país? Que é que fica aqui? O capital, grande parte dele, vai embora... »

<sup>ix</sup> « A política do Estado para atrair os investimentos, é basicamente focada nos incentivos fiscais. [...] A indústria brasileira hoje representa só 10% do PIB brasileiro, o Brasil foi um dos países que mais se desindustrializaram ao mundo...[...] No Brasil, a indústria é muito concentrada. Por exemplo, olhe aqui. Isso é o Brasil visto do espaço. Certo? Esse aqui é o Rio de Janeiro, isso aqui é São Paulo... e isso aqui é o Mato Grosso do Sul. A indústria está aqui [...] e nos somos nessa escuridão aqui... quando eu jogo a luz para aqui, aparece Salvador... cada pontinho desse litoral, é a capital do Estado... [...] Porque a indústria sairia de São Paulo, ou do Rio grande do Sul, para ir para o Nordeste? [...] Primeiro, os salários mais baixos ... as empresas que dependiam, sobretudo devido à concorrência asiática, de custos de produção muito baixos, e que precisavam de muita força de trabalho - empresas de sapatos, vestuário e esse tipo de coisas, fugiram do Sul vindo pelo Nordeste, porque aqui os sindicatos eram mais fracos para conseguir salários mais baixos. E, além disso, porque pagavam impostos lá que eles não pagam aqui. Porque os estados oferecem mais incentivos. E existe ainda algum incentivo nacional, regional... no Nordeste, as empresas que se instalam tem abatimento de 75 % do imposto de renda sobre lucros, impostos de renda sobre pessoas físicas, durante 10 anos. Essa é mais uma razão... abatimento de 75%... [...] Então, é basicamente isso. Incentivo fiscal e salário baixo. E é um tipo de indústria que frequentemente, é o que o geógrafo Milton Santos chamava de "Industria circo"... porque ela chega num lugar, levanta a lona, dá o espetáculo, o show... depois quando os incentivos acabam, os salários crescem, elas desmontam o circo, colocam no camião e vão para outro lugar. Nem toda..., mas com frequência é isso aí. »

<sup>x</sup> « Eu diria que a estima da economia popular urbana no Brasil é cerca de 16 milhões de pessoas. Que eu não chamo de informal, não acho que esse termo "informal" ajude, ele mais atrapalha do que ajude... Esses 16 milhões de pessoas... a reprodução da vida dessas pessoas incorre para além das normas salariais. (...) Se você foi olhar, que o denominador de economia popular urbana, ela se mantém entorno de 20% da população urbana - seja período de crise, seja período de crescimento econômico. Oscila a taxa de desemprego. Isso aqui tem um caractere estrutural... não depende de crescimento econômico, nem de períodos de crise: é algo de estrutural. »

<sup>xi</sup> Você pega Salvador, ela tem uma taxa de desempregados de 16,3%... entre as mulheres, é 21%. Você vai observar a cor da pele das pessoas... a grande maioria dos desempregados são negros. Alguém fala "Velho, mas é normal, porque Salvador é uma cidade negra". Eu falo, tudo bem, é normal. O que não é normal é perceber que nos cargos de chefia e de gerência, quanto mais branco, mais possibilidades de poder acessar aquela vaga você tem. »

<sup>xii</sup> « Quando nós precisamos de dados sobre a renda, nos os procuramos no censo, e a pergunta do censo é: "Qual é a sua renda mensal?" Essa renda mensal representa quanto a pessoa dispõe de moeda... pode ser formal e informal... não interessa. »

<sup>xiii</sup> « Aqui na Bahia tem muito municípios muitos pequenos, que não tem atividades econômicas. »

<sup>xiv</sup> « A importância da política territorial no Brasil é essa... por que assim, a gente tem um Brasil que é um continente... e tem Estados... como o estado da Bahia, que é um País... e tem municípios, que na grande maioria são pequeninos. Então eu não tenho a escala adequada para a formulação e execução de políticas públicas (...) Como posso resolver os problemas de um pequeno município, tratando-o como se estivesse isolado do resto? »

<sup>xv</sup> « [F]luxos que estão dentro de uma lógica espacial de polos urbanos. (...) Fluxos de transporte, fluxos de mercadorias, fluxos de comércio, fluxos de serviços, fluxos de produção que se você fosse fazer uma territorialidade por isso aí, você teria uma territorialidade que estaria próxima do que o IBGE fez no REGIC, um estudo de polaridades... o IBGE usou muito o conceito de Christaller, de polos urbanos, onde uma polaridade concentra fluxos até um determinado município, uma determinada distância, e cria uns limites que são muito determinados por esses fluxos atuais. (...) Por que existem diferentes secretarias de Governo, que têm territorialidades diferentes entre si - a saúde, a educação... (...), Portanto, provavelmente você vai ter que escolher



---

uma territorialidade, que atenda os seus objetivos. (...) Agora o IBGE acabou de mudar o nome das territorialidades: das Micro e Mesorregiões para uma nova regionalização. »

<sup>xvi</sup> « O Estado, na verdade, para desenvolver as suas políticas, seu plano económico, passou para diversas formas de regionalização. Agora, o pano de fundo dessa regionalização, sempre era mais voltado para a economia. (...), Mas a gente já sente que há por trás outras dimensões. Nas divisões anteriores, o foco era económico mesmo. (...) Hoje, aqui não se trabalha somente o aspeto do crescimento económico, nê. Tem o crescimento económico, claro, mas tem que ser associado a outras dimensões, a da inclusão social, da aceitação da diversidade, do olhar diferenciado, da participação social... Ai, você já tem um pensamento de desenvolvimento utilizando as várias dimensões, mais holístico... Em comparação com um pensamento de desenvolvimento mais conservador, que foca no crescimento económico como critério de êxito de um governo: o crescimento económico, ele não é o critério de êxito do desenvolvimento do tudo. Porque você pode ter um crescimento económico e uma redução do desenvolvimento social, por exemplo, nesse progresso, nessa modernidade. Entao o arcabouço da política de desenvolvimento territorial, ele tem outras dimensões que devem ser levadas em consideração. Isso funciona na sua totalidade dessa forma? Ainda não... mas a ideia é de perceber esse caminho assim. »

<sup>xvii</sup> « A gente fez essa oficina do balde furado... que era um balde literalmente: a gente furava o fundo do balde e botava umas rolhas no buraco do Palma. E pagava umas bolinhas de papel e pedia pras pessoas: "Nos somos pobres?". E as pessoas: "Nos somos pobres, sim!". E aí perguntava: "Tem dinheiro aqui na comunidade?". "Tem não! A gente é pobre!". "Tem alguém aposentado?". "Tem!". "E aí, quem é aposentado?". "Eu!". Pois, tem dinheiro. Escrevia na bolinha: "aposentado", e jogava no balde. "Tem alguém aqui que pede esmola?". "Tem!". Entao, é dinheiro que entra: dinheiro da esmola. Botei "esmola" num papelzinho, botei no balde. "Tem alguém que trabalha?". "Tem!". Pedreiro, não sei que... Entao, "dinheiro dos trabalhadores"... Simulando todos os dinheiros, aposentados, não sei que... E você botando as bolinhas dentre o balde, na realidade tinha dinheiro. Ai a gente fazia a brincadeira, que até hoje eu faço nas palestras... eu digo assim: "A senhora já tomou banho hoje?". "Tomei!". "E o sabonete que a senhora usou, quando ela tava usando o sabonete, pra onde foi o dinheiro dela?". "Pro ralo!". "Não... foi pro bolso de quem fez o sabonete. Ela comprou o sabonete de fora, pagou a pessoa de fora.". "Ah! Ta certo!". A gente tirava uma rolha do balde. E a bolinha caia... E assim, perguntando: "E a roupa da senhora, foi comprada onde?". "Ah... na feira, no shopping...". Tudo fora do bairro... "E pra onde foi o dinheiro dela?". "Foi pra lá! Foi pra feira, foi pro shopping!"... E lá todo mundo brincando, né... e a gente tirava outra rolha... e aí... o balde terminava sem bolinha nenhuma. Pareceu o que... você ta vendo, não é que a gente não tem dinheiro, a gente perde o dinheiro porque tudo vai embora, em outros bairros... »

<sup>xviii</sup> « A ITES nasceu (...)duma reflexão que pensava que a incubação não pode ser de empreendimentos - como é o conceito clássico das incubadoras de iniciativas populares. A gente nasceu com a ideia de que a incubação tem que ser do território como um tudo. Não tem como organizar uma outra economia a partir de empreendimentos (...). É por isso que na nossa metodologia ficou desde o início muito claro que grande parte do nosso esforço era para ajudar o processo de auto-organização política. Não era simplesmente a capacidade de fortalecer a atividade económica do empreendimento. Por que se você não organiza o processo político, como é que você vai organizar a economia, como é que você incentiva a economia local? Não tem como. »

<sup>xix</sup> « Acesso à terra, acesso à água, dependem também da força política. (...) Os Fundos Rotativos também tem essa dimensão da formação política. (...) A própria metodologia dos FRS disponibilizados pela Cáritas brasileira e as regionais, estimula participação democrática, autogestão... que pra gente é muito afim com o campo da ES. (...) A Cáritas acredita numa solidariedade transformadora, e não adormecedora... então a gente vai lá, caminha juntos, mas são eles que fazem a gestão. (...) Ai, você ajuda também fazer uma democracia que não seria apenas representativa, né... mas participativa. E eu acho que a grande beleza desse processo é exatamente a participação popular, que faz a gestão... que ajuda para a gestão desse processo dessa rede. (...) ... o que nos diferencia do sistema capitalista, são os princípios que nos acreditamos e praticamos, das decisões de produzir, aos processos de comercializar, de poupar e de lidar com a relações de trabalho e com o outro... (...) Agora mesmo a Caritas regional está formando 30 agentes, nos 2 estados... pra que eles sejam referenciais nos seus territórios pra formação, pra incentivar produção por meio da ES... porque a gente sabe que nos estamos num sistema capitalista, que impera há 200 anos... e você tem uma economia popular solidaria aqui no Brasil, que tende a partir dos anos 80, e que começa a deslumbrar um olhar diferente sobre a economia... Nos somos diuturnamente assediados pelo sistema capitalista. Não dá para você sentar e achar que todo mundo já sabe que é a economia solidaria. »

---

<sup>xx</sup> « Olha, em 1997, quando a gente começou, pensar criar um banco no Palmeiras, não tinha no Brasil nenhum dos sistemas que tem hoje... no mundo. Não tinha reflexões sobre "economia solidária"... tudo começou que a gente leu a literatura, que a gente fez a pesquisa pra ver o que o pessoal comprava fora do bairro e tal. E numa reunião assim, uma senhora disse assim, "Por que a gente não faz um desses cartões que têm por aí na cidade, que os ricos suam nos bairros deles?". Naquela época tava começando os cartões. Eu pensei é isso, vamos criar um cartão que funciona só em Palmeira. E aí nos criamos o PalmaCard. Na época era só um cartãozinho mesmo, de papelão. E gente fazia isso no mimeógrafo. E aí, o pessoal começou: pode ser um banco... e aí começou. [...] Era um negócio de papel... que era dobradinho assim... Aqui era "PalmaCard", e dentro tinha uma carta, o limite máximo era 100 ou 150 R\$. E aqui atrás tinha: "nome do comércio" e "valor". Ai, o comerciante preenchia na mão, por exemplo: "Mercado do João"... e botava aqui: "10 R\$ de compras". Tem que olhar que não passou o limite. E a pessoa que comprava, assinava tipo uma faturazinha de papel, que a gente dava, e botava o valor da compra... e o comerciante assinava também. Pois, no final do mês, o comerciante ia com essas faturas, e a gente pagava ele. E a pessoa nos devolvia o dinheiro em um prazo de seis meses. »

<sup>xxi</sup> « É que hoje dia, essa história fica sem graça. Naquela época, isso era uma coisa extraordinária. Fazer um cartão de crédito local, um banco local... na noite da inauguração, parecia assim uma entrega de um Óscar em Hollywood... Uma favela pobre que nem um diabo, só baratas... e a gente deu aí dez cartões de crédito, PalmaCard, pense... e três créditos lá de 100 R\$, 200 e tal... o dinheiro acabou na primeira noite. O banco quebrou na noite do lançamento! »

<sup>xxii</sup> « Porque o pessoal tudo analfabeto, na hora que assinava faturas, fazia só assim. Aí como saber se o comerciante estava fraudando ou não? E o comerciante também analfabeto, quando dizia Mercadinho do João, metia na coluna do outro, fazia um 2 que você não sabia se era um 2, se era um 3... quando você tem 500 cartões, mil cartões... No final do mês era um desespero! (...) Pois a gente tomou conhecimento que lá na Argentina tinha um sistema de moeda social, funcionando lá... e nos tempos Maurícia Primavera que era a pessoa lá que organizava na Argentina, e ela passou um mês com a gente, para pensar um sistema de moeda. E aí pronto. (...) O banco surgiu em 1998, dois anos depois surgia a moeda social. Ela surgiu diretamente pra produção e consumo, porque o PalmaCard já era para o consumo. E aí a gente lançou a moeda Palmas, que era já essa moeda do jeito que ela foi até 2017, quando a gente aboliu a moeda de papel pela moeda digital. »

<sup>xxiii</sup> « Entao começou aí, mais assim... não teve nenhuma estratégia... »

<sup>xxiv</sup> « Quando o Singer assumiu a direção da SENAES em 2003, até 2004, só tinha o Palmas como moeda social... E a gente foi lá em Brasília, conversei com ele... um cara muito incrível, né... o Paul Singer... ele escrevia muito sobre essas cooperativas de crédito pra Europa... pois, a gente ficou um pouquinho inspirado também pela história do Grameen Bank, do Yunus. Só que o Grameen Bank não trabalhava com consumo, trabalhava só com crédito produtivo. E a gente tinha essa história do consumo, né... porque a gente dizia que a gente era pobre porque comprava fora. A questão do balde furado... »

<sup>xxv</sup> « Quando a Dow chegou lá, já havia uma comunidade estabelecida. Isso foi durante a ditadura... [...]. Quando, naquele período... a Petrobras estava em expansão e ela pesquisou no subsolo de Matarandiba se existia petróleo. Não encontrou petróleo, mas achou uma grande jazida de sal, sal-gema né... daí para frente, o que você tem, é meio nebuloso (...) eu não tenho certeza de como foi isso... (...). Inclusive as pessoas da comunidade falam que quando a Dow comprou o terreno, elas tinham que ter uma carteirinha, um cartão de identificação para poder chegar à sua própria comunidade. Como se tivesse entrando numa área privada. (...) isso é verdade, porque lá no ponto de memória, na associação ASCOMAT, tem uma carteirinha dessas, que a gente resgatou. Com o tempo houve muita contestação da comunidade... então isso parou de acontecer. Mas hoje ainda quando você vai para lá, você vê que tem um portal lá na frente... »

<sup>xxvi</sup> « Eu gosto de ver as coisas do ponto de vista mais complexo... por exemplo. Aquele portal para quem chega lá assusta. Você tem um portal para entrar numa comunidade que não é de ninguém. Por outro lado, essa dificuldade de acesso em Matarandiba deixou Matarandiba num contexto de isolamento, que é favorável em alguns sentidos e aspectos por ela. Por exemplo, violência, tráfico de droga, segurança... invasão de terra, ocupação desordenada... nada disso tem em Matarandiba... tem, mas não é muito forte em comparação com outras comunidades da Ilha. Por essa questão de ter a Dow Chemical ali, eles têm mais segurança... hoje inclusive a própria comunidade é favor de ter aquele portal ali, que a Dow já quis tirar num dado momento, mas a comunidade com as associações falaram

---

"a gente quer esse portal lá, porque dá uma segurança maior, e também emprega pessoas... ficam vigilantes durante o dia ali... então emprega pessoas da comunidade... ". »

<sup>xxvii</sup> « A principal fonte de renda aqui é a pesca e mariscagem... Mais... tem muitas marisqueiras que faz cabelo, unha... alimentação também... (...) que só com pesca e mariscagem, não é fácil viver... é muito complicado. Eu falo por que meu pai é pescador. E minha mãe é marisqueira. Eu sempre vi a dificuldade deles como era, que pescava, mariscava, tirava o de se alimentar, e vendia o restante, o que sobrava... e até hoje, eles vivem disso. Meu pai é agora que consegui se aposentar, mas minha mãe ainda não, ainda vive disso. Mesmo aposentado, ele vai pro mar pescar.

<sup>xxviii</sup> « Aí eles contactaram o professor Genauto, e aí ele veio com a equipe dele, apresentar o projeto. E aí a gente gostou, e eles ficaram desde então fazer um trabalho ali com a gente. Na época, nos eramos um grupo informal. Dai a gente viu a necessidade de formalizar esse grupo, e criar a associação. (...) e aí começou paralelo, tudo junto: a criação do CNPJ da Ascoma, e a criação de alguns empreendimentos daqui mesmo da ASCOMA. Que foi, os primeiros: infocentro e banco comunitário. Pra siso, foi feito um mapeamento. Dentro desse mapeamento, foi descoberto que a renda que era adquirida dentro da comunidade era gasta fora da comunidade. E com a criação do banco, a renda ia fortalecer a economia da comunidade. (...) a gente teve vaias oficinas sobre a economia solidaria, (...) e em 2008 que foi inaugurado o banco. [...]em 2010 houve-se a necessidade de criar mais empreendimentos, e aí surgiu a rádio comunitária, e a horta também comunitária... em 2015 a construção do empreendimento padaria Sonho real... e aí estamos ali. »

<sup>xxix</sup> « A gente fez projetos com a Petrobras, fez outro com a Petrobras em outro lugar... com a Companhia elétrica de São Francisco, uma empresa pública... E aí veio a Dow, que é uma empresa privada... E a gente ficou logo assim... a gente teve a metodologia, se a autonomia for respeitada... por que não? A Dow é uma experiência curiosa... o único caso de uma empresa privada que a gente teve... e o único que a gente mantém até hoje... mais de 10 anos de parceria... E empresa vai mudando, mudando gestores... muito louco como experiencia. »

<sup>xxx</sup> « Mas se você pegar uma região como Salvador, tenho que a população economicamente ativa, cerca de 2 milhões de pessoas, o emprego salariado regular, não chega a 40% da população. Historicamente é assim. Estruturalmente é assim. (...) se você for fazer um censo econômico, você não capta o trabalho da mulher que vende em casa lá em Itapagipe, que faz geladinho, que faz produtos de limpeza... muita produção... »

<sup>xxxi</sup> « Eu sou morador antigo, somente no conjunto aqui, eu já tenho 43 anos... eu morava na Ponte Santo Antonio que era lá perto do Barro Machado, lá na frente... e depois, quando o bate-estaca passou, minha casa foi derrubada, e eu tive a possibilidade de pegar essa casa dai... aqui era toda água, até a Igreja dos Alagados, que se chama assim porque aqui era toda água... essa aqui praticamente era uma ilha... as antigas famílias aqui, elas moravam em palafitas... você andava de um lado pro outro em ponte de tábuas... ponte de tábuas, você imagina? »

<sup>xxxii</sup> « A maioria dos bairros, todos têm uma associação... mas se você vai lá, não acha nada... e aqui não, se você chegar aqui, qualquer hora... tem um curso, eles falam "tem um curso vc não vai se escrever não?". Entendeu? Incentivam... é um fortalecimento dentro do bairro. »

<sup>xxxiii</sup> « A luta por moradia... a luta por direitos né... direitos de habitabilidade... faz que esse seja o espaço, o território, onde tem mais instituições sociais por metro quadrado em Salvador... acho que não tem outro lugar que tenha tantas associações, tantos grupos culturais, porque... isso cresce onde o estado falta. »

<sup>xxxiv</sup> O bairro do Uruguai tem uma trajetória de várias pequenas experiências que se encaixam perfeitamente nas experiências de Economia solidaria. Eles começaram na parte de desenvolvimento econômico a pensar, através do projeto da Visão Mundial, que o pobre pode poupar. »

<sup>xxxv</sup> « Essa organização fornecia empréstimos a uma determinada taxa de juro. E eles acessavam. Só que com o passar dos anos, eles observaram que os juros dessa instituição financeira estavam aumentando ao passo que os próprios grupos estavam aumentando suas poupanças locais. Eles concluíram que não tinha motivo por que eles incentivarem que essas pessoas acessassem esse crédito a uma taxa de juros que estava crescendo, quando essas mesmas pessoas tinham capacidade de poupar o próprio valor que eles gostariam de investir. Foi um processo de educação mesmo (...) então, eles fizeram essa reflexão, e num determinado momento, eles rejeitaram esta instituição financeira, o que levou impuser para ela parar o trabalho nessa comunidade, nesse bairro. E isso foi

---

justamente quando eu encontrei com eles, em 2011, e estava aqui na Bahia sendo lançado o primeiro edital de financiamento de fundos rotativos. »

<sup>xxxvi</sup> « Então, com toda essa trajetória, por que não um banco comunitário nesse local? »

<sup>xxxvii</sup> « A gente começou com 1500 Cocais doados pelo Palmas... Hoje a gente tem circulando mais de 60 000... E somando todo, o dinheiro que passa pelo banco... com a parceria com a Agência de fomento, os pagamentos, os recebimentos, os boletos e tal... Enfim, podemos dizer que a movimentação, todo o que o banco movimentou no ano passado, foi 6 milhões, em reais e moeda social. »

<sup>xxxviii</sup> « A gente não pode só trabalhar: a gente precisa de cultura, de conhecimento... e nos precisamos criar essas alternativas. »

<sup>xxxix</sup> « Aqui na associação, a gente recebe a bolsa e uma parte é conchas e uma parte é real... (...) quando chega dia de pagar a bolsa, é 500 R\$. Desse 500 R\$, 100 R\$ vai ser conchas e 400 vai ser real... pra poder a moeda circular dentro da comunidade. »

<sup>xl</sup> « Lá são mais... como a gente chama aqui, é vendedor ambulante. São pessoas que vem muitas vezes de outros municípios, pra fazer venda aqui. Geralmente... ontem tinha um pouco mais, eu acredito, porque tava tendo um pessoal de uma banda... de uma festa que tava aqui, e tava cheio... Mas durante a semana acredito que vai dar uma vagada... mas mais são representantes de empresas... que vendem pros comércios locais daqui... produtos agrícolas, alimentícios, peças de motos, carro, enfim... »

<sup>xli</sup> « Aqui não tem ninguém que dorme na rua, né... se ele faz, é só porque tá bêbado... todo mundo tem sua casa e volta, todo mundo se conhece... o município é pequeno, tem uma boa relação, todo mundo sabe onde a gente mora... o que é que a gente faz, como é nossa vida... (...) Esse conceito de pobre, rico... é realmente relativo... as vezes a pessoa mora numa casa boa, muito chique, não sei o que, mas não tem a mesma qualidade de vida que tem um outro que mora lá numa vila, que come orgânico, que tem uma vida mais tranquila... »

<sup>xlii</sup> « Eu acho que em algumas comunidades, a chance de haver sucesso - sucesso entre aspas - do BCD é maior do que em outras. Pelo seu perfil. Por exemplo, tenho a impressão que em comunidades urbanas tem de ser mais complicado. Porque os laços de confiança são mais esgaçados. Por outro lado, um dos maiores, talvez a maior experiência, de BCD do Brasil é numa comunidade urbana, numa favela. E aí a gente vai que ter que analisar o porquê. »

<sup>xliii</sup> « Um dos motivos que levou o Banco Palmas até sucesso, é essa liga que tem, essa identidade, que tem naquele bairro, que é um banco urbano mas tem toda uma trajetória de luta, de organização comunitária... anterior ao banco. Teve a luta pra urbanizar o bairro, foram dez anos ele lutando pra poder ter calçamento, esgotamento, iluminação pública... e depois eles falaram “Pronto, agora a gente urbanizou esse bairro e as pessoas estão saindo daqui, pq não tem renda, o que é que a gente vai fazer?”. É aí que surgiu a ideia do BCD. Então já havia uma organização comunitária, uma identidade formada antes da moeda, do banco. »

<sup>xliv</sup> « LM : E por que você escolheu de ficar a morar aqui e de não ir pra fora? »

MR : É porque assim... Primeiro, eu nunca tive esse interesse, né... de morar fora... segundo, eu gosto, eu sempre me preocupei em contribuir com o local ... Assim... por mais escasso, vamos dizer, o estudo que a gente tem aqui, a nossa formação... mas o pouco que eu adquiri, eu pretendo aplicar aqui. Então... seja numa escola, seja aqui no banco... Enfim... Eu acho, que se um dia eu tiver que sair... poderia ser pra estudar, mas pra eu voltar no município. Porque eu acho que é uma forma que eu tenho de contribuir. »

<sup>xlv</sup> « Se você não tiver um território com processo de auto-organização importante, lideranças dedicadas e tal, você corre o risco com uma metodologia desse tipo não conseguir avançar muito, né... você tem territórios muito fragilizados... Abrantes era assim... é um caso de território desidentificado... qual é a identidade de Abrantes? Na origem, era uma vila de pescadores... virou uma coisa completamente diferente. (...) sabe que Polanyi faz uma análise muito interessante... sobre o problema do avanço do sistema de mercado, do capitalismo... não é simplesmente econômico, ele vai destruindo os tecidos sociais, culturais, vai destruindo as formas de viver das pessoas. As pessoas ficam sem referência... Elas passam a querer incorporar uma nova referência que também não é delas, é fica uma coisa meio... as pessoas sonham o consumo, sonham uma melhoria da renda, sonham com

---

a mudança do padrão de vida material... mas perderam toda referência identitária... por que Matarandiba é interessante? Matarandiba ainda tem elementos de uma cultura e de uma identidade... »

<sup>xlvi</sup> « Agora, por outro lado, não é também pra gente ficar imaginando que autenticidade identitária tem a ver com você ter uma cultura que é de um único jeito, que nunca muda, né... porque também é uma visão bem maluca. A questão é como as culturas com identidades fortes, elas conseguem transformar-se e manter seus princípios culturais, suas marcas identitárias, etc... isso é um elemento fundamental. »

<sup>xlvii</sup> « Uma das principais características que mostra esse território, é que é um bairro que foi aterrado pelos seus moradores... então isso aqui, tudo era água.. os próprios moradores, por vontade de estar aqui, aterraram esse espaço... então é um bairro que foi feito na força... e toda essa força, eu acho que é representada hoje na organização... a gente é um dos bairros que tem plano de cultura, a gente tem o cenário da gente desenhado até 2020, o que é gente deseja por esse território... que é anualmente revisitado... (...) tem uma rede de organizações que semanalmente estão com as lideranças, sentadas, pensando, sobre os problemas de educação e as soluções... os problemas de habitação e as soluções... então é um bairro que tem uma liderança muito forte... »

<sup>xlviii</sup> « O que difere um banco do outro, eu acho que é a capacidade que a comunidade tem de se organizar. De resolver problemas. Então quanto mais comunidades mais organizadas com mais capacidades de resolver conflitos e problemas, lá esses bancos comunitários deram mais certo. »

<sup>xlix</sup> « O que a gente pode constatar é o seguinte. É que a capacidade duma comunidade ou de um território em fortalecer as suas redes de economia solidaria passa muito pelo chamado capital social e político de que essa comunidade já dispõe... estou querendo dizer com isso que em comunidades, quando você tem processos associativos já mais desenvolvidos e consolidados, aí você tem um potencial para ampliação dessas práticas muito maior. É diferente de determinados territórios onde as vezes a gente entra em relação e as coisas estão sendo montadas com grupos políticos que ainda não tem, por exemplo, um trabalho de auto-organização forte. E isso cria muitas fragilidades, as vezes a gente tá confrontada à ambientes em termos territoriais onde você tem muitos conflitos de lideranças locais... onde você não tem redes já constituídas, (...) é diferente se você pega determinadas comunidades rurais, onde você tem aquele associativismo comunitário já que vem de longa data, um trabalho que é feito... ou você vai em outros municípios onde você teve um ativismo político importante de redes, porque ali teve algum movimento que fomentou auto-organização... »

<sup>l</sup> « A gente brinca aqui, as vezes diz assim: "um pobre mais outro pobre, dá um miserável". É uma brincadeira de mal gosto, mas... (...) Isso me parece já claro... o desenvolvimento local, ele não nega a relação com o global. Só que a distribuição fica no local. (...) Nos tivemos na origem nossos intelectuais da economia solidária... Eles vinham de uma escola ingênua, do que nos sozinhos, os solidários, podemos solidariamente entre nos, trocando entre nos, gerar riqueza e gerar um outro sistema. Portanto, tudo que vem do chamado sistema capitalista, era demônio. Dinheiro, banco, cartão de crédito... e durante anos queremos isso, a gente queria se afastar de tudo que ligasse ao sistema bancário. Até que nos descobrimos... que o problema não é o cartão de crédito, não é o banco, não é o dinheiro. O problema é um : é quem se apropria da riqueza que isso gera. »

<sup>li</sup> « As articulações institucionais (...) são necessárias para fomentar a capacidade de desenvolvimento dessas redes locais de economia solidaria (...) Essas redes estão confrontadas a um debate muito interessante sobre a natureza da sustentabilidade. Muitas iniciativas que precisam ser apoiadas não são geradoras de recursos próprios. Elas precisam ter muito apoio... o Banco comunitário, por exemplo... ele não é autossuficiente necessariamente. Não é fácil manter uma estrutura dessas... se você não constrói esses arranjos institucionais, fica difícil...

<sup>lii</sup> « Para você manter uma dinâmica de circulação de moeda, de fomento as experiências, e de desenvolvimento pleno, você precisa de manter uma equipe estruturada para tal.(...) Muitas vezes você tem um projeto de execução, você contrata um profissional, ou uma pessoa já na localidade, só que você aproveite e usa esse profissional para diversos projetos, que é a forma que as organizações tem pra sobreviver. E aí com isso cria-se um acúmulo, e muitas vezes não dá conta... não dá conta do que esses salários são baixos pra remunerar bem os profissionais numa organização do terceiro setor... e que tem que acumular vários projetos. »

<sup>liii</sup> « LM: e se você pudesse mudar algo de Matarandiba, você mudaria o quê? »

E: ... de Matarandiba... mas participação. Porque ainda existe um preconceito... mais por parte dos homens... Existe esse preconceito... eu queria que se quebrasse esse tabu (...) com todo aqui, com o projeto em si. Porque

---

tem muitas pessoas que ainda tem receio de chegar e querer conhecer... preferem criticar, mas não querem se envolver. Mas... se beneficiam disso, quando precisam. Então assim, essas pessoas ainda não conhecem o que é ser solidário... só procuram quando lhe convêm.»

<sup>liv</sup> « No início, foi difícil... mas hoje eu acredito que... 100% não, mas... hoje 90% da população aceita o banco. Lógico, toda a população aqui mexe com o cocal, ela recebe o cocal... mas, nem todos gostam. (...) Tem uns que não gostam, reclamam... (...) mas levam, porque se não levar, o que é que vai fazer? As vezes, quando eles vêm aqui no banco, só tem cocal, não tem real... dependendo do dia... tem uns que dizem "Não, não vou querer, vou aguardar mais um pouco, ver se aparece alguém para pagar algum boleto em real... porque eu não quero cocal". Tudo bem, ele fica aguardando sentado... e aí vem outra pessoa, passa da frente porque ela aceita cocal... então aquele lá ficou sentadinho e acabou rezando porque não aparece ninguém para pagar em reais... então... todo mundo aceita, gostando ou não. Então... hoje tem alguns casos, mas é mais uma questão política. »

<sup>lv</sup> « Então pra mim tem esses dois grandes desafios (...) ... pra que esse conceito de rede local de Economia solidaria possa render frutos como plataforma estratégica de desenvolvimento. No nível micro, local, perfil e características do território, e no nível meso, interinstitucional, na articulação...

<sup>lvi</sup> LM: E o que você acha melhor aqui em comparação com Salvador? FL: A tranquilidade... eu falo também sobre o custo de vida... Porque assim, aqui em Matarandiba, a gente é rico de muitas coisas... no mar, você encontra alimento pra você comer. Na terra, você encontra alimento pra poder comer. Entao, o custo de vida é... tem pessoas que dizem que o custo de vida na ilha é maior, mas eu já vejo de outro modo, eu creio que o custo de vida é menor e mais saudável... porque se você tem tempo, você vai lá no mar e pega o seu alimento. Você não precisa comprar. É só você ter disposição de pegar. Entao acaba sendo mais barato o custo de vida. Porque em Salvador, você tem que comprar tudo... você não tem um lugar que você possa ire pegar de graça algo pra você. Mas aqui você encontra... »

<sup>lvii</sup> « ELL : Ninguém passa fome nessa cidade, não.

LM : Você já morou em Salvador. Você acha que é muito diferente?

ELL : Bastante diferente. Em Salvador, se você não tem um trabalho, você passa por muita dificuldade. Aqui, se você não tem um trabalho, você não passa dificuldade, não passa mesmo. Não passa porque tem o mar que te da comida de graça. Tem um banco que pode emprestar dinheiro pra você abrir seu negócio. Então aqui... em Matarandiba, é muito difícil você ver alguém dizer que passa dificuldade. »

<sup>lviii</sup> « Aqui a gente não tem industria, (...) não tem o agronegócio, por exemplo, não existe... então a nossa renda ela vem basicamente do extrativismo do babaçu, e da agricultura familiar, que é agricultura de subsistência (...) assim... todo mundo consegue produzir, porque... as terras... não existem aqui grandes latifundiários... todo mundo tem a sua pequena área, o se quintal... o governo ele tem o que ele chama de assentamentos, então muitas famílias são assentadas... elas tem as suas áreas inclusive pra produzir... então isso já vai ajudando, né... tem o extrativismo do babaçu, que por ser uma palmeira nativa, ela não tem um dono, então todo mundo tem acesso ao babaçu. Entao você pode ir lá colher o coco, quebrar e revender... enfim... isso é bem tranquilo... então isso já ajuda muito... »

<sup>lix</sup> « A gente às vezes é limitado, porque a gente trabalha basicamente, aqui é um trabalho basicamente voluntario. »

<sup>lx</sup> « JR : Não é tudo dinheiro... que faz que as agentes trabalhem aqui... porque, no mês passado, não recebi bolsa, esse mês não sei se vou... e o mês de outubro, a gente trabalhou dobrado... porque tava acontecendo uma atividade... então não tem como dizer assim... porque, por ex, a bolsa é 500 R\$... eu recebo 500 R\$, mas eu passei duas horas à mais, vou receber 510? Não, vou receber 500 R\$... final de semana e tudo... a única coisa que digo pra elas é "Vamos folgar na segunda"[rigole]... mas dizer que a gente para? Não...! (...) Eu costumo dizer que já faço trabalho voluntario desde quando a gente se precisar trabalhar sábado e domingo, a gente trabalha... e não tem horas por isso... se precisar sair daqui pra outro lugar, a gente vai... então acho que não existe voluntario mais do que isso... porque você não ganha nem um salário e faz tudo isso... »

LM : E você faz outro trabalho tbm em paralelo?

---

JR : Eu sou vendedora autônoma... Era vendedora autônoma... mas não posso fazer mais porque a associação toma muito nosso tempo...

LM : você vendia o quê?

JR: cosméticos... e marisco... Quando tenho uma folga, eu vou pra maré... eu gosto de mariscar... minha carteira é de marisqueira artesanal... então quando tenho um tempo, to na maré... por exemplo, quando trabalho e tem um turno muito tranquilo, que tá uma agonia, eu vou pra maré, e de tarde venho trabalhar... e vendo aqui na ilha... por aqui mesmo... e é rapidinho...

<sup>lxi</sup> Ai se a gente pensasse solo em dinheiro, a gente parava tudo. Mas não. A gente gosta do que a gente faz. Então a gente continua, mesmo sem o projeto ser aprovado, a gente continua... dá um jeito daqui, um jeito dali..., mas a gente continua. »

<sup>lxii</sup> « A gente trabalhou muito com essa questão também... de saber que nem por tudo se faz necessário ter o real na mão..., mas sim a troca... até porque o banco comunitário também trabalha isso... é uma forma de que o cliente não necessariamente precisa ter o real para pagar o seu empréstimo. Tipo, você vem tomar um empréstimo no banco... e aí, chegou no mês da devolução, você não tem o dinheiro pra poder pagar. Entao você pode pagar com o seu trabalho, você pode pagar com um bem seu... você pode pagar com seus produtos... dar seus mariscos... à valor daquela parcela... (...) então há essa consciencialização, há essa importância da comunidade de saber que não precisa necessariamente... você não vive necessariamente com o valor em real... mas sim, com trocas né... ai o banco fica na responsabilidade de transferir, de vender esse produto, porque tem que ter o valor para reempréstimo... então é por isso que também é uma necessidade de ter parcerias entre os outros empreendimentos (...) tem que ter outros empreendimentos envolvidos pra fortalecer o banco. E, por exemplo, tem o Vivertur que é parceiro do banco nessa questão. Por exemplo, a gente adquire o marisco, o peixe, na mão de um cliente que não teve condições de pagar o banco em reais. (...) E aí o Vivertur vai receber um grupo, e aí ele pega, compra o marisco e o peixe do banco, pra fazer a alimentação pra receber essas pessoas. E o banco obtém esse valor. E o dinheiro volta na caixa do banco. »

<sup>lxiii</sup> « As pessoas que fazem essas manifestações acontecer, fazem porque gostam... gostam de estar naquele meio... se você pega um depoimento de uma sambadeira, ou de um tocador... você vai entender o que estou te dizendo... a gente apresentou várias vezes, não tinha um centavo e... bora vai ter samba, aonde?, tao lugar... e a gente vai... (...) a falta de orçamento, impede muito... não pela parte que vai envolver a comunidade, como falei pra você... nos conseguimos fazer eventos sem precisar estar com dinheiro em mão da ASCOMAT... mas pra poder conseguir uma oficina aqui, vou precisar de recursos... entendeu? Tem gente que tinha até boa vontade de vir, mas... (...) Quando envolve a economia solidária, a gente consegue... aqui a gente consegue fazer o solidário, fazer como que as coisas aconteçam... através duma pessoa, de outra pessoa... mar pra poder trazer um oficineiro, já é diferente... porque aí já mexe com recursos que tem que serem mais altos... »

<sup>lxiv</sup> « S: A CONDER ter esse problema maior quando vai fazer esse reassentamento aí... que ninguém quer sair do Uruguai, né... por que os vizinhos são muitos antigos, então tem essa coisa que um ta olhando o filho dos outros, a casa é uma vigilância natural que já tem... então ninguém quer sair...

C : Se saio daqui, passo 8, 10 dias pra fora... falo pra minha vizinha, vizinha, vou viajar por 8 Dias... por gentileza, pode só passar pra dar uma olhada? entendeu? »

<sup>lxv</sup> « LM : Tem muitas pessoas aqui em Salvador que falam desse bairro como se fosse muito perigoso...

C: Escuta... o negócio daqui é isso... você não é daqui. Você fala “Vou naquele bairro”... mas o bairro do Uruguai é grande, a população daqui é grande... Entendeu? Entao, tem lugares, não dá pra você ir assim... tem que ir com alguém... mas aqui dentro [no Conjunto Santa Luzia], até a igreja ali... você pode ir sem susto. »

<sup>lxvi</sup> « Dá pra viver, né... totalmente diferente da pobreza nas cidades, sabe... o contacto aqui, ele é bem mais próximo... Então, se você mora numa grande cidade, numa capital, por exemplo, quem mora na rua, as pessoas basicamente não tem nem um contacto, muita gente despreza... aqui não... você tem uma parte mais humana... então um ajuda o outro... assim... a questão da qualidade de vida, ela é bem melhor por mais que você seja pobre, isso eu acho que faz... tem essa diferencia... então... a pobreza aqui não é porque não tenha (...) A gente vive numa

---

condição que não é tão boa, mas dá pra viver. Então, custo de vida pra você morar aqui, ele é totalmente diferente de quem mora em São Paulo. »

<sup>lxvii</sup> « Como eu sou filho de parteiro, nasci em casa... numa rua chamada “primeiro de maio”, aqui no Jardim Cruzeiro... e assim, eu nasci nas palafitas, entendeu... cresci nas palafitas... a memória mais retrô que eu tenho, é do meu padastro, com sete anos em cima de uma canoa... em cima da água... e tirando pau pra poder fazer a nossa casa de palafitas... que você sabe que esse bairro todo... historicamente foi construído em cima da maré, os alagados né... com sete anos, eu vivi isso, né... (...) Essa coisa do pertencimento, isso, tá na gente... quando falei pra você, com 7 anos tirando pau ali... eu não tenho nenhuma vergonha de dizer isso... eu tenho orgulho de ter vivido isso, entendeu? Esse é o lugar que eu quero estar, mesmo que eu tenha hoje uma condição de vida melhor, mas eu não pretendo sair da península de Itapagipe... pra você ter qualidade de vida, você não precisa sair do lugar onde você é original...você pode melhorar suas condições de vida, mas continuar aqui... »

<sup>lxviii</sup> « LM : E por que vocês decidiram de ficar aqui e não ir embora?

S: Eu nasci aqui, cresci aqui... só sai daqui quando me casei... mas eu moro perto... moro em Fazenda Grande... mas eu estou mais voltada aqui do que lá...

LM: E do que vocês gostam daqui?

S: Daqui, eu gosto de tudo! Eu nasci aqui, pra mim... só sai daqui porque tive que sair, porque casei... Mas continuo com minhas raízes daqui... fazendo trabalho e participando das coisas...

C: Somente no conjunto aqui, eu já tinha 43 anos... Somente aqui no conjunto! Eu sou morador antigo, entendeu? Minha mãe, chamada Dona Nilda, ela morava aqui... ela foi uma das primeiras moradoras... eu morava na Ponte Santo Antonio que era lá perto do Bairro Machado, lá na frente.. e depois, quando o bate-estaca passou, minha casa foi derrubada pelo bate-estaca, e eu tive a possibilidade de pegar essa casa daí... eu tenho uma filha que quando ela nasceu, eu tava aqui com seis meses... E ela tem 43 anos agora... tenho outra que tem 37 anos e foi nascida aqui...

J : Eu também nasci aqui... primeiro, é que o Uruguai é centralizado, ele é perto de muita coisa...»

<sup>lxix</sup> « LM : então você nasceu aqui?

M : sim... e eu morei dois anos em Brasília...

LM : e como foi que você decidiu voltar para cá?

M : conheci ele, nos tivemos um bebezinho, e ficou bem difícil ficar lá com bebezinho... e como a minha família era daqui, e eu já era efetiva da prefeitura durante dez anos... Então a gente voltou pra passear... e aí nesse passear, a gente acabou ficando... já tem 5 anos que a gente tá morando aqui...»

<sup>lxx</sup> « Tem pessoas que saem daqui, que moram fora... mas as pessoas saíram daqui pela questão da sobrevivência, basicamente... por ser uma região... quando a gente fala uma “região pobre”, não é porque seja pobre de recursos naturais... é porque não tem desenvolvimento para aqueles recursos que a gente muitas vezes tem... (...) e as pessoas saem muito pra procurar trabalho em outros lugares, por exemplo, pra São Paulo, Brasília, Rio de Janeiro... pq a capacidade de absorver a mão de obra aqui, não tem... então... as pessoas querem uma vida um pouco melhor. Mas as pessoas que saem daqui, elas acabam não indo pra estudar, mas sim pra trabalhar em serviços muitas vezes pesados, e até há pouco tempo, muitas dessas pessoas trabalhavam em regimes escravistas muitas vezes... as grandes empresas acabam pagando só salários muitos pequenos, ou não pagando... enfim... com condições de trabalho muito ruins... hoje ainda tem muitas pessoas que saem daqui pra ir trabalhar fora... mas elas passam um ano, passam dois, acabam voltando né... mas é algo mais imediato na realidade, pra resolver... às vezes é pra construir uma casa que elas não têm... é pra comprar um meio de transporte que elas não podem comprar aqui e ficando aqui... »

<sup>lxxi</sup> « A: Sou pensionista de uma funcionária publica... eu morava em Salvador e vim morar por aqui, que é aqui que eu nasci, é aqui que eu me criei... e aí voltei pra aqui... (...) morei em Salvador muitos anos... quase 40! (...) Trabalhei aqui, lá... depois que eu fui embora com ela [a esposa dele]... dai... ela faleceu e eu vim embora pra aqui...

LM: Quando você morava em Salvador, você voltava muito pra cá?



---

A : Sim... nunca deixei de vir aqui não... porque aqui era meu lugar mesmo, até tinha uma casinha... E estou morando nela agora... sempre eu tive uma casa aqui (...)

LM : E o que você acha daqui, em comparação a Salvador?

A : Aqui é bem melhor... nem pense em comparar. Por causa da tranquilidade daqui... Entendeu ? Lá você não pode ter essa tranquilidade que você tem aqui... você anda por qualquer lugar, ninguém incomoda... (...) você pode ir pra qualquer lugar, ninguém vai lhe atacar... tem essa vantagem, entendeu...? E aqui pra mim é tranquilo... moro sozinho, não pretendo botar ninguém ali dentro morar... é assim... (...) Como eu moro sozinho, compro nas duas mercearias... dá pra fazer tudo aqui... (...) tem tudo o que você precisa no dia a dia, pra comer, tem a melhor comida que é marisco, peixe... (...) se eu me mudar daqui, é só pra cidade que tem lá na seguida da ladeira, que é aquela que tem um passaporte só de ida... »

<sup>lxxii</sup> « A maioria são pessoas nativas... que vão embora, trabalham lá e quando se aposentar voltam pra cá. Mas tem algumas pessoas que não são daqui... (...) pessoas que já têm os antepassados que já conheciam aqui, que já veio aqui antes... (...) eu cheguei aqui porque o meu irmão casou com uma nativa daqui. E aí eu vim, conheci, cheguei aqui, me apaixonei... e pedi a meu Deus que quando eu me aposentasse, eu pudesse vir morar aqui. Então me aposentei... e antes de me aposentar, eu já tinha preparado tudo... terreno, casa... »

<sup>lxxiii</sup> « LM : Por que você escolheu ficar aqui em Matarandiba?

M: eu poderia ir. Mas... é amor mesmo pelo lugar. Eu amo aqui. Eu, se vou pra Salvador, é só pra fazer faculdade, mas uma vez terminado a faculdade, eu vou voltar pra cá. Ou todas as semanas voltar... porque aqui, é o paraíso. É um lugar aqui, demais. Lugar de descanso, lugar de lazer. Lugar de tranquilidade... »

<sup>lxxiv</sup> « Vem gente de Campo Largo tirar bolsa família aqui, então a gente pega aqui, paga com cocal..., pois vão no comércio fazer a compra delas... eles fazem um lanchezinho... então eles já gastam algo aqui... isso é importante, isso traz desenvolvimento... porque todo mundo que vem aqui, deixa dinheiro, não tem como... porque às vezes tem gente que esta com 10 cocais, pra não levar, se ele não consegue fazer a troca, ele vai compra algo, uma gasolina... e deixa aqui... »

<sup>lxxv</sup> « São João do Arraial mudou... nossa! A avenida principal, a avenida era horrível... não era desse jeito, arborizada, toda organizada... Então São João do Arraial, minha gente... mudou! As casas, as famílias, não tinham tantos recursos... As casas agora são maravilhosas - a comparar com antes né... teve uma mudança nos começos... os comércios eram tipo casinhas, ora estão mais legais! (...) Moro aqui depois de doze anos... eu morava em Morro do Chapéu antes (...) eu sempre fui no interior, bem interior mesmo... então, na minha casa, pra você ter uma noção, não tinha energia... Então era luz de velas, lamparina pra gente... então foi uma vida bem bem no interior mesmo... daqueles agricultores mesmo pé no chão... pra ir pra cidade tinha que ser um evento assim, uma ocasião, pra gente era o luxo, um passeio... então pra mim, vir pra cá... eu gosto daqui... é uma cidade bem desenvolvida... (...) questões pequenas né... Cartão de crédito... lanchonete... tem a pracinha, eu acho que é mais desenvolvida... Tem cidades aqui, “cartão de crédito, que é isso?” (...) acho que aqui é bem desenvolvido... eu acho mais por essa questão do banco, porque a gente tem muitos visitantes, (...) esse ano, foi um ano de muitas visitas, que a gente teve universitários, pessoas mesmo como você que veio fazer algum estudo, então... (...) é mais visitada, tem um festival que é o nosso Festival dos cocais, o festival junino, chama muita gente pra cá... Então é uma cidade mais desenvolvida, as pessoas procuram investir mais devido à isso. »

<sup>lxxvi</sup> « Eu fiz ensino médio... estudei espanhol, mas não era muito apaixonada pela área... (...) eu morei 4 anos perto de Brasília... (...) depois eu voltei pro interior de Morro do Chapéu... e no interior é quebra do coco mesmo, pra sobreviver. E era isso... ou era roça... e aí eu vim pra cá, eu casei, mas eu não fazia nada não, só era dona de casa... aí trabalhei, eu comecei em 2014, ou 2015... eu trabalhava numa lojinha... depois eu trabalhei numa padaria, depois eu trabalhei cuidando e um bebezinho... e pois me chamaram pra cá, pra uma pesquisa, eles precisavam de alguns jovens... e me encaixaram e Eu fiquei... e foi bom... to aqui até hoje, né! »

<sup>lxxvii</sup> « Eu comecei nas reuniões mesmo informais, e depois teve o mapeamento da comunidade... foi escolhido um pessoal pra trabalhar no banco, no infocentro, e formar mesmo a associação, tipo com cargo de conselheiro financeiro e administrativo... e já tinha pessoas que tinham uma experiência maior do que eu... e compões esse espaço... eu fiquei na questão de fazer o mapeamento... (...) algumas pessoas que participaram também do mapeamento, receberam o valor e não voltaram mais pela associação. Mas aí eu achei interessante dar

---

continuidade... participava voluntariamente... (...) eu vi a necessidade, pra mi mesma, de conhecimento, de permanecer... e ai eu trabalhava como marisqueira pela manhã, fazia trabalhos de casa e tudo mais, e a tarde eu vinha um tempinho aqui, mexendo no computador, aprendendo com o curso de computação... e fiquei assim... e depois com mais ou menos uns dois anos e meio, a menina que foi agente de crédito e de infocentro ela teve que sair, foi embora, pra o marido dela achar um trabalho em Salvador... (...) Ai eu fiquei no lugar dela, como agente de infocentro. E como eu sou curiosa, eu gosto de aprender mais e mais, eu não ficava só na questão de informática, eu sempre que tinha um tempinho chegava aqui no banco, perguntava as meninas como é que era, participava do CAC (...) Pois, fui agente de crédito (...) dai então foi assim, fui mudando de cargo, ano após ano. »

<sup>lxxviii</sup> « Quando eu cheguei aqui e conheci o projeto, eu me encantei. E parece que já tava no meu sangue isso ai... que eu até hoje, eu sou encantada, eu sou apaixonada pelo projeto... eu sou maravilhada. Eu falo com muito amor... e o desenvolvimento das pessoas... a gente fica emocionada pelo desenvolvimento das pessoas. Todo mundo que entra nos empreendimentos, elas têm uma desenvoltura... eu mesma, quando entrei aqui, eu ficava muito calada. Só observando, observando... assim, com o tempo, eu fui aprendendo a falar, a palestrar... ai é muito emocionante... empodera muito, dá muito empoderamento... muito mesmo. »

<sup>lxxix</sup> « Poderia acontecer o seguinte. Deles chegarem, queimarem ou quebrarem a empresa... mas não... foram contatar os órgãos públicos, o ministério publico, os órgãos ambientais, tiveram um contato com a UFBA, o instituto de geografia foi estudar... então é um tipo de militância muito inteligente na minha opinião... (...) as mulheres do banco (...) elas sentam na mesma mesa do diretor da Dow... da promotora de justiça, do conselho, do prefeito, de qualquer pessoa! E conseguem conversar... »

<sup>lxxx</sup> « As meninas que eu conheci cresceram também, né... Eu saí de lá em 2014, 2015... (...) de fato, empoderamento existiu, sim... não é pouco não... e agora outra coisa... preponderantemente o gênero feminino... mas é a qualidade do debate também... ele se desenvolveu, cresceu muito né! »

<sup>lxxxi</sup> « A comunidade se sente mais apoiada aqui, com o banco... porque às vezes não tem condição de tomar um empréstimo... Até pra consumo próprio, digamos que eles não tem nada... vai ficar come fome? Não... Vem aqui no Banco, a gente analisa... »

<sup>lxxxii</sup> « A gente faz uma educação financeira com as pessoas. E isso tem feito, sim, um resultado muito grande. Quando as pessoas chegam aqui, que a gente avalia: "você gasta quanto de água? Quanto de luz, nas compras e tal?"... Elas conseguem ver o quanto elas gastam e quanto fica de saldo no mês. Entao a gente avalia... Você tem realmente necessidade de pedir esse empréstimo? Porque você tem tanto de fundo ainda... A gente avalia realmente a necessidade do empréstimo... Até mesmo para não fazer esse círculo vicioso de empréstimo-empréstimo-empréstimo né... (...) As veze elas pedem pra consumo (...) Quando pega novamente, já não pega mais pra aquilo mas pra uma reforma na casa e tal... então a gente ta vendo que realmente tem feito resultados sobre isso... »

<sup>lxxxiii</sup> « A condição das casas melhorou, a qualidade de vida das pessoas melhorou, a autonomia dessas pessoas também melhorou... as pessoas chegavam muito cabeça baixo para aqui... e quando saíram, quando a gente finalizou o projeto, eram outras pessoas, entendeu? Basicamente mulheres... a grande maioria eram mulheres. »

<sup>lxxxiv</sup> « LM : E você acha que essa atividade da ASCOMA, mudou muitas coisas na comunidade?

E : Eu acredito não, eu tenho certeza que sim. Que mudou muito. (...) eu acho que a principal mudança é a autogestão, a autonomia que as pessoas da comunidade começaram a ter, entendeu ? Tipo assim... as mulheres antigamente, elas viviam para casa e pros maridos e pros filhos. E hoje não... você vê que hoje as mulheres aqui na comunidade têm autonomia, elas trabalham, elas têm o próprio trabalho delas, a própria renda delas. O que antes não existia. Que só quem ia pra rua era o homem que ia trair o sustentamento de casa. Enquanto a mulher vivia dentro de casa tomando conta da casa, marido e filhos. E hoje não, hoje as mulheres daqui são todas independentes... »

<sup>lxxxv</sup> « S : Teve uma certa época que os próprios grupos de poupança, além de fazer essas reuniões, eles traziam cursos, oficinas... por exemplo, de doces... capacitando as mulheres, que terminavam com seus próprios negócios e viravam clientes do banco ou do fundo rotativo... tomando o aval... por conta desse empoderamento...

---

J : Porque, na verdade, não é só lado dinheiro né... é também trabalhar com as pessoas, fazer como que as pessoas se sintam importantes... eu digo porque quando a gente tava fazendo essas oficinas, muitas pessoas achavam que não tinham capacidades de fazer oficinas de coxinhas, de salgados... mas aprendeu e agora é mestra, ta dando até aula... com um resultado que é muito bom...

S : Então as pessoas iam se capacitando e acabando ter uma renda... Que antes, a maioria das mulheres não tinha um trabalho fixo... e muda até a questão da relação com os maridos, porque elas têm sua própria renda... então assim não fica esperando pra comprar um gás, uma comida da criança

J : ou pra se embelezar... !

S : Então é uma coisa que é mais profunda do que a gente pensa... »

<sup>lxxxvi</sup> « O impacto mais importante é o fortalecimento da comunidade... porque não adianta ter um turismo de base comunitária, se você não trabalhar c...) com o fortalecimento da economia, mas também com o reconhecimento da comunidade. Pra mim, é um grande foco isso aí. (...) Principalmente para mim é pra isso... essa parte de valorizar a cultura, e tudo mais. (...) Os jovens que participam, todos os que participam se sentem empoderados nessa valorização. (...) São coisas que gratificam...(...) Além ter uma gratificação econômica... Mais isso, nenhum dinheiro no mundo paga. Essa riqueza que nos temos, é nossa, cultural, comum... que foi passada de pai em filho, toda aquela herança... isso, ninguém paga. Não tem dinheiro que vai pagar... »

<sup>lxxxvii</sup> « LM : Eu achei engraçado, ontem, no ônibus que peguei de Teresina para Esperantina, o motorista me falou "Eu moro num povoado perto de São João do Arraial, mas sempre vou curtir as festas juninas là... Você sabe, lá tem uma moeda, tem que visitar isso, é super massa"!

WC : Pois é... Antes era "São João onde?", agora é "Tem o banco dos Cocais!", "Ah, à!". Entao.. é tipo um ponto... é impossível conhecer são joão do arraial e não conhecer o banco dos cocais... todo mundo que vem de Brasília, São Paulo, vem visitar familiares, sempre passa aqui : "Ai, quero um cocal, dois cocais pra levar, pra mostrar!". Todas vezes que vem passar férias, as pessoas passam no banco pra levar moeda... é bem interessante... eu gosto! É um ponto que chama muita atenção... então o desenvolvimentt se torna mais por isso, porque a cidade vem visitada, já houve várias reportagens.. então... ela se torna uma cidade mais desenvolvida que as outras, que Morro do Chapéu, que é minha cidade... eu acho que aqui é muito desenvolvido, é muito legal... »

<sup>lxxxviii</sup> « Eu acho que tem essa questão de dinamismo territorial... Eu acho que o banco, quando ele tem essa articulação no território, quando a comunidade entende que aquele banco pertence a ela... acho que ele consegue também elevar um pouco a autoestima da comunidade. São territórios que não tem quase nada, acesso a serviço nenhum, e de repente eles mesmos estão criando um banco... tem moeda social - que os bancos têm dinheiro próprio, eles olham, enxergam as características do território... então... isso acaba de certa forma estimulando eles aumentando a autoestima, até eles desenvolverem outras atividades... eu acho que o banco tem essa capacidade... tem também a contribuição no sentido da articulação política, de todas as discussões que o banco provoca, conseguir atrair atores pra discutir os seus próprios problemas... a própria autoestima das pessoas, que trabalham no banco comunitário... a maioria das agentes de crédito são mulheres, e boas parte delas sofreram um processo relacionado ao machismo, tem que tomar contas dos filhos, da casa, elas não têm uma profissão... e ai os bancos possibilitaram que elas aprendam uma nova profissão, com uma formação... se empoderar inclusive das suas vidas...chegar em casa e dizer eu vou trabalhar, meu trabalho é importante pela comunidade, eu vou fazê-lo independente, inclusive até de não receber recursos pra fazer isso. E não só pra mulheres né... (...) tem também a questão dos homens, dos jovens... que trabalham no processo, que se envolvem no processo... seja lá como agente de crédito, seja como gerente do banco, seja participando do próprio conselho gestor do banco, discutindo os problemas comuns do território... eu acho que isso acaba contribuindo no desenvolvimento pessoal das pessoas envolvidas, e da comunidade como um todo... de ter um banco que pertence a ela, de ter a moeda própria... »

<sup>lxxxix</sup> « A maior parte dessas pessoas, elas negociaram, elas estão pagando... elas estão resolvendo, sim... No período da pandemia, a gente não cobrou... aqueles que conseguiam pagar, tudo bem... Mas aqueles que não pagavam, a gente também não forçou... então... depois que passou, que as coisas começaram a normalizar um pouco, foi que também a gente começou a entender... que por algumas pessoas as vendas não foram boa e tal... Então a gente foi compreendendo e tentando ver com aqueles que estavam em atraso, que a gente nem gosta de usar o nome

---

inadimplênte... mas em atraso... a gente foi vendo se eles conseguiam... se precisavam de mais um prazo... a gente fez da forma que eles achavam que era melhor pra eles conseguir... »

<sup>xc</sup> « Aqui a vida em Matarandiba não mudou muito não, entendeu ? A gente ficava só assustado com a questão dos anúncios mesmo, com as mortes... não tinha como não ficar assustado... as pessoas ficavam assustadas, tomando realmente os cuidados... mas assim em questão do funcionamento da comunidade, não mudou muito não... porque teve locais, estados, que pararam mesmo as coisas, tiveram bastante dificuldade nessa questão de como trazer alimentos, de remédios né... então aqui não tive muito isso graças a Deus... (...) é uma comunidade pequena, e com poucos moradores... e também a movimentação de sair não era muita...as pessoas conseguiam se manter, se organizar durante a pandemia, pra não sair demais... »

<sup>xcii</sup> « Então, pros agricultores fui muito difícil... ao mesmo tempo, o agricultor, ele acabou sendo um pouco mais... pmais... enfim, orque lá na comunidade dele, na zona rural, no interior... ele basicamente quem vivia era ele, a família... e os vizinhos dele mais próximos. Então assim... o contato dele com outras pessoas externas, era muito pouco tbm (...) os agricultores, eles produzem algum alimento... na roça, tem lá o milho, tem um feijão, tem a hortaliça, a fruta no quintal... isso facilitou pra algumas famílias... isso não é maioria... mas ajudou bastante também. »

<sup>xciii</sup> « Você não tem reserva, você não tem poupança, você não tem como se manter. Então muitas pessoas viveram de doação, mas muitas saíram pra trabalhar. A gente procurou contribuir. Mas mesmo assim, muita pessoa passou necessidade, passou fome... que não é fácil.. por mais com a realidade de ajuda, mas muitas pessoas tiveram dificuldades de se alimentar... eu estou dizendo assim, bem direto, passou fome, realmente, as pessoas passaram fome... as vezes se alimentavam uma vez no dia... então assim... você não tem condição de fazer muita coisa, se você se alimentar uma vez por dia... infelizmente, eu acho que a distribuição de renda no mundo, ela ainda é muito desigual. Porque a gente tem um Brasil, eu falo do meu país, um Brasil riquíssimo, exportador de alimentos... muito produtor... e, ao mesmo tempo, é vergonhoso, a gente ter pessoas no nosso país que passam fome. Infelizmente, a distribuição de renda, ela é irregular... concentra nas mãos daqueles ou aquelas que têm mais, e os restantes passam fome. »

<sup>xciv</sup> « Eu acredito que o banco comunitário contribui também... Porque assim... muitos desses comércios beneficiários, eles movimentam a economia local... (...) Eu avalio inclusive que em São João do Arraial, o impacto da pandemia, não foi tanto. Eu não conheço a fundo né, mas... na visão minha... os grandes centros, eu acho que eles sofreram mais... do que a população de pequenos centros, de comunidades, municípios como os nossos... porque lá, nas aglomerações urbanas, ou você trabalha, ou você não come... você tem uma outra realidade... nossa realidade, pode ter sido difícil, mas teve outros pra quem foi mais difícil ainda do que pra nós... »

<sup>xcv</sup> « A gente tem um governo municipal que teve uma continuidade, depois de 16 anos... ele tem uma linha muito progressista de pensamento e uma construção coletiva... Marica sendo um município muito rico, a gente tem entorno de 4 bilhões de orçamento da prefeitura... isso precisa ser passado, isso não pode ser concentrado nos cofres públicos. Até porque dinheiro publico, ele precisa circular, ele é do povo, ele precisa retornar pro povo. »

<sup>x cvi</sup> « Na época da Vale Shop, a gente ainda não fazia o círculo completo da economia solidaria que a gente faz hoje. Porque o comerciante ele recebia, mas a taxa que ele era cobrado, ia pra outro município, lá pra Brasília, até outro Estado. »

<sup>x cvii</sup> « E aí o comerciante tinha que estar completamente em dia com a União, com o município, tinha que ser legalizado... Ele recebia o valor efetivamente 30 ou 40 Dias depois do ato da venda, e tal... e isso fez com que a gente tivesse uma baixa adesão de comércios ao mombuca, nesses primeiros anos. Muito porque a formalização dos empreendimentos não era uma coisa natural da cidade. Marica sempre foi uma cidade-dormitório, que os poucos comércios que tinham, eram comércios de bairro muitos simples, né... foram passados de pai pra filho... »

<sup>x cviii</sup> « Em maio de 2020, a gente tinha 3000 empreendimentos cadastrados na moeda mombuca, na nossa rede. Em abril de 2021, a gente bateu a marca de 10 000 comércios e prestadores de serviços aceitando a moeda social... Hoje a gente tá em 12 300... mais a gente aceita M\$ no seu empreendimento do que as bandeiras de cartão de crédito e débito... tem gente que só aceita mombuca e real... não aceita nem uma bandeira de cartão... »

---

<sup>xcviii</sup> « Eu tava no mercado durante a pandemia... era o quinto dia do mês e aí tinha um carrinho cheio, crianças pedindo biscoitos... tudo que aquela podia querer... e ela pagou em mombuca... e tava comentando na fila, sobre o uso da moeda, que bom que tinha virado... que ela tava sem nada em casa... »

<sup>xcix</sup> « O ciclo normal, é uma comunidade organizada que cria um banco. Mas tem o exemplo de Marica, que é o contrário. É um banco comunitário que organiza uma comunidade. Então aqui, quando começou, não tinha uma comunidade de verdade... O prefeito desejava ter um banco pra pagar os seus benefícios. E depois que a gente chegou, foi o banco Palmas que se instalou aqui. Depois que foi a organização da comunidade, já com o banco funcionando. Era ligado ao nosso CNPJ do Palmas... organizamos banco, organizando comerciantes, organizando a comunidade... até aqui hoje ter uma associação própria. Pois aqui foi o contrário, foi o banco que organizou a comunidade. »

<sup>c</sup> « Aqui no Brasil a gente tem muito aquela frase de quem não pode dar o peixe, tem que ensinar à pessoa a pescar. No tem como você ensinar à ninguém a pescar, se ela ta com fome. A gente precisa priorizar as necessidades básicas... a renda básica da cidadania, ela é justamente isso, ela é uma garantia de uma subsistência que tem que ser universal. »

<sup>ci</sup> « É isso... você é pobre? Você fica feliz na pobreza... Reproduzimos isso. Uma visão muito estereotipada... eles têm que viver assim, se não é vício burguês. Se eles querem ter uma casa melhor, sair de carro, ter uma vida melhor... esse é um vício burguês, é uma doença. Você tem que se acomodar ser feliz sendo pobre. Você não quer essas coisas que o rico tem. Qual é o problema de ter? Você não queria ter uma piscina, uma casa bem grande? Eu queria! Se todo mundo tivesse... né! Seria muito bom! Seria bom demais! O ruim é não ter... Você admite que é Deus que fez o mundo assim... essa é uma coisa muito religiosa... nos, e principalmente os ocidentais, tem muito disso... que a pobreza, o sofrimento, a lamúria, é o que vai te salvar. Porque as coisas do mundo, a abundância, a riqueza... é perdição. O rico adora isso, ele adora viver rico e pecador né... (...) Porque nos temos que viver pequenos, ali, sofridos, com quantidade de dinheiro circulando muito pouca... essas ferramentas de pobre porque a tecnologia é coisa de rico... porque se for tecnológica não tem uma relação humana... quem disse isso? Isso aqui é inventado para quem não tem. Não é? Pode ser digital e presencial. A gente é presente e digital. E o digital não me afasta de nada. (...) precisamos parar com essa apologia da miséria... »

<sup>cii</sup> « Na época... na realização do mapeamento, descobrimos que só duas pessoas da comunidade tinham computador em casa. A tecnologia de celulares também era bem pouca... quase ninguém tinha celular... e aí por isso também a necessidade de criar um infocentro comunitário onde dava acesso às pessoas... era fornecido, até hoje é fornecido, para a comunidade, um curso de informática básica gratuito. »

<sup>ciii</sup> « Tem 5 anos que a padaria fui fundada, e o pão sempre foi à 25 centavos. Esse ano que a gente aumentou pra 30 Centavos, porque os insumos aumentaram muito. O gaz aumentou, a energia aumentou, tudo aumentou... (...) Quando você for comprar com as conchas e com sua sacolinha, você leva um pão à mais, no caso você leva 4 pães por 1 real. »

<sup>civ</sup> « O nosso trabalho é desenvolver a economia local, com turismo que a comunidade toda a comunidade... que é um turismo diferente do turismo de massa, que vem na parte de explorar e não dar um retorno pra comunidade. Essa é uma das grandes diferenças que nos trabalhamos... (...) Porque o Vivertur também não é só turismo, só diversão... mas é como o nome fala, Vivertur, é viver, a vivência na comunidade, dos moradores, é mostrar a realidade do povo... »

<sup>cv</sup> « Já experimentei da ostricultora, que é uma maravilha de empreendimento que a gente ta tentando aí reativar ele... que é um empreendimento que tem a identidade da comunidade, da pesca e mariscagem... então a ostricultora é um empreendimento que a gente além de preservar a natureza, o ambiente que a gente vive, a gente tem como tirar renda também desse empreendimento. (...). Só que a gente tem aqui... a pesca predatória... aí tem pessoas de outra comunidade que vem, joga bomba... então as ostras elas são sensíveis, elas se estressam... e aí quando chega o ponto de comercialização, elas estão estressadas e morre com facilidade. É complicado... »

<sup>cvi</sup> « As pessoas da comunidade hoje estão acostumadas a trabalhar e receber no imediato; e a ostricultura tem um processo de criação, de chegar na fase adulta, e tal, pra depois obter um retorno. E aí as pessoas não tiveram a paciência de esperar esse processo. E aí... como a gente tava em outras questões, não tive tempo também pra estar conscientizando melhor essas pessoas, estar juntos com elas, mostrando que era possível dar continuidade,

---

mas que era um processo lento... então foi desatentado o cultivo das ostras.com muita dor mas... fui necessário desativar. Mas os demais empreendimentos, estão aí... »

<sup>cvii</sup> « Dona Angelina, que tem uma memória muito boa, conversando muito com D., que é turista e veio a passeio aqui, se apaixonou e hoje tem uma casa aqui... e elas fundaram essa associação e aí resgataram o Terno e o Zé de Vale... o Terno é uma manifestação muito cara, porque as roupas são roupas caras... (...) então foram feitos bingos, rifas, leilões (...) tirando da comunidade um valor de 4 000 reais... (...) isso foi muito emocionante, porque quando elas contavam as histórias, elas se emocionavam, porque lembravam do tempo dela, e que já não existia mais... E quando a gente fez por que acontecesse, foi muito lindo... foi um momento muito bonito pra comunidade, e pra associação também... Porque tudo começou através desse resgate... Quando o Terno saiu, ainda não tivemos vínculo nenhum com a ASCOMA... foi depois dessa mobilização toda que deu a ideia de fazer como que virasse a rede ECOSMAR... e aí nos registramos nossa associação. »

<sup>cviii</sup> « é um espaço onde a gente guarda toda memória de Matarandiba (...) já ganhamos vários projetos, vários editais... o último foi esse da colocação das peças... onde você pega uma peça e você tem toda a história dela ali contada... »

<sup>cix</sup> « o último agora foi um livro, foi lançado "Memória de terra e mar"... que é contos e causos das pessoas da comunidade. »

<sup>cx</sup> « Dentro da rede de BCD a gente teve algumas discussões, e a gente percebe que o Banco Ilhamar foi um que desde a sua criação até hoje nunca fechou... boa parte dos outros já fecharam, alguns por pouco tempo, outro por mais...por vários motivos... »

<sup>cxii</sup> « Tem que individualizar a personalidade da pessoa... porque ela vai ter uma responsabilidade muito grande (...) porque nosso objetivo aqui é resolver a situação dos moradores né... não é ficar aqui falando mal... »

<sup>cxiii</sup> « A pessoa vem, solicita o empréstimo, terça e quinta-feira a tarde... e aí o pessoal vem e é exposto à nos... por que a pessoa precisou, para que a pessoa ta precisando... o custo dela mensal pra poder a gente avaliar tudo. Depois, se for aprovado, a gente aprovar... aí é dito o nome da pessoa. Desde então, no início da avaliação, a gente não fica sabendo quem é a pessoa, pra não ter a questão... não vou aprovar porque eu conheço... e isso também é muito importante. »

<sup>cxiiii</sup> « Tem três agências de turismo que trabalham diretamente com a gente... (...) o último mesmo, eles fizeram com um grupo de 60 franceses... eles já conheceram um bairro lá do RJ e outro bairro de São Paulo... eles passavam uns cinco dias aqui em Salvador... passavam um dia aqui... Nos oferecemos uma série de atividades... por exemplo... a gente tem uma cozinha comunitária(...) aí tem o turismo culinário, que o grupo vem, conhece a cultura culinária e ajudam a produzir os pratos... e eles também tem a possibilidade de apenas ser servidos, eles pagam o almoço e isso gera renda pro próprio grupo. Os nossos guias eles também recebem um recurso... (...) A gente tem também a possibilidade da hospedagem solidaria, porque quem recebe esses turistas, esse também é um valor pra poder ajudar pagar as contas...(..) o roteiro, ele vai passando, vai mapeando e a cada lugar que ele vai parando, as pessoas vão contando a história... Também, eles encontram, por exemplo, uma moça que vende geladinho, uma senhora pro lado do conjunto que também faz o jantar... então o recurso não fica pra gente, ele fica pra comunidade... Às vezes, oferecemos aos turistas a possibilidade de trocar seu dinheiro por moeda social, para que possam gastá-lo nos comércios que fazem parte da rede... »

<sup>cxv</sup> « Ao dia a dia, aqui no banco somos só três pessoas. Mas a gente tem uma equipe de sócios, que eles também atuam... por exemplo, no trabalho social, das casas, por exemplo... a gente tem engenheiro, assistente social... isso vai depender do projeto, né! Quando a gente consegue algum projeto, a gente contrata, mas quando acaba o projeto, a gente tira... Porque a instituição hoje não tem como manter um quadro de funcionários... »

<sup>cxvi</sup> « O banco dos Cocais, ele surgiu em 2006. Ele foi inaugurado em dezembro 2007. Mas a discussão vem bem antes... o banco surgiu basicamente de uma necessidade de geração de renda... eu acho que você já percebeu... A gente é uma cidade extremamente pequena, pobre, com poucos recursos... então a gente, tem muitas dificuldades... por exemplo, aqui a gente não tem indústria, a agricultura é agricultura de subsistência, agricultura familiar que nos chamamos aqui (...)... então a nossa renda ela vem basicamente do extrativismo do babaçu, e da agricultura familiar, que é agricultura de subsistência. E pouco mais os recursos da prefeitura, que são dos servidores, dos aposentados (...), bolsa família... enfim... tem muitas famílias carentes no nosso município... »

---

então... o banco surgiu basicamente dessa questão: Como é que a gente resolve esses problemas? E aí já na época, a gente tinha ouvido falar do Banco Palmas em Fortaleza. Da dinâmica do banco, como é que ele funciona... e tal. E aí a gente se reuniu aqui, uma caravana... Com a parceria, a prefeitura, associação, igrejas e a gente fiz uma visita ao banco Palmas. E lá a gente identificou que o que eles faziam lá, era muito parecido com que a gente fazia aqui né... na volta, a gente começou a discutir essa ideia do banco... e aí a gente discutiu... a relação entre poder público e sociedade civil. Porque lá no Banco Palmas, a gente não tinha muito, não tem até hoje né, essa relação entre a sociedade civil e o poder público. E aqui por a gente ter um gestor muito sensível, a gente acabou trazendo isso. Então isso facilitou... até porque a prefeitura também não tinha a possibilidade de absorber ou de empregar todo mundo... e a gente começou essa discussão... Foi aí que a gente começou a discutir, a fazer reuniões, a formar o conselho do banco... e aí desde 2007 a gente criou o Banco dos Cocais. »

<sup>cxvi</sup> « Na primeira vez é difícil a gente liberar 1000, porque a gente quer conhecer o cliente, saber como ele paga... (...) e ao andar dos meses, dos períodos que vai pagar tudo direitinho, a gente... na gente libera 600, 700, 800... e assim, até chegar à 1000 R\$. »

<sup>cxvii</sup> « Este ano [2019, nota do editor], recebi apenas oito solicitações de inclusão; dessas, acredito que três não foram aprovadas. Em sua maior parte, são renovações de crédito. »

<sup>cxviii</sup> « Embora agora tenhamos um acordo com a Caixa Econômica, a forma que a gente trabalha, é nossa. Então você pode pagar com cocal, você pode pagar com real, você pode pagar de qualquer forma. porque a troca quem faz é a gente e cada mês nos vamos fazer o depósito em reais pra Caixa. (...) Então, cada mês essas pessoas chegam... aí vai estes aqui... bolsa família, aposentado, servidor, por exemplo... essas pessoas aqui, elas vão vir sacar. Porque elas todo mês recebem seus benefícios. Por exemplo, eu recebi 2 000 R\$ pra pagar tudo isso. Aí vamos supor que eu paguei para eles 1500. Sobrou 500, então esses 500 aqui, eu vou mandar para Caixa Econômica, porque esses 500 eu não consegui devolver para eles novamente circular. (...) Geralmente todo começo de mês, eu arrecado o mês todinho, quando chega todo começo de mês, se eu não paguei, eu preciso devolver para caixa, a gente pega o valor e vai levar para Esperantina, aí à para começar o mês novamente. »

<sup>cxix</sup> « Às vezes quem vem receber o pagamento no banco recebe até todo em moeda social... hoje a gente ultrapassa os 25%. Difícilmente a gente paga menos que 25%... Mas a gente hoje não faz essa contabilidade, porque é muito comum... então se você vai receber 100 R\$, às vezes eu lhe dou 50 cocais e 50 R\$; ou eu posso lhe dar 30 cocais e 70 reais, ou eu posso lhe dar até todos os 100 R\$ em moeda social... é muito comum, todas as pessoas aceitam... qualquer estabelecimento aceita... as pessoas não tem a questão de não querer receber... »

<sup>cxx</sup> « Esse dinheiro é somado ao da Caixa Econômica, junto com o das taxas de juros dos empréstimos etc., e isso nos permite viabilizar nossas ações". »

<sup>cxxi</sup> « Então esse termo de cooperação permite que a gente seja uma ponte entre pequenos... mulheres no caso nosso que quebram o coco, que trabalham com horta, com artesanato... e a agência de fomento que fica em Teresina. Isso permite levar crédito a pessoas que normalmente não como acessar (...) Esse recurso vem de lá, e acaba ficando aqui, no território. »

---

## Résumé

Aujourd'hui, l'importance de territorialiser les stratégies de développement économique et social est désormais un acquis. Toutefois, les outils le plus couramment utilisés sont ancrés dans la tradition théorique des Nord et véhiculent une approche productiviste du développement économique local - ce qui est également le cas pour la science régionale et ses modélisations. Ainsi, en utilisant l'exemple de la théorie de la base économique, cette thèse propose une contribution au « décentrement » des approches territoriales du développement. Pour cela, nous nous situons au carrefour entre la science régionale, les approches décoloniales et postcoloniales, ainsi que les théories polanyiennes et relevant des *diverse economies*. En nous appuyant sur le cas du Brésil, nous intégrons dans le modèle de la base économique les flux de richesses issus des emplois informels, des transferts entre ménages et des pratiques non monétaires - rarement valorisés dans les Nord, mais sur lesquels les Suds produisent systématiquement des données et analyses. Cette recherche quantitative est accompagnée d'une recherche qualitative portant sur trois études de cas, qui, avec leurs pratiques innovantes en termes de circulation de la richesse, permettent d'observer le rôle moteur de l'économie locale et la complexité des liens qui se tissent au sein des territoires. Nous montrons que le développement n'est pas qu'un enjeu de production, mais qu'il dépend d'une multitude de leviers - à la fois endogènes et exogènes, formels et informels, monétaires et non monétaires - dont l'activation repose principalement sur les dynamiques socio-économiques locales et sur l'implications des acteurs et actrices qui en sont porteurs.

**Mots-clés :** *développement territorial, théorie de la base économique, théories des Suds, Brésil*

## Abstract

In the modern day, the importance of territorialising economic and social development strategies has been well established. However, the most commonly used tools are rooted in the global north theoretical tradition and convey a productivist approach to local economic development. This is also the case for regional science and its modelling. Therefore using the example of economic base theory, this thesis proposes a contribution to the 'decentring' of territorial approaches to development. To this end, we situate ourselves at the crossroads between regional science, decolonial and postcolonial approaches, as well as Polanyian and diverse economies theories. Using the case of Brazil, we integrate into the model of the economic base the flows of wealth that stem from informal employment, inter-household transfers and non-monetary practices - rarely acknowledged in the global north but on which the global south systematically produces data and analysis. This quantitative research is combined with qualitative research on three case studies, which with their innovative practices in terms of wealth circulation, enable us to observe the driving role of the local economy and the complexity of the links that are woven within the territories. We show that development is not only a production matter but that it depends on a multitude of levers - both endogenous and exogenous, formal and informal, monetary and non-monetary - the activation of which is based primarily on local socio-economic dynamics and on the involvement of the actors who bear them.

**Keywords :** *territorial development, economic-base theory, global south, Brazil*